



HAL
open science

Les diplomates français et britanniques face à la guerre civile espagnole (1936-1939) : de la perception des violences aux interventions humanitaires

Nathan Rousselot

► **To cite this version:**

Nathan Rousselot. Les diplomates français et britanniques face à la guerre civile espagnole (1936-1939) : de la perception des violences aux interventions humanitaires. Histoire. Nantes Université; Universidad complutense de Madrid. Facultad de ciencias políticas y sociología, 2023. Français. NNT : 2023NANU2016 . tel-04860552

HAL Id: tel-04860552

<https://theses.hal.science/tel-04860552v1>

Submitted on 1 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE DE DOCTORAT



UNIVERSIDAD
COMPLUTENSE
MADRID

NANTES UNIVERSITÉ ET
UNIVERSIDAD COMPLUTENSE DE MADRID

ÉCOLE DOCTORALE N° 604
Sociétés, Temps, Territoires
Spécialité : *Histoire*

Par

Nathan ROUSSELOT

« Les diplomates français et britanniques face à la guerre civile espagnole (1936-1939) : de la perception des violences aux interventions humanitaires »

Thèse présentée et soutenue à Nantes Université, le 20 octobre 2023

Unité de recherche : Centre de recherches en histoire internationale et atlantique (CRHIA)

Rapporteurs avant soutenance :

Hugo García Professeur, Universidad Autónoma de Madrid
Renaud Meltz Professeur / Directeur de recherches, CNRS

Composition du Jury :

Présidente : Dzovinar Kévonian Professeure, Université de Caen-Normandie
Examinatrice : Célia Keren Maîtresse de conférences, Sciences Po Toulouse

Dir. de thèse : Stanislas Jeannesson Professeur, Nantes Université
Co-dir. de thèse : José Luis Ledesma Professeur, Universidad Complutense de Madrid

LES DIPLOMATES FRANÇAIS ET BRITANNIQUES FACE
À LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE (1936-1939) :
DE LA PERCEPTION DES VIOLENCES AUX
INTERVENTIONS HUMANITAIRES

LOS DIPLOMÁTICOS FRANCESES Y BRITÁNICOS

FRENTE A LA GUERRA CIVIL ESPAÑOLA (1936-1939):

DE LA PERCEPCIÓN DE LAS VIOLENCIAS A LAS INTERVENCIONES HUMANITARIAS

*À Jaroslav Procházka,
« Checoslovaco, de 35 años, tornero.
Perteneiente a las Brigadas Internacionales. 15 Brigada. »*

Remerciements

Ma gratitude va en premier lieu à mes deux directeurs de thèse, Stanislas Jeannesson et José Luis Ledesma. Le premier a accompagné mes premiers pas dans la recherche à l'université de Nantes, en acceptant d'encadrer mon mémoire de master en 2013-2015. Poursuivre en thèse sous sa direction apparaissait alors comme une évidence. Je le remercie chaleureusement pour ses conseils, la pertinence de ses remarques et son soutien continu et sans faille durant ces six longues années de thèse. Je remercie tout aussi chaleureusement le second, José Luis Ledesma, qui a accepté de co-diriger cette thèse dans le cadre d'une co-tutelle avec l'Universidad Complutense de Madrid. Ses conseils, toujours utiles, m'ont permis de me saisir de cette historiographie volumineuse et complexe de la guerre civile espagnole et de ses violences. Son précieux soutien m'a également permis de surmonter les spécificités de l'administration espagnole qu'en qualité de Français j'ai parfois eu peine à cerner. Je tiens également à remercier Michel Catala et Célia Keren, qui ont aimablement accepté d'intégrer mon comité de suivi de thèse. Nos réunions annuelles se sont révélées particulièrement bénéfiques, en me permettant à échéances régulières de faire le point sur l'avancée de mes travaux. Ma thèse s'est ainsi nourrie de leurs remarques pertinentes et leurs conseils précis. Je remercie aussi Hugo García, Célia Keren, Dzovinar Kévonian et Renaud Meltz d'avoir accepté de participer au jury de cette thèse.

Pour réaliser ce travail, j'ai pu compter sur le soutien financier de plusieurs institutions. L'université de Nantes, devenue Nantes Université, l'école doctorale Sociétés, Temps, Territoires et le Centre de recherches en histoire internationale et atlantique (CRHIA) m'ont régulièrement accordé des aides conséquentes me permettant de réaliser plusieurs séjours de recherche en Espagne et à Londres. Je remercie plus spécifiquement pour leur soutien aux doctorant·e·s : Éric Schnakenbourg, directeur du CRHIA, Yann Lignereux et Annick Peters-Custot, directeur et directrice de l'UFR d'Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie. Enfin, j'ai également bénéficié à deux reprises d'une bourse de recherche de la Casa de Velázquez, en juin-juillet 2018 et en septembre 2020. Ces deux bourses m'ont permis de réaliser des séjours de recherche dans les archives et les bibliothèques madrilènes, et surtout de rassembler la documentation de l'Archivo General de la Administración à Alcalá de Henares. Je remercie les deux directeurs des études de l'École des Hautes Études Hispaniques et Ibériques, Nicolas Morales et Luis González Fernández, pour leur accueil au sein de la Casa de Velázquez. Sans ces subventions, je n'aurais pas pu accéder aux archives espagnoles

et britanniques sur lesquelles se fonde ce travail. Grâce à ce soutien financier, j'ai également eu l'occasion de présenter à plusieurs reprises mes recherches en France et en Espagne.

Durant ces six années de thèse, j'ai eu la chance de pouvoir bénéficier d'un excellent environnement de travail. Ma gratitude va tout particulièrement au personnel administratif du CRHIA. Je remercie tout d'abord Thomas Burel pour sa gentillesse et son accueil lors de mon arrivée dans le laboratoire au début de ma thèse, avant qu'il ne parte retrouver le soleil brestois. Je remercie également Aurélie Cloarec, gestionnaire financière du laboratoire, et Sacha Crusson, qui a succédé à Thomas comme ingénieure d'études, pour leur appui précieux, leur bonne humeur et leurs conversations lors de nos pauses-café. Je remercie enfin les deux bibliothécaires du CRHIA, Nathalie Vaillant et Soazig Le Clerc, pour leur accueil toujours aimable quand je venais emprunter ou rendre des livres – parfois avec retard. Le personnel des centres d'archives a également contribué à faciliter mon travail. Je souhaite notamment remercier le personnel de la salle de lecture du Centre des archives diplomatiques de Nantes qui, après plusieurs années à me voir dans ses murs, connaissait à l'avance la table à laquelle je souhaitais m'installer. Je remercie aussi chaleureusement Víctor Moraleda et Henar Alonso qui m'ont aidé à me repérer dans les fonds de l'Archivo General Militar de Ávila.

Je tiens également à exprimer ma gratitude envers Didier Pigeonneau et François Castéran, qui ont aimablement accepté de répondre à mes questions sur leurs grands-pères, Jacques Pigeonneau et René Castéran. Le premier m'a reçu chez lui à Caen, en octobre 2021, pour un long entretien d'environ trois heures. À cette occasion, il m'a confié des souvenirs familiaux – essentiellement sur l'engagement de Jacques Pigeonneau dans la Résistance. Le second a répondu à mes questions par courriel, me transmettant la deuxième partie – inédite à ma connaissance – des « Souvenirs d'Espagne » de René Castéran, ainsi que plusieurs photographies de pilotes allemands prisonniers des républicains, dont l'échange a été supervisé par l'ancien consul de France à Bilbao.

La recherche est aussi une entreprise collective : elle se nourrit de discussions et de collaborations. Plusieurs chapitres de cette thèse sont ainsi le fruit des échanges nombreux et bénéfiques que j'ai maintenu avec Carlos Píriz (pour l'espionnage), Pierre Salmon (pour l'attitude française face à la guerre civile) et Sébastien Farré (pour l'humanitaire). Nos conversations sur Whatsapp constitueraient un terrain parfait pour faire l'archéologie d'une recherche en train de se construire, pour retracer le cheminement des idées et la confrontation

des hypothèses. Quant aux conversations autour d'un café – ou plutôt d'une bière – à Paris, Madrid, Salamanque, Olivenza ou Genève, elles ne sont pas perdues : leurs yeux aguerris en retrouveront des traces, ici ou là, au fil des chapitres. Je dois aussi signaler ma dette à l'égard d'Aliette Roux, ingénieure de recherche de Progedo-Loire. J'ai pu non seulement apprécier ses qualités pédagogiques lors des formations aux méthodes quantitatives qu'elle animait, mais aussi sa disponibilité, sa patience et sa bienveillance dans l'accompagnement qu'elle m'a proposé : sans elle, je n'aurais jamais pu constituer ni exploiter cette base de données des réfugiés espagnols protégés par la diplomatie française. Mille mercis à vous quatre !

Mais ce travail est aussi le reflet des échanges que j'ai maintenu en diverses occasions, lors de séminaires, journées d'étude et colloques, de conversations de couloirs, de rencontres informelles ou d'échanges par courriels. Mes remerciements vont donc aux différents chercheur·e·s, collègues ou ami·e·s qui ont pris le temps de m'écouter, de me lire, de me faire part de leurs remarques ou de nourrir ma réflexion : l'équipe d'Adelante, dont les rendez-vous mensuels ont été une véritable respiration durant la rédaction, Peter Anderson, Jean-Pierre Amalric, Sophie Baby, Laurence Badel, Christophe Batardy, Thomas Beugnet, Jean-Marc Delaunay, Diego Gaspar Celaya, François Godicheau, le « Grupo de Investigación Complutense de la Guerra Civil y el Franquismo » (GIGEFRA), Carole Gómez, Gutmaro Gómez Bravo, Eduardo González Calleja, Peter Jackson, Claire Le Bras, Jérémy Léger, Claire Marynower, Michel Martínez, Miguel Martorell, Matthew McDonald, Ramsay Scott, Jordi Sellarés Serra, Nicolas Sesma-Landrin, Frédéric Spillemaeker, Loreto Urraca, Bruno Vargas, Ángel Viñas, Mercedes Yusta. Parmi ces derniers, je tiens aussi à signaler celles et ceux qui ont accepté de relire certains chapitres de ma thèse. Outre Sébastien Farré et Pierre Salmon, je remercie tout spécialement : Maribel García Lafuente, José María García Marquez, Rocío Negrete Peña, Anélie Prudor et Marie Walin. Je remercie également Daniel Meharg et Charles Martin pour leur relecture des résumés en anglais.

Préparer une thèse à l'université, c'est aussi découvrir un collectif de travail. Je remercie notamment les enseignant·e·s du département d'histoire à Nantes, que j'ai eu le plaisir de côtoyer entre deux cours dans les couloirs de l'université : Virginie Adane, Antonio de Almeida-Mendes, Bertrand Augier, Matthieu Boisdron, Frédéric Gloriant, Diana Maloyan, Alain Messaoudi, Fabrice Micallef, Bernard Michon, Céline Pauthier, Isabelle Pimouguet-Pedarras et Jérôme Wilgaux. Je remercie aussi les collègues du bureau des doctorant·e·s pour le soutien et les encouragements mutuels : Abel Lobry Bagnon, Lekpaï Yves Keipo, Léa Martin, Urchelin Onhima, Marie-Cécile Pineau, Lorraine Stravens et Kouamé Ioukey Yocoly.

Mes remerciements vont également aux collègues du bureau T235 et assimilés, qui m'ont permis de mieux comprendre les rouages de la « machine universitaire » : Christèle Allès, Jean-Baptiste Bahers, Romain Legé, Anna Le Quéau, Nicolas Raimbault, Jean Rivière, Valérie Rolle et Laurie Tissière.

Enfin, la thèse est aussi une aventure personnelle dans laquelle nous emmenons nos proches, bien malgré eux. Merci à celles et ceux qui m'ont accompagné durant toutes ces années de recherches et qui ont enduré les longs récits détaillés sur mes trouvailles du jour dans les archives. Je remercie tout particulièrement mes parents, Marion et Luc. Depuis l'école primaire, ils ont nourri ma curiosité pour l'histoire par les livres et les visites de musées, de châteaux et de monuments qu'ils m'ont offerts – et je m'excuse auprès de mes sœurs, Solveig et Salomé, et de mon frère, Pablo, qui ne partageaient pas toujours mon enthousiasme pour les visites guidées. Merci également à Carlos et Carmina, qui m'ont accueilli chez eux lors de mes séjours au Centro Documental de la Memoria Histórica à Salamanque.

Je réserve mes derniers remerciements à Mathilde, qui a suivi toutes les étapes de cette thèse, de la formulation du sujet au dépôt du manuscrit qu'elle a relu intégralement. Tu as été le véritable pilier de cette entreprise, par ton écoute, ton attention, tes encouragements et ta patience. Merci !

Liste des acronymes

ACICR	Archives du Comité International de la Croix-Rouge
ACR	Acció Catalana Republicana
AGA	Archivo General de la Administración
AGMAV	Archivo General Militar de Ávila
AHN	Archivo Histórico Nacional
AMAE-C	Archives du ministère des Affaires étrangères – La Courneuve
AN	Archives Nationales
CADN	Centre des Archives Diplomatiques de Nantes
CAEE	Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagnes
CCMA	Comité Central des Milices Antifascistes
CDMH	Centro Documental de la Memoria Histórica
CEDA	Confederación Española de Derechas Autónomas
CGT	Confédération Générale des Travailleurs
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
CNT	Confederación General del Trabajo
CPIP	Comité Provincial de Investigación Pública
CTV	Corpo di Truppe Volontarie
DEDIDE	Departamento Especial de Información del Estado
DGS	Dirección General de Seguridad / Direction Générale de la Sécurité
EIA	Entente Internationale Anticomuniste
EMA	État-Major de l'Armée
EMGM	État-Major Général de la Marine
ERC	Esquerra Republicana de Catalunya
FAI	Federación Anarquista Ibérica
FET-JONS	Falange Española Tradicionalista y de las JONS
FETT	Federación Española de Trabajadores de la Tierra
FJS	Federación de Juventudes Socialistas
IR	Izquierda Republicana
JAP	Juventudes de Acción Popular

JSU Juventudes Socialistas Unificadas
MAOC Milicias Antifascistas Obreras y Campesinas
MVR Milicias de Vigilancia de Retaguardia
NKVD Commissariat du peuple aux Affaires intérieures
PCE Partido Comunista Español
PCF Parti Communiste Français
PNV Partido Nacionalista Vasco
POUM Partido Obrero de Unificación Marxista
PPF Parti Populaire Français
PRO Public Record Office
PSF Parti Social Français
PSOE Partido Socialista Obrero Español
PSUC Partido Socialista Unificado de Cataluña
SDN Société des Nations
SEU Sindicato Español Universitario
SFIO Section Française de l'Internationale Ouvrière
SHD Service Historique de la Défense (Vincennes)
SIDE Sección de Información Diplomática Especial
SIFNE Servicio de Información de la Frontera Nordeste de España
SIM Servicio de Información Militar
SIPM Servicio de Información y Policía Militar
TNA The National Archives
UGT Unión General de Trabajadores
UME Unión Militar Española
UR Unión Republicana

Sommaire

Introduction	9
Chapitre 1 : Les représentations française et britannique en Espagne en 1936 : un état des lieux	33
Chapitre 2 : Les diplomates et les consuls face à l'Espagne du Frente Popular : entre peur sociale et discours contre-révolutionnaires	89
Chapitre 3 : Face à la « terreur » révolutionnaire, l'effroi des diplomates	171
Chapitre 4 : Les diplomates face à la terreur franquiste : entre légitimation et occultation	239
Chapitre 5 : Le traitement partial des violences : entre identités collectives et émotions transnationales	307
Chapitre 6 : Face aux premiers bombardements, des postures ambivalentes	385
Chapitre 7 : Porter secours aux victimes des violences révolutionnaires (1936-1937) : le déséquilibre initial des interventions humanitaires française et britannique	439
Chapitre 8 : L'« humanisation » de la guerre civile : multilatéralisme, concurrence et partialité (1936-1937)	553
Chapitre 9 : L'humanitaire à l'ère de l'apaisement : l'impossible rééquilibrage des interventions françaises et britanniques (1937-1939)	653
Chapitre 10 : Les zones grises de l'humanitaire : entre espionnage et trafic (1936-1939)	741
Conclusions générales	848
Annexes	857
État des sources	891
Bibliographie	919
Index	954
Résumés	975
Table des illustrations	985
Table des graphiques et tableaux	989
Table des cartes	993
Table des matières	995

Introduction

« Lorsque, avec le recul du temps, l’histoire se prononcera sur l’action véritable de la France en Espagne, sans doute sera-t-on étonné d’apprendre l’étendue et la valeur du rôle humanitaire joué par notre pays des deux côtés. C’est dans ce domaine que s’est manifestée surtout l’activité de la France¹. »

C’est ainsi que René Castéran, consul de France à Bilbao, conclut en mai 1939 le court manuscrit qu’il consacre à ses « Souvenirs d’Espagne » durant la guerre civile. J’avais été en effet saisi, lors de mon master recherche à l’université de Nantes de 2013 à 2015, par l’intense activité humanitaire déployée par la diplomatie française durant la guerre d’Espagne (1936-1939). J’avais débuté sous la direction de Stanislas Jeannesson un mémoire de recherche sur l’évolution du personnel et des activités de l’ambassade de France en Espagne durant le conflit. J’avais alors dédié tout un chapitre à son « rôle humanitaire », dans lequel j’abordais déjà la pratique de l’asile diplomatique, l’évacuation de certains réfugiés ou encore la participation à des échanges de prisonniers entre les deux camps². Ce travail était le fruit d’une curiosité personnelle pour la guerre civile espagnole, étroitement liée au mythe familial qui s’était développé autour de cet arrière-grand-père tchèque, Jaroslav Procházka, qui avait abandonné femme et enfants pour rejoindre les Brigades internationales en Espagne. Cette curiosité familiale avait alors été nourrie par un séjour prolongé à Salamanque, dans le cadre d’une année de mobilité Erasmus. Dans cette ville, l’empreinte mémorielle de la guerre civile et de la dictature demeurait forte. La Plaza Mayor arborait encore un médaillon à l’effigie du général Franco, tandis que le palais épiscopal, qui l’avait accueilli durant toute la guerre civile, affichait – et affiche encore – une plaque commémorative rendant hommage au « Caudillo ». Ces vestiges de la dictature étaient l’objet d’une lutte mémorielle importante, faisant l’objet de dégradations régulières lors des mobilisations sociales. Cette actualité avait suffi à éveiller mon intérêt : je voulais étudier la guerre civile espagnole.

¹ René Castéran, « Souvenirs d’Espagne », Bilbao, mai 1939. Je remercie François Castéran de m’avoir transmis le témoignage inédit de son grand-père, consul de France à Bilbao durant la guerre civile espagnole.

² Nathan Rousselot, *L’Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 215-273.

I. La genèse d'un sujet de recherche, à la croisée de l'histoire des relations internationales et de la guerre civile espagnole

La réalisation de ce mémoire de master a conforté mon intérêt pour cette période, sur laquelle je souhaitais poursuivre mes recherches. J'ai ainsi entrepris en septembre 2017 une thèse de doctorat en histoire contemporaine. Il s'agit d'étudier la manière dont la diplomatie fait face à une situation de guerre civile, ce qui inclue non seulement la perception des violences, mais aussi les réponses humanitaires. Cette thèse s'inscrit dès lors dans la continuité de la « nouvelle histoire de la diplomatie » qui se développe depuis maintenant une vingtaine d'années et apparaît de plus en plus soucieuse de faire advenir une histoire sociale et culturelle de la diplomatie, de ses acteurs et de ses pratiques³. Il s'agit notamment de considérer la diplomatie « comme une pratique sociale qui doit être abordée, non pas tant par l'étude des événements internationaux et des relations entre les grands hommes, mais “par le bas”, par l'examen des rituels et de la mise en scène des pouvoirs qui la font exister⁴ ». Cette préoccupation a donc conduit les historiens et les historiennes de relations internationales à porter un nouveau regard sur les appareils diplomatiques et les acteurs qui les composent⁵. Il s'agissait notamment de revaloriser ceux que Pierre Guillen qualifiait de « second rôle », c'est-à-dire les acteurs en position d'exécutants de la politique étrangère tels que les diplomates en poste à l'étranger⁶. Dans un premier temps, l'approche biographique a prévalu, aux côtés de travaux croisant l'histoire sociale et la prosopographie, afin de retracer les trajectoires des diplomates⁷. Depuis, de nouveaux travaux se sont concentrés sur la vie dans les postes diplomatiques à l'étranger, et en particulier les ambassades⁸. Mais ce sont surtout

³ Jean-Claude Allain et Laurence Badel, « L'appareil diplomatique », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 475-510 ; Renaud Meltz et Isabelle Dasque, « Pour une histoire culturelle de la diplomatie. Pratiques et normes diplomatiques au XIXe siècle », *Histoire, économie et société*, 2014, vol. 33, n° 2, p. 3-16 ; Laurence Badel et Stanislas Jeannesson, « Introduction. Une histoire globale de la diplomatie ? », *Monde(s)*, 2014, vol. 1, n° 5, p. 6-26 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2021.

⁴ Laurence Badel et Stanislas Jeannesson, « Introduction. Une histoire globale de la diplomatie ? », *op. cit.*, p. 15.

⁵ Jean-Claude Allain et Laurence Badel, « L'appareil diplomatique », *op. cit.*

⁶ Pierre Guillen, « Les acteurs des relations internationales : état de la question et méthodologie, l'historiographie française », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 15-22.

⁷ Notamment Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003 ; Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005 ; Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 ; Stanislas Jeannesson, *Jacques Seydoux, diplomate (1870-1929)*, Paris, Presses universitaires de la Sorbonne, 2013 ; Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001 ; Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 ; Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2020.

⁸ Notamment Marion Aballéa, *Un exercice de diplomatie chez l'ennemi. L'ambassade de France à Berlin, 1871-1933*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017 ; Séverine Boué, *L'ambassade et les*

les consuls et les consulats qui ont connu un intérêt renouvelé, au point de constituer actuellement l'un des champs les plus dynamiques⁹. Plus récemment, les historiens et historiennes des relations internationales ont également entrepris d'intégrer à leur champ les acteurs extérieurs aux carrières diplomatique et consulaire qui ne s'investissent pas moins dans une forme de para-diplomatie, tels que les organisations internationales et non gouvernementales, les milieux économiques ou encore les experts¹⁰. Cette approche sociale et culturelle de la diplomatie a également amené les chercheurs et chercheuses à s'intéresser dès les années 1990 à des dimensions plus immatérielles de la diplomatie, autour de notions diverses comme les mentalités, la morale, l'altérité ou encore l'émotion¹¹.

La question de la réception des violences de la guerre civile constitue ainsi le principal point d'entrée de ce projet de recherche. C'est pourquoi il est rapidement apparu évident de réaliser cette thèse en cotutelle avec l'Universidad Complutense de Madrid, sous la co-direction de José Luis Ledesma. Grâce à ses conseils, j'ai pu en effet m'appuyer sur une historiographie espagnole particulièrement dynamique, qui a connu depuis une vingtaine

ambassadeurs de France à Washington (1893-1981). Evolution du poste, du profil des ambassadeurs et de leurs missions, thèse de doctorat, Université Paris I - Panthéon-Sorbonne, Paris, 2017.

⁹ Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'Autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002 ; Lukian Prijac et Jörg Ulbert (dir.), *Consuls et services consulaires au XIXe siècle. Consulship in the 19th Century. Die Welt der Konsulateim 19. Jahrhundert*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010 ; Silvia Marzagalli (dir.), *Les Consuls en Méditerranée, agents d'information. XVIe-XXe siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2015 ; Fabrice Jesné (dir.), *Les consuls, agents de la présence française dans le monde, XVIIIe-XIXe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017 ; Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet, et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle)*, Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, 2018 ; Mathieu Jestin, *Salonique (1781-1913). Une histoire consulaire de la question d'Orient*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2018 ; Alexandre Massé, *Un empire informel en Méditerranée. Les consuls de France en Grèce et dans l'Empire ottoman : images, ingérences, colonisation (1815-1856)*, Paris, Classiques Garnier, 2019 ; Gérald Sim, *Le Corps diplomatique et consulaire français aux États-Unis (1815-1904)*, Paris, Les Indes Savantes, 2020.

¹⁰ Signalons notamment : Dzovinar Kévonian, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004 ; Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats. L'Etat et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2010 ; Éric Schnakenbourg, Stanislas Jeannesson, et Fabrice Jesné (dir.), *Experts et expertises en diplomatie. La mobilisation des compétences dans les relations internationales du congrès de Westphalie à la naissance de l'ONU*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle, op. cit.*, p. 155-187 ; Dzovinar Kévonian, *La danse du pendule. Les juristes et l'internationalisation des droits de l'homme, 1920-1939*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021. Notons également les numéros thématiques de la revue *Relations internationales* : « Milieux économiques et relations internationales », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1 ; « Organisations internationales et ONG : coopération, rivalité, complémentarité de 1919 à nos jours -1 », *Relations internationales*, n° 151, 2012/3 ; et « Organisations internationales et ONG : coopérations, rivalité, complémentarité de 1919 à nos jours - 2 », *Relations internationales*, n° 152, 2012/4.

¹¹ Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'Autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, op. cit. ; Robert Frank, « Mentalités, opinion, représentations, imaginaires et relations internationales », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 345-370 ; Robert Frank, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *Monde(s)*, 2012, n° 1, p. 47-70 ; Renaud Meltz et Isabelle Dasque, « Pour une histoire culturelle de la diplomatie. Pratiques et normes diplomatiques au XIXe siècle », op. cit.

d'années un important renouveau sur la question des violences. Ces évolutions historiographiques tendent généralement à se confondre avec les évolutions plus générales de l'historiographie espagnole de la guerre civile. Après la fin de la dictature et l'instauration progressive de la démocratie en Espagne, les historiens espagnols ont pu accéder aux archives de leur pays afin d'écrire une histoire nationale qui avait été jusque-là le fait des historiens du régime franquiste et des hispanistes anglophones ou francophones. Les années 1980 et 1990 ont donc vu une montée en puissance de l'historiographie espagnole qui s'est réapproprié l'histoire de la République et de la guerre civile, et a entrepris de réaliser une histoire du franquisme¹². Cette nouvelle historiographie espagnole s'est tout de suite emparée de la question des violences, qui a cependant été abordée dans un premier temps sous l'angle de la guerre fratricide et du récit consensuel qui a émergé à la suite de la Transition démocratique. À partir des années 1990, la question des violences a intimement été liée à la question du régime franquiste et de la répression qui lui a permis de s'établir et de se maintenir en Espagne. Cette histoire de la répression franquiste est d'ailleurs progressivement devenue un sous-genre de l'historiographie de la guerre civile espagnole. Elle a permis de réaliser une première estimation du nombre de victimes grâce à la réalisation de nombreuses monographies régionales¹³. La première synthèse significative, publiée en 1999 et dirigée par l'historien Santos Juliá, reflète cette approche centrée sur les « victimes de la guerre civile¹⁴ ». Elle marque néanmoins un premier saut qualitatif dans l'appréhension des violences de la guerre d'Espagne, avec la distinction qui est notamment établie entre la « terreur chaude » des premiers mois de la guerre civile et la « terreur froide » qui fait moins de victimes à partir de 1937, alors que la répression s'institutionnalise dans les deux camps¹⁵. Depuis, l'historiographie espagnole s'est renforcée grâce aux apports des autres sciences sociales – anthropologie, sociologie, sciences politiques –, mais aussi des avancées historiographiques dans l'étude des violences de masse survenues dans d'autres contextes¹⁶. De l'approche par le

¹² Élodie Richard et Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, mars 2015, n° 127, p. 13-29.

¹³ François Godicheau, « Les violences de la Guerre d'Espagne », *Revue d'histoire de la Shoah*, 2008, n° 189, p. 417-418 ; José Luis Ledesma, « Del pasado oculto a un pasado omnipresente: las violencias en la Guerra Civil y la historiografía reciente », *Jerónimo Zurita. Revista de Historia*, 2009, n° 84, p. 165-166 ; Élodie Richard et Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », *op. cit.*, p. 25-29.

¹⁴ Santos Juliá (dir.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999.

¹⁵ François Godicheau, « Les violences de la Guerre d'Espagne », *op. cit.*, p. 418.

¹⁶ *Ibid.*, p. 419-430 ; José Luis Ledesma, « Del pasado oculto a un pasado omnipresente: las violencias en la Guerra Civil y la historiografía reciente », *op. cit.*, p. 168-187 ; Élodie Richard et Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », *op. cit.*, p. 30-40.

genre à l'historiographie des bourreaux, en passant par l'étude de la guerre irrégulière, l'histoire des violences de la guerre civile espagnole connaît donc un développement prolifique sur lequel peut s'appuyer ce travail de thèse¹⁷.

Pour comprendre la manière dont les diplomates perçoivent et décrivent les violences de la guerre civile espagnole, il est rapidement apparu nécessaire de s'intéresser aux événements qui précèdent directement le conflit. En effet, la réception du soulèvement militaire en juillet 1936 apparaît largement conditionnée par la perception des mobilisations sociales et violences politiques durant la première moitié de l'année, elle-même étroitement liée par la propagande contre-révolutionnaire déployée par les droites espagnoles. Là encore, j'ai pu m'appuyer sur une historiographie espagnole prolifique et largement renouvelée¹⁸. Du reste, la dimension humanitaire de ce projet de recherche a pris une place de plus en plus importante au fur et à mesure de l'avancée de la thèse. Outre l'ampleur des activités réalisées par les diplomates français et britanniques, qui a laissé aux historiens et aux historiennes une importante documentation, l'approfondissement de ce champ ainsi que les rencontres personnelles et scientifiques réalisées tout au long de la thèse ont permis d'entrevoir des débats intéressants.

¹⁷ Parmi les synthèses récentes, citons notamment les travaux suivants : Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, Madrid, Alianza Editorial, 2008 ; Francisco Espinosa Maestre, José María García Márquez, Pablo Gil Vico, et José Luis Ledesma Vera, *Violencia azul y roja. España, 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2010 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, Londres, Harper Press, 2013 ; Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, Barcelone, Península, 2011 ; Gutmaro Gómez Bravo, *Geografía humana de la represión franquista. Del Golpe a la Guerra de ocupación (1936-1941)*, Madrid, Cátedra, 2017 ; Conxita Mir et Angela Cenarro (dir.), *Mujeres, género y violencia en la Guerra Civil y la dictadura de Franco*, Valence, Tirant lo Blanch, 2021.

¹⁸ Citons notamment Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006 ; Manuel Ballarín et José Luis Ledesma (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010 ; Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza Editorial, 2011 ; Eduardo González Calleja et Rocío Navarro Comas (dir.), *La España del Frente Popular. Política, sociedad, conflicto y cultura en la España de 1936*, Grenade, Comares, 2012 ; Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2014 ; Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2015 ; Ramiro Trullén Floria, *España trastornada. La identidad y el discurso contrarrevolucionario durante la Segunda República y la Guerra Civil*, Madrid, Akal, 2016.

II. L'humanitaire en guerre civile : de l'entreprise mémorielle aux nouveaux des approches critiques et transnationales

Comme le souligne Marie-Luce Desgrandchamps, l'histoire de l'humanitaire a longtemps été prisonnière d'une approche privilégiant une focale institutionnelle qui « a insisté sur les principes – juridiques et moraux – censés guider les organisations, afin de justifier leur existence, leurs pratiques ou d'affirmer leur spécificité et leur identité dans le champ humanitaire ». Cette approche a trop souvent conduit à délaissier l'étude « [des] fonctionnement et [des] rouages internes en termes de prise de décision, de financement ou de personnel », mais aussi des « contextes dans lesquels s'inscrivent leurs activités, qu'il s'agisse de ceux de leur élaboration ou de leur déploiement ». Elle a, dans certains cas, conduit à des études essentiellement hagiographiques¹⁹. Si l'historienne dresse ce constat historiographique à partir de l'exemple de la crise du Biafra, nous le partageons assez largement dans le cas de la guerre civile espagnole où les enjeux mémoriels viennent également se greffer.

L'action humanitaire des diplomates étrangères durant la guerre d'Espagne a très tôt retenu l'intérêt des historiens. Gabriel Jackson a ainsi consacré un chapitre de son ouvrage sur la République et la guerre civile aux échanges de prisonniers, aux évacuations de réfugiés, à l'asile diplomatique pratiqué à Madrid et aux projets de médiation entre les deux camps. Il s'est particulièrement intéressé à l'action des diplomates chiliens, argentins et britanniques²⁰. Mais c'est Javier Rubio qui, le premier, a livré une étude spécifique de ces interventions humanitaires, en centrant son propos, à nouveau, sur les échanges de prisonniers et l'asile diplomatique. Si cette étude pionnière s'avère incontournable, elle a contribué à placer l'analyse de ces actions sous un prisme résolument bienveillant. Javier Rubio a ainsi dédié son ouvrage à « ceux qui contribuèrent à humaniser la guerre civile espagnole de 1936-1939 », et « à la mémoire des dirigeants d'alors du Chili, de France et du Mexique, qui avec tant de générosité et d'impartialité ouvrirent les portes de leurs représentations diplomatiques et de leurs territoires métropolitains aux Espagnols de l'un ou l'autre camp, qui se trouvaient en danger »²¹. Cette vision de l'humanitaire comme nécessairement altruiste et impartiale a été très peu remise en cause. Ainsi, Antonio Manuel Moral Roncal, qui figure comme le

¹⁹ Marie-Luce Desgrandchamps, *L'humanitaire en guerre civile. La crise du Biafra (1967-1970)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018, p. 16-17.

²⁰ Gabriel Jackson, « 25. Efforts to limit suffering and destruction », *Spanish Republic and the Civil War, 1931-1939*, Princeton, Princeton University Press, 2012 [1965], p. 430-450.

²¹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 11.

spécialiste de l'asile diplomatique durant la Guerre d'Espagne²², s'est récemment attaché à rendre hommage à un certain nombre de diplomates, tels que Aurelio Núñez Morgado, Carlos Morla Lynch, Edgardo Pérez Quesada ou encore Felix Schlayer²³, qui œuvrèrent selon lui « de manière généreuse et humanitaire²⁴ », et inscrivent « leur nom en lettres d'or dans l'histoire de la diplomatie²⁵ ». Gabriel Petrus a également dédié son livre aux volontaires qui, « sous la bannière d'organismes et d'organisations de toutes sortes et sans distinction d'idéologie ou de parti, sont allés soulager les souffrances de plusieurs milliers de civils espagnols – en majorité des femmes et des enfants dans le besoin²⁶ ». Plus récemment, Francisco Alía Miranda a entrepris de montrer « l'autre visage » de la guerre civile en étudiant la solidarité et l'humanitaire en Espagne républicaine. Souhaitant se départir de l'image d'une « guerre cruelle, sans pitié, entre Espagnols », il entend « compléter cette vision avec [une vision] plus humaine du conflit²⁷ ».

Cette approche bienveillante de l'humanitaire s'explique plus généralement par l'émergence de ce qu'Enzo Traverso qualifie de « sagesse post-totalitaire ». Cette dernière se caractérise par rejet de l'engagement politique et des idéologies, accusés de mener à la violence et au totalitarisme. Elle a mené un certain nombre de chercheurs à revaloriser les acteurs d'une « zone grise » mus par une « morale apolitique » et par le seul « but d'éviter des victimes innocentes ou de les secourir ». Ainsi, l'« humanitarisme » est apparu « comme le corollaire indispensable du libéralisme, immunisé contre les idéologies et surgi des cendres d'un siècle d'horreur ». Or, s'il « ne s'agit pas de contester les vertus civiques de l'humanitarisme », Enzo Traverso note toutefois que cette « attitude de rejet apolitique de l'engagement, de condamnation de la violence et de stigmatisation des idéologies » a conduit à ériger cette « catégorie éthico-politique en une catégorie historique », menant à penser « que la condamnation morale de la violence [pourrait] remplacer son analyse et son

²² Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Madrid, Actas, 2001 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2018.

²³ Respectivement ambassadeur du Chili et doyen du Corps diplomatique ; chargé d'affaires du Chili ; chargé d'affaires de l'Argentine ; et consul honoraire et chargé d'affaires de la Norvège.

²⁴ Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 22.

²⁵ Antonio Manuel Moral Roncal, « La otra crisis de los refugiados. La diplomacia salvó miles de vidas durante la Guerra Civil », *El debate de hoy*, 8 mars 2017.

²⁶ Gabriel Petrus, *La Ayuda humanitaria en la Guerra Civil española (1936-1939)*, Grenade, Comares, 2015, p. XI.

²⁷ Francisco Alía Miranda, *La otra cara de la guerra. Solidaridad y humanitarismo en la España republicana durante la guerra civil (1936-1939)*, Madrid, Sílex, 2020, p. 15.

interprétation »²⁸. L'historiographie des interventions humanitaires durant la guerre civile espagnole n'a pas échappé à ce prisme. L'ouvrage de Javier Rubio apparaît ainsi étroitement lié au contexte de la transition démocratique espagnole et à l'idée que les torts de la guerre sont également partagés entre les deux camps. Il prétend ainsi dépasser « une artificielle, et suspecte, division des camps de la guerre civile entre bons et méchants », y voyant « un très mauvais service [...] pour la grande cause de la réconciliation entre Espagnols²⁹ ». Ancien diplomate ayant débuté sa carrière durant la dictature, son positionnement est alors symptomatique des acteurs de la transition démocratique qui ont convenu « de ne pas revenir sur le passé [...] prolongeant le discours sur la réconciliation des dernières années du franquisme³⁰ ».

Depuis, l'histoire de l'humanitaire durant la guerre civile espagnole, en particulier son versant diplomatique, a été également investie par un courant historiographique conservateur et révisionniste. Ce dernier s'est notamment construit en réaction aux mobilisations mémorielles très fortes que connaît l'Espagne depuis la fin des années 1990 : plusieurs associations militent alors en faveur d'initiatives officielles de condamnation de la dictature et de réhabilitation de ses victimes. Elles trouvent un débouché politique partiel au sein du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) qui développe une politique mémorielle lors de son retour au pouvoir en 2004, et qui culmine avec l'adoption en 2007 d'une loi « sur la mémoire historique ». Cette loi « réhabilite symboliquement les victimes de la guerre et de la dictature, encourage l'exhumation et la réinhumation des morts sans sépulture, invite les administrations publiques à retirer les symboles, plaques, etc. exaltant le soulèvement de juillet 1936, et encourage la recherche historique sur la guerre et la dictature³¹ ». Elle se heurte néanmoins à de vives oppositions venues de la droite, le Partido Popular³². Elle marque ainsi le déploiement d'une vaste campagne de réhabilitation de l'historiographie franquiste, menée notamment par de pseudo-historiens néo-franquistes comme Pío Moa et César Vidal, avec l'aide de personnalités politiques – Miguel Ángel Rodríguez, José María Aznar, Pedro Corral, etc. – et de médias – *ABC*, *La Razón*, *El Mundo*, *Telecinco*, etc. – affiliés à la droite. Ce microcosme peut aussi compter sur les collaborations ponctuelles de personnalités issues du monde académique comme Antonio Manuel Moral Roncal, Luis Togores, Julius Ruiz ou

²⁸ Enzo Traverso, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne, 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 14-17.

²⁹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 14.

³⁰ Élodie Richard et Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », *op. cit.*, p. 21.

³¹ *Ibid.*, p. 31.

³² *Ibid.*

encore Roberto Villa García³³. Ces passerelles s'opèrent notamment autour de la revue *Aportes* qui, dans le contexte de l'adoption en 2007 de la Ley de Memoria Histórica, dénonce l'instrumentalisation dont elle ferait l'objet. Elle aurait ainsi donné lieu à la substitution idéologique de la mémoire des « vainqueurs » par celles des « vaincus ». Cette substitution aurait alors empêché la constitution d'une mémoire commune, intégratrice et réconciliatrice, tournant le dos à « l'esprit de la Transition ». En réponse, la revue et les historiens qui y participent se sont attachés à faire émerger une « autre mémoire » visant notamment à faire reconnaître les victimes des violences à l'arrière républicain³⁴.

Pour les tenants de ce courant, investir la question des interventions humanitaires durant la guerre civile espagnole est donc l'occasion de traiter en creux la question des violences républicaines, en insistant particulièrement sur la « terreur rouge » qui saisit Madrid et sur les massacres de Paracuellos del Jarama, contre lesquels les diplomates étrangers et les délégués du CICR se sont mobilisés. En décrivant les négociations difficiles et rugueuses que ces derniers entretiennent avec le gouvernement de Francisco Largo Caballero, ils tentent notamment de mettre à jour sa responsabilité dans ces massacres³⁵. La présentation d'une action neutre, impartiale et désintéressée de la part de représentants étrangers sert alors leur travail de « rééquilibrage » en faveur d'une « autre mémoire » qu'ils justifient par un effort d'« objectivité ». De manière particulièrement révélatrice, Antonio Manuel Moral Roncal reprend ainsi à son compte les propos de l'historien Mario Crespo Ballesteros pour expliquer son intérêt pour l'asile diplomatique durant la guerre civile :

« On a beaucoup écrit sur les diplomates qui usèrent de leurs pouvoirs pour une œuvre monumentale de sauvetage durant l'Holocauste, frôlant parfois avec les limites légales. Face à cela, la méconnaissance actuelle sur ces hommes qui contribuèrent à humaniser la guerre d'Espagne apparaît incompréhensible. La passion idéologique qui pèse toujours sur le conflit et la tendance historiographique manichéenne qui a prévalu ces dernières décennies peuvent peut-être expliquer en partie un tel désintérêt. Malgré tout, l'intérêt historique de ce fait et son résultat humanitaire méritent bien un souvenir impérissable, sans passion enragée ni utilisation partisane³⁶. »

³³ François Godicheau, « La guerre civile espagnole, enjeux historiographiques et patrimoine politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015, n° 127, p. 71-73.

³⁴ L'article de Juan Carlos Arroyo González illustre bien cette approche: Juan Carlos Arroyo González, « Consideraciones sobre la política de la memoria en España », *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, 2020, XXXV, n° 105, p. 7-30.

³⁵ Pour le CICR, le livre d'Alfonso García López est particulièrement révélateur de cette dynamique. Alfonso García López, *Entre el odio y la venganza. El Comité Internacional de la Cruz Roja en la guerra civil española*, La Corogne, Espacio Cultura, 2009.

³⁶ Mario Crespo Ballesteros cité par Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, op. cit., p. 40.

Pourtant, ces activités humanitaires ont pu servir de paravent à un engagement bien plus résolu de la part de ces mêmes diplomates, généralement en faveur des militaires insurgés. Plusieurs études ont ainsi documenté les relations étroites que certains d'entre eux, en pointe dans la défense de l'asile diplomatique, ont entretenues avec les services de renseignement franquistes à Madrid. C'est notamment le cas d'Aurelio Núñez Morgado, de Carlos Morla Lynch, d'Edgardo Pérez Quesada et de Felix Schlayer, ces mêmes diplomates qu'Antonio Manuel Moral Roncal encense³⁷. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de s'affranchir de l'approche presque hagiographique qui a prévalu jusqu'à présent dans l'histoire des interventions humanitaires durant la guerre civile. Il s'agit notamment de tenir compte des apports de l'histoire transnationale qui, depuis plusieurs années maintenant, s'est attachée à restituer, par le bas, les logiques des acteurs concernés. Dans le cadre de la guerre civile espagnole, citons notamment les travaux de Célia Keren, sur le Comité d'accueil aux enfants d'Espagne (CAEE), et de Sébastien Farré, sur le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)³⁸.

Cette prise en compte des logiques d'acteurs doit également nous amener à intégrer à notre réflexion des approches plus critiques des dynamiques humanitaires qui, issues d'autres sciences sociales, ont irrigué les travaux des historiens et historiennes. L'anthropologue Didier Fassin a ainsi montré qu'au-delà des discours, l'assistance aux victimes des conflits fait émerger dans bien des cas une « humanité inégale³⁹ ». Selon lui, les mobilisations humanitaires constituent une « politique de la vie », car elles mettent en jeu « des significations et des valeurs différenciées des vies humaines » en définissant les victimes secourables et les causes qui méritent que l'on se mobilise⁴⁰. Or, si dans le cadre d'une guerre, « il peut y avoir des victimes dans les deux camps, et souvent en dehors d'eux », l'anthropologue souligne cependant que « les dichotomies morales habituelles, évidemment en partie fondées sur des faits politiques, impliquent au contraire une simplification du

³⁷ Miguel I Campos et David Jorge Penado, « La internacionalización del conflicto y la batalla diplomática por Madrid », in *Asedio. Historia de Madrid en la guerra civil (1936-1939)*, Madrid, Ediciones Complutense, 2018, p. 91-137 ; Sara Núñez de Prado Clavell et Javier Rodríguez Abengózar, « La quinta columna y el cuerpo diplomático en la Guerra Civil española », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, 2019, n° 19, p. 183-203 ; Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2019 ; Carlos Píriz, « Decanos del humanitarismo y la perfidia. La colaboración de las Misiones Diplomáticas de Argentina y Chile con la causa franquista durante la guerra civil española (y después), 1936-1969 », *Culture & History Digital Journal*, 2021, vol. 10, n° 1 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, 2022.

³⁸ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2014 ; Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, Genève, Georg, 2022.

³⁹ Didier Fassin, *La Raison humanitaire. Une histoire morale du présent*, Paris, Seuil, 2018, p. 353-385.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 358-359.

monde, dans laquelle les victimes doivent être identifiables et nommables [...] tout comme leurs agresseurs »⁴¹. Irène Herrmann et Daniel Palmieri ont également souligné cette tendance à la dichotomie simplificatrice entre victimes et agresseurs. Selon eux, « parler des victimes de massacres implique en effet d'évoquer ceux qui en sont responsables. De la capacité à imaginer des acteurs sociaux comme des bourreaux dépend souvent la possibilité de considérer leurs cibles comme des victimes⁴². » Ils montrent par ailleurs que l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge face aux massacres du XX^e siècle a été largement conditionnée au degré de préoccupation que l'organisation humanitaire et ses membres ont eu pour les victimes, en fonction de leur « proximité géographique, "ethnique", culturelle ou idéologique » : « Plus l'identification est aisée et pluridimensionnelle, plus les victimes auront tendance à être considérées comme telles ; plus la différenciation est facile et moins la souffrance sera reconnue⁴³. » En outre, Philippe Braud a souligné à quel point la perception de la violence dépend de la reconnaissance de la souffrance éprouvée par la victime⁴⁴.

C'est pourquoi, afin de comprendre les ressorts de l'intervention humanitaire des diplomates et des consuls français et britanniques en Espagne, je m'efforce d'explorer le contexte culturel, social et politique dans lequel ils évoluent. Il s'agit de mettre à jour les représentations et imaginaires sociaux qui les guident au moment de désigner les victimes à secourir et leurs bourreaux. J'entends ainsi étudier la manière dont le spectacle des violences de la guerre civile agit sur les représentations sociales des diplomates et des consuls. En m'appuyant sur les travaux de Charles Tilly, de Donatella della Porta ou encore de Stathis Kalyvas, il s'agira de s'interroger sur le rôle que jouent les violences dans les processus identitaires⁴⁵. Du reste, en liant la question des violences à celle de l'humanitaire, je m'inscris également à la suite des travaux de Brendan Simms, de David J. B. Trim, de Davide Rodogno et de Fabian Klose, qui ont exploré l'émergence des interventions humanitaires au XIX^e siècle⁴⁶. Davide Rodogno désigne ainsi l'intervention humanitaire « comme une

⁴¹ *Ibid.*, p. 368.

⁴² Irène Herrmann et Daniel Palmieri, « Humanitaire et massacres. L'exemple du CICR (1904-1994) », in Jacques Sémelin, Claire Andrieu et Sarah Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 239.

⁴³ *Ibid.*, p. 243.

⁴⁴ Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 16-20.

⁴⁵ Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », in *Social Movements and Civil War. When Protests for Democratization Fail*, Londres, Routledge, 2018, p. 22-46.

⁴⁶ Brendan Simms et David J. B. Trim (dir.), *Humanitarian intervention. A history*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2011 ; Davide Rodogno, *Against Massacre: Humanitarian Interventions in the Ottoman Empire, 1815-1914*, Princeton, Princeton University Press, 2012 ; Fabian Klose, *In*

(ré)action diplomatique et/ou armée coercitive contre un massacre, entreprise par un État ou un groupe d'État à l'intérieur du territoire d'un État cible », et dont la « principale motivation est de mettre fin au massacre, à l'atrocité et à l'extermination, ou d'empêcher la répétition de tels événements ». L'objectif de cette action consiste à « protéger la population civile maltraitée et non protégée par le gouvernement, les agents ou les autorités de l'État cible » : « L'adjectif "humanitaire" renvoie à l'idée de "sauver les étrangers", d'aider les victimes, de protéger les populations civiles étrangères, apparemment innocentes⁴⁷. » Je suis par ailleurs redevable de l'approche adoptée par Davide Rodogno. Au risque de le paraphraser, cette thèse « ne fait pas l'histoire des massacres et des atrocités qui ont conduit aux interventions, mais, plus précisément, part des récits des massacres tels qu'ils ont été rapportés par [les diplomates français et britanniques] ». Ainsi, c'est « sur la base de ces récits (qui pouvaient être exacts ou inexacts, partiels ou impartiaux, détaillés ou vagues) que les gouvernements [français ou britannique] ont décidé d'entreprendre ou non une intervention pour sauver des [Espagnols]⁴⁸ ».

III. La Grande-Bretagne et la France face à la guerre civile espagnole : un traitement historiographique inégal

L'histoire des interventions étrangères durant la guerre civile espagnole a par ailleurs fait l'objet d'un renouvellement important, et est désormais bien connue⁴⁹. Dans ce contexte, la position britannique a suscité très tôt – et continue de susciter – l'intérêt des historiens et des historiennes qui lui ont dédié de nombreux ouvrages – auxquels il faudrait ajouter un nombre conséquent d'articles⁵⁰. Ces derniers ont fréquemment abordé la question

the Cause of Humanity. A History of Humanitarian Intervention in the Long Nineteenth Century, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2022.

⁴⁷ Davide Rodogno, *Against Massacre: Humanitarian Interventions in the Ottoman Empire, 1815-1914*, op. cit., p. 2.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 3.

⁴⁹ Nous renvoyons aux synthèses suivantes : Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000 ; Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001 ; Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006 ; Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelone, Crítica, 2009.

⁵⁰ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, Londres, The Macmillan Press, 1979 ; Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985 ; Enrique Moradiellos, *Neutralidad benévola: El Gobierno británico y la insurrección militar española de 1936*, Oviedo, Pentalfa, 1990 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia*

humanitaire, notamment à travers les exemples de la commission Chetwode d'échanges de prisonniers ou de l'évacuation de Bilbao⁵¹. Mais à la suite de l'article pionnier de Michael Alpert sur l'aide humanitaire pendant la guerre civile, les études ont davantage eu tendance à se concentrer sur l'action des organisations non gouvernementales de solidarité avec l'Espagne⁵². Néanmoins, la réflexion ouverte par Tom Buchanan autour d'une « diplomatie de “première ligne” » durant la guerre civile a amené plusieurs jeunes chercheurs à réinvestir la question des interventions humanitaires de la diplomatie britannique⁵³. À la suite de Tom Buchanan, ces chercheurs ont eu comme objectif de réviser la vision habituellement négative accolée à la Grande-Bretagne, assimilée à la « perfide Albion » en raison de sa « neutralité malveillante » à l'égard de la République espagnole – ou à l'inverse de sa « neutralité bienveillante » à l'égard du général Franco⁵⁴. Si Scott Ramsay a surtout inscrit cette position britannique dans le contexte plus vaste de la politique d'apaisement défendue alors par le Foreign Office, d'autres ont plutôt eu tendance à insister sur l'action humanitaire des diplomates en Espagne qui, selon eux, suffirait à nuancer cette image négative⁵⁵. En cela, ils sont généralement tombés dans le même écueil que Tom Buchanan en postulant une action humanitaire nécessairement impartiale, sans s'intéresser dans les détails aux bénéficiaires et

de Albi3n. El Gobierno brit3nico y la guerra civil espa3nola, Madrid, Siglo XXI, 1996 ; Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; Hugo Garc3a, *Mentiras necesarias. La batalla por la opini3n brit3nica durante la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, Eastbourne, Sussex Academic Press / Ca3ada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2022.

⁵¹ Sur les 3vacuations de Bilbao, voir 3galement : James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979 ; Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, Reno, University of Nevada Press, 1984.

⁵² Michael Alpert, « Humanitarianism and Politics in the British Response to the Spanish Civil War, 1936-9 », *European History Quarterly*, 1984, vol. 4, n^o 14, p. 423-440 ; Linda Palfreeman, *Aristocrats, Adventurers and Ambulances: British Medical Units in the Spanish Civil War*, Brighton, Sussex Academic Press / Ca3ada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2014 ; Gabriel Petrus, *La Ayuda humanitaria en la Guerra Civil espa3nola (1936-1939)*, *op. cit.*

⁵³ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British “Front-Line” Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *Contemporary European History*, 2003, vol. 12, n^o 3, p. 279-303.

⁵⁴ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.* ; Enrique Moradiellos, *Neutralidad ben3vola: El Gobierno brit3nico y la insurrecci3n militar espa3nola de 1936*, *op. cit.* ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albi3n. El Gobierno brit3nico y la guerra civil espa3nola*, *op. cit.*

⁵⁵ Stephen Rainbird, « Examining Front-line Diplomatic British Attitudes to the Spanish Civil War through John Leche and his Shifting Sympathies in Spain, 1937-1938 », in Mark Gant, Paco Ruzzante et Anneliese Hatton (dir.), *New Journeys in Iberian Studies: A (Trans-)National and (Trans-)Regional Exploration*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2018, p. 204-214 ; Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, Undergraduate dissertation, University of Leeds, Leeds, 2019 ; Scott Ramsay, « Ensuring Benevolent Neutrality: The British Government's Appeasement of General Franco during the Spanish Civil War, 1936-1939 », *The International History Review*, 2019, vol. 3, n^o 41, p. 604-623 ; Scott Ramsay, « Ideological Foundations of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Foreign Office Perceptions of Political Polarisation in Spain, 1931-1936 », *Diplomacy & Statecraft*, 2020, vol. 1, n^o 31, p. 44-64 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*

aux personnes qui en sont écartés, mais aussi en écrasant la chronologie de la guerre civile. Ces chercheurs ont pourtant travaillé à l'université de Leeds sous la direction de Peter Anderson, qui a largement contribué à mettre à jour le déséquilibre des interventions humanitaires de la diplomatie britannique en faveur des partisans du général Franco, qu'il s'agisse des évacuations maritimes ou de la commission Chetwode⁵⁶. Je suis pour ma part pleinement débiteur de l'approche critique développée par Peter Anderson.

L'historiographie des relations franco-espagnoles fait, à l'inverse, figure de parent pauvre. En 2017, l'historien Jean-Marc Delaunay déplorait ainsi l'absence d'un ouvrage traitant de cette question dans sa globalité⁵⁷. Les relations franco-espagnoles n'ont en effet que partiellement été traitées par les historiographies française et espagnole, qui se sont surtout intéressées à la mise en place de la politique de non-intervention au début de la guerre et à la reconnaissance du général Franco à la fin du conflit⁵⁸. Plusieurs études ont cependant mis en avant l'attitude de plusieurs pans de l'administration et de la société françaises face à la guerre civile espagnole, de l'armée à la représentation diplomatique et consulaire en passant

⁵⁶ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », *European History Quarterly*, 2012, vol. 42, n° 2, p. 235-260 ; Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », *War in History*, 2019, vol. 26, n° 1, p. 65-85.

⁵⁷ Jean-Marc Delaunay, « Miradas francesas sobre le Guerra Civil », in Ángel Viñas et Juan Andrés Blanco Rodríguez (dir.), *La Guerra Civil española, una visión bibliográfica*, Madrid, Marcial Pons, 2017, p.

⁵⁸ José María Borrás Llop, « Relaciones entre los gobiernos de París y Burgos al final de la guerra civil española: La firma del “Convenio Jordana-Bérard” », in Santiago Castillo, Carlos Forcadell, María Carmen García-Nieto et Juan Sisinio Pérez Garzón (dir.), *Estudios de Historia de España. Homenaje a Manuel Tuñón de Lara*, Madrid, Universidad Internacional « M.Pelayo », 1981, p. [chercher pages] ; José María Borrás Llop, « Relaciones franco-españolas al comienzo de la guerra civil: La Embajada de Jean Herbette (1936-1937) », *Arbor*, 1986, CXXV, n° 491-492, p. 77-99 ; Ángel Viñas, « Las relaciones hispano-francesas, el gobierno Daladier y la crisis de Munich », in *Españoles y franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, CSIC, 1986, p. 161-171 ; Jean-Marc Delaunay, « 1936. Les intérêts français en Espagne », in Serge Salaün et Carlos Serrano (dir.), *Autour de la Guerre d'Espagne: 1936-39*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 165-172 ; René Quatrefages, « La politique française de non-intervention et le soutien matériel à la République espagnole durant la guerre civile (1936-1939) », in Jean-Pierre Etievre et René Quatrefages (dir.), *Les armées espagnoles et françaises. Modernisation et réforme entre les deux guerres mondiales*, Madrid, Casa de Velázquez, 1989, p. 17-43 ; Jean-Marc Delaunay, « Orígenes históricos y determinantes de la actitud francesa hacia la España de 1936 », *Historia contemporánea*, 1993, n° 10, p. 15-23 ; Michel Catala, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1993, vol. 3, n° 29, p. 243-262 ; Ricardo Miralles, « Georges Bonnet y la política española del Quai d'Orsay », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1994, vol. 3, n° 30, p. 113-141 ; Michel Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; Pedro Barruso, « La misión diplomática del embajador francés, Jean Herbette, durante la guerra civil », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 120-134 ; Isidoro Monje Gil, *Francia ante el estallido de la guerra civil española*, Badajoz, Diputación de Badajoz, 2012 ; Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties: l'invention française de la non-intervention », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 106-116.

par les milieux économiques⁵⁹. Le renouveau du genre biographique en histoire des relations internationales a également permis de faire ressortir certains acteurs clés de ces relations franco-espagnoles⁶⁰. L'étude comparée des attitudes française et britannique par Juan Avilés Farré a constitué jusqu'à très récemment l'approche la plus complète sur la position française⁶¹. Ricardo Miralles s'est quant à lui attaché à mieux connaître la politique extérieure de l'Espagne républicaine à l'égard de la France⁶². Néanmoins, ces travaux ont très peu pénétré l'historiographie française, en dehors des quelques spécialistes de la guerre civile.

Comme le notait Frédéric Monier en 2007, l'historiographie française de la guerre civile espagnole a en effet largement été dominée par l'interprétation donnée par Pierre Laborie d'une « récupération hexagonale » du conflit espagnol⁶³. Cela aurait donné lieu à un « regard myope et “francocentrique” » dans l'interprétation des événements et des mobilisations en France⁶⁴. Les nombreuses études sur « les Français et la guerre d'Espagne » ou sur la « fracture » qu'aurait connu le pays face au conflit apparaissent de fait comme un

⁵⁹ Jaime Martínez Parrilla, *Las fuerzas armadas francesas ante la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Ediciones del Ejército, 1987 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 1993 ; Thierry Vivier, *L'Armée française et la Guerre d'Espagne, 1936-1939*, Paris, Les Éditions de l'Officine, 2007 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, Angers, 2002 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, *op. cit.* ; José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1981.

⁶⁰ Ricardo Miralles, « La embajada de Marcelino Pascua en París durante la guerra civil española (21 de abril 1938 - 28 de febrero 1939) », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, vol. 1, n° 28-29, p. 135-158 ; Yves Denéchère, *Jean Herbertte (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.* ; Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes / Service Historique de la Défense, 2009 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *Relations internationales*, 2017, n° 170, p. 9-24.

⁶¹ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*

⁶² Ricardo Miralles, « La política exterior de la República española hacia Francia durante la guerra civil », *Historia contemporánea*, 1993, n° 10, p. 29-50 ; Ricardo Miralles, « Juan Negrín al frente de la política exterior de la República (1937-1939) », *Historia contemporánea*, 1996, n° 15, p. 147-161 ; Ricardo Miralles, « La diplomatie de la République espagnole face à la non-intervention, 1936-1939 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1997, n° 186, p. 51-72 ; Ricardo Miralles, « Las iniciativas diplomáticas de la Segunda República durante la guerra civil, 1936-1939 », in *La política exterior de España en el siglo XX*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2000, p. 245-262 ; Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », in Ángel Viñas (dir.), *Al servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Madrid, Marcial Pons, 2010, p. 121-154.

⁶³ Sur la « récupération hexagonale » du conflit, voir Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives pré-richistes de l'opinion française (1936-1939) », in Sylvie Caucanas et Jean Sagnes (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990, p. 89-99.

⁶⁴ Frédéric Monier, « Deux regards sur une histoire: les soutiens à l'Espagne républicaine en France (1936-1939) », *Etudes Jean-Richard Bloch*, 2007, n° 13, p. 18-19.

reflet de cette dynamique⁶⁵. Frédéric Monier recommandait alors aux historiens et historiennes de se saisir des apports de l'histoire transnationale afin de faire advenir une « histoire à deux voix, ou à double focale » croisant les regards franco-espagnols de la guerre civile⁶⁶. Il invitait notamment à tenir « compte des évolutions de l'historiographie dans des pays voisins, et d'abord en Espagne », afin de « relire les réactions à la guerre civile en France, avec de nouveaux fonds d'archives, et à nouveau frais⁶⁷ ». Sans surprise, c'est donc du champ de l'histoire transnationale que les principaux renouvellements sont venus ces dernières années, depuis l'engagement des volontaires au trafic d'armes, en passant par la solidarité humanitaire⁶⁸. Mais cet intérêt pour l'approche transnationale a pu, dans le même temps, réduire l'intérêt pour les acteurs diplomatiques français.

En effet, l'action humanitaire des diplomates et des consuls français a fait l'objet d'un traitement partiel et incomplet. Yves Denéchère et Pedro Barruso se sont ainsi intéressés à l'action humanitaire de Jean Herbette de manière relativement superficielle⁶⁹. Considérant l'évolution pro-franquiste de l'ambassadeur français, le premier estime ainsi qu'« on ne peut pas déduire que cela s'en ressent sur son action humanitaire⁷⁰ », quand en réalité elle apparaît indissociable de sa politique de rapprochement avec les militaires rebelles⁷¹. C'est finalement en Espagne que cette action a retenu le plus l'intérêt. Antonio Manuel Moral Roncal s'est ainsi penché sur l'asile diplomatique pratiqué par l'ambassade de France à Madrid. Mais sa focale s'est surtout centrée sur la vie des réfugiés espagnols qui y étaient hébergés, plutôt que

⁶⁵ David W. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975 ; Sylvie Caucanas et Jean Sagnes (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990 ; Geneviève Dreyfus-Armand et Odette Martínez-Maler, *L'Espagne, passion française (1931-1975)*, Paris, Les Arènes, 2015 ; Geneviève Dreyfus-Armand, « La France et la guerre d'Espagne. Un pays passionné, profondément fracturé », in *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 50-63 ; Pierre-Frédéric Charpentier, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne. Une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Le Félin, 2019.

⁶⁶ Frédéric Monier, « Deux regards sur une histoire: les soutiens à l'Espagne républicaine en France (1936-1939) », *op. cit.*, p. 20.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 18.

⁶⁸ Notamment : Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.* ; Édouard Sill, *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, thèse de doctorat, École Pratique des Hautes Études, Paris, 2019 ; Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », thèse de doctorat, Université de Caen-Normandie, Caen, 2021.

⁶⁹ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 271-276 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008, p. 271-284.

⁷⁰ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 273.

⁷¹ Nathan Rousselot, « ¿"Salvar vidas" o diplomacia paralela? Las ambigüedades de la actuación humanitaria de Jean Herbette », in Francisco Alía Miranda, Eduardo Higuera Castañeda et Antonio Selva Iniesta (dir.), *Hasta pronto, amigos de España. Las Brigadas internacionales en el 80 aniversario de su despedida de la guerra civil (1938-2018)*, Albacete, CEDOBI, 2019, p. 326-342.

sur l'action des agents français eux-mêmes, l'historien espagnol n'ayant pas consulté les archives diplomatiques françaises⁷². Plus récemment, l'historien catalan Arnau Gonzàlez i Vilalta a étudié les évacuations organisées par les consulats étrangers à Barcelone, dont le consulat général de France, durant les deux premières années de la guerre civile espagnole⁷³. Ces études constituent donc une première approche utile du sujet, sur laquelle prendre appui.

On le voit donc à travers ce rapide passage en revue de la bibliographie disponible, l'attitude de la diplomatie française à l'égard de la guerre civile espagnole a moins retenu l'attention des historiens et des historiennes que l'attitude de la diplomatie britannique. C'est pourquoi, tout en évoquant la position de la Grande-Bretagne et de ses représentants en Espagne, j'insisterai davantage dans cette thèse sur l'attitude française, finalement moins connue. Néanmoins, ce regard croisé permettra d'étudier le degré de coordination ou au contraire d'autonomie entre les deux diplomaties, et de réinterroger à nouveaux frais la supposée subordination de la politique française à la politique britannique.

IV. Objectifs et organisation de la thèse

Cette thèse comporte ainsi deux orientations principales. D'une part, il s'agit d'étudier la perception des violences de la guerre d'Espagne par les diplomaties française et britannique, en s'interrogeant sur la qualité de l'information ainsi produite. Les diplomates et les consuls sont-ils des informateurs fiables, neutres et impartiaux de la situation espagnole ? J'entends en effet prendre en compte le rôle de leur appartenance sociale, des représentations collectives et des imaginaires sociaux qu'ils mobilisent au moment de décrire les événements, ainsi que l'influence des propagandes déployées par les deux camps. Je souhaite également tenir compte du rôle joué par les émotions – et notamment par la peur – dans l'appréhension des violences, en m'intéressant aux différents processus sociaux d'identification et de polarisation qui opèrent alors et viennent interroger la rationalité des perceptions, particulièrement quand il s'agit de désigner les victimes et les bourreaux.

⁷² Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, op. cit. ; Antonio Manuel Moral Roncal, « La evacuación de asilados bajo pabellón francés: tensión en las relaciones franco-españolas durante la guerra civil », *Cuadernos de Investigación Histórica*, 2004, vol. 21, p. 395-425 ; Antonio Manuel Moral Roncal, « “Drapeau de France” : nuevas aportaciones al estudio del asilo diplomático francés en el Madrid de la Guerra Civil », *Madrid. Revista de arte, geografía e historia*, 2004, n° 6, p. 203-236.

⁷³ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolat i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, Barcelone, Base, 2020.

D'autre part, je souhaite étudier les mécanismes qui conduisent les diplomates à intervenir humanitairement dans la guerre civile espagnole, en dépassant les topoï convenus du désintéressement, de l'impartialité et de la neutralité qui dicteraient leur action. En faveur de qui interviennent-ils et pourquoi ? Quelle forme prend leur intervention humanitaire ? De quels moyens disposent les diplomates ? Leur intervention est-elle véritablement équilibrée ou marque-t-elle une forme d'engagement en faveur de l'un des deux camps ? Il s'agira également de prendre en considération différents niveaux d'intervention, afin de tenir compte des « impératifs locaux, nationaux et internationaux » face auxquels « s'élabore au quotidien l'action de ces acteurs⁷⁴ ». L'action des diplomates en Espagne est-elle improvisée de manière relativement autonome face à l'urgence de la situation ? Ou répond-elle à des instructions émanant de Paris ou de Londres ? Quel rôle joue l'opinion publique dans l'élaboration de ces interventions humanitaires ? Les considérations géopolitiques interfèrent-elles avec le déploiement de ces actions ? Existe-t-il une coopération ou au contraire une concurrence voire une rivalité humanitaire entre les diplomaties française et britannique ? Si oui, à quelle échelle ?

Ce travail est donc structuré en deux parties qui recourent les deux orientations qui en ont guidé la réalisation. La première partie, composée de six chapitres, aborde ainsi la perception des violences. Le chapitre 1 propose un panorama des représentations diplomatiques et consulaires françaises et britanniques en Espagne en 1936, en détaillant la localisation des agents ainsi que leurs trajectoires sociales. Le chapitre 2 aborde ensuite l'attitude des diplomates face à l'avènement du Frente Popular durant le printemps 1936, en étudiant leur perméabilité aux discours contre-révolutionnaires qui présentent la coalition de gauche comme une menace. Les chapitres 3 et 4 détaillent la manière dont les représentants français perçoivent les violences dans les deux camps durant les premiers mois de la guerre civile : tandis que les violences révolutionnaires suscitent leur effroi, la terreur pratiquée par les militaires rebelles est minimisée et plus largement acceptée comme un moyen de rétablir l'ordre en Espagne. Cette perception biaisée s'explique alors par la manière dont les violences réagencent les identités collectives et professionnelles des diplomates français et britanniques, mais aussi par l'inscription de l'événement espagnol dans un contexte transnational plus vaste (chapitre 5). Enfin, le chapitre 6 est l'occasion d'étudier le cas spécifique des bombardements, face auxquels les diplomates adoptent des postures ambivalentes.

⁷⁴ Marie-Luce Desgrandchamps, *L'humanitaire en guerre civile. La crise du Biafra (1967-1970)*, op. cit., p. 323-324.

La seconde partie de la thèse, composée de quatre chapitres, évoque quant à elle les interventions humanitaires françaises et britanniques durant la guerre civile. Le chapitre 7 souligne ainsi le déséquilibre initial de ces interventions qui visent d'abord à porter secours aux victimes des violences révolutionnaires, hébergées dans les ambassades madrilènes ou évacuées par les marines de guerre française et britannique. Le chapitre 8 se concentre davantage sur l'élaboration des projets d'appels ou de médiation humanitaire dans un cadre multilatéral, dans lequel les acteurs apparaissent bien souvent concurrents. Si les chapitres 7 et 8 permettent de souligner le déséquilibre de ces interventions humanitaires en faveur du général Franco et de ses partisans, le chapitre 9 explore néanmoins les tentatives – limitées – de rééquilibrer, à partir du printemps 1937, l'action des diplomaties française et britannique en faveur du camp républicain, sous la pression de l'opinion publique ou des événements européens. Enfin, le chapitre 10 permet d'explorer les « zones grises » d'un humanitaire qui a pu parfois servir de paravent à des trafics et à l'espionnage en faveur des franquistes, notamment pour la diplomatie française.

V. Les sources d'une enquête transnationale : entre dispersion et complémentarité

Les diplomates étant au cœur de cette étude, les principaux documents sur lesquels repose cette thèse proviennent en premier lieu de la correspondance diplomatique. Dans le cas de la représentation française, je me suis principalement appuyé sur les archives rapatriées des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger, conservées au Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN). Les fonds de l'ambassade de France à Madrid se distinguent notamment par leur richesse. La sous-série « Guerre civile », conservée dans la série B, s'avère capitale pour le traitement du sujet, puisqu'elle conserve l'essentielle de la correspondance diplomatique sur la guerre d'Espagne adressée ou émanant de l'ambassade de France à Madrid. Très bien organisée en dossiers thématiques, elle permet ainsi non seulement d'avoir un aperçu exhaustif des activités de l'ambassade, mais aussi de recueillir une très large partie des informations politiques émanant des consulats français en Espagne. Ce fonds, déjà très riche, peut aussi être complété par la série C1, qui conserve la correspondance diplomatique pour l'organisation du poste – dossier des agents –, pour les événements qui précèdent la guerre civile – notamment le printemps 1936 – ou qui lui succèdent. Dans ce dernier cas, plusieurs rapports permettent d'éclairer l'action humanitaire française sous un

nouveau jour, lorsqu'en 1941-1942 la justice franquiste lance une large enquête sur l'asile diplomatique durant la guerre civile espagnole. Aux fonds de l'ambassade, il faut également ajouter les fonds de plusieurs consulats. Ainsi, les archives du consulat général de France à Barcelone s'avèrent particulièrement riches. Outre la conservation d'une partie conséquente de la correspondance politique entre le consul et le Quai d'Orsay, ces fonds accueillent également une documentation capitale à l'étude des évacuations organisées par le poste consulaire durant la guerre civile : rapports, correspondance entre le consulat et la Marine, manifestes d'embarquement sur les paquebots affrétés par le ministère des Affaires étrangères, etc. Les archives des autres consulats sont toutefois parcellaires. Celles des postes de Valence, Las Palmas, Séville, Madrid et Palma de Majorque permettent néanmoins de glaner des informations utiles sur la situation politique de l'Espagne et sur les violences de la guerre civile. D'autres archives ont disparu selon les inventaires conservés au CADN. Ainsi, une partie des fonds du consulat de France à Malaga a été détruite en novembre 1937, probablement lorsque le consul Pierre Desmartis est assigné à résidence par les autorités franquistes. Il en va de même pour les archives du consulat à Bilbao, dont une partie de la documentation a été détruite en 1950-1960 sans accord préalable du Quai d'Orsay. De manière générale, les archives du CADN sont particulièrement précieuses pour étudier l'action des diplomates et des consuls sur le terrain, car elles conservent des brouillons qui permettent de retracer non seulement certaines relations, mais aussi le chemin de certaines informations ou encore les doutes des agents et les reformulations de certaines dépêches ou télégrammes.

La documentation du CADN a également été croisée avec celle conservée par les archives du ministère des Affaires étrangères, conservées à La Courneuve. J'ai notamment consulté la correspondance diplomatique et commerciale de la série « Z-Europe », relative à l'Espagne. Ces fonds sont relativement parcellaires et parfois redondants avec la correspondance conservée à Nantes. La majeure partie des archives centrales a en effet été détruite lors de la défaite française de 1940. La correspondance diplomatique et commerciale a donc été reconstituée après la Seconde Guerre mondiale à partir des archives des postes à l'étranger. Néanmoins, la consultation de cette correspondance permet d'accéder à certains documents originaux, qui ne se trouvent pas à Nantes. L'originalité des fonds de La Courneuve est cependant incontestable en ce qui concerne les dossiers de carrière des agents. Ces fonds, répartis pour ce qui nous concerne en trois séries, permettent de retracer le parcours professionnel et dans certains cas les trajectoires sociales des diplomates et des

consuls en poste en Espagne. Ils offrent également un éclairage supplémentaire sur certaines affaires impliquant ces agents. Du reste, j'ai complété ce corpus par la consultation ponctuelle des archives du Service Français de la Société des Nations ou du Cabinet du ministre. Afin de compléter le point de vue français sur la guerre civile espagnole, j'ai également eu recours aux archives du Service historique de la Défense conservées au Château de Vincennes, en particulier aux archives de l'attaché militaire Henri Morel ainsi qu'aux documents de la Direction Générale de la Sûreté Nationale conservés aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine.

Pour la diplomatie britannique, je me suis presque exclusivement fondé sur la correspondance générale du Foreign Office, conservée aux National Archives à Kew. Il s'agit des archives de l'administration centrale : contrairement au cas français, je n'ai donc pas eu accès aux archives des postes britanniques à l'étranger. Je ne suis de ce fait pas en mesure de retracer aussi finement l'élaboration de l'information diplomatique britannique depuis l'Espagne. Cependant, les minutes du Foreign Office permettent à l'inverse de retracer méticuleusement le processus de décision à Londres. Il est ainsi possible d'étudier la réception des rapports émanant de l'ambassade et des consulats britanniques, ainsi que les débats internes à la machine diplomatique britannique au fil des contributions rédigées par les fonctionnaires du Foreign Office. Ces archives offrent donc une certaine complémentarité avec les archives françaises conservées à Nantes, d'autant qu'elles permettent dans bien des cas de mieux cerner la position du gouvernement français ou de la direction du Quai d'Orsay. J'ai par ailleurs pu compléter ponctuellement ce fonds avec les archives du Cabinet Office, dont une part importante a été numérisée et est accessible en ligne. Je regrette néanmoins de ne pas avoir eu l'opportunité de consulter les archives privées du conseiller de l'ambassade britannique, George Ogilvie-Forbes, conservées à l'université d'Aberdeen, en Écosse.

Afin de rendre compte de l'action des diplomates français et britanniques sur le terrain, mais aussi de la réception de cette dernière en Espagne, j'ai également entrepris de rassembler une importante documentation espagnole. J'ai tout d'abord consulté les archives du ministère des Affaires étrangères conservées à l'Archivo General de la Administración (AGA), à Alcalá de Henares. J'ai surtout eu recours aux documents du fonds dit de l'« Archivo de Barcelona », qui rassemble une part conséquente des archives du ministère d'État républicain. En son sein, les documents de la Sección de Información Diplomática Especial (SIDE) m'ont permis de retracer l'action humanitaire française et britannique – ainsi que ses zones grises – au plus près des acteurs, grâce à la surveillance établie par les services

spéciaux républicains. J'ai également complété ces fonds à l'aide des archives des ambassades républicaines espagnoles à Paris et à Londres, mais aussi d'archives personnelles de représentants républicains. Les fonds gouvernementaux espagnols ont en effet la particularité, pour la période de la guerre civile, d'avoir connu un véritable éclatement lors de l'exil de 1939. De nombreux documents de l'État républicain ont ainsi été conservés par les officiels républicains – ministres et ambassadeurs – qui les ont emportés avec eux en fuyant l'avancée franquiste. Une partie de ces fonds ont été depuis déposés à l'Archivo Histórico Nacional : c'est le cas notamment des archives du ministre d'État José Giral, mais aussi des ambassadeurs Luis Araquistáin et Marcelino Pascua, que j'ai pu consulter lors d'un séjour à Madrid. D'autres fonds sont depuis conservés par des fondations privées, liées notamment au PSOE. C'est le cas notamment de la fondation Juan Negrín, située à Las Palmas, dans les îles Canaries. La fondation accueille non seulement les archives personnelles de Juan Negrín, mais aussi une part importante des archives du gouvernement républicain : archives des ministères d'État, de l'Intérieur, de la Défense Nationale, des Finances, du Servicio de Información Militar républicain, etc. Une partie de ces documents a cependant été numérisée et déposée au Centro Documental de la Memoria Histórica de Salamanque.

Pour accéder au point de vue franquiste, j'ai par ailleurs consulté à l'AGA les archives du fonds dit de l'« Archivo de Burgos », qui rassemble une partie des documents du Secrétariat aux Relations Extérieures puis du ministère aux Relations Extérieures franquistes. Cette documentation demeure encore très mal inventoriée, se fondant sur un système de fiches de classement élaborées par l'administration franquiste naissante, assez difficile à utiliser. Par conséquent, j'ai plutôt eu recours aux fonds conservés par l'Archivo General Militar de Ávila, relativement peu connus des chercheurs français et britanniques. Ces archives militaires conservent en effet une part essentielle de la documentation du commandement franquiste durant la guerre civile espagnole, et en particulier du Cuartel General del Generalísimo et de l'Ejército del Norte commandé par le général Mola. Dans ces deux fonds, j'ai surtout consulté les archives de leurs services de renseignement – Servicio de Información Militar (SIM) et Servicio de Información y Policía Militar (SIPM) dans le premier cas, Servicio de Información de la Frontera Nordeste de España (SIFNE) dans le second. Je me suis en effet rendu compte que les agents de ces différents services occupaient une position particulière du côté franquiste dans les négociations humanitaires avec les diplomates français et britanniques, relevant à la fois de l'espionnage et de la para-diplomatie. En l'absence de relations officielles avec la France et la Grande-Bretagne, ils apparaissent pour certains

d'entre eux comme des agents officieux. Dès lors, leurs rapports et leurs bulletins d'information offrent un regard original et souvent inédit sur la politique extérieure des deux démocraties libérales. Du reste, les archives militaires d'Ávila conservent également une partie de la documentation du gouvernement basque, capturée par les franquistes à la fin de la guerre civile espagnole, qui s'est aussi avérée utile pour mes recherches. Le point de vue franquiste a enfin été complété grâce aux archives de ses représentations diplomatiques officieuses à Paris, Londres et Saint-Jean-de-Luz, conservées au CDMH à Salamanque.

Par ailleurs, j'ai complété mon corpus à l'aide des archives rassemblées par les autorités franquistes dans un objectif de répression. J'ai ainsi consulté les archives républicaines capturées par la Delegación Nacional de los Servicios Documentales et conservées au CDMH. Il s'agit des fonds des brigades « Político-Social » des principales villes républicaines (Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao, Santander, etc.). J'ai également eu recours ponctuellement aux fonds de la Causa General instruite par la justice franquiste après la guerre civile espagnole pour juger les crimes de la « terreur rouge » en Espagne républicaine. Les déclarations de certains acteurs devant le procureur de la Causa General ont ainsi pu apporter par moment un éclairage utile sur l'action des diplomates français et britannique, bien que la finalité de cette documentation intimement liée à la répression franquiste doive nous amener à l'utiliser avec prudence et parcimonie⁷⁵. Enfin, j'ai également consulté les archives du Comité international de la Croix-Rouge, dont des copies numérisées ont été déposées au CDMH. Les diplomates français et britanniques collaborent en effet à plusieurs reprises avec l'organisation genevoise sur le terrain humanitaire. Les rapports et la correspondance de ses délégués – notamment Marcel Junod et Georges Henny – permettent alors d'obtenir un autre point de vue, complémentaire, sur l'action humanitaire française et britannique dans la guerre d'Espagne.

⁷⁵ José Luis Ledesma, « La "Causa General": fuente sobre la violencia, la Guerra Civil (y el franquismo) », *Spagna Contemporanea*, 2005, XIV, n° 28, p. 203-220.

Chapitre 1 : Les représentations française et britannique en Espagne en 1936 : un état des lieux

En 1936, les diplomaties française et britannique disposent de solides réseaux diplomatiques et consulaires en Espagne, capables de les informer sur les événements de la péninsule. Pourtant, ces réseaux et leurs acteurs demeurent, dans leur ensemble, assez méconnus. Alors que nous inscrivons cette recherche dans une histoire sociale de la diplomatie, il nous paraissait donc important de présenter ces acteurs en retraçant autant que possible leurs trajectoires sociales. Pour ce faire, nous pouvons nous appuyer sur une historiographie déjà abondante, qui s'est d'abord intéressée à la « machine diplomatique » du Quai d'Orsay et du Foreign Office, et à leur fonctionnement¹. Plus récemment, des travaux à la croisée de l'histoire sociale et des relations internationales, relevant de la méthode prosopographique, ont permis de cerner plus précisément le profil des diplomates français et britanniques², mais aussi les évolutions qui s'opèrent dans leur recrutement et dans leur formation durant la première moitié du XX^e siècle³. Après l'étude pionnière de Desmond C. M. Platt sur le « Cinderella Service⁴ », le corps consulaire a également suscité ces dernières années un intérêt renouvelé de la part des historiens, donnant lieu à la publication de très nombreux travaux⁵. L'étude de ces « machines diplomatiques » s'est

¹ Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979, p. 269-290 ; Jean Baillou (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, CNRS, 1984, vol. 2 : 1870-1980 ; Zara Steiner, *The Foreign Office and Foreign Policy, 1898-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969 ; Paul Doerr, *British Foreign Policy, 1919-1939*, Manchester, Manchester University Press, 1998, p. 133-154.

² Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 ; Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2020.

³ Jean-François Berdah, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 28-29, 1999, p. 83-119 ; Zara Steiner, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times », dans Gaynor Johnson (dir.), *The Foreign Office and British Diplomacy in the Twentieth Century*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 13-30 ; Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *Vingtième Siècle*, vol. 3, n° 99, 2008, p. 33-49.

⁴ Desmond C. M. Platt, *The Cinderella Service. British Consuls Since 1825*, Hamden, Archon Books, 1971.

⁵ Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'Autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002 ; Lukian Prijac et Jörg Ulbert (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle. Consulship in the 19th Century. Die Welt der Konsulateim 19. Jahrhundert*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010 ; Sylvia Marzagalli (dir.), *Les Consuls en Méditerranée, agents d'information. XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2015 ; Fabrice Jesné (dir.), *Les consuls, agents de la présence française dans le monde, XVIII^e-XIX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017 ; Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet, et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans*

également élargie à de nouveaux acteurs qui intègrent les ambassades durant la première moitié du XX^e siècle : les attachés militaires des différentes armes, mais aussi les attachés commerciaux et financiers⁶. Ces différents travaux ont ouvert la voie à la publication de premières synthèses, notamment celle de Laurence Badel⁷.

La représentation française en Espagne durant la guerre civile n'a pas échappé à ces évolutions historiographiques. Les travaux d'Yves Denéchère permettent en effet une première approche du personnel diplomatique et consulaire français en Espagne en 1936⁸. Mes propres travaux sur l'ambassade de France, ainsi que ceux d'Anne-Aurore Inquimbert et de Jean-Paul Eyrard sur les attachés militaire et naval Henri Morel et Raymond Moullec, permettent d'esquisser un premier panorama du personnel diplomatique, tandis que Pauline Deffois a proposé un premier travail sur les consuls de France en Espagne⁹. Concernant la représentation britannique en Espagne, les études du personnel diplomatique et consulaire sont plus rares. Elles se concentrent généralement sur deux figures : l'ambassadeur Sir Henry Chilton, et le conseiller et chargé d'affaires George Ogilvie-Forbes¹⁰. Notons toutefois que Jill Edwards prend soin de reproduire, en annexe de son livre, une liste de la représentation consulaire en Espagne en juin 1937¹¹. Et si Maria Thomas et Ángel Viñas ont insisté sur

le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle), Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, 2018.

⁶ Vaïsse, Maurice, « L'évolution de la fonction d'attaché militaire au XXe siècle », *Relations internationales*, 1982, n° 32, p. 507-524 ; Jean-Claude Montant, « Les attachés navals français au début du XXe siècle », *Relations internationales*, 1989, n° 60, p. 429-442 ; Laurence Badel, « Les acteurs de la diplomatie économique de la France au XXe siècle: les mutations du corps des attachés commerciaux (1919-1950) », *Relations internationales*, 2003, vol. 2, n° 114, p. 189-212 ; Lothar Hilbert, « Les attachés militaires français: leur statut pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2004, vol. 3, n° 215, p. 25-33.

⁷ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2021.

⁸ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003.

⁹ Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, Angers, 2002 ; Jean-Paul Eyrard, « Attaché naval en Espagne pendant la guerre civile: l'itinéraire du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec », *Revue Historique des Armées*, 2008, n° 251, p. 104-111 ; Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes / Service Historique de la Défense, 2009 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015.

¹⁰ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, Londres, The Macmillan Press, 1979 ; Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996 ; Ángel Viñas, « Inglaterra y el Frente Popular », in Manuel Ballarín et José Luis Ledesma Vera (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 21-34 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, Eastbourne, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2022.

¹¹ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 220-221.

l'élitisme dont font preuve certains agents¹², c'est Tom Buchanan qui propose une étude plus complète du personnel britannique en Espagne — sans établir pour autant un état des lieux précis¹³.

De fait, ces travaux ne présentent qu'une vision partielle et éparse du personnel diplomatique et consulaire français et britannique en Espagne au début de la guerre civile. Leur trajectoire sociale, sauf en de très rares cas, n'est presque jamais évoquée. J'ai donc tenté de broser un portrait de ces représentants diplomatiques et consulaires, en fonction de la documentation disponible. Les informations sur la provenance sociale des diplomates et des consuls sont en effet difficiles à compiler, en particulier dans le cas des agents britanniques dont je n'ai pas pu consulter les dossiers de carrière¹⁴ — contrairement à leurs homologues français. Il a fallu dans bien des cas recourir à d'autres moyens. Outre les annuaires diplomatiques édités par le Foreign Office¹⁵, j'ai pu m'appuyer sur des dictionnaires biographiques en ligne, comme le *Who's Who*¹⁶ et l'*Oxford Dictionary of National Biography*¹⁷. Mais même dans le cas français, les informations conservées dans les dossiers de carrière sont inégales et parcellaires¹⁸. Si l'enquête préfectorale menée sur l'agent au moment où il se présente aux concours d'entrée dans la carrière diplomatique ou consulaire permet dans bien des cas de définir la provenance sociale des agents, ces documents ne sont malheureusement pas toujours présents dans les dossiers consultés. Il faut alors s'en remettre aux notes annuelles des agents, que ceux-ci renseignent eux-mêmes avec une précision inégale et, parfois, une tendance à dissimuler certaines informations comme l'ampleur de leur fortune familiale. La consultation des dossiers d'entrée ou de promotion au sein de la Légion d'Honneur, grâce à la base de données Léonore hébergée par les Archives nationales, permet

¹² Maria Thomas, « The Front-Line of Albion's Perfidy. Inputs into the Making of British Policy towards Spain: The Racism and Snobbery of Norman King », *International Journal of Iberian Studies*, 2007, vol. 2, n° 20, p. 105-127 ; Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007, p. 82.

¹³ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *Contemporary European History*, 2003, vol. 12, n° 3, p. 279-303.

¹⁴ Je ne suis en effet pas parvenu à identifier aux National Archives de Kew un fonds qui conserverait leurs états de service. À la lecture de l'historiographie, ces fonds ne semblent d'ailleurs pas exister, ou du moins ne sont-ils jamais cités et demeurent largement inconnus.

¹⁵ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, Londres, Harrison, 1937.

¹⁶ <https://www.ukwhoswho.com/page/946>.

¹⁷ <https://www.oxforddnb.com/>.

¹⁸ Les archives du ministère des Affaires étrangères à La Courneuve (AMAE-C) conservent en effet un important fonds du Personnel, qui accueille les dossiers individuels de carrière des agents du Quai d'Orsay. Les dossiers des représentants français en Espagne durant la guerre civile se trouvent avant tout dans la 3^e série, mais on peut également trouver certains dossiers dans les deux versements suivants qui forment la 4^e série.

d'apporter des compléments¹⁹. Enfin, le recours aux annuaires diplomatiques aide à retracer les trajectoires professionnelles²⁰.

Mais les profils les plus difficiles à saisir sont ceux des vice-consuls britanniques et des agents consulaires français. Il ne s'agit généralement pas de fonctionnaires rémunérés par le Foreign Office ou le Quai d'Orsay, mais de notables locaux, Français, Britanniques ou étrangers, qui occupent des fonctions consulaires en complément d'une autre activité professionnelle. Si les vice-consuls britanniques apparaissent dans les annuaires diplomatiques du Foreign Office — avec toutefois très peu d'informations à leur sujet —, les agents consulaires français ne figurent pas dans ceux édités par le Quai d'Orsay. Les identifier relève alors de la gageure. Si des renseignements apparaissent au gré de la correspondance diplomatique, et si plusieurs dossiers conservés dans les fonds du Centre des Archives diplomatiques de Nantes permettent de trouver des informations complémentaires, ils ne permettent pas une étude exhaustive²¹. Il en va de même pour les annuaires des « Français de l'Étranger », qui ne mentionnent pas toujours l'activité professionnelle des agents consulaires mentionnés²². J'ai donc été amené à chercher, par mots-clés sur des moteurs de recherche sur internet, d'autres ressources qui m'ont permis de retracer certaines trajectoires, grâce notamment à la consultation de la presse de l'époque et actuelle (pour une bonne part accessible en ligne), mais aussi d'articles, de revues et de blogs d'histoire locale, voire, dans certains cas, de pages institutionnelles (municipalités, entreprises, etc.).

I. Les représentations française et britannique en Espagne

A. Des agents français expérimentés et bien implantés

1. L'ambassade française : une équipe expérimentée sous la coupe de Jean Herbette

L'ambassade de France à Madrid est constituée en 1936 d'un personnel diplomatique relativement modeste. Elle accueille onze agents, dont quatre diplomates de carrière, un consul-adjoint et un vice-consul, un commis de chancellerie et quatre attachés. Elle est dirigée

¹⁹ <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/>.

²⁰ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, Paris, Imprimerie Nationale, 1936 ; *Annuaire diplomatique et consulaire. 1937*, Paris, Imprimerie Nationale, 1937.

²¹ Certains cartons des archives des postes diplomatiques et consulaires concernent en effet le personnel de la représentation française. Dans le fonds de l'ambassade de France à Madrid, ils sont par exemple conservés dans la série C1.

²² *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger*, Paris, Union des Français de l'Étranger, 1937.

depuis juillet 1931 par l'ambassadeur Jean Herbette (1878-1960). Ancien journaliste à *L'Écho de Paris* et au *Temps*, Herbette est entré tardivement dans la carrière diplomatique, en devenant le premier ambassadeur de France en URSS, de 1924 à 1931. Après la victoire des républicains espagnols aux élections municipales d'avril 1931, suivie de la proclamation de la Seconde République, le Quai d'Orsay décide de nommer Herbette en Espagne comme ambassadeur français auprès du nouveau régime, en remplacement de Charles Corbin que l'on estime trop proche de l'ancien monarque Alphonse XIII, alors contraint à l'exil²³.

Jean Herbette est alors décrit par certains de ses anciens collaborateurs comme un homme travailleur, mais paranoïaque. Il échangerait peu avec ses subordonnés pour l'élaboration des dépêches, tandis qu'il déchiffrerait lui-même les télégrammes reçus du Quai d'Orsay²⁴. Si Yves Denéchère appelle à nuancer la paranoïa que Charles de Boisanger et Jean-Baptiste Barbier attribuent à l'ambassadeur, en raison de l'hostilité profonde qu'ils lui témoignent²⁵, le président de la République espagnole, Manuel Azaña, y fait néanmoins lui aussi référence dans ses journaux : « Quand en 31 [les époux Herbette] arrivèrent de Russie à l'ambassade de Madrid, ils étaient transis de peur, conséquence du régime policier à Moscou. Ils voyaient de toute part agents secrets, espions, mystères et dangers²⁶. » L'ambassadeur, « économe jusqu'à l'avarice », apparaît par ailleurs réfractaire à la mondanité diplomatique, qu'il fuit²⁷. Cela lui vaut d'être vertement critiqué par Boisanger, son ancien collaborateur à Moscou, qui le qualifie d'« homme de cabinet²⁸ ». Mais ce qualificatif peut également renvoyer au caractère intrigant de Jean Herbette. Si Yves Denéchère considère que l'ambassadeur a à cœur la défense des intérêts de la France, il note cependant que ces derniers tendent parfois à se confondre avec la défense de ses intérêts personnels. Ainsi, « les campagnes journalistiques et les missions diplomatiques de Jean Herbette ne sont que le prolongement de ses convictions personnelles²⁹ ». Dans ses rapports avec le Quai d'Orsay, l'ambassadeur pense en outre occuper une place centrale dans la politique extérieure de la France, considérant son poste et les relations bilatérales avec le pays auprès duquel il est

²³ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 197-199.

²⁴ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 622 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 120-121.

²⁵ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 121-122.

²⁶ Manuel Azaña, *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales / Taurus-Santillana, 2008, vol.4 (juillet 1936-août 1940), p. 512.

²⁷ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 122 ; Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *op. cit.*, p. 47-48.

²⁸ Cité par Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *op. cit.*, p. 48.

²⁹ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 341-342.

accrédité comme prioritaires. Il s'échine alors à convaincre le ministère du bien fondé de ses recommandations, sans toujours y parvenir, ce qui le pousse parfois à pratiquer la politique du fait accompli³⁰. Au nom du pragmatisme et de la *Realpolitik*, Herbette fait du reste preuve d'un véritable opportunisme, adoptant au gré des circonstances des positions politiques contradictoires³¹. Il ne dévie cependant pas de son hostilité à l'égard des « forces dissolvantes de toute civilisation que sont pour lui l'anarchisme, le communisme, le fascisme et le nazisme³² » : « Selon les lieux et les années, en fonction de l'évolution de ses sentiments personnels et de l'intérêt de la France, il privilégie le combat contre l'une ou l'autre de ces forces³³. »



Photographie 1 : Jean Herbette et sa femme, Jeanne, à Clarens (Suisse) en 1938³⁴

³⁰ *Ibid.*, p. 340-341.

³¹ *Ibid.*, p. 339-342.

³² *Ibid.*, p. 341.

³³ *Ibid.*

³⁴ Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne, Fonds Herbette, IS 4147. Photographie reproduite par Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*

En janvier 1936, Herbette, alors âgé de 57 ans, peut s'appuyer sur des agents diplomatiques expérimentés qui disposent d'une connaissance préalable de l'Espagne. Le conseiller d'ambassade, Adrien de Lens (49 ans), a rejoint son poste en septembre 1934³⁵. Il est cependant promu au grade de ministre plénipotentiaire de deuxième classe en 1936 et nommé quelques jours plus tard à Port-au-Prince³⁶. Dans l'attente de son remplacement, il assure néanmoins ses fonctions de conseiller de l'ambassade en Espagne jusqu'au 21 août 1936³⁷. Il est alors remplacé par Jean-Baptiste Barbier (47 ans). Initialement nommé à Buenos Aires, Barbier avait demandé et obtenu le 22 juillet 1936 sa désignation à Madrid pour rester à proximité de sa mère « très malade »³⁸. Quand il prend possession de son poste le 27 août 1936, le nouveau conseiller connaît bien l'Espagne où il a occupé les fonctions de deuxième secrétaire de l'ambassade au début de sa carrière, de 1920 à 1924³⁹. Il a conservé de ce précédent séjour certaines amitiés espagnoles⁴⁰. René Bonjean (44 ans) et Jacques-Émile Pâris (31 ans) occupent quant à eux les fonctions de premier et de deuxième secrétaires de l'ambassade. Bonjean intègre la mission diplomatique dès novembre 1931, soit quelques mois après la nomination de Jean Herbette qui lui accorde très vite sa confiance⁴¹. Depuis 1933, il assure les relations de l'ambassade avec la presse espagnole⁴². Dans cette mission, il peut compter sur l'aide d'un collaborateur auxiliaire, Pierre Bourbon (33 ans). Né en Espagne en 1903, fils de l'ancien directeur des mines de Peñarroya, Antonin Bourbon, et correspondant à Madrid pour le quotidien *Le Matin* de 1931 à 1934, il épaula Bonjean en tant qu'« Attaché de l'Ambassade de France pour assurer le service de presse et les relations avec la presse

³⁵ Archives du Ministère des Affaires Étrangères à La Courneuve (ci-après : AMAE-C), fonds du Personnel, dossiers individuels de carrière, 3^e série, dossier 444 : « Adrien Léon de Lens » (désormais : Personnel, Carrière, 3^e série, 444, dossier d'Adrien de Lens), lettre du ministre des Affaires Étrangères à Adrien de Lens, 26 septembre 1934.

³⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 444, dossier d'Adrien de Lens, lettre du ministre des Affaires Étrangères à Adrien de Lens, 20 mai 1936 ; et lettre du ministre des Affaires Étrangères à Adrien de Lens, 3 juin 1936.

³⁷ *Ibid.*, dépêche (désormais : dép.) n° 33 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, Saint-Sébastien, 21 août 1936.

³⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 29, dossier de Jean-Baptiste Barbier, note de Louis de Robien (chef de la section du personnel au Quai d'Orsay) à Alexis Léger (secrétaire général du Quai d'Orsay), 22 juillet 1936.

³⁹ Centre des Archives diplomatiques de Nantes (ci-après : CADN), fonds de l'Ambassade de France à Madrid, série C1, carton 9 (désormais : Madrid, C1, 9), télégramme (désormais : tél.) n° 34 de l'ambassade de France au Quai d'Orsay, 27 août 1936 ; et *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, Paris, Imprimerie Nationale, 1936, p. 217-218.

⁴⁰ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 637.

⁴¹ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, *op. cit.*, p. 230. En mai 1937, Jean Herbette écrit à son propos que « M. Bonjean est un des rares hommes qu'un chef uniquement préoccupé de l'intérêt du service ne regrettera jamais d'avoir fait avancer, si loin que ce soit. Il reproduit le type essentiellement français de ces vigoureux serviteurs de l'État, modestes pour eux-mêmes, mais non pour leur patrie, auxquels notre pays doit, depuis tant de siècles et sous tant de décors politiques, son unité, sa continuité et sa grandeur. » AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, notes annuelles de 1936.

⁴² Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, *op. cit.*, p. 33.

espagnole de 1934 jusqu'à la guerre civile»⁴³. Quant à Jacques-Émile Pâris, il occupe les fonctions de deuxième secrétaire de l'ambassade depuis 1933⁴⁴.



Photographie 2 : René Bojean⁴⁵.

La chancellerie est également renforcée par la présence d'un consul-adjoint, François Arnould (45 ans), d'un vice-consul, Maurice Rivoire (45 ans) et d'un commis de chancellerie, Antoine Taddéi (35 ans). Arnould est chargé des fonctions de son grade à l'ambassade à Madrid dès 1931. Il y assure le suivi de la correspondance avec les consulats, des affaires juridiques et du Comité des Écoles franco-espagnoles, ainsi que des tâches plus prosaïques, nécessaires au bon fonctionnement de la chancellerie (entretien, inventaire, etc.)⁴⁶. Il a côtoyé Jean Herbette à Moscou, où il a occupé les fonctions de consul-adjoint, quelques années auparavant, entre février 1928 et juillet 1929⁴⁷. Quant à Rivoire, il est présent à l'ambassade à Madrid depuis 1929. D'abord chiffreur, il accède au grade de vice-consul en 1933 et occupe

⁴³ CADN, Madrid, C1, 13, dossier 1-2 « Bourbon », Curriculum vitae de Pierre Bourbon transmis par Louis de Robien au maréchal Pétain, alors ambassadeur de France à Madrid, le 24 mai 1939.

⁴⁴ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op.cit.*, p. 327.

⁴⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bojean.

⁴⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 15, dossier de François Arnould, notes annuelles de 1934.

⁴⁷ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op.cit.*, p. 214-215.

les fonctions d'archiviste depuis 1934⁴⁸. Taddéï, enfin, occupe les fonctions de chiffreur, vraisemblablement depuis 1936⁴⁹.



Photographie 3 : Henri Morel en 1928⁵⁰.

Les services attachés, en revanche, connaissent des changements importants en 1936. Certes, « l'ambassade de France dispose en Jean Juge d'un attaché commercial de premier ordre », puisqu'il bénéficie d'une longue expérience en Espagne. Présent dans la Péninsule depuis 1915, il assure les fonctions d'attaché commercial en tant que ministre plénipotentiaire honoraire de 1931 à 1936⁵¹. Il est cependant remplacé par Louis Tisseau, consul de carrière mis à la disposition du ministère du Commerce et de l'Industrie depuis 1920, qui prend son poste le 1^{er} juillet 1936⁵². Le colonel Louis Jouart occupe quant à lui les fonctions d'attaché militaire depuis mars 1935, mais atteint par la limite d'âge, il doit être remplacé un an plus

⁴⁸ *Ibid.*, p. 341.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 354.

⁵⁰ Service Historique de la Défense – Château de Vincennes, fonds de l'armée de Terre, Série Y : Archives collectives et individuelles du personnel, carton 13 YD 602 : dossier d'Henri Morel.

⁵¹ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, *op. cit.*, p. 34.

⁵² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 707, dossier de Louis Tisseau, « Renseignements demandés par la Grande Chancellerie à l'appui de toute proposition pour la Légion d'Honneur faite par le ministère des Affaires Étrangères », 29 novembre 1938.

tard⁵³. En mars 1936, le Quai d'Orsay nomme le commandant Henri Morel (47 ans) — élevé par la suite au grade de lieutenant-colonel — qui ne prend officiellement ses fonctions d'attaché militaire que le 18 juillet 1936, le jour même du soulèvement⁵⁴. Le 5 mai 1936, le lieutenant de vaisseau Raymond Moullec (35 ans) est nommé attaché naval en remplacement du lieutenant de vaisseau De Boysson, qui occupait le poste depuis 1933⁵⁵. Enfin, le chef de bataillon Étienne Bizard occupe à partir de 1936 le poste d'attaché de l'air, vacant depuis 1933. Il réside cependant à Paris⁵⁶.

L'ambassade semble par ailleurs dominée par la personnalité de Jean Herbette, qui a la réputation d'être « un chef qui passe pour être des plus exigeants⁵⁷ » et « pour demander à ses collaborateurs le maximum de travail et de dévouement à l'intérêt général⁵⁸ ». Ce dernier réserve surtout sa confiance aux agents de son poste qui occupent les rangs inférieurs. Il entretient en particulier d'excellentes relations avec le premier secrétaire de l'ambassade, René Bonjean, qu'il recommande à plusieurs reprises auprès de la direction du Personnel au Quai d'Orsay, en 1933 et 1934⁵⁹. Quand ce dernier est élevé au rang de secrétaire de première classe, le 10 octobre 1936, l'ambassadeur exprime alors sa satisfaction face à cette promotion « justifiée à tous les égards » : il loue alors « l'intelligence » et le « zèle » de son « excellent collaborateur »⁶⁰. Bonjean apparaît en effet comme l'« homme à tout faire de M. Herbette⁶¹ ». Il n'est cependant pas le seul à bénéficier de la confiance de l'ambassadeur, qui loue également les services de son consul-adjoint, François Arnould, qu'il connaît depuis son ambassade à Moscou et dont il signalait déjà en 1927 « l'énergie et la précision dont il a pris l'habitude⁶² ». En 1934, Herbette déclare ainsi qu'il s'agit d'un « collaborateur tellement

⁵³ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 35.

⁵⁴ Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, op. cit., p. 144-152.

⁵⁵ Jean-Paul Eyrard, « Attaché naval en Espagne pendant la guerre civile : l'itinéraire du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec », op. cit. ; Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 36.

⁵⁶ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 36.

⁵⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, lettre de Maurice Rivoire au directeur du Personnel, 6 avril 1936.

⁵⁸ *Ibid.*, lettre de Maurice Rivoire à directeur du Personnel, 31 juillet 1933.

⁵⁹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 15, dossier de François Arnould, dép. 15 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 avril 1933 ; et AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, note de Louis de Robien résumant les notes annuelles accordées par Jean Herbette à ses subordonnés, 12 décembre 1934.

⁶⁰ CADN, Madrid, C1, 9, dépêche de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 octobre 1936.

⁶¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, note de Louis de Robien, 23 octobre 1936.

⁶² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 15, dossier de François Arnould, extrait d'une lettre de Jean Herbette au directeur du Personnel, 18 octobre 1927.

dévoué et tellement sûr [qu'il ne saurait se] passer de lui⁶³ ». Il le considère en effet comme l'« un des meilleurs agents qu'il [lui] ait été donné de voir l'œuvre⁶⁴ ». Herbette recommande également au Quai d'Orsay le vice-consul archiviste, Maurice Rivoire. Il suggère sa promotion au rang de consul de 3^e classe en 1933 : « J'observe quotidiennement depuis plus de deux ans le travail de cet agent et je dois dire qu'en fait de travail je ne connais, en dehors de notre consul adjoint M. Arnould, aucun autre exemple d'un effort aussi soutenu et aussi dévoué⁶⁵ ». Il reste toutefois méfiant à l'égard du « caractère exalté » de Rivoire, qui requiert une « vigilance attentive⁶⁶ ».

Mais la méfiance de Jean Herbette semble surtout s'exercer à l'égard de ses collaborateurs de plus haut rang, à commencer par ses conseillers d'ambassade. Adrien de Lens s'en plaint dès le début de sa mission à Madrid, en 1935. Dans une lettre qu'il adresse au directeur du Personnel, Louis de Robien, il confie se sentir « de plus en plus inutile dans un poste où tout se fait en dehors de [lui], où tout [lui] est caché, où [il ne peut] presque jamais voir [son] chef, avec lequel [il est] réduit à [s'] entretenir des affaires par correspondance⁶⁷ ! » Son successeur, Jean-Baptiste Barbier, se fait l'écho, lui aussi, de la « méfiance effroyable et tyrannique » dont ferait preuve l'ambassadeur. Ce dernier vivrait dans « une terreur obsédante d'être trahi par ces collaborateurs de carrière », au point d'apposer « sa signature sur toutes les pièces à la suite du dernier mot qu'elles comportaient et non point en dessous comme cela est normal⁶⁸ » — un fait facilement vérifiable dans la correspondance conservée aux archives diplomatiques de Nantes. Selon Barbier, Herbette inspire « aux agents du Ministère une vraie terreur, ce qui [rend] très difficile de recruter pour lui du personnel⁶⁹ ». Sous sa direction, l'ambassade apparaît comme un lieu où il semble « qu'une chape de plomb s'appesantît perpétuellement sur vos épaules⁷⁰ » :

« Le fait de voir ses collaborateurs se concerter lui déplaisait (...) et, étant entré un beau jour dans le local qui nous servait de chancellerie, il me prit à part et me fit une observation parce que trois d'entre nous y causaient. Je remarquai que le service

⁶³ *Ibid.*, notes annuelles de 1933.

⁶⁴ *Ibid.*, notes annuelles de 1934.

⁶⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, lettre de Jean Herbette au directeur du Personnel, 27 septembre 1933.

⁶⁶ *Ibid.*, notes annuelles de 1935.

⁶⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 444, dossier d'Adrien de Lens, lettre d'Adrien de Lens à Louis de Robien, 15 mai 1935.

⁶⁸ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 613.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 594.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 613.

rendait parfois les conversations nécessaires, mais il me répondit que les affaires pouvaient tout au plus justifier un “aparté” de deux agents. Autrement dit, les rassemblements de trois personnes étaient prohibés dans cette singulière Ambassade⁷¹. »

La charge de Barbier contre son supérieur est probablement excessive si l’on tient compte de la haine politique qu’il voue à Herbette⁷², mais aussi des égards que l’ambassadeur accorde à certains de ses collaborateurs de rang inférieur. Jean-Baptiste Barbier ne cache pas, en outre, ses opinions réactionnaires et antisémites dans ses mémoires qu’il publie en Italie en 1951, après qu’il a dû s’exiler hors de France en raison de son ralliement à Vichy durant la Seconde Guerre mondiale. Mais la marginalisation dont se plaignent les deux conseillers d’ambassade interpelle. Il s’agit probablement, pour l’ambassadeur, d’exercer un contrôle rigoureux sur l’information politique produite par son poste, face à des conseillers qui le perçoivent comme un intrus et qui adoptent des positions différentes des siennes. Ils ne sont en effet pas les seuls à en faire les frais. Le colonel Jouart, attaché militaire de l’ambassade, accuse en effet l’ambassadeur de contrôler étroitement les rapports de ses collaborateurs, n’autorisant aucune analyse qui diffère de son avis⁷³. Jean Herbette semble alors exercer une forme de domination sur son poste, récompensant les agents — souvent de rang inférieur — qui lui sont loyaux et marginalisant ceux — souvent de rang supérieur — qui apparaissent les plus susceptibles de le contredire.

2. Des consuls français solidement implantés en Espagne

Les consuls et les consuls généraux français bénéficient pour la plupart d’entre eux d’une longue expérience en Espagne. Certains étaient déjà en poste au moment de l’instauration de la Seconde République. C’est le cas du consul général de France à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres (56 ans), qui débute sa carrière comme chargé de chancellerie à Séville en 1910, avant de rejoindre Valence en 1911, puis Saint-Sébastien en 1920. En 1923, il est nommé consul à Bahia, mais il ne prend pas son poste et demande à être mis à disposition. Il est réintégré dans la « petite carrière » un an plus tard, en 1924, date à laquelle

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 265.

⁷³ Service Historique de la Défense — Château de Vincennes, fonds de l’armée de Terre, archives de la Guerre, série 7N : État-Major de l’Armée et attachés militaires, 1920-1940, carton 2754 (désormais : SHD, GR, 7N 2754), rapport du colonel Jouart « sur les événements d’Espagne (juillet-août 1936) et leur répercussion sur le passage des consignes du poste d’attaché militaire à Madrid », 25 août 1936.

il prend la tête du consulat de France à Saint-Sébastien. En 1935, il bénéficie de la transformation de son poste en consulat général pour atteindre le plus haut grade de la carrière consulaire⁷⁴. Il est par ailleurs marié depuis 1911 à une Espagnole, María Diaz y Abascal⁷⁵. Lasmartres peut également compter sur le concours de Robert Bogaërs (38 ans), qui le rejoint comme vice-consul à Saint-Sébastien en 1934, après avoir servi comme secrétaire-archiviste au consulat de France à Madrid depuis 1931⁷⁶. Georges Moraud (57 ans) a quant à lui pris la tête du consulat de France à Séville en 1928, après un long séjour au consulat général à Barcelone, débuté en 1920⁷⁷. Il est bien inséré dans la société sévillane, puisqu'il préside le *Cosmopolitan Club*, lieu mondain où se retrouvent les élites de la ville⁷⁸. Léon Pérétie (57 ans), enfin, est consul de France à La Corogne depuis 1929⁷⁹. Nommé à Rosario, en Argentine, peu avant le soulèvement militaire de juillet 1936, il est néanmoins maintenu à son poste en Galice « en raison de la crise espagnole⁸⁰ ».

D'autres agents prennent leur poste durant les premières années de la Seconde République, mais ont bénéficié d'une expérience préalable dans la Péninsule. Ainsi, Pierre Desmartis (59 ans) a d'abord été consul à Las Palmas de 1927 à 1931, avant de prendre la tête du consulat de France à Malaga en 1932⁸¹. Emmanuel Neuville (55 ans) a quant à lui exercé les fonctions de secrétaire-archiviste à Barcelone de 1919 à 1921, avant d'être nommé consul à Madrid en 1934⁸². Par ailleurs, il est étroitement attaché à l'Espagne par son histoire familiale. Né à Algésiras en 1881, il est le fils de Dominique Neuville, consul puis consul général de France à Gibraltar « pendant une vingtaine d'années », et de María de los Ángeles Navarrete y Campos, « petite-fille, fille et sœur de maires d'Algésiras », où il possède encore « quelques propriétés » en 1935⁸³. Il a été décoré chevalier de l'Ordre Royal d'Isabelle la

⁷⁴ Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, op. cit., p. 11-12 ; *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, op. cit., p. 299.

⁷⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 414, dossier d'Émile Lasmastres, notes annuelles de 1937.

⁷⁶ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, op. cit., p. 229.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 320 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, op. cit., p. 14.

⁷⁸ *ABC* (Séville), 28 novembre 1933 ; et *ABC* (Séville), 1^{er} janvier 1934.

⁷⁹ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, op. cit., p. 329 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, op. cit., p. 13.

⁸⁰ Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, op. cit., p. 13 ; AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 559, dossier de Léon Peretie, notes annuelles de 1938.

⁸¹ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, op. cit., p. 257 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, op. cit., p. 14.

⁸² *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, op. cit., p. 323 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, op. cit., p. 13.

⁸³ CADN, Madrid, C1, 38, lettre d'Emmanuel Neuville à Jean Herbette, 5 août 1936 ; et Base Léonore, dossier de « René Victor Neuville » (frère d'Emmanuel Neuville), extrait d'état civil. Consulté le 22 février 2021 sur <http://www2.culture.gouv.fr/LH/LH110/PG/FRDAFAN84_O19800035v0183373.htm>.

Catholique en 1926 pour avoir protégé de « nombreuses familles espagnoles » lors du bombardement de Casablanca par la flotte française en août 1907⁸⁴. Neuville peut en outre compter sur l'appui de Robert Lecq (43 ans), vice-consul chargé des fonctions d'attaché de consulat. Ce dernier, en poste à Madrid depuis 1927, avait rejoint les services auxiliaires du consulat général à Barcelone pendant la Première Guerre mondiale, avant d'y être embauché comme commis de chancellerie, de 1919 à 1921⁸⁵. Quant à Henri Dorange (56 ans), qui prend son poste de consul à Las Palmas en avril 1935, il avait auparavant résidé comme élève vice-consul à Madrid, de mars 1909 à juin 1910, puis à Barcelone, de mai 1917 à novembre 1918⁸⁶. Dorange peut également compter sur le renfort d'un attaché de consulat, Pierre Thiais (31 ans), qui avait occupé ces mêmes fonctions à Barcelone de 1932 à 1934, avant de rejoindre Las Palmas en septembre de la même année⁸⁷. Enfin, René Flandin (48 ans) rejoint en août 1935 le récent consulat de France à Palma de Majorque⁸⁸. C'est aussi comme élève vice-consul qu'il avait séjourné à Saint-Sébastien de février 1918 à octobre 1919⁸⁹.

Les titulaires des quatre derniers postes consulaires (Barcelone, Bilbao, Gibraltar et Valence) n'ont bénéficié quant à eux d'aucune expérience préalable en Espagne avant leur entrée en fonction. Ils peuvent cependant s'appuyer parfois sur des collaborateurs mieux implantés. C'est le cas de Jean Trémoulet (44 ans), chargé du consulat général à Barcelone depuis 1934, qui peut compter sur l'aide du consul de 3^e classe, Georges Monjou (53 ans) qui se charge de la chancellerie du poste depuis 1928⁹⁰. Monjou a d'ailleurs réalisé plusieurs séjours à Barcelone, de 1909 à 1913, puis en 1921⁹¹.

⁸⁴ Archivo General de la Administración, archives du Ministerio de Asuntos Exteriores, fonds de l'« Archivo de Burgos », carton 82/11640 R.4443, expediente 170 (ci-après : AGA, MAE, Burgos, 82/11640, R.4443, expt. 170), « Condecoración de Emmanuel Neuville como Caballero de la Real Orden de Isabel la Católica. Real decreto del 20 de febrero de 1926 ».

⁸⁵ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1937, op. cit.*, p. 297.

⁸⁶ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 259 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939), op. cit.*, p. 13.

⁸⁷ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 356.

⁸⁸ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, Paris, Imprimerie Nationale, 1936*, p. 269 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, Angers, 2002, p. 13. Un consulat est en effet ouvert à Palma de Majorque en 1932 afin de veiller « aux intérêts français et aux communications qui présentent là-bas à un intérêt géostratégiques ». Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 37.

⁸⁹ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 269 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939), op. cit.*, p. 13.

⁹⁰ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 319 et 358.

⁹¹ *Ibid.*, p. 319.



Photographie 4 : Jean Trémoulet portant sa Croix de Guerre⁹².

Le consulat général à Barcelone est par ailleurs renforcé par la présence de deux autres agents, Édouard Bourquin (36 ans) et Camille Robin (61 ans), ce qui reflète son importance⁹³. Le premier, chargé des fonctions de consul suppléant, a rejoint le poste de Barcelone en 1933, et a été chargé de la gérance du consulat de Palma de Majorque d'août 1934 à janvier 1935⁹⁴. Le second exerce les fonctions d'agent commercial depuis 1931⁹⁵. Le 15 septembre 1936, Jean Trémoulet est cependant remplacé par Jacques Pingaud (54 ans). Il est accompagné de Jules Bouyssel (41 ans), qui vient renforcer le poste de Barcelone en tant que vice-consul. Les

⁹² Universitat Autònoma de Barcelona, Papiers Jean Trémoulet, photographie confiée par Nàdia Trémoulet, petite-fille de Jean Trémoulet. La photographie est reproduite dans plusieurs travaux d'Arnau González i Vilalta : Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, Barcelone, Base, 2020, p. 63. Arnau González i Vilalta et Margaret Barret, « Trémoulet, Jean (1891-1973) », *The French-Australian Dictionary of Biography*. Consulté en ligne le 17 juin 2023. URL : <https://www.isfar.org.au/bio/tremoulet-jean-1891-1973/>.

⁹³ Comme le souligne Yves Denéchère, il « est installé dans la capitale de la Catalogne, deuxième ville et poumon économique de l'Espagne, où se concentre la colonie française la plus nombreuse de la péninsule ». Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, *op. cit.*, p. 38.

⁹⁴ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936*, *op. cit.*, p. 233.

⁹⁵ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1931*, Paris, Imprimerie Nationale, 1931, p. 53.

deux hommes ne disposent d'aucune expérience préalable en Espagne⁹⁶. Quant au consulat de France à Bilbao, il est dirigé par René Castéran (50 ans) depuis 1933⁹⁷. Ce dernier est épaulé par Marc Fabre (32 ans), attaché de consulat depuis 1934 et remplacé en août 1936 par Antoine Molinié (24 ans)⁹⁸. Le consulat à Valence est dirigé depuis 1934 par Maurice Marcassin (56 ans), tandis que Charles Baufumé (52 ans) y occupe les fonctions de vice-consul depuis août 1935⁹⁹. Le consulat à Gibraltar, enfin, est occupé par Frank Dupuy (56 ans) depuis 1934¹⁰⁰. Les consulats français en Espagne peuvent donc compter dans l'ensemble sur des chefs de poste relativement expérimentés et dotés, pour la plupart, d'une bonne connaissance du pays. Les deux tiers d'entre eux sont âgés de 55 à 60 ans, et se trouvent ainsi à l'apogée de leur carrière. Jean Trémoulet, René Flandin et René Castéran, âgés de 44 à 50 ans, se distinguent alors par leur jeunesse relative.

B. La représentation britannique : entre renouvellement et implantation ancienne

1. L'ambassade britannique : une équipe renouvelée

Le personnel de l'ambassade britannique à Madrid apparaît quant à lui presque entièrement renouvelé au début de l'année 1936. L'ambassadeur, Sir Henry Getty Chilton (59 ans), a en effet été nommé à peine trois mois plus tôt, le 1^{er} octobre 1935. Il ne dispose alors d'aucune expérience en Espagne, bien qu'il parle espagnol après cinq années passées en Amérique latine (au Chili de 1930 à 1933 ; en Argentine de 1933 à 1934 ; et au Paraguay de 1934 à 1935)¹⁰¹.

⁹⁶ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1937, op. cit.*, p. 233.

⁹⁷ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 240-241.

⁹⁸ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 267 ; et *Annuaire diplomatique et consulaire. 1937, op. cit.*, p. 316.

⁹⁹ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 221 et 311.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 263.

¹⁰¹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937, op. cit.*, p. 197-198.



Photographie 5 : Sir Henry Getty Chilton en 1930¹⁰².

La nomination du nouvel ambassadeur n'est d'ailleurs pas le seul changement que connaît le poste diplomatique. Certains de ses collaborateurs découvrent l'Espagne en même temps que lui. Ainsi, le conseiller de l'ambassade, George Ogilvie-Forbes (45 ans), est nommé à Madrid le 10 mai 1936 ; le troisième secrétaire, Angus C. E. Malcolm (28 ans), le 13 janvier 1936 ; et l'attaché commercial, Arthur J. Pack (39 ans), le 21 avril 1935. Les trois hommes ne disposent alors d'aucune expérience préalable dans la Péninsule¹⁰³. L'ambassadeur peut néanmoins s'appuyer sur l'expérience relative du premier secrétaire de son ambassade, Oswald Arthur Scott (43 ans), nommé à Madrid en 1933, mais aussi du secrétaire commercial adjoint, Keith Unwin (27 ans), en poste depuis 1934. Il s'agit cependant pour les deux agents de leur première nomination en Espagne¹⁰⁴. Chilton peut également bénéficier de la présence à Madrid du consul par intérim, John H. Milanés, qui a fait toute sa carrière en Espagne. Ce dernier devient en effet vice-consul à Barcelone de 1919 à 1920. Il rejoint le secrétariat commercial de l'ambassade à Madrid en 1925, avant de devenir vice-consul dans cette ville en 1932, puis consul par intérim à partir de 1933¹⁰⁵.

¹⁰² Photographie de Sir Henry Getty Henry Chilton réalisée par Walter Stoneman en 1930. Consultée en ligne sur le site de la National Portrait Gallery le 21 septembre 2022.

URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/portrait/mw122589/Sir-Henry-Getty-Chilton>.

¹⁰³ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 332, 359 et 364.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 404 et 440.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 341.



Photographie 6 : George Ogilvie-Forbes en 1922¹⁰⁶.



Photographie 7 : Oswald Arthur Scott¹⁰⁷.

¹⁰⁶ Photographie de George Ogilvie Forbes prise le 29 mai 1922 par des photographes de l'agence Bassano Ltd. Consultée en ligne sur le site de la National Portrait Gallery, le 21 septembre 2022. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/portrait/mw64117/Sir-George-Arthur-D-Ogilvie-Forbes?LinkID=mp62526&role=sit&rNo=0>.

¹⁰⁷ Photographie de Oswald Arthur Scott prise par Hay Wrightson. Consultée en ligne sur le site de la National Portrait Gallery, le 21 septembre 2022. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/portrait/mw175378/Sir-Oswald-Arthur-Scott?LinkID=mp80497&role=sit&rNo=0>.

Le personnel subalterne de l'ambassade connaît également des changements substantiels. Certes, Georges W. M. Harpley fait figure d'exception : il exerce ainsi les fonctions de comptable de l'ambassade à Madrid depuis 1919, puis d'archiviste à partir de 1923. Mais le poste est renforcé en 1936 : Thomas W. Dupree est nommé attaché honoraire le 6 février ; le révérend Frederick J. Bailey est nommé chapelain le 11 mars ; et Kate L. Holland est recrutée comme assistante administrative le 22 février¹⁰⁸.



Image 8 : Frederick Beaumont-Nesbitt en 1940¹⁰⁹.

Le renouvellement touche également la mission militaire de l'ambassade. L'attaché militaire, le lieutenant-colonel Frederick G. Beaumont-Nesbitt, est nommé le 1^{er} février 1936, tandis que l'attaché de l'Air, le Wing Commander Douglas Colyer est nommé le 1^{er} juin 1936. Il n'y a que l'attaché naval, le capitaine Charles F. Hammill, de la Royal Navy, qui dispose d'une expérience un peu plus durable en Espagne : il a pris son poste en 1934. Mais, à l'image de ses collègues des autres armes, il cumule plusieurs représentations. Le capitaine Hammill est ainsi nommé à la fois à Paris, Bruxelles, Madrid, Lisbonne et La Haye, tandis que le

¹⁰⁸ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 158, 227 et 281.

¹⁰⁹ Portrait du Major-General Frederick Beaumont-Nesbitt réalisé par Eric Henri Kennington en 1940. Pastel sur papier, 596 x 472 mm. Conservé à l'Imperial War Museum. Référence : Art.IWM ART LD 3. Consulté en ligne le 17 juin 2023. URL : <https://www.iwm.org.uk/collections/item/object/15149>.

lieutenant-colonel Beaumont-Nesbitt et le commandant d'escadron Colyer le sont à Paris, Madrid et Lisbonne. Avec le début de la guerre civile espagnole, ces deux derniers reçoivent d'ailleurs l'aide d'adjoints. Le 28 août 1936, le capitaine Christen Albert de Linde devient ainsi l'attaché militaire adjoint des ambassades britanniques à Paris, Madrid et Lisbonne, tandis que le Flight Lieutenant Herbert Macdonald Pearson devient attaché de l'Air adjoint à Madrid le 18 décembre 1936¹¹⁰.

Ces renouvellements multiples ne sont alors pas sans conséquence sur la qualité de l'information produite par l'ambassade britannique en Espagne, comme nous le verrons plus tard. L'historien espagnol Ángel Viñas souligne en effet que l'arrivée de Sir Henry Chilton a largement contribué à amoindrir la qualité de cette information, par rapport à son prédécesseur Sir George Grahame. Il met notamment en cause sa connaissance superficielle du pays¹¹¹. Or, le renouvellement d'une bonne partie de son équipe, nommée à Madrid quelques mois seulement avant lui ou durant la première moitié de l'année 1936, ne la rend probablement pas en mesure de pallier l'ignorance de l'ambassadeur, qu'elle partage en grande partie. L'équipe de l'ambassade britannique apparaît en outre un peu plus jeune que son homologue française, avec une moyenne d'âge de 40 ans contre 43 ans pour l'ambassade française.

2. Des consuls plus expérimentés pouvant compter sur la continuité des agents subalternes

Le personnel consulaire britannique en Espagne apparaît en revanche plus expérimenté, reposant sur des consuls ayant une plus grande expérience de l'Espagne et qui peuvent s'appuyer sur des personnels subalternes en poste depuis longtemps. Le consul à Santander, Thomas Bates (54 ans), est celui qui demeure en Espagne depuis le plus longtemps : proconsul depuis le 1^{er} décembre 1915, il est nommé vice-consul en 1923, avant que le Foreign Office ne lui accorde un rang local et personnel de consul le 27 novembre 1930¹¹². Il est suivi par Norman King (56 ans), le consul général à Barcelone, qui a été nommé à la tête de son poste dix ans avant le début de la guerre civile, le 23 juillet 1926¹¹³.

¹¹⁰ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937, op. cit.*, p. 29-30.

¹¹¹ Ángel Viñas, « Inglaterra y el Frente Popular », *op. cit.*, p. 27-28.

¹¹² *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937, op. cit.*, p. 163.

¹¹³ *Ibid.*, p. 304.



Photographie 9 : Norman King en 1938¹¹⁴.

Ce dernier est aidé dans sa tâche par deux jeunes agents arrivés plus récemment : les vice-consuls Edgar Vaughan (29 ans) et Frederick C. Everson (26 ans) ont respectivement pris leur poste à Barcelone le 16 septembre 1935 et le 4 décembre 1934¹¹⁵. Norman King peut aussi compter sur le concours expérimenté de John W. Witty, ancien vice-consul à Vilanueva et Geltru de 1890 à 1901, proconsul à Barcelone à partir de 1892, puis vice-consul dans la capitale catalane à partir du 27 janvier 1922¹¹⁶.

Les consuls britanniques en Espagne, pour l'essentiel, y sont nommés à partir de 1934. Le consul à Séville, Frederick G. Coultas (48 ans) prend ainsi possession de son poste le 27 janvier 1934¹¹⁷. Il peut néanmoins compter sur le concours d'un vice-consul, Eustach G. H. Formby (48 ans), qui occupe cette fonction depuis 1921¹¹⁸. Le poste de Malaga est pour sa part dirigé par le consul William R. Mackness (57 ans) depuis le 4 août 1934. Ce dernier dispose néanmoins d'une expérience préalable en Espagne : il a séjourné à Madrid et à Bilbao

¹¹⁴ Photographie de Sir Norman King prise en 1938 par Walter Stoneman. Consultée sur le site de la National Portrait Gallery, le 21 septembre 2022. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/portrait/mw228124/Sir-Norman-King?LinkID=mp136755&role=sit&rNo=0>.

¹¹⁵ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 233 et 442.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 463.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 206.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 240.

entre 1917 et 1919¹¹⁹. À partir du 20 mars 1936, il est aidé par un vice-consul, John G. Clissold¹²⁰. Le consul William H. Oxley (47 ans) occupe quant à lui le poste de Vigo depuis le 24 octobre 1934¹²¹. Il est épaulé par un vice-consul, Peter Cairns, et d'un proconsul, Vicente Guillen. Le premier travaille au consulat depuis 1932, et le second depuis 1915, d'abord comme employé, puis comme proconsul à partir de 1931¹²². Ralph C. Stevenson (42 ans), enfin, est le dernier nommé en Péninsule ibérique : il devient consul à Bilbao le 25 mars 1936¹²³. Il peut cependant s'appuyer sur un vice-consul expérimenté, John H. Innes, qui occupe cette fonction depuis 1926. L'équipe est par ailleurs renforcée en 1933 par la présence d'un proconsul de nationalité espagnole, Ángel Ojanguren¹²⁴.

Les consuls britanniques dans les territoires d'outre-mer apparaissent également plus expérimentés que les membres de l'ambassade britannique. Harold Patteson (50 ans) occupe certes le poste de Santa Cruz de Ténériffe depuis une date récente, puisqu'il n'a été désigné que le 16 juin 1935. Mais par son expérience au Maroc de 1915 à 1920, puis à Bilbao de 1922 à 1925, il dispose d'une bonne connaissance l'Espagne¹²⁵. Il bénéficie en outre de l'aide d'Eric L. Fox (39 ans), employé par le consulat depuis 1930, qui a été promu proconsul en 1932, puis vice-consul en 1933¹²⁶. Le poste voisin de Las Palmas est quant à lui occupé par le consul Sydney H. M. Head depuis 1934¹²⁷. Quant au consul britannique à Tétouan, Arthur Monck-Mason (50 ans), il a pris son poste en 1933. Il connaît alors bien le Maroc, où il a séjourné de 1916 à 1919¹²⁸. Il répond au consul général à Tanger, Ernest F. Gye (57 ans), arrivé en même temps que lui à la tête de son poste¹²⁹.

Ainsi, les représentants consulaires britanniques occupent généralement leur fonction depuis plusieurs années au moment où la coalition de Frente Popular accède au pouvoir, en février 1936, puis lorsque le coup d'État militaire des 17 et 18 juillet 1936 déclenche la guerre civile espagnole. Et si certains prennent leurs fonctions peu de temps avant ces événements — voire au moment même où ils se produisent —, ils peuvent néanmoins compter sur l'aide de vice-consuls ou de proconsuls depuis longtemps implantés en Espagne. Du reste, les chefs des

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 328.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 201.

¹²¹ *Ibid.*, p. 363-364.

¹²² *Ibid.*, p. 188 et 260.

¹²³ *Ibid.*, p. 420-421.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 359.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 369.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 241.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 272.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 345.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 262.

postes consulaires apparaissent également plus jeunes dans l'ensemble que leurs homologues français, avec une moyenne d'âge de 51 ans pour les premiers, contre 54 ans pour les seconds.

II. Les représentants français et britanniques en Espagne : des trajectoires sociales privilégiées

A. Des diplomates et des consuls français à l'image du Quai d'Orsay

1. Des diplomates et des consuls issus de la petite et moyenne bourgeoisie

Le milieu diplomatique en Europe est « indéniablement unifié par son étroitesse socio-culturelle¹³⁰ ». Dans le cas français, Jean-Baptiste Duroselle évoque même un « recrutement de “classe” » pour les membres de la carrière diplomatique, qui apparaît « réservée, en fait sinon en droit, aux familles de notables, nobles ou de bonne bourgeoisie, avec une discrète préférence pour les frères, fils ou neveux de diplomates ». La note de stage qui évalue les « bonnes manières » et les « qualités de présentation » des candidats permet en effet d'appliquer un filtre social lors de leur recrutement¹³¹. Isabelle Dasque a néanmoins nuancé l'image d'un Quai d'Orsay qui serait un bastion de l'aristocratie, en documentant les efforts de diversification que connaît le ministère dans le recrutement de ses agents au début de la Troisième République¹³². Du point de vue de l'origine socioprofessionnelle des diplomates, si les grands propriétaires et les capitalistes ainsi que les hauts fonctionnaires dominant encore la filière diplomatique dans les années qui précèdent la Grande Guerre — ils représentent plus de 50 % des agents —, cette dernière a progressivement élargi la base sociale de son recrutement non seulement à la bourgeoisie d'affaires, à la bourgeoisie diplômée et aux fonctionnaires moyens — chacune de ces catégories rassemblant près de 15 % des agents — mais aussi à la petite bourgeoisie et aux classes populaires (un peu moins de 5 % des agents)¹³³. La carrière diplomatique reste néanmoins « convoitée par les catégories sociales supérieures, milieux d'affaires très fortunés et hauts fonctionnaires qui y trouvent un débouché naturel pour leurs héritiers » ; et « si le critère de fortune joue beaucoup moins dans le recrutement de cette filière » après l'instauration d'un concours commun avec la carrière consulaire en 1881, elle « reste toujours pour les jeunes gens sans fortune ou sans relations ni

¹³⁰ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, op. cit., p. 72.

¹³¹ Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence (1932-1939)*, op. cit., p. 270.

¹³² Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, op. cit., p. 647.

¹³³ *Ibid.*, p. 59.

aisance sociale plus difficilement accessible¹³⁴ ». C'est ce qui conduit Isabelle Dasque à considérer qu'à la veille de la Grande Guerre, le « recrutement reste encore assez peu démocratique¹³⁵ ».

Pourtant, la part de la petite bourgeoisie et des couches populaires parmi les diplomates apparaît relativement élevée par rapport aux autres corps qui composent l'élite administrative française, et le Quai d'Orsay fait ainsi figure d'exception¹³⁶. Mais cette relative ouverture sociale du recrutement des diplomates est amoindrie par la prise en compte de la fortune de la famille des futurs agents dans les enquêtes que les préfets diligents sur les candidats¹³⁷. « La fortune est ainsi un critère déterminant, qui non seulement conditionne les débuts de carrière, mais influe aussi sur le cours de celle-ci » puisque certains postes s'avèrent « inaccessibles aux agents sans ressources¹³⁸ ». Du reste, les stratégies matrimoniales d'ascension sociale que déploient les agents,¹³⁹ mais aussi l'interpénétration des milieux diplomatiques et des milieux d'affaires viennent également atténuer les effets de cette relative ouverture sociale¹⁴⁰. Enfin, l'effet de corps et le poids de la tradition favorisent la permanence d'un « éthos nobiliaire¹⁴¹ », qui accompagne dans les années 1920 l'ascension d'une « aristocratie d'État » aux postes de responsabilité¹⁴².

La carrière consulaire en France se caractérise quant à elle par un « recrutement social moins brillant » que pour la carrière diplomatique¹⁴³. La progéniture des grands propriétaires et capitalistes s'en détourne ainsi largement (moins de 10 % des consuls). Et si quelques fils de notables — généralement benjamins de leur famille — l'intègrent, « ce sont en très grande majorité les classes moyennes diplômées et la bourgeoisie économique qui grossissent [ses] rangs¹⁴⁴ ». Il s'agit d'abord de fils de fonctionnaires de rang moyen (25 % des consuls), suivis par des représentants de la bourgeoisie de robe et de la bourgeoisie capacitaire, dont les compétences juridiques et techniques facilitent l'insertion au sein de la carrière consulaire. La

¹³⁴ *Ibid.*, p. 60-61.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 651.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 53.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 64.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 67.

¹³⁹ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 73 ; Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, *op. cit.*, p. 84-91.

¹⁴⁰ Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, *op. cit.*, p. 574-577 et 589-594.

¹⁴¹ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 72 ; Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, *op. cit.*, p. 632-646.

¹⁴² Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *op. cit.*

¹⁴³ Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, *op. cit.*, p. 61.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 62.

bourgeoisie propriétaire et négociante y est par ailleurs beaucoup plus présente (20 % des consuls) que dans la carrière diplomatique : « La profession se confondant avec la défense des intérêts économiques, il va de soi que les liens entre consuls et gens d'affaires sont étroits, et que le milieu familial est propice à cette carrière¹⁴⁵ ». La petite bourgeoisie ascendante y occupe en revanche une part plus faible parce que « le niveau d'instruction et de technicité est élevé, la reconnaissance sociale [y est] moindre que dans la carrière diplomatique, et le sort des consuls n'est pas toujours enviable¹⁴⁶ ».

À l'image de l'administration du Quai d'Orsay, la trajectoire sociale des agents diplomatiques et consulaires en Espagne est assez diversifiée. Les principaux membres de l'ambassade de France à Madrid sont plutôt issus d'une bourgeoisie moyenne et diplômée ou liée à la fonction publique¹⁴⁷. C'est notamment le cas de Jean Herbette, qui « appartient à une famille d'enseignants et de fonctionnaires ». Son père, Louis Herbette, devient préfet à partir de 1876 en raison de son engagement républicain¹⁴⁸. Et si Jean Herbette intègre tardivement la carrière diplomatique — après avoir embrassé une carrière de journaliste¹⁴⁹ —, il ne lui est cependant pas étranger : par son oncle et son cousin, Jules et Maurice Herbette, il appartient à une dynastie de diplomates qui s'est constituée au moment de la républicanisation du Quai d'Orsay¹⁵⁰. Le conseiller de l'ambassade, Adrien de Lens (né Delens), est quant à lui le fils d'un médecin, Émile Delens, officiant comme chirurgien à l'Hôpital Lariboisière, à Paris¹⁵¹. Selon l'enquête administrative menée par la préfecture de Seine-et-Oise, lors de son entrée dans la carrière en 1911, sa famille possède « une situation très aisée »¹⁵². Signe de l'attraction que le modèle aristocratique semble exercer sur lui, Adrien de Lens fait modifier son patronyme en 1921 pour lui donner une particule¹⁵³. Son successeur au poste de conseiller, Jean-Baptiste Barbier, est quant à lui le fils d'un procureur de la République et le

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 63.

¹⁴⁷ Isabelle Dasque désigne par la bourgeoisie diplômée les professions libérales. *Ibid.*, p. 52.

¹⁴⁸ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 11-17.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 31-109.

¹⁵⁰ Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, *op. cit.*, p. 289-305 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 19-22.

¹⁵¹ Site de la Bibliothèque Nationale de France (désormais : BNF), notice d'Émile Delens. Consulté en ligne le 6 avril 2022. URL : https://data.bnf.fr/en/14407164/emile_delens/.

¹⁵² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 444, dossier d'Adrien de Lens, « Notice sur M. Delens, demeurant à Versailles, 33, rue Jacques-Boyceau ».

¹⁵³ Archives Nationales, Base de données Léonore (désormais : AN, Léonore), dossier de Léon Adrien de Lens, extrait des actes d'état civil de la Mairie du Vésinet du 9 août 1923. Consulté en ligne le 6 avril 2022. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/229971> ; et AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 444, dossier d'Adrien de Lens, extrait des actes d'état civil de la Mairie du Vésinet du 14 novembre 1921.

cousin de Charles de Beaupoil, comte de Saint-Aulaire¹⁵⁴. Aristocrate et ambassadeur à Londres de 1920 à 1924, ce dernier « ne cache pas son aversion pour la République et sa sympathie pour l'Action française¹⁵⁵ ». Le premier secrétaire de l'ambassade, René Bonjean, serait en revanche d'origine plus modeste : il est le fils d'un professeur de seconde, Joseph Bonjean, qui enseigne au lycée de Chambéry¹⁵⁶. Il n'en reste pas moins apparenté au président de la Cour de cassation Louis-Bernard Bonjean, exécuté par la Commune de Paris le 24 mai 1871, mais aussi à l'ancien président de la République, Raymond Poincaré¹⁵⁷. Quant au vice-consul archiviste, Maurice Rivoire, il est le fils d'une rentière, veuve et jouissant d'une « modeste aisance¹⁵⁸ ». Appartenant à une famille de 8 enfants, le patrimoine de sa mère apparaît « très divisé¹⁵⁹ », au point qu'il indique en 1936 se trouver « sans fortune¹⁶⁰ ».

Les agents des consulats français, quant à eux, se distinguent par un recrutement social plus large. Si le consul général à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres, est issu d'une famille de propriétaires terriens originaires de Roquefort en Haute-Garonne — il y possède notamment le Château de Houchet à Salies-du-Salat¹⁶¹ —, il fait néanmoins figure d'exception. Ses collègues sont généralement issus des classes moyennes diplômées : il s'agit surtout de fils de fonctionnaires de rangs moyens ou de familles de la bourgeoisie capacitaire et négociante. Certains peuvent d'ailleurs s'appuyer sur des ressources familiales plus ou moins importantes. Le consul à La Corogne, Léon Pérétié appartient ainsi à une « bonne famille », bien qu'il soit « peu fortuné »¹⁶². Le consul à Gibraltar, Frank Dupuy, est pour sa part le fils d'un professeur d'histoire au lycée et dispose d'une fortune « modeste »¹⁶³. Le consul à Valence, Maurice

¹⁵⁴ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 11 et 15.

¹⁵⁵ Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *op. cit.*, p. 42.

¹⁵⁶ AN, Léonore, dossier de Louis René Bonjean, extrait d'état civil de la mairie de Chambéry, 27 décembre 1927. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/42043>. Consulté en ligne le 6 avril 2022.

¹⁵⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, lettre de René Bonjean à Pierre Laval, 29 août 1942.

¹⁵⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, lettre du préfet du Rhône au président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, 19 juin 1920 ; et notes annuelles de 1922.

¹⁵⁹ *Ibid.*, notes annuelles de 1926.

¹⁶⁰ *Ibid.*, notes annuelles de 1936.

¹⁶¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 414, dossier d'Émile Lasmartres, notes annuelles de 1935 ; AN, Léonore, dossier de Jean Jules Émile Lasmartres, extrait des actes des actes d'état civil de la mairie de Roquefort, 8 août 1925 ; et extrait de l'acte de décès de la mairie de Cassagne, 19 mars 1968. Consulté en ligne le 7 avril 2022. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/213982>.

¹⁶² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 559, dossier de Léon Pérétié, notes annuelles de 1937.

¹⁶³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 239, dossier de Franck Dupuy, notes annuelles de 1936 ; et AN, Léonore, dossier de Franck Louis Nicolas Dupuy, extrait des actes d'état-civil de la mairie de La Rochelle, 9 mars 1926. Consulté le 7 avril 2022.

URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/129394>.

Marcassin est le fils d'un notaire résidant à Saint-Riguiet, dans la Somme¹⁶⁴. Par son frère aîné, René Marcassin, directeur général adjoint de la Société de Saint-Gobain, il dispose d'attaches dans le milieu économique¹⁶⁵. C'est en revanche par son père, négociant, que le consul à Las Palmas, Henri Dorange, a des liens avec le monde des affaires¹⁶⁶. Il dispose en 1935 d'une fortune « assez bonne¹⁶⁷ ». Le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, est quant à lui le fils de l'ancien consul de France à Gibraltar, Dominique Neuville. Par sa mère, María de los Ángeles Navarrete y Campos, « petite-fille, fille et sœur de maires d'Algésiras », il est lié à une famille de notables de la ville andalouse qui avoisine le Rocher¹⁶⁸. Si Emmanuel Neuville se déclare « sans fortune », il possède néanmoins « quelques petites propriétés » héritées de sa mère à Algésiras et à Tarifa¹⁶⁹. À Barcelone, le consul-adjoint, Édouard Bourquin, est le fils d'un négociant¹⁷⁰. Sa famille « passe pour avoir une certaine fortune¹⁷¹ ». Quant au vice-consul, Georges Monjou, il est le fils d'un officier et possède au début de sa carrière « quelques revenus personnels très modestes¹⁷² ».

Plusieurs agents apparaissent néanmoins dépourvus de fortune selon leurs propres déclarations lors des évaluations annuelles. C'est notamment le cas de Jean Trémoulet, consul général à Barcelone¹⁷³, de l'attaché commercial Louis Tisseau¹⁷⁴, ou encore du consul-adjoint de l'ambassade, François Arnould¹⁷⁵. C'est parfois le signe d'une origine sociale plus modeste. Le consul à Malaga, Pierre Desmartis, qui ne possède aucune fortune personnelle, est ainsi le fils d'un notaire de Bergerac¹⁷⁶. Certains consuls sont en effet recrutés parmi les

¹⁶⁴ AN, Léonore, dossier de Jules Joseph Paul Maurice Marcassin, extrait des actes d'état-civil de la mairie de Saint-Riguiet, 13 août 1924. Consulté en ligne le 7 avril 2022. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/246264>.

¹⁶⁵ *Ibid.*, lettre de Maurice Marcassin au Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, 13 août 1924. Consulté en ligne le 7 avril 2022. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/246264>.

¹⁶⁶ AN, Léonore, dossier d'Henri Dorange, extrait des actes d'état-civil de la mairie du 7^e arrondissement de Paris, 25 février 1927. Consulté en ligne le 7 avril 2022. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/119268>.

¹⁶⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 227, dossier d'Henri Dorange, notes annuelles de 1935.

¹⁶⁸ CADN, Madrid, C1, 38, dossier 3-1 « M. Neuville », lettre d'Emmanuel Neuville à Jean Herbet, 5 août 1935 ; et AN, Léonore, dossier de René Victor Neuville, extrait des actes de l'état-civil du consulat de France à Gibraltar, 16 janvier 1936. Consulté en ligne le 7 avril 2022. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/276767>.

¹⁶⁹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, notes annuelles de 1935 ; et CADN, Madrid, C1, 38, dossier 3-1 « M. Neuville », lettre d'Emmanuel Neuville à Jean Herbet, 5 août 1935.

¹⁷⁰ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 106, dossier d'Édouard Bourquin, notes annuelles de 1926.

¹⁷¹ *Ibid.*, lettre du préfet de Belfort au ministre des Affaires étrangères, 20 août 1925.

¹⁷² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 511, dossier de Georges Monjou, notes annuelles de 1922.

¹⁷³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 713, dossier de Jean Trémoulet, notes annuelles de 1936.

¹⁷⁴ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 707, dossier de Louis Tisseau, notes annuelles de 1937.

¹⁷⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 15, dossier de François Arnould, notes annuelles de 1936.

¹⁷⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 217, dossier de Pierre Desmartis, notes annuelles de 1937 ; AN, Léonore, dossier de Pierre Bertrand Desmartis, extrait des actes d'état-civil de la mairie de Bergerac, 24 mars

franges de classes moyennes les plus populaires. Le consul à Séville, Georges Moraud, est par exemple le fils d'un maréchal établi à Burie, en Charente-Inférieure¹⁷⁷. Quant au consul à Bilbao, René Castéran, il est le fils d'un couple de boulangers établi à Astaffort, dans le Lot-et-Garonne¹⁷⁸. Pourtant, leur entrée dans la carrière consulaire est synonyme d'ascension sociale, notamment grâce à des stratégies matrimoniales réussies.

2. *Des stratégies d'ascension et de consolidation matrimoniales*

Par leurs mariages, certains agents d'origine plus populaire voient leur trajectoire sociale se consolider, connaissant dans certains cas de fulgurantes ascensions. C'est notamment le cas du consul à Séville, Georges Moraud, qui acquiert une certaine fortune malgré ses origines sociales populaires grâce à son mariage, en octobre 1919, avec une certaine Mugnier-Pollet — son prénom n'est pas mentionné dans les dossiers consultés — originaire de Talloires en Haute-Savoie et dont le frère est ingénieur au Havre¹⁷⁹. La fortune de Moraud est en effet qualifiée d'« indépendante » en 1936¹⁸⁰. Il préside par ailleurs le très sélectif *Cosmopolitan Club* qui rassemble la haute société sévillane¹⁸¹. Le consul à Bilbao, René Castéran, suit une ascension similaire. Lors de son séjour à Monaco, il rencontre María Luisa de Clerfayt, née Badoureau. C'est la fille et l'héritière du négociant Frédéric Badoureau — son frère, Gustave, est décédé sur le front en 1914. Adjoint au maire du Havre, où il occupe les fonctions de consul du Costa Rica et du Honduras, son père a accumulé une très grande fortune en commerçant avec l'Amérique centrale et le Mexique — où Luisa est née — avant de s'installer, à sa retraite, à Monaco, où il possède deux hôtels particuliers. Luisa Badoureau est également la veuve de Charles de Clerfayt, décédé en 1918 et avec lequel elle a deux enfants¹⁸². C'est vraisemblablement son mariage avec Luisa Badoureau, le 20 avril 1922, qui lance véritablement la carrière de René Castéran, qui accède progressivement à de

1925. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/114212>. Consulté en ligne le 7 avril 2022.

¹⁷⁷ AN, Léonore, dossier de Georges Jules Adrien Moraud, extrait des actes d'état civil de la mairie de Burie. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/269499>. Consulté en ligne le 7 avril 2022.

¹⁷⁸ Je remercie François Castéran, son petit-fils, de m'avoir communiqué par courriel de plus amples renseignements sur René Castéran et sa femme, Luisa Castéran-Badoureau. Je reproduis ce courriel en annexe, p. 884.

¹⁷⁹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 516, dossier de Georges Moraud, notes annuelles de 1937.

¹⁸⁰ *Ibid.*, notes annuelles de 1936.

¹⁸¹ *ABC* de Séville, 28 novembre 1933, 1^{er} janvier 1934 et 26 juin 1934.

¹⁸² Témoignage de François Castéran, courriel du 8 avril 2022. Voir l'annexe, p. 884.

plus grandes responsabilités¹⁸³. Il en va de même pour le secrétaire de l'ambassade, René Bonjean, dont la situation de fortune est qualifiée d'« indépendante » en 1936¹⁸⁴, malgré ses origines relativement modestes. Son mariage avec Ivane Jambois en juin 1931 est probablement la cause de cette ascension : la fortune de sa famille, qui réside dans le Château de Tumejus à Bulligny, est elle aussi qualifiée d'« indépendante¹⁸⁵ ». Le couple hérite visiblement du Château de Tumejus, comme en témoigne l'acte de décès de René Bonjean¹⁸⁶.

Le consul général à Barcelone, Jacques Pingaud, fait lui aussi un beau mariage en épousant en août 1922 Caroline Marie Sekera. Cette jeune femme tchèque est la fille de propriétaires d'une fabrique de cristallerie à Prague et à Louny. Le mariage permet alors à Pingaud de compenser la perte de sa fortune familiale lors de la révolution russe de 1917¹⁸⁷. Le vice-consul à Valence, Charles Baufumé, épouse quant à lui en 1911 Renée Bellaud, dont les parents, propriétaires à Saint-Secondin dans la Vienne, possèdent une « fortune modeste¹⁸⁸ ». L'attaché commercial, Louis Tisseau, épouse pour sa part, en novembre 1917, une jeune britannique d'origine française, Suzanne Falck, dont le père « occupe une situation importante comme directeur des usines “Le Dansk” » à Southampton, où il est également président de l'Alliance française¹⁸⁹. Sa famille possède une « aisance modeste¹⁹⁰ ». Le vice-consul à Barcelone, Georges Monjou, suit lui aussi une stratégie d'ascension matrimoniale. En 1914, il épouse en premières noces Madeleine de la Terrade, fille du Comte de la Terrade. Si ce dernier était propriétaire, la famille apparaît néanmoins désargentée après son décès¹⁹¹. La femme de Monjou, Madeleine, décède malheureusement d'un cancer en 1926¹⁹². Il se remarie deux ans plus tard avec Marie Lambert, ancienne épouse du consul général de Bulgarie à Genève, dont elle vient de divorcer. Ce divorce lui laisse alors une « bonne situation de fortune », puisqu'elle obtient du tribunal le versement de 400 000 francs suisses de la part de son ancien conjoint¹⁹³. Enfin, Jules Bouyssel, vice-consul à Barcelone qui

¹⁸³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 145, dossier de René Castéran, notes annuelles de 1937.

¹⁸⁴ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de Louis-René Bonjean, notes annuelles de 1936.

¹⁸⁵ *Ibid.*, notes annuelles de 1936.

¹⁸⁶ AN, Léonore, dossier de Louis René Bonjean, extrait d'acte de décès de la mairie de Bulligny, 8 janvier 1968. URL : <https://www.leonore.archives-nationales.culture.gouv.fr/ui/notice/42043>. Consulté en ligne le 6 avril 2022.

¹⁸⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 585, dossier de Jacques Pingaud, notes annuelles de 1937.

¹⁸⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 49, dossier de Charles Baufumé, notes annuelles de 1937.

¹⁸⁹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 707, dossier de Louis Tisseau, lettre de Louis Tisseau à Aristide Briand, 6 septembre 1916 ; et notes annuelles de 1919.

¹⁹⁰ *Ibid.*, dossier de Louis Tisseau, notes annuelles de 1937.

¹⁹¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 511, dossier de Georges Monjou, notes annuelles de 1923.

¹⁹² *Ibid.*, lettre de Georges Monjou au chef du Personnel, 22 juillet 1926.

¹⁹³ *Ibid.*, dossier de Georges Monjou, lettre de René Poriquet à Aristide Briand, 20 octobre 1927 ; et notes annuelles de 1936.

déclare ne pas posséder de fortune en 1936¹⁹⁴, est marié à Sidonie Viguier, fille d'une famille notable de Villefranche — dont il est originaire — et dont les « parents ont une certaine fortune et doivent avoir encore quelque aisance¹⁹⁵ ».

Les mariages permettent aussi à certains agents qui occupent déjà une situation relativement favorable de la consolider. Ainsi, le conseiller de l'ambassade, Jean-Baptiste Barbier, épouse en 1924 Antoinette Feyerick, nièce du marquis et de la marquise de Sommyèvre et originaire d'une famille de Gand ayant de nombreuses attaches dans les milieux industriels¹⁹⁶. Le consul à La Corogne, Léon Pérétié, épouse pour sa part Georgina Gohin dont la famille appartient à la « bonne bourgeoisie » et bénéficie d'une « bonne aisance¹⁹⁷ ». Emmanuel Neuville, consul à Madrid, épouse quant à lui en 1908 la fille d'un armateur britannique, A. Butler. Elle décède néanmoins précocement. Lors de secondes noces, en août 1912, il épouse la fille d'un consul brésilien, O. de Thoraes Barros. Cette dernière ne semble cependant pas bénéficier d'une fortune particulière¹⁹⁸. Quant au vice-consul archiviste de l'ambassade, Maurice Rivoire, il épouse en 1922 la fille d'une rentière et d'un négociant de soieries à Lyon, Marie-Antoinette Burin¹⁹⁹. Sa famille dispose alors d'une « situation aisée²⁰⁰ ».

Dans d'autres cas, ces stratégies matrimoniales échouent, notamment en cas de séparation ou de divorce. En 1927, le consul-adjoint à Barcelone, Édouard Bourquin, épouse certes Renée Monchicourt, dont le père, Henri Monchicourt, possède « une certaine situation dans les affaires²⁰¹ ». Antiquaire, ce dernier est vice-président du Syndicat italien des négociants en timbres-poste. Au moment du mariage, sa fortune personnelle « doit dépasser un million²⁰² ». Bourquin divorce cependant cinq ans plus tard, en 1932²⁰³ : il apparaît alors dépourvu d'« aucune fortune²⁰⁴ ». Il en va de même pour le consul-adjoint de l'ambassade, François Arnould, qui épouse en 1919 la fille d'une rentière, Gilberte Mariolle, dont la famille

¹⁹⁴ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 110, dossier de Jules Bouyssel, notes annuelles de 1936.

¹⁹⁵ *Ibid.*, lettre du préfet de l'Aveyron au président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, 3 décembre 1920.

¹⁹⁶ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 217-218.

¹⁹⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 559, dossier de Léon Pérétié, notes annuelles de 1937.

¹⁹⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, notes annuelles de 1935.

¹⁹⁹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, notes annuelles de 1922.

²⁰⁰ *Ibid.*, lettre du préfet du Rhône au président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, 7 juin 1922.

²⁰¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 106, dossier d'Édouard Bourquin, notes annuelles de 1929.

²⁰² *Ibid.*, lettre du consul général de France à Milan au ministre des Affaires étrangères, 6 mai 1927.

²⁰³ *Ibid.*, notes annuelles de 1933.

²⁰⁴ *Ibid.*, notes annuelles de 1935.

est « aisée²⁰⁵ ». Mais dès 1924, il est en instance de divorce²⁰⁶. À partir de 1926, il est « séparé de corps et biens » et verse à son ex-conjointe une pension alimentaire²⁰⁷. En 1936, il ne dispose alors d'« aucune fortune » personnelle²⁰⁸. Mais malgré ces deux cas, il apparaît néanmoins que les représentants français en Espagne disposent dans l'ensemble — que ce soit par leur famille ou par leur mariage — d'une situation sociale relativement favorable qui les ancre au sein des classes moyennes plutôt aisées qui constituent le socle de la petite et moyenne bourgeoisie.

3. *L'expérience des révolutions passées*

Enfin, une autre caractéristique émerge en observant la trajectoire personnelle ou familiale de certains agents : ces derniers ou certains de leurs proches ont été directement touchés par les révolutions communistes qui se déploient en Europe à partir de 1917. Jacques Pingaud assiste ainsi aux révolutions russes de 1917, à Moscou — où il est nommé en mars — et à Petrograd — où il est nommé en décembre²⁰⁹. À cette occasion, il y perd sa fortune familiale²¹⁰. Quant à Henri Dorange, la famille hongroise de sa femme Berta Zagyva, qui bénéficiait d'une « position de fortune modeste » en 1909, est également ruinée par l'instauration de la République des conseils²¹¹. Henri Dorange indique en effet en 1920 que leur « fortune a sombré dans la tourmente bolchéviste de 1918-19 en Hongrie²¹² ». Il en va de même pour la famille de la femme d'Adrien de Lens, Maria Pavlovna Boussiguina, « ruinée par la révolution en Russie²¹³ », sans pour autant être « dans le dénuement qui est le cas d'un grand nombre de réfugiés russes²¹⁴ ». Originnaire « d'une excellente famille de Kiev²¹⁵ », Maria Boussiguina est la fille d'un colonel de la Garde impériale russe, fusillé par les autorités soviétiques. Ses deux sœurs, réfugiées en Yougoslavie, sont par ailleurs mariées à des officiers de la Garde impériale russe : le colonel Soubotitch et le capitaine Raguinof²¹⁶.

²⁰⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 15, dossier de François Arnould, notes annuelles de 1921 ; et notes annuelles de 1924.

²⁰⁶ *Ibid.*, notes annuelles de 1924.

²⁰⁷ *Ibid.*, notes annuelles de 1926.

²⁰⁸ *Ibid.*, notes annuelles de 1936.

²⁰⁹ *Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, op. cit.*, p. 332-333.

²¹⁰ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 585, dossier de Jacques Pingaud, notes annuelles de 1937.

²¹¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 227, dossier d'Henri Dorange, notes annuelles de 1909.

²¹² *Ibid.*, notes annuelles de 1920.

²¹³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 444, dossier d'Adrien de Lens, notes annuelles de 1938.

²¹⁴ *Ibid.*, lettre de F. Clément-Simon à Raymond Poincaré, 8 août 1923.

²¹⁵ *Ibid.*, lettre d'Adrien de Lens au chef du Personnel, 28 juillet 1923.

²¹⁶ *Ibid.*, lettre de F. Clément-Simon à Raymond Poincaré, 8 août 1923.

Cette spécificité de la représentation française se renforce d'ailleurs si l'on tient compte des agents qui sont nommés en Espagne après le déclenchement de la guerre civile, à partir de l'été 1937. Eirik Labonne, qui succède à Jean Herbette en octobre 1937, assiste en effet à la révolution russe de 1917 au sein du consulat général de France à Moscou. Alors qu'il vient en aide à des ressortissants français inquiétés par les bolchéviques, il est lui-même arrêté durant son séjour et perd une partie de ses biens²¹⁷. Jacques Fouques-Duparc, qui devient conseiller de l'ambassade de France à Barcelone en janvier 1938, est quant à lui marié à Sophie Brodsky, une réfugiée russe résidant à Paris. Son père, Alexandre Brodsky, était « "bourgeois honoraire" de la ville de Kiew ; Conseiller d'État dans le Service des Œuvres Philanthropiques de l'Impératrice Marie Feodorowna ; administrateur-délégué de la Banque de Commerce et de l'Industrie ; trésorier de l'Institut Bactériologique de Kiew ; [et] administrateur de diverses sociétés sucrières et industrielles du sud-ouest de la Russie ». Il est contraint, avec sa famille, de quitter la Russie lors de la révolution de 1917²¹⁸. Quant à Jacques Pigeonneau, qui rejoint l'ambassade de France à Barcelone en février 1938, puis le consulat de France à Madrid en avril 1938, il a vécu son adolescence à Kharkov, où son père, Georges Pigeonneau, est consul de 1912 à 1917. Sa sœur aînée, Geneviève, aurait côtoyé les filles du tsar Nicolas II, Olga et Tatiana Nikolaïevna Romanova. Elle épouse d'ailleurs un Russe blanc, Venia Kondratoff. Jacques Pigeonneau assiste donc à la révolution russe, alors qu'il n'a que 17 ans. Sa famille aurait perdu à cette occasion « tous ses biens personnels »²¹⁹. Ces trajectoires personnelles et familiales ont alors pu exercer une influence sur la perception que ces agents ont eu des événements espagnols — et en particulier des mobilisations sociales puis de la révolution de 1936.

B. Les diplomates et les consuls britanniques : des parcours sociaux diversifiés ?

1. Le Diplomatic Service : un recrutement élitaire

En Grande-Bretagne, le recrutement des agents du Diplomatic Service demeure résolument élitiste et aristocratique, et la sélection se fait encore en fonction de la classe

²¹⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 149, dossier d'Eirik Labonne, tél. 173 de Gabriel Bertrand au Quai d'Orsay, 21 novembre 1917 ; et lettre d'Eirik Labonne au service de la Comptabilité, 3 janvier 1918.

²¹⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 111, dossier de Jacques Fouques-Duparc, notice sur Sophie Brodsky transmise par la préfecture de police de Paris, sans date (probablement en juin 1927).

²¹⁹ Didier Pigeonneau, *Jacques Pigeonneau était Henri dans la Résistance*, Auto-Édition., 2018, p. 11-12.

sociale²²⁰. En 1914, les candidats doivent justifier d'un revenu privé de 400 £, cinq fois supérieur au revenu d'un ouvrier qualifié, et qui reste pourtant « très inférieur au niveau réel de richesse²²¹ ». Les candidats doivent ensuite passer deux ans à l'étranger comme attachés, « un grade probatoire sans salaire²²² ». La Royal Commission on the Civil Service, présidée par MacDonnell et qui enquête sur le Foreign Office en 1914, dénonce ainsi un Diplomatic Service « snob » qui recrute ses membres sur une base sociale très étroite et exclusive²²³. Elle recommande alors l'abandon des critères de propriété dans le recrutement des agents du Diplomatic Service et du Foreign Office, qu'elle propose de fusionner dans un unique corps²²⁴. Ces recommandations sont adoptées en 1919, avec l'espoir d'une plus grande démocratisation du recrutement²²⁵. Mais cet espoir est rapidement déçu. Le vivier social dans lequel les candidats sont recrutés s'est certes « quelque peu élargi ». On note ainsi une proportion plus élevée de recrues provenant de « familles professionnelles » — dont certaines sont d'ailleurs issues de familles de propriétaires terriens. Mais les recrues qui proviennent des « classes commerciales » sont encore très peu nombreuses²²⁶.

Du reste, cet élitisme social n'est pas seulement de nature pécuniaire. Il repose sur la conscience d'appartenir à l'élite dirigeante du pays avec laquelle les diplomates partagent une éducation et une culture commune²²⁷. Le passage par les universités d'Oxford et de Cambridge, et surtout par les collèges d'Eton ou de Balliol, s'avère en effet déterminant dans la reproduction de l'éthos nobiliaire des diplomates britanniques²²⁸. Presque tous les agents recrutés par le Foreign Office et par le Diplomatic Service durant l'entre-deux-guerres sont en effet issus des deux universités anglaises²²⁹. Enfin, l'appartenance à certains clubs londoniens

²²⁰ Jean-François Berdah, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *op. cit.*, p. 89-90 ; Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, *op. cit.*, p. 30.

²²¹ Paul Doerr, *British Foreign Policy, 1919-1939*, *op. cit.*, p. 138 ; Jean-François Berdah, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *op. cit.*, p. 90.

²²² Paul Doerr, *British Foreign Policy, 1919-1939*, *op. cit.*, p. 138.

²²³ Zara Steiner, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times », *op. cit.*, p. 20.

²²⁴ Paul Doerr, *British Foreign Policy, 1919-1939*, *op. cit.*, p. 143.

²²⁵ *Ibid.*, p. 144.

²²⁶ Zara Steiner, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times », *op. cit.*, p. 21.

²²⁷ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 70 ; Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, *op. cit.*, p. 25.

²²⁸ Jean-François Berdah, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *op. cit.*, p. 92 ; Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, *op. cit.*, p. 25 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 70-71.

²²⁹ Zara Steiner, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times », *op. cit.*, p. 21.

— comme le *Travellers' Club* — participe aussi à la perpétuation d'une culture et de codes communs qui viennent renforcer l'élitisme et la cohésion du corps diplomatique britannique²³⁰.

Ces traits du Diplomatic Service se retrouvent au sein du corps diplomatique britannique en Espagne. Tous les diplomates de l'ambassade — conseiller comme secrétaires — sont passés par l'université d'Oxford. George Ogilvie-Forbes a ainsi intégré le New College, après avoir étudié à l'université de Bonn²³¹. Il en va de même pour Angus Malcolm, qui a également étudié à Eton en plus de son passage au sein du New College²³². Quant à Oswald Scott, il est aussi passé par le collège d'Eton, ainsi que par le Magdalen College²³³. La domination d'Oxford s'accroît encore si l'on ajoute également le secrétaire commercial adjoint, Keith Unwin, éduqué à la Merchant Taylors' School et au St. John's College²³⁴. L'ambassadeur, Sir Henry Chilton fait figure d'exception : il a étudié au Wellington College, à Berkshire, qui accueille les fils des officiers britanniques décédés. C'est en effet le fils d'un capitaine de la Royal Artillerie²³⁵. Il est néanmoins membre du *Travellers' Club* et du *Royal Automobile*, tout comme son conseiller, George Ogilvie-Forbes²³⁶.

Faute d'avoir pu consulter les dossiers de carrière des représentants britanniques en Espagne, il est néanmoins difficile de retracer leurs trajectoires sociales comme nous avons pu le faire pour les représentants français. Le dictionnaire biographique *Who's Who* et *The Gazette* nous fournissent cependant quelques indices. Les principaux membres de l'ambassade — Sir Henry Chilton, George Ogilvie-Forbes, Oswald Arthur Scott, Angus Malcolm et Arthur Pack — semblent ainsi appartenir à la *gentry*, comme pourrait en témoigner le titre d'*esquire* qui est accolé à leur nom dans *The Gazette*²³⁷. Mais il est possible qu'ils aient gagné ce titre lors de leur nomination comme représentants de la couronne britannique. Les informations disponibles sur l'ambassadeur, Sir Henry Chilton, sont assez

²³⁰ Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, op. cit., p. 28.

²³¹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 359.

²³² *Ibid.*, p. 332.

²³³ *Ibid.*, p. 339.

²³⁴ *Ibid.*, p. 440.

²³⁵ Notice de Sir Henry Getty Chilton, *Who's Who*. Consultée en ligne le 12 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U235723>.

²³⁶ Notice de Sir Henry Getty Chilton, *Who's Who*. Consultée en ligne le 12 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U235723> ; et notice de Sir George Arthur D. Ogilvie-Forbes, *Who's who*. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U237332>. Consultée en ligne le 12 avril 2022.

²³⁷ *The London Gazette*, 26 avril 1904 ; *The London Gazette*, 1er avril 1921 ; *The London Gazette*, 8 mai 1925 ; *The London Gazette*, 4 septembre 1925.

limitées. Nous savons juste qu’il est le fils d’un officier britannique et qu’il est marié depuis 1906 à Katherine O’Brien, fille de l’ancien avocat républicain et ambassadeur des États-Unis, Thomas J. O’Brien²³⁸. Nous savons par ailleurs, grâce aux travaux de Tom Buchanan, que George Ogilvie-Forbes dispose de « considérables ressources financières²³⁹ ». Il a vraisemblablement hérité cette richesse de sa famille, issue d’une branche cadette — les Forbes de Boyndlie²⁴⁰ — d’une vieille dynastie de l’aristocratie écossaise — les Forbes — dont les origines remonteraient au XIII^e siècle²⁴¹, et qui serait établie dans l’Aberdeenshire depuis le XV^e siècle²⁴². Il appartient ainsi à la *gentry* écossaise²⁴³. C’est aussi le cas d’Angus Malcolm, troisième fils de Sir Ian Malcolm, 17^e Laird de Poltalloch, chef du clan MacCallum-Malcolm, mais aussi diplomate britannique et directeur du conseil d’administration de la Société du Canal de Suez²⁴⁴. Angus Malcolm est également le petit-fils, par sa mère Jeanne Marie, d’Emilie « Lillie » Langtry, actrice mondaine et ancienne maîtresse du prince de Galles, Albert Edward, devenu par la suite roi d’Angleterre sous le titre d’Edouard VII²⁴⁵. Quant à Oswald Scott, il est lié par sa mère, Hermione Monica, à une famille de la *gentry* du Yorkshire qui possède les domaines de St. Ives et de Harden Grange à Bingley : les Ferrand²⁴⁶. C’est en effet le petit-fils du député conservateur William Ferrand — connu pour

²³⁸ Notice de Sir Henry Getty Chilton, *Who’s Who*. Consultée en ligne le 12 avril 2022.

URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U235723>.

²³⁹ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British “Front-Line” Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 283.

²⁴⁰ Notice de Sir George Arthur D. Ogilvie-Forbes, *Who’s who*. Consultée en ligne le 12 avril 2022.

URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U237332>.

²⁴¹ D’après Alistair et Henrietta Tayler (éd.), *The House of Forbes*, Aberdeen, The Third Spalding Club, 1937. Reproduit sur le site de la *Clan Forbes Society*. Consulté le 12 avril 2022.

URL : <https://www.clan-forbes.org/house-of-forbes>.

²⁴² W. Douglas Simpson, « Tolquhon Castle and its builder », *Proceedings of the Society of Antiquaries of Scotland*, vol. 72, n° 12, 1938, p. 248-272, p. 248-258.

²⁴³ Bruce Strang, « Two Unequal Tempers: Sir George Ogilvie-Forbes, Sir Nevile Henderson and British Foreign Policy, 1938-39 », *Diplomacy & Statecraft*, 1994, vol. 5, n° 1, p. 112.

²⁴⁴ Notice d’Angus Christian Edward Malcolm, *Who’s Who*. Consultée le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U157115> ; et notice de Sir Ian Zachary Malcolm sur le site du clan MacCallum-Malcolm. Consultée le 14 septembre 2022. URL : <https://clan-macallum-malcolm.org/wp-content/uploads/18-Sir-Ian-Malcolm.pdf>.

²⁴⁵ Page de Jeanne Marie (née Langtry), Lady Malcolm, *National Portrait Gallery*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/person/mp62812/jeanne-marie-nee-langtry-lady-malcolm> ; page de Lillie Langtry, *National Portrait Gallery*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/person/mp14015/emilie-charlotte-lillie-langtry-nee-le-breton> ; et notice de Lillie Langtry, *Encyclopedia Britannica*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://www.britannica.com/biography/Lillie-Langtry>.

²⁴⁶ Notice de Sir Oswald Arthur Scott, *Who’s Who*. Consultée en ligne le 12 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U242751> ; et Stephen Farrel, « FERRAND, Walker (1780-1835), of Harden Grange, nr. Bingley, Yorks. » dans D. R. Fischer (éd.), *The History of Parliament: the House of Commons, 1820-1832*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009. Consulté en ligne le 12 avril 2022. URL : <https://www.historyofparliamentonline.org/volume/1820-1832/member/ferrand-walker-1780-1835>.

son engagement en faveur des classes populaires et des ouvriers²⁴⁷. Les informations disponibles concernant les autres membres de l'ambassade sont malheureusement lacunaires.

2. *Le « Cinderella Service » : un corps consulaire difficile à cerner*

Le General Consular Service est encore regardé avec un certain mépris par les agents du Foreign Office et du Diplomatic Service. Son recrutement plus diversifié socialement et ses origines mercantiles sont en cause. Les opportunités de carrière y sont perçues comme moins nombreuses et surtout moins prestigieuses²⁴⁸. C'est ce qui explique l'absence de concours commun entre les deux carrières jusqu'en 1943²⁴⁹. Ce manque de reconnaissance a d'ailleurs conduit l'historien britannique Desmond C. M. Platt à qualifier la carrière consulaire de « Cinderella Service²⁵⁰ ».

Néanmoins, le recrutement des consuls britanniques n'est pas aussi démocratique et ni ouvert socialement que pourrait le laisser entendre sa réputation. Le concours instauré à partir de 1903 par le Walrond Committee vise en effet à préserver un recrutement social relativement excluant — bien qu'il soit plus ouvert que celui du Diplomatic Service, afin d'attirer notamment les candidats dotés d'une expérience commerciale²⁵¹. Outre la maîtrise indispensable des langues étrangères — qui nécessite de pouvoir s'offrir des cours particuliers et de séjourner plusieurs années à l'étranger —, la liste des candidats recevables est préalablement établie par un comité de sélection composé de fonctionnaires du Foreign Office. Ce dernier effectue un premier tri en évaluant notamment l'adéquation des candidats pour les fonctions de représentation²⁵². Le taux de rejet est particulièrement élevé : il atteint 36 % des candidatures à la fin des années 1920²⁵³. Ce sont autant d'éléments qui dissuadent

²⁴⁷ Norman Gash, « Ferrand [formerly Busfeild], William (1809-1889) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004. Consulté en ligne le 12 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/42184>.

²⁴⁸ Desmond C. M. Platt, *The Cinderella Service. British Consuls Since 1825*, *op. cit.*, p. 99-100 ; Zara Steiner, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times », *op. cit.*, p. 20 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 76.

²⁴⁹ Desmond C. M. Platt, *The Cinderella Service. British Consuls Since 1825*, *op. cit.*, p. 114-117 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 72 et 83-84.

²⁵⁰ Desmond C. M. Platt, *The Cinderella Service. British Consuls Since 1825*, *op. cit.*

²⁵¹ *Ibid.*, p. 72.

²⁵² *Ibid.*, p. 72-73.

²⁵³ *Ibid.*, p. 74.

les classes populaires et la frange basse des classes moyennes d'entrer dans la carrière consulaire²⁵⁴.

Le parcours des consuls britanniques en Espagne est particulièrement difficile à cerner. Les informations contenues dans les annuaires diplomatiques du Foreign Office sont très parcellaires, et très peu d'entre eux disposent d'une notice dans *Who's Who*. Il apparaît néanmoins que, dans l'ensemble, les consuls sont issus d'universités et collèges moins prestigieux que leurs collègues du Diplomatic Service. Norman King et Edgar Vaughan font en effet figure d'exceptions. Le premier a étudié au Sidney Sussex College, à Cambridge²⁵⁵, tandis que le second est passé par le Jesus College et le Queen's College, à Oxford, où il a étudié l'histoire contemporaine, la philosophie, les sciences politiques et l'économie²⁵⁶. Leur parcours n'est peut-être pas étranger à leur nomination à la tête du consulat général à Barcelone, principal poste consulaire britannique en Espagne. D'autres, à l'instar de Frederick C. Everson — à Barcelone — et de Ralph C. Stevenson — à Bilbao —, ont étudié à la London School of Economics²⁵⁷. C'est probablement le signe d'une plus grande spécialisation technique dans les affaires économiques et commerciales, notamment en ce qui concerne Ralph Stevenson, qui y obtient un Bachelor of Sciences²⁵⁸. Mais dans l'ensemble, les consuls britanniques proviennent d'universités de rang plus modeste, dispersées sur le territoire anglais. Ainsi, Harold Patteson a étudié au Lancing College, dans le West Sussex, au sud de l'Angleterre²⁵⁹. Arthur Monck-Mason est quant à lui passé par le Dover College, à Douvres, dans le Kent, au sud-est de l'Angleterre²⁶⁰. Frederick Coultas, pour sa part, a étudié au St. Lawrence College, à Ramsgate, situé lui aussi dans le Kent²⁶¹. Son vice-consul, Eustace G. H. Formby, est issu du Bradfield College, dans Berkshire, au sud de l'Angleterre²⁶². William R. Mackness provient quant à lui de l'University College School, à

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 76.

²⁵⁵ Notice de Sir Norman King, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U49060>.

²⁵⁶ Notice de Sir Edgar George Vaughan, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U176002>.

²⁵⁷ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 233 ; et notice de Sir Ralph Cornwallis Stevenson, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U58358>.

²⁵⁸ Notice de Sir Ralph Cornwallis Stevenson, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U58358>.

²⁵⁹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 369.

²⁶⁰ *Ibid.*, p. 345.

²⁶¹ Notice de Sir Frederick George Coultas, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U56616>.

²⁶² *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 240.

Londres²⁶³. Enfin, William Sullivan, nommé consul à Valence à partir de septembre 1936, a étudié au St. Augustine College à Ramsgate, dans le Kent, mais aussi au Trinity College, à Dublin²⁶⁴.

Ces trajectoires académiques témoignent probablement d'un parcours moins élitaire et d'origines sociales plus modestes que leurs collègues du Diplomatic Service. Mais là encore, les informations à notre disposition sont très lacunaires. Le consul à Séville, Frederick G. Coultas, est le fils d'un révérend, George W. Coultas, missionnaire protestant à Hangchow, en Chine, pour le compte de la Church Missionary Society²⁶⁵. Le consul général à Barcelone, Norman King, il est lui aussi le fils d'un révérend, Norman King, vicaire à Luddenden, dans le Yorkshire, au nord de l'Angleterre. C'est également, par sa mère Mona, le petit-fils d'un vice-consul britannique à Haïti, Ernest Dutton²⁶⁶. Ralph C. Stevenson, consul à Bilbao, est pour sa part le fils de Charles Cornwallis Stevenson, vice-consul britannique à Hanovre — où Ralph Stevenson est né et a grandi²⁶⁷. Les fonctions occupées par Ernest Dutton et Charles C. Stevenson pourraient alors dissimuler d'autres occupations, comme celle de négociant. Malheureusement, en l'état de la documentation consultée, rien ne permet de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse. Enfin, William Sullivan est le fils d'un docteur en médecine, William Charles Sullivan²⁶⁸, tandis que le père d'Edgar Vaughan, William John Vaughan, est titulaire d'un Bachelor of Science²⁶⁹. Les consuls britanniques semblent donc provenir d'un milieu social moins élitaire, issu majoritairement des classes moyennes et pour lequel l'obtention d'un titre universitaire semble toutefois un prérequis indispensable pour intégrer la carrière consulaire — à l'exception notable de William Oxley, qui semble devoir son intégration au *Cinderella Service* à son expérience comme Senior Naval Intelligence Officer au sein de la Royal Navy, durant la Première Guerre mondiale²⁷⁰.

²⁶³ *Ibid.*, p. 328.

²⁶⁴ Notice de Sir William Sullivan, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U160064>.

²⁶⁵ Notice de Sir Frederick George Coultas, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U56616> ; et *Directory of Protestant Missionaries in China, Japan and Corea for the Year 1906*, Hong Kong et Londres, The Hongkong Daily Press Office, 1906, p. 17.

²⁶⁶ Notice de Sir Norman King, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U49060>.

²⁶⁷ Notice de Sir Ralph Cornwallis Stevenson, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U58358> ; et *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1914*, Londres, Harrison, 1914, p. 453.

²⁶⁸ Notice de Sir William Sullivan, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U160064>.

²⁶⁹ Notice de Sir Edgar George Vaughan, *Who's Who*. Consultée en ligne le 14 septembre 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U176002>.

²⁷⁰ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 363-364.

C. Agents consulaires et vice-consuls : un reflet des intérêts économiques

1. Maillage consulaire ou maillage entrepreneurial ? Les agents consulaires français en Espagne

La représentation française est complétée par l'important maillage que tissent ses 66 agences consulaires²⁷¹, particulièrement dense au nord de l'Espagne et en Andalousie, ainsi que sur les côtes (voir carte 1). Le maillage très dense de la représentation consulaire française en Espagne est le reflet de relations anciennes et soutenues entre les deux pays frontaliers. Leur localisation n'est d'ailleurs pas anodine. Comme Mathieu Grenet le rappelle à juste titre la « localisation comme la hiérarchisation des agences dépend ainsi de plusieurs critères, parmi lesquels l'activité commerciale et maritime de la place, l'encadrement des ressortissants implantés localement, ou encore le contrôle des flux de populations²⁷² ». Le réseau consulaire peut, du reste, être également vu « comme un outil d'affirmation de la souveraineté nationale, voire comme un instrument de clientélisme politique²⁷³ ».

Or, le maillage consulaire français semble s'inscrire dans une certaine continuité avec ce qu'Arnaud Bartoloméi observe pour le XVIII^e siècle : « l'édifice ainsi dessiné semble mailler parfaitement tout le territoire qui comptait réellement pour les intérêts commerciaux français — à savoir, la côte méditerranéenne, l'Andalousie et la côte cantabrique²⁷⁴ ». En effet, la présence de nombreuses agences dans les ports espagnols s'inscrit probablement dans un héritage qui rappelle les origines de la fonction consulaire, intimement liées au commerce maritime. Mais l'ouverture d'agences aux principaux points de passage frontaliers dans les Pyrénées (Canfranc, Irún, Port-Bou et Puigcerdà) reflète probablement la mutation de la fonction consulaire qu'induisent « l'intensification des échanges commerciaux intereuropéens et les nouvelles migrations de travail, entraînées par la révolution industrielle²⁷⁵ ». En outre, le maillage s'est resserré à l'intérieur du pays. Il semble suivre la localisation des établissements scolaires français en Espagne — d'initiative privée — qui sont répartis « dans toutes les villes

²⁷¹ Toutes ne sont cependant pas occupées, tandis que certains agents consulaires ont la charge de deux agences à la fois. De fait, on ne compte que 56 agents consulaires sur les listes consultées.

²⁷² Mathieu Grenet, « L'institution consulaire en Méditerranée, des stratégies commerciales différenciées. Introduction », in Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle)*, Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, 2018, p. 247.

²⁷³ *Ibid.*, p. 248.

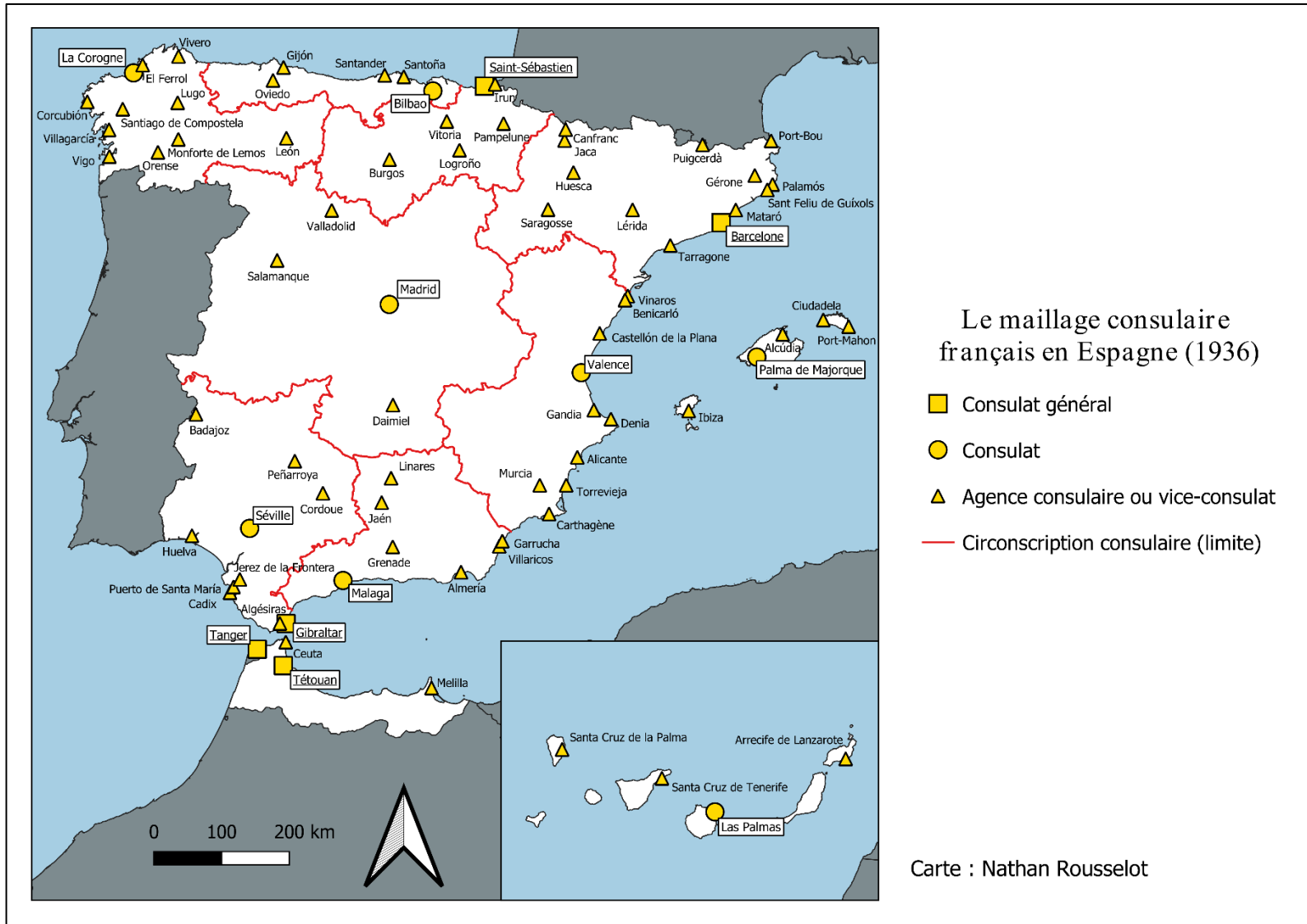
²⁷⁴ Arnaud Bartoloméi, « L'institution consulaire française à Cadix et l'Espagne au XVIII^e siècle. Un "modèle" ? Introduction », in Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle)*, Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, 2018, p. 330.

²⁷⁵ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXI^e siècle*, op. cit., p. 127.

importantes d'Espagne²⁷⁶ » (avec des établissements présents — outre dans les villes accueillant des consulats — à Alicante, Cordoue, Figueras, Gérone, Huelva, Pampelune, Peñarroya, Port-Bou, Salamanque, Santander, Saragosse, Tarragone, Valladolid, Vigo et Vitoria); ainsi que celle des établissements industriels détenus ou administrés par des Français (notamment Algésiras, Alicante, Almeria, Carthagène, Corcubión, Cordoue, Daimiel, Gérone, Gijón, Grenade, Huelva, Huesca, Irún, Jaca, Jerez de la Frontera, Linares, Mataró, Murcie, Palamos, Peñarroya, Santa Cruz de Ténériffe, Santander, Saragosse, Tarragone, et Vigo)²⁷⁷.

²⁷⁶ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, *op. cit.*, p. 92.

²⁷⁷ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger*, Paris, Union des Français de l'Étranger, 1937, p. 274-307.



Carte 1 : Le maillage consulaire français en Espagne (1936).

Comme le rappelle Christian de Margerie, ces postes aux « compétences limitées » et « dépendant d'un consul de carrière » sont confiés « à des notables locaux, le plus souvent étrangers ou parfois français, non-fonctionnaires, souvent des commerçants qui arborent sur leur magasin ou leur domicile personnel la plaque d'agent consulaire. Ils ne sont pas rémunérés ; certains droits de chancellerie leur sont abandonnés pour couvrir leurs frais¹ ». Dans le cas de la représentation consulaire française en Espagne, Yves Denéchère estime « qu'ils sont français pour moitié et espagnols pour l'autre » en 1934². Si on s'en tient à la liste dressée par l'ambassade en janvier 1936 et mise à jour en juin 1936, on parvient à une estimation à peu près similaire, avec 24 agents dont les noms ont une consonance francophone, soit environ 4/10^{ème} des effectifs, contre 32 agents qui semblent quant à eux Espagnols³. En réalité, la nationalité des agents n'est pas précisée explicitement, et la simple consonance des noms peut travestir la réalité. Ainsi, le représentant de la France à Cadix, Émile Huart, est de nationalité belge et s'occupe également de l'agence consulaire de la Belgique dans la même ville⁴. À l'inverse, l'agent consulaire à Gérone, José ou Joseph Estève, semble avoir été naturalisé français. S'il apparaît bien comme sujet espagnol aux yeux de l'administration espagnole en 1924, il est considéré comme citoyen français par cette même administration en 1937⁵.

D'une manière générale, les informations concernant les agents consulaires sont très partielles et dispersées, ce qui rend difficile leur identification formelle, notamment dans le cas des agents vraisemblablement espagnols. Je n'ai pu en identifier que six, qui exercent pour moitié une profession libérale. L'agent consulaire à Gérone, José Estève, d'origine espagnole, mais naturalisé Français, est ainsi architecte de profession⁶. L'agent consulaire à

¹ Christian Margerie, « Chapitre II. Les services extérieurs », in Jean Baillou (dir.), *Les Affaires Étrangères et le Corps diplomatique français*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, vol.2 : 1870-1980, p. 415.

² Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 37.

³ CADN, Madrid, C1, 34, liste des représentants consulaires français en Espagne dressée en janvier 1936 et mise à jour en juin 1936.

⁴ CADN, Madrid, C1, 45, dép. n° 71 de Maurice Rivoire (alors chargé du consulat de France à Séville) au maréchal Pétain, 9 septembre 1939.

⁵ AGA, MAE, « Archivo de Barcelona » (désormais : Barcelona), 12/03089 RE.25, télégramme (ci-après : tél.) du sous-secrétaire du ministère de la Gobernación au sous-secrétaire du ministère d'État, 8 février 1924 ; et tél. n° 1077 du ministre d'État José Giral au ministre de Gobernación Julián Zugazagoitia, 30 décembre 1937.

⁶ AGA, MAE, Barcelona, 12/03089 RE. 25, tél. du sous-secrétaire du ministerio de Gobernación au sous-secrétaire du ministerio de Estado, 8 février 1924.

Castellón de la Plana, Julio Alcón Fandos, est quant à lui médecin, spécialisé en obstétrique et en gynécologie⁷. Benito Jera, agent consulaire à Vitoria, est pour sa part avocat⁸.



Photographie 10 : Julio Alcón Fandos⁹.

Mais d'autres représentants espagnols ont une origine sociale plus privilégiée. Ainsi, l'agent consulaire à Tarragone, initialement connu sous le nom de José María Merelo y Serrahima, appartient à une famille aristocrate, la dynastie des Barberás, qui serait liée à la couronne d'Aragon¹⁰. Ayant hérité du titre de Baron de Barberá, il adopte le nom de José María Merelo de Barberá en juillet 1925¹¹. Quant à l'agent consulaire à Puerto de Santa María, Alfonso Sancho y Pensaco, il est propriétaire¹². Enfin, José Duque Martinez (29 ans) est agent consulaire à Santa Cruz de La Palma depuis le 3 novembre 1933. Il prend alors la suite de son père, qui a exercé cette fonction pendant 22 ans avant lui. Diplômé de l'Institut

⁷ Centro Documental de la Memoria Histórica, Delegación Nacional de Servicios Documentales, fonds Político-Social, Serie Militar, carton 1153 (désormais : CDMH, DNSD, Político-Social, Serie Militar, 1553), fiche 393 « Julio Alcón Fandos » de la Jefatura de Sanidad del Ejército de Tierra.

⁸ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 307.

⁹ CDMH, DNSD, Político-Social, Serie Militar, 1553, fiche 393 : « Julio Alcón Fandos ».

¹⁰ Biblioteca Hemeroteca Municipal de Tarragone, journal *Tarragona* du 3 juin 1925. Consulté en ligne le 19 septembre 2022.

URL : http://web.tarragona.cat/pandora/cgi-bin/Pandora?xslt=ejemplar;place=none;publication=Tarragona%20;day=03;month=06;year=1925;page=001;id=0000244912;collection=premsa;url_high=premsa/Tarragona%20%5B1920%5D/1925/192506/19250603/Tarragona%2019250603001.pdf;lang=ca;archivo=;encoding=utf-8.

¹¹ Biblioteca Hemeroteca Municipal de Tarragone, journal *Diario de Tarragona* du 8 juillet 1925. Consulté en ligne le 19 septembre 2022.

URL : http://web.tarragona.cat/pandora/cgi-bin/Pandora?xslt=ejemplar;place=none;publication=Diario%20de%20Tarragona;day=08;month=07;year=1925;page=003;id=0000086608;collection=premsa;url_high=premsa/Diario%20de%20Tarragona/1925/192507/19250708/Diario%20de%20Tarragona%2019250708003.pdf;lang=ca;archivo=;encoding=utf-8.

¹² *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 298.

Commercial de Vincennes et ancien élève de la « Bickerton House School » de Southport, il est également agent consulaire de la Belgique et du Portugal depuis 1932. Il est par ailleurs consignataire de navires¹³.



Photographie 11 : José María Merelo de Barberá en uniforme consulaire¹⁴.

Quant aux agents consulaires qui portent un nom à consonance francophone, je ne suis parvenu à en identifier que 14 sur 24. Il s'agit pour l'essentiel d'industriels ou de directeurs d'établissements industriels ou commerciaux français implantés en Espagne (11 sur 14). Les représentants de l'industrie minière figurent d'ailleurs en bonne place. L'ingénieur et directeur général de la Société minière et métallurgique de Peñarroya, Joseph Le Rumeur, s'occupe ainsi de l'agence consulaire à Peñarroya¹⁵, tandis qu'Élie Adam, l'ingénieur principal adjoint et directeur de la fonderie de plomb de cette même société, se charge de

¹³ CADN, Las Palmas, B, 45, dép. 153 du consul à Las Palmas, E. de Albytre ; au secrétaire d'État aux Affaires étrangères, 14 décembre 1941 ; et dép. 148 du consul à Las Palmas, Yves Revelli, au Quai d'Orsay, 25 septembre 1936.

¹⁴ Archives d'Alain Merelo-Barberà (Lisbonne). Photographie reproduite par Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolsats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, op. cit., p. 168.

¹⁵ CADN, Madrid, C1, 138, dép. n° 48 de Jean Herbette à Georges Moraud, 5 juin 1936 ; et *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger*, op. cit., p. 296.

l'agence de Carthagène¹⁶. L'agent consulaire à Linares, Louis François Marty, se trouve quant à lui à la tête de la compagnie « La Cruz », qui possède des mines et une fonderie dans la région¹⁷. Et si l'agent consulaire à Huelva, Hubert Banastier, est président de la Société française de bienfaisance et d'enseignement de la ville, il n'en reste pas moins directeur de la mine de San Platón, située sur la rive droite du fleuve Odiel à une centaine de kilomètres au nord du port andalou¹⁸.

Viennent ensuite des représentants d'autres industries. L'agent consulaire à Daimiel, Max Cassin, est le directeur d'une huilerie¹⁹, tandis que celui de Santander, André Van Den Bronk, dirige une usine de la Société générale des Cirages français²⁰. Ce dernier est également membre du Rotary Club de sa ville²¹. Roger Tur, qui succède au directeur de l'école française André David à la tête de l'agence de Saragosse²², possède avec son père, Henri Tur, une usine de confiserie qui produit les réglisses aragonais « Zara », alors réputés en Espagne²³. L'agent consulaire à Grenade, Xavier Serre, dirige pour sa part la Compagnie du Gaz de sa ville²⁴, tandis qu'à Cordoue, Roland Cantais dirige la Sociedad Española de Construcciones Electro-Mecánicas²⁵. Maurice Lombard, agent consulaire à Gandia, possède avec son frère des établissements de filature et de tissage de la soie²⁶. L'agent consulaire à Gijón, Albert Paquet, est quant à lui bien établi avec sa famille qui s'est installée dans la ville asturienne durant la seconde moitié du XIX^e siècle et qui a intégré l'Unión Hullera y Metalúrgica de Asturias. Albert Paquet crée par ailleurs en 1901 la Compañía Arturiana de

¹⁶ AGA, MAE, Barcelona, 12/03163 RE.99, lettre de Julián Zugazagoitia à Julio Álvarez del Vayo (ministre d'État), 26 septembre 1938 ; et *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 288.

¹⁷ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/B2, tél. 263 de Jacques-Émile Pâris au Quai d'Orsay, 3 mai 1937 ; et CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. n° 38 de Christian Fouache d'Halloy (consul à Malaga) à François Piétri (ambassadeur à Madrid), 25 février 1942.

¹⁸ CADN, Madrid, C1, 45, dép. n° 71 de Maurice Rivoire (alors chargé du consulat à Séville) au maréchal Pétain, 9 septembre 1939 ; *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 291 ; et Consuelo Domínguez Domínguez, « El pasado británico de Huelva: the British Cemetery », *Aestuaría. Revista de investigación*, 2015, n° 12, p. 169.

¹⁹ CADN, Madrid, C2, microfilm 2mi1104 (désormais : 2mi1104), dép. n° 381 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 mars 1936.

²⁰ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. n° 1007 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 septembre 1936 ; et *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 301.

²¹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B³, dép. 492 d'Émile Charvériat à Jean Herbette, 10 mai 1937.

²² CADN, Madrid, C2, 2mi1103, dép. n° 233 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 février 1936.

²³ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 302 ; Alberto Zapater, « Zara, el regaliz aragonés favorito de los famosos en los años 30 », *Heraldo de Aragón* [en ligne], 17 décembre 2018. Consulté en ligne le 23 février 2021. URL : <https://www.heraldo.es/noticias/ocio-cultural/2018/12/17/zara-regaliz-aragones-favorito-los-famosos-los-anos-30-1283161-1361024.html>.

²⁴ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 291.

²⁵ *Ibid.*, p. 289.

²⁶ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 730 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juin 1936.

Artes Gráficas, grâce à laquelle il prospère²⁷. Profitant de la neutralité de l'Espagne pendant la Première Guerre mondiale, il fonde une caisse de consignation, installée dans un magnifique palais de la Muelle de Gijón, la « Casa Paquet », avant de diversifier ses investissements économiques dans d'autres entreprises liées au commerce maritime. Il devient alors représentant de la Compagnie Général Transatlantique de Gijón, mais aussi agent pour les Asturies et le León de la Sociedad Española de Comercio Exterior²⁸.

D'autres agents consulaires se dédient en effet aux affaires et au commerce. À Santa Cruz de Ténériffe, Jacques Bigourdan, est ainsi commerçant et propriétaire²⁹. Toutefois, à côté de ses activités professionnelles, il semble suivre la voie des sciences naturelles empruntée par son père et par son grand-père maternel. Fils de l'astronome et directeur de l'Observatoire de Paris, Georges Bigourdan, et petit-fils de l'amiral et astronome Ernest Mouchez, il est l'auteur, avec le vétérinaire Roger Prunier, d'une étude sur *Les Mammifères sauvages de l'Ouest africain*. Du reste, il est marié à une Espagnole, Lola González y Kessada depuis 1932³⁰. Georges Ducourau, l'agent consulaire à Irún, est négociant en vins³¹. Il dispose par ailleurs « d'importants intérêts en Espagne »³². L'agent consulaire à Mataró, José Miralpeix, est également négociant³³. Louis Marbec, agent consulaire à Ceuta, est pour sa part agent commercial³⁴. Enfin, d'autres agents consulaires ont des liens étroits avec le Quai d'Orsay et ses représentants. Ainsi, les agences consulaires à Alicante et à Almeria sont occupées par deux anciens consuls à la retraite, Gustave de Laigue et Paul Cazard³⁵. Quant à Martial Cazaux, l'agent consulaire à Vigo, il est également directeur de l'École française

²⁷ Page de la « Casa Paquet » sur le site de la mairie de Gijón. Consultée le 20 septembre 2022. URL: <https://www.gijon.es/es/directorio/edificio-casa-paquet>.

²⁸ Javier Cuartas, « Luis Paquet, empresario y cónsul de Francia en Gijón », *El País* du 7 décembre 2004. URL : https://elpais.com/diario/2004/12/07/agenda/1102374009_850215.html. Consulté en ligne le 23 février 2021 ; « Murió Julio Paquet Cangas », *La Nueva España* du 11 mai 1993. Consulté en ligne le 23 février 2021. URL : <https://www.lne.es/gijon/2018/05/11/murio-julio-paquet-cangas-18987267.html> ; et page de la « Casa Paquet » sur le site de la mairie de Gijón. URL: <https://www.gijon.es/es/directorio/edificio-casa-paquet>. Consultée le 20 septembre 2022

²⁹ CADN, fonds du consulat de France à Las Palmas, série B, carton 45 (désormais : CADN, Las Palmas, B, 45), feuille de renseignements sur Jacques Bigourdan, 3 novembre 1931.

³⁰ Bibliothèque Nationale de France, *Le Figaro* du 3 mars 1932 et du 24 octobre 1932 ; et *L'Agronomie coloniale* du 1^{er} janvier 1937, p. 25. Ces bulletins de presse, consultés le 23 février 2021, sont tous disponibles en lignes sur <<https://gallica.bnf.fr/>>.

³¹ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 292.

³² CADN, Madrid, C1, 449, 82-3, tél. n° 182 du maréchal Pétain au Quai d'Orsay, 28 juin 1939.

³³ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 295.

³⁴ *Ibid.*, p. 522.

³⁵ CADN, Madrid, C1, 35, tél. n° 20 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 3 août 1936 ; et *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 281.

établie dans la ville galicienne³⁶. Il en va de même pour Paul Dustou, l'agent consulaire à Port-Bou, qui y dirige l'école de l'Alliance française³⁷.

2. Entre industrie minière, services et négoce : le maillage consulaire britannique

Le maillage consulaire britannique est quant à lui beaucoup plus relâché, puisqu'il ne compte que 22 vice-consulats situés essentiellement sur les côtes espagnoles — à l'exception du vice-consulat de Linares, situé dans un important bassin minier (voir carte 2). La surreprésentation des vice-consulats dans les villes portuaires apparaît à nouveau comme un héritage du lien privilégié qui unit la fonction consulaire au commerce maritime. Mais cet héritage est également le reflet du statut de la Grande-Bretagne comme puissance navale (les compagnies britanniques fournissent près d'un tiers des navires enregistrés dans les ports espagnols)³⁸, mais aussi de la place centrale qu'elle occupe dans les exportations espagnoles (25 % du total)³⁹. La localisation de vice-consulats s'explique par la présence d'intérêts économiques importants : miniers, à Linares et à Huelva, mais aussi sur la côte cantabrique ; industries électrique et hydraulique sur la façade méditerranéenne ; etc. Par ailleurs, la densité plus importante que l'on observe au sud de l'Andalousie peut aussi s'expliquer, dans le cas des vice-consulats d'Algésiras et de La Linea, par la proximité de Gibraltar qui dépend de l'Andalousie voisine pour son approvisionnement en nourriture, eau et main-d'œuvre : les relations transfrontalières y sont alors importantes⁴⁰.

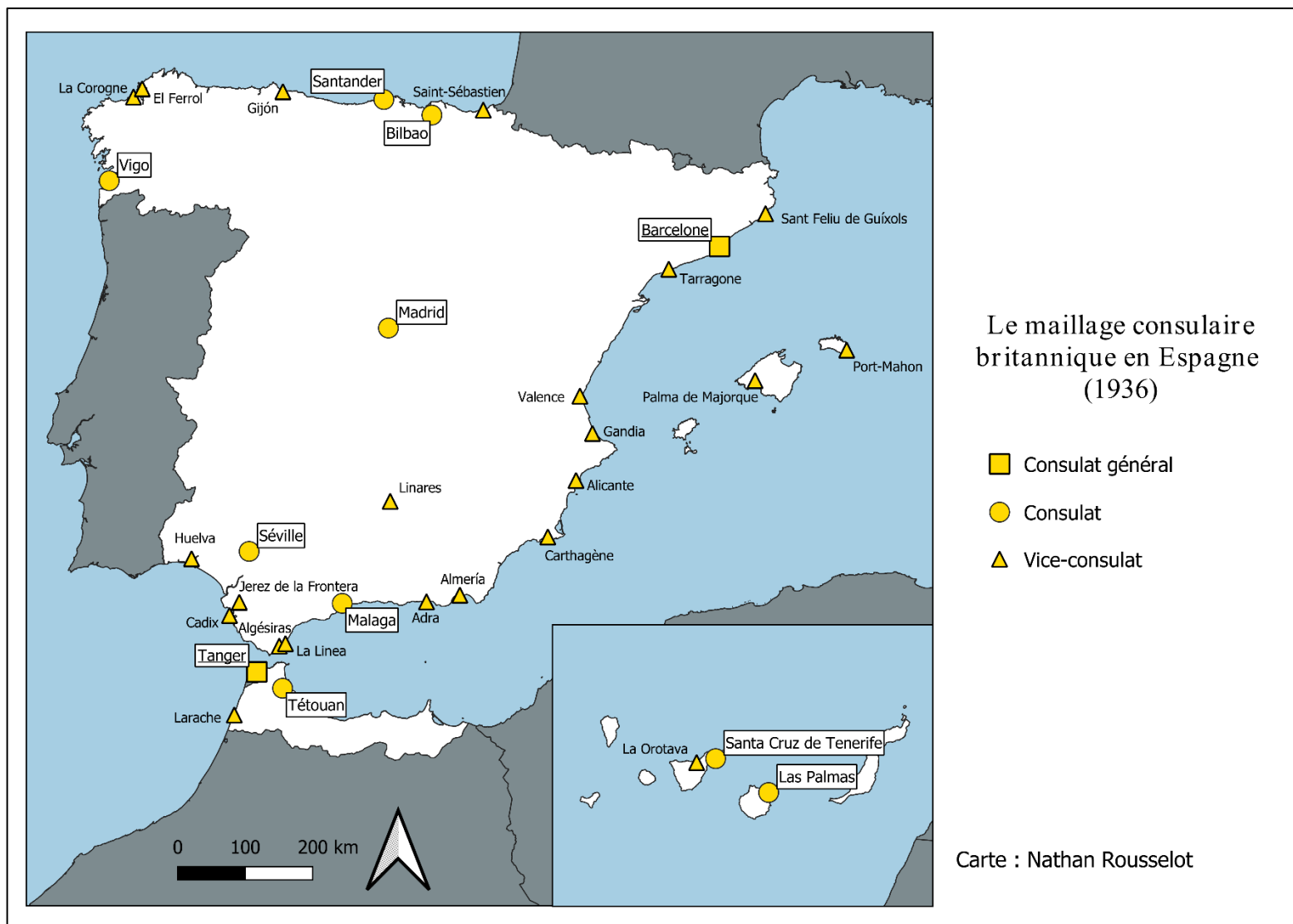
³⁶ *Les Œuvres françaises à l'étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, op. cit.*, p. 306.

³⁷ *Ibid.*, p. 297.

³⁸ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española, op. cit.*, p. 24.

³⁹ *Ibid.*, p. 20.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 18.



Carte 2 : Le maillage consulaire britannique en Espagne (1936)

Si l'on s'en tient aux patronymes des vice-consuls, il s'agit essentiellement de sujets britanniques installés en Espagne. On compte ainsi 16 patronymes à consonance anglophone, contre 4 à la consonance espagnole. Par ailleurs, le vice-consulat à Sant Feliu de Guixols ne semble pas avoir d'agent, tandis que celui d'Adra est occupé par Magnus R. Harrison, par ailleurs vice-consul à Almería. Comme dans le cas des agents consulaires français, les propriétaires et les directeurs d'entreprises dominent parmi les vice-consuls britanniques que nous sommes parvenus à identifier. Les secteurs qui concentrent les investissements britanniques sont alors particulièrement bien représentés : industrie minière, « industrie de services » (chemin de fer, électricité, eau), transport maritime, banques et assurances¹. À Gandia, au sud de Valence, le vice-consul Francisco Romaguera², avocat de profession, est ainsi directeur d'une compagnie de chemin de fer britannique, la Alcoi Gandia Railway, mais aussi directeur du port de Gandia. Il est par ailleurs bien implanté dans la société locale : il a été maire de la ville de 1893 à 1894, puis de 1897 à 1899, tout comme son père, Juan Romaguera, son grand-père Francisco Romaguera, et son arrière-grand-père, José Romaguera³. Magnus R. Harrison, vice-consul à Almería⁴, est quant à lui représentant de la société Echevarrieta y Campbell⁵, qui exploite des mines de fer à Beires, au nord-ouest de la ville andalouse⁶. Hugh Carroll Holberton, vice-consul à Linares⁷, dirige pour sa part la compagnie Minas del Centenillo, qui exploite des gisements d'argent et de plomb, et dont le siège social est contigu au bureau consulaire⁸. Il s'agit à l'origine d'une société britannique, la Centenillo Silver and Lead Mines Limited Company, fondée en 1886 et convertie en société espagnole en 1921⁹. Alfred ou Alfredo J. Patrón Saccone, descendant d'une famille génoise

¹ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 65-66 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 23-24.

² *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 394.

³ « Tres generaciones de una familia reclaman que una calle lleve el nombre de Francisco Romaguera », *Las Provincias*, 27 mars 2009. Consulté en ligne le 19 septembre 2022. URL: <https://www.lasprovincias.es/valencia/20090327/safor/tres-generaciones-familia-reclaman-20090327.html>.

⁴ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 269.

⁵ R. Rodríguez Matarín, *Almería. Guía Ilustrada 1931*, Almería, Talleres Tipográficos «Diario de Almería», 1931, p. 53. Consulté en ligne le 19 septembre 2022.

URL: http://www.bibliotecavirtualdeandalucia.es/catalogo/catalogo_imagenes/grupo.cmd?path=1010166.

⁶ Peris Torner, « Instalació, Ferrovaria y cable de Minas de Beires », *Ferrocarriles de España / www.spanishrailway.com* [en ligne], publié le 24 septembre 2019. Consulté en ligne le 19 septembre 2022. URL : <https://www.spanishrailway.com/minas-de-beires/>.

⁷ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 280.

⁸ María Dolores Muñoz Dueñas, « El cierre del viceconsulado británico de Linares y la intolerancia religiosa durante el primer franquismo », *Boletín del Instituto de Estudios Giennenses*, n° 172, vol. 1, 1999, p. 503-522, p. 514.

⁹ Robin Pike, « “Arthur” Aturo Gerald Romer (1869-1941). Centenillo Sivler and Lead Mines. Linares, Spain », <https://www.richardpikeofnewbury.com>. Publié en 2020 et mis à jour le 7 juin 2022. Consulté le 19 septembre 2022.

URL : <https://www.richardpikeofnewbury.com/Notes/1924ArthurRomerSilverAndLeadMining.html#>.

installée à Gibraltar, est quant à lui vice-consul à La Linea¹⁰, ville andalouse qui jouxte le Rocher. Il est membre du conseil d'administration de la Chambre de Commerce locale, et occupe des postes de direction au sein de l'Anglo-Egyptian Bank et de l'entreprise familiale Saccone, distributrice de boissons¹¹. Le vice-consul à La Corogne, Henry Guyatt¹², est également à la tête d'une entreprise familiale spécialisée dans la boisson. Avec son frère, Robert Guyatt, il fonde en 1913 en effet une brasserie, la Corunna Brewing Company, qui produit des bières de style anglais destinées prioritairement à la colonie britannique qui travaille alors dans les chantiers navals d'El Ferrol¹³. Il exerce par ailleurs ses fonctions consulaires en compagnie de son fils, Henry Joseph Guyatt, proconsul depuis le 11 septembre 1934¹⁴. William Martin, vice-consul à Ferrol, est lui aussi un entrepreneur actif. En 1889, il ouvre un entrepôt de sel et de charbon, avant de fonder en 1892 une caisse de consignation spécialisée dans le transport maritime : la société Antón, Martín & Company. Puis, il diversifie progressivement ses activités économiques : en 1897, il ouvre une usine de fabrication de bicyclettes ; en 1904, il investit dans la construction navale et dans la réforme et la vente de navires ; en 1907, il investit dans l'exploitation de plusieurs mines de fer situées à Barallobre, Fere, Narón, Neda et Jubía ; et en 1912, il devient le représentant d'une brasserie anglaise installée à La Corogne — il s'agit probablement de la brasserie fondée par Henry Guyatt. William Martin est par ailleurs très bien inséré dans la bonne société de Ferrol. Il préside, à sa fondation en 1916, le Círculo Mercantil e Industrial de la ville galicienne. À partir de 1921, il est membre du conseil économique du Casino Ferrolano, et président du conseil économique du club Racing de Ferrol, le club de football de la ville¹⁵. Quant au vice-consul à Gijón, Arthur Lovelace, il dispose d'une situation de monopole dans l'exploitation et l'exportation de jais asturien vers la Grande-Bretagne. Il possède en effet la quasi-totalité des mines d'Oles, d'où est extrait un jais d'une qualité particulièrement réputée¹⁶. Harker, le vice-

¹⁰ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 368.

¹¹ Juan Manuel Ballesta Gómez, « El viceconsulado británico en la Línea de la Concepción (1935-1946) », *Almoraima. Revista de Estudios Campogibraltareños*, n° 54, 2021, p. 9-16, p. 12-13.

¹² *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 262.

¹³ Xavier García Barber, *Los orígenes y la implantación de la industria cervecera en España, siglo XVI – 1913*, thèse de doctorat en histoire, Universitat de Barcelona, Barcelone, 2013, p. 266. La thèse a depuis été publiée : Xavier García Barber, *La Cerveza en España. Orígenes e implantación de la industria cervecera*, Madrid, LID Editorial, coll. « Historia empresarial », 2014.

¹⁴ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, op. cit., p. 262.

¹⁵ « Guillermo (William) V. Martin », *Diario de Ferrol*, 21 octobre 2018. Consulté en ligne le 21 septembre 2022. URL : <https://www.diariodeferrrol.com/texto-diario/mostrar/2481108/guillermo-william-v-martin>.

¹⁶ Heraclio Astudillo-Pombo, « Los fósiles como motivo temático en la filatelia ibérica », *Folklore de los fósiles ibéricos* [en ligne], 1^{er} mars 2021. Consulté en ligne le 21 septembre 2022. URL : <https://folklore-fosiles-ibericos.blogspot.com/2021/03/los-fosiles-como-motivo-tematico-en-la.html>.

consul à Valence¹⁷, est pour sa part présenté comme un « jeune homme d'affaires » par l'ambassadeur britannique en septembre 1936¹⁸. Enfin, William Leverkus, nommé proconsul à Carthagène le 15 octobre 1936¹⁹, dirige la compagnie des Eaux de sa ville²⁰.

D'autres représentants britanniques appartiennent au monde du négoce. C'est le cas du vice-consul à Huelva, le capitaine John Morrison, et de son adjoint, le proconsul Francis Kinnaird Haselden²¹. Les deux hommes dirigent la firme Morrison & Haselden, spécialisée dans le commerce et l'exportation des minerais exploités dans la région — en particulier le sulfate de cuivre, le cuivre et le laiton²². Ils travaillent en particulier avec la Riotinto Company et la Compagnie Française des métaux²³. John Morrison a en effet repris la direction de la compagnie fondée en 1898 en Angleterre par son oncle, Thomas Morrison²⁴. Il s'est ensuite associé en 1920 à Francis Haselden, ingénieur britannique qui avait auparavant travaillé dans les mines de plomb de Linares²⁵. Le vice-consul à Jerez de la Frontera, le capitaine Guy Dingwall Williams, travaille quant à lui dans l'entreprise viticole que ses parents, Alexander Dingwall Williams et Amy Humbert, ont fondé en 1877 avec son oncle, Arthur Humbert²⁶ : la bodega Williams&Humbert, spécialisée dans l'exportation de vins de Xérès et de brandys²⁷. Guy Dingwall Williams est par ailleurs appuyé dans ses fonctions consulaires par un des salariés de l'entreprise familiale, Thomas Edward Spencer, qui devient proconsul en 1922²⁸.

¹⁷ Archivo General de la Administración, archives du ministerio de Asuntos exteriores, fonds de l'« Archivo de Barcelona », carton 12/3204, dossier 10 (désormais : AGA, MAE, Barcelona, 12/3204, 10), *Lista de Cónsules, vicecónsules y agentes consulares extranjeros que ejercen sus funciones en España*, serie E, n° 3, 1936, Madrid, Imprenta del Ministerio de Estado, 1936.

¹⁸ TNA, PRO, FO 371/20541, W45636/62/41, dép. 692 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 29 septembre 1936.

¹⁹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 316.

²⁰ William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, traduit par Antonio CORTIÑAS-GUNTÍN, Carthagène, Ediciones Nova Spartaria, 2021.

²¹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 349 et 377.

²² Consuelo Domínguez Domínguez, « El pasado británico de Huelva: the British Cemetery », *Aestuarina. Revista de investigación*, n° 12, 2015, p. 159-192, p. 166 ; et Juan Diego Pérez Cebada, « Thomas Morrison Smith [1852-1901] », dans Antonio Parejo (coord.), *Grandes empresarios andaluces*, Madrid, LID Editorial, coll. « Historia empresarial », 2011, p. 342-348, p. 345-347.

²³ Marta Fernández Peña, « Dos caras del empresariado de la provincia de Huelva a finales del siglo XIX », *Trocadero*, n° 27, 2015, p. 41-66, p. 57-58.

²⁴ Juan Diego Pérez Cebada, « Thomas Morrison Smith [1852-1901] », *op. cit.*, p. 345-347.

²⁵ Consuelo Domínguez Domínguez, « El pasado británico de Huelva: the British Cemetery », *op. cit.*, p. 166.

²⁶ José Luis Jiménez García, « Guido (Guy) Dingwall Williams », *Jerez de Cine. Vinos, cine, Jerez & Sherry Wine* [<https://jerezdecine.wordpress.com/>]. Publié le 22 janvier 2012. Consulté le 19 septembre 2022. URL: <https://jerezdecine.wordpress.com/2012/01/22/guido-guy-dingwall-williams/>.

²⁷ Site de l'entreprise Williams&Humbert. Consulté le 19 septembre 2022. URL: <https://www.williams-humbert.com/entreprise/>.

²⁸ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 417. Et MILLAR Colins, *The Frying Pan of Spain. Sevilla v Real Betis: Spain's Hottest Football Rivalry*, Chichester, Pitch Publishing, 2019, p. 82-89.

Spencer est le fils d'un marin britannique installé à Gibraltar²⁹. Il est par ailleurs fondateur en 1907 du Xerez FC, club de football de la ville andalouse³⁰. Dans les îles Canaries, le vice-consul à Las Palmas et à Puerto de la Luz, Manuel Moniz³¹, est le représentant local de la Waterworth Bros Limited, une entreprise spécialisée dans la vente en gros, et en particulier dans le commerce de productions agricoles — bananes, tomates et pommes de terre³². Quant au vice-consul à La Orotava, Thomas Miller Reid³³, il possède au lendemain de la Première Guerre mondiale une entreprise spécialisée dans le commerce du soufre. Dès le mois de mai 1918, il signe à cet effet un accord avec la mairie de La Orotava et la compagnie Díaz-Llano. Cette dernière exploite le gisement de soufre du Teide, volcan qui domine l'île de Santa Cruz de Ténériffe³⁴. Quant à Lewis Ford, le vice-consul à Larache, dans le protectorat espagnol au Maroc, il est le représentant de deux compagnies de navigation : la Mersey Steamship Company et la Bland and Co. Ltd.³⁵. Les liens entre les vice-consuls britanniques et le négoce se renforcent par ailleurs si l'on tient compte du fait que certains d'entre eux sont par ailleurs des agents locaux de la Lloyd's, bourse d'assurance londonienne spécialisée dans l'assurance maritime et qui agit comme un véritable « centre mondial du renseignement maritime³⁶ ». C'est le cas du vice-consul à Gandia, Francisco Romaguera³⁷, du vice-consul à Tarragone, Ignacio Navarro³⁸, du vice-consul à La Orotava, Thomas M. Reid³⁹, du vice-consul au Ferrol, William Martin⁴⁰, et, enfin, du vice-consul à Larache, Lewis Ford⁴¹.

À ces profils, qui soulignent l'interpénétration entre la représentation consulaire et le monde des affaires, s'ajoutent également des profils plus originaux. C'est le cas par exemple

²⁹ Borja Fernández, « Los nombres olvidados », *Cadena Ser/Radio Jerez*, 5 février 2019. Consulté en ligne le 19 septembre 2022. URL : <https://cadenaser.com/andalucia/2022/09/19/la-junta-directiva-del-xerez-dfc-decide-hoy-el-futuro-de-perez-herrera-radio-jerez/>.

³⁰ Colins Millar, *The Frying Pan of Spain. Sevilla v Real Betis: Spain's Hottest Football Rivalry*, *op. cit.*, p. 82-89.

³¹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 345.

³² Annonce « A los exportadores – Watherworth Bros Ltd. », *La Opinión*, n° 3205, 17 avril 1903.

³³ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 387.

³⁴ Domingo A. García Mesa, Juan Ramón Núñez Pestano et Francisco Quirantes González, « La lucha por la apropiación de los recursos y el fin de los aprovechamientos comunales en Las Cañadas del Teide : formas de propiedad o sistemas de gestión », *Revista de Historia Canaria*, n° 197, 2015, p. 97-142, p. 117-118.

³⁵ Centre National de Documentation — Haut-Commissariat au Plan (Royaume du Maroc), reproduction d'un article de Ragoug. Allal, « Le Maroc et la navigation européenne au XIX^e siècle ». Consulté en ligne le 19 septembre 2022. URL : <http://archives.cnd.hep.ma/uploads/news/022544.pdf>.

³⁶ André Guillaume et Marie-Claude Esposito, *Londres. Histoire d'une place financière*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1993, p. 97-99.

³⁷ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 394.

³⁸ *Ibid.*, p. 353.

³⁹ *Ibid.*, p. 387.

⁴⁰ « Guillermo (William) V. Martin », *Diario de Ferrol*, 21 octobre 2018. Consulté en ligne le 21 septembre 2022. URL : <https://www.diariodeferrol.com/texto-diario/mostrat/2481108/guillermo-william-v-martin>.

⁴¹ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 240.

du vice-consul à Port-Mahon, Carlos Moysi-Seuret, « assistant de français » dans l'enseignement secondaire et intellectuel contribuant à une revue d'histoire locale, la *Revista de Menorca*, éditée par l'Ateneo Científico, Literario y Artístico de Port-Mahon⁴². Quant au proconsul à La Linea, John Scaniglia⁴³, il s'agit d'un journaliste employé par le journal *El Calpense* et président honoraire de la « Prensa Asociada », qui a par ailleurs exercé comme policier en 1922⁴⁴. Mais celui qui attire le plus l'attention, en raison notamment de son rôle dans le renseignement britannique en Espagne lors de la Seconde Guerre mondiale, est le vice-consul à Palma de Majorque : le Lieutenant-Commander Alan Hugh Hillgarth⁴⁵. Il est le fils d'un couple de médecins. Son père, Willmott Henderson Hillgarth Evans, est médecin généraliste. Par sa mère, Ann France, elle aussi docteur, il est également le petit-fils d'un missionnaire protestant, le Révérend Georges Piercy, qui demeure à Canton (Guangzhou), en Chine. Il étudie d'abord aux Royal Naval College d'Osborne et de Dartmouth, mais doit interrompre son cursus pour prendre part aux combats de la Première Guerre mondiale dans la Royal Navy. Il se bat en particulier dans les Dardanelles, où il est blessé à seulement 16 ans. Après le conflit, il reprend ses études au King's College à Cambridge, puis réintègre la Royal Navy jusqu'à sa retraite, en décembre 1927. Il se marie en 1921 avec Violet Mary Tapper, fille d'un propriétaire de mines de charbon, Frank Burn, et femme divorcée d'un architecte. Mais ce mariage est de courte durée, et Alan H. Hillgarth se remarie en 1929 avec une aristocrate, Mary Sydney Katharine Almina, troisième fille d'Herbert Colstoun Garden, Baron Burghclere⁴⁶ et parlementaire du Liberal Party⁴⁷. C'est également l'ancienne femme de

⁴² Andreu Murillo i Tudurí, « La impura depuració a la segona ensenyança. Unos mostres de Menorca », *Pissarra*, n° 117, 2004, p. 15-20, p. 20 ; et Alfonso Buenaventura Pons, *Mahón-Port Siglo XIX. Diario de navegación, tomo 1 (1871-1880)*, Autoédition, 2019, p. 174 et p. 178. Consulté en ligne le 20 septembre 2022. URL: <https://mahonportarchive.files.wordpress.com/2019/05/xix1pdf.pdf>.

⁴³ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 402-403.

⁴⁴ Juan Manuel Ballesta Gómez, « Los primeros años del viceconsulado británico en la Línea de la Concepción », *Almoraima. Estudios Campogibaltareños*, n° 48, 2018, p. 323-331, p. 326 et p. 329-330.

⁴⁵ *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937*, *op. cit.*, p. 277.

⁴⁶ Denis Smyth, « Hillgarth, Alan Hugh (1899-1978) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004. Consulté en ligne le 13 avril 2022. URL: <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/31233>.

⁴⁷ Page d'Herbert Colstoun Gardner, 1st Baron Burghclere (1846-1921), *National Portrait Gallery*. Consultée en ligne le 20 septembre 2022. URL: <https://www.npg.org.uk/collections/search/person/mp150496/herbert-colstoun-gardner-1st-baron-burghclere>.

Geoffrey Hope Hope-Morley, Baron Hollenden⁴⁸. En 1932, Alan H. Hillgarth s'installe avec cette dernière à Palma de Majorque, où il devient vice-consul⁴⁹.

Conclusion

Le profil des représentants français et britanniques en Espagne apparaît relativement privilégié : ces derniers appartiennent principalement aux classes moyennes aisées et supérieures. Le parcours élitaire des diplomates de l'ambassade britannique, issus pour la plupart d'entre eux de la *gentry* anglaise ou écossaise, retient l'attention et illustre le recrutement encore fermé du Diplomatic Service. En comparaison, l'accession à la Grande Carrière en France apparaît un peu plus ouverte socialement, accueillant dans son sein des candidats issus des classes moyennes. Il en va de même pour l'accès à la carrière consulaire, que ce soit en France ou en Grande-Bretagne : on retrouve en Espagne des profils plus modestes, qui côtoient malgré tout des trajectoires relativement privilégiées. Néanmoins, ces origines plus modestes sont rapidement compensées par de véritables stratégies matrimoniales qui permettent de fulgurantes ascensions sociales — quand elles ne consolident pas des positions déjà bien établies. Du reste, cette relative hétérogénéité sociale est, d'une certaine manière, amoindrie par l'interpénétration qui existe entre la carrière consulaire et les milieux d'affaires. Le profil des agents consulaires et des vice-consuls reflète d'ailleurs particulièrement bien cette interpénétration : les chefs d'établissements commerciaux et industriels dominant très largement le maillage consulaire français comme britannique.

Ce profil relativement privilégié n'est alors pas sans conséquence sur la perception que les représentants français et britanniques ont des événements espagnols. Comme nous le verrons par la suite, ils appartiennent en effet aux catégories sociales qui, non seulement, voient avec une certaine inquiétude l'émergence de la coalition de gauche du Frente Popular et les mobilisations sociales qui l'accompagnent ; mais qui sont également sensibles aux discours contrerévolutionnaires que les droites espagnoles lui opposent⁵⁰. La position sociale que les représentants français et britanniques occupent apparaît d'autant plus déterminante au

⁴⁸ Denis Smyth, « Hillgarth, Alan Hugh (1899-1978) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004. Consulté en ligne le 13 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/31233> ; et page de Geoffrey Hope Hope-Morley, 2nd Baron Hollenden (1885-1977), *National Portrait Gallery*. Consultée en ligne le 20 septembre 2022. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/person/mp140577/geoffrey-hope-hope-morley-2nd-baron-hollenden>.

⁴⁹ Denis Smyth, « Hillgarth, Alan Hugh (1899-1978) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004. Consulté en ligne le 13 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/31233>.

⁵⁰ Voir le chapitre 2.

début de la guerre civile, qu'ils appartiennent aux mêmes milieux qui sont la cible des violences révolutionnaires à l'arrière républicain, et qui fournissent les principaux soutiens à la rébellion militaire là où elle s'est imposée⁵¹. Ce n'est alors pas sans conséquence sur l'information qu'ils produisent sur les événements espagnols tout au long de l'année 1936. Cette dernière apparaît, comme nous le verrons, relativement biaisée. Or, cette altération de l'information a pu être amplifiée par l'organisation même des représentations française et britannique en Espagne, et en particulier des deux ambassades. Ainsi, le renouvellement massif du personnel diplomatique britannique en 1935 a pu entraîner une perte de compétences, avec l'arrivée d'agents qui ne disposent d'aucune expérience préalable en Espagne. Quant à l'ambassade française, elle apparaît dominée par Jean Herbette, qui paraît n'accorder sa confiance qu'à des agents subalternes dont il s'est assuré la loyauté, et qui semble décourager les voix discordantes.

⁵¹ Voir le chapitre 5.

Chapitre 2 : Les diplomates et les consuls face à l'Espagne du Frente Popular : entre peur sociale et discours contre-révolutionnaires

La période qui sépare la victoire du Frente Popular le 16 février 1936 du soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936 a longtemps fait figure de « printemps tragique » qui aurait mené l'Espagne à la guerre civile. Cette image est héritée d'une « légende noire » qui prend forme dès 1936 et se renforce tout au long de la guerre. Il s'agit pour les militaires insurgés et leurs soutiens politiques de trouver une source de légitimation capable de pallier les origines putschistes du nouveau régime qu'ils implantent progressivement en Espagne. Pour cela, ils élaborent une image chaotique de la Seconde République qui ne peut mener qu'à la révolution communiste ou à la lutte entre l'Espagne et l'Anti-Espagne. Il s'agit de présenter la République et son gouvernement de Frente Popular comme un régime illégitime contre lequel il devient licite de se soulever afin de restaurer l'ordre, la morale et le droit¹. Si une part importante de l'historiographie espagnole a depuis déconstruit ce mythe d'une Espagne du Frente Popular en proie au chaos – nous nous appuyerons principalement sur ces travaux² –, un courant plus révisionniste – qui reconnaît néanmoins la responsabilité première des militaires insurgés dans le début de la guerre civile – a pu reprendre une partie de ces motifs. Ce courant révisionniste insiste notamment sur les désordres que connaît le pays, sur la persécution dont auraient été victimes les catholiques et les droites espagnoles, et sur les convictions peu démocratiques d'une partie des socialistes de plus en plus enclins à suivre une voie révolutionnaire³. Ces débats ont donné lieu à d'importantes controverses

¹ José Luis Ledesma, « La “primavera trágica” de 1936 y la pendiente hacia la guerra civil », in Francisco Sánchez Pérez (dir.), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelone, Crítica, 2019, p. 313-339.

² Voir notamment : Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006 ; Eduardo González Calleja et Rocío Navarro Comas (dir.), *La España del Frente Popular. Política, sociedad, conflicto y cultura en la España de 1936*, Grenade, Comares, 2012 ; Manuel Ballarín et José Luis Ledesma (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010 ; Eduardo González Calleja, Francisco Cobo Romero, Ana Martínez Rus, et Francisco Sánchez Pérez (dir.), *La Segunda República española*, Barcelone, Pasado&Presente, 2015 ; José Luis Martín Ramos, *El Frente Popular. Victoria y derrota de la democracia en España*, Barcelone, Pasado&Presente, 2016 ; Francisco Sánchez Pérez (dir.), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelone, Crítica, 2019. ; et le dossier coordonné par Eduardo González Calleja (coord.), « Le printemps 1936 en Espagne / La primavera de 1936 en España », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 48, 2013.

³ Notamment Stanley G. Payne, *El colapso de la República. Los orígenes de la Guerra Civil (1933-1936)*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2005 ; Julio Gil Pecharromán, *Segunda República Española (1931-1936)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2006 ; Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, *El precio de la exclusión. La política durante la Segunda República*, Madrid, Encuentro, 2010 ; Manuel Álvarez Tardío et Fernando del Rey (dir.), *The Spanish Second Republic revisited. From Democratic Hopes to Civil War, 1931-1936*,

historiographiques et à une bibliographie dont il serait impossible de dresser une liste exhaustive. Nous renverrons donc aux différentes synthèses critiques proposées par José Luis Ledesma⁴.

Selon l'historien Eduardo González Calleja, c'est en tout cas durant la période du Frente Popular⁵ que prend consistance un discours contre-révolutionnaire et catastrophiste qui vise à saper la légitimité de la Seconde République espagnole et de ses gouvernements, tout en légitimant le coup d'État militaire en préparation et les violences qui doivent l'accompagner comme une réaction préventive face à une menace révolutionnaire⁶. L'émergence de ce discours au sein des droites espagnoles, à l'occasion de la campagne électorale de février 1936, s'inscrit alors dans un « processus d'encadrement culturel⁷ ». Il s'agit d'« efforts stratégiquement conscients entrepris par des groupes de personnes pour élaborer des conceptions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective⁸ ». Cependant, l'historiographie n'a pas suffisamment tenu compte du fait que ces efforts s'adressent aussi – plus ou moins directement – aux consuls et aux diplomates étrangers présents en Espagne. Ils ont dès lors une forte influence sur la perception que ces

Brighton, Sussex Academic Press, 2011 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2014.

⁴ José Luis Ledesma, « De prólogo a espacio de debate : el etapa del Frente Popular y la historiografía », in Manuel Ballarín et José Luis Ledesma (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 165-203 ; José Luis Ledesma, « En núcleo duro de los años treinta: la historiografía reciente sobre el periodo del Frente Popular », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2013, n° 48, p. 123-144 ; José Luis Ledesma, « Una bibliografía sobre la primavera del Frente Popular en España », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2013, n° 48, p. 145-154 ; José Luis Ledesma, « La “primavera trágica” de 1936 y la pendiente hacia la guerra civil », *op. cit.*

⁵ Nous désignons par « période du Frente Popular » la période qui s'étend de février à juillet 1936, durant laquelle gouvernent les gouvernements, composés exclusivement de ministres républicains – sans participation socialiste ou communiste –, arrivés au pouvoir à la suite de la victoire électorale de la coalition de gauche.

⁶ Comme le rappelle Ramiro Trullén Floria, la contre-révolution suppose d'abord le rejet de la révolution. Révolution et contre-révolution entretiennent ainsi une relation dialectique, voire symbiotique, puisqu'elles s'influencent mutuellement selon une logique d'action et réaction. Mais elle suppose également une théorie au sujet de la révolution qu'elle entend dépasser. En cela, elle diffère de la réaction puisqu'elle ne cherche pas à rétablir le régime antérieur. Ramiro Trullén Floria, *España trastornada. La identidad y el discurso contrarrevolucionario durante la Segunda República y la Guerra Civil*, Madrid, Akal, 2016, p. 37-38.

⁷ Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *El Argonauta Español*, 2016, n° 13. Consulté en ligne le 2 mars 2021. URL : <https://journals.openedition.org/argonauta/2412>. Sur l'usage du concept d'« encadrement culturel » en histoire, voir également Rafael Cruz, « Conflictividad social y acción colectiva. Una lectura cultural », in Miguel Angel Ruiz Carnicer et Carmen Frías Corredor (dir.), *Nuevas tendencias historiográficas e historia local en España : actas del II Congreso de Historia Local de Aragón (Huesca, 7 al 9 de julio de 1999)*, Saragosse, Instituto de Estudios Altoaragoneses / Universidad de Zaragoza, 2001, p. 180-181.

⁸ Doug McAdam, John D. McCarthy, et Mayer N. Zald, « Introduction : Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing Processes. Toward a Synthetic Comparative Perspective on Social Movements », in Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 6. Cité par Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *op. cit.*

derniers ont des événements du printemps 1936 et, *in fine*, sur le processus de décision. En effet, les agents français et britanniques en Espagne reproduisent dans leur correspondance certains motifs de ces discours catastrophistes et contre-révolutionnaires, dont les éléments peuvent côtoyer des représentations sociales héritées comme la peur des « classes dangereuses⁹ ». Ainsi, ces discours reconfigurent leurs « identités mentales » et influencent leur représentation du monde, mais aussi leurs stratégies face aux événements¹⁰. De fait, Pierre Laborie a souligné que « la vérité mêle étroitement deux ordres de réalités : d'un côté la matérialité des faits, établie, dégagée, analysée et mise en relation par une démarche d'intelligence, de l'autre la perception que les acteurs sociaux se font des faits au moment où ils le vivent, les subissent, les observent ou les reconstituent. Ces représentations deviennent indissociables des faits et, à leur tour, créatrices de réalité¹¹ ». Or, « ces phénomènes de transfiguration exercent une influence déterminante dans le processus de décision », car « l'événement-imaginaire » fonctionne souvent « comme un fait », et « devient alors la "vraie réalité" et agit comme telle sur les comportements¹² ». L'historiographie a déjà très largement abordé le prisme par lequel les diplomates du Foreign Office ont observé les événements espagnols du printemps 1936, comparant très tôt la trajectoire du Frente Popular à celle d'Alexandre Kerenski durant la Révolution russe¹³. En revanche, en dehors des pages

⁹ Le concept de « classes dangereuses » apparaît notamment dans un ouvrage d'Honoré-Antoine Frégier publié en 1840. Popularisé par l'historien Louis Chevalier dans son livre sur les « classes laborieuses et classes dangereuses », il reflète les peurs des classes aisées face à l'expansion urbaine et face à la formation de la classe ouvrière. Hérité d'une pensée eugéniste, ce concept naturalise les comportements déviants et criminels des classes populaires. Privilégiant une « histoire biologique », Louis Chevalier les lie en effet à l'environnement et à la misère dans lesquels celles-ci évoluent. Si son livre connaît un grand retentissement lors de sa parution en 1958, ses thèses sont désormais discutées, l'auteur projetant notamment ses peurs contemporaines sur les classes populaires du Paris de la première moitié du XIX^e siècle. Honoré-Antoine Frégier, *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes, et des moyens de les rendre meilleures*, Londres, H. Baillière, 1840 ; Louis Chevalier, *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1958. Pour une révision critique de l'ouvrage de Louis Chevalier, voir notamment : Barrie M. Ratcliffe, « Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle ? : The Chevalier Thesis Reexamined », *French Historical Studies*, 1991, vol. 17, n° 2, p. 542-574.

¹⁰ Ramiro Trullén définit l'identité mentale comme l'ensemble des choses avec lesquelles nous nous identifions : « histoires personnelles et collectives, symboles, personnes, idéologies, professions, intérêts ». Or, toutes ces identités « ne possèdent pas la même force dans chaque personne » et « l'effort pour les assembler en un tout cohérent est toujours un exercice en développement », qui passe souvent par une forme de hiérarchisation. Plusieurs éléments interviennent dans la formation de ce tout cohérent : le langage, l'expérience, la projection dans le futur, les émotions, la socialisation, etc. Or, cette identité mentale constitue un filtre symbolique à travers lequel nous percevons la réalité et autour duquel nous élaborons des stratégies. En cela, elle se « déploie constamment de manière active » et transforme le monde. Ramiro Trullén Floria, *España trastornada. La identidad y el discurso contrarrevolucionario durante la Segunda República y la Guerra Civil*, op. cit., p. 15-36.

¹¹ Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, 1990, p. 47.

¹² *Ibid.*, p. 47-48.

¹³ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985 ; Douglas Little, « Red Scare, 1936: Anti-Bolshevism and the Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War », *Journal of Contemporary History*, 1988, XXIII, p. 291-311 ; Enrique Moradiellos, *Neutralidad benévola: El Gobierno británico y la insurrección militar*

qu'Yves Denéchère lui consacre, la période a été relativement peu traitée en ce qui concerne la représentation française en Espagne¹⁴. C'est pourquoi nous insisterons davantage sur le cas des consuls et des diplomates français dans ce chapitre.

I. Les élections de février 1936 : le réveil d'une peur sociale

La coalition qui, depuis octobre 1934, rassemble au sein du gouvernement la formation de droite catholique Confederación Española de Derechas Autónomas (CEDA) et la droite républicaine, menée par le Partido Radical d'Alejandro Lerroux avec une participation des libéraux et de la Lliga catalane, commence à se fracturer en 1935. Ainsi, dès le 3 avril, la démission des ministres de la CEDA, en protestation contre la commutation de la peine des révolutionnaires asturiens de 1934 condamnés à mort, provoque la chute du gouvernement Lerroux. Si la CEDA réintègre dès le 6 mai un nouveau cabinet dans lequel son leader, José María Gil Robles, obtient le portefeuille de la guerre, la politique de révision constitutionnelle qu'elle prétend mener à partir de l'été 1935 contribue à tendre ses relations avec la droite républicaine. En parallèle, les scandales de corruption – alimentés par le président de la République espagnole Niceto Alcalá-Zamora – qui éclatent à partir du mois de septembre et qui impliquent plusieurs leaders radicaux, dont des proches d'Alejandro Lerroux, contribuent à affaiblir le Partido Radical. Les gouvernements présidés par le libéral Joaquín Chapaprieta durant l'automne n'empêchent pas l'effondrement de la coalition. Face à l'opposition de la CEDA aux réformes économiques qu'il souhaite entreprendre, Chapaprieta est finalement contraint de démissionner le 9 décembre 1935. Gil Robles espère alors former le nouveau cabinet, mais le président Alcalá-Zamora, hostile au projet du leader de la CEDA de réviser la constitution de 1931 pour la vider de son contenu initial, s'y oppose. Il impose le 14 décembre

española de 1936, Oviedo, Pentalfa, 1990 ; Enrique Moradiellos, « The Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Anglo-Spanish Relations in Early 1936 », *European History Quarterly*, 1991, XXI, p. 339-364 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000, p. 169-175 ; Ángel Viñas, « Inglaterra y el Frente Popular », in Manuel Ballarín et José Luis Ledesma Vera (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 21-34 ; Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, Barcelone, Crítica, 2011, p. 189-310. Pour une approche plus critique, voir : Scott Ramsay, « Ideological Foundations of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Foreign Office Perceptions of Political Polarisation in Spain, 1931-1936 », *Diplomacy & Statecraft*, 2020, vol. 1, n° 31, p. 44-64 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, Eastbourne, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2022.

¹⁴ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 58-62 et 290-300 ; Yves Denéchère, *Jean Herbet (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003, p. 246-253.

la constitution d'un nouveau cabinet présidé par l'un de ses proches, le libéral Manuel Portela Valladares. Ce dernier est chargé d'un seul objectif : convoquer des élections générales, qu'il doit remporter en formant un nouveau parti centriste. Portela présente ainsi à son gouvernement un décret de dissolution des Cortes le 30 décembre 1935. La campagne pour les élections d'un nouveau Parlement, convoquées pour le 16 février 1936, s'ouvre alors¹⁵.

A. La construction d'une menace révolutionnaire : la campagne des droites espagnoles

1. Les élections de février 1936 : entre union des gauches et désunions des droites

L'ancien président du Conseil Manuel Azaña a entrepris depuis plusieurs mois une stratégie d'unification de la gauche dans le but de reconstruire la majorité républicaine et socialiste qui avait marqué le Premier Bienio (1931-1933) de la République espagnole. Dès avril 1934, il crée le parti Izquierda Republicana (IR) « avec les restes épars du républicanisme progressistes¹⁶ ». Puis, il entreprend la constitution d'un front républicain avec la centriste Unión Republicana (UR) de Diego Martínez Barrio – issue notamment d'une scission du Partido Radical qui refusait la politique de rapprochement avec la CEDA – et le Partido Nacional Republicano de Felipe Sánchez Román. Ce dernier, refusant l'élargissement de l'alliance aux autres forces de gauche, quitte finalement le projet¹⁷. L'ancien président du Conseil entreprend en effet, entre mai et octobre 1935, une tournée dans toute l'Espagne pour convaincre les Espagnols, et en particulier les travailleurs, de l'urgence de reconstruire une unité électorale à gauche¹⁸.

Manuel Azaña peut compter sur l'aide du socialiste Indalecio Prieto qui partage son projet d'union de la gauche. Marqué par la répression de l'insurrection asturienne – qui le

¹⁵ Julián Casanova, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica-Marcial Pons, 2007, p. 145-151 ; Paul Preston, *La Guerra Civil española*, Barcelone, Debate, 2008, p. 92-94 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 63-71 ; Josep Fontana, « El Frente Popular », in Ángel Viñas (dir.), *En el combate por la historia. La República, la guerra civil, el franquismo*, Barcelone, Pasado&Presente, 2012, p. 87-89 ; Eduardo González Calleja, « La Seconde République », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 25-26 ; Pilar Mera Costa, *Monárquico, republicano, liberal. Biografía política de Manuel Portela Valladares*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, Madrid, 2016, p. 239-263.

¹⁶ Eduardo González Calleja, « La Seconde République », *op. cit.*, p. 26.

¹⁷ Josep Fontana, « El Frente Popular », *op. cit.*, p. 92 ; Eduardo González Calleja, « La Seconde République », *op. cit.*, p. 25.

¹⁸ Helen Graham, *The Spanish Republic at War, 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 63 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 72-77.

contraint à l'exil en France –, Prieto est persuadé de « la folie et du caractère irréalisable de la révolution comme moyen de parvenir à un changement social et économique en Espagne¹⁹ ». Mais il faut en convaincre l'aile gauche du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) et son principal dirigeant, Francisco Largo Caballero, par ailleurs leader du syndicat socialiste Unión General de Trabajadores (UGT). En effet, la gauche du PSOE et son organisation de jeunesse, la Federación de Juventudes Socialistas (FJS), sont hostiles à une alliance avec les républicains et plaident pour des alliances ouvrières, notamment avec le Partido Comunista de España (PCE)²⁰. Mais ce dernier s'est engagé, depuis la célébration du VII^e Congrès de l'Internationale communiste en août 1935, dans la création d'un « frente popular antifascista » qui inclurait la gauche républicaine²¹. En outre, l'aile gauche du PSOE est poussée par sa base qui espère obtenir l'amnistie des prisonniers de l'insurrection de 1934. Elle est donc contrainte d'accepter l'alliance avec les organisations républicaines, formellement approuvée par la direction du parti le 16 novembre 1935. Néanmoins, elle obtient en échange que les socialistes ne participent pas au gouvernement en cas de victoire, mais aussi que l'UGT et le PCE soient inclus dans le pacte électoral²². La démission de Largo Caballero de la présidence du parti et de trois de ses lieutenants – Pascual Tomás, Wenceslao Carrillo et Enrique de Francisco – de la Commission exécutive du PSOE en décembre 1935 donne enfin l'impression que le leader socialiste perd le contrôle de l'organisation politique au profit de l'aile réformatrice menée d'Indalecio Prieto²³. Si cela facilite la conclusion de l'alliance avec la gauche républicaine, cela marque « une séparation durable entre le “caballerismo” dominant l'UGT et le “prietismo” qui [contrôle] le PSOE²⁴ ». Quoiqu'il en soit, un accord-cadre est signé le 15 janvier 1936 et donne naissance au Bloque Popular (qui devient Frente Popular en avril 1936). Il unit les républicains d'Izquierda Republicana et d'Unión Republicana, les socialistes du PSOE et de l'UGT, le PCE, ainsi que les communistes dissidents du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) et le Partido Sindicalista. Le programme électoral

¹⁹ Helen Graham, *Socialism and War. The Spanish Socialist Party in power and crisis, 1936-1939*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 1991, p. 20.

²⁰ *Ibid.*, p. 18-21 ; Fernando del Rey, « La República de los socialistas », in Fernando del Rey (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos, 2011, p. 221.

²¹ Hugo García, « De los soviets a las Cortes. Los comunistas ante la República », in Fernando del Rey (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos, 2011, p. 144-146 ; Fernando Hernández Sánchez, « Arrancar la victoria de las fauces de la derrota. El Partido Comunista de España y el Frente Popular, de octubre de 1934 a julio de 1936 », *Nuestra Historia, revista de Historia de la FIM*, 2016, n° 1, p. 67-70 ; Fernando Hernández Sánchez, « El Partido Comunista de España en la Segunda República », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2017, n° 51, p. 91-93.

²² Helen Graham, *Socialism and War. The Spanish Socialist Party in power and crisis, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 21 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 150.

²³ Francisco Largo Caballero avait été mis en minorité lors d'une réunion du Conseil National du PSOE. Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 82-83.

²⁴ Eduardo González Calleja, « La Seconde République », *op. cit.*, p. 26.

prévoit la nationalisation des banques, l'amnistie des prisonniers politiques et la réintégration des ouvriers licenciés à l'issue de la révolution d'octobre 1934, la restauration de la législation sociale et l'accélération des réformes agraires. Il s'agit « d'un programme minimal qui fut un point de rencontre historique entre les classes laborieuses et les classes moyennes, dans la défense du projet démocratique républicain²⁵ ». Comme en France, la formation de cette coalition de gauche s'explique également par l'émergence d'un vaste mouvement antifasciste, en réaction aux événements nationaux et internationaux des années précédentes : arrivée au pouvoir d'Hitler, répression des communistes et des socialistes par Engelbert Dollfuss en Autriche en 1933-1934, manifestation antiparlementaire du 6 février 1934 à Paris, répression de l'insurrection des Asturies en octobre 1934, invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste²⁶.

En face, les droites espagnoles avancent en ordre dispersé. Un temps tenté par l'idée d'un coup d'État militaire face à la formation du gouvernement Portela, le leader de la CEDA, Gil Robles, se lance dans la campagne électorale²⁷. Si la formation catholique propose la constitution d'un Frente Nacional Antirrevolucionario, elle échoue cependant à créer une grande coalition dotée d'un programme commun, et elle doit se résigner à signer des pactes électoraux locaux, province par province. En effet, l'extrême droite monarchiste et les radicaux refusent de faire partie d'une même alliance électorale. Tandis que la première rejette en bloc la République et la démocratie, les seconds, bien qu'ouverts à la possibilité d'une révision constitutionnelle, y restent attachés. En outre, le rapprochement que le leader monarchiste José Calvo Sotelo tente d'effectuer auprès de la CEDA, en proposant un programme maximaliste et antidémocratique, contribue à éloigner une partie de la droite républicaine de la formation catholique. Calvo Sotelo proclame en effet publiquement que les négociations menées avec la CEDA prévoient la destitution du président Alcalá-Zamora et la

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2018, p. 41-81 ; José Luis Ledesma Vera, « La historiografía y los frentes populares en Francia y España: una mirada comparada », *Historia y Política*, 2019, n° 41, p. 33-61.

²⁷ Selon Boaventura Ibáñez, le rédacteur en chef du *Diario de Noticias* de Lisbonne, Gil Robles lui aurait confié en 1937 avoir rencontré les généraux Francisco Franco, Joaquín Fanjul et Manuel Goded pour les inciter à se soulever. La question du coup d'État est en effet évoquée par ces mêmes généraux lors d'une réunion le 11 décembre 1935. Le projet n'est finalement pas mené à son terme en raison des divisions du groupe dominant dans l'armée entre une tendance monarchiste putschiste et un secteur républicain conservateur qui demeure fidèle au président Niceto Alcalá-Zamora. Voir Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza Editorial, 2011, p. 298-300 ; Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, Barcelone, Taurus, 2021, p. 86. Manuel Álvarez Tardío soutient quant à lui que si Gil Robles refuse de prendre la direction du coup d'État envisagé, il se montre ambigu et sympathise avec des militaires prêts à franchir le pas d'une "solution militaire" : Manuel Álvarez Tardío, « La CEDA y la democracia republicana », in Fernando del Rey (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos, 2011, p. 397-398.

convocation d'une assemblée constituante²⁸. D'autre part, l'organisation de jeunesse de la CEDA, les Juventudes de Acción Popular (JAP), qui se distingue par son « radicalisme verbal » depuis plusieurs mois, fait preuve de ce que même l'historiographie conservatrice actuelle qualifie de « semi-loyauté pour le système démocratique²⁹ ». Certains de ses membres reprennent une partie du discours intransigeant des monarchistes, demandant à leur tour la déposition du président de la République, la dissolution du « parlement socialiste » et une « autre constitution³⁰ ». Ces propos contribuent assurément à éloigner une partie de la droite républicaine et modérée de la formation catholique. Pourtant, selon Manuel Álvarez Tardío, la CEDA reste officiellement dans les limites du possibilisme et ne réclame pas la destruction de la République, ce qui contribue à tendre ses relations avec les monarchistes³¹. Quoiqu'il en soit, la formation catholique privilégie les accords locaux au détriment d'un accord national avec le Bloque Nacional, afin de pouvoir négocier avec les autres courants de droite, mieux enracinés – comme les agrariens, les radicaux, la Lliga ou les indépendants – et ainsi favoriser son implantation dans tout le pays³². Quant aux radicaux, discrédités par les scandales de corruption, ils se retrouvent isolés. Le parti d'Alejandro Lerroux ne parvient à présenter que 78 candidats, contre 200 en 1933³³. Dans ce contexte, les droites ne parviennent pas à opposer au Bloque Popular un programme commun et cohérent. Comme le souligne Gabriele Ranzato, seul le discours contre-révolutionnaire parvient à les rassembler. Afin d'attirer un « large éventail d'électeurs », la formation de Gil Robles décide en effet « d'éviter autant que possible toute référence aux programmes de gouvernement, en basant plutôt sa campagne électorale sur le péril représenté par l'adversaire, sur la nécessité d'être tous unis “contre la révolution et ses complices”³⁴ ».

Comme le rappelle Rafael Cruz, un troisième groupe de candidatures se constitue entre les blocs de droite et de gauche, rassemblant les représentants des secteurs les plus modérés du républicanisme espagnol et du nationalisme basque, tels que Miguel Maura, Felipe Sánchez Román et le président du conseil, Manuel Portela Valladares³⁵. Ce dernier

²⁸ Josep Fontana, « El Frente Popular », *op. cit.*, p. 90-91 ; Pedro Carlos González Cuevas, « El sable y la flor de lis. Los monárquicos contra la República », in Fernando del Rey (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos, 2011, p. 471.

²⁹ Manuel Álvarez Tardío, « La CEDA y la democracia republicana », *op. cit.*, p. 384-393.

³⁰ Cités par Manuel Álvarez Tardío, *Ibid.*, p. 402.

³¹ Manuel Álvarez Tardío, « Un momento decisivo : la estrategia de la CEDA ante las elecciones de 1936 », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2017, n° 51, p. 53-68.

³² Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, *op. cit.*, p. 85.

³³ Josep Fontana, « El Frente Popular », *op. cit.*, p. 91.

³⁴ Toutes les citations extraites de documents rédigés en espagnol ou en anglais ont été traduites par nos soins. Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 89.

³⁵ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, *op. cit.*, p. 85-86.

tente en effet de faire émerger un « Parti du Centre » qui entend défendre la « pacification » et la « reconstruction » du pays, prenant exemple sur les forces centristes françaises et britanniques. Il fait ainsi de la « paix sociale » l'un des axes principaux de son programme. Sa candidature se construit autour de la préservation de l'ordre public, la défense de la constitution, de la démocratie, de la liberté et de la tolérance, mais aussi pour la justice sociale, à travers notamment l'amélioration des relations entre les propriétaires terriens et les paysans³⁶. Mais, selon les configurations locales, ce parti centriste se présente seul ou s'allie avec le bloc contre-révolutionnaire. Il ne s'allie à la gauche que dans une seule circonscription : celle de Lugo³⁷. Lorsque ces candidats modérés se présentent en dehors de deux grandes coalitions, il se produit des triangulaires, comme au Pays basque et en Navarre. L'existence de ce troisième groupe montre bien que la polarisation de la lutte électorale entre les gauches et les droites ne se produit pas dans toute l'Espagne. Mais une tendance à la polarisation apparaît bien, néanmoins, durant la campagne. Elle trouve son origine dans l'argumentation maniée par les deux coalitions qui cherchent alors à mobiliser les électeurs et refusent de concourir avec une possible « troisième voie³⁸ ». Ainsi, les différents entrepreneurs politiques – dirigeants, journalistes, écrivains – contribuent à définir « l'adversaire comme illégitime, intolérable à gouverner ; un adversaire politique et social avec lequel on ne pouvait pas coexister en tant que citoyen³⁹ ». Selon Rafael Cruz, cette « définition reposait sur quatre arguments communs : le bannissement de l'adversaire hors du peuple/de la nation, l'utilisation d'un concept exclusif de démocratie ; la dénonciation de la responsabilité réciproque et sinistre dans l'affrontement d'octobre 1934 et la représentation de l'adversaire, soit comme cheval de Troie de Moscou, soit comme éléments du fascisme et de la réaction⁴⁰. » Cette polarisation contribue à faire des élections de février 1936 un événement exceptionnel, convaincant les adversaires et les observateurs extérieurs que s'y joue l'avenir de la République et, plus généralement de l'Espagne, menacée par la révolution communiste ou par un coup d'État de la droite⁴¹. C'est ce dont Jean Herbette rend compte dès le 19 décembre, lorsqu'il écrit « qu'il a suffi d'orienter le Gouvernement espagnol vers le rétablissement des garanties constitutionnelles et vers l'appel aux électeurs pour voir surgir, en quelques jours, la perspective de ce que les partis de gauche appellent la libération de la

³⁶ Pilar Mera Costa, *Monárquico, republicano, liberal. Biografía política de Manuel Portela Valladares*, op. cit., p. 285-288.

³⁷ *Ibid.*, p. 279-283.

³⁸ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 85-86.

³⁹ *Ibid.*, p. 87-88.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 87-88.

⁴¹ *Ibid.*, p. 91 ; Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, Barcelone, Espasa, 2019, p. 199-205.

République et ce que les partis de droite nomment le triomphe de la révolution⁴² ». Nous nous attarderons cependant plus spécifiquement sur la rhétorique mobilisée par les droites⁴³. En effet, ces dernières s'efforcent de faire parvenir le discours contre-révolutionnaire qu'elles élaborent durant la campagne électorale auprès des diplomates étrangers.

2. Une campagne contre-révolutionnaire à la recherche d'appuis internationaux

Comme le soulignent Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, dans un livre par ailleurs controversé, la « lutte contre le marxisme et le laïcisme était le plus petit dénominateur commun entre les cédétistes [partisans de la CEDA] et les monarchistes⁴⁴ ». C'est pourquoi leur campagne électorale se fonde sur un discours essentiellement contre-révolutionnaire. Ce dernier s'enracine dans les profondes convictions anticommunistes des droites espagnoles, pour qui la révolution russe de 1917 n'est qu'« une confirmation de leurs anciennes convictions sur la nature des révolutions sociales⁴⁵ ». Ces dernières ont d'ailleurs été ravivées par l'insurrection des Asturies en 1934. En effet, Eduardo González Calleja rappelle que « la révolution d'octobre a fourni une nouvelle opportunité d'agiter l'épouvantail du danger que supposait le communisme identifié à l'«Anti-Patrie», en phase avec la campagne sur les atrocités perpétrées par les révolutionnaires lancée par la presse de droite⁴⁶ ». Si la censure instaurée par les gouvernements radicaux-cédétistes tout au long de l'année 1935 a permis un recul temporaire de cette propagande anticommuniste, elle reprend immédiatement lorsque débute la campagne électorale. Le « péril communiste » devient ainsi « l'un des thèmes dominants de la politique espagnole »⁴⁷. Rocío Navarro Comas souligne notamment que la « propagande de droite présentait une image du Frente Popular simpliste et catastrophiste, identifiée à tout moment avec le communisme, et ignorait ou faisait fi de la

⁴² CADN, Madrid, C2, microfilm 2mi1103, dép. 1836 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 décembre 1935.

⁴³ Concernant la rhétorique « intransigeante » et « excluante » développée par les gauches espagnoles, se référer à Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, *op. cit.*, p. 86-92 ; Juan Avilés Farré, *La izquierda burguesa y la tragedia de la II República*, Madrid, Comunidad de Madrid, 2006, p. 386-388 ; Fernando del Rey, « La República de los socialistas », *op. cit.*, p. 217-225 ; Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, *op. cit.*, p. 205-215.

⁴⁴ Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, *op. cit.*, p. 222.

⁴⁵ Hugo García, « Rojos. L'image du communisme dans la littérature contre-révolutionnaire espagnole, 1918-1939 », in Michel Biard, Pierre Serna, Bernard Gainot et Paul Pasteur (dir.), « Extrême » ? *Identités partisans et stigmatisations des gauches en Europe (XVIIIe-XXe siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 291-302.

⁴⁶ Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del "golpe de Estado comunista" », *op. cit.*

⁴⁷ Hugo García, « Historia de un mito político: el peligro comunista en el discurso de las derechas españolas (1918-1936) », *Historia Social*, 2005, n° 51, p. 16.

liste variée des tendances et organisations qui intégraient la coalition ». Elle ajoute que « le ressort de la propagande du Bloque Contrarrevolucionario ou Frente Antirrevolucionario [...] se base surtout sur la dichotomie ». Les termes dans lesquels se définit la campagne électorale peuvent alors se résumer de la manière suivante : « Ordre/Révolution, défenseurs de la patrie face à la coalition antinationale, catholicisme/laïcisme-athéisme, paix/chaos, etc. Et bien entendu, les éléments de simplification qui confondent le marxisme avec l’anarchisme et qui présentent le programme du Frente Popular comme une menace pour la famille, la paix sociale et la propriété⁴⁸. » Cette rhétorique favorise évidemment la polarisation de la politique espagnole et participe aussi à la construction sociale de la peur que suscite l’adversaire ainsi disqualifié. Elle offre aux droites espagnoles un puissant moyen pour mobiliser ses traditionnels soutiens, mais également les électeurs indécis⁴⁹.

Or, cette campagne de délégitimation du Frente Popular ne s’adresse pas aux seuls électeurs espagnols : les droites catholique et monarchiste en reproduisent les termes auprès de certains diplomates étrangers, qui appartiennent dans bien des cas aux mêmes cercles et milieux sociaux⁵⁰. Ainsi, Ángel Herrera y Oria, directeur du journal catholique *El Debate* et conseiller politique de Gil Robles, rencontre en décembre 1935 l’ambassadeur britannique Sir Henry Chilton pour lui confier l’opinion du leader de la CEDA sur l’issue des élections de février 1936 :

« [...] D’après le Sr. Gil Robles, l’extrême gauche va submerger le pays lors des prochaines élections. La droite ne gagnera que dans les villes et les circonscriptions rurales au nord des montagnes du Guadarrama, à l’exception de Bilbao. Madrid et Barcelone, et tout ce qui se trouve au sud de Madrid, passeront à l’extrême gauche [...]. Gil Robles pense que si l’extrême gauche remporte les élections il se produira “une révolution plus sanglante que les révolutions française et russe”. [...] En ce qui concerne l’armée, Gil Robles croit que les officiers sont présentement avec lui sans exception, la plupart d’entre eux étant toujours monarchistes. Les hommes de troupe suivront leurs officiers maintenant, mais certainement pas si les Socialistes, les Communistes et les syndicalistes obtiennent le pouvoir [...]. On me dit que l’imprévu

⁴⁸ Rocío Navarro Comas, « Radicalización política, contienda electoral y poder local », in Eduardo González Calleja et Rocío Navarro Comas (dir.), *La España del Frente Popular. Política, sociedad, conflicto y cultura en la España de 1936*, Grenade, Comares, 2012, p. 4-5.

⁴⁹ Eduardo González Calleja, « El poder del miedo. El temor y la intimidación como instrumentos de acción política », in Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (dir.), *Retóricas del miedo. Imágenes de la guerra civil española*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 20-21.

⁵⁰ Voir chapitre 1, p. 55-86 ; et chapitre 5, p. 338-342.

se produit plus fréquemment et plus soudainement en Espagne que dans n'importe quel autre pays⁵¹. »

Le publiciste catholique tient les mêmes propos devant l'ambassadeur des États-Unis, Claude G. Bowers, et devant l'ambassadeur d'Allemagne, le comte Welczeck⁵². Il se garde néanmoins de rencontrer l'ambassadeur français Jean Herbette qu'il considère comme socialiste et franc-maçon, comme il le déclare à Sir Henry Chilton⁵³. Selon le récit que Bowers en fait à son homologue français Jean Herbette quelques semaines plus tard, la démarche d'Herrera s'expliquerait « par l'intérêt qu'il portait aux grands capitaux américains investis en Espagne⁵⁴ ». Ce discours catastrophiste trouve une certaine résonance au sein du corps diplomatique. Ainsi, si le représentant allemand, qui entretient des relations étroites avec les monarchistes espagnols, se montre plus optimiste quant à la victoire des droites espagnoles, il confie cependant à Chilton craindre des désordres contre lesquels il se tient prêt :

« Le comte Welczeck était plus optimiste quant à une victoire de la droite aux élections qu'il ne l'avait été lors de ma dernière discussion sur le sujet avec lui. Mais il s'est dit convaincu que si la droite gagnait, il y aurait de sérieux problèmes pendant quelque temps de la part des communistes.

Il avait éprouvé une contrariété considérable lors des troubles de 1934 lorsque des manifestations avaient eu lieu contre l'ambassade d'Allemagne. Il recevait de quinze à vingt lettres de menaces par semaine de la part des communistes, y compris allemands. Il était maintenant préparé pour eux. Il avait 20 fusils à l'ambassade avec beaucoup de munitions, un grand stock de grenades à main et quelques revolvers et armes de sport, tandis que des projecteurs étaient fixés à divers endroits sur la résidence de l'ambassade. Vingt anciens soldats allemands avaient été engagés pour se rendre à l'ambassade au premier moment du danger. Si l'ambassade était attaquée, il était prêt à donner à ses agresseurs un moment difficile. On ne pouvait pas compter sur la police pour s'occuper de la foule ; ils s'enfuyaient invariablement au premier signe de danger. Son Excellence a déclaré qu'il ne prévoyait pas que cette ambassade ou

⁵¹ Extraits cités et traduits par Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, op. cit., p. 170-171. Selon Enrique Moradiellos, qui cite également le rapport de Chilton, l'envoyé de Gil Robles aurait averti l'ambassadeur que le triomphe des gauches signifierait la dissolution de la Garde civile et la nationalisation des banques : Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 30-31.

⁵² Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, Paris, Flammarion, 1956, p. 167-169. Ángel Viñas relève à juste titre que l'envoyé de Gil Robles se garde bien de rendre visite à l'ambassadeur français Jean Herbette, soupçonné de connivence avec les socialistes. Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, op. cit., p. 245.

⁵³ Emilio Grandío Seoane, « Rumores a gritos: ruido de sables contra el Frente Popular (febrero-mayo 1936) », *Hispania Nova: Revista de historia contemporánea*, 2013, n° 11 ; Emilio Grandío Seoane, *Hora Zero. La inteligencia británica en España durante la Segunda Guerra Mundial*, Madrid, Cátedra, 2021, p. 18.

⁵⁴ CADN, Madrid, C2, microfilm 2mi1104, dép. 365 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 mars 1936.

toute autre ambassade soit attaquée. La manifestation, si elle se produisait, serait dirigée contre le régime existant en Allemagne.

L'ambassadeur des États-Unis a également reçu des lettres d'un individu indiquant que les représentants des pays capitalistes, des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie seraient assassinés⁵⁵. »

En outre, les droites commencent à alerter les représentants étrangers sur les conditions dans lesquelles la campagne électorale et le scrutin se déroulent, laissant présager un coup de force de la part des organisations de gauche et entrevoir une altération de l'ordre public. L'ancien monarque espagnol, Alphonse XIII, alors en exil à Rome, présente en effet un récit particulièrement catastrophiste de la situation face à l'ambassadeur britannique dans la capitale italienne, Eric Drummond :

« Le roi Alphonse [...] m'a dit qu'il avait des informations très sombres en provenance d'Espagne. Il m'a dit qu'il était convaincu qu'il y aurait une deuxième révolution là-bas. Il pensait que si les élections se tenaient équitablement, les partis de droite auraient la majorité ; mais la gauche, et en particulier les communistes, s'en rendant compte ferait soit une action violente avant les élections, soit intimiderait les électeurs à un tel point que le gouvernement devrait déclarer les élections invalides. Il y aurait probablement de toute façon un soulèvement communiste et un coup d'État.

Je l'ai interrogé sur la force des communistes, et Sa Majesté a répondu qu'ils étaient quelque 300 000 désespérés, bien organisés et bien armés, et qu'ils avaient de larges fonds à leur disposition⁵⁶. »

Alejandro Lerroux, à la tête du Partido Radical, avait tenu quelques semaines plus tôt un discours similaire, bien qu'un peu moins alarmiste, devant l'ambassadeur français Jean Herbette. Il lui avait ainsi confié que « si les masses populaires et surtout les jeunes populaires s'y mettent, les bourgeois n'oseront pas aller au scrutin le jour des élections. Les femmes, en particulier, auront peur de descendre dans la rue. "Alors les révolutionnaires voteront seuls, et ce sera un désastre pour les droites"⁵⁷ ».

⁵⁵ The National Archives, public Record Office, Foreign Office, General Correspondence, Western Department, Spain, volume 20520 (désormais : TNA, PRO, FO 371/20520), W920/62/41, dép. 58 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 27 janvier 1936.

⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20520, W1235/62/41, lettre de Sir Eric Drummond à Horace J. Seymour, Principal Private Secretary du Foreign Secretary Anthony Eden et chef du League of Nations and Western Department, 7 février 1936.

⁵⁷ CADN, Madrid, C2, microfilm 2mi1103, dép. 1847 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 décembre 1935.

Qu'attendent Alejandro Lerroux, Alphonse XIII et Ángel Herrera de la part des représentants étrangers qu'ils rencontrent et auxquels ils confient leurs inquiétudes ? Concernant la visite d'Ángel Herrera, l'ambassadeur des États-Unis, Claude G. Bowers, nous livre une première hypothèse. Le publiciste catholique aurait ainsi justifié sa visite à Sir Henry Chilton : « L'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis ont d'importants intérêts en Espagne. Je pensais donc que les ambassadeurs de ces pays estimeraient peut-être utile de mettre le Président en garde contre la formation d'un parti du centre⁵⁸. » La CEDA, par l'intermédiaire d'Herrera, aurait donc cherché à dissuader Niceto Alcalá-Zamora et Manuel Portela Valladares de présenter des candidatures centristes qui concurrenceraient les droites, en suggérant à des puissances étrangères de s'immiscer dans la politique intérieure espagnole. Cette démarche provoque d'ailleurs les railleries de l'ambassadeur français Jean Herbette, à qui Bowers en rend compte : « Mais enfin, pour un parti qui se targuait de super-patriotisme, l'idée de s'adresser à des Ambassadeurs étrangers doit être bien difficile à concilier avec ses devoirs envers l'Espagne⁵⁹. »

Enrique Moradiellos et Ángel Viñas, en se basant sur le sens que les fonctionnaires du Foreign Office donnent aux démarches d'Alphonse XIII et d'Ángel Herrera, suggèrent quant à eux une autre piste. Ces démarches auraient eu pour objectif d'explorer la possibilité d'un coup d'État, d'en informer certaines puissances étrangères pour s'assurer de sa réception internationale et de faciliter ainsi la reconnaissance immédiate du régime qui en serait issu⁶⁰. Ainsi, Ángel Herrera indique certes à Sir Henry Chilton que José María Gil Robles renoncera à franchir le pas vers un coup d'État, mais il ne cache pas qu'une bonne partie de la milice de la CEDA y est favorable tout en rappelant le soutien dont Gil Robles dispose auprès des militaires – prêts à le suivre à « 95% »⁶¹. En effet, une partie de l'état-major espagnol, et en particulier les membres de l'association militaire clandestine Unión Militar Española (UME)⁶², conspire activement depuis décembre 1935. Comme nous l'avons déjà évoqué, les

⁵⁸ Cité par Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, *op. cit.*, p. 169.

⁵⁹ CADN, Madrid, C2, microfilm 2mi1104, dép. 365 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 mars 1936.

⁶⁰ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 30-31 ; Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, *op. cit.*, p. 245-243.

⁶¹ Emilio Grandío Seoane, « Rumores a gritos: ruido de sables contra el Frente Popular (febrero-mayo 1936) », *op. cit.*

⁶² L'UME a notamment été fondée dès 1934 par des monarchistes alphonsins, y compris civils, comme José Calvo Sotelo. Carlos Piriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2019, p. 74-84 ; Ángel Viñas, *¿Quién quiso la guerra civil? Historia de una conspiración*, Barcelone, Crítica, 2019, p. 110-117 ; Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, Barcelone, Crítica, 2021, p. 85-93 ; Carlos Piriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, 2022, p. 17-25.

généraux Francisco Franco, Manuel Goded et Joaquín Fanjul, réunis le 11 décembre 1935, considèrent la possibilité de renverser le cabinet de Portela⁶³. En outre, en janvier 1936, la Junte suprême de l'UME se réunit dans la maison du général Barrera et décide d'entreprendre un soulèvement en cas de victoire de la gauche⁶⁴. À cette occasion, elle décide également de faire circuler dans les garnisons le texte d'un accord attribué au Frente Popular qui prévoit la dissolution de l'armée et des corps de sécurité⁶⁵. Ce document est accompagné de la déclaration suivante :

« L'Unión Militar Española répond clairement à ces projets révolutionnaires : elle ne facilitera pas ce qui est prévu, ni avec une apparence plus légale ni légalement. Les bases du Front populaire peuvent être imposées à l'Espagne dans la rue. Des coups de feu ! Plutôt que de consentir au triomphe du communisme, l'armée espagnole écrasera pour toujours la révolution⁶⁶. »

Des préparatifs ont en effet lieu tout au long de la campagne électorale pour organiser un coup d'État en cas de victoire des gauches. Le général Franco confie ainsi au commandant Antonio Barroso, attaché militaire de l'ambassade espagnole à Paris, que l'armée doit se tenir prête à intervenir en cas de victoire du Frente Popular, qu'il considère comme une création du Komintern servant de cheval de Troie pour introduire le communisme en Espagne⁶⁷. Il ordonne ainsi au général Emilio Mola, à la veille des élections, de préparer les troupes du Maroc pour un éventuel « saut » dans la Péninsule, tandis que le général Fanjul donne l'instruction de rassembler les troupes de Madrid dans leurs casernes le jour des élections afin de les tenir prêtes pour un possible soulèvement militaire. Des instructions similaires sont données à Barcelone par le général Goded⁶⁸. Or, Gil Robles a précisément offert son aide aux généraux réunis le 11 décembre, tandis que les monarchistes alphonsins conspirent avec l'UME depuis 1934 et en rendent compte à l'ancien monarque espagnol⁶⁹. De fait, Alphonse XIII rencontre le général Barrera à Monte-Carlo quelques semaines plus tard, au

⁶³ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, Barcelone, Debolsillo, 2017 [1993], p. 143-144.

⁶⁴ Francisco Alía Miranda, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, Barcelone, Crítica, 2011, p. 74.

⁶⁵ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936, op. cit.*, p. 300-301.

⁶⁶ Cité par Eduardo González Calleja, *Ibid.*, p. 301.

⁶⁷ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España, op. cit.*, p. 146.

⁶⁸ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936, op. cit.*, p. 300-301.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 184-188 et 298-300.

début du mois d'avril⁷⁰. Quant à Alejandro Lerroux, les liens sont plus ténus. Néanmoins, selon Fernando Puell de Villa, il a rejoint en 1932 un cercle conspirateur civil et militaire dont faisait également partie le général Goded et dont le but était de renverser Manuel Azaña, alors président du Conseil⁷¹. Ces éléments pourraient, par conséquent, renforcer l'hypothèse émise par Ángel Viñas et Enrique Moradiellos. Mais la manœuvre n'a pas totalement l'effet escompté. En effet, les agents britanniques et français en poste dans la Péninsule ibérique présentent un panorama plus contrasté de la situation politique espagnole.

B. Les diplomates et les consuls face à une campagne électorale polarisée

1. Les violences électorales

La campagne est émaillée d'un certain nombre d'incidents violents. Elle élève « le niveau de confrontation dans la rue pour une diversité de conflits [qui ne sont] pas toujours liés à la politique publique et aux élections⁷² ». Le « ton combatif et belliqueux, de bataille et de conquête » adopté par les adversaires politiques qui évoquent le scrutin en termes de « fronts », voire de « guerre à mort », y participe grandement⁷³. Les affrontements les plus fréquents prennent ainsi la forme d'agressions et de rixes entre groupes rivaux (socialistes, JAP, etc.) autour d'événements électoraux (meetings, collages d'affiches et d'autocollants, distribution de journaux et de tracts, etc.)⁷⁴. Une deuxième catégorie oppose des groupes politiques aux forces de sécurité⁷⁵. Ces affrontements sont cependant inégalement répartis sur le territoire espagnol, et de nombreuses régions échappent à la polarisation et à la radicalisation électorale (voir cartes 3 à 6 ci-après)⁷⁶. Ainsi, la « conflictualité électorale [est]

⁷⁰ À cette réunion participent également le général Sanjurjo - qui devait prendre la tête du soulèvement militaire en juillet 1936 - mais aussi le comte des Andes (Francisco Moreno Zuleta) et l'ancien ambassadeur de la monarchie espagnole à Paris, José María Quiñones de León. Ces deux derniers participent à la fondation des premiers services de propagande et de renseignement rebelles en France dès le début de la guerre civile. Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, op. cit., p. 65-66 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008, p. 50-51.

⁷¹ Fernando Puell de la Villa, « La trama militar de la conspiración », in Francisco Sánchez Pérez (dir.), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelone, Crítica, 2019, p. 68.

⁷² Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 96.

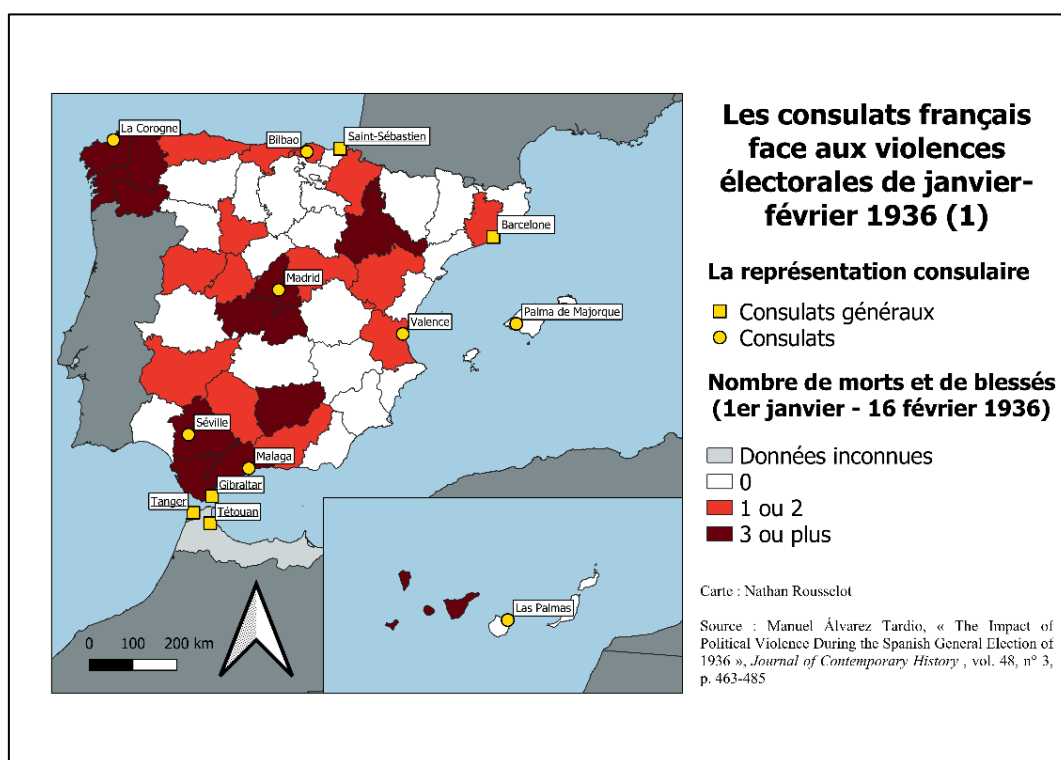
⁷³ Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2015, p. 250.

⁷⁴ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 97 ; Manuel Álvarez Tardío, « The Impact of Political Violence During the Spanish General Election of 1936 », *Journal of Contemporary History*, 2013, 48(3), p. 471.

⁷⁵ Manuel Álvarez Tardío, « The Impact of Political Violence During the Spanish General Election of 1936 », op. cit., p. 471.

⁷⁶ Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, op. cit., p. 262-264.

basse dans les régions à majorité conservatrice » (Aragon, Baléares, Vieille Castille, León, Navarre, Álava, Cuenca, Guadalajara et Orense), mais aussi « dans les provinces où la présence de la gauche [est] clairement minoritaire » (Canaries, Almería, Castellón, Gérone, Lérida, Pontevedra et Tarragone). À l'inverse, la violence est « plus intense dans les provinces où la concurrence politique [est] plus forte, comme à Cadix, Cordoue, Grenade, Malaga, Séville, Ciudad Real, Madrid, Toledo, Alicante, Valence, La Corogne, Badajoz, Barcelone, Oviedo et la Biscaye⁷⁷ ». Selon Eduardo González Calleja, ces dernières régions rassemblent les trois quarts de la violence électorale en 1936⁷⁸.

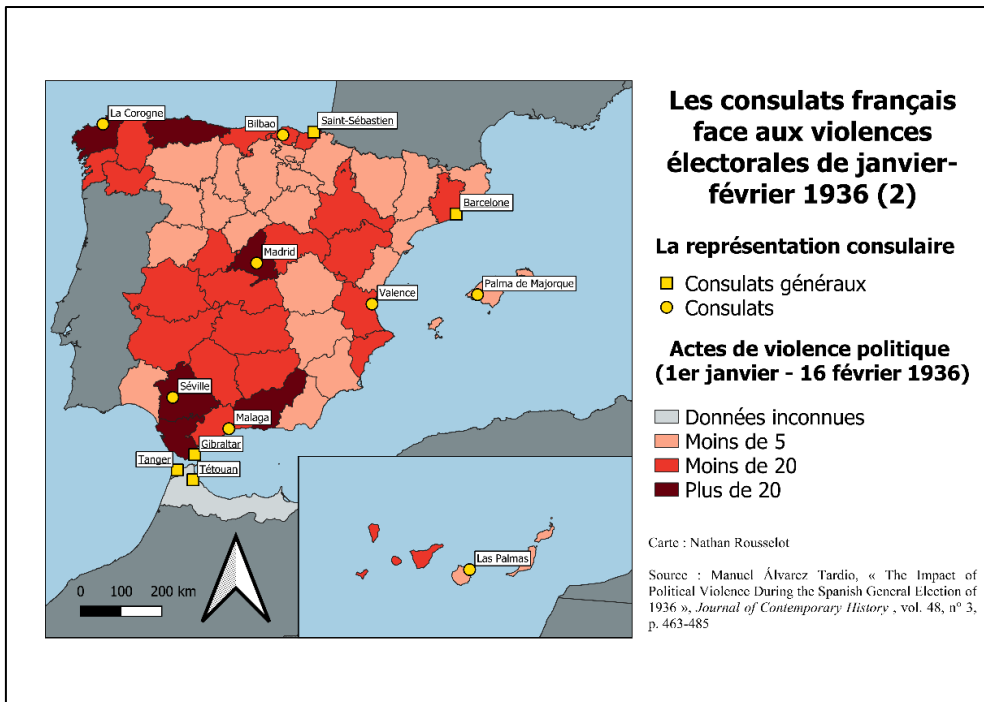


Carte 3 : Les consulats français face aux violences électorales de janvier-février 1936 (1)⁷⁹.

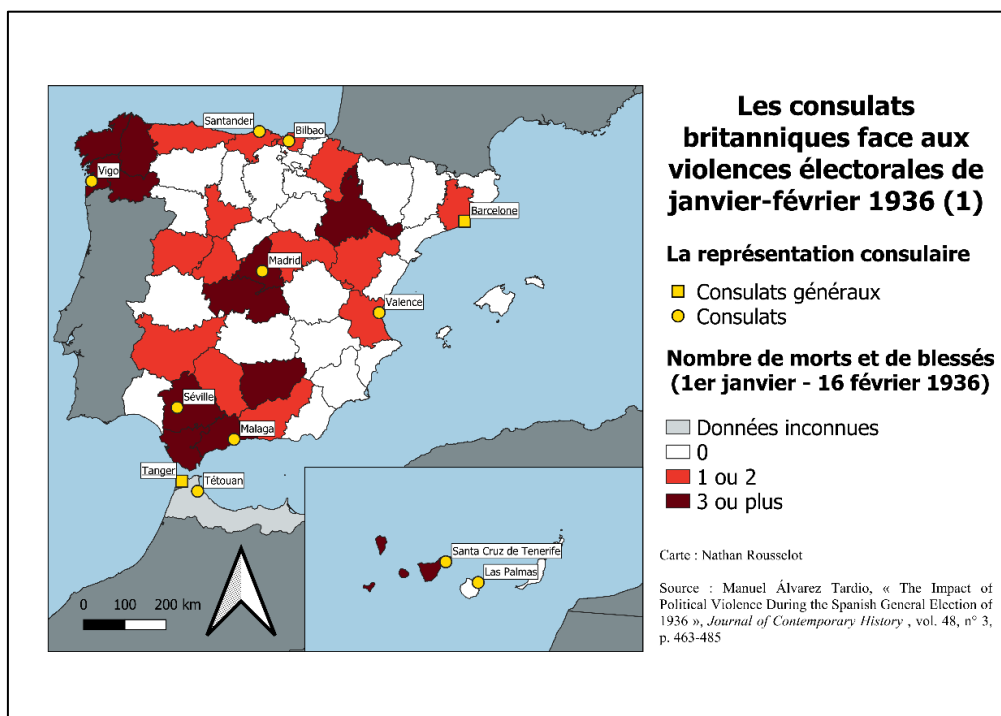
⁷⁷ Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 251.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 251.

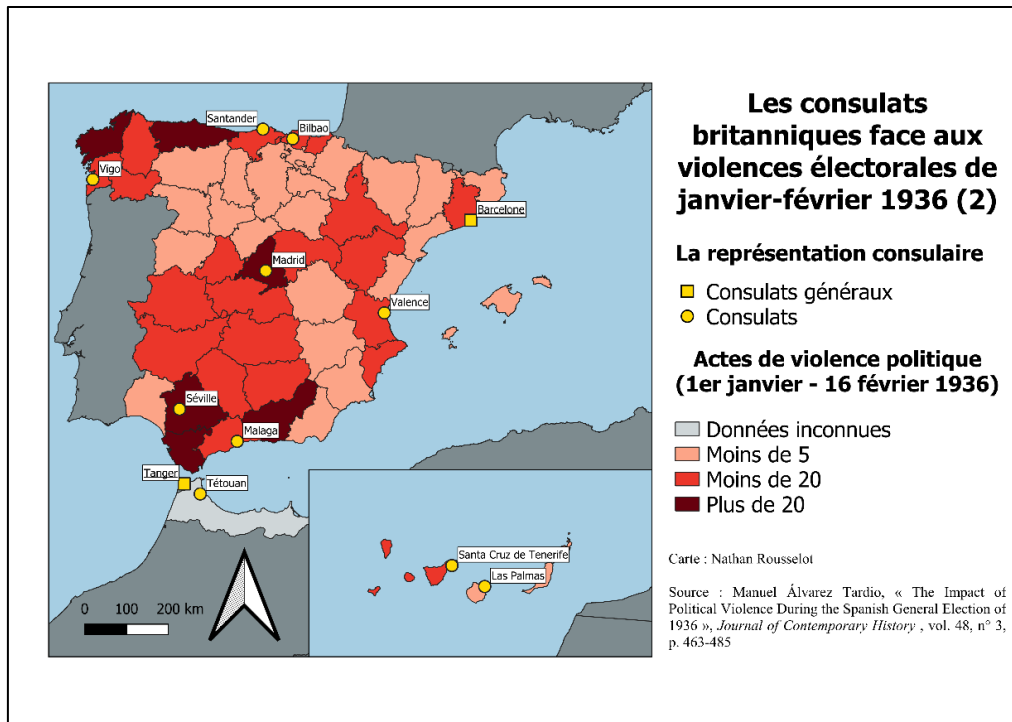
⁷⁹ Ces cartes ont été réalisées à partir des données récoltées par Manuel Álvarez Tardío. Ce dernier amalgame dans ses travaux des violences de nature très diverses qui tendent à brosser un portrait particulièrement pessimiste de la situation. Néanmoins, les diplomates et les consuls ayant tendance à procéder aux mêmes amalgames, ses estimations s'approchent davantage de leurs impressions biaisées. Manuel Álvarez Tardío, « The Impact of Political Violence During the Spanish General Election of 1936 », *op. cit.*



Carte 4 : Les consulats français face aux violences électorales de janvier-février 1936 (2).



Carte 5 : Les consulats britanniques face aux violences électorales de janvier-février 1936 (1).



Carte 6 : Les consulats britanniques face aux violences électorales de janvier-février 1936 (2).

Ces violences engendrent un certain nombre de victimes, qui a fait l'objet d'estimations variées. Pour la période du 1^{er} janvier au 16 février 1936, Rafael Cruz l'évalue à 25 morts et Eduardo González Calleja à 22⁸⁰. Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García ont quant à eux avancé le nombre de 41 morts et 80 blessés graves⁸¹, mais leur estimation a fait l'objet d'une recension très critique de la part d'Eduardo González Calleja et de Francisco Sánchez Pérez. Ces derniers leur reprochent en effet de ne pas identifier dans leur décompte les assassinats qui sont directement liés à la campagne électorale, et de négliger le contexte social dans lequel se produisent certaines de ces violences. Ils leur reprochent également de distinguer de manière biaisée et sans vraiment de fondement des violences « défensives » (attribuées à la droite et aux forces de sécurité) et des violences « offensives » (attribuées à la gauche)⁸². Quoiqu'il en soit, l'Espagne est loin de sombrer dans le chaos durant la campagne électorale. Les pouvoirs publics adoptent en effet un grand nombre de décrets qui visent à

⁸⁰ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 97 ; Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 257.

⁸¹ Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, 1936. *Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, op. cit., p. 260-261.

⁸² Eduardo González Calleja et Francisco Sánchez Pérez, « Revisando el revisionismo. A propósito del libro 1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular », *Historia Contemporánea*, 2018, n° 58, p. 865-868.

réguler les excès rhétoriques de la campagne (présentation préalable aux autorités des imprimés politiques, interdiction d'évoquer la révolution d'octobre dans les actes publics, interdiction des injures et menaces à l'égard du chef de l'État, des ministres, des autorités civiles ou militaires, etc.), mais aussi à éviter autant que possible les confrontations de rue (régulation de l'usage des drapeaux, interdiction de l'exhibition des uniformes partisans, etc.)⁸³. Ce sont d'ailleurs ces efforts déployés par les pouvoirs publics qui poussent Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García à reconnaître que la violence ne fut pas suffisamment étendue pour empêcher la compétition électorale⁸⁴.

Il est en outre nécessaire de replacer ces violences dans le contexte plus large, et de les comparer avec processus électoraux qui se déroulent en Europe durant l'entre-deux-guerres. Bien que les violences électorales connaissent un recul dans les démocraties occidentales comme la France et la Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale, elles ne sont pas perçues comme une subversion du système politique⁸⁵. Selon Roberto Villa García, l'Espagne suit davantage le modèle de l'Italie, de l'Allemagne et du Portugal qui ont également vu les violences électorales augmenter durant l'entre-deux-guerres. Toutefois, ces dernières n'atteignent pas en Espagne des niveaux comparables en extension et en intensité aux violences qui ont lieu lors des dernières élections allemandes et italiennes, avant la faillite de la démocratie⁸⁶. Du reste, le niveau de violence du scrutin de février 1936 offre une certaine continuité avec celui constaté lors des élections de 1933, remportées par la droite⁸⁷. Enfin, si des contraintes ont pu s'exercer le jour du scrutin, elles demeurent relativement limitées et sont loin d'être le seul fait de la gauche. Comme le rappelle Eduardo González Calleja, les droites et les autorités gouvernementales disposent du pouvoir local depuis la déposition des municipalités de gauche en 1934 et, de concert avec la Garde civile, elles renouent dans certaines localités avec les pratiques « caciquiles » comme l'intimidation des électeurs et le harcèlement des leaders de la gauche locale⁸⁸. C'est pourquoi les diplomates et les consuls

⁸³ Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 250-251.

⁸⁴ Manuel Álvarez Tardío, « The Impact of Political Violence During the Spanish General Election of 1936 », op. cit., p. 484 ; Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, op. cit., p. 272.

⁸⁵ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 97.

⁸⁶ Roberto Villa García, « Violencia en democracia: las elecciones republicanas en perspectiva comparada », *Historia y Política*, 2013, n° 29, p. 263-264.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 260 ; Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 248.

⁸⁸ Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 252-255.

présents en Espagne semblent adopter une posture relativement prudente face aux discours catastrophistes déployés par les droites espagnoles.

2. *Des élections sans incident grave ?*

Cette prudence des agents français et britanniques s'explique tout d'abord par le contraste qu'ils observent entre ces discours catastrophistes et le programme adopté le 15 janvier par la coalition de gauche. Ainsi, l'un des agents du Western Department au Foreign Office, Charles Stirling, note que le programme « ne glace pas autant le sang » que ce que les droites le laissaient présager⁸⁹. Quant à l'ambassadeur français Jean Herbette, il écrit :

« En premier lieu, le programme du front commun apparaît modéré. On n'y trouve en effet rien de révolutionnaire, ni dans les principes ni dans les méthodes. Bien plus : les républicains de gauche affirment expressément, sur quatre points essentiels, qu'ils repoussent les formules socialistes. En outre, la question confessionnelle n'est effleurée nulle part et l'antimilitarisme ne tient pas plus de place dans ce pacte que l'anticléricalisme. [...]

Le second jugement que l'on peut porter sur ce pacte, c'est qu'il est jusqu'à présent, dans la campagne électorale ouverte par le décret de dissolution, la première manifestation d'une politique embrassant l'ensemble des problèmes nationaux et se proposant de les résoudre par les procédures normales de la légalité. Les partis de droite ont concentré leur campagne contre ce qu'ils appellent la menace révolutionnaire. C'est un genre d'agitation qui n'est certes pas inopérant, mais qui a le défaut d'être purement négatif. Son caractère négatif redouble, si l'on peut dire, à partir du moment où l'adversaire s'abstient soigneusement de la moindre menace révolutionnaire et arbore un programme de détente morale, d'améliorations matérielles et de progrès social d'où les principales solutions socialistes sont expressément écartées⁹⁰. »

Mais surtout, les agents ne constatent pas de véritable altération de l'ordre public. Si Herbette relaie la liste, publiée par le journal catholique *El Debate*, des attentats qui auraient eu lieu entre le 31 décembre et le 21 janvier, il se montre particulièrement prudent. Il note tout d'abord que « la suppression de la censure donne maintenant une plus grande publicité à tous les crimes, lesquels prêtent à des reportages sensationnels qui intéressent le public », avant de

⁸⁹ Cité par Scott Ramsay, « Ideological Foundations of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Foreign Office Perceptions of Political Polarisation in Spain, 1931-1936 », *op. cit.*, p. 54.

⁹⁰ CADN, Madrid, C2, microfilm 2mi1103, dép. 73 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 janvier 1936.

préciser que « les attentats à caractère politique marqué ne comptent que pour un tiers dans l'ensemble »⁹¹. Il conclut alors avec nuance que :

« L'analyse des faits – tels du moins qu'ils sont rapportés – permet donc d'arriver à la conclusion que le nombre des attentats de caractère nettement politique est beaucoup moins élevé que ne le prétendent les journaux et qu'ils se produisent surtout dans la capitale.

Toutefois, la période électorale paraît bien contribuer à la fréquence des attentats en général ; elle surexcite les gens et certains éléments peuvent fort bien recourir à l'assassinat, soit pour supprimer des adversaires, soit pour terroriser la population en général.

Quels sont ces éléments ? Il faudrait, pour se prononcer, connaître en chaque cas le résultat d'une enquête impartialement faite. C'est seulement à propos des troubles universitaires qui ont commencé à Barcelone, qui ont gagné Madrid le 17 janvier et qui maintenant se sont étendus à Malaga, Oviedo et Séville, mais qui n'ont heureusement pas eu de conséquences tragiques jusqu'ici, que l'initiative est incontestablement partie de droite⁹². »

Les consuls français font généralement preuve d'une prudence similaire – sans toutefois partager l'analyse d'Herbette sur la responsabilité des droites dans les incidents rapportés. Si René Castéran, consul à Bilbao, rend compte le 10 février de l'« excitation des esprits » dans sa circonscription, qui a « donné naissance à des rumeurs plus ou moins pessimistes », il estime que « Sans doute ces rumeurs ne répondent-elles qu'à des tentatives alarmistes isolées, car jusqu'à présent, en ce qui concerne la Biscaye, l'ordre est parfait dans toute la province où les réunions ont pu se tenir sans provoquer d'incidents sérieux ». Il ajoute à propos de la province de Santander que « L'approche des élections occasionne [...] une vive effervescence », mais que « jusqu'à présent, l'ordre n'a été troublé nulle part ». Quant aux Asturies, il « ne pense pas que des troubles éclatent dans cette province sauf en cas de mouvement généralisé dans le reste de l'Espagne », bien que selon lui, « la révolution [y] demeure [...] à l'état latent »⁹³. Maurice Marcassin, à Valence, informe l'ambassadeur que « Le calme est jusqu'alors absolu dans toute la région », tandis qu'Émile Lasmartres rapporte qu'à Saint-Sébastien « La lutte électorale se poursuit jusqu'à présent sans incident »⁹⁴. Le consul à Malaga, Pierre Desmartis, enfin, écrit que dans sa circonscription « La campagne

⁹¹ *Ibid.*, dép. 97 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 janvier 1936.

⁹² *Ibid.*

⁹³ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 11 de René Castéran à Jean Herbette, 10 février 1936.

⁹⁴ *Ibid.*, dép. 21 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 12 février 1936 ; et tél. 1 d'Émile Lasmartres à Jean Herbette, 12 février 1936.

électorale qui s'achève aura été des plus actives et mouvementées [...] », mais qu'« elle se sera poursuivie dans un ordre satisfaisant et n'aura pas été marquée d'incidents trop graves ni trop nombreux »⁹⁵. Les Britanniques font, eux aussi, preuve d'une certaine prudence. C'est ce que montre le scepticisme avec lequel les fonctionnaires du Foreign Office reçoivent les discours catastrophistes des droites espagnoles⁹⁶. Charles Stirling estime ainsi que les propos d'Alphonse XIII « sur le danger communiste sont probablement un peu exagérés. Bien qu'il y ait toujours la possibilité d'un prochain soulèvement, je n'ai vu jusqu'à présent aucun rapport sur des violences durant la campagne électorale, et il paraît invraisemblable que de sérieux troubles se produisent maintenant, au moins jusqu'au jour du scrutin⁹⁷ ».

Seuls les agents à La Corogne et Santa Cruz de Tenerife rapportent des incidents graves. Léon Pérétie transmet ainsi un rapport de l'agent consulaire français à Vigo, Martial Cazaux, lui signalant que « du fait de la campagne électorale qui passionne de plus en plus la masse, une collusion sanglante s'est produite hier soir 7 février au siège de la "Falanje Fascistas" [*sic*] » :

« À neuf heures du soir et au moment où une douzaine de fascistes étaient réunis dans leur local, une demi-douzaine de syndicalo-anarchistes envahirent les lieux, armés de revolvers et enjoignirent le "haut les mains". Du fait de la protestation du chef du groupe fasciste, les extrémistes firent feu, les lumières s'éteignirent [...]. Grâce à cette circonstance on n'eut pas à déplorer un plus grand nombre de victimes, car les fascistes conscients du danger s'étaient allongés sur le sol. Il y a toutefois à déplorer une mort et cinq blessés dont trois très graves. Le chef extrémiste Quintas est très grave. La victime était un ouvrier métallurgiste en grève. Un garde d'assaut, qui par hasard passait sur le lieu et prétendait arrêter l'un des anarchistes a eu le bras cassé d'une balle.

Par suite de la présence d'éléments étrangers à la ville, les esprits sont très agités à l'approche des prochaines élections⁹⁸. »

Pérétie souligne toutefois que dans sa ville « la situation est calme », « à part des incidents de rue assez insignifiants »⁹⁹. L'agent consulaire français à Santa Cruz à Tenerife, Jacques Bigourdan, dresse quant à lui un tableau particulièrement catastrophique de sa ville,

⁹⁵ *Ibid.*, dép. 8 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 13 février 1936.

⁹⁶ Scott Ramsay, « Ideological Foundations of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Foreign Office Perceptions of Political Polarisation in Spain, 1931-1936 », *op. cit.*, p. 53-54.

⁹⁷ TNA, PRO, FO 371/20520, W1235/62/41, minute de Charles Stirling du 12 février 1936.

⁹⁸ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 18 de Léon Peretie à Jean Herbette, 10 février 1936.

⁹⁹ *Ibid.*

lorsqu'il décrit l'agitation qui y règne à l'approche des élections et dont la grève qui touche la centrale électrique serait le reflet. Bigourdan met en effet en cause les « améliorations déraisonnables » réclamées par les ouvriers grévistes pour délégitimer leur mobilisation : « Le niveau des revendications monte régulièrement depuis 4 ans sans qu'on puisse supposer qu'elles atteindront un jour une position d'équilibre¹⁰⁰. » L'agent consulaire déplore en outre que ces dernières « s'accompagnent parfois de menaces et aussi de pétards disposés contre les maisons des personnes qu'on accuse d'être hostiles aux réclamants ». Il dénonce notamment des faits de « sabotage » liés au mouvement de grève¹⁰¹, qu'il amalgame à plusieurs crimes et délits de droit commun qui semblent pourtant indépendants. Il cite notamment « l'assassinat d'un propriétaire M. Machado » ; « la mise à sac de 15 ou 20 maisons » ; « l'attaque à main armée du tramway de Gracia » qui cause la mort de deux personnes ; « le vol, en plein jour de 45 000 pesetas à un employé de la CEPESA » ; ainsi que « l'assassinat récent du Gouverneur Fernández Díaz ». Face à cette accumulation d'événements, pourtant disjoints, il paraît « difficile » à Jacques Bigourdan « de ne pas voir un lien entre les événements politiques de ces 6 dernières semaines et le début de ce mouvement ouvrier qui n'a, sans doute, aucune justification professionnelle ». Il se fonde alors sur « l'opinion de plusieurs personnes modérées et habituellement bien informées de cette ville ». Dans ces conditions, il se montre particulièrement pessimiste sur les suites de la campagne électorale : « Comme l'île passe pour être un des foyers les plus actifs du communisme espagnol et qu'elle reçoit les visites fréquentes d'agitateurs professionnels, on ne peut pas affirmer que la paix ne sera pas troublée à l'occasion de la campagne électorale en cours¹⁰². »

L'inquiétude de Jacques Bigourdan est redoublée par l'accusation en laxisme qu'il dresse contre l'administration locale. Il dénonce la « carence de la justice », qui conduit le public « à perdre toute confiance dans la police pour assurer la sécurité des personnes ou des biens », tandis que « les autorités, constamment sous la crainte de nouveaux meurtres, n'osent plus prendre les mesures nécessaires¹⁰³ ». Là encore, cette accusation repose sur un sentiment très personnel de l'agent consulaire, négociant de profession, qui reflète davantage les craintes largement fantasmées de son milieu que la réalité. Ainsi, s'il reconnaît que « quelques ouvriers ont été incarcérés », il ajoute aussitôt qu'« il sera probablement difficile d'établir leur

¹⁰⁰ Parmi ces revendications déraisonnables, il cite la demande de « 30 jours de congés payés » et « la gratuité des soins médicaux étendus aux accidents de couche de leur femme et de toutes leurs conséquences ». CADN, Madrid, C1, 148, lettre de Jacques Bigourdan à Henri Dorange, consul à Las Palmas, 19 janvier 1936.

¹⁰¹ Il mentionne notamment la « rupture au pétard de la grosse tuyauterie du Gaz et [l']abattage de 7 poteaux de transport de force ».

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ *Ibid.*

culpabilité et cette fois encore, ce sera vraisemblablement l'impunité pour tout le monde¹⁰⁴ ». En transmettant le rapport de Bigourdan, le consul français à Las Palmas, Henri Dorange, ajoute en effet « qu'aux dernières nouvelles parues dans la presse de ce matin [21 janvier], que certains groupes ont tenté l'assaut de l'usine à gaz, mais qu'ils se sont dispersés sous la fusillade de la troupe. Les spectacles sont suspendus et personne ne se hasarde à circuler dans les rues de la ville en état de siège, en dehors des patrouilles de soldats et de la police¹⁰⁵ ». L'action des forces de l'ordre contraste très largement avec le laxisme dénoncé par Bigourdan. Son collègue britannique, Harold Patteson, semble néanmoins partager son pessimisme. Selon l'historien Douglas Little, le consul accuse « les éléments communistes » et enjoint le Foreign Office à dépêcher un navire de guerre sur place face aux « désordres de gauche » qui s'emparent des Canaries le 20 janvier et qui effraient la colonie britannique locale¹⁰⁶.

En réalité, lors des deux incidents rapportés, à Vigo et à Santa Cruz de Tenerife, les violences s'inscrivent dans des conflits sociaux et n'ont pas de liens directs avec la campagne électorale en cours. C'est d'autant plus vrai à Vigo puisque ni les anarcho-syndicalistes ni les phalangistes ne participent aux élections. Ces affrontements s'inscrivent en continuité de la dynamique de violences et de représailles qui oppose groupes phalangistes et groupes ouvriers depuis 1934, et plus particulièrement depuis le printemps 1935, comme c'est le cas dans la province voisine de La Corogne¹⁰⁷. Quant aux événements rapportés par Jacques Bigourdan, ce dernier amalgame pêle-mêle des violences de natures très diverses, qui relèvent pour l'essentiel de conflits sociaux ou de délits de droit commun. Enfin, à Vigo comme à Santa Cruz de Tenerife, les agents consulaires français attribuent l'agitation qui a conduit à ces violences à la présence « d'éléments étrangers à la ville » ou encore aux « visites fréquentes d'agitateurs professionnels ». Ces trois points suggèrent donc que le discours contre-révolutionnaire et catastrophiste des droites espagnoles s'insinue malgré tout dans la correspondance consulaire et diplomatique. Et il s'insinue y compris chez des agents qui constatent que l'ordre est assuré dans leur circonscription durant la campagne électorale.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*, dép. 29 d'Henri Dorange à Jean Herbette, 21 janvier 1936.

¹⁰⁶ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 189.

¹⁰⁷ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 272-276 ; Eliseo Fernández et Emilio Grandío, *¿Orden o República? Conflictividad social y política en a Coruña (1931-1936)*, Madrid, Catarata, 2020, p. 142-144.

3. Dans l'anticipation des troubles : quand le discours contre-révolutionnaire fraie son chemin

Le discours catastrophiste que les droites espagnoles répandent à travers la presse contribue en effet à créer une certaine inquiétude chez les diplomates et les consuls qui, en dépit du calme relatif qu'ils observent dans leurs circonscriptions, anticipent des « troubles » le jour des élections et en cas de victoire des gauches. Le consul de France à Séville, Georges Moraud fait notamment part de l'inquiétude de certains de ses interlocuteurs, bien qu'il se montre relativement rassurant : « Quelques-uns disent : si les électeurs votent librement, c'est-à-dire s'il ne se produit pas de troubles occasionnés par les partisans du front révolutionnaire, surtout pour effrayer les électrices, ce seront les candidats de la droite qui seront élus. Beaucoup paraissent craindre des désordres ; moins, maintenant, car il semble que le Gouvernement veuille maintenir l'ordre¹⁰⁸. »

Dans la même dépêche où il décrit « l'ordre parfait » qui règne en Biscaye, le consul de France à Bilbao, René Castéran, informe également Jean Herbette des rumeurs qui lui parviennent et qui prétendent « que le jour même des élections des troubles éclateraient, provoqués par des éléments du "Front populaire" en vue d'empêcher leurs adversaires de voter¹⁰⁹ ». Quant à la province de Santander, où « l'ordre n'a été troublé nulle part », il alerte sur les risques que constituerait une victoire de la gauche aux élections, et semble suggérer qu'une victoire de la droite serait préférable :

« Un résultat qui donnerait, dans l'ensemble du pays, la victoire au Front populaire déclencherait certainement une agitation à tendance bolchévisante, car, dans cette région, le socialisme est mené par les éléments extrémistes du parti.

Au cas contraire d'un résultat qui assurerait une majorité de gouvernement à M. Gil Robles, il pourrait se produire une réaction de la part des organisations ouvrières et peut-être même un mouvement de grève générale. On ne pense cependant pas que de sérieux troubles soient à craindre¹¹⁰. »

L'agent consulaire français à Alicante, Gustave de Laigue, est également « d'avis qu'il faut s'attendre à un succès des Gauches suivi de troubles graves », bien que le consul à Valence, Maurice Marcassin précise que « D'autres personnes connaissant bien la région sont

¹⁰⁸ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 31 de Georges Moraud à Jean Herbette, 12 février 1936.

¹⁰⁹ *Ibid.*, dép. 11 de René Castéran à Jean Herbette, 10 février 1936.

¹¹⁰ *Ibid.*

d'un avis contraire »¹¹¹. Émile Lasmartres, à Saint-Sébastien, estime au contraire qu'« une certaine agitation pourrait, dit-on, se produire en cas de succès incontestable des droites¹¹² ». Quant au consul à La Corogne, Léon Pérétié, il « prévoit que la lutte sera chaude Dimanche et que des incidents sont à craindre entre fascistes et socialistes, ces derniers songeant à mobiliser le personnel des cigarières qui, avec leur famille, pourraient fournir un contingent de 3000 personnes environ¹¹³ ». Dans un registre similaire, si l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton reconnaît que les « socialistes, les communistes et les syndicalistes ont été plutôt calmes », il prend soin de préciser qu'ils l'ont été, « dans [son] esprit », « de manière menaçante »¹¹⁴. Il note par ailleurs que la police espagnole a confisqué au début du mois de janvier « 2 millions de pesetas qui ont été remises par des fonds bolchéviques russes » et qui visaient à financer la campagne du Frente Popular¹¹⁵. Aussi, les diplomates et consuls français et britanniques accueillent-ils la victoire des gauches avec une certaine appréhension.

C. Faire face à la victoire du Frente Popular : l'inquiétude des diplomates

1. Un moment de flottement, entre conspiration militaire et mobilisations des gauches

Dans l'ensemble, la journée électorale du 16 février se déroule dans le calme. Près de 72 % de la population espagnole, hommes et femmes, prennent part au scrutin. Il s'agit de la participation la plus haute des trois élections générales que connaît la Seconde République¹¹⁶. Vers minuit, bien que la radio n'ait pas encore annoncé les résultats officiels, la nouvelle de la victoire du Front d'Esquerres (déclinaison catalane du Frente Popular) se diffuse déjà en Catalogne. À Madrid, la garde d'assaut doit disperser les rassemblements qui commencent à prendre forme pour célébrer la victoire à la gauche, que des chiffres officieux annoncent¹¹⁷. Le Frente Popular remporte en effet le premier tour du scrutin, avec une courte avance. La coalition rassemble près de 4,7 millions de suffrages, contre 4,5 millions pour les droites et 500 000 voix pour le centre. Cependant, le système majoritaire établi par la loi électorale lui

¹¹¹ *Ibid.*, dép. 21 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 12 février 1936.

¹¹² *Ibid.*, tél. 1 d'Émile Lasmartres à Jean Herbette, 12 février 1936.

¹¹³ *Ibid.*, dép. 19 de Léon Pérétié à Jean Herbette, 12 février 1936.

¹¹⁴ Cité par Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 189.

¹¹⁵ Cité par Douglas Little, *Ibid.*

¹¹⁶ Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 154.

¹¹⁷ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, *op. cit.*, p. 98.

donne la majorité absolue : il obtient 263 sièges, contre 156 pour la droite et 54 pour le centre¹¹⁸.

Face à cette victoire, la droite et une partie de l'armée envisagent dans un premier temps un coup de force. Gil Robles, dans la nuit du 16 au 17 février, tente de convaincre le président du Conseil, Manuel Portela Valladares, de déclarer l'état de guerre afin d'annuler le scrutin¹¹⁹. Il appelle également le général Franco, alors chef de l'état-major, pour l'implorer d'agir face aux résultats qui parviennent petit à petit au ministère de l'Intérieur. Ce dernier avait déjà tenté dans la nuit, dès 1 h du matin, de persuader l'inspecteur général de la Garde civile, le général Sebastián Pozas, d'imposer l'état de guerre de manière conjointe. Devant son refus, il tente ensuite de convaincre le ministre de la Guerre, le général Nicolás Molero, d'y recourir. Il réitère cette demande devant le chef du gouvernement. En parallèle, il prend contact avec des officiers clés de l'UME, qu'il informe de son projet de déclarer l'état de guerre dans toute l'Espagne. Dans ses instructions, il interdit aux troupes de tirer en l'air, leur ordonnant ainsi de tirer sur la foule des manifestants. À la suite de ces instructions, l'état de guerre est d'ailleurs momentanément proclamé à Saragosse, Valence, Oviedo et Alicante, mais cette proclamation est ensuite démentie par le général Pozas. Le général Goded tente, sans succès, de soulever la garnison de la Montaña à Madrid, tandis que les généraux Joaquín Fanjul et Ángel Rodríguez del Barrio sondent les autres garnisons de la capitale. Si certains chefs de division en province – notamment à Grenade et à Murcie – sont prêts à déclarer l'état de guerre, d'autres opposent au général Franco l'impraticabilité de l'initiative sans l'appui de la garde civile et de la garde d'assaut. Après une consultation urgente avec le président de la République, Niceto Alcalá-Zamora, Manuel Portela rejette finalement l'éventualité de remettre le pouvoir aux militaires. Il accepte seulement de déclarer l'état d'alarme, et de proclamer la loi martiale dans les provinces où les désordres la rendraient nécessaire. Quant au général Franco, il estime finalement que la situation n'est pas suffisamment mure pour un coup d'État – la garde civile et la garde d'assaut risquent de s'y opposer – et recule prudemment¹²⁰.

¹¹⁸ Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 154 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 92-93.

¹¹⁹ Julio Gil Pecharromán, *Segunda República Española (1931-1936)*, op. cit., p. 324 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 156 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 102-103.

¹²⁰ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, op. cit., p. 146-150 ; Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 302 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit.,

L'annonce de la victoire du Frente Popular est accueillie par la ferveur populaire dans de nombreuses villes. Les promesses d'amnistie pour les prisonniers de la répression d'octobre 1934 et de réintégration des ouvriers licenciés pour des motifs politiques ou syndicaux ont fait naître beaucoup d'espoir. Comme le souligne Rafael Cruz, la « victoire de la coalition de gauche représentait une grande opportunité d'ouvrir les “ergastules”, et seulement quelques heures après que fut connu le dénouement électoral des rassemblements de centaines de personnes commencèrent à se produire devant les prisons, ainsi que des mutineries en leur sein », pour réclamer la libération des détenus politiques¹²¹. Ces mobilisations, « festives, revendicatives » et « menaçantes », qui puisent dans des répertoires d'actions collectives anciens, visent également pour leurs protagonistes à reconquérir leur condition de citoyens ainsi que la possession de l'espace public, perdus après l'insurrection d'octobre 1934. Il s'agit tout autant de fêter la victoire que d'exercer une pression sur les autorités pour obtenir l'accomplissement du pacte électoral dans les plus brefs délais.¹²² Les manifestations ont un caractère ambivalent, voire carnavalesque. Assurément festives – on y danse, on y joue de la musique et on y chante, on illumine les réverbères à leur passage –, elles s'accompagnent parfois de violences contre les adversaires politiques et les forces de police. Durant près de deux semaines, les assauts se multiplient en effet contre les prisons, mais aussi contre les locaux politiques et journaux des droites, tandis que des édifices religieux sont incendiés, renouant ainsi avec les mobilisations anticléricales des années précédentes¹²³. Mais selon Rafael Cruz, la principale source d'affrontements reste l'intervention policière : « En continuité avec une longue pratique, renouvelée par la Loi de l'Ordre public de 1933, les ministres de l'Intérieur, les gouverneurs civils et les maires restreignirent de manière constante et arbitraire l'usage des espaces publics et ouverts pour porter des revendications sociales, parce qu'une bonne partie de ces autorités considéra l'ordre comme un droit étatique plus important que le droit de réunion¹²⁴. » Cette conception de l'ordre public facilite l'intervention ferme et violente de la police pour dissoudre les rassemblements non autorisés, mais aussi le déplacement de certains groupes contestataires vers d'autres formes d'action moins pacifiques¹²⁵.

p. 102-103 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 156 ; Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, op. cit., p. 162.

¹²¹ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 109.

¹²² *Ibid.*, p. 110-112.

¹²³ *Ibid.*, p. 112-116.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 118.

¹²⁵ *Ibid.*

Dans ce contexte, des violences surviennent ainsi dès le 17 février, notamment à Saragosse, causant plusieurs dizaines de victimes¹²⁶. La majorité de celles qui sont recensées entre les deux tours des élections législatives, c'est-à-dire entre le 16 et le 23 février, a succombé à l'occasion de la répression des manifestations qui fêtent la victoire du Frente Popular et réclament l'amnistie des prisonniers¹²⁷. Sur les 50 victimes qu'il recense, Eduardo González Calleja estime que 10 d'entre elles appartiennent à la droite, 33 sont affiliées ou sympathisantes des organisations du Frente Popular, 5 sont des anarcho-syndicalistes, 6 sont des agents des forces de sécurité, 4 sont des détenus et 14 demeurent non identifiées¹²⁸. L'historien espagnol estime en outre que ces violences s'expliquent aussi par la relative nouveauté de la manifestation dans le répertoire de la protestation : « ceux qui manifestaient, les spectateurs et les agents de l'autorité n'étaient pas habitués à participer pacifiquement à ce type d'interactions marquées par la méfiance mutuelle précurseuse d'attitudes hostiles¹²⁹ ».

Face aux pressions qu'il subit pour déclarer l'état de guerre, et effrayé par les rumeurs de coup d'État et par les désordres provoqués dans plusieurs villes en faveur de la libération des prisonniers, le président du Conseil, Manuel Portela Valladares, présente sa démission le 19 février 1936. Le président de la République, Niceto Alcalá-Zamora, charge donc Manuel Azaña de former un nouveau gouvernement composé uniquement de républicains. La passation de pouvoir se fait donc de manière irrégulière, puisque le leader de la coalition de gauche forme un nouveau cabinet avant même que le second tour des élections ne se tienne et que les nouvelles Cortes se réunissent¹³⁰. La démission précipitée de Portela en faveur d'Azaña s'explique notamment par l'espoir que le nouveau cabinet puisse freiner l'enthousiasme de ses électeurs et mettre fin aux mobilisations. C'est ce même espoir qui conduit les droites, apeurées par les manifestations des partisans du Frente Popular, à voter à l'unanimité le 21 février l'amnistie de 30 000 prisonniers politiques, au sein de la Diputación Permanente des anciennes Cortes. Le 28 février, un décret prévoyant la réadmission avec indemnisation des travailleurs renvoyés pour motifs politiques ou syndicaux est également

¹²⁶ Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 155.

¹²⁷ Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 248.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 257-259.

¹²⁹ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2014, p. 264-265.

¹³⁰ Julio Gil Pecharromán, *Segunda República Española (1931-1936)*, op. cit., p. 324-325 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 156 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 100-102.

adopté, tandis que les mairies de gauche déposées en 1934 sont rétablies dans leurs fonctions et que le régime d'autonomie de la Généralité catalane est restauré¹³¹.

2. *La nervosité des diplomates face à l'annonce des résultats*

Très tôt, les consuls français font part de la panique qui s'empare des droites espagnoles à l'annonce de la victoire du Frente Popular. Le consul général à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres, évoque ainsi la « grande inquiétude qui règne parmi les partis de droite » : « On signale le passage, vers la France, de nombreux voyageurs appartenant, dit-on, à des partis de droite ». Lasmartres juge d'ailleurs cette « inquiétude incompréhensible, car la tranquillité complète règne en ville et dans la province où l'ordre n'a pas été troublé un seul moment »¹³². Le consul de France à Malaga, Pierre Desmartis, dresse un constat similaire : « L'ordre a été complet jusqu'ici et ne semble pas devoir être troublé. Il existe pourtant une vraie panique dans certains milieux de droite, où l'exode hors de Malaga a déjà commencé¹³³. » Quelques jours plus tard, il ajoute que « Le succès des gauches a déterminé un mouvement de panique parmi la population riche et les éléments de droite : un assez grand nombre d'entre eux, grands commerçants, rentiers, autorités, l'évêque de Malaga, ont rejoint, qui Gibraltar, qui la France ou le Maroc. Beaucoup d'hivernants étrangers, qui avaient été particulièrement nombreux cette année, ont fait de même¹³⁴. » Le consul de France à Séville, Georges Moraud, écrit quant à lui qu'« au premier mouvement de stupeur produit chez les partisans de la Droite, par les résultats des élections, a succédé un peu plus de tranquillité ». Il ajoute qu'il ne croit pas que « nous assistions à des départs aussi nombreux qu'en 1931, vers Gibraltar, le Portugal ou la France. Il est à noter, cependant, que quelques familles se tiennent prêtes pour ne pas être surprises par les événements »¹³⁵.

Néanmoins, si Lasmartres, Desmartis et Moraud se veulent dans un premier temps rassurants quant à la situation politique dans leur circonscription, leurs collègues dans les autres villes sont plus alarmistes. Dans l'ensemble, ils s'attendent à des troubles de la part des éléments populaires qui ont donné la victoire à la coalition du Frente Popular. Et si l'ordre n'a

¹³¹ Julio Gil Pecharromán, *Segunda República Española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 325-326 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 157-158 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 103-106.

¹³² CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 17 d'Émile Lasmartres à Jean Herbet, 18 février 1936.

¹³³ *Ibid.*, dép. 10 de Pierre Desmartis à Jean Herbet, 18 février 1936.

¹³⁴ *Ibid.*, dép. 11 de Pierre Desmartis à Jean Herbet, 21 février 1936.

¹³⁵ *Ibid.*, dép. 35 de Georges Moraud à Jean Herbet, 20 février 1936.

pas encore été altéré dans leur circonscription, c'est en raison de l'état d'alarme puis de l'état de guerre décrété localement. Le déploiement des troupes apparaît dès lors comme un rempart face aux désordres auxquels on s'attend. Maurice Marcassin indique ainsi qu'à « Valence la situation est calme. L'état d'alarme a été proclamé vers 14 heures¹³⁶ ». Le lendemain, il informe à nouveau l'ambassadeur que la « situation est tranquille. La troupe occupe plusieurs points de la ville avec mitrailleuses en batterie ». Des pièces d'artillerie ont été déployées à la gare et l'état de guerre a été proclamé la veille à 23 heures : « À cette occasion les troupes massées devant l'Ayuntamiento ont été applaudies et acclamées par les uns tandis que les autres criaient “vive la République des gauches”¹³⁷. » Concernant Alicante, il note qu'« On redoute dans cette ville des incidents graves et les esprits sont très surexcités »¹³⁸. Le consul général Jean Trémoulet dresse un compte-rendu similaire de la situation à Barcelone, où les nationalistes catalans réclament le rétablissement du statut autonome de la Catalogne : « L'état d'alarme ayant été proclamé, la troupe est consignée ainsi que la garde civile. Barcelone est relativement calme, mais la police manque un peu de sang-froid. Les dirigeants de gauche craignent cependant des mouvements violents ici et ailleurs si le Gouvernement ne proclame pas très rapidement l'amnistie¹³⁹. »

Les représentants britanniques semblent partager des inquiétudes similaires. Henry Guyatt, le vice-consul britannique à La Corogne, informe en effet que les « “Droites” sont très effrayées, et [que] beaucoup de familles prétendent quitter la ville pour établir leur résidence au Portugal afin d'y attendre la suite des événements¹⁴⁰ ». Georges Moraud informe d'ailleurs Jean Herbette que « plusieurs destroyers anglais doivent venir mouiller [...] à Huelva. Est-ce là une simple coïncidence ou cette escale serait-elle motivée par la crainte de voir des troubles se produire à Rio Tinto¹⁴¹ ? » En effet, selon Douglas Little, les « responsables britanniques ont brossé un tableau tout aussi sombre de l'Espagne au début du Front populaire ». Tandis que le consul à Las Palmas, Harold Patteson rapporte le 21 février qu'une « nouvelle “grève révolutionnaire” [crée] une situation “très dangereuse” pour les Britanniques et leurs biens dans les îles Canaries », des « troubles similaires [éclatent] le

¹³⁶ *Ibid.*, dép. 22 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 17 février 1936.

¹³⁷ *Ibid.*, dép. 23 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 18 février 1936.

¹³⁸ *Ibid.*, dép. 22 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 17 février 1936.

¹³⁹ *Ibid.*, tél. de Jean Trémoulet à Jean Herbette, 17 février 1936.

¹⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20520, W2110, dép. 6 de William H. Oxley (consul britannique à Vigo) à Sir Henry Chilton, 26 février 1936.

¹⁴¹ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 33 de Georges Moraud à Jean Herbette, 18 février 1936.

lendemain à Malaga, incitant Whitehall à faire en sorte qu'un navire de guerre se tienne prêt à Gibraltar pour une éventuelle mission de sauvetage, comme il l'avait fait un mois plus tôt¹⁴² ».

3. *Des manifestations de joie aux violences*

Des incidents violents ont en effet lieu les jours suivants. Mais Rafael Cruz comme Eduardo González Calleja rappellent que ces confrontations violentes s'inscrivent dans une dynamique plus globale de mobilisations en très grande majorité pacifiques, et n'ont donc pas un caractère prémédité¹⁴³. C'est ce que reflète dans un premier temps la correspondance consulaire. Ainsi, le consul de France à Valence, Maurice Marcassin, informe Jean Herbette que :

« Dès que la démission du Cabinet Portela a été connue à Valence des groupes de manifestants, composés surtout de jeunes gens et d'ouvriers, se sont formés et ont parcouru les principales rues en obligeant les banques, les cercles, les hôtels à pavoiser.

À minuit à la nouvelle de l'arrivée au pouvoir de M. Azaña a provoqué une vive effervescence. Un cortège aux flambeaux s'est aussitôt formé et a circulé dans les rues jusqu'aux environs de 2 heures.

Aucun incident sérieux ne m'a été signalé.

[...]

À Alicante des manifestations du même genre se sont produites sans incident grave¹⁴⁴. »

Marcassin rend également compte, quelques jours plus tard, de la « grande manifestation populaire » qui a eu lieu à Carthagène et qui « s'est déroulée dans un calme relatif. On ne me signale que quelques bagarres et des carreaux cassés »¹⁴⁵. Pierre Desmartis, à Malaga, dresse le même constat d'une mobilisation au départ « joyeuse et relativement

¹⁴² Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 191-192.

¹⁴³ Rafael Cruz, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 », in Manuel Ballarín et José Luis Ledesma Vera (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 129-130 ; Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 264.

¹⁴⁴ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 28 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 20 février 1936.

¹⁴⁵ *Ibid.*, dép. 32 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 22 février 1936.

pacifique¹⁴⁶ ». À Barcelone, Jean Trémoulet souligne, lui aussi, que la manifestation du 21 février « avait commencé dans le calme¹⁴⁷ ». Le consul de France à Séville, Georges Moraud, indique quant à lui qu'« aucun incident ne s'est produit » lors de la manifestation du 24 février, estimant que « cette fois-ci, c'est Séville qui, depuis les élections et jusqu'à présent, a donné l'exemple de la sagesse¹⁴⁸ ». Il rend également compte de la manifestation organisée par la Casa del Pueblo de Cordoue. Si des manifestants pénètrent dans la mairie et jettent par la fenêtre un « portrait de Vaquero », la « manifestation continue sans incident grâce à l'intervention du député de gauche Antonio Jaén ». Il ajoute que « quelques manifestants furent reçus par le Gouverneur intérimaire qui conseilla le calme. Le cortège revint à la Maison du peuple où il se sépara sans incident¹⁴⁹ ». Quant au consul britannique à Vigo, William Oxley, il indique au sujet de la manifestation organisée deux jours après les élections par les communistes et les socialistes que le « cortège était relativement ordonné, quoiqu'un peu bruyant¹⁵⁰ ».

Cependant, plusieurs de ces manifestations débouchent finalement sur des violences. Rafael Cruz distingue cinq situations qui mènent à ces affrontements. Tout d'abord, les manifestations pacifiques basculent dans la violence lorsque le cortège subit l'agression d'adversaires ou les conséquences d'une intervention policière. Ces interférences provoquent des morts et des blessés, et en réponse les manifestants ont recours à la violence (affrontements, incendies, attaque contre des édifices politiques ou religieux). La deuxième situation correspond à des cas où les mobilisations marquées par une forte participation ne sont pas homogènes politiquement et stratégiquement, et accueillent en leur sein certaines « marges » qui profitent de l'occupation de la rue par la population pour mener au même moment des attaques, lancer des incendies et des feux de joie, ou participer à des rixes contre les adversaires. Dans le troisième cas, la violence des manifestants répond à la propagation de rumeurs sur des attaques et des agressions que des groupes rivaux (y compris policiers) auraient commises. La violence provient également d'anciens répertoires communautaires d'actions collectives (notamment les incendies et feux de joie). L'occupation des propriétés agricoles en fait également partie. Ces actions « transgressives » impliquent des affrontements violents, car elles font face à la résistance des propriétaires ou de la Garde civile. La dernière catégorie concerne enfin les violences asymétriques, c'est-à-dire des attaques sur des

¹⁴⁶ *Ibid.*, dép. 11 de Pierre Desmarts à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁴⁷ *Ibid.*, tél. 5 et 6 de Jean Trémoulet à Jean Herbette, 22 février 1936.

¹⁴⁸ *Ibid.*, dép. 39 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936.

¹⁴⁹ *Ibid.*, tél. 1 de Georges Moraud à Jean Herbette, 22 février 1936.

¹⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/20520, W2110, dép. 6 de William H. Oxley à Sir Henry Chilton, 26 février 1936.

personnes ou des groupes qui ne peuvent pas se défendre (attentats politiques ou sociaux, représailles, etc.)¹⁵¹. Lors des manifestations qui fêtent la victoire du Frente Popular, on retrouve plutôt les quatre premières catégoriques – la cinquième catégorie correspondant davantage aux événements du printemps 1936, sur lesquels nous reviendrons.

Ainsi, Pierre Desmartis soupçonne à la fois l'action de groupes marginaux et d'agents provocateurs extérieurs à la manifestation – et donc appartenant à la droite ? – dans les débordements qui ont lieu à Malaga le 20 février :

« Pourtant, à un moment donné, une partie des manifestants a essayé d'attaquer le siège du parti d'Action populaire et celui du grand journal de Malaga "La Unión Mercantil". Il y a eu quelques dégâts matériels. Malheureusement, des coups de feu ont été tirés, tandis que des efforts étaient faits pour calmer l'effervescence : il y a eu un mort, qui n'a pu être identifié, et un blessé grave. Il semble que ces coups de feu n'ont été tirés ni par la garde civile ni par la police, qui étaient dans la rue, mais de haut en bas : il y aurait donc eu là action d'agents provocateurs¹⁵². »

Les incidents que Maurice Marcassin décrit à Valence – « des liquides incendiaires ont été lancés sur un couvent situé près de l'Université » – semblent également être le fait de groupes isolés de manifestants. Le consul français souligne en effet qu'en dehors de cet incident « le cortège [...] s'est montré très discipliné¹⁵³ ». Et si Marcassin ne donne pas l'origine des « incidents graves » qui ont lieu à Alicante – où des « manifestants ont brûlé le mobilier de plusieurs églises et saccagé les imprimeries des journaux de Droite¹⁵⁴ » –, il annonçait néanmoins « l'arrestation de 13 individus porteurs de revolvers et qualifiés de "fascistes" » la veille de la manifestation¹⁵⁵.

Quant aux violences qui émaillent les manifestations à Saragosse, à Palma de Majorque et à Barcelone, elles semblent s'expliquer par l'intervention des forces de sécurité. Le gérant de l'agence consulaire dans la capitale aragonaise, relatant la manifestation du 18 février, informe en effet l'ambassadeur que : « L'état de guerre ayant été de nouveau proclamé ce matin et les manifestants ayant voulu se former en groupe sur le Paseo de la Independencia, la force a fait usage de ses armes et on parle de deux morts et de plusieurs

¹⁵¹ Rafael Cruz, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 », *op. cit.*, p. 130-136.

¹⁵² CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 11 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁵³ *Ibid.*, dép. 31 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁵⁴ *Ibid.*, dép. 30 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 20 février 1936.

¹⁵⁵ *Ibid.*, dép. 24 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 19 février 1936.

blessés¹⁵⁶ ». Le récit que René Flandin fait de la manifestation à Palma de Majorque le 19 février est semblable :

« Depuis lundi une foule de gens de gauche se rassemblait le soir pour des nouvelles devant l’Ayuntamiento, les incertitudes de ces derniers jours ne les rendant que plus nerveux dans leur désir de remettre en charge le conseil municipal destitué en octobre 1934. Hier un ouvrier avec un drapeau rouge provoqua par gestes et paroles le lieutenant de la garde mobile de service, l’officier l’abattit d’un coup de crosse de revolver, se réfugia avec ses hommes dans l’hôtel de ville et appela les gardes civils. Ceux-ci eurent un camion endommagé, un cheval tué, après sommation tirèrent, chargèrent, faisant un mort et des blessés et occasionnant l’état de siège¹⁵⁷. »

À Barcelone, Jean Trémoulet – qui soulignait quelques jours plus tôt le manque de « sang-froid » dont faisait preuve la police¹⁵⁸ – livre un récit similaire. Il suggère également l’hypothèse d’une provocation extérieure qui serait à l’origine de la fusillade. Alors que la manifestation se termine, « une partie des manifestants ont jugé bon d’aller à la Préfecture de police où ils n’avaient que faire ». « Les agents », ajoute-t-il, « ont essayé de faire circuler. À ce moment, des coups de feu sont partis, d’un balcon, dit-on. La police a alors tiré à son tour. Une débandade générale s’est produite, mais huit manifestants avaient été blessés dont trois gravement¹⁵⁹. »

4. La manifestation comme subversion de l’espace public

Tous ces récits paraissent en outre confirmer que la majorité des victimes de ces épisodes violents se situent du côté des manifestants, qui subissent les interventions des forces de sécurité¹⁶⁰. Néanmoins, en dehors de l’exception notable du consul de France à Malaga, Pierre Desmartis, les consuls attribuent l’essentiel de la responsabilité de ces désordres aux manifestants – y compris lorsque les violences trouvent leur origine dans l’action d’agents provocateurs ou des forces de police. Ainsi, celles de Palma de Majorque ne trouvent pas leur origine dans l’action violente du lieutenant de la garde mobile qui abat un ouvrier à coup de crosse, mais dans les provocations « par gestes et paroles » dont fait preuve la victime,

¹⁵⁶ *Ibid.*, dép. d’André David à Jean Herbette, 18 février 1936.

¹⁵⁷ *Ibid.*, dép. 6 de René Flandin à Jean Herbette, 20 février 1936.

¹⁵⁸ *Ibid.*, tél. de Jean Trémoulet à Jean Herbette, 17 février 1936.

¹⁵⁹ *Ibid.*, tél. 5 et 6 de Jean Trémoulet à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁶⁰ Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 248.

équipée d'« un drapeau rouge¹⁶¹ ». À Barcelone, c'est la décision des manifestants « d'aller à la Préfecture de police où ils n'avaient que faire » qui est en cause. Trémoulet dénonce également la « faiblesse » dont a fait preuve la police en laissant passer un grand drapeau catalan suivi de drapeaux rouges, après une « objection trop justifiée¹⁶² ».

Si les consuls tendent à attribuer l'origine des violences aux manifestants, c'est en raison de la spécificité de la manifestation en tant qu'instrument de mobilisation collective. Les manifestations de février 1936 apparaissent en effet à la fois comme des « manifestations-processions » et des « manifestations-pétitions », pour reprendre la typologie dressée par Danielle Tartakowsky¹⁶³. Dotées d'un caractère expressif – puisqu'elles visent à affirmer une identité de groupe –, elles ont également un caractère performatif – puisqu'il s'agit de porter des revendications auprès des pouvoirs politiques¹⁶⁴. Mais, comme le souligne Fabrice Ripoll : « À défaut de forcer physiquement la porte des lieux de pouvoir, le premier réflexe des collectifs mobilisés est souvent de chercher à investir et devenir maître de “la Rue” » : la manifestation apparaît dès lors comme une forme de « conquête de l'“espace public” »¹⁶⁵. En effet, les « différentes formes *d'occupation collective de l'espace public des centres urbains*, de l'espace public au sens “concret” du terme, doivent ainsi faire exister le groupe mobilisé et ses revendications dans l'espace public au sens “abstrait” (inspiré du philosophe Jürgen Habermas)¹⁶⁶ ». Or, selon Rafael Cruz, les pouvoirs politiques sous la Seconde République espagnole tendent à restreindre, voire à interdire l'occupation de la rue, car ils ne considèrent pas que l'exercice du droit de réunion sur l'espace public comme un droit, mais comme un problème d'ordre public¹⁶⁷. De fait, « la manifestation reste une *démonstration de force* et porte en elle cette *menace* de débordement, dans les regards portés sur elle si ce n'est dans les objectifs des participants¹⁶⁸ » : « Non seulement l'objectif d'une action de rue est de perturber l'agenda et donc l'ordre politique, mais son existence objective, sur le terrain, ne peut que perturber l'ordre spatio-temporel de la ville investie¹⁶⁹. » Dans ce contexte, il « est donc

¹⁶¹ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 6 de René Flandin à Jean Herbet, 20 février 1936.

¹⁶² *Ibid.*, tél. 5 et 6 de Jean Trémoulet à Jean Herbet, 21 février 1936.

¹⁶³ Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998, p. 42.

¹⁶⁴ *Ibid.* ; Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 264-265.

¹⁶⁵ Fabrice Ripoll, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 2008, n° 3, p. 89.

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ Rafael Cruz, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 », *op. cit.*, p. 130-131.

¹⁶⁸ Fabrice Ripoll, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *op. cit.*, p. 90.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 90.

facile », pour le pouvoir en place, « de la considérer comme trouble à l'ordre public, passible d'interdiction, de répression policière, voire judiciaire¹⁷⁰ ».

Ces investissements identitaires et pétitionnaires de l'espace sont d'autant plus susceptibles d'apparaître comme des troubles à l'ordre public aux yeux des autorités espagnoles – mais aussi des consuls français et britanniques – qu'ils s'accompagnent « de formes de *détournement* ou d'*usage autonome* » qui viennent subvertir « un ordre socio-spatial donné »¹⁷¹. Les consuls français et britanniques accordent de fait une attention spécifique aux éléments qui témoignent de cette appropriation subversive de l'espace public, depuis l'occupation de la rue et du centre-ville à la constitution de services d'ordre par les organisations politiques – qui accompagne pourtant la pacification des manifestations¹⁷² –, en passant par le fait d'exhiber des drapeaux rouges. Le témoignage du consul français à Valence, Maurice Marcassin, est particulièrement révélateur de cette dynamique :

« La manifestation du Front populaire qui s'est déroulée à Valence le 20 de ce mois dans la soirée n'a pas manqué d'impressionner fortement toute la population.

Le nombre de manifestants a été évalué à 100 000 par la presse de gauche.

Ce chiffre est très exagéré, mais il a certainement dépassé 20 000.

La police, la garde civile et les gardes d'assaut s'étaient tous retirés et la ville s'est trouvée complètement livrée aux manifestants.

Les agents de la circulation eux-mêmes avaient quitté leur poste. Ils ont été remplacés sur la place Castelar par des agents du Front populaire en uniforme casque en tête, veste de cuir ornée d'une fourragère rouge. Ils ont immédiatement dirigé la circulation sur place, au sifflet.

En dehors de l'incident qui s'est produit devant le Consulat et dont j'ai rendu compte par ailleurs le cortège dirigé par les commissaires au brassard rouge s'est montré très discipliné. [...]

[...] On remarquait beaucoup de drapeaux rouges avec l'emblème soviétique¹⁷³. »

L'incident que Maurice Marcassin mentionne « devant le Consulat » fait justement référence à une pratique d'appropriation de l'espace public que déploient les manifestants :

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 90.

¹⁷¹ Fabrice Ripoll, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Noroi*, 2005, n° 195, p. 29-42.

¹⁷² Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, *op. cit.*, p. 48-49.

¹⁷³ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 31 de Maurice Marcassin à Jean Herbet, 21 février 1936.

celle du pavoisement. Dès le 20 février, Marcassin informe en effet Jean Herbette que des « groupes de manifestants [...] ont parcouru les principales rues en obligeant les banques, les cercles et les hôtels à pavoiser¹⁷⁴ ». Or, les manifestants demandent également à Maurice Marcassin d'arborer le drapeau français sur l'immeuble du consulat. « J'ai fait remarquer qu'il s'agissait d'une manifestation d'ordre politique à laquelle je n'avais pas à prendre part », précise-t-il alors dans son télégramme. Mais « devant l'insistance de la délégation et l'attitude de la foule, j'ai déclaré que je donnerais satisfaction pour éviter un grave malentendu ». Il indique ensuite que « l'apparition de nos couleurs a été saluée d'applaudissement et par le chant de la Marseillaise »¹⁷⁵. Cet incident fait écho à un autre événement similaire, dont rend compte le vice-consul britannique à La Corogne, Henry Guyatt. Immédiatement après que la formation du gouvernement Azaña a été annoncée, une « manifestation de rue composée essentiellement d'éléments de l'extrême gauche » parcourt la ville depuis le Casino Republicano, « obligeant tous [les bâtiments] qui avaient des mâts de drapeau, tels que les hôtels, les banques, les bâtiments officiels et les consulats, à hisser leurs drapeaux, en les avertissant que si leur demande n'était pas prise en compte, ils ne seraient pas responsables de ce qui pourrait arriver ». Lorsque le cortège arrive devant l'immeuble du vice-consulat, une délégation se présente à deux reprises pour demander à Henry Guyatt d'arborer un drapeau. Le vice-consul se présente alors à la foule et explique qu'il ne peut pas accéder à la demande des manifestants, car la Grande-Bretagne ne doit pas se mêler des affaires politiques internes à l'Espagne. Malgré le refus, la foule finit également par l'applaudir et par poursuivre sa route¹⁷⁶.

Que ce soit à Valence ou à La Corogne, ces interactions sont qualifiées d'incidents et semblent avoir particulièrement marqué les deux représentants qui y sont confrontés, qu'il s'agisse de Marcassin ou de Guyatt. Le vice-consul britannique avoue ainsi sa crainte de devenir la cible de jets de pierres, tandis que Marcassin précise que c'est « l'attitude de la foule » qui l'a conduit à hisser le drapeau français. S'ils ne sont pas confrontés à des violences physiques – les manifestations s'avèrent finalement pacifiques –, les deux représentants consulaires vivent l'injonction des manifestants comme une forme de violence symbolique. Pour reprendre les mots de Philippe Braud, à propos des sentiments éprouvés par certains automobilistes face aux barrages routiers tenus par les manifestants, cet investissement de

¹⁷⁴ *Ibid.*, dép. 28 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 20 février 1936.

¹⁷⁵ *Ibid.*, tél. 3 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20520, W2110, dép. 6 de William H. Oxley (consul britannique à Vigo) à Sir Henry Chilton, 26 février 1936.

l'espace public fait violence parce qu'il oblige les deux consuls – Marcassin, mais aussi Guyatt qui doit se justifier – « à s'incliner devant la force » que représente la foule nombreuse, « mais aussi parce qu'il met en scène un certain effacement de l'autorité publique ». Cette situation provoque alors un « ébranlement des repères » qui est source de malaise et d'anxiété¹⁷⁷. Or, cette anxiété est d'autant plus importante que la confrontation aux manifestants réactive des représentations sociales plus anciennes.

5. *Le surgissement des « classes dangereuses »*

Les manifestations font en effet ressurgir chez les consuls français et britanniques la crainte des « classes dangereuses », issues des « bas-fonds ». Dominique Kalifa a montré comment la croissance des villes et la transformation du travail urbain ont façonné au XIX^e siècle un imaginaire social qu'une partie des observateurs projettent sur certains quartiers et sur les populations qui les habitent. Les travailleurs paupérisés sont alors perçus comme « des sauvages, de nouveaux “barbares” qui campent aux marges de la société » qu'ils menacent de dissoudre ou de renverser. « Pour nombre de contemporains, l'insurrection, l'émeute ne sont rien d'autre que le débordement, le vomissement des bas-fonds », qui donnent naissance à une « intense “peur sociale” » et « qui soudent les classes possédantes dans un réflexe défensif ». Selon cet imaginaire social, la révolution, « c'est la pègre qui surgit, excitée par quelques démagogues sans scrupules ». Les émeutes sont l'œuvre de bandits, de déclassés, de repris de justice et de criminels qui, mus par la vengeance, l'alcool, la folie et la bestialité, se livrent au pillage. Une image qui finit par s'étendre aux syndicalistes et aux anarchistes à la fin du XIX^e siècle¹⁷⁸. Or, comme l'a rappelé Pablo Gómez Nogales, les discours contre-révolutionnaires déployés par les droites espagnoles s'appuient également sur cette peur traditionnelle des masses. Ces éléments discursifs s'adressent en particulier aux classes moyennes qui conçoivent l'espace urbain comme la projection de leur pouvoir, dans lequel les conflits de classes sont absents, niés¹⁷⁹. Dans ce contexte, le surgissement des mobilisations sociales et ouvrières dans les quartiers centraux des villes espagnoles vient altérer l'ordre social urbain.

¹⁷⁷ Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 16 et 177-178.

¹⁷⁸ Dominique Kalifa, *Les bas-fonds. Histoire d'un imaginaire*, Paris, Seuil, 2013, p. 107-121.

¹⁷⁹ Pablo Gómez Nogales, « Ese sangriento carnaval. Experiencia y narración de la revolución social en la España sublevada (1936-1939) », *Revista Universitaria de Historia Militar*, 2013, vol. 2, n° 4, p. 45-46.

De fait, cet imaginaire social des « classes dangereuses » et des « bas-fonds » rejaillit dans la correspondance des consuls et dans la manière dont ils rendent compte des événements. Ils sont nombreux à insister sur l'origine géographique des manifestants, qui viennent pour beaucoup de l'extérieur du centre-ville. Maurice Marcassin, qui notait déjà le 12 février l'« agitation [...] très vive » qui régnait dans la banlieue de Valence¹⁸⁰, indique qu'une très grande partie des manifestants est originaire « des nombreux bourgs et villages qui entourent Valence et des ouvriers du Grao (port de Valence)¹⁸¹ ». À Malaga, Pierre Desmartis rend compte d'une « masse énorme de manifestants venus de la ville, des faubourgs et de la campagne¹⁸² ». C'est aussi cette extériorité que suggère Gustave de Laigue, l'agent consulaire français à Alicante, lorsqu'il écrit qu'après la manifestation du 20 février, « des groupes d'individus se sont répandus un peu partout en ville¹⁸³ ». Et lorsque Georges Moraud fait part de sa crainte que « Séville ne retombe sous le régime de la terreur syndicaliste », il livre en guise d'explication une présentation peu amène des populations du quartier ouvrier de Triana : « Ainsi que le sait Votre Excellence, les inondations, à Séville, ont occasionné de gros dégâts. Le nombre de gens qu'il a fallu héberger dans divers lieux est évalué à plus de 4 000. La plupart ont été installés au Palais de la Place d'Espagne et dans des Palais datant de l'Exposition. Ils y commettent, d'ailleurs, toutes sortes de déprédations¹⁸⁴. »

L'altérité des manifestants est d'ailleurs renforcée par la description qu'en donnent les consuls. Ils dressent en effet le portrait d'une foule agitée, bruyante, sauvage et menaçante. William H. Oxley insiste ainsi sur le caractère « bruyant » [« noisy »] de la manifestation pacifique qui a lieu à Vigo, tandis que le vice-consul britannique à La Corogne, Henry Guyatt, décrit une « populace » [« mob »] et une « foule » [« crowd »] « criant » [« shouting »] et « hurlant » [« yelling »]. Ce dernier décrit d'ailleurs en des termes peu avantageux la délégation qui lui demande de dresser le drapeau sur l'immeuble consulaire : « une autre “commission” suivie d'un groupe important de syndicalistes sanguins [...] se présenta de la manière la plus désordonnée et la plus menaçante »¹⁸⁵. Les représentants français à Saragosse, à Valence, à Palma de Majorque, à Malaga et à Séville décrivent quant à eux des « esprits » et

¹⁸⁰ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 21 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 12 février 1936.

¹⁸¹ *Ibid.*, dép. 31 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 21 février 1936

¹⁸² *Ibid.*, dép. 11 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁸³ *Ibid.*, lettre de Gustave de Laigue à Jean Herbette, le 23 février 1936.

¹⁸⁴ *Ibid.*, dép. 39 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936. Notons que la Place d'Espagne est le point de départ de la manifestation qui célèbre la victoire du Frente Popular.

¹⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20520, dép. 6 de William H. Oxley à Sir Henry Chilton, 26 février 1936.

une « foule » très « excités », « surexcités » ou « échauffés », des manifestants « nerveux », « arriérés », en proie à « une vive effervescence », à « l'excitation » et à « la griserie »¹⁸⁶.

Or, les violences auxquelles se livrent certains manifestants – pourtant minoritaires – ne font que renforcer ce portrait négatif de nouveaux « barbares », voire d'une pègre, dont les agissements relèvent du banditisme et de délits de droit commun. William Oxley signale ainsi des « actes de violence et d'hoodliganisme » dans la province de Vigo et rapporte le témoignage du vice-consul britannique à Ferrol, William Martin. Ce dernier rend compte de l'invasion d'un casino, de vols à main armée, de destructions et d'incendies de locaux apparentés à la droite ou d'édifices religieux :

« J'ai le regret de vous informer qu'en raison du changement politique, les socialistes et les communistes ont fait une démonstration hier dans les différentes rues de cette ville. Ils ont envahi le Casino Ferrolano, où ils ont cassé tout le mobilier, bibliothèque, piano, etc., mettant le feu à une partie de celui-ci un peu plus loin du Casino. Ils y ont également volé plus de 1000 pesetas sous la menace d'un pistolet. Les pertes subies par le casino s'élèvent à environ 40 000 pesetas. Ils ont tout brûlé dans les résidences de la CEDA, du Circulo Fascista, des pères maristes, brisant les vitres de la maison de la veuve de M. Perez, qui abrite le consulat portugais et d'autres consulats¹⁸⁷. »

Les représentants français dénoncent aussi les incendies et les attaques qui ont lieu à Alicante, à Malaga, à Elche, à Carthagène, à Murcie, à Huelva, à Fuentes de Andalucia, à Carmona ou encore à Palma del Rio contre des locaux identifiés à la droite, contre des églises ou des couvents, ainsi que contre certains établissements commerciaux. Ils évoquent à cette occasion des « saccages », des « pillages », des « destructions » et même des « exactions »¹⁸⁸.

L'amnistie des prisonniers de 1934 facilite d'ailleurs l'association entre manifestants et auteurs de délits de droit commun. Le consul de France à Séville, Georges Moraud, relève ainsi « que dans le cortège des manifestants, figurait l'individu qui, il y a quelques jours à peine, condamné à mort pour assassinat, devait être exécuté à Séville et dont les Autorités

¹⁸⁶ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. d'André David (gérant de l'agence consulaire à Saragosse) à Jean Herbette, 18 février 1936 ; dép. 28 de Maurice Marcassin (consul à Valence) à Jean Herbette, 20 février 1936 ; dép. 32 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 22 février 1936 ; dép. 6 de René Flandin à Jean Herbette, 20 février 1936 ; dép. 11 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 21 février 1936 ; et dép. 40 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936.

¹⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20520, dép. 6 de William H. Oxley à Sir Henry Chilton, 26 février 1936.

¹⁸⁸ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 30 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 20 février 1936 ; dép. 32 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 22 février 1936 ; dép. 11 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 21 février 1936 ; dép. 39 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936 ; dép. 40 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936 ; et lettre de Gustave de Laigue à Jean Herbette, 23 février 1936.

avaient obtenu la grâce ». Il précise alors que « Cet individu a été mis en liberté en vertu de la loi d'amnistie¹⁸⁹ ». Quant au vice-consul britannique à Ferrol, William Martin, il annonce avec une certaine appréhension qu'une « nouvelle manifestation est annoncée à laquelle se joindront toutes les personnes emprisonnées depuis octobre 1934¹⁹⁰ ».

Ils sont également nombreux à attribuer la responsabilité de ces violences aux organisations politiques qui ont participé à la campagne électorale, et en particulier aux socialistes et communistes. Pour Maurice Marcassin, ces épisodes violents sont « la conséquence de l'agitation électorale ». Il ajoute cependant qu'une « période de représailles politiques évidemment souhaitée par les exaltés s'ouvrirait seulement dans le cas où le Gouvernement espagnol se montrerait faible »¹⁹¹. À Huelva, les violences ont eu lieu, selon Georges Moraud, à « l'occasion de la mise en liberté [des leaders socialistes] Crescenciano Bilbao et [...] González Peña », rejoints par « les éléments de gauche ». C'est dans ce contexte que « des discours incitant à la vengeance et au pillage ont été prononcés »¹⁹². Le consul français estime de fait que la « campagne électorale et le triomphe des gauches qui en est résulté, ne sont assurément pas étrangers [aux] désordres » qui surviennent en Andalousie :

« Les esprits sortent très échauffés de cette période et les paysans, qui se disent communistes ou anarchistes, sont bien arriérés. Comment les promesses qui leur ont été faites pourront-elles être tenues ?

La province de Cordoue a élu deux communistes et elle tient la tête parmi les autres provinces, pour ce qui est de la proportion des gauches par rapport au nombre total de votes émis.

Il ne serait donc pas surprenant que surviennent des événements plus graves encore que ceux dont nous nous occupons aujourd'hui¹⁹³. »

Ces considérations, ainsi que l'attention que les consuls accordent à la présence de drapeaux « rouges » ou arborant des symboles « soviétiques », soulignent ainsi à quel point la propagande du Frente Antirrevolucionario s'est progressivement insinuée dans la façon dont ils perçoivent les événements et appréhendent la victoire de la coalition de gauche. L'altérité menaçante de la foule, qu'elle a contribué à construire par sa dénonciation du péril

¹⁸⁹ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 39 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936.

¹⁹⁰ TNA, PRO, FO 371/20520, dép. 6 de William H. Oxley à Sir Henry Chilton, 26 février 1936.

¹⁹¹ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, tél. de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 21 février 1936.

¹⁹² *Ibid.*, dép. 39 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936.

¹⁹³ *Ibid.*, dép. 40 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936.

communiste, a ainsi réactivé et réactualisé chez les consuls et les diplomates français et britanniques la peur des « classes dangereuses ». Dans ce contexte, certains consuls voient dans l'action des forces de l'ordre une intervention salvatrice. Comme le souligne Eduardo González Calleja, « Le fait qu'une action de protestation soit définie comme un droit civique ou comme un désordre public a des effets vitaux sur la légitimité des différents impliqués¹⁹⁴ ». La répression par l'armée des manifestations perçues comme une altération de l'ordre public apparaît donc légitime aux yeux de ces agents, grâce à un phénomène comparable à celui que Chris Ealham a observé à Barcelone durant le premier tiers du XX^e siècle :

« Les paniques morales servaient des objectifs variés. Tout d'abord [...], c'était un langage de pouvoir, une justification de l'autorité sévère déployée face au "désordre" des secteurs sociaux par nature primitifs et "incontrôlables" qui épouvantaient les élites politiques et leurs partisans quant à l'avenir de l'ordre économique, social et politique. Ainsi, les paniques morales étaient un outil discursif de légitimation. Leur grande efficacité tenait au fait qu'elles désignaient le bouc émissaire : elles identifiaient, du point de vue des "hommes d'ordre" les sources premières des problèmes sociaux et des conflits qui les effrayaient tant¹⁹⁵. »

Gustave de Laigue, l'agent consulaire de France à Alicante, estime ainsi que les violences risquent « de se reproduire, si l'on enlève trop rapidement l'état de guerre¹⁹⁶ ». État d'exception, l'état de guerre octroie à l'armée la gestion du maintien de l'ordre, permet la création de tribunaux militaires d'urgence, comparables à des conseils de guerre qui jugent les délits à partir du code de justice militaire¹⁹⁷. Quant à Georges Moraud, le consul de France à Séville, il souhaite que « si des désordres se produisent sur quelques points, ils puissent être réprimés sans tarder¹⁹⁸ ».

Néanmoins, la formation, le 20 février, du cabinet de Manuel Azaña – composé exclusivement de républicains –, ainsi que les appels au calme qui l'accompagnent semblent rassurer brièvement les consuls. Georges Moraud se réjouit ainsi de l'entrée de Manuel Blasco Garzón dans le nouveau gouvernement. Selon le consul, sa « présence au sein du Gouvernement est [...] de nature à tranquilliser certains esprits, car sa tendance sera [...]

¹⁹⁴ Eduardo González Calleja, *Asalto al poder. La violencia política organizada y las ciencias sociales*, Madrid, Siglo XXI, 2017, p. 409.

¹⁹⁵ Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, Marseille, Agone, 2021, p. 298.

¹⁹⁶ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, lettre de Gustave de Laigue à Jean Herbette, 23 février 1936.

¹⁹⁷ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 204.

¹⁹⁸ CADN, Madrid, C1, 134, 17/3, dép. 40 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 février 1936.

plutôt de freiner vers le Centre que de trop céder aux courants extrémistes de gauche¹⁹⁹ ». À Valence, Maurice Marcassin note quant à lui que « l'énergique déclaration de M. Azaña, parue dans les journaux d'hier soir, a immédiatement produit une profonde et salutaire impression et on constate aujourd'hui une réelle détente²⁰⁰ ». Il ajoute le lendemain que :

« Après l'excitation et la griserie du Front populaire, on constate aujourd'hui une sorte de désenchantement, provoqué surtout par les déclarations empreintes à la fois de modération et de fermeté du Président du Conseil.

On s'attend à ce que celui-ci après avoir fait jouer cette soupape de sûreté, l'amnistie, se montre décidé à gouverner avec fermeté²⁰¹. »

Mais la peur sociale qui saisit les consuls et les diplomates face aux manifestations qui célèbrent la victoire du Frente Popular ne prend pas fin. La poursuite des mobilisations sociales, qui gagnent en ampleur dès le mois de mars et durant tout le printemps 1936, continuent à l'alimenter. Elle se voit même amplifiée par les discours contre-révolutionnaires des droites espagnoles qui instrumentalisent la question de l'ordre public et la peur de la révolution afin de déstabiliser le nouveau gouvernement.

II. Mouvements sociaux, propagande catastrophiste et peur de la révolution

A. Le « printemps tragique » : entre mobilisations sociales, violences politiques et propagande contre-révolutionnaire

1. Un printemps marqué par les mobilisations sociales

La victoire du Frente Popular et la constitution d'un gouvernement favorable aux réformes sociales ouvrent en effet un moment d'opportunité politique qui permet à certains groupes sociaux d'exposer leurs revendications et leurs réclamations dans un contexte de crise économique et sociale. Il s'agit pour ces groupes de montrer leur soutien au nouveau gouvernement et à son programme, qui vise à réimplanter les réformes du « Primer Bienio » (1931-1933) que la droite avait suspendues ou révisées lors du « Segundo Bienio » ou

¹⁹⁹ *Ibid.*, dép. 35 de Georges Moraud à Jean Herbette, 20 février 1936.

²⁰⁰ *Ibid.*, tél. de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 21 février 1936.

²⁰¹ *Ibid.*, dép. 32 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 22 février 1936.

« Bienio Rectificador » (1933-1935) : réforme agraire, réforme du travail, laïcisation et démocratisation du régime. Il s'agit notamment d'exiger l'accomplissement rapide de certains points du programme électoral comme la remise en place des mairies élues en 1931 et destituées par la droite en 1934, ou encore la réadmission des ouvriers licenciés après la grève générale d'octobre 1934. Mais il s'agit également de réclamer certaines réformes qui n'y apparaissaient pas : réduire la place de l'Église dans les relations sociales ; exiger des mesures de réduction du chômage et de contrôle des conditions de travail par les syndicats, etc. Les conflits qui surgissent durant le printemps 1936 s'inscrivent en effet dans un contexte de compétition politique ou de pression exercée sur l'État pour accélérer ou freiner certaines réformes dont on cherche à garantir l'application. Ils sont le fait d'une grande diversité d'acteurs qui ne poursuivent pas toujours les mêmes objectifs, et puisent souvent dans divers répertoires d'action²⁰².

De fait, dans les semaines qui suivent la victoire de la coalition de gauche, la mobilisation ne faiblit pas. Les manifestants exigent durant le mois de mars que les droites abandonnent au plus vite les mairies et les jurys mixtes, et que les fonctionnaires qui ont collaboré avec elles soient sanctionnés. Selon Eduardo González Calleja, cette balance du pouvoir a lieu dans une « sourde atmosphère de revanche et de “justice populaire”, et dans quelques mairies on [commence] une authentique campagne de vengeance » qui reste virtuellement impunie. Dans certains cas, on se contente de réinstaller les conseillers et maires élus en 1931 et destitués en 1934, mais dans la majorité des cas on met en place de toutes nouvelles municipalités, intégrées par les membres du Frente Popular, parfois au mépris des équilibres électoraux locaux²⁰³. Des commissions de gestion composées de conseillers appartenant aux organisations de gauche sont ainsi nommées dans des localités où la droite avait pourtant remporté le scrutin lors des élections partielles de 1933. Certains employés et fonctionnaires municipaux, suspectés d'être hostiles à la République, sont également remplacés par des agents plus proches du Frente Popular. Ces renversements contribuent à priver le pouvoir local de toute légitimité démocratique dans plusieurs provinces. Néanmoins,

²⁰² Rafael Cruz, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 », *op. cit.*, p. 124-125 ; Francisco Sánchez Pérez, « La primavera de 1936 : algunas observaciones sobre Francia y España », in Manuel Ballarín et José Luis Ledesma Vera (dir.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 100 ; José Luis Ledesma, « De prólogo a espacio de debate : el etapa del Frente Popular y la historiografía », *op. cit.*, p. 173-174 ; Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 261 ; José Luis Ledesma, « La “primavera trágica” de 1936 y la pendiente hacia la guerra civil », *op. cit.*, p. 320-324.

²⁰³ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 262-263.

il ne s'agit pas pour autant d'une dérive révolutionnaire, même si ces conseils municipaux, appuyés par les comités locaux du Frente Popular, joueront un rôle central dans la transformation révolutionnaire de la société durant les premiers mois de la guerre civile²⁰⁴. Comme le souligne Eduardo González Calleja, ces substitutions arbitraires s'inscrivent davantage, au printemps 1936, dans la continuité du « *turnismo* » pratiqué sous la monarchie libérale²⁰⁵. Signe de la polarisation que le processus électoral a provoqué, des maires et des conseillers de droite sont toutefois humiliés ou agressés. Cette lutte pour le pouvoir local s'accompagne en outre d'une lutte pour le contrôle de l'espace public. Ainsi, comme à l'occasion des premières manifestations célébrant la victoire du Frente Popular, des édifices publics et des bâtiments identifiés au monde conservateur (comme les casinos) sont pris d'assaut ou incendiés, à l'issue de manifestations pacifiques rassemblant des centaines voire des milliers de personnes – ce qui permet de supposer que les agressions n'étaient pas préméditées²⁰⁶. C'est aussi dans cette lutte pour le contrôle de l'espace politique que s'insèrent les violences cléricales qui ont d'abord lieu en Andalousie et au Levant, avant de se répandre au reste de l'Espagne et d'atteindre leur point culminant à la mi-mars²⁰⁷. De nombreux couvents et églises sont incendiés, attaqués et voient leur mobilier détruit, tandis que le personnel religieux subit un certain nombre d'intimidations de la part des groupes politiques – en particulier socialistes et communistes – mais aussi des nouveaux pouvoirs municipaux qui réquisitionnent les lieux de culte ou interdisent les processions et les enterrements religieux²⁰⁸.

Ces mesures visent « à exclure le pouvoir de l'Église de la vie publique et à réduire sa présence symbolique dans la communauté »²⁰⁹. Elles s'inscrivent dans un anticléricalisme populaire qui voit dans l'Église « l'épine dorsale idéologique brutale d'un système politique qui les excluait et les opprimait²¹⁰ ». Elles reflètent également une certaine impatience à

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 263.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 263. Sur le « *turnismo* », voir notamment Eduardo González Calleja, « L'âge d'or du caciquisme en Espagne : “turno pacífico” et fraude électorale (1876-1923) », *Parlement[s], revue d'histoire politiques*, 2017, n° 12, p. 83-107.

²⁰⁶ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, *op. cit.*, p. 264.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 269.

²⁰⁸ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, *op. cit.*, p. 124 ; Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, « El impacto de la violencia anticlerical en la primavera de 1936 y la respuesta de las autoridades », *Hispania Sacra*, 2013, LXV, n° 132, p. 683-764.

²⁰⁹ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, *op. cit.*, p. 124.

²¹⁰ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, thèse de doctorat, Royal Holloway, University of London, Londres, 2012, p. 52. Et sa version publiée : Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, Brighton, Sussex Academic Press, 2012.

l'égard du processus de laïcisation initié par la Seconde République à partir de 1931 et que la droite a largement paralysé durant le « Bienio Rectificador » (1933-1935). Ainsi, « ceux qui avaient enduré des années de frustration face à la lenteur et à l'inefficacité des réformes républicaines commencèrent à anticiper l'action gouvernementale à une échelle sans précédent, prenant définitivement les choses en main²¹¹ », y compris en incendiant les bâtiments religieux. En effet, selon Maria Thomas, la « nature joviale et carnavalesque de ces incidents dissimule une urgence partagée – désormais plus zélée et plus répandue que jamais – de reconfigurer localement la société selon des règles séculières²¹² ». Ainsi, ces « incendies étaient une tentative publique hautement symbolique d'effacer les manifestations externes de la répression cléricale et capitaliste de la topographie²¹³ ». Cette nouvelle vague d'anticléricalisme s'explique enfin par l'attitude hostile que certains catholiques et de la hiérarchie épiscopale à l'égard de la République et des gauches. La mobilisation de la CEDA contre « l'anti-Espagne » et au nom de la défense de l'Église contribue en particulier à favoriser l'identification des catholiques à l'adversaire politique²¹⁴. Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García notent ainsi qu'une bonne partie des attaques et des incendies contre les édifices religieux ont lieu en même temps que les violences exercées contre les partis de droite, les associations de propriétaires, les journaux conservateurs, etc.²¹⁵

À ces luttes pour le contrôle de l'espace politique local s'ajoutent également des luttes dotées d'un caractère social plus affirmé. Elles consistent dans un premier temps s'assurer que le décret du 28 février 1936, sur la réadmission des ouvriers licenciés pour leur participation à la grève générale d'octobre 1934, soit bien appliqué. Mais, dans un contexte économique et social difficile, marqué par une hausse importante du chômage, les revendications s'élargissent. Julián Casanova note en effet que les « organisations syndicales, chacune de leur côté, commencèrent à mobiliser à partir des revendications qui attiraient le plus d'affiliés : augmentations de salaires, réduction de la journée de travail, contrôle des admissions et des renvois²¹⁶ ». Durant les premiers mois du gouvernement de Frente Popular,

²¹¹ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 113.

²¹² *Ibid.*, p. 114.

²¹³ *Ibid.*, p. 115.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 82-113 ; Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, Barcelone, Península, 2001, p. 39-64 ; Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, « El impacto de la violencia anticlerical en la primavera de 1936 y la respuesta de las autoridades », *op. cit.*, p. 687-689.

²¹⁵ Ce qui conduit les deux auteurs à considérer que les vaincus des élections du 16 février 1936 font l'objet localement d'un véritable « harcèlement ». Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García, « El impacto de la violencia anticlerical en la primavera de 1936 y la respuesta de las autoridades », *op. cit.*, p. 701.

²¹⁶ Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 158-159.

les conflits sociaux sont particulièrement intenses dans le monde rural. En effet, les pluies abondantes du mois de mars fragilisent davantage la situation des agriculteurs espagnols, et en particulier des journaliers et des ouvriers agricoles qui se retrouvent privés de travail²¹⁷. Dans ce contexte, la reprise de la réforme agraire adoptée en 1932 – que les droites ont largement atténuée durant le Bienio Negro – apparaît de plus en plus urgente, face à l’impatience des travailleurs agricoles²¹⁸. De fait, la Federación Española de Trabajadores de la Tierra (FETT), affiliée au syndicat socialiste UGT, organise à partir du 25 mars l’occupation et le défrichement massif de plus de 2 000 propriétés agricoles de la province de Badajoz, par près de 60 000 travailleurs²¹⁹. Ces occupations s’étendent, de manière plus restreinte et mieux contrôlée, dans les provinces où le syndicalisme socialiste est le mieux implanté, comme à Cáceres, à Jaén, à Cordoue, à Séville et à Tolède. Entre mars et juillet 1936, 550 000 hectares sont occupés, sur lesquels on établit quelque 110 000 paysans – la réforme de 1932 prévoyait d’en établir 150 000²²⁰. Ce mouvement d’occupation peut compter sur l’appui de certaines municipalités socialistes et de certaines commissions de gestion rétablies à l’issue des élections de février. Parfois, il bénéficie aussi du soutien de gardes civiques et de milices qui sont constituées au même moment et qui participent à la lutte pour le contrôle de l’espace politique au nom de l’autodéfense populaire²²¹. En effet, le mouvement d’occupation fait face à une très forte résistance de la part des propriétaires, mais aussi du gouvernement. Ce dernier destitue certains maires qui avalisent les occupations et envoie la Garde civile et la Garde d’assaut pour s’y opposer. Cela occasionne des affrontements sanglants, comme à Yeste le 29 mai 1936, où un garde civil et une dizaine de paysans sont tués²²².

²¹⁷ Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 174.

²¹⁸ Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 159-160 ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 174-176. Sur la réforme agraire, voir notamment : Edward Malefakis, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain: Origins of the Civil War*, New Haven - Londres, Yale University Press, 1971 ; Ricardo Robledo, « La réforme agraire sous la Seconde République espagnole (1931-1939) », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 2016, n° 63-4, p. 89-114 ; Ricardo Robledo, « La reforma agraria de la Segunda República. Un comentario bibliográfico (1996-2016) », in Francisco Comín, Ricardo Hernández et Javier Moreno (dir.), *Instituciones políticas, comportamientos sociales y atraso económico en España (1580-2000): Homenaje a Ángel García Sanz*, Salamanque, Ediciones Universidad de Salamanca, 2017, p. 373-397.

²¹⁹ Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 160 ; Francisco Espinosa Maestre, *La primavera del Frente Popular. Los campesinos de Badajoz y el origen de la guerra civil (marzo-julio de 1936)*, Barcelone, Crítica, 2007, p. 120-139.

²²⁰ Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 160.

²²¹ Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 196-201 ; Fernando del Rey, *Paisanos en lucha. Exclusión política y violencia en la Segunda República española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008, p. 520-561.

²²² Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 290.

Au mouvement d'occupation des terres s'ajoute un vaste mouvement de grèves, qui commence dès le mois de mars 1936, mais qui gagne surtout en intensité à partir du mois de mai. Durant les cinq mois qui séparent la victoire du Frente Popular de l'insurrection militaire de juillet 1936, il se produit autant de grèves que durant toute l'année 1933, pourtant marquée par une forte mobilisation²²³. L'intensité des luttes sociales conduit d'ailleurs une partie des contemporains à évoquer une véritable « frénésie gréviste »²²⁴. Néanmoins, dans de nombreuses régions, les conflits sociaux s'avèrent moins aigus que durant la Premier Bienio (1931-1933) : il n'y a pas de grèves sauvages, et des régions telles que la Navarre, Séville, Cáceres, Cordoue ou encore l'Aragon connaissent une conflictualité moindre²²⁵. En outre, cette vague de grèves se répartit de manière inégale dans le pays. Ainsi, le Pays basque et la Catalogne, mais aussi des villes qui disposent d'une ancienne tradition de conflits sociaux, comme Saragosse, font figure d'« oasis »²²⁶.

Par ailleurs, les origines et les caractéristiques de ces grèves sont diverses. Rafael Cruz identifie quatre expériences. La première correspond à la grève de la construction – qui s'étend aux secteurs industriels qui en dépendent. Ce conflit, qui touche plusieurs villes pendant plusieurs mois – il dure jusqu'au début de la guerre civile – a une forte incidence sur la population en paralysant les travaux et en affectant des centaines de travailleurs qui, face à sa durée, prennent parfois d'assaut les commerces alimentaires. Rafael Cruz ajoute également à cette catégorie les grèves qui touchent les transports publics, les hôtels, la gastronomie, le gaz, l'eau et l'électricité. Elles produisent un effet plus retentissant en raison de leur conséquence sur le trafic de voyageurs, la consommation ou les loisirs des personnes extérieures au conflit. La seconde expérience correspond aux déclarations de grèves générales locales, souvent de courte durée, en solidarité avec les grévistes dont les conflits s'éternisent ou en réponse aux agressions et aux attentats de groupes fascistes. La troisième catégorie comprend les cas où les conflits sociaux se déplacent de l'atelier ou du commerce à la rue, ce qui conduit à des affrontements avec les forces de l'ordre ou à des attaques opportunistes contre des centres politiques, des édifices religieux, des maisons particulières, etc. La dernière expérience, enfin, concerne le cas spécifique de Madrid qui concentre en son sein les trois expériences précédentes, ce qui lui donne un écho supérieur. Cet écho est d'ailleurs renforcé par le fait que la capitale accueille l'administration centrale de l'État, mais aussi les

²²³ Julián Casanova, *República y guerra civil*, op. cit., p. 161.

²²⁴ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 148-149.

²²⁵ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 288.

²²⁶ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 149-150.

principales entreprises de presse, dotées des tirages les plus importants. Près de 100 000 travailleurs sont affectés par la grève à Madrid au mois de juin 1936²²⁷.

Pour les grévistes, qu'ils appartiennent à l'UGT ou à la CNT, ces conflits sociaux s'expliquent par une offensive du patronat contre la République et contre les travailleurs qui ne font que réclamer leurs droits²²⁸. À l'inverse, ces grèves qui paralysent une partie des secteurs productifs et des services publics et qui perturbent le déroulement normal de la vie quotidienne ne manquent pas d'inquiéter non seulement l'opposition, mais aussi certains groupes sociaux issus des classes moyennes. Ces derniers voient dans ces mouvements sociaux de graves perturbations qui menacent le système économique capitaliste et préfigurent un mouvement révolutionnaire²²⁹.

C'est cette perception qui a amené une partie de l'historiographie à considérer que l'Espagne connaît au printemps 1936 une situation prérévolutionnaire entretenue par des groupes politiques, notamment socialistes, hostiles à la démocratie libérale, ce qui aurait conduit la Seconde République vers l'abîme²³⁰. Pour autant, comme le rappelle Pilar Mera Costa, il « ne s'agissait pas d'une offensive révolutionnaire en quête du pouvoir, mais plutôt de la manifestation d'une société organisée en réseaux multiples qui profitait du climat favorable d'un Gouvernement moins répressif et plus tolérant à l'égard des libertés civiles d'occuper la rue et de présenter ses revendications²³¹ ». Certes, ces mobilisations sont investies d'une dimension éthique, puisqu'elles permettent d'affirmer l'identité de la classe ouvrière comme groupe social, en mettant en scène son unité et son intégration politique. Mais cette dimension éthique et unitaire ne doit pas masquer l'hétérogénéité fondamentale qui caractérise ces mobilisations, puisqu'il s'agit de conflits sociaux et politiques aux causes, aux revendications et aux terrains multiples. Elle ne doit pas cacher non plus l'hétérogénéité des forces qui y prennent part (socialistes, PCE, CNT, etc.) et qui ne disposent pas d'un projet commun, voire qui s'opposent – parfois violemment, comme c'est le cas de l'UGT et de la CNT qui se livrent à des luttes fratricides à Malaga et à Madrid²³². Comme le souligne

²²⁷ *Ibid.*, p. 150-152.

²²⁸ *Ibid.*, p. 156.

²²⁹ Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 274-280.

²³⁰ Notamment Stanley G. Payne, *El colapso de la República. Los orígenes de la Guerra Civil (1933-1936)*, *op. cit.* ; Julio Gil Pecharromán, *Segunda República Española (1931-1936)*, *op. cit.* ; Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, *op. cit.*

²³¹ Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 77.

²³² Rafael Cruz, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 », *op. cit.*, p. 124-125 ; Francisco Sánchez Pérez, « La primavera de 1936 : algunas observaciones sobre Francia y España », *op. cit.*, p. 100 ; José Luis Ledesma, « De prólogo a espacio de debate : el etapa del Frente Popular y la historiografía », *op. cit.*, p. 173-174 ; Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público*

Eduardo González Calleja, l'intensité des conflits sociaux durant le printemps 1936 ne reflète pas l'apparition d'un contre-pouvoir prérévolutionnaire à l'échelle municipale. Il manque, pour cela, un projet politique commun, des instruments de combats et des infrastructures capables de s'opposer à ceux de l'État²³³. Par ailleurs, les violences qui émaillent ces mobilisations surviennent généralement à réponse à l'intervention violente d'éléments extérieurs – agressions et provocations de l'extrême droite et interventions brutales des forces de l'ordre. Elles apparaissent en tout cas essentiellement individualisées et atomisées²³⁴. Du reste, ces mobilisations et les violences qui les parsèment varient dans le temps et dans l'espace. Elles sont plus importantes dans les régions où la répression de la grève générale d'octobre 1934 a été la plus forte et a particulièrement polarisé les relations sociales²³⁵. En outre, quand la vague de grèves gagne en intensité à partir du mois de mai 1936, les violences anticléricales et les occupations des propriétés agricoles amorcent un déclin²³⁶.

Certes, le gouvernement républicain, confronté aux limites de son appareil d'État décentralisé, a pu parfois sembler dépassé par l'étendue des conflits²³⁷. De même, Eduardo González Calleja estime que le gouvernement « n'a pas voulu ou n'a pas pu appliquer une politique strictement répressive qui aurait augmenté le mal-être des masses ouvrières et justifié un retour en arrière dans un sens conservateur [...] et même contre-révolutionnaire ». Il a, au contraire, considéré qu'une « gestion de l'ordre public basée sur une contrainte modérée et sélective et sur la concession rapide des revendications sociales pouvait stabiliser la République avec l'appui de l'aile la plus modérée du PSOE ²³⁸ ». Après la répression sanglante du mouvement insurrectionnel dans les Asturies, en octobre 1934, il s'agit également pour le gouvernement du Frente Popular de prendre en compte les demandes de réforme des institutions policières et de l'ordre public, pour mieux garantir les droits des citoyens contre l'arbitraire du pouvoir²³⁹. Pour autant, les autorités gouvernementales ne

durante la Segunda República española (1931-1936), op. cit., p. 261 ; José Luis Ledesma, « La “primavera trágica” de 1936 y la pendiente hacia la guerra civil », op. cit., p. 320-324.

²³³ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936), op. cit., p. 282 et 293.*

²³⁴ *Ibid.*, p. 275 et 282 ; Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936), op. cit., p. 273-277.*

²³⁵ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936), op. cit., p. 261.*

²³⁶ José Luis Ledesma, « La “primavera trágica” de 1936 y la pendiente hacia la guerra civil », *op. cit.*, p. 318.

²³⁷ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936, op. cit., p. 124-125 et 176-180.*

²³⁸ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936, op. cit., p. 336-337.*

²³⁹ Sergio Vaquero Martínez, *La democratización del orden público en la Segunda República española : cultura, política y policía, 1931-1936*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, Madrid, 2019, p. 520-521.

restent pas impassibles ni inactives. Sous l'impulsion notamment de Santiago Casares Quiroga, qui succède à Manuel Azaña lorsque ce dernier accède à la présidence de la République, certains maires sont destitués, des efforts sont déployés pour désarmer les milices municipales et de nombreuses occupations de domaines agricoles et manifestations sont violemment réprimées par les forces de police²⁴⁰. De fait, Rafael Cruz attribue aux forces de police et à l'armée la responsabilité de 43 % des violences mortelles, contre 20 % à des personnes identifiées à la gauche et 17 % à la droite et à l'extrême droite. Quant aux victimes, 56 % des 262 morts qu'il comptabilise sont journaliers agricoles, ouvriers, militants de gauche et prisonniers, contre 19 % de militants de droite, propriétaires et patrons, gardes assermentés et ouvriers briseurs de grève, et 7 % de policiers et militaires²⁴¹. Si Eduardo González Calleja nuance les chiffres apportés par Rafael Cruz, il conclut aussi que « le grand responsable de la violence mortelle fut l'État lui-même²⁴² ». Il note également une présence réduite de chefs d'entreprise et de propriétaires parmi les victimes, ce qui montre que la conflictualité oppose surtout les travailleurs mobilisés aux forces de l'ordre et aux fonctionnaires de l'administration civile²⁴³. En outre, Eduardo González Calleja estime que les violences mortelles perpétrées par les militants des organisations politiques sont d'une importance relativement comparable entre la droite et la gauche. Mais si la Falange Española est le parti qui comporte le plus de victimes, c'est aussi celui qui compte le plus grand nombre d'auteurs identifiés de violences mortelles. Cette situation reflèterait, selon l'historien espagnol, la « trajectoire violente » que la Falange Española a adoptée depuis la fin du mois de février 1936²⁴⁴. En effet, l'image du « printemps tragique » durant lequel l'Espagne du Frente Popular aurait sombré dans le désordre est largement alimentée par la mobilisation des droites espagnoles contre le nouveau gouvernement, que ce soit à travers la « stratégie de la tension » adoptée par la Falange ou que ce soit à travers la propagande contre-révolutionnaire déployée par les monarchistes et par la CEDA.

²⁴⁰ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 124-125 ; Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 290 ; Sergio Vaquero Martínez, *La democratización del orden público en la Segunda República española : cultura, política y policía, 1931-1936*, op. cit., p. 557-576.

²⁴¹ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 168.

²⁴² Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas : las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, op. cit., p. 293.

²⁴³ *Ibid.*, p. 291.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 286-287.

2. *Mobilisations contre-révolutionnaires et conspiration militaire*

Eduardo González Calleja indique que la « désorientation qu'expérimentèrent les partis de la droite après la défaite électorale mit de nouveau au premier plan la stratégie de rupture » avec la Seconde République²⁴⁵. La « stratégie de la tension²⁴⁶ » adoptée par la Falange Española en constitue l'exemple le plus évident. Dès sa création en 1934, ses organisations de jeunesse – sa milice juvénile, la Primera Línea, et sa branche étudiante, le Sindicato Español Universitario (SEU) – affrontent violemment certaines organisations du mouvement ouvrier²⁴⁷. Entre 1934 et 1935, ces violences se limitent surtout à des affrontements rituels et virils entre bandes de jeunes rivales pour le contrôle de l'espace public à travers un combat « loyal »²⁴⁸. Cependant, durant le printemps 1936, le recours à la violence par la Falange Española s'accroît jusqu'à déboucher sur une pratique terroriste systématique et déstabilisatrice, dont le but est de dénoncer l'impuissance du régime républicain et de justifier son remplacement par un gouvernement autoritaire après une contre-révolution préventive appuyée par l'armée²⁴⁹. Ainsi, le spectacle des manifestations célébrant la victoire du Frente Popular et la fermeture, le 26 février 1936, du Centre phalangiste de la rue Nicasio Gallego à Madrid pour possession illégale d'armes, provoquent une inflexion de la stratégie du parti fasciste. Sur instruction de son dirigeant, José Antonio Primo de Rivera, les violences impliquant des militants de la Falange se multiplient à partir du mois de mars et se succèdent sans interruption jusqu'au début de la guerre civile. Elles engendrent une véritable spirale de violences entre phalangistes et militants de gauche – essentiellement socialistes et communistes – dans un processus de représailles et de contre-représailles²⁵⁰.

Le 12 mars 1936, plusieurs militants de la Falange tentent ainsi d'assassiner leur professeur de droit pénal, Luis Jiménez de Asúa. Membre du PSOE, vice-président des premières Cortes de la République espagnole et avocat de Francisco Largo Caballero en 1935, ce dernier échappe de peu à l'attentat. En réponse, le gouvernement ordonne, le 14 mars 1936,

²⁴⁵ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 310.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Julio Gil Pecharromán, « Un partido para acabar con los partidos : el fascismo español, 1931-1936 », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2017, n° 51, p. 78.

²⁴⁸ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 138 ; Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 312-313.

²⁴⁹ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 313.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 311-313 ; Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 138-142.

l'arrestation de José Antonio Primo de Rivera pour possession illégale d'armes. Une vaste opération de police permet de démanteler presque toute la Junta Política du parti, ainsi que le réseau formé par les chefs des centuries et des escadrons de la Primera Línea de Madrid. Près de 2 000 militants sont ainsi détenus. Le 17 mars, un tribunal de Madrid déclare l'organisation fasciste illégale en raison de ses activités violentes et pour possession illégale d'armes²⁵¹. Depuis sa prison, Primo de Rivera ordonne à la Falange Española de se réorganiser dans la clandestinité. Les actions terroristes se poursuivent alors, et gagnent en intensité à partir du mois d'avril, y compris dans les campagnes, alimentant une spirale de violence qui s'étend jusqu'au début de la guerre civile²⁵². Au même moment, Primo de Rivera multiplie les appels à l'unité des forces contre-révolutionnaires, pour défaire la révolution marxiste qu'il estime imminente, reprenant éléments habituels du discours catastrophiste de l'extrême droite. La Falange Española, réorganisée clandestinement, reçoit d'ailleurs une aide financière substantielle de la part des partis de droite, et en particulier des monarchistes alphonstins de Renovación Española, ce qui lui permet de poursuivre ses activités déstabilisatrices²⁵³.

En effet, l'extrême droite monarchiste et une partie de la droite catholique considèrent, après la défaite électorale de février, que la tactique possibiliste défendue par José María Gil Robles n'a fait que stériliser la victoire des droites en 1933 et laisser aux révolutionnaires le temps de se remettre de la répression de 1934. Il convient désormais d'abandonner le « concept arriéré de la légalité »²⁵⁴. Le discours contre-révolutionnaire et manichéen développé à l'occasion de la campagne électorale gagne alors en intensité et inocule progressivement « une ambiance de guerre civile qui [compromet et détruit] la normalité démocratique²⁵⁵ ». Le leader monarchiste José Calvo Sotelo, qui devient rapidement l'un des principaux porte-paroles de la droite contre-révolutionnaire aux Cortes, joue un rôle central dans la diffusion de ce discours catastrophiste.

²⁵¹ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 313-316.

²⁵² *Ibid.*, p. 317-329.

²⁵³ La Falange Española a déjà bénéficié du patronage financier de Renovación Española en 1934. Cette dernière voit dans la Falange un potentiel « fascisme domestiqué » qui faciliterait le renversement de la Seconde République, bien que les divergences politiques éloignent momentanément les deux organisations d'extrême droite. Renovación Española, qui développe ses propres réseaux de conspiration depuis l'instauration de la Seconde République, bénéficie quant à elle du soutien financier et militaire de l'Italie fasciste depuis 1934. Eduardo González Calleja, *Ibid.*, p. 184-188 et 316-317 ; Julio Gil Pecharromán, « Un partido para acabar con los partidos : el fascismo español, 1931-1936 », op. cit., p. 79-81.

²⁵⁴ Cité par Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 330.

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 330-331.

C'est notamment le cas le 15 avril, lors d'un débat qui revient sur les incidents survenus la veille, à l'occasion des commémorations célébrant la proclamation de la Seconde République : une fusillade causée par une provocation phalangiste fait plusieurs blessés et cause la mort d'un lieutenant de la Garde civile, Anastasio de los Reyes López. Calvo Sotelo expose alors d'une façon biaisée la situation de l'Espagne, en instrumentalisant la question de l'ordre public. Dans un discours prolixe, il dénonce les violences politiques qui seraient survenues en Espagne depuis l'élection du Frente Popular et dont il exagère l'importance. Il y mélange de manière indiscriminée les conflits du travail et les délits de droit de commun, dressant le portrait d'une Espagne au bord du chaos. Il justifie l'adoption d'une politique contre-révolutionnaire qui répondrait à ces violences et prendrait la forme d'un « État autoritaire et corporatiste ». La presse conservatrice lui emboîte le pas, et publie tout au long du printemps de longues listes d'incidents violents supposément perpétrés par la gauche. Les journaux de droite créent à cet effet des sections intitulées « Altérations de l'ordre public », « Symptômes », « Questions sociales » et « Conflits du travail » qui exagèrent tout type de désordre public et dénoncent la détérioration constante de l'autorité en raison de la faiblesse du gouvernement, incapable de contrôler les masses²⁵⁶. Le leader de la CEDA, Gil Robles, se joint à la campagne. Le 16 juin 1936, il produit à son tour une liste prolixe d'actes violents que la gauche aurait perpétrés depuis le 16 février et intime le gouvernement de mettre fin à « l'état de subversion que vit l'Espagne²⁵⁷ ». En outre, ces « diatribes, qui coïncidèrent avec l'aggravation du problème de l'ordre public, [font] leur trou parmi les républicains les plus conservateurs », comme Felipe Sánchez Román et Miguel Maura qui proposent la formation d'une République autoritaire, voire d'une dictature républicaine qui gouvernerait par décret, fermerait les Cortes et dissoudrait toute organisation qui menacerait l'unité et la sécurité de la République²⁵⁸.

À cette instrumentalisation de la question de l'ordre public s'ajoutent des manœuvres d'intoxication de la part des droites espagnoles. Ces dernières diffusent en effet des rumeurs ou des consignes inventées de toutes pièces, mais qui donnent consistance à la menace révolutionnaire. Comme à l'occasion de la campagne électorale de février 1936, elles mobilisent le mythe du péril communiste – largement diffusé en Europe dans les années d'entre-deux-guerres – pour faire de la coalition de Frente Popular et de son gouvernement un

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 331-332.

²⁵⁷ Cité par Eduardo González Calleja, *Ibid.*, p. 333.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 334-335.

cheval de Troie de l'URSS²⁵⁹. Lors des débats à la Chambre, le 15 avril 1936, José Calvo Sotelo établit ainsi l'identité du Frente Popular avec les intérêts soviétiques. Le quotidien monarchiste *ABC* agite également la menace bolchévique qui planerait sur la situation politique de l'Espagne tout au long du printemps – et bien après le soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936²⁶⁰. Dans le journal catholique *El Debate*, proche de la CEDA, Alfonso Merry del Val²⁶¹ publie quant à lui des ordres que le Komintern aurait dictés. Ils commanderaient la formation de détachements de paysans, en étroit contact avec une « garde rouge citoyenne », afin d'affronter l'armée et la Garde civile²⁶². Un document, qui circule dans les casernes, met également en garde l'armée – qu'il appelle à se soulever – contre une révolution qui viserait à proclamer la République Socialiste Espagnole le 14 avril 1936. Il annonce également l'entrée en Espagne du dirigeant communiste hongrois Béla Kun et du dirigeant communiste allemand Heinz Neumann – ce qui est faux²⁶³.

Enfin des documents contenant les plans détaillés d'une révolution préparée par la gauche et forgés de toutes pièces par le phalangiste Tomás Borrás, sont distribués clandestinement à partir du mois d'avril 1936. Le premier document, le « rapport confidentiel n° 3 » [« Informe confidencial n° 3 »] détaille les principales étapes d'un soulèvement révolutionnaire qui doit avoir lieu entre le 10 mai et le 29 juin 1936. Il doit se produire à l'issue d'une grève générale déclarée par la CNT en réponse à une prétendue agression fasciste. Il prévoit également l'exécution des personnes figurant sur des listes noires. Le « rapport confidentiel n° 22 » [« Informe confidencial n° 22 »] annonce quant à lui la constitution d'un « Soviet National » présidé par Francisco Largo Caballero, le dirigeant de l'UGT et de l'aile gauche du PSOE, avec la participation de membres du Secours Rouge International et de délégués de la Troisième Internationale. Enfin, le dernier document,

²⁵⁹ Hugo García, « Historia de un mito político: el peligro comunista en el discurso de las derechas españolas (1918-1936) », *op. cit.* ; Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 337-338.

²⁶⁰ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 338.

²⁶¹ Merry del Val, ancien ambassadeur de la monarchie espagnole à Londres, démissionne lors de la mise en place de la Seconde République, en 1931. Il s'installe alors à Biarritz. Au début de la guerre civile, il se rallie à l'insurrection militaire, qu'il représente auprès du Corps diplomatique réfugié dans le Pays basque français. Jean-François Berdah, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 113 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 42-43. ; et TNA, PRO, FO 371/20532, W8952/62/41, dép. 614 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 août 1936.

²⁶² Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 338.

²⁶³ Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, *op. cit.*, p. 183-185.

intitulé « Rapport réservé » [« Informe reservado »], expose les principales étapes d'une révolution organisée conjointement avec le Parti communiste français (PCF) et de la Confédération générale des travailleurs (CGT). Elle est prévue pour la mi-juin 1936, après la constitution du gouvernement de Léon Blum²⁶⁴.

Cette propagande contre-révolutionnaire vise à créer le climat de guerre civile, nécessaire pour rompre avec la normalité légale et démocratique. Elle vise en effet à soutenir le soulèvement militaire en préparation, à déclencher l'affrontement civil et à légitimer l'intervention violente de l'armée comme une mesure préventive²⁶⁵. Et de fait, le leader monarchiste Calvo Sotelo sollicite cette intervention de l'armée dans un discours qu'il prononce aux Cortes en juin 1936. Il considère que cette dernière est l'incarnation même du « principe d'autorité » et la colonne vertébrale de la nation, avant d'ajouter que serait fou « le militaire [...] qui ne serait pas prêt à se soulever en faveur de l'Espagne et contre l'anarchie, si celle-ci se produisait »²⁶⁶. En effet, après les hésitations des mois de janvier et février 1936, la conspiration militaire reprend activement dès le mois de mars et prévoit un soulèvement à la fin du mois d'avril. Les mutations de certains généraux – dont celles de Francisco Franco et de Manuel Goded – décidées par le gouvernement républicain obligent finalement les conspirateurs à le repousser. Le général Emilio Mola prend alors en charge son organisation définitive depuis Pampelune, à partir du mois de mai²⁶⁷. Or, l'extrême droite monarchiste et la droite catholique entretiennent des relations étroites avec les conspirateurs. En effet, ce sont

²⁶⁴ Herbert R. Southworth, « Conspiración contra la República. Los “Documentos secretos comunistas” de 1936 fueron elaborados por Tomás Borrás », *Historia 16*, 1978, n° 26, p. 41-57. Ces documents, qui sont réutilisés par la propagande rebelle durant la guerre civile pour justifier le soulèvement militaire, connaissent une importante diffusion. Ils sont notamment traduits et diffusés en France par Jacques Bardoux, à partir d'octobre 1937. Jacques Bardoux, « Le complot russo-communiste », *La Revue des deux mondes*, 1937, vol. 41, n° 3, p. 640-673.

²⁶⁵ Eduardo González Calleja, « La construcción social y política del miedo en la primavera de 1936 », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2013, n° 48, p. 61-77 ; Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *op. cit.*

²⁶⁶ Cité par Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *op. cit.*

²⁶⁷ Certains historiens distinguent plusieurs branches conspiratrices, qui finissent par s'unir en mars-avril 1936. C'est le cas de Fernando Puell de la Villa, qui distingue : une branche monarchiste alphonstiste, soutenue par l'Italie et donc l'objectif est de restaurer la monarchie d'Alphonse XIII ; une branche monarchiste carliste dont le but est de restaurer la monarchie en faveur d'Alfonso Carlos de Borbón ; une branche « constitutionnaliste » composée de militaires et de républicains conservateurs proches d'Alejandro Lerroux et hostiles au Frente Popular ; une branche dirigée par la Junta de Generales, favorable à la République, mais hostile à la gauche ; et une dernière branche gravitant autour de l'UME, disposée à abattre la République par n'importe quel moyen. D'autres historiens, à l'instar de Francisco Alía Miranda, estiment qu'il n'y a qu'une seule organisation conspiratrice. La thèse de Carlos Píriz, qui revient largement sur la constitution de l'UME et sur son rôle au sein de la conspiration, tend à donner raison à Francisco Alía Miranda. Quoiqu'il en soit, il est clair que la destitution du président Niceto Alcalá-Zamora en avril 1936 facilite l'adhésion au complot de militaires républicains et conservateurs tels que le général Gonzalo Quiépo de Llano. Fernando Puell de la Villa, « La trama militar de la conspiración », *op. cit.* ; Francisco Alía Miranda, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, *op. cit.* ; Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.* ; Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, *op. cit.*

des monarchistes alphonstins et carlistes – parmi lesquels on compte notamment José Calvo Sotelo, mais aussi le dirigeant de Renovación Española, Antonio Goicoechea et le dirigeant de la Comución Tradicionalista, Manuel Fal Conde – qui fondent et financent, à partir d’août 1934, l’organisation qui constitue la colonne vertébrale de la conspiration : l’UME²⁶⁸. Par ailleurs, la réunion qui relance la conspiration militaire le 8 mars 1936, convoquée par le général Mola et parrainée par l’UME, a lieu dans la maison d’un militant de la CEDA, José Delgado²⁶⁹. En effet, si les conspirateurs prévoient l’instauration d’un Directoire militaire²⁷⁰, ils ont conscience de la nécessaire collaboration civile pour que le coup d’État réussisse. À partir de la fin du mois de mai et jusqu’au début du mois de juillet, les différentes organisations de droite – Renovación Española, Comución Tradicionalista, Falange Española et CEDA – offrent officiellement leur adhésion au coup d’État en préparation – dont elles financent les préparatifs – et acceptent de se soumettre à sa direction militaire²⁷¹.

B. Les diplomates français et britanniques reprennent les discours catastrophistes des droites espagnoles

1. Un gouvernement impuissant et dépassé par les mouvements sociaux

Les mobilisations sociales et les violences qui les accompagnent durant tout le printemps renforcent la peur sociale qu’ont éprouvée les diplomates et les consuls français et britanniques face aux manifestations célébrant la victoire du Frente Popular. Leur perception des événements est en outre largement influencée par la propagande catastrophiste que déploient les droites au même moment. Ils décrivent en effet un pays en proie au désordre et paralysé par les grèves, face à un gouvernement impuissant, voire conciliant, avec les révolutionnaires. Dès le mois de mars, les consuls rapportent ainsi les désordres qui ont lieu dans leur circonscription, en particulier les violences anticléricales. L’agent consulaire à Cadix, Lucien Sandrier, signale ainsi l’incendie de cinq couvents dans ville²⁷². Il ajoute que le

²⁶⁸ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 77-84 ; Ángel Viñas, *¿Quién quiso la guerra civil? Historia de una conspiración*, op. cit., p. 110-117 ; Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, op. cit., p. 85-93.

²⁶⁹ Francisco Alía Miranda, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, op. cit., p. 75 ; Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, op. cit., p. 91.

²⁷⁰ Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, op. cit., p. 94.

²⁷¹ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 353-388 ; Francisco Alía Miranda, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, op. cit., p. 81-87 ; Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 87-94 ; Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, op. cit., p. 96-105.

²⁷² CADN, Madrid, C1, 148, dép. 44 de Georges Moraud à Jean Herbet, 9 mars 1936.

bruit court dans toute l'Espagne que les couvents sont pillés et incendiés, ce qui confirmerait à ses yeux que « l'affaire était préparée depuis de longs jours »²⁷³. À l'occasion de ces troubles, le drapeau du consulat allemand, situé à proximité du gouvernorat, a été arraché. Or, « la police n'est pas intervenue²⁷⁴. » Le vice-consul honoraire britannique à Cadix, H. W. Sanderson, livre un récit similaire des événements. Selon lui, « il n'y a eu aucune tentative de la part des autorités de mettre un terme à cette anarchie ». Pourtant, il rapporte qu'« une personne de la foule [...] a été abattue »²⁷⁵. En effet, la police finit par intervenir « vers les 19 heures [...] pour faire cesser les désordres ». Une intervention durant laquelle « un manifestant a été tué d'un coup de revolver »²⁷⁶. Le consul de France à La Corogne, Léon Pérétie, évoque également la passivité des forces de l'ordre face aux affrontements qui opposent des éléments de droite aux éléments de gauche, qui saccagent les locaux de la droite : « La police spectatrice impassible de tous ces incidents, n'est pas intervenue, n'ayant, paraît-il reçu aucun ordre à cet égard ». Il ajoute que si « cette agitation n'est pas grave pour l'instant », elle « n'en crée pas moins un état d'esprit, qui, s'il continue à ne pas rencontrer d'obstacles dans toutes ses manifestations, finira forcément par devenir dangereux »²⁷⁷. Son collègue de Séville, Georges Moraud, se montre aussi alarmiste un mois plus tard au sujet de Cordoue où une grève générale est annoncée :

« Il est à craindre que des troubles éclatent et dégénèrent en scènes de pillage et de destruction, d'autant plus qu'il semble bien que les autorités responsables ne fassent pas montre d'une grande énergie pour maintenir l'ordre.

En tout cas, à Cordoue et dans la province, les extrémistes se livrent ouvertement à une propagande effrénée, dont la grève générale projetée est l'un des premiers résultats. Ils donnent l'impression, me dit-ont, qu'ils sont les maîtres absolus et l'occasion va se présenter, sans doute, de montrer jusqu'où va leur puissance²⁷⁸. »

L'incident de Yeste, le 29 mai 1936, conduit en outre Jean Herbette à considérer que la « situation grave et par endroits anarchique que signalent en Andalousie nos Consuls à Malaga et à Séville tend à gagner d'autres régions », déplorant que le gouvernement espagnol ne dispose pas de « l'outillage » nécessaire pour maintenir l'ordre et pour « discipliner les

²⁷³ *Ibid.*, dép. 45 de Georges Moraud à Jean Herbette, 10 mars 1936.

²⁷⁴ *Ibid.*, dép. 44 de Georges Moraud à Jean Herbette, 9 mars 1936.

²⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/20520, W2486/62/41, dép. 22 de H. W. Sanderson à Sir Henry Chilton, 9 mars 1936.

²⁷⁶ CADN, Madrid, C1, 148, dép. 46 de Georges Moraud à Jean Herbette, 12 mars 1936.

²⁷⁷ *Ibid.*, dép. 40 de Léon Peretie à Jean Herbette, 19 mars 1936.

²⁷⁸ *Ibid.*, dép. 67 de Georges Moraud à Jean Herbette, 24 avril 1936.

masses »²⁷⁹. Et quand l'ordre n'est pas troublé, certains déplorent l'attitude des organisations ouvrières. Maurice Marcassin, le consul français à Valence, écrit ainsi que les « vainqueurs réprimaient difficilement leur impatience d'exploiter leur succès²⁸⁰ ». Quant à Georges Moraud, s'il reconnaît en mai que « L'ordre n'est pas troublé à Séville », il note cependant que « les affaires y sont dans le marasme » et déplore notamment les grèves qui touchent les cinémas et les théâtres²⁸¹. Il en va de même en juin à Huelva, où « L'arrêt du travail est pour ainsi dire complet : les cafés, les bars, ainsi que les magasins sont fermés²⁸² ». Petit à petit, l'idée que le gouvernement espagnol est dépassé par les mobilisations sociales fraie son chemin parmi les représentants français en Espagne. Le consul de France à Bilbao, René Castéran, livre en 1937 un bel exemple de cette perception :

« Pendant les quatre mois qui ont précédé l'explosion du 18 Juillet 1936, une vague d'agitation n'avait cessé de secouer l'Espagne. Les élections de février avaient donné le pouvoir au Front populaire. Les anarcho-syndicalistes, grisés par ce succès, avaient aussitôt provoqué dans toutes les grandes villes des scènes d'émeutes, des manifestations, des attentats. Les grèves étaient déclanchées [*sic*] chaque jour dont il eut été vain de rechercher le caractère professionnel. Un régime de terreur s'était établi à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, à Santander, à Valence, se substituant au Gouvernement légal. Celui-ci perdait peu à peu l'autorité qui lui était nécessaire pour réprimer ces désordres et assurer la sécurité des citoyens.

C'est en effet au cours du mois de mars 1936 que les incendies d'églises et de monuments publics commencèrent à se produire. Ce fut d'abord Saint-Louis de Madrid ; quelques jours plus tard, Saint-Ignace, dans la rue del Principe, au centre même de la capitale, s'écroulait ensevelissant sous ses ruines d'inappréciables trésors artistiques. Au cours de réunions publiques, d'obscurs orateurs excitaient le peuple l'invitant à prendre les armes ; le résultat ne se fit pas attendre, des armureries comme celle de la rue Hortaleza furent prises d'assaut. L'édifice du journal *La Nation* devint la proie des flammes, ceux des journaux *ABC* et *El Debate* étaient difficilement protégés par la force publique.

À la suite de fusillades qui mettaient aux prises la police et les manifestants, des victimes tombaient de part et d'autre et, chaque fois, les obsèques donnaient lieu à de nouvelles manifestations, à de nouveaux désordres.

Le commerce était virtuellement arrêté, les commerçants n'ouvrant que timidement leurs magasins dans la crainte de pillages dont ils étaient menacés.

²⁷⁹ *Ibid.*, tél. 589-591 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 mai 1936.

²⁸⁰ *Ibid.*, dép. 39 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 17 mars 1936.

²⁸¹ *Ibid.*, dép. 109 de Georges Moraud à Jean Herbette, 29 mai 1936.

²⁸² *Ibid.*, dép. 136 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 juin 1936.

Ce qui se passait à Madrid avait également lieu en province. La vie normale n'existait plus et le Gouvernement de M. Azaña qui délibérait tous les jours, se trouvait débordé par une situation qu'il avait essayé en vain de maîtriser²⁸³. »

Les représentants britanniques en Espagne dressent un tableau relativement similaire de la situation, comparant la trajectoire du gouvernement de Frente Popular à celle d'Alexandre Kerenski dans la Russie de 1917²⁸⁴. Alors qu'il commente les mesures annoncées par le ministre de l'Intérieur pour faire face aux désordres et violences anticléricales, Sir Henry Chilton note dès la mi-mars qu'il « serait optimiste de supposer que l'ordre public sera facilement rétabli, car l'autorité et la discipline des forces de police et de l'armée ont déjà été sapées et le Gouvernement ne semble pas avoir la situation en main²⁸⁵ ». À la même époque, le conseiller de l'ambassade, George Ogilvie-Forbes, s'inquiète dans une lettre envoyée au *Times* de l'ascendant que l'extrême gauche conserve sur le gouvernement de Frente Popular. La dynamique pourrait, selon lui, favoriser l'émergence d'une révolution prolétarienne²⁸⁶. À la fin du mois de mars, le premier secrétaire de l'ambassade britannique, Oswald Scott, doute également des capacités du gouvernement de Frente Popular à maintenir l'ordre. Il écrit en effet qu'il « existe de sérieux doutes qu'en cas d'urgence les autorités soient véritablement en position d'adopter une ligne dure vis-à-vis de l'extrême gauche²⁸⁷ ». Il se montre néanmoins plus prudent et plus optimiste quelques jours plus tard : « J'entrevois dans un futur immédiat, des étincelles venant de la droite, donnant naissance à des feux de joie de l'autre côté de la rive, mais pas de conflagration générale ; une période d'anarchie assez brève et bénigne, mais pas de réelle menace communiste, suivie d'un gouvernement de gauche plutôt durable [...]»²⁸⁸. »

Mais les inquiétudes britanniques s'accroissent un mois plus tard. Un fonctionnaire du Foreign Office, Charles A. E. Shuckburgh, indique en effet à la fin du mois d'avril que les

²⁸³ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

²⁸⁴ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 32.

²⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20520, W2284/62/41, tél. 66 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 mars 1936.

²⁸⁶ Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, op. cit., p. 263-264.

²⁸⁷ Cité et traduit par Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, op. cit., p. 173 ; Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, op. cit., p. 261-263.

²⁸⁸ Cité et traduit par Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, op. cit., p. 174. Ángel Viñas rappelle cependant que Oswald Scott compare la situation espagnole à celle de la Russie de 1917 au début de sa dépêche : Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, op. cit., p. 261-263.

« huit dépêches qui sont arrivées par ce sac donnent une image du malaise croissant en Espagne, du renforcement de la confiance des communistes et de l'extrême gauche, et de l'incapacité apparente des forces de l'ordre à se résoudre à une politique ferme²⁸⁹ ». Au début du mois de mai, le vice-consul honoraire de la Grande-Bretagne à Carthagène, M. Harrison, informe que « la gauche extrémiste fait la loi » dans sa circonscription, où il observe « le manque de respect envers les autorités²⁹⁰ ». William Oxley, le consul britannique à Vigo, explique lui aussi que les communistes sont maîtres de la situation, à l'occasion de la grève générale qui paralyse la ville le 14 mai²⁹¹. Son collègue à Malaga, William Mackness, informe quant à lui que, selon un industriel local qui voyage fréquemment en Andalousie, « dans certaines villes où le maire est d'extrême "gauche", un certain nombre d'habitants masculins sont enrôlés dans un organisme connu localement sous le nom de "policia roja" ». Il ajoute que les membres de cette « police rouge » « sont autorisés à porter des armes » et que « leurs activités sont pour la plupart de nature terroriste »²⁹². Un fonctionnaire du Foreign Office, William Montagu-Pollock, note à propos du rapport qu'il « confirme notre impression antérieure selon laquelle de nombreux gouverneurs civils ne veulent pas ou sont impuissants à maintenir l'ordre²⁹³ ». De fait, Sir Henry Chilton considère dès le mois de mai que « le faible et hésitant gouvernement espagnol avait abandonné le pouvoir aux mains du prolétariat²⁹⁴ ». Un mois plus tard, le consul général de Grande-Bretagne à Barcelone, Norman King, estime que le pays est au bord du chaos et de la guerre civile²⁹⁵. Un mémorandum élaboré par William Montagu-Pollock à la fin du mois de juin, sur instruction du Foreign Office, résume bien la nature des informations qui parviennent à Londres. Le rapport indique notamment que :

« Depuis les élections, la situation dans tout le pays s'est constamment détériorée. Le gouvernement, dans une tentative bien intentionnée de tenir ses promesses électorales et sous la forte pression de la gauche, a adopté par décret un certain nombre de lois qui ont abouti à un état de grèves et de lock-out chroniques et à la quasi-paralysie d'un grand nombre des entreprises du pays. [...] Les résultats des élections ont également été généralement considérés par la classe ouvrière comme une victoire de la

²⁸⁹ TNA, PRO, FO 371/20521, W3449/62/41, minute de Charles A. E. Shuckburgh du 22 avril 1936.

²⁹⁰ *Ibid.*, W3942/62/41, dép. 320 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 1^{er} mai 1936.

²⁹¹ Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, *op. cit.*, p. 276.

²⁹² TNA, PRO, FO 371/20521, W4244/62/41, dép. 55 de William R. Mackness à Sir Henry Chilton, 4 mai 1936.

²⁹³ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 15 mai 1936.

²⁹⁴ Cité par Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 34.

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 35.

révolution, et le sentiment populaire est devenu à un tel point incontrôlable que 140 églises ont été incendiées au cours des six premières semaines qui ont suivi les élections. Compte tenu de sa faiblesse parlementaire et de l'ambiance révolutionnaire régnante qui a aussi affecté les services civils et armés, le gouvernement a soit eu peur ou soit été impuissant à maintenir l'ordre ; et dans de nombreux endroits, en raison du sentiment de peur et de confusion causé par la disparition de l'autorité, le contrôle du gouvernement local, des tribunaux, etc., est tombé aux mains de la minorité d'extrême gauche. De même, le contrôle effectif du Parti socialiste est pratiquement passé entre les mains de son chef extrémiste Señor Caballero [...].

Les communistes ont dans le même temps été occupés à s'armer et à renforcer leur organisation.

En dépit des affirmations répétées du gouvernement selon lesquelles il entend "défendre la République et réprimer le désordre", rien n'indique une amélioration de la situation. [...] ²⁹⁶ »

La présentation que les agents français et britanniques donnent de l'Espagne du Frente Popular n'est donc pas sans rappeler la présentation qu'en donnent au même moment les droites espagnoles. C'est qu'au-delà de leurs propres représentations et appréhensions sociales, ils sont influencés par la propagande catastrophiste que déploient les droites contre-révolutionnaires.

2. Le discours catastrophiste prépare le terrain diplomatique pour le coup d'État militaire

C'est d'abord le Corps diplomatique qui semble offrir une caisse de résonance aux discours catastrophistes de la droite qui préparent le terrain à un coup d'État. Ainsi, dès la fin du mois de mars, le nonce apostolique, Mgr. Tedeschini, qui « reçoit, sans en avoir besoin de les solliciter assurément, maintes confidences de droite ²⁹⁷ », s'alarme de la situation auprès des ambassades française et britannique. Les violences anticléricales et les rumeurs d'un coup d'État préparé par la droite lui font craindre « une révolution populaire, sévissant dans le vieux quartier où la Nonciature brûlerait si facilement ²⁹⁸ ». Craignant que sa vie soit menacée par « les éléments communistes ²⁹⁹ », il demande l'asile diplomatique en cas de troubles au conseiller de l'ambassade britannique, George Ogilvie-Forbes, et à l'ambassadeur français

²⁹⁶ TNA, PRO, FO 371/20522, W5693/62/41, mémorandum de William Montagu-Pollock, 23 juin 1936.

²⁹⁷ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 404 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 mars 1936.

²⁹⁸ *Ibid.*, dép. 404 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 mars 1936.

²⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/202520, W2602/62/41, tél. 70 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 25 mars 1936.

Jean Herbette³⁰⁰. Au même moment, Sir Henry Chilton rapporte au Foreign Office les propos que le ministre d'État Augusto Barcia – membre d'Izquierda Republicana – aurait tenu à l'un de ses collègues. Barcia aurait ainsi déclaré que « si l'extrême gauche gagnait aux élections municipales du 12 avril, M. Largo Caballero, le leader socialiste extrémiste, deviendrait président de la République et du Gouvernement et établirait un régime soviétique en Espagne, mais qu'il serait probablement la première victime de son propre parti³⁰¹ ». L'ambassadeur britannique ajoute que « pour l'empêcher l'armée serait en train de comploter un coup d'État sous la direction d'un général distingué, dont le nom n'a pas été divulgué » : « Il aura probablement lieu, s'il a lieu, avant le 12 avril. S'il réussit, il sera intéressant de voir ce qui se passera. S'il échoue, ce sera le chaos et l'anarchie, comme cela sera peut-être le cas de toute façon, si les élections sont en faveur de l'extrême gauche³⁰². »

Selon Ángel Viñas, la personne à l'origine de cette confidence serait l'ambassadeur argentin et doyen du Corps diplomatique Daniel García Mansilla, qu'il qualifie d'« homme dévot et hyper-conservateur ». En poste à Madrid depuis 1928, il considère dès l'instauration de la Seconde République que la révolution politique de 1931 donnera lieu à une révolution sociale dont l'objectif sera d'instaurer un État marxiste dans un futur proche³⁰³. Il est dès lors possible de se demander – sans pouvoir trancher – si les propos rapportés par Chilton sont bien ceux d'Augusto Barcia ou s'ils sont ceux de l'ambassadeur argentin. Certes, au même moment, selon Jean Herbette, les fonctionnaires du Gouvernement « sont gravement préoccupés », et certains affirment que « L'Espagne est aujourd'hui dans une situation révolutionnaire » et que « les droites vont tenter un coup de force pour ressaisir le pouvoir »³⁰⁴. Mais Augusto Barcia se montre bien plus rassurant quelques jours plus tard, quand il évoque la situation de l'Espagne avec Sir Henry Chilton :

« Son Excellence a dit qu'il pensait que les grandes villes resteraient calmes. Bien qu'il puisse y avoir des problèmes sporadiques dans certaines régions du pays. Les communistes ont peur de l'armée, mais cette dernière craint des troubles de la part des communistes ; les Droites ont peur de tout ! Le gouvernement dispose d'une force très mobile, la garde d'assaut, qui peut être envoyée à bref délai dans n'importe quelle partie du pays où des troubles pourraient se produire. Son Excellence a déclaré qu'il

³⁰⁰ TNA, PRO, FO 371/202520, W2602/62/41, tél. 70 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 25 mars 1936 ; et CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 404 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 mars 1936.

³⁰¹ TNA, PRO, FO 371/202520, W2678/62/41, tél. 72 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 25 mars 1936.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, op. cit., p. 256 et 267.

³⁰⁴ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 404 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 mars 1936.

pensait qu'il pourrait y avoir plus de difficultés aux Cortes qu'à l'extérieur en raison de la division des rangs socialistes, du retrait de l'incitation des partis, etc³⁰⁵. »

À l'inverse, Daniel García Mansilla tient à l'ambassadeur britannique, à peu près au même moment, des propos catastrophiques très proches de ceux rapportés par Sir Henry Chilton dans son télégramme du 25 mars :

« L'armée dans son ensemble est à présent furieuse à l'égard des communistes et on pourrait probablement compter sur le fait qu'elle appuiera le Président dans toute action qu'il pourrait entreprendre contre eux. Mais si on leur permettait de se déchaîner au cours des prochaines semaines, M. García Mansilla pense qu'il pourrait très facilement se produire une révolution sociale ; ce serait certainement le cas si les élections allaient trop à gauche. [...] Il n'est en aucun cas inenvisageable qu'un "coup d'État" puisse être tenté et qu'une dictature soit proclamée avec M. Gil Robles ou le Président Alcalá Zamora comme dictateur. Si les communistes gagnent en pouvoir, cela pourrait être de mauvais augure pour nous tous, car même les ambassades et les légations étrangères pourraient être menacées, en particulier celles de l'Allemagne et de l'Italie, tandis que la Grande-Bretagne et les États-Unis sont considérés comme des pays capitalistes³⁰⁶. »

Cette conviction se diffuse en tout cas au sein du Corps diplomatique. Sir Henry Chilton informe en effet le Foreign Office que certains de ses collègues – parmi lesquels on retrouve à nouveau Daniel García Mansilla et Mgr. Tedeschini – rassemblés à l'Ambassade d'Allemagne, sont « pessimistes » et considèrent qu'une « République soviétique en Espagne [est] tout à fait possible dans un futur proche », en particulier si l'extrême gauche progresse aux élections municipales³⁰⁷. Et si Jean Herbette paraît se tenir à distance de ses collègues du Corps diplomatique – qui le tiennent pour socialiste³⁰⁸ –, il semble également influencé par ces rumeurs. Ainsi, au détour d'une dépêche qu'il consacre à la grève qui paralyse des puits de la Société minière de Peñarroya à Puertollano, il indique s'attendre à un regain d'agitation de la part de l'UGT « à l'occasion des prochaines élections municipales (12 avril) »³⁰⁹. Il rapporte également les rumeurs de coup d'État militaire qui sont colportées par la droite au

³⁰⁵ TNA, PRO, FO 371/20520, W2967/62/41, tél. 77 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 avril 1936.

³⁰⁶ *Ibid.*, W2868/62/41, dép. 208 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 24 mars 1936.

³⁰⁷ *Ibid.*, W2967/62/41, tél. 77 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 avril 1936.

³⁰⁸ L'ambassadeur des États-Unis, Claude G. Bowers, écrit à son sujet que « Plus ou moins socialiste et journaliste de talent, il était la bête noire des aristocrates espagnols, tant à cause de ses idées politiques que parce qu'il avait accompli une mission diplomatique à Moscou, mais il était en faveur auprès des partis de gauche. Froid, distant et peu avenant, il ne jouissait pas, d'une manière générale, d'une grande popularité. » Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939, op. cit.*, p. 69.

³⁰⁹ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 438 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 31 mars 1936.

moment de la crise qui oppose le gouvernement de Frente Popular au président de la République Niceto Alcalá-Zamora³¹⁰. L'ambassadeur français, qui cherche à en vérifier la réalité, prend alors l'avis d'une personne « en mesure de savoir », mais dont il ne précise pas l'identité. Après avoir détaillé les différentes implications de cette crise politique, Herbette ajoute la précision suivante :

« Tout ce que je puis ajouter pour aujourd'hui, parce que mon interlocuteur me l'a laissé entendre, c'est que l'horizon actuel s'arrête aux élections municipales du 12 avril. Il s'agit d'arriver jusque-là, et d'y arriver sans accident grave. Ensuite, on verra. Que verra-t-on ? Mon interlocuteur avait l'air de penser que la tâche du Gouvernement serait plus facile ensuite. L'opinion générale est au contraire qu'il se passera vers le milieu d'avril toutes sortes de choses extraordinaires dont les uns se réjouissent d'avance et dont les autres ont une peur épouvantable. J'avoue que je n'en sais rien. Il me semble seulement qu'en règle générale, et sauf en astronomie, les événements ne se produisent pas aux dates annoncées par les augures³¹¹. »

Ainsi, une partie importante du Corps diplomatique reprend – ou leur accorde un certain crédit – les rumeurs propagées par la droite qui visent à légitimer le coup d'État militaire dont la planification vient de reprendre au début du mois de mars³¹². Les conspirateurs se réunissent en effet à plusieurs reprises et finissent par fixer la date du soulèvement au 20 avril. Le coup d'État est finalement repoussé à une date ultérieure le 19 avril, en raison du manque d'appui et de l'indécision, mais aussi du travail d'information mené par le gouvernement républicain qui désorganise les réseaux de la conspiration³¹³.

Néanmoins, les préparatifs du coup d'État se poursuivent à partir du mois de mai sous la direction du général Mola, tandis que de fausses instructions attribuées au Komintern, au PSOE et à l'UGT sont diffusées clandestinement par les droites contre-révolutionnaires – et

³¹⁰ La nouvelle coalition arrivée au pouvoir est particulièrement hostile à Niceto Alcalá-Zamora, qui a causé la chute du gouvernement républicano-socialiste présidé par Manuel Azaña en septembre 1933. La droite lui est également hostile pour son refus de nommer José María Gil Robles président du Conseil en décembre 1935. Dans ce contexte, les nouvelles Cortes entreprennent de le destituer en vertu de l'article 81 de la constitution. C'est chose faite le 7 avril 1936. Seuls cinq députés votent contre sa destitution, tandis que la droite s'abstient. Manuel Azaña est élu président de la République le 10 mai 1936. Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 166-167.

³¹¹ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 448 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1936.

³¹² Fernando Puell de la Villa, « La trama militar de la conspiración », *op. cit.*, p. 76 ; Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del "golpe de Estado comunista" », *op. cit.* ; Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, *op. cit.*, p. 180-185.

³¹³ Francisco Alía Miranda, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, *op. cit.*, p. 73-80 ; Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.*, p. 88 ; Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 91-92.

en particulier par la Falange Española. Dès le 27 mai 1936, le journaliste hongrois Andrés Revesz remet au premier secrétaire de l'ambassade française, René Bonjean, des copies de l'« Informe confidencial n° 11 », qui annonce la formation d'un Soviet National présidé par Francisco Largo Caballero à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire ; et de l'« Informe confidencial n° 3 » qui détaille les plans d'un soulèvement révolutionnaire organisé par l'UGT³¹⁴. Responsable des questions internationales pour le quotidien monarchiste *ABC*, Andrés Revesz est en contact régulier avec l'ambassade de France et en particulier avec René Bonjean qui s'occupe des relations avec la presse³¹⁵. Andrés Revesz semble en outre relativement favorable à la Falange Española depuis sa création en 1933³¹⁶. Enfin, il appartient vraisemblablement au Socorro Blanco, une organisation bénéfique créée par les monarchistes espagnols en 1932 afin d'apporter un secours moral et financier à leurs partisans détenus à la suite de la tentative de coup d'État du général Sanjurjo en août 1932. Le Socorro Blanco participe ensuite au financement de la conspiration militaire durant le printemps 1936³¹⁷. Andrés Revesz est en effet arrêté par les autorités républicaines « comme agent actif du “Secours Blanc” » en juin 1938³¹⁸. Ces deux documents sont aussi remis à l'ambassade par un membre de la colonie française, M. Claude³¹⁹. Le colonel Jouart, l'attaché militaire de l'ambassade, s'est également procuré ces documents auprès de son homologue portugais³²⁰. Ils ne semblent cependant pas avoir été transmis au Quai d'Orsay, l'ambassadeur français Jean Herbette – qui n'ignore pas leur origine « fasciste » – n'étant pas « convaincu » par les alertes de son attaché militaire ni par la propagande contre-révolutionnaire (voir *infra*)³²¹. Le consul britannique à Vigo, William Oxley, transmet en revanche à son ambassade une série de prétendus plans communistes et ugétistes qui prévoient, avec la complicité d'agents soviétiques, des attaques contre des casernes militaires et la liquidation des ennemis de classe. Contrairement à l'ambassade française, le conseiller britannique

³¹⁴ CADN, Madrid, C1, 130, « Informations de source fasciste espagnole (Falange española) sur un coup de force éventuel des partis d'extrême gauche en été 1936 ».

³¹⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A3, tél. 109-110 de Jacques Pigeonneau (consul de France à Madrid) au Quai d'Orsay, 30 juin 1938.

³¹⁶ Selon Pierre-Paul Grégorio, si le journaliste rejette le programme économique et social de l'organisation fasciste, il estime que son leader José Antonio Primo de Rivera peut, par son extraction familiale et sociale, inspirer confiance aux droites espagnoles pour la protection de leurs intérêts. Pierre-Paul Grégorio, « 1933-1936 : Falange Española dans *ABC* de Madrid », *Cahiers d'études romanes*, 2000, n° 4, p. 115-154.

³¹⁷ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.*, p. 89.

³¹⁸ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A3, tél. 109-110 de Jacques Pigeonneau (consul de France à Madrid) au Quai d'Orsay, 30 juin 1938.

³¹⁹ CADN, Madrid, C1, 130, « Informations de source fasciste espagnole (Falange española) sur un coup de force éventuel des partis d'extrême gauche en été 1936 ».

³²⁰ SHD, GR, 7N 2754, « Rapport sur les événements d'Espagne (juillet-août 1936) et leur répercussion sur le passage des consignes du poste d'attaché militaire à Madrid », par le colonel Jouart, 25 août 1936.

³²¹ *Ibid.*

George Ogilvie-Forbes les transmet au Foreign Office le 15 juin 1936. S'il prend soin de préciser que ce sont des « éléments fascistes » qui font circuler ces informations, il accorde du crédit à plusieurs points des fausses instructions. Certains fonctionnaires du Foreign Office doutent néanmoins de la véracité des documents, qui donnent l'impression d'être une falsification fasciste³²². Il est donc difficile d'évaluer la réception de ces faux parmi les agents français et britanniques. Y ont-ils cru ? Il semblerait que ce soit le cas de William Oxley et, dans une moindre mesure, de George Ogilvie-Forbes³²³. L'ambassadeur français Jean Herbette, qui ne fait aucune mention de ces documents dans sa correspondance avec le Quai d'Orsay, ne semble en revanche pas y avoir accordé de crédit.

Mais ces documents alimentent les rumeurs et leur contenu semble parvenir aux diplomates et aux consuls par d'autres biais. Ainsi, le comte Romanones, figure monarchiste du Partido Liberal sous la Restauration, déclare à l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton qu'il est « convaincu que la Russie envoyait des sommes d'argent pour faire avancer la cause communiste en Espagne », ajoutant que « l'Espagne ne se serait jamais retrouvée dans une telle situation sans l'influence et l'argent de la Russie »³²⁴. D'autre part, le consul de France à Séville, Georges Moraud, note dès le 12 mars 1936 que les manifestants à Cadix auraient dressé les listes des maisons particulières qui pourraient être attaquées à l'occasion de nouveaux incidents³²⁵.

C'est aussi cette imprégnation que suggère la correspondance du consul de France à Malaga, Pierre Desmartis. Dès le 24 avril 1936, il note qu'en prévision du 1^{er} mai, les « jeunes gens et jeunes filles des partis de gauche avancée à Malaga-Ville sont à leur tour enrôlés et font publiquement l'exercice militaire – sans armes – dans les champs de foire de la ville ». Il précise alors qu'il « y aura lieu de contrôler si ces exercices militaires continuent après cette fête : car il s'agirait bien alors de la constitution de milices ouvrières »³²⁶. Cette préoccupation n'est pas anodine. Elle fait écho aux rumeurs qui circulent à ce moment-là sur la préparation simultanée d'un coup communiste en France et en Espagne, et dont nous pouvons retrouver la trace dans les mémoires de l'ancien ambassadeur chilien en Espagne, Aurelio Núñez Morgado :

³²² Ángel Viñas, *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, *op. cit.*, p. 276-281.

³²³ Ángel Viñas, « Inglaterra y el Frente Popular », *op. cit.*

³²⁴ TNA, PRO, FO 371/20521, W4321/62/41, dép. 361 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 mai 1936.

³²⁵ CADN, Madrid, C1, 148, dép. 46 de Georges Moraud à Jean Herbette, 12 mars 1936.

³²⁶ *Ibid.*, dép. 32 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 24 avril 1936.

« On donnait des instructions depuis l'état-major parisien pour qu'au moment décidé, les casernes soient attaquées et que les chefs et les officiers soient assassinés. Conformément à ces instructions, des unités de type militaires devaient être organisées avec des jeunes gens, déterminés, résolus, qui ne craignaient pas la mort. On fixa la date du 1^{er} mai 1936 pour l'explosion. Mais les communistes à Paris demandèrent le report parce qu'ils manquaient encore de préparations matérielles et que la propagande n'avait pas atteint le point précis de maturité³²⁷. »

De fait, Jean Herbette signale quelques jours plus tard que « Des bruits sinistres avaient couru sur ce qui devait se passer en Espagne le 1^{er} Mai. L'événement les a démentis³²⁸. » Une semaine plus tard, Pierre Desmartis informe l'ambassade que « D'après les informations confidentielles qui m'ont été données hier soir, et que je crois devoir signaler sous réserve, le gouverneur civil de Malaga s'attendait à un conflit armé prochain avec les syndicats ouvriers³²⁹ ». Et à la fin du mois de mai, il ajoute : « On s'attend généralement ici à des troubles graves pour une date rapprochée. Il me revient de divers côtés depuis plusieurs jours, et aujourd'hui d'une source syndicaliste que j'ai lieu de croire sérieuse, que la Confédération nationale du Travail prépare un mouvement révolutionnaire qui pourrait éclater à partir du 28 courant³³⁰. »

Dans ces conditions, l'intervention de l'armée apparaît de plus en plus comme une garantie face à la menace révolutionnaire. En mai 1936, Georges Moraud indique par exemple que lors de la grève générale qui s'empare de Cadix, « De nombreuses forces de troupe de gardes ont circulé dans les rues » et que « c'est grâce à ces mesures que l'ordre n'a pas été troublé davantage ». Il ajoute que selon le gérant de l'agence consulaire, Émile Huart, « Les manifestants craignent plus les soldats que les gardes³³¹. » À la fin du mois juin, Moraud estime à nouveau que c'est l'occupation des points importants de la ville de Huelva par la Garde civile et des Gardes d'assaut, mais aussi la présence de la canonnière *Laya* dans le port, qui empêchent que l'ordre ne soit troublé à l'occasion de la grève générale³³². En outre, Jean-François Berdah note que « le Foreign Office était parvenu à la conclusion que seule l'amorce d'une "troisième voie", celle d'une intervention militaire, était en mesure de garantir

³²⁷ Aurelio Núñez Morgado, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, Madrid, Editorial Vimar, 1979 [1941], p. 130.

³²⁸ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 586 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 2 mai 1936.

³²⁹ CADN, Madrid, C1, 148, tél. 5 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 7 mai 1936.

³³⁰ *Ibid.*, tél. 6 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 26 mai 1936.

³³¹ *Ibid.*, dép. 85 de Georges Moraud à Jean Herbette, 8 mai 1936.

³³² *Ibid.*, dép. 136 de Georges Moraud à Jean Herbette, 25 juin 1936.

l'intégrité des intérêts britanniques et de mettre fin au chaos. Cette conviction ne découlait pas seulement des rumeurs croissantes de coup d'État circulant en Espagne, mais d'informations transmises par la rébellion, visant à faire comprendre à Londres qu'il ne s'agissait ni d'un "mouvement fasciste", ni d'une action "reliée à la propagande et aux intérêts italiens", mais d'une entreprise destinée "uniquement à restaurer l'ordre et à installer au pouvoir un gouvernement civil de droite"³³³. »

Cette conviction britannique doit également beaucoup à la personnalité de l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton. Ángel Viñas note en effet un changement drastique dans la qualité de l'information politique produite par l'ambassade britannique lorsque ce dernier succède à Sir George Grahame en novembre 1935. Selon lui, Chilton ne dispose que de connaissances superficielles sur l'Espagne, et il fonde ses rapports sur des sources essentiellement situées à droite, qu'il s'agisse des journaux *ABC* et *El Debate* ou des relations et amitiés qu'il entretient avec des personnalités comme les frères Herrera y Oria³³⁴. De fait, l'ambassadeur est informé dès le 22 avril 1936 par l'un de ses amis, « en contact étroit avec les Fascistes », des préparatifs d'un coup d'État militaire qui doit mener au pouvoir le général Franco ou le général Goded, et qui a finalement été repoussé. L'ambassadeur transmet alors l'information au Foreign Office en précisant que le « fait que tant de républicains et d'intellectuels soient dégoûtés du régime actuel rend toujours possible que tôt ou tard quelque chose de ce genre se produise³³⁵ ». Sir Henry Chilton se serait en outre rapidement rallié aux vues de l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla, avec qui il entretient des relations suivies³³⁶.

3. Jean Herbette, entre soutien au Frente Popular et peur de la révolution

L'ambassadeur français Jean Herbette adopte quant à lui une position relativement originale, qui fait figure d'exception. Il voit d'un bon œil la victoire de la coalition de gauche et en particulier de Manuel Azaña, qu'il « présente comme le grand sauveur de la Deuxième République³³⁷ ». Il voit en lui « l'homme qui empêchera le revirement politique de tourner au

³³³ Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 175-176.

³³⁴ Ángel Viñas, « Inglaterra y el Frente Popular », *op. cit.*, p. 27-28.

³³⁵ TNA, PRO, FO 371/20521, W3720/62/41, dép. 288 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 22 avril 1936.

³³⁶ Ángel Viñas, « Inglaterra y el Frente Popular », *op. cit.*, p. 27-28.

³³⁷ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 246.

bouleversement social », agissant comme le « rempart de l'ordre social »³³⁸. Jean Herbette estime en effet, au moment des élections de février 1936, que « L'Espagne porte en elle une cause de révolution » : le problème agraire, « qui a quelque analogie avec celui de la Russie »³³⁹. C'est pourquoi l'ambassadeur voit dans le programme du Frente Popular, qu'il qualifie de « modéré », un moyen de stabiliser le pays en faisant des paysans des « radicaux-socialistes à la manière française »³⁴⁰. Malgré les mobilisations paysannes qui dépassent le programme de la coalition, il se montre plutôt favorable à la réforme :

« Assurément, cette manière de réaliser la réforme agraire n'est pas la plus recommandable. Mais, étant donné que les partis de droite n'ont rien fait en ce sens pendant leur séjour au pouvoir, c'est la seule voie qui reste ouverte. Arrivera-t-on ainsi à une solution définitive ? Il se peut que non, parce que les propriétaires dépossédés ne toucheront probablement pas la rente prescrite et parce que les paysans manqueront probablement aussi des ressources nécessaires pour outiller leurs exploitations agricoles et pour vivre en attendant la prochaine récolte. Mais les problèmes qui subsistent ainsi se présenteront en ordre dispersé, ce qui pourra faciliter leur solution. Et, à regarder les choses avec un certain recul, comme si l'on était séparé des événements actuels par toute l'étendue des cimetières où dormira plus tard la présente génération, rien n'interdit d'espérer que les paysans désormais possesseurs de la terre seront un élément de stabilité dans l'Espagne de l'avenir »³⁴¹.

Du reste, Jean Herbette voit d'un bon œil l'arrivée au pouvoir d'un nouveau cabinet réputé francophile³⁴². Il cherche en effet à susciter un rapprochement diplomatique entre la France et l'Espagne – sans vraiment de succès³⁴³. C'est pourquoi il s'élève contre les articles de presse qui, en France, dénoncent le Frente Popular pour mieux lutter contre le Front populaire dans le cadre de la campagne électorale française. Ainsi, « Herbette observe que

³³⁸ Cité par Yves Denéchère, *Ibid.*

³³⁹ CADN, Madrid, C2, 2mi1103, dép. 223 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 février 1936.

³⁴⁰ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 313 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 mars 1936.

³⁴¹ *Ibid.*, dép. 365 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 mars 1936.

³⁴² La référence à la France, très forte au sein du républicanisme et du socialisme espagnols, favorise en effet l'inclinaison francophile des dirigeants du Frente Popular et en particulier de Manuel Azaña, qui le revendique. Mais cette francophilie affichée côtoie des positions pragmatiques quand les intérêts français et espagnols s'opposent. Feliciano Páez-Camino Arias, « ¿Repúblicas hermanas? Influencias del modelo político francés en la España de los años treinta », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1994, vol. 30, n° 3, p. 95-112 ; Angeles Egidio León, « La dimensión internacional de la Segunda República: un proyecto en crisol », in Javier Tusell, Juan Avilés Farré et Rosa Pardo (dir.), *La política exterior de España en el siglo XX*, Madrid, Biblioteca Nueva - UNED, 2000, p. 199 ; Angeles Egidio León, « España y Francia: una relación desigual », in *La Segunda República y su proyección internacional*, Madrid, La Catarata, 2017, p. 107-135 ; Angeles Egidio León, « Francofilia y realpolitik », in Angeles Egidio León (dir.), *Azaña: intelectual y estadista. A los 80 años de su fallecimiento en el exilio*, Madrid, Ministerio de la Presidencia, 2020, p. 235-248.

³⁴³ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 247-248 ; Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 58-59 et 290-300.

“les partis de gauche, parmi lesquels les commentaires de la presse française suscitent tant d’irritation, sont précisément les seuls sur lesquels nous puissions compter pour soutenir ici la cause française dans la situation européenne. Ces considérations mériteraient, semble-t-il, de faire réfléchir tous les patriotes français sans distinction d’opinion”³⁴⁴. » Il voit en effet dans cette campagne de presse une entreprise de déstabilisation menée par l’Allemagne et l’Italie :

« D’une manière générale, il y aurait pour le Gouvernement français un intérêt réel à savoir si une partie des attaques dirigées contre l’Espagne dans la presse française de la Métropole et de l’Afrique du Nord ne proviennent pas, fût-ce à l’insu de ceux qui les reproduisent, de sources influencées par des propagandes étrangères. Divers États, notamment l’Italie et l’Allemagne, peuvent en effet trouver avantage à discréditer un régime espagnol dont les principaux représentants ont des sympathies pour notre pays. Ces États peuvent, en vue d’opérations ultérieures, juger utile que la France perde l’amitié des partis espagnols de gauche – les seuls qui soient traditionnellement capables d’être ses amis – ou bien qu’un Gouvernement espagnol susceptible d’être favorable à la France s’effondre dans l’anarchie. Il ne faut pas oublier que l’anarchie en Espagne, ou bien la présence à Madrid d’une dictature à tendance fasciste, constitueraient pour notre Afrique du Nord des dangers qui, en cas de tension internationale et surtout de conflit européen, pourraient entraîner pour la France des conséquences redoutables³⁴⁵. »

De fait, Jean Herbette attribue un certain nombre des violences qui agitent l’Espagne durant le printemps à l’action d’agents provocateurs. Dès le 10 mars 1936, il rapporte « des bruits selon lesquels certains attentats aux personnes ou aux propriétés semblent être l’œuvre d’agents provocateurs qui chercheraient soit à fomenter des mouvements révolutionnaires soit au contraire à déclencher des répressions grâce auxquelles la force armée se substituerait au pouvoir civil ». Il ajoute que « dans certains milieux de droite on a l’air de penser à propos de ces troubles que l’excès du mal peut engendrer du bien »³⁴⁶. Pour étayer cette hypothèse, il rapporte notamment que les « événements d’Escalona (cinq manifestants républicains tués par des coups de feu tirés d’un cercle de droite) et quelques faits analogues qui se seraient produits à Grenade, Huesca, etc. ont servi de cause ou de prétexte à une série de violence³⁴⁷ ». Or, ces agents provocateurs pourraient être liés, selon lui, à l’Allemagne et à l’Italie. Commentant l’attentat contre Luis Jiménez de Asúa à partir d’un article du quotidien *El*

³⁴⁴ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 248.

³⁴⁵ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 512 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 16 avril 1936.

³⁴⁶ CADN, Madrid, C1, 148, tél. 251 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 10 mars 1936.

³⁴⁷ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 327 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 11 mars 1936.

Socialista, il note que « l’arme du crime serait venue d’Allemagne », qualifiant cette nouvelle de « particulièrement intéressante » :

« Elle semble en effet confirmer l’existence de relations spéciales entre l’Allemagne et les partis espagnols de droite (les assassins appartiendraient à l’organisation fasciste dite “Falange española” que dirige M. Primo de Rivera fils, connu d’autre part pour ses rapports avec l’Italie). L’utilisation des partis espagnols de droite par l’Allemagne tend naturellement à implanter en Espagne un régime qui serait hostile à la France et qui, en cas de guerre franco-allemande, servirait à travailler contre nous sur les côtes espagnoles, au Maroc, etc. La ressemblance entre l’attentat commis contre M. Jiménez de Asúa et ceux qui ont fait périr MM. Herzberger [*sic*] et Rathenau frappe d’ailleurs à première vue, comme je le signalais hier³⁴⁸. »

Au début du mois de mai, Herbette rend également compte d’une « Accointance entre des publicistes pro-allemands ou pro-italiens et le policier accusé d’avoir organisé un attentat contre M. Azaña », en s’appuyant sur le journal de l’aile gauche socialiste *Claridad*. Selon ce quotidien, l’organisateur du complot, Julián Carlavilla del Barrio³⁴⁹, serait l’auteur, « sous le pseudonyme de “Maurice Karl”, de livres de propagande dite antirévolutionnaire. L’un d’eux, intitulé “Le communisme en Espagne” renfermerait de prétendues divulgations sur la propagande de la III^e Internationale ». Il ajoute qu’un autre ouvrage, « intitulé “Assassins de l’Espagne”, incitait à assassiner certains chefs républicains ou socialistes ». L’inspecteur de police mis en cause aurait ensuite recruté des « pistoleros » pour assassiner le leader d’Izquierda Republicana et « aurait disposé à cet effet, en Avril 1935, de certaines sommes que lui avaient fournies d’autres personnalités ». Or, Jean Herbette, reprenant l’article de *Claridad*, note l’existence d’une circulaire élogieuse recommandant de souscrire à une édition de luxe de certains de ces ouvrages. Elle est notamment signée par Juan Pujol, ancien directeur du journal *Informaciones* et désormais rédacteur au journal *ABC* ; par Manuel Delgado Barreto, ancien directeur du « journal de droite fasciste *La Nación* » et désormais contributeur au journal *ABC* ; par Pedro Miourlane Michelena, rédacteur du journal *Informaciones* ; par Ernesto Gimenez Caballero, « l’écrivain espagnol le plus connu pour sa

³⁴⁸ *Ibid.*, dép. 337 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 13 mars 1936.

³⁴⁹ Policier d’origine argentine, Julián Carlavilla del Barrio est aussi connu sous le nom de Mauricio Carlavilla. En 1930, il est chargé par le général Mola, alors Directeur Général de la Sécurité du gouvernement Berenguer, de produire des bulletins sur le communisme en Espagne à destination de l’Entente contre la Troisième Internationale (renommée ensuite Entente Internationale Anticomuniste). Il publie dès lors plusieurs ouvrages sur le sujet : *El Comunismo en España* (1931) ; *El Enemigo. Marxismo, Anarquismo, Masonería* (1934) ; et *Asesinos de España* (1935). Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, Madrid, Marcial Pons, 2020, p. 287-288.

propagande en faveur du régime fasciste et de l'Italie mussolinienne » ; et par César González Ruano, journaliste à *ABC* qui « passe pour être mensuellement rémunéré par le service allemand de propagande ». Tous ces signataires ont pour point commun de signer régulièrement des articles favorables à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste³⁵⁰. Pour Jean Herbette, « Il est assez remarquable que l'éloge d'un individu aussi suspect que Carlavilla ait été avalisé par des personnes aussi notoirement connues par leurs relations d'affaires avec la propagande allemande et avec la propagande italienne ». S'il ajoute, qu'« On ne doit évidemment pas en conclure que ces personnes étaient au courant de l'attentat que Carlavilla avait préparé contre M. Azaña, cinq ou six mois avant l'envoi de la circulaire signée par elles », il estime cependant qu'« on a le droit de se demander si une distance infranchissable séparait les inspireurs de la propagande allemande ou italienne qui rémunérait ces publicistes et les inspireurs de l'assassinat qui avait été projeté contre M. Azaña³⁵¹. » Quelques jours plus tard, l'ambassadeur rapporte que des « grèves générales ont eu lieu à Santander et à León en raison d'attentats attribués à des fascistes ». Il ajoute alors que ces « faits qui sont interprétés comme démontrant l'existence d'un programme terroriste risquent de provoquer une agitation populaire que le Gouvernement s'efforce d'enrayer »³⁵².

Jean Herbette semble donc se préoccuper davantage de la menace que les puissances fascistes font peser sur le gouvernement de Frente Popular que des mobilisations sociales et des désordres qui parcourent l'Espagne au printemps 1936. S'il se trompe au sujet de l'ingérence allemande, l'historiographie lui a depuis donné raison quant à l'Italie³⁵³. Mussolini signe en effet un pacte avec les monarchistes espagnols dès le mois de mars 1934 pour favoriser le renversement de la Seconde République en leur fournissant armements et financements³⁵⁴. Et selon Ángel Viñas, l'Italie finance directement la Falange Española à partir de juin 1935, pour ses attentats et son action déstabilisatrice. En outre, dès le 1^{er} juillet 1936, la Società Idrovolante Alta Italia (SIAI) signe avec le député de Renovación Española Pedro Sainz Rodriguez quatre contrats d'armement qui visent à fournir la conspiration militaire en matériel aéronautique dans la perspective d'une guerre courte après le soulèvement. La politique espagnole de l'Italie s'inscrit alors dans la politique impériale que

³⁵⁰ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 591 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 mai 1936.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² CADN, Madrid, C1, 148, tél. 490 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 mai 1936.

³⁵³ L'Allemagne renforce néanmoins sa propagande en Espagne, en particulier auprès de la presse de droite à laquelle elle fournit surtout des informations sur sa politique intérieure et extérieure. Ángel Viñas, *La Alemania nazi y el 18 de Julio. Antecedentes de la intervención alemana en la guerra civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1974, p. 140-151.

³⁵⁴ John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, Madrid, Alianza Editorial, 1975, p. 61-64.

mène Mussolini en Méditerranée et en Éthiopie. Elle vise à renverser un régime qui apparaît favorable à la France, menaçant ainsi la continuité entre cette dernière et son empire colonial³⁵⁵.

Pourtant, la perception que Jean Herbette a des événements ne semble pas être partagée par ses collègues ni par les autres observateurs français présents en Espagne. Yves Denéchère note ainsi que dans « la correspondance reçue de Lisbonne la situation espagnole est présentée d'une manière beaucoup plus inquiétante. Amé Leroy écrit qu'Herbette ne veut pas parler d'anarchie, mais que c'est bien la réalité de la situation espagnole : incendies, pillages, meurtres³⁵⁶ ». Les Deuxièmes Bureaux de l'État-major de l'Armée (EMA) et de l'État-major Général de la Marine (EMGM) reprennent eux aussi cette vision catastrophiste de la situation espagnole. Selon Simon Catros, « les violences mises en œuvre par les groupes d'extrême droite, en particulier la Phalange, [...] étaient minorées ou justifiées comme réaction aux violences du camp opposé, tandis que l'armée espagnole apparaissait comme un "arbitre" susceptible de mettre fin aux affrontements entre forces politiques et rivales ». Par ailleurs, « les violences d'extrême gauche étaient parfois imputées au Komintern³⁵⁷ ». Du reste, la crainte d'un débordement révolutionnaire n'est pas absente de la correspondance de Jean Herbette, et elle se renforce durant le printemps.

En effet, à partir du mois de mai, Jean Herbette estime que « l'Espagne, sans être en révolution, sans aller nécessairement à une révolution, est actuellement dans une période révolutionnaire³⁵⁸ ». Cette nouvelle appréciation de la situation semble étroitement liée à la multiplication des grèves qui gagnent de l'ampleur au même moment. Il les mentionne ainsi plus fréquemment dans ses dépêches, rapportant par exemple les propos des représentants français à Malaga – qui évoque « la persistance d'une agitation et d'une instabilité profondes³⁵⁹ » – et à Cadix – qui dénonce le « caractère nettement révolutionnaire³⁶⁰ » de la grève. À la mi-mai, Herbette estime alors que « si l'on ne veut pas que la période révolutionnaire aboutisse inévitablement à la révolution il est urgent de remettre l'ordre dans

³⁵⁵ Ángel Viñas, *¿Quién quiso la guerra civil? Historia de una conspiración*, op. cit., p. 57-192 ; Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, op. cit., p. 55-76.

³⁵⁶ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 60.

³⁵⁷ Simon Catros, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020, p. 210.

³⁵⁸ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 605 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 mai 1936.

³⁵⁹ *Ibid.*, dép. 618 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 mai 1936.

³⁶⁰ *Ibid.*, dép. 618 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 mai 1936.

la maison³⁶¹ ». Progressivement, la crainte de la révolution commence en effet à se substituer à la peur du fascisme dans la « hiérarchie des préoccupations³⁶² » de Jean Herbette. Il n'attribue plus « la recrudescence fasciste qu'on observe en Espagne » aux seules ingérences italienne et allemande, mais au « système “anarchiste” qui a été appliqué en maints endroits [*sic*], sous le prétexte de faire triompher plus sûrement les revendications ouvrières et paysannes, [et qui] a tout naturellement suscité cette réaction »³⁶³. L'ambassadeur estime par ailleurs au début du mois de juillet que c'est la propagande communiste qui a permis la propagation du fascisme après les élections du 16 février 1936 :

« Autrement dit, le développement du fascisme en Espagne est causé par le langage et par les actes eux-mêmes de ceux qui prétendent, suivant la conception de Mme Dolores Ibaruri, mobiliser les masses pour presser sur le Gouvernement. Tant qu'un Gouvernement constitutionnel, soutenu par une majorité parlementaire récemment élue, reste maître de la rue, des services publics et de l'allure que prennent les transformations, même révolutionnaires, l'immense majorité des adhérents aux partis d'opposition reste elle-même plus ou moins attachée à la légalité. Ainsi le veulent à la fois le principe du moindre effort et l'espoir qu'étant donné le caractère parlementaire du régime, chacun aura son tour. Mais à partir du moment où l'autorité gouvernementale est tenue en échec ou débordée, soit par des revendications manifestement irréalisables, soit par l'arbitraire des pouvoirs locaux, soit par des sabotages caractérisés que leur nature collective ne permet pas de punir, les partis d'opposition fermentent, se désagrègent et leur clientèle court au plus violent. Il ne se passe pas autre chose dans l'Espagne aujourd'hui. Avec le temps, toutefois, certains secteurs des partis gouvernementaux pourraient bien se désagréger à leur tour et fournir, eux aussi, des alluvions à cette masse de sédiments fascistes que charrie le torrent des propagandes soi-disant révolutionnaires³⁶⁴. »

Le basculement de Jean Herbette s'explique notamment par la multiplication des mobilisations sociales et leur instrumentalisation par la propagande des droites qui fait craindre l'émergence d'une révolution. Mais il s'explique aussi par la rhétorique intransigeante adoptée par une frange du PSOE³⁶⁵. Dès le mois de mars, Jean Herbette s'inquiète en effet des divisions qui traversent le parti³⁶⁶. Il s'inquiète surtout du renforcement

³⁶¹ *Ibid.*, dép. 638 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 mai 1936.

³⁶² C'est Pierre Laborie qui a formulé ce concept de « hiérarchie des préoccupations », estimant que « les représentations étudiées ne peuvent être appréciées que par rapport à un ordre de priorités tel qu'il est ressenti, établi et modifié par l'opinion selon l'idée qu'elle se fait, à un instant précis, de ses intérêts du moment ». Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, *op. cit.*, p. 52.

³⁶³ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 751 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 juin 1936.

³⁶⁴ *Ibid.*, dép. 853 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 6 juillet 1936.

³⁶⁵ Sur la rhétorique « intransigeante », voir Fernando del Rey, « La República de los socialistas », *op. cit.*

³⁶⁶ Sur les divisions du PSOE, voir Helen Graham, *Socialism and War. The Spanish Socialist Party in power and crisis, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 24-50.

de l'aile gauche incarnée par Francisco Largo Caballero et le journal *Claridad*, qu'il qualifie de « tendance nettement révolutionnaire ». Il appuie son jugement sur les propos de Julio Álvarez del Vayo, qui devient vice-président de la fédération madrilène du PSOE et qui prône l'« unité d'action immédiate » entre les partis socialiste et communiste, dont il espère « la formation d'un seul parti révolutionnaire de classe »³⁶⁷. Face aux progrès de la tendance de Francisco Largo Caballero et à la fusion, en mars 1936, des Jeunesses socialistes et communistes, l'ambassadeur s'inquiète donc de la formation d'un « parti révolutionnaire » dont il faudrait chercher les origines autant à Moscou que dans la situation économique de l'Espagne³⁶⁸. Son inquiétude s'accroît lorsqu'en mai 1936, Francisco Largo Caballero revendique « assez brutalement l'indépendance des organisations socialistes à l'égard des partis républicains de gauche », recommande le développement d'« alliances ouvrières » associant les socialistes et les communistes avec les anarcho-syndicalistes de la CNT et rejette l'économie capitaliste³⁶⁹. Jean Herbette craint en effet une rupture au sein du PSOE qui affaiblirait le gouvernement du Frente Popular au profit des droites et qui risquerait de conduire l'Espagne à « une période d'anarchie, fût-ce par le détour d'un pronunciamiento militaire »³⁷⁰. C'est que l'ambassadeur français considère que seul le gouvernement de Frente Popular est capable de maintenir l'ordre grâce aux relais dont il dispose auprès des masses ouvrières à travers l'aile modérée du PSOE³⁷¹. Il estime ainsi que la « situation intérieure de l'Espagne ne dépend pour le moment que de quelques facteurs dont les principaux sont : les dissensions intérieures du parti socialiste, les relations des anarcho-syndicalistes avec l'aile gauche du socialisme et les mesures que le Gouvernement prendra pour discipliner les masses³⁷² ». En effet, l'ambassadeur considère que « Dans une nation où les masses populaires se sont mises en marche, le maintien de l'ordre et l'accomplissement des transformations sociales » ne peuvent en effet se réaliser qu'à condition de disposer d'« un cadre de fonctionnaires adapté et [d'] une organisation politique capable de discipliner les masses »³⁷³.

Ce basculement reflète aussi celui d'un secteur social et d'opinion qui s'est progressivement détourné du gouvernement de Frente Popular durant le printemps 1936 et auquel Gabriele Ranzato s'est intéressé. Il est composé notamment de « serviteurs de l'État,

³⁶⁷ CADN, Madrid, C2, 2mi1104, dép. 313 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 mars 1936.

³⁶⁸ *Ibid.*, dép. 470 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 avril 1936.

³⁶⁹ *Ibid.*, dép. 618 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 mai 1936.

³⁷⁰ CADN, Madrid, C1, 148, tél. 760-762 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juillet 1936.

³⁷¹ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 719 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 juin 1936.

³⁷² *Ibid.*, dép. 719 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 juin 1936.

³⁷³ CADN, Madrid, C1, 148, tél. 589-591 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 mai 1936.

antifascistes et anticommunistes, [...] constitué surtout par les classes moyennes, mais essentiellement interclassiste, désireux de vivre dans un système libéral, démocratique et capitaliste, enclin à favoriser une émancipation plus ou moins graduelle des classes populaires de leur condition prédominante de misère extrême³⁷⁴ ». De fait, l'évolution de Jean Herbette suit dans l'ensemble celle des journaux espagnols identifiés à la gauche républicaine, comme *El Liberal*, *Política* ou encore *La Vanguardia*, qui s'inquiètent à partir de mai-juin 1936 de la multiplication des grèves, dénoncées parfois comme illégales et qui alimenteraient un climat de désordre³⁷⁵. Mais le revirement de Jean Herbette a peut-être des sources plus hexagonales. En effet, au moment où Jean Herbette souligne la nécessité de disposer d'« un cadre de fonctionnaires adapté et une organisation politique capable de discipliner les masses » quand ces dernières se sont mises en marche - sans quoi le « Gouvernement est à la merci d'ennemis équipés pour la violence et l'État est menacé de dissolution » -, il prend soin d'ajouter la précision suivante : « Il est à espérer que cet enseignement sera compris à temps par tous les dirigeants du Front populaire espagnol, mais il mérite aussi d'être médité ailleurs³⁷⁶ ». N'y aurait-il pas là une allusion à la situation française ? En effet, la vague de grèves en Espagne coïncide avec les grèves qui accompagnent la victoire du Front populaire en France et qui s'étendent du mois de mai à l'été 1936³⁷⁷. Or, ces grèves se développent en dehors de toute initiative de la CGT et précèdent la formation du cabinet de Léon Blum. À la mi-mai, le président du Conseil Albert Sarraut se retrouve donc en difficulté et demande à Léon Blum de prendre immédiatement sa place afin de faire face à l'agitation, ce que refuse de faire le leader socialiste, par légalisme³⁷⁸. Au même moment, l'aile gauche de la SFIO s'enthousiasme pour la « révolution sociale », par l'intermédiaire de Marceau Pivert qui signe le 26 mai un article dans *Le Populaire* intitulé « Tout est possible »³⁷⁹. Ces événements, qui offrent un certain effet de miroir avec ce qu'il observe en Espagne, inquiètent très probablement l'ambassadeur et ont pu avoir une certaine influence sur sa perception des événements espagnols. De fait, les grèves de 1936 font basculer une partie de l'opinion radicale française dans l'opposition au Front populaire par anticommunisme. On observe ainsi un effet de bascule similaire à celui de

³⁷⁴ Gabriele Ranzato, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, op. cit., p. 14.

³⁷⁵ *Ibid.*, p. 281-285.

³⁷⁶ CADN, Madrid, C1, 148, tel. 589-591 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 mai 1936.

³⁷⁷ Sur les grèves de 1936 en France, voir notamment Antoine Prost, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », *Le Mouvement social*, 2002, n° 200, p. 33-54. Pour une approche comparée des mouvements de grève en France et en Espagne, voir Francisco Sánchez Pérez, « La primavera de 1936 : algunas observaciones sobre Francia y España », op. cit.

³⁷⁸ Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 270-271 ; Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, Paris, Olivier Orban, 1987, vol.1 : 1917-1940, p. 281.

³⁷⁹ Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, op. cit., p. 124.

Jean Herbette – dont le retournement s'accroît après le début de la guerre civile – d'un soutien antifasciste au Frente Popular/Front populaire à son rejet par anticommunisme³⁸⁰. Nous pouvons d'ailleurs nous demander si la reprise des discours catastrophistes des droites espagnoles, ainsi que la dénonciation par les consuls français des désordres que connaît l'Espagne depuis le début de l'année 1936, reflètent également l'appréhension de certains de ces agents face à la campagne électorale française et la victoire du Front populaire.

Du reste, le parallèle que certains diplomates français dressent entre les deux pays est facilité par la propagande déployée par l'Entente International Anticommuniste (EIA), dont le Bureau permanent siège à Genève. L'organisation, fondée en 1924 par Théodore Aubert pour s'opposer au Komintern, a largement contribué à la formation du « mythe du “cheval de Troie” » que constitueraient les Fronts Populaires³⁸¹. Si ses bulletins se concentrent surtout sur la situation en France – dont ils cherchent à convaincre les élites des risques encourus –, ils mentionnent l'Espagne comme le maillon faible de la lutte contre le communisme³⁸². L'organisation genevoise noue ainsi des liens dans les deux pays. En France, elle entre notamment en relation avec les Croix-de-Feu du colonel de la Rocque et les Républicains nationaux³⁸³. Dès le printemps 1936, ces derniers prédisent à la France un sort similaire à l'Espagne en cas de victoire du Front populaire, à travers une célèbre affiche postulant : « Comme en Espagne... Hier la grève, aujourd'hui les bombes, demain la guerre. Le communisme, c'est la guerre³⁸⁴ ». La documentation de l'EIA est également largement diffusée au sein de l'état-major espagnol depuis 1928, depuis que l'ancien dictateur espagnol, le général Primo de Rivera, a souscrit un abonnement destiné au haut-commandement militaire³⁸⁵. Le général Franco est d'ailleurs un lecteur assidu des bulletins de l'organisation genevoise – à laquelle il adhère en mai 1934 –, qui jouent un rôle essentiel dans sa formation

³⁸⁰ Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982, vol.2 : Crise du radicalisme, 1926-1939, p. 421-503 ; Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, *op. cit.*, p. 289-293.

³⁸¹ Michel Caillat, *L'Entente Internationale Anticommuniste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale antimarxiste, 1924-1950*, Lausanne, SHSR, 2016, p. 451-478.

³⁸² *Ibid.*, p. 479-489.

³⁸³ *Ibid.*, p. 465-467.

³⁸⁴ Fabrice d'Almeida, « Terreur de la France modérée. Les affiches du Centre de propagande des républicains nationaux dans l'entre-deux-guerres », *Sociétés & Représentations*, 2001, vol. 2, n° 12, p. 261-263.

³⁸⁵ Michel Caillat, *L'Entente Internationale Anticommuniste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale antimarxiste, 1924-1950*, *op. cit.*, p. 465-467.

idéologique et dans la manière dont il perçoit les événements espagnols qui précèdent le soulèvement³⁸⁶.

Conclusion

Les mobilisations qui accompagnent la victoire du Frente Popular le 16 février 1936 et qui se poursuivent durant tout le printemps réveillent chez les consuls et les diplomates français et britanniques un certain nombre de représentations sociales parmi lesquelles la peur des « classes dangereuses » et la peur de la révolution occupent une place importante. Ces représentations sociales héritées sont d'ailleurs réactivées et renforcées par la propagande contre-révolutionnaire et catastrophiste que les droites espagnoles déploient dès le début de la campagne électorale. D'abord utilisés pour mobiliser les électeurs de droite, ces discours accompagnent également les préparatifs d'une conspiration militaire qui menace à plusieurs reprises la Seconde République espagnole – en février et en avril 1936 – pour finalement aboutir au soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936. Ces discours catastrophistes parviennent en effet aux consuls et aux diplomates, qui sont parfois directement ciblés. Il s'agit alors de préparer le terrain diplomatique afin de s'assurer de l'acceptation internationale du coup d'État militaire en le présentant comme une opération de maintien de l'ordre face à un régime ayant sombré dans le chaos. Les mois de propagande combinés aux difficultés sociales réelles que traverse alors l'Espagne contribuent ainsi à convaincre les consuls et les diplomates français et britanniques que le pays se trouve dans une situation révolutionnaire qui échappe au contrôle du gouvernement de Frente Popular. La peur de la révolution finit par occuper l'essentiel de leurs préoccupations, y compris chez ceux qui, comme Jean Herbette, s'inquiètent de la menace fasciste. L'intervention de l'armée apparaît alors à un certain nombre d'entre eux comme un recours. Cet encadrement culturel joue un rôle essentiel dans la perception biaisée que les agents français et britanniques ont des violences qui s'emparent de l'Espagne au début de la guerre civile. Il identifie en effet une partie de la population espagnole, qualifiée de révolutionnaire, comme une menace à conjurer, voire à éliminer. Or, cette identification facilite l'acceptation des violences perpétrées par les insurgés dès les premiers temps du soulèvement militaire, comme le souligne notamment Rafael Cruz :

³⁸⁶ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, op. cit., p. 128-143 ; Herbert R. Southworth, *Conspiracy and the Spanish Civil War. The Brainwashing of Francisco Franco*, Londres et New York, Routledge / Cañada Blanch Studies on Contemporary Spain, 2002, p. 129-191.

« Si la mobilisation civile du printemps 1936 ne déboucha pas sur une guerre, elle eut cependant [...] des conséquences sur le développement du conflit et, plus concrètement, sur les campagnes d'annihilation déployées dans les deux camps notamment durant les six premiers mois de la guerre. Dans le camp rebelle, par exemple, il se produisit un processus d'identification de l'ennemi dans une perspective orientée vers le passé. Une partie des Espagnols était, pour les rebelles et leurs partisans, ennemie parce qu'elle avait agi durant le printemps 1936 à travers des meetings, des manifestations, des marches, des grèves, et avait participé activement aux affrontements avec la Garde civile, aux rixes et aux attaques contre des locaux, des églises et des imprimeries. En vertu de cette identification, on donna dans le camp rebelle la priorité aux "règlements de compte" pour les affrontements du printemps : la ferveur, l'affrontement et la violence coûtèrent cher à ceux qui crurent vaincre lors des élections de février et qui avaient occupé la rue durant les mois suivants³⁸⁷. »

³⁸⁷ Rafael Cruz, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 », *op. cit.*, p. 137.

Chapitre 3 : Face à la « terreur » révolutionnaire, l’effroi des diplomates

Dès les premières semaines du conflit, la correspondance diplomatique française et britannique décrit abondamment les violences qui s’emparent de l’arrière républicain. Diplomates et consuls s’émeuvent des nombreuses exécutions qui ont généralement lieu en dehors de tout cadre légal, et ils les condamnent unanimement. Cette abondance explique peut-être l’intérêt des historiens pour ces témoignages. La condamnation par les représentants étrangers des violences révolutionnaires occupe en effet une place importante dans les ouvrages de synthèse sur la guerre civile espagnole¹ ou sur son internationalisation². Les extraits de dépêches ou de télégrammes diplomatiques, en particulier britanniques, apparaissent en effet comme un passage obligé et attendu de l’argumentation au moment d’expliquer l’isolement international dont souffre la République espagnole, largement discréditée auprès des chancelleries étrangères par les violences qui s’emparent de ses territoires. Cette correspondance est aussi utilisée par les historiens qui s’intéressent à ces dernières, au moment d’aborder leurs conséquences sur la scène internationale³. Il s’agit à nouveau de souligner leur rôle dans l’isolement de la République espagnole, mais aussi d’exposer les efforts déployés par une partie du Corps diplomatique pour en réduire les effets en intervenant humanitairement. De fait, les historiens qui ont étudié ces activités

¹ Voir notamment Paul Preston, *La Guerra Civil española*, Barcelone, Debate, 2008, p. 151 ; Helen Graham, *The Spanish Republic at War, 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 124-126 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica-Marcial Pons, 2007, p. 263-265 ; Antony Beevor, *La Guerre d’Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 250-251.

² Voir notamment Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994, p. 46-49 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996, p. 40-45 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000, p. 207-208 ; Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001, p. 79-86 ; Angel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 180-191.

³ Voir notamment Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, Barcelone, Plaza & Janés, 1987, p. 117-151 ; Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 353-360 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », in Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 236 ; José Luis Ledesma, « Quelle violence pour quelle révolution ? Les violences dans le camp républicain de la guerre civile espagnole », in Stéfanie Prezioso et David Chevolet (dir.), *L’heure des brasiers. Violence et révolution au XXe siècle*, Lausanne, Editions d’En Bas, 2011, p. 237-252 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, Londres, Harper Press, 2013, p. 263, 285-288, 294-296 et 368-373 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 109, 193, 204-211, 216-221, 236.

humanitaires, et en particulier à l'asile diplomatique, se sont également intéressés à cette perception des violences par les représentants étrangers, dont ils font un ressort essentiel de leur intervention⁴. Cet intérêt pour le récit des violences dans la correspondance diplomatique est d'autant moins étonnant que ce dernier apparaît en bonne place dans les mémoires des représentants étrangers présents en Espagne durant la guerre⁵.

Pourtant, l'historiographie s'est généralement contentée – en dehors de quelques exceptions⁶ – d'employer ces citations comme des illustrations ponctuelles de leurs propos, sans entrer dans le détail de ces perceptions diplomatiques sans en expliquer leur genèse. À travers ce chapitre, nous proposons de nous y intéresser plus avant. Il s'agit notamment d'étudier précisément la manière dont les représentants français et britanniques rendent compte des violences qui ensanglantent l'arrière républicain, en confrontant cette perception aux apports de l'historiographie récente. Comment les diplomates qualifient-ils ces violences ? À qui les attribuent-ils ? Quelles représentations et quels discours mobilisent-ils au moment d'en faire le récit ? Quelles conséquences cette exposition aux violences a-t-elle sur leur perception du conflit ? Nous tâcherons dans un premier temps de restituer le discours des représentants français et britanniques, afin d'identifier les principales interprétations qu'ils tirent des événements. Nous montrerons notamment que ces dernières, puisant dans des représentations et des registres anciens à la disposition des diplomates et des consuls, apparaissent largement biaisées et sont loin de refléter la réalité. Dans un second temps, nous étudierons comment les discours contre-révolutionnaires du printemps 1936 sont à nouveau mobilisés pour expliquer le surgissement de la révolution, désignant le Frente Popular comme un complice actif des violences qui ensanglantent l'arrière républicain. Les efforts du gouvernement républicain pour canaliser ces dernières sont ainsi réinterprétés à l'aune de

⁴ Voir notamment Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 125-127 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008, p. 25-34.

⁵ Voir notamment Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 633-634 ; Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, Paris, Flammarion, 1956, p. 290-297 ; Aurelio Núñez Morgado, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, Madrid, Editorial Vimar, 1979, p. 129 sq. ; Carlos Morla Lynch, *Informes diplomáticos y diarios de la guerra civil*, Séville, Espuela de Plata, 2010 ; Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, Madrid, Espuela de Plata, 2021, p. 55-75 et 97-154.

⁶ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985, p. 225-232 ; Maria Thomas, « The Front-Line of Albion's Perfidy. Inputs into the Making of British Policy towards Spain: The Racism and Snobbery of Norman King », *International Journal of Iberian Studies*, 2007, vol. 2, n° 20, p. 105-127 ; Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007, p. 78-87 ; Nathan Rousselot, « Violences et répression dans l'Espagne en guerre (1936-1937): regard diplomatique, regard orienté? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2020, vol. 3, n° 279, p. 121-140.

cette complicité supposée, qui apparaît manifeste aux yeux des diplomates lors des massacres de Paracuellos.

I. Face à l'anarchie et à la « terreur » révolutionnaire

A. L'effacement de l'État républicain

1. La fragmentation du pouvoir et le début de la « terreur » révolutionnaire

Le 19 juillet 1936, le nouveau chef du gouvernement espagnol, José Giral, prend la décision de distribuer des armes aux organisations ouvrières pour faire face au soulèvement militaire⁷. En réalité, les organisations qui, depuis la veille, réclamaient ces armes avec insistance avaient déjà commencé à s'en emparer dans les casernes qui s'étaient rendues à Madrid ou à Barcelone, grâce à la complicité de certains membres des forces de sécurité restés loyaux à la République⁸. En outre, Giral relève « les soldats de leur devoir d'obéissance aux officiers, dissolvant de ce fait l'armée et les corps de police militarisés⁹ ». Cette décision s'explique par le manque de confiance du gouvernement dans la fidélité de l'armée et des forces de sécurité. La distribution des armes aux organisations ouvrières et l'ébranlement des institutions républicaines en raison du coup d'État militaire ouvrent alors une nouvelle situation dans de nombreux territoires : l'État républicain perd le monopole de l'ordre public et de la justice. Il fait alors face à une fragmentation de son pouvoir, à l'effondrement de l'ordre public et à l'émergence d'un processus révolutionnaire, ces trois phénomènes étant étroitement liés¹⁰. En effet, les organisations ouvrières s'emparent localement du pouvoir, en se constituant en comités. Des historiens comme François Godicheau pour la Catalogne, Chris Ealham plus concrètement pour Barcelone, et Fernando Jiménez Herrera pour Madrid, ont ainsi souligné le profond localisme de ces nouveaux pouvoirs ouvriers qui reposent sur des structures anciennes telles que les *Casa del Pueblo* et cercles socialistes, les *Ateneos*

⁷ Julián Casanova, *República y guerra civil, op. cit.*, p. 204.

⁸ Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, Grenade, Comares, 2021, p. 68-69 ; Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, Marseille, Agone, 2021, p. 331-333 (traduction de la première édition anglaise : Chris Ealham, *Anarchism and the City: Revolution and Counter-Revolution in Barcelona, 1898-1937*, Edinburgh, AK Press, 2010).

⁹ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 98.

¹⁰ Julián Casanova, *República y guerra civil, op. cit.*, p. 204-205 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 184-192.

libertaires ou encore les *barris* barcelonais¹¹. Ce localisme accentue alors la dispersion du pouvoir à l'arrière républicain, au point que François Godicheau souligne son « atomisation », tandis que José Luis Ledesma évoque la constitution d'une véritable « comitécration¹² ». Il facilite également la répression par ces nouveaux pouvoirs ouvriers des éléments considérés comme partisans de la rébellion militaire ou hostiles au gouvernement de *Frente Popular* et à la révolution sociale : les personnes suspectes sont soit désignées directement par les membres des comités qui les connaissent, soit dénoncées par les habitants¹³.

L'une des premières tâches dont s'emparent ces comités ouvriers consiste à freiner la propagation du soulèvement militaire¹⁴. Cela passe d'abord par la réquisition des armes et par l'arrestation des personnalités de droite soupçonnées d'appuyer le coup d'État¹⁵. À propos de la province de Ciudad Real, Fernando del Rey note toutefois que ces premières arrestations reçoivent l'appui officiel du gouvernement et s'effectueraient « à l'abri de la légalité », avec la participation des polices municipales, mais aussi de la Garde civile, de la Garde d'assaut et du corps des carabiniers¹⁶. Du reste, la mobilisation des comités n'est pas un phénomène spontané, bien qu'elle ne soit pas préméditée¹⁷. À propos de la province de Ciudad Real, Fernando del Rey estime ainsi que « ses précédents immédiats doivent être cherchés dans l'action collective menée par la gauche ouvrière avant, pendant et après les élections législatives du 16 février¹⁸ ». Très vite, ce sont les milices des différentes organisations ouvrières, qui assuraient auparavant la défense des manifestations et des meetings tout en se présentant comme l'avant-garde de leur mouvement, qui constituent la colonne vertébrale des

¹¹ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, op. cit., p. 106 ; Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, op. cit., p. 339-340 ; Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 57-67.

¹² François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, op. cit., p. 106 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 186-187.

¹³ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 163 ; Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 163-164.

¹⁴ Fernando Jiménez Herrera a cependant montré que ces comités ouvriers ne se consacrent pas seulement à des tâches de répression. Ils sont conçus comme des lieux de propagation et de défense de la révolution, et ils assument également des fonctions économiques, culturelles, humanitaires et éducatrices. Ainsi, tous les membres de ces comités ouvriers ne participent pas aux violences. Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 55-91.

¹⁵ Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, op. cit., p. 339-340 ; Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 67.

¹⁶ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, Madrid, Galaxia Gutenberg, 2020, p. 64.

¹⁷ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 192-200.

¹⁸ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 55.

premières brigades envoyées sur le front ou chargées d'assurer la surveillance et l'épuration de l'arrière¹⁹. Ainsi, ce sont les membres de ces milices qui participent aux premières violences dans les territoires républicains. Il s'agit dans un premier temps d'une réponse improvisée au coup d'État, que les miliciens perçoivent comme un acte de légitime défense – bien que certains d'entre eux se mobilisent aussi pour mener la révolution²⁰. Les violences ont d'abord lieu dans les villes où la lutte contre les insurgés est la plus rude, comme à Barcelone, Madrid, Saint-Sébastien et Valence, avant de se diffuser dans les villages et les campagnes avec l'avancée des colonnes²¹. Comme l'indique José Luis Ledesma :

« Cela impliquait, et en cela nous ne pouvons pas trouver de grandes différences par rapport à ce qui était fait de l'autre côté, de “sécuriser” l'arrière et d'empêcher toute résistance des ennemis supposés. Et, à son tour, cela signifiait quelque chose de très concret. D'une part, de renverser les symboles de l'ordre social que la rébellion venait renforcer. De l'autre, surtout s'ils trouvaient des noyaux rebelles sur leur passage, d'en terminer immédiatement avec leurs partisans et leurs représentants²². »

En effet, les violences à l'arrière républicain sont très vite investies d'un caractère révolutionnaire : il s'agit pour leurs auteurs d'éliminer « leurs ennemis politiques et de classe », au nom d'une « justice “populaire” et “révolutionnaire”²³ ». Pour les membres des organisations ouvrières qui se chargent de la répression, « la “chasse aux fascistes”, la défense de la révolution et la persécution de ses adversaires furent des phénomènes inextricablement unis²⁴ ». Après avoir éliminé ceux qui ont participé au coup d'État, en commençant par les militaires, ils lancent une véritable opération d'épuration de l'arrière, que le journal anarcho-syndicaliste *Solidaridad Obrera* qualifie alors de « prophylaxie sociale » et de « nettoyage nécessaire pour le bien de la santé publique²⁵ ». Il s'agit de régénérer le corps social pour faire

¹⁹ Il s'agit notamment des milices socialistes, de la FETT socialiste, des Milicias Antifascistas Obreras y Campesinas (MAOC) du PCE, des « groupes d'action » ou encore des Comités de Défense de la CNT. José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 194 ; Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 55-74 ; Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, *op. cit.*, p. 40-43.

²⁰ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 67 ; José Luis Ledesma, « Cruzar el Rubicón por el Ebro », in Manuel Álvarez Tardío et Fernando del Rey (dir.), *Vidas truncadas. Historias de violencia en la España de 1936*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2021, p. 199-258.

²¹ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 165.

²² *Ibid.*

²³ Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 237-238.

²⁴ Julián Casanova, *De la calle al frente: El anarcosindicalismo en España, 1931-1939*, Barcelone, Crítica, 1997, p. 159-160.

²⁵ Cité par José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 176.

advenir la révolution et en préserver les acquis²⁶. Mais à cette dimension révolutionnaire vient également s'ajouter une logique de représailles face aux informations que rapportent les réfugiés sur les massacres perpétrés par les militaires insurgés dans l'autre camp ou en réaction aux bombardements qui touchent la population de l'arrière républicain²⁷.

2. L'effacement de l'État face aux comités ouvriers : le triomphe de l'anarchie

Dès les premières semaines du conflit, les diplomates français et britanniques documentent l'ébranlement de l'État républicain et la fragmentation de son pouvoir au bénéfice des comités ouvriers. C'est notamment le cas des ambassadeurs français et britannique, Jean Herbette et Sir Henry Chilton, qui sont surpris par le début de la guerre à Saint-Sébastien, où ils se sont retirés pour passer l'été lors de la traditionnelle retraite estivale du Corps diplomatique. Dès le 21 juillet 1936, le secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack, téléphone depuis Biarritz au Foreign Office pour l'informer de la situation sur place : « D'après mon expérience personnelle à Saint-Sébastien ce matin, je peux garantir qu'il n'y a pas d'autorité civile. Les entrées de la ville sont toutes protégées par des barricades tenues par des ouvriers armés de fusils de chasse, de revolvers, etc. » Il ajoute avoir finalement « obtenu un sauf-conduit à Saint-Sébastien de la part du Comité de Travailleurs qui était la seule autorité responsable²⁸ ». Son supérieur, Sir Henry Chilton, dresse un constat similaire quelques jours plus tard, alors qu'il vient de se réfugier dans la villa qu'il possède à Zarauz, à l'extérieur de Saint-Sébastien :

« À Saint-Sébastien même, il y avait un gouverneur civil et un maire. Leurs pouvoirs, cependant, étaient très restreints. Le maire disposait d'une police municipale qui, déchargée de ses fonctions de contrôle de la circulation, paraissait en congé et se montra singulièrement inefficace la seule fois où je sollicitai ses services. Le bureau du gouverneur civil était assiégé par des personnes demandant toutes sortes de facilités, mais bien que les sauf-conduits y soient délivrés et que des officiers d'État-major soient au travail dans une pièce intérieure, la vie de la ville et le contrôle des forces miliciennes étaient organisés et administrés par un petit Comité ayant son bureau dans la "Maison du Peuple" ("Casa del Pueblo")²⁹. »

²⁶ *Ibid.*, p. 177-178.

²⁷ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 68-69 ; Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, p. 60-73.

²⁸ TNA, PRO, FO 371/20523, W6575/62/41, tél. transmis par téléphone par Arthur Pack au Foreign Office, 21 juillet 1936.

²⁹ TNA, PRO, FO 371/20527, W7812/62/41, dép. 587 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 30 juillet 1936.

Il ajoute que le « contrôle de ces régions est en réalité aux mains des communistes³⁰ ». Si son homologue français, Jean Herbette, observe le même morcellement du pouvoir, il estime cependant que cette situation bénéficie aux anarchistes. Il évoque ainsi dès le 26 juillet des rumeurs selon lesquelles des « “exécutions” clandestines auraient eu lieu à Saint-Sébastien au cours de ces dernières nuits », perpétrées par des « individus qu’on dit appartenir au milieu anarcho-syndicaliste ». Il confie avoir « malheureusement l’impression que les pouvoirs publics ne sont pas toujours capables de prévenir ces assassinats³¹ ». Cette impression se renforce au début du mois d’août :

« Le développement du désordre s’observe également à Saint-Sébastien et dans la région frontrière. Dans chaque commune un Comité prétendant représenter le Front populaire se considère comme à peu près souverain. Encore m’a-t-il constamment été possible jusqu’à présent de m’entendre avec ces différents comités dont je connais individuellement les membres et dont je reçois même parfois de véritables témoignages d’amitié. Mais comme je vous l’avais fait prévoir les anarcho-syndicalistes prennent une influence croissante à mesure que la guerre civile se prolonge et leurs émissaires viennent opérer dans toutes les localités des perquisitions nocturnes et des arrestations qui peuvent être suivies d’exécutions. Il n’y a plus ni police ni gendarmerie d’aucune sorte, ni aucune organisation capable de garantir l’ordre public³². »

185 personnes sont ainsi victimes en Guipuzcoa d’une violence que Pedro Barruso qualifie de « spontanée » et qui se déploie durant les premiers instants du conflit en raison de « la désarticulation de toutes les instances administratives » de l’État républicain³³. C’est cette situation qui pousse le Corps diplomatique à quitter Saint-Sébastien pour se réfugier en France au début du mois d’août, après la mort de la femme du consul de Finlande atteinte par des tirs dans la rue³⁴. Sir Henry Chilton quitte ainsi Zarauz le 1^{er} août 1936 pour s’installer à Hendaye avec le reste de son ambassade³⁵. Quant à Jean Herbette, il s’installe d’abord à Fontarabie, où il possède une villa, avant d’évacuer dès le 28 juillet le personnel et les

³⁰ *Ibid.*

³¹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 871-873 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 26 juillet 1936.

³² CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 987-988 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 10 août 1936. Jean Herbette évoquait même le « développement de l’anarchie » dans une première version de sa dépêche.

³³ Pedro Barruso, « 1936: Violencia espontánea, popular y revolucionaria », *Vasconia*, 1998, n° 26, p. 262-263.

³⁴ Pedro Barruso, *1936-1937. Guerre civile d’Espagne. Saint-Jean de Luz/Ciboure. Villes diplomatiques*, Ciboure, Jakintza, 2015, p. 64.

³⁵ TNA, PRO, FO 371/20527, W7908/62/41, tél. de sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 août 1936.

archives de son poste vers Saint-Jean-de-Luz, dont le maire met à disposition l'hôtel de ville. Les bureaux de la représentation finissent par s'établir dans la villa *Olain*, à Ciboure³⁶.

Certes, Jean Herbette constate dès le 17 août une amélioration de la situation en Guipuzcoa, dans une dépêche où il aborde le refus du Corps diplomatique de retourner à Madrid :

« À Saint-Sébastien, les premiers temps de la guerre civile ont vu disparaître presque entièrement l'autorité gouvernementale, au profit des organisations qui représentent le Front populaire et même, encore plus grave, au profit de comités anarchistes. Depuis l'entrée en fonctions du nouveau Gouverneur, le lieutenant Ortega, la situation s'est sensiblement modifiée et si le Corps diplomatique résidait encore à Saint-Sébastien, il n'aurait probablement à se plaindre d'aucun acte arbitraire. En ce qui me concerne, j'ai eu des difficultés dans les premiers temps avec des personnes plus ou moins dépourvues de mandats, mais je suis toujours parvenu à les régler sans avoir recours au représentant du ministère d'État et pour le moment je n'ai qu'à me féliciter de l'obligeance que je trouve partout³⁷. »

Néanmoins, il précise au préalable que « le pouvoir qu'exerce le Gouvernement de Madrid varie selon la qualité des agents qui le représentent³⁸ ». De fait, il dresse un tableau bien plus sombre de la situation des autorités républicaines espagnoles dans une dépêche écrite le même jour, abordant le même sujet et reproduisant sous le même numéro des passages entiers de la dépêche précédente, sans que nous puissions savoir avec assurance laquelle des deux fut envoyée³⁹ :

« Mais il est à peine utile de rappeler que le pouvoir du Gouvernement de Madrid est très limité et que des organisations spontanées, dites du "Front populaire" ou de la "CNT", contrôlent pratiquement toutes les décisions et prennent fréquemment des initiatives qui vont, en ce qui concerne les anarchistes, jusqu'à l'assassinat inclusivement⁴⁰. »

³⁶ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 17-18.

³⁷ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/B¹, dép. 941 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 août 1936.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Les deux dépêches sont destinées à la direction « Europe » du Quai d'Orsay. La première semble toutefois être une version définitive de la dépêche, tandis que la seconde est un brouillon raturé et annoté par Jean Herbette.

⁴⁰ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/B¹, dép. 941 [bis] de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 août 1936.

Du reste, si Herbette est si critique à l'égard du gouvernement espagnol, en dépit des progrès observés à Saint-Sébastien, c'est qu'il reçoit au même moment des rapports catastrophistes concernant les autres territoires républicains. C'est le cas de Madrid où René Bonjean, le premier secrétaire d'ambassade, auquel il accorde une entière confiance, a été envoyé comme chargé d'affaires le 4 août 1936⁴¹. Ce dernier semble en effet partager la même interprétation des événements que l'ambassadeur français. Il note qu'à « Madrid l'influence des Comités de Front populaire, échappant dans une grande mesure au contrôle de l'autorité, se fait de plus en plus sentir⁴² ». C'est notamment la perte du monopole de la coercition et de l'administration de la justice par le gouvernement républicain qui l'alarme le plus. Bonjean informe ainsi Paris qu'« aux tribunaux de droit commun se substituent des tribunaux d'exception qui échappent entièrement au contrôle du gouvernement ». Il dénonce en particulier l'action du « tribunal révolutionnaire » installé « dans les locaux de l'ancien cercle de Bellas Artes, organisé par le Front populaire [...] et qui, sans procédure régulière, examine sommairement les suspects arrêtés par les milices condamnant impitoyablement à mort tous les gens soupçonnés d'avoir fait de la politique active dans les partis de droite ou même du centre⁴³ ».

Il fait ainsi référence au Comité Provincial de Investigación Pública (CPIP), qui officie dans le Círculo de Bellas Artes de Madrid. Ce dernier a été créé le 4 août 1936, à la suite d'une réunion initiée par le directeur de la Dirección General de Seguridad (DGS), Manuel Muñoz, sur ordre du ministre de l'Intérieur Sebastián Pozas. Les représentants de toutes les forces politiques et syndicales du camp républicain – de la Federación Anarquista Ibérica (FAI) aux centristes de l'Unión Republicana – prennent part à la réunion. Pour Muñoz, il s'agit de freiner les violences révolutionnaires en rétablissant le contrôle de la DGS sur les prisonniers et leur sécurité, tout en exerçant une tutelle sur les micropouvoirs ayant émergé au lendemain du coup d'État. Il s'agit également de renouveler le personnel de la DGS, suspect de sympathie pour le soulèvement militaire, en y incorporant les membres des comités madrilènes. Néanmoins, ses efforts échouent puisque certains représentants des organisations présentes refusent d'être contrôlés par la DGS et sollicitent de pouvoir prononcer des

⁴¹ Louis de Robien, chef de la section du Personnel au Quai d'Orsay, qualifie ainsi René Bonjean d'« homme à tout faire de M. Herbette ». Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 28-29 et 32.

⁴² Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères de La Courneuve, Correspondance politique et commerciale, série « Z-Europe », sous-série « Espagne 1930-1940 », livret 169 (désormais : AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169), tél. 53-56 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

⁴³ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant des télégrammes de Bonjean en date du 23 août 1936.

jugements de manière autonome, indépendamment des codes légaux républicains. Manuel Muñoz finit par accepter ces exigences : le CPIP obtient le pouvoir d'arrêter les suspects, de réaliser des saisies et des expropriations, d'effectuer des perquisitions, de juger les détenus et d'exécuter les peines prononcées. Six tribunaux sont ainsi créés, fonctionnant 24 heures sur 24. Chacun d'eux est composé de trois juges représentant les différents courants politiques ou syndicaux, de la FAI à Izquierda Republicana. Le CPIP dispose également de brigades et de milices, pour certaines émanant de Comités de Défense de la CNT, pour d'autres de groupes socialistes. Comptant 585 membres, il est contraint de déménager le 26 août dans des locaux plus grands situés dans un bâtiment de la rue Fomento⁴⁴. De fait, René Bonjean dénonce à nouveau son action au début du mois de septembre, après son transfert, et documente plus précisément son fonctionnement : « Composé d'anarchistes de la FAI ou de la CNT et de socialistes UGT, ses sentences échappent au contrôle du Gouvernement. Sa sévérité est telle que les condamnations capitales qu'il prononce atteignent en moyenne 40 à 50 par jour. » Il concède cependant que « sa rigueur ou tout au moins son activité se seraient légèrement atténuées », avec un décompte de 17 exécutions quelques jours auparavant⁴⁵. Les chiffres apportés par Bonjean semblent légèrement exagérés, puisque selon Fernando Jiménez Herrera, le nombre quotidien de jugements prononcés par le CPIP est estimé à 15 à 20 personnes selon les estimations les plus basses, et à 30 personnes pour les estimations les plus élevées. Ainsi, le CPIP juge, jusqu'à sa fermeture le 12 novembre 1936, entre 6 000 et 18 000 personnes, dont près de 40% sont exécutées (soit entre 2 400 et 7 200)⁴⁶.

Au-delà des tribunaux du Círculo de Bellas Artes et de la rue Fomento, c'est l'assaut contre la prison Modelo de Madrid le 22 août qui rend manifeste aux yeux du représentant français l'ébranlement de l'État républicain. À la suite de l'émotion causée par le bombardement du quartier madrilène d'Argüelles par l'aviation rebelle, la foule encercle la prison. Les miliciens investissent alors sous la direction du militant anarchiste Felipe Sandoval, après qu'un feu a été allumé dans son enceinte par des prisonniers de droit commun – bien que l'initiative de l'incendie soit alors attribuée aux phalangistes incarcérés. Les miliciens entreprennent aussitôt le « nettoyage » de la prison, d'abord en tirant sur les prisonniers depuis ses toits, puis en jugeant et en exécutant sommairement sur place une

⁴⁴ Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 191-206 ; Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2015, p. 32-38.

⁴⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 659-661 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 6 septembre 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean en date du 4 septembre 1936.

⁴⁶ Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 199.

trentaine de militaires et de personnalités de droite de premier plan⁴⁷. René Bonjean informe alors le Quai d'Orsay que l'assaut « semble avoir été préparé par les éléments anarcho-syndicalistes de la FAI [...] Cette situation nettement anarchique commence à trouver un appui dans les éléments affiliés aux groupes socialistes et communistes, qui, tout comme le Gouvernement, sont débordés par l'action des masses et sont forcés de suivre le mouvement⁴⁸ ». Le chargé d'affaires note à cette occasion que la « carence du Gouvernement devient malheureusement de plus en plus sensible, ce qui n'échappe pas à l'observation des agitateurs qui menacent de mettre en péril son existence même. Certains dirigeants de la Fédération Anarchiste Ibérique parlent même de jeter bas d'ici quelques jours ce “fantôme” de Gouvernement⁴⁹ ». L'attaché militaire français qui l'accompagne à Madrid, le lieutenant-colonel Henri Morel, partage son avis. Il décrit ainsi une « ville livrée au pillage », ajoutant que « ce gouvernement n'a pas gouverné et a laissé l'anarchie régner en maîtresse⁵⁰ ».

Quant au chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes, il constate dès son arrivée à Madrid que le « gouvernement espagnol n'a aucune autorité et [que] l'ordre public [law and order] est en réalité inexistant. Les anarchistes, les communistes et les éléments socialistes avancés sont *de facto* chargés de la situation ». Il cite également comme « exemple d'anarchie [lawlessness] récente » le fait qu'un « train de près de 300 prisonniers de la province de Jaén a été arrêté dans une banlieue de Madrid et [que] ses occupants ont été assassinés par la milice rouge locale sans tenir compte des ordres du gouvernement⁵¹ ». Le 12 août 1936, une brigade du CPIP cherche en effet à prendre le contrôle d'un train de prisonniers de droite à la gare de Villaverde, au sud de Madrid. Une unité de la Garde d'assaut présente sur place avertit le ministre de l'Intérieur, Sebastián Pozas, que les miliciens cherchent à s'emparer des détenus. Soucieux de ne pas provoquer un affrontement entre la Garde d'assaut et la brigade du CPIP, ce dernier donne l'ordre aux forces de sécurité de n'opposer aucune résistance, et ordonne le retrait des Gardes civils qui assuraient la protection

⁴⁷ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 171-172.

⁴⁸ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant des télégrammes de Bonjean en date du 23 août 1936.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Service Historique de la Défense – Château de Vincennes, fonds de l'armée de Terre, archives de la Guerre, série 7N : État-Major de l'Armée et attachés militaires, 1920-1940, carton 2754 (désormais : SHD, GR, 7N 2754), extrait d'une lettre du lieutenant-colonel Henri Morel au lieutenant-colonel Maurice Gauché, 18 septembre 1936.

⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20532, W8973/62/41, tél. 9 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 août 1936.

du train. Ce dernier est alors détourné jusqu'à la gare de Santa Catalina-Vallecas où 193 prisonniers sont exécutés à la mitrailleuse⁵².

Une semaine plus tard, George Ogilvie-Forbes confirme son impression que le gouvernement espagnol n'exerce plus aucune autorité, et il fait à son tour référence au CPIP :

« Il n'y a ni loi ni ordre. Les divers syndicats ouvriers et socialistes, qui ont réquisitionné toutes formes de propriété privée, font exactement ce qu'elles veulent. Le gouvernement est bien intentionné, mais impuissant. Le ministre d'État, par sécurité, n'occupe pas son Département dans le centre-ville, mais s'abrite derrière les baïonnettes et les sacs de sable du ministère de la Marine. La police a été progressivement remplacée par la milice rouge de différentes étiquettes qui, bientôt, je le crains, se querelleront entre elles. Un "Comité de Sécurité Publique" siège dans l'un des Clubs phares ; c'est la Tchéka de Madrid, et une convocation à ce Tribunal est le plus souvent un raccourci vers l'autre monde⁵³. »

Cette impression d'effacement de l'État et de désordre généralisé, relayée abondamment par les diplomates, s'étend en outre à toute l'Espagne républicaine, et en particulier en Catalogne où le processus révolutionnaire est le plus puissant. Dès le 20 juillet, le consul général britannique par intérim à Barcelone, Edgar Vaughan, rend ainsi compte d'une conversation qu'il a eue avec le Conseiller à l'Ordre Public de la Généralité de Catalogne : « il craint que les travailleurs armés, qui soutiennent le gouvernement, mais sont pour la plupart sous la domination des organisations anarchistes et syndicalistes, ne deviennent incontrôlables⁵⁴. » À la fin du mois de juillet, s'il note qu'il « y a deux pouvoirs plus ou moins en contrôle » – la Généralité catalane, « comparativement conservatrice », et « la fédération anarchiste associée aux syndicats » –, il constate cependant « des signes » suggérant « que le contrôle du gouvernement s'affaiblit et que les anarchistes dominent vraiment la situation⁵⁵ ». Vaughan ajoute alors qu'à « Barcelone, la Généralité est toujours nominalement au pouvoir, mais que le contrôle réel est aux mains d'un comité militaire de 15

⁵² Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 270 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 153-156.

⁵³ TNA, PRO, FO 371/20536, W10137/62/41, dép. 2 de George Ogilvie Forbes au Foreign Office, 23 août 1936.

⁵⁴ TNA, PRO, FO 371/20523, W6620/62/41, tél. 15 d'Edgar Vaughan au Foreign Office, 20 juillet 1936.

⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20525, W7320/62/41, tél. du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 30 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office.

[membres]⁵⁶ ». De fait, comme le rappelle François Godicheau, le pouvoir effectif est assuré par le Comité central des milices antifascistes (CCMA), formé depuis le 21 juillet par la CNT et l'UGT pour « assumer provisoirement le pouvoir, la défense de Barcelone et l'offensive vers Saragosse ». Dominé par la CNT, « cet organisme [assume] aussi la mise en place d'un véritable "ordre révolutionnaire" ». Le président de la Généralité, Lluís Companys, est conscient de sa faiblesse face au nouveau pouvoir que les comités ouvriers armés exercent de fait. Il propose alors aux dirigeants de la FAI de mettre les institutions autonomes catalanes à leur service. Il s'agit « d'offrir une façade respectable vis-à-vis du gouvernement de Madrid et de l'étranger pendant que les anarchistes [transforment] la société ». Le dirigeant catalan espère ainsi sauver la Généralité⁵⁷. Cette situation n'échappe pas au consul général de Grande-Bretagne, Norman King, alors qu'il reprend possession de son poste à son retour de congés. Il informe ainsi le Foreign Office que « Sr. Companys lui-même n'est rien de plus qu'un homme de paille et il donne l'impression, physiquement comme au figuré, d'être un rat pris au piège », tandis que « l'organisation anarchiste (FAI) prend progressivement le dessus⁵⁸ ». L'évolution des forces de sécurité, qui doivent collaborer avec d'anciens pistoleros anarchistes comme Juan García Oliver, apparaît d'ailleurs au représentant britannique comme un reflet de cet effacement de l'État :

« La Garde civile tend à disparaître. Au lieu de l'uniforme à l'ancienne, on porte le nouveau type de combinaison bleue avec une casquette révolutionnaire. Comme tout le reste, les gardes sont désormais contrôlés par des comités, et ils déclarent eux-mêmes que leur commandant en chef, le général Aranguren, a cessé d'exercer tout contrôle. À titre d'illustration, je joins à la présente une photographie du général dans son nouvel uniforme debout à côté de García Oliver, qui est l'un des dirigeants les plus éminents des anarcho-syndicalistes⁵⁹. »

Son homologue français, Jean Trémoulet, partage en grande partie son constat. Dès le 26 juillet, il informe le Quai d'Orsay que le « Gouvernement de la Généralité [...] n'a malheureusement plus qu'une autorité nominale » et qu'il « est débordé par les éléments de la

⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20525, W7276/62/41, tél. 46 du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 31 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office.

⁵⁷ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, op. cit., p. 100-101.

⁵⁸ TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936.

⁵⁹ TNA, PRO, FO 371/20537, W10416/62/41, dép. 132 de Norman King au Foreign Office, 31 août 1936.

CNT (communistes libertaires)⁶⁰ ». Ce constat s'étend du reste à l'ensemble de la Catalogne, où « l'État [est] tout à coup mis entre parenthèses, tous ses fondements se trouvant sévèrement affaiblis⁶¹ ». C'est ce dont témoigne l'agent consulaire français à Tarragone, dès le 24 juillet. José María Merelo de Barberá informe en effet Jean Trémoulet que la « garde ou milice communiste domine partout fuyant souvent du contrôle des autorités qui ne peuvent pas ou n'arrivent pas à temps pour réprimer des représailles⁶² ». Il ajoute le lendemain que la « FAI qui échappe au contrôle des autorités de la Généralité de Catalogne est maîtresse des rues ». Il déplore ainsi « l'impuissance des autorités contre les bandes de gens armés avides de faire usage des armes qui leur ont été distribuées et de laisser le champ libre à leurs instincts sauvages contre la bourgeoisie⁶³ ». Un constat que partage le secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack, qui se rend à Valence et à Barcelone durant le mois de septembre :

« Toute l'atmosphère à Barcelone était sinistre et M. King et son personnel ont une existence très désagréable à mener pendant les troubles actuels. La principale difficulté, bien sûr, est le manque de discipline du gouvernement central sur la Catalogne, et les anarchistes de cette ville font exactement ce qu'ils veulent. [...] Valence était également extrêmement sinistre, les rues étant barricadées de sacs de sable, et toute la ville contrôlée par la fédération des anarchistes. [...] La Catalogne comme Valence m'ont semblé complètement anarchiques. À Valence, le gouverneur civil n'a aucun pouvoir, toutes les évacuations devant être autorisées par la CNT et la fédération anarchiste⁶⁴. »

Le consul français à Valence Maurice Marcassin témoigne lui aussi de l'effacement de l'État au profit des comités révolutionnaires. Il indique notamment que le « nouveau Gouverneur étant le chef suprême de la milice, nous sommes maintenant sous l'autorité du Comité exécutif », avant d'ajouter un peu plus loin que « nous sommes en pleine anarchie⁶⁵ ». Son homologue britannique, William Sullivan, constate aussi l'impuissance du gouvernement. Il indique au Foreign Office que ce dernier, « représenté par la personne du Gouverneur civil,

⁶⁰ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A⁹, tél. 43 de Jean Trémoulet au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936.

⁶¹ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 106.

⁶² CADN, fonds du consulat général de France à Barcelone, série B, carton 34 (ci-après : CADN, Barcelone, B, 34), dép. de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 24 juillet 1936.

⁶³ CADN, Barcelone, B, 34, dép. de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 25 juillet 1936.

⁶⁴ TNA, PRO, FO 371/20541, W45636/62/41, dép. 692 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 29 septembre 1936, transmettant un mémorandum d'Arthur J. Pack sur son voyage à Barcelone et à Valence.

⁶⁵ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, tél. 499-500 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 8 août 1936, transmettant un télégramme de Maurice Marcassin en date du 6 août 1936.

est faible et virtuellement impuissant ». Selon lui, « le contrôle réel semble être dévolu au Comité Ejecutivo del Frente Popular et à ses nombreuses ramifications, organisations syndicales et politiques, allant des socialistes raisonnables aux gangsters armés ». Il ajoute enfin que ces derniers « tendent eux-mêmes à être des unités de police⁶⁶ ».

À Malaga, le consul britannique par intérim John Clissold décrit l'action d'un « Comité de Salud Publica, un organisme inspiré principalement par le groupe anarchiste-syndicaliste [sic], impitoyable dans la traque des fascistes présumés ». Ce dernier serait « lié à l'assassinat de prisonniers en représailles aux raids aériens, et peut-être, bien que ce soit plus douteux, à l'origine d'une bande bien organisée de cinq capitaines, qui, au début, était responsable de l'enlèvement de nuit des suspects à leur domicile et de leur exécution au bord de la route ». Il concède cependant que ce « Comité par ses patrouilles fait maintenant beaucoup pour arrêter de tels meurtres, et depuis quelques jours, il y en a moins à Malaga⁶⁷ ». Son collègue à Bilbao, Ralph Stevenson, dépeint une situation plus difficile dans sa circonscription. Il informe l'ambassadeur britannique que la ville de Santander « est pleine de milices dotées de toutes sortes de casquettes, de cravates et d'écharpes rouges » après le départ des Carabiniers et de la Garde civile pour le front : « Je suis d'avis que le gouvernement constitué n'a aucun pouvoir, car chaque syndicat, confédération ou société fait ce qu'il veut, le gouverneur civil semble n'être qu'un homme de paille⁶⁸ ». Quelques semaines plus tard, Stevenson rend également compte d'une conversation qu'il a eue avec un officier du port de Gijón sur l'administration de la ville :

« Il n'a pas caché le fait qu'elle était basée sur le principe soviétique. Que les affaires publiques étaient gérées par une junte de représentants populaires issus des différents partis. Le souvenir des résultats des élections de février et des rapports sur les désordres civils et sur les émeutes à Gijón au cours des six mois précédant les hostilités ne laissera aucun doute dans l'esprit de Votre Excellence quant à la composition de ce corps⁶⁹. »

À lire la correspondance diplomatique et consulaire, l'effacement de l'État républicain semble donc manifeste et généralisé alors que l'autorité du gouvernement espagnol est

⁶⁶ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

⁶⁷ TNA, PRO, FO 371/20540, W12013/62/41, dép. de John G. Clissold au Foreign Office, 15 septembre 1936.

⁶⁸ TNA, PRO, FO 371/20539, W11534/62/41, dép. de sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 septembre 1936, transmettant un rapport de Ralph Stevenson sur la situation à Santander.

⁶⁹ TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

profondément affaiblie. Au-delà de la fragmentation du pouvoir, disséminé entre les comités ouvriers, ce sont les anarchistes qui semblent profiter de la situation. À lire les dépêches et télégrammes des agents français et britanniques, ils paraissent sur le point de renverser le gouvernement. Le résumé que le chargé d'affaires français à Madrid, René Bonjean, propose dès la fin du mois de septembre sur la situation dans la zone républicaine est à ce titre éloquent :

« Le Gouvernement qui a perdu à peu près tout son prestige n'est plus obéi, surtout en province où la CNT tend à substituer son autorité à la sienne. Et il est même débordé dans la capitale et est incapable de réprimer les excès de tous ordres (violences contre les personnes, meurtres, vols) qui ne font qu'augmenter. [...] Il me semble que dans ces conditions le Gouvernement n'ait plus qu'à capituler devant les exigences de la CNT, ou à s'entendre avec elle⁷⁰. »

B. Les violences révolutionnaires : des violences criminelles

1. Des violences essentiellement attribuées aux anarchistes

Dans ce contexte, les diplomates français et britanniques ont tôt fait d'attribuer la responsabilité des violences aux anarchistes, et en particulier aux membres de la FAI. C'est notamment le cas de René Bonjean, pour qui les « exécutions sommaires » qui ont lieu à Madrid « sont surtout le fait des éléments de la Fédération anarchiste (FAI)⁷¹ ». Il dénonce en particulier « les membres des athénées libertaires » qui, « avec encore moins de formes » que les tribunaux du CPIP, « procèdent eux-mêmes tous les jours à l'exécution de victimes qu'ils vont chercher à domicile⁷² ». À la fin du mois de septembre, il signale encore que « les anarcho-sindicalistes auraient procédé à 200 arrestations de personnalités susceptibles de servir d'otages ». Il ajoute en outre que « sous le prétexte qu'un certain nombre de prisonniers préparaient une évasion, les miliciens anarchistes chargés de la surveillance de la prison de San Anton à Madrid ont massacré une soixantaine de prisonniers⁷³ ». L'agent consulaire français à Tarragone, José María Merelo de Barberá indique quant à lui qu'il « ne se passe pas un jour sans qu'il soit enregistré la mort de quelques notables de la ville qui, après le clergé passé en totalité à l'autre vie, prend rang pour satisfaire les passions sanguinaires de la

⁷⁰ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 342-343 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 30 septembre 1936.

⁷¹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 53-56 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

⁷² CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 659-661 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 6 septembre 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean en date du 4 septembre 1936.

⁷³ *Ibid.*, tél. 337-338 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 28 septembre 1936.

FAI⁷⁴ ». Cette dernière est également rendue responsable des exécutions à Santander. Ainsi, le consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson, informe ainsi qu'une « escouade volante de la "FAI" ne fait rien d'autre que de sortir la nuit pour faire sortir les gens de chez eux, les emmener et les abattre⁷⁵ ». Ces informations sont confirmées par le vice-consul britannique dans la ville, Thomas Bates. Il indique ainsi dès le 9 septembre 1936 que la « "FAI" fait deux ou trois victimes chaque nuit. Les pauvres gens sont simplement sortis de leurs maisons pendant la nuit et fusillés. La plupart des membres des partis politiques de droite sont soit en prison, soit cachés, soit fusillés⁷⁶. » L'attaché naval français, le lieutenant de vaisseau Raymond Moullec, abonde dans le même sens après une visite à Santander. Chaque nuit, selon lui, « des miliciens anarchistes qui s'absentent volontiers du front viennent commettre des assassinats comme dans presque toutes les villes de la zone gouvernementale. L'évaluation du nombre de leurs victimes varie suivant les observateurs, entre 2 ou 3 et 10 ou 12 par nuit. La première estimation paraît actuellement plus vraisemblable, mais le total des assassinats perpétrés depuis le début de la guerre civile peut être de l'ordre de 500⁷⁷. »

Ces accusations reposent sur certains fondements, comme à Valence où l'action de la Colonne de Fer, composée exclusivement de membres de la CNT et de la FAI, émeut aussi les représentants français et britanniques⁷⁸. Selon Maurice Marcassin, qui relate son passage à Valence en septembre 1936, cette dernière « s'est livrée à de nombreux excès et actes de terrorisme : perquisitions chez les particuliers, vols à main armée, exécutions de récalcitrants. Elle a également livré aux flammes les archives du Palais de justice ». Le consul britannique, William Sullivan, dénonce également ses activités. La Colonne de Fer, qu'il décrit comme les « troupes de choc de la FAI », se serait illustrée sur le front de Teruel par le « pillage des villages », et son retour à Valence aurait été marqué « par le massacre de 200 gardes civils dans la prison de San Miguel de Los Reyes, le 24 septembre. Chacun des deux jours suivants, 150 autres gardes civils ont été "exécutés"⁷⁹ ». De fait, la Colonne de Fer n'hésite pas à prendre d'assaut les bâtiments officiels, et notamment judiciaires, pour détruire leurs archives

⁷⁴ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 3 août 1936.

⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/20539, W11534/62/41, dép. 673 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 septembre 1936, transmettant le rapport de Ralph Stevenson.

⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20541, W12986/62/41, rapport de Thomas Bates au Foreign Office, 29 septembre 1936, détaillant la situation de Santander au jour le jour durant le mois de septembre.

⁷⁷ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁰, dép. 1058 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936.

⁷⁸ Sur la Colonne de Fer, voir notamment Burnett Bolloten, *The Spanish Civil War: Revolution and Counterrevolution*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2015 [1991], p. 333-342.

⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

ni à exécuter à la mitrailleuse des prisonniers dont elle s'est saisie, comme elle le fait à Castellón, à proximité de Valence, le 2 octobre 1936⁸⁰.

Mais parfois, c'est simplement l'existence de violences qui apparaît aux yeux des diplomates comme une preuve de l'implication des anarchistes et de leur pouvoir grandissant. Ainsi, Jean Herbette, pour prouver que la prolongation de la guerre civile « fait les affaires des anarchistes », mobilise le fait que le consul général de France à Saint-Sébastien « confirme le massacre [...] de 17 personnes détenues à la prison d'Ondarreta⁸¹ ». René Bonjean, quant à lui, informe qu'« à la faveur de l'anarchie grandissante, le nombre d'exécutions sommaires, faites sans jugement d'aucune sorte, ne font qu'augmenter⁸² ». Au début du mois d'octobre, il renchérit encore : « En fait, les anarcho-syndicalistes sont les maîtres de la rue comme en témoignent toutes sortes d'excès. Des renseignements recoupés permettent d'évaluer à 75 le chiffre moyen des exécutions sommaires auxquelles il est procédé chaque jour à Madrid depuis une semaine⁸³. » À l'inverse, le faible niveau de violences dans certaines régions est attribué à l'absence d'anarchistes. C'est notamment ce que suggère le consul britannique à Valence, William Sullivan, au début du mois de décembre 1936 : « Il n'y a pas de membres de la FAI en Murcie. En conséquence, le nombre d'exécutions, d'assassinats privés et d'actes de violence a été très faible. La majorité des personnes exécutées étaient des prêtres, mais il est douteux que le nombre total d'affaires d'exécutions judiciaires ou quasi judiciaires ait dépassé les 250⁸⁴. »

En d'autres occasions, c'est l'annonce du retour des militants anarchistes ou du renforcement de leur pouvoir qui suscite la crainte d'une recrudescence des violences. Ainsi, lorsque l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton anticipe la chute de Madrid dès le début du mois de septembre 1936, il craint que « les anarchistes, si on ne les contient pas, [soient] capables de commettre de terribles excès, et ne s'en tiendraient pas, je crois, à tout saccager et brûler, y compris les ambassades et les légations⁸⁵ ». Le consul général de Grande-Bretagne à Barcelone, Norman King, informe quant à lui qu'avec le retour annoncé de la FAI, « désespérant de prendre Saragosse », « on s'attend à ce qu'il y ait de très graves problèmes »

⁸⁰ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 175.

⁸¹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 969-970 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 août 1936.

⁸² CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean en date du 23 août 1936.

⁸³ *Ibid.*, tél. 360-361 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 2 octobre 1936.

⁸⁴ TNA, PRO, FO 371/20553, W17656/62/41, dép. 28 de William Sullivan au Foreign Office, 2 décembre 1936.

⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20538, W11453/62/41, lettre personnelle de sir Henry Chilton à George Mounsey, 6 septembre 1936.

dans la ville⁸⁶. Enfin, le consul français à Malaga, Pierre Desmartis informe le Quai d'Orsay, à la fin du mois d'octobre, que la « nervosité est extrême et [que] des troubles sont à craindre sous l'impulsion de la FAI qui cherche à faire remplacer le Gouverneur socialiste par un de ses adhérents de façon à être maîtresse de la situation. Il faudrait dès lors s'attendre à toutes les violences⁸⁷. »

Dans ces conditions, les fonctionnaires du Foreign Office, à Londres, attribuent l'essentiel des violences aux anarchistes et en particulier aux membres de la FAI. Angus Malcolm écrit ainsi dans une minute, le 30 septembre 1936, que « c'est surtout la FAI qui a créé le "règne de la terreur" dans "l'Espagne rouge"⁸⁸ ». Un mémorandum rédigé en octobre 1936 par Charles H. Johnston, fonctionnaire au Western Department, évoque quant à lui l'exécution de « plusieurs milliers de civils » dans la zone républicaine depuis le début de la guerre. Il note à ce propos que « des bourreaux autoproclamés, principalement de l'organisation anarchiste FAI, [font] bien plus de victimes que les tribunaux ordinaires. Le nombre de meurtres a eu tendance à augmenter à mesure que ces éléments anarchistes se sont libérés du contrôle de l'autorité existante⁸⁹. »

Pourtant, José Luis Ledesma affirme qu'il est « peu recommandable d'admettre les explications qui rendent responsables de tant de morts la FAI [...]. En réalité, l'ensemble des formations révolutionnaires se joignirent à la chasse [...]»⁹⁰. Fernando del Rey a ainsi montré que le Comité de Défense qui ordonne l'exécution de dix prisonniers à La Solana, dans la province de Ciudad Real, le 24 août 1936, est exclusivement composé de socialistes du PSOE ou de la JSU et de membres d'Izquierda Republicana, tandis que les miliciens qui participent directement à la « saca » sont tous socialistes. On ne compte parmi eux aucun anarchiste⁹¹. Quant à Fernando Jiménez Herrera, il a souligné la multiplicité des acteurs qui se livrent aux violences à Madrid, parmi lesquels on trouve aussi des socialistes, des communistes, mais aussi des républicains de gauche⁹². La composition du CPIP, mentionnée précédemment, est éloquente de ce point de vue, et loin de constituer une exception. Même à Barcelone, où les

⁸⁶ TNA, PRO, FO 371/20540, W12218/62/41, dép. 184 de Norman King au Foreign Office, 22 septembre 1936.

⁸⁷ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B⁴, tél. 27 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 25 octobre 1936.

⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/20540, W12218/62/41, minute d'Angus Malcolm, 30 septembre 1936.

⁸⁹ TNA, PRO, FO 371/20543, W13623/62/41, mémorandum de Charles H. Johnston : « The Execution of Civilian and Prisoners of War by Adherents of either Party in Spain », 13 octobre 1936.

⁹⁰ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 195.

⁹¹ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 163-179.

⁹² Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, *op. cit.*, p. 173.

anarchistes de la CNT et de la FAI occupent une position dominante au sein du CCMA⁹³, la responsabilité des violences est partagée. Ainsi, les Patrullas de Control, mises sur pied par le CCMA pour mener le « travail d'hygiénisation de tous les réduits fascistes disséminés dans la ville », sont composées de 325 membres de la CNT, de 185 membres d'ERC, de 145 membres de l'UGT et de 45 membres du POUM⁹⁴. Par ailleurs, l'insistance des diplomates français et britanniques sur l'indépendance des anarchistes de la FAI à l'égard des autorités républicaines ne permet pas de restituer la complexité des violences dans la zone loyaliste. Elle masque la participation de certaines entités officielles, à commencer par la DGS madrilène qui collabore avec le CPIP et fonde trois autres brigades qui participent à des exécutions extra-légales. Ces dernières – la brigade Amenecer, la brigade de García Atadell⁹⁵ et les Lince de la República – apparaissent justement, pour les autorités républicaines qui se méfient des anarchistes actifs au sein du CPIP, comme un moyen d'assurer un meilleur contrôle sur la répression, par cooptation⁹⁶.

2. Assassinats, pillages et incendies : le règne des criminels

L'attribution de l'essentiel des violences aux seuls anarchistes ne correspond donc pas à la réalité et traduit davantage la crainte que les diplomates français et britanniques nourrissent à leur égard. Jean Herbette redoutait déjà au début du mois de juillet que les tensions politiques et sociales en Espagne ne conduisent « à une période d'anarchie, fût-ce par le détour d'un *pronunciamiento* militaire⁹⁷ ». Or, les descriptions que certains agents français et britanniques font de la FAI et de la CNT révèlent à leur tour la vision repoussoir qu'ils développent à l'égard de ces deux organisations. Tandis que le chargé d'affaires français, René Bonjean, estime les « anarcho-syndicalistes insensibles aux considérations de sentiments⁹⁸ », Jean Herbette considère que les volontaires de la CNT « ont pour mot d'ordre

⁹³ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, op. cit., p. 100-101 ; Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, op. cit., p. 334-337.

⁹⁴ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 198.

⁹⁵ Cette brigade est par ailleurs qualifiée de « prietiste » par Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 9.

⁹⁶ Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 186-191 ; Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, op. cit., p. 32-40 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 226-228.

⁹⁷ Cité par Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003, p. 253.

⁹⁸ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean en date du 23 août 1936.

«Viva la dinamita»⁹⁹ ». Pour l'ambassadeur français, « Quiconque a vu agir les anarcho-syndicalistes [...] sait ce qui signifie leur domination : c'est le pillage et la mort ». Il dénonce notamment « les tueries auxquelles se livrent les anarchistes », qui sont selon lui « inspirées par l'incohérence même qui caractérise leurs conceptions sociales¹⁰⁰ ».

« Elles frappent pêle-mêle les hommes et les femmes, les gens de droite et les gens de gauche, sans être guidées par d'autres mobiles que le caprice, l'envie, la haine de toute organisation et de toute discipline, même prolétarienne, ou encore la vengeance et la délation, cette dernière étant rarement désintéressée. Rien de comparable n'a encore sévi jusqu'à présent sur un grand pays, tout au moins depuis les invasions mongoles ; et encore les Mongols avaient-ils l'excuse de ne pas massacrer leurs propres citoyens¹⁰¹. »

La comparaison avec les invasions mongoles n'est pas anodine. Elle puise à nouveau dans les représentations héritées des « bas-fonds » et des « classes dangereuses » qui avaient surgi lors des manifestations célébrant la victoire du Frente Popular en février 1936 en mobilisant l'image du barbare qui se situerait aux frontières de l'humanité¹⁰². Comme l'a souligné Chris Ealham à propos de Barcelone, les anarchistes occupent une place de choix depuis le début du XX^e siècle dans cette panique morale qui s'empare des classes sociales dominantes :

« Dans un discours hautement idéologique qui n'autorisait aucune analyse sous l'angle des rapports de domination, de la violence sociale ou de la lutte des classes, ils suggéraient que le conflit social n'était pas dû à des griefs collectifs ou à des facteurs économiques structurels, mais naissait plutôt des “crimes collectifs” des idéologies “primitives” ou “déviantes” (anarchisme ou socialisme), associées à des maladies héréditaires (“dégénérescence”), psychologiques (“folie”) ou physiques (“cancer”). Ces craintes s'amalgamaient pour créer le nouveau mythe des classes dangereuses, dans lequel les syndicalistes tenaient le rôle d’“agitateurs” extérieurs aux masses, de “fauteurs de troubles”, “incultes” et asociaux, qui constituaient l'avant-garde criminelle d'une offensive contre la “stabilité naturelle” d'un ordre social juste et autrement harmonieux. L'anarchisme en général était identifié au manque de culture et il se caractérisait par une “horrifiante grossièreté”, son “imprévisibilité”, son “irresponsabilité” et son “manque de contrôle”¹⁰³. »

⁹⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1014 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 août 1936.

¹⁰⁰ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 1294 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 octobre 1936.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Voir chapitre 2, p. 128-133.

¹⁰³ Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, *op. cit.*, p. 51-52.

Jean Herbette n'est d'ailleurs pas le seul à puiser dans ces représentations. Le consul général de Grande-Bretagne, Norman King écrit ainsi, lorsqu'il évoque les difficultés des forces de sécurité de la Généralité catalane pour désarmer les anarchistes que « Cela a toujours été le cauchemar des Catalans respectables que le "monde souterrain" du prolétariat se déchaîne et prenne le contrôle, et il est maintenant à deux doigts de le faire¹⁰⁴ ». Quant au consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson, qui qualifie la FAI de « gang de voleurs et de meurtriers¹⁰⁵ » opérant « par la méthode "Tchéka et gangster de Chicago"¹⁰⁶ », il a recours à ce même imaginaire :

« Ces hommes, représentant la pire espèce humaine, commettent les crimes les plus exécrables au nom de la liberté et du progrès. Leur méthode consiste à déposer des informations contre des membres malchanceux de la bourgeoisie obtenues par l'intermédiaire ou fabriquées par des espions et des agents provocateurs, qui appellent leurs victimes en pleine nuit, les traînent hors de leurs lits et les assassinent sur place ou les emmènent pour une "balade", laissant leurs cadavres au bord de la route. De cette façon, des familles entières auraient été anéanties, seules ou ensemble. Il faut peu d'imagination pour se représenter mentalement une image de la cruauté et de la souffrance, physiques et mentales, auxquelles des hommes, des femmes et des enfants sont soumis à Gijón¹⁰⁷. »

Les membres de la FAI apparaissent alors comme une pègre se livrant au pillage et au crime. Norman King, consul général de la Grande-Bretagne à Barcelone, qualifie ainsi les auteurs des violences de « voyous » [ruffians]¹⁰⁸ et de « criminels¹⁰⁹ », tandis que Jean Herbette emploie le terme de « terroristes¹¹⁰ ». Le consul britannique à Valence, William Sullivan, estime quant à lui que le « noyau de cette organisation, qui n'est rien de plus qu'un corps compact de gangsters bien armés se compose de criminels qui ont été aveuglément libérés des prisons au début de la guerre civile ». Il ajoute de manière significative : « Quand on se rappelle que les prisonniers politiques de gauche ont été amnistiés au début de l'année à l'avènement du gouvernement du Front populaire, on appréciera aisément le caractère des

¹⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936.

¹⁰⁵ TNA, PRO, FO 371/20540, W11802/62/41, dép. 71 de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 9 septembre 1936.

¹⁰⁶ TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/20531, W8667/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 10 août 1936.

¹⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936.

¹¹⁰ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 871/873 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936.

prisonniers qui avaient été exclus de cette mesure¹¹¹ ». C'est-à-dire, des délinquants de droit commun. René Bonjean signale lui aussi que l'assaut de la Prison Modelo à Madrid, mené par les anarchistes, vise à obtenir la libération de 1 500 prisonniers de droit commun¹¹².

Cette association entre militants anarchistes et délinquants de droit commun repose néanmoins sur une certaine réalité. Elle se fonde en particulier sur les agissements des « groupes d'action » qui se constituent au début des années 1920, notamment en Catalogne. Composés de pistoleros anarchistes, ils multiplient les assassinats durant la guerre sociale qu'ils mènent contre la bourgeoisie barcelonaise et ses alliés, tels que les membres des Sindicatos Libres et du Somatén. Ils promeuvent aussi le vol, qualifié de « crime social » et d'« appropriation prolétarienne », dans une logique de propagande par le fait, et se mobilisent en faveur des prisonniers. Lorsque le mouvement anarchiste se divise avec l'avènement de la Seconde République, une partie de la CNT étant accusée de réformisme, ces « hommes d'action », parmi lesquels on compte Buenaventura Durruti et Juan García Oliver, rejoignent massivement la FAI qui entend incarner la pureté et la radicalité anarchiste¹¹³. Or, ce sont précisément les hommes issus de ces « groupes d'action » qui, dans bien des endroits, administrent la violence. José Luis Ledesma note ainsi que « presque tous avaient un passé militant de braquages et de sabotages¹¹⁴ ». C'est le cas de Felipe Sandoval, qui coordonne l'assaut contre la prison Modelo le 22 août 1936, après avoir passé de longues années en prison pour divers vols à main armée¹¹⁵. Mais là encore, il ne s'agit pas d'une spécificité du mouvement anarchiste. Fernando Jiménez Herrera observe un fonctionnement similaire au sein des comités madrilènes. Selon lui, les responsables de ces centres désignent dans de nombreux cas les éléments militants les plus engagés pour exercer la violence. Ces derniers ont souvent connu la prison à la suite d'accusation de réunions clandestines, de collage d'affiches, d'actes de sabotages et d'altercations¹¹⁶.

¹¹¹ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

¹¹² CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant des télégrammes de Bonjean en date du 23 août 1936.

¹¹³ Julián Casanova, *De la calle al frente: El anarcosindicalismo en España, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 93-94 ; François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 54 et 74-79 ; Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, *op. cit.*, p. 115-119 et 250-258.

¹¹⁴ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 195-197.

¹¹⁵ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, *op. cit.*, p. 279.

¹¹⁶ Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, *op. cit.*, p. 164-165.

Du reste, cette association entre militants anarchistes et délinquants de droit commun n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans une certaine continuité avec ce que Gilles Ferragu nomme le « moment anarchiste en France et en Europe ». À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le recours à la propagande par le fait, aux attentats terroristes et à une forme d'illégalisme et de criminalité anarchiste, dont la « bande à Bonnot » constitue un exemple, se répand¹¹⁷. Ce « moment anarchiste » fait d'ailleurs naître l'idée qu'il existe une vaste conspiration anarchiste visant à assassiner et à terroriser. Cette crainte alimente une véritable panique morale transnationale, provoquant une « hystérie de masse » au sein des classes supérieures – en particulier à Paris¹¹⁸. L'anarchisme est dès lors ciblé par les États européens dès 1898, lors de la conférence de Rome, au motif qu'il menacerait les « bases de toute organisation sociale¹¹⁹ ». Les « délits sociaux » perpétrés par les militants anarchistes sont d'ailleurs inclus dans la définition du terrorisme lors de la conférence de Madrid pour l'unification du droit pénal en 1933¹²⁰.

Ce n'est pas sans conséquence sur la perception des violences et la manière dont elles sont qualifiées par les diplomates français et britanniques, qui soulignent leur caractère fondamentalement illégitime. Ils dénoncent abondamment les « pillages¹²¹ » et les « saccages¹²² » qui ont cours dans les territoires républicains, et s'émeuvent de la « destruction des propriétés privées, des trésors artistiques et des monuments historiques¹²³ »,

¹¹⁷ Gilles Ferragu, « Le moment anarchiste en France et en Europe », in *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2014, p. 96-126.

¹¹⁸ Richard Bach Jensen, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 37-44 ; Arnaud-Dominique Houte, *Les Peurs de la Belle Époque. Crimes, attentats, catastrophes et autres périls.*, Paris, Tallandier, 2022, p. 265-276.

¹¹⁹ Jenny Raflik, *Terrorismes et mondialisations, XIXe-XXe siècles. Jalons pour un nouveau chantier en histoire des relations internationales*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, vol. 2 : recherches inédites, Université de Cergy-Pontoise, Cergy-Pontoise, 2014, p. 102.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 112.

¹²¹ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 842 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20523, W6683/62/41, tél. 20 d'Edgar Vaughan au Foreign Office, 21 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20524, W6895/62/41, télégramme d'Edgar Vaughan transmis par le contre-amiral commandant le 1^{er} escadron de croiseurs de la Royal Navy à destination de l'Amirauté et du Foreign Office, 25 juillet 1936 ; et W6974/62/41, tél. 31 d'Edgar Vaughan au Foreign Office, 25 juillet 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A⁹, tél. 43-44 de Jean Trémoulet au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, dép. 114 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 29 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20531, W8697/62/41, lettre personnelle de John G. Clissold à William R. Mackness, 2 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20528, W8174/62/41, «Memorandum of Events in Barcelona from July 19 to 27, 1936», remis par Edgar Vaughan à Norman King, le 6 août 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W11751/62/41, lettre personnelle de John G. Clissold à William R. Mackness, 25 août 1936.

¹²² CADN, Barcelone, B, 34, dép. 114 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 29 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20528, W8174/62/41, «Memorandum of Events in Barcelona from July 19 to 27, 1936», remis par Edgar Vaughan à Norman King, le 6 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W11751/62/41, lettre personnelle de John G. Clissold à William R. Mackness, 25 août 1936.

¹²³ TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936.

en particulier des églises et couvents « incendiés¹²⁴ » et « brûlés¹²⁵ ». S'ils évoquent généralement des « exécutions », ils les qualifient souvent de « sommaires¹²⁶ », d'« illégales¹²⁷ » ou de « clandestines¹²⁸ ». Ils parlent volontiers de « crimes¹²⁹ », de « meurtres¹³⁰ » ou d'« assassinats¹³¹ », relevant de « vengeances¹³² » ou de « rancunes

¹²⁴ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 842 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20523, W6683/62/41, tél. 20 d'Edgar Vaughan au Foreign Office, 21 juillet 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹³, dép. 80 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 24 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20524, W6895/62/41, télégramme de Vaughan transmis par le contre-amiral commandant le 1^{er} escadron de croiseurs de la Royal Navy à destination de l'Amirauté et du Foreign Office, 25 juillet 1936 ; et W6974/62/41, tél. 31 de Vaughan au Foreign Office, 25 juillet 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A⁹, tél. 43-44 de Jean Trémoulet au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936 ; CADN, fonds du consulat de France à Valence, série B, carton 53 (désormais : Valence, B, 53), dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 30 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20528, W8174/62/41, «Memorandum of Events in Barcelona from July 19 to 27, 1936», remis par Edgar Vaughan à Norman King, le 6 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20531, W8697/62/41, lettre personnelle de John G. Clissold à William R. Mackness, 2 août 1936 ; CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

¹²⁵ TNA, PRO, FO 371/20523, W6619/62/41, tél. 14 d'Edgar Vaughan au Foreign Office, 20 juillet 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, dép. 114 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 29 juillet 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 24 juillet 1936 ; CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 30 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936.

¹²⁶ CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 30 juillet 1936 ; CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 5 août 1936 ; CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 17 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant des télégrammes de René Bonjean datés du 23 août 1936.

¹²⁷ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 143-145 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 1^{er} septembre 1936.

¹²⁸ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 871-873 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936.

¹²⁹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 871/873 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936 ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, tél. 21-26 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 13 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W11802/62/41, dép. 71 de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 9 septembre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

¹³⁰ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A⁹, tél. 43-44 de Jean Trémoulet au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20525, W7320/62/41, tél. télégramme de Vaughan transmis par le contre-amiral commandant le 1^{er} escadron de croiseurs de la Royal Navy à destination de l'Amirauté et du Foreign Office, 30 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20531, W8830/62/41, tél. 4 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William J. Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

¹³¹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 871/873 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 28 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W12013/62/41, dép. de John G. Clissold au Foreign Office, 15 septembre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12986/62/41, rapport de Thomas Bates au Foreign Office, 29 septembre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William J. Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁰, dép. 1058 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936 ; CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

¹³² CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹³, dép. 80 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 24 juillet 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, dép. 114 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 29 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41, dép. 115 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant des télégrammes de René Bonjean datés du 23 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936 ; CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

personnelles¹³³ ». Le consul général de France à Barcelone, Jean Trémoulet, regroupe alors toutes ces activités sous le terme de « brigandage¹³⁴ ». Les agents du Quai d'Orsay et du Foreign Office soulignent ainsi le caractère illégitime des violences qui ont cours à l'arrière républicain, qui apparaissent comme autant de crimes menaçant l'État de droit. Mais leur disqualification prend également d'autres formes, qui ne sont pas sans rappeler la propagande d'atrocités.

3. Atrocités, massacres et actes barbares : des violences contraires au droit international

La propagande d'atrocités trouve ses origines dans « l'élan humanitaire de codification de la guerre » qui se développe à la fin du XIX^e siècle, et elle s'insère dans la Question d'Orient qui occupe les chancelleries européennes face à l'Empire ottoman. Elle repose en particulier sur une tradition juridique libérale qui oppose « l'anarchie » et la « barbarie » à la « civilisation » qu'incarne le respect du droit dans la guerre et des conventions de La Haye de 1899 et 1907. Elle s'impose aux opinions publiques européennes à l'occasion des guerres balkaniques de 1912-1913, avant d'être utilisée par les Alliés qui dénoncent dès 1914 les « atrocités allemandes¹³⁵ ». Cette propagande mobilise alors toute une série de représentations et de traditions plus profondes que le spectacle des violences à l'arrière républicain vient réactiver chez les diplomates français et britanniques. On la retrouve notamment dans la dénonciation de la barbarie à laquelle se livrent les révolutionnaires espagnols.

En effet, l'évocation des violences à l'arrière républicain par les diplomates français et britanniques semble s'inscrire dans ce registre. Ils dénoncent abondamment les « massacres¹³⁶ », les « atrocités¹³⁷ » et les « excès¹³⁸ » qui y sont commis. Tandis que certains

¹³³ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William J. Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

¹³⁴ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A⁹, tél. 43-44 de Jean Trémoulet au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936.

¹³⁵ John Horne et Alan Kramer, *1914, les atrocités allemandes : la vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, Paris, Tallandier, 2011, p. 321-325 ; Dzovinar Kévonian, « L'enquête, le délit, la preuve : les "atrocités" balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit de la guerre », *Le Mouvement Social*, 2008, vol. 1, n° 222, p. 13-40.

¹³⁶ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹³, dép. 80 de Pierre Desmarts à Jean Herbette, 24 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20525, W7276/62/41, tél. 46 du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 31 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office ; CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 969-970 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A⁷, tél. 564-567 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 21 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin à Jean Herbette, 24 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³ de René Bonjean au Quai d'Orsay, 28 septembre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12901/62/41, dép. 196 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} octobre 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 1294 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 octobre 1936.

agents s'émeuvent d'une véritable « chasse à l'homme dans toute sa hideur¹³⁹ », d'autres mentionnent des « actes barbares¹⁴⁰ », de « cruauté¹⁴¹ », « plus ou moins raffinée¹⁴² » ou encore de « brutalité¹⁴³ », que Norman King qualifie de « sauvage¹⁴⁴ ». Les auteurs des violences sont décrits comme « sanguinaires¹⁴⁵ », ou encore en proie à une « folie¹⁴⁶ » ou à des « passions sanguinaires¹⁴⁷ ». Ce sont des « sauvages armés¹⁴⁸ », des « bandes de gens armées avides [...] de laisser le champ libre à leurs instincts sauvages¹⁴⁹ » ou encore des « Indiens sauvages lâchés de l'enfer, armés jusqu'aux dents de fusils, d'épées, de rapières ou de toute autre arme¹⁵⁰ », et qui se livrent à une « sanglante besogne¹⁵¹ », voire à une « boucherie¹⁵² » qualifiée elle aussi de « sanglante¹⁵³ ». Selon Sir Henry Chilton, ils n'hésitent pas à recourir à la torture¹⁵⁴.

¹³⁷ Edgar Vaughan évoque ainsi des « histoires épouvantables d'atrocités », tandis que Norman King mentionne d'« horribles atrocités ». TNA, PRO, FO 371/20525, W7276/62/41, tél. 46 du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 31 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office ; TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20531, W8667/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 10 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41, dép. 115 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12901/62/41, dép. 196 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} octobre 1936.

¹³⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 21-26 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 13 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20538, W11453/62/41, lettre personnelle de sir Henry Chilton à George Mounsey, 6 septembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 290-292 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 20 septembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 46 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 27 septembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 337-338 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 28 septembre 1936 ; et tél. 342-343 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 30 septembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/B¹, tél. 360-361 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 2 octobre 1936.

¹³⁹ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹³, dép. 80 de Pierre Desmartis à Jean Herbet, 24 juillet 1936. George Ogilvie-Forbes et John G. Clissold évoquent également une « chasse » à l'homme : TNA, PRO, FO 371/20531, W8830/62/41, tél. 4 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W12013/62/41, dép. de John G. Clissold au Foreign Office, 15 septembre 1936.

¹⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936.

¹⁴¹ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 3 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936 ; CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 7 septembre 1936 ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 202-203 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 8 septembre 1936.

¹⁴² CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 40 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 12 septembre 1936.

¹⁴³ *Ibid.*, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

¹⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936.

¹⁴⁵ *Ibid.*, W7276/62/41, tél. 46 du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 31 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office.

¹⁴⁶ CADN, Valence, B, 53, dép. 29 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 17 août 1936.

¹⁴⁷ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 3 août 1936.

¹⁴⁸ TNA, PRO, FO 371/20538, W11527/62/41, lettre personnelle de Norman King à William Roberts, 11 septembre 1936.

¹⁴⁹ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 25 juillet 1936.

¹⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/20540, W11751/62/41, lettre personnelle de John G. Clissold à William R. Mackness, 25 août 1936.

¹⁵¹ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936 ; CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 7 septembre 1936.

¹⁵² TNA, PRO, FO 371/20541, W12670/62/41, lettre de sir Henry Chilton à George Mounsey, 29 septembre 1936.

On peut également voir dans l'utilisation de ces termes une résurgence des images employées au sein des classes moyennes et supérieures pour désigner l'« autre » menaçant, issu des « classes dangereuses¹⁵⁵ ». Pablo Gómez Nogales a ainsi étroitement lié les représentations contemporaines de la révolution espagnole à tout un imaginaire traditionnel qui présente les classes populaires comme une foule de « barbares », se prêtant à des « carnivals sanglants¹⁵⁶ ». Cet imaginaire semble en outre avoir été réactualisé et complété par les représentations de la révolution russe, qui mobilisent l'image du « moujik » et de l'ouvrier illettrés, hirsutes, barbus et grimaçants, confinés à la barbarie¹⁵⁷. Du reste, le vocabulaire employé pour décrire les violences à l'arrière républicain renvoie aussi aux représentations stéréotypées de la Péninsule ibérique qui, dès le XVI^e siècle, présentent les Espagnols comme passionnés, violents et cruels¹⁵⁸. Cette image est renforcée par littérature romantique du XIX^e siècle, tant française que britannique, qui présente l'Espagne, du fait de son histoire arabe, comme un « Orient proche » où règneraient la magie et la violence et qui échapperait ainsi à la civilisation¹⁵⁹. Or, ces stéréotypes sont largement remobilisés par les contemporains de la guerre civile espagnole, et en particulier par la presse française qui présente le peuple espagnol comme « tenace, sauvage, mystérieux, arriéré, passionné, vaillant, orgueilleux, cruel et violent¹⁶⁰ ». Les diplomates français et britanniques n'échappent pas non plus à ces préjugés. Maria Thomas a en effet montré l'extension, au sein du Foreign Office, de ces stéréotypes à l'égard des Espagnols, en particulier des classes populaires¹⁶¹. Ainsi, le consul général de Grande-Bretagne à Barcelone, Norman King, entreprend de démontrer en octobre 1936 « quelle race sanguinaire sont les Espagnols quand le mince vernis de la

¹⁵³ TNA, PRO, FO 371/20529, W8402/62/41, rapport de Keith Unwin, assistant du secrétaire commercial de l'ambassade britannique à Madrid, adressé au consul John H. Milanes, 27 juillet 1936.

¹⁵⁴ TNA, PRO, FO 371/20538, W11453/62/41, lettre personnelle de sir Henry Chilton à George Mounsey, 6 septembre 1936.

¹⁵⁵ Voir chapitre 2, p. 128-133.

¹⁵⁶ Pablo Gómez Nogales, « Ese sangriento carnaval. Experiencia y narración de la revolución social en la España sublevada (1936-1939) », *Revista Universitaria de Historia Militar*, 2013, vol. 2, n° 4, p. 50-51.

¹⁵⁷ Sophie Cœuré, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, CNRS, 2017, p. 39.

¹⁵⁸ José Varela Ortega, « Formación, etapas y variantes del estereotipo de España en el pensamiento occidental », in José Varela Ortega, Fernando R. Lafuente et Andrea Donofrio (dir.), *La mirada del otro. La imagen de España, ayer y hoy*, Madrid, Fórcola Ediciones, 2016, p. 35-37.

¹⁵⁹ Andrea Fernández Montesinos, *L'Espagne éternelle. La pervivencia de los estereotipos románticos de España en Francia durante la guerra civil española*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, Madrid, 2015, p. 97-156.

¹⁶⁰ Andrea Fernández Montesinos, « L'Espagne éternelle. La huella de los románticos franceses en la prensa francesa durante la guerra civil española », in José Varela Ortega, Fernando R. Lafuente et Andrea Donofrio (dir.), *La mirada del otro. La imagen de España, ayer y hoy*, Madrid, Fórcola Ediciones, 2016, p. 100.

¹⁶¹ Maria Thomas, « The Front-Line of Albion's Perfidy. Inputs into the Making of British Policy towards Spain: The Racism and Snobbery of Norman King », *op. cit.*, p. 106.

civilisation s'estompe¹⁶² ». Dissertant sur le « caractère espagnol », le consul considère en effet qu'il « serait aisé de multiplier *ad nauseam* les citations des écrivains classiques et celles des temps modernes pour prouver que les Espagnols sont une race turbulente, difficile à gérer et sujette à la guerre civile ». Pour illustrer son propos, le consul adresse à Sir Henry Chilton un mémorandum contenant des extraits de l'ouvrage *Modern Spain, 1788-1898* de Martin A.S. Hume, qui montreraient « que les Espagnols sont dans la tourmente depuis que la Constitution de 1812 a été jetée comme une pomme de discorde dans la situation politique confuse¹⁶³ ». À sa lecture, le fonctionnaire du Foreign Office Angus Malcolm le qualifie d'ailleurs d'« horrible récit de l'histoire volcanique de l'Espagne depuis 1800¹⁶⁴ ». Quant à l'attaché militaire français, Henri Morel, il considère que les massacres de prisonniers « témoignent d'une férocité qui tient sans doute plus à la race qu'au caractère des opinions¹⁶⁵ ». Ces stéréotypes raciaux semblent en effet particulièrement implantés dans le commandement français. En septembre 1936, le contre-amiral Ollive attribue ainsi les violences de Barcelone à l'« émigration murcienne », dont il brosse un portrait plein de préjugés :

« Pour tout Catalan, un Murcien est un habitant de la région au sud de la ligne Séville-Valence, sensiblement ; d'origine maure, ou imprégné de sang maure par huit siècles de domination arabe, le Murcien est généralement très pauvre, n'aime pas le travail, est le plus souvent illettré ; c'est un candidat tout désigné pour l'anarchie et, s'il en a les moyens, le brigandage le plus cruel¹⁶⁶. »

Or, en renvoyant les miliciens espagnols à une altérité violente qui les situerait en dehors de la civilisation, les représentants français et britanniques ne font que recycler l'un des motifs de la propagande d'atrocités qui, à l'occasion de la Première Guerre mondiale, comparait les Allemands à des hordes barbares qui déferlaient contre le monde civilisé¹⁶⁷.

¹⁶² Cité par Thomas Maria, Thomas Maria, « The Front-Line of Albion's Perfidy. Inputs into the Making of British Policy towards Spain: The Racism and Snobbery of Norman King », art. cité, p. 122.

¹⁶³ TNA, PRO, FO 371/20545, W14564/62/41, lettre de Norman King à Sir Henry Chilton, 21 octobre 1936.

¹⁶⁴ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 2 novembre 1936.

¹⁶⁵ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 210-211 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 25 novembre 1936, transmettant un télégramme du lieutenant-colonel Henri Morel.

¹⁶⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 1930-1940, 170, rapport n° 32 du contre-amiral Ollive, 7 septembre 1936.

¹⁶⁷ John Horne et Alan Kramer, 1914, *les atrocités allemandes : la vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, op. cit., p. 326-328.

En outre, John Horne et Alan Kramer ont avancé que dès le début de la Première Guerre mondiale, « les gouvernements, les armées et l'*establishment* intellectuel de France [et] de Grande-Bretagne » semble avoir pris « très sérieusement » les dispositions de La Haye « sur l'engagement civil dans la guerre et la possibilité générale de modérer la violence par la loi internationale ». Le sentiment qu'une armée « n'a pas le droit de viser des civils innocents et leurs biens est fort ». Et de fait, cette « croyance dans les conventions de La Haye rend les "atrocités allemandes" en 1914 non seulement choquantes pour les contemporains, mais les transforme aussi en crimes de guerre¹⁶⁸ ». Cette conviction joue très probablement un rôle fondamental au moment où les diplomates français et britanniques perçoivent et condamnent les violences révolutionnaires qui ensanglantent l'arrière républicain. En effet, ces violences frappent massivement des « civils¹⁶⁹ » et de simples « particuliers¹⁷⁰ », « dont beaucoup n'ont rien à voir avec le soulèvement actuel¹⁷¹ ». Elles touchent de manière indiscriminée les hommes et les femmes¹⁷², de « tous les âges¹⁷³ », y compris des « personnes de plus de 70 ans¹⁷⁴ ». C'est ainsi que des « familles entières¹⁷⁵ » sont exécutées à l'arrière républicain. Le vice-consul britannique à Santander, Thomas Bates, mentionne ainsi le cas d'une famille dont les « quatre jeunes frères » sont fusillés, tandis que « leurs jeunes sœurs » sont emmenées « supposément en prison¹⁷⁶ ». Se pose alors la question des violences sexuelles, dont René Bonjean se fait l'écho lorsqu'il transmet un rapport du chargé d'Affaires de la Norvège, Felix Schlayer, évoquant l'« infinité de séquestres de jeunes filles dont on nie l'arrestation mais qui sont retenues pour des raisons inavouables¹⁷⁷ ». L'assistant du secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Keith Unwin, rapporte des rumeurs similaires :

« Des cas d'agressions de femmes par les milices à la recherche d'armes auraient eu lieu au cours de la semaine dernière, mais aucune confirmation n'a été apportée et les

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 324-326.

¹⁶⁹ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936.

¹⁷⁰ *Ibid.*, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 24 juillet 1936.

¹⁷¹ TNA, PRO, FO 371/20528, W8121/62/41, tél. 14 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 août 1936.

¹⁷² TNA, PRO, FO 371/20528, W8121/62/41, tél. 14 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, tél. 573 du Quai d'Orsay à Jean Herbertte, 21 août 1936, transmettant un télégramme de Maurice Marcassin en date du 20 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W11802/62/41, dép. 71 de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 9 septembre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W12276/62/41, tél. 252 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 25 septembre 1936.

¹⁷³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

¹⁷⁴ *Ibid.*, W12901/62/41, dép. 196 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} octobre 1936.

¹⁷⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 360-361 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 2 octobre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

¹⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20541, W12986/62/41, dép. de Thomas Bates au Foreign Office, 29 septembre 1936.

¹⁷⁷ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, bordereau d'envoi n° 84 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 14 octobre 1936, transmettant une note de Felix Schlayer datée du 6 octobre 1936.

victimes présumées semblent souffrir d'hystérie due à la tension ; que ces allégations soient vraies ou non, il y a suffisamment de raisons de s'inquiéter, car il est de notoriété publique que des attentats de cette nature [...] ont été fréquents au cours des six derniers mois dans le sud de l'Espagne¹⁷⁸. »

Comme l'a rappelé Adriana Cases Sola, les violences sexuelles contre les femmes sont nombreuses dans les territoires républicains, bien qu'elles soient difficiles à documenter. Elles s'inscrivent évidemment dans des rapports de domination de genre, que le contexte de guerre exacerbe¹⁷⁹. Comme dans les territoires franquistes, elles visent à « rappeler aux femmes quel [est] leur place et [à] les punir d'avoir abandonné l'espace qui leur [revient] naturellement¹⁸⁰ ». Néanmoins, contrairement à la zone rebelle, ces violences ne sont jamais assumées par les autorités républicaines. Elles ne participent pas d'une stratégie délibérée d'usage du viol comme arme de guerre, qui viserait spécifiquement à humilier les femmes du camp opposé ou, par leur intermédiaire, les adversaires masculins¹⁸¹. L'historienne espagnole les replace plutôt dans le contexte du processus révolutionnaire qui s'empare de l'arrière républicain : « Violer une dévote équivaut à profaner un temple ; violer et tuer une femme appartenant à la classe la plus riche équivaut à balayer l'ordre ancien et fait partie de la révolution qui cherche à détruire le système qui a opprimé le peuple¹⁸². »

Quoi qu'il en soit, l'évocation à demi-mots des violences sexuelles par les diplomates fait aussi écho à un autre aspect de la propagande d'atrocités : celui d'une fascination pour la violence qui est « canalisée par l'intérêt croissant pour la criminalité déviante » et par « l'obsession de la presse à sensation pour le crime violent¹⁸³ ». Le référent culturel des bas-fonds et de la criminalité est en effet, comme nous l'avons vu précédemment, très présent dans la façon dont les diplomates français et britanniques se représentent les violences à l'arrière républicain. Ils ne font ici que recycler des motifs de la propagande d'atrocité, où le « viol, le meurtre, la mutilation et la douleur occupent une place centrale¹⁸⁴ ». Et de fait, le spectacle des victimes des « paseos », « abandonnées à côté de la route¹⁸⁵ », vient renforcer la

¹⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20529, W8402/62/41, rapport de Keith Unwin à J. H. Milanes, 27 juillet 1936.

¹⁷⁹ Adriana Cases Sola, « La violencia sexual en la retaguardia republicana durante la guerra civil española », *Historia Actual Online*, 2014, n° 34, p. 69-80. Je remercie Rocío Negrete Peña d'avoir attiré mon attention sur cet article.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 77.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 76.

¹⁸² *Ibid.*, p. 77.

¹⁸³ John Horne et Alan Kramer, 1914, *les atrocités allemandes : la vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, op. cit., p. 335-336.

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 184 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 30 août 1936.

dénonciation des atrocités. Le consul de France à Valence, Maurice Marcassin, s'en émeut ainsi à plusieurs reprises. Dès le 17 août 1936, il note que les « exécuteurs ne se donnent plus la peine de ramasser les cadavres que l'on trouve alignés le matin au bord de la route, principalement sur celle qui va de Valence à la plage du Saler. Notre agent consulaire à Denia, venu me voir hier, en a compté plusieurs sur cette route vers 10 heures du matin¹⁸⁶ ». C'est le signe, selon lui, d'une recrudescence des violences :

« J'en viens maintenant à la partie la plus pénible de ce rapport : aux exécutions sommaires. Elles prennent une extension terrifiante. D'abord on signalait 4 ou 5 exécutions par nuit sur une route isolée. Les cadavres étaient discrètement ramassés. Maintenant elles dépassent par nuit une centaine. On exécute partout, parfois même dans les rues de la ville et les cadavres sont laissés sur place. On tue aussi dans tous les bourgs et villages de la région. [...] Le procédé est toujours le même. Des miliciens armés se présentent la nuit au domicile des personnes recherchées. On les emmène en automobile. Arrivés à l'endroit choisi on les fait descendre et à bout portant on les tue à coups de pistolet : avec la nuit, la terreur descend sur la ville¹⁸⁷. »

Mais au-delà du caractère massif des exécutions ainsi révélé par la pratique du « paseo », c'est l'atteinte aux corps des défunts, privés de sépulture, qui choque les diplomates. Le chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes s'émeut ainsi de voir les cadavres des victimes « laissés sur le trottoir pendant un certain temps, et aussi dans de nombreux, mis à pourrir dans un parc public dont une partie a été fermée à cet effet¹⁸⁸ ». Le consul général de Grande-Bretagne, Norman King, déplore quant à lui que les « corps [soient] enterrés à la hâte dans des tombes peu profondes » : « l'atmosphère du cimetière sous un soleil espagnol d'août peut très bien être imaginée¹⁸⁹ ». Et lorsqu'il visite la morgue de l'hôpital de Barcelone, il insiste tout particulièrement sur leur abondance et leur mutilation :

« Il devait y avoir trente à quarante cadavres dans la chambre, dont 25 avaient été amenés la nuit antérieure, m'a dit le docteur. J'ai fait semblant de chercher le cadavre d'un Anglais, disparu depuis une dizaine de jours, pour trouver une excuse afin d'examiner les traits de certains cadavres. La plupart d'entre eux semblaient avoir reçu une balle dans la tête à bout portant. Certains d'entre eux avaient reçu une balle dans la poitrine, à en juger par les taches de sang sur leurs vêtements. Dans certains cas, les têtes avaient été fracassées, les rendant presque impossibles à reconnaître, mais peut-

¹⁸⁶ CADN, Valence, B, 53, dép. 29 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 17 août 1936.

¹⁸⁷ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

¹⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/20532, W8973/62/41, tél. 9 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 août 1936.

¹⁸⁹ *Ibid.*, W9003/62/41, dép. 100 de Norman King au Foreign Office, 15 août 1936.

être que cette brutalité avait été commise après leur mort. [...] Beaucoup de cadavres m'ont semblé tout à fait méconnaissables, car en dehors du fait que leurs traits étaient déformés par la peur et l'horreur, ils étaient couverts de sang et de saleté. J'ai montré le cadavre d'un grand homme d'âge moyen dont la tête avait été réduite en gelée, et dans laquelle étaient bien visibles des dents en or bien entretenues, et le médecin m'a dit que c'était le cadavre d'un médecin bien connu, le Dr Camps, qui avait été l'objet d'une vengeance privée. On m'avait dit que de nombreux cadavres étaient ainsi défigurés, mais c'est la première preuve réelle que j'ai vue. Je n'ai pas eu le temps de compter le nombre de cadavres défigurés en dehors de l'exécution proprement dite, car la puanteur de la morgue est devenue insupportable¹⁹⁰. »

Le registre à travers lequel les diplomates français et britanniques rendent compte des violences à l'arrière républicain emprunte donc de nombreux motifs à la propagande d'atrocités. Que ces emprunts soient conscients ou non, ils n'en présentent pas moins ces violences comme criminelles et barbares, contraires au droit international et à la civilisation.

4. *Des violences massives*

Enfin, ces « atrocités » apparaissent massives aux yeux des diplomates français et britanniques, qui relèvent régulièrement le nombre de morts. L'agent consulaire français à Gérone compte ainsi 60 morts sur la route de Figueras le mardi 11 août¹⁹¹, tandis que le vice-consul britannique à Tarragone en compte encore 60 dans sa ville le dimanche 27 septembre¹⁹². À Madrid, George Ogilvie-Forbes estime à la mi-août que le nombre quotidien de victimes s'élève à 70 morts par nuit¹⁹³. À la fin du mois de septembre, 50 corps environ entreraient quotidiennement à la morgue, avec des recrudescences de violences portant le nombre de victimes à 90 comme le 17 septembre 1936¹⁹⁴. Le 30 septembre, son homologue français, René Bonjean, informe quant à lui le Quai d'Orsay que « 84 personnes [...] ont été exécutées dans Madrid par les miliciens au cours des dernières 24 heures¹⁹⁵ ». À Valence, le consul français Maurice Marcassin relève plus de 100 exécutions sommaires par nuit durant la seconde moitié du mois d'août¹⁹⁶. Le 12 septembre, il informe le Quai d'Orsay

¹⁹⁰ TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41, dép. 115 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936.

¹⁹¹ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936.

¹⁹² TNA, PRO, FO 371/20541, W12901/62/41, dép. 196 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} octobre 1936.

¹⁹³ TNA, PRO, FO 371/20536, W101376/62/41, dép. 2 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 août 1936.

¹⁹⁴ TNA, PRO, FO 371/20540, W12276/62/41, tél. 252 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 25 septembre 1936.

¹⁹⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 342-343 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 30 septembre 1936.

¹⁹⁶ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, tél. 573 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 21 août 1936, transmettant un télégramme de Maurice Marcassin en date du 20 août 1936.

que la veille, « à Paterna, gros bourg près de Valence, on a “exécuté” 120 personnes. On exécute à la mitrailleuse pour aller plus vite¹⁹⁷. » Au cimetière de Valence, il compte encore 153 cadavres du 30 septembre au 1^{er} octobre, et 64 autres du 1^{er} au 2 octobre¹⁹⁸. Son collègue britannique, William Sullivan, estime quant à lui que le nombre moyen des victimes quotidiennes à Valence et dans ses environs s’élève à 150 durant le mois d’août¹⁹⁹.

Très vite, les agents français et britanniques dénombrent des centaines voire des milliers de victimes dans plusieurs régions aux mains des forces républicaines et révolutionnaires. Dès le 13 août 1936, René Bonjean informe le Quai d’Orsay qu’à « Madrid seulement, des observateurs sérieux évaluent à environ 1 200 depuis le début du soulèvement le nombre des personnes [...] assassinées²⁰⁰ ». Son collègue britannique, George Ogilvie-Forbes, avance quant à lui un chiffre bien plus alarmant quelques jours plus tard : il indique avoir « pris soin de vérifier que depuis le déclenchement de la révolution, environ 7 000 personnes ont été tuées à Madrid²⁰¹ ». Un chiffre qu’il avance à nouveau une semaine plus tard²⁰². À Gijón, ce sont au moins 500 personnes qui sont tombées sous le coup des violences révolutionnaires en septembre 1936, selon les informateurs du consul britannique Ralph Stevenson, qui ajoute que « 1 000 n’est peut-être pas un chiffre exagéré²⁰³ ». Au début du mois d’octobre, le consul britannique William Sullivan rend compte d’une « estimation de 5 000 victimes à Valence depuis le déclenchement de l’insurrection²⁰⁴ ». Trois semaines plus tard, son collègue français, Maurice Marcassin, évalue quant à lui le nombre d’exécutions à 8 000 « pour Valence seule²⁰⁵ ». Enfin, l’attaché naval de l’ambassade française, le lieutenant de vaisseau Raymond Moullec, considère que « le total des assassinats perpétrés [à Santander] depuis le début de la guerre civile peut être de l’ordre de 500²⁰⁶ ». Si ces estimations apparaissent crédibles dans certains cas – notamment pour Gijón et Santander²⁰⁷ –, elles ne sont pas toujours exemptes d’exagérations. Ainsi, le nombre de victimes des violences révolutionnaires pour toute la durée de la guerre a été évalué par l’historiographie à

¹⁹⁷ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 40 de Maurice Marcassin au Quai d’Orsay, 12 septembre 1936.

¹⁹⁸ CADN, Valence, B, 53, dép. de Maurice Marcassin au Quai d’Orsay, 3 octobre 1936.

¹⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

²⁰⁰ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 21-26 de René Bonjean au Quai d’Orsay, 13 août 1936.

²⁰¹ TNA, PRO, FO 371/20532, W8973/62/41, tél. 9 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 août 1936.

²⁰² TNA, PRO, FO 371/20536, W10137/62/41, dép. 2 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 août 1936.

²⁰³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

²⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

²⁰⁵ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 60 de Maurice Marcassin au Quai d’Orsay, 24 octobre 1936.

²⁰⁶ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁰, dép. 1058 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 9 octobre 1936.

²⁰⁷ Durant la guerre, environ 2 000 personnes sont victimes des violences révolutionnaires dans les Asturies, et 1 283 en Cantabrie. José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 247.

8 815 personnes à Madrid et à 2 844 dans le cas de Valence²⁰⁸. Les chiffres avancés par William Sullivan et Maurice Marcassin surpassent donc largement ces évaluations. Quant au chiffre avancé par George Ogilvie-Forbes pour les violences à Madrid, il leur reste certes inférieur. Mais la date précoce à laquelle il l'avance – dès le 17 août 1936 – le rend suspect, d'autant plus qu'il n'intègre pas les 2 200 à 2 500 victimes des massacres de Paracuellos del Jarama et de Torrejón de Ardoz, survenus au début du mois de novembre²⁰⁹. Quoiqu'il en soit, le caractère massif des violences dénoncées par les diplomates français et britannique contribue assurément à alimenter leur effroi.

II. La condamnation du Frente Popular, antichambre de la terreur soviétique

A. De l'émotion à l'interprétation : la complicité du Frente Popular

1. Du « partage social de l'émotion » à la « production de sens » : l'émoi des diplomates

Les diplomates français et britanniques dénoncent en effet un véritable « régime » ou « règne » de « terreur » qui s'abat sur l'arrière républicain et sur les catégories sociales ciblées par les violences révolutionnaires²¹⁰. Ils décrivent une situation « inquiétante » et « angoissante²¹¹ », alors que la « nervosité²¹² », la « peur²¹³ », la « panique²¹⁴ » et

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 233.

²¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20525, W7276/62/41, tél. 46 du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 31 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office ; CADN, Valence, B, 53, dép. 23 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 12 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20529, W8402/62/41, rapport de Keith Unwin, adressé au consul J. H. Milanes, 27 juillet 1936 ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1014 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20532, W8973/62/41, tél. 9 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, tél. 573 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 21 août 1936, transmettant un télégramme de Maurice Marcassin en date du 20 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20536, W10137/62/41, dép. 2 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 août 1936 ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, tél. 143-145 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 1^{er} septembre 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 46 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 27 septembre 1936, et dép. 60 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 octobre 1936.

²¹¹ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 24 juillet 1936.

²¹² TNA, PRO, FO 371/20529, W8319/62/41, tél. 69 de Norman King au Foreign Office, 10 août 1936.

²¹³ TNA, PRO, FO 371/20525, W7320/62/41, tél. du Rear-Admiral, commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 30 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office.

²¹⁴ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 24 juillet 1936 ; dép. 80 de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 28 juillet 1936 ; lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 3 août 1936.

l'« épouvante²¹⁵ » s'emparent d'une bonne partie de la société espagnole, mais aussi des ressortissants étrangers : José María Merelo de Barberá évoque ainsi « les esprits de [ses] compatriotes [français] tout à fait bouleversés²¹⁶ ». Derrière ces termes, c'est leur propre anxiété qui semble transparaître. Les diplomates français et britannique paraissent en effet eux-mêmes particulièrement ébranlés par le spectacle des violences auquel ils assistent. Maurice Marcassin considère ainsi, au moment d'évoquer les exécutions sommaires dont il est témoin à Valence, qu'il aborde « la partie la plus pénible de ce rapport²¹⁷ ». Le vice-consul britannique à Tarragone, M. Navarro, apparaît quant à lui « extrêmement bouleversé » devant Norman King²¹⁸.

C'est que le personnel consulaire apparaît exposé aux violences. Selon le consul général de Grande-Bretagne, si son homologue français Jean Trémoulet demande à se rendre à Paris en septembre 1936 pour rendre compte de la situation à Barcelone, c'est en réalité parce qu'il « craint pour sa propre sécurité²¹⁹ ». Il aurait en tout cas reçu des mises en garde en ce sens quelque temps plus tôt²²⁰. Depuis Madrid, René Bonjean signale en effet que « dans un entrefilet publié le 15 août sous le titre “Vive la France” “El Diluvio” de Barcelone, qui sans désigner nommément M. Trémoulet le visait certainement, exprimait le souhait de voir partir “une personnalité suspecte qui a donné des preuves bien connues d'esprit de parti favorable au fascisme, lorsque celui-ci préparait ses crimes contre l'Espagne”²²¹ ». Trémoulet est alors remplacé par Jacques Pingaud le 27 septembre 1936²²². Maurice Marcassin relate quant à lui l'« énorme impression » causée par l'exécution du consul de Pologne, M. Noguera, un « Espagnol [...] possesseur d'une des plus grosses fortunes de Valence²²³ ». De fait, cet « assassinat a créé une grande inquiétude, qui persiste encore parmi le corps consulaire de Valence » lorsque le consul britannique, William Sullivan, arrive dans la ville un mois plus tard²²⁴. Enfin, George Ogilvie-Forbes décrit lui aussi « l'état de panique qui possède [ses] collègues » lors de son arrivée à Madrid au début du mois d'août²²⁵.

²¹⁵ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 40 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 12 septembre 1936.

²¹⁶ CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 25 juillet 1936.

²¹⁷ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

²¹⁸ TNA, PRO, FO 371/20531, W8667/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 10 août 1936.

²¹⁹ TNA, PRO, FO 371/20540, W11762/62/41, tél. 152 de Norman King au Foreign Office, 20 septembre 1936.

²²⁰ TNA, PRO, FO 371/20539, W11335/62/41, tél. 169 de Norman King au Foreign Office, 14 septembre 1936.

²²¹ CADN, Madrid, C1, 35, tél. 239 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 12 septembre 1936.

²²² *Ibid.*, tél. 68 de Jacques Pingaud à Jean Herbette, 27 septembre 1936.

²²³ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

²²⁴ TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

²²⁵ TNA, PRO, FO 371/20534, W9272/62/41, tél. 24 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 20 août 1936.

Les travaux de Philippe Braud invitent les historiens à mesurer le poids des émotions et des affects dans les affaires publiques, en considérant que tout n'est pas rationnel en politique – y compris dans l'histoire des relations internationales²²⁶. Le rôle de la peur dans les mobilisations collectives a de fait été largement étudié, en particulier dans le contexte du Frente Popular et de la guerre civile espagnole²²⁷. Rafael Cruz a souligné en particulier que la « peur politique consiste en une émotion qui active des ressources culturelles pour interpréter les conflits sociaux²²⁸ ». Cette intuition historique trouve une certaine confirmation dans les travaux de psychologie sociale de Bernard Rimé. Avec le concept de « partage social des émotions », ce dernier a mis à jour chez les individus la « propension à traduire [une] expérience [émotionnelle vécue] en paroles et à la partager socialement²²⁹ ». Or, ce besoin de partage pourrait expliquer en partie, au-delà de la mission d'information des diplomates, l'abondance des récits d'atrocités dans leur correspondance, mais aussi les termes particulièrement chargés émotionnellement qu'ils utilisent pour décrire les violences. En effet, « le partage social répond au besoin que les personnes ayant traversé un épisode émotionnel marquant ont d'en parler, d'en partager le souvenir avec d'autres personnes qui peuvent elles-mêmes être incitées à en informer leur entourage », créant par la même un « réseau de partage » marqué par les expériences sociales et des spécificités culturelles²³⁰. Mais, comme le souligne Denise Jodelet à propos de la peur, ce partage social des émotions ne vise pas seulement à « soulager les troubles liés à l'expérience émotionnelle » qui produit du doute et de l'incertitude, mais aussi à « trouver les moyens cognitifs de l'intégrer dans son univers de pensée²³¹ ». Il permet à l'individu de « produire du sens » face à des « expériences émotionnelles extrêmes²³² ». En effet, la « transaction entre le monde et le sujet est ainsi réélaborée par le biais du partage de représentations sociales qui permettent de “resignifier” les événements perturbateurs, désactiver le vécu émotionnel et en dépasser les contradictions

²²⁶ Philippe Braud, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Robert Frank, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *Monde(s)*, 2012, n° 1, p. 47-70.

²²⁷ Voir notamment Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006, p. 190-204 ; Rafael Rodríguez Tranche, « Miedo y terror en el Madrid republicano. De los bombardeos a la quinta columna », in Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (dir.), *Retóricas del miedo. Imágenes de la guerra civil española*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 115-126 ; Eduardo González Calleja, « El poder del miedo. El temor y la intimidación como instrumentos de acción política », in Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (dir.), *Retóricas del miedo. Imágenes de la guerra civil española*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 13-28 ; Eduardo González Calleja, « La construcción social y política del miedo en la primavera de 1936 », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 2013, n° 48, p. 61-77.

²²⁸ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, op. cit., p. 191-192.

²²⁹ Bernard Rimé, *Le partage social des émotions*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, p. 110.

²³⁰ Denise Jodelet, « Dynamiques sociales et formes de la peur », *Nouvelle revue de Psychosociologie*, février 2011, n° 12, p. 239-256.

²³¹ *Ibid.*, p. 242-243.

²³² Bernard Rimé, *Le partage social des émotions*, op. cit., p. 308-333.

qui l'ont fait naître, grâce à un nouveau savoir sur le monde²³³ ». Et de fait, confrontés à l'émoi qu'ils éprouvent face aux violences révolutionnaires, les diplomates français et britanniques s'attachent à leur donner du sens. Ils puisent alors dans les discours contre-révolutionnaires que les droites espagnoles ont mis à leur disposition : l'ébranlement de l'État et les violences qui ensanglantent l'arrière républicain apparaissent comme les conséquences de la subversion révolutionnaire que la gauche espagnole déploie depuis février 1936, sous l'influence de l'Union soviétique.

2. Une double insurrection : la prise de pouvoir des révolutionnaires

Face à l'ampleur du processus révolutionnaire et des violences qui l'accompagnent, les diplomates français et britanniques acquièrent petit à petit la conviction qu'ils font face à une double insurrection : l'une militaire et l'autre révolutionnaire. Cette conviction est modelée par la propagande déployée par les droites espagnoles durant les mois précédents et qui prédit l'imminence d'une insurrection communiste²³⁴. Nous en retrouvons en effet certains motifs dans la correspondance diplomatique. En effet, Jean Herbette considère très vite « qu'en réalité l'on n'a pas affaire à un Gouvernement et à des insurgés, mais bien à deux forces antagonistes et hétérogènes qui sont l'une et l'autre en rébellion contre l'ordre établi. Entre les deux, le Gouvernement, débordé par l'«aile gauche» des socialistes, par les communistes et surtout par les anarchistes, ne joue qu'un rôle épisodique et est vraisemblablement destiné à disparaître²³⁵ ». Constatant le contrôle que les « communistes » exercent sur la région de Saint-Sébastien, Sir Henry Chilton considère comme « presque certain » qu'en cas de victoire du gouvernement espagnol sur les militaires insurgés, « le prochain problème auquel il sera confronté sera une lutte contre les communistes pour le commandement suprême²³⁶ ». De fait, les Britanniques dressent rapidement un parallèle avec la révolution russe. L'ambassadeur Chilton estime dès la fin du mois de juillet que « quiconque a eu l'expérience de l'administration russe aux premiers jours de la révolution de 1917 aurait trouvé ces conditions très fidèlement reproduites dans la «Casa del Pueblo» » de Saint-Sébastien²³⁷. Edgar Vaughan, à Barcelone, prédit en outre que le « prolétariat saisira l'occasion présente pour [...] mener une rébellion sur le plan russe, qui pourrait facilement impliquer un massacre de masse et la

²³³ Denise Jodelet, « Dynamiques sociales et formes de la peur », *op. cit.*, p. 242-243.

²³⁴ Voir chapitre 2, p. 98-104, p. 142-147, p. 152-159.

²³⁵ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/B¹, dép. 941 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 août 1936.

²³⁶ TNA, PRO, FO 371/20527, dép. 587 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 30 juillet 1936.

²³⁷ TNA, PRO, FO 371/20527, W7812/62/41, dép. 587 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 30 juillet 1936.

destruction de la propriété²³⁸ ». Norman King évoque d'ailleurs la proclamation de « soviets locaux » dans les villages qui entourent Barcelone²³⁹, tandis que Ralph Stevenson informe que la ville de Gijón est administrée sur un « principe soviétique²⁴⁰ ».

L'importance accordée aux socialistes de gauche, aux communistes et aux inspirations soviétiques de la révolution espagnole n'est pas sans rappeler le mythe du complot communiste et les faux documents de Tomás Borrás qui dévoilent les plans visant à instaurer un soviet national présidé par Francisco Largo Caballero²⁴¹. La constitution de listes noires qu'ils mentionnent est par ailleurs convoquée par Norman King pour expliquer le « massacre général » et l'extermination de « la classe des propriétaires » qu'il observe en Catalogne : « L'explication la plus raisonnable pour ces assassinats est que les extrémistes anarchistes et communistes avaient dressé à l'avance des listes de gens à massacrer dans le cas où ils auraient le dessus, et qu'ils sont à présent en train de mettre ce plan à exécution²⁴². » Le vice-consul britannique à Santander, Thomas Bates, semble également faire allusion à ces listes noires quand il évoque les assassinats perpétrés par la FAI. Il estime que ce « n'est pas l'œuvre d'un gouvernement légalement constitué, c'est l'acte d'un parti plébéien instruit par les Soviétiques, en révolution ouverte contre tout ordre », et dont les « brutes bien armées restent à l'arrière pour exécuter les instructions du Soviet, pour voler et nettoyer tous les membres de la droite²⁴³ ».

Les représentants britanniques à Barcelone considèrent en outre que le mouvement révolutionnaire catalan a précédé le coup d'État militaire et a pu compter sur le concours de la Généralité. Edgar Vaughan affirme ainsi qu'au lendemain de l'assassinat de José Calvo Sotelo, et face à la crainte d'un coup d'État mené par les droites espagnoles, le gouvernement autonome aurait pris la décision d'armer les organisations ouvrières dès le 16 juillet 1936²⁴⁴. Une affirmation reprise par Norman King, qui la tient d'un « de [ses] amis du Service Diplomatique espagnol » : « La déclaration que m'a faite [le conseiller à l'Ordre Public] Sr. España [...] selon laquelle le prolétariat a obtenu ses armes de la caserne après la reddition

²³⁸ TNA, PRO, FO 371/20525, W7276/62/41, tél. 46 du Rear-Admiral commandant le 1st Cruiser Squadron, à l'Amirauté britannique, 31 juillet 1936. Il transmet un message du consul général par intérim Edgar Vaughan, destiné au Foreign Office.

²³⁹ *Ibid.*, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936.

²⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

²⁴¹ Herbert F. Southworth, « Conspiración contra la República. Los "Documentos secretos comunistas" de 1936 fueron elaborados por Tomás Borrás », *Historia 16*, 1978, n° 26, p. 41-57.

²⁴² TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936.

²⁴³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12986/62/41, dép. de Thomas Bates au Foreign Office, 29 septembre 1936.

²⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/20528, W8174/62/41, «Memorandum of Events in Barcelona from July 19 to 27, 1936», remis par Edgar Vaughan à Norman King, le 6 août 1936.

des soldats n'est qu'en partie vraie, car les anarchistes et les autres extrémistes ont été délibérément armés par la Généralité avant l'explosion²⁴⁵ ». Le consul général estime dès lors que si le président de la Généralité, Lluís Companys, « n'ordonne peut-être pas ni même n'approuve les atrocités » qui ont lieu, « il ne peut pas se débarrasser lui-même de sa responsabilité ». Outre la distribution précoce des armes aux organisations ouvrières, il met en cause son élection grâce au soutien de la CNT dont il a été par le passé l'avocat. Il ajoute enfin que si la « levée en masse peut se justifier face à une invasion étrangère, il ne peut y avoir aucune excuse pour armer les ennemis déclarés de tout gouvernement ordonné »²⁴⁶. D'impuissante, la Généralité catalane devient complice.

Si Jean Herbette n'en conclut pas encore à la complicité du gouvernement central dirigé par José Giral, il n'en estime pas moins que son impuissance constitue un motif d'abandon pour le gouvernement français. Face à « l'influence croissante » des anarchistes qui commettent des assassinats à Saint-Sébastien, il recommande « d'avertir l'Ambassadeur d'Espagne à Paris que nous nous acheminons vers un état de choses où il nous sera impossible, à notre grand regret, de continuer à reconnaître le Gouvernement de Madrid pour la simple raison qu'en fait ce Gouvernement aura cessé d'exercer une autorité quelconque²⁴⁷ ». Il met également en cause « la politique pratiquée depuis les élections du 16 février par la prétendue aile gauche du parti socialiste et la dégénérescence anarchiste à laquelle succombe en ce moment le Front populaire ». Elle aurait « détaché du régime la quasi-unanimité de la bourgeoisie, l'immense majorité des masses rurales et même une grande proportion, sinon des ouvriers, du moins des femmes et de leurs parents »²⁴⁸.

Aussi, la formation du gouvernement de Francisco Largo Caballero le 4 septembre 1936 s'avère déterminante dans le retournement définitif de Jean Herbette : outre la présence de deux ministres communistes, il est informé que « lors de la constitution du Cabinet un portefeuille avait été offert aux anarcho-syndicalistes qui l'avaient refusé²⁴⁹ ». Il préconise dès lors une réorientation de la diplomatie française en faveur des insurgés. L'ambassadeur estime en effet que les « élections générales du 16 février dernier, sur le résultat desquelles repose la légitimité du Gouvernement de Madrid, n'ont pas donné la victoire aux anarcho-syndicalistes ni aux communistes, ni à la fraction socialiste qui suit M. Largo Caballero », mais qu'au

²⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20529, W8371/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 9 août 1936.

²⁴⁶ TNA, PRO, FO 371/20532/62/41, dép. 100 de Norman King au Foreign Office, 15 août 1936.

²⁴⁷ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 987-988 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 10 août 1936.

²⁴⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1014 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 août 1936.

²⁴⁹ *Ibid.*, tél. 202-203 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 8 septembre 1936.

contraire elles ont « marqué le succès, limité d'ailleurs, d'une vaste coalition dans laquelle les républicains modérés et avancés, les socialistes non "caballeristes", les partis autonomistes basques et de la Galice, occupaient une place considérable, voire prépondérante ». Dès lors, la formation d'un gouvernement présidé par l'aile gauche du PSOE, avec la participation des communistes, ne correspondrait pas « à la volonté exprimée par la majorité des électeurs au scrutin du 16 février », d'autant plus que ce dernier coopère avec les anarcho-syndicalistes. Dans ces conditions, Herbette considère que « le système en vigueur à Madrid a cessé d'être constitutionnel²⁵⁰ » :

« Sans qu'il nous incombe en ce moment de dire quelles personnes ou quels événements nous jugeons responsables de ce divorce entre le Gouvernement et la légalité, et même dans l'hypothèse où toutes les responsabilités retomberaient sur les adversaires du Gouvernement, nous sommes obligés de voir que le régime existant à Madrid est une sorte particulière de dictature où deux éléments, l'un socialiste de gauche et communiste, et l'autre anarcho-syndicaliste, se disputent la réalité du pouvoir.

Il est clair qu'une pareille situation ne pourra pas se prolonger sans que nous ayons à en examiner les développements militaires et les effets diplomatiques. D'autres Puissances, d'ailleurs, nous précéderont peut-être dans cette voie. Mais ce n'est pas à nous qu'il convient de précipiter les choses et il peut nous suffire, pour aujourd'hui, d'avoir reconnu cette nouvelle donnée du problème espagnol²⁵¹. »

De manière significative, Herbette estime que la nomination comme ambassadeur à Paris du socialiste Luis Araquistáin, qui incarne la « coopération étroite avec les communistes » et « l'alliance avec les anarcho-syndicalistes », « facilitera dans une certaine mesure les efforts de ceux qui demanderont, après l'investissement de Madrid par exemple, la reconnaissance du parti adverse²⁵² » :

« Cette suggestion trouvera d'autant plus d'appui dans l'opinion publique que le Gouvernement présidé par M. Largo Caballero aura plus étroitement délimité le secteur qu'il représente dans son propre pays. L'impossibilité de demeurer sans relation avec tous les autres secteurs apparaîtra alors d'une manière particulièrement frappante. Mais sur ce point encore il ne semble pas que nous puissions imposer nos

²⁵⁰ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 1212 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 septembre 1936.

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² CADN, Madrid, B, 570, GC 6/D¹, tél. 1185-1185 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 12 septembre 1936.

vues au Gouvernement qui juge opportun de se faire représenter maintenant en France par M. Araquistain²⁵³. »

La peur de la révolution semble déterminante dans la volte-face opérée par l'ambassadeur. Ainsi, lors d'un entretien avec le lieutenant-colonel Gauché, le 12 octobre 1936, l'attaché naval, le lieutenant de vaisseau Raymond Moullec, attribue le retournement d'Herbette au fait que ce dernier, « témoin de l'anarchie, de l'indiscipline et pour tout dire de l'incapacité militaire irrémédiable des forces gouvernementales », « déteste les communistes²⁵⁴ ».

Du reste, la constitution d'un gouvernement présidé par Largo Caballero n'est pas sans rappeler les prédictions catastrophistes de la propagande contre-révolutionnaire du printemps 1936. Et de fait, Jean Herbette en reprend désormais certains motifs. Ainsi, les « malheurs » de la République espagnole ne découlent plus du coup d'État militaire. La « guerre civile qui a éclaté le 18 juillet après l'assassinat de M. Calvo Sotelo se préparait en réalité depuis plusieurs mois », en raison de « la politique des partis espagnols d'extrême gauche » qui « tendait à constituer un front révolutionnaire unique comprenant les socialistes de M. Largo Caballero, les communistes et les anarchistes ». Cette stratégie, qui « s'est traduite par un état de lutte sociale aiguë », « conduisait inévitablement à des conséquences sanglantes²⁵⁵ ». Son homologue britannique, Sir Henry Chilton, partage son analyse quant à l'idée d'une double rébellion contre la République espagnole. Dès le début du mois d'août, il écrivait au Foreign Office que le « gouvernement n'a apparemment plus aucune influence et la lutte s'est transformée en une lutte de rebelles contre la populace²⁵⁶ ». Il estime en outre qu'une victoire improbable du gouvernement de Largo Caballero sur les militaires insurgés ouvrirait la voie au bolchévisme²⁵⁷.

L'intervention soviétique aux côtés de l'Espagne républicaine, à partir du mois de septembre 1936, vient d'ailleurs renforcer le mythe du complot communiste²⁵⁸. Au début du

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ SHD, GR, 7NN 2206, « Compte-rendu sur les événements d'Espagne », « Très secret », Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée. Je remercie Pierre Salmon pour la cession désintéressée de ce document.

²⁵⁵ CADN, Madrid, B, 562, GC 2/D¹, tél. 1385-1387 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} novembre 1936.

²⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20528, W8121/62/41, tél. 14 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 août 1936.

²⁵⁷ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española, op. cit.*, p. 98.

²⁵⁸ Dès le début du mois d'août, l'Union soviétique s'inquiète des interventions italienne et allemande en Espagne. Sollicitée par la République espagnole, elle met en place dès la fin du mois un plan d'aide et de livraisons d'armes en sa faveur, qui est approuvé à la mi-septembre sous le nom d'« Opération X ». Elle favorise également la formation des Brigades internationales à la même date. Dès le mois d'octobre, les premières armes soviétiques sont livrées, tandis que des pilotes et des conseillers militaires russes commencent à agir en Espagne

mois d'octobre, René Bonjean informe ainsi le Quai d'Orsay que la « propagande russe s'étale plus complaisamment que jamais dans la presse », et lie ces progrès à « l'extension des services de l'Ambassade soviétique qui occupe maintenant tout un étage du "Palace", un des plus grands hôtels de Madrid²⁵⁹ ». De manière significative, les diplomates britanniques emploient le terme de « Tchéka » pour évoquer les comités révolutionnaires qui se sont emparés de la justice à l'arrière républicain²⁶⁰. Alors que la chute de Madrid semble se profiler à la fin du mois d'octobre, les consuls généraux Norman King et Jacques Pingaud cherchent à en examiner les répercussions en Catalogne. Considérant que le « contrôle du Gouvernement [y] est exercé par les anarchistes et les communistes extrémistes », ils s'attendent à ce qu'un État soviétique ou anarchiste indépendant soit proclamé en Catalogne. Pour appuyer la première hypothèse, ils citent les « sympathies soviétiques » dont serait crédité le président de la République espagnole, Manuel Azaña, qui vient de s'installer à Barcelone²⁶¹. Ils mentionnent également les agissements du nouveau consul général soviétique, Antonov Ovseenko, arrivé dans la capitale catalane le 1^{er} octobre 1936²⁶². Pour les deux consuls, ce dernier « travaille sans aucun doute à l'établissement d'un soviet à Barcelone²⁶³ ». Le chargé d'affaires français à Moscou, Jean Payart, met lui aussi en garde le Quai d'Orsay sur la signification de la nomination d'Ovseenko à Barcelone :

« Selon les occurrences c'est-à-dire selon les exigences, telles que les interprètera Staline, de la politique soviéto-russe en Catalogne, il est apte à pratiquer soit l'action souterraine, soit la réserve, soit alternativement l'une et l'autre. C'est sans doute en raison de ces aptitudes à toutes fins que le choix s'est porté sur lui pour le poste de Consul Général à Barcelone, qui peut prendre prochainement du fait des événements, une importance politique de premier plan²⁶⁴. »

républicaine. Voir notamment Daniel Kowalsky, *La Unión Soviética y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004, p. 195-200 et 290-295 ; Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, op. cit., p. 85, 104-105, 147-154 et 213-236.

²⁵⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, tél. 378-379 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 6 octobre 1936.

²⁶⁰ TNA, PRO, FO 371/20529, W8402/62/41, rapport de Keith Unwin à J. H. Milanes, 27 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20536, W10137/62/41, dép. 2 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

²⁶¹ TNA, PRO, FO 371/20520, W920/62/41, mémorandum de Norman King adressé à Jacques Pingaud et à l'amiral Decoux, 30 octobre 1936. Il rend compte d'une conversation entre les trois intéressés. Jacques Pingaud évoque plutôt l'instauration d'une « république fédérative soviétique ou anarchiste » : CADN, Barcelone, B, 101, dép. 186 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 novembre 1936.

²⁶² Daniel Kowalsky, *La Unión Soviética y la guerra civil española*, op. cit., p. 31.

²⁶³ TNA, PRO, FO 371/20520, W920/62/41, mémorandum de Norman King adressé à Jacques Pingaud et à l'amiral Decoux, 30 octobre 1936.

²⁶⁴ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C², dép. 314 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 1^{er} octobre 1936.

Du reste, l'ambassade française est informée que les services de la Sûreté Nationale « qui assurent le contrôle des trains à l'entrée et à la sortie de France [dans le département du Nord], ont constaté une recrudescence toute particulière, en ce qui concerne les citoyens des Républiques soviétiques » qui « ne font que passer en France, pour se diriger uniquement en Espagne²⁶⁵ ». Quant au vice-consul britannique à Santander, Thomas Bates, il estime, en rendant compte de l'arrivée d'un bateau russe, que :

« La venue de ce navire russe a définitivement levé le masque des Autorités et du Front populaire ici. Il est maintenant parfaitement clair que les républicains de gauche, les socialistes et les partis de gauche modérés n'ont plus beaucoup de pouvoir et tous sont définitivement devenus communistes. Les journaux ne parlent que de la Russie et le signe du marteau et de la faucille se voit partout. Il ne fait aucun doute que l'ambassadeur de Russie à Madrid a fait étendre son influence jusqu'à Santander²⁶⁶. »

Progressivement, l'idée s'impose qu'une forme de « protectorat soviétique » est en train de s'instaurer en Espagne républicaine, à travers la mise en place « d'un système caractérisé sur l'extermination de certaines classes sociales et par la suppression de la propriété individuelle²⁶⁷ ». Cette idée chemine d'ailleurs jusqu'au sommet du Foreign Office et du Quai d'Orsay. Tandis que les hauts fonctionnaires britanniques interprètent l'intervention soviétique comme un regain de sa stratégie révolutionnaire à l'échelle mondiale²⁶⁸, Alexis Léger ne dissimule pas « son hostilité à l'emprise soviétique dans le camp qui n'[a] décidément pas sa faveur²⁶⁹ ». Pourtant, ni l'Union soviétique ni l'Internationale communiste n'entendent profiter de la situation pour instaurer la dictature du prolétariat en Espagne. Le secrétaire général de l'Internationale communiste, Georgi Dimitrov, s'élève au contraire contre les exactions révolutionnaires et appelle à défendre la République espagnole²⁷⁰. Au moment de la formation du nouveau gouvernement espagnol en septembre

²⁶⁵ *Ibid.*, rapport 2777 du commissaire spécial de Jeumont au Directeur général de la Sûreté Nationale, 28 octobre 1936.

²⁶⁶ TNA, PRO, FO 371/20549, W16203/62/41, dép. 762 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 novembre 1936, transmettant un rapport de Thomas Bates en date du 16 novembre 1936.

²⁶⁷ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, tél. 1527 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 décembre 1936.

²⁶⁸ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 107.

²⁶⁹ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008, p. 476.

²⁷⁰ Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, op. cit., p. 103.

1936, il recommande même que ce dernier soit constitué d'une majorité de ministres républicains et présidé par José Giral, au détriment de Francisco Largo Caballero²⁷¹.

3. *Regagner le contrôle de la justice et de l'ordre public : un gouvernement complice ?*

Cette idée d'une collusion entre le gouvernement républicain et les organisations révolutionnaires est renforcée par les efforts que le premier déploie pour intégrer les secondes et pour canaliser les violences à l'arrière. L'intégration progressive de la CNT – dont les dirigeants décident la dissolution du CCMA dès le 17 août 1936²⁷² – à la Généralité catalane contribue ainsi à faire de ce dernier un complice des violences qui ensanglantent la Catalogne. Norman King considère ainsi que « la plupart des victimes ont été assassinées de sang-froid soit par la milice du Gouvernement, soit par les agents des anarcho-syndicalistes avec qui le Gouvernement travaille désormais main dans la main ». Par conséquent, la Généralité ne peut pas « rejeter la responsabilité de ces atrocités qui semblent être le résultat d'une politique d'élimination délibérée et systématique de toutes les personnes que l'on considère avoir des sympathies pour tout autre parti politique que ceux de l'extrême gauche »²⁷³. Alors qu'un nouveau gouvernement autonome intègre, le 26 septembre 1936, trois représentants de la CNT²⁷⁴, il apparaît aux yeux de Jacques Pingaud « sous la domination de la FAI²⁷⁵ » : cette dernière s'est emparée « de tous les leviers de commande de l'État Catalan²⁷⁶ ».

Comme preuve de la domination des révolutionnaires sur la Généralité, il mentionne la constitution, « sur proposition du Conseiller communiste Nin », de « nouveaux tribunaux populaires dits “tribunaux de classe” » qui « doivent être animés de l'esprit révolutionnaire et rendre leurs jugements dans cet esprit selon les peines allant jusqu'à la condamnation à mort ». Ainsi, « la justice de classe [doit] remplacer dorénavant celle des magistrats de carrière²⁷⁷ ». Pourtant, ces nouveaux tribunaux, adoptés par les « représentants des partis au gouvernement, encore plus préoccupés que leurs bases par la respectabilité et le jugement des

²⁷¹ Boris Volodarsky, *El caso Orlov. Los servicios secretos soviéticos en la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2013, p. 91.

²⁷² François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 126.

²⁷³ TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41, dép. 115 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936.

²⁷⁴ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 133.

²⁷⁵ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 186 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 novembre 1936.

²⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20546, dép. 243 de Norman King au Foreign Office, 3 novembre 1936, transmettant un extrait d'une dépêche de Jacques Pingaud.

²⁷⁷ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 186 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 novembre 1936.

démocraties voisines », visent à rétablir des « formes judiciaires régulières ». Les jurés ne sont plus seulement des membres des organisations ouvrières (CNT, UGT, POUM et PSUC), mais appartiennent aussi aux partis républicains de l'ERC et de l'Acció Catalana Republicana (ACR). Du reste, le président du Tribunal et le procureur doivent être des juristes professionnels nommés par le ministre de la Justice²⁷⁸. Pingaud ne l'ignore pas, puisqu'il précise que les nouveaux tribunaux « se composent d'un Président qui doit être licencié en Droit, d'un procureur nommé par lui et de huit membres désignés par les organisations ouvrières²⁷⁹ ». Mais ces nouvelles garanties ne suffisent pas à le rassurer, ni son collègue britannique qui partage son analyse. Norman King établit ainsi un lien entre la formation des « tribunaux populaires de justice » et la destruction par les anarchistes des « casiers judiciaires » et d'un « grand nombre d'affaires civiles » en cours d'instruction²⁸⁰. Aussi s'inquiète-t-il, lui aussi, de l'instauration par le « communiste notoire, Andres Nin [sic] », d'un « tribunal de classe qui rendra la justice des classes laborieuses » et aura « autorité pour prononcer des peines de mort²⁸¹ ».

Il en va de même pour le gouvernement central. René Bonjean accueille avec scepticisme la formation des tribunaux spéciaux populaires au mois d'août 1936. Ces tribunaux, mis en place de manière précipitée à la suite de l'assaut contre la prison Modelo des 22 et 23 août 1936, visent, pour le gouvernement républicain de José Giral, à regagner le contrôle étatique de la justice face aux comités²⁸². Mais conscient des circonstances exceptionnelles de la guerre civile, le gouvernement espagnol estime que ces nouveaux tribunaux doivent adopter un caractère révolutionnaire et administrer une justice rapide pour satisfaire les exigences de châtement exigées contre les ennemis de la République²⁸³. Il s'agit ainsi de prouver son engagement antifasciste²⁸⁴. Aussi, l'avis des jurés, représentant les organisations du Frente Popular, prévaut-il sur celui des juges professionnels²⁸⁵. C'est précisément le caractère révolutionnaire et expéditif des tribunaux spéciaux qui suscite

²⁷⁸ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, op. cit., p. 139-140.

²⁷⁹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 186 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 novembre 1936.

²⁸⁰ TNA, PRO, FO 371/20543, W13807/62/41, tél. 189 de Norman King au Foreign Office, 16 octobre 1936.

²⁸¹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14094/62/41, dép. 217 de Norman King au Foreign Office, 16 octobre 1936.

²⁸² José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 210-211 ; Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, op. cit., p. 128-130.

²⁸³ Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, op. cit., p. 129.

²⁸⁴ Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 172.

²⁸⁵ Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, op. cit., p. 129.

l'hostilité de Bonjean. La composition du tribunal spécial institué à la prison Modelo de Madrid témoignerait selon lui « de la prépondérance prise par les extrémistes au regard des éléments républicains ». Il en veut pour preuve que ce tribunal « aurait déjà [...] prononcé 4 condamnations à mort aussitôt exécutées dans la cour de la prison²⁸⁶ ». S'appuyant sur le témoignage d'une « personnalité républicaine qui a été mêlée au fonctionnement du “Tribunal Spécial” », il rapporte que « la prépondérance des éléments extrémistes rend très difficile la tâche des magistrats de carrière qui se voient forcer la main et contraints, malgré leur conviction, de prononcer les peines les plus sévères²⁸⁷ ». Pour le chargé d'affaires, le gouvernement espagnol « s'efforce de donner aux éléments extrémistes des gages nouveaux de son caractère révolutionnaire²⁸⁸ ».

La formation des Milicias de Vigilancia de Retaguardia (MVR) par le gouvernement Largo Caballero est également placée sous le signe de la suspicion. La création de ce nouveau corps, le 16 septembre 1936, vise à unifier en un seul organisme toutes les milices qui occupent des fonctions de police. Il s'agit à nouveau, pour l'État républicain, de récupérer le contrôle de l'ordre public à l'arrière. Pour garantir ce contrôle, les membres des MVR sont rémunérés, dotés d'une carte et sont considérés comme des agents : il ne s'agit plus d'un outil révolutionnaire, mais d'un organisme étatique. Fondées par le nouveau ministre de l'Intérieur, le socialiste de tendance caballeriste Ángel Galarza, elles facilitent la récupération des attributions perdues par l'État depuis le début du mouvement révolutionnaire. Leur autorité bénéficie ainsi d'une meilleure reconnaissance de la part des comités ouvriers, à l'exception des anarchistes²⁸⁹. José Giral présente les discussions qui président à la mise en place de ces MVR comme un exemple des efforts déployés par le gouvernement Largo Caballero et dont « le premier but » « consiste à arriver à un accord avec les anarcho-syndicalistes et à les faire rentrer dans la légalité²⁹⁰ ». De fait, le nouveau ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, déclare deux jours plus tard à René Bonjean que « le président du Conseil peut maintenant compter pour le maintien de l'ordre sur le concours des anarcho-syndicalistes²⁹¹ ». Or, cette

²⁸⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 100-103 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 25 août 1936.

²⁸⁷ CADN, Madrid, B, 553 GC 1/A³, tél. 659-661 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 6 septembre 1936. Il transmet un télégramme de René Bonjean en date du 4 septembre 1936.

²⁸⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 100-103 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 25 août 1936.

²⁸⁹ Fernando Jiménez Herrera, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, op. cit., p. 206-211 ; Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, op. cit., p. 54-59 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 180-182.

²⁹⁰ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 202-203 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 8 septembre 1936.

²⁹¹ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 1212 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 septembre 1936.

annonce contribue largement au retournement de Jean Herbertte, qui y voit une preuve supplémentaire de l'illégitimité du nouveau gouvernement de Frente Popular²⁹². René Bonjean partage son avis, estimant que la « police à laquelle ont été incorporés depuis quelque temps des militants anarchistes, a perdu de ce fait pour bonne part son caractère régulier », d'autant plus qu'elle est « doublée par des “milices de surveillance de l'arrière”²⁹³ ».

Du reste, les efforts du gouvernement espagnol pour canaliser les violences ne sont pas tout de suite couronnées de succès, ce qui place ce dernier dans l'embarras. Mis en garde à Genève par Anthony Eden au sujet de l'inquiétude que la « sauvagerie » de la guerre civile provoque dans l'opinion publique britannique, Julio Álvarez del Vayo tente de « justifier l'attitude des forces gouvernementales ». Alors qu'il reconnaît que les exécutions à Madrid ont été « nombreuses au début de la guerre civile », il indique qu'elles sont « maintenant relativement rares ». Il met en cause la compromission de l'armée et de la police en faveur des rebelles, qui a conduit le gouvernement à « improviser milice et police²⁹⁴ ». La défense du ministre d'État espagnol est reçue avec ironie et agacement au sein du Foreign Office. Au sujet des exécutions « relativement rares » à Madrid, un fonctionnaire note en marge : « c'est-à-dire environ 60 par nuit. Deux jours après la discussion, 125 personnes ont été tués²⁹⁵ ». Angus Malcolm ajoute que le « gouvernement espagnol, sachant qu'il ne peut pas contrôler les assassins, ne peut qu'affirmer qu'il n'y a pas d'assassins à contrôler. M. Del Vayo oublie que nous avons un représentant à Madrid²⁹⁶ ». Quant à Walter Roberts, il en conclut que le ministre espagnol « vit dans un monde de sa propre imagination²⁹⁷ ».

Enfin, la nomination d'un ancien « homme d'action » anarchiste, Juan García Oliver, comme ministre de la Justice le 4 novembre 1936, achève de rendre suspects les efforts du gouvernement républicain pour regagner le monopole de la justice à travers la mise en place d'une justice d'exception²⁹⁸. Le consul britannique à Valence, William Sullivan, informe ainsi le Foreign Office que « le ministère de la Justice, sous l'égide de son nouveau ministre de la CNT, s'est activement engagé dans la réorganisation d'une partie sinistre de ses activités ». Il

²⁹² *Ibid.*

²⁹³ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 376-377 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 6 octobre 1936.

²⁹⁴ TNA, PRO, FO 371/20541, W12667/62/41, tél. 65 de la délégation britannique à la Société des Nations au Foreign Office, 29 septembre 1936. Il transmet un message d'Anthony Eden.

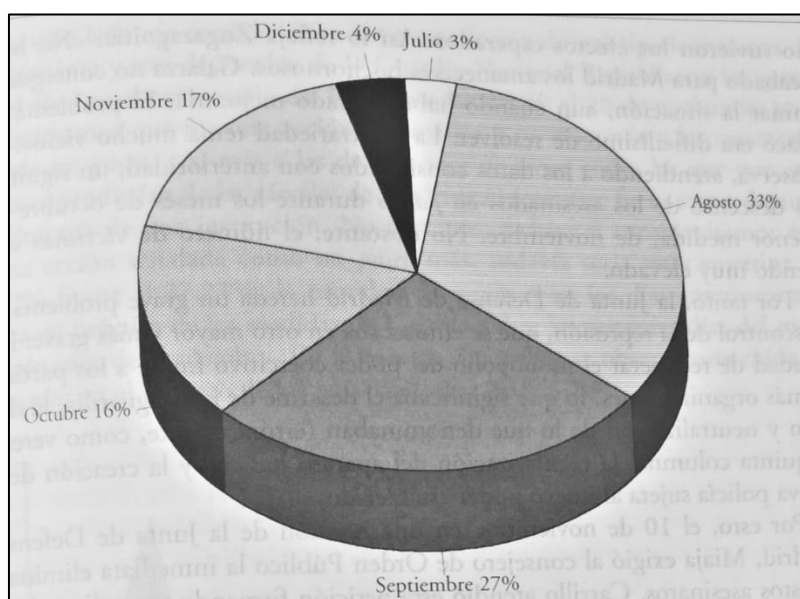
²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ TNA, PRO, FO 371/20541, W12667/62/41, minute d'Angus Malcolm, 3 octobre 1936.

²⁹⁷ *Ibid.*, minute de Walter Roberts, 5 octobre 1936.

²⁹⁸ Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, *op. cit.*, p. 126-150.

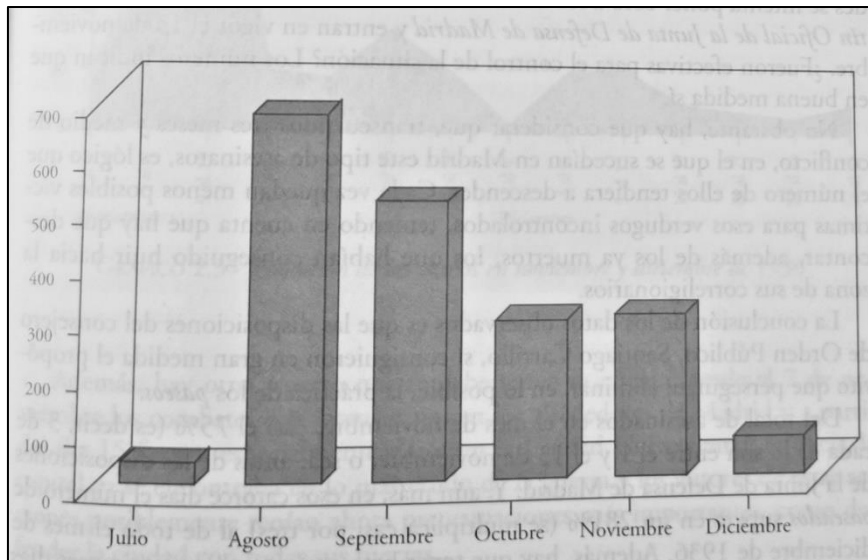
mentionne notamment la formation de nouveaux Jurados de Urgencia pour juger les cas d'hostilité et de désaffection à l'encontre de la République espagnole. Il les présente comme de véritables « cour[s] martiale[s] » ayant « le pouvoir de se passer de toutes les formalités habituelles et de précipiter les affaires jusqu'à leur conclusion inévitable dans le minimum de temps » : « Cette procédure jointe à l'imprécision des accusations de désaffections que les Jurados de Urgencia sont compétents pour juger, fournit son propre commentaire²⁹⁹ ». Ainsi, les efforts du gouvernement espagnol pour reconstituer les cadres de l'État républicain, en canalisant le mouvement révolutionnaire afin de regagner le monopole de la justice et du maintien de l'ordre public, achèvent de le compromettre aux yeux des diplomates français et britanniques. Ils interprètent plutôt ces efforts comme une subversion révolutionnaire de l'État et de ses institutions depuis l'intérieur. Pourtant, ces efforts contribuent à réduire progressivement les exécutions extrajudiciaires à l'arrière républicain, et en particulier à Madrid.



Graphique 1 : Distribution par mois des « paseos » à Madrid³⁰⁰

²⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/20553, W17658/62/41, dép. 27 de William Sullivan au Foreign Office, 2 décembre 1936.

³⁰⁰ Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, op. cit., p. 77.



Graphique 2 : Victimes des « paseos » à Madrid : totaux mensuels³⁰¹

B. Paracuellos et « l’affaire Henny » : l’ Espagne républicaine sous emprise soviétique ?

1. Les massacres de Paracuellos : la complicité gouvernementale confirmée

Les massacres de prisonniers de droite à Paracuellos del Jarama et à Torrejón de Ardoz, en novembre 1936, jouent un rôle essentiel dans la délégitimation du gouvernement républicain. À partir du 7 novembre et jusqu’au 4 décembre 1936, plusieurs milliers de détenus des prisons madrilènes (Modelo, San Antón, Porlier et Ventas) sont évacués en direction d’Alcalá de Henares ou de Valence, face à l’avancée des troupes insurgées : nombre d’entre eux n’arrivent jamais à destination et sont exécutés sommairement. On estime que 2 200 à 2 500 détenus sont ainsi mis à mort à Paracuellos del Jarama et à Torrejón de Ardoz³⁰². À partir des listes établies par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) – et notamment par son délégué à Madrid, le Dr Georges Henny –, Sébastien Farré a répertorié 2 263 prisonniers victimes des évacuations (« sacas ») de Madrid depuis la fin du mois d’octobre 1936³⁰³. Ces massacres s’inscrivent dans un contexte particulier : celui d’un climat d’insécurité que suscite la progression de l’armée rebelle et qui alimente une « psychose

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 206-210 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 361-362.

³⁰³ Sébastien Farré, *L’affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, Genève, Georg, 2022, p. 129-133.

collective » dans laquelle la crainte de la Cinquième colonne joue une part centrale³⁰⁴. Ce terme désigne les partisans supposés de la rébellion militaire qui se trouveraient cachés à Madrid et qui attendraient l'arrivée des quatre colonnes insurgées qui convergent vers la capitale pour se soulever. Il apparaît pour la première fois le 3 octobre 1936 dans un article de la militante communiste Dolores Ibárruri publié dans *Mundo Obrero*, bien qu'elle l'attribue au général Mola³⁰⁵. La diffusion de ce concept, favorisée en grande partie par le PCE³⁰⁶, répond alors « à un plan déterminé de propagande dont le double objectif [est] d'encourager l'épuration politique de l'arrière républicain et l'élimination des véritables organisations clandestines antirépublicaines et contre-révolutionnaires³⁰⁷ ». Les chargés d'affaires britannique et français à Madrid, George Ogilvie-Forbes et René Bonjean, s'en émeuvent respectivement le 6 et le 9 octobre. Le premier voit dans l'article de Dolores Ibárruri « une incitation délibérée au meurtre de tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir des tendances de droite », aussitôt suivie d'effet³⁰⁸. Le second relève pour sa part « le ton de plus en plus agressif de la presse madrilène à l'égard du Bureau de l'Intérieur et de la "5^{ème} colonne Mola" », y compris dans le « journal socialiste modéré de la nuance Prieto », *Informaciones*, qui « en arrive à publier ce soir un article des plus violents qui est une véritable provocation au meurtre³⁰⁹ ».

Très vite, cette propagande autour de la Cinquième colonne alimente en effet une peur collective qui favorise dès le mois d'octobre le recours à la violence à travers la désignation d'un bouc émissaire³¹⁰. Pour la plupart des membres du Frente Popular, l'élimination de l'ennemi intérieur devient un impératif militaire central³¹¹. Au sein du Quinto Regimiento, les communistes mettent ainsi sur place un service spécial de surveillance qui collabore avec la

³⁰⁴ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2019, p. 287 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, 2022, p. 57-75.

³⁰⁵ Carlos Píriz, « La Quinta Columna como concepto educativo de la guerra de España y la dictadura (1936-1975) », *Con-Ciencia Social*, 2021, vol. 4, p. 45.

³⁰⁶ Fernando Hernández Sánchez, *Guerra o revolución: el Partido Comunista de España en la Guerra Civil*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 139-147.

³⁰⁷ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.*, p. 281.

³⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/20542, W13019/62/41, tél. 310 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936 ; et tél. 315 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 7 octobre 1936.

³⁰⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, tél. 401-403 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936.

³¹⁰ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.*, p. 292.

³¹¹ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, *op. cit.*, p. 263.

DGS dans la traque des adversaires de la République³¹². La présence de 10 000 prisonniers à Madrid, parmi lesquels on compte 3 à 4 000 militaires dont la majorité forme partie « d'un groupe dirigé par des éléments fascistes », apparaît rapidement comme une menace, d'autant plus que les premières attaques sur la capitale espagnole semblent avoir pour but de libérer les détenus de la prison Modelo³¹³. La distinction entre la Cinquième colonne et les prisonniers de droite tend à s'effacer pour la population madrilène comme pour les dirigeants du Frente Popular³¹⁴. Le ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, indique ainsi à Ogilvie-Forbes que son « gouvernement [dispose] d'informations fiables selon lesquelles une "cinquième colonne" d'insurgés aidée par quelque trois ou quatre mille fascistes et criminels de la CNT déferlerait sur Madrid à un moment préétabli et que tous les prisonniers [sont] des recrues potentielles pour cette colonne³¹⁵ ». Cette crainte n'est d'ailleurs pas irrationnelle, puisque des plans de révoltes armées impliquant des gardes existent dans les prisons de San Antón, Ventas et Modelo³¹⁶. Dès le début du mois d'octobre, plusieurs « sacas » ont lieu dans les prisons madrilènes et aboutissent à l'exécution de prisonniers³¹⁷. La question des détenus s'impose alors au gouvernement espagnol et dès le 1^{er} novembre 1936, Francisco Largo Caballero ordonne au ministre de l'Intérieur, Ángel Galarza, d'organiser leur évacuation³¹⁸.

C'est dans ce contexte que le gouvernement de Frente Popular prend la décision, le 6 novembre 1936, de quitter dans la précipitation la capitale espagnole qui semble sur le point de tomber aux mains des insurgés, afin de se réfugier à Valence : il crée alors une Junta de Defensa de Madrid, dont le pouvoir échoit au général Miaja. Le directeur de la DGS, Manuel Muñoz Martínez, quitte également Madrid, en compagnie du ministre de l'Intérieur Ángel Galarza. Ses fonctions sont alors assumées dans la capitale par un nouveau conseil à l'ordre public, dominé par les communistes, qui est créé au sein de la Junta de Defensa de Madrid et qui commence à fonctionner dès le 7 novembre 1936³¹⁹. C'est au sein de ce conseil, dirigé par

³¹² Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 297-303.

³¹³ Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 38 et 42 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 344.

³¹⁴ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 342.

³¹⁵ TNA, PRO, FO 371/20542, W13263/62/41, tél. 320 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 octobre 1936.

³¹⁶ Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 211-212.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 214-216.

³¹⁸ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 342-343.

³¹⁹ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 62-66.

Santiago Carrillo, le leader des JSU récemment rallié au PCE, que la décision est prise de trier les prisonniers en trois catégories : la première rassemble « les fascistes et éléments dangereux » à éliminer immédiatement ; la seconde, « les détenus sans dangerosité » à évacuer vers la prison de Chinchilla « avec toutes les sécurités » ; et la troisième, les « détenus sans responsabilité » qui doivent être libérés³²⁰. Ce tri est effectué grâce aux fichiers du parti de droite Acción Popular, du Centre Carlisle et de l'UME, saisis par le CPIP et le Secrétariat technique de la DGS durant les premiers mois de la guerre³²¹. Le chargé d'affaires britannique, Ogilvie-Forbes, rend compte de ce tri dès le 7 novembre, lorsqu'il informe le Foreign Office que les « prisonniers figurant sur les listes d'actifs et de retraités de l'armée et de l'armée sont transférés à Alcalá de Henares et à la douane de Chinchilla ». Il ajoute avoir « des raisons de craindre qu'ils n'arriveront pas tous vivants à destination³²² ».

La responsabilité immédiate du massacre retombe sur le conseil à l'ordre public instauré au sein de la Junta de Defensa de Madrid, dominé par les militants communistes et comptant sur la collaboration de la CNT qui contrôle les routes en dehors de Madrid. Des représentants de la CNT et des JSU ayant rejoint le PCE (dont Santiago Carrillo et Segundo Serrano Poncela) se sont en effet accordés sur le tri des prisonniers et sur l'exécution des plus dangereux le 7 novembre³²³. Certains agents des MVR et de la DGS sont mobilisés pour mener à bien l'opération³²⁴. Cependant, certains historiens placent l'origine de cette décision du côté des conseillers soviétiques. En effet, pour les agents du NKVD et du Comintern à Madrid, « ne pas évacuer les prisonniers [est] un luxe que les républicains ne [peuvent] pas se permettre³²⁵ ». Ainsi, ce serait un certain communiste mexicain, Miguel Martínez, qui aurait suggéré cette mesure radicale au Comité central du PCE et aux conseillers à l'ordre public³²⁶. Or, « Miguel Martínez » serait en réalité l'alias de l'agent soviétique Iosif Grigulevich (« Grig »), qui agit en Espagne sous les ordres d'Alexandre Orlov et qui participe à

³²⁰ Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 46-47.

³²¹ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 68-69.

³²² TNA, PRO, FO 371/20546, W15299/62/41, tél. 464 de Georges Ogilvie Forbes au Foreign Office, 7 novembre 1936.

³²³ Jorge M. Reverte, *La batalla de Madrid*, Barcelone, Crítica, 2004, p. 226-227 et 577-581 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 357-360 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 234-236.

³²⁴ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 360 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 243-244.

³²⁵ José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 235.

³²⁶ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 73-90.

l'organisation des Brigades spéciales de la Junta de Defensa de Madrid³²⁷. Paul Preston pointe aussi le rôle qu'aurait joué un agent du Komintern, l'Italien Vittorio Vidali, alias Carlos Contreras, organisateur et commissaire politique du Quinto Regimiento³²⁸. Les travaux de Julius Ruiz nous invitent cependant à ne pas sous-estimer les responsabilités locales et pleinement espagnoles du massacre. Ce dernier estime en effet que la thèse de l'initiative soviétique des massacres n'est pas suffisamment solide et qu'elle permet surtout d'exonérer le gouvernement républicain de sa responsabilité et de le présenter comme victime³²⁹. Il considère au contraire qu'il ne s'agit pas « d'une opération du NKVD, mais d'une série de massacres organisés principalement par de jeunes militants politiques et syndicaux³³⁰ » : « c'était en réalité une opération organisée par des Espagnols pour tuer d'autres Espagnols³³¹ ». Pour l'historien britannique, les massacres doivent être replacés dans le contexte d'une guerre perçue comme « antifasciste » et qui conduit dès lors à l'élimination physiques des « fascistes » : Paracuellos del Jarama n'aurait donc été que la continuation des violences de l'été 1936 – voire des violences du printemps précédent³³². Cette thèse est néanmoins discutable, puisque les massacres de Paracuellos del Jarama demeurent une exception jamais reproduite à l'arrière républicain durant le restant de la guerre civile.

Si de nombreux ministres du gouvernement espagnol font part de leur indignation et de leur dégoût lorsqu'ils ont connaissance du massacre – à commencer par José Giral, Manuel Irujo et Juan Negrín³³³ –, le rôle de certaines autorités officielles semble plus trouble. Des soupçons pèsent ainsi sur l'implication éventuelle du directeur de la DGS, Manuel Muñoz, et davantage encore sur son second, Vicente Girauta Linares. Alors que le premier a ordonné le transfert des prisonniers avant son départ pour Valence³³⁴, le second signe les ordres de libération ou d'évacuation vers Chinchilla et Alcalá de Henares – la mention « liberté » ou

³²⁷ Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 60-68 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 351-357 ; Boris Volodarsky, *El caso Orlov. Los servicios secretos soviéticos en la guerra civil española*, op. cit., p. 154-155.

³²⁸ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 353-354.

³²⁹ Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 6 ; Julius Ruiz, «Paracuellos». *The Elimination of the «Fifth Column» in Republican Madrid during the Spanish Civil War*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2017, p. 30-31, 33-39.

³³⁰ Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 236.

³³¹ *Ibid.*, p. 257.

³³² Julius Ruiz, «Paracuellos». *The Elimination of the «Fifth Column» in Republican Madrid during the Spanish Civil War*, op. cit., p. 49-52, 60-74.

³³³ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 139 ; Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 53.

³³⁴ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 65 ; Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 47 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », op. cit., p. 232.

« Chincilla » étant vraisemblablement un code pour ordonner l'élimination des détenus³³⁵. Ce dernier travaille néanmoins sous les ordres de Segundo Serrano Poncela, membre des JSU rallié au PCE, qui supervise les évacuations et exécutions au sein du conseil à l'Ordre public de la Junta de Defensa de Madrid³³⁶. En outre, Paul Preston estime qu'une telle décision n'aurait pas pu être prise sans l'aval du général Miaja³³⁷. Quant au ministre de l'Intérieur, Ángel Galarza, il tente de dissimuler la réalité du massacre à ses collègues sans portefeuille José Giral et Manuel Irujo, leur mentant délibérément³³⁸. Julius Ruiz considère par ailleurs que Galarza et Muñoz ont, pour le moins, apporté une « légitimation rétrospective » aux dirigeants du CPIP qui ont pris part aux massacres, en leur octroyant des ordres d'évacuation signés par la DGS³³⁹.

Quoiqu'il en soit, la nouvelle des massacres est très rapidement connue des diplomates français et britanniques. Le 23 novembre 1936, George Ogilvie-Forbes transmet au Foreign Office la traduction d'une dépêche que le chargé d'affaires argentin, Edgardo Pérez Quesada, vient d'adresser à son ministère³⁴⁰. En s'appuyant sur l'enquête menée par le chargé d'affaires de la Norvège, l'ingénieur allemand Felix Schlayer, et par le délégué à Madrid du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le docteur Georges Henny, il rend compte du massacre de 1 300 détenus évacués des prisons madrilènes. Il mentionne l'existence de fosses accueillant 700 cadavres à proximité de Paracuellos, le long de la rivière Jarama, et 500 autres corps à proximité de Torrejón de Ardoz³⁴¹. La responsabilité du massacre est tout de suite attribuée au directeur de la DGS, Manuel Muñoz³⁴² :

³³⁵ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 362 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 240-241.

³³⁶ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 362-366.

³³⁷ *Ibid.*, p. 347.

³³⁸ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 139-141 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 250-254.

³³⁹ Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 250.

³⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20551, W16973/62/41, dép. 60 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 novembre 1936.

³⁴¹ Le délégué du CICR collabore en effet étroitement avec Edgardo Pérez Quesada et Felix Schlayer en faveur des prisonniers madrilènes dont il s'efforce de préserver la vie. Mais ses deux interlocuteurs, encensés pour leur action humanitaire, maintiennent en réalité des rapports très étroits avec l'espionnage franquiste dans la capitale espagnole et en particulier avec la fameuse Cinquième colonne. À ce sujet, voir Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 88-135 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 93-105.

³⁴² TNA, PRO, FO 371/20551, W16973/62/41, dép. 60 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 novembre 1936.

« L'ordre de remettre les prisonniers aux organisations politiques pour les transférer ailleurs semble avoir été signé par le Sous-Directeur de la Sécurité Publique, Señor Girauta. M. Schlayer l'a vu. Néanmoins, il apparaît que l'ordre de signer cet ordre a été donné par le Directeur Général de la Sécurité, Don Manuel Muñoz, dans la soirée du 6/7 novembre, au moment même où le gouvernement et le directeur général de la sécurité sont partis pour Valence. C'est-à-dire que l'exécution des prisonniers a eu lieu dans les 48 heures suivant le départ du gouvernement pur Valence. Le directeur de la prison Modelo et le sous-directeur de la sécurité ont tout fait pour différer le départ des détenus, car ils avaient des raisons de craindre qu'une catastrophe ne se produise, mais les personnes chargées de procéder au transfert ont refusé d'accepter tout retard et se sont référés à l'ordre du Directeur Général de la Sécurité, Sr. Muñoz³⁴³. »

Felix Schlayer ajoute par ailleurs que « la police a recruté des volontaires “pour fusiller” parmi les miliciens en service à la prison Modelo, afin qu'ils puissent les aider dans ce travail, car “le temps dont ils disposaient pour que si peu de personnes puissent en tuer autant était trop court”³⁴⁴ ». Les conclusions de Schlayer et de Pérez Quesada sont acceptées par George Ogilvie-Forbes, qui informe le Foreign Office que la « responsabilité de remettre des prisonniers à des organisations politiques qui auraient dû les escorter vers d'autres prisons incombe au Directeur Général de la Sécurité maintenant à Valence³⁴⁵ ». Elles sont également acceptées par l'ambassadeur français, Jean Herbette, qui a été informé des massacres par le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, le 29 novembre 1936, et qui a eu accès à la dépêche de Pérez Quesada grâce à son homologue britannique, Sir Henry Chilton :

« Ces déclarations, dont la sincérité n'est pas mise en doute par mon collègue britannique, sont d'une extrême gravité. Elles n'affirment pas seulement le massacre de nombreux prisonniers dont le total, si j'ai bien retenu les divers chiffres, doit être voisin de deux mille. Elles contiennent en outre des détails qui tendraient à démontrer que l'un au moins de ces massacres – le plus important de tous puisqu'il y aurait péri environ 1600 personnes – n'a pas eu lieu comme on aurait pu le croire d'une manière imprévue et contre le gré des autorités chargées de transférer les prisonniers à Valence. Les indications rapportées par M. Schlayer, si elles sont exactes, ne permettent pas de douter que le massacre ait été prémédité. [...]

[...] Il faudra s'expliquer tôt ou tard sur le sort que quelque 2000 prisonniers, incarcérés sans être coupables, détenus sans être jugés, extraits des prisons par ordre supérieur et sous le prétexte d'être conduits dans d'autres lieux de détention, ont subi pendant la nuit du 7 au 8 novembre ou à des dates voisines, dans les environs mêmes

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20549, W16299/62/41, tél. 529 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 20 novembre 1936.

de Madrid. Il peut s'ouvrir à ce sujet l'un de ces grands procès historiques qui discréditent à jamais un régime et tous ceux qui l'ont soutenu³⁴⁶. »

La connaissance de ces massacres accentue les préjugés anticomunistes qui pèsent contre le gouvernement espagnol. Comme le souligne Ángel Viñas, « Paracuellos [consolide], aux yeux de Gouvernement Baldwin, le déshonneur de la République³⁴⁷ ». En prenant connaissance de la dépêche d'Edgardo Pérez Quesada, le sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères, Robert Vansittart, note qu'il s'agit-là d'une « horrible histoire d'horribles gangsters, dans les mains desquels le soi-disant “gouvernement” représenté par Señor Azcárate est une mauvaise blague³⁴⁸ ». La responsabilité des autorités républicaines est accentuée par le fait que le chargé d'affaires britannique à Madrid avait mis en garde le gouvernement espagnol sur le sort des prisonniers dès le début du mois d'octobre 1936. Face aux alertes du représentant de la Grande-Bretagne, le ministre de l'Intérieur, Ángel Galarza, avait ainsi « admis qu'il ne pouvait pas [garantir la sûreté des prisonniers] contre une foule furieuse après un raid aérien au cours duquel des femmes et des enfants seraient tués ». En conséquence, « le gouvernement envisageait d'établir en dehors de Madrid un camp de concentration où les prisonniers seraient hébergés et contraints de travailler pour un salaire équitable sous [la surveillance] de gardes fiables³⁴⁹ ». George Ogilvie-Forbes s'en était aussi ouvert au ministre d'État Julio Álvarez del Vayo, en dénonçant l'interférence de la CNT et des anarchistes dans l'exécution des détenus. Ce dernier n'avait alors pas pu refréner un « sentiment d'irritation [...] alors qu'il [froissait] dans sa main les notes des faits allégués » que lui remettait le représentant britannique³⁵⁰. Quoiqu'il en soit, « l'accumulation d'informations sur les excès [confirme] la crainte que l'Espagne républicaine [n'entre] dans un cours sanglant » et que « les circonstances présentes se [rapprochent] de la situation qui prévalait en Russie après 1917³⁵¹ ». Du reste, un autre événement vient confirmer aux yeux des diplomates la complicité du gouvernement espagnol dans les massacres de Paracuellos :

³⁴⁶ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 1512 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} décembre 1936.

³⁴⁷ Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 79.

³⁴⁸ TNA, PRO, FO 371/20551, W16973/62/41, minute de Robert Vansittart, 11 décembre 1936.

³⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/20542, W13020/62/41, tél. 311 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

³⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/20545, W14513/62/41, tél. 419 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 27 octobre 1936.

³⁵¹ Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 83.

l'attaque dont l'avion de l'ambassade de France est victime au début du mois de décembre 1936.

2. L'« affaire Henny » : un complot républicano-soviétique ?

Le 8 décembre 1936, l'avion de l'ambassade de France F.A000, qui assure la liaison entre Madrid et Toulouse, est abattu par deux appareils. À son bord se trouvent, outre le pilote Boyer et le radiotélégraphiste Bougrat : André Château, envoyé spécial de l'Agence Havas ; Louis Delaprée, envoyé spécial de *Paris-Soir* ; et le docteur Henny, délégué du CICR, accompagné de deux jeunes filles espagnoles. Les deux journalistes et le médecin du CICR sont blessés, ainsi que l'une des deux jeunes filles. Louis Delaprée est le plus gravement atteint : il décède dans les jours qui suivent l'incident³⁵². Cette « affaire Henny », qui avait déjà été évoquée dans plusieurs travaux, a été étudiée en détail par Sébastien Farré³⁵³. Le développement qui suit est redevable aux nombreux échanges que j'ai maintenus avec lui sur cette attaque. Je m'efforcerai ici de mettre en avant le point de vue des représentants français et britanniques. L'attaque dont est victime l'avion de l'ambassade est très rapidement connue. Vers 19 heures, le pilote informe par téléphone le consul et chargé d'affaires français à Madrid, Emmanuel Neuville, de l'attaque dont il vient d'être l'objet³⁵⁴. Ce dernier estime dès 21 heures que « l'appareil agresseur pourrait être gouvernemental³⁵⁵ ». Dès le lendemain, alors que la presse républicaine attribue l'attaque aux avions franquistes³⁵⁶, le représentant français l'attribue à l'aviation républicaine. Il s'appuie notamment sur les déclarations du pilote et du radiotélégraphiste qui identifient des bandes rouges sur les ailes des deux

³⁵² Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, op. cit., p. 146 sq. ; Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 106-111 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 125-126.

³⁵³ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit. ; Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, op. cit., p. 116-127 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 125-136 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, Brighton - Chicago - Toronto, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2015, p. 167-172.

³⁵⁴ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, tél. 264 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 8 décembre 1936.

³⁵⁵ *Ibid.*, tél. 265 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 8 décembre 1936.

³⁵⁶ *Ibid.*, coupures de presse : « Metralla en las alas de Francia », *La Voz*, 9 décembre 1936 ; « Como nuestros cazas no les dejaron bombardear Guadalajara, los facciosos derriban un avión francés de pasajeros », *Mundo Obrero*, 9 décembre 1936.

appareils agresseurs³⁵⁷. Emmanuel Neuville lie alors cette attaque aux massacres de Paracuellos :

« Comme il y avait lieu de le craindre, c'est bien un appareil gouvernemental de chasse, qui après avoir évolué à diverses reprises autour de notre avion et pu lire l'inscription très apparente "Ambassade de France", a déchargé sa mitrailleuse. [...]

La complicité des autorités locales ne paraît pas pouvoir être mise en doute. Celles-ci avaient un intérêt marqué à empêcher le retour à Genève du Délégué de la Croix Rouge Internationale ayant recueilli des documents et des témoignages accablants sur les atrocités qui ont encore lieu dans la capitale et étant de matière à discréditer plus encore, si possible, le Gouvernement³⁵⁸. »

Le délégué du CICR, le docteur Georges Henny, se rendait vraisemblablement à Genève avec la liste des victimes des massacres de novembre 1936 et les résultats de l'enquête qu'il a menée avec Felix Schlayer prouvant la participation de forces de police à ces exécutions massives³⁵⁹. Un bulletin de renseignement établi par les services d'espionnage franquistes le 30 décembre 1936 évoque en effet ces listes que le délégué suisse transportait lors de son voyage³⁶⁰. L'idée que l'avion de l'ambassade française a été abattu pour empêcher le docteur Henny de diffuser ces documents à Genève, où le ministre d'État Julio Álvarez del Vayo s'apprête à dénoncer les interventions italienne et allemande depuis la tribune de la Société de Nations (SDN), se répand rapidement³⁶¹. Dès le 10 décembre, George Ogilvie-Forbes informe le Foreign Office des « nombreux commentaires sur les prétendues circonstances suspectes de l'abattage de cet avion » : « il est allégué que le gouvernement espagnol ne voulait pas que le Dr Henny, qui en savait trop, soit à Genève en même temps que le ministre des Affaires étrangères³⁶² ». L'ambassadeur français, Jean Herbette, se rallie aussitôt à cette interprétation, considérant qu'il « est vraisemblable [...] que, dans le camp improprement appelé gouvernemental, certains individus aient voulu supprimer un témoin gênant en abattant l'avion où se trouvait le Dr Henny³⁶³ ». S'il précise aussitôt qu'« on ne

³⁵⁷ *Ibid.*, « Déclaration du radio Bougrat sur l'attaque du "F.A000" » ; et déclaration de Boyer.

³⁵⁸ *Ibid.*, tél. 269-272 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 9 décembre 1936.

³⁵⁹ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, *op. cit.*, p. 106-111.

³⁶⁰ AGMAV, 2485,4,1, note du SIFNE, 30 décembre 1936.

³⁶¹ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, *op. cit.*, p. 146-147 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, *op. cit.*, p. 332.

³⁶² TNA, PRO, FO 371/20554, W17821/62/41, tél. 607 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 10 décembre 1936.

³⁶³ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, dép. 1232 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 décembre 1936.

peut pas, dans un cas aussi grave, se prononcer uniquement d'après des vraisemblances », il n'en préconise pas moins de tirer les conséquences d'une telle attaque si son origine républicaine se confirmait, en reconnaissant le général Franco :

« Si l'avion de notre Ambassade a été attaqué par un appareil "gouvernemental", ne faudrait-il pas en finir avec la fiction selon laquelle Madrid, Santander, Barcelone et tant d'autres lieux sont encore soumis au Gouvernement constitutionnel de l'Espagne ? Ne faudra-t-il pas en arriver enfin à reconnaître que si, à Valence ou ailleurs, quelques hommes essayent encore de maintenir la façade d'une légalité, il n'existe plus, en réalité aucun régime de droit dans l'ensemble des régions qui leur sont théoriquement soumises ? Et s'il en est ainsi, ne faudrait-il pas s'employer, devant une situation de fait, les moyens de fait qui conviennent pour faire respecter nos nationaux et nos intérêts ? Les Allemands, dans leurs relations mêmes avec la zone militaire de l'Espagne, n'imitent pas la longanimité dont nous faisons preuve dans la zone gouvernementale³⁶⁴. »

Du reste, il montre à l'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, la « copie d'un télégramme de l'attaché militaire français à Madrid au ministère de la Guerre établissant hors de tout doute que l'avion de l'ambassade de France [...] a été délibérément attaqué par un avion du gouvernement qui a volé si près qu'il a pu lire le mot "Ambassade de France" peint sur l'avion français³⁶⁵ ». Il n'y a en réalité plus d'attaché militaire à Madrid, le lieutenant-colonel Henri Morel ayant suivi le gouvernement espagnol à Valence le 30 novembre 1936³⁶⁶. Il s'agit très certainement du télégramme d'Emmanuel Neuville précédemment cité. Quoiqu'il en soit, Chilton rapporte que la « raison de ce scandale serait que l'agent de la Croix-Rouge qui rentrait en France était porteur d'un rapport qu'il avait fait et qui était supposé être défavorable au Gouvernement³⁶⁷ ». Enfin, le consul général français à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres, se renseigne auprès des insurgés sur les circonstances de l'attaque. Il rejette la responsabilité des franquistes, au motif qu'« aucun avion de l'armée du général Franco ne se trouvait dans ces parages au moment du passage de l'appareil français », dont l'aviation rebelle connaît « les caractéristiques ». Il ajoute qu'il « n'y avait aucune raison pour l'attaque ce jour-là précisément, tandis que les gouvernementaux savaient qu'il y avait à bord une

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ TNA, PRO, FO 371/20555, W18189/62/41, dép. 795 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 décembre 1936.

³⁶⁶ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 53.

³⁶⁷ TNA, PRO, FO 371/20555, W18189/62/41, dép. 795 de sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 décembre 1936.

personnalité qu'ils avaient intérêt à ne pas laisser continuer son voyage³⁶⁸ ». Le ministre des Affaires étrangères français, Yvon Delbos, demande dès le 10 décembre à Emmanuel Neuville de lui faire parvenir « toutes les données de fait que vous aurez pu recueillir et contrôlées par vous-même sur les responsabilités encourues³⁶⁹ ». Le 12 décembre 1936, le sous-secrétaire d'État Pierre Vienot, fait savoir à Julio Álvarez del Vayo que les informations reçues du consul français à Madrid « indiquaient clairement que l'avion de notre Ambassade [...] avait été abattu par un appareil portant toutes les marques extérieures d'un avion gouvernemental ». Si le ministre d'État refuse d'y croire dans un premier temps, il promet de demander au gouvernement de Valence de prescrire une enquête³⁷⁰. En réalité, comme le souligne Martin Minchom, la photographie de l'avion conservée par la famille de Delaprée montre que cette identification n'est pas aussi aisée que le prétendent Emmanuel Neuville et Pierre Vienot. Seule l'immatriculation F-A000 apparaît clairement sur le fuselage de l'appareil (voir la photographie ci-dessous)³⁷¹.



Photographie 12 : L'avion Potez-54 F.A000 de l'Ambassade de France
après son atterrissage forcé à Pastrana, le 8 décembre 1936³⁷².

³⁶⁸ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, « Note pour l'Ambassade » du consulat de France à Saint-Sébastien, 15 décembre 1936. Le passage est souligné dans le document original.

³⁶⁹ *Ibid.*, tél. 170 d'Yvon Delbos à Emmanuel Neuville, 10 décembre 1936.

³⁷⁰ *Ibid.*, tél. 254 de Pierre Vienot au Quai d'Orsay, 12 décembre 1936.

³⁷¹ Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 170.

³⁷² Photographie conservée au sein de la collection Lincoln-Delaprée et reproduite par Martin Minchom, « The truth about Guernica: Picasso and the lying press », *The Volunteer* [en ligne], 9 mars 2012. Consulté en ligne le 23 juin 2023. URL : <https://albavolunteer.org/2012/03/the-truth-about-guernica-picasso-and-the-lying-press/>.

Au-delà des témoignages de Boyer et Bougrat, un autre élément semble incriminer les autorités républicaines : l'action d'un agent de nationalité française de la Brigade spéciale de la Junta de Défense de Madrid, Robert Marcellin. Dès le 9 décembre, Emmanuel Neuville informe en effet le Quai d'Orsay qu'un « individu de nationalité française, peu recommandable [*sic*], connu des services de notre Attaché militaire, de notre Consulat, de cette Ambassade, et exerçant des fonctions peu honorables auprès de la “Junta de Defensa” de Madrid, a donné dès que l'accident a été connu, l'ordre à la Police de la route de retenir le plus longtemps possible les voitures de l'Ambassade se rendant auprès des blessés³⁷³ ». Il le présente sous le nom de Marcellin quelques jours plus tard. Le 12 décembre, il ajoute rechercher « avec la plus grande prudence, l'individu auquel ledit Marcellin aurait tenu le propos suivant à une personne se trouvant à l'aérodrome de Barajas la veille du départ (qui fut renvoyé au lendemain), à savoir : “Il y aura tout au moins un de ceux qui partent qui n'arrivera pas”, visant très vraisemblablement le Docteur Henny, représentant de la Croix Rouge Internationale³⁷⁴ ».

Très rapidement, ce récit s'impose au sein du Corps diplomatique : Marcellin aurait menacé de manière à peine voilée le délégué du CICR quelques jours avant le départ de l'appareil et il aurait cherché à empêcher les secours d'arriver à temps sur le site de l'accident. Le consul français joue en tout cas un rôle central dans la diffusion de la thèse du complot contre le Dr Henny. Ce dernier corrobore d'ailleurs l'intervention de Marcellin pour retarder les voitures de l'ambassade. Il s'appuie sur le témoignage d'Émile Fontanel, chargé d'affaires de la Légation suisse, et de son bras droit, Andrés de Vizcaya, qui participent au convoi de secours³⁷⁵. Du reste, si l'on en croit la note de renseignement que le ministère des Affaires étrangères remet à l'État-Major français le 6 janvier 1937, Marcellin aurait formulé ses propos menaçants en présence du radiotélégraphiste Bougrat³⁷⁶. Mais selon Felix Schlayer, les propos auraient été tenus devant un « autre fonctionnaire du Comité International³⁷⁷ ». Marcellin est en outre accusé par le Corps diplomatique, quelques semaines plus tard, d'être à la tête du service d'espionnage de la Junta de Defensa de Madrid et d'avoir joué un rôle essentiel dans

³⁷³ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, tél. 269-272 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 9 décembre 1936.

³⁷⁴ *Ibid.*, tél. 290-291 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 12 décembre 1936.

³⁷⁵ Archives du Comité International de la Croix-Rouge, inventaire B CR 212 : « Guerre civile en Espagne (1936-1950) », correspondance générale et rapports, dossier 58 (désormais : ACICR, B, CR 212, GEN, 58), « Rapport concernant l'agression dont fut victime le 8 décembre 1936 l'avion de l'Ambassade de France à bord duquel je me trouvais, étant délégué du Comité international de la Croix-Rouge », rédigé par le Dr Georges Henny. Je remercie Sébastien Farré pour la cession désintéressée de ce document.

³⁷⁶ SHD, GR, 7NN 3235, note de renseignement « Secret » remise par le ministère des Affaires étrangères au Deuxième Bureau, 6 janvier 1937. Je remercie Pierre Salmon pour la cession désintéressée de ce document.

³⁷⁷ Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, *op. cit.*, p. 190.

l'assassinat du Baron Jacques de Borchgrave, attaché honoraire de l'ambassade de Belgique à Madrid³⁷⁸. Ce dernier est en effet découvert dans une fosse commune près de Madrid, le 28 décembre 1936. Il aurait été assassiné par une brigade des services spéciaux du ministère de la Guerre dirigée par le militant anarchiste Manuel Salgado Moreira³⁷⁹. Il aurait notamment été exécuté pour s'être infiltré parmi des brigadistes belges dans le but d'organiser leur évasion, bien que d'autres historiens avancent qu'il aurait été ciblé en tant que représentant de Mercedes-Benz à Madrid³⁸⁰.

Il y a pourtant une part de vérité dans les accusations formulées contre Robert Marcellin. Il apparaît par ailleurs comme l'un des deux agents chargés par la Junta de Defensa de Madrid d'enquêter sur l'attaque de l'avion de l'ambassade. Il est en effet mentionné dans le rapport établi par Manuel Salgado Moreira qui conclut à une attaque par deux « chasseurs factieux » et que le général Miaja transmet à Emmanuel Neuville dès le 11 décembre³⁸¹. Le ministère de la Marine et de l'Air républicain ordonne cependant une nouvelle enquête face au scandale que provoque l'incident. Le commandant Ramón Merino, qui doit mener cette enquête, en arrive néanmoins lui aussi à la conclusion que l'attaque de l'avion de l'ambassade ne peut être le résultat d'une erreur de pilotes républicains, et que la responsabilité repose du côté de l'aviation franquiste ou italienne³⁸². Emmanuel Neuville rejette à nouveau ces conclusions, estimant que l'enquête de Merino repose sur le témoignage de Robert Marcellin, sans le mentionner³⁸³. En outre, quand le Quai d'Orsay demande à la fin du mois de janvier 1937 de pouvoir examiner la carcasse de l'appareil abattu, il est informé par le ministère d'État espagnol que l'avion a été démonté le 23 décembre 1936. Tous ces éléments poussent le gouvernement français à lister, dans une note verbale envoyée le 25 février 1937, toutes les incohérences des rapports d'enquête établis par les autorités républicaines et à

³⁷⁸ SHD, GR, 7NN 3235, note de renseignement « Secret » remise par le ministère des Affaires étrangères au Deuxième Bureau, 6 janvier 1937 ; CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 121-122 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 6 février 1937 ; CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, tél. 50-51 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 13 janvier 1936.

³⁷⁹ Manuel Salgado Moreira dirigeait auparavant les groupes de recherche de la CNT chargés de la répression à Madrid. Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 263 ; Julius Ruiz, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, op. cit., p. 285.

³⁸⁰ Marina Casanova, « Las relaciones diplomáticas hispano-belgas durante la guerra civil española : el caso del barón de Borchgrave », *Espacio, Tiempo y Forma*, 1992, n° 5, p. 297-298.

³⁸¹ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, lettre du général José Miaja à Emmanuel Neuville, 11 décembre 1936 ; tél. 90-91 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 12 décembre 1936 ; copie d'un rapport de M. Salgado, chef du Service Spécial de la Section de Propagande et Presse du ministère de la Guerre, 9 décembre 1936 ; et AGA, MAE, Barcelona, archives personnelles de Manuel Azaña, 12/03199, dossier 5, copie d'un rapport de Manuel Salgado Moreira, 9 décembre 1936.

³⁸² Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 129.

³⁸³ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D⁴, tél. 50-51 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 13 janvier 1936.

souligner la « responsabilité d'ordre général » qui est engagée pour son homologue espagnol³⁸⁴. Dans cette note, le ministère des Affaires étrangères pointe à nouveau le rôle joué par « un agent, non espagnol, du service des renseignements des forces gouvernementales », qui aurait déclaré « au radiotélégraphiste qu'un des voyageurs devant prendre place à bord, un étranger précisa-t-il, ne partirait pas³⁸⁵ ». Le Quai d'Orsay semble donc accorder un certain crédit aux accusations formulées par son consul à Madrid.

Quel rôle a vraiment eu Robert Marcellin dans l'attaque de l'avion de l'ambassade ? Difficile de le savoir. Le fait qu'Emmanuel Neuville indique d'abord rechercher un témoin pouvant témoigner de la déclaration de Marcellin ne manque pas de nous interroger quand, quelques semaines plus tard, le Quai d'Orsay affirme que ces propos ont été tenus devant le radiotélégraphiste. N'y a-t-il pas là une reconstruction *a posteriori* du récit qui fabriquerait, à travers ces propos attribués à Marcellin, la preuve d'une attaque délibérée ? Néanmoins, Robert Marcellin existe bel et bien, et son nom apparaît également dans la documentation espagnole : c'est l'un des deux agents de la brigade spéciale du ministère de la Guerre qui, sur instruction du général Miaja, établit un premier rapport sur les circonstances de l'attaque et qui conclut à une agression franquiste. Selon le témoignage du bras-droit d'Henny, Andrés de Vizcaya, après la guerre civile, Robert Marcellin aurait en outre essayé, dès son arrivée sur le lieu de l'accident à Pastrana, de dissuader le pilote Boyer de révéler que l'attaque a été menée par des « avions rouges³⁸⁶ ». Or, les avions qui abattent l'appareil français sont bien russes. Outre les témoignages du pilote et du radiotélégraphiste qui remarquent la présence de deux bandes rouges sur leurs ailes, le chef de l'aviation de chasse républicaine, Andrés García Lacalle, met en cause après la guerre deux pilotes russes, Gheorghij Zajarov et Nicolai Shmelkov, qui auraient abattu l'avion français par erreur : ils l'auraient pris pour un avion de bombardement rebelle, qui aurait ouvert le feu sur eux³⁸⁷. Une version également avancée par George Ogilvie-Forbes dès le lendemain de l'attaque : « J'apprends d'un général français que l'avion français a en fait été abattu par deux bombardiers gouvernementaux dont les pilotes

³⁸⁴ Sur les échanges de notes entre le Quai d'Orsay et le ministère d'État à propos de l'attaque de l'avion de l'ambassade, voire Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 128-131.

³⁸⁵ CADN, Valence, B, 53, note verbale du ministère des Affaires étrangères français au ministère d'État espagnol, 25 février 1937.

³⁸⁶ AHN, Causa General, 1519,5, déclaration sous serment d'Andrés de Vizcaya devant le procureur de la Causa General en février 1941.

³⁸⁷ Andrés García Lacalle, *Mitos y verdades. La aviación de caza en la guerra española*, México, Lito Offset Persa, 1973, p. 218-220. Je remercie Sébastien Farré d'avoir attiré mon attention sur cet ouvrage.

russe n'ont pas réussi à le reconnaître³⁸⁸ ». L'origine russe de l'attaque a depuis été accréditée par l'enquête balistique menée par Sébastien Farré à partir de la balle de mitrailleuse qui a atteint Georges Henny à la jambe et qui est désormais conservée au Musée international de la Croix-Rouge à Genève³⁸⁹. On peut donc au moins soupçonner Marcellin de chercher à camoufler l'origine de l'attaque.

Reste à évaluer les raisons d'une attaque délibérée contre l'avion de l'ambassade. Selon l'hypothèse qu'avance le Corps diplomatique à Madrid, il s'agissait d'empêcher le Docteur Henny de se rendre à Genève pour y dévoiler les documents incriminant le gouvernement républicain dans les massacres de Paracuellos del Jarama et Torrejón de Ardoz. Cette hypothèse paraît néanmoins douteuse. De fait, le Foreign Office reste perplexe lorsque George Ogilvie-Forbes la lui soumet. L'un des fonctionnaires du Western Department, Donald Maclean, note ainsi que « Nous savions approximativement ce que le Dr Henny allait dire [...] et il est difficile de comprendre une mesure aussi extrême dans ces circonstances ». Il ajoute douter que, sans plus d'informations, « il soit possible de dire pourquoi ce scandale s'est produit ou sur les ordres de qui il a été commis »³⁹⁰. Un avis que partage le journaliste britannique Keith Scott Watson :

« Il n'y avait rien de secret ou de sinistre dans ses documents, tout le monde savait ce qu'il portait. De là est née l'histoire extraordinaire selon laquelle des agents de Moscou avaient arrangé l'abattage de l'avion français. Aucun journaliste réputé pour sa précision n'a cru un mot de l'histoire fantastique³⁹¹. »

De fait, les massacres de Paracuellos et l'implication possible du gouvernement espagnol sont connus depuis la mi-novembre 1936, notamment à travers le rapport du chargé d'affaires argentin, Edgardo Pérez Quesada, dont le Quai d'Orsay et le Foreign Office ont

³⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/20553, W17687/62/41, tél. 602 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 9 décembre 1936. Ogilvie-Forbes ne précise pas l'identité de ce général français.

³⁸⁹ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 11, 150-151.

³⁹⁰ TNA, PRO, FO 371/20553, W18189/62/41, « Attack on aeroplane of French Embassy at Madrid carrying Dr. Henny », minute de Donald Maclean, 19 décembre 1936.

³⁹¹ Keith Scott Watson, *Single to Spain. An Account of Experiences in Spain During the Civil War*, Londres, Arthur Barker, 1937, p. 232-233. Je remercie Sébastien Farré d'avoir attiré mon attention sur cet ouvrage. Keith Scott Watson arrive d'abord en Espagne comme volontaire britannique au sein des Brigades internationales et de la Centurie Tom Mann. Il devient ensuite journaliste et assiste Sefton Delmer du *Daily Express*. David Deacon, *British news media and the Spanish Civil War: tomorrow may be too late*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2008, p. 59.

reçu une copie. Ces faits sont également connus du CICR : le Docteur Henny en a rendu compte à l'organisation humanitaire dès le 24 novembre 1936, joignant à sa dépêche une copie du rapport établi par le chargé d'affaires de la Norvège, Felix Schlayer³⁹². Dans ces conditions, l'attaque pourrait davantage s'expliquer par les liens qu'entretiennent le Docteur Henny et une partie du Corps diplomatique – dont l'ambassade de France – avec la Cinquième colonne à Madrid³⁹³. L'historien Carlos Píriz a en effet démontré que l'appareil transporte les plans de défense de la capitale espagnole au moment où il est abattu³⁹⁴. Néanmoins, Sébastien Farré ne croit pas à l'hypothèse d'une attaque délibérée, qui serait contradictoire avec la politique extérieure de l'URSS qui tente au même moment de se rapprocher des démocraties française et britannique pour contrer la menace allemande³⁹⁵. Dès 1937, l'attaché militaire français, Henri Morel, n'est d'ailleurs pas convaincu par la version du Quai d'Orsay. Le consul français à Alicante, René Neuville, déplore ainsi en mai 1937 que Morel « n'a jamais cru à la culpabilité de Marcellin », auquel il « a confié diverses missions secrètes, notamment celle de lui procurer des renseignements sur le matériel de guerre allemand et italien³⁹⁶ ». Que l'attaché militaire français, représentant en Espagne du Deuxième Bureau, continue d'utiliser les services d'un agent accusé d'une action aussi hostile contre les intérêts français, a de quoi interroger. Ce simple fait permet, là encore, de douter de la réalité des accusations formulées par Emmanuel Neuville.

Quoiqu'il en soit, l'interprétation que le Corps diplomatique fait de cet événement donne une idée assez claire de la manière dont ses membres perçoivent le gouvernement espagnol. Ce dernier apparaît non seulement complice des violences qui ensanglantent l'arrière républicain, mais aussi soumis à l'Union soviétique et à ses agents qui n'hésitent pas à s'en prendre aux représentants étrangers. De fait, Jean Herbette commence « à substituer l'influence soviétique au péril anarchiste, dénonçant tout ce qui, dans l'Espagne républicaine, reflète cet ascendant, non seulement sur le plan militaire et diplomatique, mais aussi sur le plan social, économique et législatif³⁹⁷ ». L'épisode de Paracuellos et l'attaque dont est

³⁹² ACICR, B, CR 212, GEN, 58, rapport du Docteur Georges Henny au Comité international de la Croix-Rouge, 24 novembre 1936. Je remercie Sébastien Farré pour la cession désintéressée de ce document.

³⁹³ Voir le chapitre 10, p. 789-796.

³⁹⁴ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 99.

³⁹⁵ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 157-158.

³⁹⁶ CADN, Madrid, B, 591, tél. 118-119 de René Neuville au Quai d'Orsay, 20 mai 1937. L'attitude de Morel ne plaît guère à René Neuville, consul à Alicante et frère du consul à Madrid, qui indique au Quai d'Orsay être « vivement alarmé de la confiance que notre Attaché Militaire place ainsi en Marcellin » et lui demande d'y « remédier rapidement ».

³⁹⁷ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 333.

victime l'avion de l'ambassade de France accentuent dès lors le discrédit dont la République espagnole souffre sur la scène internationale, y compris au sommet du Quai d'Orsay. De manière significative, Jacques Fouques-Duparc, qui est chargé de la question espagnole au sein du ministère des Affaires étrangères, déclare le 18 janvier 1937 à Cipriano Rivas Cherif, beau-frère du président Manuel Azaña et consul général de l'Espagne à Genève, « qu'aucun Gouvernement français ne s'accommoderait de près ou de loin de la possibilité prochaine ou lointaine d'une frontière communiste à Perpignan³⁹⁸ ».

Conclusion

Le soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936 fragilise considérablement l'État républicain. Ce dernier voit son pouvoir contesté et fragmenté au bénéfice de nombreux comités ouvriers qui, disposant d'armes, entreprennent la révolution et l'épuration de l'arrière, en éliminant leurs ennemis politiques et de classe. Les violences qui accompagnent ce processus révolutionnaire émeuvent les diplomates et les consuls français et britanniques. Ces derniers assistent avec effroi à l'ébranlement des institutions républicaines et à l'établissement de pouvoirs locaux qui rendent eux-mêmes justice, en faisant peu de cas de la légalité. Le rôle des anarchistes est particulièrement pointé : ils sont présentés sous la plume des représentants britanniques et français comme des criminels qui menacent la civilisation. Le tableau qu'ils dressent de l'arrière républicain apparaît alors comme un miroir déformant. Loin de refléter la réalité, leurs rapports témoignent surtout des craintes qu'ils éprouvent face aux organisations ouvrières, confirmant et accentuant la peur des masses qui les avait saisis durant le printemps 1936. Ils puisent en effet dans les mêmes représentations pour décrire les violences qu'ils amplifient volontiers, simplifiant à l'excès la situation.

Les violences bien réelles auxquelles ils sont confrontés sont ainsi réinterprétées à l'aune des discours contre-révolutionnaires. L'effondrement de l'État républicain qu'ils observent durant l'été serait ainsi le résultat de la politique révolutionnaire menée depuis le printemps 1936 par les organisations d'extrême gauche : FAI, CNT, UGT et gauche du PSOE. Le gouvernement républicain de José Giral ferait ainsi face à une double insurrection. Il apparaît en effet débordé par les révolutionnaires, qui commettent de nombreuses atrocités. La

³⁹⁸ Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », in Ángel Viñas (dir.), *Al servicio de la Republica. Diplomáticos y guerra civil*, Madrid, Marcial Pons, 2010, p. 131.

formation du gouvernement Largo Caballero et le début de l'intervention soviétique en Espagne à partir de septembre 1936 achèvent de discréditer la République espagnole aux yeux de l'immense majorité des diplomates français et britanniques. Le mythe du complot communiste, forgé par les droites espagnoles et largement diffusé par les représentants étrangers durant les mois qui précèdent la guerre civile, semble se confirmer à la façon d'une prophétie autoréalisatrice. Dès lors, les efforts des autorités pour regagner le monopole de l'ordre public et de l'administration de la justice, en canalisant les violences, apparaissent comme autant de preuves de la transformation révolutionnaire des institutions et de la mainmise des Soviétiques sur l'Espagne républicaine. Les massacres de Paracuellos del Jarama et de Torrejón de Ardoz, ainsi que l'attaque contre l'avion de l'ambassade en constituent l'exemple le plus flagrant. Ces filtres à travers lesquels les diplomates observent les territoires républicains viennent dès lors interroger la qualité de l'information diplomatique qu'ils produisent. Cette dernière participe grandement au discrédit de la République espagnole aux yeux des diplomaties française et britannique, d'autant plus que les territoires soumis aux militaires rebelles bénéficient d'un traitement bien plus favorable.

Chapitre 4 : Les diplomates face à la terreur franquiste : entre légitimation et occultation

À l'inverse des violences révolutionnaires qui sévissent à l'arrière républicain, les violences perpétrées par les militaires insurgés et leurs soutiens sont moins bien documentées par les diplomates et les consuls français et britanniques. Cette — toute relative — rareté documentaire explique certainement le peu d'intérêt que les historiens et les historiennes ont accordé jusqu'à présent aux récits que les représentants britanniques et français font de la terreur militaire. Juan Avilés Farré souligne en effet que les violences commises par les rebelles semblent avoir été sous-estimées dans un premier temps par le Foreign Office¹, tandis que Pauline Deffois considère la documentation provenant des territoires insurgés comme « extrêmement faible² ». Concernant les Britanniques, l'historiographie a surtout mis en avant l'hostilité des milieux officiels à l'égard du processus révolutionnaire qui se déploie à l'arrière républicain et qui les aurait conduits à faire preuve de sympathie pour les insurgés dont les capacités à rétablir l'ordre sont particulièrement soulignées³. C'est aussi ce qui ressort de la correspondance consulaire française⁴. Et si Yves Denéchère note que Jean Herbette « fait clairement deux poids deux mesures » dans son traitement des violences commises par les deux camps, il n'analyse pas en profondeur la manière dont l'ambassadeur français rapporte celles qui sont perpétrées par les rebelles⁵.

Malgré la rareté des documents traitant de la terreur insurgée, il est pourtant possible d'étudier la manière dont elle est perçue par les représentants français et britanniques en Espagne, comme nous l'avons fait pour les violences révolutionnaires dans le chapitre précédent. Il s'agira notamment de montrer la manière dont les diplomates interprètent la terreur franquiste, la présentant comme une opération de rétablissement de l'ordre face au

¹ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994, p. 47.

² Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, Angers, 2002, p. 125.

³ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985, p. 259 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996, p. 62-63.

⁴ Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, *op. cit.*, p. 121-123.

⁵ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003, p. 278.

chaos qui, selon eux, régnait durant le printemps 1936 et règne toujours à l'arrière républicain. Cette perception biaisée les amène alors à sous-estimer l'ampleur des violences perpétrées par les insurgés, que les diplomates attribuent presque exclusivement aux organisations paramilitaires phalangiste et carliste. Les militaires insurgés apparaissent en effet comme un gage de modération, capable de contenir les dérives violentes des groupes politiques extrémistes. Cette légitimation de fait de la terreur militaire repose essentiellement sur la propagande d'atrocités déployée dès les premiers instants par ses soutiens, qui prétendent s'être soulevés pour prévenir une révolution communiste. Les représentants français et britanniques en Espagne sont alors convaincus de ce récit et justifient les violences rebelles comme un mal nécessaire pour préserver la société espagnole, quand ils ne les occultent pas délibérément. Cette occultation conduit dès lors les gouvernements français et britannique à sous-estimer dans un premier temps la terreur franquiste. Mais les articles des correspondants étrangers, qui documentent les massacres comme celui de Badajoz en août 1936, permettent de contrebalancer l'information biaisée produite par les diplomates et les consuls. La crainte, diffuse et imprécise, que ces massacres se reproduisent lors de la chute de Madrid apparaît alors comme un frein à la reconnaissance du général Franco à l'automne 1936.

I. Une opération de rétablissement de l'ordre sous contrôle militaire

A. « J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le calme continue à régner »

1. La terreur militaire : des violences massives, préméditées et extrajudiciaires

Dès les premiers instants, le soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936 s'accompagne de violences massives à l'encontre des autorités républicaines identifiées — maires et gouverneurs civils — et des dirigeants politiques et syndicaux du Frente Popular. Elles s'abattent de manière générale sur les militants des organisations ouvrières, socialistes, communistes, anarchistes ou syndicalistes. La répression touche également les personnalités publiques qui ont accédé au pouvoir politique, culturel et social grâce à la République, telles que les journalistes, les intellectuels et certaines franges des classes moyennes professant des idées libérales ou appartenant à la franc-maçonnerie⁶. Contrairement aux violences

⁶ Julián Casanova, « Guerra civil y violencia política », in Julián Casanova et Paul Preston (dir.), *La Guerra Civil española*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008, p. 31-34.

révolutionnaires de la zone républicaine, la répression rebelle n'est pas le résultat d'une improvisation face à l'échec du coup d'État : elle est préméditée⁷. Les instructions élaborées par le général Emilio Mola durant les mois qui précèdent le soulèvement ne prévoient pas seulement la déclaration de l'état de guerre, la fermeture des locaux des organisations de gauche et la détention de leurs dirigeants⁸. Ainsi, dès le mois d'avril, à l'occasion de la première instruction secrète qu'il envoie aux conjurés, Mola préconise l'usage d'une violence extrême pour paralyser l'opposition de gauche. Dans sa troisième instruction, il ordonne l'exécution immédiate des officiers qui s'opposeraient au coup d'État ou refuseraient de s'y joindre. À la fin du mois de juin, il instruit au général Juan Yagüe d'arrêter toutes les autorités suspectes et d'éliminer tous les éléments de gauche⁹. Ce programme de terreur vise à assurer la réussite du soulèvement face à la supériorité numérique du prolétariat rural et urbain, en particulier dans le sud de l'Espagne¹⁰. Il dévoile ainsi une identification intime entre le maintien de l'ordre public et l'élimination de l'opposition¹¹. Si les militaires insurgés cherchent à couvrir cette violence par la proclamation des « bandos de guerra », qui octroient la gestion de l'ordre public et le pouvoir judiciaire à l'armée¹², les exécutions extra-légales et les assassinats constituent le quotidien des territoires tombés aux mains des rebelles¹³. Ainsi, seules 27 des 3 000 victimes des insurgés à Saragosse sont exécutées à l'issue d'un procès¹⁴. C'est ce qui pousse l'historien Javier Rodrigo à rejeter le terme de « répression » pour qualifier les violences rebelles, dont l'usage conduirait à leur reconnaître d'une forme de légalité ou de légitimité, et à les présenter comme une réaction face aux violences révolutionnaires. Il nous invite dès lors à privilégier le terme de « terreur¹⁵ ».

Du reste, cette terreur puise ses origines dans la guerre coloniale. En effet, les militaires africanistes qui participent à la conspiration importent dans la Péninsule ibérique les

⁷ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 36.

⁸ Francisco Alía Miranda, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, Barcelone, Crítica, 2011, p. 105-107.

⁹ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, Londres, Harper Press, 2013, p. 132-133.

¹⁰ Paul Preston, « El uso del terror contra civiles en la guerra civil », in Alberto Reig Tapia et Josep Sánchez Cervelló (dir.), *La Guerra Civil española, 80 años después. Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019, p. 29.

¹¹ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 36.

¹² Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, Barcelone, Península, 2011, p. 78.

¹³ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 63.

¹⁴ *Ibid.*, p. 67.

¹⁵ *Ibid.*, p. 81-82.

méthodes qu'ils avaient employées au Maroc, notamment lors de la guerre du Rif¹⁶. L'avancée des colonnes rebelles en direction de Madrid prend ainsi la forme d'opérations d'occupation, de pacification et de « nettoyage¹⁷ ». Les villes et villages « libérés » sont les lieux de massacres, qui visent à s'assurer du contrôle du territoire par la terreur, tout en éliminant les éléments de gauche qui pourraient menacer par la suite l'arrière des armées rebelles. C'est dans ce contexte qu'a lieu, le 14 août 1936, le massacre de Badajoz perpétré par la « colonne de la mort » du général Yagüe¹⁸. L'exécution de plusieurs centaines de prisonniers et de civils¹⁹ s'inscrit en effet dans un plan répété presque quotidiennement par les troupes du général rebelle entre juillet et octobre 1936, qui comprend notamment l'occupation, le pillage et le saccage des domiciles et des locaux politiques, ainsi que des « actes répressifs de caractère exemplaire²⁰ ».

Après la conquête des villes et villages, la terreur se poursuit. Les violences extrajudiciaires, parmi lesquelles on retrouve la pratique des « sacas » et des « paseos », ne sont pas sans rappeler les violences révolutionnaires qui ont cours à l'arrière républicain. Elles sont employées en particulier par des groupes paramilitaires, composés de propriétaires terriens, de miliciens phalangistes ou de Requetés carlistes, participant activement à la répression qui s'opère à l'échelle locale ou régionale²¹. Néanmoins, et contrairement au gouvernement républicain, les militaires insurgés ne perdent jamais le monopole de la violence : ils disposent des ressources nécessaires pour y mettre fin²². Comme le soulignent Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, il n'y a pas d'arrestation, d'assassinat ou de condamnation qui ne soient pas supervisés, dirigés ou sanctionnés par l'armée. Ainsi, les phalangistes, les requetés ou les escadrons de la mort ont un rôle subordonné dans la

¹⁶ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 132 ; Sebastian Balfour, *Deadly Embrace: Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 290-298.

¹⁷ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 87 et 91.

¹⁸ Francisco Espinosa Maestre, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelone, Crítica, 2003, p. 251-262.

¹⁹ Le nombre de victimes du massacre de Badajoz est difficile à évaluer, en raison du fait que ces dernières n'ont été que très rarement inscrites sur les registres civils. Les journalistes Marcel Dany (agence *Havas*) et Jacques Berthet (*Le Temps*), contemporains des événements, ont estimé leur nombre à environ 4 000. Francisco Espinosa Maestre considère leur estimation « plutôt raisonnable ». *Ibid.*, p. 228-234.

²⁰ Francisco Espinosa Maestre, *Por la Sagrada Causa Nacional. Historias de un tiempo oscuro. Badajoz, 1936-1939*, Barcelone, Crítica, 2021, p. 24.

²¹ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 36 ; José María García Márquez, « El triunfo del golpe militar : el terror en la zona ocupada », in Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 137 ; Francisco Espinosa Maestre, *Por la Sagrada Causa Nacional. Historias de un tiempo oscuro. Badajoz, 1936-1939*, op. cit., p. 345-346.

²² Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 36 et 65.

répression²³. Après le départ des colonnes, les autorités militaires nomment en effet un militaire professionnel ou un commandant de la Guardia Civil à la tête des unités paramilitaires chargées de l'épuration de l'arrière²⁴. Les exécutions extrajudiciaires, à travers la pratique des « paseos » et des « sacas » sont par conséquent connues des autorités militaires, quand ces dernières ne les ordonnent pas directement²⁵. Il faut attendre le mois de novembre 1936 pour que ces pratiques extrajudiciaires refluent au bénéfice de la justice militaire et des « juicios sumarísimos de urgencia » [jugements très sommaires d'urgence], à un moment où le régime franquiste qui se met en place cherche à gagner en légitimité²⁶.

2. *Après les premiers combats, le retour à l'ordre*

La violence est donc consubstantielle au soulèvement militaire, et elle apparaît dès les premiers instants dans la correspondance diplomatique bien que de manière fortement atténuée. Certes, Jean Herbette informe le Quai d'Orsay dès le 18 juillet 1936 des « bruits de rébellion militaire aux Baléares (général Goded) et aux Canaries (général Franco) » qui circulent à Saint-Sébastien, « ainsi que des rumeurs selon lesquelles les troupes rebelles du Maroc réprimeront avec une extrême rigueur toute résistance des partisans du gouvernement²⁷ ». Mais en réalité, les consuls français et britanniques documentent surtout les affrontements qui accompagnent l'insurrection militaire et dont ils attribuent la responsabilité aux forces qui s'opposent au coup d'État. C'est notamment le cas dans l'archipel de Canaries. Les représentants français — Jacques Bigourdan et Pierre Thiais — et britannique — Harold Patteson — attribuent ainsi l'initiative de la fusillade qui a lieu devant le palais du gouverneur civil à la « malheureuse initiative²⁸ » de ce dernier, qui s'oppose au soulèvement depuis le balcon du bâtiment officiel. Ses harangues conduisent à des affrontements entre les militaires insurgés et une unité de la garde d'assaut appuyée par la « foule » : « Après des tirs nourris pendant une heure, l'attaque a été complètement frustrée et la police de choc a été désarmée et

²³ Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, *op. cit.*, p. 43.

²⁴ José María García Márquez, « El triunfo del golpe militar: el terror en la zona ocupada », *op. cit.*, p. 137 ; Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, *op. cit.*, p. 46.

²⁵ Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, *op. cit.*, p. 47.

²⁶ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, *op. cit.*, p. 92-93 ; Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, *op. cit.*, p. 79.

²⁷ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 830-833 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 juillet 1936.

²⁸ CADN, fonds du consulat de France à Las Palmas, série B, carton 33 (désormais : CADN, Las Palmas, B, 33), dép. 418 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 21 juillet 1936

emprisonnée. Il y a eu huit victimes». Pour le consul britannique, la «situation est extrêmement tendue²⁹». En effet, il évoque le jour suivant le début d'une grève générale défiant les ordres des militaires ainsi que des «tirs intermittents en ville et en périphérie³⁰». Les insurgés font face à «quelques résistances dans certains quartiers» et appliquent par conséquent une «répression sévère». Les événements causent alors «plusieurs victimes parmi les civils³¹».

Le consul britannique par intérim à Séville, Eustace G. H. Formby, rend compte lui aussi de la violence des combats qui opposent partisans et opposants du coup d'État. Néanmoins, loin de s'attarder sur la terreur que font régner les militaires insurgés, il présente surtout la ville comme en proie à une foule qui sème le chaos :

« Cette dernière a lancé une attaque féroce, à l'aide de trois voitures blindées, contre la caserne d'infanterie et le quartier général divisionnaire à côté, mais l'attaque a été repoussée et les voitures capturées. Pendant les premières heures de l'affaire, la foule dans les quartiers pauvres de la ville, Triana, sur l'autre rive du fleuve Guadalquivir, et la Macarena, s'est limitée à incendier des maisons et des églises et à piller, et elle n'a pas quitté ses propres quartiers en grand nombre pour assister les Guardias de Asalto dans le centre, qui pourtant leur avaient distribué des armes librement. Le dimanche matin, les militaires dominaient la ville à l'exception de Triana, où une tête de pont avait été formée, et une section vers le nord-est qui avait été entourée de barricades. Les tirs embusqués depuis les toits étaient cependant fréquents et les rues dangereuses : les rafales de tirs des troupes et des volontaires étaient fréquentes dans leurs efforts pour se débarrasser des tireurs embusqués, dont le nombre décroissait de toute évidence pendant trois jours. Dans la journée, la troupe a commencé à arriver du Maroc en voiture et en avion. Le lundi 20, après cinq minutes de tirs intenses, la tête de pont de Triana est emportée par les troupes de la Légion étrangère qui rencontrent peu de résistance par la suite dans ce faubourg, qui est très bien passé au peigne fin. La zone barricadée de la Macarena a été contenue et laissée de côté jusqu'à mercredi quand, après une demi-douzaine de coups de canon, elle a été occupée sans résistance très sérieuse³². »

Le proconsul britannique Robert Allan Black livre un récit de la prise de Cadix relativement semblable à celui de Formby. Selon lui, les «troubles» débutent l'après-midi du 18 juillet lorsque des hommes parcourent la ville pour ordonner la fermeture des bureaux et

²⁹ TNA, PRO, FO 371/20523, W6625/62/41, tél. 6 d'Harold Pattenon au Foreign Office, 19 juillet 1936.

³⁰ *Ibid.*, W6610/62/41, tél. 7 d'Harold Pattenon au Foreign Office, 20 juillet 1936.

³¹ *Ibid.*, W6637/62/41, tél. 8 d'Harold Pattenon au Foreign Office, 21 juillet 1936.

³² TNA, PRO, FO, 371/20531, W8721/62/41, dép. 41 de Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 5 août 1936.

des magasins tout en arrêtant tous les véhicules, trams et bus³³. Il s'agit en réalité de militants des organisations ouvrières gaditanes qui tentent de s'opposer au coup d'État par la grève³⁴. Mais pour Black, ce n'est qu'en réaction que les militaires encerclent le siège du gouverneur civil et ouvrent le feu sur le bâtiment jusqu'à sa reddition. Il ajoute que « pendant que l'armée était occupée, la foule a commencé à saccager certains des principaux magasins de la ville puis à y mettre le feu. Environ 14 ont été incendiés et complètement vidés de tout leur stock avant que les gardes et les soldats ne soient capables de reprendre le contrôle et d'éviter d'autres dommages³⁵ ».

Le consul général de France à Gibraltar, Frank Dupuy, qui occupe également les fonctions d'agent consulaire dans la ville frontalière d'Algésiras, documente plus précisément le caractère indiscriminé des violences dont font preuve les rebelles, et en particulier les Regulares, à La Linea. Mais il attribue lui aussi l'origine des violences à la résistance qui est opposée au coup d'État, quand des soldats de la garnison locale ouvrent le feu sur les troupes marocaines récemment débarquées :

« Il n'en fallut pas plus pour provoquer de la part de ces derniers une riposte immédiate, qui les rendit rapidement maîtres de la ville. Ce furent des scènes d'horreur, de pillage et d'incendie. Les Marocains s'étant servis de grenades à main tuèrent un grand nombre de gens, notamment beaucoup d'enfants et de femmes. Les nombreux réfugiés espagnols arrivés à Gibraltar dans la soirée du 19 et le 20 dans la matinée furent accueillis par les Anglais qui leur trouvèrent des logements dans d'anciens locaux militaires. Tous ces gens abandonnant leur ville, leurs maisons, et même leur avoir, fuyaient devant le Maure, terrorisés. Beaucoup d'entre eux ne comprenaient rien à ce qui se passait et exprimaient l'idée que recommençaient les invasions des Maures³⁶. »

C'est l'un des rares témoignages documentant la cruauté des violences indiscriminées et des pillages, pourtant nombreux, auxquels se livrent les troupes rebelles. L'identité des troupes incriminées — les Regulares marocains — n'est peut-être pas étrangère à ce traitement. L'emploi de troupes coloniales contre les populations civiles espagnoles ne doit

³³ TNA, PRO, FO, 371/20533, W9193/62/41, dép. 56 de Robert Allan Black à Eustace G. H. Formby, 5 août 1936.

³⁴ Maryse Esterle, « Juillet à septembre 1936 à Cadix (Espagne). Les travailleurs face aux militaires », *Le Mouvement Social*, 1976, vol. 4, n° 96, p. 34.

³⁵ TNA, PRO, FO, 371/20533, W9193/62/41, dép. 56 de Robert Allan Black à Eustace G. H. Formby, 5 août 1936.

³⁶ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B⁴, dép. de Frank Dupuy au Quai d'Orsay, 22 juillet 1936.

pas manquer de choquer le consul français. Le parallèle qu'il dresse avec les invasions arabes de l'époque médiévale en témoigne.

Enfin, le consul britannique à Vigo, William Oxley, décrit la bataille qui a lieu « dans les périphéries immédiates de la ville » et qui cause « plusieurs centaines » de victimes³⁷. Il met en cause « l'opposition la plus hostile des foules socialistes et communistes s'élevant à plus de 10 000 hommes armés », et qui pousse les 150 militaires insurgés à déclarer la loi martiale et à engager le combat³⁸ : « En quelques instants, des combats de rue extrêmement féroces ont éclaté dans le centre de la ville et, après chaque provocation, les militaires ont dû ouvrir le feu avec des mitrailleuses et des fusils après avoir été pris pour cible par une bande de communistes. À cette occasion, on estime qu'il y a eu environ 100 tués et blessés³⁹. »

Dès lors, les arrestations et les premières exécutions qui suivent le soulèvement militaire apparaissent comme une opération de rétablissement de l'ordre. Dans les îles Canaries, les militaires ont le « contrôle total⁴⁰ » de la situation tandis que « de nombreuses arrestations ont été opérées », ne causant « que peu de victimes⁴¹ ». Ainsi, « toutes les autorités locales sont en état d'arrestation⁴² ». Les forces de gauche sont les principales cibles de cette répression. Jacques Bigourdan note que les « ouvriers et les employés qui n'ont pas repris le travail ont été renvoyés », tandis que le « député communiste de l'arrondissement Antonio Suarez Morales et le principal meneur Egea doivent être jugés » et que le « bruit court qu'ils seront condamnés à mort » et exécutés le dimanche suivant⁴³. Il en va de même à Palma de Majorque, où le consul britannique Alan Hillgarth note la présence de « 600 prisonniers de gauche, soit dans la prison de Palma, soit dans les bateaux-prisons dans le port⁴⁴ ». Du reste, il ne cache pas le caractère impitoyable de la terreur qui s'abat sur les éléments de gauche qu'il qualifie de communistes. Outre le « très grand nombre d'arrestations de sympathisants de gauche connus [qui] ont eu lieu », il rapporte qu'« au moins quinze communistes ont été abattus chaque nuit, mais [que] cela ne peut pas durer longtemps, car il n'en reste plus beaucoup à fusiller⁴⁵ ». Les représentants français et britanniques semblent

³⁷ TNA, PRO, FO, 371/20524, W6955/62/41, tél. de William Oxley au Foreign Office, 25 juillet 1936.

³⁸ TNA, PRO, FO, 371/20532, W8995/62/41, dép. 22 de William Oxley au Foreign Office, 14 août 1936.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20523, W6637/62/41, tél. 8 d'Harold Patteson au Foreign Office, 21 juillet 1936

⁴¹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 84 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 25 juillet 1936.

⁴² TNA, PRO, FO 371/20523, W6637/62/41, tél. 8 d'Harold Patteson au Foreign Office, 21 juillet 1936

⁴³ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 87 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 1^{er} août 1936.

⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/20533, W9191/62/41, memorandum d'Alan Hillgarth sur la situation à Palma de Majorque, 10 août 1936.

⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20537, W10418/62/41, memorandum n° 4 d'Alan Hillgarth à Norman King, 25 août 1936.

alors accueillir favorablement le soulèvement militaire qui leur apparaît comme une intervention opportune de l'armée pour réprimer les désordres qui ont traversé l'Espagne les mois précédents. Le rapport que rédige le consul britannique à Tétouan, Arthur Monck-Mason, au lendemain du coup d'État est à ce titre significatif. Il semble se réjouir de la fermeté dont font preuve les insurgés dans le rétablissement de l'ordre :

« Les militaires sont chargés de tous les services publics, y compris le télégraphe et le courrier. La ville est surveillée et tous les magasins sont ouverts comme d'habitude. Le seul trait inhabituel de la vie en ville est que les rues sont envahies d'ouvriers qui ont déclaré la grève générale. Le calme complet règne, et il semble y avoir peu de raisons pour que cela ne continue pas ainsi, du moins aussi longtemps que durera le régime actuel.

Le premier acte des nouvelles autorités a été de fermer le Centro Obrero, ou Club des ouvriers, dans l'enceinte duquel un certain nombre d'hommes ont été temporairement incarcérés. Il y a peu de crainte que des troubles soient causés par le prolétariat ici, et probablement pas à Ceuta ou à Melilla non plus, car les hommes en charge de la révolution [*i.e.* : l'insurrection militaire] ont pris les responsabilités que leurs chefs ont hésité à prendre. Le général Romerales, par exemple, a été notoirement faible avec les ouvriers de Melilla, et on n'aurait pas pu compter sur lui pour réprimer fermement le désordre⁴⁶. »

C'est en effet une image de tranquillité et d'ordre qui se dégage des territoires tombés aux mains des insurgés, une fois les premiers combats passés. Dans les îles Canaries, le consul français par intérim Pierre Thiais note que la « vie a maintenant repris partout son cours, la circulation a été rétablie et le travail recommence peu à peu. Les cinémas fonctionnent également⁴⁷ ». L'agent consulaire Jacques Bigourdan relève également que l'archipel « a repris partiellement son train habituel » et que le « calme règne partout⁴⁸ ». À Cadix, le vice-consul britannique Robert A. Black note aussi que la ville apparaît au début du mois d'août comme « tout à fait normale » : « bus, trams, trains, tous en marche et tout le monde au travail⁴⁹ ». Le vice-consul britannique Maurice D. M. Falconer, qui réside au Portugal dans la ville frontalière de Vila Real de Santo Antonio, informe également qu'à « Huelva et à Séville tout est calme et [que] les rebelles sont solidement établis presque partout à l'exception d'une ou deux mines dont Rio Tinto où les militaires tentent de pénétrer

⁴⁶ TNA, PRO, FO, 371/20523, W6702/62/41, dép. 51 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 18 juillet 1936

⁴⁷ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 84 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 25 juillet 1936.

⁴⁸ *Ibid.*, dép. 424 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 28 juillet 1936.

⁴⁹ TNA, PRO, FO, 371/20533, W9193/62/41, dép. 56 de Robert Allan Black à Eustace G. H. Formby, 5 août 1936.

pacifiquement afin de détruire le moins possible⁵⁰ ». Quant au représentant britannique à Vigo, William Oxley, il estime que le contrôle des principales villes galiciennes — Pontevedra, La Corogne, Lugo et Orense — par les militaires insurgés permet à la population civile d'apprécier « un sentiment de sécurité⁵¹ ». Il considère en effet que « tant que les militaires rebelles conserveront leur ascendant, tout ira bien⁵² ».

C'est donc principalement sous le prisme de rétablissement de l'ordre que le soulèvement militaire est interprété par les représentants français et britanniques présents en Espagne. Le mémorandum rédigé dès la fin du mois de juillet 1936 par le secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack, est révélateur de cette tendance :

« J'ai été informé par une personne de confiance qui vient d'arriver à Saint-Jean-de-Luz depuis Burgos, où il réside depuis le début de l'insurrection, que dans le territoire sous la direction de la force militaire insurgée, la vie se déroule normalement. Les communications ferroviaires fonctionnent normalement [...].

Par la route, il est possible de circuler librement (sous réserve d'un laissez-passer du commandant militaire) dans une vaste zone de territoire entre la frontière française et Burgos, dans laquelle le travail et l'agriculture se déroulent comme d'habitude. Les points d'entrée à travers la frontière française se font par Elizondo ou Roncevaux et il n'y a aucune difficulté à franchir la frontière vers l'Espagne. [...]

Mon informateur me dit que les banques sont ouvertes à Burgos et que le commerce se déroule comme d'habitude. Il y a un grand engouement pour la cause militaire et la population masculine est toute armée. Le chemin de fer Méditerranée-Santander (propriété britannique) fonctionne normalement sur toute sa longueur et, comme mon informateur en est le directeur général, les informations devraient être fiables. Le poisson est transporté quotidiennement de Vigo à Burgos et le trafic, tant de marchandise que de passagers, sur toutes les lignes se déroule sans entrave, même si, bien sûr, le mouvement n'est pas important. Mon informateur était [...] impressionné par le pouvoir et le contrôle de la force militaire dans la vaste zone en question [...]»⁵³.

Cette impression est d'ailleurs durable et soulignée à de multiples reprises durant les semaines qui suivent le coup d'État. C'est notamment le cas dans les îles Canaries. Le 20 août, Pierre Thiais, indique ainsi au Quai d'Orsay que depuis le soulèvement militaire, « le calme et l'ordre continuent à régner dans tout l'Archipel. Le travail se poursuit normalement,

⁵⁰ TNA, PRO, FO, 371/20526, W7624/62/41, dép. de Maurice D M. Falconer au consulat britannique à Lisbonne, 31 juillet 1936.

⁵¹ TNA, PRO, FO, 371/20532, W8995/62/41, dép. 22 de William Oxley au Foreign Office, 14 août 1936.

⁵² TNA, PRO, FO, 371/20524, W7009/62/41, tél. de William Oxley au Foreign Office, 27 juillet 1936.

⁵³ TNA, PRO, FO 371/20526, W7601/62/41, dép. 586 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 29 juillet 1936, transmettant le mémorandum rédigé par Arthur Pack.

mais d'une manière ralentie⁵⁴ ». Au début du mois de septembre, il informe à nouveau le Département que « cette dernière semaine s'est déroulée aux îles Canaries dans le calme habituel et sans incidents notables [*sic*]⁵⁵ ». Deux semaines plus tard, il indique encore que « la situation [...] est, dans son ensemble, toujours aussi calme et aussi tranquille⁵⁶ ». Et lorsque le titulaire du poste, Henri Dorange, reprend possession du consulat au début du mois d'octobre, il confirme au Quai d'Orsay que « le calme continue à régner aux Îles Canaries⁵⁷ ». Son homologue britannique, Harold Patteson, estime lui aussi à la même période, que « la situation dans ces îles a été une situation de tranquillité et d'ordre depuis le 18 juillet⁵⁸ ». Il en va de même au Maroc où, d'après les rapports du consul de France à Tétouan Jean-Claude Serres, « il règnerait un calme complet » à la fin du mois d'août⁵⁹.

Mais, comme le souligne José María Borrás Llop, la notion d'ordre « n'introduit presque aucune description de l'organisation sociale et politique » en vigueur dans les territoires sous contrôle des militaires insurgés. Il s'agit en réalité d'une notion dont l'acception conservatrice exprime tout à la fois la résistance au changement, les répressions les plus cruelles, ou tout simplement le conformisme, la défense des structures, des hégémonies et des privilèges⁶⁰. Cette impression d'ordre est en effet largement subjective. Elle tend à dissimuler l'ampleur de la terreur que font régner les militaires insurgés, dont les violences sont minimisées. Comment considérer en effet que l'« ordre », le « calme » et la « normalité » règnent quand, au même moment, des dizaines de milliers de personnes sont arrêtées et exécutées ? Environ 47 000 personnes sont victimes de cette terreur en Andalousie, 17 000 en Vieille-Castille, 4 200 en Galice, 2 600 dans l'archipel des Canaries, 2 300 aux Baléares et 750 dans le protectorat espagnol au Maroc, dont la très grande majorité succombe durant les premiers mois de la guerre⁶¹. Les violences perpétrées par les militaires rebelles surpassent en outre largement les violences révolutionnaires à l'arrière républicain qui émeuvent tant les représentants français et britanniques en Espagne (voir les cartes 7 et 8). L'impression d'ordre et de calme que ces derniers mettent en avant dans les territoires

⁵⁴ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 92 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 20 août 1936.

⁵⁵ *Ibid.*, dép. 99 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 5 septembre 1936.

⁵⁶ *Ibid.*, dép. 104 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 19 septembre 1936.

⁵⁷ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 117 d'Henri Dorange au Quai d'Orsay, 1^{er} octobre 1936.

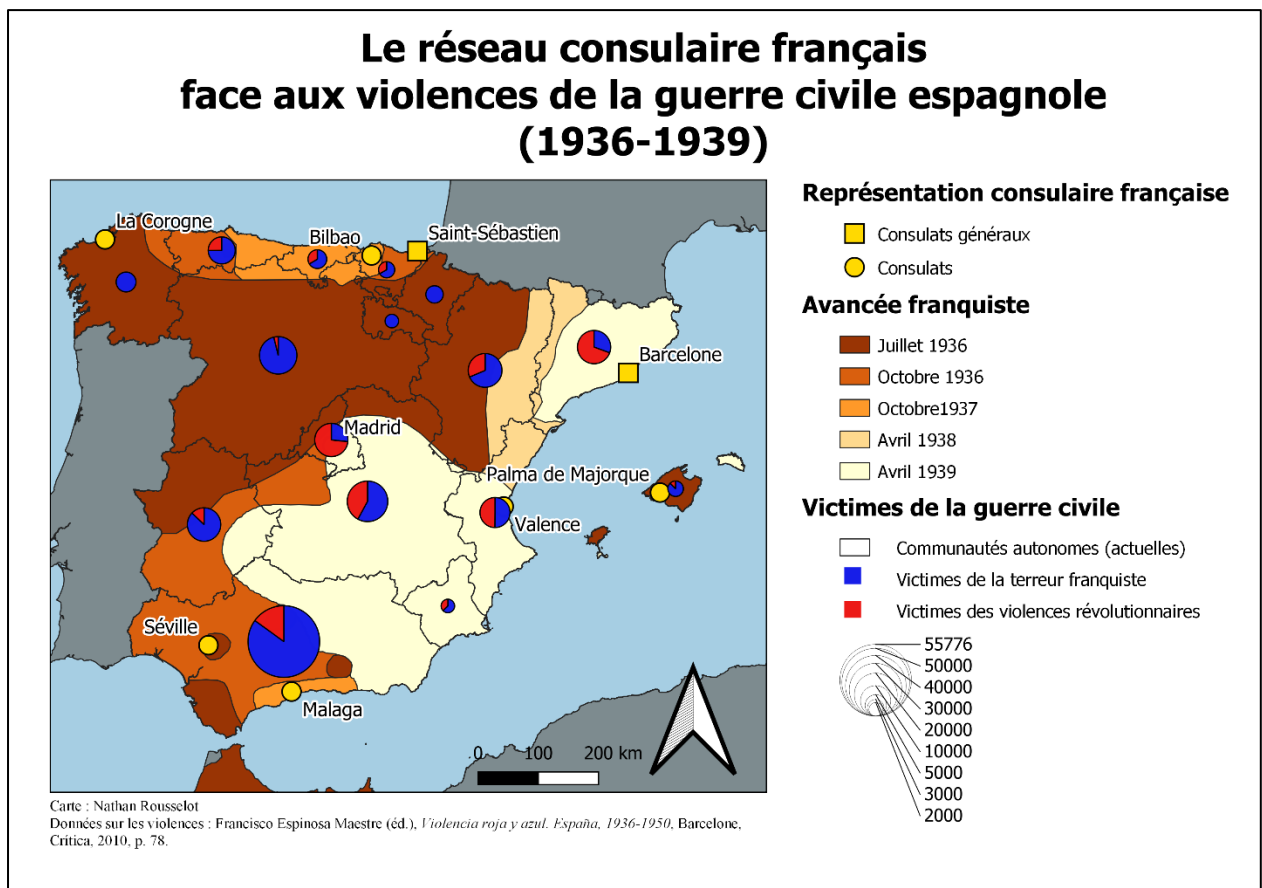
⁵⁸ TNA, PRO, FO 371/20540, W12130/62/41, dép. 29 d'Harold Patteson au Foreign Office, 15 septembre 1936.

⁵⁹ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, dép. 447 du sous-directeur d'Afrique et du Levant à Jean Herbet, 25 août 1936.

⁶⁰ José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1981, p. 201.

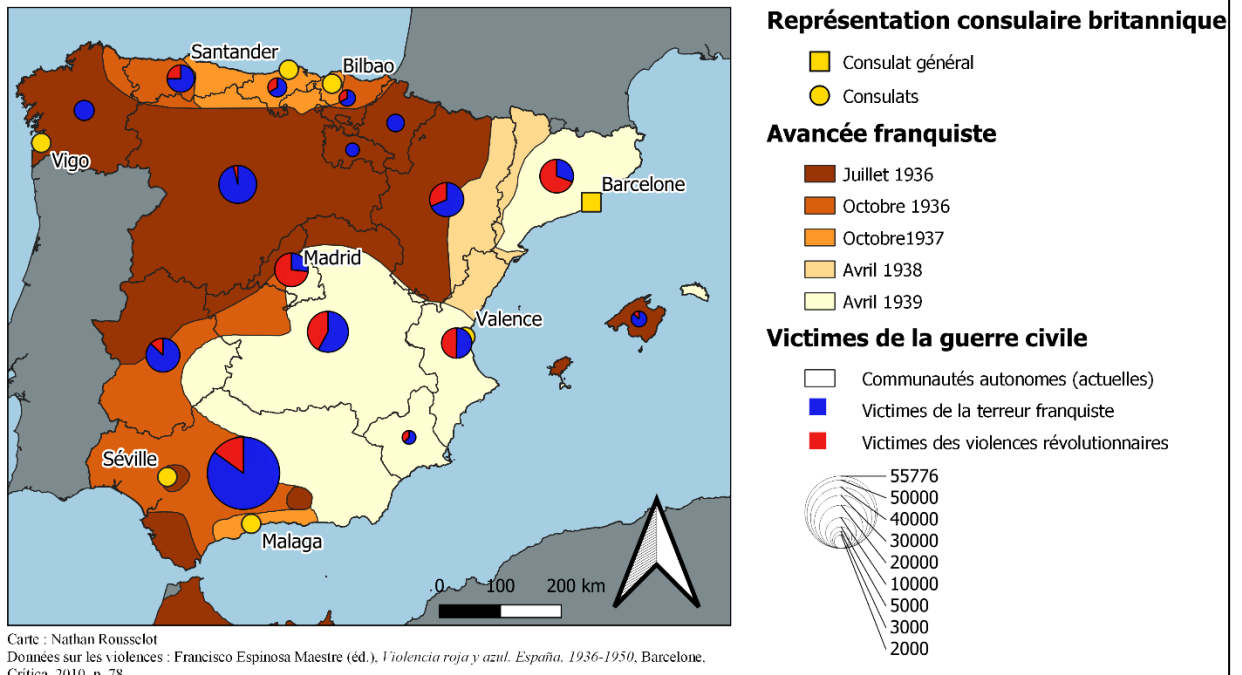
⁶¹ Francisco Espinosa Maestre, José María García Márquez, Pablo Gil Vico, et José Luis Ledesma Vera, *Violencia azul y roja. España, 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 78 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 665.

contrôlés par les insurgés est donc tout à fait relative, d'autant qu'ils s'inquiètent au même moment des « excès » auxquels se livrent les militants de la Falange Española et des Requetés carlistes.



Carte 7 : Le réseau consulaire français face aux violences de la guerre civile espagnole (1936-1939).

Le réseau consulaire britannique face aux violences de la guerre civile espagnole (1936-1939)



Carte 8 : Le réseau consulaire britannique face aux violences de la guerre civile espagnole (1936-1939)

B. Des excès attribuables aux extrémistes

1. Les phalangistes et les carlistes, coupables de tous les excès

Les consuls britanniques et français signalent très rapidement la présence des milices de droite lors de la prise de pouvoir des militaires, et en particulier des militants de la Falange Española, reconnaissables à leurs chemises bleues⁶². Selon le témoignage du consul britannique à Séville, Frederick G. Coultas, « les formations de la Falange et du Requeté [...] ont sécurisé les lignes de communication, surveillé les villages et, en collaboration avec les gardes civils, ont raflé les bandes d'extrémistes qui erraient dans la campagne au fur et à mesure que les villages et les villes étaient rapidement maîtrisés ou embrassaient la cause

⁶² TNA, PRO, FO 371/20525, W7476/62/41, dép. 19 d'Harold Patteson au Foreign Office, 23 juillet 1936; CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, bulletin de renseignements n° 17 de Jean-Claude Serres, 25 juillet 1936; CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 84 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 25 juillet 1936; TNA, PRO, FO 371/20526, W7624/62/41, dép. de Maurice D. M. Falconer au consulat britannique à Lisbonne, 31 juillet 1936; TNA, PRO, FO 371/20533, W9191/62/41, mémorandum d'Allan Hillgarth sur la situation à Palma de Majorque, 10 août 1936.

nationaliste⁶³ ». Leur participation active à la répression ne fait aucun doute. Monck-Mason note ainsi que « certains d'entre eux assument les fonctions de “gendarmes spéciaux” [Special Constables]⁶⁴ ». L'agent consulaire français à Pampelune, Celso Lorda, attribue quant à lui les premières arrestations massives, qui remplissent les prisons de la ville et des villages alentour, aux « organisations carlistes et fascistes » qui agissent sans aucun contrôle : « Peu après les agents de police et de la garde civile y participaient aussi. Il y avait des prisonniers des autorités militaires, des autorités civiles et de chaque organisation⁶⁵ ».

Les représentants français et britanniques dénoncent particulièrement l'action des miliciens phalangistes, en raison de leur idéologie fasciste clairement identifiée. Comme nous le verrons, ils distinguent néanmoins les phalangistes des militaires rebelles, qui seraient plus modérés. Ainsi, le consul britannique à Tétouan estime que les membres de la Falange Española sont « trop zélés dans leurs méthodes⁶⁶ ». L'agent consulaire français à Santa Cruz de Tenerife, Jacques Bigourdan, qui considère que la « rue est calme quand les pseudo-militaires n'y sont pas », en fait d'ailleurs les frais : « Un petit incident ridicule m'est arrivé ce matin. En descendant la calle Firmin Galan [*sic*] et croisant un détachement de jeunes gens chantant et vêtus d'un pantalon noir et d'une chemise bleu foncé, un civil qui faisait la conduite au détachement, m'a enlevé mon chapeau en criant “sombbrero”⁶⁷. » Les militants de la Falange Española sont en effet accusés de se livrer à de nombreuses intimidations et vexations. Le consul français à Tétouan, Jean-Claude Serres, note ainsi que les « Phalangistes espagnols continuent à pressurer durement le public », extorquant certains de leurs concitoyens à travers des « dons volontaires » comprenant notamment des voitures neuves, de l'essence et de l'huile⁶⁸. Il relève également qu'ils « arrêtent des personnes hostiles, leur font nettoyer leurs locaux et les relâchent⁶⁹ ».

Les juifs, les francs-maçons et les protestants apparaissent comme les principales victimes de ces intimidations fascistes, en particulier au Maroc espagnol⁷⁰. Monck-Mason

⁶³ TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique de Frederick G. Coultas sur la circonscription consulaire de Séville, 19 novembre 1936.

⁶⁴ TNA, PRO, FO 371/20524, W7165/62/41, tél. 58 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 25 juillet 1936

⁶⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, dép. 1095 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 octobre 1936. Il transmet le rapport de Celso Lorda.

⁶⁶ TNA, PRO, FO 371/20524, W7165/62/41, tél. 58 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 25 juillet 1936

⁶⁷ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 497 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 13 septembre 1936.

⁶⁸ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, bulletin de renseignement n° 22 de Jean-Claude Serres, 8 août 1936.

⁶⁹ *Ibid.*, note de renseignement de Jean-Claude Serres, 1^{er} septembre 1936.

⁷⁰ Ils sont particulièrement visés par l'extrême droite espagnole et par les militaires insurgés, en raison de la croyance de ces derniers dans l'existence d'un complot judéo-bolcho-maçonnique. Ainsi, la persécution des juifs au Maroc s'inscrit à l'intersection d'un antisémitisme catholique et racial dont nombre de militaires africanistes

estime en effet que le « sort des francs-maçons est éprouvant⁷¹ ». Il mentionne aussi l'occupation du « Club » juif de Tétouan dont le président est contraint par les phalangistes de signer une lettre dans laquelle il indique céder volontairement le bâtiment⁷². Cette appropriation tend, selon le sous-directeur d'Afrique et du Levant au Quai d'Orsay, « à prouver les progrès de l'antisémitisme dans la zone espagnole⁷³ ». Monck-Mason relate par ailleurs les suspicions qui pèsent sur « les inoffensives activités évangéliques des dames attachées à la Mission d'Afrique du Nord⁷⁴ ». Coultas, à Séville, note quant à lui que « toutes les branches de l'administration, y compris le système d'éducation de l'État, sont complètement purgées de tous les éléments du Frente Popular, y compris de nombreux francs-maçons et protestants⁷⁵ ». Alors qu'il évoque le cas d'un Français théosophe qui doit se résoudre à « brûler la collection de revues spirites qu'il affectionne beaucoup » et à se soumettre à « une enquête canonique », le consul français à Palma de Majorque, René Flandin, souligne également que le « protestantisme n'est pas mieux considéré que la théosophie ». Il ajoute que « la chasse aux francs-maçons bat son plein, avec des sanctions de prison ou pire⁷⁶ ». Pierre Thiais rend aussi compte de la perquisition des loges maçonniques à Las Palmas, et informe que leurs membres « sont l'objet de vexations de la part des falangistes [*sic*]⁷⁷ ». Quant à Jean-Claude Serres, il note que la loge maçonnique à Ceuta « a été occupée par les Phalangistes » et qu'« on a publié dans les journaux la liste des francs-maçons ». Il ajoute qu'à Tétouan, « certains phalangistes ont jugé bon de couvrir d'inscriptions les magasins de deux maçons dont ils avaient trouvé les noms et qui vraisemblablement n'avaient pas voulu payer assez cher le silence⁷⁸ ». L'attribution de certaines intimidations aux phalangistes paraît néanmoins parfois douteuse, voire dissimule l'implication des militaires rebelles. En septembre 1936, un citoyen français et franc-maçon

sont adeptes, à commencer par les généraux Mola et Franco. Outre l'accusation déicide, les juifs sont considérés comme les alliés des libéraux, des francs-maçons et des socialistes avec qui ils forment l'Anti-Espagne qui menace l'Espagne catholique. Ils sont également accusés de financer les nationalistes marocains et les socialistes espagnols. Voir notamment José Antonio Ferrer Benimeli, *El contubernio judeo-masónico-comunista: del satanismo al escándalo de la P-2*, Madrid, Istmo, 1982, p. 293-307 ; Isabelle Rohr, *The Spanish Right and the Jews, 1898-1945. Antisemitism and Opportunism*, Brighton et Portland, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2007, p. 32-34, 49-58, 65-67 et 75-85 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 34-51 ; Luis Castro, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, Madrid, Marcial Pons, 2020, p. 294-297.

⁷¹ TNA, PRO, FO 371/20534, W9313/62/41, dép. 77 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 14 août 1936

⁷² TNA, PRO, FO 371/20536, W9997/62/41, dép. 87 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 25 août 1936

⁷³ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, dép. 447 du Sous-Directeur d'Afrique et du Levant à Jean Herbette, 25 août 1936.

⁷⁴ TNA, PRO, FO 371/20529, W8372/62/41, dép. 73 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 10 août 1936

⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/20549, W16193/62/41, tél. 33 de Frederick Coultas au Foreign Office, 19 novembre 1936.

⁷⁶ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁴, dép. 47 de René Flandin au Quai d'Orsay, 8 octobre 1936.

⁷⁷ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 104 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 19 septembre 1936.

⁷⁸ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, note de renseignement de Jean-Claude Serres, 1^{er} septembre 1936.

résidant à Las Palmas, Melchior Paulet, est forcé à boire de l'huile de ricin et à dire « mort à la maçonnerie » par trois individus qui lui assènent des coups de matraque et qui « sont paraît-il des officiers de l'armée⁷⁹ ». Or, dans la lettre qui informe le Quai d'Orsay du rapatriement en France de Melchior Paulet, Pierre Thiais évoque des « vexations de la part des falangistes [sic] » et ne fait aucune référence au statut supposément militaire des agresseurs de son concitoyen⁸⁰. En outre, le premier décret spécifiquement antimaçonnique est signé par le général Franco le 15 septembre 1936, déclarant la franc-maçonnerie hors-la-loi et ordonnant la destruction de sa documentation et de ses objets cérémoniels, ainsi que la saisie de ses locaux⁸¹.

Mais au-delà de la persécution des juifs et des francs-maçons, les diplomates français et britanniques tendent à attribuer aux milices paramilitaires phalangistes et carlistes la responsabilité des violences les plus frappantes. Le consul britannique à Séville, Coultas, indique ainsi au Foreign Office que « Là où le travail de “nettoyage” des villages devait être confié, comme cela arrivait souvent, aux milices falangistes [sic] et requetés peu disciplinées, souvent composées ou dirigées par des membres des communautés concernées, il n'est guère étonnant que cet ordre ait souvent reçu une interprétation impitoyablement élastique, qui à son tour a accentué la férocité de ce cercle vicieux d'extermination⁸² ». Et selon Jean Herbette, les militants de la Falange Española à Pampelune « se proclament [...] résolus à tuer beaucoup plus de républicains que le Front populaire n'exécutera de monarchistes. Ils ont libéré des détenus de droit commun, à la condition que ceux-ci s'enrôleraient à leur service ». Il ajoute que « sous leur action principalement plus de 200 otages auraient été massacrés à Pampelune » dans les derniers jours du mois d'août⁸³. Il fustige également le « fanatisme réactionnaire » des requetés carlistes⁸⁴. Enfin, alors que la chute de Madrid se profile en octobre 1936, l'ancien ministre républicain Miguel Maura évoque auprès de Jean Herbette les tueries que les phalangistes risquent de perpétrer lors de la prise de la ville. Si l'ambassadeur qualifie ces informations d'« invraisemblables », il en tire néanmoins un avertissement. Selon lui, « il est à craindre que Madrid, puis les autres villes où entreront tour à tour les forces

⁷⁹ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹², lettre de Melchior Paulet à Pierre Thiais, 10 septembre 1936.

⁸⁰ *Ibid.*, dép. 104 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 19 septembre 1936.

⁸¹ José Antonio Ferrer Benimeli, *El contubernio judeo-masónico-comunista: del satanismo al escándalo de la P-2*, *op. cit.*, p. 293-294 ; Luis Castro, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 298.

⁸² TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique de Frederick Coultas sur la circonscription consulaire de Séville, 19 novembre 1936.

⁸³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1110-1111 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

⁸⁴ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, tél. 1298 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 octobre 1936.

militaires, soient ensanglantées par des tueries épouvantables. Tous les hommes de quelque notoriété ou simplement de quelque utilité qui ont échappé aux anarchistes risquent de succomber sous les coups des anti-anarchistes ». Dans la version initiale de son télégramme, il mentionnait les phalangistes plutôt que les « anti-anarchistes⁸⁵ ».

Comme pour les anarchistes en zone républicaine, l'insistance des diplomates sur l'action négative des miliciens phalangistes reflète probablement l'hostilité qu'ils éprouvent à l'égard de ces derniers. C'est notamment le cas de Jean Herbette, qui considérait le fascisme comme l'un des quatre dangers que courrait l'Espagne avant le coup d'État⁸⁶. En octobre 1936, il écrit ainsi que la « “Falange” fasciste est l'élément le plus inquiétant de la situation. Elle recrute n'importe qui. » Il ajoute que les phalangistes, qui « font grand bruit de leur prétendu héroïsme et crient volontiers “Viva la muerte !” », mais « forment en général de mauvaises troupes, indisciplinées et facilement démoralisées », « sont en train de se rendre odieux à tous les autres éléments du camp militaire⁸⁷ ». Pour l'ambassadeur français, la Falange Española « n'est pas sans analogie avec l'anarcho-syndicalisme⁸⁸ ». Il l'accuse notamment de recruter ses membres parmi la clientèle ouvrière et rurale de la CNT, et de partager avec elle son attrait pour la violence. Ainsi, il estime « qu'avec le tempérament espagnol, la domination d'un parti soi-disant autoritaire et fasciste, mais en réalité démagogique et rempli d'anciens anarchistes, peut dégénérer en une [véritable] révolution sociale de type libertaire, entraînant la spoliation générale [des classes possédantes, massacre d'officiers et de bourgeois etc.*] et des tueries diverses⁸⁹ ». Il estimait pourtant quatre jours plus tôt que la Falange formait « une sorte de centre » et que l'« assimilation de certains éléments révolutionnaires » était « un phénomène heureux » qui facilitait « la constitution d'une force à la fois réformatrice et disciplinée grâce à laquelle la structure sociale de l'Espagne [pouvait] se rajeunir⁹⁰ ». Ce retournement illustre les difficultés auxquelles l'ambassadeur français fait face au moment d'appréhender la situation politique dans les territoires insurgés. Quoiqu'il en soit, il n'est pas le seul à craindre la possibilité d'une subversion révolutionnaire de l'organisation fasciste. Le consul britannique à Séville estime en effet que la Falange Española recrute « dans toutes les classes sans exclure les extrémistes

⁸⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 1353 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 octobre 1936.

⁸⁶ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 253.

⁸⁷ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, tél. 1349 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 octobre 1936.

⁸⁸ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 48-51 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936. L'ambassadeur, dans la première version de son télégramme, présentait même la Falange comme « l'équivalent du péril anarchiste ».

⁸⁹ *Ibid.* *Les passages entre crochets correspondent aux passages barrés par Jean Herbette sur le brouillon du télégramme.

⁹⁰ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, tél. 1298 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 octobre 1936.

connus ». Et si elle soutient la politique des militaires insurgés en faveur d'un État corporatif, elle le fait cependant « avec un accent plus violent sur les droits des classes laborieuses⁹¹ ». Son collègue à Tétouan note quant à lui qu'il pourrait « sembler incroyable que tant de jeunes hommes des classes inférieures embrassent si ardemment le credo fasciste, mais on murmure que leur adhésion n'est pas toujours volontaire. Peut-être que lorsqu'ils sont dûment enrôlés, ils aiment porter l'uniforme et saluer, mais la peur de la mort doit être très présente à l'esprit de tous ceux qui ont des convictions communistes⁹². »

À la peur d'une subversion révolutionnaire de la Falange Española s'ajoute également le constat de son alignement sur l'Italie fasciste et sur l'Allemagne nazie, qui inquiète en particulier les représentants français. Tandis que le consul à Tétouan, Jean-Claude Serres, informe le Quai d'Orsay que les phalangistes ont « parcouru la ville en criant “Vive l'Allemagne”⁹³ », Pierre Thiais déplore à Las Palmas que « le pays s'organise en mode fasciste⁹⁴ » :

« L'on a créé des bataillons de volontaires et de “balillas” qui, vêtus de chemises bleues foncées et en armes, vont à l'exercice et défilent dans les rues en chantant les hymnes fascistes, espagnol, italien et hitlérien. Les stations radiophoniques jouent également ces trois hymnes à la fin de leurs émissions⁹⁵. »

À Palma de Majorque, enfin, le consul français René Flandin s'inquiète notamment de l'influence gagnée par Arconovaldo Bonaccorsi. Connu sous le nom de « Comte Aldo Rossi », cet officier et militant fasciste de la première heure est envoyé par Mussolini aux Baléares à la fin du mois d'août 1936 pour y coordonner l'aide italienne. Sur place, il cherche à importer le squadrisme fasciste, en favorisant le développement de la Falange Española et en y organisant une Milice et deux sections de Balilla et d'Avanguardia qu'il fait défiler dans la ville⁹⁶. Or Flandin dénonce la participation de Bonaccorsi à la terreur militaire. Si la persécution des francs-maçons ne touche, selon le représentant français, « qu'une faible partie de la population, la propagande que mène le “Comte Rossi” ne saurait être plus large ». Lors

⁹¹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14062/62/41, tél. 18 de Frederick Coultas au Foreign Office, 20 octobre 1936.

⁹² TNA, PRO, FO 371/20534, W9313/62/41, dép. 77 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 14 août 1936

⁹³ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, dép. 447 de René Doynel de Saint-Quentin (Sous-directeur d'Afrique et du Levant) à Jean Herbet, 25 août 1936.

⁹⁴ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 92 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 20 août 1936.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, Madrid, Alianza Editorial, 1975, p. 127-145 ; Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2016, p. 89-90 et 180-181.

d'une commémoration de la bataille de Lépante, qui est l'occasion de comparer l'Empire ottoman au « communisme actuel », le fasciste italien évoque les « horreurs évitées grâce à l'Italie »⁹⁷ :

« Une voix cria “vengeance”. Et l'orateur releva que la civilisation réclamait vengeance en effet. Il parla aussi des crimes des radios clandestines (une des suspicions qui empoisonnent l'atmosphère), affirma qu'il y avait deux sortes d'êtres, “nous et les communistes” (axiome de terrible application) qu'il fallait faire confiance aux aigles impériales de l'Italie et perfectionner la famille et l'armée pour avoir une Espagne forte⁹⁸. »

En outre, René Flandin considère que Bonaccorsi, chez lui « au siège de la “Falange” », a une influence déterminante dans la nature de la répression qui s'abat sur l'île. Selon lui, « il y a beaucoup à craindre de sa brutalité et de l'aveuglement, de l'affolement de la plupart des Majorquins, surtout peut-être des dirigeants ». Il cite notamment le cas du « Colonel commandant militaire refusant que nos marins descendent à terre parce que certains auraient, d'après des témoignages (!!) montré des poings communistes, et arguant des difficultés de sa tâche, de la situation et, les larmes aux yeux ajoutant : “le lendemain de la dernière excursion de vos marins, j'ai été obligé de faire fusiller deux soldats qui avaient levé le poing” — comme s'il y avait relation de cause à effet⁹⁹ ».

2. La direction militaire du mouvement, un gage de modération et d'indépendance

Les militaires insurgés paraissent pourtant apporter un certain nombre de garanties aux yeux des représentants français et britanniques. Dès le 18 juillet 1936, le Résident général de France au Maroc, Marcel Peyrouton, considère ainsi que le soulèvement « semble purement militaire, opposé au Gouvernement actuel, mais avec une orientation plutôt républicaine (modérée) que monarchiste ». Il s'appuie notamment sur l'appel lancé le jour même par le général Franco aux troupes insurgées, par lequel il aurait marqué le « caractère républicain » de la rébellion¹⁰⁰. Après un mois de guerre, le consul britannique à Tétouan, Monck-Mason, note par ailleurs qu'à « côté des méthodes de “purification”, on tente de concilier les classes laborieuses ». Il cite en exemple le fait que la veille, « la première pierre d'un ensemble de

⁹⁷ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁴, dép. 47 de René Flandin au Quai d'Orsay, 8 octobre 1936.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, tél. 330-332 de Marcel Peyrouton au Quai d'Orsay, 18 juillet 1936.

logements ouvriers a été posée par le général Orgaz, et [que] d'autres projets sont à l'étude¹⁰¹ ». Néanmoins, l'orientation politique du soulèvement militaire apparaît rapidement confuse et difficile à définir. Outre le soutien des organisations paramilitaires d'extrême droite, le caractère républicain affirmé par Franco s'estompe rapidement. Le gérant du consulat français à Las Palmas signale en effet que le « remplacement, le 15 août, du drapeau républicain tricolore par l'ancien drapeau or et rouge a été célébré solennellement par un défilé des troupes de la garnison et des fascistes¹⁰² ». Dès lors, Pierre Thiais considère que « l'on peut être amené à supposer que la réapparition du drapeau monarchiste n'est pas faite pour renforcer l'adhésion à la cause du Général Franco de beaucoup de républicains convaincus. Seules la haine du communisme et la crainte de la réaction qui serait violente les feront conserver jusqu'au bout la position qu'ils ont maintenant adoptée¹⁰³ ». Pourtant, le consul britannique à Séville estime en octobre 1936 que le « retour de la monarchie ne semble pas être un problème immédiat ». Il fonde son avis sur le parcours des principaux généraux insurgés. Franco apparaît « inactif politiquement », mais aussi « réticent, sérieux et dévoué à son métier ». Il a néanmoins « exprimé le mécontentement de l'armée et de la population dans une lettre au Cabinet de Madrid quelques semaines avant les débordements actuels ». Mola est quant à lui un « soldat professionnel sans affiliation politique marquée ». Quant à Cabanellas et Queipo, ils se distinguent par leur engagement républicain¹⁰⁴.

De fait, la direction du mouvement militaire manque d'unité autour d'une ligne politique clairement établie, notamment depuis la mort du général Sanjurjo qui devait prendre la tête de l'insurrection, mais qui a péri dans le crash de l'avion qui devait le transporter du Portugal en Espagne. La Junta de Defensa Nacional accueille en son sein des officiers « mal définis politiquement » (les généraux Franco, Mola et Dávila), des officiers républicains et parfois francs-maçons (les généraux Cabanellas et Queipo de Llano) et des officiers monarchistes (les généraux Saliquet, Ponte et Orgaz)¹⁰⁵. Cette hétérogénéité bénéficie néanmoins aux militaires insurgés, qui semblent dès lors se situer au-dessus des querelles et des affiliations politiques, pour la sauvegarde des intérêts de l'armée et du pays. Cette perception n'est pas anodine. Elle découle d'une image présentant l'armée comme la colonne vertébrale de la nation, et qui avait été mobilisée par José Calvo Sotelo durant le

¹⁰¹ TNA, PRO, FO 371/20534, W9312/62/41, dép. 76 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 13 août 1936

¹⁰² CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 92 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 20 août 1936.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/20544, W14062/62/41, tél. 18 de Frederick Coultas au Foreign Office, 20 octobre 1936.

¹⁰⁵ Pilar Martínez-Vasseur, *L'armée espagnole (XIXe et XXe siècles)*, Paris, Ellipses, 2018, p. 126-128.

printemps 1936 afin de justifier préventivement le coup d'État militaire¹⁰⁶. Les principaux généraux insurgés reprennent d'ailleurs largement cette image dans leurs déclarations auprès de la presse étrangère ou lors d'allocutions radiophoniques durant les premières semaines du conflit¹⁰⁷. C'est ce caractère fondamentalement national, que les insurgés prétendent donner à leur mouvement, qui amène l'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Henri Morel, à considérer que « les militaires eux-mêmes, le premier moment passé, repousseront un fascisme à l'italienne, comme ils ont repoussé le marxisme ». Il imagine même la possibilité d'un « compromis » entre les phalangistes et les « éléments modérés anarchosindicalistes » — qualifiés de « foncièrement espagnol[s] » — « sous l'égide des militaires, arbitres, mainteneurs de l'ordre, organisateur¹⁰⁸ ».

Pourtant, le nouvel État qui se met en place après la nomination du général Franco comme généralissime et chef du gouvernement rebelle semble être doté, aux yeux du consul britannique à Séville, d'une orientation « totalitaire et autoritaire », en remplaçant notamment le suffrage universel par un système corporatiste. Cette orientation reflète selon lui « la croissance phénoménale du mouvement de jeunesse national-sindicaliste de la Falange Española ». Coultas signale néanmoins que les « chefs militaires [...] prennent déjà des précautions pour couper les ailes » du parti fasciste, mais aussi du mouvement carliste¹⁰⁹. Les officiers de l'armée rebelle apparaissent en effet comme un recours face aux excès des organisations paramilitaires, et en particulier des phalangistes. Dès le 10 août 1936, Monck-Mason demande ainsi au général Orgaz de contenir leur action, en les empêchant de perquisitionner les domiciles des citoyens britanniques¹¹⁰. À la fin du mois, il annonce que « des mesures sont maintenant prises pour inculquer aux fascistes locaux de meilleures idées de discipline que celles qu'impliquent la marche, l'exercice et le salut¹¹¹ » :

« Des avis ont été publiés dans la presse locale, signés par les commandants du mouvement fasciste, (a) interdisant aux commerçants et au public en général de livrer tout article, marchandise ou somme d'argent aux fascistes sans mandat signé et scellé, et (b) inviter les phalangistes de deuxième ligne à se présenter aujourd'hui pour la

¹⁰⁶ Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *El Argonauta Español*, 2016, n° 13. URL : <https://journals.openedition.org/argonauta/2412>. Consulté le 14 mars 2022.

¹⁰⁷ Pilar Martínez-Vasseur, *L'armée espagnole (XIXe et XXe siècles)*, *op. cit.*, p. 106-107.

¹⁰⁸ SHD, GR, 7N 2754, rapport n° 234/A du lieutenant-colonel Henri Morel au Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, 26 septembre 1936.

¹⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14062/62/41, tél. 18 de Frederick Coultas au Foreign Office, 20 octobre 1936.

¹¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20529, W8372/62/41, dép. 73 d'Arthur Monck-Mason au Foreign Office, 10 août 1936

¹¹¹ TNA, PRO, FO 371/20536, W9997/62/41, dép. 87 d'Arthur Monck-Mason au Foreign Office, 25 août 1936

mobilisation. Je comprends aussi que l'organisation fasciste locale sera amenée à rendre son club aux Juifs avec le même geste courtois par lequel il avait été "offert"¹¹². »

Il note par ailleurs que ces « excès » n'ont pas lieu à Larache, où les phalangistes sont dirigés par un « lieutenant-colonel » et donc « plus ou moins bien maîtrisé[s] »¹¹³. La marine britannique relève en outre qu'à Huelva, « 20 à 30 fascistes ont été arrêtés au cours de la semaine dernière pour des excès pendant la période qui a immédiatement suivi la prise [de la ville] par les insurgés. On comprend qu'il leur sera rendu la même justice qu'aux communistes accusés du même délit », c'est-à-dire l'exécution¹¹⁴. Les autorités britanniques considèrent ainsi le soulèvement militaire « politiquement inoffensif » en raison de son caractère « seulement contre-révolutionnaire » et de la « supériorité indiscutable » de l'armée sur les organisations d'extrême droite¹¹⁵. L'ambassadeur français, Jean Herbette, semble partager ce point de vue. Il interprète l'incorporation — ordonnée par le général Mola — des « formations carlistes de "Requetés" et [d] es formations fascistes de "Phalangistes" » aux forces régulières « comme une tentative pour mettre fin aux violences et exactions que se permettent surtout les Phalangistes »¹¹⁶.

La formation de la Junta Técnica del Estado présidée par le général Franco apparaît donc prometteuse et contribue à rassurer les diplomates français et britannique. Coultas note ainsi que « l'effet de la création du nouvel instrument de gouvernement se fait déjà sentir et son action devrait être de plus en plus salutaire pour endiguer les abus inhérents à tout mouvement d'une telle ampleur improvisé à la hâte »¹¹⁷. Pourtant, les représentants français n'accordaient pas un intérêt particulier pour le général Franco durant les premiers mois de la guerre civile. Comme le note Yves Denéchère, « Herbette s'attarde peu sur la personnalité de Franco qui est un des généraux putschistes parmi d'autres »¹¹⁸. Lors de sa nomination, l'agent consulaire français à Melilla, Henri Ribes, est d'ailleurs prudent sur la portée de son nouveau pouvoir, qui « n'est peut-être pas aussi suprême qu'on le dit ». Il évoque des rumeurs sur la

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ TNA, PRO, FO371/20540, W11798/62/41, rapport de situation n° 36 du 1st Cruiser Squadron au Rear-Admiral, 20 septembre 1936.

¹¹⁵ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 63.

¹¹⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 170, tél. 1280 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 septembre 1936.

¹¹⁷ TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique sur la circonscription consulaire de Séville rédigé par Frederick Coultas, 19 novembre 1936.

¹¹⁸ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 282.

« défaillance initiale » de l'officier espagnol, que le colonel Beigbeder aurait dû aller « chercher en avion aux Canaries, pour le décider après une scène assez violente, à venir prendre sa place [dans le soulèvement], avec 48 heures de retard ». Ribes lui dénie alors « un sens aigu des responsabilités et un viril esprit de décision ». Franco passerait ainsi « pour un technicien beaucoup plus que pour un homme d'action : un grand chef d'état-major. Mais pas un chef ». L'agent consulaire français considère au contraire que « Mola est d'une autre trempe » et que « c'est lui qui mène la guerre, sous le couvert de Franco, comme il pourra mener l'Espagne, demain, sans chercher à briller au premier rang¹¹⁹ ». Les représentants britanniques font preuve d'un meilleur discernement. Dès le 19 juillet 1936, Sir Henry Chilton relève que le général Franco se détache des autres officiers rebelles, tandis que le consul britannique à Tétouan, Monck-Mason, s'entretient à plusieurs reprises avec lui¹²⁰. Angus Malcolm, au Foreign Office, considère quant à lui que le « portrait du gouverneur Franco est assez prometteur, mais [...] qu'il n'a en aucun cas la personnalité écrasante d'un Mussolini ou d'un Hitler ; mais Primo de Rivera non plus¹²¹ ». Quoiqu'il en soit, les représentants français et britanniques semblent tout ignorer des tractations et manipulations qui permettent au général Franco de s'emparer du pouvoir¹²².

La relative méconnaissance dont bénéficie Franco favorise le bon accueil que les diplomates français et britanniques réservent à son gouvernement. Si Coultas estime qu'en cas de victoire des insurgés, « un certain temps devra s'écouler avant que la paix et la confiance puissent être restaurées parmi les éléments de la population hostiles au régime actuel », il note cependant que partout « la confiance revient » et que « l'esprit de sacrifice dans lequel le conflit est mené et les tâches de reconstruction affrontées augurent bien de l'avenir d'un peuple déterminé à chercher dans les idéaux d'unité et d'autorité la paix qu'on lui a si longtemps nié¹²³ ». Quant à Jean Herbette, il présente Franco comme « un modéré dont la préoccupation manifeste est “d'accentuer le caractère national (non-partisan diraient les Anglais) de son mouvement” », en s'appliquant à clore la période révolutionnaire¹²⁴. Il considère en effet que « l'autorité suprême dont la Junta de Burgos vient d'investir le général

¹¹⁹ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/B, dép. 115 d'Henri Ribes à Marcel Peyrouton, 5 octobre 1936.

¹²⁰ Enrique Moradiellos, « El general apacible. La imagen oficial británica de Franco durante la guerra civil », in Paul Preston (dir.), *La República asediada. Hostilidad internacional y conflictos internos durante la Guerra Civil*, Barcelone, Península, 1999, p. 23-24.

¹²¹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14062/62/41, minute d'Angus Malcolm, 22 octobre 1936.

¹²² Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, Barcelone, Debolsillo, 2017, p. 204-231 ; Pilar Martínez-Vasseur, *L'armée espagnole (XIXe et XXe siècles)*, op. cit., p. 127-136.

¹²³ TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique sur la circonscription consulaire de Séville, rédigé par Frederick Coultas, 19 novembre 1936.

¹²⁴ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 284-285.

Franco, pourrait être destinée en partie à tenir en échec les tendances des “ultras”, tant carlistes que fascistes, qui dominent le nord¹²⁵ ». Herbette estime en outre que le « général Franco maintiendra l’armée dans l’accomplissement de ses devoirs militaires et s’orientera d’une manière intelligente et prudente parmi les facteurs politiques de la situation ». Il voit dans le nouveau régime qui s’instaure dans les territoires insurgés « un état de choses analogue à celui qui existe en Hongrie : une régence sans roi ». Ce serait, selon lui, « une bonne formule¹²⁶ ». Une fois sa rupture consommée avec le Frente Popular, l’ambassadeur situe son interprétation du soulèvement dans le sillage des principaux journaux de la droite française, qui présentent une image favorable de Franco et vont même jusqu’à qualifier le mouvement militaire de libéral¹²⁷. L’ambassade britannique partage cette analyse, estimant que le « militarisme libéral » de Franco, allié au catholicisme politique de Gil Robles, permettrait de freiner les éléments extrémistes de la Falange Española¹²⁸.

Cette image de modération qui est attribuée à l’officier espagnol peut paraître surprenante. Elle repose sans doute sur l’accueil favorable dont il a bénéficié auprès des républicains conservateurs et des radicaux lors de sa collaboration avec l’ancien ministre de la Guerre, Diego Hidalgo, à partir de mars 1934. Après la répression de l’insurrection ouvrière dans les Asturies, il passe pour le « Sauveur de la République » — en dépit de la brutalité de ses ordres. À cette époque, il reste d’ailleurs hostile à une intervention militaire en politique : il pense encore qu’une république conservatrice pourra tenir à distance la gauche. Ce n’est qu’à l’été 1935 qu’il entre en contact avec l’UME, inquiet des progrès de la gauche et face à la formation du Frente Popular qu’il perçoit, à travers les bulletins de l’EIA, comme un cheval de Troie du PCE et du Komintern¹²⁹. Quoiqu’il en soit, le soutien dont il a bénéficié les années précédentes de la part de ministres radicaux comme Diego Hidalgo et Manuel Rico Avello a certainement contribué à lisser son image auprès des diplomates français et britanniques durant les premiers mois de la guerre civile. En janvier 1936, Sir Henry Chilton notait à son propos qu’il était aussi apprécié des ministres républicains qu’il l’était des

¹²⁵ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 170, tél. 1280 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 30 septembre 1936.

¹²⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, tél. 1298 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 5 octobre 1936.

¹²⁷ Catherine Breen, *La Droite française et la Guerre d’Espagne (1936-1937)*, Genève, Éditions Médecine et Hygiène, 1973, p. 37-42.

¹²⁸ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 98-99 ; Enrique Moradiellos, « El general apacible. La imagen oficial británica de Franco durante la guerra civil », *op. cit.*, p. 27-28.

¹²⁹ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, *op. cit.*, p. 127-143.

ministres monarchistes¹³⁰. Quant au Quai d'Orsay, il estime en octobre 1936 que le général Franco, comme les généraux Mola et Queipo de Llano, a « fait à plusieurs reprises des professions de foi républicaine¹³¹ ». Jean Herbette considère enfin que le mariage de Franco « avec une Asturienne, parente de l'éminent libéral qu'est M. Gonzalez Posada [...] lui assure des relations jusque dans les milieux mêmes où le Président Zamora trouvait ses principaux appuis¹³² ».

En outre, les militaires insurgés semblent apparaître comme les garants de l'indépendance espagnole, face aux orientations italophiles et germanophiles de l'extrême droite, et en particulier de la Falange Española. Certes, Beckingsale, le vice-consul britannique à Algésiras, se plaint de la « germanophilie des autorités militaires¹³³ ». Mais ces dénonciations demeurent rares dans un premier temps. Dans l'ensemble, les représentants britanniques louent le bon accueil dont ils bénéficient auprès du commandement rebelle. Harold Patteson évoque ainsi « les relations amicales qui ont existé entre le général Franco et [son] consulat », depuis le 18 juillet 1936, et que le nouveau commandant à Santa Cruz de Tenerife, le général Dolla, souhaite poursuivre¹³⁴. Le commandant du croiseur britannique *Amphion*, accompagné de Patteson, a notamment été reçu au début du mois d'août par les autorités insurgées avec les honneurs militaires, tandis que la « population lui a fait un accueil chaleureux aux cris de vive l'Espagne et vive l'Angleterre et en applaudissant sur son passage¹³⁵ ». Le consul par intérim à Séville, Eustace G. H. Formby, souligne quant à lui « la courtoisie et l'attention invariables [qu'il a] reçues du général Queipo de Llano et de son état-major, auxquels l'accès a toujours été facile malgré la pression sous laquelle ils ont travaillé¹³⁶ ». Enfin, l'ancien vice-consul à Grenade, W. A. S. Davenhill, fait part de sa reconnaissance « envers les autorités militaires pour leur courtoisie, leur gentillesse et leur attention, et envers toutes les forces armées de la ville » : « Ces dernières ont à maintes reprises — quand je les ai croisées en ville ou quand elles sont passées devant notre maison alors que nous étions assis sur la terrasse — donné un chaleureux “Viva Inglaterra”¹³⁷ ». De

¹³⁰ Enrique Moradiellos, « El general apacible. La imagen oficial británica de Franco durante la guerra civil », *op. cit.*, p. 21-22.

¹³¹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, note de la direction politique du Quai d'Orsay sur l'« Origne du mouvement révolutionnaire », 5 octobre 1936

¹³² AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 170, tél. 1280 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 septembre 1936.

¹³³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12653/62/41, tél. d'E. G. Beckingsale au Foreign Office, 1^{er} octobre 1936.

¹³⁴ TNA, PRO, FO 371/20540, W12130/62/41, dép. 29 d'Harold Patteson au Foreign Office, 15 septembre 1936.

¹³⁵ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 87 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 1^{er} août 1936.

¹³⁶ TNA, PRO, FO 371/20531, W8721/62/41, dép. 41 de Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 5 août 1936.

¹³⁷ TNA, PRO, FO 371/20541, W12669/62/41, lettre de W. A. S. Davenhill à William R. Mackness, 11 septembre 1936.

manière générale, le Foreign Office apparaît « plutôt sceptique sur les promesses qu'auraient faites les rebelles à l'Italie ou à l'Allemagne pour obtenir leur concours effectif dans la préparation du mouvement insurrectionnel¹³⁸ ».

La position de la France est plus délicate. Ses représentants dans les îles Canaries témoignent régulièrement des sentiments francophobes qui s'y déploient depuis le début de la guerre civile¹³⁹. Mais progressivement, ils soulignent que ce sentiment n'est qu'éphémère, et que l'accueil réservé à la France pourrait rapidement s'améliorer. Jacques Bigourdan note ainsi que des « articles de journaux français ont été reproduits par la presse locale et on a pu ainsi se rendre compte que notre pays était, pour partie, favorable au Gouvernement de Burgos ». Il ajoute que ces articles paraissant « avec l'assentiment de l'autorité militaire, il apparaît que cette dernière est plutôt disposée à nous ménager en vue d'un prochain avenir où l'Espagne aura besoin de la France pour réparer les destructions de la guerre civile¹⁴⁰ ». Henri Dorange note quant à lui une « baisse du sentiment francophobe », qui serait notamment liée au fait « qu'un certain public espagnol commence à craindre les exagérations du fascisme et se méfie dès maintenant du régime futur de l'Espagne¹⁴¹ ». René Flandin dresse un constat similaire de la situation aux Baléares, où il déplore la « main-mise [*sic*] italienne », mais relève « de plus en plus d'indices de réaction¹⁴² ». L'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Henri Morel, prévoit certes « qu'en cas de victoire l'Armée espagnole sortira de la lutte avec de violentes rancunes contre la France et des sentiments initiaux de reconnaissance envers l'Italie et l'Allemagne ». Mais il ne croit pas que cette « cause doctrinale de sympathie pour les Allemands et les Italiens soit durable ». Il pointe notamment le « caractère espagnol » dont font preuve les militaires rebelles, qui « ne seront donc pas longtemps, semble-t-il, attirés vers l'Italie et vers l'Allemagne par des sympathies idéologiques : ils admireront l'ordre où vivent ces pays, la discipline qui y règne, mais ils répugneront aux conditions de cet ordre et de cette discipline et au prix dont il les faut payer¹⁴³ ». Quant à Jean Herbette, il estime que les agents allemands qui s'activent aux côtés des insurgés « n'obtiennent pas des résultats proportionnés à leurs efforts » et provoquent au contraire « une certaine réaction anti-

¹³⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, dép. 629 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 6 octobre 1936.

¹³⁹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 92 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 20 août 1936 ; dép. 99 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 5 septembre 1936 ; dép. 475 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 29 août 1936 ; et dép. 497 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 13 septembre 1936.

¹⁴⁰ *Ibid.*, lettre de Jacques Bigourdan à Henri Dorange, 24 novembre 1936.

¹⁴¹ *Ibid.*, dép. 143 d'Henri Dorange au Quai d'Orsay, 27 novembre 1936.

¹⁴² CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁴, dép. 47 de René Flandin au Quai d'Orsay, 8 octobre 1936.

¹⁴³ SHD, GR 7N 2754, rapport 234/A « Secret » du lieutenant-colonel Henri Morel au ministre de la Défense nationale et de la Guerre, 26 septembre 1936.

allemande dans des milieux où ils travaillaient trop fort¹⁴⁴ ». Cette conviction est également partagée par certains agents du Quai d'Orsay, à commencer par les ambassadeurs à Londres et à Berlin, Charles Corbin et André François-Poncet, qui doutent de l'influence allemande et italienne sur les militaires insurgés¹⁴⁵.

La nomination du général Franco à la tête du gouvernement rebelle renforce là encore cette perception. Pour les Britanniques, elle confirme que le mouvement militaire est avant tout contre-révolutionnaire et nationaliste, et qu'il ne menace pas de réviser le *statu quo* international. Franco incarne à leurs yeux le « protagoniste d'une dictature libérale » qui, compte tenu de l'influence déterminante des militaires dans sa mise en place, est davantage susceptible de pencher du côté des démocraties britannique et française que des puissances fascistes italienne et allemande¹⁴⁶. Les agents du Quai d'Orsay partagent cette analyse. Herbette le présente en effet comme « attaché à l'intégrité de l'Espagne et à son indépendance à l'égard des puissances étrangères », y compris à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie¹⁴⁷. Il considère dès lors que l'officier rebelle « est bien loin de représenter en Espagne l'élément que nous avons le plus à redouter¹⁴⁸ », reprenant le jugement de son attaché militaire qui écrivait dès le mois de septembre qu'il était « peu vraisemblable » que « la France est [*sic*] à craindre une hostilité dangereuse sur sa frontière des Pyrénées » en cas de victoire des insurgés¹⁴⁹. Ces considérations servent bien entendu les desseins de l'ambassadeur français, qui, depuis le mois de septembre, préconise avec un relatif succès une normalisation des relations diplomatiques avec les autorités rebelles. Des contacts officieux se produisent en effet dès cet instant. Herbette charge ainsi l'attaché naval, le lieutenant de vaisseau Raymond Moulec, de se présenter « à titre privé » au commandement militaire de Saint-Sébastien, après de la prise de la ville. Moulec y trouve un « accueil très cordial et des esprits disposés à s'entendre avec la France et reconnaissant même que cette entente [*est*] nécessaire ». Il recommande alors de « rétablir les communications ferroviaires et postales interrompues

¹⁴⁴ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, tél. 1298 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 octobre 1936.

¹⁴⁵ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008, p. 467-468.

¹⁴⁶ Enrique Moradiellos, « El general apacible. La imagen oficial británica de Franco durante la guerra civil », *op. cit.*, p. 25-28.

¹⁴⁷ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 284-285.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 295.

¹⁴⁹ SHD, GR 7N 2754, rapport 234/A « Secret » du lieutenant-colonel Henri Morel au ministre de la Défense nationale et de la Guerre, 26 septembre 1936.

depuis la prise d'Irún¹⁵⁰ ». Une recommandation que l'ambassadeur français s'empresse de défendre auprès du Quai d'Orsay¹⁵¹.

Le bon accueil dont Moullec a bénéficié encourage certainement les autorités françaises à faire un pas supplémentaire en direction des insurgés. Ainsi, en octobre 1936, le sous-directeur d'Europe au Quai d'Orsay, Émile Charvériat, autorise le transport à Majorque par la Marine nationale du président de la chambre de commerce de Marseille pour rétablir les relations commerciales avec l'île¹⁵². La présence du contre-amiral Ollive, qui donne à cette visite un caractère officiel, fait d'ailleurs craindre au Foreign Office que la France le prenne de vitesse dans l'établissement de relations de fait avec le général Franco. Le ministère de la Marine demande néanmoins à l'attaché naval britannique à Paris de ne pas « porter la question à l'attention du ministère des affaires étrangères, car cela pourrait entraîner des complications politiques internes¹⁵³ ». Les rapports encourageants que le Quai d'Orsay et le Deuxième Bureau reçoivent de leurs agents en Espagne contribuent sans aucun doute à cette politique des petits pas. Cette dernière vraisemblablement assumée par le gouvernement français. Le 10 octobre 1936, l'un des représentants officieux des insurgés en France, José Bertrán y Musitu, rencontre discrètement Eugène Montel – proche du président du Conseil, Léon Blum – à l'hôtel du Palais d'Orsay, afin d'infléchir la politique française en faveur de la rébellion militaire. Il trouve alors un accueil plutôt favorable auprès du socialiste français, qui évoque « l'opportunité (volonté personnelle de Monsieur Montel et probablement de Monsieur Blum) de placer un agent du Gouvernement français auprès du Gouvernement National d'Espagne¹⁵⁴ ».

¹⁵⁰ SHD, GR 7NN² 206, « Compte-rendu sur les événements d'Espagne », « Très secret », rédigé à la suite d'un entretien entre le lieutenant de vaisseau Raymond Moullec et le lieutenant-colonel Maurice Gauché, le 12 octobre 1936. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir cédé ce document.

¹⁵¹ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 289-290 ; Nathan Rousselot, « La frontière des Pyrénées durant la Guerre d'Espagne (1936-1939) : un miroir des hésitations diplomatiques françaises, entre crainte de la révolution et reconnaissance du général Franco », in Diego Gaspar Celaya (dir.), *Frontera Pyrénées. Histoire de passages et expériences de transit contemporaines*, Pau, Presses universitaires de Pau et des Pays de l'Adour, 2023 (à paraître).

¹⁵² Simon Catros, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020, p. 217.

¹⁵³ TNA, PRO, FO 371/20543, W13782/62/41, tél. 394 de Hugh Lloyd Thomas au Foreign Office, 16 octobre 1936 ; minute d'Angus Malcolm, 19 octobre 1936 ; minute de Walter Roberts, 21 octobre 1936 ; minute de Sir Georges Mounsey ; 21 octobre 1936.

¹⁵⁴ AGMAV, 2458,1, note d'information du SIFNE, Biarritz, 12 octobre 1936.

Les représentants français et britanniques sous-estiment néanmoins les implications italienne et allemande dans le conflit¹⁵⁵. Certes, l'aide italienne et allemande est relativement limitée dans un premier temps, et prend surtout la forme d'envois de matériel — notamment d'avions — et de quelques pilotes, conseillers et techniciens. Mais elle s'avère néanmoins déterminante pour les insurgés en permettant le transport des troupes marocaines en Espagne. Par ailleurs, les interventions allemande et italienne s'accroissent à partir d'octobre 1936 — avec l'envoi de la Légion Condor dans le cas de l'Allemagne et la constitution du Corpo di Truppe Volontarie (CTV) dans le cas de l'Italie. Il s'agit pour les deux puissances fascistes de peser davantage auprès des militaires rebelles, dont la progression paraît ralentir — en particulier après l'échec des troupes insurgées à s'emparer de Madrid —, afin de précipiter la chute de la Seconde République¹⁵⁶. Si l'historiographie a jusqu'à présent mis en avant les motivations avant tout géostratégiques qui motivent les interventions italienne et allemande en Espagne — notamment la remise en cause des équilibres en Europe et en Méditerranée occidentale —, les motivations plus idéologiques ou économiques ont récemment été réévaluées. Javier Rodrigo a ainsi mis en avant les objectifs proprement fascistes de l'implication italienne dans la guerre d'Espagne¹⁵⁷. En effet, en parallèle de l'aide militaire, l'Italie redouble d'efforts pour « influencer » et « déterminer » l'évolution du camp rebelle¹⁵⁸, au point que Javier Rodrigo évoque une véritable politique de « fascistisation » dont Bonaccorsi, à Palma de Majorque, est l'exemple le plus visible¹⁵⁹. Par ailleurs, Pierpaolo Barbieri a mis en avant les motivations économiques qui, à côté des motivations idéologiques

¹⁵⁵ Sur l'intervention allemande durant la guerre d'Espagne, voir notamment : Ángel Viñas, *La Alemania nazi y el 18 de Julio. Antecedentes de la intervención alemana en la guerra civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1974 ; Ángel Viñas, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil : antecedentes y consecuencias*, Madrid, Alianza Editorial, 2001 ; Pierpaolo Barbieri, *La sombra de Hitler. El imperio económico nazi y la Guerra Civil española*, Barcelone, Taurus, 2015 ; Michael Alpert, *Franco and the Condor Legion. The Spanish Civil War in the Air*, London, Bloomsbury Academic, 2019. Sur l'intervention italienne, voir également : John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, *op. cit.* ; Morten Heiberg, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004 ; Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, *op. cit.*

¹⁵⁶ John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 149-173 ; Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001, p. 117-121 ; Ángel Viñas, *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil : antecedentes y consecuencias*, *op. cit.*, p. 448-455 ; Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 39-45 et 268-274 ; Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007, p. 5-17 ; Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 97-99.

¹⁵⁷ Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 41-47.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 97-98.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 177-204. Sur l'ingérence de Bonaccorsi dans la vie politique majorquaine, voir également John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 136-145.

et géopolitiques, ont dicté l'intervention allemande en Espagne¹⁶⁰. Dès septembre 1936, l'aide allemande est ainsi perçue comme un moyen d'obtenir des bénéfices commerciaux – mais aussi politiques – et d'attirer l'Espagne dans la sphère économique allemande¹⁶¹. La guerre civile espagnole apparaît en effet comme une opportunité pour l'Allemagne nazie, qui s'assure un débouché pour son industrie d'armement – principal pilier de sa politique économique – tout en établissant un monopole sur les exportations espagnoles de matières premières – notamment à travers la société HISMA-ROWAK –, ce qui lui permet d'acquérir les ressources nécessaires à son industrie sans avoir recours aux devises étrangères¹⁶². Sous l'influence du président de la Reichsbank et ministre de l'Économie Hjalmar Schacht, l'intervention allemande en Espagne prend alors la forme d'un « impérialisme informel¹⁶³ ». Du reste, l'indépendance du général Franco n'est pas acquise. L'Allemagne et l'Italie favorisent consciemment son ascension politique en faisant de lui leur unique interlocuteur pour les livraisons d'armes et les relations diplomatiques ; et en marquant leur préférence pour un commandement unique dont il serait le dépositaire¹⁶⁴. Et cette relation privilégiée n'est pas sans conséquence. Dès septembre 1936, les envoyés italiens auprès du général Franco le convainquent ainsi de donner au soulèvement militaire le caractère d'une « révolution nationale » dotée d'un programme tourné vers les masses¹⁶⁵. C'est d'ailleurs ce qui conduit Ángel Viñas à évoquer « la réceptivité franquiste à une volonté fasciste de pénétration de la vie politique espagnole¹⁶⁶ ».

Ainsi, les représentants français et britanniques sous-évaluent l'influence de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie dans l'entourage du général Franco. Quant à la modération qu'ils mettent en avant au moment où ils évoquent les militaires insurgés, elle ne correspond pas à la réalité de la terreur sanglante que ces derniers font régner dans les territoires qu'ils dominent. Comme nous l'avons souligné au début de ce chapitre, les militaires exercent en effet un contrôle total sur les violences qui y ont cours, et dont la responsabilité est loin de retomber sur les seuls phalangistes et organisations paramilitaires. L'image biaisée que les

¹⁶⁰ Pierpaolo Barbieri, *La sombra de Hitler. El imperio económico nazi y la Guerra Civil española*, op. cit., p. 21-22 et 86-87.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 167-168.

¹⁶² *Ibid.*, p. 21 et 172-173.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 283.

¹⁶⁴ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, op. cit., p. 188-195 et 209-210.

¹⁶⁵ Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, op. cit., p. 269-270 ; Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, op. cit., p. 94-95.

¹⁶⁶ Ángel Viñas, *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, op. cit., p. 13.

diplomates français et britanniques renvoient du camp insurgé dissimulé en réalité une forme d'acceptation de leur part de la terreur rebelle, qu'ils assimilent à une énergique répression de la menace révolutionnaire, visant à rétablir l'ordre.

II. La justification de la terreur militaire

A. Une répression nécessaire face au péril révolutionnaire

1. Les « atrocités rouges » et le « complot communiste » : une diversion opportune

Cette perception de la terreur rebelle repose largement sur la propagande que les militaires insurgés déploient dès le début du conflit, en reprenant les éléments du discours catastrophiste que les droites ont déployés depuis le début de l'année 1936. Soucieux de justifier une rébellion armée contre un gouvernement légal, ils prétendent ainsi s'être soulevés pour prémunir une insurrection communiste qui était sur le point d'aboutir¹⁶⁷. Ils recyclent à cette occasion les fausses instructions élaborées par Tomás Borrás¹⁶⁸. Le mythe du complot communiste permet ainsi de définir un ennemi extérieur — la Troisième Internationale et l'URSS — et de faire apparaître le coup d'État militaire comme une mesure de légitime défense auprès des chancelleries étrangères¹⁶⁹. Les diplomates étrangers, en Espagne ou dans les administrations centrales, sont en effet l'une des cibles privilégiées de cette propagande. Dès le 21 juillet 1936, Gil Robles approche le secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack, afin que ce dernier communique au Foreign Office qu'« aucun gouvernement [n'existe] aujourd'hui en Espagne ». Selon le leader de la CEDA, le pays fait face « à des forces militaires en opération d'un côté » auxquelles s'oppose « un Soviet virtuel de l'autre ». Il ajoute que si « les militaires réussissaient, l'Espagne aurait la paix et l'ordre ;

¹⁶⁷ Hugo García, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », *Hispania. Revista Española de Historia*, 2007, LXVII, n° 226, p. 675 ; Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008, p. 117-118 ; Luis Castro, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, op. cit., p. 292.

¹⁶⁸ Herbert R. Southworth, *Conspiracy and the Spanish Civil War. The Brainwashing of Francisco Franco*, Londres et New York, Routledge / Cañada Blanch Studies on Contemporary Spain, 2002, p. 3 ; Hugo García, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », op. cit., p. 675.

¹⁶⁹ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 117-118.

mais s'ils échouaient, le résultat serait l'anarchie ». Par cette démarche, il souhaite « s'assurer que la situation réelle [est] comprise par le gouvernement de Sa Majesté¹⁷⁰ ».

Mais ces efforts sont surtout assumés par l'appareil diplomatique que les rebelles mettent sur pieds dès les instants de la guerre. L'un des principaux objectifs de la Junta de Defensa Nacional est en effet d'obtenir la reconnaissance internationale du nouveau régime qu'elle entend mettre en place, mais aussi de rallier à sa cause l'essentiel des membres de la carrière diplomatique. Dès le 30 juillet 1936, elle crée ainsi un cabinet diplomatique, confié à José María de Yanguas Messía, ancien ministre d'État lors de la dictature du général Primo de Rivera. Ce cabinet diplomatique est remplacé, après l'arrivée au pouvoir du général Franco et la formation de la Junta Técnica del Estado en octobre 1936, par un Secrétariat aux Relations Extérieures confié au diplomate Francisco Serrat y Bonastre¹⁷¹. Le général Franco maintient néanmoins un cabinet diplomatique qui lui est directement rattaché et qu'il confie au diplomate José Antonio de Sangróniz. Ce dernier supervise déjà depuis le mois de juillet les relations tissées par l'officier rebelle avec ses interlocuteurs italiens et allemands¹⁷². Les autorités insurgées bénéficient en outre du ralliement massif des anciens cadres de la carrière diplomatique et consulaire. Près de 90 % des fonctionnaires du ministère d'État font ainsi défection à la République espagnole, dont 85 % durant la première année de guerre. Seuls 62 diplomates restent fidèles au gouvernement républicain¹⁷³. La majorité des diplomates démissionnaires rallie alors la rébellion militaire et se met au service de son appareil de propagande¹⁷⁴. Le 14 août 1936, l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton reçoit ainsi la visite de José María de Yanguas Messía. Ce dernier prétend à cette occasion que la révolte militaire a éclaté « parce qu'on savait qu'un complot communiste était en marche, dont l'objet était de s'emparer de l'Espagne et de la transformer en une République soviétique. Cela devait arriver le 1^{er} août et l'armée devait donc le prévenir. » Il ajoute que le but des militaires rebelles n'est « pas de restaurer la monarchie, mais d'apporter la paix, la prospérité et la

¹⁷⁰ TNA, PRO, FO 371/20523, W6575/62/41, télégramme d'Arthur Pack communiqué par téléphone au Foreign Office, 21 juillet 1936.

¹⁷¹ Marina Casanova, *La diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, 1996, p. 32-33. José Manuel Cuenca Toribio, « José María de Yanguas Messía », dans *Diccionario biográfico electrónico de la Real Academia de la Historia* [en ligne]. URL: <<https://dbe.rah.es/biografias/6130/jose-maria-de-yanguas-messia>>. Consulté le 17 février 2022.

¹⁷² Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, op. cit., p. 204.

¹⁷³ Marina Casanova, *La diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 31 ; Ángel Viñas, « Una carrera diplomática y un Ministerio de Estado desconocidos », in Ángel Viñas (dir.), *Al Servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Barcelone, Marcial Pons, 2010, p. 267-292.

¹⁷⁴ Sur la mise en place de la carrière diplomatique sous le premier franquisme et sur le profil de ses premiers représentants, je renvoie à la thèse que Jérémy Léger devrait soutenir en novembre 2023. Jérémy Léger, *Leurs Excellences, les avocats du diable : les élites diplomatiques de l'État espagnol, de la guerre civile au premier franquisme (1936-1957)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2023.

sécurité en Espagne¹⁷⁵ ». Il transmet également la copie d'un télégramme du général Cabanellas que le représentant des insurgés à Paris, José María Quiñones de León, doit communiquer aux gouvernements britannique, français, allemand, italien et portugais :

« Il s'agit d'un mouvement national dirigé par l'armée et chaleureusement soutenu par des éléments sains de tout le pays pour sauver l'Espagne et la libérer des horreurs du Soviet. C'est l'explication de la situation tout à fait différente qui prévaut dans les deux territoires, ordre complet et sécurité des personnes et des biens régnant dans la zone dépendante de Burgos, et anarchie rouge, assassinats de masse, mutilations, cruautés, profanation des cadavres, incendiaires, pillages et destruction de la richesse artistique du pays qui prévaut dans le reste du territoire qui n'est pas encore soumis au Comité de défense de Burgos¹⁷⁶. [...] »

À la fin du mois d'août, le représentant des insurgés à Londres, le marquis de Moral, Frederick Ramón de Bertodano y Wilson, fait également parvenir à Horace Seymour, le chef du Western Department au Foreign Office une copie des faux documents de Tomás Borrás¹⁷⁷. Mais cette propagande est parfois reçue avec scepticisme. Tandis que Chilton considère que le message de Cabanellas est « principalement de la propagande¹⁷⁸ », Horace Seymour considère que le « département de propagande des rebelles n'a pas l'air d'être encore très efficace¹⁷⁹ ». Du reste, Philip Leigh-Smith déclare à ce dernier que les documents qu'il a reçus du marquis de Moral sont des « faux »¹⁸⁰.

Pourtant, tous les représentants français et britanniques ne font pas preuve de la même prudence. Au début du mois d'août, le gérant du consulat de France à Las Palmas, Pierre Thiais, informe ainsi le Quai d'Orsay que le soulèvement militaire, « concerté depuis plusieurs mois », a été précipité par l'assassinat de leader de l'extrême droite monarchiste José Calvo Sotelo, et par « la confirmation qu'un mouvement communiste de grande envergure se projetait pour le 25 juillet ». Ce coup de force « aurait été définitivement confirmé [...] par les documents trouvés au cours des perquisitions dans les locaux des organisations ouvrières, des syndicats et des cellules communistes¹⁸¹ » :

¹⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/20532, W8952/62/41, dép. 614 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 août 1936.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ TNA, PRO, FO 371/20538, W10707/62/41, lettre du marquis de Moral à Horace Seymour, 30 août 1936.

¹⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20532, W8952/62/41, dép. 614 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 août 1936.

¹⁷⁹ *Ibid.*, minute d'Horace Seymour, 20 août 1936.

¹⁸⁰ TNA, PRO, FO 371/20538, W10707/62/41, note de Walter Roberts, 8 septembre 1936.

¹⁸¹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 87 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 1^{er} août 1936.

« Son organisation aurait été très minutieusement préparée. Tous les affiliés auraient eu leur poste assigné et possédaient un armement complet. Il existait de nombreux appareils émetteurs de TSF des plus modernes, permettant de correspondre avec tous les points du territoire espagnol. Le personnel de l'Administration des Télégraphes, acquis depuis longtemps, aurait été chargé de leur installation et de leur manipulation éventuelle. L'on aurait même trouvé des listes de personnes qui, par leurs opinions politiques, leur situation sociale ou leur position de fortune, devaient être supprimées, avec, à côté, le nom du militant chargé de l'exécution¹⁸². »

Les rumeurs que rapporte Pierre Thiais rappellent les faux documents de Tomás Borrás. S'il les transmet « sous toute réserve » au Quai d'Orsay, il estime cependant qu'« il y aurait lieu de leur donner un certain caractère de véracité, car [il] les [tient] d'une source qui peut être considérée comme assez sûre¹⁸³ ». Il n'est d'ailleurs pas le seul à accorder à ces rumeurs un certain crédit. Au même moment, le consul britannique par intérim à Séville, Eustace G. H. Formby, écrit ainsi qu'il « semble maintenant à peu près certain qu'un mouvement de renversement du gouvernement a été planifié par les communistes pour avoir lieu le 1^{er} août, mais les choses ont été précipitées par le meurtre de Calvo Sotelo, et le mouvement militaire a en tout cas sauvé [Séville] d'une invasion par ces mêmes personnes qui ont commis [des] atrocités » dans les villages environnants¹⁸⁴. Si Horace Seymour, à la lecture de la dépêche, estime qu'il n'y a « aucune preuve réelle qu'un soulèvement communiste était imminent¹⁸⁵ », son collègue du Western Department, George Mounsey semble y être plus sensible. Il note ainsi que le Foreign Office en a reçu la preuve « de M. Eacles immédiatement à son retour d'Espagne » et qu'elle « a été réaffirmée dans l'un des récents rapports complets sur les événements de l'un de nos consulats ou de Madrid¹⁸⁶ ». Trois mois plus tard, Frederick G. Coultas, qui remplace Formby à Séville, réaffirme, en s'appuyant sur des propos du général Queipo de Llano, que le soulèvement militaire, préparé depuis le mois d'avril 1936, était une « riposte à la révolution rouge qui, pour beaucoup, semblait une menace réelle et imminente ». Il présente en effet la rébellion comme une réponse à « l'agonie du gouvernement républicain » qui, depuis les élections de février 1936,

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ TNA, PRO, FO 371/20531, W8721/62/41, dép. 41 d'Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 5 août 1936.

¹⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20531, W8721/62/41, minute d'Horace Seymour, 18 août 1936.

¹⁸⁶ *Ibid.*, minute de George Mounsey, 19 août 1936.

a perdu son pouvoir au bénéfice des « extrémistes¹⁸⁷ ». Au Maroc, Monck-Mason évoque aussi la découverte à Tétouan d'un « complot extrémiste » programmé pour le début du mois d'août et qui ne visait « rien de moins que le renversement des autorités militaires et civiles de la zone par un massacre généralisé des officiers militaires et des responsables gouvernementaux » : « S'il y a une part de vérité dans ce rapport, il semblerait que la révolte militaire visait à empêcher une tentative organisée de la part des éléments extrémistes en Espagne de s'emparer des rênes du gouvernement¹⁸⁸ ». Enfin, l'agent consulaire français à Pampelune, Celso Lorda, évoque lui aussi les « documents complets concernant un soulèvement prochain, avec des listes de personnes de droite qui devaient être tuées dans la province », que l'on aurait « découverts chez certains membres des partis extrémistes¹⁸⁹ ».

La mention de ces plans d'insurrection communiste et, surtout, de l'existence de listes noires de personnes à exécuter contribue au déploiement en zone rebelle d'une propagande dénonçant les « atrocités rouges ». Le choix des militaires insurgés de s'orienter vers la propagande d'atrocités apparaît en effet « presque inévitable » à l'historien Hugo García, qui rappelle l'association étroite entre la dénonciation du communisme et celle de la « terreur rouge » dont se rendent coupables les bolchéviques durant la guerre civile russe. Les insurgés disposent ainsi d'un « véritable genre littéraire » dans lequel puiser¹⁹⁰. En Andalousie, le général Queipo de Llano y recourt de manière importante. Il ordonne ainsi à son attaché de presse, Antonio Bahamonde, de forger avec toutes sortes de détail les atrocités commises par les « rouges » avant de les propager¹⁹¹. Ce dernier a raconté par la suite comment les corps des victimes de la guerre, mais aussi des exécutions perpétrées par les rebelles sont alors mutilés et photographiés pour fabriquer la preuve des atrocités républicaines¹⁹². Ces récits sont ensuite repris sans aucune critique par les consuls français et britanniques présents en territoire insurgé.

William Oxley, à Vigo, dénonce ainsi les « actes de cruauté les plus terribles [qui] ont été commis par les communistes ». Il cite notamment le cas d'un « citoyen bien connu,

¹⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique de Frederick Coultas sur la circonscription consulaire de Séville, 19 novembre 1936.

¹⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/20530, W8515/62/41, dép. 74 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 11 août 1936

¹⁸⁹ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, dép. 1095 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 octobre 1936. Il transmet le récit que Celso Lorda fait des « premiers jours de la guerre civile à Pampelune ».

¹⁹⁰ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 136.

¹⁹¹ Luis Castro, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, op. cit., p. 268.

¹⁹² Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 333.

propriétaire d'un manoir dans la périphérie » que les communistes auraient capturé et forcé à tirer sur les troupes rebelles. Face à son refus, il aurait été « assassiné en recevant une balle dans le dos ». Il ajoute que « sa fille a été violée puis assassinée ». Pour le représentant britannique, les « atrocités commises par les mineurs asturiens lors de la rébellion de 1934 sont une indication suffisante de la véracité des déclarations faites maintenant par les autorités militaires quant à la cruauté infligée à la population civile des deux sexes pendant les hostilités actuelles¹⁹³ ». À Séville, le consul français Georges Moraud transmet quant à lui une motion de la colonie française de Cordoue qui dénonce les « atrocités sans nom commises dans de nombreux villages par des affiliés du Front populaire espagnol » et réprovoque « à l'unanimité et de la façon la plus énergique ces actes, indignes d'un pays civilisé ». Il prend soin d'ajouter « qu'il ne fait que la Colonie française de Séville partage la manière de voir de celle de Cordoue¹⁹⁴ ». Son collègue britannique, Eustace G. H. Formby, informe également que la « caractéristique la plus terrible de ces événements a été la férocité presque incroyable des Rouges à l'égard de leurs adversaires politiques dans les villages » :

« Dès le début du mouvement, dans presque tous les villages, de nombreux membres de la "droite" ont été saisis et emprisonnés et, dans de nombreux cas, assassinés et leurs maisons pillées et incendiées, ainsi que les églises. Parmi ces récits de violence, les plus remarquables sont ceux de ce qui s'est passé à Arahál, où dix-sept personnes, dont une dame âgée, ont été brûlées vives dans une cellule souterraine dans laquelle on avait versé de l'essence ; à Carmina [*sic*] et Moron, des choses indicibles ont été commises, ainsi qu'à Baena et à La Palma del Condado, tandis qu'à Puente Genil, le nombre de personnes de "droite" assassinées est supérieur à 200. Il ne s'agit que de quelques endroits pour lesquels on raconte de telles histoires, et il est probable que tout sera pire quand on saura ce qui s'est peut-être passé dans les coins les plus éloignés de la province d'Andalousie¹⁹⁵. »

Néanmoins, la propagande instaurée dans un premier temps par les militaires insurgés ne parvient pas à convaincre totalement l'opinion publique internationale. C'est notamment le cas des fausses informations diffusées par le général Queipo de Llano, qui suscitent un certain scepticisme et ne sont propagées que dans la presse la plus addicte au soulèvement militaire¹⁹⁶. De nombreux journaux étrangers, principalement situés à gauche, rapportent par

¹⁹³ TNA, PRO, FO 371/20532, W8995/62/41, dép. 22 de William Oxley au Foreign Office, 14 août 1936.

¹⁹⁴ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁶ de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 5 août 1936.

¹⁹⁵ TNA, PRO, FO 371/20531, W8721/62/41, dép. 41 d'Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 5 août 1936.

¹⁹⁶ Hugo García, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », *op. cit.*, p. 675-676 ; Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 138.

ailleurs les massacres perpétrés par les rebelles¹⁹⁷. Celui de Badajoz est notamment documenté par le journaliste portugais Mario Neves, son homologue américain Jay Allen, ainsi que par les photographes français Jean d'Esme et René Brut dont les images de corps calcinés sont publiées en France dans *L'Intransigeant*¹⁹⁸. Les responsables rebelles se rendent rapidement compte de la répercussion de cette nouvelle dans l'opinion publique internationale. Afin d'amoinrir le retentissement de ce massacre, ils chargent donc Luis Bolín, le chef du cabinet de presse de Franco, de rédiger plusieurs fascicules dénonçant à nouveau les crimes des « hordes marxistes ». Il s'agit alors de relativiser la portée de la terreur militaire, dont les conséquences seraient moins atroces que les violences révolutionnaires¹⁹⁹. Luis Bolín publie ainsi en septembre un premier fascicule intitulé *Avance del informe oficial sobre los asesinatos, incendios y demás depredaciones y violencias cometidos en algunos pueblos del mediodía de España por las hordas marxistas al servicio del llamado Gobierno de Madrid*. Deux autres fascicules sont publiés sous le même nom avant la fin de l'année²⁰⁰.

Selon l'historien Hugo García, ces brochures constituent un saut qualitatif dans la propagande insurgée²⁰¹. La personnalité de Luis Bolín y joue beaucoup. Ce dernier a effectué toute une partie de sa carrière à Londres, où il était correspondant durant la Première Guerre mondiale — il collabore alors avec le Foreign Office — et durant la Seconde République espagnole. Il connaît également bien les rouages de la diplomatie : il a été attaché de presse à l'ambassade d'Espagne à Londres et fonctionnaire de la Société des Nations²⁰². Son expérience s'avère primordiale dans la conception des fascicules. Il s'inspire en effet du rapport Bryce sur les atrocités allemandes en Belgique publié par les autorités britanniques en 1915. Hugo García relève en effet de nombreuses similitudes entre les brochures de Bolín et le rapport établi par la commission parlementaire présidée par Lord Bryce. Tournant le dos aux manipulations grossières de la propagande du général Queipo de Llano, son travail prend la forme d'une « enquête consciencieuse ». Même l'ambassade d'Espagne à Londres est contrainte de reconnaître une partie des accusations comme « certaines » et « évidentes », bien

¹⁹⁷ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 137.

¹⁹⁸ Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, op. cit., p. 272-273 ; Paul Preston, *We Saw Spain Die. Foreign Correspondents in the Spanish Civil War*, Londres, Constable, 2008, p. 300-307.

¹⁹⁹ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 137-138 ; Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, op. cit., p. 274-276.

²⁰⁰ Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, op. cit., p. 276.

²⁰¹ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 137-138.

²⁰² *Ibid.*, p. 49 et 139.

qu'elle mette en doute l'authenticité de certaines photographies²⁰³. L'historien Francisco Espinosa Maestre a montré que l'une d'entre elles, représentant les « cadavres de personnes d'ordre, assassinées à Talavera [de la Reina] par les hordes rouges », relève en effet de la manipulation. Il s'agit en réalité de victimes de la terreur militaire, exécutées lors de la prise de la ville²⁰⁴.



Photographie 13 : Photographie de « personnes d'ordre, assassinées à Talavera par les hordes rouges », reproduite dans les brochures de Luis Bolín²⁰⁵.

Quoiqu'il en soit, ces fascicules sont largement diffusés à l'étranger avec l'aide, notamment, de diplomates français qui les relaient complaisamment. En décembre 1936, le général Severiano Martínez Anido en prête un exemplaire au consul général de France à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres. Ce dernier le montre à son tour au conseiller d'ambassade Jean-Baptiste Barbier, qui est frappé par son contenu :

« J'y vis d'impressionnants clichés : cadavres de soldats portant les marques de mutilations systématiques, civils inoffensifs massacrés à l'intérieur même de leurs maisons et jusqu'à des fac-similés d'avis mortuaires qui attestaient l'égorgeement de familles tout entières, y compris de nombreux enfants. Ce fascicule donnant une impression saisissante, j'eus l'idée de le transmettre officiellement afin de défaire la

²⁰³ *Ibid.*, p. 139.

²⁰⁴ Francisco Espinosa Maestre, « Breve historia de una fotografía », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, 2007, n° 6, p. 165-180.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 169.

légende qui présentait comme des autorités fonctionnant d'une manière normale le Gouvernement de Largo Caballero et ses acolytes de tout rang²⁰⁶. »

Lasmartres obtient donc un exemplaire supplémentaire de Martínez Anido, pour le compte de l'ambassade de France²⁰⁷. Barbier s'empresse alors de l'envoyer à Paris²⁰⁸. Il n'est pas le seul. En octobre 1936, le Quai d'Orsay avait déjà reçu une traduction d'un autre fascicule, sans photographie, que la délégation française auprès de la Société des Nations lui avait fait parvenir²⁰⁹.

Cette propagande instille progressivement un climat de peur. À Santa Cruz de Tenerife, Jacques Bigourdan et Harold Patteson notent ainsi « que les atrocités relatées par la presse à l'occasion des événements d'Espagne contribuent à rendre sensibles [les esprits] plus que de coutume²¹⁰ ». Or, ce climat permet aux militaires insurgés d'apparaître comme un rempart face à la menace révolutionnaire, et de légitimer par la même occasion le soulèvement. En effet, Bigourdan estime dès le 28 juillet que « l'échec du mouvement militaire » et le « retournement de la situation politique » en faveur du gouvernement républicain constituent la première source de « danger possible » pour l'île²¹¹. Son avis est partagé par Pierre Thiais²¹², mais aussi par Harold Patteson, qui considère qu'en cas d'échec du coup d'État du général Franco, de « dangereux désordres se produiront inévitablement dans ces îles²¹³ ». Le représentant britannique estime en effet que « chaque étranger est, sans exception, fortement et ouvertement en faveur du mouvement militaire, et le sentiment local en ce moment parmi les Espagnols et les étrangers instruits est tel que quoiqu'il arrive à leur idole, le général Franco, ils ne permettront jamais que les îles Canaries soient à nouveau dominées par le communisme et toutes ses terreurs inhérentes²¹⁴ ».

Au Maroc, Monck-Mason estime également que dans le cas « où le mouvement serait réprimé par le gouvernement, on peut s'attendre avec assurance à des troubles à Ceuta, et

²⁰⁶ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 634.

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, dép. 1268 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 28 décembre 1936.

²⁰⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, bordereau d'envoi de la délégation française à la Société des Nations adressé au Quai d'Orsay, 6 octobre 1936. Il contient un exemplaire du « rapport officiel préliminaire sur les assassinats, déprédations, abductions, violations, incendies et violences commis dans quelques villages du midi de l'Espagne par les hordes marxistes au service du soit-disant [*sic*] gouvernement de Madrid. Juillet-Août 1936 », publié par la Junta de Defensa Nacional de Burgos.

²¹⁰ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 494 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 11 septembre 1936.

²¹¹ *Ibid.*, dép. 424 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 28 juillet 1936.

²¹² *Ibid.*, dép. 84 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 25 juillet 1936.

²¹³ TNA, PRO, FO 371/20523, W6610/62/41, tél. 7 d'Harold Patteson au Foreign Office, 20 juillet 1936.

²¹⁴ TNA, PRO, FO 371/20534, W9323/62/41, dép. 22 d'Harold Patteson au Foreign Office, 11 août 1936.

encore plus à Melilla²¹⁵ ». Il en veut pour preuve le fait que les quartiers ouvriers de Ceuta n'ont pas été décorés en l'honneur du soulèvement, au contraire du quartier moderne²¹⁶. Son collègue français note également que les « gens craignent que, si le mouvement actuel échoue, la guerre civile n'éclate au Maroc. Les femmes voient déjà les Djebala en ville et les maisons pillées²¹⁷ ». Enfin, pour William Oxley, le consul britannique à Vigo, le « mouvement militaire ne doit pas être décrit comme un soulèvement fasciste, mais doit être considéré comme le soulèvement non seulement d'une armée, mais de tout un peuple contre une administration pourrie et un gouvernement qui s'est laissé devenir la marionnette du Frente Popular composé d'extrémistes des partis socialiste, communiste, syndicaliste et anarchiste²¹⁸ ». Une victoire « pour le gouvernement de Madrid signifierait donc la dictature soviétique²¹⁹ ». À travers la dénonciation d'un prétendu complot communiste et des « atrocités rouges », les militaires insurgés parviennent donc à justifier leur rébellion contre le gouvernement républicain face aux principaux consuls français et britanniques qui assistent à leur prise de pouvoir. Mais en agitant le péril communiste, ils ne justifient pas seulement le coup d'État : ils rendent la terreur qu'ils exercent plus acceptable.

2. Conjurer le péril révolutionnaire : la justification de la terreur militaire

La propagande déployée par les militaires insurgés ne vise pas seulement à légitimer le coup d'État. Elle répond également à « la nécessité de justifier ou, au moins, d'estomper » la violence qui l'accompagne²²⁰. Ainsi, la dénonciation des « atrocités rouges » leur permet de prétendre que les violences qu'ils exercent ne sont en aucun cas comparables aux violences qui ensanglantent l'arrière républicain et qui se caractérisent par leur envergure et leur cruauté²²¹. Elles apparaissent au contraire comme une réponse proportionnée, justifiée et acceptable face à la terreur révolutionnaire, dont l'objectif fondamental est de rétablir l'ordre et la paix²²². Alors que la terreur militaire est préméditée et consubstantielle au coup d'État, elle apparaît ainsi comme une réaction légitime face au péril révolutionnaire²²³. Et là encore,

²¹⁵ TNA, PRO, FO 371/20523, W6703/62/41, dép. 43 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 20 juillet 1936

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, bulletin de renseignement n° 17 de Jean-Claude Serres, 23 juillet 1936.

²¹⁸ TNA, PRO, FO 371/20532, W8995/62/41, dép. 22 de William Oxley au Foreign Office, 14 août 1936.

²¹⁹ TNA, PRO, FO 371/20527, W7913/62/41, tél. de William Oxley au Foreign Office, 7 août 1936.

²²⁰ Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 260-262.

²²¹ *Ibid.*, p. 267.

²²² Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, *op. cit.*, p. 26.

²²³ *Ibid.*, p. 81-82.

les diplomates et les consuls français et britanniques participent activement à la propagation de cette propagande, dont ils reprennent d'autant plus facilement les principaux motifs dans leur correspondance que ces derniers apparaissent également dans les rapports envoyés par leurs collègues qui se trouvent en territoire républicain²²⁴.

Dans de nombreux cas, les consuls français et britanniques évoquent les violences rebelles après avoir longuement informé des « atrocités » perpétrées par les soutiens de la République dans les villages environnants. Les violences rebelles s'en trouvent dès lors justifiées. Ainsi, Formby mentionne les « représailles sévères » qui « ont été imposées par les troupes » dans les localités où les « Rouges » ont fait preuve d'une « incroyable férocité²²⁵ ». Selon Coultas, l'intervention des militaires insurgés aurait même « empêché » certains « massacres d'avoir lieu²²⁶ ». William Oxley évoque quant à lui des « expéditions punitives » qui nettoient chaque ville de la province de la présence de communistes²²⁷. Le consul général de France à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres, mentionne enfin « les représailles » qui « auraient commencé » après la prise de la ville par les insurgés, tout en soulignant le retour à l'ordre qui les accompagne : les cafés et les restaurants sont pleins, et une « grande animation règne dans la rue » qui est « tranquille comme avant le 18 juillet²²⁸ ».

Les violences rebelles s'en trouvent d'autant plus justifiées que, selon les diplomates français et britanniques, elles se distinguent des « atrocités » républicaines. Ainsi, si Jean Herbette reconnaît que les exécutions sont « nombreuses » dans les territoires insurgés, il note que les autorités militaires « ont versé le sang » avec « une certaine méthode²²⁹ » : « du moins les cruautés des insurgés ont-elles eu une direction et une limite — l'extermination de leurs ennemis — tandis que les cruautés du "Frente Popular" ont été incohérentes et illimitées, l'extermination s'étendant même à ceux qui auraient pu être des amis²³⁰ ». Son collègue britannique, Sir Henry Chilton, partage son avis. Il estime ainsi que les « tueries et les tortures perpétrées par les soi-disant troupes gouvernementales ont été épouvantables. Naturellement, les forces armées ripostent, mais elles ne font que fusiller, elles ne torturent pas²³¹. » Cette

²²⁴ Voir chapitre 3, p. 196-203.

²²⁵ TNA, PRO, FO 371/20531, W8721/62/41, dép. 41 d'Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 5 août 1936.

²²⁶ TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique de Frederick Coultas sur la circonscription consulaire de Séville, 19 novembre 1936.

²²⁷ TNA, PRO, FO 371/20527/62/41, W7913/62/41, tél. de William Oxley au Foreign Office, 7 août 1936.

²²⁸ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁵, tél. 1218-1219 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 septembre 1936.

²²⁹ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 1294 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 octobre 1936.

²³⁰ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 170, tél. 1272 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 septembre 1936.

²³¹ TNA, PRO, FO 371/20539, W11453/62/41, lettre personnelle de Sir Henry Chilton à George Mounsey, 6 septembre 1936.

analyse est par la suite reprise par Charles H. Johnston un mois plus tard, au moment où il tire le bilan des violences contre les prisonniers et les populations civiles durant les premiers mois de la guerre²³². À la question des tortures s'ajoute également la question des violences de genre. L'attaché de l'air de l'ambassade britannique, D. Colyer, évoque le cas de la fille du maire « communiste » de Vigo, qui a été capturée après avoir ouvert le feu contre les troupes insurgées à la mitrailleuse. Selon l'officier britannique, elle représente « plutôt un problème » pour les autorités rebelles, car « les nationalistes ne fusillent pas les femmes ». Il ajoute qu'en cela, « ils sont certainement en désaccord avec leurs adversaires²³³ ». Ces considérations reposent surtout sur le prestige dont bénéficient les militaires aux yeux des diplomates, comparativement aux miliciens du camp républicain. C'est ce que suggèrent les mémoires du conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier :

« La guerre civile est forcément génératrice d'horreurs pires que celles d'une guerre étrangère. Toutefois il me paraissait sûr que les exécutions ordonnées du côté nationaliste s'effectuaient avec bien plus d'ordre et de méthode que celles déclenchées du côté républicain où les tueurs anonymes se répandaient partout. Il n'y avait donc nulle sorte d'assimilation à établir entre des officiers, prenant nominalement et sérieusement la responsabilité des sanctions qu'ils appliquaient aux auteurs d'attentats et de crimes répugnants, et des tortionnaires sans mandat ne songeant en majeure partie qu'à satisfaire leurs haines et leurs rancunes aux dépens de personnes qu'ils frappaient à défaut de tout jugement et d'ailleurs souvent au hasard²³⁴. »

Il s'agit en réalité d'une représentation biaisée. Les cas de torture et de violences contre les femmes ont largement été documentés par l'historiographie récente²³⁵. Et de fait, alors qu'il visite le fort de Guadalupe après la prise d'Irún par les insurgés, l'attaché militaire de l'ambassade britannique note que ces derniers ont fusillé une femme. Son guide prétendait pourtant que s'ils fusillaient les hommes, ils se contentaient de tondre les femmes et de les

²³² TNA, PRO, FO 371/20543, W13623/62/41, « The Execution of Civilians and Prisoners of War by Adherents of either Party in Spain », mémorandum de Charles H. Johnston, 13 octobre 1936.

²³³ TNA, PRO, FO 371/20539, W11414/62/41, dép. 954/617 de D. Colver à Sir Henry Chilton, 4 septembre 1936.

²³⁴ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, op. cit., p. 629-630.

²³⁵ Sur la question des violences infligées aux femmes par les militaires insurgés, nous signalons notamment le récent ouvrage dirigé par Conxita Mir et Ángela Cenarro (dir.), *Mujeres, género y violencia en la Guerra Civil y la dictadura de Franco*, Valence, Tirant lo Blanch, 2021. Nous renvoyons également à la thèse de Maud Joly et aux articles qui sont issus de ses recherches : Maud Joly, *Le corps de l'ennemie : histoire et représentations des violences contre les républicaines, Espagne (1936-1963)*, thèse de doctorat, Sciences Po Paris, Paris, 2011 ; Maud Joly, « Las violencias sexuales de la Guerra Civil española: paradigma para una lectura cultural del conflicto », *Historia Social*, 2008, n° 61, p. 89-107 ; Maud Joly, « Dire la guerre et les violences : femmes et récits pendant la guerre d'Espagne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 2007, vol. 2, n° 37, p. 199-200.

forcer à boire de l'huile de ricin²³⁶. Du reste, nous avons vu précédemment que les militaires pratiquent également les exécutions extra-légales. Mais ces dernières sont parfois mal interprétées par les agents français et britanniques. Ainsi, Jean-Claude Serres informe le Quai d'Orsay qu'on a trouvé quatre cadavres à côté du camp de Mogote, près de Ben Karrich, « ce qui fait supposer qu'il s'agit de prisonniers ayant tenté de s'enfuir²³⁷ ». Il est néanmoins probable qu'il s'agisse de victimes d'une « saca », exécutées sommairement, ou de victimes de la « ley de fugas » qui consiste à « libérer » des prisonniers avant de les abattre sous prétexte qu'ils tentent de s'évader. Son collègue britannique fait d'ailleurs preuve d'un meilleur discernement. Alors qu'il évoque les disparitions de certains « communistes », « envoyés précipitamment dans l'au-delà », il ajoute que certains ont été « autorisés à s'échapper et abattus en évitant d'être repris²³⁸ ». Le rôle accordé à l'armée dans le maintien de l'ordre en Espagne contribue très certainement à la perception biaisée que les agents français et britanniques ont de la terreur militaire. Depuis la Restauration monarchique, l'armée espagnole apparaît en effet comme un élément central du maintien de l'ordre dans la péninsule²³⁹. Or, son rôle est réaffirmé sous la Seconde République, avec l'adoption de la « Ley de Orden Público » de 1933 qui prévoit le recours à la juridiction militaire pour réprimer les atteintes à l'ordre public, en cas d'adoption de l'état de guerre²⁴⁰. Par conséquent, les violences administrées par les militaires insurgés s'inscrivent probablement dans une certaine continuité avec des pratiques acceptées par les diplomates, y compris dans le cas de pratiques extra-légales telles que la « ley de fugas », largement employée par les forces de l'ordre espagnoles sous la Restauration et sous la Seconde République²⁴¹.

Mais finalement, le caractère ordonné de la terreur militaire ne semble être qu'un prétexte pour certains représentants français et britanniques, au moment de la justifier. En effet, la crainte d'une révolution communiste et l'horreur provoquée par les « atrocités rouges » poussent certains d'entre eux à accepter les violences les plus extrêmes. Le consul britannique à Séville, Frederick Coultas, justifie ainsi les ordres qui ont été donnés dans les

²³⁶ TNA, PRO, FO 371/20542, W13515/62/41, rapport 679 de l'attaché militaire à Sir Henry Chilton, 29 septembre 1936.

²³⁷ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, bulletin de renseignement n° 21 de Jean-Claude Serres, 5 août 1936.

²³⁸ TNA, PRO, FO 371/20534, W9313/62/41, dép. 77 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 14 août 1936

²³⁹ Voir notamment Eduardo González Calleja, *El Máuser y el sufragio: orden público, subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999.

²⁴⁰ Eduardo González Calleja, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2014, p. 249 sq.

²⁴¹ Elle est notamment employée à Séville en juillet 1931, lorsque la République espagnole réprime violemment une tentative d'insurrection anarchiste. José María García Márquez, *La « Semana Sangrienta » de julio de 1931 en Sevilla. Entre la historia y la manipulación*, Séville, Aconcagua, 2019, p. 111-145.

localités où les gens de droite ont souffert des « atrocités rouges », et qui stipulent que « tous les dirigeants de partis politiques concernés [doivent] être sommairement exécutés et qu'à défaut de les capturer, un nombre égal de leurs associés politiques [doivent] être fusillés à leur place ». Il considère en effet « compréhensible » la « vengeance » qu'exercent « les amis et les parents de ceux qui sont morts²⁴² ». Henri Ribes, le vice-consul français à Melilla, fait également preuve de compréhension à l'égard des insurgés et de leur refus de toute « humanisation de la guerre » ou de compromis. S'appuyant sur l'exemple de personnes de sa connaissance qui ont perdu des proches, victimes des violences révolutionnaires, il en conclut que « jusqu'au bout la lutte restera cruelle et sans merci », car il y a « trop de morts à venger²⁴³ ». Un avis que Jean Herbette semble partager dès les premiers jours de la guerre, quand il prévoit en cas de victoire des insurgés « une violente réaction qui pourra aller par endroit jusqu'à la terreur blanche, car les gens qui ont souffert de l'état de choses actuel et surtout ceux qui ont eu peur ne pardonneront pas facilement²⁴⁴ ». Le témoignage de l'agent consulaire à Pampelune, Celso Lorda, permet d'ailleurs à l'ambassadeur français d'instaurer une différence entre les violences républicaines et les violences rebelles. Ces dernières ne seraient dictées que par une logique de représailles et de réaction. Il note ainsi qu'il « est assez remarquable d'ailleurs que les exécutions n'aient pas commencé tout de suite : il n'y a eu d'abord que des arrestations, puis les bruits relatifs à un projet de soulèvement révolutionnaire, les combats qui commençaient à avoir lieu sur le front et les nouvelles relatives aux atrocités de Barcelone et de Madrid ont surexcité les esprits et l'on a commencé à fusiller²⁴⁵ ». Il ne semble pas accorder beaucoup d'attention à la partie du récit de Celso Lorda qui témoigne pourtant du caractère impitoyable de la terreur rebelle qui ne paraît pas moins « atroce » que les violences révolutionnaires :

« On faisait sortir les prisonniers pendant la nuit, et, conduits à la campagne, ils étaient fusillés par groupes après s'être confessés, s'ils le désiraient. Les cadavres restaient au bord des routes et n'étaient enterrés que plus tard. D'autres, arrêtés dans les villages pour être conduits dans les prisons de la ville, ne sont jamais arrivés. Sans doute on s'est vengé des ressentiments et des vexations personnelles et même des jalousies et des rancunes qui, soit par politique, soit pour des questions sociales, existent toujours dans les villages. Le nombre de personnes fusillées officiellement, c'est-à-dire publiquement et avec tout le cérémonial dans la capitale, s'élève à une vingtaine,

²⁴² TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique de Frederick Coultas sur la circonscription consulaire de Séville, 19 novembre 1936.

²⁴³ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/B, dép. 115 d'Henri Ribes à Marcel Peyrouton, 5 octobre 1936.

²⁴⁴ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 842 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 juillet 1936.

²⁴⁵ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, dép. 1095 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 octobre 1936.

tandis qu'on évalue le total à 4 000 dans la province. Il y avait parmi ces malheureux des avocats, des médecins, des professeurs, des employés et des ouvriers. La situation des familles ne peut pas être plus triste et irrégulière puisqu'elles n'obtiennent pas d'actes de décès²⁴⁶. »

Les violences rebelles apparaissent enfin comme une assurance face à la menace communiste que la prise du pouvoir par les militaires n'a pas fait complètement disparaître. Jacques Bigourdan fait ainsi part de son inquiétude à Santa Cruz de Tenerife, où « malgré des arrestations massives, estimées à 2 ou 3 000 personnes [...], le parti extrémiste conserve, dans le silence, un grand espoir de voir la situation se modifier à son profit²⁴⁷ ». Il considère en effet que la « haine subsiste dans l'élément de gauche » qui menace de se soulever. Il en veut pour preuve la « légère "sublevación" [qui] se serait produite à la caserne des Ingenieros » au début du mois de septembre. Les militaires et les militants de gauche qui auraient pris part à ce mouvement sont arrêtés et certains sont fusillés, ce qui conduit l'agent consulaire français à considérer que « l'Autorité militaire paraît avoir pris de sérieuses mesures de précaution²⁴⁸ ». Son point de vue est repris par Pierre Thiais, le gérant du consulat à Las Palmas²⁴⁹, et partagé par son collègue britannique, Harold Patteson²⁵⁰. Au Maroc, Arthur Monck-Mason explique également que la répression qui s'abat sur les communistes, perquisitionnés, enfermés dans des camps de concentration et exécutés sommairement, vise à s'opposer au complot révolutionnaire découvert au début du mois d'août. Il explique notamment la différence de traitement entre les quartiers ouvriers de Ceuta, exempts de patrouilles, et la ville de Tétouan, quadrillée par la police. Tandis qu'à Tétouan on aurait découvert les preuves d'un tel complot révolutionnaire, à Ceuta « on connaissait bien les chefs de file communistes [...] dont on s'est chargé rapidement²⁵¹ ».

Mais c'est de Galice d'où proviennent les témoignages les plus favorables à la terreur militaire. Après sa visite à Vigo, La Corogne et Ferrol, l'officier commandant le *HMS Electra* note que si des sympathisants communistes demeurent dans la région, ils sont « désorganisés », « désarmés » et « maintenus dans la peur des exécutions quotidiennes,

²⁴⁶ *Ibid.*, « Récit des premiers jours de la guerre civile à Pampelune par notre Agent consulaire dans cette ville », envoyé par Jean Herbet au Quai d'Orsay (dép. 1095 de Jean Herbet au Quai d'Orsay, 23 octobre 1936).

²⁴⁷ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 475 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 29 août 1936.

²⁴⁸ *Ibid.*, dép. 492 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 10 septembre 1936.

²⁴⁹ *Ibid.*, dép. 104 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 19 septembre 1936.

²⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/20540, W12130/62/41, dép. 29 d'Harold Patteson au Foreign Office, 15 septembre 1936.

²⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20530, W8515/62/41, dép. 74 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 11 août 1936

officielles et non-officielles²⁵² ». Il reproduit ainsi l'avis du consul britannique à Vigo, William Oxley, qui considère dès le début du mois d'août que des « exécutions sommaires ont lieu, car on estime que c'est le seul moyen d'empêcher les ouvriers communistes de perpétrer de nouveaux outrages²⁵³ ». Son point de vue est certainement influencé par les Espagnols qu'il côtoie et qui justifient la terreur militaire devant D. Colyer, l'attaché de l'air de l'ambassade britannique : « Ils estiment que c'est un travail qui doit être fait et qui doit être fait à fond si l'on veut sauver l'Espagne. Ils ne prétendent pas qu'ils ne sont pas impitoyables, car ils disent qu'être impitoyable est la seule façon de traiter avec les communistes qui ont constamment enfreint toutes les règles de la guerre. » Et s'ils rejettent les récits d'atrocités attribuées aux militaires insurgés et publiés dans la presse de gauche en France, ils « admettent cependant qu'ils ne font pas de prisonniers, car ils disent que leurs adversaires se sont interdit le droit d'être traités en ennemis honorables », en raison de leur « bestialité ». Colver ne fait alors aucun mystère de la « détermination parmi les nationalistes à éliminer complètement le communisme d'Espagne ». En cas de victoire rebelle, il prévoit ainsi « une terrible période d'effusion de sang [...] — une terreur blanche sur le modèle de la terreur rouge bolchévique ». Il rapporte notamment les propos du général Franco qui aurait déclaré « qu'il devra peut-être tuer un million d'Espagnols pour sauver le pays ». Si l'attaché de l'air y voit « une perspective terrible » pour le pays, il ne l'estime cependant « pas pire et certainement moins désordonnée que ce à quoi on peut s'attendre si les communistes gagnent²⁵⁴ ». L'ambassadeur britannique reprend une partie de ces considérations qui participent à présenter la terreur militaire comme un mal inévitable face à la menace révolutionnaire. Chilton estime en effet qu'en cas de victoire des insurgés, « il y aura plusieurs mois de "nettoyage" », car les « extrémistes ne vont pas se soumettre docilement » : « Les militaires devront exercer une domination de fer. Je crains qu'il y ait de nombreuses exécutions et encore beaucoup d'effusions de sang²⁵⁵. »

Il est d'ailleurs significatif que les agents français et britanniques tendent généralement à présenter les victimes de la terreur militaire comme des militants communistes. Après la dénonciation du « complot communiste » et des « atrocités rouges », ces dernières se trouvent ainsi disqualifiées et diabolisées par l'octroi de ce qualificatif.

²⁵² TNA, PRO, FO 371/20555, W18480/62/41, dép. 62 de l'officier commandant le *HMS Electra* au capitaine Burrough, commandant du *HMS Exmouth* et de la 5th Destroyer Flotilla, 17 novembre 1936.

²⁵³ TNA, PRO, FO 371/20530, W8509/62/41, lettre de William Oxley à David Scott, 8 août 1936.

²⁵⁴ TNA, PRO, FO 371/20539, W11414/62/41, dép. 954/617 de D. Colver à Sir Henry Chilton, 4 septembre 1936.

²⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20540, W11799/62/41, dép. 678 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 17 septembre 1936.

Pourtant, la terreur militaire touche un secteur politique beaucoup plus large, et les consuls français et britanniques ne l'ignorent pas. C'est notamment ce que soulignent les rapports du consul général de France à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres. Dans une note adressée à Jean Herbette, il relève que tous « confondent dans la même réprobation la CNT, la FAI et les nationalistes [basques]. Malgré l'attitude de ces derniers, qui ont évité [...] que Saint-Sébastien ne subisse le sort d'Irún, ils seront soumis au même traitement de rigueur que les autres membres du Front populaire²⁵⁶ ». Au début du mois d'octobre, il informe en effet l'ambassadeur que les victimes des exécutions survenues la veille à Saint-Sébastien appartiendraient « surtout aux milieux nationalistes basques²⁵⁷ ». Jean Herbette mentionne par ailleurs un bruit selon lequel le gouverneur civil mis en place par les insurgés, Ramón Sierra Bustamente, aurait démissionné « pour protester contre les nombreuses exécutions qui ont eu lieu à Saint-Sébastien depuis la prise de la ville (on parle de 4 ou 500 personnes fusillées)²⁵⁸ ».

C'est qu'en réalité, la terreur rebelle a été préméditée pour assurer la domination des militaires insurgés et ne relève pas de la répression proportionnée des violences révolutionnaires ni d'une logique de représailles. Le cas de la province de Saint-Sébastien est particulièrement révélateur d'une violence asymétrique entre les deux camps. Alors que les militaires insurgés exécutent près de 6 000 personnes durant les semaines qui suivent la « libération » de la Guipuzcoa en septembre 1936, les violences révolutionnaires n'avaient causé dans ce territoire que 343 victimes durant les deux premiers mois de la guerre²⁵⁹. Mais l'instrumentalisation d'un supposé péril communiste et la propagande contre les « atrocités rouges » contribuent à masquer cette asymétrie et à justifier le recours à la violence aux yeux des diplomates français et britanniques, en renforçant leur peur et leur hostilité à l'égard des révolutionnaires.

B. Un silence complice ? L'occultation des violences en Andalousie

1. Le silence des représentants consulaires français et britanniques en Andalousie

La plus grande acceptation de la terreur militaire repose également sur le traitement inégal que les diplomates et les consuls français font des violences dans les deux camps. Au-delà des discours différenciés, ils documentent beaucoup moins la violence des insurgés. Les

²⁵⁶ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁵, tél. 1218-1219 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 septembre 1936.

²⁵⁷ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1302 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 octobre 1936.

²⁵⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, dép. 1059 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936.

²⁵⁹ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 44.

dépêches et les télégrammes la mentionnant sont moins nombreux, et les documents qui l'évoquent la détaillent généralement peu. Cette asymétrie contribue à fausser les perceptions de la situation espagnole. L'historien ou l'historienne qui consulte la correspondance diplomatique française et britannique est en effet frappé par ce déséquilibre. L'abondante dénonciation des « atrocités » commises par les organisations révolutionnaires à l'arrière républicain tend à écraser les évocations — bien plus rares et bien souvent minimisées, voire justifiées — des violences perpétrées par les insurgés. Or, si nous sommes bien évidemment tributaires de la manière dont les fonds ont été constitués et conservés, et de leurs éventuelles lacunes qui pourraient fausser le regard, il semble néanmoins que cet effet d'écrasement a pu également exister pour les fonctionnaires du Foreign Office et du Quai d'Orsay contemporains des événements. C'est ce que suggère le mémorandum rédigé en octobre 1936 par Charles H. Johnston, qui synthétise les informations reçues par le Foreign Office sur « l'exécution de civils et de prisonniers de guerre par les adhérents de deux partis en Espagne ». Alors qu'il détaille abondamment les « excès » commis à l'arrière républicain, il note que :

« La seule mention authentique d'exécution par les rebelles vient du Consul de Sa Majesté à Tétouan qui parle de 63 personnes fusillées à Larache, parmi lesquels des civils et des fonctionnaires, ajoutant que les rebelles de Larache se vantaient surtout de la justice de leur régime. La cruauté des Regulares maures, en particulier en matière de représailles, est mentionnée, par ex. par le Consul de Sa Majesté à Séville, mais aucun détail n'est actuellement disponible à ce sujet²⁶⁰. »

Et s'il évoque le « massacre des miliciens capturés à Badajoz », il ajoute qu'« aucun témoin fiable n'était avec les troupes insurgées pour décrire » l'exécution de prisonniers de guerre²⁶¹. Cette précision est importante, car si le massacre de Badajoz est documenté par les correspondants de presse étrangers, il n'est pas, à notre connaissance, rapporté par les représentants français et britanniques à Séville, dont les circonscriptions consulaires couvrent la partie occidentale de l'Andalousie et l'Extrémadure. Les rapports des consuls paraissent donc déterminants au moment d'accréditer les informations qui proviennent d'Espagne. Or, les agents français — Georges Moraud — et britanniques — Eustace G. H. Formby puis Frederick G. Coultas — ne semblent pas remplir leur fonction de renseignement de manière

²⁶⁰ TNA, PRO, FO 371/20543, W13623/62/41, mémorandum de Charles H. Johnston du 13 octobre 1936.

²⁶¹ *Ibid.*

adéquate. En l'état de la documentation que nous avons consultée, Georges Moraud ne paraît pas mentionner la terreur militaire, en dehors de quelques cas de Français qui la subissent. Il décrit en revanche sa circonscription consulaire comme « tranquille²⁶² » et « aussi favorable que possible²⁶³ ». Selon lui, la « pacification progresse quotidiennement²⁶⁴ ». Il préfère en revanche relayer la dénonciation des « atrocités rouges » énoncée par la colonie française de Cordoue. Comme le souligne Pauline Deffois, ni l'agent consulaire à Badajoz ni le consul français à Séville ne fournissent d'information sur le massacre de Badajoz perpétré par les troupes du général Yagüe²⁶⁵.

Il en va de même pour les représentants britanniques. Eustace Formby, le consul par intérim, évoque seulement des « châtiments sévères » dans les villages où les partisans du Frente Popular ont commis des atrocités²⁶⁶. Quant au titulaire du poste, Frederick G. Coultas, il se distingue dans un premier temps par son silence qui lui est sévèrement reproché par le Foreign Office. Alors que le vice-consul à Algésiras informe Londres de l'arrestation d'un citoyen britannique, un des fonctionnaires du Western Department, Donald Maclean, s'étonne de l'absence de rapport de la part de Coultas sur ce cas précis. Il relève à cette occasion qu'« il n'y a pas eu non plus de réponse au télégramme du Foreign Office [...] demandant un rapport sur les lois frontalières, la législation générale et la situation générale dans [sa] circonscription consulaire²⁶⁷ ». Si Coultas s'empresse par la suite de se renseigner sur les raisons de l'incarcération de son concitoyen, et de préciser qu'il n'a pas reçu la demande de rapport émanant du Foreign Office²⁶⁸, il n'échappe pas au jugement acerbe du Sous-secrétaire d'État Permanent, Robert Vansittart :

« Mais ce n'est pas assez. D'abord on nous fait attendre pendant des semaines sans aucune réponse du tout ; et puis nous recevons ce message jéjunal, qui ne nous dit rien. Comment va Lawrence, comment est-il traité, qui l'a inculpé et pour quels motifs ? Quelles sont ses perspectives, quand doit-il être jugé, des actions ont-elles été prises, et des arrangements pour fournir un avocat ou pour assister au procès ? Nous semblons avoir un cadavre et non un consul à ce poste. Et s'il a vraiment l'impudence de dire

²⁶² Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, *op. cit.*, p. 29-30.

²⁶³ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B¹⁰, tél. 19 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, *op. cit.*, p. 29-30.

²⁶⁶ TNA, PRO, FO 371/20531, W8721/62/41, dép. 41 d'Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 5 août 1936.

²⁶⁷ TNA, PRO, FO 371/20541, W12653/62/41, « Arrest of British subject Lawrence at Algeciras », minute de Donald Maclean, 14 octobre 1936.

²⁶⁸ TNA, PRO, FO 371/20543, W13873/62/41, tél. 16 de Frederick Coultas au Foreign Office, 17 octobre 1936.

qu'il n'a envoyé aucun rapport parce qu'aucun n'a été spécifiquement demandé dans une affaire qui nous intéresse sérieusement et de près, plus tôt il aura un réveil vif, mieux ce sera²⁶⁹. »

Après un vif rappel à l'ordre de Vansittart²⁷⁰, le consul finit par envoyer un long télégramme — qualifié par Walter Roberts de « premier rapport utile [...] qui n'a que trop tardé²⁷¹ » — sur la situation dans sa circonscription consulaire, documentant le « rapide retour à la vie normale et la reprise du travail » qu'il y observe, ainsi que l'orientation politique de la nouvelle Junta Técnica del Estado²⁷². Il n'évoque cependant pas la terreur militaire et ne satisfait pas totalement le Foreign Office. En effet, Walter Roberts lui écrit à nouveau que ses collègues du Western Department ne sont « pas aussi bien informés [qu'ils le souhaiteraient] sur les objectifs et les actes des autorités rebelles et sur les conditions sous leur règne, et [comptent] donc sur [lui] pour [leur] fournir le plus rapidement possible toute information susceptible d'être utile au Gouvernement de Sa Majesté dans l'élaboration de sa politique envers le gouvernement de Burgos²⁷³ ». Dans sa réponse, Coultas finit par rendre compte de la répression qui s'abat sur les partisans du Frente Popular : « l'emprisonnement d'opposants politiques des deux sexes, les mauvais traitements de certains, l'exécution de beaucoup continuent à une échelle décroissante²⁷⁴ ». Mais comme le note Donald Maclean, le consul britannique « ne confirme pas ces exécutions massives dont il y a eu des rumeurs²⁷⁵ ». Coultas double également son télégramme d'un très long rapport sur la situation politique et économique de sa circonscription, dans lequel il évoque et justifie les « exécutions sommaires » perpétrées par les troupes rebelles, comme une « vengeance » « compréhensible » de ceux qui ont souffert des violences républicaines²⁷⁶. Ce rapport est à nouveau considéré comme « utile », bien que « peu critique » par William Montagu-Pollock, qui ajoute que « c'est probablement trop attendre de M. Coultas qu'il soit capable de donner un compte-rendu critique à partir des preuves limitées dont il dispose à Séville²⁷⁷ ».

²⁶⁹ *Ibid.*, W13873/62/41, minute de Robert Vansittart, 18 octobre 1936.

²⁷⁰ *Ibid.*, tél. 32 de Robert Vansittart à Frederick Coultas, 20 octobre 1936.

²⁷¹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14062/62/41, minute de Walter Roberts, 24 octobre 1936.

²⁷² *Ibid.*, tél. 18 de Frederick Coultas au Foreign Office, 20 octobre 1936.

²⁷³ *Ibid.*, tél. 40 de Walter Roberts à Frederick Coultas, 30 octobre 1936.

²⁷⁴ TNA, PRO, FO 371/20549, W16193/62/41, tél. 33 Frederick Coultas au Foreign Office, 19 novembre 1936.

²⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/20549, W16193/62/41, « Position in Spain under military rule », minute de Donald Maclean, 23 novembre 1936.

²⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20550, W16798/62/41, rapport politico-économique sur la circonscription consulaire de Séville, de Frederick Coultas, 19 novembre 1936.

²⁷⁷ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 14 décembre 1936.

Les exemples de Georges Moraud et de Frederick Coultas interrogent donc sur la qualité des informations transmises par les représentants français et britanniques qui se trouvent dans les territoires dominés par les rebelles, d'autant plus que leurs circonscriptions consulaires comportent l'Andalousie et l'Extrémadure où la terreur militaire cause le plus grand nombre de victimes. Les deux agents pouvaient-ils l'ignorer ?

2. Derrière ce silence, une connaissance partielle et partielle de la terreur militaire

Les historiens Luis Castro, Paul Preston et Hugo García ont mis en relief la censure instaurée par les militaires rebelles dès les premiers instants du conflit²⁷⁸. Selon le premier, il serait « vain » de chercher dans la presse contrôlée par les insurgés des références à la violence répressive au-delà des allusions génériques relatives à la « surveillance et au maintien de l'ordre ». Dès le début du soulèvement militaire, le général Queipo de Llano aurait ainsi ordonné la dissimulation de la terreur rebelle par l'emploi d'euphémismes tels que « la justice a été rendue » ou « la loi a été appliquée ». Le général Mola n'est d'ailleurs pas en reste : il ordonne dès le 10 août 1936 aux juges civils et aux militaires que les cadavres d'individus morts lors d'un « affrontement avec la force publique » soient rapidement enterrés, sans autopsie ni attestation précisant les causes du décès²⁷⁹. Et de fait, les autorités militaires s'efforcent de dissimuler les corps de leurs victimes, enterrés sans procédures légales dans des fosses communes creusées sur le lieu même de l'exécution ou dans les cimetières municipaux²⁸⁰. Hugo García a quant à lui mis en avant le rôle joué par Luis Bolín dans la censure et l'occultation de la terreur. Selon ses contemporains, Bolín exerce une censure brutale et autoritaire à l'égard des correspondants de presse étrangers, qu'il traite comme des espions et des criminels. Ces derniers sont ainsi accompagnés par des officiers de presse qui leur interdisent d'évoquer les exécutions de prisonniers et de civils. Bolín craint notamment que les journalistes étrangers puissent faire sortir d'Espagne des informations non censurées et susceptibles de porter atteinte à l'image de la rébellion militaire²⁸¹. Luis Castro

²⁷⁸ Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 264-265 ; Paul Preston, *We Saw Spain Die. Foreign Correspondents in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 134-140 ; Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 50-51.

²⁷⁹ Luis Castro, «Yo daré las consignas.» *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 264-266.

²⁸⁰ José María García Márquez, « El triunfo del golpe militar : el terror en la zona ocupada », *op. cit.*, p. 96-97.

²⁸¹ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 50-51.

avance en effet que l'une des principales raisons de la censure appliquée par les insurgés repose sur la crainte du retentissement international de la terreur qu'ils pratiquent²⁸².

Pourtant, cette crainte n'empêche pas le général Franco et le général Yagüe d'assumer en des termes très crus les violences devant certains correspondants étrangers. Dès le 27 juillet, le premier confirme devant le journaliste américain Jay Allen qu'il est prêt à en finir avec « la moitié de l'Espagne » pour vaincre²⁸³. Quant au second, il ne cache pas au journaliste John T. Whitaker la volonté de ne laisser aucun « rouge » à l'arrière de sa colonne²⁸⁴. Les allocutions radiophoniques du général Queipo de Llano ne laissent pas plus de doute sur la violence qui accompagne le soulèvement militaire. Le 23 juillet, il « autorise » ainsi ses soldats « à tuer comme un chien toute personne qui oserait s'opposer à [eux] » et leur « déclare que, [s'ils agissent] de la sorte, [ils seront] exemptés de tout blâme²⁸⁵ ». Du reste, en dépit des efforts de dissimulation déployés par les autorités militaires, dans bien des cas les cadavres des victimes restent visibles le lendemain de leur exécution sur le bord des routes à l'extérieur des villes et des villages²⁸⁶. Ainsi, la dissimulation de la terreur militaire repose aussi sur le fait de détourner le regard. José María García Márquez avance notamment que « pour les “gens d'ordre”, tout ce qui entourait la répression, les coups de feu à l'aube, les cris et les pleurs des détenus, ou les lamentations et les gémissements après les tirs, constituait un spectacle auquel [...] peu étaient disposés à assister²⁸⁷ ». Ainsi, tandis qu'il rend compte de l'ordre qui règne à Las Palmas depuis que les militaires insurgés se sont imposés, Pierre Thiais note que toutefois que les « nuits seules sont troublées par quelques fusillades, presque toujours sans conséquences graves ». Il ne dénombre alors que « peu de victimes²⁸⁸ ». À l'inverse, son collègue britannique à Tétouan fait preuve d'un meilleur discernement quand il indique à la fin du mois d'août que les « exécutions se poursuivent toujours, et [que] peu de jours passent sans que des coups de feu ne se fassent entendre à l'aube sur la colline qui surplombe la ville²⁸⁹ ».

Mais c'est en Andalousie que le silence sur la terreur militaire est le plus significatif. Les archives du consulat de France à Séville montrent en effet que, malgré son silence,

²⁸² Luis Castro, « *Yo daré las consignas.* » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 264.

²⁸³ Paul Preston, *We Saw Spain Die. Foreign Correspondents in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 299.

²⁸⁴ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, *op. cit.*, p. 63.

²⁸⁵ Cité par Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, *op. cit.*, p. 149.

²⁸⁶ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, *op. cit.*, p. 66.

²⁸⁷ José María García Márquez, « El triunfo del golpe militar : el terror en la zona ocupada », *op. cit.*, p. 98.

²⁸⁸ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 84 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 25 juillet 1936.

²⁸⁹ TNA, PRO, FO 371/20538, W11024/62/41, dép. 88 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 26 août 1936

Georges Moraud avait une connaissance au moins partielle de ses rouages. Le consul est amené à s'intéresser au sort de plusieurs ressortissants français arrêtés et, dans certains cas, exécutés par les insurgés. Dans les notes qui rendent compte de son action, plusieurs indices suggèrent qu'il n'ignore pas certains aspects de la répression. C'est ce que révèle l'affaire des frères Auban. Le 29 août 1936, Pierre et Bertrand Auban, deux membres connus de la colonie française à Séville et qui détiennent un atelier de photographie et de réparation d'appareils optiques ou de radio, sont arrêtés par les autorités militaires. Ils sont accusés d'avoir construit un émetteur TSF clandestin — une « affaire plutôt grave, étant données les circonstances », selon Georges Moraud²⁹⁰. D'après le récit établi par Bertrand Auban lors de sa libération en décembre 1936, les deux frères sont aussi soupçonnés d'appartenir à la franc-maçonnerie, ce qu'ils nient. Pierre Auban est en outre accusé par deux enquêteurs de police d'avoir menacé un certain Manuel Pinton avec un revolver qui lui aurait été remis par un nommé Royar Peña. Il nie également ces faits. Manuel Pinton aurait d'ailleurs déclaré à son frère Bertrand que Pierre ne l'avait jamais menacé. En outre, Pierre Auban est aussi accusé « d'avoir défendu, armé de deux revolvers, la barricade construite devant la maison du quartier de San Julián, où se trouvait son atelier ». Pierre rejette à nouveau ces accusations, assurant à son frère qu'il n'était pas sorti de son atelier²⁹¹.

Si Bertrand Auban est libéré le 7 décembre 1936, ce n'est pas le cas de Pierre. En lui rendant visite le matin du 10 décembre, Bertrand se rend compte qu'il est introuvable. Inquiet, il alerte Georges Moraud, qui rend visite au Délégué Militaire Gouvernemental, qui supervise la répression rebelle à Séville. Le consul est reçu par l'un de ses officiers :

« À ma question pour savoir où se trouvait Pierre Auban, cet officier m'a répondu "qu'en ce qui concernait ce jeune homme, les faits étaient tels qu'il avait fallu appliquer la loi". J'ai donc répliqué : "alors, il a été fusillé". Il m'a été répondu affirmativement. Je n'avais plus qu'à mettre Bertrand Auban au courant du sort fait à son malheureux frère²⁹² ! »

Le compte-rendu que Moraud adresse au Quai d'Orsay montre ainsi qu'il ne se laisse pas abuser par les euphémismes employés par les militaires insurgés, et devine rapidement le

²⁹⁰ CADN, fonds du consulat de France à Séville, série B, carton 140, dossier D2 « Arrestations. Mouvement militaire du 18 juillet 1936 » (désormais : CADN, Séville, B, 140, D2), « Note concernant l'arrestation des frères Auban », signée par Georges Moraud et datée du dimanche 29 août 1936 (en réalité dimanche 30 août).

²⁹¹ CADN, Séville, B, 140, D2, dép. 43 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 15 décembre 1936.

²⁹² *Ibid.*

sort qu'on a réservé à son compatriote. Le consul affirme d'ailleurs être « profondément affecté » par la « fin tragique » de Pierre Auban qu'il connaissait « bien ». Néanmoins, il s'efforce de trouver une justification à cette exécution. Moraud précise en effet au Quai d'Orsay qu'il a « su, officieusement, par des personnes ayant des relations dans les milieux de police, que Pierre Auban avait été accusé d'avoir construit une barricade avec des pavés de la rue et de l'avoir défendue, armé de deux revolvers ». Il ajoute que la veille de l'exécution du Français, les autorités militaires l'avaient informé que ce dernier n'avait pas été libéré « parce que sur lui pesait l'accusation grave d'avoir pris les armes contre l'armée ». Face à ces informations, il note que « Tout cela est très troublant²⁹³ ! » Au-delà de l'émotion perceptible que suscite cette affaire, Georges Moraud ne paraît donc pas envisager que l'exécution soit injustifiée. Cela témoigne chez lui d'une certaine adhésion à une répression perçue comme légitime.

Un autre exemple permet de souligner l'approbation avec laquelle le consul français perçoit la terreur militaire. Le 8 décembre 1936, le Quai d'Orsay lui demande d'enquêter sur la situation d'un Français de Cadix, Albert Sarthou, dont la mère n'a plus de nouvelles. Moraud informe alors le Département qu'Albert Sarthou a été fusillé au mois d'octobre²⁹⁴ — en réalité le 14 novembre 1936²⁹⁵. Pour expliquer son sort, il précise que ce dernier, qui « travaillait en qualité de cuisinier », « se serait intéressé plus qu'il n'aurait convenu pour un étranger aux questions syndicales. Il aurait même été président du Syndicat des cuisiniers des hôtels de Cadix et, à ce titre, se serait fait remarquer dans un sens plutôt révolutionnaire²⁹⁶. » Le consul lui témoigne d'ailleurs moins d'empathie qu'à Pierre Auban. Il relate en effet qu'Albert Sarthou, arrêté une première fois lors du soulèvement militaire, s'est ensuite présenté au consulat à Séville — où il n'était pas inscrit — pour « se renseigner sur sa situation au point de vue militaire » :

« Il a déclaré, en effet, que, venu en Espagne avant l'âge d'accomplir son service militaire, il y était demeuré depuis. Sarthou était donc insoumis et il lui a été répondu qu'il n'avait qu'un seul parti à prendre, faire sa soumission et rentrer en France. Cette indication ne répondait sans doute pas à ses désirs, car il n'y a pas donné suite et ne

²⁹³ *Ibid.*

²⁹⁴ CADN, Séville, B, 140, D2, dép. 47 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 30 décembre 1936.

²⁹⁵ *Ibid.*, note du chef de la section diplomatique du cabinet civil de la 2^e division de Séville à Georges Moraud, 2 janvier 1937.

²⁹⁶ *Ibid.*, dép. 47 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 30 décembre 1936.

s'est pas représenté. J'ignorais son sort que l'enquête à laquelle je viens de procéder m'a fait découvrir²⁹⁷. »

En le présentant comme un syndicaliste « révolutionnaire » et comme un « insoumis », le consul français semble se désintéresser de son sort ; et d'une certaine manière, sinon justifier, du moins amoindrir le retentissement que pourrait causer son exécution en tant que citoyen français. Sa dépêche montre *a minima* une certaine acceptation à l'égard de la répression qui s'abat sur les organisations ouvrières.

Enfin, Georges Moraud a eu connaissance, au moins de manière indirecte, du massacre perpétré par les troupes du général Yagüe à Badajoz. Le 5 septembre 1936, le consul est en effet informé de l'arrestation de René Brut, journaliste français de *Pathé Journal*²⁹⁸. Ce dernier a filmé, en compagnie du journaliste de *L'Intransigeant* Jean d'Esme, plusieurs points de Badajoz les 17 et 18 août 1936, quelques jours après la prise de la ville²⁹⁹. Il enregistre notamment des images de différents lieux d'exécution et d'incinération des cadavres, en particulier dans les environs du cimetière. Il parvient à envoyer les pellicules à Paris, desquelles sont extraits des photogrammes publiés par la suite dans la presse française, et notamment dans *L'Intransigeant*³⁰⁰. La publication de ces clichés provoque un fort retentissement international, en particulier dans l'opinion publique de gauche. René Brut et Jean d'Esme sont arrêtés et interrogés à Séville³⁰¹. Moraud connaît le motif de l'arrestation. Dès le 5 septembre, il rend visite à Luis Bolín qui l'informe, lors d'une « entrevue très courtoise », qu'il a convoqué René Brut en raison « des photographies compromettantes » et « de nature à porter tort à la cause du mouvement militaire » que ce dernier aurait prises à Badajoz et envoyées à Paris « sans les soumettre à la censure, ainsi qu'il aurait dû le faire ». Le consul note alors que « M. Brut a été invité à demander à sa maison de Paris, d'envoyer

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ *Ibid.*, « Note relative à l'incident Brut » rédigée par Georges Moraud.

²⁹⁹ Le film est visionnable sur le site de British Pathé. Si la page ne mentionne pas René Brut ni la date précise de l'enregistrement du film, on reconnaît plusieurs des images extraites et publiées par *L'Intransigeant*. URL : <<https://www.britishpathe.com/workspaces/show/5b02318534d1e242ab413023f5f9b183/x4yEaqOU/full>>. Consulté le 10 mars 2022.

³⁰⁰ *L'Intransigeant* du samedi 29 août 1936. Les clichés figurant de nombreux cadavres entassés sont reproduits dans la rubrique « L'Intran Voir » sous le titre « À Badajoz, les horreurs de la guerre ». URL : <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7952166>>. Consulté le 3 mars 2022.

³⁰¹ Luis Castro, « *Yo daré las consignas.* » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 273-274 ; Francisco Espinosa Maestre, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, *op. cit.*, p. 209-210.

ici, les négatifs de ces photographies », tandis que Jean d'Esme proteste auprès de la direction de *L'Intransigeant* « contre la publication de photos qu'il n'a pas adressées³⁰² ».



Photographie 14 : Extrait de *L'Intransigeant* du 29 août 1936³⁰³.

René Brut est malgré tout détenu le 8 septembre par des agents de police. Moraud doit de nouveau intervenir auprès de Luis Bolín, « où le meilleur accueil [lui] est réservé ». Il acquiert à cette occasion « la conviction que M. le Capitaine ignorait l'arrestation de

³⁰² CADN, Séville, B, 140, D2, « Note relative à l'incident Brut ».

³⁰³ Les photographies sont accompagnées du commentaire suivant : « Badajoz, après une violente attaque, fut prise par les insurgés. Les frères ennemis se sont battus féroce-ment. Il y a des morts partout. Cas les blessés, les otages, les prisonniers ne comptaient pour personne : tous condamnés à une seule peine : la mort. Voici quatre documents. A gauche : des soldats rebelles fusillés par les loyalistes avant la retraite... A droite : des miliciens fusillés par les vainqueurs. En haut, à droite, les cadavres ont été brûlés. » *L'Intransigeant*, 29 août 1936. URL : <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7952166>>. Consulté le 3 mars 2022. Néanmoins, Francisco Espinosa Maestre ne semble pas attribuer aux républicains les victimes qui figurent sur les photographies de gauche. Francisco Espinosa Maestre, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, op. cit.

M. Brut » et que cette affaire est dirigée depuis Burgos³⁰⁴. En réalité, le consul français s'est laissé abuser : c'est bien Luis Bolín qui ordonne son arrestation³⁰⁵. Alors que le Quai d'Orsay lui demande urgemment d'intervenir en faveur du journaliste le 10 septembre, Moraud rend visite au chef du cabinet diplomatique du général Queipo de Llano, Luis Roca de Togores, qui refuse de libérer René Brut. De manière significative, il déclare au représentant français : « Vous nous connaissez et vous savez bien que s'il n'y avait rien contre M. Brut, nous ne l'aurions pas arrêté. Les renseignements que nous avons lui sont très défavorables ; il a pris des photos de nature à nous faire grand tort³⁰⁶. » Le 12 septembre, un représentant de *Pathé* apporte les pellicules du film, présenté à Georges Moraud comme « tendancieux » : René Brut est libéré dans la soirée et expulsé immédiatement à destination de Tanger sans que le consul ne puisse le voir³⁰⁷.

Les notes du consul français montrent tout d'abord le peu de curiosité dont il fait preuve à l'égard des événements de Badajoz — il ne semble pas s'enquérir du contenu des clichés pris par René Brut — ; mais elles montrent également la confiance qu'il accorde aux autorités militaires avec lesquelles il semble entretenir de bonnes relations. Tous ces éléments suggèrent que Georges Moraud adhère à la propagande déployée par les militaires rebelles et au bienfondé de la répression qu'ils appliquent à l'égard des organisations ouvrières. C'est probablement dans cette adhésion que réside l'explication de son silence, alors qu'il a au moins une connaissance partielle des mécanismes de la terreur militaire et du massacre de Badajoz. Mais il reste une dernière explication à ce silence, avancée notamment par Pauline Deffois. Elle estime ainsi que la faible quantité de documents émanant des consulats établis dans les territoires dominés par les insurgés pourrait s'expliquer par le fait que les consuls ne pouvaient pas correspondre librement avec leurs supérieurs³⁰⁸. Ils ne sont en effet pas autorisés à communiquer avec Paris par télégrammes chiffrés, et doivent soumettre leurs rapports à la censure. C'est notamment le cas de Pierre Thiais et de Henri Dorange qui se plaignent du contrôle que les autorités militaires exercent sur leurs correspondances³⁰⁹. Néanmoins, les représentants français et britanniques parviennent à éluder la surveillance dont

³⁰⁴ CADN, Séville, B, 140, D2, « Note relative à l'incident Brut ».

³⁰⁵ Luis Castro, « *Yo daré las consignas.* » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, *op. cit.*, p. 274.

³⁰⁶ CADN, Séville, B, 140, D2, tél. 59 du Quai d'Orsay à Georges Moraud, 10 septembre 1936. Note manuscrite du consul au bas du télégramme.

³⁰⁷ *Ibid.*, « Note relative à l'incident Brut ».

³⁰⁸ Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, *op. cit.*, p. 125.

³⁰⁹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 90 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 8 août 1936 ; dép. 122 d'Henri Dorange au Quai d'Orsay, 10 novembre 1937 ; et Deffois Pauline, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 — mars 1939)*, *op. cit.*, p. 162.

ils sont l'objet pour faire parvenir leurs rapports, notamment en les confiant à des navires de guerre de la Royal Navy ou de la Marine Nationale. Georges Moraud confie ainsi en juillet 1936 un rapport de son homologue britannique à un contre-torpilleur français faisant escale à Séville, afin que ce dernier le transmette au Foreign Office³¹⁰, tandis que Pierre Thiais confie au commandant du *Tempête* l'un de ses rapports³¹¹. Ainsi, si les dépêches des consuls français et britanniques font l'objet d'une censure, il s'agirait plutôt d'autocensure.

C. À Londres et à Paris, une acceptation limitée de la terreur militaire

1. Des violences connues par d'autres canaux

Si l'information que les consuls transmettent à Paris et à Londres est en grande partie défailante, les gouvernements français et britannique peuvent néanmoins compter sur d'autres canaux pour prendre connaissance de la terreur militaire. La presse constitue l'un de ces moyens, même si elle semble souffrir d'un déséquilibre comparable à celui que connaît l'information diplomatique. Émile Témime a ainsi rappelé les déformations que subit le traitement de la guerre d'Espagne dans les différents médias européens³¹². Quant à David Deacon, il a montré que durant les premiers mois de la guerre, les reportages publiés dans la presse britannique proviennent surtout de Madrid ou de Barcelone et, dans une moindre mesure, du Pays basque et du Maroc³¹³. Ainsi, « une meilleure couverture a été accordée aux événements survenus à l'intérieur du territoire républicain [...] », tandis que les zones contrôlées par les insurgés « ont eu tendance à disparaître³¹⁴ ». La censure étroite que pratiquent les rebelles n'est certainement pas étrangère à ce traitement différencié. Pourtant, comme nous l'avons évoqué précédemment, le massacre de Badajoz est très vite connu grâce aux reportages de Mario Neves, Jay Allen, Jean d'Esme et René Brut, mais aussi de Marcel Dany (journaliste de l'agence Havas) et de Jacques Berthet (reporter du journal *Le Temps*)³¹⁵. Il provoque une certaine évolution dans le traitement des militaires insurgés. De manière significative, François Mauriac, qui dénonçait dès le 26 juillet 1936 les atrocités commises par

³¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20527, W7807/62/41, tél. d'Eustace G. H. Formby au Foreign Office, 27 juillet 1936.

³¹¹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 91 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 8 août 1936.

³¹² Émile Témime, « L'écho de la guerre civile espagnole en juillet 1936 : amplification et déformation de l'événement », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1986, n° 7-8, p. 13-17.

³¹³ David Deacon, *British news media and the Spanish Civil War: tomorrow may be too late*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2008, p. 121.

³¹⁴ *Ibid.*, p. 123.

³¹⁵ Luis Castro, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, op. cit., p. 273.

« l'Internationale de la Haine³¹⁶ », est ébranlé par la nouvelle du massacre de Badajoz³¹⁷. Dans un article publié le 18 août 1936 dans *Le Figaro*, l'écrivain français s'élève contre « les exécutions en masse des vaincus » et « l'extermination de l'adversaire³¹⁸ ». Par ailleurs, certains journaux britanniques — dont le *Manchester Guardian* — considèrent à partir du mois de septembre 1936 que des atrocités ont lieu dans les deux camps³¹⁹. Enfin, la presse de gauche en France dénonce abondamment les massacres et les exécutions auxquels se livrent les insurgés³²⁰. Jean Herbette note ainsi que la « presse régionale française publie [le 5 octobre 1936] une information selon laquelle 90 miliciens qui s'étaient enfermés dans le Séminaire de Tolède et qui avaient ensuite capitulé ont été fusillés aussitôt³²¹ ».

Par ailleurs, le gouvernement républicain débute à la fin du mois de septembre 1936 une contre-offensive sur le terrain de la propagande. Un document du Collège des Avocats de Madrid est en effet publié afin de dénoncer devant le « monde civilisé » les « interminables atrocités » des insurgés³²². Il mentionne notamment l'exécution de 2 000 « travailleurs » dans les arènes de Badajoz, celle de 9 000 personnes à Séville, ainsi que l'élimination de nombreux députés et intellectuels de gauche, dont Federico García Lorca. Outre l'extermination systématique des ouvriers affiliés aux organisations de gauche, dont les corps sont laissés dans la rue, la déclaration du collège des avocats madrilènes dénonce également les actes de cruauté dont se seraient rendues coupables les troupes rebelles, et en particulier les Regulares marocains. Elle évoque notamment des cas de femmes violées, forcées à danser nues sur la place publique ou dont les seins auraient été coupés³²³. Ces accusations reposent néanmoins sur les seuls témoignages de socialistes andalous, en raison de l'impossibilité pour les

³¹⁶ Cité par Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », in Vincent Genin, Matthieu Osmont et Thomas Raineau (dir.), *Réinventer la diplomatie: sociabilités, réseaux et pratiques diplomatiques en Europe depuis 1919*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2016, p. 53-72.

³¹⁷ Geneviève Dreyfus-Armand, « La France et la guerre d'Espagne. Un pays passionné, profondément fracturé », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 56.

³¹⁸ François Mauriac, « Chronique — Badajoz », *Le Figaro*, n° 231, 18 août 1936.

³¹⁹ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 107.

³²⁰ Émile Témime, « L'écho de la guerre civile espagnole en juillet 1936: amplification et déformation de l'événement », op. cit., p. 16 ; Anne Mathieu, *Nous n'oublierons pas les poings levés. Reporters, éditorialistes et commentateurs antifascistes pendant la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, 2021, p. 274 et 285-287.

³²¹ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 1297 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 octobre 1936.

³²² Hugo García, « Seis y media docena: propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », op. cit., p. 680-681.

³²³ TNA, PRO, FO 371/20547, W15442/62/41, note de l'ambassade espagnole à Londres.

partisans du gouvernement républicain de mener des enquêtes dans les territoires conquis par les militaires insurgés³²⁴.

Le contenu du texte est alors partiellement repris dans la presse britannique à la fin du mois d'octobre, quand l'ambassade espagnole à Londres le distribue en réaction à la diffusion de l'*Informe* de Luis Bolín sur les atrocités rouges³²⁵. L'ambassadeur Pablo de Azcárate justifie en effet sa démarche par le fait que, compte tenu « de la brochure sur les prétendues cruautés commises par les troupes loyales et à laquelle les rebelles ont fait tant de publicité, le gouvernement espagnol ne peut continuer à garder le silence sur les atrocités commises par les insurgés, et bien qu'il le regrette, il veillera au nom de l'Espagne à ce que l'opinion publique ne se trompe pas en la matière ». Du reste, s'il ne « contredit pas » la brochure rebelle, dont il reconnaît « la vraie valeur », il attire l'attention du Foreign Office sur les photographies collectées : celles-ci, « qui sont offertes au lecteur comme un exemple de victimes rebelles, ne sont qu'une preuve vivante de la répression contre les travailleurs qui se battent en faveur du gouvernement³²⁶ ». Cette dernière considération est néanmoins reçue avec scepticisme par le Foreign Office : en marge du paragraphe, un point d'interrogation est ajouté par l'un des fonctionnaires du Western Department.

Les autorités républicaines reprennent donc à leur tour certains éléments de la propagande d'atrocités. À Madrid, le général Miaja convoque au début du mois de novembre l'ambassadeur mexicain, Manuel Pérez Treviño, et les chargés d'affaires britannique et argentin, George Ogilvie-Forbes et Edgardo Pérez Quesada. Ce dernier ne peut finalement pas assister à la rencontre, mais est informé de l'« objet macabre » de la réunion par ses collègues³²⁷. En effet, le président de la Junta de Defensa de Madrid montre aux représentants mexicain et britannique « un parachute gouvernemental largué par les rebelles auquel [...] était attachée une boîte contenant le corps démembré d'un aviateur gouvernemental qui avait atterri hier en parachute derrière les lignes rebelles ». Il leur demande alors « de prendre note et de rendre compte à [leurs] gouvernements de cet exemple de barbarie rebelle³²⁸ ». Il ne

³²⁴ Hugo García, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », *op. cit.*, p. 681.

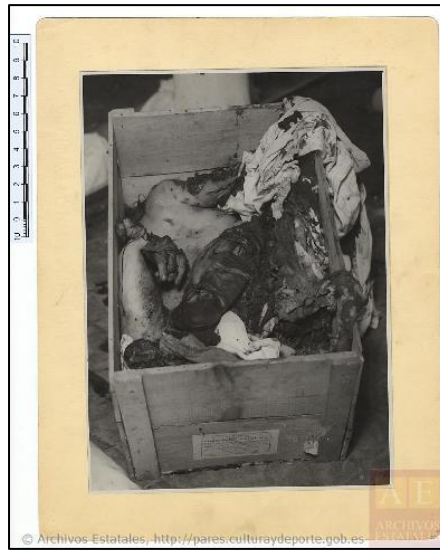
³²⁵ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 144-145.

³²⁶ TNA, PRO, FO 371/20547, W15442/62/41, note de l'ambassade espagnole à Londres.

³²⁷ TNA, PRO, FO 371/20551, W16973/62/41, traduction de la dép. 59 d'Edgardo Pérez Quesada au ministre des Affaires étrangères argentin, 17 novembre 1936.

³²⁸ TNA, PRO, FO 371/20548, W15840/62/41, tél. 507 de Georges Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 novembre 1936.

semble pas, néanmoins, qu'Ogilvie-Forbes transmette les photographies qui sont prises du corps mutilé.



Photographie 15 : « Restes de l'aviateur qui fut lancé en parachute par un avion factieux³²⁹ ».

En revanche, le chargé d'affaires britannique informe le Foreign Office, à la fin du mois d'octobre, que des avions rebelles ont lancé sur Madrid des tracts menaçant d'exécuter cinq supporters du Frente Popular — y compris des blessés — pour chaque prisonnier de droite tué dans la capitale³³⁰. L'information — par ailleurs reprise dans la presse britannique³³¹ — donne davantage de poids aux craintes exprimées par Sir Henry Chilton, mais aussi par Jean Herbette et Henri Morel, qui s'attendent à des massacres en cas de victoire des militaires insurgés. Or, cette appréhension vient compliquer la reconnaissance du général Franco, à laquelle le Foreign Office et le Quai d'Orsay se préparent.

2. L'anticipation des massacres à Madrid frustre la reconnaissance du général Franco

En effet, alors que les troupes rebelles s'approchent de Madrid en octobre 1936, nombreux sont les observateurs qui prédisent la chute de la capitale espagnole³³². Dès le

³²⁹ Archivo General de la Administración, Archivo fotográfico de la Delegación de Propaganda de Madrid durante la Guerra Civil, dossier « Heridos y muertos de guerra » et sous-dossier « Leales », photographie n° 414 prise par Mayo pour l'« Archivo fotográfico del Patronato Nacional del Turismo ». Les photographies sont consultables en ligne. URL: <<http://pares.mcu.es/ArchFotograficoDelegacionPropaganda/inicio.do>>. Consultées le 10 mars 2022.

³³⁰ TNA, PRO, FO 371/20545, W14592/62/41, tél. 425 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 octobre 1936.

³³¹ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 30 octobre 1936.

³³² Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 43.

21 octobre, le gouvernement britannique décide en secret que la conquête de la ville ouvre l'opportunité de reconnaître le gouvernement de Franco comme « gouvernement *de facto* » de l'Espagne, tout en lui accordant les droits de belligérance. En pariant sur l'inclinaison traditionnelle de militaires espagnols en direction de la France et la Grande-Bretagne, il s'agit notamment de garantir les intérêts britanniques en Espagne face à l'Italie et à l'Allemagne. Le Foreign Office prépare à cet effet une déclaration officielle qui doit être diffusée lors de l'entrée des insurgés dans Madrid³³³. Le gouvernement français est lui aussi convaincu de la prochaine chute de la capitale espagnole, mais ne semble pas prêt de reconnaître officiellement le général Franco, en dépit des relations informelles tissées depuis la fin du mois de septembre par l'attaché naval Raymond Moullec à Saint-Sébastien, par le contre-amiral Ollive à Palma de Majorque et par Eugène Montel à Paris. Le 28 octobre, Charles Rochat ordonne ainsi à René Bonjean de rentrer en France. Il estime en effet qu'« à partir du moment où la capitale serait occupée, la présence à Madrid d'un agent du cadre diplomatique précédemment chargé d'affaires auprès du Gouvernement espagnol pourrait être inexactement interprétée ». Le secrétaire de l'ambassade doit céder son poste au consul Emmanuel Neuville qui, lors de l'investissement de la ville par les insurgés, pourrait « ne conserver que le caractère consulaire » de ses fonctions³³⁴.

L'ambassadeur à Londres, Charles Corbin, fait en effet savoir à Anthony Eden, le 30 octobre, que le gouvernement français n'approuve pas, « pour des raisons de politiques internes », la décision « hâtive » des Britanniques visant à reconnaître le général Franco. Il rejette en particulier l'emploi de l'expression « gouvernement provisoire » dans la déclaration que le Foreign Office propose de publier. Il précise ainsi à Eden que son « gouvernement [craint] évidemment qu'il y ait un massacre à Madrid en guise de représailles, et que cela puisse par conséquent provoquer un scandale [en France] dans le cas où il dirait ou ferait quelque chose de favorable au nouveau régime³³⁵ ». Le gouvernement français s'inquiète en effet « d'être accusé d'avoir ainsi prêté une certaine approbation » au massacre que commettraient les insurgés dans le cas où il maintiendrait un chargé d'affaires à Madrid³³⁶. Le conseiller d'ambassade Roger Cambon mentionne également devant George Mounsey la

³³³ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 260-261 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 100.

³³⁴ AMAE-C, fonds du Personnel, Dossiers individuels de carrière, 3^e série, carton 531, dossier d'Emmanuel Neuville (désormais : AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville), tél. 240-241 de Charles Rochat à René Bonjean, 28 octobre 1936.

³³⁵ TNA, PRO, FO 371/20545, W14762/62/41, compte-rendu d'une conversation entre Anthony Eden et Charles Corbin, 30 octobre 1936.

³³⁶ *Ibid.*, tél. 840 d'Anthony Eden à Hugh Lloyd Thomas, 30 octobre 1936.

crainte de devoir reconnaître la Généralité catalane en cas de reconnaissance du général Franco³³⁷. Plusieurs rumeurs évoquent en effet au même moment l'existence de deux projets indépendantistes concurrents en Catalogne : l'un serait porté par Esquerra Republicana de Catalunya qui espèrerait un soutien du gouvernement français pour la proclamation d'une république démocratique ; et l'autre serait porté par les forces révolutionnaires qui seraient parvenues à un accord avec le consul général de l'URSS à Barcelone pour proclamer une république soviétique. Face à ces rumeurs persistantes, Yvon Delbos est d'ailleurs contraint d'informer la commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés que toute aide que solliciterait un gouvernement catalan indépendant devrait être examinée par le Comité de Londres³³⁸. Quoiqu'il en soit, Robert Vansittart est particulièrement agacé par la position française :

« C'est juste idiot. Le nouveau régime s'appuiera de toute façon trop sur l'Italie et l'Allemagne, et le gouvernement français lui donnera un nouvel élan dans cette direction en retirant — en retirant vraiment — son représentant diplomatique à l'entrée de Franco. J'espère que nous dirons clairement au gouvernement français ce que nous pensons de cette incursion dans *Moonbeams From The Larger Lunacy** — par peur éphémère de leur Parlement. Si nous ne faisons pas raisonnablement plus attention avec le Général Franco, nous le trouverons dans la poche des dictateurs les plus forts, et la Méditerranée sera fermée comme une bouteille la prochaine fois que nous aurons des ennus.

Cette courte vue timide est difficile à comprendre et plus difficile à pardonner³³⁹. »

On voit ici le peu d'estime dont font preuve les « Edwardians » du Foreign Office – dont Robert Vansittart est l'incarnation typique – à l'égard de l'opinion publique, qu'ils accusent de menacer les intérêts britanniques en les subordonnant à une moralité internationale plus vaste³⁴⁰. Néanmoins, Anthony Eden finit par renoncer à la publication de

³³⁷ TNA, PRO, FO 371/20547, W15510/62/41, note de George Mounsey à Robert Vansittart, 1^{er} novembre 1936.

³³⁸ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 45.

³³⁹ TNA, PRO, FO 371/20547, W15510/62/41, « Withdrawal of French Chargé d'Affaires from Madrid », minute de Robert Vansittart, 2 novembre 1936. **Moonbeams from the Larger Lunacy* est un recueil de saynètes absurdes publié en 1915 par l'humoriste canadien Stephen Leacock.

³⁴⁰ B. J. C. McKercher définit ainsi le groupe des « Edwardians » rassemblés autour du Sous-secrétaire Permanent du Foreign Office : « En tant que génération d'experts en politique étrangère [...], sa singularité autoproclamée découlait de la relative homogénéité de la classe et de la formation des diplomates "professionnels" ; et cette attitude était renforcée par la conviction que ces hommes étaient membres du département d'État le plus exclusif socialement et le plus prestigieux de Whitehall. » B.J.C. McKercher, « The Foreign Office, 1930-39: Strategy, Permanent Interests and National Security », in Gaynor Johnson (dir.), *The Foreign Office and British Diplomacy in the Twentieth Century*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 90-91.

toute déclaration en cas de chute de Madrid³⁴¹. Les instructions de Charles Rochat à René Bonjean — que Roger Cambon a communiquées au Foreign Office³⁴² — semblent indiquer que les divergences françaises et britanniques ne sont pas si importantes. En instruisant à son chargé d'affaires de remettre son poste au consul français à Madrid, le Quai d'Orsay semble autoriser ce dernier à entretenir des relations de fait avec les autorités insurgées, tout en donnant l'impression en France que les relations diplomatiques ont été rompues avec l'arrivée du nouveau régime³⁴³.

Néanmoins, le Foreign Office se soucie malgré tout des conséquences néfastes qu'un éventuel massacre à Madrid pourrait avoir sur l'opinion publique britannique au moment de nouer des relations diplomatiques avec le général Franco. George William Rendel estime ainsi qu'en cas de « carnage », les réactions seraient « très pénibles politiquement », « car les passions des partis s'enflammeraient violemment et la direction de notre politique future pourrait devenir indûment dépendante de l'agitation populaire ». Il rappelle notamment le précédent du massacre de Badajoz. Il suggère alors d'alerter les autorités rebelles sur le fait que des « représailles sauvages » risquent d'« aliéner et [d'] enflammer irrémédiablement contre eux une partie de l'opinion publique britannique » ; et que par conséquent leurs relations futures avec la Grande-Bretagne « risquent d'être gravement compromises ou, en tout cas, rendues beaucoup plus difficiles », réduisant « considérablement » « les chances d'une telle reconnaissance³⁴⁴ ». Si un projet de télégramme est effectivement rédigé pour recommander à Sir Henry Chilton d'effectuer une telle démarche auprès du représentant officieux des insurgés à Saint-Jean-de-Luz, le marquis Merry del Val, il ne semble néanmoins pas avoir été envoyé³⁴⁵. Mais la proposition de Rendel démontre une appréhension réelle du scandale que causerait un massacre à Madrid. Cette appréhension n'est d'ailleurs pas infondée. Le 9 novembre 1936, le premier ministre Stanley Baldwin est interrogé à la Chambre des Communes par le député travailliste Frederick Cocks sur les mesures que son gouvernement a prises pour éviter la répétition du massacre de Badajoz en cas de chute de Madrid³⁴⁶. Quoiqu'il en soit, l'échec des troupes rebelles — qui cessent leur offensive à la fin

³⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20547, W15510/62/41, minute de Robert Gascoyne-Cecil, vicomte Cranborne, 4 novembre 1936.

³⁴² *Ibid.*, lettre de Roger Cambon à George Mounsey, 31 octobre 1936.

³⁴³ *Ibid.*, minute de George Mounsey, 3 novembre 1936.

³⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/20550, W16663/62/41, minute de George W. Rendel, 29 octobre 1936.

³⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20550, W16663/62/41.

³⁴⁶ *Hansard*, Chambre des Communes, vol. 317, débats du 9 novembre 1936 sur l'Espagne. URL : <https://hansard.parliament.uk/Commons/1936-11-09/debates/7414031d-10bd-4673-8358-573d04e296ce/Spain?highlight=badajoz#contribution-9ff052e0-96b7-4be5-9f31-87271bcc614f>. Consulté le 11 mars 1936.

du mois de novembre 1936 — à s'emparer de Madrid repousse la perspective d'une reconnaissance française ou britannique et plonge l'Espagne dans une longue guerre civile.

Le général Franco est-il informé que la crainte d'un massacre rend difficile sa reconnaissance par la France et la Grande-Bretagne ? Nous n'avons pas trouvé de document le suggérant. Javier Rodrigo note cependant une évolution progressive de la terreur militaire à partir du mois de novembre 1936 : la justice militaire gagne de plus en plus d'importance tandis que les « sacas », les « paseos » et l'action des groupes paramilitaires diminuent. Selon l'historien espagnol, ce changement s'explique notamment par la volonté des militaires insurgés de renforcer leur légitimité face à l'échec de leur offensive contre Madrid³⁴⁷. Jean Herbette informe d'ailleurs le Quai d'Orsay que si « l'occupation de la capitale tarde encore, c'est parce que le haut-commandement voudrait éviter les massacres et les destructions en montant soigneusement l'attaque finale qui se déroulerait très vite et peut-être de nuit³⁴⁸ » :

« Le général Franco serait résolu à ne laisser pénétrer dans Madrid, pendant l'attaque et durant les cinq premiers jours qui suivront l'entrée de ses troupes, que des unités appartenant à l'armée régulière, à l'exclusion des formations carlistes (réquétés) et phalangistes. Les civils ne seraient pas admis davantage.

Le but de cette précaution serait d'empêcher que des exécutions aient lieu d'une manière désordonnée sur l'initiative d'organisations politiques ou de personnes isolées. [...]»³⁴⁹

Par ailleurs, l'ambassadeur français évoque également la destitution du gouverneur militaire de Saint-Sébastien, un mois plus tard. Le gouvernement de Burgos reprocherait en effet « aux autorités militaires de Guipuzcoa d'avoir exagéré la rigueur envers les nationalistes basques³⁵⁰ ». Mais Jean Herbette, qui est favorable à la reconnaissance du général Franco, cherche peut-être à désarmer les réticences du gouvernement français. Car en réalité, les efforts de normalisation des violences déployés par les militaires insurgés relèvent davantage de démarches d'apparence légale qui ne changent pas fondamentalement la nature de la terreur qu'ils appliquent, comme en témoigne la prise de Malaga en février 1937³⁵¹. Trois

³⁴⁷ Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 92-95.

³⁴⁸ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 1391 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 novembre 1936.

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, dép. 1200 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} décembre 1936.

³⁵¹ Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, op. cit., p. 79 ; Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, op. cit., p. 96.

mois après l'entrée des troupes rebelles, le consul de France Pierre Desmartis livre en effet l'un des rares témoignages précis qui dénoncent le caractère impitoyable de cette terreur :

« Les prisons sont pleines comme elles ne l'ont jamais été, et il a fallu réquisitionner de nouveaux locaux, malgré que le nombre d'exécutions soit déjà considérable. Trois conseils de guerre fonctionnent à plein rendement. Ils appliquent une procédure militaire, secrète, inflexible, inexorable ; l'instruction est menée par des "auditeurs de guerre" qui sont changés au moins chaque semaine, de sorte qu'une affaire n'arrive devant le tribunal qu'après avoir passé entre de nombreuses mains et presque anonymement. Les recommandations sont rigoureusement interdites et la prohibition sévèrement sanctionnée par des amendes ou de la prison. Inculpations et sanctions ne respectent, d'ailleurs, personne : bon nombre de gens de droite qui ont été persécutés ou décimés par les comités, syndicats, patrouilles ou tribunaux de gauche, sont en prison et passeront en conseil de guerre. Tout est motif à poursuite : actes, abstentions, opinions. La délation est encouragée, la non-dénonciation punie comme une complicité. La moindre dénonciation entraîne une arrestation et le moins qu'on en puisse attendre est un emprisonnement prolongé, suivi d'un élargissement sans explication ni réparation³⁵². »

Mais ce témoignage est tardif et reste exceptionnel au regard du traitement que ses collègues français et britanniques réservent aux violences rebelles durant les premiers mois de la guerre, entre minimisation et justification.

Conclusion

En s'appuyant sur la solide expérience des consuls français présents en Espagne durant la guerre civile et sur leur bonne connaissance du pays et de ses élites, Yves Denéchère a souligné la qualité de l'information qu'ils produisent sur la situation des villes où ils sont en poste³⁵³. En réalité, les renseignements que contiennent les dépêches et les télégrammes des représentants français et britanniques dans les territoires rebelles sont de faible qualité, parcellaires, incomplets et biaisés. S'il est difficile de connaître leur réception dans les couloirs du Quai d'Orsay — les archives de l'administration centrale ayant été, pour une bonne part, détruites en 1940 —, les minutes du Foreign Office montrent que certains agents, à l'image de Frederick Coultas, étaient critiqués par les cadres londoniens en raison de la pauvreté de l'information récoltée ; tandis que d'autres rapports, à l'image de ceux de William

³⁵² CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹³, dép. 16 de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 5 mai 1937.

³⁵³ Yves Denéchère, « Les villes dans la guerre civile d'Espagne », in Philippe Chassaing et Jean-Marc Largeaud (dir.), *Villes en guerre*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 137-138.

Oxley, étaient regardés avec suspicion en raison de leur orientation trop favorable aux militaires insurgés. Or, l'information produite par les consuls français n'est pas meilleure. Le silence observé par Georges Moraud sur la terreur rebelle, alors même qu'il a une connaissance au moins partielle de ses mécanismes ainsi que du massacre de Badajoz, est à ce titre significatif. En outre, les diplomates et les consuls peinent à comprendre les dynamiques internes du mouvement insurgé et sous-estiment grandement les ingérences italienne et allemande.

Du reste, quand ils évoquent effectivement les violences perpétrées par les insurgés, les rapports des agents français et britanniques sont profondément imprégnés par les discours contre-révolutionnaires et par la propagande d'atrocités que les militaires rebelles mobilisent. En agitant le péril d'un coup d'État communiste et des violences révolutionnaires et barbares qui l'accompagnent, les insurgés présentent ainsi leur propre terreur comme une simple opération de rétablissement de l'ordre et de protection de l'Espagne et de la civilisation. En reprenant ces éléments de propagande dans leur correspondance, les diplomates et les consuls français et britanniques en viennent finalement à justifier les violences rebelles, qu'ils présentent sous un jour plus acceptable que les « atrocités rouges » qui ensanglantent l'arrière républicain. Mais la reprise, sans aucune critique, de la propagande d'atrocités doit nous interroger. Hugo García a en effet montré les limites d'une telle propagande au sein de l'opinion publique britannique qui l'accueille généralement avec indifférence ou scepticisme. Elle a surtout pour effet de convaincre la majorité des Britanniques que les deux camps sont tout aussi sanguinaires. La dénonciation des atrocités révèle en réalité un positionnement politique marqué, que la propagande vient renforcer. Ainsi, les journaux britanniques qui sont sensibles aux récits des « atrocités rouges » sont précisément ceux qui sont déjà prédisposés favorablement à l'égard du soulèvement militaire, pour des raisons idéologiques — journaux d'extrême droite — ou religieuses — journaux catholiques³⁵⁴. En va-t-il de même pour les diplomates et les consuls français et britanniques ? Nous avons de bonnes raisons de le penser. Parmi les agents les plus enclins à justifier la terreur militaire et la tentative de coup d'État se trouvent précisément les agents qui apparaissaient parmi les plus hostiles au Frente Popular durant le printemps 1936. Par ailleurs, l'usage — conscient ou inconscient — des motifs de la propagande d'atrocités par les représentants français et britanniques de la zone républicaine lorsqu'ils évoquent les violences auxquelles ils assistent³⁵⁵, révèle une certaine prédisposition

³⁵⁴ Hugo García, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », *op. cit.*, p. 687-689.

³⁵⁵ Voir chapitre 3, p. 196-203.

favorable du corps diplomatique et consulaire à l'égard de la propagande contre-révolutionnaire. Cette prédisposition est alors habilement exploitée par le discours catastrophiste que les droites espagnoles mobilisent dès le début de l'année 1936 dans une véritable stratégie d'encadrement culturel³⁵⁶, et elle est opportunément réactivée par les militaires insurgés dès les premiers jours de la guerre civile.

Cette perméabilité aux discours contre-révolutionnaires nous amène donc à reprendre l'idée avancée par Peter Jackson d'une possible « politisation du renseignement ». L'historien britannique propose en effet d'analyser « l'ingérence des tendances idéologiques, de la politique bureaucratique, et des considérations de politique intérieure dans le processus de collecte et d'interprétation du renseignement, dans l'utilisation du renseignement par les décideurs ». Il évoque notamment la mise en place par les agents de « filtres d'information » qui viennent imprégner et conditionner les renseignements au moment de leur collecte et de leur transmission. Il souligne alors le rôle particulier que « l'idéologie, aussi bien collective qu'individuelle », joue dans cette altération³⁵⁷. Mais si des affinités idéologiques, contre-révolutionnaires, politiques ou encore religieuses peuvent expliquer le traitement biaisé de l'information en Espagne, il ne faut pas pour autant négliger les processus identitaires qui traversent le corps diplomatique et consulaire lorsqu'il fait face aux violences de la guerre civile.

³⁵⁶ Cette stratégie d'encadrement culturel renvoie aux « efforts stratégiquement conscients entrepris par des groupes de personnes afin d'élaborer des conceptions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective ». Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del "golpe de Estado comunista" », *op. cit.*

³⁵⁷ Peter Jackson, « La politisation du renseignement en France, 1933-1939 », in Georges-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Paris, Economica / Institut de stratégie comparée, 2001, p. 63-64.

Chapitre 5 : Le traitement partial des violences : entre identités collectives et émotions transnationales

Le traitement que les diplomates et les consuls français et britanniques font des violences durant les premiers mois de la guerre civile espagnole apparaît particulièrement partial. Tandis que les violences révolutionnaires provoquent un rejet et une condamnation totale de leur part, la terreur déployée par les militaires insurgés est largement amoindrie et justifiée au nom du rétablissement de l'ordre face à un péril révolutionnaire imminent. Ce traitement biaisé a déjà été évoqué par l'historiographie de la guerre d'Espagne, en particulier dans le cas des diplomates britanniques¹. Dans la plupart des cas, les historiens ont mis en avant les préjugés conservateurs et anticommunistes du gouvernement britannique et de ses représentants pour expliquer ce traitement déséquilibré. Ces explications ont également été retenues au sujet des diplomates français². Elles ne paraissent néanmoins pas tout à fait convaincantes, puisqu'elles tendent à présenter les corps diplomatiques français et britannique comme des blocs monolithiques et à masquer l'hétérogénéité des agents qui les composent. L'historien Tom Buchanan s'est en effet attaché à présenter une image plus contrastée des représentants britanniques en Espagne, en s'intéressant aux évolutions de leur perception de la guerre civile espagnole. Si son travail a parfois eu tendance à écraser la chronologie — en mettant sur le même plan des conversions précoces (dès la fin de l'année 1936) et des conversions plus tardives (à la fin de l'année 1937) —, il a néanmoins souligné la diversité des sensibilités individuelles et politiques des agents britanniques, dont l'inclination en faveur de la rébellion militaire ne fut jamais vraiment acquise et apparaît surtout conjoncturelle³. À la suite de Jill Edwards, il a également souligné la position originale qu'occupe le chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes, qui entretient des relations cordiales avec le

¹ Voir notamment Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, Londres, The Macmillan Press, 1979, p. 3-10 ; Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985, p. 238-247 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994, p. 13 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996, p. 40-50 ; Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 39-45 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000, p. 207-208.

² José María Borrás Llop, « Relaciones franco-españolas al comienzo de la guerra civil : La Embajada de Jean Herbertte (1936-1937) », *Arbor*, 1986, CXXV, n° 491-492, p. 77-99 ; Emile Témime, « L'influence de la guerre d'Espagne », in Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (dir.), *Serviteurs de l'Etat. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, 2000, p. 460.

³ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *Contemporary European History*, 2003, vol. 12, n° 3, p. 279-303.

gouvernement républicain, lesquelles tranchent avec l'attitude générale du corps diplomatique accrédité en Espagne⁴.

Dès lors, comment expliquer la quasi-unanimité des perceptions de la guerre civile espagnole et de ses violences, ainsi que leur partialité ? Nous pensons que les discours biaisés produits par les diplomates français et britanniques sur les terreurs espagnoles trouvent leur origine dans la profonde émotion que le spectacle des violences suscite chez eux. La peur qu'ils éprouvent face à la terreur révolutionnaire ne fait aucun doute. Mais pourquoi semblent-ils relativement indifférents face à la terreur rebelle ? Ce phénomène n'est en réalité pas nouveau. Robert Frank a en effet souligné le caractère parfois unilatéral des émotions internationales et de l'indignation, qu'il a lié au caractère unilatéral de l'information produite sur l'événement déclencheur⁵. Or, dans ce cas précis, les diplomates figurent précisément parmi les producteurs de l'information. Nous émettons donc l'hypothèse que l'explication se situe plutôt dans la proximité sociale qui les unit aux victimes des violences révolutionnaires, voire aux appuis de la rébellion militaire. Robert Frank a ainsi affirmé qu'à « la base de ce système d'émotions, le processus d'identification avec les victimes s'opère non seulement parce qu'elles sont victimes, mais parce qu'on trouve en elles un reflet de soi⁶ ». Irène Herrmann et Daniel Palmieri ont également mis en avant ce processus d'identification face aux violences qui tend à instaurer une forme de dichotomie dans leur traitement, en distinguant les victimes de leurs bourreaux. Selon eux, « parler des victimes de massacres implique en effet d'évoquer ceux qui en sont responsables. De la capacité à imaginer des acteurs sociaux comme des bourreaux dépend souvent la possibilité de considérer leurs cibles comme des victimes⁷ ». Inversement, le degré de préoccupation pour les victimes dépend grandement de la « proximité géographique, "ethnique", culturelle ou idéologique » que partagent avec elles les acteurs extérieurs : « Plus l'identification est aisée et pluridimensionnelle, plus les victimes auront tendance à être considérées comme telles ; plus la différenciation est facile et moins la souffrance sera reconnue⁸. » Les sociologues et les politistes qui se sont intéressés aux violences politiques ou en contexte de guerre civile ont en

⁴ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 8 ; Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*

⁵ Robert Frank, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *Monde(s)*, 2012, n° 1, p. 51-52.

⁶ *Ibid.*, p. 53.

⁷ Irène Herrmann et Daniel Palmieri, « Humanitaire et massacres. L'exemple du CICR (1904-1994) », in Jacques Sémelin, Claire Andrieu et Sarah Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 239.

⁸ *Ibid.*, p. 243.

effet souligné à quel point ces dernières reconfigurent les identités collectives⁹ : elles ne laissent pas indifférents ni indemnes les individus qui en sont témoins et participent largement aux processus de polarisation qui alimentent les guerres civiles et favorisent leur perpétuation. En nous appuyant sur leurs travaux, nous nous attacherons donc à identifier les différents vecteurs qui, favorisant l'identification des diplomates français et britanniques aux victimes des violences révolutionnaires et aux soutiens de la rébellion militaire, sont susceptibles d'expliquer leur attitude partielle.

Par ailleurs, nous souhaitons avancer une autre hypothèse qui pourrait expliquer leur posture unanimement antirévolutionnaire, et qui permettrait d'expliquer leur adhésion aux discours contre-révolutionnaires. Nous explorons en effet le poids d'un éventuel *habitus* professionnel dans leur rejet total et sans ambiguïté de la révolution espagnole. Tandis que les travaux de Pierre Bourdieu sur l'État ont montré que ses institutions et les fonctionnaires qui le font vivre légitiment un ordre social qu'ils contribuent à reproduire¹⁰, l'anthropologue Irène Bellier souligne pour sa part à quel point les institutions transforment les individus qui les composent et qui en retirent « une parcelle d'identité et un bagage culturel particulier¹¹ ». La posture des représentants français et britanniques ne serait-elle pas le reflet de leur adhésion à un certain ordre social, qui les pousserait à rejeter vivement les mouvements révolutionnaires et à voir dans la rébellion militaire une garantie pour son maintien ? Cette interrogation nous paraît d'autant plus essentielle que les diplomates apparaissent particulièrement attentifs aux traditions, au point de perpétuer un certain éthos nobiliaire et aristocratique en dépit de la progressive ouverture sociale, culturelle et politique de leur corps¹².

Enfin, nous restons attentifs à l'influence que les contextes nationaux français et britannique ont pu exercer sur la perception des événements espagnols par les diplomates. En effet, si l'identification aux « autres » peut transcender les identités nationales des acteurs, ces

⁹ Voir notamment Russel Hardin, *One for All: The Logic of Group Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1995 ; Jean-Pierre Derriennic, *Les guerres civiles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 ; Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », in *Social Movements and Civil War. When Protests for Democratization Fail*, Londres, Routledge, 2018, p. 22-46.

¹⁰ Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil / Raisons d'agir, 2012 ; Rémi Lenoir, « Bourdieu et l'État », *Savoir/Agir*, 2012, vol. 1, n° 19, p. 117-126 ; Nadège Vézinat, « Sur l'État. », *Sociologie*, 2014. URL : <http://journals.openedition.org/sociologie/2345>. Consulté le 7 juin 2022.

¹¹ Irène Bellier, « Une approche anthropologique de la culture des institutions », in Marc Abélès et Henri-Pierre Jeudy (dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 129-161.

¹² Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *Vingtième Siècle*, 2008, vol. 3, n° 99, p. 33-49 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2021, p. 72-77.

dernières ne sont jamais totalement dissoutes. C'est ce qui explique, selon Robert Frank, la circulation limitée de certaines émotions internationales qui sont souvent « nationalisées » et réappropriées localement par les acteurs¹³. Pierre Laborie, en évoquant tour à tour les « Espagnes imaginaires », le « miroir espagnol » et la « récupération hexagonale » de la Guerre d'Espagne, a particulièrement mis en lumière ce phénomène dans le cas français¹⁴. Certes, nous tenons compte des critiques qui ont pu lui être adressées rétrospectivement depuis le champ de l'histoire transnationale, en veillant à construire « une histoire à deux voix, ou à double focale » des relations franco-espagnoles durant la guerre civile¹⁵. Mais nous estimons néanmoins que la récupération différente de l'événement espagnol par les sociétés française et britannique demeure un élément important au moment d'expliquer les subtiles variations dans les attitudes observées par les diplomates français et britanniques.

I. Quand l'exposition aux violences révolutionnaires réagence les identités collectives

A. Violences collectives et processus identitaire : un détour par les sciences sociales

1. De l'exposition aux violences à la polarisation

Les travaux du sociologue Charles Tilly sur les violences collectives¹⁶ et le champ des Civil War Studies ont donné aux chercheurs en sciences sociales des outils conceptuels féconds afin de comprendre les dynamiques des violences en temps de guerre civile, ainsi que leurs effets sur les groupes sociaux qui y sont confrontés. Ces violences contribuent en effet au réagencement des identités collectives¹⁷ des acteurs en présence. Il devient en effet vital, dans cette situation, de distinguer l'ami de l'ennemi, alors que « la violence renforce toujours

¹³ Robert Frank, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *op. cit.*, p. 53 et 66.

¹⁴ Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives prévischystes de l'opinion française (1936-1939) », in Sylvie Caucanas et Jean Sagnes (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990, p. 89-99 ; Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, 1990, p. 164-166.

¹⁵ Frédéric Monier, « Deux regards sur une histoire : les soutiens à l'Espagne républicaine en France (1936-1939) », *Études Jean-Richard Bloch*, 2007, n° 13, p. 15-42.

¹⁶ Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, *op. cit.*

¹⁷ Jean-Pierre Derriennic définit ainsi les identités collectives : « Toutes les personnes ont des caractères multiples qui les font appartenir à des catégories diverses : sexe, taille, couleur de la peau, lieu de naissance, langue, religion, métier, richesse, citoyenneté, etc. Toutes ces catégories ne constituent pas de véritables groupes d'appartenance, et tous les groupes d'appartenance ne sont pas perçus par leurs membres comme des identités. Une appartenance devient cette chose assez mystérieuse, une identité collective, quand elle est valorisée et perçue comme immuable. » Jean-Pierre Derriennic, *Les guerres civiles*, *op. cit.*, p. 71-72.

les frontières entre les groupes identitaires¹⁸ » qui se construisent autour d'une dichotomie opposant un « nous » au « eux¹⁹ ». Stathis Kalyvas avance notamment que « l'avènement de la guerre transforme les préférences, les choix, les comportements et les identités individuels » et que « la principale manière dont la guerre civile exerce sa fonction transformatrice passe par la violence ». Ainsi, les « préférences, les stratégies, les valeurs et les identités collectives et individuelles sont continuellement façonnées et remodelées au cours de la guerre²⁰ ». Donatella della Porta estime par ailleurs que les guerres civiles nécessitent, d'un point de vue cognitif, une identification de groupe, qui est renforcée par la recherche de sécurité, en particulier lorsque la survie du groupe apparaît en danger²¹. Ainsi, lorsque des individus appartenant à la même catégorie sont la cible de violences en raison de cette appartenance commune, cette dernière aura tendance à s'ériger en identité collective, dans une forme de « solidarité identitaire²² ». Or, l'affirmation de cette identité collective se fait généralement au détriment des autres appartenances²³, selon un processus d'« identification sectaire²⁴ ».

L'activation de nouvelles frontières identitaires introduit des changements significatifs dans les interactions sociales, en favorisant notamment les phénomènes de polarisation — c'est-à-dire d'un processus qui implique « l'élargissement de l'espace politique et social entre les prétendants d'un épisode conflictuel et l'attraction des acteurs précédemment non engagés ou modérés vers l'un, l'autre ou les deux extrêmes²⁵ ». Or, cette polarisation de l'espace social constitue un facteur déterminant dans le recours à la violence et dans sa perpétuation²⁶. En effet, le creusement des frontières entre les groupes sociaux opposés s'accroît, car les acteurs de part et d'autre disposent d'informations moins fiables sur leurs antagonistes²⁷. Cela rend la situation incertaine, ce qui favorise la diffusion d'émotions qui constituent de « puissants mécanismes de reproduction des guerres civiles », tels que la peur, le scandale, la haine et la vengeance²⁸. La peur apparaît ainsi comme un élément de mobilisation des groupes sociaux face à une menace identifiée, qui facilite le recours préventif à la violence et sa

¹⁸ *Ibid.*, p. 74.

¹⁹ Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, *op. cit.*, p. 75-76.

²⁰ Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, *op. cit.*, p. 389.

²¹ Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », *op. cit.*, p. 39-40.

²² Jean-Pierre Derriennic, *Les guerres civiles*, *op. cit.*, p. 87.

²³ Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, *op. cit.*, p. 75-76.

²⁴ Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », *op. cit.*, p. 40.

²⁵ Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, *op. cit.*, p. 21.

²⁶ *Ibid.*, p. 22 et 76 ; Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, *op. cit.*, p. 65.

²⁷ Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, *op. cit.*, p. 76.

²⁸ Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », *op. cit.*, p. 37.

perpétuation selon une logique de représailles et de contre-représailles²⁹. Ce « dilemme de sécurité³⁰ » renforce à son tour les identités collectives et la polarisation qui en découle³¹.

2. *Les entrepreneurs politiques du péril révolutionnaire*

Mais si les violences de la guerre civile renforcent effectivement les identités collectives et la polarisation de l'espace politique et social, il ne faut pas sous-estimer le rôle de certains acteurs qui facilitent l'émergence de ces deux phénomènes : les entrepreneurs politiques. Ces derniers — leaders politiques, propagandistes, etc. — agissent comme des courtiers — c'est-à-dire comme intermédiaires — en créant de nouvelles connexions entre des groupes sociaux précédemment sans relations. Ils peuvent également favoriser le recours à la violence en activant de nouvelles frontières entre les groupes sociaux, en développant des récits fondés sur la violence ou sur la menace, ou encore en favorisant des alliances entre des acteurs violents et des acteurs préalablement non violents³². Ces entrepreneurs politiques mobilisent en effet des discours qui promeuvent l'usage de la violence organisée au nom de l'intérêt collectif et du bien public. L'idéologie joue alors un rôle fondamental dans cette rhétorique en favorisant l'identification à un groupe de référence (classe, groupe ethnique ou tout autre groupe social), en énonçant les injustices ou les défis auxquels le groupe est confronté, en identifiant des objectifs (changement politique ou défense face à une menace) et en élaborant un programme d'action. Elle permet ainsi de distinguer les amis des ennemis, tout en assurant la cohésion interne du groupe de référence³³.

La guerre civile espagnole n'échappe pas à ces mécanismes. De part et d'autre, de nombreux acteurs participent à ce que l'historien espagnol Rafael Cruz a qualifié de « construction sociale de la guerre³⁴ ». Néanmoins, nous nous concentrerons surtout sur l'action des entrepreneurs politiques partisans de la rébellion militaire. Nous avons en effet montré à quel point les discours catastrophistes et contre-révolutionnaires déployés par les

²⁹ Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del "golpe de Estado comunista" », *op. cit.* ; Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », *op. cit.*, p. 37.

³⁰ Russel Hardin, *One for All: The Logic of Group Conflict*, *op. cit.*. Cité par Francisco Herreros et Henar Criado, « Pre-emptive or Arbitrary : Two Forms of Lethal Violence in a Civil War », *Journal of Conflict Resolution*, 2009, n° 53, p. 425.

³¹ Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », *op. cit.*, p. 39-40.

³² Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, *op. cit.*, p. 34.

³³ Donatella della Porta, « Causal Mechanisms in Civil Wars », *op. cit.*, p. 39-40.

³⁴ Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006, p. 261-329.

droites espagnoles depuis le début de l'année 1936 imprègnent la correspondance des diplomates et des consuls français et britanniques, modèlent leur perception des événements et agissent comme un véritable encadrement culturel. En agitant le mythe du complot communiste, les militaires insurgés et leurs soutiens désignent en effet un adversaire menaçant et promeuvent le recours préventif à la violence. Ainsi, une bonne partie de la droite, des élites économiques, sociales et politiques, mais aussi des classes moyennes, appuie non seulement la rébellion militaire — perçue comme un rempart face au péril révolutionnaire — mais promeut également l'emploi de la violence contre l'adversaire³⁵. Les représentants français et britanniques n'échappent pas à cette dynamique, d'autant plus que les violences révolutionnaires qui ensanglantent l'arrière républicain au lendemain du soulèvement militaire rendent la menace bien plus palpable. Elles touchent en effet en priorité les catégories sociales auxquelles s'identifient les diplomates et les consuls.

B. Les diplomates et les victimes des violences révolutionnaires : les vecteurs d'identification

1. Les diplomates face aux violences révolutionnaires : entre identification intime et solidarité de classe

Les violences révolutionnaires visent à éliminer l'ennemi politique, idéologique et de classe³⁶. Pourtant, les victimes forment un groupe interclassiste complexe, très hétérogène³⁷. Le large éventail des classes sociales touchées témoigne de cette hétérogénéité : des plus élevées (aristocratie, haute bourgeoisie commerciale et industrielle, grands propriétaires terriens, etc.) aux plus basses (employés, journaliers, etc.) en passant par les classes moyennes et la petite-bourgeoisie (petits propriétaires terriens, professions libérales, juges et médecins, artisans et commerçants, etc.)³⁸. C'est d'ailleurs ce dernier secteur social qui apparaît le plus touché. Dans son étude, menée à l'échelle de la province de Ciudad Real, Fernando del Rey note en effet que le profil « mesocrático* » est dominant parmi les victimes des violences

³⁵ Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *op. cit.*

³⁶ Julián Casanova, « Guerra civil y violencia política », in Julián Casanova et Paul Preston (dir.), *La Guerra Civil española*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008, p. 46.

³⁷ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, Madrid, Galaxia Gutenberg, 2020, p. 423 et 425.

³⁸ Julián Casanova, « Guerra civil y violencia política », *op. cit.*, p. 46-49 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », in Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 177-178 ; Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 425-426.

révolutionnaires, allant jusqu'à représenter près de 51 % d'entre elles³⁹. Il concède néanmoins la présence de nombreux membres des familles les plus puissantes économiquement de la province⁴⁰. Le profil social des victimes varie en réalité en fonction des régions : tandis qu'à Badajoz, Cordoue et Jaén, se sont surtout de grands propriétaires terriens, des industriels et des aristocrates qui succombent aux côtés des personnalités politiques de droite, en Aragon il s'agit essentiellement de riches paysans, de petits et moyens propriétaires, de commerçants, d'artisans et de journaliers⁴¹. José Luis Ledesma estime néanmoins qu'à Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao et Gijón les « bourgeois » et les symboles de leur culture disparaissent durant les premiers mois de la guerre : certains sont assassinés, d'autres font profil bas, se cachent ou s'enfuient⁴². Cette hétérogénéité sociale pousse par ailleurs Fernando del Rey à considérer que si la classe sociale peut jouer un rôle dans leur sort, elle n'est pas l'élément le plus déterminant. Selon lui, l'engagement politique des victimes est le principal motif de leur élimination — bien qu'il puisse tout à fait se cumuler à un critère de classe⁴³. Les cadres dirigeants et intermédiaires des partis de droite, mais aussi les activistes et propagandistes de droite constituent ainsi une cible privilégiée⁴⁴. Mais là encore, l'hétérogénéité est importante : l'inscription de la majeure partie des victimes au sein de la droite espagnole cache une certaine pluralité idéologique⁴⁵. Les victimes sont ainsi membre de la Falange Española, de l'extrême droite monarchiste alphonsine ou carliste, de la CEDA, mais aussi de courants républicains du centre et du centre droit comme le Partido Radical ou le Partido Republicano Conservador de Miguel Maura⁴⁶.

Or, si les représentants français et britanniques soulignent en premier lieu l'appartenance — réelle ou supposée — des victimes des violences révolutionnaires aux partis de droite, l'hétérogénéité de leurs affiliations politiques les impressionne dans un second temps. René Bonjean, alors chargé d'affaires à Madrid, relève ainsi l'exécution de plusieurs

³⁹ *Je reprends ici le terme espagnol employé par l'auteur, dont la traduction en français n'est pas évidente. Selon le dictionnaire en ligne de la Real Academia Española, la « mesocracia » renvoie à la classe moyenne ou au système social dans lequel la classe moyenne est dominante. Le dictionnaire franco-espagnol proposé par le site *WordReference.com* introduit néanmoins une nuance dans sa signification. S'il confirme que la « mesocracia » est synonyme de « clase media » ou de « dominio de clase media », il le traduit en français par « bourgeoisie » et par « régime bourgeois ». Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 425-426 et 429.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 429.

⁴¹ Julián Casanova, « Guerra civil y violencia política », *op. cit.*, p. 49.

⁴² José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 177.

⁴³ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 389-390.

⁴⁴ Julián Casanova, « Guerra civil y violencia política », *op. cit.*, p. 46 ; José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana », *op. cit.*, p. 177-178 ; Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 389-414.

⁴⁵ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 388.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 401-414.

personnalités républicaines par les comités révolutionnaires, à l'image des anciens ministres Manuel Rico Avello et Rafael Salazar Alonso⁴⁷. Il déplore alors que ces « exécutions qui au début ne frappaient guère que d'authentiques fascistes et des prêtres, s'étendent maintenant à d'autres milieux et parfois même à des personnes appartenant aux partis républicains, mais suspects soit de tiédeur envers le régime, soit d'accointances ou d'indulgence au regard des éléments de droite⁴⁸ ». Le consul de France à Valence, Maurice Marcassin, note quant à lui qu'après « avoir "exécuté" les membres des partis de droite on commence à choisir des victimes parmi les membres de la gauche républicaine ». Il ajoute que « le Gouverneur de Valence l'autre jour confiait à un ami : "si cela dure encore un peu de temps nous y passerons tous"⁴⁹ ». C'est ce qui conduit l'ambassadeur français Jean Herbette à fustiger « l'incohérence même » des violences que perpètrent les anarchistes espagnols et qui « frappent pêle-mêle [...] les gens de droite et les gens de gauche⁵⁰ ». Le large spectre politique sur lequel s'abattent les violences des comités révolutionnaires contribue alors à leur donner un caractère de classe aux yeux des représentants français et britanniques. En effet, ces derniers appartiennent dans l'ensemble aux catégories sociales qui sont les plus exposées aux violences de l'arrière républicain : les classes moyennes et supérieures⁵¹. Cette appartenance sociale commune renforce alors le prisme de classe à travers lequel les diplomates et les consuls français et britanniques perçoivent les événements.

René Bonjean déplore ainsi que « trop nombreux sont les chefs d'entreprises industrielles et commerciales qui tombent victimes de vengeances d'employés congédiés par eux⁵² ». L'attaché commercial adjoint de l'ambassade britannique, Keith Unwin, indique quant à lui que les « Espagnols des classes supérieures, et tous ceux qui sont connus pour leur inclination pour la droite ou pour être apparentés ou amis avec des personnes de cette tendance, vivent dans la terreur pour leur vie⁵³ ». À Bilbao, Ralph Stevenson s'émeut pour sa part du sort des « malheureux membres de la *bourgeoisie** », victimes de la FAI⁵⁴. Le consul

⁴⁷ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 611 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 26 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean daté du 25 août 1936 ; et tél. 784 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 22 septembre 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean daté du 21 septembre 1936.

⁴⁸ *Ibid.*, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean daté du 23 août 1936.

⁴⁹ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 40 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 12 septembre 1936.

⁵⁰ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 1294 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 octobre 1936.

⁵¹ Voir le chapitre 1, p. 55-86.

⁵² CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 24 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean daté du 23 août 1936.

⁵³ TNA, PRO, FO 371/20523, W8402/62/41, rapport de Keith Unwin au consul J. H. Milanés, 27 juillet 1936.

⁵⁴ *En français dans le document original. TNA, PRO, FO 371/20541, W12637/62/41, dép. de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 septembre 1936.

général de Grande-Bretagne à Barcelone, Norman King, va même jusqu'à parler d'une véritable « guerre de classes⁵⁵ ». Il évoque notamment « l'intense peur panique » qui se répand « parmi les *bourgeois** et les classes possédantes⁵⁶ ». Ces derniers restent « enfermés dans leurs maisons et on ne peut imaginer ce qu'ils ressentent lorsqu'ils entendent les fusillades la nuit, dont ils ne connaissent que trop bien la signification ». Pour le représentant britannique, il n'y a alors que « peu de doute sur le risque d'un massacre général de toute personne qui présumément n'appartiendrait pas au prolétariat ». Il note en effet dès le début du mois d'août que les « gens du peuple parlent ouvertement et par ignorance de leurs plans visant à renverser les plus fortunés et mentionnent de la manière la plus insensible, et même avec approbation, les atrocités répugnantes qui ont été et sont en train d'être perpétrées⁵⁷ ». Conforté par le témoignage de M. Navarro, le vice-consul britannique à Tarragone — qui évoque l'exécution de « gens respectables [...] dont le seul délit était d'être aisés⁵⁸ » —, Norman King décrit ainsi un « système définitif » visant à l'« élimination délibérée des classes supérieures⁵⁹ ».

Jean Herbette partage d'ailleurs son point de vue lorsqu'il dénonce la mise en place en Espagne républicaine « d'un système caractérisé sur l'extermination de certaines classes sociales⁶⁰ ». Il qualifie par ailleurs les anarchistes, qu'il rend responsables de l'essentiel des violences, d'« adversaires irréductibles [...] de la société bourgeoise⁶¹ ». Il déplore plus généralement que « la dégénérescence anarchiste à laquelle succombe en ce moment le Front populaire [a] détaché du régime la quasi-unanimité de la bourgeoisie⁶² ». Les informations qui parviennent d'Espagne ont certainement participé à la formulation de cette opinion. Ainsi, les Renseignements généraux à Hendaye mentionnent une « bourgeoisie » « écartée et poursuivie », en décrivant la « haine » qui « s'assouvit [...] contre les grands industriels, qui, pendant les grèves qui précédèrent la révolution, opposèrent une grande résistance aux revendications des ouvriers⁶³ ». L'agent consulaire à Tarragone, José María Merelo de Barberá, évoque également des « assassinats de particuliers appartenant [...] simplement à la bourgeoisie⁶⁴ ». Selon lui, le « prolétariat assisté de la FAI liquide petit à petit ses querelles

⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41, dép. 115 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936.

⁵⁶ *En français dans le document original. TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ TNA, PRO, FO 371/20531, W8667/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 15 août 1936.

⁵⁹ TNA, PRO, FO 371/20532, W9003/62/41, dép. 100 de Norman King au Foreign Office, 15 août 1936.

⁶⁰ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, tél. 1527 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 décembre 1936.

⁶¹ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 1212 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 septembre 1936.

⁶² AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1014 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 août 1936.

⁶³ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, note des Renseignements, Hendaye, 26 octobre 1936.

⁶⁴ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 80 de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 28 juillet 1936.

avec les bourgeois qui ont le dessous », tandis que « des paysans des villages environnants viennent chercher à Tarragone où ils se trouvent réfugiés leurs anciens propriétaires agricoles⁶⁵ ». L'agent consulaire à Gérone, Joseph Estève, il mentionne pour sa part l'exécution de 60 « fabricants » et « industriels » de Barcelone dont les corps sont retrouvés le long de la route reliant Gérone à Figueras⁶⁶. Quant à Maurice Marcassin, le consul à Valence, il dénonce les « perquisitions dans les appartements “bourgeois” » et indique qu'il est devenu « “factieux” de posséder des couverts d'argent [et] des objets en matière précieuse⁶⁷ ». Son collègue britannique mentionne la « bourgeoisie aisée » parmi les principales victimes de la Columna de Hierro anarchiste⁶⁸. Enfin, si le chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes, n'ignore pas que les violences révolutionnaires ne sont « en aucun cas limitées aux classes aisées⁶⁹ », il évoque néanmoins la « panique » qui règne « parmi les classes supérieures et moyennes » à Madrid⁷⁰. Et il insiste par ailleurs tout particulièrement sur le « règne de terreur⁷¹ » qui s'abat sur les « aristocrates » espagnols, « chassés et tués sans merci à la tombée de la nuit⁷² ». Cette précision n'est pas anodine. Le chargé d'affaires britannique est peut-être personnellement plus sensible au sort de l'aristocratie, en raison de sa propre trajectoire sociale. Il est en effet issu de la branche cadette d'une importante dynastie de l'aristocratie écossaise — les Forbes de Boyndlie⁷³.

Cette identification de classe aux victimes des violences révolutionnaires est d'ailleurs renforcée par la fonction de représentation des agents diplomatiques et consulaires. Cette dernière favorise en effet la perpétuation d'un « éthos nobiliaire⁷⁴ » qui, dans le cas des diplomates et des consuls français et britanniques en Espagne, a pu prendre la forme d'un éthos de classe. Nous avons déjà vu à quel point les mobilisations sociales qui suivent la victoire du Frente Popular en février 1936 provoquent l'effroi des agents français et britanniques. Ces derniers ne cachent pas leur hostilité à l'égard des militants ouvriers, assimilés aux « classes dangereuses⁷⁵ ». Cette perception reflète alors la position sociale privilégiée des diplomates et des consuls, tout autant que le mépris dont ils font preuve à

⁶⁵ *Ibid.*, dép. de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 3 août 1936.

⁶⁶ *Ibid.*, dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936.

⁶⁷ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 60 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 octobre 1936.

⁶⁸ TNA, PRO, FO 371/20541, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

⁶⁹ TNA, PRO, FO 371/20536, W10137/62/41, dép. 2 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 août 1936.

⁷⁰ TNA, PRO, FO 371/20542, W13377/62/41, tél. 340 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 11 octobre 1936.

⁷¹ TNA, PRO, FO 371/20532, W8973/62/41, tél. 9 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 août 1936.

⁷² TNA, PRO, FO 371/20531, W8830/62/41, tél. 4 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 août 1936.

⁷³ Voir le chapitre 1, p. 67.

⁷⁴ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle, op. cit.*, p. 72-77.

⁷⁵ Voir le chapitre 2, p. 128-133.

l'égard des classes populaires. Or, ce dernier s'exprime à nouveau durant les premiers mois de la guerre à l'égard des miliciens qui s'emparent du pouvoir à l'arrière républicain. Les descriptions qui apparaissent dans les écrits des diplomates recyclent en effet l'imaginaire des « bas-fonds », tout en puisant dans l'imagerie anticomuniste qui présente les militants bolchéviques comme des barbares hirsutes et sales⁷⁶. L'historienne britannique Maria Thomas a ainsi montré le « snobisme » dont fait preuve Norman King à l'égard des miliciens espagnols⁷⁷. Le consul général à Barcelone estime en effet que les « anarchistes, très coriaces, ont l'air tout juste sortis des illustrations d'un livre sur la jacquerie⁷⁸ ». L'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, évoque pour sa part la « maison miteuse et sale », située « dans un quartier douteux de la ville », qui sert de quartier général au Frente Popular de Saint-Sébastien. Il y décrit des salles « pleines à craquer de “gentlemen” à l'aspect suspect avec une barbe de quatre jours », avant de conclure que « l'atmosphère [y] était tout sauf savoureuse⁷⁹ ». Quant au conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, il ne cache pas dans ses mémoires le mépris que lui inspire « le débraillé cher aux émeutiers de toute tendance et de tout poil », et qui contraste avec le « luxe » et l'« élégance » des « anciens habitués » des villégiatures à Saint-Sébastien⁸⁰.

Par ailleurs, la fonction de représentation favorise également les liens d'interconnaissance entre les diplomates et les élites sociales du pays d'accueil⁸¹. Ce sont des individus que les diplomates et les consuls côtoient ou ont côtoyés qui tombent sous les balles des révolutionnaires. De manière significative, René Castéran ouvre ses « Souvenirs d'Espagne » sur le cas de l'ingénieur républicain Luis Sánchez Cuervo⁸², auquel il avait remis la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur à l'occasion du 14 juillet 1936, qui est « lâchement assassiné » à Madrid, : « La fureur révolutionnaire qui s'était déchaînée sur toute l'Espagne tenait pour suspect, au même titre que le patriotisme, tout ce qui représentait la culture et l'intelligence. Et le crime de M. Sanchez Cuervo était bien de posséder au plus haut

⁷⁶ Sophie Cœuré, *La grande leueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, CNRS, 2017 [1999], p. 39-40.

⁷⁷ Maria Thomas, « The Front-Line of Albion's Perfidy. Inputs into the Making of British Policy towards Spain: The Racism and Snobbery of Norman King », *International Journal of Iberian Studies*, 2007, vol. 2, n° 20, p. 116.

⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20533, W9205/62/41, lettre de Norman King à David Scott, 16 août 1936.

⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/20526, W7618/62/41, dép. 585 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 28 juillet 1936.

⁸⁰ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 609.

⁸¹ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, op. cit., p. 72-77.

⁸² Fernando Sáenz Ridruego, « Luis Sánchez Cuervo », dans *Diccionario biográfico electrónico de la Real Academia de la Historia* [en ligne]. Consulté le 14 avril 2022. URL: <https://dbe.rah.es/biografias/20958/luis-sanchez-cuervo>.

point ces éminentes qualités de cœur et d'esprit⁸³. » Par ailleurs, René Bonjean dresse à plusieurs reprises et de manière tout aussi significative la liste détaillée des dirigeants espagnols exécutés à Madrid, comme c'est le cas le 25 août 1936 :

« On confirme aujourd'hui l'exécution de M. Rico Avello et du général Capaz [...]. Parmi les autres victimes, on cite M. Carrascal, député et secrétaire du groupe d'Action Populaire de M. Gil Robles, Montes Jovellar, ancien ministre et maire monarchiste de Madrid, le Comte Santa Engracia, ancien député libéral monarchiste. Le comte de Rodezno, chef du groupe traditionaliste, serait parmi les victimes⁸⁴. »

D'autres victimes ont également pu travailler étroitement avec les diplomates. C'est notamment le cas de Juan Manuel Comyn y Allendesalazar, comte de Albiz et conseiller juridique de l'ambassade britannique. Le consul par intérim à Madrid, John H. Milanes, annonce tout d'abord son exécution dès les premiers jours de la guerre civile⁸⁵. En réalité, il a seulement été arrêté en compagnie de son frère, Antonio⁸⁶. Dans ce contexte d'interconnaissance, les diplomates semblent alors plus enclins à faire preuve d'empathie à l'égard des victimes des violences révolutionnaires qu'ils ont côtoyées avant la guerre, et ainsi, à s'identifier à elles.

Mais cette identification prend parfois un tour plus intime, quand les violences touchent des individus dont les agents français et britanniques sont personnellement proches. L'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, relate ainsi que « nombre de [ses] propres amis espagnols à Madrid, à Saint-Sébastien, à Zarauz et ailleurs, ont été jetés en prison et certains d'entre eux fusillés⁸⁷ ». Quant au conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, il reçoit « la visite de plusieurs de [ses] anciens amis espagnols » qui s'inquiètent du sort « de certains des leurs exposés aux fureurs des Rouges ou signalés déjà comme disparus » : « mon cœur se fendait à la vue de ces personnes que j'avais connues autrefois heureuses et gaies et que je voyais désormais atteintes dans tous leurs sentiments⁸⁸ ». De son

⁸³ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

⁸⁴ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 611 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 26 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean daté du 25 août 1936.

⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20525, W7266/62/41, tél. 102 de Charles Dodd (conseiller de l'ambassade britannique à Lisbonne) au Foreign Office, 29 juillet 1936. Il transmet un télégramme de John H. Milanes.

⁸⁶ TNA, PRO, FO 371/20532, W9035/62/41, tél. 8 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 18 août 1936.

⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20531, W8715/62/41, dép. 610 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, Hendaye, 13 août 1936.

⁸⁸ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 637.

côté, le vice-consul de la Grande-Bretagne à Saint-Sébastien, Harold Goodman, connaît bien la famille de Ramón de Satorre, citoyen espagnol d'origine britannique, qui a été tué le 22 juillet 1936 par des miliciens du Frente Popular⁸⁹. Mais c'est le vice-consul britannique à Carthagène, William Leverkus, qui nous a laissé l'un des témoignages les plus significatifs de cette identification intime avec les victimes des violences révolutionnaires. Dans son journal, il évoque l'exécution de certains de ses « très bons amis⁹⁰ ». Il confie ainsi avoir « la gorge nouée » lorsqu'il apprend qu'un officier de sa connaissance, « don Casimiro Carré », a été fusillé⁹¹. Il relate alors la difficile cohabitation avec leurs bourreaux. Tandis que quelqu'un tente de lui « montrer le projectile qui tua l'un de [ses] bons amis⁹² », il doit en tant que directeur de la compagnie des Eaux de la ville continuer de traiter avec un employé de la mairie de Carthagène qui appartient « à la bande d'assassins qui a tué [ses] amis » : « Comment dois-je traiter (cet homme ?) ce scélérat ? Un héros répugnant avec du sang sur les mains⁹³ ! » Durant les quatre premiers mois de la guerre, il garde alors une valise prête dans sa chambre, en cas de départ précipité⁹⁴. L'assassinat de ses amis l'a en effet intimement marqué. Dans son journal, il note : « Il me serait arrivé la même chose si j'avais été espagnol⁹⁵. »

D'une manière générale, l'identification aux victimes est d'autant plus aisée dans le cas des vice-consuls britanniques et des agents consulaires français, qu'ils sont parfois eux-mêmes la cible de menaces, en raison de la profession qu'ils exercent à côté de leurs fonctions consulaires. En effet, ils occupent généralement des fonctions de direction dans des établissements industriels français ou britanniques, quand ils n'en sont pas eux-mêmes propriétaires. Ils figurent également dans certains cas parmi les élites économiques de leurs villes⁹⁶. Leur position sociale les expose alors d'autant plus facilement aux violences révolutionnaires qu'ils ont pu agir contre les organisations ouvrières durant les mois et les années qui ont précédé la guerre civile. C'est notamment le cas de Maurice Lombard, agent consulaire de France à Gandia, qui possède avec son frère des établissements de filature et de tissage de la soie dans la région de Valence. Lorsque ces derniers sont occupés par des

⁸⁹ TNA, PRO, FO 371/20540, W12368/62/41, dép. 685 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 26 septembre 1936.

⁹⁰ William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, traduit par Antonio Cortiñas-Guntín, Carthagène, Ediciones Nova Spartaria, 2021, p. 26.

⁹¹ *Ibid.*, p. 36.

⁹² *Ibid.*, p. 39.

⁹³ *Ibid.*, p. 35.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 38.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 47.

⁹⁶ Voir le chapitre 1, p. 71-86.

ouvrières grévistes durant la mobilisation sociale du printemps 1936, Bompard réclame des autorités espagnoles qu'elles soient expulsées par la force. Les interventions conjointes de l'ambassade française, du consulat à Valence et du ministère d'État permettent finalement « d'éviter une effusion de sang ou un attentat contre la fabrique » et d'aboutir à un « règlement pacifique⁹⁷ ». Néanmoins, le conflit social a laissé des traces, comme en témoigne Lombard lui-même auprès du consul français à Valence en 1942 :

« Recherché moi-même comme patron d'une grosse usine par les organisations rouges de la plaine de Gandia, j'ai dû dès les premiers jours du mouvement m'absenter de cette ville [...].

Je me suis donc installé à Valence et me suis présenté au Consulat pour me mettre à l'entière disposition de M. Marcassin, Consul, pendant la durée du mouvement révolutionnaire [...]⁹⁸. »

Maurice Lombard n'est pas le seul à devoir quitter son poste pour se protéger. Les agents consulaires à Gijón et à Santoña, Albert Paquet et Alfonso Albo, sont ainsi « menacés de mort dès les premiers jours » et « évacués par des bateaux français⁹⁹ ». Le premier s'est réfugié à Saint-Sébastien. Après l'avoir « déclaré “factieux” », les autorités de Gijón saisissent ses biens et occupent sa maison. L'un de ses neveux, Alberto Paquet, est fusillé tandis qu'un autre, Luis Paquet, est condamné à la réclusion à perpétuité. Son frère, Julio Paquet, est contraint de se cacher avec ses fils, Julio et Rafael¹⁰⁰. L'agent consulaire à Lérida, José Pujol Cercos, est pour sa part emprisonné au début du mois de novembre¹⁰¹. Quant au représentant français à Santander, Van den Bronk, il fait face à des difficultés avec l'un des employés de l'usine des « Cirages Français » qu'il dirige. Cet employé — qualifié de « tête brûlée communiste » par le consul britannique de la ville, Thomas Bates — s'est en effet emparé du contrôle de l'établissement industriel où un comité ouvrier s'est constitué. En décembre 1936, les tensions entre les deux hommes atteignent un tel degré que l'ouvrier informe Van den Bronk que si « jusqu'à présent, il l'avait protégé contre les agressions personnelles », « sa protection [lui] était [maintenant] retirée ». Il lui conseille alors de « quitter le pays », car sa

⁹⁷ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 730 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juin 1936.

⁹⁸ CADN, Madrid, B, C1, 112, 11-6, dép. 19 du consul de France à Valence à l'ambassadeur de France à Madrid, François Piétri, 31 janvier 1942.

⁹⁹ *Ibid.*, dép. 27 du consul de France à Bilbao à François Piétri, 10 février 1942.

¹⁰⁰ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/B², dép. 81 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 janvier 1937 ; et lettre d'Albert Paquet à Jean Herbette, 29 janvier 1937.

¹⁰¹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 186 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 novembre 1936.

présence n'est plus souhaitée dans l'usine¹⁰². William Leverkus a également des problèmes avec l'un des percepteurs de sa compagnie qui, en tant que commissaire général de la milice, est devenu un « gros bonnet » et intrigue contre lui¹⁰³. Quant au proconsul à La Linea, John Scaniglia, journaliste qui a exercé comme policier en 1922, il se présente le matin du 20 juillet 1936 au Secrétariat Colonial britannique à Gibraltar « dans un état de nervosité et de quasi-incohérence, déclarant qu'il fallait envoyer des soldats à La Linea pour sauvegarder les biens et des compatriotes et que, si une garde militaire n'était pas assurée au vice-consulat, il n'y retournerait pas car sa vie était en danger¹⁰⁴ ». Autant d'exemples qui soulignent que les agents consulaires et les vice-consuls sont particulièrement exposés aux violences révolutionnaires en raison de la position sociale qu'ils occupent. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Foreign Office décide — sur les conseils de Chilton — de nommer en octobre 1936 un consul de carrière à Valence, William Sullivan. Il s'agit de remplacer à ce poste stratégique en cas d'évacuation de Madrid le vice-consul M. Harker, « jeune homme d'affaires » dont la situation est « extrêmement risquée¹⁰⁵ ».

Dans ces conditions, les représentants diplomatiques et consulaires français et britanniques ont tôt fait d'identifier les organisations ouvrières espagnoles comme une menace. Or, la peur que leur inspirent les violences révolutionnaires les conduit dès lors à voir dans le soulèvement militaire et dans la répression sanglante qui l'accompagne une forme de protection pour les classes moyennes et supérieures auxquelles ils appartiennent¹⁰⁶. La conscience de classe semble jouer un rôle important dans leur adhésion à la rébellion militaire. Le vice-consul britannique Maurice Falconer explique en ces termes l'alignement de « l'Espagnol des classes supérieures » en faveur des rebelles : « [Il] a pris l'affaire au sérieux et se rend compte qu'il se bat pour la liberté contre le communisme¹⁰⁷. » L'ambassadeur des États-Unis, Claude G. Bowers, livre d'ailleurs dans ses mémoires un témoignage de cette solidarité de classe qui règne dans le corps diplomatique réfugié sur la côte basque française :

¹⁰² TNA, PRO, FO 371/20556, W18619/62/41, rapport de Thomas Bates à Sir Henry Chilton, 17 décembre 1936.

¹⁰³ William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, op. cit., p. 35.

¹⁰⁴ Juan Manuel Ballesta Gómez, « El viceconsulado británico en la Línea de la Concepción (1935-1946) », *Almoraima. Revista de Estudios Campogibraltares*, n° 54, 2021, p. 9-16, p. 12.

¹⁰⁵ TNA, PRO, FO 371/20541, W45636/62/41, dép. 692 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 29 septembre 1936.

¹⁰⁶ Voir en particulier le chapitre 3, p. 186-208 ; et le chapitre 4, p. 269-285.

¹⁰⁷ TNA, PRO, FO 371/20526, W7624/62/41, lettre de Maurice D. M. Falconer au consul britannique à Lisbonne, 31 juillet 1936.

« Surpris par l'attitude de l'ambassadeur d'un pays démocratique qui soutenait farouchement la cause des rebelles dès les premiers jours de la guerre, je lui demandai la cause de son acharnement. "Les gens de notre classe doivent se serrer les coudes", bredouilla-t-il¹⁰⁸. »

2. *Violences anticléricales et réaction religieuse*

Mais la solidarité de classe n'est peut-être pas le seul facteur qui favorise l'identification des représentants français et britanniques aux victimes des violences révolutionnaires, et la recherche conséquente d'une forme de protection auprès des militaires rebelles. La persécution qui s'abat sur les représentants de l'Église catholique à l'arrière républicain a également pu susciter chez certains agents diplomatiques et consulaires une forme de réaction catholique — ou du moins religieuse. Plus que tout autre groupe social, les membres du clergé — tant régulier que séculier — sont en effet particulièrement visés par les miliciens espagnols¹⁰⁹. 6 800 d'entre eux succombent dans le territoire républicain pendant la guerre : ils représentent près de 13,5 % des 50 000 victimes des violences révolutionnaires¹¹⁰. Ces exécutions sont accompagnées d'incendies d'édifices ou de mobiliers religieux ainsi que d'actes sacrilèges¹¹¹. C'est ce qui conduit certains historiens, comme Hilari Ragner, à parler d'une véritable « persécution religieuse¹¹² », que José Luis Ledesma qualifie par ailleurs de « systématique¹¹³ ». Pour sa part, Fernando del Rey évoque même une « déclaration de guerre à mort » contre l'Église¹¹⁴. Les membres du clergé sont en effet ciblés pour la simple raison de leur appartenance à l'Église¹¹⁵. Ils figurent parmi les premières victimes des comités révolutionnaires : près d'un tiers d'un millier d'entre eux succombe durant les deux premières semaines de la guerre¹¹⁶. Dans la province de Ciudad Real, ils représentent ainsi 38,85 % des personnes exécutées entre le 19 et le 31 juillet 1936. Ce pourcentage est d'autant plus considérable quand il est rapporté à la part que le clergé occupe dans la population générale

¹⁰⁸ Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, Paris, Flammarion, 1956, p. 285.

¹⁰⁹ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », in Julio de la Cueva et Feliciano Montero (dir.), *Izquierda obrera y religión en España (1900-1939)*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2012, p. 221.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Julio de la Cueva, « El asalto de los cielos: una perspectiva comparada para la violencia anticlerical española de 1936 », *Ayer*, 2012, vol. 4, n° 88, p. 56.

¹¹² Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, Barcelone, Península, 2001, p. 176.

¹¹³ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 221.

¹¹⁴ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 439.

¹¹⁵ Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 175 ; José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 222.

¹¹⁶ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 222.

de la province — à peine 0,20 %¹¹⁷. Près de la moitié des prêtres et des religieux victimes des violences sont exécutés en Catalogne — plus de 2 000 d'entre eux — et à Madrid — plus de 1 000 d'entre eux¹¹⁸.

Durant les premiers jours de la guerre, le clergé régulier est d'ailleurs plus exposé aux tueries collectives en raison de la vie communautaire observée par les congrégations religieuses¹¹⁹. Mais le clergé séculier n'échappe pas pour autant à la mort — ce qui constitue une nouveauté par rapport aux violences anticléricales du XIX^e siècle¹²⁰. Les prêtres et les curés espagnols sont arrêtés individuellement à leur domicile ou dans leur cachette, avant d'être mis à mort¹²¹. 39,9 % des prêtres sont ainsi exécutés durant la guerre dans le diocèse de Ciudad Real, 47,9 % à Malaga et jusqu'à 87,8 % à Barbastro¹²². Les religieuses sont néanmoins largement épargnées : 97 % des victimes des violences anticléricales sont des hommes tandis que seules 283 femmes sont exécutées¹²³. Si elles ont pu subir un certain nombre de vexations (expulsions des couvents, destructions des objets liturgiques, etc.)¹²⁴, elles bénéficient auprès des miliciens d'une image paradoxale de victimes sans défense des hommes religieux et qu'il convient de libérer. Cette image passive leur permet d'échapper aux violences les plus radicales¹²⁵. Près de deux tiers des membres du clergé exécutés succombent durant l'été 1936, avant la fin du mois de septembre. À Madrid et à Huesca, la proportion s'élève même jusqu'aux neuf dixièmes¹²⁶. La résorption des violences anticléricales suit d'ailleurs la même chronologie que celles des violences révolutionnaires dans leur ensemble : elle accompagne la lente reconstruction de l'appareil coercitif de l'État républicain et le recul des comités révolutionnaires¹²⁷.

¹¹⁷ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 443.

¹¹⁸ Julio de la Cueva, « El asalto de los cielos: una perspectiva comparada para la violencia anticlerical española de 1936 », op. cit., p. 55.

¹¹⁹ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 450 ; Julio de la Cueva, « Religious Persecution, Anticlerical Tradition and Revolution: On Atrocities against the Clergy during the Spanish Civil War », *Journal of Contemporary History*, 1998, vol. 33, n° 3, p. 356.

¹²⁰ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », op. cit., p. 221-222.

¹²¹ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 450 ; Julio de la Cueva, « Religious Persecution, Anticlerical Tradition and Revolution: On Atrocities against the Clergy during the Spanish Civil War », op. cit., p. 356.

¹²² José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », op. cit., p. 221-222.

¹²³ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, thèse de doctorat, Royal Holloway, University of London, Londres, 2012, p. 154 ; Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 445.

¹²⁴ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, op. cit., p. 445.

¹²⁵ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, op. cit., p. 161.

¹²⁶ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », op. cit., p. 222.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 235-237.

Cette persécution religieuse s'inscrit dans la continuité des violences contre les institutions ecclésiastiques du printemps 1936 que nous avons déjà évoquées¹²⁸. Elle s'alimente en effet de l'anticléricalisme, qui forme une sous-culture politique transversale et commune à la gauche républicaine et à la gauche ouvrière qui voient dans le catholicisme politique — qui s'articule notamment dans la CEDA — un concurrent de premier plan¹²⁹. L'Église espagnole apparaît ainsi liée aux secteurs conservateurs auxquels elle donne une couverture idéologique, en associant les valeurs religieuses à la défense d'un ordre social inégalitaire¹³⁰. Les membres du clergé sont ainsi régulièrement accusés de faire front commun avec les « riches », et sont par conséquent perçus comme des ennemis de classe¹³¹. Au lendemain du soulèvement, les couvents apparaissent alors comme des nids de conspiration où se cachent les complices des insurgés¹³², tandis que de nombreuses rumeurs infondées accusent les curés des villages d'ouvrir le feu sur les miliciens depuis les clochers de leurs églises¹³³. L'Église devient dès lors l'ennemi par excellence à abattre pour faire advenir la nouvelle société née de la révolution¹³⁴. Les violences anticléricales apparaissent en effet comme un « rite de passage » révolutionnaire selon Maria Thomas¹³⁵, tandis que Julio de la Cueva établit — dans une perspective comparée avec le Mexique de 1913 et la Russie de 1918 — un lien intime entre les violences anticléricales et les processus révolutionnaires qui se transforment en guerre civile¹³⁶. En incendiant les édifices religieux et en exécutant les membres du clergé, les révolutionnaires liquident symboliquement l'ancien ordre social¹³⁷ : ils purifient ainsi l'espace public et la société nouvelle, afin d'assurer sa cohésion¹³⁸. La spécificité des violences anticléricales explique certainement le traitement particulier que reçoivent les membres du clergé. Si la majorité d'entre eux sont simplement fusillés par leurs

¹²⁸ Voir le chapitre 2, p. 135-136.

¹²⁹ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 469-470 ; José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 229.

¹³⁰ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 230 ; Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 178-179.

¹³¹ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 121.

¹³² Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 447.

¹³³ Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 178.

¹³⁴ Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 439 et 441.

¹³⁵ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 182.

¹³⁶ Julio de la Cueva, « El asalto de los cielos: una perspectiva comparada para la violencia anticlerical española de 1936 », *op. cit.*, p. 58-74.

¹³⁷ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 224.

¹³⁸ Maria Thomas, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, *op. cit.*, p. 185-192 ; José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 220-221.

bourreaux, comme le reste des victimes des comités révolutionnaires, certains prêtres et religieux sont cependant torturés, mutilés ou brûlés avant, pendant ou après leur exécution¹³⁹.

Les représentants français et britanniques en Espagne s'émeuvent rapidement de ces violences anticléricales. Comme durant le printemps 1936, ils dénoncent la destruction et l'incendie des édifices religieux à Madrid¹⁴⁰, à Barcelone¹⁴¹, à Tarragone¹⁴², à Gérone¹⁴³ ou encore à Valence¹⁴⁴. Dans cette dernière région, le consul français Maurice Marcassin indique que les « dégâts matériels sont énormes : presque toutes les églises de Valence et des environs, de nombreux couvents ont été brûlés avec leurs richesses artistiques ». Il ajoute que la « cathédrale de Valence est détruite avec tous ses trésors. Les extrémistes qui l'ont incendiée ont empêché le sauvetage des objets d'art revolver au poing. Le palais de l'archevêque, ses archives et ses richesses sont entièrement détruits¹⁴⁵. » Mais ce sont les exécutions des membres du clergé qui retiennent le plus l'attention des représentants français et britanniques¹⁴⁶. Le caractère systématique de cette persécution religieuse ne fait alors aucun doute. L'agent consulaire de France à Tarragone, José María Merelo de Barberá, évoque ainsi un « clergé passé en totalité à l'autre vie¹⁴⁷ ». Dans un témoignage qu'il rédige en 1941 sur les activités humanitaires du consulat général de France à Barcelone durant la guerre civile, il confie par ailleurs au sujet des prêtres espagnols que « ces malheureux-là étaient massacrés sans exception¹⁴⁸ ». Le consul à Valence, Maurice Marcassin, note également qu'on « exécute tous les prêtres découverts » et « des religieuses¹⁴⁹ ». Selon lui, la « découverte d'une image pieuse ou d'un objet religieux est un fait beaucoup plus grave et peut mettre en danger la vie

¹³⁹ José Luis Ledesma, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) », *op. cit.*, p. 223 ; Fernando del Rey, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 474.

¹⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20529, W8402/62/41, rapport de Keith Unwin à J. H. Milanes, 27 juillet 1936.

¹⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20523, W6638/62/41, tél. 17 d'Edgar Vaughan au Foreign Office, 21 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20528, W8174/62/41, memorandum d'Edgar Vaughan à Norman King, 6 août 1936.

¹⁴² TNA, PRO, FO 371/20531, W8667/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 10 août 1936.

¹⁴³ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 114 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 29 juillet 1936 ; et dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936.

¹⁴⁴ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, tél. 499-500 du Quai d'Orsay à Jean Herbet, 8 août 1936, transmettant un télégramme de Maurice Marcassin du 6 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20542, W13479/62/41, dép. 5 de William Sullivan au Foreign Office, 5 octobre 1936.

¹⁴⁵ CADN, Valence, B, 53, dossier « Révolution espagnole », dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 30 juillet 1936.

¹⁴⁶ CADN, Barcelone, B, 34, dép. de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 25 juillet 1936 ; CADN, Barcelone, B, 34, dép. 114 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 29 juillet 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A³, tél. 587-597 du Quai d'Orsay à Jean Herbet, 24 août 1936, transmettant un télégramme de René Bonjean du 23 août 1936 ; CADN, Valence, B, 53, dossier « Révolution espagnole », dép. de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 7 septembre 1936.

¹⁴⁷ CADN, Barcelone, B, 34, dép. de José María Merelo de Barberá à Jean Trémoulet, 3 août 1936.

¹⁴⁸ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá (1941).

¹⁴⁹ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

de son propriétaire¹⁵⁰ ». Les violences anticléricales à Valence marquent également le consul adjoint, Charles Baufumé, qui les mentionne précisément dans une notice sur ses états de service rédigée en octobre 1944 :

« La Guerre Civile revêt dès les premiers jours un caractère d'horreur et de violence inouïe. La population catholique et tous les éléments de droite sont arrêtés, jetés en prison ou plus simplement sommairement jugés et fusillés. Le grand collège des Dominicains est saccagé et les moines assassinés. Les Capucins subissent le même sort, de même que nos religieuses de notre petit collège de Notre Dame de Lorette, dont je trouve les six religieuses assassinées sur le seuil de leur école [...].

Le mardi 20 juillet, 22 églises de Valence sont mises à sac et incendiées dont l'une des plus belles, St. Jean, dont les voûtes ont été peintes par les grands maîtres espagnols¹⁵¹. »

Enfin, le consul britannique à Barcelone, Norman King, qui relate les « horribles atrocités [qui] sont commises contre les prêtres et les nonnes¹⁵² », est particulièrement choqué par la « pratique barbare d'exhumation¹⁵³ » de cadavres de religieux à laquelle il assiste — et dont les photographies se répandent dans la presse internationale¹⁵⁴ :

« À l'extérieur de l'entrée ouest, un certain nombre de corps de religieuses dans leurs cercueils ont été exposés au regard du public. Apparemment, la foule avait déterré les corps des cloîtres et les avait exposés comme un exemple de profanation gratuite. J'ai entendu parler d'autres cas de corps de religieuses exposés de cette manière, mais c'est le seul cas dont j'ai été le témoin oculaire. Un grand nombre de personnes, y compris des femmes, des filles et des enfants, se promenaient dans les ruines et regardaient les cadavres comme s'ils visitaient les œuvres de cire de Madame Tussaud*¹⁵⁵. »

¹⁵⁰ *Ibid.*, dép. 60 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 24 octobre 1936.

¹⁵¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 49, dossier de Charles Baufumé, « Notice sur les services au titre de la Guerre Civile d'Espagne à Valence de 1935 à fin 1938, concernant : Charles Marie Félix Baufumé [...] ».

¹⁵² TNA, PRO, FO 371/20525, W7485/62/41, tél. 75 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} août 1936.

¹⁵³ TNA, PRO, FO 371/20527, W7810/62/41, dép. 78 de Norman King au Foreign Office, 3 août 1936.

¹⁵⁴ François Fontaine, *La Guerre d'Espagne, un déluge de feu et d'images*, Paris, BDIC - Berg International, 2003, p. 35.

¹⁵⁵ *Ibid.* *Marie Tussaud est une sculptrice française qui, s'exilant à Londres durant la Révolution française, y ouvre dès 1835 un musée exposant ses sculptures de cire. Enric H. March, « Comment Madame Tussaud a érigé son empire de cire », *National Geographic* [en ligne]. Consulté le 28 avril 2022.

URL : <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/comment-madame-tussaud-a-erige-son-empire-de-cire>.



Photographie 16 : Cadavres de carmelites espagnoles exhumés et exposés à Barcelone¹⁵⁶.



Photographie 17 : Cadavres de carmelites espagnoles exhumés et exposés à Barcelone¹⁵⁷.

¹⁵⁶ *Paris-Soir*, 30 juillet 1936. URL : <https://www.retronews.fr/journal/paris-soir/30-juillet-1936/131/106545/12>. Consulté sur Retronews, le 28 avril 2022.

L'exhumation des corps des religieux espagnols s'inscrit alors dans une démarche que Bruce Lincoln qualifie d'« antinomisme messianique » : la profanation des corps – et la transgression que cela suppose – manifeste ainsi la rébellion ouverte contre l'ancien ordre social¹⁵⁸. En effet, la suspension des règles morales en vigueur vise précisément à faciliter l'instauration d'un nouvel ordre social, fondé sur de nouvelles règles¹⁵⁹. Cette pratique iconoclaste cible plus particulièrement l'Église et ses membres qui, aux yeux des révolutionnaires, incarnent et perpétuent l'ancien ordre social¹⁶⁰. Exhumer les cadavres de religieux et dévoiler la corruption des corps putréfiés vise à dévoiler symboliquement ce qui se cache derrière l'image de sainteté affichée par l'institution ecclésiastique¹⁶¹. Or, cette transgression, comme les exécutions des membres du clergé, choque d'autant plus les représentants français et britanniques qu'ils sont un certain nombre à partager des convictions religieuses.

Si l'image d'un Quai d'Orsay présenté comme un « fief catholique » a été fortement nuancée par l'historiographie récente¹⁶², il n'en reste pas moins que le ministère des Affaires étrangères (MAE) et ses agents ont entretenu des « affinités électives » avec le christianisme¹⁶³. Ainsi, selon Gilles Ferragu et Florian Michel, « la culture catholique semble prévaloir au sein du MAE pendant un long segment du XX^e siècle¹⁶⁴ », en dépit de la diversité des convictions et des sensibilités religieuses des diplomates¹⁶⁵. Isabelle Dasque souligne également que « la diplomatie française dispose au début du XX^e siècle d'un personnel très attaché à la religion, ou tout au moins respectueux du fait religieux, en dépit de sensibilités et de références spirituelles variées et de l'intégration d'éléments étrangers au corps, proches idéologiquement des nouvelles élites dirigeantes¹⁶⁶ ». Quant aux diplomates du Foreign Office et du Diplomatic Service, ils partagent généralement avec les élites britanniques un « éthos chrétien » acquis dans les Public Schools : cette « influence formative » assure dès lors le

¹⁵⁷ *La Petite Gironde*, 29 juillet 1936. URL : <https://www.retronews.fr/journal/la-petite-gironde/29-juillet-1936/241/1224663/1>. Consulté sur Retronews, le 28 avril 2022.

¹⁵⁸ Bruce Lincoln, « Exhumaciones revolucionarias en España, julio 1936 », *Historia Social*, 1999, n° 35, p. 107.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 109.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 112.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 116.

¹⁶² Gilles Ferragu et Florian Michel, « Introduction générale », in Gilles Ferragu et Florian Michel (dir.), *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 7-21 ; Isabelle Dasque, « Le Quai d'Orsay, une citadelle du cléricisme ? Religion et culture des diplomates à la Belle Époque », in Gilles Ferragu et Florian Michel (dir.), *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 27-43.

¹⁶³ Gilles Ferragu et Florian Michel, « Introduction générale », *op. cit.*, p. 7.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 11.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 13.

¹⁶⁶ Isabelle Dasque, « Le Quai d'Orsay, une citadelle du cléricisme ? Religion et culture des diplomates à la Belle Époque », *op. cit.*, p. 42.

maintien d'une « ambiance culturelle » chrétienne dans les cercles qui définissent la politique extérieure de la Grande-Bretagne¹⁶⁷. Si à partir de 1918, « la préférence accordée aux candidats de confession protestante » qui appartiennent à l'Église anglicane ne semble plus exercer « qu'une influence limitée dans le choix des futurs diplomates¹⁶⁸ », les membres de la Royal Commission on the Civil Service déplorait, encore en 1914, l'absence de candidats non-conformistes¹⁶⁹.

S'il est difficile de connaître précisément les convictions religieuses des représentants diplomatiques et consulaires français et britanniques en Espagne, un certain nombre d'entre eux semble néanmoins baigner dans cette culture catholique ou chrétienne. Ainsi, le conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, reçoit une éducation religieuse, qui est assurée par l'abbé Hector Léveillé avant qu'il n'intègre le Collège Stanislas à Paris, où il côtoie des « familles traditionalistes¹⁷⁰ ». Il qualifie d'ailleurs l'adoption de « la loi dite de Séparation, la rupture unilatérale du Concordat, [de] véritable honte pour la France » : « La lutte contre la religion se poursuivait ainsi dans notre pays sous toutes les formes successives possibles et la politique intérieure de notre gouvernement, qui tendait à saper d'une manière systématique la principale de nos forces morales prenait un tour de plus en plus désastreux¹⁷¹. » Le consul général à Barcelone, Jacques Pingaud, est quant à lui qualifié d'homme « de sentiments religieux enracinés » par l'agent consulaire à Tarragone, José María Merelo de Barberá¹⁷². Ce dernier ne cache d'ailleurs ni ses convictions catholiques dans le récit qu'il dresse de l'œuvre humanitaire du consulat français à Barcelone, ni les liens qu'il entretient avec certains membres du clergé espagnol. Il évoque ainsi la « sincère amitié » qui l'unit au docteur Borrás, « ancien Vicaire Général, devenu évêque auxiliaire » de Tarragone, et qui périt « brûlé vivant dans les premiers jours de la révolution¹⁷³ ». Les frères Emmanuel et René Neuville se distinguent également par leurs convictions catholiques¹⁷⁴. Quant à l'agent

¹⁶⁷ Keith Robbins et John Fisher, « Introduction », in Keith Robbins et John Fisher (dir.), *Religion and Diplomacy. Religion and British Foreign Policy, 1815 to 1941*, Dordrecht, Republic of Letters Publishing, 2010, p. 2.

¹⁶⁸ Jean-François Berdah, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 91.

¹⁶⁹ Zara Steiner, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times », in Gaynor Johnson (dir.), *The Foreign Office and British Diplomacy in the Twentieth Century*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 20.

¹⁷⁰ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, op. cit., p. 16-19.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 24.

¹⁷² CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá (1941).

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Dominique Trimbur qualifie en effet René Neuville de « très catholique ». Dominique Trimbur, « Les Lieux saints chrétiens de Palestine comme préoccupation de la politique extérieure française (1917-1948) », in Gilles

consulaire à Gijón, Albert Paquet, il est connu avec sa femme, Dolores del Campo Valdés-Hevia, pour les nombreuses activités de bienfaisance qu'ils patronnent, ainsi que pour l'appui qu'ils accordent à de nombreuses entités religieuses catholiques de la région. Ils soutiennent ainsi financièrement la construction de la nouvelle église paroissiale, dont la crypte accueille le caveau familial¹⁷⁵. Cet engagement catholique n'est alors probablement pas étranger à la menace qui pèse sur Albert Paquet et sa famille, le contraignant à se réfugier à Saint-Sébastien (voir *supra*).

Le conseiller et chargé d'affaires de l'ambassade britannique, George Ogilvie-Forbes, est également qualifié de « fervent catholique » par l'historien Tom Buchanan. Il entretiendrait des liens étroits avec la Compagnie de Jésus. Tandis que son unique sœur et sa tante sont nonnes, son père aurait été, en tant que laïc, le chambellan de quatre papes différents¹⁷⁶. William Sullivan, consul britannique à Valence, présente un cas plus complexe : s'il a d'abord étudié au catholique St Augustine's College de Ramsgate, géré par l'abbaye bénédictine de la ville, il poursuit néanmoins ses études à la St Paul's School de Londres, puis au Trinity College de Dublin, deux établissements rattachés à l'Église anglicane¹⁷⁷. Les consuls à Barcelone et à Séville, Norman King et Frederick Coultas, appartiennent en revanche sans aucun doute à l'Église anglicane : ils sont tous deux les fils de révérends¹⁷⁸. Le père du second, George W. Coultas, est un missionnaire protestant, envoyé à Hangchow, en Chine, par la Church Missionary Society¹⁷⁹. Il en va de même pour le grand-père maternel d'Alan H. Hillgarth, vice-consul à Palma de Majorque, le révérend Georges Piercy, missionnaire protestant à Canton (Guangzhou), en Chine¹⁸⁰. Leur filiation religieuse les rend probablement sensibles au sort du clergé catholique en Espagne, d'autant plus que les

Ferragu et Florian Michel (dir.), *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XXe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 187.

¹⁷⁵ Page de la « Casa Paquet » sur le site de la mairie de Gijón. Consultée le 20 septembre 2022. URL : <https://www.gijon.es/es/directorio/edificio-casa-paquet>.

¹⁷⁶ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 283.

¹⁷⁷ Notice de Sir William Sullivan, *Who's Who*. Consultée en ligne le 29 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U160064>.

¹⁷⁸ Notice de Sir Norman King, *Who's Who*. Consultée le 29 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U49060> ; et notice de Frederick George Coultas, *Who's Who*. Consultée le 29 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U56616>.

¹⁷⁹ *Directory of Protestant Missionaries in China, Japan and Corea for the Year 1906*, Hong Kong et Londres, The Hongkong Daily Press Office, 1906, p. 17.

¹⁸⁰ Denis Smyth, « Hillgarth, Alan Hugh (1899-1978) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004. Consulté en ligne le 13 avril 2022. URL : <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/31233>.

protestants ne sont pas pour autant épargnés selon Hilari Ragner, qui note qu'un temple évangélique figure parmi les premiers bâtiments incendiés à Barcelone¹⁸¹.

Néanmoins, d'autres diplomates, à l'image de Jean Herbette, ne partagent pas cette sensibilité religieuse. L'ambassadeur français, qui a grandi dans un « milieu bourgeois et athée », a en effet la réputation de faire preuve d'un « voltairianisme » et d'un « anticléricalisme un peu court¹⁸² ». C'est probablement cet anticléricalisme qui le conduit à dénoncer le « fanatisme réactionnaire¹⁸³ » des requetés carlistes et les « actes de barbarie que commettent les prétendus croisés de Navarre¹⁸⁴ ». Gilles Ferragu et Florian Michel ont cependant souligné que les diplomates français, indépendamment de leur confession ou de leurs convictions, se sont généralement inscrits dans la tradition de la diplomatie française en faveur des missions catholiques à l'étranger¹⁸⁵. Isabelle Dasque évoque également « un personnel diplomatique profondément attaché au rôle traditionnel de puissance protectrice des chrétiens, à la fois par respect d'un legs historique, par réalisme et par conviction¹⁸⁶ ». Aussi le voltairien athée et anticlérical Herbette a-t-il pris la défense des intérêts de l'Église catholique durant son ambassade à Moscou¹⁸⁷. Et, durant les mobilisations du printemps 1936, son ambassade se soucie à nouveau de la protection des établissements religieux français en Espagne¹⁸⁸. Ainsi, les liens étroits que la diplomatie française entretient avec l'Église catholique contribuent certainement à renforcer la sensibilité de ses agents à l'égard des persécutions religieuses qui ont cours dans les territoires républicains. Du reste, la situation exceptionnelle à laquelle ils sont confrontés a pu faire ressortir une forme de religiosité chez des agents pourtant peu pratiquants. C'est ce dont témoigne le vice-consul britannique à Carthagène, William Leverkus, quand il évoque dans son journal l'exécution d'une de ses connaissances, dont il retrouve le cadavre au bord d'une route : « Bien que je ne sois pas un homme religieux, j'ai senti que je devais sortir de la voiture et dire une prière [...]»¹⁸⁹.

¹⁸¹ Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 179.

¹⁸² Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003, p. 3 et 21-22.

¹⁸³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 171, tél. 1298 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 octobre 1936.

¹⁸⁴ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1110 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

¹⁸⁵ Gilles Ferragu et Florian Michel, « Introduction générale », op. cit., p. 16.

¹⁸⁶ Isabelle Dasque, « Le Quai d'Orsay, une citadelle du cléricisme ? Religion et culture des diplomates à la Belle Époque », op. cit., p. 41.

¹⁸⁷ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 141-148.

¹⁸⁸ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 171-172.

¹⁸⁹ William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, op. cit., p. 39.

Du reste, il est possible que les sentiments religieux aient facilité l'inclination de certains diplomates et consuls en faveur du soulèvement militaire. Si la religion n'est pas évoquée dans les *bandos* des chefs militaires qui annoncent leur adhésion à l'insurrection, elle apparaît de manière beaucoup plus systématique à partir du mois d'août 1936. Les proclamations enthousiastes de la croisade et de la guerre sainte pour la défense de la religion et de la patrie se multiplient en effet à partir de ce moment-là chez les responsables militaires et ecclésiastiques, mobilisant l'imaginaire de la « Reconquête »¹⁹⁰. Cette propagande religieuse marque l'adhésion spontanée de l'Église espagnole au coup d'État militaire, accentuée par la persécution religieuse qui a cours dans les territoires républicains¹⁹¹. Dès le mois de septembre 1936, de nombreux évêques quittent leur réserve pour appuyer le soulèvement militaire en mobilisant des arguments religieux. Entre le 1^{er} septembre et le 30 décembre 1936, dix-huit d'entre eux ont ainsi manifesté publiquement leur adhésion à la rébellion¹⁹². La pastorale de *Las dos ciudades* de l'évêque de Salamanque, Enrique Plá y Deniel, qui proclame le 30 septembre 1936 la « croisade contre le communisme pour sauver la religion, la patrie et la famille », s'avère déterminante selon Hilari Ragner¹⁹³. Or, le soutien de l'Église espagnole offre un élément supplémentaire de légitimation de l'insurrection. Le consul britannique à Vigo, William Oxley, note ainsi que « l'Église s'est également jointe à présent au soulèvement pour que partout où les éléments militaires passent, tout le peuple se lève comme un seul homme pour les accueillir et les aider de toutes les manières¹⁹⁴ ».

II. Les diplomates face à la rébellion militaire : entre alignement conjoncturel, sociabilités et *habitus* professionnel

A. Des affinités conjoncturelles et sociales avec la rébellion militaire

1. Un alignement conjoncturel en faveur de la rébellion militaire

Si, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les diplomates et les consuls français et britanniques en Espagne reprennent à leur compte les principaux éléments de la propagande contre-révolutionnaire des militaires insurgés, est-ce pour autant le signe d'une

¹⁹⁰ Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 78-87.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 84.

¹⁹² *Ibid.*, p. 100-101.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 101.

¹⁹⁴ TNA, PRO, FO 371/20532, W8995/62/41, dép. 22 de William Oxley au Foreign Office, 14 août 1936.

adhésion idéologique ? C'est en réalité plus compliqué. Certes, les convictions conservatrices de certains agents ont pu faciliter leur inclination en faveur des rebelles. C'est le cas notamment du conseiller de l'ambassade de France, Jean-Baptiste Barbier, dont les convictions réactionnaires ne font aucun doute à la lecture de ses mémoires¹⁹⁵. Ses obsessions antisémites s'ajoutent à des convictions bonapartistes enracinées que n'ignorent pas ses collègues du Quai d'Orsay. Peu de temps après la publication de ses mémoires, Jacques Fouques-Duparc, alors ambassadeur à Rome, se souvient en effet d'un « garçon assez prétentieux qui se flattait dans sa jeunesse d'une vague ressemblance avec Napoléon, et en copiait un peu ridiculement les gestes, notamment le port de la main dans le gilet¹⁹⁶ ». Barbier n'est du reste pas le seul agent dont les convictions se situent à droite. Jacques Pingaud, le consul général à Barcelone, est ainsi décrit comme un « homme de droite » par l'agent consulaire à Tarragone, José María Merelo de Barberá¹⁹⁷. Ce dernier a d'ailleurs appartenu aux Croix de Feu du colonel François de La Rocque, tandis que l'un de ses fils, Victor, milite au sein de la Falange Española à Tarragone¹⁹⁸. Robert Lecq, le vice-consul à Madrid qui prend en charge l'agence consulaire à Alicante à la fin de l'année 1936, est présenté comme un membre du Parti Populaire Français (PPF) de Jacques Doriot par les services de renseignement rebelles en 1938¹⁹⁹. Quant au vice-consul à Valence, Charles Baufumé, il est apparenté par sa mère au chef des Croix-de-Feu et du Parti Social Français (PSF), le colonel de La Rocque²⁰⁰. En avril 1940, il bénéficie d'ailleurs d'une intervention en sa faveur du député PSF des Basses-Pyrénées, Jean Ybarnégaray²⁰¹. La position adoptée par les droites françaises, en faveur de l'insurrection militaire et hostile à l'égard du Frente Popular, a dès lors pu modeler leur perception du conflit²⁰².

¹⁹⁵ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.* Lorsqu'il publie ses mémoires à Rome en 1951, Jean-Baptiste Barbier est en exil en raison du soutien qu'il a apporté au régime de Vichy et à sa politique de collaboration.

¹⁹⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 29, dossier de Jean-Baptiste Barbier, lettre de Jacques Fouques-Duparc à Raymond Bousquet, 4 avril 1952.

¹⁹⁷ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá (1941).

¹⁹⁸ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, Barcelone, Base, 2020, p. 166-167.

¹⁹⁹ AGMAV, c. 2463,258, 11, note d'information du Servicio de Información y Policía Militar (SIPM) d'Irún, 24 juin 1936.

²⁰⁰ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 49, dossier de Charles Baufumé, comte-rendu d'une « viste de M. de Robien », le 7 février 1940 ; « note au sujet de M. Baufumé » du 29 avril 1940 ; acte de naissance de Charles Baufumé extrait du registre d'état civil de la ville d'Anger.

²⁰¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 49, dossier de Charles Baufumé, « note au sujet de M. Baufumé » du 29 avril 1940, à laquelle est jointe la copie d'une lettre de Jean Ybarnégaray à Paul Reynaud, sans date.

²⁰² Catherine Breen, *La Droite française et la Guerre d'Espagne (1936-1937)*, Genève, Editions Médecine et Hygiène, 1973, p. 37-42 ; David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975, p. 72-73 ; Geneviève Dreyfus-Armand, « La France et la guerre d'Espagne. Un

Certains représentants français ne cachent pas leur adhésion précoce au soulèvement militaire. Ainsi, l'agent consulaire de France à Alicante, Gustave de Laigue, « manifesterait de façon constante et publique des sentiments favorables aux rebelles ». Compte tenu de « l'importance » d'Alicante, « seul port utilisable pour l'évacuation des Français d'une grande partie de l'Espagne », le Quai d'Orsay — sur suggestion du consul à Madrid, Emmanuel Neuville — décide de le remplacer par François Domestici²⁰³. La position d'Henri Dorange, le consul de France à Las Palmas, interroge également : alors que le Quai d'Orsay a demandé à ses agents de s'« abstenir de toute démonstration en face des événements créés par le mouvement militaire national », il invite l'agent consulaire à Santa Cruz de Tenerife à « hisser notre pavillon pour 24 heures » à « l'occasion de la prise de prise de Madrid », sans prendre toutefois « part à aucune autre manifestation »²⁰⁴. Enfin, l'agent consulaire à Arrecife, Miguel Armas, de nationalité espagnole, va même jusqu'à s'engager dans l'armée franquiste en 1938²⁰⁵.

Mais en dehors de ces quelques cas, il est difficile de postuler une proximité idéologique qui unirait les représentants français en Espagne aux militaires insurgés et à leurs soutiens. La consultation de leurs dossiers de carrière laisse plutôt entrevoir une proximité avec les partis libéraux du centre et du centre droit, qui structurent la politique gouvernementale de la Troisième République durant les années 1920 et 1930 : le Parti Radical, l'Alliance des Républicains de Gauche et des Radicaux Indépendants et l'Alliance Démocratique. Mais ce secteur politique est lui aussi gagné par la vague d'anticommunisme qui se développe à partir du mois de juin 1936, favorisant dans son sillage un mouvement de rejet des Fronts populaires français et espagnol et un élan de sympathie pour l'insurrection militaire en Espagne²⁰⁶. Le Parti Radical, membre du Front Populaire, offre un bon exemple de ces évolutions. L'émergence d'une nouvelle génération d'adhérents hostiles à la gauche socialiste et communiste le rapproche ainsi du centre droit²⁰⁷. Une partie conséquente de la base radicale voit dans les grèves de 1936 et dans la guerre d'Espagne la preuve d'un complot

pays passionné, profondément fracturé », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 51-53 ; Robert Soucy, *Fascismes français? 1933-1939. Les mouvements anti-démocratiques*, Paris, Autrement, 2004, p. 181 et 355.

²⁰³ CADN, Madrid, C1, 35, tél. 20 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 3 août 1936 ; et lettre de Louis de Robien, chef du Personnel au Quai d'Orsay, à Jean Herbet, 7 août 1936.

²⁰⁴ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 284 de Henri Dorange à Jacques Bigourdan, 9 novembre 1936. La phrase est soulignée par Henri Dorange.

²⁰⁵ CADN, Las Palmas, B, 45, dép. 296 de Henri Dorange à Philippe Pétain, 4 octobre 1939.

²⁰⁶ Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, Paris, Olivier Orban, 1987, vol.1 : 1917-1940.

²⁰⁷ Serge Berstein, « Les radicaux », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, vol.2: XXe siècle: à l'épreuve de l'histoire, p. 21.

communiste²⁰⁸. De nombreux élus, en particulier au Sénat, se montrent notamment sensibles à la propagande des rebelles espagnols qui prétendent s'être soulevés pour déjouer une insurrection communiste²⁰⁹. Autour du sénateur Louis Malvy se constitue ainsi un « fort “lobby” franquiste » qui, par anticommunisme, mise sur la victoire des militaires insurgés présentés comme de « vrais républicains épris d'ordre²¹⁰ ». Comme au lendemain de la séquence révolutionnaire de 1917-1923, les tenants de la démocratie libérale semblent renouer avec « une conception élitiste de la démocratie », qui les conduit à appuyer « des solutions réactionnaires pour contrer ce qui est désormais vu comme un danger bien plus important²¹¹ ». Ainsi que le souligne Isidoro Monje Gil, la « guerre d'Espagne [alimente] un “néo-pacifisme” évident au sein de la classe dirigeante française, moins attentive au duel entre fascisme et démocratie [qu'à celui opposant] ordre et révolution, qui [l'amène] à se montrer solidaire de la réaction espagnole²¹² ».

Or, l'interprétation des événements espagnols que formule la frange modérée et libérale de l'opinion française ne diffère pas du récit qu'en font les diplomates et les consuls. Cette proximité des discours n'est pas très étonnante. Renaud Meltz a en effet souligné le « libéralisme tempéré » dont font preuve les diplomates à la tête du Quai d'Orsay, qui les amène à adhérer « au principe politique de la démocratie libérale » tout en se méfiant d'une éventuelle dérive socialiste du Front Populaire²¹³. Par analogie, il est donc permis de penser que la « sympathie pour la cause rebelle » que le personnel diplomatique éprouve « dans sa grande majorité²¹⁴ » selon Émile Témime, n'est pas tant idéologique que conjoncturelle ; et qu'elle est intimement liée à la vague anticommuniste qui traverse l'opinion publique française — et plus largement européenne. C'est en effet la peur de la révolution espagnole et l'émotion que provoque le spectacle des violences révolutionnaires qui conduisent très probablement les représentants français en Espagne à accueillir favorablement la rébellion militaire en dépit de la terreur qu'elle répand, selon un phénomène que Pierre Laborie a

²⁰⁸ Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982, vol.2 : Crise du radicalisme, 1926-1939, p. 454-460.

²⁰⁹ Émile Témime, « L'influence de la guerre d'Espagne », *op. cit.*, p. 456.

²¹⁰ Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 343.

²¹¹ Stéfanie Prezioso, « Engagements. La guerre comme expérience idéologique et politique », in André Loez (dir.), *Mondes en guerre*, Paris, Passés Composés / Ministère des Armées, 2020, vol.3 : Guerres mondiales et impériales, 1870-1945, p. 450.

²¹² Isidoro Monje Gil, *Francia ante el estadiillo de la guerra civil española*, Badajoz, Diputación de Badajoz, 2012, p. 268.

²¹³ Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », in Vincent Genin, Matthieu Osmont et Thomas Raineau (dir.), *Réinventer la diplomatie: sociabilités, réseaux et pratiques diplomatiques en Europe depuis 1919*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2016, p. 53-72.

²¹⁴ Émile Témime, « L'influence de la guerre d'Espagne », *op. cit.*, p. 460.

qualifié de « hiérarchie des préoccupations » ou encore de « hiérarchie des rejets par degré comparé d'aversion ». En effet, selon l'historien français, une « forte manifestation de refus, ou d'hostilité, aveugle le jugement et minorise d'autres motifs d'antipathie, comme s'il existait une sorte de principe d'économie des sentiments d'opposition, ou une loi du moindre inconvénient dans l'idée que l'on se fait du pire²¹⁵ ».

Or, cette « hiérarchie des rejets par degré comparé d'aversion » dissimule en réalité le processus de polarisation qu'induit l'exposition aux violences. En s'identifiant aux victimes des violences révolutionnaires sur des critères religieux et de classe — plutôt que politiques —, les représentants français en Espagne perçoivent le Frente Popular comme une menace, et par conséquent le rejettent. Ce rejet s'étend même aux secteurs modérés de la coalition de gauche, considérés au mieux comme impuissants, au pire comme complices. Face à cette menace tangible, les diplomates sont confrontés à un véritable « dilemme de sécurité » les amenant à rechercher la protection des militaires insurgés qui se présentent, à travers leur propagande, comme les garants de l'ordre et comme un rempart au péril révolutionnaire. La peur et la recherche de sécurité conduisent alors les représentants français à minimiser les motifs d'antipathie qui pourraient les opposer au camp rebelle ou à certaines de ses composantes — extrêmes droites monarchistes et phalangiste — ; mais aussi à fermer les yeux sur la terreur militaire qui s'abat sur les militants des organisations de gauche, que la propagande contre-révolutionnaire a désignés comme une menace. Or, c'est précisément cette dynamique qui permet de comprendre le retournement opéré par Jean Herbette en l'espace de quelques mois. Alors qu'il ne cachait pas sa sympathie pour le cabinet du Frente Popular arrivé au pouvoir en février 1936, composé de républicains du centre gauche, la révolution espagnole entraîne chez lui un rejet durable du camp républicain : à partir de septembre 1936, l'ambassadeur devient l'un des plus ardents défenseurs de la cause rebelle.

À partir des travaux de Tom Buchanan, nous pouvons déduire une dynamique similaire chez les diplomates et les consuls britanniques en Espagne que les contemporains de la guerre civile ont décrits comme résolument pro-rebelles²¹⁶. Ce qualificatif ne paraît pas usurpé dans le cas du consul à Vigo, William Oxley, dont le positionnement est connu au Foreign Office. Charles Howard Smith estime ainsi que si « la révolte est réprimée, il sera probablement nécessaire de transférer M. Oxley hors d'Espagne, si, comme je dois en juger

²¹⁵ Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, *op. cit.*, p. 52-53.

²¹⁶ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 280-281.

par ses télégrammes, il n'a pas réussi à dissimuler ses sympathies²¹⁷ ». Néanmoins, si les représentants britanniques partagent selon Tom Buchanan « un code commun de valeurs essentiellement conservatrices », ils montrent leur attachement à un « centre modéré » qui rejeterait les extrêmes de gauche comme de droite²¹⁸ ; c'est-à-dire un positionnement qui se trouve au cœur de l'adhésion à la démocratie libérale²¹⁹. Le vice-consul à Port-Mahon, Carlos Moysi-Seuret, appartiendrait ainsi à la droite libérale²²⁰. Néanmoins, les représentants britanniques sont, dans un premier temps, sujets au même processus de polarisation et au même dilemme de sécurité que leurs homologues français. L'historien britannique concède ainsi que, dans bien des cas, « l'exposition à l'extrémisme républicain n'a fait que renforcer leur conservatisme essentiel²²¹ ». Leur « aversion innée pour la révolution » alimente en effet « une antipathie naturelle pour le désordre de la République », tandis que leur croyance dans « l'ordre et la stabilité » suscite leur sympathie pour les rebelles qui prétendent les restaurer²²².

2. *Quand les diplomates et les consuls côtoient les soutiens de la rébellion militaire*

Si l'alignement des diplomates et des consuls en faveur de la rébellion militaire semble plus conjoncturel qu'idéologique, il est néanmoins favorisé par les liens qu'ils tissent ou ont tissés avec certains de ses soutiens. En effet, n'ayant pas le temps d'improviser un nouveau pouvoir local dans un contexte de guerre qui mobilise du reste les jeunes générations sur le front, les militaires insurgés réinstallent dans les conseils municipaux et provinciaux les anciennes élites traditionnelles qui avaient perdu une bonne part de leur pouvoir avec l'avènement de la République. Il s'agit généralement d'anciens hommes politiques de droite, catholiques et monarchistes qui avaient occupé des fonctions importantes durant la dictature du général Primo de Rivera (1923-1930) et sous la monarchie d'Alphonse XIII. Ils occupent en outre une place importante parmi l'élite économique locale : il s'agit dans un certain nombre de cas de grands propriétaires terriens ou d'importants industriels. Ce sont dès lors de personnes bien identifiées que les diplomates et les consuls en Espagne ont pu côtoyer dans le

²¹⁷ TNA, PRO, FO 371/20527, W7913/62/41, minute de Charles Howard Smith, 11 août 1936.

²¹⁸ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 294-295.

²¹⁹ Julien Weisbein et Samuel Hayat, *Introduction à la sociohistoire des idées politiques*, Paris, De Boeck Supérieur, 2020, p. 211-212.

²²⁰ Andreu Murillo í Tudurí, « La impura depuració a la segona ensenyança. Unos mostres de Menorca », *Pissarra*, n° 117, 2004, p. 15-20, p. 20.

²²¹ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 293.

²²² *Ibid.*, p. 294.

cadre de leur fonction, en particulier pour ceux qui disposent d'une longue expérience dans la Péninsule. Ces soutiens de la rébellion militaire sont par ailleurs issus du même milieu social que les représentants français et britanniques, puisqu'ils appartiennent généralement aux classes supérieures et aux classes moyennes aisées²²³. À travers leur personne, la rébellion militaire peut ainsi afficher une image de stabilité et de préservation de l'ordre social susceptible de rassurer les diplomates et les consuls étrangers, et de susciter l'accueil favorable qu'ils lui réservent.

Ils facilitent d'autant plus facilement cet accueil favorable que les agents français et britanniques sont liés à certains des soutiens de ce nouveau régime qui donne naissance au franquisme. C'est le cas de Georges Moraud, le consul de France à Séville, qui préside notamment le *Cosmopolitan Club*, lieu de mondanité de la haute société sévillane, où il côtoie en particulier la famille du général Queipo de Llano²²⁴. Ses notes sur l'affaire des frères Auban laissent par ailleurs entrevoir les relations qu'il entretient avec des partisans de la rébellion militaire²²⁵. Parmi ses sources, il cite des « personnes ayant des relations dans les milieux de police²²⁶ ». C'est notamment le cas de « M. Fernandez, Garde Civique, un de nos amis », et de « M. J. B. Lahora, qui, bien connu dans le milieu, [le] fait introduire auprès du Commandant Telmo Acarion²²⁷ ». Or, les gardes civiques, instaurés par le général Queipo de Llano dès le 24 juillet 1936, participent activement à la terreur militaire contre les éléments de gauche²²⁸. Issues d'une longue tradition de recours aux éléments civils pour épauler les policiers et les militaires dans le maintien de l'ordre, elles permettent une mobilisation rapide et efficace des membres de la bourgeoisie et des classes dirigeantes qui appuient le soulèvement militaire. Ces gardes civiques avaient déjà été employées lors de la « Semaine

²²³ Ángela Cenarro, « Elite, Party, Church. Pillars of the Francoist "New State" in Aragon, 1936-1945 », *European History Quarterly*, 1998, vol. 28, n° 4, p. 461-486 ; Miguel Ángel del Arco Blanco, « Los franquistas andaluces. Los apoyos sociales del franquismo durante la Guerra Civil y la posguerra », *Andalucía en la historia*, 2010, n° 30, p. 20-25 ; Francisco Cobo Romero et Teresa Ortega López, *Franquismo y posguerra en Andalucía Oriental: represión, castigo a los vencidos y apoyos sociales al régimen franquista, 1936-1950*, Grenade, Universidad de Granada, 2005 ; Miguel Ángel del Arco Blanco, *Hambres de Siglos: mundo rural y apoyos sociales del franquismo en Andalucía Oriental*, Grenade, Comares, 2007.

²²⁴ *ABC* de Séville, 28 novembre 1933 ; *ABC* de Séville, 1^{er} janvier 1934 ; et *ABC* de Séville, 26 juin 1934.

²²⁵ Voir le chapitre 4, p. 291-292.

²²⁶ CADN, Séville, B, 140, dép. 43 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 15 décembre 1936.

²²⁷ *Ibid.*, « Note concernant l'arrestation des frères Auban », 29 août 1936.

²²⁸ Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, Barcelone, Península, 2011, p. 46.

Sanglante» de Séville de juillet 1931, et lors de la tentative de coup d'État du général Sanjurjo l'année suivante, en août 1932²²⁹.

Le recours coutumier aux gardes civiques – auxquelles participent des connaissances des consuls français et britanniques – a d'ailleurs certainement contribué à légitimer à leurs yeux la terreur des premiers mois et à la rendre plus acceptable. Leur mobilisation a probablement renforcé l'idée d'une simple opération de rétablissement de l'ordre et amoindri le caractère politique de la terreur militaire. C'est en tout cas ce que suggère une dépêche du consul général de Grande-Bretagne à Barcelone, Norman King, qui ne comprend pas pourquoi les anciens membres du Somatén catalan sont persécutés par les révolutionnaires. Les décrivant comme de «respectables propriétaires» et de «respectables personnes, inoffensives, n'ayant rien à voir nécessairement avec la politique», il tait l'action contre-révolutionnaire qu'ils mènent à Barcelone depuis les années 1920²³⁰. François Godicheau a en effet rappelé que ces derniers avaient alors entrepris «d'éliminer systématiquement les délégués de la CNT, en collaboration avec une police qui couvrait leurs exactions en invoquant [...] [la] *ley de fugas*, la “loi des fuites”» qui «permettait d'assassiner en toute impunité». Les membres du Somatén sont dès lors considérés comme des adversaires des révolutionnaires qui s'emparent du pouvoir en Catalogne et qui entreprennent de les éliminer²³¹. La proximité sociale qui unit les consuls aux membres de ces institutions civiles de maintien de l'ordre semble donc contribuer à la légitimation de la répression qu'elles prennent en charge, y compris dans ses aspects extra-légaux.

Georges Moraud n'est pas le seul à entretenir des liens avec les soutiens de la rébellion militaire. C'est également le cas du consul général de France à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres. Ce dernier est en effet «lié depuis longtemps» avec le lieutenant général Severiano Martínez Anido, avec lequel il entretient «d'excellentes relations personnelles» et une certaine «amitié²³²». Le consul à Bilbao, René Castéran, entretient pour sa part «d'anciennes relations personnelles» avec José María de Areilza²³³. Personnalité de la droite monarchiste locale, ce dernier se rapproche momentanément des leaders de la Falange

²²⁹ Francisco Espinosa Maestre, *La Justicia de Queipo*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 21 ; Gutmaro Gómez Bravo et Jorge Marco, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, op. cit., p. 46.

²³⁰ TNA, PRO, FO 371/20536, W10136/62/41, dép. 125 de Norman King au Foreign Office, 1^{er} septembre 1936.

²³¹ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 55, 111-112 et 374.

²³² Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, op. cit., p. 634. et CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D³, dép. 1245 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 décembre 1936.

²³³ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B³, dép. 97 de René Castéran à Jean Herbette, 27 juillet 1937 ; et tél. 1076 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 juillet 1937.

Española et participe à la conspiration militaire du printemps 1936, nouant des liens avec le général Mola. Il devient maire de Bilbao après l'investissement de la ville basque par les troupes rebelles en juin 1937²³⁴. Quant au conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, il côtoie à Saint-Jean-de-Luz José María Cavero y Goicoerrotea, duc de Bailén, ancien diplomate espagnol rallié aux insurgés²³⁵. Ce dernier publie d'ailleurs en 1937 *L'Espagne dans l'engrenage*, un livre de propagande reprenant de nombreux éléments du discours contre-révolutionnaire qui justifient le soulèvement militaire et dans lequel il ne cache pas sa sympathie pour l'Italie mussolinienne²³⁶. Il participe au service de propagande et d'espionnage rebelle installé sur la côte basque française, au sein de la villa *Nacho Enea*²³⁷. Pour sa part, l'agent consulaire de France à Cordoue, Roland Cantais, compte « depuis déjà de nombreuses années parmi [ses] bons amis » le maire de la ville, Salvador Muñoz Pérez²³⁸. Membre de Renovación Española et proche de José Calvo Sotelo, ce dernier a participé à la conspiration militaire durant le printemps 1936, ce qui lui permet de prendre possession de la mairie de Cordoue au lendemain du coup d'État. Il participe alors activement à la terreur militaire²³⁹.

Les représentants britanniques en Espagne apparaissent également liés aux soutiens de la rébellion militaire. Ainsi, le secrétaire commercial de l'ambassade de Grande-Bretagne, Arthur Pack, ne cache pas qu'il a des « amis à Burgos », où se sont installées les autorités militaires et la Junta Técnica del Estado²⁴⁰. Quant au consul à Vigo, William Oxley, il côtoie des Espagnols travaillant pour une compagnie de paquebots britanniques et qui approuvent la terreur militaire, seul moyen à leurs yeux de tenir les « communistes » sous contrôle²⁴¹. Il semble par ailleurs entretenir de bonnes relations avec les autorités locales : ainsi, à l'occasion des commémorations de l'armistice du 11 novembre, il organise ainsi un déjeuner auquel il

²³⁴ María Jesús Cava Mesa, « José María de Areilza y Martínez-Rodas », dans *Diccionario biográfico electrónico de la Real Academia de la Historia* [en ligne]. Consulté le 22 décembre 2022. URL: <https://dbe.rah.es/biografias/7737/jose-maria-de-areilza-y-martinez-rodas>.

²³⁵ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, op. cit., p. 632.

²³⁶ José María Cavero y Goicoerrotea (duc de Bailén), *L'Espagne dans l'engrenage*, Saint-Jean-de-Luz, Imprimerie La Presse de Bayonne, 1937 ; et *Le Figaro*, n° 88, 29 mars 1937.

²³⁷ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008, p. 73.

²³⁸ CADN, Séville, B, 141, lettre de Roland Cantais à Georges Moraud, 14 septembre 1936.

²³⁹ Francisco Moreno Gómez, 1936. *El genocidio franquista en Córdoba*, Barcelone, Crítica, 2008, p. 42-46, 76, 532, 561, 591.

²⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20545, W14476/62/41, mémorandum d'Arthur Pack, 23 octobre 1936.

²⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20539, W11414/62/41, dép. 954/617 de D. Colver à Sir Henry Chilton, 4 septembre 1936.

convie le commandant militaire, le capitaine du port et le maire de Vigo²⁴². Enfin, l'ancien vice-consul britannique à Grenade, W. A. S. Davenhill, évoque dans une lettre adressée au consul britannique à Malaga, William R. Mackness, une de leurs connaissances communes, Mrs. Turner, qui s'est engagée avec sa fille dans la Falange Española. Davenhill paraît du reste entretenir de bonnes relations avec les autorités militaires dont il loue la « courtoisie », la « gentillesse » et l'« attention »²⁴³. Ces liens personnels ont très certainement joué un rôle important dans le bon accueil que les représentants français et britanniques en Espagne réservent au soulèvement militaire et à ses soutiens. En effet, cette proximité personnelle avec les élites locales les a probablement conduits à adopter leur point de vue sur les événements espagnols. Le coup d'État leur apparaît ainsi comme une opération visant à défendre l'ordre social auquel ils s'identifient. Or, cette identification n'est pas seulement due au milieu social dont ils sont issus ou dans lequel ils évoluent : elle est également facilitée par l'*habitus* professionnel qu'ils ont développé tout au long de leur carrière diplomatique et consulaire.

B. L'État face à la révolution espagnole : l'*habitus* d'une administration régaliennne

1. L'*habitus* antirévolutionnaire des diplomates et des consuls

En France, les travaux de Pierre-Marc Renaudeau ont exploré l'existence d'un « anticommunisme d'État²⁴⁴ » qui se serait traduit par une importante répression de la contestation communiste durant les années d'entre-deux-guerres. Frédéric Monier, s'il nuance l'étude de Pierre-Marc Renaudeau — en particulier en soulignant « les limites apportées à la répression » —, n'en reconnaît pas moins « l'existence d'un *habitus* anticommuniste, prégnant au sein de l'appareil d'État à partir de 1919²⁴⁵ ». Selon lui, la lutte des communistes pour s'emparer du « pouvoir légal de l'État » « pousse les administrations régaliennes à penser, de manière au moins réactive ou négative, un pouvoir d'État, partie prenante dans une lutte politique dont il constitue l'enjeu ». Il souligne par ailleurs que « l'anticommunisme agit comme un révélateur de cette culture d'ordre qui imprègne les administrations régaliennes

²⁴² TNA, PRO, FO 371/20555, W18480/62/41, dép. 62 du commandant du *HMS Electra* au capitaine Burrough, commandant du *HMS Exmouth* et de la 5th Destroyer Flotilla, 17 novembre 1936.

²⁴³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12669/62/41, lettre de W. A. S. Davenhill à William R. Mackness, 11 septembre 1936.

²⁴⁴ Pierre-Marc Renaudeau, « L'anticommunisme d'État », in Serge Berstein et Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire de l'anticommunisme en France*, Paris, Olivier Orban, 1987, vol. 1 : 1917-1940, p. 203-234.

²⁴⁵ Frédéric Monier, « L'État face à la contestation communiste », in Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (dir.), *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, 2000, p. 428.

durant l'entre-deux-guerres²⁴⁶ ». Pierre-Marc Renaudeau lie cet anticommunisme au « formalisme juridique des procédures » qui accompagnent le service de l'État, et qui tend à se confondre « avec la reconduction de l'ordre républicain » : « Fier des traditions démocratiques et des règles de droit du régime, le fonctionnaire républicain adopte une attitude naturellement conservatrice », tandis que « l'administration forme un milieu peu réceptif aux idées révolutionnaires du communisme, sans que son souci d'ordre implique par avance une volonté réactionnaire ». L'historien français note par ailleurs que le « respect de l'ordre républicain est particulièrement fort dans les services régaliens de l'État²⁴⁷ ».

Cette identification entre les serviteurs de l'État et l'ordre social en vigueur n'est d'ailleurs pas anodine. Dans son cours au Collège de France²⁴⁸, Pierre Bourdieu a souligné à quel point l'État favorise « la production et reproduction d'un ordre social établi²⁴⁹ », puisqu'il « produit et inculque les structures cognitives selon lesquelles l'ordre social est perçu, puis incorporé²⁵⁰ ». Selon lui, en reconnaissant la légitimité de l'État, les fonctionnaires qui y prennent part — comme tous les sujets qui y participent — réalisent un « acte de soumission inconscient à l'ordre social²⁵¹ », alors même qu'ils prétendent incarner « un État constitué comme un espace relativement autonome par rapport aux forces sociales et luttent pour le pouvoir²⁵² ». Ils se positionnent dès lors en position d'arbitres, « hors du jeu proprement politique, sorte de lieu neutre de l'espace social²⁵³ ». Ainsi, l'alignement des diplomates et des consuls français et britanniques en faveur de la rébellion militaire n'est pas nécessairement perçu comme un alignement politique. Dans le contexte d'effacement de l'appareil d'État face au pouvoir des comités révolutionnaires²⁵⁴, le camp républicain paraît offrir moins de garanties que le pouvoir qui s'institue dans les zones conquises par les insurgés, où l'armée semble préserver l'ordre social et assurer un contrôle absolu sur l'ordre public²⁵⁵. De manière significative, c'est en observant le « divorce entre le Gouvernement et la légalité » que Jean Herbette finit par suggérer une réorientation de la diplomatie française

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 419.

²⁴⁷ Pierre-Marc Renaudeau, « L'anticommunisme d'Etat », *op. cit.*, p. 217-219.

²⁴⁸ Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, *op. cit.*

²⁴⁹ Nadège Vézinat, « Sur l'État », *op. cit.* Consulté le 7 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/sociologie/2345>.

²⁵⁰ Rémi Lenoir, « Bourdieu et l'État », *op. cit.*, p. 121.

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² *Ibid.*, p. 125.

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ Voir le chapitre 3, p. 176-186.

²⁵⁵ Voir le chapitre 4, p. 243-251.

en faveur des insurgés²⁵⁶. Il suggère dès lors que la légitimité de l'État espagnol s'est déplacée du gouvernement espagnol au camp rebelle.

La démission massive des diplomates espagnols durant les premières semaines de la guerre a probablement contribué à ce transfert symbolique de légitimité. Près de 90 % des fonctionnaires de la carrière font défection, dont près de 85 % durant la première année. Une partie importante d'entre eux a d'ailleurs démissionné dès le 4 septembre 1936, lors de la formation du gouvernement de Francisco Largo Caballero. Le dirigeant socialiste incarne à leurs yeux la menace communiste qui pèse sur l'Espagne républicaine. Seuls 62 diplomates restent fidèles à la République espagnole, tandis que la très grande majorité des fonctionnaires démissionnaires a rallié les insurgés²⁵⁷. Ces démissions renforcent d'autant plus la marginalisation internationale de la République que ces derniers justifient « leur action par des arguments discréditant le gouvernement de Madrid, présenté comme sans défense et en proie à la horde rouge²⁵⁸ ». Le consul général britannique à Barcelone, Norman King, rapporte ainsi qu'un « de [ses] amis du service diplomatique espagnol » lui a confié que « le soulèvement militaire a été planifié parce que [...] le gouvernement de Madrid avait l'intention de proclamer le communisme à l'automne 1936²⁵⁹ ». Compte tenu de l'homogénéité socioculturelle et de l'esprit de corps qui traversent alors la diplomatie européenne²⁶⁰, l'attitude du corps diplomatique espagnol a pu jouer un rôle important dans la perception du conflit. Jean-Baptiste Barbier souligne en effet que parmi « les fonctionnaires civils et notamment dans la carrière diplomatique et consulaire, tous les éléments d'ordre et de valeur avaient suivi Franco ». Il en conclut qu'« on se trouvait donc en présence d'une insurrection générale des cadres de l'État, déterminés à sauver ce dernier des entreprises d'une poignée de politiciens qui servaient de complices et de fourriers à une Révolution désormais commencée²⁶¹ ». La façon dont il décrit le sous-secrétaire du ministère d'État républicain, Rafael Ureña, apparaît aussi révélatrice de cet esprit de corps :

²⁵⁶ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 1212 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 septembre 1936.

²⁵⁷ Marina Casanova, *La diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, 1996, p. 27-36 ; Ángel Viñas, « Una carrera diplomática y un Ministerio de Estado desconocidos », in Ángel Viñas (dir.), *Al Servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Barcelone, Marcial Pons, 2010, p. 267-292.

²⁵⁸ Ángel Viñas, « Una carrera diplomática y un Ministerio de Estado desconocidos », *op. cit.*, p. 276.

²⁵⁹ TNA, PRO, FO 371/20529, W8371/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 9 août 1936.

²⁶⁰ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, *op. cit.*, p. 72-77.

²⁶¹ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 596.

« M. Ureña était le seul ou, et tout au moins, l'un des seuls fonctionnaires appartenant aux cadres à la fois supérieurs et réguliers de la carrière diplomatique qui n'eussent point adhéré au mouvement de Franco. Il était donc, en fait, traître à son corps de même que les officiers de l'armée active qui, refusant de se solidariser avec l'immense majorité de leurs camarades, restaient du côté rouge de la barrière [...]»²⁶². »

Mais on ne saurait réduire cet *habitus* antirévolutionnaire à un simple esprit de corps ; il repose également sur des pratiques et une culture bien ancrées. En effet, le Quai d'Orsay et ses agents sont partie prenante de la lutte internationale contre l'anarchisme dès la fin du XIX^e siècle. Ils participent notamment aux travaux de la Conférence de Rome de 1898 qui associent étroitement l'anarchisme au terrorisme et jettent les bases d'une coopération policière internationale²⁶³. Thomas Bausardo a en particulier souligné le rôle précoce que joue le ministère des Affaires Étrangères dans la collecte des renseignements et dans la coordination de l'action internationale contre le terrorisme anarchiste²⁶⁴. Dès le début des années 1890, des policiers des services spéciaux français sont ainsi détachés au sein de divers postes français à l'étranger, comme le consulat général à Barcelone²⁶⁵. Ils travaillent alors sous la supervision du chef de poste²⁶⁶. Les diplomates et les consuls français participent également aux échanges de renseignement entre les polices européennes, à l'aide de listes de militants anarchistes qu'ils contribuent à établir²⁶⁷. Au lendemain des Révolutions russes de 1917 et au sortir de la Première Guerre mondiale, la crainte d'un complot bolchévique tend progressivement à se substituer à la peur de l'anarchisme²⁶⁸. Les lois réprimant les « menées-

²⁶² *Ibid.*, p. 656.

²⁶³ Richard Bach Jensen, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 131-184 ; Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne, Paris, 2015, p. 43-180 ; Thomas Beugnet, « La conférence anti-anarchiste de Rome (1898) » et les débuts d'une coopération internationale contre le terrorisme de la fin du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2016.

²⁶⁴ Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, *op. cit.*, p. 98.

²⁶⁵ Richard Bach Jensen, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, *op. cit.*, p. 78 ; Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, *op. cit.*, p. 53 et 119-123.

²⁶⁶ Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, *op. cit.*, p. 122-123.

²⁶⁷ Richard Bach Jensen, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, *op. cit.*, p. 79.

²⁶⁸ Frédéric Monier, *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998, p. 87-142 ; Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, *op. cit.*, p. 184-188.

anarchistes» sont dès lors utilisées pour réprimer les militants communistes²⁶⁹. Dans ce contexte, les représentants diplomatiques français réclament que des commissaires spéciaux soient attachés à leurs ambassades ou leurs consulats afin de lutter contre les « menées communistes²⁷⁰ ».

Cette collaboration est encore valable au moment où éclate la guerre civile espagnole. L'ambassadeur Jean Herbette a ainsi régulièrement recours aux informations que lui fournit le commissaire divisionnaire de la Sûreté Nationale, Jules Picard, qui lui confirme notamment « la dégénérescence anarchique du "Front Populaire"²⁷¹ ». Cet officier de police, vétéran de la lutte contre la bande à Bonnot, dispose d'une longue expérience en Espagne²⁷². Il rejoint en effet les services spéciaux français dans la Péninsule en 1915²⁷³. Le consulat général de France à Barcelone utilise par ailleurs « depuis de très nombreuses années » les services « d'enquêteur » d'un Français de Barcelone, Antonin Nait, qui « connaît bien Barcelone et le caractère de ses habitants » et qui entretient « des rapports suivis et assez cordiaux avec la police locale²⁷⁴ ». Ancien collaborateur de l'espionnage français durant la Première Guerre mondiale et après²⁷⁵, il continue de collaborer avec le commissaire Picard qui apprécie ses services²⁷⁶. Ainsi, les représentants français en Espagne continuent de jouer un rôle dans la surveillance des anarchistes et des communistes, regardés comme suspects. On comprend dès lors plus aisément l'hostilité dont ils font preuve face aux nouveaux pouvoirs révolutionnaires qui s'établissent à l'arrière républicain.

Les informations disponibles quant aux représentants britanniques sont plus lacunaires : si la Grande-Bretagne participe bien à la conférence de Rome en 1898, elle semble plus réticente à participer à une coopération internationale contraignante²⁷⁷. Elle noue

²⁶⁹ Frédéric Monier, « Des menées anarchistes aux menées communistes : magistrats et ordre social », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, 1996, n° 141, p. 49-58 ; Frédéric Monier, *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, op. cit., p. 130-131.

²⁷⁰ Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, op. cit., p. 189-190.

²⁷¹ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 929 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 12 août 1936 ; SHD, GR, 7N 2757, dép. 3828 d'Émile Charvériat au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 7 décembre 1936.

²⁷² Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 136-137.

²⁷³ Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, Madrid, Alianza Editorial, 2013, p. 42 ; Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, op. cit., p. 136-137.

²⁷⁴ CADN, Barcelone, B, 101, note de Jacques Pingaud, 1^{er} mars 1937.

²⁷⁵ AGA, MAE, Barcelona, Sección de información diplomática especial (SIDE), cartón 12/03117, dossier 83, note n° 8 du Servicio Especial du consulat espagnol à Toulouse, 2 septembre 1937.

²⁷⁶ CADN, Barcelone, B, 101, note de Jacques Pingaud, 1^{er} mars 1937.

²⁷⁷ Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, op. cit., p. 58.

néanmoins des accords avec l'Espagne pour surveiller les déplacements des militants anarchistes au début du XX^e siècle. Comme le Quai d'Orsay en France, le Foreign Office et ses agents occupent un rôle important dans cette activité de surveillance, supervisant l'action des policiers britanniques en Espagne ou en facilitant la transmission de renseignements ou de signalements de militants anarchistes²⁷⁸. Du reste, les travaux de Jonathan Haslam ont bien montré que les agents du Foreign Office s'inquiètent, au lendemain de la Première Guerre mondiale, de la diffusion internationale du communisme, qui apparaît comme une menace pour l'Empire britannique²⁷⁹. La perception de ce danger contribue certainement à instaurer au sein du Foreign Office un climat anticommuniste qui explique également l'inclination des représentants britanniques en Espagne.

2. La défense des intérêts économiques favorise l'inclination en faveur de la rébellion militaire

La prévention des représentants français et britanniques à l'égard de la révolution sociale espagnole peut également s'expliquer par la place qu'ils occupent dans la diplomatie économique de leur pays. La compétition commerciale croissante dans les dernières décennies du XIX^e siècle a en effet poussé « les États européens à réfléchir aux moyens de soutenir l'expansion commerciale sur les marchés extérieurs », en favorisant notamment « la collecte de l'information », « la négociation d'accords économiques » et « la promotion des intérêts nationaux sur les marchés extérieurs²⁸⁰ ». Les consuls occupent alors une place importante dans ce dispositif, du fait de leurs prérogatives historiques qui comprennent dès l'époque moderne « la protection du commerce et de la navigation », en sus de la protection de leurs compatriotes²⁸¹. Ils voient alors leur spécialisation commerciale se renforcer en devenant l'une des principales sources d'information économique jusqu'à l'apparition des attachés commerciaux au début du XX^e siècle, par ailleurs souvent recrutés au sein de la carrière

²⁷⁸ Richard Bach Jensen, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, op. cit., p. 112-113 et 323.

²⁷⁹ Jonathan Haslam, *The Spectre of War. International Communism and the Origins of World War II*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2021. Si d'autres historiens, comme Donald Lammers et G. Bruce Strang, ont nuancé le poids des idéologies dans la prise de décision du Foreign Office, leurs travaux ne dissimulent pas pour autant l'aversion certaine que les diplomates britanniques éprouvent à l'égard du communisme : Donald Lammers, « Fascism, Communism, and the Foreign Office, 1937-1939 », *Journal of Contemporary History*, 1971, vol. 6, n° 3, p. 66-86 ; G. Bruce Strang, « The Spirit of Ulysses ? Ideology and British Appeasement in the 1930s », *Diplomacy & Statecraft*, 2008, vol. 19, n° 3, p. 481-526.

²⁸⁰ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXI^e siècle*, op. cit., p. 241.

²⁸¹ Jörg Ulbert, « La fonction consulaire au XIX^e siècle », in Jörg Ulbert et Lukian Prijac (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle / Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert / Consulship in the 19th Century*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010, p. 11.

consulaire²⁸². Quant aux diplomates, ils ont longtemps déprécié les fonctions commerciales en raison de l'éthos aristocratique qui les anime — ce qui explique la longue séparation des fonctions consulaires et diplomatiques²⁸³. Néanmoins, la fin du XIX^e siècle marque le début d'une évolution sensible, avec une meilleure prise en compte des questions économiques et commerciales dans la politique extérieure des pays européens. L'introduction de l'enseignement de l'économie politique dans la formation des diplomates en France reflète cette mutation²⁸⁴. Et si durant la première moitié du XX^e siècle, le Foreign Office et le Quai d'Orsay sont concurrencés par le Board of Trade et par le ministère du Commerce et de l'Industrie dans l'élaboration de la politique économique et commerciale extérieure, ils continuent néanmoins de jouer un rôle important²⁸⁵.

Ce dernier a d'ailleurs pu renforcer une certaine interpénétration entre les milieux diplomatiques et les milieux d'affaires, qu'Isabelle Dasque a notamment relevée dans le cas des représentants français²⁸⁶. Ainsi, tandis qu'un consensus émerge en Grande-Bretagne pour considérer que les affaires commerciales relèvent de la sphère privée²⁸⁷, la « diplomatie commerciale de la France s'est fondée de fait sur une collaboration institutionnalisée entre les pouvoirs publics, les instances représentatives du monde patronal, les entrepreneurs et les banques²⁸⁸ ». Il est d'ailleurs possible d'observer ces liens étroits dans le cas de la représentation consulaire française en Espagne qui, dès les premiers instants de la guerre, bénéficie du soutien d'une « "petite" communauté française », constituée essentiellement d'« ingénieurs » et de « directeurs d'établissements commerciaux²⁸⁹ ». Ceux-ci apportent notamment leur concours pour les évacuations de réfugiés français et espagnols²⁹⁰. C'est par exemple le cas à Barcelone, où plusieurs Français appuient le consulat général : Robert

²⁸² Laurence Badel, « Les acteurs de la diplomatie économique de la France au XX^e siècle: les mutations du corps des attachés commerciaux (1919-1950) », *Relations internationales*, 2003, vol. 2, n° 114, p. 190-192 ; Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats. L'Etat et les marchés extérieurs au XX^e siècle*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2010, p. 27-30 ; Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet, et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII^e-XX^e siècle)*, Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, 2018 ; Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXI^e siècle, op. cit.*, p. 242.

²⁸³ Laurence Badel, *Diplomaties européennes. XIX-XXI^e siècle, op. cit.*, p. 236-237.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 238-239.

²⁸⁵ Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats. L'Etat et les marchés extérieurs au XX^e siècle, op. cit.*, p. 43-46 ; Laurence Badel, « L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XX^e siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2008, vol. 2, n° 28, p. 136.

²⁸⁶ Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2020, p. 574-577 et 589-594.

²⁸⁷ Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats. L'Etat et les marchés extérieurs au XX^e siècle, op. cit.*, p. 43.

²⁸⁸ Laurence Badel, « L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XX^e siècle », *op. cit.*, p. 136.

²⁸⁹ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux, op. cit.*, p. 88.

²⁹⁰ Voir le chapitre 7, p. 468-471.

Vincent, industriel dans le textile ; Georges Valette, négociant ; Lucien Aspect, directeur général des agences Bergougnan en Espagne et secrétaire de la Chambre de Commerce française à Barcelone ; Jean-Marie Choux, administrateur délégué des Établissements Radisson ; ou encore Lucien Deville, administrateur délégué de La Moravia²⁹¹. C'est aussi le cas de Jacques Estéoule, propriétaire de la Sociedad Ibérica de Construcciones y Obras Públicas, qui vient en aide au consulat de France à Valence²⁹². Dans une moindre mesure, cette interpénétration se retrouve également au sein de l'ambassade britannique à Madrid, qui reçoit le concours du capitaine Edwin Christopher Lance, ingénieur et représentant local de la firme britannique de travaux publics Stewart and McDonnell. Sur proposition du chargé d'affaires George Ogilvie-Forbes, il est nommé attaché honoraire de l'ambassade, en septembre 1936²⁹³.

Ces relations sont alors le reflet des nombreux intérêts que possèdent la France et la Grande-Bretagne en Espagne. Ainsi, la France bénéficie d'une forte présence économique dans la péninsule ibérique : ses investissements ont joué un rôle important dans le développement de l'Espagne à la fin du XIX^e siècle. En 1930, on recense 342 entreprises dans les Chambres de Commerce françaises qui sont établies dans les principales villes du pays, et notamment à Barcelone, Valence, Madrid et Saint-Sébastien (par ordre d'ancienneté). On compte de grandes compagnies, comme la Société Minière de Peñarroya, implantée dans le pays depuis 1882 et qui participe à de nombreux établissements espagnols, mais aussi Saint-Gobain ou encore Michelin, implantée dans la Péninsule depuis 1932 pour contourner le protectionnisme espagnol. Le Trésor français détient quant à lui des obligations dans les chemins de fer espagnols, notamment dans la compagnie qui gère la ligne Saragosse-Madrid-Alicante et dans les chemins de fer andalous. Les investissements français sont estimés à 135 millions de dollars en 1936. La France et l'Espagne sont en outre des partenaires commerciaux relativement importants. En 1935, la France est le 7^e client de l'Espagne, tandis que cette dernière est le 7^e fournisseur européen de la France et constitue l'un de ses principaux marchés d'approvisionnement pour certaines matières premières stratégiques, telles que les pyrites et le mercure, ou encore des produits agricoles²⁹⁴.

²⁹¹ CADN, Barcelone, série E, 14, dép. 15 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 12 janvier 1937 ; dép. 282 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 9 mai 1937.

²⁹² CADN, Madrid, C1, 112, 11/6, dép. 19 du consul à Valence à François Piétri, 31 janvier 1942.

²⁹³ TNA, PRO, FO 371/20537, tél. 123 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 3 septembre 1936.

²⁹⁴ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, op. cit., p. 89-91 ; Jean-Marc Delaunay, « 1936. Les intérêts français en Espagne », in Serge Salaün et Carlos Serrano (dir.), *Autour de la Guerre d'Espagne: 1936-39*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, p.

Les investissements de la Grande-Bretagne s'élèvent quant à eux à 40 millions de livres en Espagne en 1936, soit 13,3 % de ses investissements en Europe et 1 % de ses investissements mondiaux. Les capitaux britanniques représentent néanmoins près de 40 % des capitaux étrangers en Espagne. Les intérêts britanniques se situent alors principalement dans l'industrie minière, suivie par l'« industrie de services » (chemin de fer et électricité) puis par le transport maritime, les banques et les assurances²⁹⁵. Si en 1936 la Grande-Bretagne est le 3^e fournisseur de l'Espagne derrière les États-Unis et l'Allemagne, avec 9,3 % des importations, elle est son premier client en lui achetant 25 % de ses exportations²⁹⁶. Comme pour la France, l'Espagne constitue en effet un important marché d'approvisionnement pour la Grande-Bretagne, pour les produits agroalimentaires (77 % de la valeur totale des exportations) et les minéraux comme le fer, les pyrites et le mercure (15 % de la valeur totale des exportations). Le Royaume-Uni absorbe ainsi 45 % des exportations de fer espagnoles, qui représentent 30 % de ses importations de fer à l'échelle mondiale²⁹⁷.

Dans ces conditions, les représentants français et britanniques s'inquiètent des conséquences de la guerre civile sur le marché espagnol et sur les investissements de leurs ressortissants en Péninsule ibérique. Dès le début du mois d'août, Jean Herbette formule l'espoir que les gouvernements européens s'appliquent à « y mettre enfin un terme par une action collective » qui serait à la fois dictée par « un devoir d'humanité et un intérêt matériel », et par « l'incalculable avantage d'éteindre un foyer de violence contagieuse et d'empêcher qu'un important marché commercial disparaisse pour un temps plus ou moins long²⁹⁸ ». Mais très rapidement, la défense des intérêts économiques français apparaît comme un argument visant à nouer des relations entre la France et les territoires soumis aux militaires insurgés, contribuant petit à petit à leur légitimation. Ainsi, dès le 28 août 1936, Jean Herbette attire l'attention du Quai d'Orsay « sur l'urgence qu'il y aurait à rétablir une communication régulière » avec la ville de Saragosse, dans le but d'y préserver les intérêts français²⁹⁹. Il recommande également la réouverture de la frontière des Pyrénées avec les territoires rebelles

165-172 ; José María Borrás Llop, « Intereses económicos y actitudes políticas en las relaciones franco-españolas (1936-1939) », in *Españoles y franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, CSIC, 1986, p. 69 ; Michel Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 17 et 84.

²⁹⁵ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, op. cit., p. 65-66 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 23-24.

²⁹⁶ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, op. cit., p. 77.

²⁹⁷ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 21-22.

²⁹⁸ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1000-1002 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 août 1936.

²⁹⁹ CADN, Madrid, B, 579, tél. 1107 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

« au trafic de marchandises³⁰⁰ ». Après la prise de Saint-Sébastien, il signale à nouveau que « la remise en marche des affaires commerciales et industrielles [françaises dans la région], donne un caractère de plus en plus urgent au rétablissement des relations postales, télégraphiques et ferroviaires³⁰¹ ». Du côté britannique, le secrétaire de l'ambassade Oswald Scott et le secrétaire commercial Arthur Pack estiment quant à eux qu'une « victoire de l'Armée [rebelle], dans son aspect commercial, serait bénéfique pour le Royaume-Uni³⁰² ».

Comme le souligne Jill Edwards, ces considérations peuvent paraître surprenantes. Les investissements britanniques sont en effet presque équitablement répartis entre les deux camps — avec un léger avantage pour les territoires républicains. Cette situation aurait dès lors dû conduire les diplomates britanniques et leur gouvernement à rester en bons termes avec les deux camps³⁰³. Il en va de même pour les investissements français : l'ensemble des Chambres de Commerce françaises se trouve ainsi dans les territoires républicains au début de la guerre³⁰⁴. Mais la situation révolutionnaire qui les traverse ne semble offrir que peu de garanties pour les intérêts français et britanniques, et apparaît peu propice aux investissements étrangers³⁰⁵. Pour le chemin de fer, où la France et la Grande-Bretagne disposent de participations importantes, le contrôle des entreprises passe aux mains des travailleurs en zone républicaine³⁰⁶. Dans ces conditions, l'ambassade et les consulats français doivent batailler sans grand succès pour préserver les intérêts économiques qui s'y trouvent³⁰⁷. C'est ce qui conduit l'attaché commercial, Louis Tisseau, à conseiller dès le mois d'août de fermer provisoirement certains établissements³⁰⁸. Il en va de même pour les Britanniques : selon Jill Edwards, les plaintes adressées au Foreign Office concernent principalement les intérêts qui se trouvent en zone républicaine³⁰⁹. Dès la fin du mois de juillet, le vice-consul britannique, Edgar Vaughan, dénonce les « saisies massives d'entreprises » et « d'usines » qui ont lieu à

³⁰⁰ CADN, Madrid, B, 562, dép. 987 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 septembre 1936.

³⁰¹ CADN, Madrid, B, 579, tél. 1236-1239 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 septembre 1936.

³⁰² Cités par Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 99.

³⁰³ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 65-66.

³⁰⁴ Jean-Marc Delaunay, « 1936. Les intérêts français en Espagne », *op. cit.*

³⁰⁵ Albert Broder, *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Paris, Economica, 1998, p. 168-173 ; José Angel Sánchez Asiain, « La economía española durante la guerra civil : dos modelos enfrentados », in Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (dir.), *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol.1, p. 425-454.

³⁰⁶ Francisco Cayón García et Miguel Muñoz Rubio, « La fractura ferroviaria de la guerra civil », in Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (dir.), *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol.1, p. 603-604.

³⁰⁷ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 200-206.

³⁰⁸ CADN, Madrid, B, 575, dép. 2060 de Louis Tisseau au ministère du Commerce de l'Industrie, 15 août 1936.

³⁰⁹ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 68.

Barcelone, et qui touchent notamment deux banques britanniques³¹⁰. Selon lui, la « propriété [est] complètement à la merci des ouvriers, qui s’emparent des bâtiments, des usines et des magasins, qui [réquisitionnent] des voitures et des camions, et qui [pénètrent] de force dans des maisons et des appartements privés³¹¹ ».

Dans ces conditions, les territoires soumis aux militaires rebelles paraissent offrir davantage de garanties pour les investissements étrangers. Au mois de septembre 1936, Oswald Scott et Arthur Pack soulignent en effet qu’en cas de victoire des insurgés, ces derniers respecteront « le capital privé » et favoriseront le développement « du commerce sur la base de l’entreprise privée et non des principes soviétiques³¹² ». De fait, les rebelles maintiennent dans leurs territoires la structure antérieure des établissements privés, notamment dans le chemin de fer³¹³. Dès lors, ils reçoivent « un traitement très favorable des divers gouvernements et entreprises³¹⁴ ». C’est en effet le maintien de la structure économique et sociale traditionnelle et capitaliste qui favorise l’impression très subjective d’ordre qui règne dans les territoires soumis aux insurgés³¹⁵, et que les représentants français et britanniques relaient auprès du Quai d’Orsay et du Foreign Office³¹⁶. Ainsi, le secrétaire commercial de l’ambassade britannique, Arthur Pack, insiste tout particulièrement sur le déroulement normal des activités économiques pour souligner dans un mémorandum la restauration de l’ordre dans les territoires rebelles³¹⁷. Aussi, cette notion d’ordre qui contribue à légitimer l’insurrection militaire et à occulter la terreur qui l’accompagne apparaît étroitement liée à la défense des intérêts économiques. Et de fait, les appréciations des diplomates et des consuls français et britanniques ne diffèrent pas sur ce point de celles formulées par les milieux économiques³¹⁸. Or, la porosité entre le corps diplomatique et les

³¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20525, W7320/62/41, tél. du Rear-Admiral commandant le 1st Cruiser Squadron à l’amirauté britannique, 30 septembre 1936. Il transmet un message d’Edgar Vaughan adressé au Foreign Office.

³¹¹ TNA, PRO, FO 371/20528, W8174/62/41, mémorandum d’Edgar Vaughan du 6 août 1936. Il relate les événements qui ont eu lieu à Barcelone du 19 au 27 juillet 1936.

³¹² Cités par Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 99.

³¹³ Francisco Cayón García et Miguel Muñoz Rubio, « La fractura ferroviaria de la guerra civil », *op. cit.*, p. 603-604.

³¹⁴ Elena Martínez Ruiz, « Guerra comercial y comercio de guerra », in Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (dir.), *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol.1, p. 813-850.

³¹⁵ José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1981, p. 201.

³¹⁶ Voir le chapitre 4, p. 243-251.

³¹⁷ TNA, PRO, FO 371/20526, W7601/62/41, dép. 586 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 29 juillet 1936, transmettant le mémorandum rédigé par Arthur Pack.

³¹⁸ José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, *op. cit.*, p. 201-211.

milieux d'affaires a certainement facilité la formulation de ce discours commun en faveur de la rébellion militaire.

III. Entre émotions transnationales et contextes nationaux

A. Émotions transnationales et « miroir espagnol » : variations des perceptions française et britannique

1. De la circulation transnationale des émotions à leur nationalisation

Ces différents éléments facilitent l'identification des agents français et britanniques avec les victimes des violences révolutionnaires et anticléricales. Ils alimentent dès lors le rejet du camp républicain, associé au péril communiste et anarchiste, et favorisent inversement un alignement conjoncturel des représentants français et britanniques en faveur des militaires insurgés. Cet engagement pourrait surprendre : après tout, la guerre civile espagnole, dont les origines sont proprement intérieures, oppose des acteurs nationaux. Mais comme nous l'avons vu en filigrane dans les précédents chapitres, les émotions — et notamment la peur — jouent un rôle central dans l'appréhension du conflit par les diplomates et les consuls. Or, Robert Frank a justement souligné que les « processus d'identification avec les “autres” », s'ils sont suffisamment forts, favorisent « l'effet de contagion » des émotions par-delà les frontières et transcendent les identités nationales grâce à des « mécanismes de transferts et de réappropriation³¹⁹ ». Outre les mécanismes que nous avons décrits jusqu'à présent — identification aux victimes, liens interpersonnels, habitus professionnel, intérêts économiques —, le contexte européen des années 1920 et 1930 a également pu intervenir dans cet alignement.

En reprenant le concept de « guerre civile européenne » à Ernst Nolte³²⁰ — dont il se démarque néanmoins —, Enzo Traverso s'est attaché à « saisir le sens d'une époque de guerres et de révolutions dans laquelle la symbiose entre culture, politique et violence a profondément façonné les mentalités, les idées, les représentations et les pratiques de ses acteurs³²¹ ». Pour l'historien italien, c'est en effet un « intime mélange de guerres totales et de guerres civiles qui tisse la continuité de la période qui va de 1914 à 1945³²² ». Or, la « relation

³¹⁹ Robert Frank, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *op. cit.*, p. 51, 53 et 67.

³²⁰ Ernst Nolte, *La guerre civile européenne, 1917-1945*, Genève, Éditions des Syrtes, 2000.

³²¹ Enzo Traverso, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne, 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 9.

³²² *Ibid.*, p. 61.

“symbiotique” entre révolution et contre-révolution» lui apparaît comme « un trait typique des guerres civiles qui éclatent » durant cette période³²³. C’est notamment le cas des conflits européens qui succèdent immédiatement à la Première Guerre mondiale, durant les années 1918-1923. Ce ne sont plus, selon Enzo Traverso, des conflits strictement nationaux, mais qui relèvent d’une « dialectique opposant révolution et contre-révolution³²⁴ ». En effet, si « la guerre est un conflit contre un ennemi extérieur et la guerre civile un conflit au sein d’un État, l’affrontement entre révolution et contre-révolution combine les deux³²⁵ ». Or, en agitant le spectre de la révolution espagnole tout en reprenant la propagande contre-révolutionnaire déployée par les militaires insurgés, les diplomates et les consuls français contribuent à inscrire la Guerre d’Espagne dans cette « relation “symbiotique” » qui transcende les frontières nationales.

Le consul général de Grande-Bretagne à Barcelone, Norman King, offre d’ailleurs une illustration éloquent de cette dynamique et de cette interprétation. Il considère en effet que les « atrocités » qu’il observe dans la capitale catalane « sont essentiellement le résultat d’une guerre de classes que ceux qui en sont responsables ici espèrent porter dans d’autres pays, y compris bien sûr en Grande-Bretagne, qui s’est jusqu’ici considérée comme à l’abri de telles calamités³²⁶ ». Le consul britannique est en effet convaincu que « les extrémistes qui contrôlent maintenant Barcelone [...] espèrent que la guerre civile espagnole mènera à la guerre européenne », qu’ils « pourraient tenter de provoquer » en attaquant par exemple les consulats allemand ou italien : « L’idée est que si le meurtre d’un représentant fasciste ici conduisait à l’intervention de son gouvernement, la Russie et la France s’en mêleraient et les extrémistes de tous les pays s’uniraient pour profiter de la situation³²⁷ ». La guerre civile espagnole est ainsi réinterprétée par Norman King à l’aune d’un projet révolutionnaire européen qu’il prête aux organisations ouvrières espagnoles et à leurs soutiens. Cette dimension transnationale favorise la peur d’une contagion de la révolution au-delà des frontières espagnoles et, par extension, une forme de récupération nationale de cette crainte. La révolution espagnole ne menace pas seulement les intérêts britanniques en Péninsule ibérique, mais la Grande-Bretagne elle-même.

³²³ *Ibid.*, p. 65.

³²⁴ *Ibid.*, p. 71.

³²⁵ Ernst Nolte, *La guerre civile européenne, 1917-1945*, op. cit., p. 65.

³²⁶ TNA, PRO, FO 371/20536, W9733/62/41, dép. 115 de Norman King au Foreign Office, 21 août 1936.

³²⁷ TNA, PRO, FO 371/20539, W11335/62/41, tél. 169 de Norman King au Foreign Office, 14 septembre 1936.

Robert Frank a néanmoins avancé que les phénomènes d'internationalisation des émotions restent limités « dans la mesure où l'émotion demeure essentiellement nationale dans chacun des espaces traversés³²⁸ ». Il estime en effet que « le transnational n'existe pas à l'état pur et le processus de transfert et d'identification avec d'autres est plus ou moins important selon les cas. L'important est donc de raisonner en termes de capacité et de degré de transnationalisation³²⁹ ». Pour aborder ce dernier, il convient dès lors d'observer la capacité d'un événement « de transcender les espaces nationaux de référence³³⁰ », et donc de s'intéresser à la spécificité de ces espaces nationaux. En effet, les contextes sociaux, culturels et politiques de la France et de la Grande-Bretagne diffèrent en 1936, et ces différences ont pu contribuer à certaines variations dans l'appréhension que leurs représentants en Espagne ont de la guerre civile espagnole.

2. Des diplomates et des consuls britanniques moins polarisés ?

La position des représentants britanniques en Espagne semble en effet plus nuancée que celle de leurs homologues français, ou du moins évoluer plus sensiblement durant les premiers mois de la guerre. Certes, « certains, comme le courageux, mais obstinément “anti-Rouge” consul général King à Barcelone, n'ont montré absolument aucun signe d'abandonner leur hostilité essentielle envers la République³³¹ ». Mais Tom Buchanan a néanmoins souligné le relatif retournement de certains agents. L'historien britannique a ainsi mis en avant le « tâtonnement » du chargé d'affaires George Ogilvie-Forbes en faveur d'une « relation plus juste, plus honorable et plus empathique avec le gouvernement républicain³³² », qu'il distingue des comités révolutionnaires. C'est également le cas, semble-t-il, du consul à Bilbao, Ralph Stevenson³³³. Et si certains représentants ne vont pas jusqu'à adopter un point de vue favorable à la République espagnole, ils se détachent progressivement de leur adhésion précoce au soulèvement militaire. C'est notamment le cas du consul à Vigo, William Oxley, qui figure pourtant parmi l'un de ses principaux soutiens dans le corps consulaire³³⁴. À partir du mois de novembre 1936, il s'émeut du fait que « dans de nombreux cas, des prisonniers

³²⁸ Robert Frank, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *op. cit.*, p. 51.

³²⁹ *Ibid.*, p. 66.

³³⁰ *Ibid.*, p. 67.

³³¹ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British “Front-Line” Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 292.

³³² *Ibid.*, p. 299.

³³³ *Ibid.*, p. 294.

³³⁴ *Ibid.*, p. 293-294.

politiques sans importance, mis à part le fait qu'ils étaient peut-être connus pour avoir des sympathies à gauche, après une courte peine d'emprisonnement, ont été sommairement fusillés, et j'ai presque peur de l'admettre, sans aucun procès³³⁵ ». À la fin du mois de décembre, il signale que « la combinaison des “fusillades sans distinction” et de l'emprisonnement des francs-maçons, libéraux et républicains [représentent] une “tache noire sur l'histoire espagnole” qui [causera] un “préjudice incalculable” à la cause de Franco³³⁶ ». Ce changement radical de position étonne d'ailleurs au sein du Foreign Office. Angus Malcolm commente ainsi l'un de ses rapports du mois de novembre 1936 : « Ses références aux injustices, aux arrestations sous des prétextes futiles, aux procès sommaires et aux fusillades sans procès contrastent fortement avec le ton de ses rapports précédents³³⁷. »

Les facteurs personnels et individuels constituent une première clé de compréhension de ces revirements. Dans le cas de William Oxley, il prend ses distances avec la terreur militaire à partir du moment où elle touche certaines de ses connaissances. Il doit en effet intervenir en faveur de Celso Mendez Fernandez et de Simon Abdon, « propriétaire et directeur de l'entreprise qui a approvisionné l'Amirauté de Sa Majesté depuis de nombreuses années, [qui ont] été sommairement arrêtés et emprisonnés [...] » :

« Je me suis particulièrement intéressé à cette affaire et j'ai constaté qu'ils avaient été dénoncés comme francs-maçons et ayant des opinions anglophiles.

Compte tenu de leurs antécédents auprès du consulat de Sa Majesté et, dans le cas de Don Celso, du travail qu'il a accompli pour le gouvernement de Sa Majesté pendant la Grande Guerre, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de leur prêter toute l'assistance possible [...]³³⁸. »

Les liens personnels et professionnels qu'il entretient avec les deux Espagnols semblent donc déterminants dans l'évolution de son discours. Il se pourrait que leur qualité de francs-maçons, à l'origine de leur poursuite, ait également joué un rôle. Selon Cristina Clímaco, William Oxley appartiendrait lui aussi à la franc-maçonnerie. Ce serait d'ailleurs cette appartenance commune qui aurait conduit le consul britannique à évacuer en janvier 1937 le professeur de mathématique portugais Emidio Guerreiro qui, exilé en Espagne, est

³³⁵ TNA, PRO, FO 371/20548, W15971/62/41, dép. 37 de William Oxley au Foreign Office, 11 novembre 1936.

³³⁶ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British “Front-Line” Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 293-294.

³³⁷ TNA, PRO, FO 371/20548, W15971/62/41, minute d'Angus Malcolm, 20 novembre 1936.

³³⁸ TNA, PRO, FO 371/20548, W15971/62/41, dép. 37 de William Oxley au Foreign Office, 11 novembre 1936.

surpris par l'insurrection militaire en Galice³³⁹. À la fin du mois de décembre, Oxley déplore en effet qu'il « suffit qu'un homme ait été, il y a des années, un franc-maçon espagnol pour être arrêté et jeté en prison sans aucun espoir d'être libéré. Il en va de même pour quiconque a pu avoir des opinions très libérales ou républicaines ». Il cite notamment le « cas terrible » d'un « grand ami ici », un « spécialiste bien connu des affections de la poitrine et du cœur », « arrêté soudainement une nuit et jeté en prison » pour avoir appartenu à la franc-maçonnerie quelques années plus tôt. Ce dernier, qui aurait dû être « emmené en balade » et abattu », est néanmoins libéré sous condition, « grâce à l'intervention d'amis » et « contre le paiement d'une somme de 200 000 pesetas ou plus³⁴⁰ ».

Quant à Ralph Stevenson et George Ogilvie-Forbes, ce sont les liens qu'ils tissent avec certaines autorités républicaines qui semblent être à l'origine du traitement plus favorable qu'ils leur réservent. Ralph Stevenson évoque ainsi les « relations amicales » qu'il a nouées avec le gouverneur civil de Bilbao, et qui lui permettent d'aborder « une affaire aussi délicate que la libération d'un de ses otages les plus précieux³⁴¹ ». Le cas de George Ogilvie-Forbes est le plus significatif. Comme le note Tom Buchanan, « avant le déclenchement de la guerre civile, [il] avait probablement partagé le préjugé qui sévissait à l'ambassade de Madrid contre le Gouvernement du Front Populaire élu en février 1936 », comparé au gouvernement Kerenski lors de la Révolution russe. Mais « ces interprétations simplistes devaient être ébranlées par ses expériences ultérieures, alors que les attitudes d'avant-guerre civile de ses collègues d'Hendaye et de Whitehall restèrent en grande partie intactes³⁴² ». Là encore, les facteurs individuels et les relations personnelles jouent un rôle déterminant. Dès le mois d'août 1936, il établit « des relations amicales » avec Julio Álvarez del Vayo, avant même que ce dernier n'occupe le portefeuille du ministère d'État. Álvarez del Vayo met alors « ses services à [sa] disposition au cas où [il souhaiterait] une assistance pour les sujets britanniques et [lui donne] son adresse privée³⁴³ ». Il facilite également son introduction précoce auprès de Francisco Largo Caballero, avec lequel le conseiller d'ambassade établit également des « relations personnelles amicales » avant son accession à la présidence du conseil. Le dirigeant socialiste lui offre également son aide, et l'invite en particulier « à lui signaler

³³⁹ Cristina Clímaco, « L'émigration politique portugaise en France (1927-1940). Sources et bibliographie », *Exils et migrations ibériques au XXe siècle*, 1995, n° 2, p. 160.

³⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/21282, W846/1/41, dép. 24 de William Oxley à Sir Henry Chilton, 30 décembre 1936.

³⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20538, W11056/62/41, dép. 68 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 4 septembre 1936.

³⁴² Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 284.

³⁴³ TNA, PRO, FO 371/20535, W9451/62/41, tél. 45 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 22 août 1936.

personnellement tout problème qui pourrait impliquer les intérêts britanniques avec sa milice³⁴⁴ ». Par ces contacts cordiaux, George Ogilvie-Forbes se démarque alors de ses collègues du corps diplomatique. Il note ainsi qu'« aucun autre chef de mission n'a jusqu'à présent réussi à [rencontrer Largo Caballero] pendant la crise actuelle³⁴⁵ ». Outre les promesses d'aide et les facilités qu'elles génèrent, ces bonnes relations lui attirent par ailleurs la sympathie des autorités républicaines. Le portrait que Julio Álvarez del Vayo dresse du diplomate britannique dans ses mémoires est particulièrement éloquent :

« En septembre 1936, quelques jours après mon entrée au gouvernement, M. Ogilvie Forbes arriva à Madrid en qualité de chargé d'affaires britannique*. À en juger d'après le changement d'attitude de M. Forbes après qu'il ait [*sic*] fait le point, il avait dû arriver à Madrid en pensant que les Républicains étaient une sorte de sans-culottes sauvages ou incendiaires. Ma première entrevue avec lui, lorsqu'il visita le siège de l'Union Générale des Travailleurs pour rencontrer Largo Caballero, m'a laissé une impression extrêmement favorable. C'était un homme charmant, intelligent et à l'esprit ouvert ; doué, en outre, de beaucoup de discernement et d'une grande bonté. [...] M. Forbes jouissait auprès des officiels, mais aussi de tous ceux qui l'approchaient d'une popularité que ses collègues devaient lui envier. Il savait exactement mesurer nos difficultés et pouvait juger en connaissance de cause nos efforts pour rétablir l'ordre public et mettre fin aux inévitables excès qui suivirent le déclenchement de la rébellion et l'absence temporaire de contrôle de la part du gouvernement. [...] Nous avons beaucoup regretté le départ de M. Forbes, et nous avons même craint qu'il n'ait été motivé par le fait que son impartialité ne plaisait pas à ceux qui voulaient entretenir l'impression que tout n'était en territoire loyal, que chaos, violence et abus. [...]»³⁴⁶ »

La position de George Ogilvie-Forbes à l'égard du gouvernement espagnol n'est que très peu partagée au sein du Foreign Office. En octobre 1936, il recommande de ne pas adresser de nouvelles protestations face aux exécutions de prisonniers à Madrid, étant donné que le gouvernement républicain a déjà reçu ses précédentes protestations « avec sympathie et préoccupation³⁴⁷ ». Le sous-secrétaire d'État permanent, Robert Vansittart, ne cache alors pas son agacement, indiquant qu'il n'est pas « prêt à mettre au rebut le seul levier que nous possédons, simplement parce que le gouvernement montre de la sympathie et de la préoccupation après que des gens ont été massacrés pendant des semaines et sont toujours

³⁴⁴ *Ibid.*, W9606/62/41, tél. 58 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 août 1936.

³⁴⁵ *Ibid.*, W9451/62/41, tél. 45 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 22 août 1936.

³⁴⁶ Julio Álvarez del Vayo, *Les batailles de la liberté*, Paris, François Maspéro, 1963, p. 264-265. *Julio Álvarez del Vayo se trompe dans la chronologie de sa rencontre avec George Ogilvie-Forbes, qu'il rencontre peu de temps après son arrivée à Madrid, en août 1936, et peu de temps avant son entrée au gouvernement.

³⁴⁷ TNA, PRO, FO 371/20542, W13003/62/41, tél. 312 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

massacrés³⁴⁸ ». Dans un autre de ses télégrammes, Ogilvie-Forbes rend par ailleurs compte d'une démarche qu'il a effectuée auprès de Julio Álvarez del Vayo pour dénoncer les massacres dont il a été témoin. Il note à cette occasion que si sa démarche n'a été suivie d'aucun effet jusqu'à présent, l'« embarrasement évident » du ministre espagnol « est un bon signe »³⁴⁹. Là encore, son télégramme est reçu avec scepticisme par Robert Vansittart, qui le qualifie de « production faible et incohérente³⁵⁰ ». Tom Buchanan estime néanmoins que si le chargé d'affaires britannique a probablement perdu la confiance de certains de ses collègues en Espagne, rien n'indique qu'il aurait perdu celle du Foreign Office³⁵¹.

Il semble néanmoins clair que les relations privilégiées qu'il tisse avec les autorités républicaines espagnoles le rendent suspect aux yeux de ses collègues du corps diplomatique en Espagne. Le portrait que Jean-Baptiste Barbier en dresse lors de son transfert à l'ambassade britannique à Berlin en mars 1937 est significatif. Certes, le chargé d'affaires français garde de George Ogilvie-Forbes « le souvenir d'un collègue aimable et obligeant », avec lequel il a entretenu d'« excellentes relations ». Le conseiller britannique lui « a fourni en plusieurs occasions des renseignements exacts et circonstanciés sur diverses affaires d'ordre précis et déterminable » et lui « a facilité en plusieurs cas l'accès auprès de personnalités dont [il avait] intérêt à faire la connaissance ». Barbier lui reproche néanmoins son « optimisme outrancier [...] en ce qui concerne la situation militaire des Gouvernements » et « son refus obstiné de tenir compte dans toutes ses appréciations de l'impuissance que montrent les autorités de Valence à se faire obéir à l'intérieur de leur propre zone ». Selon lui, les « formules de M. Forbes relatives aux événements actuels étaient, au demeurant, trop visiblement inspirées de celles de M. Álvarez del Vayo, dont il avait entièrement épousé l'optique³⁵² ».

Ainsi, les relations personnelles que tissent certains représentants britanniques avec les autorités républicaines espagnoles ont pu les amener à faire preuve d'un meilleur discernement quant à la situation, et amoindrir la polarisation induite par leur exposition aux violences révolutionnaires. Néanmoins, cette moindre polarisation ne s'explique peut-être pas seulement par ces seuls facteurs individuels, mais aussi par des facteurs plus nationaux qui

³⁴⁸ *Ibid.*, note manuscrite de Robert Vansittart au bas du tél. 312 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

³⁴⁹ *Ibid.*, W13019/62/41, tél. 310 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

³⁵⁰ *Ibid.*, minute de Robert Vansittart, 7 octobre 1936.

³⁵¹ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.*, p. 289-290.

³⁵² CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C², dép. 34 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 2 mars 1937.

permettraient d'expliquer l'attitude différente des représentants français. En effet, nous n'avons pas observé chez eux des retournements aussi précoces — avant la fin de l'année 1936 — que dans le cas des représentants britanniques. Après l'alignement de Jean Herbert en faveur de l'insurrection militaire au début du mois de septembre, nous n'avons en effet trouvé aucune dénonciation claire de la terreur rebelle ni aucune preuve d'empathie pour le gouvernement républicain de Francisco Largo Caballero. Cette différence pourrait aussi s'expliquer par un contexte politique britannique plus apaisé, qui limite la récupération de la guerre civile espagnole dans les débats internes au Royaume-Uni.

Les années 1930 sont en effet marquées par la suprématie qu'exercent les conservateurs britanniques au sein du gouvernement national, tandis que les oppositions libérale et travailliste peinent à se remettre des difficultés qu'elles traversent depuis les élections de 1931. Du reste, les partis communiste et fasciste ne récoltent qu'une faible adhésion³⁵³. Dans ce contexte, le déclenchement de la guerre civile espagnole n'affecte que très peu la politique intérieure de la Grande-Bretagne³⁵⁴. Tandis que les principaux dirigeants conservateurs au pouvoir ne cachent pas leur soutien — voire leur enthousiasme — pour la cause rebelle, les oppositions libérale et travailliste se rallient rapidement à la politique de non-intervention en dépit de leur sympathie pour la République espagnole³⁵⁵. Sous l'influence du pacifisme et des Trade Unions, les principaux dirigeants du Labour Party épousent dans un premier temps les vues du gouvernement national vis-à-vis du conflit espagnol³⁵⁶. C'est notamment le cas de Walter Citrine, qui ne cache pas son inquiétude face à la révolution espagnole ni son hostilité à l'égard des anarchistes et de Largo Caballero³⁵⁷. Comme l'a souligné Tom Buchanan, les dirigeants du Labour qui rencontrent Anthony Eden à la fin du mois d'août ne cherchent à aucun moment à infléchir la position du gouvernement britannique, mais plutôt à « rendre la non-intervention aussi étanche que possible³⁵⁸ ». Et si le Communist Party cherche à défier le Labour en s'emparant de la question du soutien à l'Espagne républicaine, ses faibles effectifs et sa structuration fragile ne lui permettent pas d'altérer les équilibres au sein de la gauche britannique³⁵⁹. Dès lors, les représentants de la

³⁵³ Philippe Chassaing, *Histoire de l'Angleterre. Des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 2021, p. 367-369.

³⁵⁴ Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 63 et 91.

³⁵⁵ *Ibid.*, p. 78-86.

³⁵⁶ Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 39-72 ; Nicolas Lépine, *Guerre d'Espagne et socialisme international. Dernière chance pour l'ordre démocratique d'entre-deux-guerres*, Québec - Paris, Presses de l'Université de Laval - Hermann Éditeur, 2020, p. 33.

³⁵⁷ Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 45-46.

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 50.

³⁵⁹ Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 63 et 69-70.

Couronne en Espagne — à l'exception notable de Norman King — ne semblent pas avoir eu de réels motifs pour craindre une éventuelle contagion révolutionnaire, rendue d'autant plus improbable par l'insularité du Royaume-Uni et la distance qui le sépare de l'Espagne. Du reste, les stéréotypes hérités de la « légende noire » et des représentations romantiques que la société britannique nourrit à l'égard des Espagnols, qui seraient violents par nature, ont également pu contribuer à détourner son attention. Passés les premiers mois de la guerre, l'opinion publique britannique se désintéresse en effet des récits d'atrocités qui lui parviennent d'Espagne, perçue comme un « Another Country », un « autre pays »³⁶⁰. Hugo García souligne ainsi que les Britanniques « observèrent le conflit espagnol avec une distance considérable³⁶¹ ». Or, cette moindre polarisation de la société en Grande-Bretagne a certainement facilité les glissements de position de certains diplomates et consuls britanniques, quand la situation politique en France a inversement figé celles de leurs homologues français.

3. La peur de la contagion révolutionnaire : une « récupération hexagonale » de l'événement

Le contexte politique en France apparaît en effet beaucoup moins apaisé qu'en Grande-Bretagne. La guerre civile espagnole y acquiert une tout autre résonance, alors que le pays apparaît « profondément fracturé³⁶² ». Cette situation renforce dès lors l'inquiétude des diplomates français. Face à l'effondrement de l'État républicain espagnol qu'ils observent au sud des Pyrénées, ces derniers craignent notamment de voir la révolution espagnole se propager au-delà de la frontière. Si Jean Herbette craint autant le développement de l'anarchie dans la Péninsule ibérique, c'est notamment qu'il estime que cette dernière « nous menacerait [...] dans notre tranquillité intérieure, car l'exemple de l'indiscipline et de la violence est contagieux³⁶³ ». La crainte de Jean Herbette n'est pas un phénomène isolé : elle traverse une bonne part de la société française dans ce que Pierre Laborie a qualifié de « récupération hexagonale » de la guerre civile espagnole³⁶⁴. Évoquant un véritable « miroir espagnol », l'historien considère en effet que cette dernière « n'est pas perçue et jugée comme

³⁶⁰ Moradiellos, Enrique, « Another country. Las imágenes sobre España en Gran Bretaña durante la guerra civil española », in *La guerra de España (1936-1939)*, Barcelone, RBA, 2012, p. 218-227.

³⁶¹ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008, p. 210.

³⁶² Geneviève Dreyfus-Armand, « La France et la guerre d'Espagne. Un pays passionné, profondément fracturé », *op. cit.*

³⁶³ CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A¹, tél. 926-928 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 2 août 1936.

³⁶⁴ Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives prévischystes de l'opinion française (1936-1939) », *op. cit.*

un événement extérieur, mais intégrée aux luttes internes de la politique nationale³⁶⁵ ». Ainsi, dans « les milieux conservateurs, le thème du “*mécanisme fatal*” qui amène implacablement toute solution de Front populaire aux tragédies de guerre civile, est systématiquement exploité³⁶⁶ ». L’anticommunisme favorise alors l’émergence d’une certaine sympathie pour le coup de force insurgé au sein de l’opinion modérée et conservatrice, par « le biais d’associations sommaires entre Front populaire = communisme = guerre = révolution bolchévique = terreur rouge³⁶⁷ ». Cette « récupération hexagonale » de la guerre d’Espagne s’explique par l’émergence dès le début de l’année 1936 d’un discours contre-révolutionnaire hostile aux Fronts Populaires de part et d’autre de la frontière. Comme nous l’avons vu, les diplomates et les consuls français sont particulièrement sensibles, dès le printemps, à ce discours que relaie notamment l’Entente Internationale Anticommuniste (EIA). Les différentes rumeurs de soulèvement révolutionnaire qui leur parviennent en Espagne — en prévision du défilé du 1^{er} mai 1936 ou à travers les fausses instructions élaborées par Tomás Borrás — incluent la France : les communistes français et espagnols semblent prévoir une insurrection simultanée dans les deux pays. Dans ces conditions, l’ambassadeur Jean Herbette s’inquiète déjà du déclenchement parallèle d’un vaste mouvement de grèves en Espagne et en France, à partir du mois de mai³⁶⁸.

Plusieurs rumeurs évoquent à partir du mois de juin 1936 la préparation d’un soulèvement révolutionnaire en France³⁶⁹. Le déclenchement de la guerre civile espagnole leur donne alors davantage de consistance³⁷⁰. En septembre 1936, elles suggèrent ainsi que le « chef des soviets de Gérone et Figueras » fomenterait un complot visant le sud de la France³⁷¹. L’évocation de listes noires de personnes à exécuter ou la mention de milices communistes ne sont pas sans rappeler la propagande catastrophiste déployée quelques mois plus tôt par les droites espagnoles³⁷², et que les militaires insurgés ont repris à leur compte

³⁶⁵ Pierre Laborie, *L’Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d’identité nationale, 1936-1944*, *op. cit.*, p. 164.

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives prélichystes de l’opinion française (1936-1939) », *op. cit.*, p. 91-94.

³⁶⁸ Voir le chapitre 2, p. 164-169.

³⁶⁹ Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l’anticommunisme en France*, *op. cit.*, p. 293-299.

³⁷⁰ *Ibid.*, p. 302-309.

³⁷¹ Pierre Laborie, *L’Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d’identité nationale, 1936-1944*, *op. cit.*, p. 177-181.

³⁷² Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *op. cit.*

pour justifier leur coup d'État et la répression sanglante qui l'accompagne³⁷³. Ces rumeurs sont alors à l'origine d'une véritable « psychose collective » en France, qui gagne certains pans de l'administration — préfetures, police, gendarmerie et armée³⁷⁴. À nouveau, cette « psychose » est entretenue par l'EIA qui, dès les premières semaines qui suivent le coup d'État, apporte son soutien aux militaires insurgés. L'organisation convoque à son bureau genevois, en octobre 1936, « une réunion de ses correspondants français pour jeter les bases d'une vigoureuse contre-offensive de propagande », qui vise à « empêcher en deçà comme au-delà des Pyrénées la réalisation de la phase ultime de la conspiration rouge³⁷⁵ ». La publication de la traduction française des fausses instructions de Tomás Borrás dans *Gringoire* en octobre 1936, dans *L'Écho de Paris* en janvier 1937, puis sous la plume de Jacques Bardoux à partir de février 1937, s'inscrit probablement dans cette campagne³⁷⁶. Cette « psychose collective » repose cependant sur une certaine réalité : le Midi viticole, maraîcher et fruitier est touché par des grèves sporadiques durant l'automne 1936, tandis que la gauche révolutionnaire et anarchiste française se mobilise en soutien à la révolution espagnole³⁷⁷. Le secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack, en témoigne à la fin du mois d'octobre. Il rend compte d'une « très grande manifestation rouge » à laquelle il a assisté à Toulouse : « Des foules immenses ont défilé dans les rues avec des bandes rouges sur leurs bras, et agitant leurs poings serrés comme le salut des communistes espagnols. » Il en conclut que les « craintes que la France suive l'exemple communiste de l'Espagne semblent bien justifiées³⁷⁸ ».

³⁷³ Hugo García, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », *Hispania. Revista Española de Historia*, 2007, LXVII, n° 226, p. 675 ; Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 117-118 ; Luis Castro, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, Madrid, Marcial Pons, 2020, p. 260-262 et 292. Voir le chapitre 4, p. 269-285.

³⁷⁴ Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, op. cit., p. 177-181 ; Peter Jackson, « Stratégie et idéologie : le haut-commandement français et la guerre civile espagnole », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2000, n° 199, p. 115-117 ; Georges Vidal, *L'armée française et l'ennemi intérieur, 1917-1939. Enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 103-105.

³⁷⁵ Michel Caillat, *L'Entente Internationale Anticomuniste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale antimarxiste, 1924-1950*, Lausanne, SHSR, 2016, p. 453.

³⁷⁶ Herbert R. Southworth, *Conspiracy and the Spanish Civil War. The Brainwashing of Francisco Franco*, Londres et New York, Routledge / Cañada Blanch Studies on Contemporary Spain, 2002, p. 6-10.

³⁷⁷ Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2018, p. 150 ; Pierre Salmon, « La gauche révolutionnaire contre l'internationale communiste : une relecture de la contrebande d'armes franco-espagnole de la guerre civile (1936-1939) », *Le Mouvement Social*, 2021, vol. 2, n° 275, p. 120-125.

³⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20545, W14476/62/41, dép. 723 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 23 octobre 1936. Elle transmet un mémorandum du secrétaire commercial de l'ambassade, Arthur Pack, rédigé le même jour.

C'est dans ce contexte que Jean Herbette évoque des renseignements selon lesquels des anarchistes français et catalans auraient organisé à Marseille «un véritable service d'espionnage politique et militaire». «Après avoir assisté au développement rapide et redoutable de l'anarchisme en Espagne», il fait part de son inquiétude de «voir [...] les progrès qu'on lui laisse, semble-t-il, la liberté de faire actuellement en France». Ces informations lui font «craindre qu'un péril se prépare pour notre pays³⁷⁹». En décembre 1936, le sous-directeur d'Europe au Quai d'Orsay, Émile Charvériat, fait part auprès du Deuxième Bureau des craintes de l'ambassadeur français :

«De l'avis de M. Jean Herbette, le régime catalan est dominé par les anarchistes. Ceux-ci, au nombre desquels peuvent se trouver des agents provocateurs, ne comptent pas seulement sur l'aide militaire de la Russie soviétique ; ils envisagent également, semble-t-il, l'éventualité d'une guerre européenne qui sortirait de ces événements. L'écllosion de mouvements révolutionnaires, de caractère libertaire, dans tous les pays, s'en trouverait, d'après eux, facilités³⁸⁰. »

L'ambassadeur n'est d'ailleurs pas le seul à s'inquiéter d'une éventuelle contagion anarchiste par-delà les Pyrénées. Le consul général à Barcelone, Jacques Pingaud, fait également part de sa préoccupation face au pouvoir que la CNT et la FAI exercent en Catalogne. Selon le représentant français, ces derniers rêveraient de faire de cette région «un champ d'expérience conforme à leur idéal libertaire, de susciter dans le Pays basque, en Aragon, sur nos frontières des Pyrénées, dans les régions encore occupées par les troupes gouvernementales, des îlots de résistance capables de tenir jusqu'au jour où les appels, une habile propagande, les actes terroristes, un incident international, auraient raison des Puissances non-interventionnistes³⁸¹ ». Devant son collègue britannique, Jacques Pingaud estime en effet qu'en cas d'instauration en Catalogne d'un «Soviet» ou d'un «État anarchiste», les miliciens espagnols tenteront d'«inciter les “camarades” français de l'autre

³⁷⁹ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/D¹, dép. 1081 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 octobre 1936.

³⁸⁰ SHD, GR, 7N2757, dép. 3828 d'Émile Charvériat au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 7 décembre 1936.

³⁸¹ TNA, PRO, FO 371/20546, W15415/62/41, dép. 243 de Norman King au Foreign Office, 3 novembre 1936. Le consul britannique transmet au Foreign Office un extrait d'un rapport adressé par son collègue français au Quai d'Orsay, que Jacques Pingaud lui a remis.

côté des Pyrénées à les rejoindre», ce qui « créerait un problème très difficile pour la France³⁸² ». Quant à Jean-Baptiste Barbier, il note dans ses mémoires que :

« L'avènement et la consolidation d'un régime cette fois ouvertement révolutionnaire en Espagne auraient, en effet, engendré comme conséquence presque fatale l'embrasement rapide de la France, terrain désormais trop propice à l'éclosion d'un pareil mal, et aussi celui de notre belle Afrique Septentrionale que la péninsule, emplacement de l'effroyable abcès, aurait dès lors non séparées, mais réunies dans la sanie, le sang et la douleur. Il ne s'agissait donc de rien de moins que de nous préserver nous-mêmes de l'extension de l'anarchie et de sauver, avec la métropole, notre Empire menacé comme elle par cette terrible contagion³⁸³. »

Le ministère des Affaires Étrangères semble d'ailleurs partager les appréhensions de ses agents face à la Guerre d'Espagne. Selon Renaud Meltz, « la crainte d'alimenter les divisions nationales et la méfiance à l'égard des masses populaires, qui [portent] et [menacent] de déborder le gouvernement [français], [généralisent] la circonspection du Quai d'Orsay³⁸⁴ ». Il en va de même pour les agents du ministère de l'Intérieur et de l'armée. Le chef d'escadron Baggio, commandant de la compagnie de Gendarmerie nationale des Pyrénées-Orientales, évoque ainsi la « menace constante de voir » les violences commises dans la ville frontalière de Puigcerdá se propager « en territoire français ». Il préconise dès lors la fermeture de la frontière³⁸⁵. Son avis est partagé par le général Goudot, à la tête du Deuxième Bureau de l'État-Major de la 16^e région militaire, qui préconise également la « fermeture complète de la frontière » afin de mettre « un terme aux contacts journaliers entre Français et Espagnols terroristes³⁸⁶ ». La crainte de la contagion révolutionnaire se renforce d'ailleurs avec l'intervention soviétique en Espagne, à compter du mois de septembre³⁸⁷. Comme le souligne Sophie Cœuré, avec « la victoire du Front populaire en Espagne, et plus encore le déclenchement de la guerre civile et la présence connue de militaires et d'armes

³⁸² TNA, PRO, FO 371/20546, W15087/62/41, dép. 239 de Norman King au Foreign Office, 30 octobre 1936, transmettant le mémorandum d'une conversation qu'il a maintenue le jour même à Barcelone avec Jacques Pingaud et l'amiral Decoux.

³⁸³ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, op. cit., p. 596-597.

³⁸⁴ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008, p. 467.

³⁸⁵ SHD, GR 7N² 2253, rapport 415/74 du chef d'escadron Baggio au préfet des Pyrénées-Orientales, 12 septembre 1936. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir communiqué ce document.

³⁸⁶ SHD, GR 7N² 2253, dép. 1509 S/2 du général Goudot au ministère de la Défense nationale et de la Guerre, 15 septembre 1936. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir communiqué ce document.

³⁸⁷ Daniel Kowalsky, *La Unión Soviética y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004, p. 195-200 et 290-295 ; Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 85, 104-105, 147-154, 213-236.

soviétiques au-delà des Pyrénées, la menace intérieure semble se conjuguer avec la pression sur une frontière qui n'avait plus depuis des siècles attiré l'attention des stratèges français³⁸⁸ ».

B. De la dénonciation de la terreur révolutionnaire à la proposition française de non-intervention

1. *Quand les diplomates et les consuls français en Espagne s'opposent aux livraisons d'armes*

L'indignation provoquée par les violences de l'arrière républicain, ainsi que la crainte de la contagion révolutionnaire expliquent l'hostilité précoce des agents diplomatiques et consulaires français aux livraisons d'armes au gouvernement espagnol. Le président du Conseil Léon Blum a en effet répondu positivement à l'appel à l'aide qu'il a reçu le 20 juillet 1936 de son homologue espagnol, José Giral. Néanmoins, l'information s'ébruite rapidement dans la presse de droite, après une indiscretion de l'attaché militaire de l'ambassade espagnole à Paris, Antonio Barroso, rallié aux insurgés. Dès le 24 juillet, Henri de Kérillis ouvre, en une de *L'Écho de Paris*, une importante campagne de presse qui dénonce la décision de venir en aide à la République espagnole³⁸⁹. Le 25 juillet 1936, François Mauriac met ainsi en garde le gouvernement français : « s'il était prouvé que nos maîtres collaboraient activement au massacre dans la Péninsule, alors nous saurions que la France est gouvernée non par des hommes d'État, mais par des chefs de bande, soumis aux ordres de ce qu'il faut bien appeler : l'Internationale de la Haine³⁹⁰ ». La nouvelle parvient évidemment aux représentants français en Espagne qui, pour nombre d'entre eux, ne cachent pas leur désarroi. L'agent consulaire à Santa Cruz de Tenerife, Jacques Bigourdan, refuse ainsi de croire aux « bruits malveillants qui circulent et suivant lesquels le Gouvernement Français avait livré des armes et du matériel au Gouvernement espagnol ». Considérant que ces bruits « émanaient de gens peu francophiles ou d'ouvriers voulant entretenir l'espoir d'un revirement » en faveur du Frente Popular, il demande au colonel Peral, commandant militaire de la ville, de les démentir³⁹¹. L'agent

³⁸⁸ Sophie Cœuré, « Endiguer le bolchévisme ? La “double frontière” dans le répertoire de l'anticommunisme (1917-1941) », in Sophie Cœuré et Sabine Dullin (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007, p. 56.

³⁸⁹ David W. Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, op. cit., p. 79-81 ; Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties: l'invention française de la non-intervention », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 108-109.

³⁹⁰ François Mauriac, « L'Internationale de la Haine », *Le Figaro*, 25 juillet 1936. Consulté le 6 mai 2022 sur Retronews. URL : <https://www.retronews.fr/journal/le-figaro-1854-/25-juillet-1936/104/543017/1>.

³⁹¹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 424 de Jacques Bigourdan à Pierre Thiais, 28 juillet 1936.

consulaire à Gérone, Joseph Estève, fait part d'une même incrédulité dans un rapport où il déplore par ailleurs les violences révolutionnaires :

« Depuis deux ou trois jours, on entend dire que la France aide le Gouvernement espagnol de Madrid. Qu'il y aurait même deux avions qui seraient sortis de Madrid chargés d'or pour aller payer du matériel de guerre acheté en France. J'ose croire que si on achète quelque chose en France, ce n'est pas au Gouvernement français, ce doit être à quelque particulier ou à quelque parti politique³⁹². »

En effet, les représentants français alertent rapidement le Quai d'Orsay du risque que court le gouvernement français, en livrant des armes à l'Espagne républicaine, de se retrouver complice des violences révolutionnaires. Dès le 26 juillet 1936, alors qu'il dénonce les assassinats que commettent les anarchistes de Saint-Sébastien, l'ambassadeur Jean Herbette prédit ainsi que « de nombreuses voix s'élèveront en France pour dénoncer l'impuissance du Gouvernement espagnol, l'anarchie des régions qui lui restent fidèles et la catastrophe à laquelle, dira-t-on, il est inévitablement conduit par ses accointances avec des terroristes ». Il recommande dès lors au Quai d'Orsay « d'attirer l'attention de l'Ambassade d'Espagne à Paris [...] sur l'impossibilité où le Gouvernement français se trouverait de faciliter ni même de tolérer aucune fourniture ni aucun crédit aux autorités espagnoles, au cas où des crimes analogues à ceux qui viennent d'être mentionnés se reproduiraient par suite de la passivité ou de l'impuissance des pouvoirs publics³⁹³ ». Le consul à Séville, Georges Moraud, communique quant à lui une motion de la colonie française de Cordoue qui dénonce les « atrocités » du Frente Popular et « forme le vœu le plus fervent que le Gouvernement français [...] ne prête aucune aide d'aucune sorte ni à l'un, ni à l'autre des deux partis en présence, en particulier à celui qui use des procédés inhumains indiqués, et empêche par tous les moyens la vente à ces partis, par les organismes français officiels ou particuliers, non seulement de matériel de guerre (avions, armes, ou munitions), mais aussi d'avions commerciaux [...] ». Moraud prend soin d'ajouter « qu'il ne fait aucun doute que la Colonie française de Séville partage la manière de voir de celle de Cordoue, et qu'elle serait heureuse également que la motion dont il s'agit, fût prise en considération³⁹⁴ ». Le consul à Valence, Maurice Marcassin, signale pour sa part « qu'on nous reproche d'avoir, en soutenant le Front populaire, entravé la

³⁹² CADN, Barcelone, B, 34, dép. 142 de Joseph Estève à Jean Trémoulet, 12 août 1936.

³⁹³ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 871-873 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936.

³⁹⁴ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁶, dép. 7 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 5 août 1936.

marche victorieuse des militaires et engagé notre responsabilité dans les massacres qui terrorisent Valence³⁹⁵ ». Par ailleurs, Renaud Meltz a souligné que l’alignement des diplomates de l’ambassade française à Londres sur la politique de non-intervention se fonde en partie sur le récit des violences commises à l’arrière républicain et sur les préventions qu’elles suscitent chez les agents du Quai d’Orsay. Ainsi, le secrétaire de l’ambassade, Girard de Charbonnières, ne cache pas dans ses mémoires sa sympathie pour les insurgés : « Je fus confirmé dans cette sympathie par tout ce que je lus ou entendis dire montrant que le camp gouvernemental était tombé sous la coupe des anarchistes et surtout des communistes qui se livraient à toutes sortes de massacre et d’atrocités³⁹⁶ ». Il laisse par ailleurs « entendre que ses sentiments étaient partagés avec Roger Cambon, Roland de Margerie, Boni de Castellane, tous sensibilisés au sort des victimes des “rouges” [...]»³⁹⁷ ».

Ces éléments permettent dès lors d’envisager la politique française de « non-intervention » sous un nouveau jour. Jusqu’à présent, l’historiographie française a surtout présenté cette politique comme le résultat conjoint de la crainte d’un conflit européen, des divisions internes de la société et de l’exécutif français et d’une pression exercée par le gouvernement britannique sur son homologue français³⁹⁸. Néanmoins, comme l’a souligné l’historien espagnol José María Borrás Llop dans son étude sur les milieux d’affaires français face à la Guerre d’Espagne, la non-intervention est tout de suite perçue comme « une réaction de défense contre la menace révolutionnaire », visant à « empêcher l’exercice de la solidarité ouvrière et populaire » et à « conjurer “les dangers de la guerre étrangère et de la guerre civile”³⁹⁹ ». L’embargo sur les armes appliqué par la France à partir du 8 août 1936 apparaît en effet comme un moyen de désarmer la révolution espagnole. C’est ce que suggère en tout cas un rapport rédigé par le contre-amiral Ollive, dont une copie parvient au Quai d’Orsay. Alors qu’il évoque l’impuissance du gouvernement catalan, contraint de « laisser la ville aux mains des pillards qui, sous couleur d’épuration politique, massacrent chaque soir une centaine de citoyens », il conclut que « Toute aide matérielle apportée en titre au gouvernement régulier de Catalogne irait, en fait, aux groupements extrémistes qui sont les véritables maîtres et dont la situation serait ainsi renforcée ». Dès lors, il met en garde le

³⁹⁵ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁷, dép. 27 de Maurice Marcassin au Quai d’Orsay, 24 août 1936.

³⁹⁶ Cité par Renaud Meltz, « Les diplomates français et l’opinion publique dans l’entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », *op. cit.*, p. 59-60.

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 60.

³⁹⁸ Pour un exemple récent, voir notamment Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties: l’invention française de la non-intervention », *op. cit.*

³⁹⁹ José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, *op. cit.*, p. 345.

Deuxième Bureau de la Marine : « Les aider serait favoriser l'établissement à nos portes d'un État anarchiste et sanguinaire dont les chefs ne sont en place que par les armes dont ils disposent et la terreur que répandent leurs partisans⁴⁰⁰. » Par ailleurs, dans une lettre à Anthony Eden, l'ancien représentant de l'Espagne en France et à la Société des Nations, Salvador de Madariaga, avance, lui aussi, une justification antirévolutionnaire à la politique de non-intervention :

« Si le gouvernement britannique et le gouvernement français ont refusé tout appui décisif au gouvernement de Madrid, malgré son apparence de gouvernement constitutionnel légitime, la raison en a été, plutôt que la crainte d'un conflit mondial à l'appui de toute nature fourni au gouvernement de Burgos par l'Allemagne et l'Italie, le fait que le gouvernement de Madrid, malgré son apparence constitutionnelle légitime, était aux mains d'hommes qui n'offraient aucune garantie quant au développement ultérieur des événements. Le gouvernement français et le gouvernement britannique, qui devaient tenir compte de l'opinion conservatrice et antirévolutionnaire de larges couches de leurs peuples, ne pouvaient pas soutenir, à Madrid, une situation qui glissait chaque jour vers l'anarchie et le chaos⁴⁰¹. »

Si Angus Malcolm, au Foreign Office, y voit « une incompréhension complète de l'objet de la non-intervention⁴⁰² », il apparaît néanmoins que pour certains fonctionnaires britanniques cette politique apparaît comme « le meilleur antidote contre la contagion bolchévique à Madrid et à Paris⁴⁰³ ». Quoiqu'il en soit, l'interprétation qu'en tire le diplomate espagnol trouve peut-être son origine du côté du Quai d'Orsay. Madariaga semble en effet avoir bénéficié d'un accès privilégié à son secrétaire général, Alexis Léger⁴⁰⁴, avec qui il entretient des « relations d'amitié⁴⁰⁵ ». Il attribue d'ailleurs au secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères la conception de la non-intervention⁴⁰⁶.

⁴⁰⁰ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 170, bordereau d'envoi n° 847 du Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine à Émile Charvériat, sous-directeur Europe de la Direction des Affaires politiques et commerciale du Quai d'Orsay, 12 septembre 1936. Il transmet le rapport n° 32 EM2 du contre-amiral Ollive, commandant la 3^e Escadre Légère, au vice-amiral commandant en chef de la 1^e Escadre, du 7 septembre 1936.

⁴⁰¹ TNA, PRO, FO 371/20548, W15838/62/41, lettre de Salvador de Madariaga à Anthony Eden, 6 novembre 1936.

⁴⁰² *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 21 novembre 1936.

⁴⁰³ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 244.

⁴⁰⁴ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 467 et 470.

⁴⁰⁵ Yves Denéchère, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, *op. cit.*, p. 20.

⁴⁰⁶ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 470.

Certes, des armes sont bien livrées par la France en 1936. Jusqu'à l'adoption de l'embargo, le 8 août 1936, le gouvernement français envoie des avions militaires. Après cette date, et jusqu'à l'automne, il envoie des avions civils — par conséquent désarmés — et des pièces de rechange. Il s'agit donc surtout de livraisons de matériel aéronautique de basse qualité qui, selon Pierre Salmon, se sont inscrites dans un cadre légal⁴⁰⁷. Mais d'après ce dernier, le gouvernement français s'attache très tôt à mettre la guerre civile « en quarantaine » en luttant activement contre la contrebande d'armes, plus susceptible d'appuyer les révolutionnaires espagnols. À partir du mois de septembre, l'armée et le ministère de l'Intérieur renforcent les effectifs chargés de surveiller la frontière des Pyrénées et s'appliquent à réprimer la contrebande⁴⁰⁸. Néanmoins, l'État français n'est pas en mesure de contrôler l'ensemble de la frontière, d'autant plus que certains fonctionnaires — en particulier des douaniers — détournent le regard, tandis que certains montages légaux profitent de vides juridiques dans la législation française sur les livraisons d'armes⁴⁰⁹. Cela explique leur poursuite résiduelle jusqu'à l'été 1937 — lorsque le gouvernement français rend délibérément sa frontière poreuse aux livraisons d'armes, une fois l'État républicain rétabli au détriment de la révolution espagnole⁴¹⁰. En s'arrogant dès le 24 juillet 1936 un droit de veto sur les exportations d'armes à l'étranger⁴¹¹, le ministère des Affaires Étrangères se trouve d'ailleurs en pointe de la politique d'embargo⁴¹². Selon Renaud Meltz, « tous les diplomates français,

⁴⁰⁷ René Quatrefages, « La politique française de non-intervention et le soutien matériel à la République espagnole durant la guerre civile (1936-1939) », in Jean-Pierre Etievre et René Quatrefages (dir.), *Les armées espagnoles et françaises. Modernisation et réforme entre les deux guerres mondiales*, Madrid, Casa de Velázquez, 1989, p. 17-43 ; Gerald Howson, *Arms for Spain. The Untold Story of the Spanish Civil War*, Londres, John Murray, 1998, p. 46-48 ; Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », thèse de doctorat, Université de Caen-Normandie, Caen, 2021, p. 468 ; Miguel I Campos, *Armas para la República. Contrabando y corrupción, julio de 1936 - mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2022, p. 57-76.

⁴⁰⁸ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 458-468 ; Pierre Salmon, « La gauche révolutionnaire contre l'internationale communiste : une relecture de la contrebande d'armes franco-espagnole de la guerre civile (1936-1939) », *op. cit.*, p. 127-131.

⁴⁰⁹ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 468-469 et 531-535 ; Pierre Salmon, « Une impuissante "non-intervention" : les limites de la prohibition du trafic d'armes, en France, à destination de la guerre d'Espagne (1936-1939) », *Histoire@Politique*, 2019, n° 37. Consulté le 5 mai 2022. URL : http://www.histoire-politique.fr/documents/37/autresArticles/pdf/HP37_Varia_PierreSalmon_def.pdf.

⁴¹⁰ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 537-556.

⁴¹¹ Dès le 24 juillet 1936, le Quai d'Orsay publie un communiqué spécifiant qu'« Aucune livraison d'armes ne peut être faite à une puissance étrangère sans que le Quai d'Orsay ait été consulté ». Claude Thiébaud, « Léon Blum, Alexis Léger et la décision de non-intervention en Espagne (juillet-août 1936) », in Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990, p. 32.

⁴¹² Michael Alpert, *A New International History of the Spanish Civil War*, 2e édition., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004, p. 14-15 ; Miguel I Campos, *Armas para la República. Contrabando y corrupción, julio de 1936 - mayo de 1937*, *op. cit.*, p. 51-53.

quels que fussent leurs sentiments personnels, ont admis que le Quai d'Orsay a freiné les livraisons d'armes aux républicains espagnols, de telle sorte que les mailles du filet ont été tissées plus serrées en France qu'en Allemagne ou en Italie⁴¹³ ». Dès le mois de septembre 1936, Jean Herbette ne cache d'ailleurs pas son inclination en faveur d'une « non-intervention totale de la France⁴¹⁴ » : il intervient régulièrement auprès du Quai d'Orsay pour réclamer la mise en place d'un contrôle strict à la frontière franco-espagnole et l'extension de la « non-intervention » aux volontaires internationaux⁴¹⁵. Il dénonce ainsi le passage de ces derniers en Catalogne, organisé par « une ou plusieurs organisations » installées dans les départements frontaliers :

« Il est toujours à craindre, en effet, non seulement que le Gouvernement français soit un jour exposé à des responsabilités internationales, en raison d'agissements imputables à des influences étrangères, mais aussi que ces agissements troublent la paix intérieure en France. J'ai à peine besoin de rappeler, à ce propos, que j'ai suggéré depuis longtemps d'expurger nos régions frontalières, le long des Pyrénées, de nombreux éléments indésirables qui s'y sont introduits, et même de limiter très strictement la circulation, tant à l'entrée qu'à la sortie, par la frontière qui donne accès à la Catalogne. Cette frontière ne devrait pouvoir être franchie qu'en vertu d'autorisations individuelles et spéciales, délivrées après vérification des motifs allégués pour le voyage⁴¹⁶. »

Ainsi, parmi les diplomates du Quai d'Orsay, la crainte de la révolution espagnole et de sa propagation par-delà la frontière des Pyrénées semble avoir joué un rôle important dans la mise en place et le maintien de la politique de non-intervention. Rétrospectivement, le premier secrétaire de l'ambassade française, René Bonjean, résume d'ailleurs, devant une personne bénéficiant « de toute son amitié », la politique française à l'égard de l'Espagne républicaine. Selon lui, la « France n'a pas vendu en tant qu'entité d'État ni fourni de matériel comme le faisaient les pays totalitaires, car dès les premiers jours de la guerre, les organes directeurs ont compris qu'ils ne pouvaient pas aider au triomphe d'une anarchie⁴¹⁷ ».

⁴¹³ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse, op. cit.*, p. 477.

⁴¹⁴ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 277.

⁴¹⁵ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939), op. cit.*, p. 306-308.

⁴¹⁶ CADN, Madrid, B, 562, tél. 1539 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 décembre 1936.

⁴¹⁷ AGA, Burgos, 82/03102, exp. 6, rapport n° 2147 de la Section d'information de la Comandancia Militar e Inspección de los servicios de la frontera del Norte de España, 30 janvier 1939.

2. *Le Quai d'Orsay, l'origine française de la « non-intervention » et la pression britannique : retour sur un débat historiographique*

L'action précoce des agents du Quai d'Orsay en faveur de l'embargo sur les livraisons doit nous amener à réaborder la question de la pression britannique sur le gouvernement français, qui aurait conduit ce dernier à adopter la politique de non-intervention. Si le refus du gouvernement britannique d'appuyer la République espagnole ne fait pas débat⁴¹⁸, son rôle dans le renoncement de Léon Blum et de son cabinet à fournir des armes à l'Espagne est moins certain. Pourtant, l'historiographie francophone a, jusqu'à présent, communément admis que la pression britannique aurait été décisive dans ce revirement⁴¹⁹. Elle n'a en effet que très peu tenu compte des importants débats engendrés outre-Manche depuis les années 1970 par l'ouverture des archives britanniques, et qui ont largement nuancé la pression qu'aurait exercée la Grande-Bretagne sur le gouvernement de Léon Blum⁴²⁰ — à l'exception notable de Renaud Meltz⁴²¹. Cette relative imperméabilité de l'historiographie française s'explique notamment par l'importance qu'elle a accordé aux témoignages des militants et

⁴¹⁸ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 232-247 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 64-72 ; Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 46-49.

⁴¹⁹ Pierre Renouvin, « La politique extérieure du premier gouvernement Léon Blum », in Pierre Renouvin et René Rémond (dir.), *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*, Paris, Armand Colin - Cahiers de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1967, vol.155, p. 329-375 ; David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, *op. cit.*, p. 105-106 ; Jean Lacouture, *Léon Blum*, *op. cit.*, p. 330-362 ; BLUMÉ D. (dir.), *Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention : documents inédits présentés par Daniel Blumé (premier numéro des « Cahiers de Léon Blum »)*, Paris, Jacques Enfers, 1978 ; Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979, p. 304 ; Guy Hermet, *La guerre d'Espagne*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 107 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 218-224 ; Bartolomé Bennassar, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004, p. 154-158 ; Serge Berstein, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006, p. 513-519 ; Sébastien Farré, « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) », in Vincent Chetail, Cédric van der Poel, Sylvie Ramel et René Schwok (dir.), *Prévention, gestion et sortie des conflits*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, p. 207-208 ; Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties: l'invention française de la non-intervention », *op. cit.*, p. 108-112 ; Frédéric Monier, *Léon Blum: la morale ou le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 147-152 ; Nicolas Lépine, *Guerre d'Espagne et socialisme international. Dernière chance pour l'ordre démocratique d'entre-deux-guerres*, *op. cit.*, p. 25-26.

⁴²⁰ David Carlton, « Eden, Blum, and the Origins of Non-Intervention », *Journal of Contemporary History*, 1971, vol. 6, n° 3, p. 40-55 ; M.D. Gallagher, « Léon Blum and the Spanish Civil War », *Journal of Contemporary History*, 1971, vol. 6, n° 3, p. 56-64 ; Glyn Stone, « Britain, Non-Intervention and the Spanish Civil War », *European Studies Review*, 1979, vol. 9, p. 129-149 ; Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 15-30. Carlton David, « Eden, Blum, and the Origins of Non-Intervention », *Journal of Contemporary History*, vol. 6, n° 3, 1971, p. 40-55 ; Gallagher M. D., « Léon Blum and the Spanish Civil War », *Journal of Contemporary History*, vol. 6, n° 3, 1971, p. 56-64 ; Stone Glyn, « Britain, Non-Intervention and the Spanish Civil War », *European Studies Review*, vol. 9, 1979, p. 129-149 ; Edwards Jill, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 15-30. Michael Alpert reprend d'ailleurs plusieurs éléments de cette discussion dans son livre de référence et, s'il ne tranche pas les débats, semble mettre en doute l'existence d'une pression directe : Michael Alpert, *A New International History of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 20-24 et 40-48.

⁴²¹ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 469-481 ; Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », *op. cit.*

dirigeants socialistes qui ont maintenu vivace l'argument d'une pression venue d'Angleterre pour expliquer le revirement de Léon Blum⁴²². Pierre Salmon a en particulier montré à quel point l'histoire de la non-intervention en France a été écrite depuis les années 1960 à partir des témoignages d'un « groupe restreint » de « producteurs de mémoire » ayant organisé depuis le gouvernement l'aide à la République espagnole à partir du « relâchement » de la politique de « non-intervention » : Gaston Cusin, Giulio Ceretti, Pierre Cot, Jules Moch, André Blumel, Vincent Auriol, Ernest Labrousse, etc. Il s'agit pour l'essentielle d'une « mémoire “d'en haut” », formulée par d'anciens ministres ou membres de cabinets. Leurs témoignages se sont mêlés aux travaux d'historiens et ont, jusqu'à présent, très peu été remis en cause. Ils ont pourtant délivré un discours plus politique qu'historique, à travers un « récit canonique » qui vise à présenter un gouvernement de Front populaire qui, résolument antifasciste, entre en résistance dès le déclenchement de la Guerre d'Espagne, perçue comme un prologue de la Seconde Guerre mondiale. Ce récit se construit alors autour d'« images iconiques » parmi lesquelles la pression anglaise qui force le gouvernement français à revenir sur la volonté d'aider son homologue espagnol occupe une place importante⁴²³. Quant à l'historiographie espagnole, elle a généralement suivi l'historiographie française sur ce point⁴²⁴.

Pourtant, depuis l'ouverture des archives du Foreign Office aux chercheurs, aucune preuve documentaire n'a permis d'attester une pression directe du gouvernement britannique sur son homologue français⁴²⁵. En revanche, il apparaît clairement que le Quai d'Orsay et son secrétaire général Alexis Léger ont joué un rôle primordial dans l'adoption de la politique de non-intervention. Depuis la contribution de Claude Thiébaud, lors du colloque de Perpignan sur les Français et la Guerre d'Espagne, et qui a été largement confirmée depuis par les

⁴²² Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties: l'invention française de la non-intervention », *op. cit.*, p. 111.

⁴²³ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 77-122.

⁴²⁴ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 8-28 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 66-72 ; Enrique Moradiellos, *El refugio de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001, p. 92-106 ; Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, *op. cit.*, p. 25-62 ; Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », in Ángel Viñas (dir.), *Al servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Madrid, Marcial Pons, 2010, p. 123-125 ; Enrique Moradiellos, « Un Triángulo vital para la República: Gran Bretaña, Francia y la Unión Soviética ante la Guerra Civil española », *Amnis*, 2021, vol. 1. URL : <https://journals.openedition.org/amnis/248>. Consulté le 10 juin 2022.

⁴²⁵ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 21 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 53 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 219.

travaux de Renaud Meltz, nous savons en effet que l'origine de la politique de non-intervention se trouve du côté d'Alexis Léger et de l'équipe de diplomates qui l'entoure à la tête du ministère des Affaires Étrangères⁴²⁶. Ainsi, le sous-directeur d'Afrique, René de Saint-Quentin, affirme à l'ambassadeur britannique à Paris, George Clerk, que « le Quai d'Orsay a eu à exercer toute son influence » pour que le gouvernement Blum renonce à livrer des armes à la République espagnole le 25 juillet 1936⁴²⁷. En effet, face à la division du cabinet français sur les livraisons d'armes, les agents du Quai d'Orsay n'hésitent pas à instrumentaliser la Grande-Bretagne pour imposer leur politique. Ainsi, alors que le Foreign Office reçoit avec un certain scepticisme le 1^{er} août 1936 la proposition française visant à instaurer un plan de non-immixtion, le 4 août, le conseiller de l'ambassade française à Londres, Roger Cambon, presse à deux reprises George Mounsey pour obtenir une réponse positive du cabinet britannique. Il demande alors « explicitement au gouvernement anglais de contenir les interventionnistes du Front Populaire⁴²⁸ » : « Seule l'affirmation de la solidarité franco-britannique permettra à Blum de résister aux éléments qui, en France, sont déterminés à aider le gouvernement espagnol. Il est déjà peut-être trop tard pour y parvenir⁴²⁹. »

Certes, l'ambassadeur britannique George Clerk intervient de manière décisive auprès d'Yvon Delbos le 7 août 1936, la veille du troisième conseil des ministres qui adopte définitivement la non-intervention. Lors de cet entretien, il met en garde le ministre des Affaires Étrangères sur les livraisons d'armes : la France est-elle vraiment convaincue que le gouvernement de Madrid est le véritable gouvernement et non « un écran derrière lequel les éléments anarchistes les plus extrémistes géraient le cours des événements⁴³⁰ » ? Il souligne également à cette occasion « le danger d'une position qui, plaçant peut-être définitivement le gouvernement français dans un camp, entraverait l'étroite coopération » entre la France et la Grande-Bretagne⁴³¹. La visite de Clerk a été interprétée comme une ingérence britannique

⁴²⁶ Claude Thiébaud, « Léon Blum, Alexis Léger et la décision de non-intervention en Espagne (juillet-août 1936) », *op. cit.* ; Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 469-481 ; Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », *op. cit.*

⁴²⁷ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 474.

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 22 ; Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 474.

⁴³⁰ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 26 ; Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 242 ; Bartolomé Bennassar, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, *op. cit.*, p. 156.

⁴³¹ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 25 ; Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 242 ; Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 475.

dans le débat français⁴³², d'autant plus que l'ambassadeur ne cache pas avoir agi ainsi « avec la certitude de renforcer la position des éléments modérés et responsables du cabinet » face aux « plus extrémistes », qui exercent « une pression croissante sur Blum⁴³³ ». Néanmoins, si le Foreign Office approuve sa démarche le 10 août 1936, le représentant britannique a agi de sa propre initiative et sans instruction⁴³⁴. Georges Mounsey note ainsi dans une minute que le « Gouvernement de Sa Majesté n'a fait aucune démarche du genre suggéré⁴³⁵ ». Du reste, cette rencontre n'est pas fortuite : elle a été organisée par le Quai d'Orsay. Le conseiller de l'ambassade britannique à Paris, Hugh Lloyd Thomas, a en effet été sollicité quelques jours auparavant par directeur politique du Quai d'Orsay, Paul Bargeton, probablement mandaté par Alexis Léger⁴³⁶. Bargeton lui déclare alors que « la position de Delbos, de Chautemps et d'autres membres plus raisonnables du gouvernement était très fragile et que tout ce que nous [la Grande-Bretagne] pourrions faire pour renforcer la main de Delbos serait le bienvenu⁴³⁷ ». Comme le souligne Renaud Meltz, le « directeur politique et le secrétaire général faisaient corps pour réclamer du Foreign Office qu'il relaie et démultiplie la pression qu'ils exerçaient sur le gouvernement français⁴³⁸ ». Le Quai d'Orsay et les membres du cabinet opposés aux livraisons d'armes s'emploient en effet depuis plusieurs jours à répandre officieusement des rumeurs relatives à la pression britannique⁴³⁹. Alexis Léger mobilise à cette fin ses contacts au sein du Parti radical — en particulier les présidents des deux Chambres, Jules Jeanneney et Édouard Herriot — et de la presse — notamment Pertinax et Geneviève Tabouis — pour exercer une pression sur le gouvernement Blum, en introduisant l'enjeu britannique⁴⁴⁰.

Les intrigues de la direction du Quai d'Orsay font mouche : lors du conseil des ministres qui adopte la non-intervention le 8 août 1936, Yvon Delbos mobilise cet enjeu britannique pour faire pencher la balance en faveur de l'embargo. Selon le sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, Pierre Vienot, « les paroles de l'ambassadeur [Clerk] ont été des plus utiles⁴⁴¹ ». Ces manœuvres achèvent de convaincre les partisans de l'aide à l'Espagne de se rallier à la politique de non-intervention, au nom de la préservation de l'entente avec la

⁴³² Bartolomé Bennassar, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, *op. cit.*, p. 156.

⁴³³ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 475.

⁴³⁴ *Ibid.*

⁴³⁵ Cité par Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 27.

⁴³⁶ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 475.

⁴³⁷ Cité par Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 26.

⁴³⁸ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 475.

⁴³⁹ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 27.

⁴⁴⁰ Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », *op. cit.*, p. 61-62.

⁴⁴¹ Cité par Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 26.

Grande-Bretagne. Dans une lettre qu'il écrit à Sir Orme-Sargent, Hugh Lloyd Thomas évoque ainsi la visite de deux représentants du Labour Party, Walter Citrine et William Gillies. Ces derniers lui confient que « les représentants de la Confédération Générale du Travail et d'autres dirigeants travaillistes [socialistes], qu'ils avaient rencontrés, étaient convaincus que le Gouvernement de Sa Majesté avait dit au Gouvernement français que, si celui-ci intervenait activement au nom du Gouvernement de Madrid, ils ne pourraient plus compter sur le soutien du Gouvernement de Sa Majesté en cas de problème avec l'Allemagne ». Ils ajoutent que dès lors, « Jouhaux et compagnie ont décidé de mettre de l'eau dans leur vin et de relâcher leur pression sur M. Blum⁴⁴² ». Comme le note Jill Edwards, Léon Blum a probablement joué un rôle important dans la diffusion de cette idée : « Contraint de capituler, la théorie de la pression britannique était de loin l'explication la plus acceptable à proposer à son extrême gauche et aux syndicats⁴⁴³ ».

Ainsi que l'a démontré Tom Buchanan, la mention d'une pression britannique conduit par ailleurs les dirigeants du Labour à enquêter sur les origines de la politique de non-intervention⁴⁴⁴. À la fin du mois d'août, ils parviennent néanmoins à la conclusion que cette politique est une « initiative purement française » : le gouvernement français « a non seulement fait la proposition de "non-intervention", mais il y a immédiatement donné suite lui-même⁴⁴⁵ ». Anthony Eden, qui nie que la Grande-Bretagne avait exercé une quelconque pression sur la France, a en effet offert à une délégation du Labour, le 19 août 1936, d'examiner la correspondance échangée à ce sujet entre les deux pays⁴⁴⁶. Les délégués travaillistes repoussent l'offre, car « ils n'avaient aucune raison de douter de la véracité » de son propos⁴⁴⁷. Par ailleurs, le Secrétaire d'État propose au cabinet britannique, le 28 octobre 1936, de « rendre compte aussi complètement que possible de l'origine de l'accord de non-intervention et de la création du Comité international à Londres » devant le Parlement. Il entend ainsi souligner que, « malgré des rumeurs contraires, l'initiative a été prise par le gouvernement français⁴⁴⁸ ». Ainsi, si la diplomatie britannique exerce une pression sur

⁴⁴² Cité par Jill Edwards, *Ibid.*, p. 27-28.

⁴⁴³ *Ibid.*, p. 28.

⁴⁴⁴ Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 51-55.

⁴⁴⁵ *Ibid.*, p. 55-56.

⁴⁴⁶ Douglas Little, « Red Scare, 1936: Anti-Bolshevism and the Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War », *Journal of Contemporary History*, 1988, XXIII, p. 305 ; Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 51.

⁴⁴⁷ Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 51.

⁴⁴⁸ TNA, PRO, CAB 23/86/1 (Records of the Cabinet Office, War Cabinet and Cabinet Minutes, sous-série « Conclusions »), « Cabinet 60 (36). Meeting of the Cabinet to be held at No. 10, Downing Street, S.W.1., on Wednesday, 28th October, 1936, at 11.0 a.m. »

l'exécutif français en faveur de la non-intervention, c'est à la demande du Quai d'Orsay qui cherche à imposer sa politique à un cabinet divisé. Et cette pression est d'autant plus efficace que les rapports des représentants français en Espagne font par ailleurs écho aux mises en garde formulées par George Clerk devant Yvon Delbos, sur le pouvoir dont disposeraient les anarchistes derrière « l'écran » offert par le gouvernement de Madrid. René de Saint-Quentin confie ainsi à l'ambassade britannique que les rapports de René Bonjean et du lieutenant-colonel Henri Morel décrivent la « confusion [qui] règne à Madrid », où « le gouvernement semble exercer très peu d'autorité⁴⁴⁹ ».

Selon Renaud Meltz, plusieurs éléments permettent d'expliquer cette manœuvre du Quai d'Orsay. Outre le poids de la tradition de non-immixtion et d'une certaine anglophilie, le profil des agents à la tête du ministère des Affaires Étrangères a certainement renforcé leur volonté de freiner les velléités d'intervention du Front populaire : « bourgeois protestants, plutôt fortunés et d'un libéralisme tempéré », « ils manifestent leur attachement à la démocratie radicale, tout en protégeant la République de toute tentation socialiste, à l'heure du Front populaire⁴⁵⁰ ». Le biographe d'Alexis Léger mentionne ainsi « un certain sentiment de classe » et un « anticommunisme viscéral » qui le préviennent contre la coalition de gauche⁴⁵¹. Dans ce contexte, la Guerre d'Espagne généralise la « circonspection » des fonctionnaires du Quai d'Orsay. Ainsi, une « vive hostilité de principe, chez les éléments les plus conservateurs, la peur du désordre, et la crainte que l'idéologie commandât les réflexes du gouvernement français, plus largement, réunissaient les diplomates dans une méfiance vigilante à l'égard du *Frente Popular*⁴⁵² ». Or, les rapports reçus d'Espagne ne sont pas de nature à les rassurer et encouragent plutôt l'instauration d'un embargo sur les livraisons d'armes. Ces dépêches et ces télégrammes ont d'ailleurs pu contribuer à ébranler les propres convictions interventionnistes de Léon Blum. Ce dernier reçoit en effet chaque matin des copies de la correspondance diplomatique⁴⁵³. Le récit des désordres et des violences révolutionnaires qui s'emparent de l'arrière républicain n'a alors probablement pas manqué

⁴⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/250532, W8904/62/41, tél. 271 de Sir George Clerk au Foreign Office, 17 août 1936.

⁴⁵⁰ Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », *op. cit.*, p. 55-58.

⁴⁵¹ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 464.

⁴⁵² *Ibid.*, p. 468.

⁴⁵³ Jean Lacouture, *Léon Blum*, *op. cit.*, p. 309. Informé de ce fait par Émile Charvériat, Jean-Baptiste Barbier le mentionne également dans ses mémoires. Parlant de « trahison », le conseiller de l'ambassade laisse libre cours à son antisémitisme et relate que « les télégrammes des agents diplomatiques étaient envoyés chaque matin à la Présidence du Conseil où M. Blum en donnait connaissance à une espèce de sanhédrin composé de Juifs internationaux et avant tout de Juifs allemands expulsés par Hitler ». Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 641.

d'alarmer le président du Conseil français. Ce « juriste si soucieux de la légalité⁴⁵⁴ » n'avait-il pas craint, durant les grèves de juin, de voir son gouvernement débordé par les masses que, selon le militant communiste Giulio Ceretti, il redoutait⁴⁵⁵ ? En octobre 1936, l'un de ses plus proches collaborateurs, Eugène Montel, déclare ainsi devant un agent franquiste, José Bertrán y Musitu, que « son groupe politique (SFIO) est plus proche des carlistes espagnols que des anarchistes⁴⁵⁶ ». Enfin, la voix du président du Conseil arbitre la décision en faveur de l'embargo lors du conseil des ministres du 8 août 1936, selon le témoignage de Jules Moch : tandis que quatre ministres radicaux et cinq ministres socialistes sont favorables aux livraisons d'armes, quatre ministres radicaux et six ministres socialistes — dont Léon Blum — se prononcent en faveur de la politique de non-intervention⁴⁵⁷.

Dans ces conditions, l'hypothèse d'une « politisation du renseignement⁴⁵⁸ » fourni par les diplomates et les consuls français en Espagne pourrait se renforcer. Par l'interprétation simplificatrice et manichéenne qu'ils offrent de la guerre civile, opposant d'un côté le camp républicain soumis aux « désordres » révolutionnaires et aux « atrocités rouges » et de l'autre le camp rebelle où l'ordre est rétabli et maintenu par les militaires insurgés⁴⁵⁹, ne cherchent-ils pas à réfréner les velléités interventionnistes de leur gouvernement ? En l'absence de correspondance privée, il est difficile de vérifier cette hypothèse. Néanmoins, le cas de Jean-Baptiste Barbier suggère que certains agents ont effectivement pu être tentés d'infléchir la politique française par leurs rapports sur la situation espagnole. Dans ses mémoires, le conseiller de l'ambassade française évoque ainsi une visite qu'il rend à Édouard Herriot, lors d'un congé à Paris en octobre 1936, et durant laquelle il saisit l'occasion « de mettre dans la main d'un des manitous du régime quelques vérités concernant les événements d'Espagne⁴⁶⁰ » :

« Je ne cachais pas à Herriot que, d'après les rapports fort intéressants et précis de nos consuls, la cause du régime Azaña s'identifiait de plus en plus avec celle d'une bande d'extrémistes révolutionnaires, que le Gouvernement résidant à Madrid semblait de

⁴⁵⁴ Jean Lacouture, *Léon Blum, op. cit.*, p. 286.

⁴⁵⁵ Giulio Ceretti, *À l'ombre des deux T*, Paris, Julliard, 1973, p. 131. Sur l'inquiétude de Blum face aux grèves de 1936, voir Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 458 et 471.

⁴⁵⁶ AGMAV, 2458,1, note d'information du SIFNE, Biarritz, 12 octobre 1936.

⁴⁵⁷ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española, op. cit.*, p. 16.

⁴⁵⁸ Peter Jackson, « La politisation du renseignement en France, 1933-1939 », in Georges-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Paris, Economica / Institut de stratégie comparée, 2001, p. 63-81.

⁴⁵⁹ Voir le chapitre 3, p. 176-203 ; et le chapitre 4, p. 243-251.

⁴⁶⁰ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus, op. cit.*, p. 630.

jour en jour incapable de maintenir l'ordre dans les régions restées théoriquement sous son autorité et qu'il devenait notoirement le complice, sinon même l'instigateur, d'atrocités sans nom et sans nombre⁴⁶¹. »

Il récidive peu de temps après. En décembre 1936, alors qu'il occupe la gérance de l'ambassade en l'absence de Jean Herbette, il obtient d'Émile Lasmartres, le consul général de France à Saint-Sébastien, la brochure sur les « atrocités rouges » commises en Andalousie éditée par Luis Bolín, le responsable de la propagande rebelle⁴⁶². Il s'empresse de la « transmettre officiellement » au Quai d'Orsay, « afin de défaire la légende qui présentait comme des autorités fonctionnant d'une manière normale le Gouvernement de Largo Caballero et ses acolytes de tout rang ». Il entend alors « rendre un service à la cause de la vérité et, par voie de conséquence, à celle de la France⁴⁶³ ». Le sous-directeur d'Europe, Émile Charvériat, lui reproche néanmoins d'avoir transmis cette brochure de propagande et lui recommande d'être « prudent » : « On trouve qu'au cours de la quinzaine où vous avez disposé de la signature à Saint-Jean-de-Luz en l'absence de l'Ambassadeur, vous avez déjà trop marqué tendance à partir en guerre pour Franco⁴⁶⁴ ». Cela n'empêche toutefois pas le Quai d'Orsay, en janvier 1937, de nommer Barbier chargé d'affaires à Valence, où le gouvernement républicain espagnol s'est réfugié le 6 novembre 1936⁴⁶⁵. Le vice-consul à Valence, Charles Baufumé, se rend aussi à Paris au début de l'année 1937 afin « d'éclairer exactement le Département sur le caractère de la Guerre Civile ». Il est reçu « par Monsieur Charvériat et Monsieur Rochat, directeurs des Affaires Politiques qui furent sans doute impressionnés par l'exposé exact et tragique [qu'il ne pouvait] manquer de leur faire sans manquer à la vérité⁴⁶⁶ ». Le cas de Georges Moraud, consul de France à Séville, paraît également significatif. L'empressement avec lequel il communique la motion de la colonie française de Cordoue dénonçant les « atrocités rouges » et demandant au gouvernement français de renoncer aux livraisons d'armes contraste avec le silence qu'il observe sur la terreur militaire qui s'abat sur sa circonscription consulaire et dont il a connaissance⁴⁶⁷. Le filtrage de l'information qu'il exerce à cette occasion n'est alors pas très éloigné de la

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 629.

⁴⁶² Voir le chapitre 4, p. 275-277.

⁴⁶³ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 634.

⁴⁶⁴ *Ibid.*, p. 641.

⁴⁶⁵ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, *op. cit.*, p. 340-343.

⁴⁶⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 49, dossier de Charles Baufumé, « Notice sur les services au titre de la Guerre Civile d'Espagne à Valence de 1935 à fin 1938, concernant : Charles Marie Félix Baufumé [...] ».

⁴⁶⁷ Voir le chapitre 4, p. 285-296.

manipulation. Ses rapports ont-ils par ailleurs exercé une influence sur le revirement de Jean Herbette ? Nous pouvons nous poser la question. L'ambassadeur français semble en effet lui accorder une grande confiance : en 1934, il qualifie ses services de « très bons » auprès de la direction du Personnel du Quai d'Orsay⁴⁶⁸.

Il reste néanmoins difficile de discerner ce qui relève d'une manipulation consciente ou d'un aveuglement lié aux convictions intimes des agents et aux représentations sociales qui les travaillent. Nous pouvons tout au mieux émettre l'hypothèse que les velléités d'intervention d'une partie du gouvernement français ont probablement renforcé leur méfiance à l'égard du Front Populaire et de son homologue espagnol, le Frente Popular. Quoiqu'il en soit, les rapports des diplomates et des consuls français en Espagne n'ont certainement pas incité le Quai d'Orsay à se rallier à la politique de soutien aux républicains initialement envisagée par Léon Blum et son gouvernement. En agitant la menace de la révolution espagnole et de sa possible propagation en France, ils ont au contraire contribué à la mise en place d'un embargo sur les livraisons d'armes, qu'ils ont tout de suite approuvé.

Conclusion

Afin de tenir compte de l'influence des « forces profondes » dans le « processus de décision », les historiens et les historiennes de relations internationales, à la suite de Pierre Renouvin et de Jean-Baptiste Duroselle, se sont très tôt attachés à interroger la qualité de l'information à la disposition des groupes dirigeants en politique étrangère⁴⁶⁹. Ce faisant, ils ont été amenés à prendre en compte les groupes, les milieux et les réseaux dans lesquels s'insèrent les acteurs qui prennent part à ce processus de décision, et au « formatage social et culturel » qui les lie à « un certain groupe social » et « les conduit à en adopter les représentations et les ambitions⁴⁷⁰ ». Robert Frank a ainsi souligné l'importance de prendre en compte « leur culture, leurs préjugés et leur position dans la société⁴⁷¹ ». Si, jusqu'à une date

⁴⁶⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 145, dossier de René Castéran, note rendant compte d'une visite de Jean Herbette, 12 décembre 1934.

⁴⁶⁹ Voir notamment Elisabeth Du Réau, « L'information du “décideur” et l'élaboration de la décision diplomatique française dans les dernières années de la III^e République », *Relations internationales*, 1982, n° 32, p. 525-541 ; Jean-Claude Allain, « Le groupe dirigeant dans la conduite des relations internationales », *Relations internationales*, 1985, n° 41, p. 79-92 ; Jean-Claude Allain, « De la personnalité au groupe de décision. Leur pouvoir sur le cours de l'histoire internationale », *Relations internationales*, 1995, n° 83, p. 317-326.

⁴⁷⁰ Pierre Jardin, « Groupe, réseau, milieu », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 520-521.

⁴⁷¹ Robert Frank, « Milieux, sociabilités, acteurs et processus de décision », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 473.

relativement récente, cette invitation a surtout concerné ceux que Pierre Guillen qualifiait de « premiers rôles » et qui se trouvent au cœur des processus de décision au sein des cabinets ministériels et des administrations centrales, elle est largement valable pour les acteurs de « second rôle » qui exécutent en aval la décision, en y imprimant leur marque personnelle⁴⁷². Ainsi, l'information et la politique que les diplomates français et britanniques produisent et préconisent sont intimement liées à leur insertion dans un certain milieu social, dans certains réseaux relationnels, ainsi qu'à leur appartenance commune à un groupe professionnel doté de certaines traditions et de certains réflexes. Cette triple insertion conditionne fortement leur perception des événements espagnols et les réponses qu'ils entendent y apporter, agissant comme autant de filtres qui finissent par « politiser » les renseignements qu'ils produisent⁴⁷³. Ainsi, leurs appartenances – tant religieuse qu'aux classes moyennes et supérieures – accroissent leur empathie à l'égard des victimes des violences révolutionnaires et anticléricales, et les amènent à voir dans le camp républicain un péril qui menace leur existence. Par ailleurs, les relations qu'ils ont tissées avant la guerre civile, du fait de leurs fonctions ou des sociabilités propres à leurs milieux sociaux, facilitent leur alignement conjoncturel avec la rébellion militaire et ses soutiens qui, face au péril révolutionnaire, apparaissent comme une garantie pour la préservation de l'ordre social auquel ils s'identifient. En effet, l'*habitus* de l'administration régaliennne à laquelle ils appartiennent tend à renforcer leur adhésion à l'ordre social en vigueur et leur hostilité à l'égard des processus révolutionnaires.

Du reste, les représentants français et britanniques ne se situent pas en dehors de la société qu'ils ont la charge de représenter : ils ne sont pas insensibles aux débats qui traversent les opinions publiques de leurs pays, et dont les mouvements peuvent agir en retour sur leur perception des événements. Les contextes politiques distincts en France et en Grande-Bretagne peuvent ainsi expliquer les attitudes parfois différentes qu'observent les agents des deux pays en Espagne. La victoire du Front Populaire, le mouvement de grèves qui lui succède et les velléités d'intervention d'une partie du gouvernement Blum ont ainsi alimenté

⁴⁷² Pierre Guillen, « Les acteurs des relations internationales : état de la question et méthodologie, l'historiographie française », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 15-22. Les travaux de Claire Sanderson, de Marion Aballéa et d'Isabelle Dasque offrent un bon exemple de cet intérêt renouvelé pour les « seconds rôles », pour les milieux et les réseaux dans lesquels ils s'insèrent, ainsi que pour la culture et les préjugés qui modèlent leurs représentations et leurs ambitions : Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 ; Marion Aballéa, *Un exercice de diplomatie chez l'ennemi. L'ambassade de France à Berlin, 1871-1933*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017 ; Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, *op. cit.*

⁴⁷³ Peter Jackson, « La politisation du renseignement en France, 1933-1939 », *op. cit.*

parmi les diplomates français la crainte d'une contagion révolutionnaire de part et d'autre de la frontière des Pyrénées. Cette crainte a alors favorisé leur polarisation à l'égard de la guerre civile espagnole, et l'information qu'ils ont produite en a probablement pâti. À l'inverse, la moindre polarisation de la société britannique semble avoir permis l'émergence de discours plus équilibrés — bien que minoritaires —, comme celui de George Ogilvie-Forbes, ainsi que des retournements plus précoces, comme celui de William Oxley. Mais là encore, les relations et les affects personnels s'avèrent centraux pour comprendre ces cas particuliers.

Tous ces éléments nous amènent à nous interroger, à la suite des sciences politiques, sur la rationalité de l'information qui est produite et de la décision qui en découle. Comme le souligne Pierre Grosser, « l'individu-décideur » apparaît « dépendant de ses perceptions (souvent biaisées), et de ses croyances⁴⁷⁴ ». En effet, « il semble désormais que cognition et affect ne peuvent être vraiment séparés⁴⁷⁵ ». Ainsi, « la colère et l'inimitié contribuent au biais de perception, puisqu'elles empêchent souvent de tenir compte des arguments émis par une personne exécrée ou méprisée⁴⁷⁶ ». Jean-Frédéric Morin partage également cette analyse. Il souligne notamment que le « niveau élevé de stress » causé par certaines crises internationales « peut réduire la complexité cognitive des dirigeants » qui participent au processus de décision. Ainsi, « plusieurs études indiquent qu'un stress intense et prolongé atrophie momentanément la complexité du système de croyances des décideurs, réduit leur tolérance pour l'ambiguïté et favorise le recours aux stéréotypes et aux analogies⁴⁷⁷ ». Dès lors, on comprend mieux le poids des discours contre-révolutionnaires dans la perception que les représentants français et britanniques ont des événements espagnols, y compris dans ses inventions les plus fantaisistes. Comme le rappelle Eduardo González Calleja, ces discours visent à instiller la peur en agitant le péril révolutionnaire et en désignant un adversaire menaçant : le Frente Popular⁴⁷⁸. Ils contribuent à créer un climat d'inquiétude au sein des diplomates français et britanniques. Ces derniers cèdent d'ailleurs à la panique lorsqu'ils assistent avec effroi aux violences révolutionnaires qui semblent matérialiser la menace latente qu'ils redoutaient. La peur qui les saisit abolit leur discernement et affecte non

⁴⁷⁴ Pierre Grosser, « Individu et diplomatie », in Thierry Balzacq, Frédéric Chatillon et Frédéric Ramel (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2018, p. 234.

⁴⁷⁵ *Ibid.*, p. 237.

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ Jean-Frédéric Morin, *La Politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 225-226.

⁴⁷⁸ Eduardo González Calleja, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », *op. cit.*

seulement l'information qu'ils produisent, mais aussi la décision politique qui se fonde sur leurs rapports.

Chapitre 6 : Face aux premiers bombardements, des postures ambivalentes

Les bombardements de la guerre civile espagnole ont très rapidement attiré l'attention des contemporains. La presse s'en empare dès les premiers instants de la guerre, de même que les diplomates et les consuls français et britanniques en poste en Espagne. Depuis, cette attention n'a pas faibli au point de constituer un élément important de l'historiographie sur la Guerre d'Espagne. Si les bombardements de Grenade, Saragosse, Valladolid et Burgos, dans les territoires contrôlés par les militaires insurgés, sont fréquemment mentionnés dans les synthèses sur la guerre civile, les bombardements rebelles sur les villes républicaines constituent une étape véritablement incontournable du récit historique. Sont mentionnés invariablement : les bombardements sur Madrid assiégée en novembre 1936 ; celui de Guernica le 26 avril 1937, et plus généralement ceux du nord de l'Espagne ; les raids contre Barcelone du 15 au 17 mars 1938 ; ou encore les attaques de la côte levantine durant le printemps-été 1938. La « guerre aérienne » a en effet suscité l'intérêt particulièrement suivi des historiens¹, jusqu'à une date très récente comme le prouve la mise en place du programme de recherche européen *1939 Spain exports aerial terror to Europe*². Cette production s'insère alors dans une historiographie plus générale sur les bombardements du premier XX^e siècle et de la Seconde Guerre mondiale en particulier³. Les chercheurs se sont en particulier penchés sur les dimensions internationales de la guerre aérienne en Espagne, à travers l'intervention des aviations italienne, allemande et soviétique⁴, mais aussi en s'intéressant aux mobilisations

¹ Voir notamment Jesús María Salas Larrazábal, *La guerra de España desde el aire: Dos ejércitos y sus cazas frente a frente*, Barcelone, Ariel, 1969 ; Jesús María Salas Larrazábal, *Guerra aérea, 1936-1939*, Madrid, Servicio Histórico y Cultural del Ejército del Aire, 1998, vol. 4/ ; Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003 ; Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, thèse de doctorat, Universidad de Alicante, Alicante, 2019.

² URL: <https://terror1939.eu/en/>. Consulté le 31 août 2022.

³ Notamment Randall Hansen, *Foudre et dévastation. Les bombardements alliés sur l'Allemagne (1942-1945)*, Laval, Presses Universitaires de Laval, 2012 ; Thomas Hippler, *Bombing the People. Giulio Douhet and the Foundations of Air-Power Strategy, 1884-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013 ; Thomas Hippler, *Le Gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2014 ; Richard Overly, *Sous les bombes. Nouvelle histoire de la guerre aérienne (1939-1945)*, Paris, Flammarion, 2014 ; Pierre-Etienne Bourneuf, *Bombarder l'Allemagne. L'offensive alliée sur les villes pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014.

⁴ Notamment Michael Alpert, *Franco and the Condor Legion. The Spanish Civil War in the Air*, London, Bloomsbury Academic, 2019 ; Michael Alpert, *La Guerra Civil en el aire: Alemanes, soviéticos e italianos en los cielos de España*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2020 ; Stefanie Schüler-Springorum, *La guerra como aventura. La Legión Cóndor en la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza, 2014.

de l'opinion publique face aux bombardements⁵. Le point de vue des diplomates et des gouvernements français et britanniques a également été pris en compte, en particulier par les historiens qui se sont intéressés à la position des démocraties libérales face aux bombardements franquistes. Mais les bombardements de 1937 — notamment celui de Guernica — et de 1938 — en particulier celui de Barcelone — ont eu tendance à éclipser quelque peu ceux de 1936⁶. Il n'y a guère que les rapports du chargé d'affaires britannique George Ogilvie-Forbes sur les bombardements de Madrid qui ont retenu l'attention des chercheurs⁷. C'est pourquoi nous proposons d'étudier plus en détail la façon dont les représentants français et britanniques perçoivent les premiers recours aux bombardements contre les villes espagnoles durant la guerre civile. Ces premières perceptions offrent des clés de compréhension sur l'attitude ultérieure des consuls et des diplomates face aux bombardements qui gagnent en intensité en 1937 et 1938.

Les représentants étrangers sont en effet tout de suite saisis d'effroi face aux bombardements qui accompagnent le coup d'État et le début de la guerre civile. Alors que ces derniers sont dans un premier temps réalisés principalement par les forces demeurées loyales au gouvernement, leur dénonciation contribue à marginaliser davantage la République espagnole, en favorisant l'instauration d'un embargo sur les livraisons d'armes. Mais les bombardements rebelles sur Irún, Saint-Sébastien et surtout Madrid constituent un premier tournant dans la guerre, favorisant l'empathie pour les populations civiles des villes républicaines. Cependant, la position des diplomates et des consuls face aux bombardements est ambivalente. Sincèrement préoccupés du sort des civils — assimilés, par des représentations genrées, aux femmes et aux enfants —, la peur des foules — notamment lors des représailles contre les prisonniers qui succèdent aux raids aériens — et les soupçons que suscite l'intervention soviétique en Espagne empêchent cette empathie de se transformer en solidarité pour le gouvernement républicain.

⁵ Pour ne citer qu'eux : Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008 ; Robert Stradling, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, Cardiff, University of Wales Press, 2008 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, Brighton - Chicago - Toronto, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2015.

⁶ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994, p. 91-92 et 124-126 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996, p. 161-165 et 285-297 ; Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *Contemporary European History*, 2003, vol. 12, n° 3, p. 279-303 ; Pedro Barruso, « El Bombardeo de Gemika y la diplomacia francesa », *Eusko News and Media*, 2007, n° 391.

⁷ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *op. cit.* ; Robert Stradling, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 97-98 et 183-185.

I. Une dénonciation précoce des bombardements en Espagne

A. Les bombardements républicains au cœur des premières dénonciations

1. La première campagne de bombardements républicains face au soulèvement militaire

Dès les premiers moments de la guerre civile, les deux camps ont recours à l'aviation et aux navires de guerre pour bombarder les villes et les objectifs militaires aux mains de leur adversaire⁸. Néanmoins, durant les premières semaines ce sont essentiellement les bombardements réalisés par les appareils républicains qui retiennent l'attention des représentants français et britanniques en Espagne (voir la carte 9). Selon leurs correspondances, 11 localités aux mains de rebelles sont bombardées à plusieurs reprises durant les mois de juillet et août, contre 7 localités demeurées sous le contrôle des républicains. Cette proportion se réduit encore si on s'en tient au premier mois de guerre, entre le 17 juillet et le 18 août 1936 : 11 villes tenues par les rebelles seraient touchées à plusieurs reprises contre seulement 4 du côté républicain.

Si les informations transmises par les agents français et britanniques sont incomplètes — ils ne mentionnent pas les bombardements qui atteignent Mérida, Oviedo ou encore Saragosse —, ce déséquilibre repose sur une certaine réalité. Face au soulèvement militaire au Maroc le 17 juillet 1936, le commandement républicain décide en effet d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour écraser la rébellion. L'aviation et la marine, restées en majorité fidèles à la République, apparaissent alors directement mobilisables et sont employées de manière intense durant les premières semaines de la guerre civile. Les villes du Protectorat espagnol au Maroc — Tétouan, Melilla, Ceuta, Larache et Arzila — sont ainsi bombardées par air et par mer dès les premiers jours⁹. Ces attaques sont aussitôt signalées par les représentants consulaires français et britanniques qui y vivent¹⁰. Il s'agit alors de s'opposer à

⁸ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 25 et 27.

⁹ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 36-39 ; Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 25-26.

¹⁰ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, tél. 4 de Jean-Charles Serres au Quai d'Orsay, 20 juillet 1936 ; dép. 347 de Marcel Peyrouton à Jean Herbette, 24 juillet 1936 ; tél. 13-14 de Jean-Charles Serres au Quai d'Orsay, 26 juillet 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20523, W6702/62/41, dép. 52 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 19 juillet 1936 ; FO 371/20524, W7165/62/41, tél. 58 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 25 juillet 1936 ; FO 371/20525, W7233/62/41, dép. 59 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 26 juillet 1936 ; FO 371/20529, W8263/62/41, dép. 71 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 6 août 1936 ; et W8372/62/41, dép. 73 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 10 août 1936.

l'extension du soulèvement militaire, en empêchant notamment le transport des troupes rebelles de part et d'autre du détroit de Gibraltar¹¹. Cet objectif conduit d'ailleurs le commandement républicain à cibler également les villes andalouses de la côte méditerranéenne tombées entre les mains des insurgés, afin d'éviter le débarquement des troupes marocaines¹². C'est probablement le cas des bombardements signalés par les représentants français et britanniques à Cadix, Algésiras et Motril¹³. Les villes à l'intérieur des terres ne sont pas non plus épargnées. Les autorités républicaines cherchent en effet à reprendre Cordoue et Grenade, dont les militaires se sont emparées dès les premiers jours du soulèvement, mais qui demeurent isolées (voir la carte 9). Les troupes loyalistes se trouvent en effet à proximité des deux villes andalouses et lancent durant tout l'été des offensives pour s'en emparer, qui sont appuyées par l'aviation¹⁴. Elles sont dès lors l'objet de plusieurs bombardements, que signale notamment le consul de France à Séville, Georges Moraud¹⁵. Il en va de même pour les bombardements qui atteignent presque quotidiennement Palma de Majorque, et que mentionne le consul général britannique à Barcelone, Norman King¹⁶. Ils visent à préparer un débarquement républicain — mené par Alberto Bayo — sur la principale île des Baléares, afin de la reprendre aux rebelles durant la seconde moitié du mois d'août 1936¹⁷.

¹¹ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 39.

¹² *Ibid.*, p. 40.

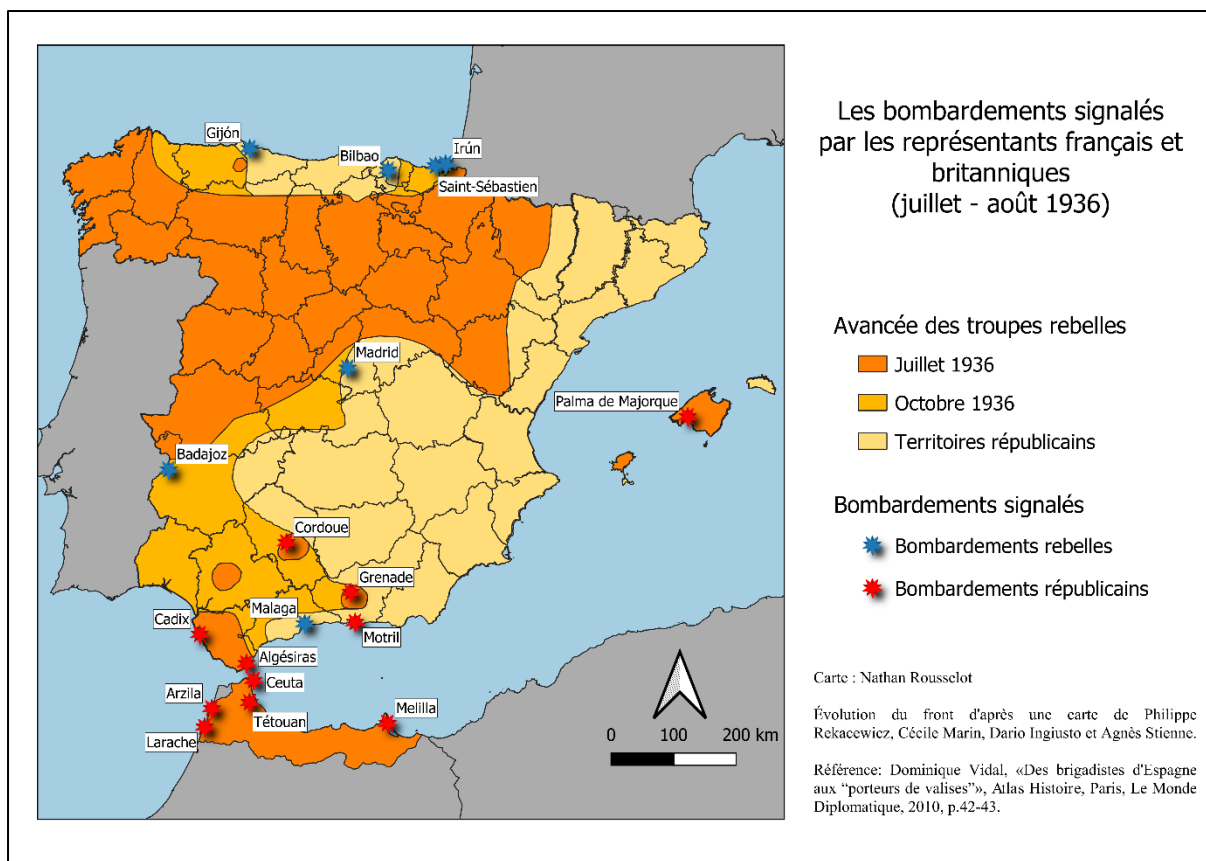
¹³ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹³, dép. 81 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 8 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20523, W6763/62/41, tél. d'E. G. Beckingsale au Foreign Office, 24 juillet 1936 ; FO 371/20528, W7968/62/41, tél. d'E. G. Beckingsale au Foreign Office, 7 août 1936 ; FO 371/20533, W9193/62/41, dép. 56 de Robert Allan Black à Eustace G. H. Formby, 5 août 1936 ; FO 371/20541, W1277/62/41, dép. 85 d'E. G. Beckingsale à Frederick G. Coultas, 19 septembre 1936.

¹⁴ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 43-48.

¹⁵ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁶, dép. 7 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 5 août 1936.

¹⁶ TNA, PRO, FO 371/20527, W7809/62/41, dép. 76 de Norman King au Foreign Office, 2 août 1936.

¹⁷ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 52-55 ; Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, *op. cit.*, p. 35-37.



Carte 9 : Les bombardements signalés par les représentants français et britanniques (juillet-août 1936).

Les appareils à disposition de l'aviation républicaine — mais aussi des rebelles — sont cependant largement « obsolètes » et reposent sur des « techniques très dépassées¹⁸ ». Il s'agit, pour un certain nombre d'entre eux, d'appareils civils convertis de manière rudimentaire en bombardiers. Ces derniers manquent dès lors de précision et leurs attaques sont sujettes à une importante dispersion. La dispersion des projectiles est d'autant plus importante que, faute d'un nombre suffisant de bombes, les équipages sont contraints de larguer des matériels inadaptés, tels que des obus de mortier et des grenades¹⁹. Aussi les bombardements atteignent-ils les populations civiles, alors même que les appareils visaient des objectifs proprement militaires, causant des dizaines de morts et de blessés. C'est le cas à Tétouan dès le 18 juillet 1936 : des bombes qui visaient le Haut-Commissariat tombent dans

¹⁸ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 15.

¹⁹ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 38 ; Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 15.

le quartier arabe de la ville et atteignent deux mosquées, tuant 15 personnes²⁰. L'événement cause alors une vive indignation au sein de la population locale²¹. C'est également le cas à Ceuta, où les bombardements du 25 juillet 1936 tuent 4 personnes et en blessent 35 autres²². Les raids meurtriers se poursuivent durant tout l'été. Le 28 août, Grenade est ainsi la cible de 23 incursions qui causent 26 morts et 57 blessés²³. Aussi les bombardements républicains suscitent-ils une réprobation précoce.

2. Les représentants français et britanniques dénoncent les bombardements républicains

Les premières condamnations des bombardements républicains sont évidemment formulées par les militaires insurgés. Dès le 25 juillet 1936, plusieurs officiers rebelles se tournent en effet vers les représentants britanniques à Tétouan et à Gibraltar pour protester. Le colonel March, commandant militaire à Algésiras, informe ainsi les autorités britanniques de Gibraltar du bombardement de Ceuta « par la flotte espagnole, en état libre de communisme » et qui aurait visé « les maisons de la ville ». Il ajoute qu'à « Algésiras, la population civile a également été bombardée » par trois navires républicains. Ces attaques, qui constituent selon lui des « atteintes aux droits de l'homme et de la civilisation », « sont le reflet des barbaries et de l'anarchisme qui règnent dans les provinces fidèles au gouvernement » espagnol. Il requiert dès lors une intervention internationale de la part des puissances étrangères, afin de prévenir ces bombardements. Afin de convaincre le gouvernement britannique d'agir, le colonel March mobilise alors des arguments soigneusement choisis. Ainsi, il s'agirait non seulement de protéger les intérêts des ressortissants étrangers vivant dans les villes bombardées, mais aussi de préserver la libre circulation dans le détroit de Gibraltar. L'officier rebelle souligne à ce propos que la flotte républicaine est constituée de « navires mutins qui sont commandés par des grades subordonnés et des bandes communistes²⁴ ». Le même jour, le général Franco informe également le consul britannique à Tétouan, A. Monck-Mason, « qu'il a attiré l'attention du Gouverneur de Gibraltar sur la violation du droit international dont les navires

²⁰ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 37-38.

²¹ CADN, Madrid, B, 567, GC 3/C, tél. 4 de Jean-Claude Serres au Quai d'Orsay, 20 juillet 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20523, W6703/62/41, dép. 53 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 20 juillet 1936.

²² TNA, PRO, FO 371/20525, W7233/62/41, dép. 59 d'A. Monck-Mason à Ernest F. Gye, 26 juillet 1936.

²³ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 44-45.

²⁴ TNA, PRO, FO 371/20524, W7071/62/41, tél. 29 du Gouverneur de Gibraltar à Anthony Eden, 25 juillet 1936.

attaquants se sont rendus coupables, en tirant à travers le détroit sur une ville ouverte²⁵ ». Au début du mois d'août, le représentant britannique reçoit par ailleurs une note verbale du Haut-Commissariat espagnol, alors aux mains des rebelles, « protestant contre le bombardement des “villes ouvertes de l'Empire marocain”, Arzila et Larache, qui a causé de nombreux dégâts matériels et de nombreux morts et blessés parmi la population civile ». Les militaires insurgés demandent une nouvelle fois que « les assaillants soient déclarés pirates, car la vie et les biens des étrangers ne peuvent être garantis contre les attaques sporadiques de ces navires, tandis que la liberté du commerce maritime ne peut être protégée²⁶ ».

Comme le souligne Juan Boris Ruiz Núñez, ces protestations inaugurent une attitude qui sera par la suite employée indistinctement par les deux camps pour dénoncer « les brutalités » attribuées à l'ennemi qui bombarde les centres de population. Ainsi, les protestations s'attachent à dénoncer les attaques contre des « villes ouvertes », causant la mort de femmes et d'enfants. Il s'agit dès lors de souligner l'illégitimité du bombardement, qui se situe ainsi « en dehors des réglementations internationales²⁷ ». Cette rhétorique est donc transmise sans recul par les représentants britanniques dès les premiers instants de la guerre civile. Certains d'entre eux semblent d'ailleurs convaincus par les protestations des militaires rebelles, à l'image du vice-consul à Cadix, Robert Allan Black, qui évoque le bombardement de sa ville par « l'un des vaisseaux pirates²⁸ ». Quant à A. Monck-Mason, il transmet le 28 juillet 1936 une protestation « contre le bombardement barbare sur la ville ouverte de Melilla effectué [...] en violation de toutes les lois internationales par trois cuirassés espagnols fidèles au gouvernement de Madrid causant des dommages et des pertes », et que la colonie britannique de la ville lui a fait parvenir²⁹. Il est d'ailleurs possible que les bombardements républicains sur les villes du Protectorat espagnol au Maroc, dénoncés par les agents britanniques dès le 19 juillet 1936, aient pu jouer un rôle dans la décision britannique de neutraliser Tanger et Gibraltar, en interdisant l'accès de la flotte républicaine à leurs installations portuaires à partir du 22 juillet 1936³⁰.

²⁵ *Ibid.*, W7165/62/51, tél. 58 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 25 juillet 1936.

²⁶ TNA, PRO, FO 371/20529, W8263/62/41, dép. 71 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 6 août 1936.

²⁷ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, *op. cit.*, p. 39-40.

²⁸ TNA, PRO, FO 371/20533, W9193/62/41, dép. 56 de Robert Allan Black à Eustace G. H. Formby, 5 août 1936.

²⁹ TNA, PRO, FO 371/20525, W7375/62/41, dép. 51 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 28 juillet 1936.

³⁰ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 45-50.

Mais la dénonciation des bombardements républicains pourrait aussi avoir eu une influence sur la mise en place de la politique de « non-intervention ». Alors que le général Franco confie dès le 25 juillet 1936 à Monck-Mason que la France a fourni des avions et des bombes au gouvernement espagnol³¹, certains représentants français ne cachent pas les effets négatifs que produisent ces attaques. Dès le 20 juillet 1936, le consul français à Gibraltar et agent consulaire à Algésiras, Frank Dupuy, proteste ainsi contre le raid d'un avion gouvernemental républicain qui, selon lui, blesse plusieurs civils. Il demande alors à son homologue britannique de se joindre à sa protestation, sans succès³². Le corps consulaire de Cordoue rédige également une note de protestation contre les bombardements républicains qui touchent la ville depuis le 24 juillet 1936, et causent « de nombreuses victimes parmi la population civile³³ ». La note est alors publiée le 3 août dans *El Defensor de Córdoba*³⁴. C'est dans ce contexte que la colonie française de la ville andalouse formule la motion enjoignant au gouvernement français de ne prêter « aucune aide d'aucune sorte » aux deux belligérants, en empêchant notamment la vente d'avions de guerre ou commerciaux. En effet, les rédacteurs de la motion dénoncent également, aux côtés des « atrocités » commises par les « affiliés du Front populaire espagnol », « les bombardements aériens d'une ville ouverte comme Cordoue ». Ces derniers constituent selon eux une « iniquité sans précédent dans l'Histoire³⁵ ». À la fin du mois d'août, à l'initiative de l'agent consulaire français, Xavier Serre, le corps consulaire de Grenade publie à son tour une note dénonçant les bombardements républicains sur la ville andalouse. Ces derniers, selon Serre, ne respecteraient pas le droit international en ciblant une ville ouverte et en atteignant des hôpitaux, mais aussi des monuments comme l'Alhambra et la cathédrale. La note de protestation est alors remise au commandant militaire rebelle de Grenade³⁶. Au même moment, enfin, le gérant du consulat de France à Las Palmas, Pierre Thiais, alerte du mauvais effet que produisent dans l'île des « nouvelles sensationnelles », selon lesquelles une « escadrille de quinze avions de combat français portant les couleurs nationales et leurs distinctifs particuliers » aurait pris part aux bombardements contre des positions rebelles à

³¹ TNA, PRO, FO 371/20524, W7165/62/41, tél. 58 d'Arthur Monck-Mason à Ernest F. Gye, 25 juillet 1936.

³² TNA, PRO, FO 371/20541, W12770/62/41, dép. 85 d'E. G. Beckingsale à Frederick G. Coultas, 19 septembre 1936.

³³ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁶, dép. 7 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 5 août 1936.

³⁴ Juan Boris Ruiz Núñez, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 46.

³⁵ CADN, Madrid, B, 554, GC 1/A¹⁶, dép. 7 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 5 août 1936.

³⁶ AGA, MAE, Burgos, 82/02619 R.613, expt. 5, lettre du général Queipo de Llano au général Cabanellas, 7 septembre 1936.

Navalperal, Tolosa et Oyarzum³⁷. Le commandement rebelle communique d'ailleurs ces informations à l'ambassadeur britannique à Lisbonne, le 21 août 1936. Il ajoute que « tandis que l'Armée Nationale observe avec le plus grand soin toutes les lois de guerre, en évitant les bombardements des villes ouvertes et les sacrifices inutiles de vies humaines, ainsi que la destruction des monuments, prenant tout particulièrement garde à protéger pleinement les vies et avoirs des citoyens étrangers [...], les forces communistes armées par le Gouvernement de Madrid, ont attaqué des villes sans défense faisant de victimes parmi les femmes et les enfants ; ont bombardé l'Alhambra de Grenade et les monuments de plus haute valeur de l'Espagne³⁸ ». Ainsi, la dénonciation précoce des bombardements que la marine et l'aviation républicaines mènent contre les villes contrôlées par les militaires insurgés contribue également à la délégitimation du gouvernement espagnol et à son isolement international. Il n'est pourtant pas le seul à y avoir recours.

B. De la campagne de Guipuzcoa au siège de Madrid : les bombardements insurgés

1. La montée en puissance des bombardements rebelles

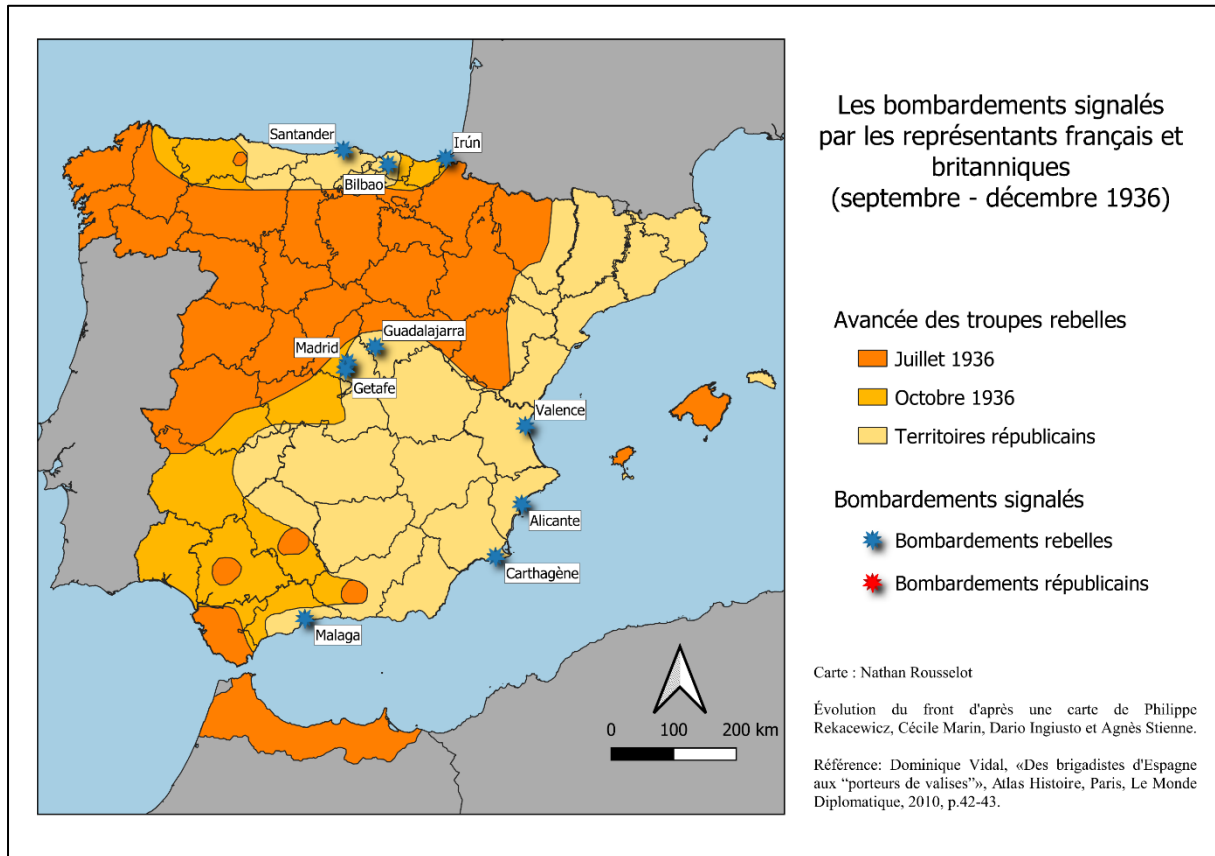
À partir de la seconde moitié du mois d'août, les représentants français et britanniques signalent de manière plus fréquente les bombardements réalisés par les militaires insurgés à Gijón, Bilbao, Saint-Sébastien, Irún, Badajoz, Malaga et Madrid³⁹. Ces attaques accompagnent d'ailleurs la progression des colonnes rebelles (voir la carte 10). Elles sont rendues possibles par l'arrivée des premiers avions italiens et allemands. En effet, 9 appareils S-81 — qui comptent parmi les avions de bombardement lourds les plus efficaces et les plus rapides de l'époque — sont livrés à l'Espagne par l'Italie fasciste dès le 30 juillet, tandis que l'Allemagne nazie envoie 20 appareils JU-52 à la fin du mois de juillet et au début du mois

³⁷ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 96 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

³⁸ AGA, MAE, Burgos, 82/3636, R.1060, dossier 206, lettre adressée à Charles Wingfield, 21 août 1936.

³⁹ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 128-129 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 29 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1019 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 août 1936 ; et tél. 1093 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 33 de René Castéran à Jean Herbette, 16 août 1936 ; CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1034-1039 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20531, W8874/62/41, dép. 55 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 10 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20533, W9061/62/41, tél. 146 de Charles Dodd au Foreign Office, 18 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20536, W9874/62/41, dép. 643 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 26 août 1936 ; W9985/62/41, tél. 85 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 août 1936 ; et W10020/62/41, tél. 84 de Georges Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 29 août 1936 ; TNA, PRO, FO 371/20540, W11751/62/41, lettre de John Granville Clissold à William R. Mackness, 25 août 1936.

d'août⁴⁰. Pourtant, peu de représentants français et britanniques mentionnent l'origine de ces avions, à l'exception du conseiller de l'ambassade britannique à Lisbonne, Charles Dodd. Ce dernier est en effet informé le 18 août 1936 par le ministre plénipotentiaire français à Lisbonne, Amé Leroy, que « Badajoz a été bombardé par des aviateurs allemands dans des avions allemands accompagnés d'officiers espagnols⁴¹ ».



Carte 10 : Les bombardements signalés par les représentants français et britanniques (septembre-décembre 1936).

Les bombardements rebelles gagnent d'ailleurs en intensité à partir du mois de septembre, jusqu'à devenir véritablement massifs à l'occasion du siège de Madrid en novembre 1936. Ils soutiennent la progression des troupes rebelles dans le nord de l'Espagne, en direction d'Irún, de Saint-Sébastien puis de Bilbao, mais aussi dans le sud, en direction de Malaga, et en direction de la capitale⁴². Avec l'arrivée de l'aide soviétique dans les ports méditerranéens à partir du mois d'octobre, Carthagène, Alicante et Valence deviennent également la cible de raids aériens qui visent à couper l'approvisionnement de la

⁴⁰ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 15-16.

⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20533, W9061/62/41, tél. 146 de Charles Dodd au Foreign Office, 18 août 1936.

⁴² Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 38-60.

République⁴³. Cette campagne éclipse alors totalement les bombardements républicains, qui disparaissent de la correspondance diplomatique consultée (voir carte la carte 10). C'est le signe d'une préoccupation croissante des représentants français et britanniques à l'égard des attaques rebelles.

2. La dénonciation des bombardements de Saint-Sébastien et d'Irún par Jean Herbette

Jean Herbette, qui n'a pas encore pris position en faveur de la rébellion militaire, est l'un des premiers à s'émouvoir des bombardements insurgés contre Saint-Sébastien. Dès la mi-août, il dénonce les raids aériens qui sont menés contre la ville basque, qu'il qualifie de « particulièrement injustifiés et même incompréhensibles » : « Saint-Sébastien est une ville ouverte qui ne renferme ni dépôts de munitions, ni usines de guerre et dont la population est en grande partie composée de personnes qui sympathisaient avec les forces de droites⁴⁴ ». Alors qu'il visite les différents points atteints par les bombardements, l'ampleur des destructions cause chez lui une forte impression : « À l'hôpital de la Maternité et dans la maison qui fait face à l'école primaire de ce quartier, les ruines produites par les obus de 305 sont terribles. Ailleurs, il y a une maison dont la façade seule est intacte ». Il met notamment en cause l'imprécision des attaques, dont les ordres « prescrivaient, paraît-il, de tirer sur le nouveau Kursaal et sur la plaza de toros où les insurgés croient sans doute (bien à tort) qu'il y a des forces militaires, mais aucun de ces objectifs n'a été atteint et tous les projectiles sont tombés sur ou près des maisons occupées par la population civile⁴⁵ ». Il s'en ouvre d'ailleurs au corps diplomatique réfugié sur la côte basque française. Il expose ainsi « le spectacle » auquel il a assisté le 17 août « en revenant [...] par mer de Saint-Sébastien, lorsque le cuirassé *España* tirait sur cette ville ». Il condamne alors le bombardement des « villes ouvertes » qui frappent « des victimes innocentes sans avoir d'ailleurs aucune efficacité proprement militaire⁴⁶ ». Et si l'on en croit les mémoires de l'ambassadeur des États-Unis, Claude G. Bowers, il va même plus loin. Alors que le gouverneur civil, Antonio Ortega, invite les correspondants de presse « à venir à constater eux-mêmes les dégâts », « Jean Herbette

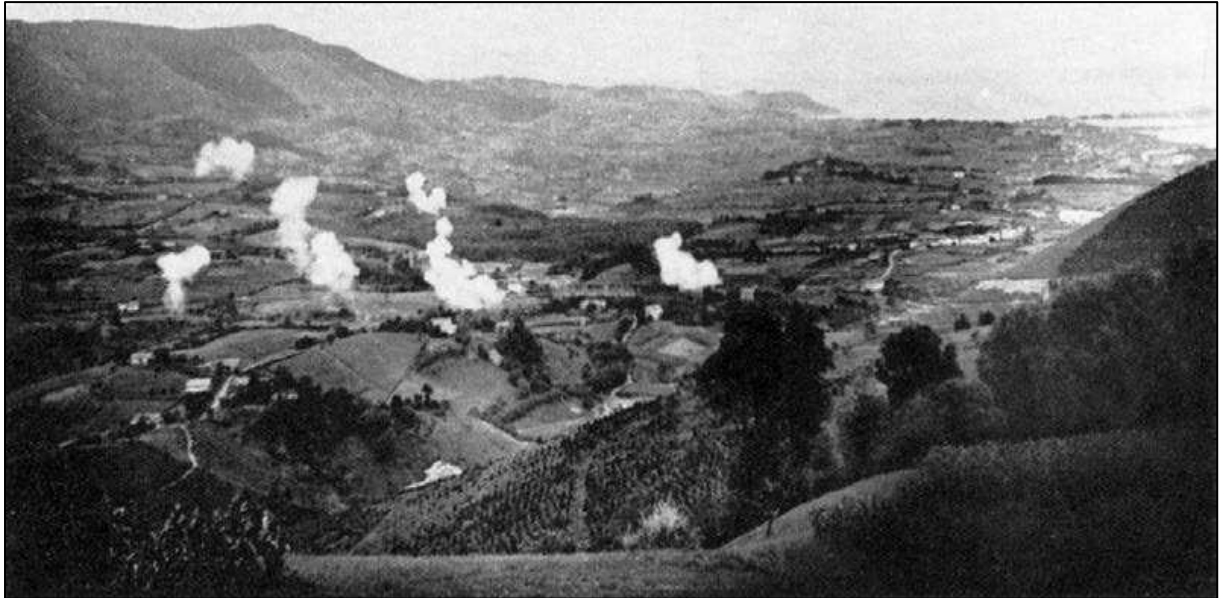
⁴³ *Ibid.*, p. 39-40.

⁴⁴ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1019 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

⁴⁵ *Ibid.*, tél. 1051-1052 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 août 1936.

⁴⁶ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1034-1039 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

[...] flétrit publiquement cette attaque sauvage et [guide] personnellement les journalistes sur le théâtre des destructions⁴⁷ ».



Photographie 18 : Le bombardement d'Irún par l'artillerie insurgée⁴⁸.

Ces dénonciations s'étendent également aux attaques qui touchent Irún à la fin du mois d'août, « lourdement attaquée par les insurgés par voie terrestre et par voie maritime⁴⁹ ». L'ambassadeur français s'émeut en effet des « bombardements persistants d'une ville ouverte » qui n'héberge « ni batteries ni dépôts ni aucun autre objectif militaire ». Il déplore en particulier les « résultats tragiques que produisent [ces] inutiles bombardements⁵⁰ ». Il s'en ouvre à nouveau auprès de ses collègues du corps diplomatique, alertant son doyen — l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla — de l'intention des rebelles de bombarder Irún le 26 août à 16h « par air, mer et terre et de la réduire si possible en ruines⁵¹ ». Si le bombardement n'intervient que le lendemain, il impressionne néanmoins l'ambassadeur britannique qui informe le Foreign Office qu'il « y a eu beaucoup de tirs ce matin et [que] des bombes ont été lancées sur Irún ». Sir Henry Chilton assiste lui-même à l'événement : lui et son équipe disposent en effet d'une « assez bonne vue depuis la chancellerie sur ce qui se passe » dans la ville frontalière, à laquelle les bureaux de l'ambassade font face⁵². La

⁴⁷ Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, Paris, Flammarion, 1956, p. 263-264.

⁴⁸ *L'Illustration*, 5 septembre 1936. Reproduite dans Pedro Barruso, *1936-1937. Guerre civile d'Espagne. Saint-Jean de Luz/Ciboure. Villes diplomatiques*, Ciboure, Jakintza, 2015, p. 55.

⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/20536, W9874/62/41, dép. 643 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 26 août 1936.

⁵⁰ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1093 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 août 1936.

⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20536, W10199/62/41, tél. 221 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 31 août 1936.

⁵² TNA, PRO, FO 371/20537, W10523/62/41, lettre de Sir Henry Chilton à Sir George Mounsey, 1^{er} septembre 1936.

proximité du corps diplomatique réfugié à Hendaye et Saint-Jean-de-Luz favorise en effet l'intérêt de ses membres pour les bombardements sur les deux villes basques voisines de la frontière française, et leur dénonciation précoce. Il en va de même pour les correspondants de presse étrangers, nombreux dans la région⁵³, qui assurent à ces raids une couverture médiatique importante, suscitant une certaine émotion dans l'opinion publique. La présence conjointe des diplomates et des correspondances de presse à Madrid s'avère d'ailleurs tout aussi importante dans la dénonciation des bombardements qui touchent la capitale espagnole à partir de la fin du mois d'octobre 1936.

3. Madrid sous les bombes : l'émotion des représentants français et britanniques

Depuis les 27 et 28 août 1936, Madrid et ses alentours sont en effet la cible de bombardements sporadiques effectués par des appareils allemands⁵⁴. Dans un premier temps, ils semblent viser surtout des objectifs militaires. Selon le chargé d'affaires britannique, le raid du 28 août ciblait ainsi le ministère de la Guerre ainsi que la gare du nord de la ville « où se trouve un dépôt de transport automobile », causant « quelques victimes ». Le lendemain, les attaques se concentrent sur les aérodromes de la banlieue madrilène⁵⁵. C'est également ce que suggèrent les télégrammes de René Bonjean jusqu'au début du mois d'octobre, qui mentionne surtout des raids sur les aérodromes de Getafe et de Guadalajara⁵⁶. Mais au fur et à mesure que le front se rapproche de la capitale espagnole, les bombardements gagnent en intensité, en particulier à partir de la fin du mois d'octobre⁵⁷. C'est en effet à partir du 30 octobre, quand un raid atteint Getafe et Madrid, que les représentants français et britannique à Madrid commencent à mentionner de nombreuses victimes civiles, parmi lesquelles se trouvent des femmes et des enfants. René Bonjean signale ainsi « la chute de 5 bombes, toutes dans le centre de Madrid⁵⁸ ». Les bombes touchent alors des rues résidentielles, des places, une église et une caserne de pompiers. Alors qu'il dénombre dans un premier temps 3 morts et une

⁵³ David Deacon, *British news media and the Spanish Civil War: tomorrow may be too late*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2008, p. 121-122.

⁵⁴ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 45 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 100.

⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20536, W9985/62/41, tél. 85 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 août 1936 ; W10020/62/41, tél. 84 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 29 août 1936 ; et W10283/62/41, tél. 109 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 1^{er} septembre 1936.

⁵⁶ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 147 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 1^{er} septembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 553, GC 1/A⁷, tél. 366 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 3 octobre 1936.

⁵⁷ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 46 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 101.

⁵⁸ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 545 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 30 octobre 1936.

quinzaine de blessés,⁵⁹ il informe dès le lendemain que l'attaque « a fait beaucoup plus de victimes qu'on ne le pensait tout d'abord. On évalue le nombre des morts à 125, parmi lesquels de nombreuses femmes et enfants. Il y a eu aussi plus de 30 blessés⁶⁰ ». George Ogilvie-Forbes évoque quant à lui la mort de 15 personnes à Madrid, auxquelles s'ajoutent environ 70 blessés. Il rapporte par ailleurs qu'à Getafe « une trentaine de petits enfants ont été tués ou horriblement mutilés », se fondant sur le témoignage d'un correspondant de l'agence de presse Reuters⁶¹. De fait, les raids du 30 octobre sont mentionnés dans la presse internationale, et en particulier dans la presse française : tandis que *Paris-Soir* annonce le 31 octobre un total de 41 morts et 130 blessés, *Le Populaire* évoque la mort de plusieurs enfants⁶². La présence des journalistes étrangers fait en effet des bombardements de la capitale espagnole un événement international⁶³.

Mais il faut attendre les premiers jours du mois de novembre et le début de la bataille de Madrid pour que les bombardements d'artilleries et aériens deviennent véritablement quotidiens⁶⁴. Le 4 novembre, George Ogilvie-Forbes informe en effet que « depuis le 28 octobre, Madrid fait l'objet de raids constants de la part des avions rebelles qui attaquent les quartiers ouvriers et les centres peuplés de la ville ». Il mentionne 80 morts et 222 blessés depuis le début du siège, et il met en cause des bombes d'un « type plus léger » qui sont employées et qui « explosent à environ deux pieds du sol, faisant des ravages considérables dans les files d'attente alimentaires⁶⁵ ». Le 6 novembre 1936, Emmanuel Neuville — le consul français à Madrid, qui succède à René Bonjean comme chargé d'affaires — évoque quant à lui un « duel d'artillerie » qui « s'est prolongé presque sans interruption pendant toute la journée », forçant la population des faubourgs à se réfugier à l'intérieur de la ville⁶⁶. Le 8, il mentionne des « salves tirées sur la ville pour intimider la population et faire pression sur les négociateurs gouvernementaux, en vue de l'évacuation de la capitale par les milices⁶⁷ ». Le lendemain, il évoque à nouveau le bombardement « par les avions et l'artillerie rebelle » : « Le quartier peuplé de la Latina a été très éprouvé. La gare du Midi a également

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*, tél. 554-555 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 1^{er} novembre 1936. Si le télégramme est envoyé le 1^{er} novembre, il est rédigé le 31 octobre 1936.

⁶¹ TNA, PRO, FO 371/20545, W14737/62/41, tél. 430 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 30 octobre 1936.

⁶² Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, *op. cit.*, p. 102.

⁶³ *Ibid.*, p. 98.

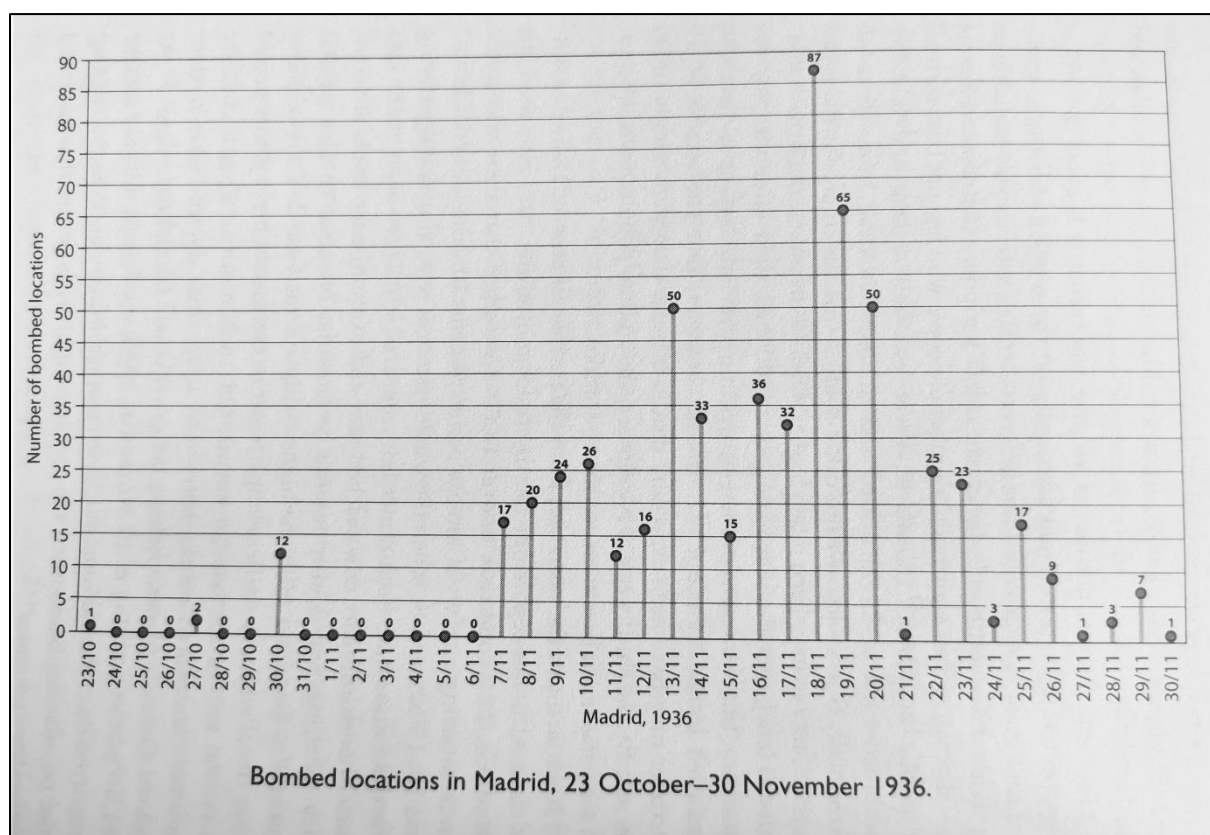
⁶⁴ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, *op. cit.*, p. 47.

⁶⁵ TNA, PRO, FO 371/20546, W15040/62/41, tél. 444 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 novembre 1936.

⁶⁶ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 591 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 6 novembre 1936.

⁶⁷ *Ibid.*, tél. 112 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 8 novembre 1936.

été atteinte. Le nombre de morts et de blessés s'élèverait à 150⁶⁸. » Ils ne cessent alors de documenter les effets des attaques qui deviennent véritablement « massives et méthodiques⁶⁹ ». Elles sont particulièrement intensives à partir du 8 novembre 1936, jusqu'à atteindre un pic les 16 et 17 novembre quand Madrid est bombardée pour la première fois de nuit. Les raids diminuent néanmoins d'intensité à partir du 23 novembre, avec la persistance toutefois de bombardements importants, mais intermittents, qui deviennent plus sporadiques à partir de janvier 1937 (voir le graphique 3)⁷⁰.



Graphique 3 : Lieux bombardés à Madrid du 23 octobre au 30 novembre 1936⁷¹.

⁶⁸ *Ibid.*, tél. 113 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 9 novembre 1936.

⁶⁹ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 47.

⁷⁰ Enrique Bordes et Luis de Sobrón, *Madrid bombardeado. Cartografía de la destrucción, 1936-1939*, Madrid, Cátedra, 2021, p. 95 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 100-102 ; Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 47.

⁷¹ Graphique extrait de Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 110.

Ces raids causent une grande impression dans l'opinion publique internationale. Selon Martin Minchom, ils apparaissent ainsi dans le monde francophone comme un « modèle » des bombardements massifs contre les populations civiles, avant que l'image de Guernica ne s'impose. Si des civils avaient déjà été victimes de bombardements aériens avant la guerre civile espagnole, l'ampleur de l'attaque qui est menée contre Madrid frappe d'autant plus les esprits, qu'il s'agit d'une grande ville européenne — Shanghai avait été la cible de bombardements similaires menés par l'armée japonaise les années précédentes⁷². La capitale espagnole est en effet l'objet d'un bombardement systématique qui vise explicitement la population civile afin de la démoraliser — selon l'aveu rétrospectif du général Kindelán, à la tête des forces aériennes rebelles⁷³. C'est ce qui a conduit une bonne part de l'historiographie espagnole de la guerre civile à considérer que Madrid constitue l'un des premiers exemples d'une application de bombardements « modernes » sur une grande ville européenne, directement inspirés de la doctrine du général italien Giulio Douhet, brouillant les frontières entre le front et l'arrière, le combattant et le civil⁷⁴. Ces innovations frappent tout de suite les représentants français et britanniques en Espagne, qui ne sont pas dupes des objectifs poursuivis. L'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Henri Morel, dénonce ainsi les bombardements « d'intimidation⁷⁵ » que les appareils rebelles mènent « sans autre but que de terroriser la population⁷⁶ ». Selon lui, c'est la crainte des insurgés de s'engager dans un combat de rues incertain qui les conduit à poursuivre une « action de démoralisation sur Madrid par canonnades, bombes et mitrailleuses d'avions⁷⁷ ». Reprenant les stéréotypes de la légende noire de l'Espagne, l'officier français voit d'ailleurs dans ces bombardements qui n'ont « aucun sens militaire⁷⁸ » le signe « d'une férocité qui tient sans doute plus à la race qu'au caractère des opinions⁷⁹ ». Quant à George Ogilvie-Forbes, il dénonce les « bombardements nocturnes indiscriminés » qui lui apparaissent « inexcusables ». Il

⁷² *Ibid.*, p. 98.

⁷³ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire, op. cit.*, p. 47.

⁷⁴ José Manuel Moreno Auriol et Daniel García Amodia, « Los primeros bombardeos “modernos” sobre una gran ciudad », in Gutmaro Gómez Bravo (dir.), *Asedio. Historia de Madrid en la guerra civil (1936-1939)*, Madrid, Ediciones Complutense, 2018, p. 205-231 ; Enrique Bordes et Luis de Sobrón, *Madrid bombardeado. Cartografía de la destrucción, 1936-1939, op. cit.*, p. 18-20 ; Thomas Hippler, *Bombing the People. Giulio Douhet and the Foundations of Air-Power Strategy, 1884-1939, op. cit.*

⁷⁵ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 143-144 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 14 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

⁷⁶ *Ibid.*, tél. 158 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

⁷⁷ *Ibid.*, tél. 163-164 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 18 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

⁷⁸ *Ibid.*, tél. 183-184 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 21 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

⁷⁹ *Ibid.*, tél. 210-211 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 25 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

mentionne notamment un raid qui a lieu le 19 novembre 1936 à 2 heures du matin et qui atteint la rue Espalter, « un quartier purement résidentiel⁸⁰ ».

Les agents français et britanniques sont d'ailleurs attentifs aux nouvelles technologies qui sont employées afin de terroriser la population. Ils rapportent en particulier l'emploi de « bombes hautement explosives⁸¹ » et de bombes ou de grenades incendiaires⁸². Le consul français et chargé d'affaires français, Emmanuel Neuville, évoque ainsi de « nombreux incendies » qui « éclairent le ciel de la capitale⁸³ ». Il mentionne aussi l'emploi d'« appareils de bombardements blindés de provenance allemande, munis de phares inférieurs puissants, facilitant le repérage des monuments publics et des agglomérations⁸⁴ ». Les dégâts causés par ces nouvelles méthodes impressionnent par ailleurs. Emmanuel Neuville s'émeut le 19 novembre du bombardement qui « se poursuit depuis 24 heures sans arrêt avec une violence sans précédent qui porterait à croire que les rebelles veulent anéantir Madrid⁸⁵ ». À la fin du mois de décembre, il évoque « la menace de la destruction de Madrid, quartier par quartier » : « Les ravages causés à Tétouan de Las Victorias où les bombes sont tombées tous les 10 ou 20 mètres font tragiquement augurer de l'avenir⁸⁶. » George Ogilvie-Forbes s'émeut également des bombardements « qui dévastent de larges zones de la ville et causent de lourdes pertes civiles⁸⁷ ». Il estime qu'à la fin du mois de novembre, « environ un quart de la ville a été détruit ou rendu inhabitable », alors que « la superficie des dégâts partiels augmente⁸⁸ ». Son estimation semble légèrement surévaluée à une date aussi précoce, mais relativement fiable à l'échelle du conflit. On estime en effet qu'à la fin de la guerre, 26 % des édifices de Madrid sont totalement ou partiellement détruits⁸⁹. Il s'agit d'ailleurs à 84 % de bâtiments résidentiels⁹⁰, ce qui montre bien que la population civile est particulièrement ciblée.

⁸⁰ TNA, PRO, FO 371/20548, W16116/62/41, tél. 326 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 19 novembre 1936.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.* ; CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 158 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

⁸³ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 161 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 novembre 1936.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*, tél. 20 de Quai d'Orsay à Jean Herbette, 20 novembre 1936. Il transmet un télégramme d'Emmanuel Neuville daté du 19 novembre 1936.

⁸⁶ *Ibid.*, tél. 327-328 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 21 décembre 1936.

⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20549, W16291/62/41, tél. 517 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 18 novembre 1936.

⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/20551, W16891/62/41, tél. 559 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 novembre 1936.

⁸⁹ Enrique Bordes et Luis de Sobrón, *Madrid bombardeado. Cartografía de la destrucción, 1936-1939, op. cit.*, p. 86-87.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 89.

Ce sont évidemment les victimes civiles qui choquent le plus le chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes. Il en dresse un compte précis dans les télégrammes qu'il envoie au Foreign Office, à partir des estimations du gouvernement républicain⁹¹. Il dénombre ainsi 354 morts et 1841 blessés dans les bombardements qui touchent Madrid du 30 octobre au 28 novembre 1936 (voir le tableau 4). Il s'approche ainsi des estimations établies par les autorités républicaines un mois après l'offensive rebelle contre Madrid — 365 morts et 1571 blessés — et par l'historien espagnol Jesús María Salas Larrazábal en 1998 – 312 morts et 1195 blessés⁹². Le diplomate britannique estime néanmoins que les pertes signalées par les autorités républicaines à Madrid « sont très sous-estimées car elles ne concernent que les personnes soignées dans les postes de secours ». Il ajoute par ailleurs que « l'organisation est si défectueuse que de nombreux blessés sont soignés en privé et que, de plus, les corps de ceux qui ont été tués sont traités séparément ». C'est pourquoi il cesse de faire le décompte des victimes. Et s'il relève encore 127 morts et 358 blessés du 20 au 28 novembre, il estime que « les chiffres réels sont beaucoup plus élevés⁹³ ». L'historien Francisco Bravo Morata donne en effet une estimation bien plus haute du nombre de victimes, comptabilisant 510 morts et 1200 blessés pour la seule période du 10 au 17 novembre 1936⁹⁴. Quant au consul français à Madrid, il n'avance guère de chiffres. Il estime en effet le 19 novembre que le « nombre de victimes est incalculable⁹⁵ ».

⁹¹ TNA, PRO, FO 371/20551, W16844, tél. 559 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 novembre 1936.

⁹² Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 54-55.

⁹³ TNA, PRO, FO 371/20551, W16844, tél. 559 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 novembre 1936.

⁹⁴ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 55.

⁹⁵ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 847 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 20 novembre 1936. Il transmet un télégramme d'Emmanuel Neuville daté du 19 novembre 1936.

Date (1936)	30 octobre	4 novembre	8 novembre	9 novembre	13 au 15 novembre	16 novembre	17 novembre	19 novembre	20 au 28 novembre	Total
Nombre de morts	15	80	20	13	67	11	11	10	127	354
Nombre de blessés	70	200	100	322	360	74	204	153	358	1841

Tableau 4 : Décompte des morts et des blessés par George Ogilvie-Forbes durant les bombardements de Madrid, du 30 octobre au 28 novembre 1936¹.

¹ TNA, PRO, FO 371/20545, W14737/62/41, tél. 430 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 30 octobre 1936 ; FO 371/20546, W15040/62/41, tél. 444 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 novembre 1936 ; W15398/62/41, tél. 468 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 novembre 1936 ; W15357/62/41, tél. 476 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 9 novembre 1936 ; FO 371/20548, W15897/62/41, tél. 510 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 novembre 1936 ; W16093/62/41, tél. 513 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 novembre 1936 ; W16124/62/41, tél. 520 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 18 novembre 1936 ; FO 371/20549, W16294/62/41, tél. 527 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 20 novembre 1936 ; FO 371/20551, W16844, tél. 559 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 novembre 1936.

II. Une posture ambivalente face aux bombardements

A. Une empathie sincère pour les victimes civiles

1. La population civile, cible illégitime des bombardements

Les représentants français et britanniques en Espagne s'inquiètent du sort des populations civiles exposées aux bombardements. Ils accordent en effet une importance toute particulière au principe de distinction entre combattants et civils. Néanmoins, comme le souligne Helen M. Kinsella, cette distinction n'est jamais totalement établie en dépit des traités internationaux. Les catégories de civils et de combattants se caractérisent par des frontières souvent floues : elles ne vont pas de soi, et correspondent à un lent processus de construction toujours provisoire. De manière significative, les traités internationaux qui réglementent la guerre depuis la seconde moitié du XIX^e siècle se sont principalement centrés sur la figure du combattant, qu'ils ont entrepris de définir¹. Il faut attendre la 4^e Convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles, pour qu'une première définition juridique de la population civile soit proposée². Jusqu'à cette date, le droit humanitaire la définit en creux, par opposition aux combattants, en utilisant généralement l'expression de « non-combattants³ » — malgré plusieurs projets de convention discutés en 1934 et en 1938⁴.

Le droit international humanitaire ne vise alors pas à mettre fin à la guerre, mais à la réglementer et à l'humaniser en limitant ses effets les plus nocifs⁵. C'est ainsi que la Convention IV adoptée à l'occasion de la Conférence internationale de la Paix à La Haye en 1907 proscrit l'emploi « des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus », ainsi que la destruction des « propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions [...] seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre » (article 23). Elle interdit également « d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes,

¹ Helen M. Kinsella, *The Image before the Weapon. A Critical History of the Distinction between Combatant and Civilian*, Ithaca, Cornell University Press, 2015, p. 5-6.

² Patricia Buirette, *Le droit international humanitaire*, Paris, La Découverte, 2019, p. 41-42 ; Helen M. Kinsella, *The Image before the Weapon. A Critical History of the Distinction between Combatant and Civilian*, *op. cit.*, p. 6 et 104.

³ Helen M. Kinsella, *The Image before the Weapon. A Critical History of the Distinction between Combatant and Civilian*, *op. cit.*, p. 6.

⁴ Notamment le projet de « Convention internationale concernant la condition et la protection des civils de nationalités ennemies qui se trouvent sur le territoire d'un belligérant ou sur un territoire occupé par lui », discuté à Tokyo en 1934 ; et le projet de « Convention pour la protection des populations civiles contre les nouveaux engins de guerre », discuté à Amsterdam en 1938. Disponibles en ligne sur le site du CICR. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/vwTreatiesHistoricalByDate.xsp>. Consultés le 19 juillet 2022.

⁵ Patricia Buirette, *Le droit international humanitaire*, *op. cit.*, p. 4-8.

villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus » (article 25), tout en préconisant l'adoption de « toutes les mesures nécessaires [...] pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire » (article 27)⁶. Ces dispositions sont par ailleurs renforcées par une Commission de juristes à La Haye, qui établit en 1923 des règles concernant la guerre aérienne — bien qu'elles ne soient jamais ratifiées⁷. L'article 22 interdit ainsi le « bombardement aérien, dans le but de terroriser la population civile ou de détruire ou d'endommager la propriété civile sans caractère militaire ou de blesser les non-combattants », tandis que l'article 24 précise que le « bombardement aérien n'est légitime que lorsqu'il est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net ». Les belligérants sont par ailleurs invités à s'abstenir de bombarder des objectifs qui « seraient situés d'une telle manière qu'ils ne pourraient être bombardés sans entraîner un bombardement sans discrimination de la population civile ». Enfin, l'article 25 étend aux bombardements aériens les dispositions de l'article 27 du règlement de La Haye de 1907⁸.

Ce cadre juridique sert donc de référence aux diplomates français et britannique pour dénoncer les bombardements contre les populations civiles. C'est notamment le cas de Jean Herbertte, qui s'élève contre les raids qui sont menés contre Saint-Sébastien et Irún, qu'il présente comme des villes ouvertes, « sans objectif militaire » ; ou encore de George Ogilvie-Forbes, d'Emmanuel Neuville et d'Henri Morel, qui accusent les rebelles de bombarder la population madrilène de manière indiscriminée, sans que ces opérations n'aient « aucun sens militaire » autre que celui de l'intimider et de la terroriser. Du reste, les bombardements qui atteignent des hôpitaux figurent parmi ceux qui retiennent le plus leur attention, comme c'est le cas de celui qui touche l'hôpital de la Maternité à Saint-Sébastien et que signale Jean Herbertte⁹. Le 16 novembre 1936, George Ogilvie-Forbes informe, lui aussi,

⁶ « Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », La Haye, 18 octobre 1907. Disponible sur le site du CICR. Consulté le 19 juillet 2022. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=7C5A1DD85091B0FC12563140043A35B>.

⁷ Richard Overy, « Les bombardements vus d'en bas », in Bruno Cabanes (dir.), *Une histoire de la guerre, du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2018, p. 492.

⁸ « Règles concernant le contrôle de la radiotélégraphie en temps de guerre et la guerre aérienne fixées par une Commission de Juristes à La Haye, décembre 1922 — février 1923 ». Disponibles sur le site du CICR. Consultées le 19 juillet 2020. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=A3197DFBF1055BC5C12563140043A62A>.

⁹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1051-1052 de Jean Herbertte au Quai d'Orsay, 19 août 1936.

que le « doyen de la faculté de médecine [à Madrid] vient de téléphoner pour protester dans les termes les plus énergiques contre le bombardement par les avions rebelles, ce soir, de l'hôpital San Carlos dont les étages supérieurs sont en flammes et de l'hôpital d'Argüelles où il y a de nombreux blessés militaires et civils¹⁰ ». Le lendemain, il évoque également une maternité « entièrement détruite¹¹ ». S'ils insistent tout particulièrement sur le cas des hôpitaux, c'est que ces derniers bénéficient d'un statut particulier depuis la première Convention de Genève adoptée le 22 août 1864. Son premier article stipule en effet que les « ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés¹² ». Dès lors, les bombardements rebelles dont ils sont la cible apparaissent comme contraires au droit international.

2. Préserver les femmes et les enfants : les populations civiles au prisme du genre

Mais en l'absence de définition juridique précise de la population civile, les diplomates français et britanniques fondent leur jugement sur d'autres éléments plus subjectifs, qui reposent sur des représentations anciennes et construites par les discours sur le genre. Dans la généalogie qu'elle dresse du principe de distinction entre civils et combattants, Helen M. Kinsella note ainsi la métonymie communément admise du « civil innocent » et l'équivalence fréquente faite entre la population civile et « les femmes et les enfants »¹³. Elle estime que ces représentations sont héritées de discours naturalisant sur le genre trouvant leur origine dans la chrétienté médiévale et dans les codes de chevalerie qui s'élaborent alors, et qui sont approfondis par les juristes de l'époque moderne qui offrent les prémices du droit international humanitaire en les rattachant à la loi naturelle, tels que Francisco de Vitoria et Hugo Grotius. Par la suite, ces discours ne sont pas remis en cause par les juristes de l'époque contemporaine. Ils tendent alors à établir une distinction naturelle entre les combattants (les hommes qui portent les armes) et les autres. Dès lors, la différence de genre « fonde et

¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20548, W15878/62/41, tél. 509 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 novembre 1936.

¹¹ *Ibid.*, W16093/62/41, tél. 513 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 novembre 1936.

¹² « Convention de Genève du 24 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne », disponible sur le site de CICR. Consultée le 20 juillet 2022. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?documentId=8E19B77DA9AC5183C12563140043A0D3&action=openDocument>.

¹³ Helen M. Kinsella, *The Image before the Weapon. A Critical History of the Distinction between Combatant and Civilian*, op. cit., p. 8-9.

stabilise la distinction entre le combattant et le civil¹⁴ ». Le principe de distinction révèle ainsi « une interprétation particulière du genre dans laquelle les femmes sont largement, et naturellement, inutiles pour la pratique et la politique de la guerre, sauf en tant qu'incitations, butin ou victimes. Le traitement des femmes fixe une limite à la guerre parce que les femmes sont présumées être accessoires à sa conduite¹⁵. » C'est cette inutilité naturelle pour la guerre qui fonde alors leur innocence — conçue comme une absence de culpabilité, mais aussi comme une forme d'ignorance et d'inoffensivité¹⁶. Il en va de même pour les enfants, dont l'innocence est célébrée depuis le XVIII^e siècle — en particulier dans le mouvement romantique et dans la religion protestante¹⁷. Helen M. Kinsella estime toutefois que cette dernière n'est que temporaire et ne dure que jusqu'au moment où ils atteignent l'âge de prendre part aux hostilités, constituant ainsi une menace potentielle¹⁸, alors que les « femmes [conservent] la constance de leur sexe, qui les [identifie] comme innocentes¹⁹ ». « Par conséquent, les femmes et les enfants sont innocents selon la loi naturelle, car l'innocence existe chez les femmes et les enfants, tout comme les femmes et les enfants existent en tant qu'innocents. » Dans ces conditions, les « différences d'âge et de sexe fournissent des repères visibles qui sont censés correspondre à des traits internes (par exemple l'innocence et la culpabilité) et permettent donc d'identifier qui doit être épargnés et qui ne doit pas l'être²⁰ ». Progressivement, ces discours sur le genre se doublent de discours sur la civilisation. En effet, le fait d'épargner les femmes et les enfants apparaît comme une forme de modération, synonyme de civilisation, tandis que s'en prendre à eux relègue l'auteur des violences à la barbarie²¹. Ainsi, Helen M. Kinsella estime que « non seulement les discours sur le genre distinguaient le combattant du civil, mais la *valorisation* de (certaines) femmes aux XIX^e et XX^e siècles établissait la différence entre les gens civilisés et les barbares²² ». Comme le souligne Maud Joly, les narrations de la guerre civile espagnole n'échappent pas à ces représentations :

¹⁴ *Ibid.*, p. 16.

¹⁵ *Ibid.*, p. 33.

¹⁶ *Ibid.*, p. 67.

¹⁷ Emily Baughan, *Saving the Children. Humanitarianism, Internationalism, and Empire*, Oakland, University of California Press, 2022, p. 7.

¹⁸ Helen M. Kinsella, *The Image before the Weapon. A Critical History of the Distinction between Combatant and Civilian*, *op. cit.*, p. 67-68.

¹⁹ *Ibid.*, p. 68-69.

²⁰ *Ibid.*, p. 69.

²¹ *Ibid.*, p. 16-17, 69-72 et 88.

²² *Ibid.*, p. 93. « Valorisation » est souligné par Helen M. Kinsella.

« Néanmoins, un constat s'opère : guerre civile, brouillant la frontière figée entre le front et l'arrière, la narration se concentre sur les brutalités subies par la population espagnole. Est privilégiée l'idée d'une nation en souffrance, dont la femme constitue la métaphore par excellence. Innocentes par principe, les femmes de chaque camp et leurs expériences violentes du conflit résument alors l'horreur de la guerre. Ce qui frappe dans les écrits de l'expérience guerrière de l'Espagne, et qui constitue sans doute une singularité de cette écriture d'entre-deux-guerres, est la place centrale accordée aux femmes violentées à l'arrière (par les bombardements, les actions punitives, la faim). Ce constat invite à s'interroger sur la notion même de victime dans le cadre de cette guerre civile au cœur d'un XX^e siècle marqué par les deux guerres mondiales²³. »

C'est donc à l'aune de ces représentations genrées que les agents français et britannique en Espagne dénoncent les bombardements contre les populations civiles. Les femmes et les enfants qui figurent parmi les victimes retiennent en priorité leur attention. Jean Herbette rapporte ainsi que le bombardement rebelle sur Saint-Sébastien le 13 août 1936 « a fait 5 morts dont une femme et deux jeunes filles ». Il ajoute par ailleurs qu'une « infirmière [lui] a raconté qu'il avait fallu amputer les deux jambes à un petit enfant²⁴ ». Quelques jours plus tard, alors que le cuirassé rebelle *España* bombarde la ville basque, il fustige « les pratiques qui peuvent frapper des victimes innocentes sans avoir d'ailleurs aucune efficacité proprement militaire²⁵ ». Il en va de même pour George Ogilvie-Forbes, qui dès le 4 novembre 1936 dénonce les « résultats déplorables » des bombardements insurgés sur Madrid et sa région, « beaucoup de femmes et d'enfants ayant été tués²⁶ ». Il rapporte ainsi le retentissant bombardement qui touche Getafe le 30 octobre 1936 et « où tant d'enfants ont été tués », ainsi que celui qui touche Leganes le 4 novembre. À la demande du ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, il se rend dans cette dernière ville en compagnie de la députée socialiste Margarita Nelken « pour voir les corps d'adultes et d'enfants tués par les bombes d'un avion volant à basse altitude et attaquant ce qui est censé être un village ouvert occupé uniquement par des blessés et des réfugiés ». Visiblement remué par ce spectacle, il demande au secrétaire d'État, Anthony Eden, de s'exprimer à ce sujet dans la presse ou au Parlement, afin de montrer au gouvernement espagnol que les autorités britanniques se rendent bien compte « que les rebelles sont également coupables de cruauté gratuite, surtout envers les enfants ». Dans le but, semble-t-il, de soutenir cette demande, il indique envoyer par la valise

²³ Maud Joly, « Dire la guerre et les violences : femmes et récits pendant la guerre d'Espagne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 2007, vol. 2, n° 37, p. 199-200.

²⁴ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1019 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

²⁵ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1034-1039 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

²⁶ TNA, PRO, FO 371/20546, W15032/62/41, tél. du *HMS Resource* à l'Amirauté britannique, 4 novembre 1936. Il transmet un télégramme de George Ogilvie-Forbes destiné au Foreign Office.

diplomatique les « photographies des victimes du 31 octobre²⁷ ». Si ces photographies ne semblent pas avoir été conservées dans les archives du Foreign Office, il est cependant probable qu'il s'agit des photographies des enfants victimes des bombardements rebelles qui sont largement diffusées dans la presse internationale en novembre 1936, et qui sont rétrospectivement associées au bombardement de Getafe du 30 octobre 1936²⁸. Il n'a alors de cesse de dénoncer le « bombardement et le pilonnage de femmes et d'enfants » par les avions rebelles²⁹. En décembre 1936, il s'émeut encore des bombardements qui causent la perte « considérable » de « vies innocentes », « parmi les femmes et les enfants³⁰ ». Le chargé d'affaires britannique, à l'image de Jean Herbette avant son retournement en faveur des militaires insurgés au début du mois de septembre 1936, semble alors faire preuve d'une empathie sincère pour les victimes des bombardements à Madrid. Cette empathie apparaît néanmoins fortement conditionnée par des représentations genrées bien ancrées.

3. L'exposition des diplomates et des consuls aux bombardements

L'empathie des représentants français et britanniques à l'égard des victimes des bombardements en Espagne s'explique également par le fait qu'ils sont eux-mêmes exposés à leurs effets. Dès le début du mois d'août, une bombe lancée par un avion républicain tombe à proximité de la maison du vice-consul britannique à Larache³¹. À Algésiras, le vice-consulat de la Grande-Bretagne est quant à lui « pratiquement détruit » par un « tir imprécis » d'un cuirassé gouvernemental³². Le vice-consul, E. G. Beckinsale, et sa femme y réchappent de peu :

« [...] Je l'ai échappé belle, car j'observais les impacts depuis le côté mer de la maison et je les signalais à ma femme, qui était dans le bureau et prenait des notes.

²⁷ *Ibid.*, W15040/62/41, tél. 444 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 novembre 1936.

²⁸ Robert Stradling a récemment soutenu que ces photographies n'ont rien à voir avec le bombardement de Getafe du 30 octobre 1936, et qu'il s'agit surtout d'une opération de propagande républicaine. Son argumentation, peu convaincante, a été largement discutée par Martin Minchom : s'il n'est pas forcément possible de rattacher chacun des enfants au bombardement de Getafe du 30 octobre 1936, il n'en demeure pas moins que Getafe a bien été bombardée et que ces enfants sont bien des victimes des bombardements rebelles sur la capitale espagnole et sa banlieue – au-delà de leur utilisation par la propagande républicaine. Robert Stradling, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 91-161 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, *op. cit.*, p. 101-111.

²⁹ TNA, PRO, FO 371/20546, W15176/62/41, tél. 456 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 novembre 1936.

³⁰ TNA, PRO, FO 371/20552, W17303/62/41, tél. 574 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 2 décembre 1936 ; et FO 371/20553, W17579/62/41, tél. 591 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 7 décembre 1936.

³¹ TNA, PRO, FO 371/20529, W8732/62/41, dép. 73 d'A. Monck-Mason à Ernst F. Gye, 10 août 1936.

³² TNA, PRO, FO 371/20528, W7968/62/41, tél. de E. G. Beckingsale au Foreign Office, 7 août 1936.

Voyant le *Jaime*, le *Dato* et le vice-consulat se mettre en ligne, et simultanément un coup de feu du *Jaime*, j'ai rapidement rejoint ma femme, et l'instant d'après le plancher de la pièce que j'utilisais s'est effondré. Beaucoup de choses dans le bureau ont été renversées, mais les murs, bien que fissurés, ne sont pas tombés. Nous nous étions penchés par la fenêtre à cause des épaisses fumées jaunes et des petits débris. Ma femme a été coupée au bras et à la jambe par une chute de verre³³. »

Dans l'ensemble, les édifices consulaires et diplomatiques sont plutôt exposés aux bombardements rebelles. Le 25 septembre 1936, le consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson, et son vice-consul, Innes, ont la mauvaise surprise de constater, à leur retour d'une visite au gouverneur civil, que le consulat a été atteint par un projectile, « comme en témoigne un trou dans le toit », bien « qu'aucune trace de la bombe ou de son explosion à l'intérieur du bâtiment ne [puisse] être trouvée. Néanmoins, soit à cause de cette bombe, soit à cause d'autres explosions dans les environs, toutes les fenêtres du consulat [ont] été brisées³⁴. » À la fin du mois de novembre, le vice-consul Robert Lecq indique également que « plusieurs bombes sont tombées autour de l'Agence Consulaire » à Alicante durant un raid aérien intense, « qui a duré sans interruption depuis hier soir 19 heures jusqu'à ce matin 3 heures », et durant lequel les « avions sont venus à 16 reprises » et « ont lancé une centaine de bombes³⁵ ».

Mais c'est surtout à Madrid que les diplomates français et britanniques sont exposés aux bombardements rebelles, dès le mois d'août 1936. René Bonjean informe ainsi le Quai d'Orsay que le 28 août, « deux bombes à forte puissance sont tombées à 30 mètres de notre Ambassade dans les jardins du ministère de la Guerre³⁶ ». Ce dernier apparaît « inconfortablement proche de l'ambassade » britannique³⁷, sur le toit de laquelle George Ogilvie-Forbes a prudemment fait peindre l'Union Jack peu de temps après son arrivée à Madrid³⁸.

³³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12770/62/41, dép. 85 d'E. G. Beckingsale à Frederick G. Coultas, 19 septembre 1936.

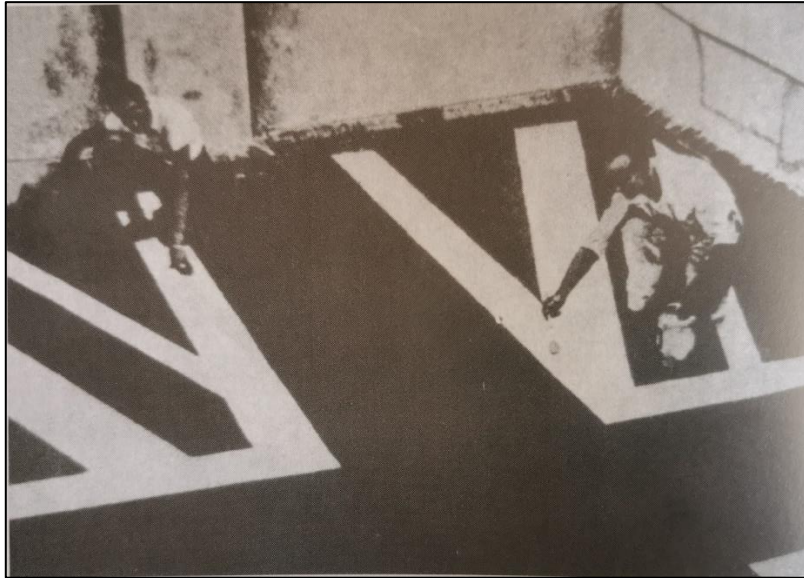
³⁴ TNA, PRO, FO 371/20542, W13516/62/41, dép. 704 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 octobre 1936. Il transmet un rapport de l'attaché militaire de l'ambassade britannique, le colonel Beaumont-Nesbitt, sur son voyage à Bilbao et Gijón, daté du 5 octobre 1936 ; et FO 371/20548, W15525/62/41, rapport n° 93 du capitaine Burrough, commandant de la 5th Destroyer Flotilla à l'Amirauté britannique, 3 octobre 1936.

³⁵ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 43 de Robert Lecq au Quai d'Orsay, 29 novembre 1936.

³⁶ *Ibid.*, tél. 128-129 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 29 août 1936.

³⁷ TNA, PRO, FO 371/20536, W9985/62/41, tél. 85 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 août 1936.

³⁸ TNA, PRO, FO 371/20531, W8758/62/41, tél. 3 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 août 1936.



Photographie 19 : Britanniques peignant l'Union Jack sur le toit de l'ambassade (1936)³⁹.

Le siège de Madrid, en novembre 1936, renforce évidemment cette exposition. Le 9 novembre, le chargé d'affaires britannique informe ainsi le Foreign Office qu'une « bombe légère ou une grenade à main a éclaté en l'air au-dessus du jardin de l'ambassade, sans faire de dégâts⁴⁰ ». Le 2 décembre, ce sont des obus qui tombent « dans les rues proches de l'ambassade, l'un d'eux passant au-dessus du bâtiment et éclatant dans la maison d'en face, manquant de peu l'ambassade et les annexes adjacentes⁴¹ ». Et si les bâtiments de l'ambassade britannique ne subissent pas de dégâts en 1936, il n'en va pas de même pour les logements privés de ses membres, atteints le 19 novembre :

« L'immeuble dans lequel se trouve l'appartement du troisième secrétaire a été frappé et des dommages considérables ont été infligés. La force de l'explosion a brisé presque toutes les fenêtres de l'appartement de M. Malcolm, qui est jonché de verre brisé, et le résultat aurait certainement été grave si l'appartement avait été occupé. Le toit de la cuisine a également été légèrement endommagé. Des dégâts similaires ont également été causés dans les appartements du capitaine Lance, attaché honoraire, de M. Tennant et de M. Perez de Ayala. [...]

Ce bombardement nocturne indiscriminé est tout à fait inexcusable⁴². »

³⁹ Photographie reproduite dans Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Madrid, Actas, 2001.

⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20546, W15357/62/41, tél. 476 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 9 novembre 1936.

⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20552, W17303/62/41, tél. 574 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 2 décembre 1936.

⁴² TNA, PRO, FO 371/20548, W16116/62/41, tél. 326 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 19 novembre 1936.

Le troisième secrétaire de l'ambassade, Angus Malcolm, qui se trouve alors à Londres au sein du Foreign Office, ne cache pas son agacement : « Quelle nuisance ! [...] Je ne souhaite pas être la cause ou le centre d'un "incident" ; mais pourrait-on faire du bombardement de mon appartement l'occasion d'un nouvel effort pour limiter les bombardements du général Franco⁴³ ? »

Cependant, les bâtiments diplomatiques français — l'ambassade et le Lycée français, qui est devenu une annexe de l'ambassade en octobre 1936, afin d'accueillir des réfugiés (voir chapitre 7)⁴⁴ — semblent plus exposés. Le 8 novembre, « deux obus de 105 » éclatent « sur un immeuble à quelques mètres de l'Ambassade⁴⁵ ». Le lendemain, l'ambassade et le Lycée français « reçoivent [...] dans leur voisinage les coups longs tirés théoriquement sur les ministères de la Marine et de la Guerre⁴⁶ ». Le 17 novembre, plusieurs grenades incendiaires lancées par « un avion volant bas » encadrent l'ambassade et allument « un incendie peu important sur le toit des bureaux⁴⁷ », tandis qu'un obus tombe dans la cour du Lycée français⁴⁸. Plus tard dans le mois, c'est la façade du lycée qui est atteinte par un obus, qui détruit en partie une salle de classe⁴⁹. Le 24 décembre, une « puissante bombe » tombe « à quelques pas de l'Ambassade faisant des victimes dans la rue⁵⁰ ». Ces nombreuses atteintes apparaissent suspectes à l'attaché militaire de l'ambassade, le lieutenant-colonel Henri Morel : « Trois bombardements distincts effectués, à des jours différents, deux par canons, un par avion, ayant pour centre de groupement l'Ambassade, cette coïncidence d'erreurs ne permet pas d'exclure l'hypothèse de la malveillance⁵¹. » Ces atteintes attirent de fait l'attention du chargé d'affaires britannique, qui rapporte une première fois des éclats de

⁴³ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 19 novembre 1936.

⁴⁴ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², dép. 111 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 10 octobre 1936.

⁴⁵ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 112 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 8 novembre 1936.

⁴⁶ *Ibid.*, tél. 818-819 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 11 novembre 1936. Il transmet un télégramme du lieutenant-colonel Henri Morel daté du 9 novembre 1936.

⁴⁷ *Ibid.*, tél. 158 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 novembre 1936. Il transmet un télégramme du lieutenant-colonel Henri Morel.

⁴⁸ *Ibid.*, tél. 161 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 novembre 1936.

⁴⁹ CADN, Madrid, B, 568, dép. 1194 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 novembre 1936.

⁵⁰ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 339 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 25 décembre 1936.

⁵¹ *Ibid.*, tél. 158 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 novembre 1936. Il transmet un télégramme du lieutenant-colonel Henri Morel.

bombes tombés à proximité de l'ambassade de France le 8 novembre 1936⁵², avant de signaler le 17 novembre que cette dernière « a été touchée par un obus pour la deuxième fois⁵³ ».

Les agents français et britanniques sont également exposés aux bombardements à l'occasion de leur déplacement. Le conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, raconte ainsi dans ses mémoires un voyage qu'il effectue en août 1936 en compagnie de l'ambassadeur Jean Herbertte et de sa femme entre Saint-Jean-de-Luz et Saint-Sébastien :

« L'après-midi qui commençait s'annonçait au surplus fertile en incidents et en surprises, et comme Mme Herbertte reprenait le volant, elle dit en se tournant vers l'Ambassadeur et moi-même : “Voici la partie dangereuse de la route, j'adore ça, c'est si excitant ! [...] Nous étions alors arrivés à hauteur de Fontarabie [...] et l'automobile s'engageait, comme l'avait annoncé Mme Herbertte, sur une zone de la route au-dessus de laquelle des coups de canon étaient de temps à autre, échangés entre le fort de la Guadalupe, situé près de la mer et encore tenu par les forces du Gouvernement, et l'artillerie des Navarrais (les “Requettes”) qui tiraient des montagnes où leur mouvement avait pris son essor. Je vis alors nettement plusieurs obus éclater à quelques mètres de la chaussée et l'apparition d'un avion nationaliste qui lâchait justement ses bombes tout près de nous aggrava sensiblement la situation. “L'excitation” désirée par Mme Herbertte avait probablement dépassé la mesure, car je vis que l'automobile faisait des embardées. L'Ambassadrice freina bientôt et nous allâmes nous réfugier tous trois dans une maisonnette en construction, qui se trouvait en bordure de la route et dont les murs auraient peut-être pu nous protéger contre des éclats de bombes explosées aux environs⁵⁴. »

Sur le chemin du retour, la voiture de l'ambassade est à nouveau prise pour cible par l'aviation rebelle⁵⁵. Le consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson, fait face à une expérience similaire le 22 octobre 1936. Alors qu'il quitte la zone portuaire en voiture, en compagnie du commandant de l'*HMS Esk*, il est surpris par un bombardement : « La première bombe tomba près de l'endroit où leur voiture venait de passer une vingtaine de secondes plus tôt⁵⁶. » Le chiffrer de l'ambassade française, Antoine Taddéi, est par ailleurs « fortement contusionné à la tête par des éclats de pierre » le 24 novembre 1936, lors d'un bombardement à Madrid, alors qu'il se rend chez l'ambassadeur du Chili et doyen du Corps diplomatique,

⁵² TNA, PRO, FO 371/20546, W15398/62/41, tél. 468 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 novembre 1936.

⁵³ TNA, PRO, FO 371/20548, W16093/62/41, tél. 513 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 17 novembre 1936.

⁵⁴ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 608-609.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 610.

⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20552, W17384/62/41, rapport n° 93 du capitaine Burrough, commandant de la 5th Destroyer Flotilla, à l'Amirauté britannique, 29 octobre 1936.

Aurelio Núñez Morgado⁵⁷. Les agents français et britanniques apparaissent dès lors vulnérables face aux bombardements, ce qui suscite une certaine nervosité chez certains d'entre eux. Après les premiers bombardements qui atteignent Carthagène et dont « le vacarme était si terrifiant⁵⁸ », le vice-consul britannique William Leverkus évoque dans son journal les difficultés qu'il éprouve à s'endormir : « Je n'avais pas peur, mais la vérité est qu'au début, mon corps se tordait et se secouait à chaque son, jusqu'à ce que mon esprit soit capable de se dire : "ne sois pas si bête"⁵⁹. » Dans ces conditions, les représentants français et britanniques apparaissent plus enclins à dénoncer des bombardements qui apparaissent d'autant plus indiscriminés qu'ils sont exposés à leurs effets. Cette exposition commune facilite alors l'empathie et l'identification dont ils font preuve à l'égard des victimes des bombardements.

B. De victimes à coupables ? Les autorités républicaines face aux bombardements rebelles

1. Bombardements et représailles : de la « foule frénétique » aux femmes « assoiffées de sang »

Cependant, plusieurs éléments empêchent que cette empathie pour les victimes des bombardements rebelles se transforme en solidarité pour le camp républicain. C'est notamment le cas des exécutions qui surviennent en représailles dans de nombreuses villes. Selon Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, cette réaction est produite « par la panique et l'indignation, conduite et soutenue par des groupes extrémistes appelant à la vengeance contre ceux qui sont considérés comme des alliés ou des partisans de l'ennemi, ou du moins soupçonnés de l'être⁶⁰ ». Ces représailles jouent d'ailleurs un rôle important dans le retournement de Jean Herbertte en faveur des militaires insurgés. Dès la mi-août 1936, l'ambassadeur français s'inquiète en effet du « tragique enchaînement de cruautés » que génèrent les « bombardements de villes ouvertes », qui « provoquent en représailles des arrestations et des exécutions d'otages », ce qui engendre alors de nouveaux bombardements. Mais dans un premier temps, il lui semble prioritaire d'obtenir la fin des bombardements qui

⁵⁷ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D², tél. 208 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 24 novembre 1936.

⁵⁸ William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, traduit par Antonio Cortiñas-Guntín, Carthagène, Ediciones Nova Spartaria, 2021, p. 27.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 60.

apparaissent à ses yeux à l'origine du cycle mortifère⁶¹. Il suggère ainsi d'avertir les insurgés « des résultats tragiques que produisent leurs inutiles bombardements » : « Ces bombardements persistants d'une ville ouverte entretiennent seulement la surexcitation populaire qui à son tour met les autorités dans la regrettable nécessité de procéder à des jugements et à des exécutions⁶² ». Son positionnement initial tient beaucoup aux relations qu'il entretient alors avec le gouverneur civil de Guipuzcoa, Antonio Ortega, dont il souligne les efforts pour conserver le contrôle de l'ordre public⁶³. En effet, si le responsable républicain a certes recours à des représailles « sous la pression populaire », il s'efforce de les canaliser. Il fait ainsi « passer en jugement [...] certains officiers ou civils compromis dans la révolte de la garnison », en juillet 1936, dont certains sont condamnés à mort. En procédant ainsi, il espère éviter que « les plus excités des habitants [n'échappent] à l'autorité du Gouvernement et [ne se livrent] à des tueries⁶⁴ ». Il confie en effet à l'ambassadeur vouloir « éviter ces exécutions, mais le mouvement populaire est si fort que si elles n'avaient pas lieu des lynchages seraient à craindre⁶⁵ ». Parallèlement, il « fait renforcer la garde de la prison de crainte qu'un “groupe” (d'anarchistes sans doute) [aille] y massacrer des otages⁶⁶ ».

Mais le positionnement de l'ambassadeur français évolue peu de temps après la chute de Saint-Sébastien, qui entraîne le départ d'Antonio Ortega et le transport des prisonniers de droite à Bilbao où ils sont internés sur des bateaux. Alors que cette dernière est bombardée le 25 septembre 1936 par des avions rebelles — causant 88 morts et 648 blessés selon le consul français à Bilbao, René Castéran⁶⁷ —, les autorités sont débordées. Jean Herbette informe ainsi le Quai d'Orsay que le lendemain les « bateaux d'otages ont été attaqués et [qu']il y aurait des morts parmi les prisonniers⁶⁸ ». 45 prisonniers sont en effet exécutés à bord du *Cabo Quilates* et 30 autres à bord de l'*Altuna Mendi*⁶⁹. Cette fois-ci, le ton de l'ambassadeur change radicalement : « l'assassinat de ceux-ci, bien que les dirigeants nationalistes basques

⁶¹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1034-1039 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

⁶² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1093 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 août 1936.

⁶³ Herbette fait ainsi l'éloge « de la grandeur d'âme » que « manifeste depuis son entrée en fonction » le gouverneur civil. « En un mois, M. Ortega s'est taillé en pleine adversité, une figure héroïque que n'oublieront jamais ceux qui ont été les témoins quotidiens de sa simplicité, de son courage et de son humanité. Presque entièrement abandonné à ses propres forces alors qu'il luttait sur le front où le sort de toute la guerre devait se décider, menacé sans cesse par ces prétendus ultra-révolutionnaires qui auront été les meilleurs auxiliaires des insurgés, il a sauvé beaucoup de vies en s'appuyant sur les nationalistes basques et surtout il a sauvé l'honneur. » CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1194 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 12 septembre 1936.

⁶⁴ *Ibid.*, tél. 1019 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

⁶⁵ *Ibid.*, tél. 1051-1052 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 août 1936.

⁶⁶ *Ibid.*, tél. 1048 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

⁶⁷ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

⁶⁸ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 1264 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 septembre 1936.

⁶⁹ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire, op. cit.*, p. 71.

déclarent le réprouver, détournera de la cause populaire beaucoup de sympathies qu'auraient pu grouper autour d'elle le suprême essai de résistance et ces cruels bombardements aériens⁷⁰ ». À commencer par la sienne. Le déplacement, quelques jours auparavant, des bateaux-prisons à proximité « de sites susceptibles d'être bombardés » n'est certainement pas étranger à ce revirement — Herbettes s'en inquiète en effet auprès de l'ambassadeur britannique dès le 13 septembre⁷¹. Mais cet assaut contre les bateaux-prisons reflète surtout l'ébranlement des autorités républicaines et basques, qui apparaissent dépassées par les organisations ouvrières. L'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, note ainsi que le « gouvernement basque est assez disposé à procéder à un échange [de prisonniers], car il tient à faire bonne impression au monde, mais il craint que les extrémistes n'insistent pour garder les otages et les assassiner en représailles d'un bombardement aérien de Bilbao⁷² ». Cette impression de débordement est par ailleurs renforcée par le fait que ces représailles se produisent dans plusieurs villes restées aux mains des républicains. Au début du mois de décembre, William Montagu-Pollock, fonctionnaire au Western Department, relève ainsi qu'au « cours de deux derniers mois, nous avons reçu des informations selon lesquelles Alicante, Carthagène, Almería et Malaga ont été périodiquement bombardées. Ces bombardements ont été suivis de représailles et de meurtres nocturnes⁷³ ».

Du reste, les représailles en territoires républicains marquent d'autant plus les représentants français et britanniques qu'elles renforcent leur peur des « classes dangereuses » et de la foule vengeresse et assoiffée de sang. Jean Herbettes signale ainsi que les représailles sont réclamées à Saint-Sébastien par une population « visiblement excitée⁷⁴ ». Il évoque aussi la « surexcitation » dont fait preuve la population d'Irún⁷⁵. À Alicante, le vice-consul Robert Lecq mentionne quant à lui la « foule [qui], par représailles, veut tuer les prisonniers⁷⁶ ». Le capitaine Burrough, commandant le *HMS Exmouth*, relève pour sa part qu'à Bilbao, les « gens s'indignent et réclament le sang des otages politiques⁷⁷ » après le bombardement du 25 septembre 1936. L'attaché militaire de l'ambassade britannique, le colonel Beaumont-Nesbitt, souligne en effet que « la foule, furieuse de cette attaque contre une ville ouverte

⁷⁰ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 1266 de Jean Herbettes au Quai d'Orsay, 27 septembre 1936.

⁷¹ TNA, PRO, FO 371/20538, W11227/62/41, tél. 226 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 13 septembre 1936.

⁷² TNA, PRO, FO 371/20543, W13662/62/41, dép. 707 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

⁷³ TNA, PRO, FO 371/20551, W16931/62/41, minute de William Montagu-Pollock, 7 décembre 1936.

⁷⁴ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1019 de Jean Herbettes au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

⁷⁵ *Ibid.*, tél. 1093 de Jean Herbettes au Quai d'Orsay, 26 août 1936.

⁷⁶ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁶, tél. 35 de Robert Lecq au Quai d'Orsay, 5 novembre 1936.

⁷⁷ TNA, PRO, FO 371/20540, W12170/62/41, tél. du capitaine Burrough à l'Amirauté et au Foreign Office, 25 septembre 1936.

[...], s'était rassemblée sur le quai où se trouvaient les navires-prisons, et demandait à grands cris que les otages lui soient remis pour qu'elle les traite en représailles⁷⁸ ». Le récit de René Castéran diffère légèrement, soulignant le rôle de miliciens communistes : « La foule réussit à pénétrer sur l'un [des bateaux-prisons], tandis que les miliciens d'un bataillon communiste se livraient, sur un autre, à d'affreuses représailles. » Il gonfle d'ailleurs le chiffre des victimes, estimant que « deux cent vingt prisonniers furent atrocement massacrés et mutilés au point que des corps ne purent être reconnus⁷⁹ ». Il fustige alors lui aussi les autorités basques et républicaines :

« J'aurais voulu demeurer objectif. J'aurais désiré rappeler seulement dans leur simple horreur des faits aussi épouvantables. Mais est-il possible d'évoquer de tels crimes sans stigmatiser l'attitude et la conduite de ceux-là mêmes qui les ont rendus possibles par leur incurie et par leur lâcheté ? Si on ne peut s'empêcher de reconnaître tout ce que ces bombardements de villes ouvertes ont eu de répréhensible par leur acharnement contre des populations sans défense, comment excuser, par ailleurs, les autorités qui se sont révélées d'une incapacité notoire et n'ont pas su, ou n'ont pas voulu, contenir les fureurs d'une foule assoiffée de sang et de vengeance ?

Ce qui s'est produit le 26 septembre à bord des bateaux de Bilbao [...] sont des actes qui condamnent à jamais des gouvernements qui se prétendent dignes de ce nom⁸⁰. »

En des termes relativement similaires, le vice-consul britannique à Carthagène, William Leverkus ne cache pas non plus dans son journal la vive impression que lui cause les exécutions de 49 détenus de la prison de San Antón le 18 octobre 1936⁸¹, en représailles d'un bombardement survenu le jour même qu'il déplore pourtant, en le qualifiant d'« acte criminel et vil » :

« Tout aurait été si différent, alors qu'à l'arrière on avait le droit de tuer la nuit en toute impunité.

⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20542, W13516/62/41, dép. 704 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 octobre 1936. Il transmet un rapport du colonel Beaumont-Nesbitt date du 5 octobre 1936.

⁷⁹ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire, op. cit.*, p. 67.

Alors bien sûr, la prison a été ouverte à la foule et ils ont massacré une cinquantaine de personnes (dont certains de très bons amis à moi, certains des citoyens très respectables) et leurs cadavres ont été emportés dans deux camions⁸². »

Dans ces conditions, la population tend à perdre son statut de victime, d'autant plus que des femmes semblent jouer une part active dans ces représailles. À l'instar de leurs contemporains, les représentants français et britanniques présentent d'ailleurs la violence dont font alors preuve ces femmes comme « déchaînée, démesurée, irrationnelle et souvent [...] supérieure à celle des hommes⁸³ ». Après les bombardements qui atteignent Saint-Sébastien le 13 août 1936, gouverneur civil, Antonio Ortega, confie ainsi à Jean Herbette que les « femmes étaient les plus acharnées... Il y en avait qui réclamaient des fusils... On parlait d'aller tuer les gens de droite pour se venger⁸⁴... » L'attaché militaire britannique, le colonel Beaumont-Nesbitt, estime quant à lui que « les femmes, comme c'est souvent le cas, ont été les premières à revendiquer » des représailles, après le bombardement de Bilbao du 25 septembre 1936⁸⁵. Le capitaine du *HMS Escort* évoque en effet la « foule frénétique composée principalement de femmes » qui « a envahi les navires-prisons » de Bilbao ainsi que « la prison de Durango » en réaction à ce bombardement, « massacrant plus de cent otages⁸⁶ ». L'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, évoque quant à lui une « foule de démons composée [...] principalement de femmes⁸⁷ ». Ces discours révèlent alors une interprétation biologisante et psychologisante de la violence des femmes, qui seraient par nature « excessive et impulsives », sujettes à « l'hystérie⁸⁸ ». Comme le résume Arlette Farge : « Soumise, dit-on, à un système physiologique d'humeurs très contrasté et à des forces

⁸² William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 27.

⁸³ Maud Joly, « Dire la guerre et les violences : femmes et récits pendant la guerre d'Espagne », *op. cit.*

⁸⁴ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1019 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20542, W13516/62/41, dép. 704 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 octobre 1936. Il transmet un rapport du colonel Beaumont-Nesbitt date du 5 octobre 1936.

⁸⁶ TNA, PRO, FO 371/20540, W12355/62/41, tél. 1100 du *HMS Escort* à Sir Henry Chilton, 26 septembre 1936.

⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20541, W12670/62/41, lettre personnelle de Sir Henry Chilton à Sir George Mounsey, 29 septembre 1936.

⁸⁸ Coline Cardi et Geneviève Pruvost, « Introduction générale. Penser la violence des femmes : enjeux politiques et épistémologiques », in Coline Cardi et Geneviève Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 32-33 ; Coline Cardi et Geneviève Pruvost, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », *Champ pénal*, 2011, vol. 8. URL : <https://journals.openedition.org/champpenal/8039>. Consulté le 17 août 2022.

utérines débordant sa volonté, la femme est dite posséder un corps qui lui échappe, dans la violence comme dans la faiblesse [...]»⁸⁹.

Cette représentation côtoie paradoxalement celle des femmes par nature innocentes en raison de la vocation maternelle qui leur est assignée. Dans son journal, le vice-consul britannique William Leverkus synthétise ces représentations ambivalentes qui accroissent encore l'irrationalité et l'impulsivité des femmes face aux bombardements : « Mais les femmes courageuses qui étaient auparavant si assoiffées de sang sont maintenant devenues des lapins effrayés, surtout les mères ayant des enfants à charge. Il est étonnant de voir comment leurs impulsions changent à la vitesse de l'éclair⁹⁰. » La violence des femmes républicaines apparaît alors transgressive : « les femmes par nature douces seraient corrompues par la violence qui serait ici le symptôme [...] d'une nature dérégulée⁹¹ ». Cette interprétation biologisante se couple en effet d'une interprétation culturaliste et idéologique. Dans la dénonciation de ces femmes qui, au sein de la foule, réclament des représailles émerge « un regard ethnocentrique, visant à dégrader un autre groupe social, jugé inférieur », à l'image de la « femme populaire rebelle » perçue au XIX^e siècle comme un danger par les classes sociales supérieures⁹². Ces dénonciations s'inscrivent en outre dans « une tradition contre-révolutionnaire [qui] se plaît à souligner cette violence féminine, tendant ainsi à montrer que la période [de la Révolution française] a provoqué, ou accentué, une violence spécifique des femmes, notamment des femmes du peuple⁹³ ». Selon Dominique Godineau, « l'enjeu est clair : une révolution qui rend les femmes aussi violentes, féroces, qui les dénature (car leur "nature" est douce), qui en fait des monstres est elle-même un monstre politique⁹⁴ ». On peut dès lors se demander si l'insistance sur la violence des femmes durant les représailles — à l'image des récits sur la violence des communardes — ne vise pas à témoigner « du dérèglement mis en œuvre au cours de l'épisode, qui aurait touché l'ordre "naturel"⁹⁵ ». La question est d'autant plus justifiée qu'au même moment, « les rebelles déclarent la violence des républicaines contraire à la nature féminine », confirmant ainsi « le

⁸⁹ Arlette Farge, « Proximités pensables et inégalités flagrantes. Paris, XVIII^e siècle », in Cécile Dauphin et Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 74.

⁹⁰ William Leverkus, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 27.

⁹¹ Coline Cardi et Geneviève Pruvost, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », *op. cit.*

⁹² Coline Cardi et Geneviève Pruvost, « Introduction générale. Penser la violence des femmes : enjeux politiques et épistémologiques », *op. cit.*, p. 28.

⁹³ Dominique Godineau, « Citoyennes, boutefeux et furies de guillotine », in Cécile Dauphin et Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 33.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Quentin Deluermoz, « Des communardes sur les barricades », in Coline Cardi et Geneviève Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 117.

basculement des rouges du côté de l'animalité⁹⁶ ». Quoi qu'il en soit, la participation des femmes aux repréailles contre les prisonniers de droite les extrait momentanément de leur condition de victimes innocentes des bombardements et amoindrit vraisemblablement les motifs d'empathie à leur égard.

2. *Une population civile prise en otage*

Le crédit que les représentants français et britanniques accordent aux proclamations des généraux rebelles vient également amoindrir les motifs d'empathie à l'égard des autorités républicaines, sinon des populations civiles. Le consul britannique à Vigo, William Oxley, informe ainsi le Foreign Office, dès le début du mois d'octobre, que « l'armée nationale ne bombarde pas les villes civiles, mais seulement les objectifs militaires importants par nécessité de guerre ». Le commandement rebelle prépare cependant le terrain au siège de Madrid, précisant au consul que « la grave situation de Madrid conseille l'évacuation de la population civile en cas de résistance aux forces nationales⁹⁷ ». Ce télégramme conduit, un mois plus tard, le sous-secrétaire d'État adjoint, Sir George Mounsey — quelque peu fataliste, il est vrai, quant au sort réservé aux civils⁹⁸ —, à balayer d'un revers de main les alertes du chargé d'affaires, George Ogilvie-Forbes, qui dénonce les bombardements contre la population madrilène :

« Je compatis avec M. Forbes, mais il faut se rappeler que le général Franco a donné à Madrid de nombreuses chances de se rendre et d'évacuer la population civile. Leur conduite a apparemment pour but d'inciter les hommes, les femmes et les enfants à défendre la ville.

Dans ces conditions, Madrid est devenue un objectif militaire, et la lutte pour sa possession pourrait être le point culminant de la guerre civile⁹⁹. »

⁹⁶ Yannick Ripa, « Armes d'hommes contre femmes désarmées : de la dimension sexuée de la violence dans la guerre civile espagnole », in Cécile Dauphin et Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 138.

⁹⁷ TNA, PRO, FO 371/20541, W12842/62/41, tél. 64 de William Oxley au Foreign Office, 5 octobre 1936.

⁹⁸ Quelques jours plus tôt, Sir George Mounsey rejette l'idée d'un appel britannique enjoignant le général Franco à renoncer à bombarder Madrid : « Nos efforts étaient fondés sur des considérations purement humanitaires, telles qu'elles peuvent être invoquées dans des méthodes de guerre relativement civilisées ; mais ici, nous sommes confrontés à un conflit interne entièrement sauvage dans lequel les femmes, les enfants, les civils et donc les otages sont tous des combattants à part entière, et les limites habituelles de la guerre sont balayées. » TNA, PRO, FO 371/20544, W14342/62/41, « Prisoners held by the Madrid Government », minute de Sir George Mounsey, 26 octobre 1936.

⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/20546, W15040/62/41, « Situation in Spain », minute de Sir George Mounsey, 5 novembre 1936.

Cette rhétorique désigne progressivement les autorités républicaines comme responsables des malheurs subis par la population madrilène. L'attaché militaire de l'ambassade française, le lieutenant-colonel Henri Morel, abonde dans le même sens. Il estime ainsi que la résistance de la capitale est à l'origine du « bombardement d'intimidation » qu'elle subit au mois de novembre¹⁰⁰. Pour l'officier français, cette situation est imposée par les dirigeants de la Junta de Defensa de Madrid, alors dominée par les communistes, « dont la sécurité personnelle fait l'héroïsme¹⁰¹ » et qui « s'entêtent dans la résistance¹⁰² ». Il considère en effet que la population civile « subit la tyrannie de la Junta de Defensa dont les membres, n'étant pas personnellement exposés, garderont leur attitude héroïque jusqu'à ce qu'ils estiment leur repli menacé¹⁰³ ». Il en vient à espérer la fuite des éléments les plus compromis de la Junta de Defensa ou une « réaction violente des éléments paramilitaires (gardes civils, carabiniers, agents de police [...]) » qui permettraient la reddition de la ville¹⁰⁴. Un avis que partage Evelyn Shuckburgh au sein du Western Department, lorsqu'il estime que « la meilleure chance [de sauver des vies] est un effondrement soudain du moral des défenseurs¹⁰⁵ ». Cette rhétorique contribue alors à neutraliser, d'une certaine manière, les motifs d'empathie que le bombardement de Madrid génère à l'égard du camp républicain.

Ces considérations visent-elles à contrer l'effet que produisent les bombardements de Madrid dans l'opinion publique internationale ? Il est possible de se poser la question. Les raids aériens contre la capitale espagnole sont en effet dénoncés dès le mois d'octobre en Grande-Bretagne par le *Daily Herald*, qui les qualifie d'« atrocité suprême de toute la guerre¹⁰⁶ ». Plusieurs journaux au Royaume-Uni et en France – *Daily Worker*, *News Chronicles*, *The Times*, *Daily Mail*, *L'Humanité*, *Le Populaire*, *L'Œuvre*, etc. – mentionnent également dès la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre la mort d'enfants

¹⁰⁰ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B⁵, tél. 143-144 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 13 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

¹⁰¹ *Ibid.*, tél. 183-184 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 21 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

¹⁰² *Ibid.*, tél. 818-819 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 11 novembre 1936. Il transmet un télégramme du lieutenant-colonel Henri Morel au ministère de la Guerre, daté du 9 novembre 1936.

¹⁰³ *Ibid.*, tél. 163-164 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 18 novembre 1936. Il transmet un message du lieutenant-colonel Henri Morel.

¹⁰⁴ *Ibid.*, tél. 818-819 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 11 novembre 1936. Il transmet un télégramme du lieutenant-colonel Henri Morel au ministère de la Guerre, daté du 9 novembre 1936.

¹⁰⁵ Robert Stradling, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 184.

¹⁰⁶ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 149.

dans les bombardements à Madrid et à Getafe¹⁰⁷. Les articles qui se multiplient offrent alors l'occasion, pour le gouvernement républicain, de contrer les effets de la propagande d'atrocités des militaires rebelles et en particulier de l'*Informe Oficial* de Luis Bolín¹⁰⁸. L'ambassade républicaine à Londres diffuse largement une tribune dans laquelle des intellectuels madrilènes s'élèvent contre « le spectacle effrayant de femmes, d'enfants et d'hommes sans défense déchiquetés par les bombes d'avions dans les rues d'une ville paisible au moment même où ses rues sont les plus fréquentées¹⁰⁹ ». À partir de la mi-novembre, des photographies des enfants tués à Getafe sont diffusées dans la presse de sympathisant avec le camp républicain en Grande-Bretagne – *Daily Worker* et *News Chronicle* – et en France – *L'Humanité*, *Le Populaire* et *L'Œuvre*¹¹⁰. L'hebdomadaire communiste *Regards*, paraphrasant le célèbre article d'Émile Zola, met ainsi en accusation le « fascisme » et les « nationaux » espagnols « qui ont fait venir des avions allemands et italiens pour assassiner les petits enfants d'Espagne¹¹¹ » (voir la reproduction 20). Pour susciter l'émotion de son lectorat, le magazine convoque alors l'innocence des victimes, en appelant à l'instant maternel de ses lectrices. Afin de renforcer l'empathie et l'identification, il dresse des parallèles appuyés avec la France :

« Ils jouaient, ils chantaient, ils riaient comme on fait à cet âge en Espagne et en France, et dans le reste du monde. Ils avaient la vie devant eux. Leur mère les regardait avec amour.

[...]

Les petits êtres gisent là, alignés dans une Morgue improvisée. La mort les a surpris dans leurs jeux, parfois un vague sourire reste figé à leurs lèvres puériles. Parfois leur mère a été tuée à leurs côtés.

[...] Quel Français ne se sentira bouleversé d'horreur devant cet épouvantable spectacle ? Quelle mère française ne pleurera en songeant à ses enfants à elle ? Quel cœur d'homme ne se sentira gonflé de haine contre les assassins ?¹¹² »

¹⁰⁷ Robert Stradling, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, op. cit., p. 97-107 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 107 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2014, p. 111.

¹⁰⁸ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 149.

¹⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/20547, W15442/62/41, note de l'ambassade espagnole à Londres.

¹¹⁰ Hugo García, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 149 ; Martin Minchom, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, op. cit., p. 107 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 111.

¹¹¹ « Nous accusons », *Regards*, n° 148, 11 novembre 1936. Exemplaire disponible sur le site de l'Hemeroteca Digital de la Biblioteca Nacional de España. URL : <https://hemerotecadigital.bne.es/hd/es/viewer?id=273fe54d-8917-4676-acff-a37500451236>. Consulté le 31 août 2022.

¹¹² *Ibid.*

Mais en cherchant à susciter une mobilisation empathique pour les enfants de Getafe victimes des bombardements, la rédaction de *Regards* entend aussi mettre en accusation la politique de non-intervention : en refusant de livrer des armes à la République espagnole, la France se rend ainsi complice de la mort de ces enfants :

« Depuis longtemps, les assassins de femmes et d'enfants seraient réduits à l'impuissance si le peuple et le gouvernement espagnols avaient eu de quoi se défendre. Nous, Français, nous nous en sentons couverts de honte, lorsque nous pensions qu'il dépendait de notre gouvernement, que l'Espagne puisse recevoir librement ce qu'il lui fallait pour mater tout de suite les traîtres et les criminels. Qu'il dépendait de nous que ces petites victimes vivent encore, respirent encore. Nous porterions la plus terrible des responsabilités si nous ne faisons pas tout pour arrêter l'œuvre de mort. Nous ne serions plus dignes, alors, du nom d'hommes, du nom de Français.

Nous ne voulons plus que cela continue. Il faut en finir avec le blocus assasin ! Assez d'enfants assassinés ! Assez de mères qui pleurent !¹¹³ »



Reproduction 20 : « Nous accusons », reproduction des photographies des enfants victimes du bombardement de Getafe dans le magazine communiste *Regards*¹¹⁴.

¹¹³ *Ibid.*

Regards est loin d'être le seul à employer ce ressort émotionnel pour mettre en accusation la passivité des démocraties européennes face aux massacres des enfants. La photographie de l'une des victimes – la fillette 4-21-35 – est ainsi reproduite dans un photomontage diffusé sous la forme d'une affiche du ministère de la Propagande républicain s'adressant au public britannique et désormais célèbre : « If you tolerate this your children will be next » (voir l'affiche 21).



Affiche 21 : Affiche du ministère de propagande républicain, représentant la fillette « 4-21-35 »¹¹⁵.

Cette campagne de presse coïncide en effet avec les premières remises en cause de la politique de non-intervention que connaissent les gouvernements français et britannique à l'échelle intérieure comme à l'échelle internationale. De plus en plus nombreuses, des voix s'élèvent à partir de la fin du mois de septembre 1936 à l'intérieur du mouvement socialiste

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ Affiche conservée à l'Imperial War Museum sous la référence « Art.IWM PST 8661 ». Consultable en ligne. URL : <https://www.iwm.org.uk/collections/item/object/1122>. Consultée le 31 août 2022.

européen — et en particulier en France et en Grande-Bretagne — pour dénoncer les violations italiennes et allemandes de la non-intervention et pour réclamer le droit de la République espagnole à se fournir en armes¹¹⁶. Et le 23 octobre 1936, l'ambassadeur soviétique Ivan Maïski dénonce à son tour devant le Comité de Londres les livraisons d'armes italiennes et allemandes aux troupes rebelles espagnoles. Il annonce que son gouvernement ne s'estime désormais plus tenu par ses engagements et livrera des armes à l'Espagne républicaine¹¹⁷. Dans ce contexte, la mobilisation de la presse de gauche contre les bombardements de Madrid a pu paraître suspecte à certains agents du Quai d'Orsay et du Foreign Office qui y ont pu y voir une manœuvre visant à pousser leurs gouvernements à se ranger du côté républicain. Ils ne se trompent probablement pas. Selon Célia Keren – qui suit l'avis de Robert Stradling –, en déployant cette campagne « le gouvernement républicain décide de miser sur la pression populaire des opinions publiques », afin que la France et l'Angleterre dénoncent à leur tour la politique de non-intervention¹¹⁸. De manière significative, dans les colonnes de *L'Humanité* Gabriel Péri présente dès le 1^{er} novembre 1936 le bombardement de Getafe comme la conséquence de la politique de non-intervention¹¹⁹. L'attitude de certains représentants diplomatiques français et britanniques pourrait dès lors trouver une explication : en présentant les autorités républicaines comme co-responsables des malheurs de la population madrilène, peut-être ont-ils cherché à empêcher cet alignement ?

3. L'ère du soupçon : les bombardements à l'heure de l'intervention soviétique en Espagne

Certains diplomates et consuls semblent en effet sensibles aux « images alarmistes » qui présentent l'URSS comme une « dictature slave manipulant la gauche française au profit de ses intérêts nationaux », en poussant notamment la France à la guerre contre l'Allemagne à

¹¹⁶ Nicolas Lépine, *Guerre d'Espagne et socialisme international. Dernière chance pour l'ordre démocratique d'entre-deux-guerres*, Québec - Paris, Presses de l'Université de Laval - Hermann Éditeur, 2020, p. 38-44 ; Tom Buchanan, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 68-72.

¹¹⁷ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 41 ; Ángel Viñas, *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 365-368.

¹¹⁸ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 112 ; Robert Stradling, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, op. cit., p. 117-118.

¹¹⁹ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 111.

travers une intervention en faveur des républicains espagnols¹²⁰. Cette crainte est évidemment accentuée par l'intervention assumée de l'Union soviétique qui fournit avions et pilotes au Frente Popular. Dans ces conditions, ils interprètent certains bombardements qui touchent les villes républicaines comme une manipulation soviétique visant à provoquer un incident international. C'est le cas à Bilbao quand un raid aérien touche le 21 octobre 1936 la zone internationale instaurée par le corps consulaire dans le quartier de Las Arenas¹²¹, manquant de peu un navire de guerre britannique et les bateaux-prisons où sont retenus les prisonniers de droite¹²². Mais l'origine rebelle de l'attaque est très rapidement mise en cause par les membres du corps diplomatique réfugié sur la côte basque française. Jean Herbette note dès le lendemain que, selon le consul britannique à Bilbao, « l'avion volait à une altitude de 7 à 10 000 pieds et qu'il est apparu sortant d'une couche de nuages. La direction d'où il venait n'a donc pu être observée. L'appareil n'a pu être identifié en raison de l'altitude¹²³ ». C'est que l'ambassadeur français, qui a signalé dès septembre 1936 au commandement insurgé la localisation de la zone internationale de Las Arenas¹²⁴, ne croit pas à une attaque rebelle :

« L'impression que ces conversations me laissent est qu'il subsiste un doute quant au parti auquel l'avion appartenait. On ne comprend pas que le général Franco, dont dépend directement toute l'aviation du parti militaire, ait autorisé un bombardement qui n'avait aucun but stratégique et qui risquait en revanche d'atteindre un navire britannique, trois cargos remplis d'otages de droite et une zone où se sont réfugiées les colonies étrangères de Bilbao. Les emplacements des navires-prisons et de la zone internationale ainsi que la présence d'un bâtiment de guerre britannique en cet endroit étaient en effet connus des autorités militaires.

Aussi entend-on émettre une supposition selon laquelle cet avion, qui est venu seul contrairement à l'habitude constante des forces militaires, appartiendrait en réalité aux forces gouvernementales et serait venu de Gijón pour attaquer les bateaux d'otages.

Une certitude matérielle pouvant seule permettre de choisir entre les hypothèses qui se présentent, je demande à notre Consul de Bilbao de me faire savoir si l'on a trouvé des débris de bombes permettant de reconnaître le parti auquel appartenait l'avion¹²⁵. »

¹²⁰ Sophie Cœuré, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, CNRS, 2017, p. 284-285.

¹²¹ Voir le chapitre 8, p. 600.

¹²² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 65 de René Castéran à Jean Herbette, 21 octobre 1936 ; et tél. 1357 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 octobre 1936.

¹²³ *Ibid.*, tél. 1357 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 octobre 1936.

¹²⁴ *Ibid.*, tél. 1231-1232 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 septembre 1936.

¹²⁵ *Ibid.*, tél. 1357 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 octobre 1936.

Cette interprétation est également avancée par le capitaine Burrough, qui commande la 5th Destroyer Flotilla britannique le long de la côte nord de l'Espagne et qui assure la liaison entre Bilbao et Saint-Jean-de-Luz¹²⁶.

La première enquête de René Castéran n'est cependant pas en mesure de lever les doutes de l'ambassadeur. Il note que « l'examen des débris de la bombe tombée sur la zone internationale ne permet pas d'identifier l'origine de celle-ci. Aucune indication n'était visible contrairement à ce qui avait été constaté lors des bombardements précédents. » Il précise alors que ce dernier « détail a été soigneusement relevé par le Corps consulaire » de Bilbao¹²⁷. Castéran semble alors partager la suspicion de son chef. Très vite, l'idée s'impose que l'avion à l'origine du raid est soviétique. Elle est notamment promue par le commandement rebelle, qui nie toute implication dès le 22 octobre 1936 auprès du délégué du CICR :

« Le Dr Junod a reçu hier soir du général Franco l'assurance par téléphone qu'aucun ordre n'avait été donné aux avions insurgés de bombarder Bilbao hier. Il est cependant possible qu'il s'agisse d'un appareil du gouvernement en provenance de Gijón qui tentait de bombarder les navires-prisons en représailles à la libération des femmes otages par les Basques ou pour créer des troubles liés à la libération éventuelle d'autres otages. Alors que les avions des insurgés volent généralement en groupes, il s'agissait d'un avion isolé volant à une altitude de 7 000 à 10 000 pieds au-dessus de nuages intermittents, et il n'a été aperçu que lorsqu'il était bien hors de portée¹²⁸. »

Franco déclare par ailleurs au consul britannique à Vigo, William Oxley, que « la zone internationale n'a jamais été bombardée par aucun avion appartenant à l'armée nationale et qui, de plus n'a pas été en action au-dessus de Bilbao depuis plusieurs jours ». Il ajoute être « d'avis que le bombardement a été effectué par des avions rouges à la recherche de complications internationales justifiant un assassinat ». Il s'engage enfin à ce que la zone internationale soit « particulièrement respectée¹²⁹ ».

L'argumentation de Jean Herbette apparaît alors très proche de la version avancée par le général Franco. Le corps diplomatique à Saint-Jean-de-Luz ne tarde pas d'ailleurs à s'emparer de cette interprétation. Son doyen, l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla,

¹²⁶ TNA, PRO, FO 371/20552, W17384/62/41, rapport n° 93 du capitaine Burrough, 29 octobre 1936.

¹²⁷ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 72 de René Castéran à Jean Herbette, 23 octobre 1936.

¹²⁸ TNA, PRO, FO 371/20544, W14131/62/41, tél. 250 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 22 octobre 1936.

¹²⁹ TNA, PRO, FO 371/20545, W14918/62/41, dép. 730 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 30 octobre 1936.

confie ainsi à Herbette que « le général Franco nie absolument qu'un de ses appareils soit l'auteur de cette attaque [...], et l'on suppose maintenant qu'il s'agirait d'un avion russe¹³⁰ ». Pourtant, cette version est très rapidement contestée, y compris dans le camp rebelle. Marcel Junod informe en effet le CICR à Genève que dès le 23 octobre *El Diario Vasco*, un journal de Saint-Sébastien rallié à la cause franquiste, publie « un article disant que [c'est] bel et bien un avion blanc qui [a] jeté les bombes ». Il ajoute que « c'est une jeune fille s'occupant trop de politique, libérée des prisons de Bilbao par les soins des délégués du [Comité International], Mlle Pilar Carreaga, qui est l'instigatrice de ce bombardement¹³¹ ». C'est probablement cette nouvelle qui conduit le corps consulaire de Bilbao à adresser une protestation au commandement rebelle dès la fin du mois d'octobre. Cette protestation devait initialement être remise par une délégation composée par les consuls d'Autriche, de Belgique et de Norvège. L'arrestation pour espionnage du premier, Wilhelm Wakonigg, au moment de son embarquement — il transportait les plans de défense de Bilbao dans ses bagages —, oblige le corps consulaire à passer par une autre voie¹³². Le consul britannique à Vigo, William Oxley, est alors chargé de la communiquer au commandement rebelle. Il s'y refuse cependant, ce qui irrite son collègue à Bilbao, Ralph Stevenson¹³³.

Du reste, le conseiller à l'Intérieur du gouvernement basque, Telesforo Monzón, montre à Herbette, au début du mois de novembre, « une fusée provenant, paraît-il, de l'une des bombes lancées par l'avion » qui a attaqué la zone internationale. Selon l'ambassadeur, elle « contient deux pièces cylindriques [...] qui portent, en noir sur blanc, des inscriptions en langue allemande ». Ces dernières n'indiquent pas « le nom du fabricant ni le lieu de fabrication¹³⁴ ». Mais ces inscriptions sont loin de convaincre Jean Herbette de l'origine rebelle de l'attaque. Pour lui, « les principales hypothèses en présence sont les suivantes » :

« 1. bombe de fabrication allemande fournie à l'aviation du général Franco (mais en ce cas le bombardement est incompréhensible) ;

¹³⁰ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 1382 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 31 octobre 1936.

¹³¹ Archives du Comité International de la Croix-Rouge, Guerre civile en Espagne, 1936-1950, correspondance générale et rapports, carton 60 : rapports et correspondance de Marcel Junod (désormais : ACICR, B, CR 212, GEN-60), Annexe au PV n° 14. Rapport du Dr Junod à la Commission d'Espagne dans sa séance du 26 octobre 1936.

¹³² TNA, PRO, FO 371/20546, W15185/62/41, dép. 74 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 30 octobre 1936.

¹³³ TNA, PRO, FO 371/20552, W17384/62/41, rapport n° 93 du capitaine Burrough, commandant du *HMS Exmouth* et de la 5th Destroyer Flotilla, 29 octobre 1936. Il transmet les copies de télégrammes échangés entre William Oxley et Ralph Stevenson.

¹³⁴ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 1398 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 novembre 1936.

2. bombe de fabrication allemande fournie à l'aviation gouvernementale ;
3. bombe de fabrication non allemande, mais portant des inscriptions en langue allemande.

Le problème est intéressant en raison des perspectives qu'ouvriraient les hypothèses 2 et 3¹³⁵. »

Il persiste et signe une semaine plus tard, en s'appuyant sur des propos qu'il attribue à Marcel Junod et qui contredisent pourtant son rapport du 26 octobre 1936 — nous n'avons pourtant trouvé dans les archives de l'organisation genevoise aucun document indiquant que le délégué du CICR se dédirait *a posteriori* :

« Le Dr Junod me dit qu'on ne peut plus avoir de doute sur la provenance de l'avion qui a bombardé la rade de Las Arenas et la zone internationale en faisant de nombreuses victimes.

La fusée de bombe qu'on m'a montrée la semaine dernière à Bilbao et qui porte des inscriptions en allemand ne date pas de ce bombardement-là, mais d'un raid antérieur. En revanche le Dr Junod a eu entre les mains la fusée d'une bombe jetée par l'avion qui a survolé Las Arenas : elle ne présente aucune inscription.

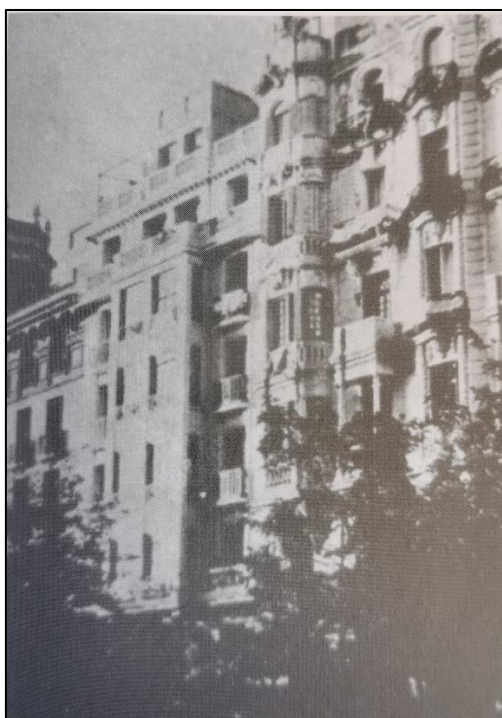
La seule hypothèse admissible serait donc celle qui a été indiquée précédemment : il s'agit d'un avion gouvernemental, sans qu'on puisse savoir jusqu'à présent s'il obéissait à des instructions militaires à l'inspiration d'un groupement politique ou à une velléité individuelle de son pilote quand il a essayé d'atteindre les bateaux d'otages et les résidences des étrangers¹³⁶. »

L'ambassadeur français persiste donc à voir dans le bombardement de la zone internationale de Bilbao une probable manipulation du camp républicain, au moment même où l'URSS remet en cause à Londres la « non-intervention » en dénonçant les livraisons d'armes allemandes et italiennes au camp rebelle. Herbettes n'est d'ailleurs pas le seul à voir l'ombre de Moscou derrière les bombardements susceptibles de provoquer un incident international au détriment du général Franco. Au début de l'année 1937, le corps diplomatique et consulaire de Madrid reprend des rumeurs similaires au sujet des bombes qui atteignent l'ambassade britannique dans la capitale espagnole. Le 9 janvier 1937, le chargé d'affaires britannique à Valence, George Ogilvie-Forbes, est informé par le ministre d'État Julio Álvarez del Vayo que le bâtiment de l'ambassade à Madrid a été touché par trois bombes

¹³⁵ *Ibid.*, tél. 1398 de Jean Herbettes au Quai d'Orsay, 7 novembre 1936.

¹³⁶ *Ibid.*, tél. 1424 de Jean Herbettes au Quai d'Orsay, 14 novembre 1936.

incendiaires¹³⁷. Aucune victime n'est à déplorer et le feu est rapidement maîtrisé. Il n'en va pas de même cependant pour l'immeuble annexe de l'ambassade britannique, situé au 11, rue Fernando el Santo et atteint par une bombe explosive : les dommages sont nombreux, et le capitaine Lance, attaché honoraire, est blessé à la tête, ainsi que l'une des résidentes, Mrs Norriss. Une autre bombe incendiaire tombe enfin sur le toit du consulat britannique, causant peu de dommages¹³⁸.



Photographies 23 et 24 : Immeuble annexe de l'ambassade britannique, 11 rue Fernando del Soto (à gauche), et appartement détruit d'Edwin C. Lance après le bombardement du 9 janvier 1937 (à droite)¹³⁹.

Dans un premier temps, l'attaché de l'air que George Ogilvie-Forbes a dépêché à Madrid ne donne aucune indication sur l'origine du raid, et se contente de décrire au chargé d'affaires les dégâts subis par les bâtiments de l'ambassade¹⁴⁰. Chilton, sur instruction du Foreign Office, adresse dès lors une « protestation immédiate et vigoureuse » aux autorités

¹³⁷ TNA, PRO, FO 371/21281, W853/1/41, tél. de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 9 janvier 1937.

¹³⁸ *Ibid.*, W605/1/41, tél. 13 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 9 janvier 1937 ; et W612/62/41, tél. 6 de John H. Milanes au Foreign Office, 9 janvier 1937.

¹³⁹ Photographies reproduites dans Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, *op. cit.*

¹⁴⁰ *Ibid.*, W762/1/41, tél. 19 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 11 janvier 1937.

insurgées¹⁴¹. Mais très vite, le commandement rebelle accuse l'aviation républicaine d'avoir délibérément bombardé l'hôtel diplomatique par l'intermédiaire de deux notes verbales du secrétaire aux Relations Extérieures du général Franco, Francisco Serrat, qu'il adresse à l'ambassadeur britannique à Hendaye, Sir Henry Chilton¹⁴². La première, datée du 9 janvier, dément « énergiquement » toute implication de l'aviation insurgée dans l'attaque. Cette dernière n'aurait pas survolé Madrid le jour du bombardement, concentrant ses actions sur les aérodromes d'Alcalá de Henares et de Guadalajara. Il l'attribue au contraire « à une manœuvre grossière » des autorités républicaines, semblable à l'attaque de l'avion de l'ambassade de France en décembre 1936. Elle viserait à « détourner l'attention de l'effet produit sur l'opinion publique internationale par l'assassinat du baron de Borchgrave, chargé d'affaires de Belgique à Madrid ». Elle se conclut par une mise en garde adressée à « l'opinion publique [...] contre des manœuvres de ce genre, car les dirigeants marxistes s'efforceront de créer des controverses de cette nature de plus en plus à mesure qu'ils verront l'encercllement de Madrid se rapprocher d'eux et que l'imminence de leur défaite deviendra évidente¹⁴³ ». La deuxième note, datée du 10 janvier, reproduit la même argumentation. Après avoir mené une « enquête scrupuleuse » auprès de l'armée de l'Air, le commandement rebelle affiche « la pleine conviction que ce bombardement ne peut en aucun cas être attribué aux avions nationaux qui, la nuit en question, sont restés constamment à une distance de dix kilomètres de l'emplacement de l'ambassade britannique à Madrid ». Dès lors, les « autorités de Salamanque sont de plus en plus convaincues qu'il s'agit d'une manœuvre délibérée de la part des dirigeants marxistes exaspérés par leur position critique, pour produire des complications internationales ». Si cette explication peut paraître « absurde en temps normal » en raison de « son caractère monstrueux », elle doit cependant, selon Serrat, « être admise comme fondée quand on tient compte de la soif de destruction et du mépris de la vie humaine dont se glorifient les forces rouges¹⁴⁴ ». Quelques jours plus tard, le gouvernement républicain dément à son tour être à l'origine de ce raid, précisant par ailleurs dans un communiqué de presse que les avions rebelles ont bombardé le 12 janvier la résidence du doyen du corps diplomatique¹⁴⁵.

¹⁴¹ AGA, MAE, Burgos, 82/3636, R.1060, dossier 206, tél. de Sir Henry Chilton à José Antonio de Sangróniz, sans date.

¹⁴² TNA, PRO, FO 371/21281, W793/1/41, tél. 17 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 11 janvier 1937 ; et W804/1/41, tél. 18 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 janvier 1937.

¹⁴³ TNA, PRO, FO 371/21282, W915/1/41, note verbale n° 7 de Francisco Serrat à Sir Henry Chilton, 9 janvier 1937.

¹⁴⁴ *Ibid.*, W1050/1/41, note verbale n° 9 de Francisco Serrat à Sir Henry Chilton, 10 janvier 1937.

¹⁴⁵ *Ibid.*, W1253/1/41, tél. 42 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 19 janvier 1937.

La version de Serrat se répand néanmoins au sein du corps diplomatique à Madrid, qui établit également un lien entre le bombardement de l'ambassade britannique, l'attaque contre l'avion de l'ambassade de France et l'assassinat du baron de Borchgrave : toutes ces actions auraient été commanditées par l'agent des services spéciaux de la Junta de Defensa de Madrid, Marcellin¹⁴⁶. Un communiste français au service de l'Union soviétique se trouverait donc derrière ces trois incidents. Cette interprétation, soutenue notamment par l'attaché commercial de la Roumanie et secrétaire du corps diplomatique, Henry Helfant, qui œuvre avec les agents de la Cinquième colonne au service des rebelles à Madrid¹⁴⁷, semble alors directement inspirée par la première note verbale de Serrat. Elle n'en est pas moins admise par l'attaché naval de l'ambassade française, Raymond Moullec¹⁴⁸. Le rapport établi depuis Madrid par l'attaché de l'air britannique, le Flight-Lieutenant Herbert Macdonald Pearson, pointe cependant plusieurs éléments qui pourraient soutenir la thèse d'un bombardement effectué par l'aviation républicaine :

« a. Il n'y a pas eu de tirs anti-aériens. On rapporte que les artilleurs de [la défense antiaérienne] qui ont ouvert le feu ont reçu l'ordre de s'arrêter.

b. Le bruit des machines, tel que rapporté par les membres de la colonie britannique, était différent de celui des Junkers ou des Capronis et n'a pas suscité d'alarme.

c. Des bombes légères, mais pas de bombes lourdes comme celles utilisées habituellement à Madrid, ont été larguées.

d. Moins d'une heure après le bombardement, des détectives et des représentants du Comité de défense étaient sur place pour évaluer les dégâts et exprimer leur sympathie malgré l'heure tardive.

e. Une rumeur générale circule à Madrid, même parmi les partisans du gouvernement, confirmant ces preuves quelque peu insuffisantes.

Par ailleurs, les bombes incendiaires utilisées étaient sans aucun doute du même modèle que celles utilisées par les insurgés¹⁴⁹. »

Du propre aveu de l'attaché de l'air, les éléments incriminant le gouvernement républicain demeurent malgré tout légers. L'absence de tirs de la défense anti-aérienne n'est

¹⁴⁶ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 121-122 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 6 février 1937.

¹⁴⁷ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2019, p. 215 et 331-332.

¹⁴⁸ SHD, GR 7N² 3235, rapport n° 15-2 du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec au 2^e Bureau de l'État-Major Général de la Marine, 20 janvier 1937.

¹⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/21282, W1077/1/41, tél. 28-29 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 14 janvier 1937.

d'ailleurs peut-être pas si surprenante. Diego Martínez López a en effet montré l'improvisation précaire du système de défense anti-aérienne par la Seconde République qui se fonde principalement, au moment du siège de Madrid, sur l'aviation de chasse¹⁵⁰.

Du reste, la propagande des deux camps ne tarde pas à s'emparer de l'incident. Le Service d'information espagnol, un organisme de propagande républicain, publie ainsi au début du mois de février une brochure en anglais dénonçant, photographies à l'appui, « le bombardement de l'ambassade britannique à Madrid¹⁵¹ ». Mais les insurgés ne sont pas en reste et diffusent leur thèse auprès de la presse étrangère. Un lieutenant du Génie de l'armée franquiste promeut ainsi la thèse d'une attaque républicaine auprès d'un journaliste de l'agence Reuters, J. Gardiner Whitfield. Il se fonde sur une soi-disant enquête menée par un « attaché militaire britannique » se trouvant désormais à Valence. Si on retrouve certains éléments du rapport de l'attaché de l'air — comme l'absence d'alarme lors du raid —, il semble néanmoins peu probable que ce dernier soit la source mentionnée par l'officier franquiste. Cependant, la mention d'une blessure légère dont cet « attaché militaire britannique » aurait été victime au moment du bombardement laisse supposer qu'il pourrait s'agir du capitaine Lance, attaché honoraire de l'ambassade. Si l'on en croit le récit de C. E. Lucas Phillips, ce dernier se présente en effet régulièrement comme « attaché militaire » et apparaît convaincu « qu'il [s'agit] presque certainement d'un avion républicain, envoyé pour larguer quelques bombes sur la zone neutre de l'ambassade, avec l'intention de créer un “incident internationale” défavorable à Franco¹⁵² ». Quoiqu'il en soit, le lieutenant franquiste liste une nouvelle série d'éléments qui incrimineraient les autorités républicaines et soviétiques. L'appareil aurait effectué son attaque à 500 mètres, soit à une altitude beaucoup moins élevée que lors des raids de l'aviation franquiste. Un domestique de l'ambassade aurait aperçu une lumière rouge sous l'une des ailes de l'avion, signe distinctif des appareils gouvernementaux. Le raid aurait été réalisé par un pilote russe, nommé Rossensko, qui aurait reçu avec son équipage des primes en récompense de cette action. Enfin, il ajoute à nouveau

¹⁵⁰ Diego Martínez López, « Disparando contra el cielo: la construcción del sistema de defensa antiaéreo republicano durante la Guerra Civil (1936-1939) », *Revista Universitaria de Historia Militar*, 2019, vol. 8, n° 17, p. 217.

¹⁵¹ TNA, PRO, FO 371/21285, W3507/1/41, dép. 30 de Georges Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 10 février 1937.

¹⁵² C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, Leeds, Sapere Books, 2021, p. 99 et 125.

que le quartier général de l'armée franquiste à Ávila considère que cette dernière aurait été « organisée par les mêmes personnes qui ont organisé l'attaque de l'avion français¹⁵³ ».

J. Gardiner Whitfield ne parvient pas à trancher s'il s'agit de « propagande blanche », alors que son interlocuteur transmet également ces éléments au centre de propagande franquiste à Saint-Jean-de-Luz, *Nacho Enea*. Mais le doute s'est installé : « Il peut s'agir d'un morceau de propagande élaborée, mais il y a certainement des détails qu'il serait difficile d'inventer¹⁵⁴. » Dans ces conditions, George Ogilvie-Forbes ne cache pas non plus sa perplexité dans une lettre personnelle qu'il adresse à Walter Roberts, au Foreign Office : « Les preuves des bombes ramassées là-bas tendent à montrer qu'il s'agissait de bombes des insurgés, malgré ce que les résidents locaux ont dit à l'attaché militaire. Je suppose que nous ne saurons jamais la vérité¹⁵⁵. » Il est néanmoins plus probable que cette attaque, qui touche plusieurs bâtiments diplomatiques britanniques distants, soit le résultat d'un raid de l'aviation rebelle qui les aurait atteints par mégarde. L'ambassade et le Lycée français de Madrid ont bien été touchés à plusieurs reprises durant le mois de novembre (voir *supra*). C'est également ce que suggère le journal du conseiller de l'ambassade chilienne, Carlos Morla Lynch, qui attribue aux rebelles les bombardements de plusieurs bâtiments diplomatiques en janvier 1937 – dont l'ambassade britannique, mais aussi le décanat du corps diplomatique, l'ambassade française et la légation suisse¹⁵⁶.

Quoi qu'il en soit, ces deux épisodes — les bombardements de la zone internationale à Bilbao et de l'ambassade britannique à Madrid — montrent bien l'étendue de la crainte que suscite au sein du corps diplomatique et consulaire l'intervention soviétique en Espagne. L'URSS est soupçonnée de manipulations visant à produire un incident international susceptible de mener la France et la Grande-Bretagne à la guerre. Mais ces deux épisodes sont aussi révélateurs de la perméabilité du corps diplomatique et consulaire à l'égard de la propagande du camp franquiste qui les détourne volontiers de ses propres responsabilités dans les bombardements aériens qui ensanglantent l'arrière républicain, en agitant le spectre de Moscou. Reste à savoir si cette perméabilité est volontaire et consciente dans le but d'empêcher une solidarité avec le camp républicain tout en favorisant un rapprochement avec les rebelles ; ou si elle n'est que le reflet des propres appréhensions des agents français et

¹⁵³ TNA, PRO, FO 371/21283, W1927/1/41, dép. 59 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 25 janvier 1937. Il transmet une note de J. Gardiner Whitfield daté du 23 janvier 1937.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/21281, W763/1/41, lettre de George Ogilvie-Forbes à Walter Roberts, 6 février 1937.

¹⁵⁶ Carlos Morla Lynch, *Informes diplomáticos y diarios de la guerra civil*, Séville, Espuela de Plata, 2010, p. 47-48.

britanniques, aveuglés par leur peur du communisme. Les deux hypothèses ne sont d'ailleurs pas contradictoires et peuvent se côtoyer.

Le cas de Jean Herbette constitue un exemple intéressant. Sa paranoïa, après son séjour à Moscou comme ambassadeur, est connue. Le président de la Seconde République, Manuel Azaña, décrit ainsi Herbette et sa femme comme « transis de peur » lors de leur arrivée en Espagne. Il y voit une « conséquence du régime policier de Moscou. Ils voyaient de toute part agents secrets, espions, mystères et dangers¹⁵⁷. » Cette impression est d'ailleurs partagée par le conseiller de l'ambassade, Jean-Baptiste Barbier, qui raconte dans ses mémoires la réticence d'Herbette à embaucher du personnel subalterne par peur de l'espionnage¹⁵⁸. Mais l'ambassadeur français n'en reste pas moins un défenseur acharné de la cause rebelle, n'hésitant pas à reprendre de nombreux éléments de la propagande franquiste comme lors du bombardement de Guernica, quelques mois plus tard : il reprend sans aucune hésitation la thèse franquiste d'une ville incendiée par les miliciens basques, niant sa destruction par l'aviation allemande et italienne¹⁵⁹. Dans tous les cas, les soupçons que les diplomates et les consuls français et britanniques instillent progressivement sur l'origine de certains bombardements retentissants contribuent à amoindrir les motifs de solidarité à l'égard du camp républicain, mais aussi de défiance à l'égard du camp franquiste. Ils limitent ainsi les effets de l'élan d'empathie réelle qu'ils ressentent à l'égard des populations civiles exposées aux bombardements systématiques.

Conclusion

Les télégrammes et les dépêches que les représentants français et britanniques consacrent aux bombardements sur les villes espagnoles durant les premiers mois de la guerre civile confirment bien leur attachement profond au droit international et à la possibilité de modérer les violences à l'égard des populations civiles et de leurs biens¹⁶⁰. Les bombardements indiscriminés choquent, d'autant plus lorsqu'ils touchent les femmes et les enfants — que des discours de genre bien ancrés présentent comme nécessairement innocents.

¹⁵⁷ Manuel Azaña, *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales / Taurus-Santillana, 2008, vol.4 (juillet 1936-août 1940), p. 512.

¹⁵⁸ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, *op. cit.*, p. 622.

¹⁵⁹ Pedro Barruso, « El Bombardeo de Gernika y la diplomacia francesa », *op. cit.* URL: <https://www.euskonews.eus/zbk/391/el-bombardeo-de-gernika-y-la-diplomacia-francesa/ar-0391001002C/#>.

Consulté le 31 août 2022.

¹⁶⁰ Voir le chapitre 3, p. 200.

Dès lors, les diplomates et les consuls développent une empathie d'autant plus spontanée à l'égard des victimes civiles qu'ils sont eux-mêmes, dans une certaine mesure, exposés personnellement aux conséquences des bombardements. Du fait de leur intensité et de leur caractère délibéré et systématique, les bombardements rebelles contre les populations de l'arrière républicain sont d'ailleurs ceux qui marquent le plus les agents français et britanniques, qui s'en émeuvent à de nombreuses reprises dans leur correspondance. Néanmoins, l'empathie qu'ils développent à l'égard de ces populations peine à se transformer en solidarité pour les autorités républicaines ou en défiance à l'égard des insurgés. Plusieurs facteurs permettent de l'expliquer. Tout d'abord, si les bombardements rebelles dominent la correspondance diplomatique à l'automne 1936, ce sont les autorités républicaines qui sont accusées d'avoir eu recours en premier au bombardement contre les villes ouvertes, en juillet et août 1936. Ensuite, une partie de la population des villes républicaines bombardées perd son statut de victime à l'occasion des représailles exercées à l'égard des prisonniers de droite au lendemain des raids aériens. La participation des femmes à ces représailles apparaît d'ailleurs comme une véritable transgression, venant se heurter aux représentations genrées de l'époque.

Mais c'est surtout l'effet de la diabolisation des autorités républicaines qui empêche cette empathie de se transformer en solidarité. La population civile de Madrid apparaît ainsi comme otage d'une Junta de Defensa dominée par les communistes, qui instrumentalise son malheur à des fins de propagande et pour échapper à une défaite annoncée. Certains agents pensent ainsi discerner la main de Moscou derrière certains bombardements susceptibles de créer un incident international. Loin de se satisfaire de l'hypothèse la plus probable — que les bombardements rebelles, massifs et indiscriminés, puissent atteindre la zone internationale de Bilbao ou les bâtiments diplomatiques britanniques à Madrid par mégarde —, ils accusent l'aviation républicaine et soviétique de manœuvres sournoises visant à créer des complications internationales, en remettant en cause la politique de « non-intervention », voire en provoquant une guerre européenne. Par défiance à l'égard de la révolution, du camp républicain et de l'Union soviétique, ils reprennent alors des pans entiers de la propagande des militaires insurgés.

Ainsi, la perception des bombardements et de leurs effets en 1936 n'échappe pas à la polarisation du corps diplomatique et consulaire à l'égard des événements espagnols. La dichotomie manichéenne qui se met en place réduit alors les motifs d'empathie à l'égard du camp républicain. Tenus hors du champ de la civilisation et perçus comme des bourreaux

menaçants du fait des violences révolutionnaires, les partisans du Frente Popular ne peuvent dès lors être perçus comme des victimes. La violence implacable que les militaires rebelles exercent à leur égard apparaît comme un mal nécessaire, justifié par la nécessité de mettre fin à la menace révolutionnaire. Or, cette polarisation n'est pas sans conséquence sur les interventions humanitaires déployées par les représentants français et britanniques en Espagne. Cette dichotomie manichéenne facilite en effet l'émergence d'une « humanité inégale¹⁶¹ », en désignant les victimes à secourir — les personnes exposées à la terreur révolutionnaire — et les bourreaux à châtier — sur lesquels s'abat la juste terreur militaire. Elle explique le déséquilibre qui, dans les premiers mois de la guerre, s'observe dans les interventions humanitaires françaises et britanniques qui bénéficient d'abord aux victimes des violences révolutionnaires et au détriment des victimes de la terreur militaire.

¹⁶¹ Didier Fassin, *La Raison humanitaire. Une histoire morale du présent*, Paris, Seuil, 2018, p. 353.

Chapitre 7 : Porter secours aux victimes des violences révolutionnaires (1936-1937) : le déséquilibre initial des interventions humanitaires française et britannique

Les violences qui s'emparent de l'Espagne au lendemain du coup d'État raté des 17 et 18 juillet 1936 amènent très rapidement les diplomates et les consuls à agir afin de soustraire de nombreux Espagnols à la mort. Cette intervention s'improvise dans l'urgence en collaboration avec la Marine Nationale et la Royal Navy. Elle est le fruit des perceptions immédiates et biaisées de la guerre civile et vise principalement à venir en aide aux victimes des violences révolutionnaires. Comme nous le verrons par la suite, elle s'inscrit dans la continuité de la protection des colonies étrangères en Espagne et se présente principalement sous la forme de deux actions : les évacuations maritimes et l'asile diplomatique. Les premières ont été d'abord appréhendées depuis l'histoire maritime et militaire, à travers les études pionnières réalisées par des officiers britanniques, français ou américains soucieux d'aborder le rôle de leurs marines nationales face à la guerre civile espagnole¹. Abordées sous un angle généralement laudatif, ces évacuations maritimes ne sont pas au cœur de ces travaux : elles ne sont que l'une des nombreuses activités que la Marine Nationale et la Royal Navy déploient le long des côtes espagnoles, avec notamment l'application du plan de contrôle de la non-intervention à partir du printemps 1937. Du reste, si la collaboration des officiers britanniques et français avec les consuls présents en Espagne est évoquée, ces derniers ne se trouvent pas au cœur de la réflexion.

Il faut attendre les années 2000 pour que la question des évacuations maritimes organisées au début de la guerre suscite un nouvel intérêt, notamment chez les historiens catalans. Rubèn Doll-Petit s'est ainsi intéressé aux embarquements réalisés par la marine italienne à Barcelone au bénéfice des religieux et des membres de la droite catalane². Plus récemment, Arnau Gonzàlez i Vilalta a prolongé ce travail à travers une étude comparée de

¹ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979 ; Peter Gretton, *El factor olvidado : la marina británica y la guerra civil española*, Madrid, Editorial San Martín, 1984 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 1993 ; Willard C. Frank Jr., « Multinational Naval Cooperation in the Spanish Civil War, 1936 », *Naval War College Review*, 1994, vol. 47, n° 2, p. 72-101.

² Rubèn Doll-Petit, *Els « catalans de Gènova » : història de l'èxode i l'adhesió d'una classe dirigent en temps de guerra*, Barcelone, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2003.

l'action des consulats français, britannique et italien à Barcelone en faveur des évacuations maritimes³. Comme Rubèn Doll-Petit avant lui, l'objet de son travail vise notamment à souligner les facilités accordées par la Généralité catalane à cette action humanitaire dans une approche où la démarche historique tend à se croiser avec une démarche mémorielle⁴. Enfin, l'historien britannique Peter Anderson a démontré dans un article important le déséquilibre des évacuations britanniques, qui bénéficient largement aux partisans de la rébellion militaire⁵. Il rompt ainsi avec l'idée avancée par Tom Buchanan, selon laquelle l'action humanitaire des diplomates britanniques en Espagne témoignerait de l'attitude neutre et impartiale de leur pays⁶. Tandis que les travaux d'Arnau Gonzàlez i Vilalta se fondent en bonne partie sur les archives françaises du CADN et du SHD, ceux de Peter Anderson se fondent sur celles du Foreign Office conservées à Kew.

Quant à l'asile diplomatique, on retiendra surtout l'étude pionnière de Javier Rubio⁷. À partir des archives du ministère des Affaires étrangères espagnoles alors disponibles (il s'agit surtout de l'« Archivo de Burgos »), l'historien espagnol a posé les principaux jalons de ce champ historiographique. Nombre de ses analyses demeurent aujourd'hui essentielles et pertinentes au moment d'aborder cette question. La question a été ensuite reprise par Javier Cervera, dans son livre sur la « ville clandestine⁸ ». Désormais, Antonio Manuel Moral Roncal apparaît comme le spécialiste de l'asile diplomatique durant la guerre d'Espagne, en raison des nombreuses publications qu'il a consacrées à ce sujet depuis vingt ans⁹. Si ses travaux sont ponctuellement utiles, ils doivent cependant être maniés avec précaution. Ils se fondent presque exclusivement sur des archives espagnoles, et en particulier sur celles de la

³ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolsats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, Barcelone, Base, 2020.

⁴ En mettant en avant cette action humanitaire qui bénéficie à de nombreux partisans de la rébellion militaire, les deux historiens catalans entendent souligner par contraste l'inflexibilité du régime franquiste qui n'hésite pas à persécuter et exécuter les cadres de l'indépendantisme catalan auxquels nombre de ses soutiens doivent pourtant la vie.

⁵ Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », *War in History*, 2019, vol. 26, n° 1, p. 65-85.

⁶ Cette idée a été reprise récemment par Matthew McDonald. Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British “Front-Line” Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *Contemporary European History*, 2003, vol. 12, n° 3, p. 279-303 ; Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, Undergraduate dissertation, University of Leeds, Leeds, 2019.

⁷ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979.

⁸ Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 345-380.

⁹ Nous nous contenterons de citer ici ses principaux ouvrages : Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Madrid, Actas, 2001 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2018.

Causa General. En dépit de l'origine particulière de ce fonds, il ne semble pas les manier avec les précautions que requiert cette documentation¹⁰. Il en va de même pour son usage assez peu critique des témoignages et des mémoires de certains diplomates et consuls, dont il dresse les lauriers en dépit du rôle trouble qu'ils occupent durant la guerre civile¹¹. Et s'il aborde l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne à l'égard de l'asile diplomatique, il n'a recours à aucune archive du Quai d'Orsay ni du Foreign Office. Du reste, ses travaux sont parsemés d'emprunts qui ne sont pas toujours convenablement référencés. Ainsi, l'introduction historiographique de son principal ouvrage reprend une bonne partie du développement introductif du livre de Javier Rubio et du chapitre que Javier Cervera consacre à l'asile diplomatique¹². Mais c'est surtout le développement qu'il consacre dans son premier ouvrage à l'action du capitaine Lance, l'attaché honoraire de l'ambassade britannique, qui interroge¹³. Ce chapitre offre des similarités étonnantes, tant du point de vue du contenu que de la structure du propos, avec le récit romancé que C. E. Lucas Phillips nous a laissé des activités du « Spanish Pimpernel¹⁴ ». Antonio Manuel Moral Roncal ne le cite pourtant pas.

Quoi qu'il en soit, nous souhaitons à travers ce chapitre nous arrêter sur les deux principales interventions humanitaires qui ont lieu en Espagne au début de la guerre civile, en nous intéressant à leur mise en place par les diplomates et les consuls français et britanniques. Sans pouvoir être pleinement exhaustif compte tenu de l'ampleur de ces interventions et du nombre d'acteurs qui y participent, nous nous attacherons à montrer à travers une sélection d'exemples la diversité des pratiques humanitaires qui s'offrent à eux. Sans négliger une montée en généralité – grâce à la mobilisation de données quantitatives sur les évacuations maritimes, mais aussi l'asile diplomatique –, nous veillerons à observer ces pratiques au plus près des acteurs. Le traitement parallèle des initiatives françaises et britanniques permettra par

¹⁰ Les archives de la Causa General proviennent de l'instruction menée par la justice franquiste au lendemain de la guerre civile afin de documenter — mais aussi de fabriquer les preuves — de la « terreur rouge ». Elles participent à asseoir une certaine représentation du conflit espagnol sur laquelle le régime franquiste cherche à fonder sa légitimité politique. L'usage de cette documentation requiert donc la plus grande prudence. À ce sujet, voir notamment José Luis Ledesma, « La “Causa General”: fuente sobre la violencia, la Guerra Civil (y el franquismo) », *Spagna Contemporanea*, 2005, XIV, n° 28, p. 203-220.

¹¹ Son traitement de l'action du chargé d'affaires de la Norvège, l'Allemand Felix Schlayer, est particulièrement symptomatique de son approche complaisante à l'égard de ces sources. Antonio Manuel Moral Roncal et Ricardo Colmenero García, « Félix Schlayer ante la Causa General. Testimonios de un cónsul extranjero sobre la guerra civil », *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, 2008, n° 68, p. 70-95.

¹² Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, *op. cit.*, p. 13-24.

¹³ Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, *op. cit.*, p. 133-142.

¹⁴ Publié en 1960, le livre de C. E. Lucas Phillips se fonde sur le témoignage du capitaine Lance. C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, Leeds, Sapere Books, 2021.

ailleurs de souligner la différence des approches des agents du Quai d'Orsay et ceux du Foreign Office.

I. Face aux réfugiés d'Espagne, une politique différenciée

A. Les évacuations britanniques : négocier l'embarquement de l'aristocratie et de la droite hors d'Espagne républicaine

1. La frilosité initiale du Foreign Office face aux évacuations de ressortissants espagnols

Au moment où survient le coup d'État militaire, la première préoccupation des gouvernements étrangers est de protéger les ressortissants nationaux et de les évacuer : près de 100 000 ressortissants étrangers se trouvent ainsi en Espagne. C'est notamment le cas des gouvernements français et britannique, qui agissent de concert avec les principales puissances européennes – dont l'Italie et l'Allemagne. À la fin du mois d'octobre 1936, 58 000 ressortissants étrangers ont été évacués d'Espagne, principalement par la France (20 000 personnes) et la Grande-Bretagne (12 000 personnes). Ce chiffre atteint 61 000 personnes à la fin de l'année 1936 et 75 000 au début de l'automne 1937¹⁵. La Grande-Bretagne, qui compte 8 000 à 8 300 ressortissants en Espagne – dont la moitié en Andalousie, à proximité de Gibraltar, et près de 1 500 dans la région de Barcelone – fournit un effort précoce et important lors de ces évacuations. Dès le 20 juillet 1936, le gouvernement britannique ordonne ainsi l'envoi de navires de guerre le long des côtes espagnoles afin de protéger ses ressortissants¹⁶. Ces opérations se concentrent principalement dans les ports tenus par les républicains, en raison de l'inquiétude que provoquent les « désordres » révolutionnaires abondamment dénoncés par les représentants britanniques demeurés en Espagne¹⁷. Très vite se pose la question d'une généralisation de ces évacuations aux Espagnols menacés par les violences qui s'emparent des territoires républicains. Robert Vansittart note dès le 28 juillet que des navires de guerre britanniques ont vraisemblablement déjà embarqué des réfugiés espagnols aux côtés de réfugiés britanniques. Il suggère de leur laisser une « petite latitude » à ce sujet, bien qu'il pense que la Grande-Bretagne devrait s'abstenir d'évacuer des Espagnols de manière générale

¹⁵ Willard C. Frank Jr., « Multinational Naval Cooperation in the Spanish Civil War, 1936 », *op. cit.* ; HALPERN P.G. (dir.), *The Mediterranean Fleet, 1930-1939*, Londres et New York, Routledge, 2016, p. 193 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 3-4.

¹⁶ FRANK JR. Willard C., « Multinational Naval Cooperation in the Spanish Civil War, 1936 », *op. cit.*, p. 76 -77.

¹⁷ Voir chapitre 3, p. 176-205.

afin de ne pas prendre parti dans ce conflit interne¹⁸. Dans un premier temps, le gouvernement britannique y est en effet réticent. En accord avec le Foreign Office, l'Amirauté britannique informe ses navires que la « politique en matière d'évacuation des ressortissants espagnols est de ne pas évacuer ces ressortissants, sauf dans les cas exceptionnels de personnes ayant des revendications particulières à notre égard et n'ayant aucun lien avec les hostilités. Les commandants des navires de Sa Majesté doivent faire usage de leur discrétion dans les limites de la politique susmentionnée¹⁹ ».

Néanmoins, les autorités britanniques sont progressivement amenées à faire évoluer leur position face au « nombre considérable de demandes d'évacuation ou de protection d'Espagnols » qu'elles reçoivent. Le Foreign Office envisage ainsi dans un second temps d'autoriser les évacuations d'« Espagnols nés britanniques, ou de maris ou d'enfants de sujets britanniques ou nés britanniques ». Du reste, l'Amirauté ordonne à ses navires « qu'en cas d'attaque organisée ou de tumulte, les religieuses puissent être embarquées, quelle que soit leur nationalité », y compris si elles sont espagnoles²⁰. Mais face aux nombreuses sollicitations, le gouvernement britannique décide le 18 septembre 1936 de réévaluer sa politique, en invitant le Foreign Office et l'Amirauté à « déterminer précisément la réglementation existante en matière d'évacuation des ressortissants espagnols par les navires de Sa Majesté²¹ ». Dès le 25 septembre, de nouvelles instructions sont « envoyées aux consuls de Sa Majesté en Espagne [...] afin que les personnalités espagnoles présentant une importance politique puissent être évacuées en dernier recours si leur vie est en danger et qu'il soit laissé à la discrétion des commandants des navires de Sa Majesté d'étendre ce traitement aux autres ressortissants espagnols en coopération avec les efforts d'autres pays²² ».

Ces instructions viennent en réalité régulariser la politique pratiquée de fait par certains consuls britanniques en Espagne, en collaboration avec les officiers de la Royal Navy. Ainsi, alors que la Généralité catalane décide au début du mois d'août de ne plus octroyer de permis aux Espagnols qui espèrent quitter le pays, le consul général à Barcelone, Norman King, envisage d'user de son influence auprès du conseiller à l'Ordre Public, Josep

¹⁸ TNA, PRO, FO 371/20525, W7490/62/41, minute de Robert Vansittart, 28 juillet 1936.

¹⁹ TNA, PRO, FO 371/20526, W7502/62/41, « Evacuation of Spanish nationals », 3 août 1936.

²⁰ TNA, PRO, FO 371/20532, W9011/62/41, « Evacuation and protection of Spanish nationals », 15 août 1936.

²¹ TNA, PRO, FO 371/20539, W11718/62/41, extrait des conclusions du conseil des ministres du 18 septembre 1936.

²² TNA, PRO, FO 371/20560, W12472/427/41, « Evacuation by His Majesty's ships of Spanish nationals from Spain », 28 septembre 1936. L'Amirauté transmet des instructions similaires à ses navires : TNA, PRO, FO 371/20560, W12224/427/41, tél. 1940/25 de l'Amirauté, 25 septembre 1936.

Maria Espanya, pour contourner cette interdiction dans certains cas²³. Le Foreign Office reconnaît lui-même qu'au moment où sa politique d'évacuation s'assouplit, « plus de 350 ressortissants ont [à ce jour] été évacués par les navires de Sa Majesté, dont la grande majorité est composée de femmes et d'enfants et environ la moitié, des religieuses. [...] Dans la plupart des cas, l'autorisation de quitter le pays a été obtenue au préalable auprès des autorités locales ». Il précise néanmoins qu'il « n'existe aucune trace d'évacuation d'hommes politiques²⁴ ».

Pour autant, les instructions du gouvernement britannique demeurent vagues et font reposer l'initiative des évacuations sur les consuls et les officiers de la Royal Navy qui opèrent en Espagne. La liberté d'appréciation laissée aux agents sur le terrain est d'ailleurs source de malentendus. En janvier 1937, le chargé d'affaires britannique George Ogilvie-Forbes demande ainsi, dans une circulaire qu'il adresse aux consuls qui se trouvent dans les territoires insurgés, de cesser de demander à leurs homologues en territoire républicain de procéder à l'évacuation de ressortissants espagnols. Il rappelle notamment l'opposition du gouvernement républicain à ces opérations. S'il cherche à obtenir un changement de politique de la part de ce dernier, Ogilvie-Forbes estime que les « tentatives d'évacuer des cas isolés font peser une charge impossible sur les agents consulaires, les empêchant de s'acquitter de leur tâche principale, qui est de protéger les intérêts britanniques, et ajoutent à leur anxiété celle d'être confrontés à des demandes qu'ils ne peuvent pas exécuter ». Il adopte alors une lecture très restrictive des instructions données quelques mois plus tôt par le Foreign Office et l'Amirauté : « Dans les conditions actuelles, les demandes d'évacuation ne peuvent être adressées aux autorités que lorsque les personnes concernées sont des femmes, des enfants ou des hommes ayant dépassé l'âge militaire et dont l'origine britannique ou les liens avec les entreprises [britanniques] peuvent être pleinement établis²⁵ ». Cette initiative suscite la colère de son supérieur à Hendaye, l'ambassadeur Sir Henry Chilton, qui n'a pas été consulté sur cette question. Ce dernier a en effet une lecture distincte des instructions du gouvernement britannique, à laquelle il n'entend pas renoncer :

« Si le gouvernement de Sa Majesté souhaite que nous cessions de fournir une aide de cette nature aux Espagnols en détresse, nous en informerons les "pétitionnaires". Mais

²³ TNA, PRO, FO 371/20529, W8971/62/41, dép. 86 de Norman King au Foreign Office, 9 août 1936.

²⁴ TNA, PRO, FO 371/20560, W12472/427/41, « Evacuation by His Majesty's ships of Spanish nationals from Spain », 28 septembre 1936.

²⁵ TNA, PRO, FO 371/21302, W1855/2/41, tél. 59 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 janvier 1937.

comme leur politique a été jusqu'à présent de soulager la souffrance [...] dans la mesure du possible, je continuerai à le faire jusqu'à ce que je reçoive des instructions contraires²⁶. »

Comme le reconnaît William Montagu-Pollock, le Foreign Office est le principal fautif dans cette situation : « il était inévitable que des malentendus surgissent sur cette question de l'évacuation des Espagnols, car il n'a jamais été possible – ni souhaitable – de donner des instructions sans équivoque ». Si Ogilvie-Forbes a effectivement reçu pour seules instructions que les ressortissants espagnols « ne doivent pas être évacués sauf dans des cas exceptionnels de personnes ayant des droits particuliers à notre égard », « il a été jugé de plus en plus souhaitable » que les agents britanniques usent de leur discrétion « pour des raisons humanitaires ». Progressivement, ces derniers ont été encouragés à fournir des « facilités [...] pour l'évacuation [...] de tout Espagnol dans des navires de guerre de Sa Majesté, à condition que [ces] navires [...] soient disponibles et qu'aucune objection ne soit soulevée par les autorités locales ». C'est notamment le cas à Malaga et à Santander, « en dépit du fait que le gouvernement central [n'a] jamais donné son autorisation ». Le Foreign Office considère alors « important que ce travail humanitaire réalisé par [les] consuls et [les] autorités navales, conformément à la discrétion qui leur est accordée, ne soit pas mis à mal par des instructions fermes et définitives ». Il demande donc à Ogilvie-Forbes « de modifier quelque peu ses instructions afin de donner une certaine latitude [aux] Consuls et de ne pas les décourager d'entreprendre un travail humanitaire²⁷ ».

Le chargé d'affaires modifie dès lors son attitude à l'égard des évacuations. Selon le témoignage du secrétaire d'ambassade Geoffrey Thompson, il embarque clandestinement à bord du *HMS Maine* un de ses amis, un médecin espagnol mobilisé dans les services sanitaires de l'armée républicaine, à l'aide d'un faux passeport signé par le vice-consul d'Uruguay à Valence²⁸. Ces liens personnels favorisent probablement la prise de risque. S'appuyant sur le témoignage d'Angus Malcolm, James Cable indique ainsi que « chaque consul britannique avait un ami ou un informateur précieux à sauver de la mort ou pire », ce qui demandait « parfois un certain degré d'ingéniosité » : « Si dix officiers de marine venaient déjeuner à terre, l'un d'entre eux pouvait avoir un uniforme de rechange dans sa valise, de

²⁶ *Ibid.*, lettre de Sir Henry Chilton à Walter Roberts, 29 janvier 1937.

²⁷ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 1^{er} février 1937 ; et tél. 48 du Foreign Office à George Ogilvie-Forbes, 3 février 1937.

²⁸ Geoffrey Thompson, *Front-Line Diplomat*, Londres, Hutchinson & Co., 1959, p. 118-119.

sort que onze d'entre eux retournaient sur le navire juste avant qu'il n'appareille²⁹. » De fait, Ogilvie-Forbes informe aussi le consul par intérim à Madrid, John H. Milanes, « qu'il peut utiliser son pouvoir discrétionnaire [...] en ce qui concerne les mesures d'aide qu'il peut juger bon d'apporter à l'évacuation des Espagnols », en précisant toutefois « qu'en aucun cas il ne doit engager ni sa personne ni les bureaux du consulat ou de l'ambassade, à assumer une quelconque responsabilité pour la sauvegarde des réfugiés non britanniques³⁰ ». Ces nouvelles instructions ouvrent la voie à de premiers convois d'évacuation en direction de Valence et d'Alicante, qui sont alors coordonnés par l'attaché honoraire de l'ambassade, le capitaine Edwin C. Lance³¹.



Photographie 24 : Edwin Christopher Lance, attaché honoraire de l'ambassade britannique³².

Ce dernier, qui avait déjà supervisé les rapatriements de ressortissants britanniques résidant à Madrid en juillet et août 1936³³, s'est progressivement intéressé aux sorts des

²⁹ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 28.

³⁰ TNA, PRO, FO 371/21302, W4890/2/41, lettre de George Ogilvie-Forbes à Walter Roberts, 3 mars 1937.

³¹ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 116-117.

³² Photographie reproduite par Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, *op. cit.*

³³ TNA, PRO, FO 371/20560, W11801/427/41, rapport du « Comité britannique d'urgence formé dans le but de veiller à la sauvegarde des sujets britanniques résidents de Madrid et de sa circonscription durant les premières

Espagnols menacés par les violences révolutionnaires, aidé par son amie Margaret Hill, infirmière en chef à l'hôpital anglo-américain³⁴. Intervenant dans un premier temps en faveur de ses amis, le bouche-à-oreille l'amène à élargir son action en faveur d'Espagnols inconnus qui sollicitent son aide³⁵. À partir de février 1937, il organise leur évacuation avec le concours de la Scottish Ambulance Unit, fondée en septembre 1936 par l'homme d'affaires écossais et membre du Liberal Party, Sir Daniel Stevenson, avec le soutien du Scottish Trade Union Congress (STUC)³⁶. Lance collabore en effet avec la directrice de l'unité écossaise, Fernanda Jacobsen, qui met à sa disposition plusieurs ambulances et accompagne certains convois³⁷.

Dès le 16 février 1937, 60 réfugiés espagnols sont ainsi acheminés à Alicante, où ils embarquent sur le *HMS Royal Oak*. Il s'agit surtout des femmes et d'enfants qui appartiennent à l'aristocratie et à la droite espagnoles, et parmi lesquels se trouvent notamment la fille du dramaturge Pedro Muñoz Seca³⁸. Selon C. E. Lucas Phillips, les bonnes relations que le capitaine Lance entretient avec certains officiels républicains lui offrent des facilités. Il obtient ainsi de la Junta de Defensa de Madrid le prêt de trois camions militaires et de leurs chauffeurs³⁹, tandis que son amitié ancienne avec le gouverneur civil d'Alicante, Francisco Valdés Casas, lui assure le soutien de celui-ci et de la garde d'assaut lors de l'embarquement des réfugiés, face à la défiance des ouvriers du port⁴⁰. Mais le récit très romancé de Phillips, qui se fonde principalement sur le témoignage postérieur du capitaine Lance dans lequel ce dernier se met en scène, a peut-être surévalué le rôle de l'attaché honoraire. En effet, l'officier commandant le *HMS Royal Oak* ne mentionne à aucun moment le capitaine Lance lorsqu'il rend compte de l'embarquement. Il loue au contraire le rôle joué par Fernanda Jacobsen : « Le

phases de la Guerre Civile espagnole, 1936 » ; et C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 46-47.

³⁴ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 20, 49-55, 73-75, 117 et 130-144.

³⁵ *Ibid.*, p. 51 et 64-65.

³⁶ Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 107.

³⁷ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 107-108 et 132-144 ; Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, op. cit., p. 108-109 ; Daniel Gray, *Homage to Caledonia. Scotland and the Spanish Civil War*, Édimbourg, Luath Press Limited, 2008, p. 85-92 ; Linda Palfreeman, « Fernanda Jacobsen y la Ambulancia Escocesa en la Guerra Civil española », in Alfons Zarzoso et Jon Arrizabalaga (dir.), *Al servicio de la salud humana. La historia de la medicina ante los retos del siglo XXI*, Sant Feliu de Guíxols, SHEM / Museu d'Historia de la Medicina de Catalunya / CSIC, 2017, p. 189-194 ; Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 41-52.

³⁸ TNA, PRO, FO 371/21287, W5214/1/41, rapport R.A.925 du *HMS Royal Oak*, 26 février 1937 ; et PHILLIPS C. E. Lucas, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 129-144.

³⁹ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 117-129.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 105 et 135-144.

fait que ce voyage ait été accompli avec succès et apparemment sans difficulté est un hommage à la personnalité et au zèle administratif de cette femme remarquable qui, vêtue d'un kilt écossais et d'un Glengarry, était seule responsable de l'entreprise⁴¹. » Quoiqu'il en soit, ces évacuations menées conjointement par Lance et la Scottish Ambulance Unit permettent l'évacuation d'une centaine de réfugiés espagnols en dehors de la zone républicaine⁴².



Photographie 25 : Fernanda Jacobsen (au centre), vêtue de son kilt et de son Glengarry, avec les membres de la Scottish Ambulance Unit⁴³.

Mais si les instructions souples du Foreign Office permettent la réalisation d'opérations comme celles du capitaine Lance, qui reposent avant tout sur les initiatives personnelles de certains agents, elles peuvent aussi agir comme un frein. La discrétion laissée à l'appréciation des consuls n'offre pas un cadre très sécurisant, ce qui dissuade certains d'entre eux d'agir de manière plus volontaire et leur intime la plus grande prudence. Le consul général à Barcelone, Norman King, renonce ainsi à suivre l'exemple de son collègue

⁴¹ TNA, PRO, FO 371/21287, W5214/1/41, rapport R.A.925 du *HMS Royal Oak*, 26 février 1937.

⁴² Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 41-52.

⁴³ Photographie reproduite par Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, *op. cit.*

français (voir *infra*) et à « chercher les combinaisons » qui lui permettraient de contourner les difficultés qu'il rencontre au moment d'évacuer certains Espagnols : « Ma procédure habituelle consiste à demander aux autorités catalanes de donner des passeports aux Espagnols que je souhaite évacuer. Nous n'y parvenons pas toujours⁴⁴. » Outre sa position de doyen de Corps consulaire, qui lui impose une certaine exemplarité⁴⁵, il demeure exposé en cas d'arrestation « sur l'accusation d'avoir aidé des fascistes à quitter l'Espagne » ou de perquisition du consulat par « la police anarchiste ». Il estime en effet qu'« il n'y aurait aucune base pour faire appel contre la violation du bureau ou pour demander [sa] libération⁴⁶ ». Cette situation réduit fortement les possibilités d'évacuation à la disposition des représentants britanniques. Ainsi, en juillet 1937, après un an de guerre civile, le consul général à Barcelone n'est parvenu à évacuer que 250 ressortissants espagnols, tandis que 350 seulement ont été évacués par les postes d'Alicante et de Valence. Il s'agit essentiellement de femmes, d'enfants et de religieuses qui n'ont, selon le consul, aucun lien avec la politique⁴⁷.

2. Les évacuations britanniques : entre légalisme et négociations

Les embarquements réalisés en Espagne dépendent principalement des facilités octroyées par les pouvoirs locaux, comme le souligne Anthony Eden dans une lettre adressée au député travailliste Josiah Wedgwood :

« De Barcelone [...], où le départ des Espagnols d'âge militaire a été interdit et où les règlements généraux sur les passeports ont été particulièrement stricts, comparativement peu d'Espagnols ont été évacués sur des navires britanniques ; mais de Malaga, où les autorités étaient jusqu'à tout récemment exceptionnellement disposées à permettre aux Espagnols de partir, un grand nombre ont été embarqués⁴⁸. »

Le consul par intérim à Malaga, John G. Clissold, peut en effet compter sur l'aide du gouverneur civil pour évacuer en août 1936 la femme du général Paxtot, Josefa Bona Linares, recherchée par les miliciens qui ont tué son mari quelques jours plutôt. Le gouverneur civil

⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/21302, W10570/2/41, lettre de Norman King à Walter Roberts, 27 mai 1937.

⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20536, W9996/62/41, dép. 120 de Norman King au Foreign Office, 26 août 1936.

⁴⁶ TNA, PRO, FO 371/21302, W10570/2/41, lettre de Norman King à Walter Roberts, 27 mai 1937.

⁴⁷ TNA, PRO, FO 371/21372, W13759/37/41, tél. 127 de Norman King au Foreign Office, 15 juillet 1937.

⁴⁸ TNA, PRO, FO 371/20560, W18495/427/41, lettre d'Anthony Eden au colonel Josiah Wedgwood, décembre 1936.

fournit ainsi au représentant britannique un sauf-conduit sur lequel il a inscrit le nom de jeune fille de cette dernière, qui peut dès lors embarquer sur un vapeur quittant la ville andalouse⁴⁹. Ces évacuations se poursuivent avec l'aide du gouverneur civil, mais aussi du gouverneur militaire et du comité local du Frente Popular les mois suivants⁵⁰. Mais dans d'autres villes, ces facilités se heurtent parfois à la résistance des comités ouvriers. Le consul britannique à Santander, Thomas Bates, informe ainsi en décembre 1936 que la « question de l'évacuation des réfugiés provoque un certain mécontentement dans les rangs des ouvriers communistes et de leur police secrète⁵¹ » :

« Jusqu'à présent, le gouverneur civil s'est montré indulgent dans l'octroi des passeports, mais les comités d'ouvriers se sont plaints qu'un trop grand nombre de membres de la Droite étaient autorisés à quitter le pays et à échapper aux griffes de la police secrète. Afin d'empêcher cela, la police s'immisce dans l'octroi des passeports⁵². »

Cette immixtion empêche Bates d'évacuer Concepción Durán, la nièce de l'armateur Estanislao Durán recommandée par William Oxley, le consul britannique à Vigo. Alors qu'il demande au gouverneur civil de lui accorder un passeport, le chef de la « Cheka » locale s'y oppose. Concepción Durán, effrayée par la police, quitte alors Santander pour Bilbao. Au même moment, le gouverneur civil interdit sous la pression de la police et des comités ouvriers l'embarquement d'Espagnols sur le *HMS Frame* dont l'arrivée est attendue quelques jours plus tard. Dans ces conditions, le consul décide de suspendre temporairement ses interventions⁵³. Si Bates voit dans la décision du gouverneur civil une concession temporaire à destination des comités ouvriers et estime que « des passeports seront à nouveau délivrés principalement aux femmes, aux invalides et aux enfants », il opte pour la prudence :

« En conséquence, je fais preuve de patience jusqu'à ce que l'atmosphère s'éclaircisse avant d'essayer d'avancer les noms des différentes personnes mentionnées dans les lettres de l'ambassade et du Foreign Office, car je pense qu'il est préférable de laisser les tempéraments des différents fonctionnaires concernés se calmer avant de le faire.

⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/20540, W11751/62/41, lettre de John G. Clissold à William R. Mackness, 25 août 1936.

⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/21281, W258/1/41, extraits de rapport du *HMS Acasta*, 16 décembre 1936.

⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20556, W18619/62/41, rapport de Thomas Bates à Sir Henry Chilton, 17 décembre 1936.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

Ils sont tous dans un état nerveux et soupçonneux les uns envers les autres et s'accusent mutuellement d'indulgence envers les classes supérieures détestées⁵⁴. »

Pour contourner ces difficultés, les consuls doivent régulièrement négocier des arrangements avec les autorités locales, auxquelles ils offrent des contreparties. Ainsi, le *HMS Escort* embarque, le 31 octobre 1936, « des personnes que le gouverneur civil souhaitait évacuer [...] afin d'obtenir la libération de certains autres passagers dont la vie serait en danger s'ils restaient à Santander et dont le consul britannique à Santander souhaitait vivement l'évacuation⁵⁵ ». Si ces embarquements sous condition peuvent s'apparenter à une forme de chantage de la part des autorités républicaines, ils visent aussi à tenir compte de l'opinion des comités ouvriers, mais aussi des populations locales, qui ne disposent pas des mêmes facilités pour monter à bord des navires français et britanniques (voir *infra*). D'autres fois, les consuls et les officiers de la Royal Navy doivent faire preuve de tact pour résoudre les difficultés qui surviennent à l'occasion d'embarquements pourtant autorisés par les autorités locales. Ainsi, le 6 novembre 1936, alors qu'une famille de réfugiés s'apprête à embarquer sur le *HMS Esk* à Santander, l'un des policiers présents sur le quai reconnaît l'un de ses membres « comme ayant été récemment prisonnier politique ». Bien que ce dernier soit régulièrement inscrit sur les listes approuvées par le gouverneur civil, le chef de la police s'oppose à l'embarquement de la famille, arguant que leur nom a dû être inclus par erreur. L'officier de police est alors invité à bord du navire de guerre, où on lui offre un « café aromatisé au brandy ». Après cet échange de bons procédés, il autorise « avec la plus grande amabilité » l'embarquement de la famille, et s'en va de « bonne humeur »⁵⁶. Ainsi, les évacuations négociées auprès des pouvoirs locaux apparaissent bien souvent précaires et soumises aux événements.

3. Des évacuations sous le patronage encombrant du CICR : Bilbao, Santander et Madrid

Dans ces conditions, la majeure partie des évacuations britanniques effectuées depuis les ports républicains se font sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge. À partir

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20555, W18480/62/41, extraits de rapports du capitaine Burrough, commandant la 5th Destroyer Flotilla, datés du 17 octobre au 17 novembre 1936.

⁵⁶ *Ibid.*

du mois d'octobre 1936, le capitaine Harold M. Burrough, qui commande la 5th Destroyer Flotilla dans le golfe de Gascogne, met ses navires au service du docteur Marcel Junod, le délégué du CICR arrivé en Espagne quelques semaines plus tôt. Ce dernier s'intéresse très vite au sort des « otages » détenus dans les bateaux-prison de Bilbao, et entreprend de négocier un échange de prisonniers entre les autorités basques et les militaires insurgés⁵⁷. Ces négociations aboutissent à la signature de conventions entre les deux camps, les 10 et 19 octobre 1936, qui prévoient notamment des évacuations réciproques de populations civiles – femmes, enfants et personnes âgées – entre Bilbao et Saint-Sébastien⁵⁸. Or, l'organisation genevoise n'a que très peu de moyens pour mettre en œuvre cet accord. Comme le rappelle Sébastien Farré, le « Comité international ne dispose ni de cellule opérationnelle ni d'un réseau de professionnels prêts à partir en mission », tandis que son « budget de fonctionnement [...] reste très limité⁵⁹ ». Dès lors, l'organisation des évacuations repose très largement sur les épaules des représentants britanniques à Bilbao.

Le vice-consul, John H. Innes, ne fait d'ailleurs pas mystère de la charge que représente le soutien ainsi apporté au CICR : « Le travail consulaire [...] se limite presque entièrement à notre coopération avec les évacuations de la Croix-Rouge internationale et je suis en contact étroit avec son délégué, rendant visite aux autorités presque quotidiennement avec lui⁶⁰. » Avec le consul, Ralph Stevenson, ils peuvent néanmoins compter sur les « efforts inlassables » du pro-consul, Ángel Ojanguren, qui met au point avec les employés du service des passeports du gouvernement basque une procédure visant à faciliter les embarquements tout « en tenant compte des exigences administratives des différents organismes concernés⁶¹ » :

« Le Consulat établit les listes après avoir interrogé chaque candidat. Des copies sont remises aux autorités du quai et au commandant concerné. L'embarquement commence à 6 h 30 pour que le navire puisse partir à 9 h. Comme il faut deux ou trois heures pour faire passer 150 personnes sous le contrôle de la police et de la douane, Votre Excellence peut imaginer le travail que représentent la préparation de ces listes et la supervision des évacuations⁶². »

⁵⁷ Voir chapitre 8, p. 605 *sq.*

⁵⁸ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, Genève, Georg, 2022, p. 183-184.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 40.

⁶⁰ TNA, PRO, FO 371/20556, W18873/62/41, dép. 81 de John H. Innes à Sir Henry Chilton, 14 décembre 1936.

⁶¹ TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

⁶² *Ibid.*

La constitution de ces listes n'est d'ailleurs pas une mince affaire. À la fin du mois de novembre 1936, le consulat britannique dresse ainsi les listes de plus de 700 femmes et enfants que le CICR souhaite évacuer, sur lesquelles il n'a néanmoins qu'un pouvoir de décision relatif. En effet, le consul, Ralph Stevenson, estime « regrettable que ces listes présentent pour la plupart des noms de familles aristocratiques et riches », ce qui ne manque pas de soulever des critiques au sein du gouvernement basque⁶³. Alors que les militaires insurgés à Saint-Sébastien rechignent à tenir leur engagement de réciprocité⁶⁴, ce dernier craint les « répercussions que pourrait avoir le départ de ces personnes », notamment auprès des miliciens⁶⁵. Les autorités basques regrettent surtout que les listes du CICR écartent « des centaines de femmes et d'enfants modestes [...] qui [ont] de bonnes raisons de quitter Bilbao et qui, coupés de leurs foyers et de leurs gagne-pains, [souhaitent] rejoindre leurs familles de l'autre côté ». Le consul britannique s'efforce de prévenir les réticences du gouvernement basque. Il lui fait notamment « remarquer qu'il [est] souhaitable d'accorder des permis à un bon nombre de femmes figurant sur la liste de la Croix-Rouge, car elles produiraient sans doute plus d'effet dans les milieux influents [du camp rebelle] que leurs sœurs plus modestes », ce qui faciliterait dès lors l'embarquement à Saint-Sébastien des contreparties. Mais il ouvre aussi la voie au « transport à Saint-Sébastien [de] toutes les femmes qui pourraient obtenir un permis d'embarquement », indépendamment de leur condition sociale⁶⁶. Cette dernière proposition se heurte néanmoins à l'opposition de Marcel Junod. Informé que le Gouvernement basque s'oppose « fortement au départ des personnes inscrites sur la liste de la Croix-Rouge », il demande à Stevenson de « prendre garde de ne pas mélanger d'autres personnes aux réfugiés acceptés » par l'organisation genevoise⁶⁷. Les représentants britanniques tiennent-ils compte de la demande de Junod ? Il est difficile de le savoir. Notons toutefois que Sébastien Farré estime que 1 900 personnes ont été évacuées par le CICR à Bilbao – contre 1 000 à Saint-Sébastien⁶⁸ –, quand le Foreign Office estime que la Royal

⁶³ TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

⁶⁴ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 184.

⁶⁵ TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ ACICR, B, CR 212, GEN 060, lettre de Marcel Junod au Comité international de la Croix-Rouge, 3 décembre 1936.

⁶⁸ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 189.

Navy a assuré l'évacuation de 9 000 personnes le long de la côte Nord de l'Espagne⁶⁹. Si ce chiffre global inclut aussi ceux de Santander et de Saint-Sébastien, la différence entre les deux estimations est telle qu'elle suggère que, sous couvert de l'accord du CICR, la Grande-Bretagne évacue aussi les personnes qui l'intéressent.

Mais la mainmise du CICR sur les évacuations, qui peine à obtenir des contreparties de la part de Burgos et de Saint-Sébastien, complique le travail des représentants britanniques. Le consul à Santander, Thomas Bates, s'en plaint au début du mois de janvier 1937 :

« L'évacuation des réfugiés est au point mort, car les représentants de la Croix-Rouge ont conclu un accord pour un échange de réfugiés provenant du territoire insurgé. [...] Lorsque j'ai demandé au gouverneur civil de procéder à une évacuation sur le *HMS Fearless*, il m'a répondu qu'il avait été convenu avec la Croix-Rouge qu'il fallait d'abord procéder à une évacuation de Saint-Sébastien. Cela me lie complètement les mains en ce qui concerne les nombreuses recommandations que j'ai reçues, car je dois maintenant tout remettre à la Croix-Rouge dont le représentant ne cesse de s'envoler vers Bilbao ou Saint-Jean-de-Luz⁷⁰. »

L'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, contredit cependant son subordonné, reproduisant certainement la version du délégué du CICR. Les négociations menées par le Dr Junod ne concernent que Burgos et le gouvernement basque, excluant de fait Santander, qui forme « une sorte de gouvernement indépendant⁷¹ ». Pourtant, Junod a bien rendu visite au gouverneur civil de Santander en décembre 1936, lui suggérant « d'accepter le plan de la Croix-Rouge concernant l'échange de réfugiés entre les insurgés et le gouvernement ». Cette intervention coïncide avec les critiques qui ciblent le gouverneur civil, auquel on reproche d'avoir laissé embarquer trop de réfugiés sans recevoir aucune contrepartie de la part des rebelles. Ce dernier saute alors sur l'occasion : tandis qu'il manifeste sa volonté d'adhérer au plan du CICR, il refuse de « laisser partir d'autres réfugiés avant d'en avoir reçu un certain nombre en échange » de la part de Burgos et Saint-Sébastien. Le commandant du *HMS Fearless*, Percival H. G. James, qui participe aux évacuations britanniques à Santander et Bilbao, ne cache pas son agacement face à l'initiative contreproductive de Marcel Junod : « Cette visite du représentant de la Croix-Rouge illustre parfaitement les dégâts que peut causer un moment mal choisi pour présenter ses respects et témoigne d'un manque extrême de

⁶⁹ TNA, PRO, FO 371/21378, W20121/37/41, « Memorandum on the humanitarian work in Spain carried out by His Majesty's Representatives on behalf of insurgent sympathisers ».

⁷⁰ TNA, PRO, FO 371/21282, W1275/1/41, rapport de Thomas Bates à Sir Henry Chilton, 12 janvier 1937.

⁷¹ TNA, PRO, FO 371/21283, W2356/1/41, lettre de Sir Henry Chilton à Walter Roberts, 29 janvier 1937.

tact et de bon sens de la part du représentant de la Croix-Rouge⁷². » Néanmoins, ces difficultés n'empêchent pas les agents britanniques de renouveler leur coopération avec le CICR dans le cadre des évacuations de Madrid.

Outre les expéditions du capitaine Lance, l'ambassade britannique à Valence et la Royal Navy apportent leur concours dès février 1937 aux évacuations de 4 000 réfugiés hébergés dans les missions étrangères de la capitale espagnole (voir *infra*), négociées auprès du gouvernement républicain par les représentants chiliens à la Société des Nations, à Londres et à Madrid⁷³. Tandis que l'ambassadeur chilien, Aurelio Núñez Morgado, en tant que doyen du corps diplomatique à Madrid, sollicite auprès d'Ogilvie-Forbes l'assistance de la Royal Navy à la fin du mois de janvier 1937, l'ambassadeur chilien à Londres, Agustín Edwards, adresse une demande similaire au Foreign Office quelques semaines plus tard⁷⁴. Le gouvernement britannique accepte alors d'apporter un concours limité : la Royal Navy prendra en charge un maximum de 400 réfugiés, en laissant au doyen du corps diplomatique le soin de répartir équitablement les places entre les différentes missions⁷⁵. À la demande d'Ogilvie-Forbes, l'Amirauté britannique met le navire-hôpital *HMS Maine* à disposition⁷⁶.

⁷² TNA, PRO, FO 371/21286, W4213/1/41, extraits de rapports du *HMS Fearless*, 15 janvier 1937.

⁷³ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 212-216 et 229-232.

⁷⁴ TNA, PRO, FO 371/21366, W1674/37/41, tél. 58 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 janvier 1937 ; et TNA, PRO, FO 371/21367, W3037/37/41, compte-rendu d'une conversation maintenue entre Agustín Edward et Sir George Mounsey, 10 février 1937.

⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/21367, W3037/37/41, compte-rendu d'une conversation maintenue entre Agustín Edward et Sir George Mounsey, 10 février 1937 ; et TNA, PRO, FO 371/21368, W4398/37/41, tél. 149 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 mars 1937.

⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/21368, W5643/37/41, tél. 202 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 21 mars 1937.



Photographie 26 : Le navire-hôpital *HMS Maine* en juillet 1942⁷⁷.

Dès le mois d'avril, ces opérations cessent pour plusieurs raisons. Le gouvernement républicain, tout d'abord, change d'attitude à l'égard de ces évacuations⁷⁸. Mais les autorités britanniques ne cachent pas non plus leurs réticences. L'Amirauté est de moins en moins encline à mobiliser ses navires de guerre pour des opérations humanitaires, d'autant que ces derniers doivent non seulement participer aux patrouilles de contrôle mises en place par le comité de non-intervention à Londres, mais aussi à des exercices militaires qui débutent le 1^{er} mars 1937⁷⁹. Le Foreign Office est pour sa part soulagé de suspendre ces évacuations qui ne s'effectuent pas toujours de manière régulière. Le 25 février 1937, plusieurs réfugiés de la Légation polonaise embarquent ainsi à bord du *HMS Shropshire* sans que leurs passeports aient été visés par les autorités du port. Parmi ces derniers se trouvent des hommes ayant probablement l'âge d'être mobilisés, en contradiction avec les engagements pris auprès du gouvernement républicain. Ogilvie-Forbes craint alors que ces embarquements ternissent la

⁷⁷ Imperial War Museum, Admiralty Official Collection, A 20 354, photographie du lieutenant E. E. Allen. Consultée en ligne le 17 février 2023. URL : <https://www.iwm.org.uk/collections/item/object/205152829>.

⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/21369, W8420/37/41, tél. 2223 du *HMS Woolwich* à l'Amirauté, 27 avril 1937.

⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/21367, W3037/37/41, compte-rendu d'une conversation maintenue entre Agustín Edward et Sir George Mounsey, 10 février 1937 ; et W3669/37/41, dép. de l'Amirauté au Foreign Office, 20 février 1937.

réputation de la représentation britannique⁸⁰. Dans ces conditions, le Foreign Office estime progressivement nécessaire de « se tenir autant que possible à l'écart de cette question de l'évacuation des réfugiés dans les missions étrangères de Madrid⁸¹ ».

Pourtant, la position du gouvernement britannique évolue à nouveau à partir du mois de juin 1937. Marcel Junod informe en effet le nouveau chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Valence, John Leche, qu'il espère obtenir du gouvernement espagnol l'évacuation de 4 500 femmes issues des « classes supérieures », mais « qui n'appartiennent pas à des syndicats et qui ne peuvent donc pas acheter de nourriture bien qu'elles soient en possession d'argent ». Il sonde le représentant britannique sur l'aide qu'il peut espérer de la Grande-Bretagne pour le transport des réfugiés⁸². Le projet de Junod s'inscrit alors dans la continuité des préoccupations qui ont motivé l'intervention du CICR en Espagne. Il s'agit de contrebalancer l'aide que le mouvement ouvrier international apporte au camp républicain, en venant en aide à celles et ceux qui en sont exclus, qui appartiennent généralement aux classes supérieures et sympathisent avec le camp rebelle⁸³.

Le gouvernement de Juan Negrín qui, depuis son arrivée au pouvoir quelques semaines plus tôt, cherche à restaurer le crédit international de la République⁸⁴, approuve néanmoins le projet du délégué de la Croix-Rouge. Il donne son accord au CICR pour l'évacuation de Madrid de toutes les femmes et de tous les enfants qui disposent d'amis ou de relation susceptibles de les entretenir à l'étranger ; mais aussi l'évacuation des 8 000 réfugiés dans les missions diplomatiques, à l'exception de 2 400 hommes âgés de 18 à 45 ans qui doivent faire l'objet d'un échange avec le camp franquiste⁸⁵.

Face à cette preuve de « bonne volonté »⁸⁶, les Britanniques sont très rapidement tentés d'offrir leur concours au CICR. L'ambassadeur, Sir Henry Chilton, émet aussitôt le vœu que la Royal Navy participe aux évacuations, pour contrebalancer l'escorte qu'elle a assurée au bénéfice des navires marchands qui ont évacué la population civile de Bilbao quelques semaines plus tôt, ce qui a passablement tendu les relations avec les autorités

⁸⁰ TNA, PRO, FO 371/21367, W4024/37/41, tél. 135 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 25 février 1937.

⁸¹ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 1^{er} mars 1937.

⁸² TNA, PRO, FO 371/21371, W11366/37/41, tél. 401 de John Leche au Foreign Office, 10 juin 1937.

⁸³ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*, p. 47-52.

⁸⁴ Guy Hermet, *La guerre d'Espagne*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 144-145.

⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/21371, W11978/37/41, tél. 427 de John Leche au Foreign Office, 21 juin 1937.

⁸⁶ TNA, PRO, FO 371/21372, W12439/37/41, tél. 454 de John Leche au Foreign Office, 25 juin 1937.

rebelles (voir chapitre 9)⁸⁷. Le Foreign Office partage son point de vue. Il lui apparaît « souhaitable » que la Grande-Bretagne participe à l'évacuation de Madrid qui présente « l'avantage, par rapport à tous les efforts humanitaires précédents, d'avoir l'approbation, ou du moins le consentement, des deux parties espagnoles en conflit », tout en contribuant « dans une large mesure à rétablir la bonne volonté » de Burgos à son égard⁸⁸. Dès le 7 juillet, Chilton annonce au Secrétariat aux Relations Extérieures franquiste que la Grande-Bretagne participera aux évacuations en collaboration étroite avec le CICR⁸⁹.

Ainsi, alors que Marcel Junod se rend à Genève pour y obtenir la formation d'un convoi de 50 camions⁹⁰, le consul par intérim à Madrid, John H. Milanés, entreprend déjà les préparatifs pour évacuer les 4 500 femmes, enfants et hommes de plus de 46 ans. Il entend profiter des facilités octroyées par le président du Conseil espagnol, Juan Negrín. Ce dernier ordonne en effet d'approuver tous les passeports – jusqu'à 400 par jour – que le représentant britannique présentera aux autorités madrilènes pour ces catégories⁹¹ que le Foreign Office souhaite évacuer en priorité, car elles sont considérées comme « non politiques » – contrairement aux réfugiés des missions étrangères⁹². L'organisation adoptée par le consulat britannique à Madrid est similaire à celle employée à Bilbao. John H. Milanés, en coopération avec le CICR, met sur pied un « Bureau d'évacuation », « où les candidats qui, intimidés par leur expérience passée, avaient peur de se présenter au service de police compétent, [peuvent] remplir les formulaires de passeport, qui [sont] ensuite portés en bloc par un membre du personnel du consulat à la Direction générale de la sécurité chaque après-midi⁹³ » :

« De son côté, la Direction Générale envoyait quotidiennement au Bureau d'évacuation la liste des passeports autorisés, les intéressés étant avisés individuellement par le Bureau d'évacuation de se présenter à la Direction Générale le lendemain à une heure précise afin d'accomplir la formalité nécessaire pour apposer leurs empreintes digitales sur les passeports. Un membre du personnel du Bureau d'évacuation était également présent à ces occasions, en partie pour assurer l'ordre et

⁸⁷ *Ibid.*, W12480/37/41, tél. 227 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 28 juin 1937.

⁸⁸ *Ibid.*, W12783/37/41, minute de William Montagu-Pollock, 7 juillet 1937.

⁸⁹ *Ibid.*, W13350/3/41, note verbale n° 109 de Sir Henry Chilton au Secrétariat aux Relations Extérieures, 7 juillet 1937.

⁹⁰ *Ibid.*, W12783/37/41, tél. 2130/2 du *HMS Shropshire* à l'Amirauté, 3 juillet 1937.

⁹¹ *Ibid.*, W12511/37/41, tél. 227 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 28 juin 1937.

⁹² TNA, PRO, FO 371/21373, W14750/37/41, minute d'Evelyn Shuckburgh, 5 août 1937.

⁹³ TNA, PRO, FO 371/21378, W20121/37/41, « Memorandum on the humanitarian work in Spain carried out by His Majesty's Representatives on behalf of insurgent sympathisers ».

en partie pour mettre les candidats en confiance. Enfin, lorsque les passeports étaient remplis, ils étaient envoyés par la police au Bureau d'évacuation⁹⁴. »

Sans attendre l'arrivée des camions sollicités par Junod en Suisse, Milanese organise des premiers convois à l'aide de véhicules fournis par la Scottish Ambulance Unit, la Croix-Rouge espagnole et par des représentants basques⁹⁵. Il s'agit de tirer le plus grand profit du *HMS Maine*, mis à disposition par l'Amirauté jusqu'au 1^{er} août 1937⁹⁶. Malgré ces moyens limités, le consul britannique est capable d'acheminer jusqu'à Valence près de 300 réfugiés tous les 5 jours⁹⁷. À la fin du mois de juillet, le *HMS Maine* a déjà transporté 1 000 personnes vers Marseille⁹⁸. Le gouvernement espagnol s'opposant au débarquement des réfugiés dans les ports rebelles, le CICR et la Grande-Bretagne ont en effet obtenu l'autorisation du gouvernement français de débarquer les réfugiés sur son territoire⁹⁹.

Mais les opérations sont suspendues au début du mois d'août, lorsque l'Amirauté britannique, malgré les protestations du Foreign Office, décide de retirer le *HMS Maine* d'Espagne pour l'affecter à la flotte qu'elle envoie le long des côtes palestiniennes. Elle suggère au Foreign Office de solliciter le Board of Trade afin de louer un navire marchand¹⁰⁰. Dès le 8 août, John H. Milanese se trouve dans l'impossibilité d'évacuer les 2 000 personnes qui ont sollicité leur inscription sur les listes d'embarquement, faute de bateau¹⁰¹. Cette situation dure jusqu'à la mi-septembre tant les négociations au sein du gouvernement britannique s'éternisent. Le Foreign Office obtient certes de Lord Halifax, dès le 11 août, la réaffectation du *HMS Maine* sur les côtes espagnoles. Mais cette dernière ne peut être effective avant le 23 septembre et l'usage du bateau-hôpital doit être réservé aux seules populations non-combattantes. Parallèlement, il obtient de la part du Board of Trade l'autorisation de louer un navire marchand pour un budget de 15 à 20 000 £. L'usage de ce navire doit quant à lui être réservé aux évacuations des réfugiés hébergés dans les missions étrangères : le Board of Trade espère en effet obtenir un dédommagement financier de la part de ces dernières, proportionnel au nombre de réfugiés que la Grande-Bretagne aura

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ TNA, PRO, FO 371/21372, W12511/37/41, tél. 227 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 28 juin 1937.

⁹⁶ *Ibid.*, W12439/37/41, tél. 454 de John Leche au Foreign Office, 25 juin 1937.

⁹⁷ TNA, PRO, FO 371/21373, W14750/37/41, tél. 514 de John Leche au Foreign Office, 2 août 1937.

⁹⁸ *Ibid.*, W14317/37/41, tél. 504 de John Leche au Foreign Office, 24 juillet 1936.

⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/21372, W13364/37/41, tél. 478 de John Leche au Foreign Office, 9 juillet 1937 ; et FO 371/21374, W15674/37/41, tél. 148 de Hugh Lloyd-Thomas au Foreign Office, 18 août 1937.

¹⁰⁰ TNA, PRO, FO 371/21373, W14420/37/41, dép. M.4180/37 de l'Amirauté au Foreign Office, 26 juillet 1937 ; et W15194/37/41, lettre de l'amiral James à Sir George Mounsey, 4 août 1937.

¹⁰¹ TNA, PRO, FO 371/21373, W15215/37/41, tél. 531 de John Leche au Foreign Office, 9 août 1937.

évacués¹⁰². Le gouvernement britannique loue ainsi un navire de la Bland Line à Gibraltar, le *SS Gibel Zerjon*, d'une capacité théorique de 1 000 passagers, qui doit débiter son service à Valence autour du 10 septembre¹⁰³. En réalité, le *SS Gibel Zerjon* ne peut pas transporter autant de réfugiés que prévu : ses canots de sauvetage ne peuvent accueillir que 372 personnes, et les agents de la Lloyd's refusent de l'assurer au-delà d'une capacité de 325 passagers¹⁰⁴. Par ailleurs, son état laisse très largement à désirer. John Leche, qui le visite à son arrivée à Valence, se dit « horrifié par l'inadéquation des installations, qui ne conviennent guère à la plus basse classe d'émigrants¹⁰⁵ ». Mais faute de mieux, le *SS Gibel Zerjon* embarque un premier groupe de 412 réfugiés le 15 septembre 1937¹⁰⁶.

Les évacuations peuvent donc reprendre, incluant désormais les réfugiés des ambassades et des légations. Afin d'éviter que les incidents survenus en février et mars se reproduisent, John Leche entend placer « les dispositions relatives aux passeports et à l'évacuation » de ces réfugiés « sous la supervision des Britanniques ». Cette décision semble convenir au ministre d'État, José Giral, qui accorde sa « confiance totale » à l'ambassade britannique pour empêcher que des irrégularités ne se produisent¹⁰⁷. De fait, si cette dernière agit sous les auspices du CICR, avec lequel elle collabore étroitement, les bonnes relations qu'elle a nouées avec le gouvernement républicain la rendent incontournable, au point que le Corps diplomatique de Madrid a prioritairement recours à ses services pour lever certaines difficultés¹⁰⁸. John Leche se plaint d'ailleurs du manque de fiabilité de l'organisation genevoise dès la fin du mois de septembre : « Le transport de la Croix-Rouge, dont on attendait tant, s'est avéré être une planche pourrie et le Consul par intérim a dû compter sur ses propres efforts pour acheminer les gens de Madrid¹⁰⁹ ». Milanés a ainsi recours à des autocars et des taxis mis à sa disposition par la CNT, à des autocars affrétés par l'ambassade

¹⁰² TNA, PRO, FO 371/21375, W16599/37/41, note pour le Secrétaire d'État, Anthony Eden, rédigée par Evelyn Shuckburgh, 1^{er} septembre 1937 ; et FO 371/21377, W18773/37/41, tél. 644 de John Leche au Foreign Office, 9 octobre 1937.

¹⁰³ TNA, PRO, FO 371/21375, W16760/37/41, tél. 318 du Foreign Office à John Leche, 6 septembre 1937.

¹⁰⁴ *Ibid.*, W16935/37/41, tél. 1037 du Rear-Admiral commandant la base navale de Gibraltar à l'Amirauté, 8 septembre 1937.

¹⁰⁵ *Ibid.*, W17167/37/41, tél. 606 de John Leche au Foreign Office, 13 septembre 1937.

¹⁰⁶ TNA, PRO, FO 371/21376, W17354/37/41, tél. 609 de John Leche au Foreign Office, 15 septembre 1937.

¹⁰⁷ TNA, PRO, FO 371/21373, W14836/37/41, tél. 515 de John Leche au Foreign Office, 2 août 1937 ; et ACICR, B, CR 212, GEN 060, rapport n° 18 de Marcel Junod sur son voyage à Barcelone et à Valence du 2 août 1937 au 7 août 1937.

¹⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/21375, W16604/37/41, tél. 588 de John Leche au Foreign Office, 3 septembre 1937.

¹⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/21376, W17972/37/41, tél. 628 de John Leche au Foreign Office, 27 septembre 1937.

du Chili et surtout aux véhicules de la Scottish Ambulance Unit¹¹⁰. John Leche met particulièrement en cause le délégué du CICR, Marcel Junod, dont il dénonce l'incurie :

« La Croix-Rouge internationale a non seulement été une planche pourrie, mais aussi une véritable nuisance, et Junod, bien que je l'apprécie, est un optimiste incurable. Il m'a informé sans ambages que la Croix-Rouge avait pris des dispositions avec le gouvernement suisse pour que cinquante camions de l'armée arrivent en Espagne. Quinze jours plus tard, ce nombre était réduit à vingt-cinq, et lorsque, après six semaines, le convoi arriva effectivement, il ne comprenait que douze chars-à-banc et trois camions reconvertis. Au lieu d'être des véhicules efficaces de l'armée suisse, il s'agissait d'une collection de vieux tacots sur lesquels on avait passé un coup de peinture pour les faire paraître neufs. L'un d'entre eux est tombé en panne en France lors du départ, un deuxième a pris feu et a brûlé lors du premier voyage de Madrid à Valence, tandis qu'un troisième a dévalé une colline. Après cela, la plupart des conducteurs ont dit qu'ils en avaient assez de l'Espagne et sont rentrés chez eux. Pour faire court, il n'y a jamais eu plus de quatre ou cinq véhicules disponibles en même temps, et Milanés n'a, je crois, jamais eu l'usage de plus d'un véhicule pour le transport des réfugiés de sa propre liste, et comme les ambassades, il a dû dépendre de ses propres ressources. [...]

La seule aide que nous avons reçue de la Croix-Rouge a consisté en des plaintes selon lesquelles on ne leur attribuait pas assez de place dans les navires¹¹¹. »

Le convoi du CICR, financé par le Conseil fédéral suisse, est en effet « organisé à la hâte et mal ficelé ». Le personnel, composé en majorité de Suisses-Allemands, éveille la suspicion sur son passage. De nombreux véhicules sont ainsi sabotés lors de la traversée de la France, tandis que la mission est jugée comme « pro-nationaliste » lors de son arrivée en Espagne républicaine¹¹².

Ces difficultés logistiques ne sont pas sans conséquence sur l'efficacité des évacuations. Ainsi, le 6 octobre 1937, le *SS Gibel Zerjon* est contraint de quitter Valence avec seulement 201 réfugiés, « en raison de l'incapacité des missions diplomatiques à trouver des

¹¹⁰ ACICR, B, CR 212, GEN 060, « Voyage du Dr Junod du 17 septembre au 6 novembre 1937, Barcelone — Valence — Madrid ».

¹¹¹ TNA, PRO, FO 371/21379, W21273/37/41, lettre de John Leche à Ralph. C. S. Strevenson, 13 novembre 1937. Marcel Junod reconnaît lui-même que « jugé de loin, le résultat de cette évacuation peut paraître médiocre ». Il fustige la « légèreté regrettable » avec laquelle le matériel a été sélectionné, ainsi que le recrutement « sans grand discernement » des chauffeurs. Le CICR est alors contraint de trouver de nouveaux moyens de transport auprès de la CNT et de l'ambassade du Chili — qui fournissent déjà le consulat britannique — mais aussi de l'Ayuda Suisa. ACICR, B, CR 212, GEN 060, « Voyage du Dr Junod du 17 septembre au 6 novembre 1937, Barcelone — Valence — Madrid ».

¹¹² Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco : de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 135-138.

transports. La Croix-Rouge n'a envoyé personne et n'a fourni aucun transport¹¹³ ». Il en va de même pour le *HMS Maine* qui, « à plusieurs reprises, [...] a été retenu à Valence en raison de la non-arrivée des réfugiés de Madrid et a parfois dû appareiller avec beaucoup moins de réfugiés à bord que ce qu'il aurait normalement dû transporter¹¹⁴ ». Et lorsque le navire-hôpital est retiré d'Espagne par l'Amirauté après un mois d'activité, il n'a évacué que 1 500 réfugiés contre les 3 000 initialement prévus¹¹⁵. Les retards accumulés dans les évacuations contraignent d'ailleurs le Board of Trade à prolonger la location du *SS Gibel Zerjon* de 60 jours à partir du 19 octobre 1937¹¹⁶. Il poursuit en effet ses activités jusqu'au 19 décembre 1937, pour un coût total de 33 260 £¹¹⁷. Mais les efforts semblent encore reposer sur le consulat de Madrid, qui revendique l'évacuation de 47,55 % des 4 119 réfugiés embarqués par le *SS Gibel Zerjon* entre le 15 septembre et le 15 décembre 1937, quand seulement 10,20 % d'entre eux auraient été évacués par le CICR¹¹⁸. L'organisation genevoise revendique pour sa part avoir évacué en 17 voyages 2 400 personnes, dont 120 vieillards, 600 enfants et 1 680 femmes¹¹⁹. Tous n'embarquent pas sur le *SS Giberl Zerjon*.

Une nouvelle difficulté surgit d'ailleurs à partir du mois d'octobre, lorsque le gouvernement français durcit sa politique d'accueil. En septembre 1937, le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy prescrit en effet le rapatriement, par Irún ou par la frontière catalane, de tous les réfugiés espagnols arrivés sur le sol français depuis le début de la guerre civile, à l'exception des enfants, des malades et des blessés, et de ceux qui travaillent dans certains secteurs clés¹²⁰. Si cette politique vise surtout à faire face à la vague des réfugiés qui fuient l'offensive franquiste dans le nord de l'Espagne¹²¹, les réfugiés venus des ports républicains

¹¹³ TNA, PRO, FO 371/21377, W18571/37/41, tél. 640 de John Leche au Foreign Office, 6 octobre 1937.

¹¹⁴ TNA, PRO, FO 371/21378, W19954/37/41, « Memorandum on the position regarding the evacuation of Spanish refugees from Madrid », rédigé par William Montagu-Pollock, 29 octobre 1937.

¹¹⁵ TNA, PRO, FO 371/21377, W19657/47/31, tél. 936 de Commandant en chef de la flotte britannique en Méditerranée à l'Amirauté, 22 octobre 1937 ; et minute de William Montagu-Pollock, 27 octobre 1937 ; et FO 371/21378, W19954/37/41, « Memorandum on the position regarding the evacuation of Spanish refugees from Madrid », rédigé par William Montagu-Pollock, 29 octobre 1937.

¹¹⁶ TNA, PRO, FO 371/21378, W20162/37/41, dép. T. M. 899/1936 du Board of Trade au Foreign Office, 2 novembre 1937.

¹¹⁷ TNA, PRO, FO 371/22603, W895/9/41, mémorandum de Sir W. Robinson, 20 janvier 1938 ; et W919/9/41, minute de Sir George Mounsey, 24 janvier 1938.

¹¹⁸ *Ibid.*, W349/9/41, mémorandum sur les « évacuations par le *SS Gibel Zerjon* du 15 septembre au 15 décembre 1937 », réalisé par William Sullivan, 22 décembre 1937.

¹¹⁹ Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco : de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, *op. cit.*, p. 138.

¹²⁰ Javier Rubio, *La emigración española a Francia*, Barcelone, Ariel, 1974, p. 54 ; Javier Rubio, « La politique française d'accueil : les camps d'internement », in Pierre Milza et Denis Peschanski (dir.), *Exils et Migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 114-115 ; Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 38-39.

¹²¹ Voir chapitre 9, p. 668-689.

de la Méditerranée n'y échappent pas non plus. Les évacuations des réfugiés de Madrid, organisées conjointement par les Britanniques et le CICR, sont en effet compromises par la nouvelle politique française. À la fin du mois de septembre 1937, le ministère de l'Intérieur ordonne que tous les réfugiés débarqués à Marseille soient aussitôt reconduits à Irún, sans leur permettre de rester en France. La mesure concerne aussi bien les réfugiés débarqués par l'*Iméréthie II* que ceux débarqués par le *SS Gibel Zerjon* ou le *HMS Maine*¹²². Le gouvernement français attire en effet l'attention du délégué du CICR, le docteur Marcel Junod, sur « l'impossibilité d'accepter sur son territoire un plus grand nombre de sujets espagnols¹²³ ». Le 1^{er} octobre 1937, les autorités françaises à Marseille ordonnent même le rembarquement de tous les réfugiés qui ne peuvent pas payer le billet de train permettant leur acheminement vers Hendaye¹²⁴. Le CICR n'accepte en effet de fournir des billets de train qu'aux réfugiés qui figurent sur ses listes d'évacuation, dont la plupart sont par ailleurs suffisamment aisés pour les acheter¹²⁵. Il refuse de financer les billets des autres réfugiés, évacués par les soins des ambassades et des légations étrangères ou par le consulat britannique à Madrid¹²⁶. Si le Socorro Blanco finance pendant quelque temps les billets de ces derniers, « cette organisation nationaliste espagnole semble avoir atteint la fin de ses ressources et n'est plus en mesure d'aider les Espagnols démunis qui arrivent » à Marseille¹²⁷.

Le 20 octobre, le secrétaire commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack, contacte alors l'une de ses connaissances appartenant au SIFNE franquiste. Il l'informe que « comme la Croix-Rouge internationale ne couvrira plus les frais de rapatriement des réfugiés évacués de la zone rouge à partir de la première semaine de novembre, le Gouvernement britannique a décidé de ne plus effectuer d'évacuation, à moins que la représentation du Gouvernement de Burgos à Marseille, qui s'occupe de ces problèmes, ne s'engage à faire le nécessaire pour les rapatrier correctement, car le gouvernement français ne veut plus supporter ces dépenses¹²⁸ ». Les autorités rebelles suggèrent alors que les réfugiés soient débarqués à Malaga ou à Gibraltar d'où ils seront ensuite acheminés à Algésiras, plutôt qu'à

¹²² AGA, MAE, Burgos, 82/3636, R.1060, note du Secrétariat général du Général Franco au Cabinet diplomatique, 28 septembre 1937.

¹²³ ACICR, B, CR 212, GEN 060, « Voyage du Dr Junod du 17 septembre au 6 novembre 1937, Barcelone — Valence — Madrid ».

¹²⁴ TNA, PRO, FO 371/21376, W18325/37/41, tél. 635 de John Leche au Foreign Office, 1^{er} octobre 1937.

¹²⁵ TNA, PRO, FO 371/21377, W19290/37/41, tél. 30 de Sir G. Warner au Foreign Office, 18 octobre 1937 ; et W19589/37/41, dép. 421 de G. Warner à Anthony Eden, 19 octobre 1937.

¹²⁶ *Ibid.*, W18811/37/41, dép. 121 de Lionel E. Keyser au Foreign Office, 7 octobre 1937 ; et W19589/37/41, dép. 421 de G. Warner à Anthony Eden, 19 octobre 1937.

¹²⁷ *Ibid.*, W18811/37/41, dép. 121 de Lionel E. Keyser au Foreign Office, 7 octobre 1937.

¹²⁸ AGA, MAE, Burgos, 82/3636 R.1060, note du Secrétariat général du Général Franco au Cabinet diplomatique, 24 octobre 1937.

Marseille¹²⁹. C'est la seconde solution qui est retenue par le gouvernement britannique le 23 novembre 1937¹³⁰. Jusqu'au retrait du *SS Gibel Zerjon* le 19 décembre 1937, les réfugiés de Madrid sont ainsi acheminés de Valence à Gibraltar, où ils passent ensuite en zone franquiste¹³¹. Quelques jours plus tôt, le cabinet britannique, sur proposition d'Anthony Eden, a décidé de mettre fin aux évacuations maritimes en Espagne¹³².

4. *Bilan des évacuations britanniques*

En novembre 1937, le Foreign Office estime que les navires de guerre britanniques ont évacué des territoires républicains 18 440 réfugiés. Il arrondit ce chiffre à 20 000, estimant nécessaire d'y ajouter environ 1 000 réfugiés espagnols dotés de faux passeports sud-américains et 500 autres dont les évacuations n'auraient laissé aucune trace dans les archives. Les embarquements se répartissent de la manière suivante : 9 000 réfugiés sont évacués de la côte nord de l'Espagne ; 6 600 de Valence ; 1 350 de Malaga ; 761 d'Alicante ; 259 d'Almería ; 250 de Barcelone ; et 220 de Carthagène¹³³. La majorité des évacuations effectuées par la Grande-Bretagne s'effectue sous le patronage des accords négociés par le CICR auprès des autorités basques et républicaines, que ce soit sur la côte Nord de l'Espagne ou depuis Valence. Le patronage de l'organisation genevoise permet alors, compte tenu de sa réputation, de donner à ces évacuations une image de neutralité et d'impartialité bien confortable pour le gouvernement britannique. En réalité, le bilan est très déséquilibré entre les deux camps. Près de 75 % des évacuations réalisées sur l'ensemble de l'Espagne le sont au profit du camp franquiste. Le Foreign Office ne l'ignore pas. Il évalue que sur les quelque 20 000 réfugiés que la Royal Navy a évacués, « le nombre de Blancs est d'environ 15 000 ». Il estime en particulier que « l'immense majorité » de 7 500 réfugiés que la marine britannique a embarqués dans les ports de la côte levantine a « des sympathies pour la droite ». Il considère même que « les Espagnols évacués sur la côte Nord sur les navires de Sa Majesté au début de la guerre appartenaient pour la plupart à la droite¹³⁴ », avant que la signature d'une convention entre les autorités franquistes et le gouvernement basque ne

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ TNA, PRO, FO 371/21379, W210190/37/41, « Evacuation of refugees on Gibel Zerjon to Gibraltar ».

¹³¹ *Ibid.*, W22225/37/41, lettre de J. B. William à William Montagu-Pollock, 13 décembre 1937 ; et

¹³² *Ibid.*, W22226/37/41, « Question arising from the refugee problem in Spain », memorandum d'Anthony Eden présenté au gouvernement britannique le 10 décembre 1937 ; et FO 371/22603, W919/9/41, minutes de William Montagu-Pollock et de Sir George Mounsey, 24 janvier 1938.

¹³³ TNA, PRO, FO 371/21378, W20121/37/41, « Memorandum on the humanitarian work in Spain carried out by His Majesty's Representatives on behalf of insurgent sympathisers », 1^{er} novembre 1937.

¹³⁴ *Ibid.*

permette une répartition presque égale de l'effort humanitaire sur ce théâtre spécifique. Ce déséquilibre n'est en réalité pas surprenant. Il reflète la préoccupation que les représentants britanniques en Espagne éprouvent quant au sort des membres de la droite espagnole, mais aussi des classes supérieures, des religieux et des catholiques, particulièrement exposés aux violences révolutionnaires¹³⁵. Révulsés par ces tueries, les agents diplomatiques et consulaires britanniques entreprennent dès lors de les évacuer. Il en va de même pour leurs collègues français, qui s'aventurent même à employer des procédés clandestins comme c'est le cas à Barcelone.

Lieux d'embarquement	Nombre total des réfugiés espagnols évacués par la Royal Navy	Nombre de « Blancs » évacués par la Royal Navy	Part des « Blancs » évacués par rapport aux « Rouges » (en pourcentage)
Alicante	761	761	100 / 0
Almería	259	259	100 / 0
Barcelone	250	250	100 / 0
Carthagène	220	165	75 / 25
Côte Nord	9 000	4 762	53 / 47
Malaga	1 350	1 350	100 / 0
Valence	6 600	6 200	94 / 6
Total des évacuations	18 440	13 747	75 / 25
<i>Total (arrondi par le Foreign Office)</i>	<i>20 000</i>	<i>15 000</i>	<i>75 / 25</i>

Tableau 5 : Les évacuations des Espagnols « blancs »
par la Royal Navy du 18 juillet 1936 au 1^{er} novembre 1937¹³⁶.

B. Les évacuations françaises : sauver coûte-que-coûte la « classe dirigeante » du chaos révolutionnaire. L'exemple barcelonais.

1. Une politique volontariste : de l'aide aux ressortissants français aux évacuations d'Espagnols

À l'instar du gouvernement britannique, le gouvernement français ordonne dès le 21 juillet 1936 l'évacuation de ses ressortissants d'Espagne, affrétant notamment trois paquebots, le *Chellah* et le *Djenné* à destination de Barcelone, et le *Mexique* à destination de

¹³⁵ Voir chapitre 5, p. 313-333.

¹³⁶ TNA, PRO, FO 371/21378, W20121/37/41, « Memorandum on the humanitarian work in Spain carried out by His Majesty's Representatives on behalf of insurgent sympathisers », 1^{er} novembre 1937.

la côte cantabrique¹³⁷. Très vite, il adopte cependant une politique plus libérale que son homologue britannique en matière d'évacuations de ressortissants espagnols. Dès le 17 août, les navires de la Marine nationale sont autorisés à embarquer des Espagnols menacés pour leurs tendances politiques, religieuses ou sociales. Les officiers français doivent néanmoins veiller à ce que ces efforts soient répartis avec les navires de guerre britanniques et à empêcher tout contact entre les réfugiés et la terre ferme, avant leur débarquement en France¹³⁸. Cette politique se fonde sur l'article 77 du décret « sur le service des Forces navales » adopté le 18 février 1928. Cet article précise en effet « qu'en cas de troubles politiques en pays étranger, le Commandant (de la force navale ou du bâtiment) "peut recevoir, pour leur donner asile, les personnes fuyant un danger imminent qui ne peuvent se réfugier sur les bâtiments de leur nationalité. Dans ce cas, et à moins d'urgence, le Commandant s'entend préalablement avec les agents diplomatiques ou les autorités consulaires. Toutes mesures doivent être prises pour empêcher les réfugiés de communiquer avec la terre et, dès que les circonstances le permettent, ils sont débarqués, mais seulement dans un lieu où leur sécurité est assurée." » Compte tenu de la politique de non-intervention, les navires français sont néanmoins obligés de débarquer les réfugiés espagnols « dans un port français et non dans un port espagnol¹³⁹ ».

Là aussi, l'initiative des consuls français en Espagne et des officiers des navires de guerre français semble forcer la main du gouvernement français. René Sabatier de Lachadenède souligne en effet que la Marine nationale est conduite « à étendre, plus ou moins volontairement, sa mission humanitaire à des personnalités espagnoles menacées¹⁴⁰ ». Selon le témoignage de l'agent consulaire à Tarragone, José María Merelo de Barberá, les consulats français jouent un rôle déterminant dans cet élargissement qui ne répond peut-être pas au souhait initial du gouvernement français :

« Le Gouvernement français envoya d'urgence, tant à Barcelone qu'à Tarragone et dans d'autres ports de la zone rouge, des navires de commerce et des unités de guerre

¹³⁷ Willard C. Frank Jr., « Multinational Naval Cooperation in the Spanish Civil War, 1936 », *op. cit.*, p. 76-77 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 4 ; Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 37-38.

¹³⁸ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 99-100.

¹³⁹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/A¹, tél. 5928 du Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine à la Sous-Direction Europe du Quai d'Orsay, 10 septembre 1936 [souligné dans le document original].

¹⁴⁰ René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 10.

françaises avec mission de rapatrier ses nationaux. Ceci fut en principe le prétexte, mais la réalité fut tout autre, car toute personne qui s'adressa aux Consulats de France, désireuse de fuir, trouva un accueil fraternel, malgré les énormes difficultés qui survenaient par le contrôle sévèrement exercé par les patrouilles rouges¹⁴¹. »

Nous nous concentrerons d'ailleurs sur le cas barcelonais, pour lequel nous disposons des informations les plus complètes et où l'effort est le plus important : près de la moitié des 15 000 réfugiés dont l'évacuation est revendiquée par la France proviennent en effet de Barcelone (voir *infra*). Ces évacuations nécessitent alors la mobilisation de moyens considérables, en premier lieu maritimes. Dans le cas de la cité catalane, elle semble dans un premier temps reposer principalement sur les navires de guerre. Ces derniers évacuent, jusqu'au 25 septembre 1936, 425 réfugiés espagnols¹⁴². L'effort repose surtout sur le croiseur *Tourville* (171 réfugiés), secondé par le porte-hydravions *Commandant Teste* (70 réfugiés), par les croiseurs *Duquesne* (54 réfugiés) et *Colbert* (52 réfugiés), et par le contre-torpilleur *La Palme* (49 réfugiés). Les paquebots dépêchés par le gouvernement français pour évacuer ses ressortissants ne semblent pas, au départ, participer aux opérations de sauvetage des Espagnols. Ainsi, le *Chellah*, le *Djenné* et le *Sidi Mabrouk* n'embarquent que 42 réfugiés espagnols entre le 22 juillet et le 22 août 1936¹⁴³. Ce n'est qu'à partir du mois d'août que les Espagnols sont embarqués sur des paquebots de la compagnie Paquet, réquisitionnés et financés par le ministère des Affaires Étrangères à la demande du ministère de la Marine¹⁴⁴. Du 13 août au 2 septembre 1936, le *Corte II* évacue ainsi 266 Espagnols. Ses efforts sont poursuivis par l'*Anfa* qui évacue 1349 Espagnols entre le 22 août et le 13 novembre 1936¹⁴⁵. Enfin, l'*Iméréthie II* prend le relai à compter du 21 novembre 1936. Jusqu'en février 1938, c'est lui qui évacue la plupart des réfugiés, soit 4787 Espagnols¹⁴⁶.

¹⁴¹ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

¹⁴² CADN, Barcelone, B, 50.

¹⁴³ *Ibid.*

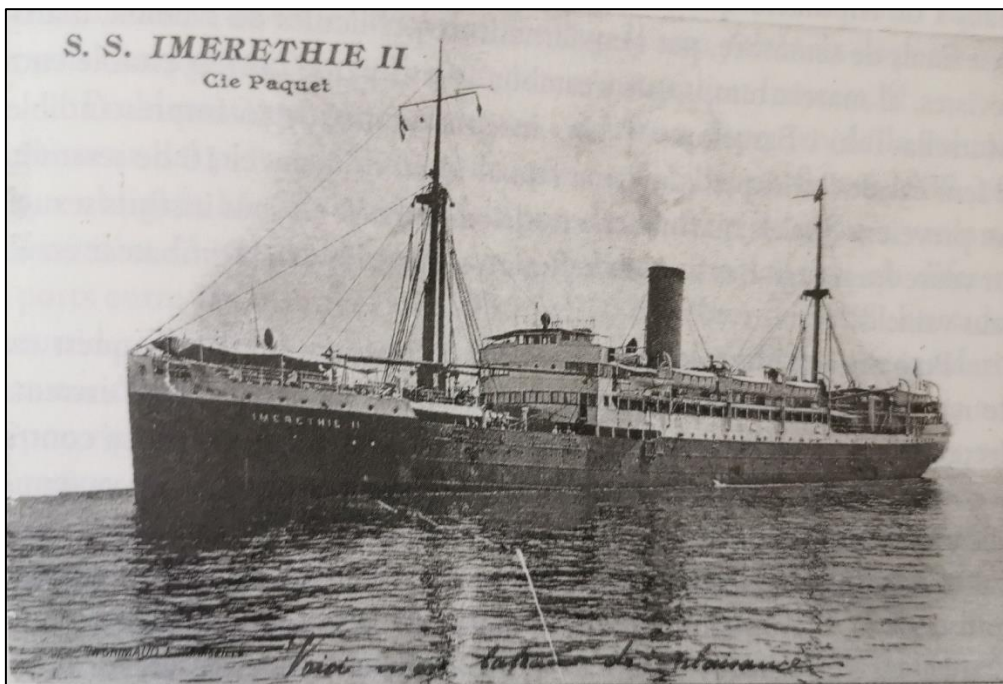
¹⁴⁴ René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939, op. cit.*, p. 7.

¹⁴⁵ CADN, Barcelone, B, 50 ; et CADN, Barcelone, B, 100.

¹⁴⁶ CADN, Barcelone, B, 43 ; CADN, Barcelone, B, 50 ; et CADN, Barcelone, B, 100. Pour tous les chiffres cités dans ce paragraphe, nous renvoyons au tableau 15, cité dans l'annexe méthodologique p. 868.



Photographie 27 : L'Anfa¹⁴⁷.



Photographie 28 : L'Iméréthie II¹⁴⁸.

Comme le souligne le consul général de Grande-Bretagne, Norman King, l'affrètement de ces navires – et en particulier de l'*Iméréthie II* – facilite très largement la tâche du consulat français, qui parvient ainsi à évacuer davantage de réfugiés de Barcelone

¹⁴⁷ Carte postale représentant l'*Anfa*. Archives personnelles.

¹⁴⁸ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, op. cit., p. 75.

que les Britanniques. Mais le consulat français peut aussi compter sur l'aide « d'un personnel beaucoup plus étoffé », composé de « plusieurs volontaires [qui] se consacrent exclusivement à l'évacuation des Espagnols¹⁴⁹ ». Les représentants français en Espagne s'appuient en effet sur un personnel auxiliaire pour organiser ces évacuations. Ainsi, à Barcelone, les employés subalternes du consulat général de France s'investissent dans ces opérations. C'est notamment le cas d'Antonin Lecouteux, commis de chancellerie qui supervise l'octroi des sauf-conduits et la signature des passeports¹⁵⁰, mais aussi de Théophile Antignac, également commis de chancellerie, ou encore de Jean Loubet, employé de bureau au consulat depuis près de vingt ans, qui participent aux embarquements¹⁵¹. Mais ce personnel subalterne est très rapidement épaulé par des collaborateurs bénévoles issus de la colonie française de Barcelone, qui organisent dans un premier temps l'évacuation de leurs concitoyens. Le consul général, Jean Trémoulet, nomme ainsi à la tête des collaborateurs bénévoles du consulat José Martinez¹⁵², directeur de l'Office Français du Tourisme et ancien volontaire catalan au sein de la Légion étrangère durant la Première Guerre mondiale – ce qui lui vaut d'être ensuite naturalisé Français¹⁵³. Ce dernier met alors sur pied un « Comité de ralliement et d'évacuation » dirigé par Hervé Piron, ingénieur et membre du Cercle de l'Union Française¹⁵⁴.

Progressivement, ce réseau de collaborateurs bénévoles participe également aux évacuations de réfugiés espagnols. On y compte de nombreuses personnalités influentes de la colonie française. Outre José Martinez et Hervé Piron, nous pouvons noter la participation d'Émile Lapeyre, directeur de l'Unión Metalurgica¹⁵⁵ ; de Louis Bayard, représentant en produits chimiques et ancien capitaine de l'armée française, qui aurait prêté ses services au

¹⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/21302, W10570/2/41, lettre de Norman King à Walter Roberts, 27 mai 1937.

¹⁵⁰ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

¹⁵¹ CADN, Barcelone, B, 50, répertoire des embarquements réalisés par le consulat général de France à Barcelone de juillet à septembre 1936 ; CADN, Barcelone, E, 14, feuille de renseignements sur Jean Loubet, 22 décembre 1938 ; et fiche de renseignements sur Georges Valette.

¹⁵² CADN, Barcelone, B, 43, note de Maurice Kamké, sans date.

¹⁵³ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937*, Paris, Union des Français de l'Étranger, 1937, p. 282. CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941 ; Archives de la Fondation Juan Negrín, fonds du ministère d'État, série « Correspondencia » (désormais : AFJN, ME, Correspondencia), note verbale n° 150 de l'ambassade d'Espagne à Paris adressée au Quai d'Orsay, 8 avril 1937.

¹⁵⁴ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolsats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 121.

¹⁵⁵ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937*, *op. cit.*, p. 286.

Deuxième Bureau durant la Première Guerre mondiale¹⁵⁶ ; de Georges Sabatier ; de Pierre Farnié, négociant et courtier en laine¹⁵⁷ ; de Maurice Kamké ; de Pierre Marboutin ; de Gaston Baron, négociant en produits chimiques, membre de la chambre de commerce française à Barcelone et conseiller du Commerce extérieur¹⁵⁸ ; de Georges Lavastre ; de Jean Bourgeois ; de Lucien Aspect, directeur général des agences Bergougnan en Espagne, mais aussi secrétaire général et trésorier de la chambre de commerce française à Barcelone¹⁵⁹ ; d'Albert Gourgues ; de Jean Choux, directeur de la Maison Radisson et président du Cercle de l'Union Française¹⁶⁰ ; de Jean Blanc, directeur de la Compañía Auxiliar para el Comercio y la Industria¹⁶¹ ; de René Vachat ; de Lucien Deville, directeur de la brasserie la Moravia¹⁶² ; de Georges Scherdel, industriel à Terrassa qui s'occupe du service des passeports au sein du consulat¹⁶³ ; de Barthélemy Lledós, transitaire et conseiller du Commerce extérieur¹⁶⁴ ; d'Antoine François Roser, mécanicien¹⁶⁵ ; de Henri Lereboure, directeur de la Maison Clément et président du Groupement amical des Officiers de réserve¹⁶⁶ ; de Georges Valette, négociant et lieutenant de réserve¹⁶⁷ ; de Paul Brés, directeur de l'entreprise d'eaux minérales « Rubinat Llorach¹⁶⁸ » ; et enfin de Robert Vincent, directeur d'une fabrique de velours et officier de réserve dans l'artillerie¹⁶⁹. Ces trois derniers supervisent spécifiquement les

¹⁵⁶ AGA, MAE, Barcelone, sous-série « Archivo Reservado », 12/0369, RE.5, dossier 10, sous-dossier 4, rapport de la Section de Renseignements de l'État-Major du ministère de la Guerre au chef du cabinet diplomatique, 20 avril 1937.

¹⁵⁷ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, op. cit.*, p. 286.

¹⁵⁸ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 120-121 ; *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, op. cit.*, p. 285.

¹⁵⁹ CADN, Barcelone, E, 14, tél. 193 de René Binet au Quai d'Orsay, 27 août 1936 ; et feuille de renseignements sur Lucien Aspect.

¹⁶⁰ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, op. cit.*, p. 283 et 286.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 286.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 121. CADN, Barcelone, B, 43, « Liste des personnes ayant prêté leur concours au Consulat Général de France durant les mois de juillet-août ».

¹⁶⁴ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, op. cit.*, p. 285.

¹⁶⁵ CADN, Barcelone, E, 14, dép. 13 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 12 janvier 1937.

¹⁶⁶ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, op. cit.*, p. 283.

¹⁶⁷ CADN, Barcelone, E, 14, fiche de renseignements sur Georges Valette ; et AGA, MAE, Barcelone, sous-série « Archivo Reservado », dossier 10, sous-dossier 4, rapport de la Section de Renseignements de l'État-Major du ministère de la Guerre au chef du cabinet diplomatique, 20 avril 1937.

¹⁶⁸ AGA, MAE, Barcelone, sous-série « Archivo Reservado », dossier 10, sous-dossier 4, lettre d'Ángel Galarza Gago à Julio Álvarez del Vayo, 25 mars 1937.

¹⁶⁹ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, op. cit.*, p. 287.

embarquements de religieuses françaises comme espagnoles¹⁷⁰. Des étrangers, bien intégrés à la colonie française, participent également à ces opérations¹⁷¹, tels que Max Schmitter, citoyen suisse « mais très français de cœur », ingénieur à la Fabrique Elizalde, qui « fait partie depuis toujours [des] Sociétés françaises à Barcelone » et qui « vient toutes les après-midi au Consulat pour aider très activement les services de rapatriement, d'embarquement et de renseignements¹⁷² » ; ou encore Filipo, ancien volontaire catalan dans la Légion française durant la Première Guerre mondiale¹⁷³. Nombre d'entre eux sont alors recommandés pour la Légion d'Honneur en récompense de leur engagement. C'est le cas de José Martinez, Gaston Baron, Hervé Piron, Émile Lapeyre, Georges Scherdel¹⁷⁴ ; mais aussi de Robert Vincent, René Vachat, Antoine François Roser, Lucien Deville, Jean Choux, Georges Valette et Lucien Aspect¹⁷⁵.

2. L'exil d'une « classe dirigeante » : le profil des réfugiés barcelonais

L'origine sociale des représentants français en Espagne, mais aussi de leurs collaborateurs bénévoles – industriels et directeurs d'entreprise pour la plupart d'entre eux – explique pour une bonne part leur engagement humanitaire. Ils appartiennent en effet aux catégories professionnelles et aux milieux sociaux qui sont visés par les violences révolutionnaires des premiers mois de la guerre civile¹⁷⁶. Les facteurs personnels semblent en effet avoir joué un rôle dans la progressive expansion des évacuations aux ressortissants espagnols. Ainsi, le consul général, Jean Trémoulet, reçoit des sollicitations d'un Espagnol réfugié à Nice, d'Alvaro Pries, qu'il semble connaître et qui lui demande d'évacuer son beau-frère, Fernando Benjumea Benito, que le consul a « connu dernièrement à Barcelone¹⁷⁷ ». D'autre part, Jacques Fouques-Duparc relate à la fin de la guerre civile que le consul-adjoint à Barcelone, Georges Monjou, « s'était fait des relations dans une société que ces événements

¹⁷⁰ CADN, Barcelone, B, 43, « Liste des personnes ayant prêté leur concours au Consulat Général de France durant les mois de juillet-août » ; et CADN, Barcelone, E, 14, note de René Binet à Jacques Fouques-Duparc, 20 août 1938.

¹⁷¹ CADN, Barcelone, B, 50, répertoire des embarquements réalisés par le consulat général de France à Barcelone de juillet à septembre 1936.

¹⁷² CADN, Barcelone, B, 43, « Liste des personnes ayant prêté leur concours au Consulat Général de France durant les mois de juillet-août ».

¹⁷³ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

¹⁷⁴ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolat i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 120-121.

¹⁷⁵ CADN, Barcelone, E, 14, dép. 13 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 12 janvier 1937.

¹⁷⁶ Voir chapitre 1, p. 55-86 et chapitre 5, p. 313-333.

¹⁷⁷ CADN, Barcelone, B, 101, lettre d'Alvaro Pries à Jean Trémoulet, 20 septembre 1936.

n'ont pas particulièrement favorisée, et ses efforts constants se sont employés à sauver des gens suspects pour leurs sympathies blanches¹⁷⁸ ». D'autres réfugiés sont plus particulièrement recommandés à la bienveillance des consuls par des personnalités françaises, qui agissent le plus souvent par l'intermédiaire du Quai d'Orsay. En février 1937, l'ancien président du Conseil radical Albert Sarraut sollicite ainsi l'évacuation de M. Juncal, ancien ambassadeur d'Espagne au Portugal et beau-frère d'Alejandro Lerroux¹⁷⁹. Quelques jours plus tard, c'est au tour de la compagnie d'assurances « La Préservatrice » de demander l'évacuation par l'intermédiaire du consulat français à Barcelone des filles de Juan Cadira, l'administrateur de sa filiale espagnole : María Dolores, Josefa et Carmen Cadira¹⁸⁰. La demande reçoit aussi l'appui d'Eugène Montel, alors membre du cabinet de Léon Blum¹⁸¹. Elles sont évacuées vers la France en mars 1937¹⁸². Ces recommandations concernent surtout des personnalités – ou certains de leurs proches – bien identifiées et qui occupent des positions sociales privilégiées. De ce fait, le profil des réfugiés tendrait à se confondre avec celui des diplomates, des consuls et de leurs collaborateurs bénévoles.

Les listes d'embarquements ne permettent toutefois pas de dresser un profil social précis des réfugiés évacués par le consulat, en dehors du fait qu'il s'agit essentiellement de femmes et d'enfants (76 % des personnes évacuées)¹⁸³. Leur profession n'est que trop rarement précisée, en dehors du cas spécifique des religieuses et religieux (33 % des réfugiés majeurs de Barcelone). La profession n'est indiquée que pour 55 individus. Ces derniers appartiennent généralement aux catégories sociales supérieures (industriels et directeurs d'entreprises ; aristocrates, professions intellectuelles supérieures ; banquiers et assureurs ; hauts fonctionnaires ; professions libérales ; etc.), c'est-à-dire aux mêmes milieux sociaux que les agents du consulat qui les évacuent¹⁸⁴. Cette proximité sociale explique-t-elle que leurs situations professionnelles soient précisées ? Cela signifie-t-il que les autres réfugiés, pour lesquels aucune profession n'est mentionnée, appartiennent à d'autres catégories sociales, plus populaires ? Il est difficile de le savoir. Mais l'étude menée par Rubèn Doll-Petit sur les « Catalans de Gênes », évacués par la marine italienne durant les premiers mois de la guerre civile, peut donner quelques indices. L'historien catalan estime en effet que plus des trois quarts (76,77 %) des hommes appartiennent à la classe dirigeante économique et politique du

¹⁷⁸ CADN, Madrid, C1, 35, lettre de Jacques Fouques-Duparc à Albert Lamarle, 29 novembre 1939.

¹⁷⁹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 195 de René Massigli à Jacques Pingaud, 19 février 1937.

¹⁸⁰ *Ibid.*, dép. 212 d'Émile Charvériat à Jacques Pingaud, 22 février 1937.

¹⁸¹ *Ibid.*, lettre d'Eugène Montel à Jacques Pingaud, 4 mars 1937.

¹⁸² *Ibid.*, dép. 167 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 12 mars 1937.

¹⁸³ Voir le tableau 14 de l'annexe méthodologique, p. 868.

¹⁸⁴ Voir le tableau 16 de l'annexe méthodologique, p. 869.

pays, à la bourgeoisie en général, au clergé ou à la jeunesse catalane qui souhaite désertier. Il compte en effet 24,26 % de religieux, 22,09 % de commerçants, 13,75 % de professions libérales, 8,12 % d'industriels, fabricants, propriétaires et rentiers, et 8,55 % d'étudiants. Concernant les femmes, 69 % figurent comme « maîtresses de maison » et 21 % comme religieuses¹⁸⁵. Il est donc probable que les réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone revêtent un profil similaire. C'est en tout cas ce que suggère José María Barberá de Merelo dans le récit qu'il dresse de cette action humanitaire. Selon lui, des « milliers de religieux des deux sexes, des politiciens de marque, des militaires, des bourgeois, etc., durent leur salut à la France¹⁸⁶ ».

Cette surreprésentation des classes supérieures parmi les réfugiés évacués n'est alors pas étrangère à l'identification très forte que ressentent les représentants français et britanniques à l'égard des victimes des violences révolutionnaires, qui se mue en solidarité¹⁸⁷. Il n'est dès lors pas surprenant que les religieuses et les religieux figurent également en bonne place parmi les réfugiés : les violences anticléricales sans précédent qui s'emparent de l'arrière républicain ont particulièrement choqué les agents étrangers, les conduisant à venir en aide à cette population¹⁸⁸. Le consulat général de France à Barcelone évacue ainsi 1 935 religieuses (33 % des réfugiés de Barcelone)¹⁸⁹, au moment où 2 000 ecclésiastiques sont exécutés en Catalogne (soit 30 % du clergé catalan)¹⁹⁰. Ces évacuations s'inscrivent très largement dans la tradition de protection des chrétiens à laquelle s'identifient les agents du Quai d'Orsay¹⁹¹, mais aussi dans la continuité de la protection des ordres religieux français en Espagne. En effet, la Supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph, dont le siège se trouve à Bordeaux, sollicite la « haute et bienveillante intervention » du ministre des Affaires étrangères en faveur des religieuses espagnoles de son ordre¹⁹². C'est aussi le cas de la Supérieure générale des Filles de la Charité et de la Supérieure Générale des Religieuses

¹⁸⁵ Rubèn Doll-Petit, *Els « catalans de Gènova » : història de l'èxode i l'adhesió d'una classe dirigent en temps de guerra*, op. cit., p. 74-75.

¹⁸⁶ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

¹⁸⁷ Voir le chapitre 5, p. 313-323.

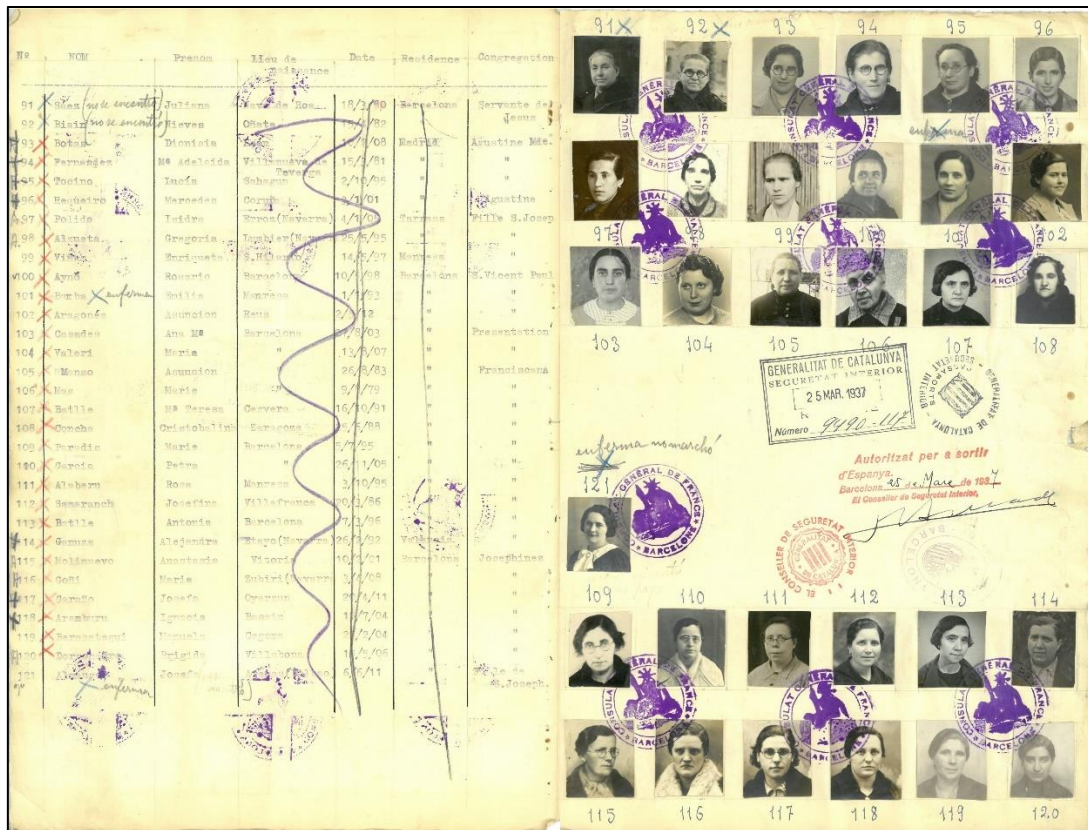
¹⁸⁸ Voir le chapitre 5, p. 323-333.

¹⁸⁹ Voir le tableau 16 de l'annexe méthodologique, p. 869.

¹⁹⁰ Jordi Rubió Coromina, *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus*, Barcelona, Editorial Gregal, 2015, p. 24.

¹⁹¹ Gilles Ferragu et Florian Michel, « Introduction générale », in Gilles Ferragu et Florian Michel (dir.), *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XXe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 16 ; Isabelle Dasque, « Le Quai d'Orsay, une citadelle du cléralisme ? Religion et culture des diplomates à la Belle Époque », in Gilles Ferragu et Florian Michel (dir.), *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XXe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 41.

¹⁹² CADN, Madrid, B, 580, lettre d'A. Plantou, Supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph, à Yvon Delbos, 3 septembre 1936.



Photographie 29 : Passeport collectif de religieuses espagnoles établi par le consulat général de France à Barcelone et visé par le département de Sécurité Intérieure de la Généralité de Catalogne, 25 mars 1937¹⁹⁷.

Mais plus largement, les représentants français ont conscience d'intervenir aux bénéfices des membres de la droite espagnole, sur lesquels s'abattent les violences révolutionnaires. Ainsi, José María Merelo de Barberá ne cache pas que les consulats français en Espagne viennent principalement en aide « aux malheureuses gens de droite et aux fascistes¹⁹⁸ ». Si cette affirmation reste difficile à objectiver – dans bien des cas, l'orientation politique des réfugiés n'est pas précisée sur les listes –, il est clair que plusieurs personnalités de droite de premier plan bénéficient des évacuations françaises. C'est le cas notamment des membres de la Lliga Regionalista à Barcelone. La famille de Francesc Cambó, fondateur de la Lliga, est ainsi évacuée par le consulat français, de même que la famille de Josep Cicera i Voltà, ancien militant de la Lliga et fondateur d'Acció Popular Catalana ; ou encore Lluís Duran í Ventosa, ancien député de la Lliga. Mais l'intervention française est loin de se limiter aux seuls membres de la Lliga. Le consulat évacue en effet le monarchiste alphonsin Dario

¹⁹⁷ CADN, Barcelone, B, 43.

¹⁹⁸ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

Rumeu y Freixas, baron de Viver et ancien maire de Barcelone, ainsi que son fils et son frère ; mais aussi Francisca de Paula Romana, qui occupe « un poste important dans la Phalange Féminine » ; ou encore José María, Ignacio et Mariano Delas, qui appartiennent à l'Acción Católica¹⁹⁹. Le profil des réfugiés vient évidemment compliquer leur évacuation, forçant les représentants français à Barcelone à employer des méthodes variées et pas toujours régulières pour les embarquer à bord des navires français.

3. *Entre négociations, corruption et clandestinité : les évacuations de Barcelone*

Les historiens catalans Rubèn Doll-Petit et Arnau González i Vilalta, qui se sont intéressés aux évacuations maritimes organisées par les consulats étrangers à Barcelone, ont souligné le concours actif que ces derniers trouvent auprès de la Généralité de Catalogne. Ils soulignent en particulier le rôle joué par les conseillers à l'Intérieur et à la Culture, Josep Maria Espanya et Ventura Gassol, mais aussi du président du parlement catalan, Joan Casanovas, dans ces évacuations. Avec d'autres acteurs de la Généralité, ils octroient dès les premiers instants de la guerre de nombreux permis d'embarquement en faveur des personnalités de droite menacées par la révolution sociale²⁰⁰. C'est ce dont témoigne également le consul général de Grande-Bretagne, Norman King, qui rapporte que Espanya délivre « librement » des permis aux religieux ou aux personnes disposant d'une bonne position sociale qui sont menacés par les miliciens²⁰¹. Le conseiller à l'Intérieur demande aussi au consulat français d'évacuer, le 31 juillet 1936, Felix Llovet Nicolau²⁰². Néanmoins, sous la pression des anarcho-syndicalistes, qui menacent Espanya y Gassol, la Généralité décide à la mi-août de ne plus octroyer de permis aux Espagnols qui souhaiteraient quitter le pays, tandis que les accès au port sont l'objet d'une plus grande surveillance²⁰³. Le scandale provoqué par l'octroi de faux-passeports par le consul général de Colombie intervient aussi dans cette décision²⁰⁴. Mais comme le rapporte Norman King, Espanya continue d'« accorder

¹⁹⁹ CADN, Barcelone, B, 50, *Una de las Obras de Socorro del Consulado General de Francia en Barcelona durante los trágicos acontecimientos sufridos en España, 1936-1939*, 1939.

²⁰⁰ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 95-96 et 101-102 ; Rubèn Doll-Petit, *Els « catalans de Gènova » : història de l'èxode i l'adhesió d'una classe dirigent en temps de guerra*, *op. cit.*, p. 35-37.

²⁰¹ TNA, PRO, FO 371/20535, W9548/62/41, dép. 104 de Norman King au Foreign Office, 18 août 1936.

²⁰² CADN, Barcelone, B, 34, lettre de José María Espanya à Jean Trémoulet, 31 juillet 1936.

²⁰³ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 101 ; et TNA, PRO, FO 371/20535, W9548/62/41, dép. 104 de Norman King au Foreign Office, 18 août 1936.

²⁰⁴ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 101.

des permis aux ressortissants espagnols à la demande d'Espagnols influents et de consuls étrangers²⁰⁵ ». En effet, certains membres de la Généralité qui s'opposent à la CNT entreprennent de concéder des faux-passeports à leurs concitoyens menacés ou de fermer les yeux sur les faux-passeports accordés par les consulats étrangers. Ces facilités bénéficient alors aux réfugiés évacués par la France²⁰⁶. Les officiers du croiseur *Colbert* recommandent en effet dès le 27 août 1936 de procéder à des évacuations clandestines²⁰⁷, au moment où il devient presque impossible pour les Espagnols de se procurer des autorisations d'embarquer²⁰⁸.

La pression sur les évacuations s'accroît encore à partir du mois d'octobre 1936, après la formation le 26 septembre du gouvernement de Josep Tarradellas, qui inclut trois représentants de la CNT²⁰⁹. Tandis que Josep Maria Espanya et Ventura Gassol sont contraints à l'exil sous la menace des anarchistes²¹⁰, les contrôles sur le port de Barcelone sont encore renforcés. L'accès des consuls étrangers à la rade et la liaison avec les navires de guerre s'avèrent plus difficiles : les autorités du port, sous le contrôle de la CNT-FAI, refusent en effet d'autoriser les voitures du corps consulaire à accéder au débarcadère et scrutent avec attention la documentation des personnes embarquées²¹¹. Alors qu'une délégation composée des consuls britannique, français, allemand, italien et américain s'en plaint au nouveau président de la Généralité, ce dernier rejette « la responsabilité de la rigueur des règlements [...] sur les Consuls qui [sont] complices de la fuite des réfugiés politiques²¹² ».

C'est probablement ce qui explique la brusque réduction du nombre de réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone, entre octobre et décembre 1936 (graphique 7), mais aussi de la part des hommes évacués par rapport à celles des femmes et des enfants (graphique 8). Avec l'augmentation des contrôles, l'évacuation des hommes apparaît certainement plus risquée, tandis que les femmes et les enfants bénéficient très probablement d'un traitement plus favorable, lié à la réputation d'innocence qui colle à ces

²⁰⁵ TNA, PRO, FO 371/20535, W9548/62/41, dép. 104 de Norman King au Foreign Office, 18 août 1936.

²⁰⁶ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 101-103.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 101.

²⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/20536, W9996/62/41, dép. 120 de Norman King au Foreign Office, 26 août 1936.

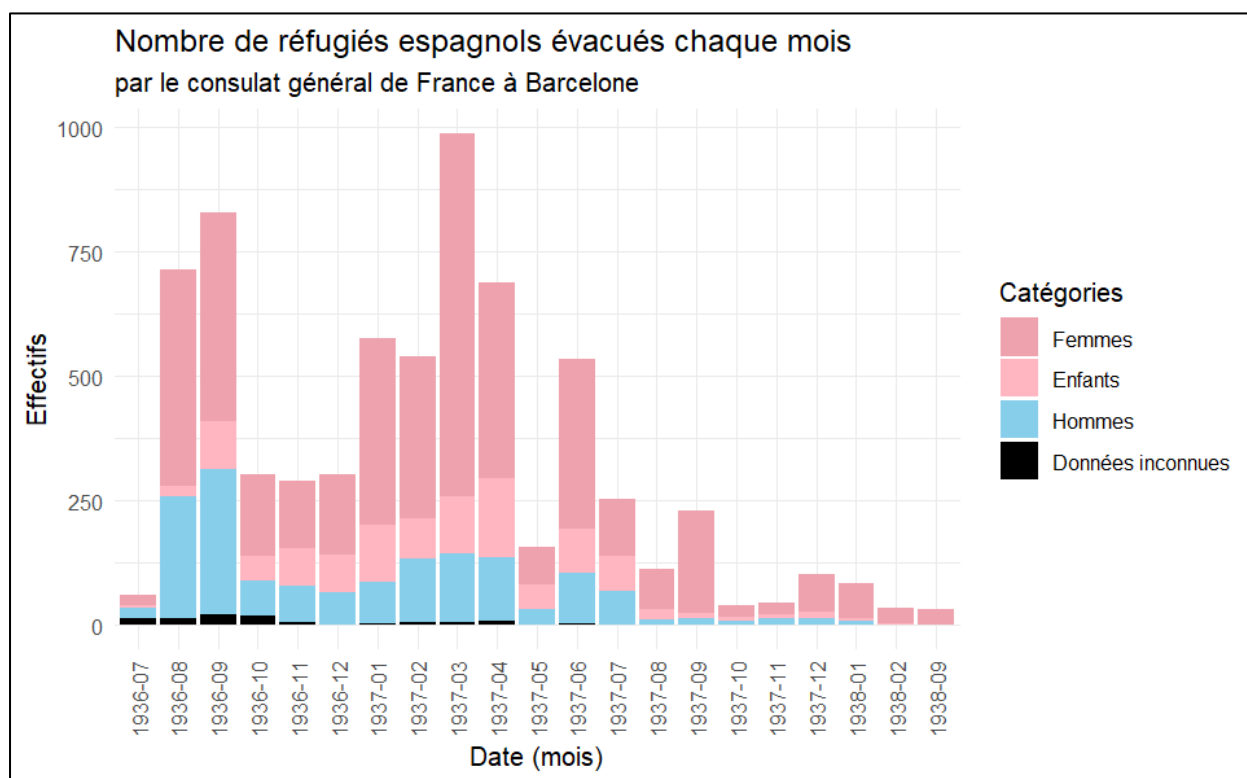
²⁰⁹ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 133.

²¹⁰ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 101.

²¹¹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 186 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 novembre 1936.

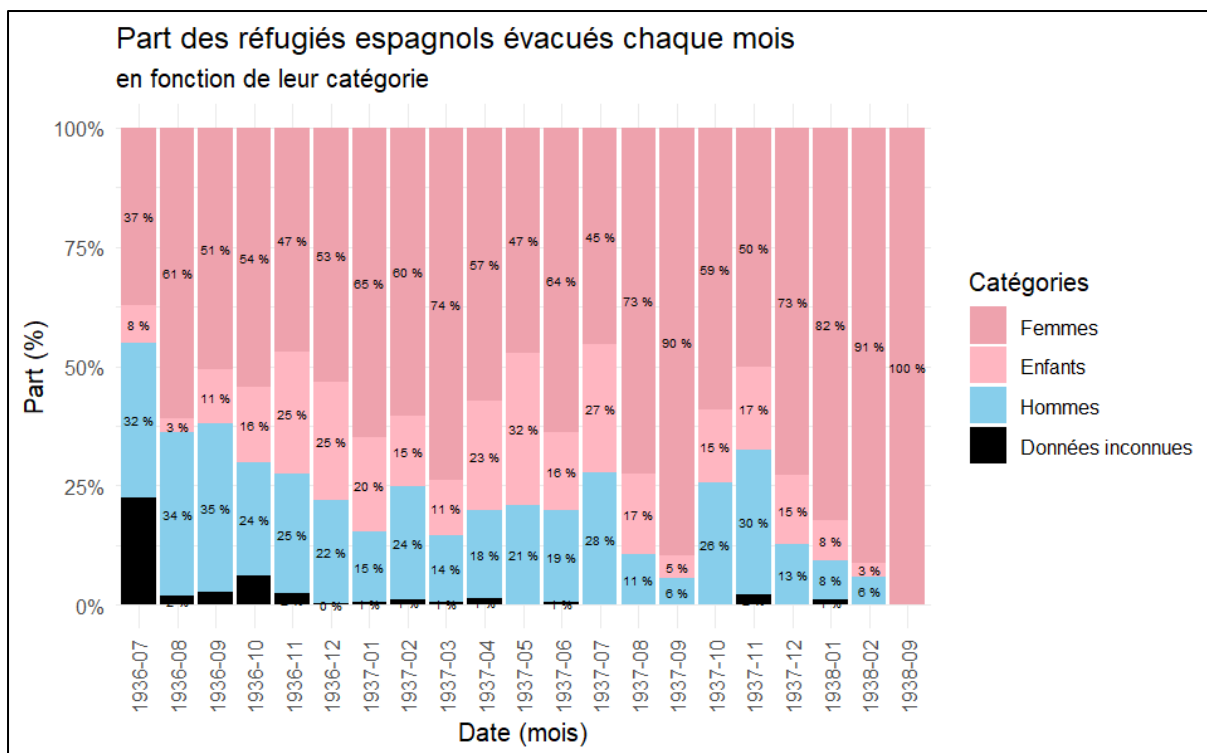
²¹² TNA, PRO, FO 371/20546, W15415/62/41, dép. 243 de Norman King au Foreign Office, 3 novembre 1936.

deux catégories²¹³. Il en va de même pour les religieux et les religieuses, dont les embarquements sont presque suspendus en novembre et décembre 1936 (graphique 9). Les facilités que la Généralité rétablit à partir du mois de janvier pour les religieuses espagnoles, leur concédant des passeports collectifs (image 29), contribuent alors à accroître le nombre de réfugiés évacués par le consulat français de janvier à juin 1937 (graphique 7), mais aussi la part des femmes évacuées durant la même période – entre 57 à 74 % des réfugiés évacués (graphique 8). Le mois de mai 1937 constitue alors une exception, qui s’explique par les combats internes au camp républicain qui ont lieu à Barcelone du 3 au 8 mai 1937, et qui ont pour conséquence de limiter drastiquement les évacuations (graphique 7).

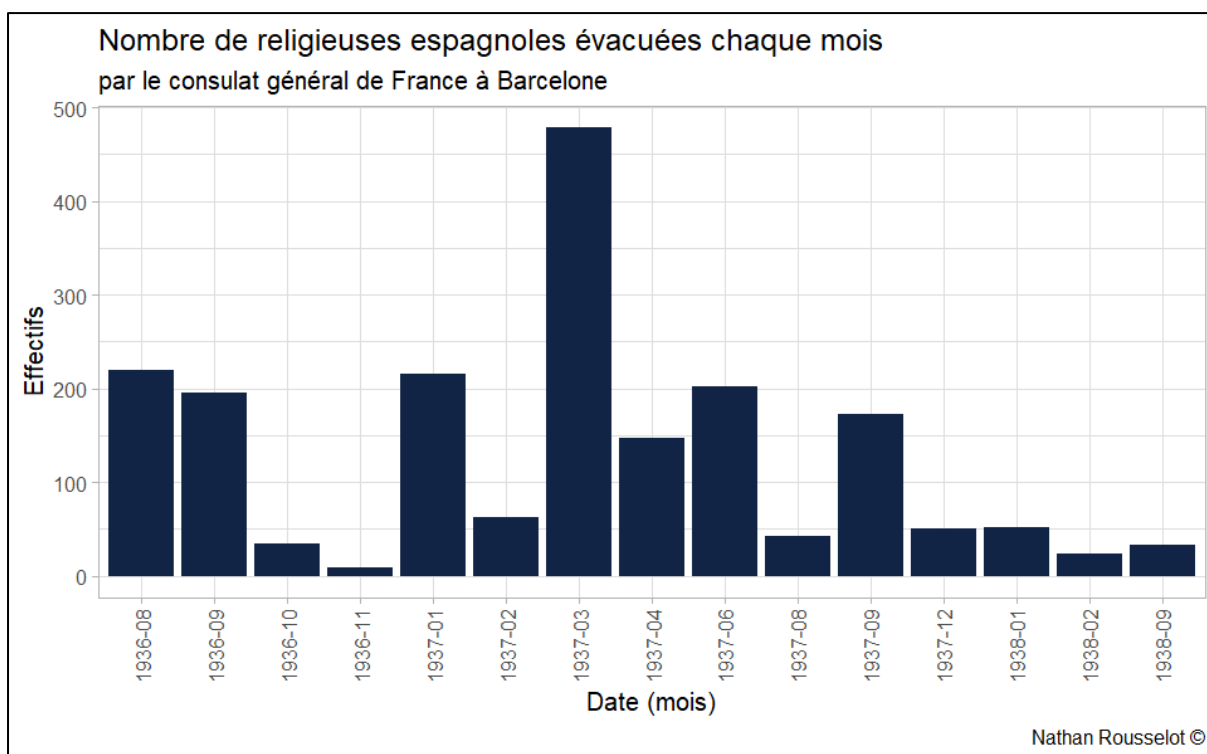


Graphique 7 : Répartition mensuelle des réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone.

²¹³ Voir chapitre 6, p. 406-409.



Graphique 8 : Répartition mensuelle des réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone par catégories (hommes, femmes et enfants).



Graphique 9 : Répartition mensuelle des religieuses évacuées par le consulat général de France à Barcelone.

Quoi qu'il en soit, les restrictions posées à l'embarquement de certains réfugiés, ainsi que le renforcement des contrôles, conduisent progressivement les consuls français, Jean Trémoulet puis Jacques Pingaud, à « chercher les combinaisons » – expression dont le second use auprès de son collègue britannique²¹⁴ – permettant de les contourner. Il s'agit essentiellement d'embarquements clandestins, qu'ils mènent avec l'aide du capitaine Pierre Quiriconi. Ancien officier de la Marine nationale rattaché au Deuxième Bureau durant la Première Guerre mondiale, ce dernier devient capitaine de long cours pour la compagnie Paquet après sa démobilisation en juillet 1919. Il demeure néanmoins lieutenant de vaisseau réserviste. C'est en tant que capitaine par intérim de l'*Anfa* qu'il participe aux évacuations d'Espagne, avant de prendre le commandement de l'*Iméréthie II*, lorsque ce dernier est affrété en novembre 1936²¹⁵. Jacques Pingaud emploie ainsi, avec le concours du commandant Quiriconi, des « stratagèmes » et des « procédés divers²¹⁶ », souvent renouvelés, afin d'embarquer discrètement des Espagnols recherchés ou dépourvus des autorisations nécessaires pour quitter Barcelone. Le consulat général n'hésite pas à produire de faux documents pour certains de ses réfugiés. Selon le témoignage de José María Merelo de Barberá, la tâche incombe notamment au commis de chancellerie Antonin Lecouteux qui « convertit en Français, par des sauf-conduits et des passeports dont il avait la signature, plus d'Espagnols qui ne naissent par jour en Espagne ». C'est ainsi que la veuve du colonel Castro quitte Barcelone « sous un nom d'emprunt et à prononciation française²¹⁷ ». En d'autres occasions, les représentants français ont recours à des déguisements pour tromper la vigilance des gardiens du port, et notamment à des uniformes de marins français qui permettent aux réfugiés d'embarquer sur les unités de guerre ou sur l'*Iméréthie II*²¹⁸. Des matelots descendus

²¹⁴ TNA, PRO, FO 371/21302, W10570/2/41, lettre de Norman King à Walter Roberts, 27 mai 1937.

²¹⁵ Né le 21 janvier 1889 de parents italiens, à Ponte Buggiante en Italie, Pierre Quiriconi effectue sa scolarité en Corse et acquiert la nationalité française. Durant la Première Guerre mondiale, il sert en tant que lieutenant de vaisseau sur le cuirassé *Requin*, puis il est rattaché au Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine. CADN, Barcelone, B, 101, dép. 144 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 15 décembre 1936 ; et AGA, MAE, Barcelone, sous-série de la « Sección de información diplomática especial » (désormais : SIDE), 12/03114, RE.50, dossier 55, note réservée n° 100 du bureau du SIDE à Marseille, 27 octobre 1937.

²¹⁶ Jacques Pingaud décrit longuement les procédés à leur disposition, mais aussi la prudence avec laquelle ils les emploient, dans une lettre qu'il adresse au Quai d'Orsay, en réponse à la demande de ce dernier d'évacuer le gendre d'Alejandro Lerroux, M. Juncal, et sa famille. CADN, Barcelone, B, 101, dép. 187 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 21 mars 1937. Nous reproduisons ce document en annexe, p. 885.

²¹⁷ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

²¹⁸ Les Français ne sont pas les seuls à utiliser ce stratagème, qui est notamment employé par la marine argentine, mais aussi — dans une moindre mesure — par l'attaché honoraire de l'ambassade britannique, le capitaine Edwin C. Lance. Tomás Merino, « El asilo diplomático y naval argentino durante la guerra civil española. Los marinos argentinos del torpedero Tucumán y del crucero 25 de Mayo en 1936/1937 », *Boletín del Centro Naval*, 2016, n° 844, p. 286 ; Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », *op. cit.*, p. 72.

à terre encadrent alors les réfugiés ainsi déguisés, les dissimulant lors du passage des contrôles²¹⁹. Cette pratique déplait d'ailleurs à l'État-Major Général de la Marine, qui s'en plaint au Quai d'Orsay en juin 1937 :

« Il m'avait été signalé à plusieurs reprises que pour faciliter l'embarquement de réfugiés espagnols à bord de nos bâtiments de guerre ou sur "L'Iméréthie", le Consul Général de France à Barcelone leur avait fait revêtir des uniformes de seconds-maîtres de la Marine Militaire Française.

[...]

Il ne vous échappera pas que de tels subterfuges, s'ils venaient à être découverts, pourraient donner lieu à des incidents qui risqueraient de mettre la Marine comme le Consul dans une position difficile ; et même de compromettre le succès d'embarquements ultérieurs. Peut-être jugerez-vous opportun d'attirer l'attention de Mr. Pingaud sur ce point ?

J'ajoute d'ailleurs qu'il n'utilise un tel procédé qu'exceptionnellement et en s'entourant de garanties²²⁰. »

Pingaud tient-il compte de cette recommandation ? Il est difficile de le savoir. Le témoignage de José María Merelo de Barberá suggère néanmoins que le consul n'abandonne pas cette pratique, mais privilégie désormais l'emploi d'uniformes de la marine marchande²²¹.

Ces opérations sont évidemment risquées. Mais selon le consul britannique Norman King, Pingaud dispose de plusieurs avantages. Tout d'abord, l'importance de la colonie française à Barcelone – environ 7 000 inscrits²²² – multiplie les occasions de « contacts entre les personnes en Catalogne et en France, tant pour les affaires que pour des questions familiales », ce qui « donne au Consul de France plus de motifs de demander des passeports pour des personnes qui souhaitent se rendre en France ». Du reste, la proximité entre le catalan et l'occitan permettrait de « facilement faire passer un Catalan pour un Français du Sud », à l'aide d'un faux-passeport. Mais surtout, Pingaud peut en cas de difficulté « invoquer [son] immunité contre toute arrestation et l'inviolabilité de son bureau et de sa résidence

²¹⁹ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

²²⁰ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 747 du Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine au Quai d'Orsay, 10 juin 1937.

²²¹ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

²²² Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, Angers, 2002, p. 17.

privée²²³ ». Les consuls français sont en effet protégés par les articles 12 et 14 de la Convention consulaire conclue le 7 janvier 1862 entre la France et l'Espagne. Le premier stipule que les « consuls généraux, consuls et vice-consuls sujets de l'État qui les nomme jouiront de l'immunité personnelle, sans qu'ils puissent être arrêtés ni conduits en prison, si ce n'est pour crimes ». Quant au second, il établit que les « archives consulaires seront inviolables en tout temps et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ni saisir les papiers qui en font partie²²⁴ ». Il ne garantit donc pas l'inviolabilité du bureau ou de la résidence du consul. Cependant, le Quai d'Orsay considère que l'inviolabilité des archives s'étend aux locaux de la chancellerie qui les abritent, s'appuyant notamment sur un accord signé entre la France et l'Italie le 8 décembre 1888²²⁵. Si ce point fait l'objet de débats entre le gouvernement français et le gouvernement républicain, il offre malgré tout une certaine protection à Pingaud qui considère de fait que les locaux du consulat sont inviolables²²⁶.

Mais ces facilités n'empêchent pas les incidents de se produire. En novembre 1936, l'un des collaborateurs du consulat français à Barcelone, Paul Cachet, est ainsi arrêté au moment où il tente de faire embarquer une femme espagnole, Marie de Sistare, « avec un passeport français sur lequel il a apposé sa photo ». Paul Cachet et Marie de Sistare sont finalement libérés après une nuit de détention, à la suite d'une intervention de Jacques Pingaud²²⁷. C'est précisément pour éviter que des incidents de ce type ne se produisent au moment des embarquements que le consulat français recourt parfois à une forme de corruption auprès des gardes du port. Le commandant de l'*Iméréthie II* n'hésite pas, en effet, à tirer avantage des diverses pénuries alimentaires qui touchent la capitale catalane :

« En arrivant au port le Commandant Quiriconi faisait distribuer gratuitement parmi les patrouilles du contrôle quantité de pains, de morues, de tabac, etc., et il rendait ainsi la tâche plus facile pour l'embarquement des rescapés, car la famine étant extrême en Catalogne, les estomacs reconnaissants des rouges obligeaient ceux-ci à fermer les yeux au passage de certaines personnes suspectes. Les autorités qui connaissaient ces faiblesses de la part de leurs hommes renouvelaient sans cesse le personnel des patrouilleurs, mais la faim, ne négligeant personne, les nouveaux

²²³ TNA, PRO, FO 371/21302, W10570/2/41, lettre de Norman King à Walter Roberts, 27 mai 1937.

²²⁴ BNF, Gallica, document numérisé NUMM-5810159, *Convention consulaire conclue le 7 janvier 1862 entre la France et l'Espagne*, Ministère des Affaires Étrangères, p. 5. Consulté le 27 janvier 2023. URL : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k58101595>.

²²⁵ AGA, MAE, Burgos, 82/3105 R.834, dossier 13, note d'information du 3 août 1938.

²²⁶ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/B², tél. 16-20 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 10 janvier 1937.

²²⁷ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 11143 du Directeur général de la Sûreté Nationale au Quai d'Orsay, 20 avril 1937.

gardiens tombèrent dans le même péché, en pensant probablement à la disette de leurs femmes et de leurs enfants²²⁸. »

Le tabac, notamment, apparaît comme un produit recherché. José María Merelo de Barberá le qualifie ainsi d'« allié insoupçonné » et de véritable « passe partout ». La marine française ravitaille en effet en « paquets bleus de “Gauloises” » le consulat général, dont les collaborateurs se munissent lorsqu'ils doivent entreprendre « une démarche difficile ». Merelo décrit également la « queue discrète » que les « hommes de Loi, les plus hautes personnalités de la République et de la Généralité de Catalogne » forment devant le consulat, « en quête du stupéfiant » : « Notre Consul Général savait profiter de ces faiblesses et ce n'est pas sans une intéressante compensation en faveur des persécutés qu'il accédait aux désespérantes demandes des fumeurs récalcitrants²²⁹. »

Ces opérations clandestines supposent par ailleurs une étroite collaboration entre les consulats et les navires de guerre. Ainsi, certaines personnalités sensibles sont évacuées par des unités de la Marine Nationale, plutôt que par l'*Iméréthie II*. C'est notamment le cas des neveux du lieutenant-général Martinez Anido, Ramón et Victor Baldrich, évacués à bord du *Guépard* en février 1937²³⁰. Le principe d'extraterritorialité et d'inviolabilité dont bénéficient les navires de guerre permet alors de s'assurer qu'une fois les réfugiés embarqués à bord, les autorités locales ne soient plus en mesure d'imposer leur débarquement²³¹. Afin de faciliter la liaison de ses unités avec le consulat, la Marine met d'ailleurs à disposition de ce dernier plusieurs seconds-mâtres munis d'un poste de télégraphie sans-fil²³². Ces évacuations à bord des navires de guerre s'expliquent aussi par les soupçons qui pèsent sur l'*Iméréthie II* qui, en janvier 1937, n'est momentanément plus autorisé à entrer dans la rade de Barcelone. Les réfugiés sont alors embarqués à bord du contre-torpilleur *Chasseur 3* qui, une fois dans les eaux internationales, les transborde ensuite à bord de l'*Iméréthie II*²³³. Le vice-consul Jules

²²⁸ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ CADN, Barcelone, B, 101, note de Jacques Pingaud adressée au commissaire spécial de Toulon, 16 février 1937.

²³¹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 275-277.

²³² CADN, Barcelone, B, 34, lettre de Jacques Pingaud au vice-amiral Abrial, commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée, 20 août 1937.

²³³ CADN, Barcelone, B, 43, lettre du capitaine de frégate de Larosière, commandant le *Kersaint*, à Jacques Pingaud, 19 janvier 1937 ; et lettre de Jacques Pingaud au vice-amiral Abriel, commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée, 20 janvier 1937.

Bouyssel coordonne ces évacuations en liaison avec les officiers français²³⁴. Cette organisation ne satisfait néanmoins pas le consul, Jacques Pingaud, qui alerte sur les risques que comportent ces transbordements²³⁵. La manœuvre est en effet connue par les gardes du port de Barcelone, qui les observent depuis la forteresse de Montjuich qui surplombe la baie de Barcelone. Elle attire dès lors une attention trop grande sur les activités du consulat²³⁶, qui se trouve dans une situation délicate. Jacques Pingaud confie n'avoir « reçu aucun ordre à ce sujet » de la part du Quai d'Orsay, « susceptible de couvrir [sa] responsabilité en cas d'accident » entre le navire de guerre français et les autorités portuaires²³⁷. Dans ces conditions, l'essentiel des évacuations reste assuré par l'*Iméréthie II*, qui demeure en liaison étroite avec la Marine Nationale. Le commandant du *Duguay-Trouin* place ainsi à son bord « un piquet de garde commandé par un Officier » et chargé d'y « maintenir l'ordre²³⁸ ». Le choix de privilégier l'*Iméréthie II* peut également s'expliquer par les très bonnes relations que Pingaud entretient avec son commandant, le capitaine Quiriconi, qu'il recommande pour la Légion d'honneur en reconnaissance de son action humanitaire²³⁹.

Par ces différents stratagèmes, le consulat général de France à Barcelone parvient à évacuer 6 922 réfugiés espagnols, essentiellement durant la première année de guerre. Comme dans le cas des évacuations britanniques, les embarquements deviennent en effet résiduels à partir d'octobre 1937 : seuls 5 % des réfugiés sont évacués de Barcelone après le mois de septembre 1937 (voir graphique 7)²⁴⁰. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène. Tout d'abord, le durcissement des politiques d'accueil des réfugiés en France n'y est probablement pas étranger (voir *supra*). Ensuite, l'*Iméréthie II* est affecté à partir de l'été 1937 aux évacuations des réfugiés des missions étrangères, et en particulier de l'ambassade de France à Madrid (voir *infra*), tandis que les soupçons qui pèsent sur son activité compliquent certainement ses activités à Barcelone, jusqu'à la fin de son service en février 1938²⁴¹. Enfin, le 20 octobre 1937, le Délégué à l'Ordre Public en Catalogne informe le consul britannique,

²³⁴ *Ibid.*, lettre du capitaine de frégate de Larosière, commandant le *Kersaint*, à Jacques Pingaud, 19 janvier 1937.

²³⁵ *Ibid.*, lettre de Jacques Pingaud au vice-amiral Abriel, commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée, 20 janvier 1937.

²³⁶ *Ibid.*, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

²³⁷ *Ibid.*, lettre de Jacques Pingaud au vice-amiral Abriel, commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée, 20 janvier 1937.

²³⁸ CADN, Barcelone, B, 34, ordre n° 12 du capitaine de vaisseau Nouvel de la Flèche, commandant le *Duguay-Trouin*, 3 avril 1937.

²³⁹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 144 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 15 décembre 1936.

²⁴⁰ Voir le tableau 18 de l'annexe méthodologique, p. 870.

²⁴¹ Chapitre 10, p. 785-789.

Norman King, qu'il a reçu l'ordre de ne plus accorder aucun passeport²⁴². Cette mesure s'explique probablement par les perspectives d'un échange général de prisonniers entre les deux camps, dont les discussions débutent au même moment sous le patronage britannique²⁴³.

4. *Bilan des évacuations françaises*

Interrogée en 1942 par le procureur franquiste instruisant la « Causa General » sur « l'exercice du droit d'asile pratiqué par les représentants français en zone rouge, au cours de la période 1936-1939 », l'ambassade de France estime après enquête que « les Consulats et les établissements français ont assuré, au cours de la guerre d'Espagne, le salut d'environ 15 000 nationaux, dont plus de 12 000 pour Madrid et Barcelone ». Cette estimation, annonce-t-elle, n'est qu'approximative : « les listes communiquées risquent d'être souvent incomplètes et, parfois même, quelque peu inexactes, par suite, d'une part, des conditions hâtives et dramatiques dans lesquelles les choses se sont passées, d'autre part, de l'obligation dans laquelle on a pu se trouver, dans certains cas, d'inscrire sous de faux noms des réfugiés espagnols particulièrement compromis ». Outre les 5 400 personnes qui, après avoir été hébergées au Lycée et dans les hôpitaux français de Madrid, ont été évacuées vers Valence, Alicante et Caldetas (voir *infra*), l'ambassade estime que plus de 1 000 personnes ont été évacuées par les soins des représentants français à Bilbao, environ 600 à Valence, 6630 à Barcelone et environ 500 à Malaga²⁴⁴. À partir des listes d'évacuation conservées dans les fonds de l'ambassade de France à Madrid et du consulat général de France à Barcelone, au sein du Centre des archives diplomatiques de Nantes, j'ai pour ma part pu identifier 8 656 réfugiés espagnols, dont 2 071 hommes (24 %), 5 139 femmes (59 %) et 1 333 enfants (15 %). 6 922 partent de Barcelone, 964 de Bilbao, 374 de Malaga et 316 de Santander²⁴⁵. Ces estimations ne semblent par ailleurs pas tenir compte des Espagnols évacués à Alicante et à Valence par les navires français pour le compte des ambassades et légations étrangères – comme celles du Chili, de Cuba, de la Bolivie ou encore du Pérou²⁴⁶.

²⁴² TNA, PRO, FO 371/21302, W19372/2/41, tél. 176 de Norman King au Foreign Office, 20 octobre 1937.

²⁴³ Chapitre 9, p. 709 *sq.*

²⁴⁴ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, note verbale 265 de l'ambassade de France au ministère des Affaires Extérieures, 7 avril 1942.

²⁴⁵ Voir le tableau 14 de l'annexe méthodologique, p. 868.

²⁴⁶ AGMAV, 2460,1, note de l'antenne du SIFNE à Biarritz, 28 juin 1937 ; et AGMAV, 2882,4, note de l'antenne du SIFNE à Irún, 15 septembre 1937.

Ainsi, le consulat général de France à Barcelone n'est pas le seul à organiser des évacuations de réfugiés espagnols ni des évacuations clandestines. À Valence, le consul Maurice Marcassin a aussi recours à des collaborateurs bénévoles issus de la colonie française. Il nomme ainsi Jean Biéchy attaché du consulat, lui accordant un sauf-conduit qui lui permet d'évacuer de nombreux Espagnols. Il reçoit aussi le concours de Jacques Estéoule, propriétaire de la Sociedad Ibérica de Construcciones y Obras Públicas SA, et de Maurice Lombard, agent consulaire de France à Gandia et propriétaire de filatures de soie, ou encore de Pierre Patrizi, qu'il place à la tête du centre d'hébergement de Valence²⁴⁷. Avec leur aide, il évacue de nombreuses personnalités : les ingénieurs Antonio Lazaro, J. Magraner et Rafael Villalba ; les avocats Pascual Esteve Haedo, Joaquin Reig Rodriguez et J. M. Diaz Prieto ; les grands propriétaires José Garrigos, José María Villalba, Mariano de Suñer Español ou encore Francisco Ramón Rodriguez Roda, président de la Federación Arrocera ; les industriels et directeurs d'entreprise Enrique Vallbona et Carlos G. Rothvoss ; les hauts-fonctionnaires Cirilo Genoves, M. Graiño, et enfin les aristocrates L. Jaudenes, comte de Zanoni, la marquise de Castellfort et Gloria Sala Carbonell, marquise d'Aigües Vives²⁴⁸.

Dans d'autres ports, en particulier sur la côte Nord, les représentants français privilégient en revanche la négociation avec les autorités locales, suivant davantage l'exemple de leurs homologues britanniques. À Bilbao, René Castéran accepte ainsi en février 1937 d'embarquer sur l'avis *Arras* « un certain nombre de personnes qui [lui] ont été recommandées par les autorités locales et qui n'ont aucun caractère officiel, le gouvernement basque [lui] ayant accordé, en échange, des autorisations [qu'il lui avait] demandées et qui avaient été différées jusqu'à ce jour²⁴⁹ ». Le 24 juin 1937, enfin, André Van den Bronk et Raymond Moullec, l'attaché naval, peuvent évacuer des familles recommandées à l'ambassade française « comme étant en danger » à condition d'embarquer également, à la demande du gouverneur civil de Santander, « des parents ou des amis des autorités constituées²⁵⁰ ». Mais comme pour les évacuations britanniques, les évacuations françaises apparaissent très déséquilibrées, favorisant les partisans du camp rebelle au détriment des partisans du camp républicain. Elles n'ont en effet aucun équivalent dans les ports tombés aux mains des militaires insurgés.

²⁴⁷ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 19 du consul de France à Valence à François Piétri, 31 janvier 1942 ; et CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 730 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juin 1936.

²⁴⁸ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 19 du consul de France à Valence à François Piétri, 31 janvier 1942.

²⁴⁹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B³, note n° 21 de René Castéran à l'ambassade de France, 7 février 1937.

²⁵⁰ *Ibid.*, tél. 956 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 juin 1937.

C. Des réfugiés républicains « indésirables »

1. *L'ordre franquiste : des évacuations inutiles ou impossibles ?*

Interrogé en novembre 1936 par le député travailliste Josiah Wedgwood sur les évacuations d'Espagnols auxquelles la Royal Navy a procédé depuis le début de la guerre civile, Anthony Eden reconnaît et justifie leur déséquilibre entre les ports républicains et les ports détenus par les rebelles :

« Les navires de Sa Majesté se trouvent dans les eaux espagnoles principalement dans le but de protéger les vies et les biens britanniques, et leur répartition dans les ports gouvernementaux et insurgés a été régie principalement par cette considération. La menace de désordre dans des villes comme Barcelone, Carthagène, Malaga et Valence a fait que, dans la pratique, nos navires ont visité plus fréquemment ces ports que, par exemple, Cadix, Séville ou Vigo, où tout a été relativement calme depuis les premiers jours de la guerre civile²⁵¹. »

En effet, la présentation faussée de l'ordre qui règne dans les territoires tombés aux mains des insurgés durant les premiers mois de la guerre amène les consuls britanniques à considérer les évacuations des ressortissants étrangers de leur circonscription comme superflus²⁵². Dès le 25 juillet 1936, le consul à Vigo, William Oxley, informe en effet le Foreign Office que s'il a pris « toutes les dispositions [...] pour évacuer la colonie et les autres ressortissants », il n'agira « que si les circonstances l'y obligent », notamment en cas de « revers des militaires » et de « retour des communistes²⁵³ ». Face aux instructions données par la Royal Navy aux ressortissants britanniques de profiter des facilités d'évacuation, Oxley souligne d'ailleurs la difficulté de convaincre ces derniers de quitter Vigo et sa région, « en raison des conditions locales de calme qui [y] règnent actuellement²⁵⁴ ». Au début du mois d'août, un informateur britannique qui revient d'Andalousie confie également au Foreign Office que, compte tenu de la normalité qui règne à Séville et à Cordoue, il « considère que les étrangers ne courent aucun danger tant que la zone est occupée par les militaires²⁵⁵ ». Cette impression est par ailleurs renforcée par le fait que les militaires insurgés, sous l'influence par le cabinet diplomatique de la Junta de Defensa Nacional, s'empressent de fournir à

²⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20560, W18495/427/41, lettre d'Anthony Eden au colonel Josiah Wedgwood, décembre 1936.

²⁵² Voir chapitre 4, p. 243-251.

²⁵³ TNA, PRO, FO 371/20524, W6955/62/41, tél. de William Oxley au Foreign Office, 25 juillet 1936.

²⁵⁴ *Ibid.*, W7009/62/41, tél. de William Oxley au Foreign Office, 27 juillet 1936.

²⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20531, W8717/62/41, « Conditions in Southern Spain under militarist occupation », 15 août 1936.

l'ambassadeur britannique les renseignements qu'il sollicite sur la situation de certains de ses concitoyens qui résident dans la zone rebelle. Sir Henry Chilton manifeste en effet sa « gratitude sincère » auprès de José de Yanguas Messía et d'Alfonso Merry del Val, reconnaissant que la situation des sujets britanniques dans les territoires rebelles contraste avec celle de ses concitoyens qui se trouvent en zone républicaine²⁵⁶.

Il en va de même pour les évacuations françaises. Dès le 7 août 1936, le gérant du consulat à Las Palmas, Pierre Thiais, informe ainsi le Quai d'Orsay que les « Français de cette circonscription n'ont pas manifesté encore le désir d'être rapatriés²⁵⁷ ». De fait, l'enquête menée auprès des 91 Français enregistrés à l'agence consulaire à Santa Cruz de Ténérife du 4 au 6 août 1936 au sujet de leur embarquement sur le torpilleur *Tempête* révèle que seuls 5 d'entre eux souhaitent être évacués. L'immense majorité des ressortissants français (74 %) repousse ainsi l'évacuation, 10 % hésitent, et les 11 % restants demeurent introuvables²⁵⁸. À La Corogne, Léon Pérétie évalue le « nombre de personnes décidées à rentrer en France » à 16 ou 18 Français. Il s'agit surtout de « touristes surpris par les événements » : « La plupart de nos compatriotes attachés sur place par leurs situations administratives ou leurs intérêts commerciaux hésitent à abandonner une région où règne actuellement le calme le plus absolu²⁵⁹. » Quant au consul à Séville, il s'oppose même aux instructions du Quai d'Orsay instruisant l'évacuation des colonies françaises d'Espagne tant que la marine de guerre est disponible pour cette opération. Outre le fait qu'« aucun compatriote ne demande à abandonner ses intérêts », Georges Moraud souhaite également éviter une éventuelle « accusation [de] défaitisme » que pourrait entraîner une telle évacuation, mais aussi d'« affoler [l'] opinion publique²⁶⁰ ».

De fait, entre juillet 1936 et mars 1937, les consulats français à Séville et à La Corogne évacuent respectivement 156 et 50 ressortissants français, soit environ 30 % des inscrits de leurs circonscriptions, contre une part s'élevant de 65 à 70 % des inscrits — voire 88 % dans le cas de Madrid — pour les consulats qui se situent dans les territoires républicains (voir tableau 10). La différence est encore accentuée par le fait que l'essentiel des consulats d'où sont évacués les ressortissants français se trouve en territoire républicain (voir

²⁵⁶ AGA, MAE, Burgos, 82/2621 R.614, dossier 5, note du Cabinet diplomatique de la Junta de Defensa Nacional, 16 août 1936.

²⁵⁷ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B⁵, tél. 20 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 7 août 1936.

²⁵⁸ CADN, Las Palmas, B, 33, « Français résidant à Ténérife le 22 juillet 1936 et leur réponse du 4 au 6 août au sujet embarquement sur torpilleur "Tempête" ».

²⁵⁹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B⁴, tél. 9-11 de Léon Pérétie au Quai d'Orsay, 8 août 1936.

²⁶⁰ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B¹⁰, tél. 19-21 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 14 août 1936.

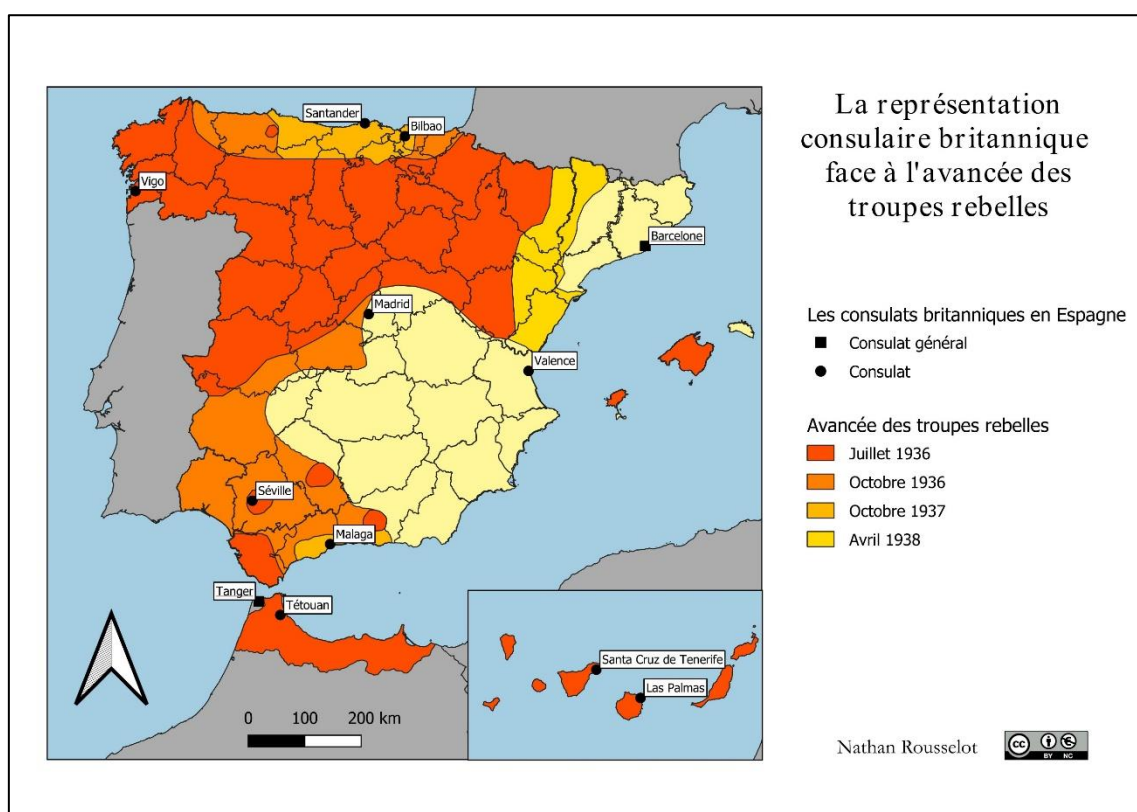
cartes 11 et 12). Si l'on retire les cas des consulats de Las Palmas — pour lequel nous n'avons pas de données — et de Palma de Majorque — dont la circonscription est divisée entre les territoires républicains et rebelles sans que nous puissions définir la provenance des réfugiés évacués —, nous pouvons ainsi estimer que 98 % des quelque 11 000 réfugiés français évacués d'Espagne proviennent de la zone républicaine contre à peine 2 % qui proviennent de la zone rebelle (voir tableau 10).

Les Français évacués d'Espagne (juillet 1936-mars 1937)			
Circonscription consulaire	Nombre de Français inscrits	Nombre de Français évacués	Part des évacués par rapport aux inscrits
Barcelone	7 000	4 600	66 %
Saint-Sébastien	5 000	3 500	70 %
Madrid	1 300	1 145	88 %
Valence	925	600	65 %
Bilbao	800	624	78 %
Séville	530	156	29 %
Palma de Majorque	500	410	82 %
Malaga	300	200	67 %
La Corogne	160	50	31 %
Las Palmas	150	Données inconnues	Données inconnues
Total de la zone républicaine*	15 325	10 669	70 %
Total de la zone rebelle*	690	206	30 %
Une évacuation unilatérale			
Total des évacués*		10 875	
Part des évacués de la zone rebelle*		2 %	
Part des évacués de la zone républicaine*		98 %	
*À l'exclusion de Las Palmas (données incomplètes) et de Palma de Majorque dont la circonscription est divisée entre la zone rebelle et la zone républicaine.			

Tableau 10 : Les Français évacués d'Espagne entre juillet 1936 et mars 1937²⁶¹.

²⁶¹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/A⁵, tél. 269 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1937 ; tél. 31 de René Castéran au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1937 ; tél. 2 de Léon Pérétie au Quai d'Orsay, 4 avril 1937 ; tél. 265 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 4 avril 1937 ; tél. 34 de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1937 ; tél. 8 d'Ernest Auvynet au Quai d'Orsay, 5 avril 1937 ; dép. 1 d'Émile Lasmartres à Jean Herbertte, 6 avril

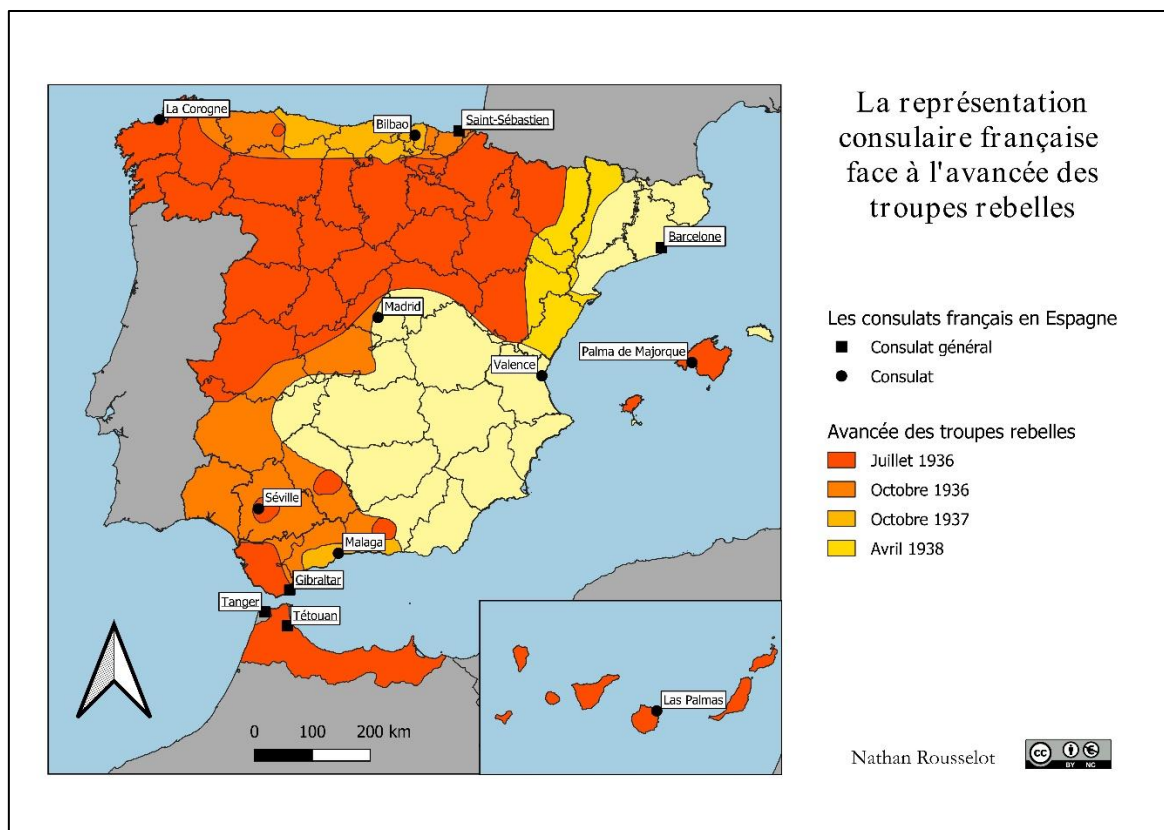
Si nous ne disposons pas de données équivalentes dans le cas britannique, le déséquilibre semble néanmoins similaire. Pour le justifier, Anthony Eden rappelle en effet « que le gouvernement tient une plus grande partie de la côte et par conséquent plus de ports d'où les évacuations peuvent avoir lieu que les insurgés²⁶² » (voir les cartes 11 et 12).



Carte 11 : La représentation consulaire britannique face à l'avancée des troupes rebelles.

1937; tél. 8 de Georges Moraud au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1937; et tél. 82 de Maurice Marcassin au Quai d'Orsay, 3 avril 1937.

²⁶² TNA, PRO, FO 371/20560, W18495/427/41, lettre d'Anthony Eden au colonel Josiah Wedgwood, décembre 1936.



Carte 12 : La représentation consulaire française face à l'avancée des troupes rebelles.

En outre, les marines française et britannique estiment n'avoir que peu de raison d'intervenir le long des côtes tenues par les militaires rebelles : l'ordre y étant maintenu, la sécurité est garantie pour les ressortissants étrangers, mais aussi pour les Espagnols qui n'auraient rien à se reprocher. En effet, en justifiant la terreur militaire qui ne s'abatrait que sur des « extrémistes », communistes ou anarchistes, les consuls français et britanniques sont de toute manière peu enclins à assurer l'évacuation d'Espagnols menacés par le triomphe des insurgés²⁶³. Ainsi, lorsque les autorités militaires souhaitent perquisitionner en août 1936 un paquebot de la compagnie Paquet, le *Maréchal Lyautey*, de passage à Las Palmas, le gérant du consulat français, Pierre Thiais, proteste dans un premier temps contre ces « mesures vexatoires » et refuse de superviser l'opération. Mais il finit par accéder à la requête lorsqu'il est informé que le gouverneur militaire soupçonne « que certains meneurs communistes encore en liberté et principalement deux d'entre eux, accusés d'avoir tué, la semaine [précédente] deux soldats [...] [se sont] embarqués à bord, avec [...] la complicité de l'équipage²⁶⁴ ». La perquisition ne donne finalement aucun résultat. Trois mois plus tard, alors qu'il est informé par Jacques Bigourdan, l'agent consulaire à Santa Cruz de Ténérife, « que

²⁶³ Voir chapitre 4, p. 269-285.

²⁶⁴ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 91 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 8 août 1936.

quinze ou vingt Espagnols d'âge militaire se seraient embarqués clandestinement sur deux vapeurs français pour échapper à leurs obligations de soldats », le consul à Las Palmas, Henri Dorange, le met en garde. Il prie Bigourdan « de prendre [...] les mesures nécessaires afin d'éviter l'embarquement, toujours à craindre en ce moment, de passagers clandestins²⁶⁵ ». Enfin, le consul à Séville, Georges Moraud, refuse d'intervenir en faveur d'une jeune Espagnole résidant à Mérida que lui recommande le ministre français à Lisbonne, Amé Leroy :

« Cette personne étant de nationalité espagnole, il ne m'est pas possible d'intervenir en sa faveur pour qu'elle quitte le territoire espagnol. Mais si elle présentait une demande en ce sens aux autorités locales, il n'est pas dit que cette demande ne serait pas favorablement accueillie, si elle le justifiait par le désir de rejoindre sa famille²⁶⁶. »

C'est en réalité méconnaître — ou refuser de reconnaître — la politique des militaires insurgés à l'égard des évacuations de ressortissants espagnols depuis leur territoire. Le consul britannique Ralph Stevenson rapporte ainsi en novembre 1936 que les « malheureux qui osent demander aux autorités [rebelles] un permis de retour à Bilbao sont souvent fusillés ou privés de leur liberté²⁶⁷ ». Les consuls français et britanniques ne disposent en effet pas des mêmes facilités qu'en territoire républicain. Pierre Thiais rapporte que « la surveillance dont [il est] l'objet, principalement en ce qui concerne la correspondance chiffrée, provient surtout de la crainte éprouvée par ces mêmes autorités de [le] voir faciliter le départ de personnes politiques compromises et que la police n'a pu encore arrêter²⁶⁸ ». Or, la position des représentants français et britanniques en Espagne franquiste est particulièrement délicate, en l'absence de relations officielles. C'est notamment ce que rappelle Henri Dorange à l'agent consulaire français à Santa Cruz de Ténérife, Jacques Bigourdan, qui se plaint de fouilles vexatoires réalisées au moment de l'embarquement de ressortissants français :

« Il ne faut pas oublier que dans les conjectures [sic] présentes nous n'avons droit à aucun recours officiel auprès des autorités militaires auprès desquelles nous ne

²⁶⁵ *Ibid.*, dép. 567 de Jacques Bigourdan à Henri Dorange, 1^{er} novembre 1936 ; et dép. 283 d'Henri Dorange à Jacques Bigourdan, 3 novembre 1936.

²⁶⁶ CADN, Séville, B, 141, lettre de Georges Moraud à Amé Leroy, 23 novembre 1936.

²⁶⁷ TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

²⁶⁸ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B⁵, tél. 21 de Pierre Thiais au Quai d'Orsay, 10 août 1936.

sommes pas encore accrédités et que d'autre part les difficultés de correspondance, surtout télégraphique, nous privent de tout appel urgent tant auprès de notre Ambassade que du Département.

Il faut donc nous armer de patience, et surtout de prudence dans cette période pour nous si critique, mais qui n'aura qu'un temps. Il ne faut agir qu'officieusement avec circonspection et souplesse, c'est-à-dire, avec de la diplomatie et du doigté. Ne rien exiger, bien naturellement, mais solliciter seulement, bien qu'avec dignité, et obtenir tout le possible grâce à son influence ou à son prestige personnels. Nous ne faisons rien d'autre à ce Consulat et nous vivons parfois des heures pénibles²⁶⁹. »

Dans ces conditions, il est plus délicat pour les représentants français et britanniques d'intervenir en faveur de ressortissants espagnols. Les cas de William Oxley, à Vigo, et de Pierre Desmartis, à Malaga, révèlent bien les risques auxquels s'exposent les consuls. Les deux hommes comptent en effet parmi les rares consuls à évacuer des réfugiés espagnols hors des territoires contrôlés par les rebelles. Le premier obtient ainsi la libération de trois Espagnols qu'il embarque à bord du *HMS Electra* en novembre 1936²⁷⁰. En décembre 1936, Oxley intercède également auprès des autorités rebelles en faveur de 15 prisonniers condamnés à mort. Il se heurte néanmoins à la résistance de celles-ci. Si le gouverneur civil de Pontevedra, Ricardo Macarrón Piudo, lui promet que la vie des prisonniers sera épargnée, ces derniers sont finalement exécutés quelque temps après²⁷¹. Très vite, les interventions du consul provoquent des tensions avec ses interlocuteurs. Il ne dissimule pas que sa « position d'ami des Espagnols opprimés est [...] extrêmement délicate²⁷² », d'autant plus qu'il commet un impair auprès du général Franco.

Dès la fin du mois de novembre 1936, Oxley est en effet amené à intervenir en faveur d'un ressortissant canadien âgé de 25 ans, Warde Harry Phelan. Celui-ci s'est porté volontaire au sein de l'aviation rebelle, mais ses services ont été refusés et il est désormais accusé d'espionnage²⁷³. Le consul écrit alors une communication au général Franco que le journaliste du *Times*, William F. Stirling — qui a eu accès au courrier grâce au chef du cabinet diplomatique de Franco, José Antonio de Sangróniz — qualifie de « remarquablement discourtoise et sans tact » : « La lettre ignorait la position du général comme chef du nouvel

²⁶⁹ CADN, Las Palmas, B, 33, dép. 248 d'Henri Dorange à Jacques Bigourdan, 29 septembre 1936.

²⁷⁰ TNA, PRO, FO 371/20543, W13872/62/41, tél. 70 de William Oxley au Foreign Office, 17 octobre 1936 ; et FO 371/20555, W18480/62/41, rapport n° 62 du commandant du *HMS Electra* au capitaine Burrough, commandant le *HMS Exmouth*, 17 novembre 1936.

²⁷¹ TNA, PRO, FO 371/21282, W989/1/41, rapport du commandant du *HMS Foxhound*, 7 décembre 1936.

²⁷² TNA, PRO, FO 371/20548, W15971/62/41, dép. 37 de William Oxley au Foreign Office, 11 novembre 1936.

²⁷³ TNA, PRO, FO 371/21281, W740/1/41, rapport du commandant du *HMS Foxhound*, du 16 au 23 novembre 1936.

État espagnol et le traitait comme un petit garçon : une clause disait (je cite de mémoire) «Vous veillerez à ce que cela ne se reproduise pas»²⁷⁴. » Sangróniz refuse d'ailleurs d'accéder à la demande de libération formulée par Oxley, estimant que ce télégramme ne correspond pas «aux principes les plus élémentaires de courtoisie et de respect qu'un représentant consulaire étranger devrait utiliser pour communiquer avec le chef de l'État²⁷⁵ ». Il envisage même de faire reconduire le consul britannique à la frontière portugaise²⁷⁶. Ce dernier n'est d'ailleurs pas soutenu par l'ambassadeur, Sir Henry Chilton, qui l'accuse d'avoir « pris la grosse-tête » et qui recommande au Foreign Office de lui « passer un savon ou au moins de lui demander une explication sur sa conduite²⁷⁷ ». Dans ces conditions, les jours d'Oxley à la tête du consulat à Vigo sont comptés, d'autant plus que les autorités insurgées élèvent désormais à son encontre toute une série de difficultés qui compliquent son travail — comme l'interdiction d'envoyer ou de recevoir des télégrammes chiffrés. En janvier 1937, le Foreign Office décide de le rappeler, en demandant cependant à Chilton d'informer Burgos « que cette mesure est prise en signe de protestation contre le traitement que M. Oxley a reçu de leurs mains²⁷⁸ ». Le consul déchu embarque effectivement le 15 février 1937 pour Saint-Jean-de-Luz à bord du *HMS Encounter*²⁷⁹.

Quant à Pierre Desmartis, il ne cache pas son inquiétude face à la terreur franquiste qui s'abat sur Malaga après sa conquête en février 1937 : « La chose va à un tel point que le Consul d'Italie en personne est écœuré, crie casse-cou sur tous les tons, et est réduit à arracher à la police et aux Tribunaux et à cacher ces “rouges”, contre lesquels il a mené une si rude bataille en juillet et août dernier²⁸⁰. » Dans ces conditions, Desmartis aide certains républicains à fuir la ville, non sans difficulté. Il évoque « l'amertume » que suscite au sein des « gauches » espagnoles « l'impossibilité » dans laquelle il se trouve « de faciliter le départ pour l'étranger d'un assez grand nombre d'entre eux qui sont inquiétés ou traqués²⁸¹ ». La « surveillance spéciale dont il est l'objet » l'empêche en effet d'agir librement. Les deux secrétaires de son consulat sont arrêtés dès le mois de mars 1937 et « condamnés à la prison

²⁷⁴ TNA, PRO, FO 371/20550, W16823/62/41, lettre de William F. Stirling à Sir Henry Chilton, 21 novembre 1936.

²⁷⁵ TNA, PRO, FO 371/21281, W740/1/41, rapport du commandant du *HMS Foxhound*, du 16 au 23 novembre 1936.

²⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20550, W16823/62/41, lettre de William F. Stirling à Sir Henry Chilton, 21 novembre 1936.

²⁷⁷ *Ibid.*, lettre de Sir Henry Chilton à D. J. M. D. Scott, 23 novembre 1936.

²⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/21283, W1648/1/41, minute de William Montagu-Pollock, 28 janvier 1937 ; et tél. 7 du Foreign Office à William Oxley, 30 janvier 1937.

²⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/21288, W5759/1/41, rapport du commandant du *HMS Encounter*, 15 février 1937.

²⁸⁰ CADN, Madrid, B, 574, GC 1/A¹³, dép. 16 de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 5 février 1937.

²⁸¹ *Ibid.*

perpétuelle pour avoir facilité la libération d'Espagnols gouvernementaux²⁸² ». L'un d'eux, M. de Sosa, est également accusé d'être franc-maçon²⁸³.

Desmartis est d'ailleurs inquieté à partir du mois de juillet 1937, lorsqu'un ancien auxiliaire de son consulat, Albert Coutelencq, entreprend de mener contre lui une « sourde campagne²⁸⁴ ». Le consul est tout d'abord accusé d'avoir « pendant l'occupation de Malaga par les troupes de Valence », « refusé l'asile du Consulat à des Espagnols qui, par la suite, ont été fusillés ». On lui reproche également d'avoir « facilité la fuite de deux personnalités de la ville accusées de crimes, en munissant celles-ci de passeports français ». Ces dernières se seraient réfugiées à Gibraltar « où, à la tête de la Maison du Peuple espagnole, elles créent de grosses difficultés à Salamanque²⁸⁵ ». On lui reproche notamment l'évacuation clandestine de deux femmes espagnoles appartenant à la gauche, auxquelles il aurait accordé des passeports français, ainsi que l'évasion d'un médecin, Sarmiento, et d'un certain « Aulet », qui aurait assassiné plus de 200 personnes²⁸⁶. Ces accusations sont reprises par le service de presse et de propagande de Malaga, mais aussi par le secrétaire du cabinet diplomatique de Franco, José Antonio de Sangróniz²⁸⁷. Cette campagne s'inscrit en représailles du licenciement, en novembre 1936, d'Albert Coutelencq. Pierre Desmartis lui reprochait de mettre en danger le consulat français lors des évacuations de certains Espagnols partisans de la rébellion militaire :

« Il avait fini par passer partout comme le Consul de France, ou un des deux consuls, ou le Vice-Consul de France à Malaga. [...] Il était ici de plus en plus soupçonné d'avoir sous cette qualité tiré un intérêt pécuniaire des évacuations effectuées ou des autorisations de départ obtenues. D'autre part, des tractations, qui ont paru singulières, en matière de passeports entre lui ou ses amis et le Consulat d'Italie à Tanger avaient fâcheusement attiré l'attention des autorités anglaises de Gibraltar²⁸⁸. »

Les soupçons de Desmartis sur Coutelencq sont d'ailleurs corroborés par le consul général de France à Tanger, Jean-Charles Serres. Ce dernier informe que l'ancien auxiliaire

²⁸² *Ibid.*, dép. 101 de Charles Avonde-Froment au Quai d'Orsay, 19 mars 1937.

²⁸³ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B⁷, tél. 28 de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 15 mars 1937.

²⁸⁴ CADN, Madrid, C1, 40, tél. 65-66 de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 20 juillet 1937.

²⁸⁵ *Ibid.*, note d'Émile Lasmartres pour l'ambassade de France, 1^{er} novembre 1937.

²⁸⁶ AGMAV, 1967,8, note du Servicio de Información Militar de Malaga, 10 septembre 1937.

²⁸⁷ CADN, Madrid, C1, 40, tél. 65-66 de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 20 juillet 1937 ; lettre de José Antonio de Sangróniz à Émile Lasmartres, 20 août 1937.

²⁸⁸ *Ibid.*, dép. de Pierre Desmartis au Quai d'Orsay, 19 novembre 1936.

français « aurait été fait commandeur de l'ordre de la Mehdaouya par le Khalifa, pour avoir fait partir de Malaga, en leur établissant de faux papiers, 150 Espagnols environ. Certains de ceux-ci ne dissimuleraient pas, d'ailleurs, que cela leur a coûté cher : une personne a parlé de 15 000 pesetas. » Il ajoute que Coutelencq « serait passé au service des Espagnols » et « aurait été mis à la disposition du Commandant militaire de Malaga²⁸⁹ ». Il servirait « d'indicateur pour l'épuration de la ville²⁹⁰ ». L'ancien auxiliaire ne cache d'ailleurs pas sa volonté de se venger de « son ancien Chef et du commis de Chancellerie du Consulat » — il s'agit probablement M. de Sosa²⁹¹. Cette campagne porte finalement ses fruits. En septembre 1937, Pierre Desmartis est assigné à résidence, les autorités militaires l'accusant « d'avoir caché des “rouges” vainement recherchés par la police²⁹² ». Alors que cette dernière perquisitionne les archives du consulat, le consul craint « d'être l'objet d'une longue détention préventive » et d'une « ordonnance de renvoi devant la Justice militaire²⁹³ ». S'il n'est finalement pas arrêté, il reste assigné à résidence et se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions jusqu'à son embarquement pour la France, en juillet 1938²⁹⁴. Il demeure alors à Bordeaux, où il prend sa retraite le 1^{er} janvier 1939²⁹⁵.

Les exemples de William Oxley et Pierre Desmartis soulignent donc la difficulté que les représentants français et britanniques peuvent éprouver au moment de venir en aide aux Espagnols qui cherchent à fuir la terreur franquiste. Ils se heurtent à l'inflexibilité des militaires rebelles, qui les mettent dans l'impossibilité de remplir leur fonction, ce qui aboutit à leur rappel en Grande-Bretagne et en France. Cela pourrait suffire à expliquer l'absence ou presque d'évacuations depuis les ports tenus par les insurgés. Cependant, les cas d'Oxley et de Desmartis demeurent exceptionnels. Ce sont les rares exemples de consuls français et britanniques qui s'émeuvent — assez tardivement d'ailleurs, dans le cas d'Oxley — de la terreur franquiste²⁹⁶. Si leurs collègues qui se trouvent en territoire insurgé — tels que Frederick Coultas, John Clissold, Harold Patteson, Émile Lasmartres, Georges Moraud, Henri Dorange ou encore Léon Pérétié — ne sont pas inquiétés, c'est qu'ils ne cherchent guère à

²⁸⁹ *Ibid.*, dép. 27 de Jean-Charles Serres au Résident-Général de France au Maroc, 18 janvier 1937.

²⁹⁰ *Ibid.*, tél. 35 de Pierre Desmartis à Jean Herbette, 24 novembre 1936.

²⁹¹ *Ibid.*, dép. 27 de Jean-Charles Serres au Résident-Général de France au Maroc, 18 janvier 1937.

²⁹² *Ibid.*, tél. 489-490 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 23 septembre 1937.

²⁹³ *Ibid.*, tél. 501 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 1^{er} octobre 1937.

²⁹⁴ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 217, dossier de Pierre Desmartis, tél. 46-48 d'Alexis Léger à René Bonjean, 9 avril 1938 ; et note de Louis de Robien, 2 août 1938.

²⁹⁵ *Ibid.*, lettre de Pierre Desmartis à Charles Billecocq, 24 novembre 1938 ; et lettre de Pierre Desmartis à Charles Billecocq, 19 décembre 1938.

²⁹⁶ Voir chapitre 4, p. 303-304 ; et chapitre 5, p. 355-357.

sauver des Espagnols d'une répression qu'ils approuvent et justifient²⁹⁷. C'est d'ailleurs la crainte que certains Espagnols qui se seraient rendus coupables de crimes puissent trouver asile en France qui conduit les diplomates et les consuls français à préconiser très tôt un tri entre les réfugiés qui fuient l'avancée des troupes insurgées.

2. L'instauration d'un contrôle aux frontières françaises : la construction précoce de l'« Espagnol indésirable »

L'avancée des insurgés produit en effet des premières vagues de réfugiés qui arrivent sur le territoire français dès la fin de l'été 1936. La campagne de Guipúzcoa, qui aboutit à la prise d'Irún et de Saint-Sébastien au début du mois de septembre, donne ainsi lieu à un exode de 16 500 civils et de 2 000 à 3 000 miliciens ou militaires²⁹⁸. L'ambassadeur français, Jean Herbette, qui ne s'est pas encore détourné du gouvernement républicain de Frente Popular au profit des militaires insurgés, préconise alors une politique d'asile libérale. Dès le 20 juillet 1936, il alerte le Quai d'Orsay que si « les forces militaires insurgées triomphent, il faut prévoir une violente réaction qui pourra aller par endroits jusqu'à la terreur blanche ». Le gouvernement français doit donc s'attendre « à ce que de nombreux réfugiés tentent de passer la frontière française », et Herbette préconise de « donner dès à présent des instructions, à tout hasard, pour qu'ils soient accueillis, mais dirigés vers le Centre ou le Nord de la France²⁹⁹ ». Il s'agit notamment de se tenir à l'écart du conflit espagnol en débarrassant la « région-frontière, de Bayonne à Hendaye et à Saint-Jean Pied-de-Port, des trop nombreux émigrés espagnols qui méconnaissent les règles de l'hospitalité et qui finiraient par fomenter chez nous la guerre civile [...]»³⁰⁰. Ses recommandations sont d'ailleurs suivies par le gouvernement français, qui fait face à l'accueil des réfugiés espagnols selon les deux principes qui ont constitué jusqu'à présent sa politique en matière d'asile : retour des réfugiés en Espagne par le poste-frontière de leur choix ou séjour provisoire en France (instructions télégraphiques aux préfets du 20 juillet 1936) ; et réduction du nombre de réfugiés dans les départements frontaliers, avec leur déplacement dans le centre de la France, entre la Loire et la Garonne (circulaire du 6 août

²⁹⁷ Voir chapitre 4, p. 278-296.

²⁹⁸ Jesús J. Alonso Carballés, « El primer exilio de los vascos, 1936-1939 », *Historia Contemporánea*, 2007, n° 35, p. 684 ; Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2022, p. 54.

²⁹⁹ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B¹, tél. 842 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 juillet 1936.

³⁰⁰ CADN, Madrid, B, 574, GC 7/D^{bis}, dép. 963 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 août 1936.

1936 adressée par le ministère de l'Intérieur aux préfets)³⁰¹. Ces mesures traduisent le compromis effectué par les autorités françaises entre le droit d'asile conforme à la tradition républicaine française, et les restrictions posées à son application dans un contexte de montée de la xénophobie. Comme le souligne Geneviève Dreyfus-Armand, « les rapatriements sont la solution préférée des autorités qui exigent, lorsque ceux-ci se révèlent impossibles, que les réfugiés soient au moins tenus éloignés de la frontière³⁰² ». En cela, les mesures prises ne diffèrent guère de celles qui avaient été adoptées face aux différentes vagues de réfugiés espagnols tout au long des années 1930³⁰³.

Lorsqu'à la fin du mois d'août, les premiers réfugiés — « tant politiques ou militaires que civils » — traversent la frontière à Hendaye, Jean Herbette recommande ainsi au commissaire divisionnaire de la ville frontalière de donner toutes les instructions nécessaires « pour que ces réfugiés soient accueillis et traités le mieux possible³⁰⁴ ». Ses recommandations semblent d'ailleurs suivies d'effets. L'ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, note en effet que « les autorités paraissent avoir traité le problème des réfugiés de la manière la plus humaine et la plus rapide, en fournissant un abri à des milliers de personnes, dont beaucoup ont été envoyées jusqu'à Bordeaux » — c'est-à-dire, au nord de la Garonne³⁰⁵. Le gouvernement français s'efforce néanmoins d'obtenir le rapatriement de ces réfugiés en Espagne. Certains d'entre eux, notamment les miliciens, sont acheminés en train jusqu'à la frontière catalane peu de temps après leur entrée en France — ce qui contrarie d'ailleurs les autorités britanniques, qui y voient une violation de la politique de non-intervention alors en cours d'élaboration³⁰⁶. Le 18 septembre 1936, Alexis Léger sollicite d'ailleurs « la présence de Délégués des autorités de Madrid qui pourraient en France même grouper, en vue du départ, les réfugiés désireux de rentrer dans les régions reconnaissant l'autorité du Gouvernement de Madrid³⁰⁷ ». Ainsi, tandis que « beaucoup de civils repartent vers leur lieu

³⁰¹ Javier Rubio, *La emigración española a Francia*, *op. cit.*, p. 40-43 ; Javier Rubio, « La politique française d'accueil: les camps d'internement », *op. cit.*, p. 113-114.

³⁰² Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, *op. cit.*, p. 33.

³⁰³ Yves Denéchère, « L'inégalité de traitement des réfugiés politiques en France : l'exemple des Espagnols avant 1936 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2001, vol. 108, n° 3, p. 117-134. Yves Denéchère souligne néanmoins déjà le laxisme dont fait preuve l'administration française à l'égard des réfugiés monarchistes et le traitement inégal dont font l'objet les réfugiés anarchistes et asturiens de 1934.

³⁰⁴ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/C², « Note à téléphoner d'urgence à M. le Commissaire Divisionnaire à Hendaye », 31 août 1936.

³⁰⁵ TNA, PRO, FO 371/20537, W10706/62/41, tél. 46 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 4 septembre 1936.

³⁰⁶ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, *op. cit.*, p. 53-54. Et TNA, PRO, FO 371/20537, W10574/62/41, tél. 218 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 4 septembre 1936

³⁰⁷ CADN, Madrid, B, 574, GC 7/E, tél. 122 d'Alexis Léger à René Bonjean, 18 septembre 1936.

de résidence habituel, les militaires retournent par Perpignan vers la zone républicaine³⁰⁸ ». Près de 5 000 réfugiés basques demeurent néanmoins en France, principalement dans le département des Basses-Pyrénées, échappant de fait aux mesures d'éloignement ordonnées par les autorités françaises³⁰⁹.

Cela contribue très probablement à faire évoluer la position de Jean Herbette à l'égard des réfugiés, alors qu'il s'inquiète de plus en plus des violences commises par les comités ouvriers en zone républicaine et craint l'importation de la révolution espagnole en France³¹⁰. Dès le 2 septembre 1936, il attire l'attention du Quai d'Orsay « sur la nécessité de faire des différences » entre les réfugiés. Certes, il considère toujours que les « mères, les enfants, les hommes qui ont combattu et qu'on désarmera à notre frontière, les vieillards, les malades, les gens qui n'ont pris aucune part à la lutte méritent de trouver d'emblée chez nous un accueil hospitalier ». Néanmoins, il recommande d'établir une « discrimination » parmi les « personnes qui ont exercé des fonctions officielles » entre « celles qui se sont acquittées correctement de leur mission (c'est le cas général) et celles qui en ont abusé pour commettre des actes d'extorsion ou de cruauté ». Les « individus qui ont été policiers, geôliers, membres de prétendus tribunaux extraordinaires » apparaissent particulièrement « suspects » aux yeux de l'ambassadeur. Mais il cible surtout « les affiliés de la CNT ou de la FAI », qui doivent selon lui « faire l'objet de certaines vérifications avant d'être [admis] à rester en France ». Ces vérifications doivent permettre « d'expulser immédiatement par une autre frontière tous ceux qui inspireraient de sérieux soupçons ». Herbette met par ailleurs en garde le Quai d'Orsay sur « la grave responsabilité qu'assumeraient les autorités françaises de la frontière si, faute d'avoir procédé le mieux possible à ce “filtrage”, elles laissaient séjourner en France des Espagnols qui y commettraient des crimes contre des compatriotes appartenant à d'autres partis politiques ou à d'autres classes sociales. Il importe que la guerre civile d'Espagne ne se transporte pas chez nous³¹¹. »

Or, cette crainte se renforce durant l'automne 1936³¹². Herbette juge ainsi que « la situation ne paraît pas tout à fait [...] rassurante dans la région frontière » où l'« éventualité de troubles en France est un sujet de conversation assez fréquent ». Il lie alors étroitement cet « état de choses » à « l'insuffisance des mesures prises pour “filtrer” les réfugiés espagnols ».

³⁰⁸ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, *op. cit.*, p. 34.

³⁰⁹ Jesús J. Alonso Carballés, « El primer exilio de los vascos, 1936-1939 », *op. cit.*, p. 685.

³¹⁰ Chapitre 5, p. 361-366.

³¹¹ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/D¹, tél. 1145-1147 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 2 septembre 1936.

³¹² Voir chapitre 5, p. 361-366.

Il dénonce l'entrée en France de « certaines “autorités” fugitives » avec « des objets précieux ou des valeurs, qui provenaient de “réquisitions” ou d’“évacuations” » : « Quel usage est fait de ces fonds ? Où est déposé ce qui en reste ? Il y aurait peut-être lieu de s'en inquiéter, si ce n'est déjà fait³¹³. » Craignant le développement de l'anarchisme en France, qui viendrait menacer la sécurité intérieure du pays, Herbette en vient même à préconiser, en octobre 1936, d'« exercer à la frontière française qui touche la Catalogne une surveillance suffisamment rigoureuse pour constituer une barrière à peu près infranchissable », rompant très largement avec la politique d'accueil libérale qu'il recommandait deux mois plus tôt :

« L'adoption des mesures les plus sévères me paraît d'autant plus urgente qu'il faut prévoir, dans un délai assez bref, une vaste tentative de reflux en territoire français. Dès que la supériorité militaire du général Franco et de ses lieutenants se fera sentir en Catalogne, beaucoup d'anarchistes et de gens qui ont travaillé avec eux voudront s'enfuir. [...] Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui prétendent alors se réfugier en France, et les plus compromis seront probablement les premiers à se précipiter chez nous. Nos départements limitrophes risquent d'être alors envahis par une foule d'éléments malfaisants et dangereux qui essaieront ensuite à travers la France. [...] Nous aurons affaire à un flot d'insolences, peut-être de brutalités, en tout cas de propagandes meurtrières et de conspirations accessibles à des influences étrangères³¹⁴. »

L'ambassadeur recommande alors au gouvernement français de faire face à cette « immigration massive » en évacuant les réfugiés « par une autre frontière » ou, si « aucun pays ne veut les admettre », en les cantonnant provisoirement « dans un ou plusieurs centres d'hébergement situés hors de France ou tout au moins hors de notre territoire métropolitain³¹⁵ » :

« Là, on veillerait à leur état sanitaire et l'on prendrait à leur égard toutes les mesures qu'un souci d'humanité conseillerait, mais on prendrait aussi le temps de faire entre eux les différences nécessaires. Ceux qui n'auraient été que de simples instruments plus ou moins passifs, parfois même involontaires, et qui ne se seraient pas compromis personnellement, par des crimes de droit commun, pourraient probablement rentrer plus ou moins vite en Espagne après accord avec le Gouvernement espagnol qui aurait

³¹³ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/D ¹, dép. 1026 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 30 septembre 1936.

³¹⁴ *Ibid.*, dép. 1081 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 octobre 1936.

³¹⁵ *Ibid.*

remplacé celui d'aujourd'hui. Quant aux autres, on avisera selon leurs antécédents et selon les circonstances³¹⁶. »

L'inquiétude d'Herbette à l'égard des réfugiés catalans est peut-être accentuée par l'important mouvement migratoire qui se produit au même moment à travers la frontière des Pyrénées. Entre 30 000 et 35 000 Catalans trouvent ainsi refuge en France en 1936³¹⁷. Si parmi eux on trouve un grand nombre de « gens d'ordre » qui fuient les violences révolutionnaires, près de 64 % des réfugiés appartiennent aux classes populaires et moyennes³¹⁸. Ces derniers apparaissent peut-être moins comme des réfugiés fuyant la révolution aux yeux de l'ambassadeur, bien que l'immense majorité d'entre eux (92 %) choisit d'être rapatriée en zone franquiste lors des refoulements massifs ordonnés par le gouvernement français à l'automne 1937³¹⁹.

Quoi qu'il en soit, les préconisations de Jean Herbette reflètent bien le mouvement xénophobe qui s'opère dans une bonne partie de l'opinion française à l'égard des étrangers, de plus en plus considérés comme des « indésirables ». Cette catégorisation devient en effet, à la fin des années 1930, « une composante essentielle de l'imaginaire collectif³²⁰ ». Comme l'a démontré Aurélie Audeval, cette notion d'« étranger indésirable » se banalise en France à la fin des années 1920, sous l'influence de juristes internationaux. Héritée de conceptions raciales, eugénistes et hygiénistes, elle vise à établir un tri entre les étrangers capables de se fondre dans le corps national et ceux qui ne le peuvent pas et doivent donc être éliminés — par leur refoulement, leur expulsion ou leur internement³²¹. On la retrouve ainsi de plus en plus fréquemment dans des textes officiels, sans qu'elle soit toutefois définie précisément. Ainsi, ce terme « semble faire l'objet d'un consensus entre les différents agents administratifs à même de l'utiliser », mais le flou de sa définition permet surtout « une prépondérance du pouvoir discrétionnaire, puisque chaque agent en charge de statuer peut appliquer sa propre

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ Jordi Rubió Coromina, *L'exode català de 1936 a través dels Pirineus*, op. cit., p. 70-71.

³¹⁸ *Ibid.*, p. 35.

³¹⁹ Cécile Burel, Jordi Rubió, et Josep Sitjàr, « Los SIG como instrumento para el análisis de las migraciones: el ejemplo del éxodo catalán de 1936 », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* [en ligne], 2012, n° 10-2. Consulté le 1 février 2022. URL : <https://journals.openedition.org/diacronie/2831>.

³²⁰ Pierre Laborie, « Les Espagnols et les Italiens dans l'imaginaire social », in Pierre Milza et Denis Peschanski (dir.), *Exils et Migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1947*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 278.

³²¹ Aurélie Audeval, *Les Étrangères Indésirables et l'Administration française. 1938-1942. Socio-histoire d'une catégorisation d'État*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2016, p. 60-66 et 72-80.

définition de qui est Indésirable et qui ne l'est pas³²² ». En s'appuyant sur l'*affectiv turn*, Aurélie Audeval met alors en avant le rôle central que l'émotion occupe dans la construction de l'« étranger indésirable » et dans la mise en place des politiques publiques sur l'immigration³²³. Elle rejoint ainsi Pierre Laborie, qui estime que l'étranger cristallise progressivement dans les années 1930 « toutes les sources de la peur³²⁴ ». Plus récemment, Jonay Pérez Rodríguez a également replacé la politique d'exclusion qui touche les Espagnols dans un contexte de « psychose idéologique » qui s'empare de la France³²⁵. Dans le cas de Jean Herbette — et plus généralement des agents du Quai d'Orsay — l'Espagnol « indésirable » incarne ainsi ce qu'il redoute le plus. C'est la figure de l'anarchiste, du milicien, du communiste, du « rouge » qui menace de reproduire en France les massacres qu'il perpète en Espagne. La politique de contrôle et d'exclusion que l'ambassadeur français préconise reflète ainsi la peur qui le saisit, lui et ses collègues, face aux événements espagnols³²⁶.

Cette logique ne semble guère différente dans les autres administrations³²⁷. Ainsi, le chef d'escadron Baggio, commandant la compagnie de Gendarmerie des Pyrénées-Orientales, décrit en septembre 1936 l'inquiétude qui s'empare de la Cerdagne face à la « terreur » qui règne dans la ville voisine de Puigcerdà. Cette inquiétude est notamment « causée par la violence des actes accomplis et la menace constante de voir ces violences commises en territoire français ». Il préconise dès lors la fermeture de la frontière, sauf aux fugitifs fuyant les violences ; le contrôle du trafic sur le chemin neutre de Llivia ; et l'établissement d'une liste des individus signalés comme ayant commis des crimes à Puigcerdà³²⁸. Trois jours plus tard, le général Goudot, à la tête du Deuxième Bureau de l'État-Major de la 16^e région militaire, reprend ces préconisations : « La fermeture complète de la frontière mettrait un terme aux contacts journaliers entre Français et Espagnols terroristes » qui « entretiennent du côté français une crainte et une anxiété qui sera susceptible de dégénérer en terreur au moindre incident³²⁹ ». La fermeture est finalement décidée le 19 septembre 1936, à l'issue

³²² *Ibid.*, p. 69.

³²³ *Ibid.*, p. 70-71.

³²⁴ Pierre Laborie, « Les Espagnols et les Italiens dans l'imaginaire social », *op. cit.*, p. 279.

³²⁵ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, *op. cit.*, p. 61-68.

³²⁶ Voir chapitre 3, p. 205-208.

³²⁷ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, *op. cit.*, p. 61-68.

³²⁸ SHD, GR 7N^o 2253, rapport 415/74 du chef d'escadron Baggio au préfet des Pyrénées-Orientales, 12 septembre 1936. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir signalé ce document.

³²⁹ *Ibid.*, dép. 1509 S/2 du général Goudot au ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, 15 septembre 1936. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir signalé ce document.

d'une réunion rassemblant, sous la présidence du général Gérodias : le chef de cabinet du Directeur de la Sûreté Nationale ; le commandant Malraison, chef provisoire du SR-SCR³³⁰ ; le commandant Schlessler, chef de la SCR ; le capitaine Sérignan, de la Direction de la Gendarmerie ; et le capitaine d'Esneval, représentant le Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée³³¹. En dépit de ces mesures, le ministre de l'Intérieur s'inquiète à son tour, au début du mois de novembre 1936, de la « propagande active en faveur des théories anarchistes » que les réfugiés espagnols mèneraient en France. Il ordonne la surveillance de ces activités, et précise que les expulsions d'Espagnols jugés indésirables en France pour leurs activités révolutionnaires ne pourront s'effectuer que par Cerbère³³².

Les consuls français en Espagne participent d'ailleurs à la surveillance des Espagnols « indésirables » et au contrôle de leur entrée sur le territoire hexagonal, qu'ils cherchent à empêcher. Afin de signaler au consul de Grande-Bretagne à Bilbao « les indésirables pour éviter ainsi leur départ » pour la France, René Castéran réclame ainsi que ce dernier lui communique les listes 24 h avant l'embarquement. Il demande également à l'ambassade que ses « fiches de suspects soigneusement tenues à jours [soient] complétées par les derniers états signalétiques du Ministère de l'Intérieur », qui lui « parviennent irrégulièrement et incomplètement³³³ ». L'ambassade se procure d'ailleurs — probablement auprès du commissaire spécial à Hendaye — des listes « d'anarchistes espagnols susceptibles de venir en France », que le ministère de l'Intérieur considère comme « très dangereux » et qui « ne doivent pas être admis sur notre territoire³³⁴ ». Elle les transmet alors vraisemblablement aux consuls français en Espagne, ce qui leur permet d'empêcher le départ de certains Espagnols considérés comme suspects. Selon le consul français à Bilbao, Jacques Dutard, en 1942, les « demandes d'évacuation qui furent rejetées par ce Consulat [...] concernaient en général des personnages officiels ou qui, en tout cas, s'étaient signalés par leurs activités communiste ou anarchiste ; ces mesures, d'ailleurs, furent appliquées dans toute l'Espagne³³⁵. » La surveillance qu'exercent les représentants français n'est pas nouvelle : elle s'inscrit dans des

³³⁰ Service de Renseignement — Section de Centralisation des Renseignements.

³³¹ SHD, GR 7N² 2253, Compte rendu « Frontière d'Espagne », 19 septembre 1936. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir signalé ce document.

³³² Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, *op. cit.*, p. 57.

³³³ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B³, tél. 27 de René Castéran à Jean Herbette, 21 janvier 1937.

³³⁴ CADN, Madrid, B, 574, GC 7/D^{bis}, dép. 1251 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 21 décembre 1936 ; « Liste d'anarchistes espagnols susceptibles de venir en France », 15 décembre 1936 ; et « Liste d'anarchistes espagnols susceptibles de venir en France », 12 mars 1937.

³³⁵ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 27 de Jacques Dutard à François Piétri, 10 février 1942.

pratiques anciennes de lutte contre le terrorisme anarchiste dont les agents du Quai d'Orsay sont partie prenante depuis la Belle Époque³³⁶.

Ils l'exercent d'ailleurs avec un certain zèle. Dès le 2 octobre 1936, le consul général à Barcelone, Jacques Pingaud, demande au ministère des Affaires étrangères « d'envisager le rétablissement rapide du visa français sur les passeports de toute personne pénétrant dans notre territoire en provenance d'Espagne », en prévision notamment du « reflux susceptible de se produire sur Barcelone et vers nos frontières [...] de miliciens et anarchistes français et espagnols³³⁷ ». Il réitère sa demande en février 1937³³⁸. Au même moment, Jean Herbette et René Castéran sollicitent également le rétablissement des visas obligatoires pour les Espagnols qui souhaiteraient se rendre en France afin de préserver la « sécurité intérieure » du pays³³⁹. Le gouvernement français accède à cette demande en mars 1937. Yvon Delbos informe en effet l'ambassade qu'il a décidé, d'accord avec le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy, « de rétablir l'obligation de l'apposition du visa sur les passeports des ressortissants espagnols se rendant en France en vue de mettre [les] Consul à même de vérifier dorénavant l'identité des intéressés à leur départ d'Espagne et d'écartier éventuellement les indésirables³⁴⁰ ». La mesure entre en application le 29 mars 1937³⁴¹. Elle précède l'offensive franquiste lancée deux jours plus tard contre le réduit républicain au nord de l'Espagne, qui donne lieu à une nouvelle vague de réfugiés vers la France durant le printemps et l'été 1937³⁴².

³³⁶ Richard Bach Jensen, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 78-79 et 131-184 ; Thomas Bausardo, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne, Paris, 2015, p. 53-66, 98-123 et 189-190 ; Thomas Beugnet, « *La conférence anti-anarchiste de Rome (1898)* » et *les débuts d'une coopération internationale contre le terrorisme de la fin du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2016.

³³⁷ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/C², tél. 156 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 2 octobre 1936.

³³⁸ *Ibid.*, tél. 164 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 19 février 1937.

³³⁹ CADN, Madrid, B, 574, dép. 77 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 janvier 1937 ; CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B³, tél. 47-48 de René Castéran à Jean Herbette, 3 février 1937 ; et tél. 124 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 février 1937.

³⁴⁰ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/C², tél. 138-140 d'Yvon Delbos à Jean-Baptiste Barbier, 19 mars 1937.

³⁴¹ Archives Nationales (Pierrefitte), Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sûreté nationale, Archives des bureaux en charge des étrangers, carton F/7/15172, « Instructions relatives aux conditions d'entrée en France des ressortissants espagnols », 6 avril 1937.

³⁴² Jesús J. Alonso Carballés, « El primer exilio de los vascos, 1936-1939 », *op. cit.*, p. 687-694. Voir le chapitre 9, p. 655-687.

3. *Gibraltar face aux réfugiés républicains : expulser les « undesirable Spanish refugees »*

La politique de la Grande-Bretagne à l'égard des Espagnols qui, vivant à proximité du Rocher, trouvent refuge à Gibraltar au début de la guerre civile n'est pas plus favorable que la politique française. Le consul général de France dans le territoire britannique, Frank Dupuy, estime en effet que près de 10 000 Espagnols s'y sont réfugiés durant les premiers jours de la guerre³⁴³. L'historien Julio Ponce Alberca donne quant à lui une estimation de 5 000 à 9 000 réfugiés, parmi lesquels sont également compté une bonne partie des milliers de travailleurs espagnols qui traversent quotidiennement la frontière pour travailler dans la colonie britannique. L'effectif des réfugiés ne représente pas moins de 20 % de la population gibraltarienne³⁴⁴. Le Rocher donne alors « l'impression d'un énorme camp » : « Des tentes ont été élevées dans les jardins publics pour les réfugiés. Des milliers de gens venus d'un peu partout, par la route et même en bateau se présentent à la frontière de Gibraltar ; les autorités sont maintenant obligées d'arrêter cet afflux considérable, car l'espace y est limité³⁴⁵. » À Londres, Sir George Mounsey estime ainsi que les Britanniques à Gibraltar ont été « envahis de réfugiés espagnols » : « ceux-ci doivent être internés ou expulsés ; mais nous ne pouvons pas en admettre plus, car l'espace est limité et nous devons nous occuper de notre propre population³⁴⁶ ». De fait, les autorités britanniques entreprennent dès le mois de septembre de rapatrier les réfugiés de l'autre côté de la frontière, à La Linea, où elles estiment que la situation est désormais « parfaitement calme et ordonnée », les militaires insurgés y assurant la « sécurité »³⁴⁷. Le gouverneur de Gibraltar, Charles Harington en veut pour preuve que plus de 3 000 Britanniques sont retournés en Espagne³⁴⁸. Il considère dès lors que les réfugiés espagnols n'ont « aucune raison valable » de refuser de rentrer chez eux. De fait, un grand nombre de leurs compatriotes a déjà traversé la frontière ou ont embarqué en direction de ports républicains, puisqu'il ne compte plus que 800 réfugiés³⁴⁹. Une partie des réfugiés,

³⁴³ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B⁴, dép. de Frank Dupuy au Quai d'Orsay, 22 juillet 1936.

³⁴⁴ Julio Ponce Alberca, « La Guerra Civil y el Peñón de Gibraltar », *Historia Contemporánea*, 2011, n° 41, p. 325 ; Julio Ponce Alberca, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, Séville, Universidad de Sevilla, 2009, p. 88.

³⁴⁵ CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B⁴, dép. de Frank Dupuy au Quai d'Orsay, 22 juillet 1936.

³⁴⁶ TNA, PRO, FO 371/20525, W7490/62/41, minute de Sir George Mounsey, 28 juillet 1936.

³⁴⁷ TNA, PRO, FO 371/20539, W11386/62/41, tél. 63 du gouverneur de Gibraltar au Colonial Office, 14 septembre 1936 ; et CADN, Madrid, B, 555, GC 1/B⁴, dép. 33 de Frank Dupuy au Quai d'Orsay, 1^{er} octobre 1936.

³⁴⁸ Ce chiffre est également repris par le *Gibraltar Chronicle*, organe officiel du gouvernement britannique dans la colonie, pour appuyer le refoulement des réfugiés. Julio Ponce Alberca, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, op. cit., p. 95.

³⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/20539, W11386/62/41, tél. 63 du gouverneur de Gibraltar au Colonial Office, 14 septembre 1936.

partisans du soulèvement militaire, avait en effet trouvé refuge dans le Rocher au début du conflit. Ils regagnent pour une bonne part d'entre eux le territoire rebelle, exhortés par le commandement du général Queipo de Llano³⁵⁰. Harington ordonne alors le démantèlement du camp, « devenu insalubre », mais se heurte à l'opposition des réfugiés espagnols qui manifestent à plusieurs reprises sous les fenêtres de la résidence du Secrétaire Colonial et du siège du Gouvernement local. Cela donne lieu à des affrontements avec la police et à plusieurs arrestations. Le gouverneur dénonce alors l'influence d'« agitateurs », de « fainéants » et de « femmes excitées » dans les débordements³⁵¹. Plus tard, il dénonce la présence d'un « certain nombre de personnes [...] d'un type et d'une mentalité médiocres, probablement nées dans l'une des nombreuses maisons de mauvaise réputation qui existent dans cette région³⁵² ». Harington dresse ainsi les contours d'une catégorie d'« Espagnols indésirables » qui pervertissent la population du Rocher et menacent sa sécurité. Il signale en effet « des membres de la communauté qui, contaminés par la propagande active de la Russie soviétique et des organisations qui lui sont liées, sont définitivement [opposés au gouvernement britannique]³⁵³ ».

En effet, la Grande-Bretagne utilise elle aussi massivement le concept d'« indésirable » « dans le cadre des politiques de migration, de colonisation et plus généralement de gestion des populations » au sein de son empire. C'est d'ailleurs sous l'influence britannique, mais aussi américaine, que le concept a été progressivement introduit en France par des juristes internationaux³⁵⁴. Il est de fait appliqué aux Espagnols républicains qui se trouvent dans la colonie britannique. En avril 1937, le commandant du *HMS Woolwich* évoque ainsi les « 900 réfugiés espagnols indésirables partisans du gouvernement de Valence » que le « Gouverneur de Gibraltar souhaite évacuer vers l'Espagne rouge le plus rapidement possible³⁵⁵ ». L'héritage hygiéniste du concept se retrouve d'ailleurs dans la qualification des réfugiés espagnols. En décembre 1936, le procureur général de Gibraltar confie en effet au Colonial Office que « bien que ces réfugiés [...] ne soient pas réellement une source de dépense pour le gouvernement, ils s'ajoutent néanmoins au problème du

³⁵⁰ Julio Ponce Alberca, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, op. cit., p. 89-90.

³⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20539, W11386/62/41, tél. 63 du gouverneur de Gibraltar au Colonial Office, 14 septembre 1936.

³⁵² Cité par Julio Ponce Alberca, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, op. cit., p. 153-154.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ Aurélie Audeval, *Les Étrangères Indésirables et l'Administration française. 1938-1942. Socio-histoire d'une catégorisation d'État*, op. cit., p. 59.

³⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/21369, W8320/37/41, tél. 1443/27 du commandant du *HMS Woolwich* à l'Amirauté, 27 avril 1937.

logement et de l'hygiène, et sont en outre d'un type indésirable³⁵⁶ ». Cette catégorisation n'est pas sans conséquence sur les conditions de vie précaire des réfugiés espagnols ni, surtout, sur la surveillance et le contrôle particulièrement rigoureux qui leur sont appliqués par les autorités britanniques. Selon Julio Ponce Alberca, ce traitement offre alors un contraste saisissant par rapport au bon accueil qui est réservé aux réfugiés de droite qui sont débarqués à Gibraltar, fuyant les territoires républicains³⁵⁷.

L'évacuation de ces réfugiés « indésirables » devient rapidement un problème pour les Britanniques. Le procureur général de Gibraltar ne cache pas la volonté des autorités locales « de s'en débarrasser ». Mais à chaque fois, ces dernières font face à la résistance des réfugiés, qui déclarent qu'ils seront « abattus » s'ils sont « forcés de quitter Gibraltar et de retourner dans leurs foyers³⁵⁸ ». Si certains acceptent de se rendre à Malaga ou à Tanger, comme les y invitent les autorités britanniques, d'autres s'y refusent néanmoins au prétexte qu'ils ne devraient pas « être envoyés dans une partie du pays différente de celle où se [trouvent] leurs foyers³⁵⁹ ». Dans ces conditions, William Montagu-Pollock, au Foreign Office, suggère de demander au gouvernement républicain de « pourvoir à leur réception à Malaga ou ailleurs », puis « de brandir devant eux la menace que, s'ils n'acceptent pas de le faire, nous serons obligés de les renvoyer de l'autre côté de la frontière³⁶⁰ ». Des instructions en ce sens sont aussitôt envoyées à George Ogilvie-Forbes à Valence³⁶¹.

Le gouvernement britannique met ses menaces à exécution. Cependant, il n'accorde aucun moyen pour permettre le rapatriement des réfugiés de Gibraltar dans les ports républicains. Les autorités du Rocher, qui « retirent le permis de séjour aux réfugiés pour des motifs sanitaires », les somment « d'aller en zone factieuse où des peines sévères et dans beaucoup de cas le peloton d'exécution les attend ». L'ambassadeur espagnol à Londres, Pablo de Azcárate, proteste alors contre cet état de fait en mars 1937 et demande que le gouvernement britannique autorise l'embarquement des réfugiés à bord de ses navires de

³⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/21302, W466/2/41, lettre de Mr. Mayle à Evelyn Schukburgh, 6 janvier 1937.

³⁵⁷ Julio Ponce Alberca, « La guerra civil española y Gibraltar. Los refugiados españoles en el Peñón », *Almoraima. Revista de Estudios Campogibraltares*, 2001, n° 25, p. 393-394.

³⁵⁸ TNA, PRO, FO 371/21302, W466/2/41, lettre de Mr. Mayle à Evelyn Schukburgh, 6 janvier 1937.

³⁵⁹ Plus de 3 000 d'entre eux sont ainsi évacués en direction de ports républicains – notamment Malaga – de juillet 1936 à janvier 1937. TNA, PRO, FO 371/21302, W466/2/41, lettre de Mr. Mayle à Evelyn Schukburgh, 6 janvier 1937 ; Julio Ponce Alberca, « La guerra civil española y Gibraltar. Los refugiados españoles en el Peñón », *op. cit.*, p. 394 ; Julio Ponce Alberca, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, *op. cit.*, p. 86.

³⁶⁰ TNA, PRO, FO 371/21302, W466/2/41, minute de William Montagu-Pollock, 14 janvier 1937.

³⁶¹ *Ibid.*, lettre de Walter Roberts à George Ogilvie-Forbes, 21 janvier 1937.

guerre³⁶². Un accord est finalement trouvé et les évacuations peuvent débuter en mai 1937 : la Royal Navy met le *HMS Maine* à disposition des autorités de Gibraltar à cette fin. Le navire-hôpital en évacue près de 900 en deux voyages³⁶³. Mais le gouverneur de la colonie britannique n'entend pas se limiter aux seuls réfugiés espagnols entrés à Gibraltar depuis le début de la guerre : il souhaite également évacuer des « Espagnols qui y vivent depuis de nombreuses années³⁶⁴ ». Le gouvernement colonial espère en effet évacuer quelque 1 000 Espagnols supplémentaires³⁶⁵. Azcárate s'en émeut devant Lord Cranborne, déplorant la dureté de cette mesure « car beaucoup d'entre eux avaient construit des entreprises sur place et seraient maintenant privés de leur moyen de subsistance³⁶⁶ ». Les autorités de Gibraltar n'y parviennent finalement pas : un contingent d'Espagnols subsiste dans la colonie, et en février 1938, Charles Harington demande à nouveau une liste de réfugiés sans-emploi ou travaillant dans des activités non-essentiels afin de procéder à leur expulsion³⁶⁷. En septembre 1938, son administration estime que 1 400 réfugiés non-britanniques demeurent encore à Gibraltar. Des nouvelles évacuations sont organisées en octobre 1938, quand 700 Espagnols quittent la colonie pour la zone républicaine ou Tanger. Au début de l'année 1939, il ne reste plus qu'une poignée de réfugiés employés à Gibraltar³⁶⁸.

Quoi qu'il en soit, cette construction précoce de l'« Espagnol indésirable » par les autorités françaises et britanniques permet aussi d'apporter un nouvel éclairage sur l'absence d'évacuation depuis les territoires soumis aux militaires insurgés. La terreur franquiste s'abattant d'abord sur les organisations ouvrières que les représentants français et britanniques ont tendance à assimiler aux anarchistes et aux communistes, ils sont peu enclins à accueillir ces derniers sur leurs territoires nationaux, au moment même où ils en ferment l'accès à leurs camarades provenant de la zone républicaine.

³⁶² TNA, PRO, FO 371/21368, W5294/37/41, lettre de Pablo de Azcárate à Anthony Eden, 12 mars 1937.

³⁶³ TNA, PRO, FO 371/21371, W9963/37/41, tél. 1847/22 du Vice-Amiral à Gibraltar au Commandant-en-chef de la flotte britannique en Méditerranée, 23 mai 1937 ; et W10371/37/41, tél. 2251/28 du Vice-Amiral à Gibraltar au Commandant-en-chef de la flotte britannique en Méditerranée, 29 mai 1937.

³⁶⁴ TNA, PRO, FO 371/21333, W9424/7/41, compte-rendu d'une conversation entre Lord Cranborne et l'ambassadeur espagnol Pablo de Azcárate, 15 mai 1937.

³⁶⁵ TNA, PRO, FO 371/21371, W9963/37/41, tél. 1847/22 du Vice-Amiral à Gibraltar au Commandant-en-chef de la flotte britannique en Méditerranée, 23 mai 1937.

³⁶⁶ TNA, PRO, FO 371/21333, W9424/7/41, compte-rendu d'une conversation entre Lord Cranborne et l'ambassadeur espagnol Pablo de Azcárate, 15 mai 1937.

³⁶⁷ Julio Ponce Alberca, « La guerra civil española y Gibraltar. Los refugiados españoles en el Peñón », *op. cit.*, p. 397-398.

³⁶⁸ Julio Ponce Alberca, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, *op. cit.*, p. 153 sq.

II. L'asile diplomatique : une pratique unilatérale

A. La France et la Grande-Bretagne face à l'asile diplomatique

1. *L'asile diplomatique à Madrid : une pratique massive et inédite*

Les évacuations maritimes ne sont pas les seules modalités des interventions humanitaires que réalisent les puissances étrangères et leurs représentants en Espagne durant la guerre civile. D'une manière tout à fait inédite, les missions étrangères à Madrid octroient massivement leur asile à des milliers d'Espagnols. Si la pratique de l'asile diplomatique n'est certes pas nouvelle, elle n'a jamais été accordée dans ces proportions. Ainsi, 19 des 27 représentations diplomatiques dans la capitale accueillent dans leurs murs des réfugiés³⁶⁹. Mais la pratique est aussi inédite par le nombre d'« asilés » qui bénéficie de cette protection³⁷⁰. Javier Rubio estime ainsi que 11 026 personnes en ont bénéficié, dont près de 8 444 au sein des bâtiments diplomatiques ou de leurs annexes³⁷¹. L'historien espagnol distingue en effet les « asilés réels », qui sont effectivement protégés par les pavillons étrangers, des « asilés légaux » qui, sans être hébergés dans les immeubles diplomatiques, sont inclus sur les listes d'évacuation des asilés³⁷². Ces derniers sont généralement des membres des familles d'« asilés réels³⁷³ ». En 1985, María del Carmen Gómez Reoyo donne une estimation similaire. Selon elle, 11 000 personnes bénéficient de l'asile diplomatique, dont un peu plus de 6 000 « asilés réels³⁷⁴ ». Mais en 2008, Antonio Manuel Moral Roncal réévalue à la hausse le nombre d'« asilés réels », l'estimant à 11 130 personnes³⁷⁵. Comme nous le verrons plus tard, ces chiffres sont probablement sous-estimés si l'on s'en tient au seul exemple français (voir *infra*). Des acteurs contemporains des faits — comme Aurelio Núñez Morgado, le doyen du corps diplomatique, et Julio Álvarez del Vayo, le ministre d'État républicain — ont d'ailleurs avancé respectivement un chiffre supérieur à 15 000 ou 20 000 asilés³⁷⁶.

³⁶⁹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 35.

³⁷⁰ Je reprends ici le terme d'« asilé » employé par les diplomates français pour désigner les Espagnols qui ont trouvé refuge dans les missions étrangères à Madrid. Il s'agit de la transcription littérale du substantif espagnol « asilado » — celui qui bénéficie de l'asile.

³⁷¹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 32 et 38-39.

³⁷² *Ibid.*, p. 38.

³⁷³ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 328.

³⁷⁴ María del Carmen Gómez Reollo, *Madrid, 1936-1939: El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Mémoire de Licenciatura, Universidad Complutense de Madrid, Madrid, 1985 ; Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, op. cit., p. 357.

³⁷⁵ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 570-572.

³⁷⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 28.

Cette pratique de l'asile diplomatique repose sur des fondements légaux relativement fragiles. Elle découle principalement du principe d'inviolabilité des missions diplomatiques — la fiction de l'extraterritorialité des légations et des ambassades ayant pris fin au XIX^e siècle³⁷⁷. C'est ce que rappelle une note juridique manuscrite sur le « Droit d'Asile », conservée dans les archives de l'ambassade de France à Madrid : « Un corollaire de la franchise de l'hôtel est le droit d'asile, c'est-à-dire la faculté d'accorder protection à des personnes poursuivies par des motifs politiques³⁷⁸. » Mais cette pratique reste précaire juridiquement. Le gouvernement local peut réclamer à tout moment que le chef de la mission diplomatique lui remette le fugitif qu'il héberge, comme le droit international l'y autorise. Le chef de mission doit alors s'y conformer. En cas de refus, le gouvernement local peut décider de rompre les relations diplomatiques : la mission perd alors son caractère inviolable, ce qui permet aux autorités de s'emparer des personnes qui s'y sont réfugiées. C'est ce qui conduit Javier Rubio à considérer qu'il n'y a pas véritablement de « droit d'asile », dans le sens où aucun texte du droit international ne régleme véritablement cette pratique, du moins en Europe³⁷⁹. Il existe bien trois accords internationaux qui abordent cette question : le « Traité de Droit Pénal International », signé à Montevideo le 23 janvier 1889 ; la « Convention sur l'Asile », signée à La Havane le 20 février 1928 ; et la « Convention sur l'Asile Politique », signée à Montevideo le 21 décembre 1933. Mais ces textes ne s'appliquent que dans un contexte strictement latino-américain : aucune puissance européenne n'en est signataire, à commencer par le gouvernement de Madrid qui n'est donc pas tenu d'en respecter les clauses³⁸⁰.

Cela n'empêche pas, néanmoins, les puissances européennes d'y recourir pour des raisons humanitaires tout au long du XIX^e siècle, en particulier au sein de l'Empire ottoman. Comme le souligne Javier Rubio, « la majorité des auteurs et juristes de droit international, s'ils soutiennent avec une vigueur croissante, le caractère inapproprié de l'asile diplomatique, n'osent généralement pas condamner l'octroi de l'asile pour des raisons humanitaires³⁸¹ ». Alexandre Massé a ainsi documenté l'asile diplomatique qui est pratiqué spontanément par les consuls français en Grèce au début du XIX^e siècle. Lors de l'insurrection de 1821-1822,

³⁷⁷ *Ibid.*, p. 99-100.

³⁷⁸ CADN, Madrid, B, 538, note manuscrite « Le Droit d'Asile ».

³⁷⁹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 100-101.

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 105-108.

³⁸¹ *Ibid.*, p. 102.

« plusieurs milliers de Grecs et de Turcs en bénéficient »³⁸². Les consuls présentent alors « l’asile comme un devoir que leur imposent l’innocence des victimes et la cruauté des oppresseurs³⁸³ ». Malgré son scepticisme initial, le Quai d’Orsay finit par approuver l’initiative de ses consuls au nom de l’« humanité »³⁸⁴. Dès lors, l’asile diplomatique s’ancre dans les pratiques. En 1831, le ministère des Affaires Étrangères considère ainsi que le « droit d’asile est exercé [...] comme l’un des privilèges qui ont obtenu la sanction de l’usage et du temps », bien qu’il ne soit garanti par aucun traité³⁸⁵. Il en va de même pour la Grande-Bretagne. Javier Rubio considère en effet qu’elle compte parmi les pays européens qui y ont le plus recours durant tout le XIX^e siècle, en Grèce, dans l’Empire ottoman, au Portugal, mais aussi en Espagne, notamment en 1848 et en 1873³⁸⁶.

L’asile diplomatique qui est pratiqué à Madrid en 1936 est également justifié par des raisons humanitaires. Il apparaît comme une réaction des missions étrangères face aux violences révolutionnaires dans la capitale espagnole et face à la fragmentation du pouvoir dont bénéficient les comités ouvriers : il s’agit pour les diplomates étrangers de remédier à « l’anarchie » et au « désordre » que le gouvernement républicain est incapable d’enrayer³⁸⁷. Dans un premier temps, ce dernier adopte d’ailleurs une politique conciliante, faisant preuve d’une très grande tolérance à l’égard de l’asile diplomatique. Le ministre d’État Augusto Barcia Trelles, membre d’Izquierda Republicana, accepte en particulier cette pratique avec bienveillance³⁸⁸. Le 7 août 1936, il ordonne ainsi que soit respecté le « droit d’asile » invoqué par l’ambassadeur argentin, Daniel García Mansilla, et que toutes les facilités possibles soient accordées pour l’évacuation des asilés vers la France³⁸⁹.

2. Face à l’asile diplomatique, deux attitudes différentes

Dans ces conditions, l’ambassade de France à Madrid recourt progressivement à l’asile diplomatique. Dès le début du mois d’août 1936, Jean Herbette donne des instructions en ce sens à René Bonjean, qui se rend dans la capitale espagnole comme chargé d’affaires par

³⁸² Alexandre Massé, *Un empire informel en Méditerranée. Les consuls de France en Grèce et dans l’Empire ottoman : images, ingérences, colonisation (1815-1856)*, Paris, Classiques Garnier, 2019, p. 151.

³⁸³ *Ibid.*, p. 175.

³⁸⁴ *Ibid.*, p. 181-183.

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 186.

³⁸⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 60 et 103-104.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 123-131.

³⁸⁸ *Ibid.*, p. 132-135.

³⁸⁹ AGA, MAE, Barcelone, 12/03222, RE.158, télégramme d’Augusto Barcia au chef du Ministerio de Jornada, 7 août 1936.

intérim. Dans le cas où « des personnalités espagnoles » lui demanderaient « aide ou protection », le secrétaire de l'ambassade devra apprécier « dans chaque cas ce que conseille un sentiment d'humanité ou d'amitié et ce qu'interdit le droit international ». Herbette ajoute néanmoins que « dans ses relations avec des ressortissants espagnols, l'Ambassade ne peut agir que dans l'intention de faire le bien, sans distinction de partis ni d'opinion et sans que son intervention ne doive jamais avoir pour résultat de favoriser ou de desservir des intérêts politiques ou mercantiles³⁹⁰ ». Bien que vagues et prudentes, ces instructions autorisent le chargé d'affaires à recourir à l'asile diplomatique qui se met progressivement en place au sein du Lycée français de Madrid (calle Marqués de la Ensenada n° 10 et 12), où le consul Emmanuel Neuville a déjà ouvert un centre d'hébergement pour la protection, le rassemblement et l'évacuation de la colonie française³⁹¹.

En parallèle, un asile officieux est ouvert dès le mois d'août 1936 sous le pavillon de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, situé calle Claudio Coello n° 92. La directrice de l'œuvre française, Mère Gérard, en prend l'initiative avec le médecin-chef de l'hôpital, le Dr Bourkaib, et le Révérend-Père Ballester, directeur des Filles de la Charité en Espagne. Ce dernier met alors à disposition de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français les quatre immeubles appartenant à sa congrégation, situés respectivement calle Francisco Giner n° 18, calle Hortaleza n° 77, calle Gaztambide et calle Don Pedro n° 14. Se trouvant à proximité de la ligne de front durant le siège de Madrid, les deux derniers immeubles sont évacués en novembre 1936 au profit d'un nouveau bâtiment ouvert calle Lopez de Hoyos n° 77. Ces différents immeubles sont alors considérés comme des « hôpitaux annexes ». Tandis qu'ils arborent le pavillon français, ils sont mis à la disposition de la Croix-Rouge espagnole³⁹².

Dans un premier temps, l'asile diplomatique pratiqué par l'ambassade française en août et septembre 1936 est très limité. Il ne devient véritablement massif qu'à partir des mois d'octobre et novembre 1936, alors que les troupes rebelles se rapprochent de la capitale³⁹³. Ainsi, au début du mois d'octobre, René Bonjean informe le Quai d'Orsay que le Lycée français accueille « une cinquantaine d'Espagnols qui, sans être l'objet de poursuites, ont

³⁹⁰ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D¹, instructions données de Jean Herbette à René Bonjean, 4 août 1936.

³⁹¹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B⁶, tél. 400 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 22 juillet 1936 ; tél. 413 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 23 juillet 1936 ; tél. 454 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 30 juillet 1936 ; et tél. 23-24 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 3 août 1936.

³⁹² CADN, fonds du Consulat de France à Madrid, série 1, carton 87 (désormais : CADN, Madrid [consulat], 1, 87), dép. de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939 ; et CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 8 d'André Montaudon à François Piétri, 29 janvier 1942.

³⁹³ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 328 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 125.

cependant des raisons sérieuses de craindre pour leur vie s'ils ne recevaient pas l'asile de quelques missions diplomatiques³⁹⁴ ». Au même moment, les hôpitaux français de Madrid accueillent déjà 63 réfugiés — essentiellement des femmes³⁹⁵. Au début du mois de décembre 1936, le Lycée français accueille désormais 475 asilés³⁹⁶. La croissance est cependant moins importante dans les hôpitaux français, qui ne comptent que 89 réfugiés à la fin du mois de novembre³⁹⁷. Cette différence s'explique très probablement par le fait qu'à la fin du mois de septembre, René Bonjean, suivant l'exemple des autres missions étrangères, a déclaré au ministère d'État que le Lycée français doit désormais être considéré comme une annexe de l'ambassade. Cette mesure vise à « assurer de façon plus effective la sécurité des Français et des Espagnols » qui s'y sont réfugiés³⁹⁸. Profitant par cette extension de l'inviolabilité de l'hôtel diplomatique, il offre donc davantage de garanties que les hôpitaux français.

La croissance du nombre d'asilés au sein du Lycée français en octobre et novembre 1936 n'est d'ailleurs pas isolée : les autres missions diplomatiques connaissent un phénomène similaire. Javier Rubio estime en effet que près de la moitié des Espagnols qui bénéficient de l'asile diplomatique durant la guerre se réfugie dans les ambassades et les légations durant cette période³⁹⁹. Dans un contexte où, face à l'avancée des troupes rebelles en direction de Madrid, la lutte contre la « cinquième colonne » se renforce à partir du mois d'octobre — conduisant aux massacres de Paracuellos de novembre 1936 —, de plus en plus de personnes chercheraient ainsi à se réfugier au sein des missions diplomatiques⁴⁰⁰. Il est aussi possible que ces dernières, intimement persuadées du prochain investissement de la capitale espagnole par les troupes franquistes, ouvrent plus largement leurs portes aux réfugiés dans le cadre d'un asile considéré comme temporaire. C'est en tout cas ce que suggère le conseiller de l'ambassade chilienne, Carlos Morla Lynch⁴⁰¹. Mais l'échec du général Franco devant Madrid inscrit néanmoins l'asile dans la durée. Pourtant, l'ambassade française poursuit son effort. En

³⁹⁴ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D¹, tél. 422-423 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 13 octobre 1936.

³⁹⁵ Voir le tableau 23 de l'annexe méthodologique, p. 873.

³⁹⁶ *Ibid.*, GC 5/D², tél. 237 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 1^{er} décembre 1936.

³⁹⁷ Voir le tableau 23 de l'annexe méthodologique, p. 873.

³⁹⁸ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², dép. 111 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 10 octobre 1936.

³⁹⁹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 41.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, p. 40.

⁴⁰¹ Carlos Morla Lynch, *Informes diplomáticos y diarios de la guerra civil*, Séville, Espuela de Plata, 2010, p. 28-29.

février 1937, le Lycée français accueille désormais près de 700 réfugiés⁴⁰². Ce chiffre monte même jusqu'à 1 000 en mai 1937⁴⁰³.

De son côté, la Grande-Bretagne adopte une politique différente. Certes, le consul par intérim à Madrid, John H. Milanés, accueille spontanément au sein de l'ambassade britannique des réfugiés espagnols dès les premiers jours de la guerre. Il admet ainsi dans l'hôtel diplomatique l'épouse et la fille du Marquis de Hoyos, un « vieil ami de l'ambassade » ; Ángela Villaverde, la propriétaire de l'immeuble où se trouve le Secrétariat commercial britannique, ainsi que sa tante apparentée au « vieux Comte de Tornarias qui a été enlevé et abattu ». Il promet en outre l'asile à la princesse Mercedes Alba de Borbón. Mais très vite, il s'inquiète du danger que représentent ces réfugiés espagnols pour les sujets britanniques, en raison de leurs « indiscretions ». Milanés sollicite dès lors des instructions du Foreign Office : jusqu'à quel point peut-il « étendre la protection [de l'ambassade] aux ressortissants espagnols »⁴⁰⁴ ? La réponse du Foreign Office ne se fait pas attendre : il doit donner la priorité à la sécurité des sujets britanniques, en refusant l'admission de tout Espagnol dont la présence est susceptible de représenter un danger⁴⁰⁵. Le Foreign Office craint en effet les tensions que pourrait causer l'admission de réfugiés espagnols, risquant de compromettre la sécurité des ressortissants, mais aussi des intérêts britanniques en Espagne à travers ce qui pourrait être assimilé à une prise de parti. C'est ce dont témoigne une minute de Sir George Mounsey :

« Nous avons certainement assez à faire pour protéger nos propres sujets et intérêts en Espagne. Nous n'avons aucune obligation envers les citoyens espagnols et devons, j'en suis convaincu, éviter toute responsabilité qui pourrait laisser penser que nous protégeons l'une ou l'autre des parties en lutte. En voyant la férocité de l'esprit de parti qui fait rage, nos ambassades et consulats pourraient s'attendre à des représailles très sauvages s'ils accueilleraient des Espagnols⁴⁰⁶. »

⁴⁰² CADN, Madrid, B, 586, tél. 103 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 12 février 1937.

⁴⁰³ CADN, Madrid (consulat), 1, 87, « Rapport sur la situation générale et sanitaire du Centre d'hébergement du Lycée français de Madrid en date du 12 mai 1937 ».

⁴⁰⁴ TNA, PRO, FO 317/20525, W7275/62/41, télégramme de l'ambassade des États-Unis à Madrid adressée à l'ambassade des États-Unis à Londres, 28 juillet 1936. Il transmet un message de John H. Milanés destiné au Foreign Office.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, tél. de Sir George Mounsey à John H. Milanés, 29 juillet 1936.

⁴⁰⁶ TNA, PRO, FO 371/20525, W7490/62/41, minute de Sir George Mounsey, 28 juillet 1936.

Le Foreign Office craint aussi d'être rapidement débordé par les sollicitations. Howard Smith considère ainsi que « si nous commençons à autoriser [l'asile de réfugiés] à Madrid, cela n'en finira pas⁴⁰⁷ ».

Dans ces conditions, le chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes, est rapidement amené à décliner les demandes d'aides « déchirantes » qu'il reçoit⁴⁰⁸. En août 1936, il doit ainsi refuser son aide à l'ancien ambassadeur espagnol à Londres, Ramón Pérez de Ayala — pourtant ami du Sous-secrétaire Permanent du Foreign Office, Robert Vansittart⁴⁰⁹ ; ou encore à un avocat espagnol de la compagnie Rio Tinto Limited⁴¹⁰. Le représentant britannique s'accommode dans un premier temps de cette politique. Selon lui, « les demandes embarrassantes d'asile, de protection ou d'évacuation d'Espagnols connus pour être hostiles au gouvernement doivent être fermement rejetées ». Il considère que son principal « atout » pour négocier avec le gouvernement républicain est qu'il n'a « rien à cacher » dans son ambassade⁴¹¹. En effet, les bonnes relations qu'il entretient avec le nouveau ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, tiennent en grande partie au refus de la Grande-Bretagne de pratiquer l'asile diplomatique⁴¹². Dès son entrée au gouvernement, le ministre espagnol souhaite mettre fin à cette pratique, ce qui cause de nombreuses tensions avec les missions étrangères qui accueillent des réfugiés⁴¹³.

Mais la position d'Ogilvie-Forbes devient plus délicate à tenir à partir du mois d'octobre, quand un plus grand nombre d'Espagnols cherche à trouver refuge dans les ambassades et les légations. Il écrit ainsi au Foreign Office que la « panique parmi les classes supérieures et moyennes est telle que la plus grande pression est exercée sur [lui] pour [qu'il] ouvre les portes de l'ambassade à tous les Espagnols qui en feraient la demande ». Cette pression vient notamment des membres de la colonie britannique, qui « envisagent de contacter [le Foreign Office] derrière [son dos] et, en même temps, répandent le bruit [qu'il est] sur le point d'admettre des Espagnols ». Rappelant la nécessité de protéger en priorité les sujets britanniques et l'hostilité du ministre d'État à l'égard de l'asile diplomatique, Ogilvie-Forbes ne cache pas son désarroi et demande alors au Foreign Office de le soutenir :

⁴⁰⁷ *Ibid*, minute d'Howard Smith, 28 juillet 1936.

⁴⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/20534, W9404/62/41, tél. 44 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 22 août 1936.

⁴⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/20533, W9062/62/41, tél. 7 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 18 août 1936 ; et tél. 7 d'Howard Smith à George Ogilvie-Forbes, 19 août 1936.

⁴¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20534, W9395/62/41, tél. 34 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 21 août 1936.

⁴¹¹ TNA, PRO, FO 371/20540, W11769/62/41, tél. 29 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 19 septembre 1936.

⁴¹² Julio Álvarez del Vayo, *Les batailles de la liberté*, Paris, François Maspéro, 1963, p. 262-265.

⁴¹³ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 135-142.

« Rien ne me fait plus mal et ne me demande plus de courage moral que de dire non à des dizaines de candidats qui viennent chaque jour [...] »

J'ai une tâche solitaire ici et j'aimerais que vous me donniez un mot d'encouragement face aux critiques mal informées et aux prochaines intrigues de couloir émanant dans certains cas d'une communauté britannique qui serait la première à se plaindre d'être évincée par les Espagnols. [...]»⁴¹⁴.

Son appel est entendu. Anthony Eden lui exprime son « entière approbation » et l'assure « que les grandes difficultés et le danger de [sa] position sont pleinement appréciés [à Londres], et que [ses] activités tant dans le domaine humanitaire que dans le maintien du prestige de [son] Ambassade ont [son] soutien et [sa] sympathie les plus complets⁴¹⁵ ». Le Foreign Office envisage également de rédiger une note de presse, destinée notamment à la BBC, pour épauler son chargé d'affaires. Cette dernière vise à souligner qu'il ne fait qu'appliquer la politique qui lui est dictée par le Foreign Office⁴¹⁶. L'idée est finalement abandonnée. Robert Vansittart et Anthony Eden considèrent en effet qu'une telle publicité empêcherait les représentants britanniques d'user de leur discrétion si les circonstances l'exigent. Ils craignent également les répercussions qu'une telle publication aurait auprès des autorités rebelles. Ils estiment dès lors que les encouragements déjà télégraphiés à Ogilvie-Forbes sont suffisants pour affermir sa position⁴¹⁷.

Dans l'ensemble, cette politique est maintenue par la représentation britannique durant toute la guerre civile, à l'exception de quelques cas isolés de réfugiés qui bénéficient à la marge d'un asile officieux dans l'ambassade ou le consulat à Madrid. Selon Javier Rubio, le capitaine d'intendance Joaquín Jiménez de Anja trouve ainsi refuge dans l'hôtel diplomatique de la Grande-Bretagne, ce qui provoque la colère du ministre de l'Intérieur Julián Zugazagoitia, qui fustige « l'incorrection » du consul par intérim John H. Milanes. Du reste, l'attaché honoraire de l'ambassade, le capitaine Edwin Lance, reconnaît après la guerre avoir ponctuellement caché dans les locaux du poste diplomatique des Espagnols dont il assurait l'évacuation⁴¹⁸. L'hôpital anglo-américain de Madrid, qui bénéficie de la protection

⁴¹⁴ TNA, PRO, FO 371/20542, W13377/62/41, tél. 340 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 11 octobre 1936.

⁴¹⁵ *Ibid.*, tél. 175 d'Anthony Eden à George Ogilvie-Forbes, 12 octobre 1936.

⁴¹⁶ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 13 octobre 1936

⁴¹⁷ TNA, PRO, FO 371/20543, W13707/62/41, « Right of asylum for foreign nationals in His Majesty's Embassy at Madrid ».

⁴¹⁸ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 61.

symbolique du pavillon britannique, accueille également des réfugiés, grâce à l'intervention conjointe de son infirmière-en-chef, Margaret Hill, et du capitaine Lance⁴¹⁹. Quoi qu'il en soit, la politique distincte adoptée par la France et par la Grande-Bretagne à l'égard de l'asile diplomatique façonne largement l'attitude que leurs représentants adoptent face au corps diplomatique à Madrid et à son opposition au ministre d'État Julio Álvarez del Vayo.

3. Entre solidarité et défiance : les représentants français et britanniques face au Corps diplomatique de Madrid

Lors de son arrivée à la tête du ministère d'État le 4 septembre 1936, Julio Álvarez del Vayo fait d'abord preuve de conciliation auprès des missions étrangères. Rendant visite au doyen du Corps diplomatique, il renouvelle l'engagement du gouvernement républicain à respecter l'inviolabilité des missions diplomatiques et à garantir leur sécurité⁴²⁰. Mais s'il reconnaît dans un premier temps la légitimité de l'asile pratiqué dans les missions étrangères pour des motifs humanitaires, il envisage dès le 7 septembre de demander à ces dernières de lui remettre la liste de leurs réfugiés. Il entend en effet réclamer la remise de certains asilés accusés de crimes de droits communs et qui ne sauraient, à ses yeux, bénéficier de cette protection humanitaire⁴²¹. La position du ministre d'État s'explique par la crainte croissante des agissements de la « Cinquième colonne » alors que les troupes rebelles s'approchent de la capitale. Les autorités républicaines craignent en effet que les partisans des militaires insurgés bénéficient de l'asile diplomatique pour mener des actions clandestines⁴²². Julio Álvarez del Vayo s'en ouvre d'ailleurs au chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes, lorsqu'il s'exprime « avec force sur les abus en matière d'asile commis par diverses ambassades ici, en particulier les missions latino-américaines ». Il déplore que « non seulement des Espagnols hostiles au gouvernement [y soient hébergés], mais qu'ils [soient aussi] autorisés à se livrer à des activités contre l'État à l'abri de ces missions⁴²³ ». Les soupçons du ministre sont fondés. Comme l'a démontré Carlos Píriz, les membres « Junta Local » qui réorganisent la Falange Española dans la clandestinité au lendemain du coup d'État et donnent ainsi naissance à la Cinquième colonne sont en effet réfugiés dans les représentations chilienne, norvégienne,

⁴¹⁹ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 20, 55, 73, 117.

⁴²⁰ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 135.

⁴²¹ *Ibid.*

⁴²² *Ibid.*, p. 135-136.

⁴²³ TNA, PRO, FO 371/20538, W10877/62/41, tél. 155 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 septembre 1936.

paraguayenne et péruvienne⁴²⁴. Quoi qu'il en soit, lorsque le 24 septembre 1936 Francisco Largo Caballero demande au doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur chilien Aurelio Núñez Morgado, de remettre la liste des réfugiés qu'il accueille, ce dernier élude la question en répondant qu'il ne s'agit pas de réfugiés fuyant la loi, mais seulement de « visiteurs temporaires effrayés de quitter l'ambassade⁴²⁵ ».

La position du gouvernement espagnol se durcit donc au début du mois d'octobre 1936, face à l'entrée de plus en plus massive d'Espagnols partisans de la rébellion militaire dans les missions étrangères, qui étendent leur protection à de nouveaux immeubles déclarés comme annexes, afin de les faire bénéficier de l'inviolabilité diplomatique⁴²⁶. Le 13 octobre 1936, Julio Álvarez del Vayo adresse ainsi une note verbale au doyen du corps diplomatique⁴²⁷. Dans cette note, il rappelle que le gouvernement républicain a respecté, dans « un esprit de tolérance », l'asile diplomatique pratiqué par les missions étrangères alors même qu'il n'y était pas tenu, n'ayant adhéré à aucun accord international le réglementant ou le reconnaissant. Mais, s'appuyant sur la « Convention sur l'Asile » signée par plusieurs pays latino-américains à La Havane en 1928, il entend néanmoins instaurer quelques limites à cette pratique. Il rappelle ainsi que le « droit d'asile représente un régime d'exception qui prévoit le cas où un petit groupe de personnes ou une personnalité peuvent s'adresser à la représentation d'un pays étranger dans son propre pays et demander une protection temporaire : mais ce régime ne pourrait pas être étendu, en pratique, à un mouvement de rébellion militaire dans les proportions du soulèvement qui a été déclenché criminellement en Espagne ». Il critique notamment les nombreuses violations de l'article 2 de la « Convention sur l'Asile » de 1928, et en particulier des dispositions qui prévoient la communication par le chef de mission de la liste des réfugiés au ministère des Affaires Étrangères du pays d'accueil ; mais aussi l'obligation d'empêcher les asilés à « pratiquer des actes contraires à la tranquillité publique ». Dans ces conditions, il conclut que :

⁴²⁴ PÍRIZ Carlos, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, coll. « Comares Historia », 2022, p. 42 -43.

⁴²⁵ TNA, PRO, FO 371/20540, W12275/62/41, tél. 251 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 25 septembre 1936.

⁴²⁶ Pour Javier Rubio, l'ouverture d'immeubles annexes renforce le caractère exceptionnel de l'asile diplomatique pratiqué à Madrid, car il s'agit d'une initiative sans précédent tant par le nombre important d'immeubles concernés que par le fait qu'elle ne repose sur aucune disposition légale du droit international. Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 35.

⁴²⁷ *Ibid.*, p. 138.

« La pratique du droit d'asile ayant donné lieu à des abus notoires qui en eux-mêmes constituent une infraction aux stipulations de la Convention de La Havane, le Gouvernement désire faire observer aux honorables membres du Corps diplomatique accrédité à Madrid et à Votre Excellence, en tant que Doyen de ce Corps, qu'il se voit dans l'obligation de mettre fin à l'attitude d'extraordinaire tolérance qu'il a jusqu'à présent adoptée relativement à la pratique du droit d'asile, se réservant le droit de procéder, en présence des abus déjà commis, de la façon que l'exigeront dans chaque cas les intérêts supérieurs de la République⁴²⁸. »

La note d'Álvarez del Vayo produit un effet important au sein du corps diplomatique madrilène, convoqué le jour même par son doyen, Aurelio Núñez Morgado. Selon le chargé d'affaires français, René Bonjean, elle soulève « les protestations unanimes de [ses] collègues » et témoigne non seulement « d'une méconnaissance absolue des usages internationaux », mais aussi « de sentiments pour le moins malveillants à l'égard des représentations diplomatiques⁴²⁹ ». Ainsi, ses collègues fustigent « le ton inconvenant d'une telle communication » et refusent « d'admettre la validité de la thèse du Gouvernement espagnol », qui n'aurait « aucune raison d'invoquer la Convention de La Havane à laquelle il n'a pas souscrit ». Le Corps diplomatique décide alors d'envoyer une délégation, formée par les ambassadeurs du Chili, du Brésil et du Mexique, auprès du président de la République espagnole, Manuel Azaña. Ce dernier a en effet recommandé à plusieurs reprises des Espagnols de sa connaissance à diverses missions étrangères. Le corps diplomatique souhaite lui donner connaissance de la note du ministre d'État et protester contre son ton. Azaña semble d'ailleurs approuver la démarche et le point de vue de la délégation. Le corps diplomatique invite également son doyen à adresser au ministre d'État une note de réfutation⁴³⁰.

Celui-ci s'exécute le 19 octobre 1936, dans une longue note qui exprime, par son intermédiaire, l'indignation du Corps diplomatique. Il indique en effet que ce dernier, « dans son ardent désir d'éviter tout obstacle qui pourrait entraver la meilleure entente qu'il souhaite entretenir avec Votre Gouvernement dans l'exercice de ses droits, passe outre à certaines expressions de la note [du ministre d'État] qui ne sont ni justes ni conformes à l'objet du débat ». Ainsi, il « regrette sincèrement et profondément » que l'attitude du ministre d'État espagnol rompe « les règles traditionnelles de considération et de respect dû au Corps

⁴²⁸ Note verbale n° 74 de Julio Álvarez del Vayo à Aurelio Núñez Morgado, 13 octobre 1936, reproduite par Javier Rubio. *Ibid.*, p. 461-462.

⁴²⁹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, dép. 86 de René Bonjean à Jean Herbette, 15 octobre 1936.

⁴³⁰ *Ibid.*, dép. 130 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 15 octobre 1936.

diplomatique, que les différents gouvernements espagnols ont proverbialement maintenues à travers les âges ». Il espère dès lors que le ministre, « en tant que profond connaisseur de ces pratiques » saura faire « amende honorable ». L'ambassadeur s'efforce ensuite de délier la pratique de l'asile diplomatique de la convention sur le droit d'Asile adoptée à La Havane en 1928 et convoquée par Álvarez del Vayo. Il inscrit cette pratique dans une longue tradition d'interventions humanitaires qui existaient et existent en dehors des conventions adoptées à La Havane et à Montevideo (voir *supra*). Ces dernières ne sont qu'une tentative parmi d'autres d'inscrire cette pratique humanitaire préexistante dans le droit international. Ainsi, si l'asile diplomatique pratiqué par les missions étrangères à Madrid ne respecte pas tous les articles de ces conventions, il est néanmoins fidèle à l'esprit humanitaire qui les animait. Il cite à cette fin les diverses occasions durant lesquelles des représentants espagnols à l'étranger ont eux-mêmes pratiqué l'asile diplomatique, mais aussi le nom de différentes personnalités républicaines qui ont encouragé ou approuvé cette pratique depuis le début de la guerre d'Espagne, telles que le ministre sans portefeuille Manuel Irujo. Cela n'empêche pas Núñez Morgado de s'appuyer sur la « Convention sur l'Asile Politique » signée à Montevideo en 1933, pour justifier l'accueil de certains réfugiés que le gouvernement républicain voit d'un mauvais œil — notamment ceux qui pourraient représenter une menace pour sa sécurité. L'article 1 de cette convention précise en effet qu'il revient au chef de la mission qui accueille des asilés de distinguer ce qui relève d'un délit de droit commun — en vertu duquel il doit remettre les personnes réfugiées à la demande des autorités locales — de ce qui relève d'un délit politique — pour lequel les personnes concernées peuvent bénéficier de l'asile diplomatique. L'argumentation du doyen vise surtout à éluder, une nouvelle fois, la remise des listes d'Espagnols réfugiés dans les missions étrangères. Comme le souligne Javier Rubio, Núñez Morgado n'aborde à aucun moment cette question⁴³¹.

En réalité, la position adoptée par l'ambassadeur chilien au nom du Corps diplomatique n'est pas aussi unanime que le prétend René Bonjean. Ni le chargé d'affaires britannique, George Ogilvie-Forbes ni l'ambassadeur soviétique, Marcel Rosenberg ne sont présents lors de la réunion durant laquelle la note du ministre d'État est examinée⁴³². Le premier considère comme le gouvernement républicain que le « droit d'asile fait l'objet

⁴³¹ Note verbale n° 115/779 d'Aurelio Núñez Morgado à Julio Álvarez del Vayo, 19 octobre 1936, reproduite par Javier Rubio. Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 140 et 462-466.

⁴³² TNA, PRO, FO 371/20543, W13787/62/41, tél. 364 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 octobre 1936.

d'abus notoires », en étant accordé « dans une telle ampleur à des opposants au régime⁴³³ ». Convaincu que la note ne s'adresse pas à l'ambassade britannique, il entend se tenir « autant que possible à l'écart de la controverse⁴³⁴ ». Quant au second, il n'a même jamais été convié aux réunions du corps diplomatique par Aurelio Núñez Morgado, sous prétexte qu'il ne s'est pas présenté à lui lors de son arrivée à Madrid⁴³⁵. Le doyen craint en effet que l'ambassadeur soviétique ne cause des problèmes lors des réunions du corps diplomatique⁴³⁶. Pourtant, il invite au même moment des « consuls honoraires sans titre » à y prendre part⁴³⁷. Dans ces conditions, Ogilvie-Forbes et Rosenberg font savoir, avec le chargé d'affaires des États-Unis — dont l'ambassade ne pratique pas non plus l'asile diplomatique — qu'ils ne peuvent pas être associés à la note que l'ambassadeur chilien adresse au nom du Corps diplomatique⁴³⁸. Invité par le doyen du corps diplomatique à exposer son attitude face à cette démarche, le chargé d'affaires britannique déclare en effet « ne pas pouvoir souscrire à la récente réponse envoyée au Gouvernement espagnol au nom du Corps Diplomatique par l'Ambassadeur du Chili, au motif que les circonstances ne [s'appliquent] pas au Royaume-Uni et qu'il [n'est] pas question dans la guerre civile actuelle de donner asile à d'autres personnes que les employés du Gouvernement de Sa Majesté et les sujets britanniques⁴³⁹ ». Ogilvie-Forbes prend également soin de désengager son ambassade de la note d'Aurelio Núñez Morgado lors d'un entretien qu'il maintient avec Julio Álvarez del Vayo⁴⁴⁰.

Assurément, la décision de la Grande-Bretagne de ne pas accueillir d'asilés dans son ambassade explique très largement la décision de son chargé d'affaires de se tenir éloigné des démarches du Corps diplomatique à ce sujet. Il s'agit notamment de préserver les bonnes relations qu'Ogilvie-Forbes a su tisser avec le ministre d'État. Ainsi, l'ambassade britannique agit de plus en plus en marge du Corps diplomatique. Elle ne se joint pas, par exemple, aux efforts de ce dernier pour protéger les personnes hébergées au sein des ambassades allemande et italienne lorsque ces deux pays reconnaissent le général Franco en novembre 1936. Aurelio

⁴³³ *Ibid.* ; et W13788/62/41, tél. 365 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 octobre 1936.

⁴³⁴ *Ibid.*, W13788/62/41, tél. 365 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 16 octobre 1936.

⁴³⁵ Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, Madrid, Espuela de Plata, 2021, p. 218. TNA, PRO, FO 371/20548, W15681/62/41, tél. 495 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 12 novembre 1936.

⁴³⁶ Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 100.

⁴³⁷ TNA, PRO, FO 371/20542, W13263/62/41, tél. 320 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 octobre 1936.

⁴³⁸ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 56-66.

⁴³⁹ TNA, PRO, FO 371/20545, W14592/62/41, tél. 425 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 28 octobre 1936 ; W14992/62/41, lettre de George Ogilvie-Forbes à Aurelio Núñez Morgado, 19 octobre 1936.

⁴⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20544, W14086/62/41, tél. 389 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 21 octobre 1936.

Núñez Morgado propose en effet que les missions étrangères à Madrid se répartissent ces réfugiés italiens, allemands et espagnols⁴⁴¹. Il n'en va pas de même pour l'ambassade française, qui est pleinement solidaire des initiatives du Corps diplomatique et de son doyen. Le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, qui a été élevé au rang de chargé d'affaires par intérim après le départ de René Bonjean en octobre, s'étonne ainsi que son « collègue anglais [exprime] l'intention de ne recevoir aucun » de ces réfugiés, quand il est pour sa part « chaudement remercié pour avoir spontanément offert de garder au Lycée français cinq Espagnols et les deux religieux » asilés dans l'ambassade italienne⁴⁴².

Mais la position du diplomate britannique s'explique aussi par la méfiance qu'il éprouve à l'égard de l'ambassadeur chilien et de certains de ses collègues du Corps diplomatique. Ogilvie-Forbes considère qu'Aurelio Núñez Morgado constitue un danger pour l'ensemble des représentations étrangères accréditées à Madrid, qu'il manipule à son avantage en permettant « à des personnes non autorisées et embarrassantes d'assister aux réunions du Corps diplomatique⁴⁴³ ». Le chargé d'affaires s'émeut en particulier de la présence de « consuls honoraires à l'accréditation et à l'expérience douteuses⁴⁴⁴ ». L'ambassadeur chilien a en effet profité de l'absence de son collègue argentin, Daniel García Mansilla, pour s'imposer en tant que doyen du Corps diplomatique madrilène dès le 24 juillet 1936⁴⁴⁵. Il s'entoure alors de plusieurs individus qui se présentent comme chargés d'affaires sans toujours bénéficier d'un statut diplomatique clairement défini. C'est notamment le cas du secrétaire commercial de la Légation de Roumanie, Henry Helfant, désigné comme secrétaire du corps diplomatique le 29 juillet 1936⁴⁴⁶ ; mais aussi deux Allemands qui deviennent respectivement chargés d'affaires des Pays-Bas et de la Norvège, Francis Schlosser Passow et Felix Schlayer. Le premier est arrivé en Espagne en 1914 où il travaille comme assistant commercial, avant de devenir en 1935 vice-consul des Pays-Bas à Madrid. Selon un rapport du contre-espionnage républicain, il exprime en 1934 sa « foi » envers le leader de la CEDA, José María Gil Robles, et confie appartenir au parti nazi⁴⁴⁷. En septembre 1936, il obtient la

⁴⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20550, W16482/62/41, tél. 539 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 novembre 1936.

⁴⁴² CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 201-202 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 24 novembre 1936.

⁴⁴³ TNA, PRO, FO 371/20548, W15681/62/41, tél. 495 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 12 novembre 1936.

⁴⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/20550, W16482/62/41, tél. 539 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 novembre 1936.

⁴⁴⁵ CADN, Madrid, B, 583, note verbale n° 34/409 d'Aurelio Núñez Morgado à Augusto Barcia, 24 juillet 1936.

⁴⁴⁶ Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española, op. cit.*, p. 172-173.

⁴⁴⁷ AGA, MAE, Barcelone, Cabinet politique et diplomatique, « Archivo Reservado », rapport du DEDIDE sur Schlosser, le chargé d'affaires de la Légation des Pays-Bas, 19 septembre 1937.

garde de la légation des Pays-Bas après le départ du chargé d'affaires néerlandais⁴⁴⁸. Quant au second, il réside depuis 1895 en Espagne, où il possède une entreprise, Schlayer Heliaks S.A., qui fabrique des moissonneuses-batteuses. Il devient consul honoraire de la Norvège de 1910 à 1920, puis de nouveau en 1935. En l'absence du ministre de la Norvège, Leif Bøgh, réfugié avec une partie du Corps diplomatique à Saint-Jean-de-Luz, il est chargé de veiller sur les intérêts norvégiens⁴⁴⁹.

Les trois représentants participent dès le début de la guerre à l'asile diplomatique, accueillant de nombreux Espagnols au sein de leurs missions⁴⁵⁰. Mais plusieurs historiens, à commencer par Carlos Píriz, ont depuis démontré les liens étroits qu'ils entretiennent avec l'espionnage franquiste dans la capitale espagnole, se trouvant même à la tête de plusieurs réseaux d'espionnage⁴⁵¹. Tandis que Schlayer constitue un réseau de renseignement avec l'aide du capitaine d'artillerie espagnol Manuel Jiménez-Alfaro, Henry Helfant appartient aux deux principaux réseaux de la Cinquième colonne à Madrid, l'organisation « Fernández Golfín » et l'« Organización Antonio »⁴⁵². Quant à Schlosser, il est accusé par les services de contre-espionnage républicains d'héberger dans un immeuble annexe de la légation néerlandaise un service de renseignement allemand⁴⁵³. Leurs activités sont probablement à l'origine de l'hostilité qu'Ogilvie-Forbes leur témoigne. Le chargé d'affaires britannique qualifie ainsi Schlosser de « trou-du-cul irritant [irritating ass] qui cherche querelle depuis

⁴⁴⁸ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C², tél. 465 du ministre de France à La Haye au Quai d'Orsay, 19 septembre 1936.

⁴⁴⁹ Antonio Manuel Moral Roncal et Ricardo Colmenero García, « Félix Schlayer ante la Causa General. Testimonios de un cónsul extranjero sobre la guerra civil », *op. cit.*, p. 71 ; Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2019, p. 350-351.

⁴⁵⁰ Antonio Manuel Moral Roncal s'est efforcé à mettre en avant leur action à travers de nombreuses publications : Antonio Manuel Moral Roncal, « La sombra de una duda. Henry Helfant y el asilo diplomático rumano (1936-1939) », *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, 2005, vol. 20, n° 59, p. 22-44 ; Antonio Manuel Moral Roncal, « Los Países Bajos ante la Guerra Civil española: la polémica del asilo diplomático (1936-1939) », *Spagna Contemporanea*, 2007, n° 32, p. 93-116 ; Antonio Manuel Moral Roncal et Ricardo Colmenero García, « Félix Schlayer ante la Causa General. Testimonios de un cónsul extranjero sobre la guerra civil », *op. cit.* ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, *op. cit.*, p. 396-411, 424-445 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 41-76.

⁴⁵¹ Sara Núñez de Prado Clavell et Javier Rodríguez Abengózar, « La quinta columna y el cuerpo diplomático en la Guerra Civil española », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, 2019, n° 19, p. 183-203 ; Carlos Píriz, « Decanos del humanitarismo y la perfidia. La colaboración de las Misiones Diplomáticas de Argentina y Chile con la causa franquista durante la guerra civil española (y después), 1936-1969 », *Culture & History Digital Journal*, 2021, vol. 10, n° 1 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 87-115.

⁴⁵² Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.*, p. 353-361 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 90.

⁴⁵³ AGA, MAE, Barcelone, Cabinet politique et diplomatique, « Archivo Reservado », rapport du DEDIDE sur Schlosser, le chargé d'affaires de la Légation des Pays-Bas, 19 septembre 1937.

longtemps au gouvernement espagnol⁴⁵⁴ ». Mais il s'inquiète surtout du « soi-disant représentant norvégien », Felix Schlayer, qui se présente parfois comme « l'Ambassadeur norvégien », et dont il « admire le courage et le dévouement au général Franco autant [qu'il] redoute son indiscretion ». Il l'accuse notamment, avec le « soi-disant chargé d'affaires finlandais », Francisco Cachero — qui est en réalité Espagnol —, d'héberger de nombreux « Espagnols recherchés par les autorités policières ou militaires ». Du reste, cet « enfant terrible des réunions du corps diplomatique est en réalité un Allemand et ne parle pas, [croît-il], un mot de norvégien ». Ogilvie-Forbes demande alors au Foreign Office de s'assurer que les gouvernements finlandais et norvégien sont bien au courant des actions de Cachero et de Schlayer, mais aussi de confirmer leur statut⁴⁵⁵.

Quelques jours plus tard, le ministre des Affaires Étrangères de la Norvège fait savoir à Schlayer qu'il n'est plus considéré comme « persona grata » par Julio Álvarez del Vayo et l'invite à démissionner⁴⁵⁶. Ce n'est cependant pas la conséquence de l'alerte lancée par George Ogilvie-Forbes : son télégramme, transmis par la valise diplomatique, n'arrive à Londres que le 30 novembre⁴⁵⁷. Quoi qu'il en soit, Schlayer bénéficie du soutien d'Aurelio Núñez Morgado qui intervient en sa faveur auprès du gouvernement norvégien en « invoquant l'avis unanime des chefs de missions, qu'il n'a d'ailleurs pas consultés⁴⁵⁸ ». Cette intervention est déterminante et permet à Schlayer de rester à son poste comme consul honoraire. Le gouvernement norvégien nomme toutefois un nouveau chargé d'affaires à Valence dès la fin du mois de décembre 1936⁴⁵⁹. Schlayer reçoit également l'appui du consul français à Madrid, Emmanuel Neuville. Ce dernier suggère ainsi que l'action du ministre d'État contre Schlayer intervient en représailles à ses activités humanitaires et à son travail d'identification des victimes des massacres de Paracuellos del Jarama⁴⁶⁰. Neuville, à la suite de René Bonjean, ne partage pas la défiance d'Ogilvie-Forbes à l'égard de ses collègues du Corps diplomatique.

⁴⁵⁴ TNA, PRO, FO 371/20540, W12275/62/41, tél. 251 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 25 septembre 1936.

⁴⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20551, W16926/62/41, tél. 10 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 novembre 1936.

⁴⁵⁶ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 228-229 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 29 novembre 1936 ; et CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C², dép. 245 de Maurice Chayet au Quai d'Orsay, 30 novembre 1936.

⁴⁵⁷ TNA, PRO, FO 371/20551, W16926/62/41, tél. 10 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 novembre 1936.

⁴⁵⁸ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 228-229 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 29 novembre 1936.

⁴⁵⁹ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española, op. cit.*, p. 509.

⁴⁶⁰ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 228-229 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 29 novembre 1936.

En effet, les deux chargés d'affaires français sont amenés à collaborer avec ces derniers à de nombreuses reprises. Ainsi, René Bonjean est invité à se mettre en relation avec Henry Helfant en septembre 1936, et il lui facilite l'accès aux télégrammes chiffrés à travers l'ambassade française⁴⁶¹. Emmanuel Neuville poursuit ces relations cordiales avec Helfant, qui influence très largement son interprétation de l'attaque de l'avion de l'ambassade de France en décembre 1936, et du bombardement de l'ambassade britannique en janvier 1937⁴⁶². C'est également en collaborant avec Francis Schlosser Passow que le consul français recueille les réfugiés des ambassades allemande et italienne en novembre 1936⁴⁶³. Il en va de même pour Felix Schlayer : en octobre et novembre 1936, il peut correspondre avec le ministre de la Norvège réfugié à Saint-Jean-de-Luz, Leif Bøgh, grâce à l'intermédiaire de René Bonjean et d'Emmanuel Neuville⁴⁶⁴. Ces derniers collaborent d'ailleurs avec Schlayer pour certaines évacuations clandestines, dont celle qui aboutit en septembre 1936 à l'arrestation de Ricardo de la Cierva, avocat de la légation norvégienne. Alors qu'il devait embarquer grâce à l'entremise de Bonjean sur l'appareil de l'aviateur Victor Drouillet, financé par la Société minière de Peñarroya, il est reconnu par les gardes qui surveillent l'aéroport et détenu⁴⁶⁵. Il est exécuté quelques mois plus tard lors des massacres de Paracuellos⁴⁶⁶.

Après son départ de Madrid, Felix Schlayer cherche d'ailleurs à amoindrir cette collaboration avec l'ambassade de France, alléguant dans ses mémoires — publiées en 1938 —, puis face au procureur de la Causa General, que René Bonjean aurait refusé d'intervenir en faveur de Ricardo de la Cierva, mais aussi du colonel Uguet, exécuté après qu'il lui a refusé l'asile⁴⁶⁷. Cependant, son témoignage postérieur constitue plutôt une œuvre de propagande anti-française qu'il faut replacer dans le contexte des rivalités franco-allemandes avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Le chargé d'affaires britannique, George

⁴⁶¹ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C², tél. 15 de Jean Herbette à René Bonjean, 18 septembre 1936 ; et tél. 19 de René Bonjean à Jean Herbette, 19 septembre 1936.

⁴⁶² Voir chapitre 3, p. 228-237 ; et chapitre 6, p. 429-434.

⁴⁶³ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 201-202 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 24 novembre 1936.

⁴⁶⁴ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C², dép. de Leif Bøgh à Felix Schlayer, 21 octobre 1936 ; tél. 51 de René Bonjean à Jean Herbette, 19 octobre 1936 ; tél. 77 d'Emmanuel Neuville à Jean Herbette, 9 novembre 1936 ; et tél. 84 d'Emmanuel Neuville à Jean Herbette, 28 novembre 1936.

⁴⁶⁵ CADN, Madrid, B, 580, tél. 326 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 27 septembre 1936.

⁴⁶⁶ Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, *op. cit.*, p. 189.

⁴⁶⁷ Archivo Histórico Nacional, Fiscalía del Tribunal Supremo, fonds de la « Causa General », série de la « Causa General de Madrid », sous-série : « Embajadas y evacuaciones de los refugiados », carton 1527, dossier 1 (désormais : AHN, Causa General, 1527,1), déclaration de Felix Schlayer devant la Causa General, le 7 mars 1940. *Ibid.*, p. 174-175.

Ogilvie-Forbes, en fait également les frais⁴⁶⁸. En réalité, Schlayer collabore régulièrement avec les Français, et lorsqu'il est contraint de quitter l'Espagne républicaine en juillet 1937, il peut embarquer sur l'*Iméréthie II* grâce à un visa diplomatique que lui délivre le consul français à Valence, Maurice Marcassin. Il rend d'ailleurs visite à Jean Herbette peu de temps après, et « manifeste beaucoup de gratitude envers la France sous le pavillon de laquelle il a pu quitter l'Espagne⁴⁶⁹ ». Quoiqu'il en soit, les liens étroits que les représentants français entretiennent avec certains membres du Corps diplomatique qu'Ogilvie-Forbes considère comme suspects s'expliquent aussi par l'attitude différente qu'adoptent les ambassades de France et de Grande-Bretagne face à l'asile diplomatique.

Cette attitude différente est particulièrement visible lorsque le gouvernement républicain décide de prendre d'assaut plusieurs immeubles de la Légation finlandaise à Madrid, en décembre 1936. Profitant de l'absence du ministre finlandais George Ardid Winckelmann, réfugié à Saint-Jean-de-Luz, l'un des employés espagnols de la Légation, Francisco Cachero, commence à s'autodénommer « secrétaire honoraire du Consulat aux fonctions de chargé d'affaires par intérim de la Finlande en Espagne » alors même que les autorités républicaines ne lui reconnaissent pas cette qualité. Bien qu'il ne possède pas de statut diplomatique, Cachero ouvre 5 immeubles annexes à la légation où il héberge plusieurs centaines de réfugiés. Il tire d'ailleurs profit de cet asile, puisqu'il demande à certains réfugiés de payer leur admission⁴⁷⁰. Le 3 décembre 1936, le délégué à l'Ordre Public de la Junta de Defensa de Madrid, Segundo Serrano Poncela, informe les ambassadeurs chilien et mexicain, mais aussi Emmanuel Neuville et George Ogilvie-Forbes, que plusieurs bombes ont été lancées depuis l'un des immeubles arborant le pavillon finlandais, blessant un enfant. Il annonce adopter les mesures opportunes pour réprimer cet acte⁴⁷¹. Dans ces conditions, deux immeubles sous protection finlandaise sont investis par les gardes d'assaut les 3 et 4 décembre. Entre 400 et 600 réfugiés sont arrêtés⁴⁷². Cet assaut se fait sous la supervision d'Ogilvie-Forbes. En effet, le Secrétariat commercial de l'ambassade britannique avoisine

⁴⁶⁸ AHN, Causa General, 1527,1, déclaration de Felix Schlayer devant la Causa General, 7 mars 1940.

⁴⁶⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, dép. 701 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 juillet 1937. Dans son témoignage devant la Causa General, Schlayer s'en prend pourtant également à Maurice Marcassin et au capitaine Quiriconi, qui ne se seraient pas interposés face aux forces de police qui cherchent à empêcher son embarquement.

⁴⁷⁰ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 524.

⁴⁷¹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 877-880 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 7 décembre 1936 ; CADN, Madrid, B, 583, lettre de Segundo Serrano Poncela à Emmanuel Neuville, 3 décembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20556, W18685/62/41, lettre de Segundo Serrano Poncela à George Ogilvie-Forbes, 3 décembre 1936.

⁴⁷² Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 526.

l'un des deux bâtiments investis. À la demande de Serrano Poncela, le chargé d'affaires autorise alors un détachement de la garde d'assaut de se poster dans le Secrétariat commercial afin d'empêcher les réfugiés de la légation finlandaise de s'enfuir par cette voie. Cette précaution est justifiée : des réfugiés cherchent effectivement à s'échapper en perçant un trou dans le mur qui sépare l'immeuble finlandais du secrétariat commercial. Les forces de police sont contraintes de les repousser en ouvrant le feu. George Ogilvie-Forbes loue alors l'action des autorités de police qui, « dans des circonstances très éprouvantes [...] ont rempli leurs fonctions en toute légalité et avec beaucoup de modération avant d'être obligées de tirer des coups de semonce sur les fenêtres et d'enfoncer les portes⁴⁷³ ».

L'opération cause cependant un certain émoi au sein du corps diplomatique, qui se réunit le 4 décembre à l'initiative d'Aurelio Núñez Morgado et en l'absence de George Ogilvie-Forbes⁴⁷⁴. À l'issue de la réunion, l'ambassadeur chilien adresse une note de protestation au ministère d'État déplorant, au nom de ses collègues, la violation de l'extraterritorialité de la légation finlandaise⁴⁷⁵. En réalité, cette protestation ne repose pas sur des fondements juridiques solides, compte tenu du statut de Francisco Cachero. En l'absence de représentant finlandais disposant d'un statut diplomatique, les immeubles ouverts par l'employé espagnol ne peuvent pas bénéficier de l'inviolabilité de la légation⁴⁷⁶. C'est probablement ce qui pousse le Corps diplomatique, sous l'influence de l'ambassadeur mexicain, à prendre ses distances avec Cachero⁴⁷⁷. La note de Núñez Morgado indique en effet que « le manque d'autorité et de responsabilité de M. Cachero dans ses actions en tant que chargé d'archives avait déjà provoqué une certaine inquiétude et une série d'enquêtes demandées par le soussigné et présidées par Son Excellence l'Ambassadeur du Mexique ». Il justifie ainsi que le Corps diplomatique n'adopte pas « des attitudes plus expressives pour se défendre d'une atteinte à l'extraterritorialité des locaux d'une mission étrangère⁴⁷⁸ ». Il faut dire que les soupçons d'enrichissement qui pèsent sur Cachero ne favorisent guère un soutien plus prononcé du Corps diplomatique. Par l'intermédiaire de Núñez Morgado, ce dernier indique le 7 décembre qu'il « n'a reconnu aucun caractère diplomatique à M. Cachero » et

⁴⁷³ TNA, PRO, FO 371/20552, W17450/62/41, tél. 581 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 décembre 1936.

⁴⁷⁴ *Ibid.*, tél. 587 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 5 décembre 1936.

⁴⁷⁵ CADN, Madrid, B, 583, note verbale n° 147/1127 d'Aurelio Núñez Morgado à Julio Álvarez del Vayo, 4 décembre 1936.

⁴⁷⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 80-81.

⁴⁷⁷ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 530.

⁴⁷⁸ CADN, Madrid, B, 583, note verbale n° 147/1127 d'Aurelio Núñez Morgado à Julio Álvarez del Vayo, 4 décembre 1936.

qu'il n'a « jamais eu l'intention d'excuser les actions d'un auxiliaire subalterne dépourvu de responsabilité et dénué de tout caractère diplomatique qui, abusant de la confiance imméritée que lui a accordée le gouvernement espagnol, a transformé une œuvre humanitaire poursuivie par les autres missions diplomatiques en un commerce⁴⁷⁹ ». La correspondance de George Ogilvie-Forbes laisse pourtant entendre le contraire (voir *supra*).

Du reste, l'ambassadeur chilien reste dans un premier temps prudent face aux motifs avancés par Serrano Poncela pour prendre d'assaut les immeubles de la légation finlandaise :

« [...] C'est incroyable, car il est inconcevable que des personnes qui cherchent à se réfugier parce que leur vie est menacée commettent de tels actes.

La raison probable de ce malheureux événement peut très probablement être attribuée à l'existence d'espions parmi les réfugiés et au manque total de contrôle de tous ces derniers par M. Cachero qui n'a pas été capable de contrôler les mille sept cents asilés qui ont été répartis dans les différents locaux de sa Légation⁴⁸⁰. »

Mais très vite, Aurelio Núñez Morgado remet en cause la version des autorités républicaines, alléguant que selon « les informations fournies sous serment par l'archiviste finlandais [Cachero], l'existence de bombes et d'armes est inexacte⁴⁸¹ ». Et de nouveau, Emmanuel Neuville aligne sa position sur celle du doyen du Corps diplomatique. Il informe en effet le Quai d'Orsay qu'une « enquête a permis de s'assurer de la fausseté de cette assertion considérée comme un prétexte grossier pour justifier l'attaque en question en attendant que suivent d'autres, n'épargnant aucune mission diplomatique, conformément à la décision prise par la FAI de poursuivre le massacre des réfugiés envers et contre tout⁴⁸² ». L'historien espagnol Antonio Manuel Moral Roncal soutient également que les accusations de Serrano Poncela étaient fausses, en se fondant sur les déclarations que les deux policiers chargés d'interroger les réfugiés, Manuel Rascón et Félix Vega, réalisent devant la Causa General après la guerre civile⁴⁸³. Javier Cervera suggère quant à lui que l'assaut n'est pas « improvisé » : dès le 14 novembre, le conseiller aux communications de la Junta de Defensa de Madrid, José Carreño España, dénonce la présence dans la légation finlandaise de « 2 500

⁴⁷⁹ *Ibid.*, tél. d'Aurelio Núñez Morgado à Julio Álvarez del Vayo, 7 décembre 1936.

⁴⁸⁰ *Ibid.*, lettre d'Aurelio Núñez Morgado à George Winkelmann, 5 décembre 1936.

⁴⁸¹ *Ibid.*, tél. d'Aurelio Núñez Morgado à Julio Álvarez del Vayo, 6 décembre 1936.

⁴⁸² CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 877-880 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 7 décembre 1936.

⁴⁸³ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 526-527.

fascistes qui sont armés de pistolets, y compris de mitrailleuses⁴⁸⁴ ». De fait, George Ogilvie-Forbes informe le Foreign Office qu'une « grande quantité d'armes et munitions » est saisie dans les immeubles perquisitionnés⁴⁸⁵. Serrano Poncela lui montre en effet « des photographies d'armes, d'ingrédients pour bombes artisanales et de dispositifs de défense » trouvés dans l'immeuble qui fait face à l'ambassade⁴⁸⁶. Le chargé d'affaires britannique envoie d'ailleurs une copie de ces photographies au Foreign Office⁴⁸⁷. Du reste, Francisco Cachero héberge bien des personnes liées au soulèvement militaire. Selon Carlos Píriz, il accueille notamment son cousin, le sergent José Fernández Cachero, qui a participé au coup d'État de juillet 1936 à Guadalajara. Et parmi les centaines de réfugiés détenus par les forces républicaines en décembre 1936 se trouvent plusieurs individus qui rejoignent par la suite des groupes de la Cinquième colonne⁴⁸⁸.

Quoi qu'il en soit, cet épisode montre bien que l'attitude différente observée par la France et la Grande-Bretagne à l'égard de l'asile diplomatique n'est pas sans conséquence sur les rapports que leurs représentants à Madrid entretiennent avec le corps diplomatique. Son ambassade ne pratiquant pas l'asile diplomatique, George Ogilvie-Forbes se démarque ainsi progressivement de ses collègues, dont il critique les abus, et se rapproche plutôt des autorités républicaines dont il reprend le point de vue et avec lesquelles il collabore. À l'inverse, les représentants français — René Bonjean puis Emmanuel Neuville — sont amenés à collaborer étroitement avec leurs collègues du corps diplomatique afin de défendre l'asile diplomatique que leur ambassade accorde à de nombreux réfugiés. Cette solidarité les conduit à adopter la plupart du temps le point de vue de l'ambassadeur chilien, Aurelio Núñez Morgado, et à travailler de concert avec plusieurs représentants étrangers dont la position officielle n'est pas toujours assurée. Mais cette convergence ne s'explique peut-être pas uniquement par la nécessité de défendre le principe de l'asile diplomatique. Elle est aussi, comme nous le verrons plus tard, le reflet de l'aide que l'ambassade de France — ou certains de ses membres — apporte à l'espionnage franquiste dans la capitale espagnole, en collaboration étroite avec les autres représentants étrangers compromis⁴⁸⁹.

⁴⁸⁴ Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, op. cit., p. 367.

⁴⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20552, W17450/62/41, tél. 581 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 4 décembre 1936.

⁴⁸⁶ *Ibid.*, tél. 587 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 5 décembre 1936.

⁴⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20556, W18636/62/41, dép. 66 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 7 décembre 1936.

⁴⁸⁸ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 329-330.

⁴⁸⁹ Voir chapitre 10, p. 789-797.

B. La gestion de l'asile diplomatique par l'ambassade de France

1. *Qui sont les asilés ?*

L'ambassade de France à Madrid pratique donc l'asile diplomatique durant l'ensemble de la guerre civile espagnole. Si elle ne figure pas parmi les trois représentations — celles du Chili, de l'Argentine et de la Norvège — qui se trouvent à la tête de la politique d'asile selon Javier Rubio, l'historien espagnol estime néanmoins que « la représentation diplomatique française a été l'une de celles qui ont accueilli le plus grand nombre d'asilés réels⁴⁹⁰ ». Il estime que l'ambassade a ainsi hébergé quelques 900 réfugiés au sein du Lycée français de Madrid, calle Marqués de la Ensenada, et dans diverses annexes. À partir des listes communiquées par l'ambassade de France en octobre 1937 (voir *infra*), il évalue par ailleurs à 2 570 personnes le nombre de réfugiés qui bénéficient de la protection française lors des évacuations d'asilés — qu'ils soient « légaux » ou « réels »⁴⁹¹. Le chiffre qu'il avance provient alors des listes remises au ministère d'État par l'ambassade de France en septembre 1937 (voir *infra*). Pourtant, le nombre de réfugiés bénéficiant de la protection française dans la capitale espagnole serait en réalité bien plus élevé. En 1942, le consul de France à Madrid, André Montaudon, estime en effet que « 5 400 personnes de nationalité espagnole sont passées par le Centre d'hébergement installé au Lycée français de Madrid ou dans les cinq hôpitaux protégés par notre pavillon ». Parmi eux se trouvent « environ 2 000 hommes, dont 200 militaires, et 1 200 civils d'âge militaire, 2 700 femmes dont plus de 300 religieuses, et 500 enfants⁴⁹² ». Le chiffre donné par Julio Álvarez del Vayo dans ces mémoires – 2 000 réfugiés hébergés par l'ambassade française — ne paraît donc pas être le fruit d'une exagération, contrairement à ce que suggérait Javier Rubio⁴⁹³. Il ne comptabiliserait même que les hommes. Pour ma part, je suis parvenu à identifier 2 777 personnes qui bénéficient de la protection de l'ambassade, dont 1 497 hommes et 1 268 femmes. Si l'on ne retient que les individus pour lesquels il est précisé qu'ils sont effectivement hébergés dans un bâtiment sous pavillon français, ce chiffre se réduit à 1 609 « asilés réels », dont 1 174 hommes et 429 femmes. À ces « asilés réels » s'ajoutent donc 1 168 « asilés légaux » qui bénéficient des

⁴⁹⁰ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 42-56 et 67.

⁴⁹¹ *Ibid.*, p. 67-68.

⁴⁹² CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 8 d'André Montaudon à François Piétri, 29 janvier 1942.

⁴⁹³ Julio Álvarez del Vayo, *Les batailles de la liberté*, *op. cit.*, p. 262 ; Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 67-68.

évacuations négociées par l'ambassade de France (voir *infra*) sans avoir séjourné dans un bâtiment protégé par le pavillon français. Il s'agit pour l'essentiel de femmes (839 femmes, soit 72 %), probablement liées à des « asilés réels » hébergés au lycée ou dans les hôpitaux français de Madrid⁴⁹⁴. Mais ses estimations pourraient cependant se trouver dans une fourchette basse. André Montaudon ne cache pas la difficulté pour ses services d'établir une liste précise des asilés et des évacués, « par suite de l'obligation dans laquelle on fut souvent d'inscrire sous un faux nom des personnalités espagnoles particulièrement compromises, ou même de faire passer celles-ci pour des Français de notre colonie⁴⁹⁵ ».

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les portes des missions étrangères s'ouvrent d'abord à celles et ceux qui fuient les violences révolutionnaires. Il en va de même pour l'ambassade française, et ce n'est évidemment pas sans conséquence sur le profil des réfugiés. Javier Rubio a mis en cause l'image d'un asile diplomatique qui n'aurait bénéficié qu'aux « militaires insurgés ou aux membres des grandes familles de l'oligarchie réactionnaire », en mettant en avant l'hétérogénéité sociale des asilés dont la majorité appartient aux classes moyennes, mais parmi lesquels nous pouvons également compter des membres de classes populaires et des membres des classes les plus élevées. Il note cependant que les asilés appartenant aux catégories socio-professionnelles supérieures (dotées notamment d'un diplôme universitaire) dominent très largement : elles représentent près de la moitié des asilés, quand les catégories socio-professionnelles inférieures n'atteignent pas 10 % des effectifs⁴⁹⁶. Concernant le Lycée français, Antonio Manuel Moral Roncal évalue la part des militaires à 25 % des réfugiés masculins, tandis que les civils se répartissent de la manière suivante : 48,6 % appartiennent aux classes moyennes et supérieures ; 15 % sont des religieux ; et 9,3 % appartiennent aux classes populaires ou aux franges les plus basses des classes moyennes — notamment les commerçants (voir le tableau 11)⁴⁹⁷. Les classes moyennes et supérieures dominent donc au sein de l'asile diplomatique, tandis que les classes populaires, bien que présentes, apparaissent largement sous-représentées. Les militaires et les religieux sont quant à eux surreprésentés.

⁴⁹⁴ Voir le tableau 19 de l'annexe méthodologique, p. 870.

⁴⁹⁵ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 8 d'André Montaudon à François Piétri, 29 janvier 1942.

⁴⁹⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 161-164.

⁴⁹⁷ Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 222.

<i>Composición socioprofesional de refugiados masculinos (1936-1937)</i>					
Grupo socioprofesional	Liceo Francés %	Chile %	Noruega %	Uruguay %	Suiza %
<i>Militares</i>	25	15,1	0,7	10,3	13,5
<i>Civiles</i>	75	84,9	99,3	89,7	86,5
Aristócratas	5	—	—	—	—
Eclesiásticos	15	4,2	5,7	1,0	—
Abogados	8,1	12,7	16,6	11,3	16,3
Comerciantes	6,2	1,8	3,2	5,2	5,4
Empleados públicos y privados	3,1	12,5	15,2	22,7	5,4
Carreras superiores	20,5	29,2	27,9	26,8	24,3
Otras profesiones terciarias	15	8,6	13,1	7,2	18,9
Estudiantes	1	9,6	13,4	10,3	10,8
Artisanos y obreros	—	6,3	4,2	5,2	5,4

Fuente: Datos procedentes de las relaciones oficiales de asilados que se presentaron al Ministerio de Estado a comienzos de 1937, citados por J. RUBIO, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelona, 1979. Además, Archivo Balaguer, carpeta «guerra civil», y T. CUESTA, *De la muerte a la vida*, Burgos, 1939.

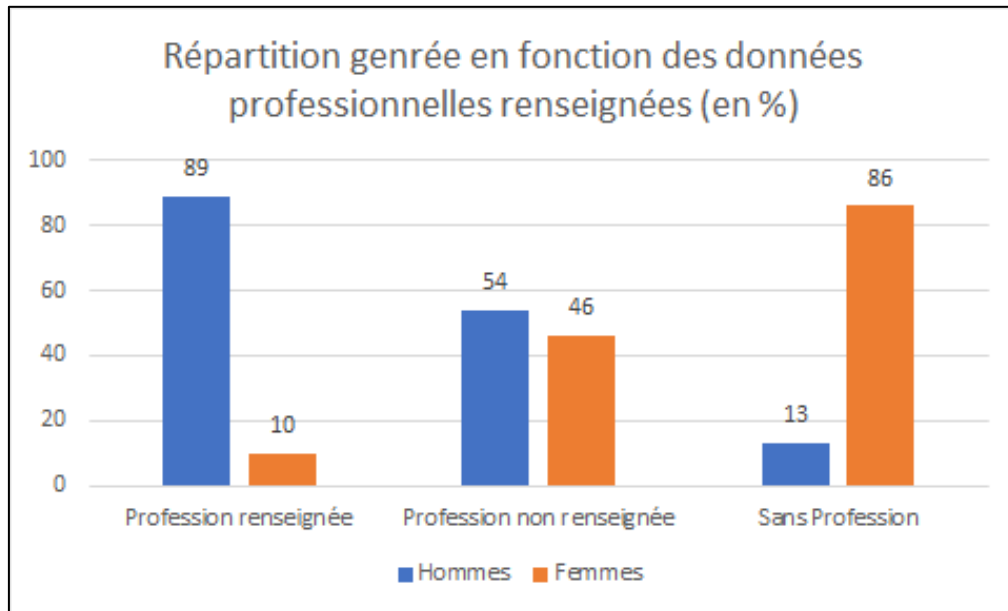
Tableau 11 : Composition socio-professionnelle des réfugiés masculins (1936-1937)
selon les données d'Antonio Manuel Moral Roncal⁴⁹⁸.

Les données socio-professionnelles dont je dispose pour ma part confirment également cette hétérogénéité sociale. Pour près de 46 % des 2 777 « asilés » que nous avons identifiés, nous ne possédons aucune donnée socio-professionnelle, tandis que 25 % d'entre eux sont considérés comme « sans profession ». Ainsi, nous ne connaissons une profession que pour 29 % des asilés. Si nous regardons la répartition genrée entre ces trois blocs, nous constatons néanmoins que 89 % des asilés dont la profession est précisée sont des hommes, quand 86 % des asilés « sans profession » sont des femmes. Cette surreprésentation des femmes dans cette deuxième catégorie pourrait refléter une appartenance aux classes aisées catholiques, au sein desquelles le stéréotype de la « maîtresse de maison » est alors bien ancré⁴⁹⁹. Quant aux asilés pour lesquelles nous ne disposons pas de données socio-professionnelles, la répartition presque équitable entre les hommes et les femmes (46 % contre 54 %) suggère qu'il s'agit

⁴⁹⁸ *Ibid.*

⁴⁹⁹ Sur ce sujet, voir notamment les travaux de Rebeca Arce Pinedo, « De la mujer social a la mujer azul: la reconstrucción de la feminidad por las derechas españolas durante el primer tercio del siglo XX », *Ayer*, 2005, n° 57, p. 247-272.

bien d'une absence de données et non d'une catégorie qui masquerait d'autres « sans profession » (voir graphique 12)⁵⁰⁰.



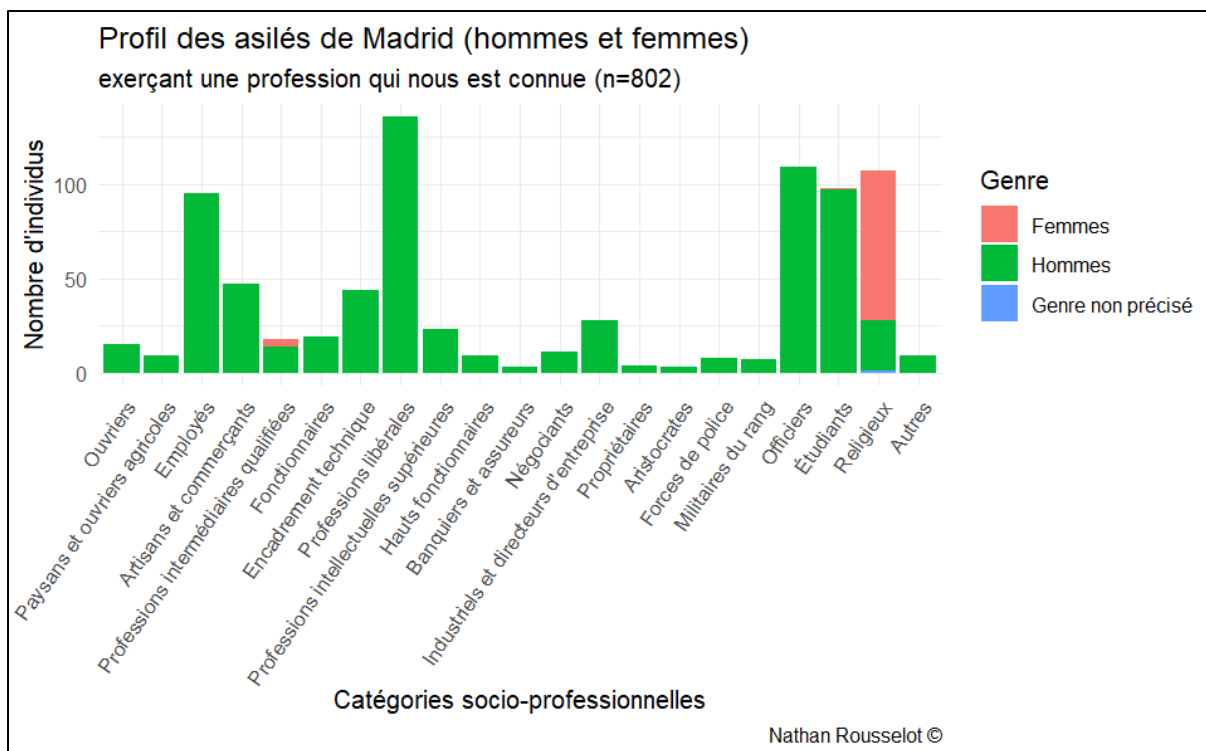
Graphique 12 : Répartition des hommes et des femmes dont les données professionnelles ont été renseignées.

Parmi les 802 asilés dont nous connaissons l'occupation, les professions libérales dominent, suivies par les officiers, les religieux et les employés (voir le graphique 13). Ainsi, les classes populaires — employés, ouvriers, paysans et ouvriers agricoles, artisans et commerçants — sont effectivement bien représentées en leur sein (166 individus, soit 20 %). Mais à nouveau, les classes moyennes et supérieures apparaissent surreprésentées (298 individus, soit 37 %)⁵⁰¹, surtout si l'on tient compte qu'une bonne partie des asilés « sans profession » leur appartient également, tout comme les 98 étudiants (12 %). À ces derniers s'ajoutent les 124 membres des forces de l'ordre (15 %), dont 109 officiers (14 %), et les 107 religieux (13 %)⁵⁰².

⁵⁰⁰ Toutes les données socio-professionnelles mobilisées dans ce paragraphe et dans le suivant proviennent du tableau 20 de l'annexe méthodologique, p. 871.

⁵⁰¹ Parmi les classes moyennes et supérieures, nous comptons les catégories suivantes : professions intermédiaires qualifiées ; fonctionnaires ; encadrement technique ; professions libérales ; professions intellectuelles supérieures ; hauts fonctionnaires ; banquiers et assureurs ; négociants ; industriels et directeurs d'entreprise ; propriétaires ; aristocrates.

⁵⁰² Parmi les forces de l'ordre, nous comptons les forces de police, les militaires du rang et les officiers.



Graphique 13 : Répartition des « asilés » par type de profession exercée.

Comme le note Javier Rubio, la « disproportion en faveur des couches moyennes et supérieures de la société espagnole des années 1930 [...] se révèle très marquée dans la mesure où les groupes socio-professionnels de niveau universitaire étaient très minoritaires dans la population active ». Il l'explique par le fait que toutes les catégories sociales n'ont pas les mêmes possibilités d'accéder à l'asile diplomatique, qui est accordé par un « système de connaissance en chaîne ». Les premiers Espagnols à en bénéficier entretiennent généralement avec les diplomates étrangers des relations personnelles et des liens d'interconnaissance antérieurs à la guerre civile : ils appartiennent aux mêmes milieux sociaux. Or, ces premiers réfugiés recommandent ensuite certains de leurs proches ou de leurs relations, qui bénéficient à leur tour de la protection diplomatique, et ainsi de suite. Cela contribue dès lors à renforcer la surreprésentation de certaines catégories sociales au sein de l'asile diplomatique. Selon l'historien espagnol, les réfugiés qui appartiennent aux classes populaires sont, dans bien des cas, liés à des réfugiés des classes supérieures pour lesquels ils travaillent. Ils sont alors domestiques, chauffeurs, mécaniciens, cuisinières, commerçants ou artisans⁵⁰³. À cette réalité sociale s'ajoute une relative homogénéité politique, puisque la majorité des réfugiés qui

⁵⁰³ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 164.

trouvent asile dans les missions étrangères sont « des catholiques pratiquants et des électeurs des formations de droite⁵⁰⁴ ». Ainsi, comme dans le cas des évacuations maritimes du consulat général de France à Barcelone, les Espagnols qui bénéficient de l'asile diplomatique appartiennent aux mêmes milieux sociaux que les représentants français en Espagne et aux catégories sociales qui sont les plus ciblées par les violences révolutionnaires.

Quoi qu'il en soit, l'ambassade de France protège aussi de nombreux Espagnols qui sont amenés par la suite à jouer un rôle important dans l'État franquiste qui se constitue alors. Il serait impossible d'en dresser la liste exhaustive ici. Je signalerai cependant quelques noms. Le lieutenant-colonel Henri Morel loge ainsi chez le général Eugenio Espinosa de los Monteros, dont la maison bénéficie dès lors du principe d'inviolabilité lié au statut diplomatique de l'attaché militaire⁵⁰⁵. L'officier espagnol, qui dirige l'École de Guerre au début de la guerre civile, est évacué ultérieurement vers la France. Selon le service de renseignements républicain installé dans le consulat espagnol à Hendaye, il arrive à Saint-Jean-de-Luz au début du mois de septembre 1937, sous un nom français et grâce à l'intervention de l'ambassadeur Jean Herbette⁵⁰⁶. Il passe ensuite en zone franquiste, où il est nommé sous-secrétaire d'État au ministère des Relations Extérieures lors de la formation du gouvernement du Burgos en février 1938⁵⁰⁷. Un an plus tard, il est nommé commandant du 1^{er} corps de l'armée franquiste, à la tête duquel il entre dans Madrid le 29 mars 1939. Il est alors nommé gouverneur militaire dans la capitale espagnole⁵⁰⁸. Son frère, Fernando Espinosa de los Monteros, est également hébergé par l'ambassade française à Madrid⁵⁰⁹. Diplomate de carrière, ce dernier a été ambassadeur d'Espagne à Berlin de 1927 à 1931, avant de demander à être mis en disponibilité en février 1932, après l'instauration de la Seconde République⁵¹⁰. Le chargé d'affaires René Bonjean accueille quant à lui dans les locaux de l'ambassade le colonel José Ungría Jiménez⁵¹¹. Après son évacuation vers la France et son passage en zone franquiste, il prend la tête des services de renseignement rebelles qu'il réorganise à la fin de

⁵⁰⁴ Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 229.

⁵⁰⁵ SHD, GR, 7N 2754, rapport n° 344/A de lieutenant-colonel Henri Moral au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 17 octobre 1936.

⁵⁰⁶ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03110 RE46, dossier 34, note réservée 484 de l'antenne du SIDE à Hendaye, 31 octobre 1937.

⁵⁰⁷ CADN, Madrid, B, 558, tél. 54 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 9 février 1938.

⁵⁰⁸ Carlos Piriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 296.

⁵⁰⁹ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, liste de « Réfugiés au Lycée de Madrid (Printemps 1937) ».

⁵¹⁰ José María Espinosa de los Monteros Jaraquemada, « Fernando Espinosa de los Monteros y Bermejillo », dans *Diccionario biográfico electrónico de la Real Academia de la Historia* [en ligne]. Consulté le 10 février 2023. URL: <https://dbe.rah.es/biografias/70437/fernando-espinosa-de-los-monteros-y-bermejillo>.

⁵¹¹ SHD, GR, 7N 2754, rapport n° 344/A de lieutenant-colonel Henri Moral au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 17 octobre 1936.

l'année 1937, fondant le Servicio de Información y Policía Militar (SIPM)⁵¹². L'ambassade française accorde également sa protection à Pedro Urraca Rendueles⁵¹³. Après son évacuation hors d'Espagne républicaine, cet ancien policier rejoint également le SIPM, et notamment son antenne parisienne. Avec l'aide du service extérieur de la Falange, il tisse alors un réseau de renseignement chargé de surveiller les réfugiés républicains en France. Cette position lui permet durant la Seconde Guerre mondiale, tandis qu'il est attaché à l'ambassade espagnole à Paris, de prendre la tête de la répression franquiste des exilés républicains, en étroite collaboration avec les services allemands et la police de Vichy. Il organise notamment l'arrestation de Lluís Companys et son envoi à Barcelone, où l'ancien président de la Généralité catalane est fusillé⁵¹⁴. Luis Carrero Blanco, qui devient par la suite l'un des principaux collaborateurs du général Franco – qui le nomme président du Conseil des ministres en 1973 —, bénéficie lui aussi de la protection française⁵¹⁵. C'est également le cas des anciens footballeurs et frères Santiago et Marcelo Bernabeu⁵¹⁶. Après la guerre civile, Santiago Bernabeu devient, en 1943, président du Real Madrid et le reste jusqu'à sa mort en 1978⁵¹⁷.

2. *Évacuer les asilés : des négociations difficiles*

La majorité des asilés de l'ambassade française sont en effet progressivement évacués vers la France, d'où ils gagnent les territoires contrôlés par les rebelles via Hendaye et Irún. Mais ces évacuations sont le résultat d'après négociations avec le gouvernement républicain. Dès le 20 octobre 1936, Yvon Delbos prie René Bonjean de recommander à ce dernier, « sous une forme amicale, mais très ferme », d'autoriser la sortie d'Espagne des femmes, des enfants et des vieillards hébergés par l'ambassade⁵¹⁸. Julio Álvarez del Vayo promet alors « d'examiner avec bienveillance les demandes » que lui soumettrait le chargé d'affaires, mais

⁵¹² Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 9-11 et 128-142.

⁵¹³ Arxiu Nacional de Catalunya, fonds 983, Pedro Urraca Rendueles, UC 44 (1936-1939), journal de Pedro Urraca Rendueles. Je remercie Loreto Urraca de m'avoir communiqué les pages de ce journal qui évoquent son hébergement au sein du Lycée français de Madrid et son évacuation ultérieure vers la France.

⁵¹⁴ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, Valence, Universitat de València, 2012, p. 69, 74, 126 et 173-219.

⁵¹⁵ AGMAV, 2874,2, rapport du commandant Enrique Batalla, 19 juin 1937 ; et TOBOSO SANCHEZ Pilar, « Luis Carrero Blanco », dans *Diccionario biográfico electrónico de la Real Academia de la Historia* [en ligne]. Consulté le 10 février 2023. URL : <https://dbe.rah.es/biografias/10875/luis-carrero-blanco>.

⁵¹⁶ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, liste de « Réfugiés au Lycée de Madrid (Printemps 1937) ».

⁵¹⁷ Félix Martialay, « Santiago Bernabeu Yeste », dans *Diccionario biográfico electrónico de la Real Academia de la Historia* [en ligne]. Consulté le 10 février 2023. URL : <https://dbe.rah.es/biografias/8598/santiago-bernabeu-yeste>.

⁵¹⁸ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/C¹, tél. 217 d'Yvon Delbos à René Bonjean, 20 octobre 1936.

rappelle la décision du conseil des ministres espagnol de conditionner ces évacuations à la communication de la « liste des bénéficiaires » avant leur départ⁵¹⁹. Les discussions en restent finalement là. L'approche des insurgés compromet dans un premier temps la sécurité de la route reliant Madrid à Alicante⁵²⁰. Puis leur arrivée devant la capitale espagnole repousse la question, avec le départ du gouvernement pour Valence au début du mois de novembre et la perspective de la conquête imminente de la ville — qui entraînerait la libération des asilés.

Il faut attendre le mois de janvier 1937 — avec l'échec des troupes rebelles à s'emparer de la capitale — pour que la question des évacuations soit relancée par les représentants chiliens à Madrid — le doyen du corps diplomatique, Aurelio Núñez Morgado — et à Genève — l'ambassadeur du Chili à Londres et président de l'Assemblée générale de la Société des Nations, Agustín Edwards. Ces derniers demandent en effet que la question des asilés soit évaluée par le conseil et l'assemblée de la SDN⁵²¹. À cette occasion, ils sollicitent la formation d'une commission d'experts qui, avec un mandat de la SDN, superviserait l'évacuation des asilés hors d'Espagne et l'internement des hommes en territoire étranger. Ils suivent ainsi les recommandations élaborées par plusieurs membres du corps diplomatique à Madrid — parmi lesquels se trouve Emmanuel Neuville⁵²². Julio Álvarez del Vayo, présent à Genève, conteste cette proposition et la légitimité de la SDN à aborder la question des asilés. Il oppose au représentant chilien la souveraineté de l'Espagne, mais aussi les négociations que son gouvernement mène en parallèle avec le Mexique et l'Argentine⁵²³. Ces deux pays se sont en effet désolidarisés du corps diplomatique de Madrid, traitant de leur côté avec les autorités républicaines. Au moment où la question est abordée à Genève, ils entreprennent déjà d'évacuer leurs asilés avec l'accord de ces dernières⁵²⁴. En janvier, l'Argentine est ainsi parvenue à embarquer 200 de ses réfugiés⁵²⁵. Tandis que Jean Herbette suggère de suivre son exemple, la direction politique du Quai d'Orsay voit également l'avantage d'entamer des

⁵¹⁹ *Ibid.*, tél. 495 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 24 octobre 1936.

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ Sur les démarches chiliennes à la SDN, voir notamment Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 209-216 et 229-230 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, Madrid, Tirant lo Blanch, 2016, p. 294-310.

⁵²² CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 25 de René Massigli à Emmanuel Neuville, 15 janvier 1937 ; tél. 54 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 17 janvier 1937 ; tél. 9 d'Ernest Lagarde au Quai d'Orsay, 22 janvier 1937 ; tél. 23 d'Ernest Lagarde au Quai d'Orsay, 26 janvier 1937.

⁵²³ *Ibid.*, tél. 9 d'Ernest Lagarde au Quai d'Orsay, 22 janvier 1937 ; tél. 23 d'Ernest Lagarde au Quai d'Orsay, 26 janvier 1937.

⁵²⁴ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 220-227.

⁵²⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 91 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 janvier 1937 ; et tél. 101 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 29 janvier 1937.

négociations bilatérales avec le gouvernement républicain. C'est ce dont témoigne une note de René Massigli, adressée à Yvon Delbos le 26 janvier 1937 :

« Il semble qu'en ce qui nous concerne, nous aurions tout intérêt à profiter de ces ouvertures pour régler la question des "asilés" du lycée français indépendamment du problème général que le Gouvernement chilien pose devant le Conseil. Nous avons chance, en effet, d'obtenir une solution beaucoup plus favorable si nous ne nous solidarisons pas avec les Gouvernements tels que le Gouvernement chilien dont les missions diplomatiques ont notoirement abusé de l'exercice du droit d'asile⁵²⁶. »

C'est donc avec cet objectif en tête que le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, intercède auprès de Julio Álvarez del Vayo. Face au rejet de l'idée d'un accord général et multilatéral sur l'évacuation des asilés de la part du gouvernement espagnol, Léger insiste « sur la nécessité d'obtenir, au moins par la voie d'accords séparés, le règlement de cette question d'humanité⁵²⁷ ». Cette intervention est déterminante : le 27 janvier, Álvarez del Vayo finit par céder aux demandes du représentant chilien, Agustín Edwards, en promettant d'engager des pourparlers sur cette question à Londres en février-mars 1937⁵²⁸. Mais cet engagement est pris, selon le représentant français à Genève, Ernest Lagarde, « sous une forme, du reste, assez ambiguë⁵²⁹ ». Edwards a en effet « dû sacrifier son objectif fondamental, qui était la multilatéralisation du problème de l'évacuation des asilés⁵³⁰ ». Alexis Léger ne l'a pas aidé. En suggérant à Álvarez del Vayo d'accepter des accords séparés, le secrétaire général du Quai d'Orsay espère bien en bénéficier. Il cherche au même moment « les modalités d'un accord franco-espagnol⁵³¹ » Et de fait, la France tire avantage de cette intervention — au détriment du représentant chilien. Le 1^{er} février 1937, le ministre espagnol précise ses engagements généraux devant Alexis Léger :

« Son Gouvernement fera en sorte que l'évacuation des "asilés" de Madrid commence par celle des personnes qui ont trouvé refuge à l'Ambassade de France et dans ses

⁵²⁶ AMAE-C, Papiers d'agents, papiers de René Massigli, carton 14, note pour le ministre sur les « asilés » du Lycée française à Madrid, 26 janvier 1937.

⁵²⁷ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 29 d'Alexis Léger à l'ambassade de France à Bruxelles, 29 janvier 1937.

⁵²⁸ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 34 d'Ernest Lagarde au Quai d'Orsay, 28 janvier 1937. Sur les négociations entre Agustín Edwards et Pablo de Azcárate à Londres, voir Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 215 et 230-232.

⁵²⁹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 34 d'Ernest Lagarde au Quai d'Orsay, 28 janvier 1937.

⁵³⁰ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 215.

⁵³¹ *Ibid.*, tél. 29 d'Alexis Léger à l'ambassade de France à Bruxelles, 29 janvier 1937 ; et « Aide-Mémoire » élaboré à Genève, 27 janvier 1937.

dépendances. Les femmes et les enfants seront évacués en premier lieu. Les autorités espagnoles devront recevoir pour leur information communication des listes des évacués, qu'elles s'abstiendront toujours de mettre en discussion⁵³². »

Dès le 8 février 1937, Yvon Delbos demande à Jean-Baptiste Barbier, chargé d'affaires à Valence depuis le 4 janvier, d'« engager maintenant d'urgence avec le Ministère d'État la négociation destinée à fixer les conditions de l'évacuation de ces asilés ». Il lui communique quelques lignes de conduite. Le gouvernement espagnol doit garantir la sécurité du transport des asilés jusqu'à Alicante, en fournissant « des forces de police suffisantes [...], placées sous les ordres de chefs responsables », tandis que l'embarquement doit s'effectuer sous la supervision d'un délégué du ministère d'État. Du reste, l'accord doit s'appliquer « collectivement et sans laisser place à aucune discrimination à l'ensemble des personnes qui ont trouvé asile dans les annexes de l'Ambassade », et le gouvernement espagnol doit s'engager à considérer les listes de réfugiés établies par l'ambassade française « comme des documents pleinement valables et suffisants », face à l'impossibilité pour certains asilés de se procurer des passeports⁵³³. Deux jours plus tard, sur la suggestion de Barbier, Delbos ajoute une nouvelle condition : l'évacuation des asilés doit « être opérée en un seul voyage », à l'aide de 20 autobus, pour « des raisons de sécurité et afin d'éviter en outre au navire français qui transportera les asilés en France un trop long séjour dans le port qui sera désigné⁵³⁴ ». Le chargé d'affaires s'est en effet opposé à l'idée « inacceptable » d'évacuer d'abord les femmes et les enfants : « En faisant ainsi des hommes, contre lesquels certaines animosités ne sauraient manquer d'être spécialement vives, une catégorie à part, on risquerait de les désigner, pour ainsi dire, en tant qu'objectif d'une agression éventuelle [...]⁵³⁵. »

Julio Álvarez del Vayo accède à toutes ces revendications, et ajoute deux conditions : le gouvernement français doit prendre l'engagement qu'il ne laissera pas retourner en Espagne les hommes âgés de 20 à 45 ans avant la fin de la guerre, et que l'ambassade de France « ne donnera plus jamais asile sous aucun prétexte à aucune personne de nationalité espagnole ». Barbier ne semble pas y voir d'inconvénient. Néanmoins, les négociations achoppent sur la question des mesures que le gouvernement espagnol doit adopter pour garantir la sécurité des asilés durant leur transport. Selon le chargé d'affaires, le ministre

⁵³² *Ibid.*, tél. 67 d'Alexis Léger à Jean-Baptiste Barbier, 1^{er} février 1937.

⁵³³ *Ibid.*, tél. 73-75 d'Yvon Delbos au Quai d'Orsay, 8 février 1937.

⁵³⁴ *Ibid.*, tél. 78-79 d'Yvon Delbos au Quai d'Orsay, 10 février 1937.

⁵³⁵ *Ibid.*, tél. 95-97 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 9 février 1937.

d'État refuse de prendre des engagements précis, notamment sur le nombre de soldats qui pourraient être affectés à l'escorte. Ce point donne lieu à une conversation houleuse, le ministre coupant plusieurs fois la parole à Barbier « d'une manière assez peu conforme aux règles de la courtoisie internationale et même, simplement de la courtoisie ». Álvarez del Vayo est visiblement irrité par l'insistance du représentant français à obtenir des engagements précis. Il lui oppose que la parole du gouvernement espagnol, qui a « le sentiment de sa dignité et de sa responsabilité », devrait suffire, et que lui seul devrait « déterminer les mesures pratiques qu'il prendrait en l'occurrence, dans la plénitude de sa souveraineté⁵³⁶ ».

En réalité, les négociations butent sur le zèle des représentants français en Espagne, qui doutent de la capacité du gouvernement républicain à assurer la protection des asilés, voire soupçonnent ses partisans de vouloir profiter de l'évacuation pour éliminer certains opposants qui leur auraient échappé grâce à la protection du pavillon français. Jean-Baptiste Barbier ne dissimule d'ailleurs pas ses craintes auprès du Quai d'Orsay : « Je ne doute pas de la réalité des bonnes intentions du Ministre d'État. Mais je n'oserais affirmer qu'il ne se trouve ici, dans les milieux officiels, nulle personnalité capable de faire diriger une attaque contre ceux dont nous avons depuis plus de six mois assumé la protection⁵³⁷. » Le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, partage son avis. Considérant que le gouvernement espagnol n'est pas « maître de la situation dans cette région », il réserve sa réponse sur la sécurité du transport des asilés⁵³⁸. Il croit savoir « qu'un Comité siégeant au Ministère de l'Intérieur » et dont ferait partie Marcellin — soupçonné d'avoir orchestré l'attaque de l'avion de l'ambassade française — aurait pris « la décision formelle de s'employer, même en ayant recours à la violence, n'hésitant pas à abattre des fonctionnaires étrangers, à empêcher l'évacuation des asilés des Ambassades, en commençant par ceux réfugiés au Lycée français⁵³⁹ ». Là encore, le point de vue de Neuville concorde avec celui de ses collègues du Corps diplomatique, qui estiment que les garanties offertes par le gouvernement espagnol « sont tout à fait insuffisantes pour assurer l'arrivée sans encombre à Valence ou à Alicante des groupes dépassant au total 20 personnes⁵⁴⁰ ». Les souvenirs des massacres de Paracuellos et de l'attaque de l'avion de l'ambassade française quelques mois plus tôt sont encore très

⁵³⁶ *Ibid.*, tél. 103-107 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 13 février 1937 ; et tél. 109-111 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 13 février 1937.

⁵³⁷ *Ibid.*, tél. 95-97 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 9 février 1937.

⁵³⁸ *Ibid.*, tél. 110 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 4 février 1937.

⁵³⁹ *Ibid.*, tél. 121-123 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 6 février 1937.

⁵⁴⁰ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/B¹, tél. 185 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 23 février 1937.

présents dans l'esprit des représentants étrangers. Ils alimentent des craintes qui demeurent probablement plus fantasmées que réelles.

Mais une autre raison peut expliquer la réticence des diplomates français. Alors que les troupes rebelles s'emparent de Malaga le 8 février 1937, de nombreux observateurs s'attendent à ce que les militaires insurgés reportent à nouveau leur attention sur Madrid, en entreprenant de l'encercler. Dès le lendemain, Emmanuel Neuville évoque ainsi « la menace des troupes rebelles pouvant depuis [la veille] compléter l'isolement de la capitale par le bombardement de la route de Valence », ce qui pourrait « compromettre le succès de l'évacuation des asilés du Lycée français comme des autres missions diplomatiques⁵⁴¹ ». Le doyen du corps diplomatique, Aurelio Núñez Morgado, partage son point de vue : « la reddition de Malaga [...] doit entraîner l'abandon du projet d'évacuation des réfugiés ». Les représentants étrangers souhaitent en effet réorienter leur effort « sur un approvisionnement important et rapide, coûte que coûte, avant l'encerclement de la capitale⁵⁴² ». Neuville reçoit d'ailleurs l'appui de Jean Herbette⁵⁴³. L'effort des troupes rebelles et italiennes se porte en effet sur Madrid qu'elles tentent d'encercler lors des batailles du Jarama et de Guadalajara en février et mars 1937⁵⁴⁴. Outre l'hostilité probable du représentant chilien aux négociations bilatérales, le corps diplomatique à Madrid semble parier à nouveau sur la conquête prochaine de la capitale par les troupes rebelles qui entraînerait la libération des asilés, et en particulier des hommes en âge de porter les armes qui échapperaient dès lors à l'internement à l'étranger et seraient directement mobilisables par l'armée franquiste. On peut dès lors s'interroger sur le déroulement des négociations franco-espagnoles. Leur échec en février 1937 n'est-il pas le fruit d'un sabotage délibéré par les représentants français ? Là encore, la question est difficile à trancher.

Il est en tout cas certain que la personnalité et les opinions réactionnaires de Jean-Baptiste Barbier, prompt à dénoncer le désordre de la zone républicaine, n'ont pas permis de résoudre cette question. Il devient rapidement *persona non grata* aux yeux du ministre d'État⁵⁴⁵. Julio Álvarez del Vayo évoque ainsi dans ses mémoires le cas d'un chargé d'affaires français, dont il ne cite pas le nom, qui « se conduisit comme un membre authentique des

⁵⁴¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 135 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 9 février 1937.

⁵⁴² *Ibid.*, tél. 144-145 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 10 février 1937.

⁵⁴³ *Ibid.*, tél. 180 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 février 1937.

⁵⁴⁴ Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 377-401.

⁵⁴⁵ Sur les relations particulièrement difficiles entre le chargé d'affaires français et le gouvernement républicain, voir Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 340-355.

Croix de Feu avec une impertinence et une animosité telles, [qu'il doit] lui interdire l'accès à [son] bureau⁵⁴⁶ ». Il s'en plaint d'ailleurs auprès de son beau-frère, ambassadeur d'Espagne à Paris, Luis Araquistáin : « Ils m'ont envoyé un Chargé d'Affaires de France aussi imbécile que l'antérieur, mais qui le surpasse en impertinence⁵⁴⁷. » Les négociations franco-espagnoles sur l'évacuation des asilés s'en trouvent paralysées dès le mois de février. Dans ces conditions, le temps de Barbier à Valence est compté. Le 6 avril 1937, Yvon Delbos lui notifie la fin de sa mission et son remplacement par le conseiller de l'ambassade de France à Moscou, Jean Payart⁵⁴⁸.

Il faut attendre l'arrivée de ce dernier à Valence et la formation du gouvernement Negrín en mai 1937 pour que les négociations puissent reprendre, bénéficiant de la bonne volonté du nouveau ministre d'État, José Giral⁵⁴⁹. Payart espère rapidement obtenir une « solution favorable pour la majorité des asilés », bien que la question des « hommes en état de porter les armes » et des anciens officiers pose quelques difficultés. Il envisage l'internement des premiers au nord de la Loire, mais se heurte pour les seconds à « une ligne très nette de résistance » de la part du gouvernement républicain. Il suggère dès lors leur internement à Valence⁵⁵⁰. Ces difficultés s'expliquent par le précédent fâcheux de la légation turque. Cette dernière ne respecte pas l'engagement qu'elle avait pris auprès des autorités républicaines d'interner les hommes d'âge militaire en Turquie. 423 de ces derniers sont ainsi débarqués à Syracuse, en Sicile, d'où ils gagnent par la suite l'Espagne franquiste. Ce manquement turc complique dès lors les négociations menées par les autres représentations étrangères en Espagne. Le gouvernement républicain durcit en effet sa position et « paraît, désormais, vouloir limiter aux femmes, vieillards et mineurs de moins de 18 ans l'autorisation de quitter l'Espagne ». Payart décide alors d'ajourner ses efforts en faveur des hommes âgés de 18 à 45 ans, et de privilégier « un fractionnement provisoire » des évacuations visant à « décongestionner rapidement le Lycée français où les risques d'épidémie s'accroissent avec le nombre d'asilés et les progrès de la chaleur⁵⁵¹ ». Le tact dont il fait preuve porte d'ailleurs

⁵⁴⁶ Julio Álvarez del Vayo, *Les batailles de la liberté*, *op. cit.*, p. 261.

⁵⁴⁷ Archivo Histórico Nacional, fonds Luis Araquistáin, carton 53 (désormais : AHN, Araquistáin, 53), lettre de Julio Álvarez del Vayo à Luis Araquistáin, 24 février 1937.

⁵⁴⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 29, dossier de Jean-Baptiste Barbier, tél. 166-167 d'Yvon Delbos à Jean-Baptiste Barbier, 6 avril 1937.

⁵⁴⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B² tél. 304 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 24 mai 1937.

⁵⁵⁰ *Ibid.*, tél. 305-307 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 24 mai 1937.

⁵⁵¹ *Ibid.*, tél. 317-319 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 29 mai 1937 ; tél. 336-338 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 14 juin 1937.

ses fruits, et l'ambassade peut envisager en juillet 1937 des évacuations d'asilés plus conséquentes⁵⁵².

Néanmoins, l'ambassade de France n'attend pas la conclusion de ces négociations pour évacuer certains réfugiés de manière plus ou moins clandestine. Dès l'automne 1936, elle organise ainsi la sortie d'Espagne de plusieurs asilés à l'aide de l'avion de l'ambassade — jusqu'à l'attaque dont il est l'objet en décembre 1936 — puis de l'*Iméréthie II*⁵⁵³. Ces évacuations sont réalisées avec l'aide d'auxiliaires qui prêtent leurs services aux postes diplomatiques et consulaires français dans des conditions parfois troubles⁵⁵⁴. Jean Herbette demande ainsi à Alexandre Grassy, un joaillier de Biarritz qui possède une bijouterie à Madrid, et auquel il confie le transport de la valise diplomatique, d'évacuer Madame Cassou et ses enfants. Il s'agit en réalité de la famille de l'ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, Manuel Aguirre de Carcer⁵⁵⁵. D'août 1936 à juin 1937, les diplomates évacuent ainsi 69 asilés, dont 21 hommes, dans des petites expéditions qui n'excèdent jamais plus de 14 individus⁵⁵⁶. Mais ces évacuations clandestines attirent rapidement l'attention des services de renseignement de la République espagnole à Marseille et à Hendaye⁵⁵⁷. Ils recommandent dès lors de « surveiller de près l'embarquement des passagers » sur l'*Iméréthie II*⁵⁵⁸. Cette vigilance permet d'ailleurs d'exposer les pratiques de l'ambassade française.

Le 22 juillet 1937, alors qu'on procède à l'embarquement de 150 personnes « munies de passeports français visés par la Police de Madrid », un représentant de la Direction générale de la Sûreté espagnole stoppe les opérations et fait arrêter, « pour vérification d'identité, certaines d'entre elles tenues par lui pour espagnoles, en dépit de leurs documents⁵⁵⁹ ». Au total, 47 asilés sont ainsi détenus⁵⁶⁰. Il s'agit surtout d'hommes d'âge militaire. Malgré ses protestations, Jean Payart constate que les policiers ont « recueilli des

⁵⁵² Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 251.

⁵⁵³ AGA, MAE, Burgos, 82/2619, R.613, rapport sur les mouvements d'avions entre Toulouse et l'Espagne, transmit à l'État-Major franquiste le 22 octobre 1936 ; AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03164 RE100, dossier 9, sous-dossier 2, note du cabinet diplomatique au ministère de l'Intérieur, 22 mai 1937.

⁵⁵⁴ Voir le chapitre 10, p. 802-808.

⁵⁵⁵ CADN, Madrid, B, 568, tél. 83 de Jean Herbette à Emmanuel Neuville, 21 juillet 1937.

⁵⁵⁶ Voir le tableau 21 de l'annexe méthodologique, p. 872.

⁵⁵⁷ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03108 RE44, dossier 28, sous-dossier 1, note réservée n° 28 des Services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 25 juin 1937 ; 12/03164 RE100, dossier 9, sous-dossier 2, note du cabinet diplomatique au ministère de l'Intérieur, 22 mai 1937.

⁵⁵⁸ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03164 RE100, dossier 9, sous-dossier 2, note du cabinet diplomatique au ministère de l'Intérieur, 22 mai 1937.

⁵⁵⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 393-397 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 26 juillet 1937.

⁵⁶⁰ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 251.

déclarations leur permettant d'avoir des doutes légitimes⁵⁶¹ ». Selon le récit postérieur de l'un des asilés, le marquis d'Alquibla, cette évacuation est surnommée l'expédition du « Oui, oui » : la majorité des asilés arrêtés ne parlent pas français en dépit de leur passeport, et répondent aux questions des policiers par ces seuls mots. Certains sont en outre « mariés » à des femmes qu'ils ne connaissent pas et ne peuvent pas répondre aux agents qui leur demandent les noms de leurs épouses⁵⁶². Un autre asilé de l'ambassade française, Teodoro Cuesta, souligne également dans ses mémoires les situations ridicules et dangereuses que provoquent ces « mariages de voyage improvisés par lesquels on donna à un homme marié une jeune demoiselle pour femme, tandis qu'un autre apparaissait comme l'époux de sa sœur ». Dans ces conditions, l'expédition du 22 juillet lui apparaît comme la « plus grande catastrophe organisée par quelques irresponsables qui auraient pu mener à la mort de très nombreuses personnes⁵⁶³ ». Après la guerre civile, le consul à Madrid André Montaudon ne fait pas mystère du caractère répandu de ces pratiques. Ainsi, l'autorisation d'évacuation accordée par les autorités de Madrid est « obtenue souvent par des moyens irréguliers rendus nécessaires par les circonstances : création de faux passeports, inscription arbitraire sur le même document de deux personnes considérées comme étant mariées, fausses identités, etc.⁵⁶⁴ » L'opération espagnole cause en tout cas de vives tensions sur le quai. Jean Payart et le consul Maurice Marcassin doivent « tenir tête à une police ayant perdu tout son sang-froid et prête à tous les excès ». Cette dernière cherche notamment à faire débarquer les asilés qui sont déjà montés à bord de l'*Iméréthie II*. La tension est telle que les officiers des navires de guerre français qui se trouvent dans la rade de Valence, *L'Aventurier* et le *Maillé-Brezé*, envisagent de prendre des « mesures de protection et d'intimidation ». Selon l'un des réfugiés parvenus à embarquer sur le paquebot, le capitaine Quiriconi déploie alors le pavillon français tandis qu'un détachement de marins débarque sur le quai. Durant quelques instants, les batteries du port de Valence se tournent vers l'*Iméréthie II* tandis que les navires de guerre français se préparent à répliquer⁵⁶⁵.

Jean Payart réussit cependant à faire retomber la tension, mais dès le lendemain il est directement mis en cause par le directeur de la Sûreté dans un communiqué de presse. Si le

⁵⁶¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 393-397 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 26 juillet 1937.

⁵⁶² Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 337.

⁵⁶³ Teodoro Cuesta, *De la muerte a la vida. Veinte meses de una vida insignificante en el infierno rojo*, Burgos, Aldecoa, 1939, p. 200-201.

⁵⁶⁴ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 8 d'André Montaudon à François Piétri, 29 janvier 1942.

⁵⁶⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 393-397 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 26 juillet 1937 ; et AGA, MAE, Burgos, 82/3636 R.1060, dossier 217, rapport de Gregorio Santiago y Castiella, 20 août 1937.

gouvernement républicain désavoue ce dernier, en empêchant la publication du communiqué à Valence, le chargé d'affaires se trouve dans une position délicate. Il craint que cette mise en cause ne gêne « quelque peu [son] action future⁵⁶⁶ ». Dans ces conditions, et pour « éviter de nouveaux incidents », il « interdit l'embarquement de deux cents personnes qui faisaient partie d'un second convoi et étaient elles aussi munies de passeports français dont l'identité pouvait être suspectée⁵⁶⁷ ». Parmi ces dernières se trouve notamment Pedro Urraca Rendueles⁵⁶⁸. Jean Payart est alors dessaisi des négociations, qui se déplacent à Paris. L'ambassadeur espagnol, Ángel Ossorio y Gallardo, est convoqué le 13 août 1937 par le nouveau président du Conseil, Camille Chautemps, qui lui fait part de l'irritation du gouvernement français face à l'incident de Valence. Chautemps couvre les agissements des représentants français en Espagne, reconnaissant l'usage de faux-passeports. Faisant du problème des asilés une question d'honneur national, il exige que les réfugiés arrêtés le 22 juillet soient libérés et remis au chargé d'affaires à Valence. Pour appuyer son propos, il rappelle que la France accueille au même moment 45 000 réfugiés républicains évacués de la côte cantabrique, et promet la nomination prochaine d'un nouvel ambassadeur en Espagne, en remplacement de Jean Herbertte⁵⁶⁹. Le gouvernement républicain accède à ces exigences : à la fin du mois d'août, les asilés détenus en juillet sont remis à Payart. Les négociations pour l'évacuation des asilés peuvent dès lors reprendre. Tandis que le Quai d'Orsay ordonne à son chargé d'affaires de commencer à établir les listes des asilés de l'ambassade française⁵⁷⁰, Juan Negrín et Yvon Delbos abordent le sujet lors d'une entrevue à Genève au début du mois de septembre qui aboutit à un accord⁵⁷¹. Dès le 20 septembre 1937, le ministre français demande que Jean Payart remette au ministère d'État les listes définitives des asilés⁵⁷². Celui-ci s'exécute le 22 septembre⁵⁷³. La première contient 1 984 noms de femmes, d'enfants et d'hommes de plus de 45 ans ; la seconde les noms de 521 hommes âgés de 18 à 45 ans ; et la troisième ceux de 65 militaires en activité ou retraités⁵⁷⁴.

⁵⁶⁶ CADN, Valence, B, 53, dép. 157 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 28 juillet 1937.

⁵⁶⁷ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 393-397 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 26 juillet 1937.

⁵⁶⁸ Arxiu Nacional de Catalunya, fonds 983, Pedro Urraca Rendueles, UC 44 (1936-1939), journal de Pedro Urraca Rendueles. Je remercie Loreto Urraca de m'avoir communiqué les pages de ce journal qui évoquent son hébergement au sein du Lycée français de Madrid et son évacuation ultérieure vers la France.

⁵⁶⁹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 252-253.

⁵⁷⁰ AGA, MAE, 82/2746, R.672, dossier 14, note du Quai d'Orsay à Ángel Ossorio y Gallardo, 1^{er} septembre 1937.

⁵⁷¹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 253-254.

⁵⁷² CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 133 d'Yvon Delbos au Quai d'Orsay, 20 septembre 1937.

⁵⁷³ AGA, MAE, 82/2746, R.672, dossier 14, note verbale 354 de Jean Payart au ministère d'État, 22 septembre 1937.

⁵⁷⁴ *Ibid.* Voir également Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 253.

Les évacuations peuvent dès lors reprendre à partir du mois d'octobre 1937 et se font bien plus massives. Les listes conservées par l'ambassade de France à Madrid suggèrent en effet que 83 % des asilés (soit 1 084 personnes sur les 1 306 dont les services diplomatiques ont gardé une trace) sont évacués entre octobre et janvier 1938⁵⁷⁵. Si des difficultés surviennent encore ponctuellement, elles sont rapidement aplanies⁵⁷⁶. La nomination, en octobre 1937, d'un nouvel ambassadeur à Barcelone — où le gouvernement républicain vient de s'installer — joue un rôle important⁵⁷⁷. Julio Álvarez del Vayo souligne en effet qu'avec l'arrivée d'Eirik Labonne en Espagne, toutes « les questions mineures, mais irritantes qui restaient depuis longtemps pendantes trouvèrent leur solution naturelle », en commençant par celle des asilés⁵⁷⁸. Le nouvel ambassadeur peut ainsi constater, en janvier 1938, que les « évacuations de nos asilés s'effectuent [...] normalement et, jusqu'ici, à une cadence régulière, conformément au plan de mouvement et d'embarquement », au point que d'autres missions diplomatiques sollicitent désormais le concours de la France⁵⁷⁹. Il propose dès lors que le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, ferme les locaux utilisés pour l'asile diplomatique et mette « fin d'une manière absolue à tout asilage », pendant que Maurice Marcassin termine l'embarquement des réfugiés à Valence⁵⁸⁰. Le 24 janvier, Neuville l'informe qu'il ne reste plus aucun asilé à Madrid, tandis que Marcassin annonce le 29 janvier qu'il a achevé d'embarquer les réfugiés à bord de l'*Iméréthie II*⁵⁸¹. Labonne organise en parallèle le déplacement à Caldetas, à proximité de Barcelone, des quelque 550 asilés d'âge militaire qui doivent faire l'objet d'un échange ultérieur avec des prisonniers de la zone franquiste⁵⁸². Il désigne alors Robert Vincent, qui a déjà participé aux évacuations d'Espagnols depuis Barcelone, pour s'occuper de cette question⁵⁸³. Les asilés sont finalement transportés en France le 16 mars 1938, et internés à Chomérac en Ardèche, où ils attendent d'être échangés. En réalité, la très grande majorité d'entre eux passe en Espagne franquiste avant la fin de l'année 1938, sans que la France n'ait reçue la contrepartie réclamée par le

⁵⁷⁵ Voir le tableau 21 de l'annexe méthodologique, p. 872.

⁵⁷⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 254-255.

⁵⁷⁷ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *Relations internationales*, 2017, n° 170, p. 17-18.

⁵⁷⁸ Julio Álvarez del Vayo, *Les batailles de la liberté*, op. cit., p. 263.

⁵⁷⁹ CADN, Madrid, B, 591, tél. 11 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 8 janvier 1938.

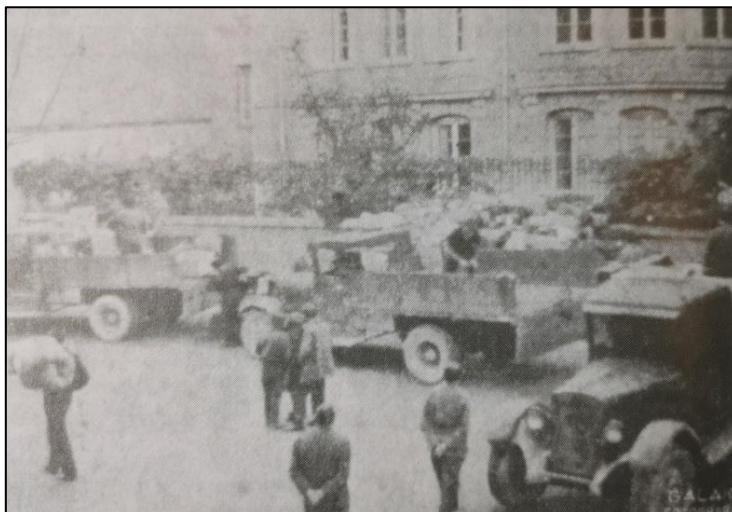
⁵⁸⁰ *Ibid.* tél. 27 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 19 janvier 1938.

⁵⁸¹ *Ibid.*, tél. 44 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 29 janvier 1938.

⁵⁸² *Ibid.*, tél. 23-24 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 15 janvier 1938 ; tél. 27 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 19 janvier 1938 ; et tél. 44 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 29 janvier 1938.

⁵⁸³ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », op. cit., p. 17 ; Nathan Rousselot, « Les missions Chetwode et Vincent pendant la guerre civile espagnole: un exemple d'inflation et de concurrence humanitaire? », *Relations internationales*, 2018, n° 176, p. 43.

gouvernement républicain⁵⁸⁴. La gestion des asilés au sein des locaux diplomatiques et consulaires français en Espagne est théoriquement close.



Photographie 30 : Évacuation du Lycée français de Madrid (1938)⁵⁸⁵.



Photographie 31 : Arrêt du convoi d'évacuation des asilés vers Barcelone (1938).
Au centre, le général Lóriga (réfugié) discute avec l'attaché militaire Henri Morel.
À droite, le vice-consul Jules Bouyssel en compagnie d'un policier républicain⁵⁸⁶.

⁵⁸⁴ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 17 ; Nathan Rousselot, « Les missions Chetwode et Vincent pendant la guerre civile espagnole: un exemple d'inflation et de concurrence humanitaire? », *op. cit.*

⁵⁸⁵ Photographie de José González, reproduite par Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, *op. cit.*

⁵⁸⁶ *Ibid.*

En réalité, les représentants français à Madrid continuent d'accord leur protection à des Espagnols réfugiés au sein des hôpitaux français, en dépit des engagements pris auprès du gouvernement républicain⁵⁸⁷. Dès le 11 janvier 1938, les autorités rebelles demandent ainsi au consul général de France à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres, d'obtenir l'asile à Madrid en faveur de José María Mosquera⁵⁸⁸. Cet accueil se fait, semble-t-il, à l'insu de l'ambassadeur et du Quai d'Orsay. Près d'un an après la fermeture officielle du Lycée français, le sous-directeur d'Europe, Henri Hoppenot, demande en effet à être renseigné sur la situation de ces hôpitaux annexes⁵⁸⁹. Jacques Pigeonneau, qui a succédé à Emmanuel Neuville au consulat français à Madrid, reconnaît que « ni le Département ni l'Ambassade [n'ont] jamais été documentés de façon précise à leur sujet, soit par les Services de l'Ambassade restés à Madrid en 1936, soit par [son] prédécesseur ». Il explique alors que les hôpitaux ont accueilli des réfugiés dès le début de la guerre civile (voir *supra*), mais que les évacuations des asilés d'octobre 1937 à janvier 1938 n'ont cependant pas amené « une notable décongestion des Hôpitaux, car les places vacantes furent bientôt occupées par de nouveaux arrivants ». Il évalue alors à environ 400 le nombre de « “malades” sur lesquels les trois-quarts considèrent que leur vie serait en danger si les Autorités locales [...] venaient à s'emparer d'eux⁵⁹⁰ ». Emmanuel Neuville n'a donc pas tenu compte des instructions de Labonne. Selon les listes conservées par l'ambassade de France, les hôpitaux français de Madrid accueillent au moins 564 réfugiés durant toute la guerre⁵⁹¹. Mais 49 % des entrées répertoriées ont lieu à partir du mois d'octobre 1937, alors que le gouvernement français s'est déjà engagé de ne pas accueillir de nouveaux asilés après la remise des listes d'évacuation en septembre. Pire, 38 % de ces entrées s'effectuent même à partir de janvier 1938, quand Emmanuel Neuville est censé mettre définitivement fin à l'asile diplomatique français à Madrid⁵⁹². Ces derniers demeurent sous protection française jusqu'à l'entrée des troupes franquistes dans Madrid, en mars 1939.

⁵⁸⁷ CADN, Madrid, B, 591, dép. 597 de Jacques Fouques-Duparc au Quai d'Orsay, 17 décembre 1938.

⁵⁸⁸ AGA, MAE, Burgos, 82/2621 R.614, dossier 1, lettre de Manuel González del Río à Federico Oliván, 11 janvier 1938.

⁵⁸⁹ CADN, Madrid (consulat), 1, 87, dép. 373 d'Henri Hoppenot à Jacques Pigeonneau, 12 décembre 1938.

⁵⁹⁰ *Ibid.*, dép. de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

⁵⁹¹ Voir le tableau 22 de l'annexe méthodologique, p. 872.

⁵⁹² Voir le tableau 23 de l'annexe méthodologique, p. 873.

Conclusion

Les premières interventions humanitaires que les diplomates et les consuls français et britanniques mettent en place face aux violences de la guerre civile espagnole sont largement improvisées. Elles relèvent tout d'abord de la mission traditionnelle de protection des ressortissants nationaux, avant de s'étendre progressivement aux Espagnols. Néanmoins, tous les Espagnols ne bénéficient pas également de ces interventions, qui apparaissent largement déséquilibrées. Les représentants français et britanniques concentrent en effet leurs efforts sur les victimes des violences révolutionnaires, tandis que les victimes de la terreur militaire sont laissées pour compte. Comme le souligne à juste titre Javier Rubio, ce déséquilibre s'explique notamment par le « système de connaissance en chaîne » qui préside l'élargissement des interventions humanitaires des ressortissants nationaux aux Espagnols : les diplomates et les consuls aident en priorité les personnes qu'ils connaissent, qui elles-mêmes recommandent les suivantes⁵⁹³. Dans ce contexte, les catégories sociales qui sont la cible des violences révolutionnaires ont un accès plus facile aux représentants français et britanniques qu'ils côtoyaient avant la guerre, tandis que les militants des organisations ouvrières exposés à la terreur franquiste ne bénéficient pas des mêmes facilités. Ces derniers sont plutôt perçus comme une menace et considérés comme des « indésirables ». Ils sont dès lors écartés des efforts humanitaires. La peur de la contagion révolutionnaire, la proximité sociale et le contexte d'interconnaissance offrent donc une première explication à ce déséquilibre. Mais ce n'est pas la seule.

Les interventions humanitaires en Espagne rappellent également celles du XIX^e siècle, quand les puissances européennes interviennent notamment dans l'Empire ottoman pour mettre fin à des massacres. Leurs motivations humanitaires indéniables s'appuient alors sur un discours de civilisation, qui permet aux États européens de contourner le principe de souveraineté et de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'État ottoman. C'est parce que ce dernier est considéré comme semi-civilisé, voire barbare, que les puissances européennes peuvent intervenir, arguant de son incapacité matérielle à protéger ses sujets — en particulier les minorités chrétiennes — des massacres et des atrocités, dans un contexte de désordre et d'anarchie⁵⁹⁴. Le cas espagnol semble offrir une certaine analogie : l'asile diplomatique et les

⁵⁹³ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 164.

⁵⁹⁴ Voir notamment David J. B. Trim et Brendan Simms, « Towards a history of humanitarian intervention », in Brendan Simms et David J. B. Trim (dir.), *Humanitarian intervention. A history*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2011, p. 1-24 ; Davide Rodogno, *Against Massacre: Humanitarian Interventions in the Ottoman Empire, 1815-1914*, Princeton, Princeton University Press, 2012, p. 1-62 ; Fabian

évacuations maritimes visent à compenser la défaillance de l'État républicain, en proie aux comités révolutionnaires et incapable, semble-t-il, de mettre fin aux massacres et aux atrocités. Ces interventions sont en effet précédées et accompagnées par une correspondance volumineuse des représentants français et britanniques qui dénonce la situation d'anarchie qui s'empare des territoires républicains, et qui vient légitimer ces formes d'ingérences au nom de l'humanité⁵⁹⁵. À l'inverse, l'ordre qui règnerait dans les territoires tombés aux mains des militaires rebelles n'appellerait aucune intervention.

On pourrait opposer à cette analogie que les interventions humanitaires du XIX^e siècle sont dotées d'un caractère coercitif dont l'intervention en Espagne semble de prime abord dépourvue⁵⁹⁶. En réalité, la coercition est bien présente, au moins de manière virtuelle. Si ni la France, ni la Grande-Bretagne n'ont recouru à la force, son usage est envisagé. Le 26 juillet 1936, les amiraux italien, français et britannique postés à Barcelone envisagent l'occupation du port catalan dans le cas où l'évacuation pacifique des ressortissants étrangers s'avèrerait impossible. En cas de résistance, le *Fiume*, le *Duquesne* et le *HMS London* recevraient alors l'ordre d'ouvrir le feu contre la forteresse de Montjuich, les batteries côtières de Miramar et de Casablanca, et contre le quai et la douane de Barcelone⁵⁹⁷. En août, l'ambassadeur français Jean Herbette estime quant à lui qu'il pourra « devenir nécessaire d'envoyer devant Saint-Sébastien un navire de guerre assez puissant, car on ne saurait préciser d'avance quelle serait l'autorité qui s'exercerait dans cette grande ville durant les derniers moments de la guerre civile ni quel usage cette autorité peut être incohérente ferait de ses mitrailleuses ou de son artillerie⁵⁹⁸ ». Si le recours à la force est finalement écarté, c'est que les autorités républicaines — qui n'ont pas complètement disparu, contrairement à ce que suggère parfois la correspondance diplomatique — tolèrent, voire apportent leur concours à ces opérations humanitaires. C'est là où réside une troisième explication au déséquilibre des interventions. Tandis que les autorités rebelles se montrent inflexibles, refusant tout asile diplomatique et toute évacuation maritime — ou presque —, les diplomates peuvent compter sur l'appui

Klose, *In the Cause of Humanity. A History of Humanitarian Intervention in the Long Nineteenth Century*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2022, p. 1-38.

⁵⁹⁵ Voir chapitre 3, p. 186-205.

⁵⁹⁶ Cette dimension coercitive apparaît en effet comme l'un des éléments centraux de la définition d'une intervention humanitaire, la distinguant de l'action ou de l'aide humanitaire. Voir TRIM David J. B. et SIMMS Brendan, « Towards a history of humanitarian intervention », *op. cit.*, p. 4 ; RODOGNO Davide, *Against Massacre: Humanitarian Interventions in the Ottoman Empire, 1815-1914*, *op. cit.*, p. 2 ; KLOSE Fabian, *In the Cause of Humanity. A History of Humanitarian Intervention in the Long Nineteenth Century*, *op. cit.*, p. 30-38.

⁵⁹⁷ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 45.

⁵⁹⁸ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1000-1002 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 août 1936.

d'une bonne partie des autorités républicaines qui leur accordent un certain nombre de facilités, et avec lesquelles il est au moins possible de négocier. D'une certaine manière, la préservation par les diplomates français et britanniques de 30 000 à 35 000 vies en zone républicaine est aussi à mettre au crédit de ces autorités.

Enfin, il faut préciser que les interventions française et britannique diffèrent. Les représentants britanniques semblent plus soucieux de préserver le principe de non-intervention et de non-ingérence. Tandis qu'ils refusent de pratiquer l'asile diplomatique, ils privilégient la négociation avec les autorités locales dans le cadre des évacuations maritimes. Le Foreign Office apparaît en effet soucieux de ne pas donner l'impression de prendre parti, ce qui explique que la majeure partie de ces évacuations s'effectue sous le patronage du CICR. Les autorités britanniques peuvent ainsi se cacher derrière la réputation de neutralité et d'impartialité de l'organisation genevoise, alors que le bilan de leur intervention en Espagne est largement déséquilibré. C'est qu'en réalité, l'intervention du CICR s'effectue dans un cadre tout aussi déséquilibré⁵⁹⁹. Mais la prudence du Foreign Office et de ses agents peut aussi s'expliquer par une appréhension plus restrictive de l'action humanitaire. L'entourage du sous-secrétaire permanent, Robert Vansittart, apparaît réticent à l'idée de subordonner les intérêts britanniques à une moralité internationale plus vaste⁶⁰⁰. Anne Hugon avance ainsi qu'à la fin des années 1930, « l'humanitarisme » n'est pas considéré par la Grande-Bretagne « comme un devoir d'État⁶⁰¹ ».

Les représentants français, à l'inverse, semblent adopter une attitude plus volontariste et surtout un humanitarisme très sélectif. Outre qu'ils pratiquent massivement l'asile diplomatique et affrètent des paquebots dédiés spécifiquement aux évacuations d'Espagnols dès le début de la guerre, ils n'hésitent pas à utiliser des procédés illégaux et clandestins tels que l'emploi de faux passeports. Ces prises de risques peuvent s'expliquer par la plus forte polarisation des diplomates et des consuls français dont l'engagement en faveur des militaires insurgés apparaît plus poussé que celui de leurs homologues britanniques⁶⁰². Dans ces conditions, l'activité humanitaire qu'ils déploient leur apparaît certainement comme un moyen de contrebalancer la politique du gouvernement français, qu'ils estiment trop favorable

⁵⁹⁹ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*

⁶⁰⁰ B.J.C. McKercher, « The Foreign Office, 1930-39: Strategy, Permanent Interests and National Security », in Gaynor Johnson (dir.), *The Foreign Office and British Diplomacy in the Twentieth Century*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 90-91.

⁶⁰¹ Anne Hugon, « Les colonies, un refuge pour les Juifs ? Le cas de la Gold Coast (1938-1945) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004, n° 84, p. 24.

⁶⁰² Voir chapitre 5, p. 355-372.

au camp républicain. C'est notamment ce que suggère le témoignage de l'agent consulaire français à Tarragone, José María Merelo de Barberá. Fustigeant le « penchant néfaste envers les rouges » dont aurait fait preuve le gouvernement français, il entend rappeler les « faits en entière contradiction avec cette attitude et qui ne firent que protéger les partisans du Généralissime Franco en les arrachant à la mort ». Il considère en effet qu'au moment où la France « se dirigeait vers le gouffre où la poussait le Front Populaire français, les brillants marins de la glorieuse Marine de Guerre française surent mettre une note de noblesse et de grandeur sur la honteuse campagne de leurs dirigeants⁶⁰³ ». C'est d'ailleurs ce parti pris qui pousse certains d'entre eux à investir par la suite les zones grises de l'humanitaire⁶⁰⁴.

⁶⁰³ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

⁶⁰⁴ Voir chapitre 10.

Chapitre 8 : L'« humanisation » de la guerre civile : multilatéralisme, concurrence et partialité (1936-1937)

Tandis que les diplomates et les consuls présents en Espagne improvisent dès les premières semaines de la guerre civile l'accueil et l'évacuation maritime de réfugiés espagnols, de nombreuses initiatives sont prises par les gouvernements et les corps diplomatiques étrangers pour proposer une médiation humanitaire entre les deux camps. Ces dernières prennent diverses formes, depuis des appels généraux en faveur de « l'humanisation¹ » de la guerre civile – s'appuyant sur le droit humanitaire international – à la participation active aux négociations d'échanges de prisonniers. Cette « humanisation », qui peut être le fruit d'initiatives individuelles de diplomates ou de gouvernements, s'inscrit le plus souvent dans un cadre multilatéral où interviennent une grande variété d'acteurs – diplomates, gouvernements, organisations humanitaires – qui ne défendent pas toujours le même agenda. Cela donne lieu, dès les premiers instants de la guerre, à une multiplication de projets qui, s'ils se recoupent bien souvent, entrent également en concurrence – quand ils ne sont pas incompatibles entre eux. En faire l'histoire relève alors de la gageure, mais cela n'a pas découragé les chercheurs de s'emparer très tôt de cette question. Il faut à nouveau signaler les travaux pionniers de Javier Rubio, qui s'est attaché à donner un premier panorama de ces efforts de médiation humanitaire dans son livre de référence sur l'asile diplomatique et les échanges². Il y décrit les différentes initiatives entreprises dans ce sens par les corps diplomatiques à Madrid et à Hendaye, mais aussi par le Comité international de la Croix-Rouge et le gouvernement britannique. Mais son travail se fonde essentiellement sur les archives du ministère des Affaires étrangères espagnol – auxquelles il avait accès en tant que diplomate. Il n'a dès lors consulté, dans bien des cas, que les appels et les propositions présentés au gouvernement républicain espagnol ou aux autorités rebelles, sans pouvoir retracer leur genèse, ni les négociations qui aboutissent à leur élaboration, ni les logiques qui animent les acteurs qui les portent.

¹ L'expression « humanisation » de la guerre civile espagnole est largement employée par les acteurs, français comme britanniques, qui y participent. Elle peut désigner l'ensemble des efforts humanitaires entrepris durant la guerre, bien qu'elle soit employée plus spécifiquement dans le cadre des appels et négociations qui placent les acteurs étrangers en position d'intermédiaire entre les deux camps. Signe de son emploi courant dans la correspondance diplomatique, on retrouve l'expression en tête des dossiers relatifs aux questions humanitaires dans les archives de l'ambassade de France à Madrid ou de nombreuses minutes qui traitent de ces questions dans les archives du Foreign Office.

² Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979.

À partir des travaux de Javier Rubio, l'historiographie de cette médiation humanitaire s'est poursuivie à travers deux entrées différentes, susceptibles de se recouper par moment. Les historiens qui se sont intéressés à l'asile diplomatique, comme Javier Cervera et Antonio Manuel Moral Roncal, ont ainsi été amenés à étudier d'autres initiatives entreprises par le corps diplomatique de Madrid, qu'il s'agisse de la protection des prisonniers de droite ou de l'instauration dans la capitale espagnole d'une « zone neutre » ou d'une « zone internationale »³. Mais cette entrée à partir de l'asile diplomatique les a conduits à centrer leur regard sur les représentants étrangers qui apparaissent les plus actifs sur cette question, à commencer par le doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur chilien Aurelio Núñez Morgado, et les chargés d'affaires de l'Argentine et de la Norvège, Edgardo Pérez Quesada et Felix Schlayer. Les actions des représentants français, René Bonjean et Emmanuel Neuville, et surtout du représentant britannique, George Ogilvie-Forbes, apparaissent alors très minorées⁴. Parallèlement, la médiation humanitaire durant la guerre civile a également été abordée par les auteurs qui se sont intéressés à l'action du CICR⁵. Ces études se sont évidemment centrées sur l'action des délégués de l'organisation genevoise en Espagne – principalement Marcel Junod et Georges Henny. Elles permettent néanmoins d'entrevoir l'activité des représentants français et britanniques à travers l'aide qu'ils apportent au CICR. Mais alors qu'elles restent principalement fondées sur les archives de l'organisation humanitaire, ces études ont eu tendance à minorer à nouveau l'importance de cette aide – à l'exception notable de Sébastien Farré qui souligne la dépendance des délégués du CICR à l'égard des diplomates.

L'historiographie de l'internationalisation de la guerre d'Espagne n'a guère permis jusqu'à présent de revaloriser ces médiations humanitaires françaises et britanniques durant les premiers mois du conflit. Les principales monographies sur les relations entre l'Espagne et

³ Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2006 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2018.

⁴ Dans le cas des travaux d'Antonio Manuel Moral Roncal, cette minoration s'explique certainement par l'usage peu critique qu'il fait des témoignages de Felix Schlayer, qui s'efforce dès 1938 d'amoindrir les participations françaises et britanniques aux efforts humanitaires, dans le contexte des rivalités de plus en plus fortes qui opposent l'Allemagne aux deux démocraties libérales. Voir chapitre 7, p. 525-526.

⁵ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Alfonso García López, *Entre el odio y la venganza. El Comité Internacional de la Cruz Roja en la guerra civil española*, La Corogne, Espacio Cultura, 2009 ; Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, Genève, Georg, 2022.

la Grande-Bretagne durant la guerre civile espagnole les ignorent complètement ou presque⁶. Elles se concentrent surtout sur les évacuations des populations civiles basques après le bombardement de Guernica en avril 1937, et sur les missions humanitaires de 1938 – commission Chetwode et commission d’enquête sur les bombardements – sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement. Le rôle de George Ogilvie-Forbes en faveur des prisonniers de droite à Madrid est surtout connu par l’intermédiaire des travaux d’historiens britanniques qui se sont appuyés sur les archives du Foreign Office pour étudier les violences révolutionnaires à l’arrière républicain⁷, tandis que l’action de Ralph Stevenson, Sir Henry Chilton et Geoffrey Thompson en faveur des « otages » de Bilbao est en partie connue grâce aux travaux de Fernando de Meer sur les négociations que le Partido Nacionalista Vasco (PNV) mène avec les autorités franquistes⁸.

Quant à l’investissement français, il est surtout connu à travers l’exemple de Jean Herbette. Comme nous le verrons, ce dernier se distingue par son activisme dans les questions humanitaires, ce qui n’a pas manqué d’attirer l’attention des historiens qui se sont intéressés à son action durant la guerre civile. Mais son activité humanitaire n’était pas l’angle principal de ces études, qui l’ont effleurée d’une manière relativement superficielle en la déconnectant à tort des préconisations politiques de l’ambassadeur⁹. D’une manière générale, les historiographies qui ont abordé les différents projets de médiation humanitaire de ces premiers mois de guerre n’ont guère remis en cause les objectifs affichés de neutralité et d’impartialité, séparant de manière artificielle ces initiatives des agendas politiques et

⁶ Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, Londres, The Macmillan Press, 1979 ; Enrique Moradiellos, *Neutralidad benévola: El Gobierno británico y la insurrección militar española de 1936*, Oviedo, Pentalfa, 1990 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996 ; Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, Eastbourne, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2022.

⁷ Ian Gibson, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, Barcelone, Plaza & Janés, 1987 ; Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, Londres, Harper Press, 2013 ; Julius Ruiz, *The « Red Terror » and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014 ; Julius Ruiz, «Paracuellos». *The Elimination of the «Fifth Column» in Republican Madrid during the Spanish Civil War*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2017.

⁸ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, Pampelune, Ediciones Universidad de Navarra, 1992.

⁹ Pedro Barruso, « La misión diplomática del embajador francés, Jean Herbette, durante la guerra civil », *Bulletin d’histoire contemporaine de l’Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 120-134 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003, p. 271-276 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008, p. 271 ; Pedro Barruso et Juan Carlos Jiménez de Aberásturi Corta, *El comienzo de la Guerra Civil en Euskadi a través de los documentos diplomáticos franceses. Los informes del embajador Jean Herbette (San Sebastián: julio-octubre de 1936)*, Saint-Sébastien, Kutxa Fundazioa, 2011, p. 64-77 ; Pedro Barruso, *1936-1937. Guerre civile d’Espagne. Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. Villes diplomatiques*, Ciboure, Jakintza, 2015, p. 64-77.

idéologiques des acteurs qui les portent. J'entends au contraire démontrer que la multiplication de ces projets trouve précisément son explication dans le lien fondamental qu'ils conservent avec les enjeux politiques de la guerre civile, notamment en matière de reconnaissance internationale des militaires insurgés. En effet, en dépit de la neutralité revendiquée par la plupart de ces initiatives humanitaires, elles apparaissent en réalité très largement partiales, servant dans bien des cas la propagande rebelle et acculant les autorités républicaines et basques dans un isolement international de plus en plus prégnant.

I. Les corps diplomatiques accrédités en Espagne : entre humanitaire et propagande

A. Les appels humanitaires d'août 1936

1. Le projet d'appel britannique

Dès les premières semaines, la guerre civile espagnole occupe une place importante dans les journaux britanniques. Son traitement connaît un pic important en juillet et août 1936, qui demeure inégalé durant le reste du conflit¹⁰. Certains journaux, comme le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph*, le *Daily Express* ou encore le *Daily Mirror* publient de longues pages consacrées aux « atrocités » qui ensanglantent l'Espagne, et en particulier la zone républicaine. Le *Daily Mail* consacre près d'un tiers de ses articles à ce sujet en juillet et août 1936¹¹. Face à cette mobilisation de la presse, le gouvernement britannique acquiert progressivement la conviction que l'opinion publique attend de lui « qu'il prenne des mesures plus directes et rigoureuses pour appeler les deux parties en Espagne à s'abstenir de tout excès, et que, si possible une sorte d'appel international concerté [soit] lancé¹² ». Au même moment, le représentant des militaires insurgés à Biarritz, le marquis Alfonso Merry del Val, demande à l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton d'intervenir en faveur des « monarchistes » et « fascistes » espagnols emprisonnés par les « communistes¹³ ». Ce dernier ne cache pas que « si un appel à la pitié était adressé à l'un des adversaires, il devrait sans doute être adressé à l'autre » compte tenu de la politique de neutralité suivie par le

¹⁰ David Deacon, *British news media and the Spanish Civil War: tomorrow may be too late*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2008, p. 118-119.

¹¹ *Ibid.*, p. 136-137.

¹² TNA, PRO, FO 371/20536, W9941/62/41, extrait des conclusions de la réunion de la commission sur la politique extérieure du cabinet britannique, 25 août 1936.

¹³ TNA, PRO, FO 371/20531, W8715/62/41, dép. 610 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 13 août 1936.

gouvernement britannique¹⁴. Dans ces conditions, le Secrétaire d'État adjoint aux affaires étrangères, Lord Halifax, souhaite sonder le gouvernement français sur l'opportunité d'un appel humanitaire concerté que les principales puissances adresseraient au gouvernement ou aux « factions » espagnols :

« Cet appel serait motivé par le fait que, bien qu'il ne soit pas question d'appliquer le droit international dans les conflits internes, l'opinion publique mondiale est profondément choquée par les rumeurs faisant état d'excès répétés de part et d'autre, qui semblent souvent prendre la forme de fusillades en masse et d'exécutions arbitraires, ainsi que de représailles sur des civils non combattants, et il devrait exhorter les deux parties à s'abstenir de toute action qui pourrait justifier ces rumeurs et à limiter ces activités à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre leurs objectifs militaires¹⁵. »

L'ambassadeur britannique, George Clerk, reçoit des instructions en ce sens deux jours plus tard¹⁶. Le 21 août 1936, le Quai d'Orsay fait savoir que le gouvernement français n'a « aucune objection à cette proposition », mais souhaite « pour des raisons de politique intérieure, prendre garde [...] de ne pas placer le gouvernement de Madrid et les insurgés sur un pied d'égalité ». Le ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos, suggère par ailleurs « d'amener le gouvernement des États-Unis à coopérer » au projet britannique¹⁷. Le Foreign Office voit certes l'« avantage évident » d'obtenir la collaboration des États-Unis, dont la politique vise à « se tenir à l'écart de tout contact avec l'imbroglio espagnol¹⁸ ». Le projet d'appel britannique dont la portée est limitée – Evelyn Schukburgh le qualifie même d'appel « de salon¹⁹ » – pourrait en effet amener le gouvernement américain à s'intéresser à moindres frais aux affaires européennes.

Mais le Foreign Office semble davantage soucieux de placer cet appel dans la continuité des discussions qui ont lieu au même moment autour de la politique de non-intervention²⁰. Evelyn Schukburgh estime en effet que la « démarche devrait probablement

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ TNA, PRO, FO 371/20533, W9151/62/41, lettre de Sir George Mounsey à Sir Horace James Seymour, 17 août 1936.

¹⁶ *Ibid.*, tél. 247 du Foreign Office à Sir George Clerk, 19 août 1936.

¹⁷ TNA, PRO, FO 371/20534, W9417/62/41, tél. 279 de Sir George Clerk au Foreign Office, 21 août 1936.

¹⁸ *Ibid.*, minute d'Evelyn Schukburgh, 25 août 1936.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ La France et la Grande-Bretagne signent le pacte de non-intervention le 15 août 1936, avant de le proposer aux autres puissances européennes. L'Italie et le Portugal manifestent leur adhésion le 21 août, l'URSS le 23 et

être limitée, dans un premier temps en tout cas, aux puissances européennes principalement intéressées, c'est-à-dire inclure l'Allemagne, la France, l'Italie et le Portugal, mais omettre le Soviet²¹ ». Le gouvernement britannique donne en effet la priorité à un accord avec les quatre premières puissances, et ne cache pas sa volonté de « s'abstenir de tout engagement qui pourrait l'aligner sur la Russie²² ». C'est pourquoi Evelyn Schukburgh est plus sceptique face à l'exigence française de « de ne pas placer le gouvernement de Madrid et les insurgés sur un pied d'égalité²³ » : « Il ne peut pas être question, vraisemblablement, de les différencier dans l'appel lui-même. Cela détruirait toutes les chances qu'il soit accepté par les autres puissances²⁴. » La volonté du Foreign Office de placer cet appel dans la continuité du pacte de non-intervention permet d'ailleurs d'envisager une autre motivation à la médiation humanitaire envisagée. Au moment où l'ancien ministre travailliste, Lord Strabolgi, dénonce publiquement la politique du gouvernement britannique à l'égard de l'Espagne comme relevant d'une « neutralité malveillante²⁵ », l'ajout d'un volet humanitaire au pacte de non-intervention vise probablement à faire taire les critiques les plus virulentes. Néanmoins, le Foreign Office décide finalement d'abandonner son projet d'appel²⁶. Au même moment, le corps diplomatique réfugié à Hendaye et à Saint-Jean-de-Luz discute en effet une initiative très similaire – quoique plus pratique – qui risque de rendre l'appel britannique « superflu » et « quelque peu vide²⁷ ». C'est pourquoi le Foreign Office indique finalement à Roger Cambon, le conseiller de l'ambassade de France à Londres, qu'il a décidé d'appuyer, à travers son ambassadeur à Hendaye, « les démarches que le corps diplomatique pourrait entreprendre localement²⁸ ». Les instructions qu'il envoie dans ce sens à Chilton sont d'ailleurs publiées dans la presse londonienne, suggérant par la même occasion que son projet d'appel s'adressait bien en premier lieu à l'opinion britannique²⁹.

l'Allemagne le 24. Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001, p. 99.

²¹ TNA, PRO, FO 371/20534, W9417/62/41, minute d'Evelyn Schukburgh, 25 août 1936.

²² Jill Edwards, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 22 et 24.

²³ TNA, PRO, FO 371/20534, W9417/62/41, tél. 279 de Sir George Clerk au Foreign Office, 21 août 1936.

²⁴ *Ibid.*, minute d'Evelyn Schukburgh, 25 août 1936.

²⁵ Lord Strabolgi publie cette dénonciation dans le *Daily Herald* le 10 août 1936. Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 37.

²⁶ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1657 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

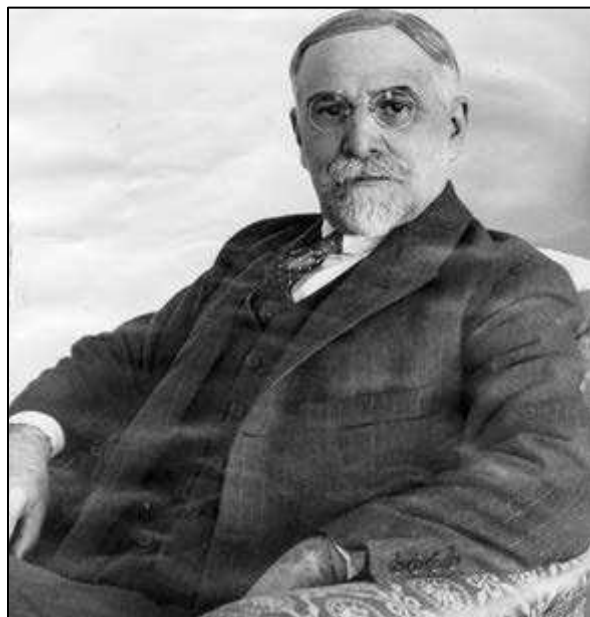
²⁷ TNA, PRO, FO 371/20535, W9559/62/41, minute d'Evelyn Schukburgh, 25 août 1936.

²⁸ TNA, PRO, FO 371/20536, W9795/62/41, note de Sir George Mounsey, 26 août 1936.

²⁹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1657 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

2. *De l'initiative argentine à l'intervention zélée de Jean Herbette : l'appel du corps diplomatique d'Hendaye*

À l'initiative de son doyen, l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla, le corps diplomatique réfugié en France investit lui aussi le champ humanitaire. Il répond en réalité aux sollicitations de représentants de la Junta de Defensa Nacional établie à Burgos. Lorsqu'Alfonso Merry del Val sollicite le 13 août 1936 l'intervention de l'ambassadeur britannique en faveur des personnalités de droite emprisonnées ou exécutées par les forces républicaines, il demande « si le Corps diplomatique en tant que corps [peut] lancer un appel³⁰ ». Sir Henry Chilton ne cache pas son scepticisme quant à l'effet d'une telle initiative, mais promet d'en parler avec ses collègues³¹. Trois jours plus tard, l'ambassadeur argentin convoque une réunion du corps diplomatique pour évoquer le rôle que ce dernier pourrait « jouer dans la médiation entre les combattants le moment venu³² ». Chilton estime que cette question est prématurée, et sollicite des instructions du Foreign Office qui l'autorise à assister à la rencontre sans prendre part aux discussions³³.



Photographie 32 : Daniel García Mansilla³⁴.

³⁰ TNA, PRO, FO 371/20531, W8715/62/41, dép. 610 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 13 août 1936.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*, W8747/62/41, tél. 195 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 16 août 1936.

³³ *Ibid.*, W8747/62/41, tél. 195 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 16 août 1936 ; et tél. 156 de Charles Howard Smith à Sir Henry Chilton, 17 août 1936.

³⁴ Photographie reproduite dans Pedro Barruso, *1936-1937. Guerre civile d'Espagne. Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. Villes diplomatiques*, op. cit., p. 16.

La réunion a lieu le 18 août 1936 à l'Hôtel Eskualduna, à Hendaye, en présence des ambassadeurs et ministres d'Argentine, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Belgique, du Mexique, des Pays-Bas, de Norvège, de Suède, de Finlande et de Tchécoslovaquie³⁵. Il n'y a là qu'une partie des 18 missions étrangères qui, semble-t-il, ont trouvé refuge en France³⁶. García Mansilla y fait part de la visite qu'il a reçue d'une délégation de 5 membres dirigée par Tomás Domínguez Arévalo, Comte de Rodezno et dirigeant carliste de la *Comunión Tradicionalista*, qui sollicite l'aide du corps diplomatique pour réaliser un échange de prisonniers civils et d'otages³⁷. L'ambassadeur français, Jean Herbette, demande alors des précisions sur « les pouvoirs de la délégation », dont il loue « les intentions ». C'est son collègue italien, Orazio Pedrazzi, qui lui répond. Lui aussi a reçu la visite de Rodezno, qui lui a donné l'impression de parler « simplement en son nom personnel ». Il considère dès lors préférable de « laisser au Corps diplomatique le soin de prendre lui-même une initiative en s'abstenant de la présenter comme la conséquence de la démarche » de la délégation carliste³⁸. Dès lors, les chefs de missions décident unanimement de consulter leurs gouvernements. Herbette et Chilton demandent ainsi l'autorisation de prendre part aux discussions³⁹. Le Foreign Office accorde immédiatement cette autorisation, et suggère au Quai d'Orsay d'en faire de même⁴⁰. Ce dernier recommande à Herbette de se concerter avec Chilton afin d'appuyer toute démarche que celui-ci pourrait entreprendre au nom du gouvernement britannique⁴¹. Le conseiller de l'ambassade française à Londres, Roger Cambon, précise toutefois que « l'accord du gouvernement français [est] soumis à la condition que toute action n'ait pas d'implications politiques vis-à-vis des rebelles, qu'elle ait un caractère purement humanitaire et qu'elle soit menée par l'ensemble du corps diplomatique⁴² ». Le ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos, veut en effet éviter que les contacts avec les insurgés

³⁵ TNA, PRO, FO 371/20533, W9173/62/41, dép. 630 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 août 1936.

³⁶ Selon les listes dressées par l'ambassade française en novembre 1936 et février 1937, les pays représentés sur la côte basque française sont les suivants : Argentine, Belgique, Chine, Égypte, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie (jusqu'à la reconnaissance de Franco, en novembre), Japon, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela. L'ambassadeur du Mexique est depuis retourné à Madrid. CADN, Madrid, B, 570, GC 6/C¹, note et liste rédigées par Jean-Baptiste Barbier, 12 novembre 1936 ; et dép. 191 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 20 février 1937.

³⁷ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1034 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20533, W9173/62/41, dép. 630 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 août 1936.

³⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1034 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

³⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1034 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20533, W9173/62/41, dép. 630 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 août 1936.

⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20533, W9151/62/41, tél. 247 du Foreign Office à Sir George Clerk, 19 août 1936.

⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20534, W9418/62/41, tél. 280 de Sir George Clerk au Foreign Office, 21 août 1936 ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, tél. 571-572 d'Yvon Delbos à Jean Herbette, 20 août 1936.

⁴² TNA, PRO, FO 371/20534, W9418/62/41, minute de Charles Howard Smith, 25 août 1936.

puissent « être interprétés comme impliquant une reconnaissance ou ayant une portée politique⁴³ ».

Jean Herbette rencontre Sir Henry Chilton le 22 août conformément aux instructions qu'il a reçues. Ce dernier lui donne connaissance du projet de mémorandum élaboré par l'ambassadeur argentin, Daniel García Mansilla⁴⁴. Le texte prévoit la médiation du corps diplomatique sur trois points : « le traitement et l'échange des prisonniers non-combattants (otages) » ; « l'organisation de services sanitaires » ; et « des mesures pour préserver les monuments et œuvres d'art qui reflètent la grandeur et les gloires du passé⁴⁵ ». Cette médiation serait l'œuvre d'une « Commission internationale de caractère privé », désignée par le corps diplomatique et « composée d'amis sincères de l'Espagne » et « des personnalités respectables, généralement appréciées pour leur rectitude, leur esprit impartial, et dont les compétences dans ces trois matières seraient notoires⁴⁶ ». L'ambassadeur argentin souhaite en effet que cette commission soit composée de représentants de pays « neutres », et en exclure la France, l'Allemagne et l'Italie. Il propose par ailleurs que l'appel soit adressé au gouvernement de Madrid ainsi qu'au « Gouvernement de Burgos »⁴⁷. L'ambassadeur français note alors que son homologue britannique ne semble pas « faire d'objection à cette procédure ». Il essaie d'infléchir sa position, en soulignant « l'impossibilité de s'adresser au “Gouvernement de Burgos” », ce qui « équivaldrait à une sorte de reconnaissance, et qu'une reconnaissance pourrait avoir des conséquences jusque dans les questions de blocus, de visite, etc. » Il avance également que le corps diplomatique risquerait de s'exposer « à de graves critiques si tout en demandant la protection de monuments historiques, on semblait se désintéresser de la population civile ». Il suggère alors d'inclure au mémorandum la « renonciation aux bombardements de villes ouvertes ». Enfin, Herbette propose de confier la réalisation de ce plan à des militaires dont le statut permettrait d'éviter « les risques politiques », en leur permettant d'entrer en discussion avec les seules autorités militaires des deux camps⁴⁸. Chilton ne semble pas « convaincu⁴⁹ ». Il ne rend visiblement aucun compte au

⁴³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 571-572 d'Yvon Delbos à Jean Herbette, 20 août 1936.

⁴⁴ *Ibid*, tél. 1070-1072 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 août 1936.

⁴⁵ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, « Projet de mémorandum qu'éventuellement présenteraient les chefs de mission accrédités en Espagne et dont les noms suivent ».

⁴⁶ *Ibid*.

⁴⁷ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1070-1072 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 août 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20534, W9406/62/41, tél. 198 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 22 août 1936.

⁴⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1070-1072 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 août 1936.

⁴⁹ *Ibid*.

Foreign Office de sa conversation avec Herbette. Ce dernier constate d'ailleurs le décalage de la position de son collègue britannique à l'égard de la position française : « je n'ai pas l'impression que l'Ambassadeur d'Angleterre fût disposé à prendre une initiative quelconque. Je lui ai parlé des instructions que Votre Excellence m'avait données. Il a paru les trouver excellentes, mais il approuverait probablement aussi des choses qui s'en écartent notablement⁵⁰. »

L'inertie de l'ambassadeur britannique amène Herbette à occuper un rôle plus actif. Il rencontre Daniel García Mansilla, qui lui confirme le contenu du mémorandum qu'il envisage de proposer au corps diplomatique. L'ambassadeur français lui oppose les mêmes objections qu'à Chilton, et se voit suggérer de « présenter des amendements » au texte⁵¹. Finalement, Herbette ne se contente pas d'amender le mémorandum de l'ambassadeur argentin, mais propose un tout autre texte lors d'une seconde réunion du corps diplomatique le 24 août 1936. Celui de Daniel García Mansilla est en effet jugé trop long par ses collègues, qui se prononcent pour une communication plus courte qui prendrait la forme d'un télégramme adressé aux gouvernements des puissances représentées lors de la réunion⁵². Sa rédaction est confiée à Jean Herbette. À travers ce nouveau texte, le corps diplomatique propose d'offrir au gouvernement républicain « d'intercéder, dans les deux camps, en faveur de mesures d'engagements réciproques qui tendraient, en dehors de toute intervention politique ou militaire, à protéger la population civile » de « l'incarcération d'otages ou d'autres prisonniers non-combattants », de « l'atteinte portée à la santé publique par le manque de médicaments, d'eau et de lumière » et de la perte « de vies humaines que cause le bombardement de villes ouvertes ». Cette « intercession se ferait au nom du Corps diplomatique tout entier, par les moyens les plus appropriés dans chaque cas, et notamment par l'envoi de commissions *ad hoc*, par l'entremise d'attachés militaires, navals ou aériens, par un appel à la Croix-Rouge, etc⁵³. »

L'ambassadeur français a donc fait prévaloir son point de vue, et le texte se conforme selon lui aux instructions qu'il a reçues du Quai d'Orsay. Il propose ainsi « une démarche auprès du Gouvernement de la République espagnole et non pas auprès des “deux

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Il s'agit de la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Argentine, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Finlande. Le ministre norvégien, qui avait assisté à la première réunion convoquée par Daniel García Mansilla, est indisponible, tandis que l'ambassadeur mexicain est retourné à Madrid. TNA, PRO, FO 371/20535, W9559/62/41, tél. 203-204 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 24 août 1936 ; et W9699/62/41, dép. 641 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 24 août 1936.

⁵³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1079 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

Gouvernements” comme il en avait d’abord été question », et il « élimine explicitement toute intervention politique ou militaire⁵⁴ ». La Junta de Burgos ne serait en effet approchée qu’après avoir obtenu l’accord de Madrid⁵⁵. Le texte comporte aussi une bonne partie des suggestions qu’Herbette avait formulées quelques jours auparavant devant Sir Henry Chilton. Outre le rôle accordé aux attachés militaires, l’ambassadeur français se satisfait d’avoir « pu introduire, avec l’assentiment général, l’idée de mettre fin aux bombardements de villes ouvertes⁵⁶ ». Marqué par les bombardements rebelles contre Saint-Sébastien les jours précédents⁵⁷, Herbette est particulièrement sensible à ce point qu’il estime « spécialement agréable au Gouvernement de Madrid⁵⁸ ». Les membres du corps diplomatique manifestent leur approbation et entreprennent de consulter leurs gouvernements. Herbette se loue d’ailleurs « de l’esprit sage et conciliant dont se montrent animés [ses] collègues et, notamment, l’Ambassadeur d’Italie ». Il recommande toutefois au Quai d’Orsay de ne divulguer « aucun détail de [ces] entretiens » et de « laisser ignorer, à tout prix, que le document ci-dessus a été rédigé par [lui]⁵⁹ ». Pour l’ambassadeur français et ses collègues, il s’agit probablement de préserver l’image d’une proposition désintéressée en évitant qu’elle apparaisse comme une initiative française.

Mais pour Herbette, c’est peut-être aussi un moyen de couvrir ses arrières : il semble avoir excédé les instructions que le Quai d’Orsay lui avait communiquées. Si ce dernier avait effectivement placé quelques conditions pour l’adhésion française à la proposition de l’ambassadeur argentin, il ne paraît pas avoir suggéré à son ambassadeur d’adopter une position plus active. Quelques jours plus tôt, Paul Bargeton avait fait savoir au représentant britannique à Paris, Sir George Clerk, que si le gouvernement français accueillait l’initiative du corps diplomatique d’Hendaye « avec beaucoup de sympathie », il avait néanmoins « déjà tant à faire qui ne se sentait pas capable d’entreprendre lui-même une nouvelle initiative ». Il se contenterait donc de recommander à Herbette de soutenir toute initiative que Chilton serait autorisé à prendre⁶⁰. L’initiative de l’ambassadeur français place d’ailleurs le Quai d’Orsay dans une position délicate à l’égard du Foreign Office, qui est contraint d’abandonner son projet d’appel face au nouveau texte proposé par Herbette. Le 28 août 1936, ce dernier n’a d’ailleurs toujours pas reçu l’autorisation du Département de s’associer à la démarche du

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20535, W9699/62/41, dép. 641 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 24 août 1936.

⁵⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1079 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 24 août 1936.

⁵⁷ Voir chapitre 6, p. 395-397.

⁵⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1079 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 24 août 1936.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ TNA, PRO, FO 371/20534, W9418/62/41, tél. 280 de Sir George Clerk au Foreign Office, 21 août 1936.

corps diplomatique, alors que ses collègues ont reçu l'aval de leurs gouvernements et attendent « l'adhésion française pour adresser cette communication au Gouvernement espagnol⁶¹ ». C'est bien le signe de l'embarras que son initiative suscite au sein du Quai d'Orsay.

Le zèle de Jean Herbette n'est pourtant pas surprenant. Dès le 11 août, il suggérait déjà que face à « la dégénérescence anarchique du "Front populaire" espagnol », toutes « les nations, quelles que puissent être les doctrines ou les préférences politiques de leur Gouvernement, ont [...] un devoir d'humanité et un intérêt matériel qui les obligent à ne rien négliger pour hâter la fin des atrocités commises en Espagne ». Et de pointer du doigt les « assassinats de prétendus suspects, les exécutions de prisonniers, les détentions d'otages, les spoliations et les arrestations d'étrangers, les souffrances infligées à la population civile par la privation d'eau, de vivres ou de médicaments » auxquels il faudrait « mettre enfin un terme par une action collective d'où aucun des Gouvernements participants ne chercherait à tirer un profit particulier⁶² » :

« Dans ce cadre de désintéressement particulier et d'intérêt général, il doit être possible d'engager entre Gouvernements des conversations qui tendraient à agir utilement sur le cours des événements en Espagne. Le but de ces conversations serait par exemple d'obtenir la suspension des hostilités ainsi que la cessation des rigueurs infligées aux prisonniers, aux otages et à la population civile en général, la restitution des propriétés appartenant aux étrangers et la libération de ceux d'entre eux qui ont été détenus, le tout en vue de rendre possibles des pourparlers entre Espagnols, pour terminer la guerre civile, de faciliter ultérieurement des arrangements internationaux qui procureraient à l'Espagne les moyens de relever son économie⁶³. »

Herbette entrevoit ainsi la possibilité de parvenir à une médiation politique en Espagne à travers une action humanitaire concertée entre les principales puissances. Aussi voit-il dans l'initiative de l'ambassadeur argentin le moyen de mener à bien son projet et, probablement, de forcer la main du gouvernement français. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il conseille à Daniel García Mansilla de s'assurer de la « collaboration » de l'ambassadeur italien et se réjouit de « l'esprit sage et conciliant » dont ce dernier fait preuve lors de la réunion du

⁶¹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1102 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 août 1936.

⁶² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1000-1002 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 août 1936.

⁶³ *Ibid.*

24 août⁶⁴. Dès le 6 août, Herbette a déjà entrepris de sonder Orazio Pedrazzi, en se prononçant « en faveur d'une action de conciliation qui ouvrirait la voie à un gouvernement modéré, de manière à mettre hors-jeu les factions extrémistes opposées ». L'ambassadeur italien en déduit que « la France s'oriente déjà concrètement dans cette direction⁶⁵ ».

Herbette est finalement autorisé par Yvon Delbos le 28 août 1936 à s'associer à la démarche du corps diplomatique, non sans avoir préalablement relancé le Quai d'Orsay⁶⁶. Dès le lendemain, l'ambassadeur argentin envoie, au nom de ses collègues, une version légèrement amendée du texte au ministère d'État républicain⁶⁷. Herbette prépare également une « brève communication » destinée à la presse explicitant la démarche du corps diplomatique⁶⁸. Il s'agit d'obtenir « l'appui de l'opinion publique universelle, guidée par les informations impartiales des journaux⁶⁹ ». Parallèlement, l'ambassadeur français demande également à René Bonjean de s'adresser « au plus ancien des Ambassadeurs présents à Madrid, c'est-à-dire sauf erreur à l'Ambassadeur du Chili, en le priant de demander à tous les Chefs de Missions résidant dans la capitale de vouloir bien s'associer à la démarche⁷⁰ ». Comme le souligne Javier Rubio, l'initiative du corps diplomatique d'Hendaye provoque un certain « malaise » chez les diplomates restés à Madrid, qui se considèrent comme « les vrais représentants diplomatiques étrangers en Espagne⁷¹ ». Lorsque le télégramme de l'ambassadeur argentin est examiné le 1^{er} septembre 1936 par le corps diplomatique de Madrid, le conseiller de la légation cubaine, Manuel Serafín Pichardo, ne cache pas son agacement. Bien qu'il approuve le contenu du texte, il s'étonne que lui et ses collègues n'aient pas été consultés par ceux d'Hendaye dont il remet en cause la représentativité, hasardant qu'« il y en a six ou sept là-bas et quarante à Madrid⁷² » – quand 18 nations sont en réalité représentées sur la côte basque française (voir *supra*). Pichardo considère en outre que

⁶⁴ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1070-1072 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 août 1936 ; et tél. 1079 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 24 août 1936.

⁶⁵ *I Documenti Diplomatici Italiani. Ottava serie : 1935-1939. Volume IV (10 maggio - 31 agosto 1936)*, Rome, Istituto poligrafico e zecca dello Stato, 1993, p. 813. Les citations sont traduites à partir de la note 2 du document 739, qui résume le contenu du télégramme 7686/210 R. d'Orazio Pedrazzi à Galeazzo Ciano, 6 août 1936.

⁶⁶ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 620 d'Yvon Delbos à Jean Herbette, 28 août 1936.

⁶⁷ TNA, PRO, FO 371/20537, W10311/62/41, dép. 647 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 31 août 1936. Il transmet une copie du télégramme adressée par Daniel García Mansilla au gouvernement espagnol.

⁶⁸ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1128 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 31 août 1936.

⁶⁹ *Ibid.*, « Canevas d'une communication à la presse, proposée à l'Ambassadeur d'Argentine et accepté par lui le 31 août à midi 15 ».

⁷⁰ *Ibid.*, tél. de Jean Herbette à René Bonjean, 31 août 1936.

⁷¹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 376-377.

⁷² CADN, Madrid, B, 583, acte de la réunion du corps diplomatique célébrée le 1^{er} septembre 1936 à l'ambassade du Chili à Madrid.

l'initiative du corps diplomatique d'Hendaye apparaît relativement déconnectée des démarches entreprises à Madrid :

« Mais [le représentant cubain] doit rappeler, dans l'intérêt du corps diplomatique constitué dès le premier jour sous la présidence de l'Ambassadeur du Chili, et sans que cela implique la moindre susceptibilité ou le moindre sentiment d'amour-propre, que ces initiatives avaient été présentées à plusieurs reprises au sein de la communauté diplomatique réunie ici, et notamment par l'Ambassadeur du Chili, les représentants du Guatemala, tout d'abord, du Pérou et celui qui a eu l'honneur de s'adresser à l'Assemblée⁷³. »

Ce qui se joue dans cet échange, c'est la légitimité des deux institutions et de leurs doyens. Qui peut parler au nom du corps diplomatique ? L'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla, réfugié à Hendaye avec plusieurs chefs de mission et qui présidait le corps diplomatique avant la guerre ? Ou l'ambassadeur chilien Aurelio Núñez Morgado, qui s'est plus ou moins autodésigné doyen à Madrid le 24 juillet 1936, en l'absence des principaux chefs de mission ? Il n'est pas anodin que la charge provienne du représentant cubain. Dès le 24 juillet, Pichardo a demandé l'autorisation pour les représentants latino-américains de « tenir librement des réunions afin d'agir de manière qui serait bénéfique pour les Espagnols », et obtenu de définir le corps diplomatique « comme un tout solidaire⁷⁴ ». Par cette manœuvre, il donne la possibilité à l'ambassadeur chilien de parler au nom du corps diplomatique dans son ensemble, sans toujours recueillir l'avis de ses collègues. Aurelio Núñez Morgado use et abuse par la suite de cette liberté en défense de l'asile diplomatique, au détriment de ses collègues qui ne le pratiquent pas, comme le chargé d'affaires britannique George Ogilvie-Forbes⁷⁵. Or, l'initiative de l'ambassadeur argentin à Hendaye – qui rappelle son statut de doyen du corps diplomatique accrédité en Espagne – vient fragiliser la position de Núñez Morgado, ce qui explique la réticence de certains de ses soutiens. Le secrétaire de la légation roumaine, Henry Helfant, qui seconde l'ambassadeur chilien comme secrétaire du corps diplomatique, adopte en effet une ligne similaire à celle de Pichardo⁷⁶. Dans ces conditions, le soutien du corps diplomatique madrilène à l'initiative d'Hendaye est minimal. Aurelio Núñez Morgado se contente d'en accuser réception et de faire « observer » qu'il

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, op. cit., p. 214.

⁷⁵ Voir chapitre 7, p. 511-530.

⁷⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 376-377.

appuie la démarche⁷⁷. George Ogilvie-Forbes informe alors le Foreign Office que l'initiative d'Hendaye « n'a été abordée que de manière désordonnée [...] et a été laissée de côté⁷⁸ ».

Quoi qu'il en soit, la réponse du ministère d'État ne tarde pas à arriver. Daniel García Mansilla l'interprète comme « une fin de non-recevoir ». Le gouvernement républicain refuse la médiation du corps diplomatique. Rappelant qu'il est l'« authentique et unique représentation constitutionnelle du peuple espagnol », il indique qu'il « se borne à mater une insurrection militaire par laquelle a été causée cette situation douloureuse que le Gouvernement désire voir finir de la manière la plus rapide par les moyens les plus humanitaires, sans omettre aucun effort comme le démontrent les mesures et les actes qu'il est en train de réaliser⁷⁹ ». Herbette regrette alors que le gouvernement républicain « ait laissé passer la possibilité qui lui était offerte de réclamer la suppression des bombardements de villes sans défense et qu'il ait négligé de laisser entendre que les arrestations d'otages étaient la conséquence de ces bombardements ». Il déplore surtout que « ce Gouvernement n'ait pas vu, dans la démarche du Corps diplomatique, l'occasion de se remettre en contact avec des Gouvernements étrangers qui n'ont plus guère de relations avec lui (Angleterre, Italie, Belgique, etc.) et d'agir ainsi sur l'opinion mondiale ainsi que sur le cours même des événements⁸⁰ ». La « fin de non-recevoir » opposée par le gouvernement espagnol désavoue en effet les démarches entreprises par Herbette qui, suivant les instructions du Quai d'Orsay, avait tenté d'offrir un texte plus favorable – selon lui – à la République espagnole. On comprend donc la déception de l'ambassadeur français, qui note cependant que le gouvernement de Madrid « aura sans doute eu ses raisons intérieures pour adopter une attitude réservée⁸¹ ». En réalité, la position des autorités républicaines s'explique surtout par des considérations diplomatiques.

3. Une opération de propagande ? L'appel du Corps diplomatique d'Hendaye comme légitimation du camp rebelle

L'initiative de l'ambassadeur argentin, Daniel García Mansilla, n'est en effet pas aussi impartiale et désintéressée qu'il la présente. Rappelons qu'elle est le fruit d'une sollicitation

⁷⁷ CADN, Madrid, B, 583, acte de la réunion du corps diplomatique célébrée le 1^{er} septembre 1936 à l'ambassade du Chili à Madrid.

⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20538, W10879/62/41, tél. 156 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 septembre 1936.

⁷⁹ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1148-1149 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 septembre 1936.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid.*

du comte de Rodezno qui a pris une part active à la conspiration monarchiste contre la République espagnole. Aux côtés de José Calvo Sotelo et d'Antonio Goicoechea, il signe notamment l'accord de 1934 avec l'Italie fasciste, par lequel cette dernière s'engage à appuyer, y compris militairement, un soulèvement contre le régime républicain⁸². C'est également lui qui négocie avec le général Mola l'adhésion des requetés carlistes au coup d'État militaire⁸³. Dans ces conditions, l'appel humanitaire qu'il réalise auprès du corps diplomatique peut paraître suspect. En évoquant le sort des « otages » et des prisonniers civils, n'entretient-il pas la propagande d'atrocités que déploient au même moment les autorités rebelles⁸⁴ ? La question mérite d'être posée, d'autant que l'intervention de Rodezno est loin d'être isolée. Outre la sollicitation d'Alfonso Merry del Val auprès de l'ambassadeur britannique (voir *supra*), Francisco Moreno Zuleta, le comte des Andes, mandate auprès du CICR la marquise Inés de la Gándara y Plazaola, « au nom des "Dames de la Croix-Rouge" », afin d'obtenir l'aide de l'organisation genevoise⁸⁵. Représentant du général Mola en France, ce dernier prend rapidement la tête du service de propagande installé dans la villa *Nacho Enea*, à Saint-Jean-de-Luz, auquel il adjoint un service de renseignement : le Servicio de Información de la Frontera Nordeste de España (SIFNE)⁸⁶. Du reste, alors que le CICR sollicite l'aide des militaires rebelles pour assurer l'évacuation vers Madrid d'une colonie d'enfants surprise par la guerre près de Ségovie, le général Cabanellas, à la tête de la Junta de Defensa Nacional, en profite pour dénoncer l'« énormité que commet [l']armée rouge assassinant [des] hommes sans défense, femmes et enfants[,] bombardant [des] villes ouvertes[,] détruisant [l']immense trésor artistique national[,] incendiant et dévastant temples[,] maisons particulières et de commerce et milles autres atrocités impossibles [à] décrire par télégramme ». Il indique qu'au contraire, la « Junta de Defensa maintiendra intégralement [la] légalité, se conformant exactement [aux] lois et usages [de la] guerre⁸⁷ ».

Ainsi, en sollicitant la médiation humanitaire du corps diplomatique et du CICR, les autorités rebelles cherchent probablement à renforcer leur dénonciation des « atrocités » perpétrées par les soutiens du gouvernement républicain, en offrant de leur côté un visage plus

⁸² Pilar Mera Costa, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, Barcelone, Taurus, 2021, p. 100.

⁸³ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza Editorial, 2011, p. 382-383.

⁸⁴ Voir chapitre 4, p. 269-278.

⁸⁵ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*, p. 46.

⁸⁶ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 49-54.

⁸⁷ ACICR, B, CR 212, GEN-001, tél. 9231 du CICR au général Franco, 6 août 1936 ; et tél. 1585 du général Cabanellas au CICR, 7 août 1936.

favorable, ouvert aux initiatives humanitaires. L'ambassadeur américain, Claude G. Bowers, considère en effet dès le 17 août que le projet de médiation porté par l'ambassadeur argentin, « hostile au régime » et dont il « soupçonne [les] motivations », « pourrait servir à des fins de propagande contre les autorités constituées⁸⁸ ». C'est d'ailleurs ce qui le conduit à refuser d'assister à la réunion du 18 août. Mais la manœuvre ne s'arrête pas là. Avec la complicité de certains membres du corps diplomatique, les militaires rebelles espèrent certainement obtenir de cet appel humanitaire une forme de légitimation et de reconnaissance. De manière significative, le premier mémorandum proposé par Daniel García Mansilla s'adresse au gouvernement de Madrid et au « gouvernement de Burgos ». Comme le note Bowers dans ses mémoires, cette démarche « équivalait à faire proclamer par tous les représentants de tous les pays que les rebelles et le gouvernement étaient placés sur le même plan au point de vue de la légalité⁸⁹ ». Le gouvernement français, nous l'avons vu, y est hostile, ce qui conduit Herbetto à proposer une nouvelle approche le 24 août 1936. Le corps diplomatique entend désormais solliciter l'autorisation préalable du gouvernement espagnol avant d'offrir sa médiation aux deux camps. Si cette nouvelle proposition permet d'obtenir l'accord du cabinet français, elle est loin, en réalité, de résoudre le problème. En effet, elle ne clôt pas définitivement la question de la reconnaissance des insurgés, comme en témoignent les échanges du corps diplomatique de Madrid le 1^{er} septembre 1936 :

« Le représentant de la Yougoslavie demande comment nous pouvons porter cette suggestion à l'attention du camp rebelle sans lui reconnaître la belligérance. Le ministre péruvien sait que certains représentants diplomatiques à Hendaye ont offert leur médiation à cet égard. Si le gouvernement donne son accord à cette médiation, cela signifie que la belligérance des rebelles devra être reconnue⁹⁰. »

Dans ces conditions, le gouvernement républicain ne peut pas accepter la proposition et refuse le 3 septembre l'entremise du corps diplomatique d'Hendaye. Le représentant du ministère d'État sur la côte basque, Américo Castro, indique en effet à l'ambassadeur britannique que « son gouvernement, tout en appréciant les motifs humanitaires qui ont inspiré les chefs de missions étrangères accrédités en Espagne [...], a estimé qu'il ne pouvait

⁸⁸ Tél. 852.00/2629 de Claude G. Bowers au Secrétariat d'État, 17 août 1936. *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers, 1936. Volume II : Europe*, Washington, United States Government Printing Office, 1954, p. 488.

⁸⁹ Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, Paris, Flammarion, 1956, p. 279.

⁹⁰ CADN, Madrid, B, 583, acte de la réunion du corps diplomatique célébrée le 1^{er} septembre 1936 à l'ambassade du Chili à Madrid.

pas se permettre d'être placé, pour ainsi dire, sur le même plan que les rebelles, ni de traiter avec eux d'une manière quelconque⁹¹ ». Les autorités républicaines se retrouvent par là même prises au piège. Comme le souligne Bowers dès le 25 août, « quelle que soit l'attitude des rebelles, si le gouvernement refuse, il se trouve dans la position de refuser une mesure d'humanité, laissant l'avantage dans l'opinion publique aux rebelles qui ne seront alors pas invités à prendre la parole⁹² ». Dans ses mémoires, l'ambassadeur des États-Unis ne cache pas son amertume face à la manœuvre de ses collègues : « Il ne resterait plus alors qu'à annoncer que l'œuvre humanitaire entreprise par le corps diplomatique avait échoué par la faute du gouvernement républicain⁹³. » C'est ce qui se produit effectivement le 3 septembre.



Photographie 33 : Claude G. Bowers⁹⁴.

En effet, l'ambassadeur argentin convoque une réunion du corps diplomatique le soir même⁹⁵. Herbette n'y participe pas, et se fait représenter par son conseiller, Jean-Baptiste Barbier⁹⁶. Durant la réunion, certains chefs de missions – dont Chilton et Pedrazzi, les

⁹¹ TNA, PRO, FO 371/20537, W10710/62/41, dép. 655 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 4 septembre 1936.

⁹² Tél. 852.00/2780 de Claude G. Bowers au Secrétariat d'État, 25 août 1936. *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers, 1936. Volume II : Europe, op. cit.*, p. 511.

⁹³ Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939, op. cit.*, p. 280.

⁹⁴ Photographie reproduite par Pedro Barruso, 1936-1937. *Guerre civile d'Espagne. Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. Villes diplomatiques, op. cit.*, p. 14.

⁹⁵ TNA, PRO, FO 371/20537, W10392/62/41, tél. 213 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 septembre 1936.

⁹⁶ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1151-1152 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 septembre 1936.

ambassadeurs britannique et italien – pressent leurs collègues de publier un communiqué qui « aurait mis en évidence à la fois l’activité du corps diplomatique et la mauvaise volonté du gouvernement de Madrid⁹⁷ ». La décision est finalement reportée au lendemain, conformément à la demande formulée par Barbier au nom de son supérieur. L’ambassadeur français souhaite en effet accorder un délai supplémentaire au représentant du ministère d’État, Américo Castro, pour obtenir un changement de position de la part de son gouvernement⁹⁸. L’ambassadeur italien aurait lui-même entrepris une démarche dans ce sens, mettant en garde Américo Castro contre le « fâcheux effet » que pourrait produire « sur le public » la réponse négative d’Augusto Barcia. Pedrazzi l’aurait en effet incité à « se faire envoyer de Madrid des instructions plus conformes aux véritables intérêts du gouvernement espagnol ». Cette action lui vaut la reconnaissance d’Herbette, qui estime que l’ambassadeur italien « fait ici une politique qui n’est pas sans mérite de sa part⁹⁹ ». En réalité, Pedrazzi semble faire preuve de duplicité. Selon Claude G. Bowers, dès le lendemain il « demande avec véhémence » que le télégramme du corps diplomatique et la réponse de Barcia soient publiés en même temps que le communiqué préparé par l’ambassadeur argentin. De l’avis du représentant américain, cette publication serait alors « utilisée par les rebelles à des fins de propagande¹⁰⁰ ». Du reste, Jean-Baptiste Barbier ne fait pas mystère dans ses mémoires des propos virulents que Pedrazzi tient à l’égard du gouvernement républicain : « il fit ressortir en termes précis non moins qu’adroits la manière dont les soi-disants [sic] gouvernants de Madrid se disqualifiaient chaque jour davantage¹⁰¹ ». Cependant, il ne semble pas que le conseiller de l’ambassade rapporte ces propos à Herbette, à l’égard duquel il éprouve une forte hostilité.

Quoi qu’il en soit, face à l’impossibilité d’Américo Castro d’obtenir un changement de position de son gouvernement, le corps diplomatique décide de publier un communiqué

⁹⁷ *Ibid.*, note de Jean-Baptiste Barbier sur la réunion du 3 septembre 1936.

⁹⁸ *Ibid.*, tél. 1151-1152 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 3 septembre 1936 ; et note de Jean-Baptiste Barbier sur la réunion du corps diplomatique du 3 septembre 1936.

⁹⁹ *Ibid.*, tél. 1151-1152 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 3 septembre 1936.

¹⁰⁰ Tél. 852.00/2988 de Claude G. Bowers au Secrétariat d’État, 4 septembre 1936. *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers, 1936. Volume II : Europe, op. cit.*, p. 523. Si Bowers indique que son avis est partagé par tous ses collègues, l’ambassadeur britannique, Sir Henry Chilton, suggère que son collègue américain est plutôt isolé. Il attribue le positionnement de Bowers à l’admiration que ce dernier éprouve pour Manuel Azaña et à son ignorance du français, qui l’empêcherait de comprendre la teneur des échanges durant la réunion du corps diplomatique. TNA, PRO, FO 371/20537, W10712/62/41, dép. 657 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 septembre 1936.

¹⁰¹ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L’Alveare, 1951, p. 617.

déplorant ce refus¹⁰². Herbette obtient, par l'intermédiaire de Barbier qui le représente à nouveau lors de la réunion, d'adoucir la dernière phrase « afin de ne pas fermer la porte à des échanges ultérieurs¹⁰³ ». Le corps diplomatique manifeste en effet qu'« il reste néanmoins prêt à adopter toute mesure et à offrir toute coopération susceptible d'adoucir les souffrances de la guerre civile, aussitôt que les conditions nécessaires à ces effets se trouveront remplies¹⁰⁴ ». Mais surtout, les chefs de mission présents à la réunion du 4 septembre décident de suivre la proposition de l'ambassadeur italien et de publier la correspondance entre le corps diplomatique et le ministère d'État¹⁰⁵. Ils justifient cette décision par la parution dans la presse de « déclarations tout à fait fantastiques et inexactes » sur le sujet, rendant « plus judicieux de publier toute la vérité [puisqu'ils sont] obligés de dire que le gouvernement a refusé [leur] offre d'aide¹⁰⁶ ». Il est cependant très probable que les publications incriminées soient le résultat de fuites organisées par certains membres du corps diplomatique. Dès le 1^{er} septembre, le Secrétariat d'État américain mentionne la parution dans la presse de Washington d'une « déclaration de l'ambassadeur d'Argentine en Espagne, actuellement à Hendaye, concernant la proposition que certains membres du corps diplomatique auraient transmise au gouvernement espagnol “pour humaniser autant que possible la guerre civile en Espagne”¹⁰⁷ ».

L'initiative portée par Daniel García Mansilla et le corps diplomatique d'Hendaye apparaît dès lors comme une manœuvre qui, sous couvert de médiation humanitaire, cherche à porter atteinte à la légitimité du gouvernement républicain. Ce dernier est ainsi rendu responsable de l'échec de cet effort d'humanisation de la guerre civile. C'est probablement la volonté de contrer ce mauvais effet qui pousse le président du Conseil, José Giral, à signer un accord avec le CICR le 3 septembre 1936, le jour même où son cabinet refuse la médiation du corps diplomatique d'Hendaye. Par cet accord, il autorise l'organisation genevoise à ouvrir deux délégations en territoire républicain et à réaliser de potentielles opérations d'échanges de

¹⁰² CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, note de Jean-Baptiste Barbier sur la réunion du corps diplomatique du 4 septembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20537, W10712/62/41, dép. 657 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 septembre 1936.

¹⁰³ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, tél. 1156 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 septembre 1936.

¹⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/20537, W10712/62/41, dép. 657 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 septembre 1936.

¹⁰⁵ CADN, Madrid, B, 567, GC 4/A¹, note de Jean-Baptiste Barbier sur la réunion du corps diplomatique du 4 septembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20537, W10712/62/41, dép. 657 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 septembre 1936.

¹⁰⁶ TNA, PRO, FO 371/20537, W10712/62/41, dép. 657 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 septembre 1936.

¹⁰⁷ Tél. 852.00/2938a du Secrétariat d'État à Claude G. Bowers, 1^{er} septembre 1936. *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers, 1936. Volume II : Europe, op. cit.*, p. 519.

prisonniers de guerre et de civils¹⁰⁸. La signature de cet accord montre bien que le refus du gouvernement espagnol ne réside pas dans son désintérêt pour une éventuelle médiation humanitaire, mais dans les répercussions internationales que pouvait comporter l'initiative d'Hendaye¹⁰⁹. Elle met également à jour les manipulations du corps diplomatique dont les réunions, selon le témoignage de Claude G. Bowers, « avaient toutes pour but de discréditer le gouvernement légal¹¹⁰ ». Quoiqu'il en soit, cette situation conduit le Foreign Office à dissuader le Comité exécutif de la Société des Nations d'entreprendre des démarches humanitaires, estimant qu'il « serait tout simplement préjudiciable à son prestige de présenter des propositions qui n'ont aucune chance d'être acceptées¹¹¹ ». Il considère en revanche que la médiation de « la Croix-Rouge internationale, travaillant par le biais des organisations nationales, serait la meilleure approche¹¹² ». Néanmoins, la Grande-Bretagne et ses représentants ne délaissent pas pour autant le champ humanitaire, en particulier à Madrid où George Ogilvie-Forbes est amené à intervenir en coordination avec ses collègues du corps diplomatique en faveur des prisonniers de droite.

B. Les entraves du corps diplomatique de Madrid

1. L'aide aux prisonniers de Madrid : l'impuissance de la diplomatie britannique

Le chargé d'affaires britannique s'intéresse très tôt au sort des prisonniers madrilènes. Alerté du massacre qui a lieu au sein de la prison Modelo le 22 août 1936, il intervient directement auprès du ministre d'État, Augusto Barcia, pour l'enjoindre à y mettre fin. À cette occasion, le ministre confesse l'impuissance de son gouvernement¹¹³. Selon Felix Schlayer, le représentant britannique serait intervenu en pleine réunion du conseil des ministres,

¹⁰⁸ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 64.

¹⁰⁹ Les agents du Foreign Office n'en sont pas dupes. Commentant une brève du *Times* qui évoque l'accord signé entre le cabinet républicain et le CICR, Sir George Mounsey note en effet que cet article « montre que le gouvernement espagnol a ses raisons de ne pas souhaiter une médiation diplomatique, mais qu'il est prêt à accepter les bons offices de la Croix-Rouge internationale ». TNA, PRO, FO 371/20538, W10879/62/41, minute de Sir George Mounsey, 12 septembre 1936.

¹¹⁰ Claude G. Bowers, *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, op. cit., p. 279.

¹¹¹ Le précédent de la guerre d'Éthiopie pèse encore dans l'esprit des agents du Foreign Office. Le conseiller William Strang note ainsi que lors « de la guerre italo-abyssinienne, le Conseil et ses commissions ont été très embarrassés de devoir se préoccuper de questions relatives à la conduite de la guerre (gaz ; mutilations ; traitement des prisonniers). Et bon nombre de personnes pensaient que cela ne faisait guère partie de leurs attributions. La guerre civile le serait encore moins. » TNA, PRO, FO 371/20537, W10314/62/41, minute de William Montagu-Pollock, 8 septembre 1936 ; et minute de William Strang, 10 septembre 1936.

¹¹² TNA, PRO, FO 371/20536, W10206/62/41, minute de Sir Horace Seymour, 4 septembre 1936.

¹¹³ Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, op. cit., p. 285.

interpellant le gouvernement républicain et exigeant « la mise en place de tribunaux compétents et la fin de l'arbitraire de la populace dans les procès et les exécutions¹¹⁴ ». Il aurait donc joué un rôle déterminant dans l'instauration de tribunaux populaires par le gouvernement républicain, afin de regagner le contrôle de la justice¹¹⁵. George Ogilvie-Forbes n'est d'ailleurs pas le seul à intervenir. Le lendemain, l'ambassadeur chilien Aurelio Núñez Morgado rend également visite à Barcia, pour manifester la stupéfaction du corps diplomatique et protester contre les exécutions¹¹⁶. L'action du représentant britannique apparaît néanmoins unilatérale : il ne se coordonne pas avec ses collègues. La pression diplomatique augmente à la fin du mois de septembre, lorsque les représentants étrangers à Madrid s'inquiètent de la recrudescence des violences¹¹⁷. Le 25 septembre, le chargé d'affaires demande au Foreign Office d'interpeller le nouveau ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, qui se trouve alors à Genève, « afin d'empêcher le massacre de non-combattants par les deux parties sans procès¹¹⁸ ». Lord Cranborne et Lord Halifax s'entretiennent ainsi avec le ministre espagnol, qui leur répond qu'il « a été nécessaire d'envoyer au front toutes les forces qui auraient été utilisées pour maintenir l'ordre à Madrid¹¹⁹ ».

La question du sort des détenus est finalement soulevée le 29 septembre 1936 lors d'une réunion du corps diplomatique de Madrid. Ce dernier craint le « meurtre possible d'otages et d'autres prisonniers dans la prison Modelo et ailleurs à l'approche des rebelles [...], d'autant plus que les gardes ne sont plus des gardiens de prison, mais des Rouges, y compris des miliciens anarchistes ». À cette occasion, le chargé d'affaires de la Norvège, Felix Schlayer, propose « que le gouvernement espagnol soit approché en vue de remplacer la milice par des gardes civils ayant dépassé un certain âge¹²⁰ ». Il s'agit d'éviter la multiplication des « sacas », durant lesquelles les comités révolutionnaires s'emparent de détenus pour les exécuter hors de la prison. Dès le lendemain, le corps diplomatique – présidé par l'ambassadeur mexicain, en l'absence de Núñez Morgado, en congé à Berlin – nomme un comité « pour traiter des questions urgentes, la première étant celle de la protection adéquate des 7 000 prisonniers et otages à Madrid ». George Ogilvie-Forbes intègre ce comité, aux côtés des chargés d'affaires de l'Argentine et de la France, Edgardo Pérez Quesada et René

¹¹⁴ Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, Madrid, Espuela de Plata, 2021, p. 103.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 103-104. Voir également le chapitre 3, p. 215-220.

¹¹⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 372.

¹¹⁷ Voir chapitre 3, p. 215-222.

¹¹⁸ TNA, PRO, FO 371/20540, W12276/62/41, tél. 252 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 25 septembre 1936.

¹¹⁹ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 29 septembre 1936 ; et minute de Walter Roberts, 30 septembre 1936.

¹²⁰ *Ibid.*, W12538/62/41, tél. 281 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 29 septembre 1936.

Bonjean. Il noue également des relations avec le représentant du CICR dans la capitale espagnole¹²¹. Le délégué de l'organisation genevoise, le Dr Georges Henny, est en effet arrivé à Madrid le 16 septembre. Avec son bras droit, l'aristocrate espagnol Andrés de Vizcaya, il s'intéresse très tôt au sort des prisonniers de droite. Collaborant avec Felix Schlayer et Edgardo Pérez Quesada, il s'efforce de préserver leur vie¹²². Le comité formé par les représentants français, britannique et argentin, d'accord avec l'ambassadeur mexicain, suggère le 3 octobre d'approcher le président de la République, Manuel Azaña, et de « lui remettre une communication concernant la sécurité des prisonniers¹²³ ». La proposition est soumise au reste du corps diplomatique, mais elle ne semble pas être approuvée : rien n'indique qu'une délégation ait été envoyée auprès d'Azaña. Si des membres du corps diplomatique rendent bien visite au président de la République espagnole le 16 octobre 1936, c'est au sujet de la note du ministre d'État dénonçant les abus de l'asile diplomatique¹²⁴.

George Ogilvie-Forbes ne se décourage pas. Il interpelle Julio Álvarez del Vayo le 6 octobre, « demandant au gouvernement légitime de l'Espagne, au nom de sa réputation auprès de l'Empire britannique, de mettre un terme à ces meurtres de plus en plus nombreux à Madrid ». Le ministre est visiblement embarrassé, rougissant « jusqu'à la racine des cheveux » lorsque le chargé d'affaires décrit sa « visite sur l'un des lieux de massacre ». Il promet d'organiser une rencontre avec le ministre de l'Intérieur, Ángel Galarza¹²⁵. Ce dernier reçoit Ogilvie-Forbes le jour même, et reconnaît l'existence des « sacas » et des « paseos ». Il promet d'y mettre un terme immédiatement et de réorganiser et renforcer la police. Mais il admet qu'il ne peut pas garantir la sécurité des prisons « contre une foule enragée après un raid aérien au cours duquel des femmes et des enfants ont été tués ». Le gouvernement espagnol envisagerait dès lors « d'établir à l'extérieur de Madrid un camp de concentration où les prisonniers seraient logés et obligés de travailler pour un salaire équitable sous la surveillance de gardes fiables¹²⁶ ». Ces camps de travail ne sont finalement mis en place qu'au début de l'année 1937¹²⁷. Mais dès le lendemain, Galarza ordonne que les perquisitions et les

¹²¹ TNA, PRO, FO 371/20541, W12678/62/41, tél. 290 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 1^{er} octobre 1936.

¹²² Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 73-112.

¹²³ TNA, PRO, FO 371/20541, W12814/62/41, tél. 299 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 3 octobre 1936.

¹²⁴ Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, op. cit., p. 182. Voir également le chapitre 7, p. 519.

¹²⁵ TNA, PRO, FO 371/20542, W13019/62/41, tél. 310 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

¹²⁶ *Ibid.*, W13020/62/41, tél. 311 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

¹²⁷ Javier Cervera Gil, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2015, p. 214.

arrestations ne soient désormais effectuées que par les forces de police ou par les membres des nouvelles Milicias de Vigilancia de Retaguardia¹²⁸.

Quoique sceptique quant aux promesses obtenues, le Foreign Office approuve les démarches de son chargé d'affaires. Il voit dans cette intervention en faveur des prisonniers de droite un moyen de « gagner du crédit auprès du gouvernement de Burgos » dont l'avancée laisse présager la prochaine prise de Madrid¹²⁹ : « Si nous pouvons faire quelque chose pour sauver la vie des amis et des relations des principaux insurgés, nous gagnerons leur gratitude¹³⁰. » Dans la perspective d'une reconnaissance des rebelles, il s'agit notamment de contrer l'influence gagnée par les Italiens qui ne peuvent pas intervenir en faveur des détenus de la capitale espagnole, en raison de leur impopularité auprès des autorités républicaines et de leur installation à Alicante¹³¹. À l'inverse, les agents du Foreign Office estiment que la « popularité » dont la Grande-Bretagne jouit « auprès du gouvernement de Madrid [les] place en position de force » pour obtenir quelques avancées¹³². Robert Vansittart suggère notamment de publier dans la presse certaines informations sur les massacres afin de « mobiliser l'opinion publique » et forcer le gouvernement républicain à agir contre les exécutions de prisonniers¹³³. George Ogilvie-Forbes est alors chargé de fournir ces informations¹³⁴. Il s'y refuse cependant, jugeant qu'une « publication prématurée ou inutile serait à présent très embarrassante, car le gouvernement espagnol a accueilli [ses] démarches avec sympathie et préoccupation¹³⁵ ». Il estime en outre qu'une telle publication « mettrait en danger la vie [de ses] informateurs et [l']exposerait à l'accusation déjà portée par le ministre d'État contre certaines autres missions diplomatiques, selon laquelle elles seraient des agents des rebelles œuvrant à la chute de son gouvernement¹³⁶ ». Robert Vansittart ne cache pas son agacement. Il n'est pas disposé à renoncer au seul levier que possède, selon lui, le gouvernement britannique, « simplement parce que le gouvernement [espagnol] montre de la sympathie et de la préoccupation après que des gens ont été massacrés pendant des semaines et continuent de l'être¹³⁷ ». Néanmoins, dans un souci de ne pas mettre en danger son chargé

¹²⁸ TNA, PRO, FO 371/20542, tél. 315 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 7 octobre 1936.

¹²⁹ TNA, PRO, FO 371/20541, W12814/62/41, minute d'Angus Malcolm, 6 octobre 1936.

¹³⁰ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 6 octobre 1936.

¹³¹ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 6 octobre 1936.

¹³² *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 6 octobre 1936.

¹³³ *Ibid.*, minute de Walter Roberts, 6 octobre 1936.

¹³⁴ *Ibid.*, tél. 164 du Foreign Office à George Ogilvie-Forbes, 6 octobre 1936.

¹³⁵ TNA, PRO, FO 371/20542, W13003/62/41, tél. 312 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936.

¹³⁶ *Ibid.*, W13097/62/41, tél. 315 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 7 octobre 1936.

¹³⁷ *Ibid.*, W13003/62/41, tél. 312 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936. Note manuscrite de Robert Vansittart en marge du télégramme.

d'affaires à Madrid, le Foreign Office opte finalement pour une publication « plus ou moins générale » dans le *Times*, tout en laissant à Ogilvie-Forbes la possibilité de « poursuivre sans entraves les efforts qu'il peut déployer¹³⁸ ».

Sous la pression du Foreign Office, George Ogilvie-Forbes poursuit donc ses démarches, notamment auprès du corps diplomatique avec lequel il travaille visiblement à contrecœur, l'estimant « incompetent ». Il compte néanmoins lui demander « instamment [...] de ne pas retarder ses démarches pour ce qu'elles valent¹³⁹ ». Le 8 octobre, il convainc en effet les ambassadeurs mexicain et chilien, ainsi que ses collègues français et argentin, de se joindre à lui pour « rendre visite au ministre d'État ». À cette occasion, l'ambassadeur mexicain lit au nom de la délégation « un mémorandum admirablement formulé sur les meurtres et la protection des prisons¹⁴⁰ ». Il exprime alors « le désir de voir le Gouvernement espagnol réprimer efficacement les assassinats et exécutions sommaires dont le Corps diplomatique n'a eu que trop d'exemples sous les yeux et faire assurer la garde des prisonniers par des éléments capables d'empêcher les massacres en masse¹⁴¹ ». La note déplore en effet « des actes collectifs et des représailles sanglantes dont ont été victimes les détenus, malgré les efforts des autorités constituées pour les éviter », avant d'exprimer « son vif désir que ce péril puisse être conjuré¹⁴² ». Le chargé d'affaires britannique ayant prévenu Julio Álvarez del Vayo de la démarche, il estime que celui-ci la prend « très bien¹⁴³ ». Pourtant, le ministre d'État multiplie les dénégations. Il refuse tout d'abord de considérer cette communication comme émanant du corps diplomatique dans son ensemble, l'ambassadeur soviétique n'y ayant jamais été convié¹⁴⁴. De plus, s'il donne l'assurance que son gouvernement mettra fin à ces meurtres, il met en cause la politique de non-intervention qui prive les forces de police de leurs armes, envoyées sur le front. Il refuse également de libérer les prisonniers, qui grossiraient aussitôt les rangs de la cinquième colonne. Álvarez del

¹³⁸ *Ibid.*, W13097/62/41, minute de Walter Roberts, 8 octobre 1936 ; minute de Sir George Mounsey, 9 octobre 1936 ; minute de Robert Vansittart, 9 octobre 1936.

¹³⁹ *Ibid.*, tél. 315 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 7 octobre 1936.

¹⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20542, W13263/62/41, tél. 320 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 octobre 1936.

¹⁴¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 397-398 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936.

¹⁴² CADN, Madrid, B, 580, dép. 92 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 18 octobre 1936.

¹⁴³ TNA, PRO, FO 371/20542, W13263/62/41, tél. 320 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 octobre 1936.

¹⁴⁴ Voir chapitre 7, p. 520-521.

Vayo en profite d'ailleurs pour dénoncer les abus que certaines missions font du droit d'asile¹⁴⁵.

Malgré les dénégations du ministre, la démarche du corps diplomatique semble momentanément porter ses fruits. Le 21 octobre, le chargé d'affaires français, René Bonjean, confie son « impression que le danger couru par les prisonniers à Madrid a déjà diminué, non seulement par suite des mesures prises par le Gouvernement pour épurer le personnel de garde, mais aussi par la crainte d'un possible châtement à bref délai¹⁴⁶ ». Les autorités républicaines ont en effet entrepris de reconstituer « au moins en partie l'ancien corps de gardes de prisons qui avait été dissout » et ont « pris tout au moins dans certaines prisons des mesures pour renforcer les gardes et leurs armements¹⁴⁷ ». Mais cette impression n'est qu'éphémère. Dès le lendemain, Bonjean estime que « ces mesures ne touchant que certaines prisons ne sauraient suffire », d'autant « les défaites successives qui viennent de se produire ont surexcité l'esprit des éléments les plus troubles ou les plus suggestionables [*sic*] de la population ». Il s'inquiète ainsi de voir des manifestantes déployer une banderole demandant « que tous les prisonniers fascistes soient fusillés », tandis qu'il « assiste à une recrudescence des arrestations et des exécutions sommaires¹⁴⁸ ». Son inquiétude est partagée par le chargé d'affaires britannique, qui craint « un massacre général de prisonniers » face à l'avancée des militaires rebelles. Il note qu'à la prison de San Anton le « gouverneur, qui était très obligeant, et un membre du service pénitentiaire régulier, semblaient entièrement sous le contrôle des gardes de la milice qui, d'après leur apparence générale et [leurs] remarques [...], se sont révélés être des ruffians de première classe¹⁴⁹ ». Ogilvie-Forbes ne peut que constater l'échec des démarches qu'il a entreprises seul ou avec ses collègues du corps diplomatique :

« L'intention présumée du gouvernement espagnol de poster des gardes civils à la prison n'a pas été réalisée dans ce cas et rien n'indique qu'un camp de concentration sera mis en place. Je cherche en conscience ce que je peux faire de plus pour les prisonniers. Je vais bien sûr m'adresser à nouveau au ministre d'État, mais il semble impuissant.

¹⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20542, W13263/62/41, tél. 320 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 8 octobre 1936 ; et CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 397-398 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 9 octobre 1936.

¹⁴⁶ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 53 de René Bonjean à Jean Herbette, 21 octobre 1936.

¹⁴⁷ *Ibid.*, tél. 54-57 de René Bonjean à Jean Herbette, 22 octobre 1936.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/20543, W13885/62/41, tél. 376 de George Ogilvie Forbes au Foreign Office, 18 octobre 1936.

Je suggère que vous puissiez maintenant informer Franco de ce très grave danger et/ou émettre l'avertissement public indiqué dans votre [précédent] télégramme [...] sans, si possible, me compromettre¹⁵⁰. »

Dans ces conditions, Anthony Eden décide d'adresser un appel offrant les « bons offices » du gouvernement britannique « aux deux parties pour qu'elles acceptent un échange d'otages¹⁵¹ ». Sir Henry Chilton et George Ogilvie-Forbes reçoivent ainsi l'instruction d'adresser respectivement cet appel aux autorités franquistes et au gouvernement républicain¹⁵². Cette démarche était envisagée dès le 8 octobre par les agents du Foreign Office qui préféraient néanmoins laisser George Ogilvie-Forbes agir d'abord à Madrid¹⁵³. Elle vise notamment à « faire comprendre à tous les partis espagnols que leurs méthodes sont détestées¹⁵⁴ ». En adressant son appel aux deux camps, le Secrétaire d'État entend probablement rester dans la politique de non-intervention que son gouvernement s'est fixée, mais aussi ménager l'opinion publique au moment où la propagande républicaine a débuté une campagne en Grande-Bretagne pour dénoncer les atrocités franquistes¹⁵⁵. Le public britannique apparaît en effet comme le troisième destinataire de cette initiative, le texte de l'appel étant communiqué à la presse le soir même¹⁵⁶. Peut-on y voir également une meilleure prise en compte par le Foreign Office de la terreur des militaires rebelles ? Rien n'est moins sûr. De manière révélatrice, Robert Vansittart s'interroge au début du mois d'octobre : « Avons-nous des preuves de l'assassinat récent d'otages par les insurgés¹⁵⁷ ? » Charles H. Johnston répond qu'il n'en « trouve aucune preuve¹⁵⁸ ». Angus Malcolm nuance ce point de vue, estimant que les « insurgés ont pris des otages, comme le montre leur promesse de libérer les femmes nationalistes basques en échange des prisonnières de Bilbao » (voir *infra*). Il considère cependant qu'« ils n'ont pas eu de raison de prendre des otages puisqu'ils sont en progression¹⁵⁹ ». L'initiative du Foreign Office n'est donc pas orientée en faveur des prisonniers de gauche aux mains des rebelles, qui sont d'ailleurs largement absents

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*, minute de Walter Roberts, 20 octobre 1936.

¹⁵² *Ibid.*, tél. 195 du Foreign Office à George Ogilvie-Forbes, 20 octobre 1936 ; et tél. 207 du Foreign Office à Sir Henry Chilton, 20 octobre 1936.

¹⁵³ TNA, PRO, FO 371/20542, W13097/62/41, minute de Walter Roberts, 8 octobre 1936 ; minute de Sir George Mounsey, 9 octobre 1936 ; minute de Robert Vansittart, 9 octobre 1936.

¹⁵⁴ *Ibid.*, minute de Sir George Mounsey, 9 octobre 1936.

¹⁵⁵ Voir chapitre 4, p. 297-299.

¹⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20543, W13885/62/41, minute de Walter Roberts, 20 octobre 1936.

¹⁵⁷ TNA, PRO, FO 371/20542, W13003/62/41, tél. 312 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 6 octobre 1936. Note manuscrite de Robert Vansittart en marge du télégramme.

¹⁵⁸ *Ibid.*, minute de Charles H. Johnston adressée à Walter Roberts, 12 octobre 1936.

¹⁵⁹ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 12 octobre 1936.

de la correspondance diplomatique en dépit des emprisonnements massifs pratiqués en territoires insurgés¹⁶⁰. L'intervention britannique demeure bel et bien motivée par le sort des détenus madrilènes¹⁶¹. L'appel est d'ailleurs explicite de ce point de vue :

« Il est de notoriété publique qu'au cours des troubles actuels en Espagne, un grand nombre d'otages ont été pris et détenus. Ceci s'applique plus particulièrement à la capitale où se concentre une population aussi importante. Il semble qu'il y ait de très sérieuses raisons de craindre que, en l'absence de moyens suffisamment fiables pour assurer la sécurité de ces personnes, une situation puisse se présenter durant laquelle elles risqueraient d'être attaquées ou même de subir un massacre en masse. Face à cette éventualité et aux conséquences terribles qui pourraient en résulter, le gouvernement de Sa Majesté se sent forcé à lancer un appel urgent, pour des raisons purement humanitaires, aux autorités des deux parties pour qu'elles parviennent à un accord en vue de l'échange de tous ces otages et, plus particulièrement, de la libération et de l'évacuation en lieu sûr de toute femme qui aurait pu faire partie de ces otages.

À cette fin, le gouvernement de Sa Majesté serait prêt à offrir ses bons services de toutes les façons qui pourraient être acceptables aux deux parties, et il offrirait volontiers les services de la marine britannique dans tous les cas où un transport par mer serait nécessaire¹⁶². »

George Ogilvie-Forbes remet la note au ministre d'État dès le 21 octobre 1936. Julio Álvarez del Vayo promet de consulter le président du Conseil, Francisco Largo Caballero, à ce sujet. Il suggère par ailleurs d'évacuer les femmes réfugiées dans les ambassades et les légations étrangères, ce qu'écarte le chargé d'affaires considérant que ces dernières ne sont « ni otages ni prisonnières ». Ogilvie-Forbes semble d'ailleurs déplorer que l'« esprit » du ministre soit « manifestement fixé sur la question de l'asile », lorsqu'Álvarez del Vayo lui demande ensuite si l'ambassade de Grande-Bretagne s'associe à la note envoyée du corps diplomatique madrilène sur l'asile diplomatique¹⁶³. Les démarches de l'ambassadeur chilien, Aurelio Núñez Morgado, qui s'oppose au gouvernement républicain sur cette question, semblent alors interférer avec les efforts du représentant britannique en faveur des détenus. Angus Malcolm, au Foreign Office, estime ainsi que « l'asile somptueux accordé par les Sud-

¹⁶⁰ Voir notamment Javier Rodrigo, *Cautivos: campos de concentración en la España franquista, 1936-1947*, Barcelone, Crítica, 2005, p. 8-18.

¹⁶¹ Au même moment, le Foreign Office commence à discuter de la reconnaissance des autorités franquistes, en cas de prise de Madrid, ce qui vient évidemment renforcer l'orientation de l'appel. Voir chapitre 4, p. 299-303.

¹⁶² TNA, PRO, FO 371/20543, W13885/62/41, tél. 195 du Foreign Office à George Ogilvie-Forbes, 20 octobre 1936 ; et tél. 207 du Foreign Office à Sir Henry Chilton, 20 octobre 1936 ; et FO 371/20545, W14993/62/41, lettre de George Ogilvie-Forbes à Julio Álvarez del Vayo, 21 octobre 1936.

¹⁶³ TNA, PRO, FO 371/20544, W14086/62/41, tél. 389 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 21 octobre 1936. Voir également le chapitre 7, p. 521.

Américains a amoindri les chances des prisonniers¹⁶⁴ ». Il est clair que les efforts dispersés et peu coordonnés des représentants étrangers en Espagne ne facilitent pas l'aboutissement des démarches. Du reste, en agissant de manière unilatérale, la Grande-Bretagne ne peut pas non plus s'exonérer de toute responsabilité.

Quoi qu'il en soit, l'initiative britannique est spontanément appuyée par le chargé d'affaires français. Informé par Ogilvie-Forbes de la démarche que ce dernier vient d'entreprendre, René Bonjean se « propose de faire [lui-même] une démarche analogue auprès du Ministre d'État en attirant son attention sur la grave responsabilité qu'encourrait au regard de l'opinion française un gouvernement qui ne prendrait pas de mesures préventives propres à éviter de pareils abus¹⁶⁵ ». Il se conforme ainsi aux instructions qu'il a reçues deux jours plus tôt de la part de Jean Herbette. L'ambassadeur français lui demandait, dans la perspective d'un investissement de la capitale par les rebelles, de suppléer les efforts du CICR pour « protéger ces milliers de prisonniers contre les petites bandes d'incendiaires et d'assassins qui, à la faveur de la panique, essaieraient d'opérer au moment de l'interrègne¹⁶⁶ ». D'accord avec l'attaché militaire Henri Morel, il entend suggérer à Julio Álvarez del Vayo plusieurs mesures en vue de protéger les prisonniers. Il s'agirait notamment d'« éliminer complètement les milices de la garde des prisons » ; d'« assurer cette garde avec des éléments professionnels recrutés dans l'ancienne garde civile ou dans les gardes d'assaut » ; et d'« augmenter l'armement et les moyens matériels de défense des prisons¹⁶⁷ ». Il reprend là une suggestion formulée un mois plus tôt par le chargé d'affaires de la Norvège, Felix Schlayer¹⁶⁸. René Bonjean compte également « faire part de [sa] démarche à l'Ambassadeur de l'URSS, M. Rosenberg, dont l'influence est actuellement très grande ici, en insistant sur l'intérêt que peut présenter pour le Gouvernement dont la situation est critique la sauvegarde des otages ». Il suggère enfin que le ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos, agisse « dans le même sens en demandant à l'Ambassadeur d'Espagne [à Paris] d'insister auprès du Gouvernement de Madrid pour satisfaire à nos désirs que ne s'inspirent que d'un souci d'humanité¹⁶⁹ ». Le représentant français rencontre Álvarez del Vayo quelques jours plus tard pour lui présenter ses suggestions. Le ministre lui répond « que le nombre des gardes de prisons avait été augmenté et qu'ils avaient été pourvus de mitrailleuses et de

¹⁶⁴ *Ibid.*, minute d'Angus Malcolm, 22 octobre 1936.

¹⁶⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 54-57 de René Bonjean à Jean Herbette, 22 octobre 1936.

¹⁶⁶ *Ibid.*, tél. 71-72 de Jean Herbette à René Bonjean, 20 octobre 1936.

¹⁶⁷ *Ibid.*, tél. 54-57 de René Bonjean à Jean Herbette, 22 octobre 1936.

¹⁶⁸ CADN, Madrid, B, 583, actes de la réunion du Corps diplomatique de Madrid, 29 septembre 1936 ; et Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, *op. cit.*, p. 179-180.

¹⁶⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 54-57 de René Bonjean à Jean Herbette, 22 octobre 1936.

cartouches », mais il s'abstient de parler des milices, ce qui démontre, selon Bonjean, « que le Gouvernement ne peut ou ne veut s'en débarrasser¹⁷⁰ ». Le chargé d'affaires appuie ensuite la démarche de son collègue britannique :

« J'ai enfin appelé l'attention du Ministre d'État sur l'intérêt que peut présenter pour le Gouvernement espagnol la sauvegarde des otages qui peuvent être susceptibles d'échanges. Le Ministre m'ayant dit que les prisonniers détenus par les rebelles étaient bien moins nombreux que ceux au pouvoir du Gouvernement, je lui ai déclaré, en présentant la chose comme une suggestion purement personnelle [...] qu'en accordant la liberté aux prisonniers incarcérés à Madrid, le Gouvernement pourrait bien obtenir des rebelles la possibilité de dégager les troupes loyales au cas où elles risqueraient d'être encerclées et d'évacuer les importantes réserves de matériel accumulées aux alentours de Madrid. Le Ministre m'a répondu que le Gouvernement espérait encore sauver la capitale, mais qu'il avait envisagé la possibilité d'évacuer les prisonniers loin de Madrid.

Si cette évacuation avait lieu, je crois qu'il conviendrait de craindre qu'elle ne soit précédée d'un massacre de prisonniers ou qu'elle n'en soit l'occasion.

J'ai fait une allusion à une démarche récemment faite par mon collègue britannique sur les instructions de son Gouvernement. Le Ministre d'État m'a dit à ce sujet que la réclamation britannique portait sur les otages alors que ceux-ci n'existaient pas¹⁷¹. »

L'initiative de Bonjean est approuvée par Jean Herbette, mais aussi par Yvon Delbos qui exprime à l'ambassadeur « le prix qu'il attache à un étroit contact entre [les représentants français] et [leurs] collègues britanniques, contact qu'une volonté commune de sauver les otages ne peut que rendre plus fréquent et plus cordial¹⁷² ». Mais cette intervention ne sert certainement pas le dessein britannique. Outre le fait que l'ambassade française pratique l'asile et place son action dans la continuité du corps diplomatique, René Bonjean fait preuve d'une certaine maladresse en évoquant la probable défaite du gouvernement républicain à Madrid. De nouveau, la dispersion des efforts apparaît comme un obstacle au succès de l'initiative.

Pour autant, la démarche britannique apparaît déjà compromise par son orientation initiale, ainsi que par l'usage du terme « otage ». De fait, le gouvernement républicain rejette l'offre britannique le 24 octobre 1936 dans une longue note, par laquelle le ministre d'État entend « corriger » une « erreur fondamentale » :

¹⁷⁰ *Ibid.*, tél. 60-62 de René Bonjean à Jean Herbette, 24 octobre 1936.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² *Ibid.*, tél. 79 de Jean Herbette à René Bonjean, 25 octobre 1936.

« Il est fait mention d'otages politiques exposés en tant que tels à de prétendues représailles. Il n'est pas nécessaire de rappeler qu'il n'y en a pas aujourd'hui dans la capitale de l'Espagne qui entrent dans cette catégorie.

Il y a en effet dans les prisons de Madrid un certain nombre de prisonniers politiques qui, pour leur intervention directe dans la rébellion contre l'État ou pour leurs constantes activités hostiles à la République ou leurs relations avec les ennemis du régime, ont été détenus. Leur libération dans les circonstances actuelles constituerait un encouragement supplémentaire à la rébellion, sans compter les risques encourus pour leur sécurité personnelle par le sentiment populaire justement indigné contre ceux qui, grâce à la seule assistance armée étrangère, sèment dans leur propre pays des graines d'extermination et de désolation¹⁷³. »

Le rejet du terme « otage » par le gouvernement républicain est compréhensible, compte tenu des représentations qu'il convoque. Comme l'historien Gilles Ferragu l'a montré, l'usage diplomatique et accepté des otages est tombé en désuétude à partir du XVIII^e siècle, bien que la pratique soit restée répandue. Mais au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, le paradigme de la guerre totale qui prend les civils directement à partie pousse les juristes internationalistes à s'intéresser à nouveau au cas des otages¹⁷⁴. Pour nombre d'entre eux, « prendre un otage civil reste une transgression et plus encore quand c'est avec le dessein d'exercer à son encontre des représailles¹⁷⁵ ». La pratique révèle le pouvoir arbitraire dont disposeraient les autorités militaires à l'égard des populations civiles¹⁷⁶. Dans ces conditions, le droit international entreprend de la réguler. Dès le 1907, l'article 50 du règlement de La Haye « concernant les lois et les coutumes de la guerre sur terre » en proscriit l'usage sans toutefois mentionner explicitement les otages. Il prévoit en effet qu'« aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables¹⁷⁷ ». Il faut néanmoins attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que la prise et l'exécution d'otages soient définitivement considérées par les Alliés comme un complot contre la paix et un crime de guerre, donnant « une interprétation sans ambiguïté de la convention de La Haye

¹⁷³ TNA, PRO, FO 371/20544, W14342/62/41, tél. 406 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 octobre 1936, transmettant la note n° 415 de Julio Álvarez del Vayo au chargé d'affaires britannique, 24 octobre 1936.

¹⁷⁴ Gilles Ferragu, *Otages, une histoire. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Gallimard, 2020, p. 224-232.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 419.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 230.

¹⁷⁷ « Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », La Haye, 18 octobre 1907. Disponible sur le site du CICR. Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/hague-conv-iv-1907>.

de 1907¹⁷⁸ ». Ainsi, bien que la question des otages ne soit pas complètement réglée en 1936 du point de vue du droit international, son emploi comporte déjà une charge embarrassante pour le gouvernement républicain, d'autant plus que la note britannique laisse entendre qu'il n'aurait pas la pleine maîtrise de la situation. Le ministre d'État marque en effet « sa surprise devant la suggestion que certains prisonniers politiques, qui, après avoir été jugés par des tribunaux compétents, sont maintenant passibles de la peine prévue par la loi, devraient faire l'objet d'un massacre général ». Álvarez del Vayo minimise ainsi la portée des « sacas », réduites à simples « incidents » et « événements isolés »¹⁷⁹.

Du reste, la question des otages demeure étroitement liée à la question de la souveraineté : prendre des otages, c'est aussi reconnaître son adversaire comme belligérant. C'est ce que montre l'exemple de la guerre de Sécession, développé par Gilles Ferragu : l'admission par le Nord et le Sud de la pratique des otages, rapidement assimilés aux prisonniers de guerre, fait advenir une sorte de « diplomatie artisanale » entre les deux camps qui se reconnaissent finalement comme belligérants. Le « Code Lieber » élaboré au même moment reflète cette dynamique¹⁸⁰. Son article 54 précise en effet qu'un otage est « la personne acceptée en gage de l'exécution d'un accord conclu entre belligérants durant la guerre, ou en conséquence de la guerre¹⁸¹ ». Au moment où la Grande-Bretagne envisage de reconnaître les autorités franquistes, l'usage du terme « otage » est-il donc si innocent¹⁸² ? Cette dimension explique également le rejet du terme par le gouvernement républicain, qui insiste sur la répression légitime de prisonniers politiques en « rébellion contre l'État ». En récusant l'emploi du terme « otage », il réaffirme alors sa souveraineté face à une démarche qui peut être perçue au mieux comme une ingérence étrangère dans une affaire intérieure, au pire comme une tentative de reconnaître un statut de belligérant aux militaires insurgés aux portes de Madrid. C'est probablement cette dimension internationale qui pousse Julio Álvarez del Vayo à dénoncer dans la suite de sa note la mise en place de la politique de non-intervention, qui prive son gouvernement du droit de se fournir en armes, et sa violation par l'Italie et l'Allemagne qui livrent aux militaires insurgés des avions bombardant la capitale :

¹⁷⁸ Gilles Ferragu, *Otages, une histoire. De l'Antiquité à nos jours*, op. cit., p. 252-253.

¹⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14342/62/41, tél. 406 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 octobre 1936, transmettant la note n° 415 de Julio Álvarez del Vayo au chargé d'affaires britannique, 24 octobre 1936.

¹⁸⁰ Gilles Ferragu, *Otages, une histoire. De l'Antiquité à nos jours*, op. cit., p. 190-197.

¹⁸¹ « Instructions de 1863 pour les armées en campagne des États-Unis d'Amérique (Lieber Code) ». Disponible sur le site du CICR. Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/liebercode-1863>.

¹⁸² Voir chapitre 4, p. 299-303.

« Permettez-moi d'exprimer la profonde conviction de mon gouvernement au gouvernement du Royaume-Uni qu'il pourrait rendre un immense service à la cause de l'humanité en pesant de tout son poids pour qu'il soit mis fin à cette situation intolérable.

Le traitement de ce problème dans son ensemble et l'attaque de la racine du mal sont les seuls moyens d'offrir aux désirs éclairés de ceux qui souhaitent voir disparaître la douleur et la souffrance, une garantie efficace de nature humanitaire destinée uniquement à pallier les conséquences d'une situation créée par l'impunité avec laquelle cette rébellion a été déclenchée et aidée de l'étranger pour renverser le gouvernement espagnol¹⁸³. »

Le refus de l'offre britannique par le gouvernement républicain ne souffre donc d'aucune ambiguïté. Julio Álvarez del Vayo informe néanmoins George Ogilvie-Forbes qu'il a écrit lui-même la note, souhaitant « tout particulièrement éviter de paraître manquer de courtoisie » à l'égard du gouvernement britannique¹⁸⁴. À Londres, Angus Malcolm convient de fait que le « gouvernement espagnol a fait de son mieux pour être courtois¹⁸⁵ ». Cependant, le ministre d'État annonce également son intention de publier sa réponse, le Foreign Office ayant déjà publié dans la presse son appel¹⁸⁶. L'initiative britannique est alors très froidement accueillie par les journaux madrilènes qui, à l'instar de *Claridad*, fustigent un « humanitarisme unilatéral et égoïste » : « Si le gouvernement de Londres se préoccupe de la vie de nos ennemis, nos classes laborieuses se préoccupent tout autant de leurs frères tués par des traîtres avec l'aide de l'étranger. » Les organes de diverses tendances reprochent en particulier le silence des Britanniques à l'égard des massacres perpétrés par les rebelles à Badajoz, Mérida ou encore à l'hôpital de Tolède¹⁸⁷. George Ogilvie-Forbes ne cache pas se trouver « dans une tempête », et suggère de redoubler de prudence dans les démarches humanitaires¹⁸⁸. L'appel britannique s'avère en effet contreproductif, comme l'indique le chargé d'affaires : « Il y a trois jours, on m'a refusé l'admission dans une certaine prison ; c'est la première fois que cela se produit¹⁸⁹. »

¹⁸³ TNA, PRO, FO 371/20544, W14342/62/41, tél. 406 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 octobre 1936, transmettant la note n° 415 de Julio Álvarez del Vayo au chargé d'affaires britannique, 24 octobre 1936.

¹⁸⁴ *Ibid.*, W14341/62/41, tél. 405 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 octobre 1936.

¹⁸⁵ *Ibid.*, W14342/62/41, minute d'Angus Malcolm, 26 octobre 1936 ?

¹⁸⁶ *Ibid.*, W14341/62/41, tél. 405 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 octobre 1936.

¹⁸⁷ *Ibid.*, W14398/62/41, tél. de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936.

¹⁸⁸ *Ibid.*, W14451/62/41, tél. 412 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936.

¹⁸⁹ *Ibid.*

Mais la réponse du ministre d'État ne produit pas une meilleure impression, en particulier au sein du corps diplomatique. René Bonjean, qui en prend connaissance dans la presse, critique ainsi son « ton désagréable » et son argumentation « surprenante¹⁹⁰ » :

« Il ressort de cette réponse que le Gouvernement espagnol se refuse à séparer le problème de la sécurité des prisonniers de celui de la fourniture d'armes à son profit et d'une application du pacte à l'égard des rebelles seulement.

Le Ministre d'État rejette la faute des abus sur les prisonniers eux-mêmes, alors que des exemples innombrables attestent que les éléments de la FAI, de la CNT et du POUM contrôlent la plus grande partie des prisons madrilènes et qu'il est prouvé qu'en dehors des prisons d'État, continuent à exister toute une série de prisons dites "cuartelillos" qui échappent complètement à la surveillance des autorités régulières¹⁹¹. »

En rejetant l'offre britannique et en refusant de reconnaître son impuissance à mettre fin aux « sacas » – mais peut-il faire autrement ? –, le gouvernement espagnol ne parvient pas à renverser le discrédit qui le touche. George Ogilvie-Forbes est en effet alerté dès le 26 octobre par les chargés d'affaires de l'Argentine et de la Norvège, Edgardo Pérez Quesada et Felix Schlayer, de plusieurs « sacas » qui ont lieu dans les prisons San Anton et Modelo¹⁹². Dans ces conditions, la note d'Álvarez del Vayo nourrit très certainement le sentiment chez certains diplomates que les autorités républicaines sont finalement complices des violences révolutionnaires, en particulier lorsque les massacres de Paracuellos débutent quelques jours après, matérialisant les craintes qu'ils ont maintes fois exprimées¹⁹³. Elle suscite en tout cas un certain découragement au sein du Foreign Office, qui décide le 27 octobre de ne pas « poursuivre [ses] efforts dans ce sens », à moins que le gouvernement espagnol ne reconsidère son attitude¹⁹⁴.

Il faut dire que son initiative n'obtient pas davantage de succès du côté des insurgés. Dès le 21 octobre, Sir Henry Chilton remet l'appel du Foreign Office au marquis Merry del Val, qui promet de le remettre au général Franco, mais « souligne toutefois que les insurgés ont très peu d'otages et [...] qu'il est peu probable que le gouvernement espagnol libère les

¹⁹⁰ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 506-508 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 26 octobre 1936.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² TNA, PRO, FO 371/20545, W14494/62/41, tél. 417 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936.

¹⁹³ Voir le chapitre 3, p. 220-228.

¹⁹⁴ TNA, PRO, FO 371/20544, W14398/62/41, minute d'Angus Malcolm, 27 octobre 1936 ; minute de Walter Roberts, 27 octobre 1936 ; tél. 218 du Foreign Office à George Ogilvie-Forbes, 27 octobre 1936.

nombreux otages qu'il détient sans contrepartie satisfaisante¹⁹⁵ ». L'ambassadeur britannique n'est d'ailleurs pas très confiant sur le résultat de la démarche. Il craint que les insurgés soient « beaucoup trop indifférents au sort des otages. Les opérations militaires sont prioritaires et la guerre doit être gagnée à tout prix, quelles que soient les pertes en vies humaines¹⁹⁶. » Deux jours plus tard, Merry del Val confirme cette crainte. S'il a bien remis l'appel à Burgos et attend toujours une réponse, il « maintient que les insurgés n'ont pas d'otages gardés à des fins de représailles¹⁹⁷ » : « Ils ont, dit-il, de nombreux prisonniers qui sont jugés selon leurs mérites. Il doute que le général Franco soit disposé à échanger des prisonniers, dont certains ont été pris les armes à la main, contre des otages, mais il m'a promis de me faire connaître la décision du général dès que possible¹⁹⁸. » Le Foreign Office ne cache pas son découragement. Sir George Mounsey craint « que cette initiative n'aille pas loin », bien qu'ils aient fait ce qu'ils pouvaient « pour essayer d'atténuer l'esprit de sauvagerie des deux côtés¹⁹⁹ ». Quant à Angus Malcolm, il lui apparaît « inévitable que les deux parties appellent leurs otages des prisonniers et disent qu'ils attendent un procès en bonne et due forme pour des délits précis ». Mais il espère néanmoins que le « gouvernement espagnol ayant répondu "non", le général Franco [puisse] estimer qu'il est de bonne propagande de répondre "oui", même s'il admet ainsi détenir des otages²⁰⁰ ».

Ce n'est finalement pas le cas. Dans la réponse transmise par Merry del Val le 30 octobre, le Secrétariat aux Relations extérieures à Burgos s'efforce d'être courtois avec le gouvernement britannique, indiquant notamment que le « gouvernement de Son Excellence le général Franco apprécie les bonnes intentions de la Grande-Bretagne et l'intérêt qu'elle porte aux prisonniers et aux otages au pouvoir des Rouges, et tout ce qui sera fait pour les aider et obtenir leur libération fera l'objet de notre profonde reconnaissance ». Mais il estime néanmoins que l'appel britannique « souffre du défaut essentiel d'être fondé sur des informations déficientes et erronées concernant le territoire occupé par l'armée nationale²⁰¹ » :

¹⁹⁵ *Ibid.*, W14114/62/41, tél. 249 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 21 octobre 1936.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ *Ibid.*, W14307/62/41, tél. 251 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 23 octobre 1936.

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ *Ibid.*, W14114/62/41, minute de Sir George Mounsey, 23 octobre 1936.

²⁰⁰ *Ibid.*, W14307/62/41, minute d'Angus Malcolm, 24 octobre 1936.

²⁰¹ TNA, PRO, FO 371/20545, W14843/62/41, tél. 257 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 30 octobre 1936 ; et AGA, MAE, Burgos, 82/04768, R.1501, dossier 27, « Pro-Memoria » du Secrétariat aux Relations extérieures adressé à l'ambassade britannique à Hendaye, 27 octobre 1936.

« L'alarme reflétée dans la note de l'ambassadeur britannique concernant le manque de moyens pour imposer l'autorité et garantir la vie des personnes détenues par les Rouges est évidente et justifiable. C'est à cela que l'on peut en définitive attribuer l'isolement immérité de nombre d'entre elles qui remplit toute l'Espagne de chagrin et d'une juste indignation. Mais dans la zone occupée par l'armée nationale, il existe une autorité responsable de la vie et du bon traitement des personnes détenues et, en outre, des tribunaux s'acquittent de leurs hautes fonctions avec toutes les garanties possibles. Nous ne pouvons donc en aucun cas admettre que l'on établisse une comparaison entre le traitement des prisonniers non-combattants dans le territoire occupé par l'armée nationale et celui de la zone rouge. Le petit nombre d'otages existant dans la zone nationale a été capturé à la suite d'arrestations arbitraires et sans principes de non-combattants dans la zone rouge qui s'élèvent à plusieurs milliers, dont une grande partie a été assassinée de manière cruelle et lâche²⁰². »

Ainsi, le commandement franquiste tire même profit de l'orientation de l'appel britannique pour poursuivre et accentuer sa propagande à l'égard du gouvernement espagnol. De manière significative, sa réponse est rédigée le 27 octobre, après que le refus des autorités républicaines est connu et diffusé dans la presse. C'est probablement ce qui pousse les insurgés à offrir « que des visites soient faites aux détenus et aux otages au pouvoir de l'armée nationale par des personnes désignées à cet effet par le gouvernement britannique afin qu'elles puissent observer par elles-mêmes le traitement qu'elles reçoivent et constater en même temps la paix et l'ordre qui règnent dans tout le territoire sous le contrôle de l'armée nationale²⁰³ ». Face à cette manœuvre, le Foreign Office n'est pas dupe. Sir George Mounsey estime ainsi que cette « invitation [est] basée sur des considérations purement tactiques vis-à-vis du gouvernement de Madrid, et qui n'a d'ailleurs aucune raison d'être face au refus de Madrid d'accepter nos bons offices²⁰⁴ ». Son point de vue est partagé par Robert Vansittart, qui n'est pas certain que la diplomatie britannique devrait « profiter de l'offre²⁰⁵ » : « la seule objection à cela serait que l'on nous montre des conditions apparemment idéales et que l'on attende de nous que nous donnions aux gens de Burgos un certificat de respectabilité²⁰⁶ ». Anthony Eden conclut alors « qu'il pourrait être difficile de le faire pour un seul camp », et préfère laisser la proposition sans réponse²⁰⁷. Comme le note Javier Rubio, le Secrétaire d'État craint de rompre l'attitude de « stricte impartialité » que le gouvernement britannique prétend observer sur ces questions humanitaires²⁰⁸. Pourtant, Sir Henry Chilton, sur

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/20545, W14843/62/41, minute de Sir George Mounsey, 1^{er} novembre 1936.

²⁰⁵ *Ibid.*, minute de Robert Vansittart, 2 novembre 1936.

²⁰⁶ *Ibid.*, minute de Robert Vansittart, 3 novembre 1936.

²⁰⁷ *Ibid.*, minute d'Anthony Eden, 4 novembre 1936.

²⁰⁸ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 381.

instruction de son gouvernement, demande et obtient l'autorisation des autorités rebelles de publier la note qu'elles lui ont remise le 27 octobre²⁰⁹. La démarche vise certainement à rendre compte, auprès de l'opinion publique britannique, des actions humanitaires menées en Espagne. De ce fait, si le Foreign Office craint à juste titre d'être instrumentalisé, il contribue malgré tout à la diffusion de la propagande rebelle. Du reste, cette situation révèle aussi en creux le manque de connaissance de la diplomatie britannique sur les pratiques carcérales et de terreur dans les territoires soumis aux insurgés. Alors que George Ogilvie-Forbes peut visiter les prisons madrilènes et alerter son gouvernement sur le sort des prisonniers, rien n'indique à cette date que des représentants britanniques – ni français d'ailleurs – font de même dans les prisons rebelles. Le déséquilibre sur lequel repose l'initiative britannique bénéficie dès lors au camp franquiste, et remet en question l'impartialité revendiquée. Quoi qu'il en soit, Chilton reçoit l'instruction d'accuser réception de la réponse du général Franco, en indiquant que le « Gouvernement de Sa Majesté regrette qu'il n'y ait aucune chance que son offre aboutisse à des résultats utiles », bien qu'elle « reste ouverte ». L'ambassadeur est également invité à exprimer l'espoir du gouvernement britannique « que le plus grand soin sera apporté à la limitation de tout bombardement à des objectifs purement militaires²¹⁰ ». En effet, les raids aériens sur Madrid gagnent en importance à la fin du mois d'octobre et attirent progressivement l'attention du Foreign Office²¹¹.

2. Le projet de « zone neutre » face aux bombardements de Madrid : un rééquilibrage en trompe-l'œil

L'intérêt de la diplomatie britannique à l'égard des bombardements sur Madrid est, dans un premier temps, étroitement lié à la question des prisonniers. Alors que le gouvernement républicain vient de rejeter l'offre d'échange d'otages entre les deux camps, George Ogilvie-Forbes s'émeut de « l'augmentation des difficultés subies par les prisonniers à la suite des récents raids aériens ». Le chargé d'affaires craint en effet que si ces derniers « causent des morts ou des blessés, des moyens seront trouvés pour se venger sur les prisonniers²¹² ». C'est ce qui conduit certains agents du Foreign Office, comme Angus Malcolm, à envisager un « appel au général Franco [...] pour qu'il ne bombarde pas Madrid et

²⁰⁹ AGA, MAE, Burgos, 82/04768, R.1501, dossier 27, tél. de Sir Henry Chilton à Francisco Serrat, 3 novembre 1936 ; et tél. de Francisco Serrat à Sir Henry Chilton, 3 novembre 1936.

²¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20545, W14843/62/41, tél. 220 d'Anthony Eden à Sir Henry Chilton, 3 novembre 1936.

²¹¹ Voir chapitre 6, p. 397-404.

²¹² TNA, PRO, FO 371/20544, W14341/62/41, tél. 405 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 24 octobre 1936.

les autres villes où se trouvent des prisonniers politiques²¹³ ». Aussi, quand les autorités rebelles refusent à leur tour la médiation britannique, Malcolm propose que Sir Henry Chilton, en accusant réception de ce refus, attire leur attention « sur les informations faisant état de bombardements de femmes et d'enfants à Madrid et demande délicatement si les forces insurgées peuvent s'abstenir de bombarder des objectifs non militaires, compte tenu des réactions inévitables que cela doit avoir sur la sécurité des prisonniers et des otages à Madrid²¹⁴ ». Anthony Eden et Robert Vansittart jugent néanmoins « préférable de ne pas lier directement la question du bombardement de Madrid à la sécurité des otages », craignant d'introduire ainsi « une suggestion qui pourrait déplaire au gouvernement de Madrid ». Ils proposent dès lors de remplacer les instructions proposées par Malcolm par une phrase plus vague, indiquant que « le gouvernement de Sa Majesté profite de cette occasion pour exprimer l'espoir que le plus grand soin sera apporté à la limitation de tout bombardement à des objectifs purement militaires²¹⁵ ».

L'ambassadeur britannique indique avoir transmis la communication du Foreign Office le 9 novembre 1936. À cette occasion, il note qu'en ce qui concerne la phrase sur les bombardements, la presse s'est fait l'écho le jour même d'une information « selon laquelle le général Franco a suggéré qu'une zone soit établie à Madrid pour les non-combattants, les vieillards, les femmes et les enfants, et que cette zone, les hôpitaux et les ambassades soient respectés dans la mesure du possible²¹⁶ ». Selon Pierre Marqués, l'instauration de cette zone de sécurité correspondant au quartier aisé de Salamanca aurait été proclamée dès le 7 novembre par des tracts lancés au-dessus de la capitale par des avions franquistes²¹⁷. L'annonce du commandement insurgé paraît donc survenir au moment opportun, anticipant – et désarmant – l'appel britannique. Mais comme le note Angus Malcolm, « il semble que Sir H. Chilton a attendu six jours avant de suivre les instructions mentionnées²¹⁸ ». Si l'agent du Foreign Office attribue ce délai à une probable absence du représentant rebelle à Hendaye, Alfonso Merry del Val, nous pouvons aussi nous demander s'il ne s'agit pas d'une manœuvre délibérée de l'ambassadeur britannique, tant la chronologie apparaît favorable aux militaires

²¹³ *Ibid.*, W14342/62/41, minute d'Angus Malcolm, 26 octobre 1936.

²¹⁴ TNA, PRO, FO 371/20545, W14843/62/41, brouillon d'instructions à Sir Henry Chilton, rédigé par Angus Malcolm, 2 novembre 1936.

²¹⁵ *Ibid.*, minute de Robert Vansittart, 3 novembre 1936 ; et tél. 220 d'Anthony Eden à Sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 novembre 1936.

²¹⁶ TNA, PRO, FO 371/20546, W15360/62/41, tél. 265 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 9 novembre 1936.

²¹⁷ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, op. cit., p. 95.

²¹⁸ TNA, PRO, FO 371/20546, W15360/62/41, minute d'Angus Malcolm, 11 novembre 1936.

insurgés. En réalité, Chilton a remis la note le 4 novembre comme le révèle Jean Herbette²¹⁹. Le télégramme de l'ambassadeur britannique, très vague sur les conditions dans lesquelles il a réalisé la démarche, laisse donc croire que le commandement insurgé aurait pris des mesures en faveur de la population civile de Madrid avant même de recevoir l'appel du Foreign Office. Or, comme le souligne Herbette, ce n'est que « peu après l'envoi de cette communication, qui n'a d'ailleurs pas reçu de réponse », que le général Franco fixe « une certaine zone de Madrid qui serait épargnée par le bombardement²²⁰ ».

Face à cette proposition, les diplomaties française et britannique adoptent d'abord une attitude intéressée. Jean Herbette déplore en effet que la zone définie par le commandement insurgé « ne comprend pas la plupart des Missions diplomatiques, ni les hôpitaux étrangers, ni [le] Lycée [français] ». Il suggère donc à son collègue britannique « de protéger une zone plus étendue [...] dans laquelle presque tous les édifices officiels étrangers seraient inclus²²¹ ». Ce nouveau périmètre serait alors délimité par les rues Diego de León, Principe de Vergara, Alcala, Paseo de Recoletos, Barbara de Braganza, Fernando VI, Hortaleza, Almagro et Miguel Angel. Il comprendrait « les Ambassades d'Allemagne, de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, de Cuba, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et du Mexique, ainsi qu'un grand nombre de Légations, l'hôpital Saint-Louis-des-Français, l'hôpital anglo-américain [...] et le Lycée français²²² ». L'ambassadeur français entreprend alors de se mettre « en relations avec Saint-Sébastien²²³ ». Sir Henry Chilton fait de même. Il obtient de Burgos que l'hôpital anglo-américain de la calle Velázquez soit inclus dans la « zone de sécurité²²⁴ ». Au même moment, George Ogilvie-Forbes demande au Foreign Office « d'inviter confidentiellement Franco à considérer comme une zone d'immunité la zone située à l'ouest du Paseo de la Castellana, délimitée par le Paseo et les calles Genova, Almagro et Zurbano, qui comprendrait l'ambassade de Sa Majesté, l'ambassade des États-Unis, plusieurs autres missions et la résidence du secrétaire commercial²²⁵ ». Sir Henry Chilton reçoit alors l'instruction de solliciter cette extension, mais aussi de recueillir le soutien de ses collègues à Hendaye dont les missions bénéficieraient de cette nouvelle protection²²⁶. L'ambassadeur

²¹⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1411 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 novembre 1936.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*

²²² *Ibid.*, note de l'ambassade française adressée aux autorités franquistes à Saint-Sébastien, 11 novembre 1936.

²²³ *Ibid.*, tél. 1411 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 novembre 1936.

²²⁴ TNA, PRO, FO 371/20548, W15708/62/41, tél. 274 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 13 novembre 1936.

²²⁵ *Ibid.*, W15754/62/41, tél. 499 de George Ogilvie-Forbes au Foreign office, 13 novembre 1936.

²²⁶ TNA, PRO, FO 371/20548, W15754/62/41, minute d'Angus Malcolm, 14 novembre 1936 ; et CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1427 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 novembre 1936.

britannique s'exécute le 16 novembre. Il est appuyé par l'ambassadeur argentin et le ministre polonais qui écrivent à Burgos en défendant une ligne similaire²²⁷.

Comme le souligne Herbette, le périmètre proposé par les Britanniques ressemble au périmètre qu'il a déjà suggéré au commandement rebelle²²⁸. Il est alors convaincu que son collègue a agi en suivant ses conseils²²⁹. En réalité, il n'en est rien : comme nous l'avons vu, c'est la sollicitation d'Ogilvie-Forbes secondée par le Foreign Office qui s'avère déterminante. Cela donne lieu à un malentendu lorsque, quatre jours plus tard, le général Franco donne son accord à l'extension de la zone de sécurité sollicitée par l'ambassade britannique²³⁰. L'ambassade et le Lycée français de Madrid se trouvent alors en dehors du nouveau périmètre. Herbette ne cache pas sa déception à l'égard de son collègue : « au lieu de proposer pour cette zone les limites que j'avais indiquées [...], il s'est malheureusement contenté d'un périmètre borné par la rue Zurbano et par la Castellana²³¹ ». Walter Roberts, au Foreign Office, note de son côté que « le général Franco n'a pas accepté d'inclure le bâtiment français pour lequel l'ambassadeur français fait une demande indépendamment ». Il interprète ce traitement différencié comme une preuve de « la bonne volonté » du général Franco à l'égard de la Grande-Bretagne²³². Quoiqu'il en soit, Jean Herbette n'entend pas en rester là. Il recommande au Quai d'Orsay de peser sur le projet de zone neutre proposé le 19 novembre par le conseiller fédéral suisse, Guiseppa Motta, afin d'obtenir l'élargissement souhaité de la zone de sécurité²³³. Mais pour comprendre ce nouveau projet, il faut revenir quelques jours en arrière et s'intéresser aux discussions qui sont menées parallèlement à Madrid.

Comme nous l'avons vu, les bombardements massifs qui touchent la capitale espagnole dès les premiers jours du siège impressionnent les représentants étrangers présents sur place²³⁴. Le 10 novembre 1936, les membres du corps diplomatique à Madrid se réunissent en effet pour discuter d'une éventuelle intervention « tendant à mettre fin au bombardement par les avions et l'artillerie rebelles, causant de nombreuses victimes dans la capitale²³⁵ ». La réunion fait suite aux démarches entreprises par le président de la Cour

²²⁷ TNA, PRO, FO 371/20548, W15845/62/41, tél. 279 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 16 novembre 1936.

²²⁸ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1427 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 novembre 1936.

²²⁹ *Ibid.*, tél. 1460 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 novembre 1936.

²³⁰ TNA, PRO, FO 371/20549, W16214/62/41, tél. 295 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 20 novembre 1936.

²³¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1460 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 novembre 1936.

²³² TNA, PRO, FO 371/20549, W16214/62/41, minute de Walter Roberts, 21 novembre 1936.

²³³ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1460 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 novembre 1936.

²³⁴ Voir le chapitre 6, p. 397-404.

²³⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 121-122 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 10 novembre 1936.

Supérieure de cassation auprès du doyen, Aurelio Núñez Morgado, et des ambassades française et britannique²³⁶. Là encore, la préoccupation pour le sort des détenus madrilènes semble déterminante. Le président de la Cour exprime en effet au secrétaire de l'ambassade britannique, Oswald Scott, « son inquiétude quant au sort des prisonniers dont la sécurité est rendue plus précaire par les bombardements constants de la ville²³⁷ ». George Ogilvie-Forbes partage d'ailleurs sa préoccupation. Il informe ainsi le Foreign Office que « la population de Madrid supporte actuellement l'épreuve avec calme et patience, mais on craint que la poursuite des bombardements ne provoque à tout moment une explosion de frénésie contre les prisonniers, les ambassades et les gens aisés²³⁸ ». En abordant la question des bombardements par le biais des représailles, une partie du corps diplomatique se désintéresse alors du sort de la population civile. Les rumeurs concernant les massacres de Paracuellos qui commencent à circuler y contribuent également. Le chargé d'affaires français, Emmanuel Neuville, indique en effet qu'après « des suggestions, aussitôt abandonnées, d'adresser une note au Gouvernement de Burgos, il a été convenu qu'un délégué s'entreprendrait de la question avec le président de la Junta de Defensa de Madrid, le général Miaja, pour obtenir l'assurance formelle qu'il serait mis fin immédiatement aux assassinats perpétrés dans les prisons de Madrid, suivant ceux dont ont été victimes sur la route à 24 km de la capitale, 900 prisonniers partis à la suite du Gouvernement se rendant à Valence²³⁹ ». Le choix des autorités républicaines de défendre Madrid joue également dans ce désintérêt pour le sort de la population civile²⁴⁰. C'est que révèlent les mémoires d'Aurelio Núñez Morgado :

« Face aux critiques qu'il a entendues de la part de la presse et d'autres personnes sur la "criminalité" des bombardements, le doyen estime que l'adage "qui sème le vent récolte la tempête" peut s'appliquer aux forces qui défendent Madrid. La presse a souvent fait état de la satisfaction d'avoir rendu la capitale imprenable des forces terrestres et aériennes. Voici la réponse : les avions nationaux peuvent la détruire s'ils le veulent. De telles vantardises ont toujours été pernicieuses. Si Madrid, c'est-à-dire le centre-ville, n'avait pas tiré sur les avions, aucune bombe ne serait tombée sur la ville²⁴¹. »

²³⁶ TNA, PRO, FO 371/20547, W15504/62/41, tél. 479 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 10 novembre 1936.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C¹, tél. 121-122 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 10 novembre 1936.

²⁴⁰ Voir le chapitre 6, p. 420-425.

²⁴¹ Aurelio Núñez Morgado, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, Madrid, Editorial Vimar, 1979, p. 210-211.

L'ambassadeur chilien reçoit d'ailleurs l'appui du chargé d'affaires de la Norvège, Felix Schlayer²⁴². George Ogilvie-Forbes, qui ne partage pas cette indifférence quant au sort de la population de Madrid, obtient néanmoins la « formation d'un petit comité sous la présidence de l'ambassadeur du Mexique, qui est admirablement bien placé pour ce poste, afin de faire des propositions appropriées et, en cas d'urgence, de prendre les mesures qui s'imposent²⁴³ ». Il rejoint alors ce comité, en compagnie du chargé d'affaires argentin, Edgardo Pérez Quesada²⁴⁴. Ce dernier suggère en effet d'effectuer « une démarche conjointe auprès du général Franco et du général Miaja [...] afin d'éviter les bombardements » et pour « humaniser la guerre²⁴⁵ ». La délégation formée par les trois diplomates rend alors visite au président de la Junta de Defensa de Madrid dès le lendemain, pour lui remettre « un mémorandum offrant [ses] services de toute manière compatibles avec [leur] position en vue d'alléger les souffrances de la population civile dans le bombardement actuel ». En accord avec ses collègues, le chargé d'affaires britannique propose verbalement de s'entretenir « avec le commandant rebelle et de lui faire part des souffrances inutiles que les bombardements causent à des civils innocents²⁴⁶ ». Le ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, qui occupe également les fonctions de Commissaire général à la Guerre et se trouve alors en visite à Madrid, surprend l'entretien entre le général Miaja et la délégation. Informé du contenu de la démarche, il indique « que la question serait soumise au Conseil de guerre » le soir même, mais doute « que la proposition soit acceptable²⁴⁷ ».

Pierre Marqués a formulé l'hypothèse que le délégué du CICR, le Dr Henny, aurait également fait partie de la délégation²⁴⁸. En s'appuyant sur les témoignages de Robert G. Colodny et de Julián Zugazagoitia, il suggère même que la démarche du corps diplomatique aurait eu pour but de négocier la reddition de Madrid²⁴⁹. Comme le souligne Sébastien Farré, il n'existe à ce jour aucune trace tangible dans les archives prouvant que

²⁴² *Ibid.*, p. 211-212.

²⁴³ TNA, PRO, FO 371/20547, W15504/62/41, tél. 479 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 10 novembre 1936.

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ Aurelio Núñez Morgado, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, *op. cit.*, p. 211-212.

²⁴⁶ TNA, PRO, FO 371/20547, W15610/62/41, tél. 485 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 11 novembre 1936.

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, *op. cit.*, p. 95-96.

²⁴⁹ Robert G. Colodny, *El Asedio de Madrid*, Paris, Ruedo Ibérico, 1970, p. 90 ; Julián Zugazagoitia, *Guerra y vicisitudes de los españoles*, Barcelone, Tusquets Editores, 2001, p. 237-238 ; Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, *op. cit.*, p. 97-99.

Georges Henny faisait partie de la délégation²⁵⁰. De fait, Ogilvie-Forbes ne mentionne à aucun moment sa présence²⁵¹. Demeure cependant la question de la reddition. A-t-elle été abordée par la délégation ? Là encore, Sébastien Farré émet des réserves, estimant qu'« il n'y a pas eu de négociations officielles sur un tel point²⁵² ». Du reste, le chargé d'affaires britannique n'évoque jamais cette question. Cependant, les mémoires d'Aurelio Núñez Morgado suggèrent que l'hypothèse d'une reddition de Madrid a peut-être été avancée par le chargé d'affaires argentin, Edgardo Pérez Quesada. Alors qu'il enjoint au corps diplomatique d'effectuer la démarche sur les bombardements auprès du général Miaja, ce dernier indique en effet avoir « entendu un dirigeant de la CNT dire que la situation alimentaire à Madrid s'aggrave de jour en jour et que si les choses continuent ainsi, ils devront capituler à cause de la faim²⁵³ ». Le diplomate argentin en a-t-il parlé devant Miaja, donnant corps par la suite aux témoignages imprécis de Colodny et de Zugazagoitia sur lesquels s'appuie Pierre Marqués ? L'hypothèse mérite d'être formulée, d'autant plus que Pérez Quesada entretient des liens étroits avec l'espionnage franquiste²⁵⁴. Du reste, un entretien qu'Herbette maintient avec son collègue italien, Orazio Pedrazzi, sur la possible mise en place d'une zone de sécurité, suggère que l'idée est bien discutée au sein du corps diplomatique. L'ambassadeur français indique en effet « qu'en se plaçant au point de vue strictement militaire et en s'inspirant des intérêts mêmes du général Franco, l'on devait préférer un armistice local ou une neutralisation de Madrid à une bataille interminable de rues où le prestige de l'armée assaillante s'userait en même temps que ses effectifs²⁵⁵ ». Quoi qu'il en soit, si une proposition de reddition est formulée à cette occasion – ce que nous ne pouvons pas confirmer –, elle ne manque pas de compromettre le succès de la démarche auprès du président de la Junta de Defensa de Madrid.

C'est dans ce contexte précis que le corps diplomatique madrilène s'empare de la question de la zone de sécurité annoncée par le général Franco. La proposition coïncide en effet avec les efforts qu'une partie de ses membres mène depuis plusieurs semaines en faveur de l'instauration d'une zone internationale à Madrid, dont le but serait de garantir la sécurité des missions étrangères, de leurs ressortissants et de leurs réfugiés. L'ambassadeur chilien,

²⁵⁰ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 105-106.

²⁵¹ TNA, PRO, FO 371/20547, W15610/62/41, tél. 485 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 11 novembre 1936.

²⁵² Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 105.

²⁵³ Aurelio Núñez Morgado, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, op. cit., p. 211-212.

²⁵⁴ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, 2022, p. 163-165.

²⁵⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1458 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 novembre 1936.

Aurelio Núñez Morgado, est en pointe sur ce sujet. Depuis le début de la guerre civile, il n'a de cesse de dénoncer les désordres dans la capitale espagnole, se servant de sa position de doyen par intérim pour en amplifier les effets dans une stratégie évidente de disqualification du gouvernement républicain. Au début du mois d'août, il suggère ainsi que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Italie et les États-Unis envoient des troupes à Madrid pour protéger le corps diplomatique et les ressortissants étrangers²⁵⁶. Il essuie le refus des principaux concernés²⁵⁷. Ce n'est que partie remise pour l'ambassadeur chilien qui, le 1^{er} septembre, cherche à entraîner le départ du corps diplomatique de Madrid au nom de sa sécurité. Il suggère à ses collègues de suivre l'exemple des représentants allemands, italiens et portugais, et de s'installer à Alicante²⁵⁸. Son initiative n'a pas plus de succès, mais il reçoit quelques semaines plus tard le renfort du secrétaire commercial de la légation roumaine, Henry Helfant. Ce dernier inscrit à l'ordre du jour de la réunion du corps diplomatique du 29 septembre 1936 la proposition d'instaurer une zone internationale à Madrid²⁵⁹. Si cette proposition est justifiée par la nécessité d'assurer la protection des missions étrangères et de leurs asilés, là encore la dimension de propagande contre le gouvernement espagnol n'est pas absente. Javier Rubio rappelle en effet que « les précédents les plus récents de zones internationales correspondaient à des pays non européens qui avaient été contraints de les admettre sous un régime de capitulation²⁶⁰ ». C'est ce que signale Julio Álvarez del Vayo dans une note adressée le 29 octobre 1936 à Aurelio Núñez Morgado, rejetant la proposition du corps diplomatique :

« Les conditions de ces guerres et la situation très particulière de certains pays ont [...] conduit dans quelques cas, très rares, à l'intervention de Puissances étrangères aboutissant à la création dans ces pays d'une zone internationale, constituée par un territoire étendu, placé hors de la juridiction des forces en présence et dans la zone duquel les populations qui l'occupaient restaient sous le contrôle des représentations diplomatiques étrangères, en dehors et à l'abri des risques de la guerre ; mais cela ne s'est produit que dans ce que l'on pourrait appeler les pays de capitulation, c'est-à-dire ceux où le développement des institutions de sécurité n'était pas assez avancé pour offrir une coexistence tolérable aux étrangers ou aux nationaux particulièrement

²⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20527, W7814/62/41, tél. d'Eric Phipps au Foreign Office, 6 août 1936.

²⁵⁷ TNA, PRO, FO 371/20527, W7814/62/41, minute de Sir Georges Mounsey, 6 août 1936 ; W7883/62/41, tél. d'Eric Phipps au Foreign Office, 7 août 1936 ; W7906/62/41, tél. 260 de Sir George Clerk au Foreign Office, 7 août 1936 ; et FO 371/20528, W7966/62/41, tél. 541 d'Edward M. G. Ingram au Foreign Office, 7 août 1936.

²⁵⁸ CADN, Madrid, B, 583, actes de la réunion du corps diplomatique de Madrid, 1^{er} septembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20536, W10282/62/41, tél. 108 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 1^{er} septembre 1936.

²⁵⁹ CADN, Madrid, B, 583, actes de la réunion du corps diplomatique de Madrid, 29 septembre 1936.

²⁶⁰ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 137. Cet argument est effectivement avancé par Julio Álvarez del Vayo dans la note qu'il adresse à Aurelio Núñez Morgado pour rejeter l'offre du corps diplomatique madrilène en faveur de la création

menacés, et qui eux-mêmes, par le fait même de consentir au régime de capitulation susmentionné, avaient déjà accepté la doctrine selon laquelle ils ne se suffisaient pas à eux-mêmes pour remplir l'obligation suprême de l'État de garantir la vie sur leur territoire et l'exécution de ses obligations légales, et c'est pourquoi ils étaient obligés de se résigner à ce que d'autres juridictions, plus façonnées par la civilisation et moins soumises aux élaboussures de la barbarie, remplissent le vide que l'organisation du pays dans la lutte ne pouvait pas remplir par ses propres moyens.

Il ne semble pas nécessaire d'affirmer qu'il n'en est pas ainsi en Espagne. [...] ²⁶¹ »

Aussi Núñez Morgado et Helfant voient-ils dans la zone de sécurité annoncée par le commandement rebelle un moyen de relancer ce projet, sous une nouvelle justification. Lors de la réunion du corps diplomatique du 18 novembre 1936, l'ambassadeur chilien réitère l'idée d'Helfant de « créer une zone internationale à l'abri des bombes », en « défense de [leurs] réfugiés²⁶² ». L'ambassadeur mexicain suggère alors que les membres du corps diplomatique s'adressent à la Société des Nations par l'intermédiaire de leurs gouvernements, « manifestant [qu'ils le font] en faveur de la population civile sans faire de [leur] propre situation un cas particulier²⁶³ ». Núñez Morgado se charge de la rédaction d'un communiqué que tous les représentants présents à la réunion s'engagent à envoyer à leurs gouvernements²⁶⁴. C'est ce que font Emmanuel Neuville et George Ogilvie-Forbes, sans rien dévoiler des véritables motivations de cet appel²⁶⁵. Ont-ils assisté à la réunion ? Et dans ce cas, pourquoi dissimuler l'origine du communiqué ? Il est difficile de le savoir. S'il y a bien dissimulation, la solidarité a certainement joué dans le cas d'Emmanuel Neuville, dont nous avons déjà vu les relations étroites qu'il tisse avec Núñez Morgado et Helfant²⁶⁶. Du reste, le ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos, l'avait invité quelques jours plus tôt à « donner tout [son] appui au projet que le Corps Diplomatique pourrait reprendre d'une intervention de sa part auprès des autorités insurgées, tendant à mettre fin au bombardement de la ville par les avions et l'artillerie », mais aussi « aux démarches qu'il pourrait faire parallèlement auprès des autorités restées à Madrid pour éviter les exécutions et massacres²⁶⁷ ». Le cas de George Ogilvie-Forbes est plus surprenant. Mais d'autres raisons ont pu le pousser à se joindre à l'initiative. S'il fait preuve d'empathie à l'égard de la

²⁶¹ AGA, MAE, Burgos, 82/2428, R.527, dossier 1, note verbale du ministère d'État à Aurelio Núñez Morgado, 29 octobre 1936.

²⁶² Aurelio Núñez Morgado, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, op. cit., p. 212-213.

²⁶³ *Ibid.*, p. 213.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 214.

²⁶⁵ TNA, PRO, FO 371/20549, W16291/62/41, tél. 517 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 18 novembre 1936.

²⁶⁶ Voir chapitre 7, p. 517-530.

²⁶⁷ CADN, Madrid, B, 580, tél. 118 d'Yvon Delbos à Emmanuel Neuville, 12 novembre 1936.

population madrilène, il se soucie également du sort des prisonniers. Or cet intérêt l'a amené à discuter avec un secrétaire du ministre basque Manuel de Irujo – il s'agit probablement de Jesús Galíndez – de l'instauration d'une zone internationale dans la capitale espagnole. Les détenus y seraient internés sous la protection de l'ambassade britannique et du corps diplomatique. Le chargé d'affaires ne cache pas son scepticisme face au projet de son interlocuteur, étant « certain que le gouvernement espagnol n'accepterait jamais une intervention réelle du corps diplomatique dans son ensemble », compte tenu « l'abus du droit d'asile ». Mais il ne ferme pas la porte à la proposition, estimant que le gouvernement républicain pourrait « consentir à associer l'ambassade britannique à ce projet²⁶⁸ ». Dès lors, Ogilvie-Forbes partage au moins en partie l'objectif de ses collègues, et n'a pas de raison de s'y opposer.

Le chargé d'affaires suisse, Émile Fontanel, saisit également son gouvernement, conformément à la résolution du corps diplomatique. Le conseiller fédéral Guiseppa Motta s'en empare et lance dès le 19 novembre un projet qui propose « la création d'une zone neutre à Madrid sous la garantie d'un organisme international chargé d'assurer la protection de la population civile²⁶⁹ ». Il demande au CICR d'effectuer la démarche auprès des deux belligérants²⁷⁰. L'organisation genevoise accepte le jour même. Elle prévoit de demander confirmation au général Franco qu'il est « disposé à respecter un quartier de la ville de Madrid dans laquelle [sic] serait rassemblée la population non-combattante », puis d'écrire à Francisco Largo Caballero et au général Miaja pour les prier « de concentrer la population » dans ce quartier, « en offrant la collaboration du Dr Henny pour assurer [qu'il] ne sera utilisé à aucune fin militaire²⁷¹ ». Informé par radio, le délégué du CICR à Madrid est sceptique,

²⁶⁸ TNA, PRO, FO 371/20544, W14337/62/41, tél. 399 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 23 octobre 1936.

²⁶⁹ Sébastien Farré date le télégramme de Fontanel du 8 novembre 1936. En réalité, ce dernier date du 18 novembre, jour où le corps diplomatique prie ses membres d'intervenir auprès de leurs gouvernements respectifs, comme l'atteste une copie conservée dans les archives du CICR que Sébastien Farré m'a depuis aimablement transmise : ACICR, B, CR 212, tél. d'Émile Fontanel au conseil fédéral suisse, 18 novembre 1936, transmis par le département politique au CICR. De même, l'historien suisse avance que la proposition lancée par Motta date du 20 novembre. En réalité, le conseiller fédéral suisse lance sa démarche la veille, le 19 novembre. C'est ce que confirme un télégramme de l'ambassadeur britannique à Berne, Sir George Warner. Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco : de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 73. TNA, PRO, FO 371/20549, W16370/62/41, dép. 468 de Sir George Warner au Foreign Office, 20 novembre 1936.

²⁷⁰ TNA, PRO, FO 371/20549, W16370/62/41, dép. 468 de Sir George Warner au Foreign Office, 20 novembre 1936.

²⁷¹ ACICR, procès-verbaux du Comité, procès-verbal de la séance du 19 novembre 1936 de la Commission d'Espagne du CICR. Le CICR demande en effet au général Franco de confirmer que son commandement est disposé à respecter un quartier au nord de Madrid où la population non combattante pour être rassemblée. Le 23 novembre, José Antonio de Sangróniz répond au CICR en lui communiquant les limites de la zone de sécurité que le commandement rebelle a définies le 17 novembre 1936 et qui sont communiquées le lendemain

selon Sébastien Farré. Il « prévoit la réaction négative de l'administration républicaine et s'interroge sur la capacité du CICR d'organiser un tel dispositif ». Pourtant, il avait demandé à son organisation la veille – faisant très certainement écho à l'initiative du corps diplomatique – « de faire une démarche contre les bombardements de la population de Madrid²⁷² ». Alors qu'il assiste aux débats du corps diplomatique, comment peut-il ignorer le projet de zone internationale que ce dernier porte, et qui se matérialise dans la proposition du CICR ? Les réserves qu'il exprime révèlent peut-être une certaine gêne de sa part, face à l'initiative de diplomates madrilènes dont il dépend et dont l'engagement pro-rebelle risque de compromettre les activités de l'organisation qu'il représente.

Quoi qu'il en soit, les craintes d'Henny sont légitimes : les autorités républicaines refusent en effet la proposition du CICR. Selon le délégué, « le général Miaja et la Junta de Defensa en général n'étaient pas opposés à ce projet et l'envisageaient plutôt avec sympathie²⁷³ ». Le refus viendrait du gouvernement. Tandis que Francisco Largo Caballero estime que « du point de vue humanitaire toute la population devrait être considérée comme non combattante », Julio Álvarez del Vayo considère que « la création de la zone neutre équivaudra à ce que le gouvernement de la République se prête à légaliser le bombardement du reste de la ville de Madrid en dehors de ladite zone et à exposer les quartiers populaires et ouvriers à ce que les factieux assouvissent leur incapacité manifeste de prendre la capitale de l'Espagne avec ces attentats au droit des gens qui scandalisent toute l'humanité civilisée²⁷⁴ ». Le ministre d'État considère alors Madrid comme une « ville ouverte²⁷⁵ ». Henny conteste cette interprétation, arguant qu'« il y a des barricades dans toutes les rues, des canons un peu partout qui tirent de la ville même ». Face à ce refus, il ne cache pas qu'il est « non pas découragé, mais vraiment dégoûté de la mauvaise foi qu'on rencontre ici, où il faut se cacher pour accomplir un travail uniquement humanitaire ». Il est désormais certain que « toute démarche est inutile », « devant une réponse aussi catégorique d'un Gouvernement qui lui se sent en sécurité à Valence²⁷⁶ ». Le rejet de la zone neutre est annoncé peu de temps après dans

aux unités engagées à Madrid. AGA, Burgos, 82/3636, R.1060, dossier 206, tél. du CICR au général Franco, sans date ; tél. de José Antonio de Sangróniz au CICR, 23 novembre 1936 ; et José Manuel Moreno Auriol et Daniel García Amodia, « Los primeros bombardeos “modernos” sobre una gran ciudad », in Gutmaro Gómez Bravo (dir.), *Asedio. Historia de Madrid en la guerra civil (1936-1939)*, Madrid, Ediciones Complutense, 2018, p. 212-213.

²⁷² Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 107.

²⁷³ ACICR, B, CR 212, GEN-058, rapport de Georges Henny au CICR, 24 novembre 1936.

²⁷⁴ *Ibid.*, copie d'un télégramme de Francisco Largo Caballero au général Miaja ; et copie d'un télégramme de Julio Álvarez del Vayo au général Miaja.

²⁷⁵ *Ibid.*, copie d'un télégramme de Julio Álvarez del Vayo au général Miaja.

²⁷⁶ *Ibid.*, rapport de Georges Henny au CICR, 24 novembre 1936.

la presse²⁷⁷. Les agents du Foreign Office entendent pour leur part les réticences des autorités républicaines. William Montagu-Pollock note que si le gouvernement de Madrid « reconnaissait le caractère neutre de la zone », il « aurait l'obligation de ne pas utiliser cette importante zone stratégique à des fins défensives²⁷⁸ ».

Le gouvernement républicain a effectivement de bonnes raisons de refuser la proposition du CICR. Outre la protection de la population civile qui se trouve dans les autres quartiers de la ville et les impératifs stratégiques pour la défense de la capitale, la généalogie du projet de zone neutre lui apparaît sans aucun doute suspecte. Initiée par le camp rebelle et instrumentalisée par le corps diplomatique de Madrid, la démarche participe – comme le souligne Sébastien Farré – « à la propagande nationaliste qui [dénonce] l'indifférence de la République pour garantir la sécurité de ses citoyens et qui [rappelle] la menace de représailles contre les civils²⁷⁹ ». Du reste, le précédent des zones internationales installées par les corps consulaires locaux dans le quartier de Las Arenas à Bilbao au début du mois de septembre, et à Suances, près de Santander, le 12 octobre, n'est pas de nature à rassurer les autorités républicaines²⁸⁰. Ces zones internationales visent officiellement à accueillir « les membres des colonies étrangères sous la protection des pavillons de leurs pays respectifs », avant leur évacuation hors d'Espagne²⁸¹. Mais très rapidement, les deux zones sont détournées de leur objectif premier en accueillant des Espagnols hostiles aux autorités locales, comme les représentants britanniques le déplorent. Thomas Bates informe ainsi l'ambassadeur Chilton que les 80 personnes qui se sont réfugiées dans la zone internationale de Suances sont « presque toutes des Espagnols²⁸² ». Quant au consul à Bilbao, Ralph Stevenson, il se tient résolument hors de la zone de Las Arenas, qu'il qualifie de « foyer de carlistes, de monarchistes et d'autres personnes de "droite"²⁸³ ». Cette zone favorise par ailleurs le développement des activités d'espionnage. À la fin du mois d'octobre, le consul d'Autriche Wilhelm Wakonigg est ainsi arrêté en possession des plans de défense de Bilbao, au moment

²⁷⁷ TNA, PRO, FO 371/20550, W16618/62/41, tél. 544 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 novembre 1936.

²⁷⁸ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 27 novembre 1936.

²⁷⁹ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*, p. 106.

²⁸⁰ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 » ; CADN, Madrid, B, 571, GC 7/B³, dép. 491 d'André Van den Bronk à Jean Herbet, 13 octobre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20543, W13955/62/41, extrait d'un rapport de Thomas Bates, 7 octobre 1936.

²⁸¹ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

²⁸² TNA, PRO, FO 371/20549, W16203/62/41, dép. 762 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 novembre 1936.

²⁸³ *Ibid.*, W16402/62/41, dép. 75 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 18 novembre 1936.

d'embarquer sur un navire britannique. Il est condamné à mort le 18 novembre²⁸⁴. Dans ces conditions, la méfiance du gouvernement républicain à l'égard du projet de zone neutre proposé à Madrid apparaît bien compréhensible.

Enfin, la proclamation de la zone de sécurité dans la capitale espagnole permet également au commandement franquiste d'apporter « une réponse aux réactions internationales provoquées par les premiers bombardements qui avaient favorisé un courant d'opinion favorable au camp républicain²⁸⁵ ». Comme nous l'avons déjà évoqué, la presse française et britannique s'émeut des raids qui atteignent la capitale espagnole durant le mois de novembre²⁸⁶. Dans ce contexte, le gouvernement français est poussé à adopter une attitude plus active, en parallèle de l'initiative madrilène. Informé « que des tracts ont été largués à Madrid, annonçant que si la ville ne se rend pas immédiatement, elle sera détruite dans la nuit », il suggère qu'un « nouvel appel soit lancé par le corps diplomatique d'Hendaye au général Franco²⁸⁷ ». Chilton et Herbette sont donc invités, le 20 novembre, à se concerter pour initier une démarche conjointe avec leurs collègues²⁸⁸. L'ambassadeur britannique envoie immédiatement un télégramme au secrétaire aux Relations extérieures à Burgos, lui indiquant qu'il a été « chargé par [son] Gouvernement [...] de présenter une requête de plus à Son Excellence le général Franco pour qu'il limite ses opérations militaires aux objectifs purement militaires et en vue de faire ressortir que l'exécution d'une telle menace, si vraiment elle a été formulée, aurait un effet des plus déplorable sur l'opinion publique du monde civilisé²⁸⁹ ». Après en avoir discuté avec Chilton, Herbette envoie son attaché naval, le commandant Raymond Moullec, à Saint-Sébastien, où ce dernier effectue « auprès des autorités militaires une démarche de signification identique²⁹⁰ ».

L'ambassadeur britannique ne semble d'ailleurs pas très favorable à cette initiative, mettant en doute dans sa communication la véracité de l'information du gouvernement français. Du reste, il ne paraît guère enclin à convaincre ses collègues du corps diplomatique de se joindre à la démarche. Il indique en effet au Foreign Office n'avoir « pas pu entrer [...]

²⁸⁴ *Ibid.* Voir également Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 105.

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 106.

²⁸⁶ Voir chapitre 6, p. 421-425.

²⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20549, W16322/62/41, tél. 243 de Sir George Mounsey à Sir Henry Chilton, 20 novembre 1936.

²⁸⁸ *Ibid.* ; et CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1458 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 novembre 1936.

²⁸⁹ AGA, MAE, Burgos, 82/3636, R.1060, dossier 206, tél. 173 de Sir Henry Chilton à José Antonio de Sangróniz, 20 novembre 1936.

²⁹⁰ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1458 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 novembre 1936.

en contact avec [ses] collègues qui étaient tous absents²⁹¹ ». Mais Jean Herbette informe quant à lui que « Sir Henry Chilton [étant] retenu par ses occupations à Hendaye et ne pouvant se transporter à Saint-Jean-de-Luz pour communiquer les intentions de son Gouvernement à nos collègues », il lui « a demandé de voir de sa part les Ambassadeurs d'Argentine, de Belgique et d'Italie²⁹² ». Ces deux derniers promettent de consulter leur gouvernement, tandis que le premier entre en relation avec le comte des Andes, Francisco Moreno Zuleta, qui remplace Alfonso Merry del Val à Saint-Jean-de-Luz²⁹³. L'ambassadeur des États-Unis informe quant à lui Chilton qu'il a envoyé un télégramme à Burgos sur une ligne identique à la sienne²⁹⁴. Mais la démarche échoue, désamorcée par la zone de sécurité proposée par le commandement franquiste. Burgos dément tout d'abord avoir menacé de détruire Madrid. Il affirme ensuite avoir conseillé aux « rouges » défendant la capitale « de mener la résistance à l'extérieur de la ville afin d'éviter les dommages inévitables », fixant à cette fin une « zone de sécurité » et laissant « libre la sortie de la ville ». Le choix des défenseurs d'établir dans la capitale des « centres de munitions, des tranchées, des postes de commandement, de l'artillerie, des postes d'observation [...], des centres de concentration de troupes, des concentrations de réserves », justifie dès lors « les bombardements que la situation militaire exige », au « grand regret » du commandement rebelle. Ce dernier affirme : « Personne n'est plus intéressé que nous à éviter les dommages inutiles. Nous avons offert à plusieurs reprises aux hordes rouges une sécurité bienveillante, malgré les milliers de crimes commis et qui continuent d'être commis²⁹⁵. » Dans ces conditions, William Montagu-Pollock, au Foreign Office, « doute que d'autres représentations dans ce sens soient utiles. Madrid est désormais considérée par les deux parties comme une forteresse²⁹⁶. » Le point de vue des insurgés, qui considèrent Madrid comme un objectif militaire, s'est progressivement imposé. La proposition d'instaurer une « zone de sécurité » a contribué à cette dynamique. Cette réalité éclaire le rejet du projet de « zone neutre » par le gouvernement républicain, qui se trouve à nouveau dans la position difficile de devoir refuser une offre humanitaire. Cette situation contribue à le marginaliser davantage sur la scène internationale. Mais rien n'indique que le gouvernement espagnol

²⁹¹ TNA, PRO, FO 371/20549, W16323/62/41, tél. 296 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 21 novembre 1936.

²⁹² CADN, Madrid, B, 568, GC 4/F², tél. 1458 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 novembre 1936.

²⁹³ *Ibid.* ; et TNA, PRO, FO 371/20549, W16323/62/41, tél. 296 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 21 novembre 1936.

²⁹⁴ TNA, PRO, FO 371/20549, W16323/62/41, tél. 296 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 21 novembre 1936.

²⁹⁵ *Ibid.*, tél. 298 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 22 novembre 1936 ; et AGA, MAE, Burgos, 82/3636, R.1060, dossier 206, tél. 20 de José Antonio de Sangróniz au Secrétariat aux Relations extérieures, 21 novembre 1936.

²⁹⁶ TNA, PRO, FO 371/20549, W16323/62/41, minute de William Montagu-Pollock, 24 novembre 1936.

aurait bénéficié d'une situation plus favorable en se conformant aux appels humanitaires des corps diplomatiques d'Hendaye et de Madrid. L'exemple du gouvernement basque montre en effet que les manifestations de bonne volonté dans le cadre des échanges de prisonniers ne s'accompagnent pas toujours d'un meilleur soutien international.

II. Les échanges d'« otages » : un objet de diplomatie parallèle

A. Une médiation humanitaire entre concurrence et dispersion des efforts

1. L'intérêt précoce de Jean Herbette pour les prisonniers de Bilbao (août-septembre 1936)

Comme le souligne Yves Denéchère, Jean Herbette s'intéresse dès le mois d'août 1936 au « sort des prisonniers et des otages²⁹⁷ ». Ses efforts en faveur d'une médiation humanitaire auprès du corps diplomatique réfugié en France visent notamment à obtenir « la cessation des rigueurs [qui leur sont] infligées²⁹⁸ ». Son attention se porte alors d'abord sur les prisonniers de droite détenus à Irún et à Saint-Sébastien, dont il craint qu'ils soient victimes de représailles face aux bombardements rebelles²⁹⁹. L'ambassadeur français intervient alors à plusieurs reprises auprès du gouverneur civil, Antonio Ortega, afin d'obtenir des mesures de préservation. Ce dernier s'efforce de canaliser la colère que suscitent les raids aériens, en traduisant les officiers impliqués dans le soulèvement militaire devant un conseil de guerre — 5 d'entre eux sont condamnés à mort le 19 août — de façon à éviter les lynchages d'« otages³⁰⁰ ». Il accorde également à Herbette la libération de certaines personnalités de premier plan, comme le comte de Romanones, ancien président du Conseil sous la monarchie d'Alphonse XIII. D'abord hébergé sous protection policière à la Députation provinciale, il est finalement évacué vers la France par l'ambassadeur le 23 août³⁰¹. Le 26 août, Herbette obtient également d'emmener à la frontière « le président de la Chambre de Commerce de Madrid,

²⁹⁷ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 271.

²⁹⁸ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1000-1002 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 août 1936.

²⁹⁹ *Ibid.*, tél. 1019 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 14 août 1936 ; tél. 1048 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 août 1936.

³⁰⁰ *Ibid.*, tél. 1051-1052 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 août 1936.

³⁰¹ Pedro Barruso, « La misión diplomática del embajador francés, Jean Herbette, durante la guerra civil », *op. cit.*, p. 127-129 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 271-272.

Mme Salgado ainsi que la famille Cortés à laquelle s'intéressait M. Tejedor, ex-chargé d'affaires de Cuba à Paris³⁰² ».

Alors que les forces rebelles se rapprochent d'Irún et de Saint-Sébastien, l'ambassadeur français accentue son action. Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1936, il suggère au Quai d'Orsay « d'examiner l'attitude à prendre au cas où l'un des deux partis ou même les deux feraient appel à la Croix-Rouge [ou] au Corps diplomatique » afin « de parer aux tueries qui pourraient se produire en cas de bombardement par l'artillerie lourde, avec évacuation précipitée d'Irún par ses défenseurs et massacre général des otages par les anarchistes³⁰³ ». Ce qu'il ne précise pas au Département, c'est qu'il a entrepris le jour même de susciter cet appel. Sir Henry Chilton, informe en effet le Foreign Office qu'Herbette s'est rendu à Saint-Sébastien pour suggérer aux autorités locales de « rendre Irún au corps diplomatique³⁰⁴ ». L'ambassadeur argentin, Daniel García Mansilla, convoque alors une réunion du corps diplomatique pour discuter de cette suggestion, tandis que le Foreign Office indique à son représentant à Hendaye qu'il ne peut pas « s'associer à l'action de l'ambassadeur français si, comme il le semble, elle revenait à conseiller à l'une des parties en lutte de se rendre³⁰⁵ ». L'initiative d'Herbette est de fait très froidement accueillie. Tandis que Sir Henry Chilton la juge « quelque peu grotesque [fantastic] », l'ambassadeur italien Orazio Pedrazzi « s'en est franchement moqué ». D'une manière générale, les représentants rassemblés à Hendaye concordent avec l'idée que « la remise d'Irún et éventuellement de Saint-Sébastien au corps diplomatique [est] totalement de mauvais goût³⁰⁶ ». Outre qu'elle leur paraît impraticable, ils n'accordent pas une grande confiance à Herbette dont ils doutent des intentions. Selon Chilton, l'ambassadeur français serait « loin d'être désintéressé, car, en plus d'être très rouge, il possède une maison à Fuenterrabia, et Fuenterrabia se serait rendue en même temps qu'Irún » : « Il souhaitait sans doute priver les insurgés d'une éventuelle victoire et sauver sa propre maison, qui serait, [lui a-t-on dit], la première à être détruite par les "Blancs" s'ils prenaient Irún et Fuenterrabia, tant ils le détestent³⁰⁷. » Considéré comme socialiste et étranger à la carrière diplomatique, l'ambassadeur français fait ainsi l'objet de mesquineries de la part de ses collègues. Le corps diplomatique rejette alors la démarche de

³⁰² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1093 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 août 1936.

³⁰³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1132-1133 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} septembre 1936.

³⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/20536, W10192/62/41, tél. 221 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 31 août 1936 ; et minute de William Montagu-Pollock, 31 août 1936.

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ TNA, PRO, FO 371/20537, W10523/62/41, lettre de Sir Henry Chilton à Sir George Mounsey, 1^{er} septembre 1936.

³⁰⁷ *Ibid.*

Jean Herbette qui, de toute façon, n'obtient pas davantage de succès auprès des autorités de Saint-Sébastien³⁰⁸.

Mais si l'ambassadeur renonce momentanément à poursuivre des efforts dans ce sens, il ne se désintéresse pas du sort des prisonniers de droite, d'autant plus que plusieurs d'entre eux sont exécutés lors de l'évacuation du fort de Guadalupe au moment de la prise d'Irún, incendiée par les défenseurs³⁰⁹. Lorsque la décision est prise quelques jours plus tard par les autorités de Saint-Sébastien d'évacuer la population civile de la ville, Herbette craint en effet que « les incendies et les massacres d'otages » ne se répètent³¹⁰. Il suggère à nouveau au gouverneur civil de rendre la ville aux insurgés, en y laissant toutefois une garde importante pour empêcher les anarchistes d'y mettre le feu³¹¹. Là encore, il ne rend pas compte de sa démarche au Quai d'Orsay : nous ne la connaissons que par l'intermédiaire de la correspondance diplomatique britannique. Antonio Ortega entend cependant le rassurer quant au sort des otages : il a décidé « d'embarquer tous les otages et détenus politiques sur un bateau pour les soustraire aux tentatives de massacre », et il envisage de les acheminer vers Bilbao en cas de retraite des forces gouvernementales³¹². Pour l'ambassadeur, cette mesure est « une cause supplémentaire de souffrances et de dangers ». Il suggère dès lors qu'une action internationale soit « exercée auprès du Gouvernement espagnol pour obtenir leur remise à la Croix rouge par exemple³¹³ », ou que le bateau soit « dérouté vers la côte française au moment où l'on essaierait de l'acheminer vers Bilbao. Il y a là, sauf erreur, environ 600 vies à sauver³¹⁴. » De nouveau, Herbette prend les devants et commence à mettre ses propositions en pratique. Le 10 septembre, il suggère au délégué du CICR récemment arrivé sur la côte basque, le Dr Marcel Junod, de demander à ce que ces prisonniers soient remis à son organisation. Ce dernier se montre d'autant plus favorable à l'idée « qu'il a déjà obtenu du gouvernement de Madrid un consentement de principe aux échanges d'otages par l'entremise de la Croix-Rouge³¹⁵ » (voir *supra*).

³⁰⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 1132-1133 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} septembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20536, W10203/62/41, tél. 212 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 1^{er} septembre 1936.

³⁰⁹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1161-1162 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 septembre 1936.

³¹⁰ *Ibid.*, tél. 1172 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 septembre 1936.

³¹¹ TNA, PRO, FO 371/20538, W10778/62/41, tél. 222 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 7 septembre 1936.

³¹² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁷, tél. 1172 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 septembre 1936.

³¹³ *Ibid.*, tél. 1177 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 septembre 1936.

³¹⁴ *Ibid.*, tél. 1172 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 septembre 1936.

³¹⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 1180-1181 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 10 septembre 1936.

À la demande du gouvernement français, Junod doit accompagner le jour même l'ambassadeur à Santander, pour y réceptionner le *Kilissi* et attester du contenu strictement humanitaire du cargo. Il y retourne le lendemain, en compagnie d'Herbette, pour y embarquer à bord de l'avis *Alcyon* 40 réfugiés étrangers et 300 enfants des colonies scolaires originaires de Madrid et surpris par la guerre³¹⁶. Cette évacuation relève assurément de la mission de Junod. Tout au long du mois d'août, le CICR a en effet été invité à intervenir en faveur des colonies d'enfants et à organiser leur rapatriement³¹⁷. Mais elle s'inscrit également dans le cadre de pourparlers que certains représentants carlistes nouent depuis le début du mois d'août avec des représentants basques et socialistes de Saint-Sébastien³¹⁸. Selon Herbette, ces négociations auraient conduit à la fin du mois d'août « à la restitution réciproque de deux colonies scolaires et à l'établissement de listes d'otages politiques à échanger³¹⁹ ». Il note à cette occasion que les « Navarrais ont notamment fourni une liste de 636 prisonniers politiques détenus au fort San Cristobal (Pampelune) plus une liste complémentaire portant une quarantaine de noms³²⁰ ». Or, peu de temps après s'être entretenu avec l'ambassadeur français, Junod informe le CICR qu'il a « reçu du Gouverneur de Saint-Sébastien mission³²¹ » :

« 1° — d'organiser à titre de délégué de la Croix Rouge de Genève l'échange de 635 otages — qui viennent d'être envoyés de Saint-Sébastien à Bilbao et que cette dernière ville ne peut nourrir — contre un même nombre d'otages de l'armée Mola.

2° — de demander au Gouvernement français d'héberger et de garder 635 otages de l'un et de l'autre parti³²². »

³¹⁶ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, op. cit., p. 55 ; Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 182-183.

³¹⁷ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 44-45.

³¹⁸ Le 7 août 1936, Herbette évoque la rencontre à Guéthary, en France, de deux représentants du Frente Popular de Saint-Sébastien, l'ancien député nationaliste basque Cardeaga et le député socialiste Miguel Amilibia, avec « un chef carliste de Navarre pour traiter des ménagements à observer envers la population civile. [...] Il s'agit surtout de protéger les familles dont l'un des membres participe aux opérations de guerre dans le camp adverse. » Selon l'ambassadeur, cette initiative pourrait être à « l'origine d'une trêve plus complète, mais ce n'est là pour le moment qu'une très vague possibilité ». AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 169, tél. 964 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 août 1936.

³¹⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 1132-1133 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 31 août 1936.

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ *Ibid.*, tél. de Jean Péron au Quai d'Orsay, 11 septembre 1936.

³²² *Ibid.*

La proposition de Junod semble directement inspirée par Jean Herbette. Tandis que le délégué part pour Burgos dès le 12 septembre pour proposer d'organiser un échange d'otages, l'ambassadeur français poursuit ses efforts³²³. Il entreprend notamment de dénombrer les prisonniers internés dans des navires dans la rade de Bilbao. Outre les « six à sept cents otages de Saint-Sébastien » qui se trouvent à bord du cargo *Arantzazu Mendi*, il en dénombre environ 1 500 autres emprisonnés dans les cargos *Cabo Quilates* et *Altuna Mendi*, auxquels il faut ajouter 900 prisonniers qui se trouvent encore à terre. Il accuse par ailleurs les autorités de Bilbao d'avoir placé les deux derniers cargos à proximité des Hauts fourneaux de Bizcaye et de l'aérodrome de Lamiaco, « de manière que les otages soient exposés aux bombardements aériens³²⁴ ». Il recueille également le témoignage d'Amalia López-Dóriga, épouse de Fernando José de Ybarra y Oriol et belle-fille de Fernando María de Ybarra y de la Revilla, marquis de Arriluce et membre influent de Renovación Española, tous deux détenus à bord du *Cabo Quilates*. La jeune femme lui donne des « détails navrants sur la malpropreté dans laquelle les otages sont obligés de vivre, sur le manque de nourriture et l'absence d'air, sur les travaux corporels qu'on impose même à ceux qui sont âgés, sur les exécutions auxquelles il a été procédé parmi eux en représailles de bombardements aériens, etc.³²⁵ »

Ce témoignage convainc certainement l'ambassadeur de ne pas relâcher ses efforts. Il rend immédiatement visite à l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton pour lui signaler à quel point « les conditions de vie dans les deux navires-prisons [le *Cabo Quilates* et le *Altuna Mendi*] sont épouvantables ». Il lui indique avoir suggéré « à son gouvernement de faire des démarches à Madrid et demande si le gouvernement de Sa Majesté est susceptible de s'associer à ces démarches³²⁶ ». Herbette contrevient alors aux recommandations de Junod qui lui a signifié, avant de partir pour Burgos, « qu'une action diplomatique lui semblerait pourtant prématurée tant qu'il n'aurait pas eu le temps de faire, avec la plus complète discrétion, la démarche qu'il allait tenter » là-bas³²⁷. La proposition d'Herbette reçoit en tout cas l'adhésion du Foreign Office³²⁸. René Bonjean reçoit l'instruction de se concerter avec son collègue britannique à Madrid en vue d'« effectuer d'urgence avec lui auprès de l'autorité responsable une démarche pressante, amicale et discrète afin d'obtenir, dans l'intérêt même

³²³ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 1197 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 septembre 1936.

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ TNA, PRO, FO 371/20538, W11227/62/41, tél. 226 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 13 septembre 1936.

³²⁷ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 1197 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 septembre 1936.

³²⁸ TNA, PRO, FO 371/20538, W11227/62/41, minute d'Isham Peter Garran, 15 septembre 1936.

de la cause gouvernementale devant l'opinion étrangère, que la vie des otages soit sauvegardée³²⁹ ». Herbette précise toutefois :

« Il ne s'agit pas de négocier un échange : cette tâche est actuellement assumée par le Dr Junod, délégué pour l'Espagne de la Croix-Rouge internationale. Il s'agit simplement d'obtenir que la vie des otages soit sauvegardée, tant contre les risques permanents résultant des conditions dans lesquelles ils sont détenus que contre les dangers imminents et très graves qui peuvent résulter pour eux de la situation militaire et sociale à Bilbao. Lors d'un précédent bombardement aérien de Bilbao des otages ont été fusillés et actuellement encore deux navires remplis d'otages sont ancrés dans le Nervion à proximité immédiate de ce qu'on peut supposer être des objectifs de bombardement aérien³³⁰. »

Le chargé d'affaires français s'exécute aussitôt. Il convient avec Ogilvie-Forbes de réaliser chacun de leur côté une visite au ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, qui promet d'en faire part au président du Conseil Francisco Largo Caballero. Bonjean rend également visite « à titre personnel » à l'ancien président du Conseil et désormais ministre sans portefeuille José Giral, pour lui faire part de sa démarche et lui demander de l'appuyer³³¹. Le gouvernement espagnol ne répond cependant pas avant le 30 septembre, interprétant à tort la démarche de Bonjean « comme ayant eu pour objet d'obtenir la mise en liberté de trois mille prisonniers » à Bilbao³³². Le chargé d'affaires britannique, quant à lui, n'a reçu aucune réponse³³³. Bonjean est alors contraint d'adresser une note au ministère d'État pour préciser et renouveler le sens de sa démarche³³⁴. Ce dernier répond finalement que « les prisonniers en question le sont en vertu d'une décision des autorités compétentes et en raison de leurs activités dans le présent conflit sans qu'il y ait donc lieu à une intervention relative à leur situation respective non seulement de la part des puissances étrangères, mais aussi de celles du pouvoir exécutif espagnol, quelle que soit la situation militaire et sociale de cette ville à laquelle cette mission diplomatique se réfère dans les termes qui ne peuvent que surprendre ce Ministère³³⁵ ». En transmettant cette « fin de non-recevoir », le représentant français confie avoir « le sentiment que le Gouvernement de Madrid se soucie maintenant assez peu de

³²⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², tél. 105 d'Alexis Léger à René Bonjean, 15 septembre 1936.

³³⁰ *Ibid.*, tél. 11 de Jean Herbette à René Bonjean, 15 septembre 1936.

³³¹ *Ibid.*, tél. 11 de René Bonjean à Jean Herbette, 16 septembre 1936.

³³² *Ibid.*, dép. 98 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 2 octobre 1936 ; et note verbale n° 509 du ministère d'État à l'ambassade de France, 30 septembre 1936.

³³³ *Ibid.*, dép. 98 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 2 octobre 1936.

³³⁴ *Ibid.*, note verbale n° 82 de René Bonjean au ministère d'État, 2 octobre 1936.

³³⁵ *Ibid.*, note verbale n° 522 du ministère d'État à l'ambassade de France, 5 octobre 1936.

l'opinion étrangère³³⁶ ». L'initiative franco-britannique initiée par Herbette sur le terrain diplomatique a donc échoué.

Mais ce n'est pas la seule démarche que l'ambassadeur a entreprise en l'absence de Junod. Le 20 septembre, Herbette organise le déplacement à Bilbao de l'évêque de Dax, Monseigneur Clément Matthieu, afin que ce dernier visite les bateaux-prisons. Il demande au consul René Castéran d'obtenir l'assentiment des autorités locales pour que le religieux français puisse se déplacer dans la ville en soutane et en toute sécurité, mais aussi de trouver un ressortissant français ou un ecclésiastique espagnol qui accepteraient de l'accompagner et de lui servir d'interprète³³⁷. Selon l'ambassadeur, cette visite est « dépourvue de toute signification politique³³⁸ ». Comme en rend compte l'évêque de Dax quelques semaines plus tard, Herbette espère par son intermédiaire obtenir la libération des otages, en misant sur sa « qualité de Basque » qui renforcerait sa position auprès des nationalistes basques de Bilbao³³⁹. Une fois l'accord obtenu de la part des autorités locales, l'évêque et l'ambassadeur se rendent sur place le 22 septembre. Ils sont accueillis dans le port de Bermeo par une « garde d'honneur de jeunes nationalistes basques ». Accompagné du consul René Castéran, du chef de la colonie française Jean Laffontan et d'un ecclésiastique espagnol, Mgr. Matthieu se rend à bord du *Cabo Quilates* et de l'*Altuna Mendi* pour y interroger les prisonniers. Il constate alors que « si une propreté relative règne à bord de l'un des bateaux, l'autre est fort mal tenu ». L'aspect des prisonniers lui paraît « lamentable³⁴⁰ ». Après sa visite, il aurait confié à René Castéran : « Ce que j'ai vu est trop affreux³⁴¹. »

³³⁶ *Ibid.*, tél. 39 de René Bonjean à Jean Herbette, 11 octobre 1936.

³³⁷ *Ibid.*, tél. 52-53 de Jean Herbette à René Castéran, 20 septembre 1936.

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ Cité par Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2014, p. 451.

³⁴⁰ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 1010 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 septembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20540, W12369/62/41, mémorandum de John H. Innes sur la situation à Bilbao du 21 au 24 septembre 1936.

³⁴¹ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».



Photographie 34 : Les bateaux-prisons de Bilbao devant Las Arenas (octobre 1936)³⁴².



Photographie 35 : Le *Cabo Quilates* à Bilbao³⁴³.

³⁴² ACICR, V-P-HIST-02225-28A.

³⁴³ ACICR, V-P-HIST-01854-08.



Photographie 36 : Détenus dans la cale d'un bateau-prison (octobre 1936)³⁴⁴.

Du reste, malgré la présence d'un délégué du gouverneur civil de Bilbao, la délégation se voit refuser de monter à bord de l'*Arantzazu Mendi*, où se trouvent les détenus évacués de Saint-Sébastien³⁴⁵. L'un des gardes, nommé Ugarte, s'y oppose, arguant que « ce bateau faisait partie du Guipuzcoa et n'avait pas à recevoir une visite concertée avec les autorités de Vizcaye [sic] ». Cette opposition inspire alors à Jean Herbette « de graves inquiétudes quant au sort des otages guipuzcoans³⁴⁶ ». L'ambassadeur français s'entretient pendant ce temps-là avec Heliodoro de la Torre, conseiller aux finances de la Junta de Defensa de Biscaye et membre du PNV. Il essaie d'obtenir de sa part que « tous les otages détenus à Bilbao [...] [soient] amenés en France pour être échangés ultérieurement » ou bien qu'ils « [soient] retirés et installés dans des villas à Las Arenas, Algorta ou Guecha », où Herbette espère instaurer une « zone franche³⁴⁷ ». Les démarches n'aboutissent finalement à aucun résultat tangible,

³⁴⁴ ACICR, V-P-HIST-00689T. La documentation du CICR ne précise pas le nom du bateau, qualifié de « prison flottante », ni son lieu d'amarrage. Mais il pourrait s'agir de détenus du *Cabo Quilates* photographié par le CICR.

³⁴⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 1010 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 septembre 1936 ; et TNA, PRO, FO 371/20540, W12369/62/41, mémorandum de John H. Innes sur la situation à Bilbao du 21 au 24 septembre 1936.

³⁴⁶ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 1010 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 septembre 1936.

³⁴⁷ *Ibid.*, tél. 52-53 de Jean Herbette à René Castéran, 20 septembre 1936 ; dép. 1010 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 septembre 1936.

hormis le débarquement à terre des femmes détenues à bord des bateaux-prisons³⁴⁸. Elles sont désormais détenues dans la maison de redressement des « Angeles Custodios³⁴⁹ ».

Dès le lendemain, Herbette programme un nouveau voyage à Bilbao en compagnie de Marcel Junod qui, de retour de Burgos, souhaite exécuter un accord prévoyant l'échange du carliste Esteban de Bilbao Eguía contre le maire de la capitale basque, Ernesto Ercoreca Regil, alors détenu par les insurgés³⁵⁰. L'ambassadeur français souhaite profiter de ce voyage pour proposer l'évacuation d'environ 80 femmes et enfants appartenant aux familles de représentants basques contre l'évacuation conjointe d'un « nombre égal de prisonniers politiques, en commençant par les femmes qui ont été amenées de Saint-Sébastien³⁵¹ ». Le délégué du CICR et le diplomate français débarquent à Berméo le lendemain. Arrivés au consulat de France à Bilbao, ils s'entretiennent avec Heliodoro de la Torre. Alors qu'Herbette évoque sa proposition d'évacuation conjointe, il reçoit le renfort de Junod auquel il sert d'interprète. Ils parviennent à persuader le représentant basque que le CICR pourrait évacuer les femmes détenues pour des raisons politiques à la condition que l'organisation humanitaire obtienne la libération des femmes et des enfants des dirigeants basques détenus par les insurgés. Néanmoins, cette proposition doit être soumise à la Junta de Defensa de Bilbao, réunie peu de temps après à la demande d'Heliodoro de la Torre. Junod assiste alors aux délibérations en l'absence d'Herbette, qui décline l'invitation à prendre part. C'est finalement Jean Laffontan qui sert d'interprète au délégué du CICR³⁵².

Pourquoi l'ambassadeur refuse-t-il de participer à cette réunion? C'est que la démarche qu'il entreprend avec Junod s'inscrit dans un contexte particulier. Les troupes rebelles du général Mola s'approchent au même moment de la capitale basque³⁵³. Le 18 septembre, des tracts lancés par avion sur la ville annoncent que cette dernière sera bombardée à partir du 25 septembre³⁵⁴. Le corps diplomatique et consulaire se prépare à la prochaine chute de Bilbao. René Castéran témoigne ainsi que le 14 septembre « le Consul des États-Unis recevait de son Gouvernement l'ordre de fermer le Consulat et de se rendre en

³⁴⁸ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

³⁴⁹ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire, op. cit.*, p. 60.

³⁵⁰ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 54-55 de Jean Herbette à René Castéran, 23 septembre 1936.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² *Ibid.*, dép. 1015 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 septembre 1936.

³⁵³ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire, op. cit.*, p. 56.

³⁵⁴ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

France³⁵⁵ ». Le consul britannique, Ralph Stevenson, embarque quant à lui avec son personnel à bord du *HMS Exmouth* le 27 septembre³⁵⁶. Castéran décide pour sa part, avec l'autorisation du Quai d'Orsay, de rester sur place³⁵⁷. Il organise néanmoins le rapatriement de ressortissants français³⁵⁸. Or, comme le souligne Pierre Marqués, cette « campagne d'intimidation » coïncide avec des négociations « en vue d'une paix séparée avec les nationalistes basques³⁵⁹ ». Les 20 et 21 septembre, le prêtre basque Alberto Onaindía reçoit la visite de l'un de ses amis, Francisco Horn Areilza, un banquier basque lié à la conspiration militaire. Connaissant les liens d'amitié qui unissent Onaindía au dirigeant du PNV José Antonio Aguirre, il lui transmet une proposition du général Mola adressée aux nationalistes basques en vue de la reddition de la ville. Le document prévoit notamment qu'en Biscaye, le « PNV [soit] chargé de la garde des prisonniers et des banques » et qu'« avec l'aide de la Garde civile, le parti [s'empare] de l'ordre public³⁶⁰ ».

Or, durant la réunion avec la Junta de Defensa de Bilbao, le délégué du CICR formule des suggestions similaires. Il indique en effet que « si les gardiens des [prisonniers] à bord des bateaux et à la prison des femmes réussissaient à sauvegarder la vie des otages, et si la prise de Bilbao avait lieu, non seulement leur vie serait respectée par l'autorité militaire de Burgos, mais encore leur liberté assurée ». Junod précise dans son rapport avoir « pris sur lui de faire cette déclaration », n'en ayant « pas parlé à Burgos ». Pourtant, il mentionne également avoir pris à part, à la fin de la séance, les nationalistes basques pour leur demander « de mettre à bord des bateaux, uniquement des gardiens nationalistes basques, c'est-à-dire des gardes civiles³⁶¹ ». La similarité entre les deux propositions est étonnante et laisse penser que Marcel Junod appuie la démarche du général Mola, d'autant plus qu'Alberto Onaindía mentionne dans ses mémoires l'implication du corps diplomatique et de la Croix-Rouge³⁶². Les liens qui unissent Junod aux carlistes Rafael Olazábal et Álvaro Caro, comte de Torrubia, qui lui demandent d'organiser cet échange de prisonniers, renforcent d'ailleurs cette hypothèse. Les

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/20547, W15525/62/41, rapport n° 93 du capitaine Harold M. Burrrough à l'Amirauté, 3 octobre 1936.

³⁵⁷ CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

³⁵⁸ ACICR, B CR 212, GEN-060, rapport de Marcel Junod au CICR, 29 septembre 1936.

³⁵⁹ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire, op. cit.*, p. 56-57.

³⁶⁰ Carlos María Olazábal Estecha, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, Bilbao, Fundación Popular de Estudios Vascos, 2014, p. 133-134.

³⁶¹ ACICR, B CR 212, GEN-060, rapport de Marcel Junod au CICR, 29 septembre 1936.

³⁶² Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire, op. cit.*, p. 56-57 ; Carlos María Olazábal Estecha, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil, op. cit.*, p. 133-134.

deux hommes sont en effet partisans d'un accord avec les Basques (voir *infra*)³⁶³. Du reste, l'interlocuteur du délégué du CICR et de l'ambassadeur français à Bilbao, Heliodoro de la Torre, est lui aussi favorable à un accord entre les nationalistes basques et les militaires insurgés³⁶⁴. Herbette est-il au courant de ces tractations ? Refuse-t-il de s'y associer pour ne pas éveiller les soupçons du Quai d'Orsay et du gouvernement français ? Nous avons de bonnes raisons de le penser. Le 18 septembre, alors qu'il souligne la bonne disposition des Basques à l'égard du sort des prisonniers, il indique que d'« autres projets sont envisagés et iraient beaucoup plus loin », sans en préciser la nature au Département, estimant que « ce serait prématuré³⁶⁵ ». Par deux reprises déjà, il a suggéré aux forces républicaines et basques de se rendre face à l'avancée des troupes rebelles dans le but de préserver les prisonniers de droite d'éventuelles représailles. Pour Irún comme pour Saint-Sébastien, il a dissimulé ces initiatives au Quai d'Orsay — laissant, dans le premier cas, ses collègues du corps diplomatique discuter de la question en son absence, comme pour se désengager. Il semble donc renouveler ses démarches par l'intermédiaire de Junod. Mais ces dernières n'aboutissent pas : le gouverneur civil de Bilbao fait ajourner la discussion, indiquant que la Junta de Defensa prendra « en considération la proposition » et qu'elle donnera sa réponse « ultérieurement³⁶⁶ ». Herbette et Junod repartent alors de Bilbao le soir même, en compagnie d'Esteban de Bilbao Eguía qui vient d'être remis au consulat de France³⁶⁷. Après cet échec, l'ambassadeur semble se décourager :

« Ces détails n'auront que peu d'importance si l'arrangement se réalise dans quelques jours sans que les otages aient eu à souffrir dans l'intervalle, ou bien si Bilbao tombe rapidement au pouvoir des militaires sans qu'il y ait de vies perdues ni parmi les otages, ni parmi les familles des dirigeants basques. Mais au cas où il y aurait du sang versé, nous aurions au moins la possibilité de montrer que ni l'Ambassade de France, ni le délégué de la Croix-Rouge Internationale n'ont négligé aucun effort pour sauvegarder impartialement des existences, et cela malgré un accueil dilatoire, voire parfois négatif, dont leur susceptibilité aurait pu légitimement s'émouvoir.

En définitive, j'aurai fait quatre voyages à Bilbao et j'aurai tenté par tous les moyens imaginables de préserver les otages, les familles des dirigeants, la population civile en générale et la colonie française en particulier. Sans vouloir amoindrir en rien les

³⁶³ Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, *op. cit.*, p. 201-206 ; Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*, p. 188.

³⁶⁴ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 236.

³⁶⁵ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 187, dép. 1004 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 septembre 1936.

³⁶⁶ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 1015 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 septembre 1936.

³⁶⁷ *Ibid.* ; et ACICR, B CR 212, GEN-060, rapport de Marcel Junod au CICR, 29 septembre 1936.

services qu'ont rendus les bateaux de guerre britanniques, allemands et américains, on peut dire qu'aucune Puissance n'a fait à cet égard plus que notre pays. C'est ce qui devait être³⁶⁸. »

Comme le souligne Yves Denéchère, « l'action humanitaire d'Herbette déployée en septembre 1936 est donc importante », et l'ambassadeur « ne ménage pas sa peine pour apparaître comme un intermédiaire entre les deux camps qui s'opposent³⁶⁹ ». Son action visant à préserver la vie des prisonniers de droite et, semble-t-il, à négocier la reddition des principales villes basques n'est d'ailleurs peut-être pas si désintéressée. Il s'agit d'abord d'éviter une vacance du pouvoir dont les anarchistes, selon lui, pourraient tirer profit afin de commettre des violences et des destructions. Mais son action répond aussi à des motivations peut-être plus personnelles. L'attaché naval de l'ambassade, Raymond Moullec, confie ainsi lors d'un entretien avec le lieutenant-colonel Gauché le 12 octobre 1936 qu'Herbette est « avant tout [...] opportuniste et il l'est à un point tel qu'il conserve l'espoir, en dépit de son passé, de représenter la France auprès du Gouvernement de Burgos ». L'officier ajoute que l'ambassadeur « a déjà préparé le terrain en sauvant l'existence de personnalités appartenant au parti des nationaux³⁷⁰ ». Quoi qu'il en soit, l'échec de ses efforts en faveur des prisonniers de droite apparaît d'autant plus amer à Jean Herbette que le 25 septembre, certains d'entre eux font l'objet de représailles après le bombardement de Bilbao par l'aviation rebelle. 45 prisonniers sont en effet exécutés à bord du *Cabo Quilates* et 30 autres à bord de l'*Altuna Mendi*³⁷¹. Ces exécutions contribuent alors au rejet de plus en plus fort que l'ambassadeur exprime à l'égard des autorités républicaines et basques, auxquelles il reproche de ne pas avoir écouté ses mises en garde : « On ne saurait que déplorer amèrement l'obstination avec laquelle les autorités de Bilbao ont repoussé ou éludé tous les efforts faits par les Français, par les Anglais et par la Croix-Rouge internationale pour sauver les otages³⁷². » Découragé, Herbette en arrive à la conclusion que « rien ne [peut] être fait » sur le terrain humanitaire, comme il le confie au capitaine Harold M. Burrough, à la tête de la 5th Destroyer Flotilla³⁷³. Il

³⁶⁸ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 1015 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 septembre 1936.

³⁶⁹ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 274.

³⁷⁰ SHD, GR, 7NN² 206, « Compte-rendu sur les événements d'Espagne » par le Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir transmis ce document.

³⁷¹ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, p. 71.

³⁷² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 1266 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 27 septembre 1936.

³⁷³ TNA, PRO, FO 371/20547, W15525/62/41, rapport n° 93 du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 3 octobre 1936.

semble se mettre momentanément en retrait des négociations en faveur des prisonniers, au bénéfice des Britanniques qui prennent le relais.

2. Les Britanniques s'imposent au cœur des négociations (octobre-décembre 1936)

Les représentants britanniques à Bilbao et à Hendaye suivent les activités de l'ambassadeur français tout au long du mois de septembre. Ce dernier s'en ouvre régulièrement à Sir Henry Chilton. Mais l'initiative de l'engagement britannique semble toutefois reposer sur le capitaine Burrough. Le 23 septembre 1936, alors qu'il rend visite au proconsul John H. Innes, il s'entretient avec Joaquín de Eguía, attaché naval du gouverneur civil de Bilbao. Ce dernier l'informe des démarches entreprises par Jean Herbette en faveur des prisonniers et de la visite effectuée la veille par l'évêque de Dax, Mgr. Matthieu³⁷⁴. L'officier britannique, « préoccupé, pour des raisons humanitaires, de la condition des otages », souhaite alors jouer un rôle plus actif et coordonner ses efforts avec l'ambassadeur français. Sir Henry Chilton, informé des desseins de Burrough, arrange une rencontre entre les deux hommes qui établissent aussitôt « une liaison très étroite³⁷⁵ ». En compagnie du consul Ralph Stevenson et de son adjoint John H. Innes, l'officier britannique appuie en effet les efforts de l'ambassadeur français auprès du gouverneur civil de Bilbao pour tenter de le convaincre d'instaurer une « zone neutre » à Las Arenas où les prisonniers de droite pourraient être débarqués et protégés, en même temps que les ressortissants étrangers et quelques personnalités officielles basques et républicaines avec leurs familles. Le vice-consul britannique à Saint-Sébastien, Harold Goodman, sonde quant à lui les autorités rebelles, sans succès. L'exécution de plusieurs prisonniers en représailles aux bombardements le 25 septembre 1936 met fin à cet effort, mais pas à l'investissement britannique³⁷⁶. Par l'intermédiaire de Sir George Mounsey, le Foreign Office encourage en effet ses représentants en Espagne à persévérer dans leurs « efforts en faveur de ces programmes d'échange de prisonniers civils, auxquels [il attache] une importance particulière³⁷⁷ ».

Le capitaine Burrough et le consul britannique Ralph Stevenson participent aux négociations du CICR en faveur d'un échange de femmes prisonnières détenues à Bilbao et

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ TNA, PRO, FO 371/20541, W12670/62/41, lettre de Sir Henry Chilton à Sir Georges Mounsey, 29 septembre 1936 ; et FO 371/20542, W13516/62/41, rapport n° 687 du colonel Frederick Beaumont-Nesbitt, 5 octobre 1936.

³⁷⁷ TNA, PRO, FO 371/20541, W12670/62/41, lettre de Sir George Mounsey à Sir Henry Chilton, 9 octobre 1936.

dans le territoire rebelle. Le 5 octobre, ils accompagnent le Dr Junod et l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla lorsque ces derniers rendent visite au gouverneur civil de Bilbao pour lui faire part de la proposition d'échange. Si un accord semble possible, il est néanmoins ajourné de quelques jours en raison de la formation du Gouvernement autonome basque attendue les jours suivants. Cet ajournement n'empêche pas l'officier britannique de proposer de « mettre à la disposition de la Croix-Rouge tous les moyens en [son] pouvoir³⁷⁸ ». Les négociations aboutissent finalement quelques jours plus tard, lorsque le nouveau gouvernement basque signe le 10 octobre une convention par laquelle il s'engage à libérer les 114 femmes détenues dans les prisons de Bilbao, qui sont embarquées dès le lendemain à bord du *HMS Exmouth* et du *HMS Esk* et transportées jusqu'à Saint-Sébastien³⁷⁹.



Photographie 37 : Femmes prisonnières de Bilbao à bord d'un navire britannique après leur libération³⁸⁰.

³⁷⁸ TNA, PRO, FO 371/20541, W12947/62/41, rapport du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 6 octobre 1936.

³⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/20542, W13363/62/41, rapport du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 10 octobre 1936 ; et FO 371/20544, W14053/62/41, dép. 715 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 19 octobre 1936.

³⁸⁰ ACICR, V-P-HIST-01859-18.



Photographie 38 : Femmes prisonnières de Bilbao à bord d'un navire britannique après leur libération³⁸¹.

La convention est paraphée par Ralph Stevenson et Daniel García Mansilla « comme témoins³⁸² ». En réalité, les représentants britanniques ont, par leur influence, joué un rôle essentiel dans les négociations. Lors de leur visite au gouverneur civil le 5 octobre, le consul saisit « l'occasion pour lui faire comprendre l'importance de l'événement, en soulignant que l'opinion publique mondiale avait, depuis des semaines, les yeux fixés sur les malheureux otages, hommes et femmes de Bilbao³⁸³ ». Lorsque l'accord est effectivement signé le 10 octobre, Burrough indique que le gouvernement basque « est manifestement soucieux de cultiver l'opinion mondiale, en particulier britannique, et l'assurance a été donnée que ce geste contribuerait grandement à atteindre cet objectif³⁸⁴ ».

Cette impression est confirmée par Marcel Junod lui-même quelques semaines plus tard, lorsqu'il demande à Ralph Stevenson de continuer à l'assister durant les négociations, en collaboration avec un officier de la Royal Navy : « Il estime que le succès obtenu jusqu'à

³⁸¹ ACICR, V-P-HIST-01859-18.

³⁸² Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 183.

³⁸³ TNA, PRO, FO 371/20544, W14053/62/41, dép. 715 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 19 octobre 1936.

³⁸⁴ TNA, PRO, FO 371/20542, W13363/62/, rapport du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 10 octobre 1936.

présent à Bilbao est dû au support britannique sur lequel il peut lancer cet appel en faveur d'un esprit humanitaire en matière d'otages³⁸⁵. » Le président du CICR, Max Huber, exprime d'ailleurs dès le 21 octobre la reconnaissance de son organisation pour « l'aide si précieuse » prêtée à ses délégués en Espagne par l'ambassade britannique, le capitaine Burrough et ses navires : « C'est notamment grâce au concours de cette escadre que les évacuations des femmes libérées à Bilbao et des réfugiés ont pu s'effectuer³⁸⁶. » La personnalité de l'officier de la Royal Navy semble avoir compté lors des négociations. Ralph Stevenson loue ainsi sa « virilité, sa franchise, sa diplomatie naturelle » qui auraient « contribué, plus que tout autre facteur, à la réussite des négociations » : « En tant que nation, nous avons des raisons d'être fiers si nous pouvons envoyer des hommes comme le capitaine Burrough à travers les mers pour porter le pavillon blanc dans une mission de miséricorde³⁸⁷. » Mais son temps dans le golfe de Gascogne est compté : il doit être relevé de son commandement le 15 novembre 1936. Marcel Junod écrit alors directement au Foreign Office pour demander son maintien³⁸⁸. En octobre, le délégué du CICR est en effet accompagné dans toutes ses démarches par l'officier britannique, qui l'introduit auprès des autorités de Bilbao ou de Santander³⁸⁹. Il semble entièrement dépendre de lui. La demande de Junod est appuyée par Chilton, qui estime que l'influence de Burrough « sur les Basques est très étendue » et que sa présence lui « est très utile pour l'échange des otages³⁹⁰ ». Leur requête est soutenue par Anthony Eden, sans succès³⁹¹. Le 15 novembre, Burrough remet son commandement au commandant du *HMS Fearless*, le capitaine Percival H. G. James³⁹².

³⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/20544, W14053/62/41, dép. 715 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 19 octobre 1936.

³⁸⁶ TNA, PRO, FO 371/20545, W14475/62/41, lettre de Max Huber à Sir Henry Chilton, 21 octobre 1936.

³⁸⁷ TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

³⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/20545, W14988/62/41, tél. 261 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 novembre 1936.

³⁸⁹ TNA, PRO, FO 371/20555, W18480/62/41, extraits de rapports du capitaine Harold M. Burrough sur l'action de la 5th Destroyer Flotilla du 17 octobre au 17 novembre 1936.

³⁹⁰ TNA, PRO, FO 371/20545, W14988/62/41, tél. 261 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 3 novembre 1936.

³⁹¹ *Ibid.*, lettre de Walter Roberts à l'Amirauté, 6 novembre 1936.

³⁹² TNA, PRO, FO 371/20555, W18480/62/41, extraits de rapports du capitaine Harold M. Burrough sur l'action de la 5th Destroyer Flotilla du 17 octobre au 17 novembre 1936.



Photographie 39 : Marcel Junod (à gauche) et le capitaine Harold M. Burrough (au centre)³⁹³.

Tandis que les Britanniques jouent un rôle de plus en plus important, le retrait de Jean Herbette à partir du mois d'octobre apparaît en revanche surprenant, au-delà du découragement exprimé après les bombardements et les représailles du 25 septembre. Alors qu'il s'était distingué jusqu'à cette date par son activisme en faveur des prisonniers de Bilbao, il ne participe pas aux négociations qui aboutissent à la convention du 10 octobre et ne la signe pas, contrairement à son collègue argentin et au consul britannique. Comment comprendre sa marginalisation ? Jean Herbette l'explique en novembre par le manque de moyens maritimes à sa disposition. Selon lui, la « supériorité si marquée de la Marine anglaise, dans les eaux du golfe de Gascogne, a mis fin aux efforts [qu'il avait] entrepris pour effectuer des échanges d'otages sous le patronage du Comité international de la Croix-Rouge ». Tandis que la Royal Navy possède sur place une flottille de trois contre-torpilleurs, l'ambassadeur ne peut compter que sur un « vieil aviso », l'*Aisne*³⁹⁴. Le consul britannique, Ralph Stevenson, lui donne en partie raison quand il indique que Marcel Junod n'était pas

³⁹³ ACICR, V-P-HIST-00864.

³⁹⁴ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 1183 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 novembre 1936.

parvenu « à accomplir quoi que ce soit sous l'aile de l'ambassadeur français et de son sloop d'apparence peu recommandable et d'une extrême ancienneté », avant de rencontrer le capitaine Burrough³⁹⁵. Cela n'empêche pas Herbette de reconnaître les « remarquables qualités de navigateur et d'homme d'action » de l'officier britannique. Pour l'ambassadeur, « on ne saurait se refuser à admirer la valeur professionnelle et morale » dont ce dernier et ses équipages « auront fait preuve en circulant ainsi continuellement de Saint-Jean-de-Luz à Bilbao et jusqu'à Gijón malgré l'état de la mer, la difficulté des rades et les dangers qu'on peut courir à terre dans certains ports espagnols ». Il en conclut que « si les Anglais tirent de là quelque avantage, on devra reconnaître qu'ils l'auront bien gagné³⁹⁶ ».

Mais la marginalisation d'Herbette a une autre explication : son inflexibilité à l'égard du gouvernement basque. Quand, à la fin du mois de novembre, la Marine française offre le concours de ses bâtiments « à l'œuvre humanitaire entreprise par la Croix-Rouge internationale³⁹⁷ », l'ambassadeur conseille au Quai d'Orsay d'adopter une approche plus active et bien moins diplomatique. Il estime en effet que « nous aurions un rôle intéressant à jouer, mais ce ne serait pas seulement un rôle de transporteurs ». Il propose notamment d'exercer une pression sur le gouvernement basque pour obtenir la libération des prisonniers originaires de Saint-Sébastien en l'avertissant des conséquences qu'un tel refus pourrait produire sur « les relations commerciales ou autres » que la France entretient avec Bilbao³⁹⁸. Cette suggestion témoigne de l'hostilité d'Herbette à l'égard des autorités bilbayennes. Le 10 novembre, Junod informe le CICR que l'ambassadeur français « est très fâché contre le Gouvernement basque », après que ce dernier lui a refusé « le rapatriement de 32 enfants et d'un prêtre français qui les accompagnaient » : « Il s'en est suivi une conversation un peu vive qui rendra difficiles par la suite toutes négociations³⁹⁹. » La rupture semble consommée lorsqu'Herbette cherche à obtenir l'embarquement de l'évêque de Santander, José Eguino y Treco, ainsi que la réalisation d'un échange proposé par l'ancien diplomate Gaytán de Ayala, désormais au service des insurgés. Ce dernier propose d'échanger 5 nationalistes basques contre 5 personnalités de droites détenues sur l'*Arantzazu Mendi*. Le conseiller à l'Intérieur, Telesforo Monzón décline l'offre, indiquant que son gouvernement ne souhaite pas consentir à un échange tant qu'il n'aura pas reçu de la part des rebelles la contrepartie des

³⁹⁵ TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

³⁹⁶ CADN, Madrid, B, 563, GC 2/E², tél. 1417-1418 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 novembre 1936.

³⁹⁷ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 709 de René Massigli à Jean Herbette, 23 novembre 1936.

³⁹⁸ *Ibid.*, dép. 1183 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 novembre 1936.

³⁹⁹ ACICR, B CR 212, GEN-060, lettre de Marcel Junod au CICR, 10 novembre 1936.

114 prisonnières libérées le 11 octobre⁴⁰⁰. Marcel Junod peine en effet à obtenir du commandement insurgé la mise en œuvre de leur engagement (voir *infra*)⁴⁰¹. L'ambassadeur français insiste, attirant l'attention de son interlocuteur « sur les inconvénients qu'il [peut] y avoir à laisser supposer que Bilbao [repousse] définitivement une proposition humanitaire [...] acceptée et même suggérée par Saint-Sébastien ». C'est probablement à ce moment-là que la conversation s'envenime, bien qu'Herbette indique au Quai d'Orsay que « l'entretien s'est constamment déroulé dans les termes de plus grande courtoisie », et prétend qu'ils se sont « quittés presque affectueusement⁴⁰² ». En réalité, la conversation semble avoir été plus animée. Le 8 novembre, l'ambassadeur d'Espagne à Madrid, Luis Araquistáin, proteste auprès du gouvernement français contre l'attitude d'Herbette :

« Les démarches et l'initiative personnelles de M. Herbette, Ambassadeur de France, concernant les otages particulièrement signifiés n'ont pas été sans surprendre le Gouvernement de Euzkadi, M. Herbette s'étant produit en forme désagréable et laissant entrevoir que des campagnes contraires au prestige du Gouvernement pourraient s'ensuivre. Tout récemment après avoir manifesté son désir d'amener en France l'Évêque de Santander, lequel — comme basque — se trouve en liberté, M. l'Ambassadeur de France aurait ajouté que si le Gouvernement de Euzkadi se refusait à satisfaire sa demande il ferait savoir que ledit Évêque était gardé comme prisonnier par les Autorités basques.

Aucune initiative de M. Herbette tendant à mitiger les atrocités commises par les rebelles n'étant, par contre, connue des Autorités du Pays-Basque, cette Ambassade considère devoir signaler le mécontentement que cette conduite partielle et contraire aux intérêts de la France produit au Gouvernement de Euzkadi⁴⁰³. »

Herbette, qui reçoit une copie de la protestation d'Araquistáin, s'en défend. Il estime que son action l'« expose à des rancunes, non seulement parce que personne ne trouve jamais qu'on en fait assez, mais aussi parce qu'elle exige une attitude impartiale qui risque de déplaire aux deux camps⁴⁰⁴ ». En réalité, il fait preuve d'un véritable manque de tact, qui compromet sa position auprès du gouvernement basque, mais également auprès du CICR et des représentants britanniques. En effet, son attitude n'est pas sans rappeler celle de

⁴⁰⁰ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 1154 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 novembre 1936.

⁴⁰¹ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 184.

⁴⁰² CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 1154 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 novembre 1936.

⁴⁰³ AGA, MAE, fonds de l'ambassade d'Espagne à Paris, carton 54/11208 (désormais : AGA, MAE, Paris, 54/11208), aide-mémoire adressé par Luis Araquistáin au Quai d'Orsay, 8 novembre 1936.

⁴⁰⁴ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 1154 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 novembre 1936.

l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla qui, après avoir signé comme témoin la convention d'échange du 10 octobre 1936, est lui aussi marginalisé.

Ce dernier cherche en effet à « s'attribuer tous les mérites » de l'accord, se faisant « photographe à la porte de la prison et à nouveau avec les femmes otages qu'il prétend avoir fait libérer⁴⁰⁵ ». Mais lorsque la BBC annonce que leur évacuation a eu lieu « grâce aux effets de l'Ambassadeur argentin », le capitaine Burrough et l'ambassadeur britannique protestent⁴⁰⁶. Chilton indique que García Mansilla « était au contraire quelque peu encombrant et aurait pu compromettre les chances de libération en distribuant une vingtaine de passeports argentins à des Espagnols et éveillant ainsi les soupçons⁴⁰⁷ ». L'ambassadeur argentin aurait notamment pressé le gouvernement basque pour obtenir la libération de « trois de ses amis alors que le Dr Junod essayait de discuter de la question plus vaste, sur laquelle il travaille actuellement, d'un échange des otages masculins dans les navires-prisons⁴⁰⁸ ». Selon le consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson, il aurait été « vertement critiqué » pour cette raison « par le Dr Junod et d'autres personnes, y compris son propre secrétaire⁴⁰⁹ ». De plus, alors que « l'ambassadeur argentin avait toujours eu les honneurs et [que] son nom figurait comme l'une des parties contractantes en tête du document », il refuse au dernier moment de signer la convention, craignant d'être impliqué « dans des difficultés ». Il manque de faire échouer les discussions, le président basque José Antonio Aguirre étant « visiblement contrarié » de son attitude. Les négociateurs obtiennent finalement qu'il signe l'accord comme « en tant que témoin », aux côtés du consul britannique Ralph Stevenson⁴¹⁰. Burrough et Chilton demandent alors au Foreign Office de faire en sorte que tout le crédit de cette opération soit accordé au Dr Junod, qui trouve d'ailleurs Daniel García Mansilla « très gênant, toujours en train de s'immiscer et de s'interposer⁴¹¹ ». L'attitude très active et peu diplomatique de l'ambassadeur argentin, qui n'est pas sans rappeler celle de Jean Herbet, achève donc de le

⁴⁰⁵ TNA, PRO, FO 371/20543, W13662/62/41, dép. 707 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

⁴⁰⁶ TNA, PRO, FO 371/20542, W13381/62/41, tél. du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 11 octobre 1936 ; et W13386/62/41, tél. 245 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

⁴⁰⁷ *Ibid.*, W13386/62/41, tél. 245 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

⁴⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/20543, W13662/62/41, dép. 707 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

⁴⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/20544, W14053/62/41, dép. 715 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 19 octobre 1936.

⁴¹⁰ *Ibid.*

⁴¹¹ TNA, PRO, FO 371/20542, W13381/62/41, tél. du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 11 octobre 1936 ; W13386/62/41, tél. 245 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936 ; et FO 371/20543, W13662/62/41, dép. 707 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

marginaliser au profit des représentants britanniques qui appuient le délégué du CICR dans ses négociations.

La position occupée par les Britanniques s'explique également par les bonnes relations qu'ils tissent avec les autorités basques. Sir Henry Chilton estime ainsi que la signature de la convention le 10 octobre a été facilitée par l'action de son consul, Ralph Stevenson « qui, au cours de la période relativement courte qu'il a passée à Bilbao, a gagné l'affection et le respect des Basques », mais aussi grâce à la « connaissance du pays et de la population » du vice-consul John H. Innes⁴¹². Mais la position du gouvernement basque s'explique aussi par sa volonté d'obtenir le soutien des Britanniques. Dès le 15 octobre, Sir Henry Chilton reçoit en effet la visite de « deux éminents Basques » en « contact étroit » avec Aguirre, qui l'informent de leur volonté « de faire tout ce qui [est] possible dans l'intérêt de l'humanité », et lui demandent d'user de son influence « pour inciter la presse britannique à faire publicité de leur but humanité ». La libération de 114 femmes détenues à Bilbao, « en dépit des doutes quant à la réciprocité des insurgés », convainc l'ambassadeur britannique de la sincérité de ses interlocuteurs. Il recommande alors au Foreign Office d'y accéder. Il s'agit de « faire tout ce qui est en [leur] pouvoir pour aider les Basques à sortir de la situation difficile dans laquelle ils se sont placés en raison de la promesse d'autonomie faite par le gouvernement espagnol⁴¹³ ». Dès le mois d'août, Chilton et Stevenson ont en effet suivi avec intérêt les négociations de certains représentants basques avec le commandement rebelle. En août, certains délégués étaient déjà intervenus auprès de l'ambassadeur britannique à Paris pour sonder la possibilité de former un régime autonome basque sous la protection de la Grande-Bretagne en cas de rupture avec le gouvernement de Madrid⁴¹⁴. Dès lors, Chilton considère que ses interlocuteurs « aspirent à la paix et que si les insurgés acceptaient qu'ils conservent leur autonomie, ils pourraient accepter de se retirer du conflit ». Dans ces circonstances, l'ambassadeur voit dans le soutien apporté aux efforts humanitaires basques un moyen d'« abréger la guerre⁴¹⁵ ». L'impression de l'ambassadeur britannique est renforcée dix jours plus tard, lorsqu'il reçoit la visite de Wenceslao González de Oliveros, professeur de philosophie à l'université de Salamanque et membre de l'État-Major du général Mola. Ce

⁴¹² TNA, PRO, FO 371/20543, W13662/62/41, dép. 707 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 octobre 1936.

⁴¹³ *Ibid.*, W13784/62/41, tél. 247 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 16 octobre 1936.

⁴¹⁴ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 114-117.

⁴¹⁵ TNA, PRO, FO 371/20543, W13784/62/41, tél. 247 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 16 octobre 1936.

dernier lui fait part des conversations qu'il a eues avec plusieurs dirigeants basques sur la côte basque française au sujet d'un possible armistice⁴¹⁶.

Une partie du PNV se montre en effet favorable à une transaction avec les militaires insurgés. C'est notamment le cas d'Heliodoro de la Torre, Jesús María de Leizaola et Julio Jáuregui⁴¹⁷. Or, ces deux derniers se rendent à Bayonne le 3 décembre 1936 pour y rencontrer un représentant carliste et secrétaire de la Croix-Rouge nationaliste, Álvaro Caro, comte de Torrubia. Ils élaborent un premier projet général d'échange entre le « Gouvernement d'Euzkadi » et le « Gouvernement de Burgos », qui doit être réalisé sous les auspices du CICR et de l'ambassadeur britannique. Les négociateurs proposent également de désigner l'ambassadeur britannique et l'évêque de Bayonne comme arbitres chargés de trancher les cas litigieux⁴¹⁸. La proposition est interprétée comme tentative d'ouvrir des négociations par les services de renseignement du général Mola⁴¹⁹. Dès le 4 décembre, Francisco Herrera rend visite à Chilton pour lui « dire en toute confiance qu'il [est] en route pour Saint-Jean-de-Luz afin d'entamer des conversations avec les Basques espagnols de cette ville en vue de la reddition de Bilbao⁴²⁰ ». Les rumeurs sur ces discussions se répandent rapidement sur la côte basque. Le conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, indique en effet que « l'éventualité d'une paix séparée a bien été envisagée durant les pourparlers engagés à Bayonne entre les représentants de Bilbao et ceux de Burgos⁴²¹ ». Le contexte semble s'y prêter : au même moment, la France et la Grande-Bretagne portent un projet de médiation internationale en Espagne qui est discuté à la Société des Nations⁴²². Le gouvernement basque apparaît attentif à ces discussions. Le conseiller à l'Intérieur, Telesforo Monzón, évoque en effet devant John H. Innes les « divergences d'opinions au sein [du] cabinet [basque] quant à l'opportunité de signer un accord alors que la Société des Nations [s'occupe] de la guerre civile espagnole⁴²³ ». Mais lorsque le ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, rejette à Genève le projet franco-britannique de médiation, le gouvernement basque finit par accepter le

⁴¹⁶ TNA, PRO, FO 371/20545, W14797/62/41, dép. 725 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 26 octobre 1936.

⁴¹⁷ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, op. cit., p. 236-237 ; Carlos María Olazábal Estechea, *Pactos y traiciones. De San Sebastián al Pacto de Bilbao*, Bilbao, Fundación Popular de Estudios Vascos, 2009, p. 126-127 et 134.

⁴¹⁸ ACICR, B CR 212, GEN-60, lettre de Marcel Junod au CICR, 3 décembre 1936. Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, op. cit., p. 201-205.

⁴¹⁹ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, op. cit., p. 239.

⁴²⁰ TNA, PRO, FO 371/20553, W17612/62/41, dép. 764 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 4 décembre 1936.

⁴²¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 1603 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 26 décembre 1936.

⁴²² Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 70-73.

⁴²³ TNA, PRO, FO 371/20556, W18873/62/41, dép. 81 de John H. Innes à Sir Henry Chilton, 14 décembre 1936.

17 décembre 1936 le projet d'échanges rédigé à Bayonne deux semaines plus tôt, sous réserve de certaines conditions⁴²⁴. Il demande notamment qu'un représentant français soit également nommé comme arbitre⁴²⁵. Le 21 décembre, Jesús María de Leizaola rend ainsi visite au préfet des Basses-Pyrénées pour l'informer des négociations et solliciter la désignation d'un troisième arbitre devant représenter le gouvernement français⁴²⁶. Il est possible d'y voir le résultat de l'initiative portée par la France et la Grande-Bretagne à Genève. Le gouvernement basque nourrit en effet l'espoir de parvenir à la formation d'une Espagne confédérale, sous les auspices de la Grande-Bretagne et par l'intermédiaire d'une médiation internationale discutée à la Société des Nations⁴²⁷.

Les autorités rebelles s'opposent néanmoins à la nomination d'arbitres. Dès le 10 décembre, Marcel Junod revient de Salamanque avec un accord modifié par José Antonio de Sangróniz qui « omet la proposition d'arbitrage » et limite l'intervention de l'ambassadeur britannique « à la fourniture du transport maritime nécessaire⁴²⁸ ». Le président de la Croix-Rouge nationaliste, Fernando Suárez de Tangil, comte de Vallengano, s'y est opposé, menaçant même de démissionner. Il reproche à la Grande-Bretagne de n'avoir pas reconnu le gouvernement du général Franco, contrairement à l'Allemagne et à l'Italie, et estime dès lors qu'il n'y a aucune raison d'inclure des représentants britanniques dans l'accord⁴²⁹. Du reste, Chilton suggère que la suppression des clauses le désignant comme arbitre et lui donnant le droit de visiter les prisons apparaît comme un « soulagement pour Junod qui veut obtenir autant de "gloire" qu'il le peut⁴³⁰ ». En effet, le délégué du CICR ne semble pas apprécier de voir son rôle amoindri. Informé le 28 novembre 1936 d'une rencontre entre le ministre sans portefeuille Manuel de Irujo et le comte de Torrubia au sujet des otages, il cherche sans succès à être inclus dans les discussions. Le comte de Torrubia lui fait savoir qu'il a « ordre de traiter en dehors de la Croix Rouge Internationale⁴³¹ ». Junod en conclut que « le désir des gens de Burgos [est] de se passer de [son] intermédiaire », mais estime que « le

⁴²⁴ Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, op. cit., p. 204-205 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 72.

⁴²⁵ TNA, PRO, FO 371/20556, W18782/62/41, tél. 338 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 23 octobre 1936 ; Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, op. cit., p. 204-205.

⁴²⁶ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 813 de René Massigli à Jean-Baptiste Barbier, 28 décembre 1936.

⁴²⁷ Carlos María Olazábal Estechea, *Pactos y traiciones. De San Sebastián al Pacto de Bilbao*, op. cit., p. 194-195 et 225.

⁴²⁸ TNA, PRO, FO 371/20554, W17833/62/41, tél. 325 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 10 décembre 1936.

⁴²⁹ *Ibid.*, lettre de Sir Henry Chilton à Walter Roberts, 11 décembre 1936.

⁴³⁰ *Ibid.*

⁴³¹ ACICR, B CR 212, GEN-60, lettre de Marcel Junod au CICR, 3 décembre 1936.

Gouvernement basque ne fera rien sans [lui], car il manquerait de contrôle⁴³² ». En réalité, le délégué du CICR ne jouit pas d'une très grande popularité à Bilbao, où il est « accusé d'être un fasciste français⁴³³ ». C'est probablement cette suspicion à son égard qui pousse les autorités basques à inclure un arbitre britannique au projet d'échange. Pour autant, Junod ne se décourage pas et en appelle directement au comte de Valledano et au général Franco : dès le 29 novembre, il est réintégré aux négociations⁴³⁴. Il participe ainsi à l'élaboration, avec le comte de Torrubia et Julio Jáuregui, au projet d'échanges établi à Bayonne le 3 décembre 1936. À aucun moment cependant il ne mentionne dans sa correspondance avec le CICR l'inclusion de l'ambassadeur britannique et de l'évêque de Bayonne comme arbitres — ni d'ailleurs l'élimination de cette clause dans le projet signé le 9 décembre par José Antonio de Sangroniz⁴³⁵. Il ne semble donc pas faire preuve d'un grand enthousiasme pour cette clause qu'il ne défend visiblement pas.

Paradoxalement, Sir Henry Chilton est également soulagé d'être écarté de l'accord. D'un point de vue matériel, cette position aurait été selon lui « une terrible nuisance » au moment « d'essayer de trouver des personnes dont les noms figuraient sur les listes de prisonniers à évacuer et dont les autorités ne savaient pas où elles se trouvaient ». Mais ce sont surtout des considérations politiques qui expliquent son soulagement : « Tout ce qui aurait mal tourné — et beaucoup de choses tourneront mal — nous aurait été reproché, plus par les “Blancs” que par les Basques, qui, je l'espère, n'insisteront pas sur le maintien des clauses⁴³⁶. » Depuis le mois d'octobre, l'ambassadeur britannique a en effet eu le temps de mesurer les difficultés que supposent ces négociations, ce qui a sans doute refroidi son enthousiasme initial. Malgré la signature par José Antonio de Sangroniz d'une convention en faveur de l'échange de prisonniers et de civils le 19 octobre 1936, en contrepartie de la convention signée à Bilbao quelques jours plus tôt, le délégué du CICR peine à obtenir des avancées de la part des rebelles. En effet, « Burgos fait preuve d'une grande réticence lorsqu'il s'agit de respecter ses engagements, malgré la bonne volonté affichée par les Basques républicains qui généralement font le premier pas⁴³⁷ ». Si les maladresses de Junod participent de ces difficultés — Sir Henry Chilton estime qu'il « a parfois été [...] un peu

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ TNA, PRO, FO 371/20554, W17833/62/41, lettre de Sir Henry Chilton à Walter Roberts, 11 décembre 1936.

⁴³⁴ ACICR, B CR 212, GEN-60, « rapport du Dr Marcel Junod au Comité international de la Croix-Rouge sur son activité du 1^{er} décembre 1936 jusqu'à ce jour dans la zone blanche et les Pays basques », 18 janvier 1937.

⁴³⁵ *Ibid.*

⁴³⁶ TNA, PRO, FO 371/20554, W17833/62/41, lettre de Sir Henry Chilton à Walter Roberts, 11 décembre 1936.

⁴³⁷ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*, p. 184.

maladroit dans ses méthodes et un peu condescendant dans ses rapports avec les Espagnols⁴³⁸ » —, la responsabilité principale semble retomber du côté des insurgés. Les exemples de mauvaise volonté sont nombreux. Ainsi, alors que le délégué du CICR s'efforce d'obtenir l'embarquement à Saint-Sébastien d'une trentaine de femmes en contrepartie des 114 détenues libérées à Bilbao, le général Mola refuse le 27 octobre de donner l'autorisation aux femmes et aux enfants de quitter le territoire insurgé⁴³⁹. Dans ces conditions, le capitaine Harold M. Burrough rend compte de la « suspicion justifiée » du gouvernement basque quant à « la bonne foi des insurgés⁴⁴⁰ ». Il déplore également la « répétition de raids aériens futiles sur des zones résidentielles [qui] ne peut que compromettre le succès des négociations futures⁴⁴¹ ». À la fin du mois de novembre, les Basques se plaignent en effet devant Junod et Stevenson qu'elles ne peuvent pas faire un pas de plus dans les négociations d'échange, car « les autorités insurgées n'ont pas encore rendu la pareille ». Le consul britannique est bien obligé de reconnaître que leur point de vue repose « sur des faits⁴⁴² ». Il en va de même pour Sir Henry Chilton :

« Vous constaterez que les Basques, qui se sont généralement montrés plus coopératifs que les insurgés dans ce domaine, hésitent maintenant parce qu'ils estiment que les insurgés n'ont pas respecté loyalement la lettre des accords déjà conclus. Que les accusations spécifiques portées par les Basques soient justifiées ou non, il est certain que les insurgés ont manqué de célérité dans les échanges passés. Ce seul fait, dans les circonstances actuelles, suffirait à mettre en doute leur bonne foi⁴⁴³. »

Progressivement, le Foreign Office acquiert la conviction que « les insurgés sont responsables des retards et des difficultés⁴⁴⁴ » et font preuve d'un « manque de bonne foi⁴⁴⁵ ». Aussi ne cache-t-il pas son agacement lorsque le comte de Vallellano attribue le retard dans

⁴³⁸ TNA, PRO, FO 371/20557, W19074/62/41, dép. 812 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 28 décembre 1936.

⁴³⁹ TNA, PRO, FO 371/20552, W17384/62/41, rapport n° 93 du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 29 octobre 1936.

⁴⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/20548, W15786/62/41, tél. du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 15 novembre 1936.

⁴⁴¹ TNA, PRO, FO 371/20545, W14516/62/41, tél. du capitaine Harold M. Burrough à l'Amirauté, 27 octobre 1936.

⁴⁴² TNA, PRO, FO 371/20553, W17613/62/41, dép. 79 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 25 novembre 1936.

⁴⁴³ *Ibid.*, dép. 782 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 4 décembre 1936.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, minute de Donald Maclean, 15 décembre 1936.

⁴⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/20548, W15786/62/41, minute d'Angus Malcolm, 17 novembre 1936.

les négociations au « manque de moyens de transport maritime⁴⁴⁶ », tandis que le secrétaire aux Relations extérieures, Francisco Serrat, sollicite auprès de la Grande-Bretagne la mise à disposition de moyens de transport en quantité et en qualité suffisantes, « en vue de hâter le départ des prisonniers et des otages aux mains des rouges à Bilbao et Santander⁴⁴⁷ ». Donald Maclean juge en effet cette requête impertinente, puisque c'est Burgos « qui a retardé les échanges et qui a beaucoup moins coopéré que les Basques⁴⁴⁸ ». Son avis est partagé par William Montagu-Pollock, qui considère aussi que les « rebelles sont, dans l'ensemble, beaucoup moins disposés à échanger des otages que ne le sont les diverses autorités locales du côté du gouvernement » : « Compte tenu de leur attitude peu conciliante, il était plutôt impertinent de la part des autorités de Burgos de demander au Gouvernement de Sa Majesté de fournir un plus grand nombre de navires pour évacuer leurs partisans de Bilbao⁴⁴⁹. » Dans ces conditions, nous comprenons mieux le soulagement de l'ambassadeur britannique lorsque les insurgés rejettent sa nomination comme arbitre. Compte tenu de l'agacement croissant du Foreign Office face à la mauvaise volonté du commandement rebelle, cette nomination l'aurait placé dans une position délicate, l'amenant à rappeler fermement aux insurgés leurs engagements. Or, Sir Henry Chilton, qui ne cache pas sa sympathie pour l'insurrection militaire, s'est montré jusqu'à présent réticent à effectuer les démarches de protestation que lui ordonnait le Foreign Office, soucieux de conserver de bonnes relations avec les autorités franquistes. C'est certainement cette préoccupation qui le pousse à suggérer que la Grande-Bretagne limite « autant que possible » son effort « à la fourniture de transport, qui est le facteur essentiel de cette activité d'échange⁴⁵⁰ ».

Les négociations commencées le 3 décembre 1936 échouent finalement, se heurtant notamment aux milieux carlistes opposés à la négociation avec les Basques, comme Tomás Domínguez Arévalo, comte de Rodezno, mais aussi Fernando Suárez de Tangil, comte de Vallellano. Pour ces derniers, signer cette convention reviendrait à reconnaître le gouvernement et l'État basque⁴⁵¹. Les discussions humanitaires, intimement liées aux discussions de paix, se heurtent également à l'intransigeance du général Franco, qui déclare

⁴⁴⁶ TNA, PRO, FO 371/20549, W16460/62/41, lettre du comte de Vallellano à Sir Henry Chilton, 14 novembre 1936.

⁴⁴⁷ *Ibid.*, note n° 5 de Francisco Serrat à Sir Henry Chilton, 17 novembre 1936.

⁴⁴⁸ *Ibid.*, minute de Donald Maclean, 27 novembre 1936.

⁴⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/20550, W16775/62/41, minute de William Montagu-Pollock, 30 novembre 1936.

⁴⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/20554, W17833/62/41, lettre de Sir Henry Chilton à Walter Roberts, 11 décembre 1936.

⁴⁵¹ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, op. cit., p. 127-142 ; Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 187-188.

n'accepter qu'une reddition inconditionnelle et sollicite l'excommunication des Basques⁴⁵². Enfin, l'exécution de 205 à 224 prisonniers par des militants de l'UGT, le 4 janvier 1937, en représailles au bombardement de Bilbao par l'aviation rebelle, met fin aux négociations⁴⁵³. Lorsque le lendemain la commission du gouvernement basque se présente à Saint-Jean-de-Luz pour poursuivre les discussions, ni Junod ni les délégués des insurgés ne se présentent. Les jours suivants, ils sont informés que le commandement rebelle refuse de signer un accord d'échange général avec le gouvernement basque : le général Franco préconise le retour à des discussions portant sur des échanges individuels ou de petits groupes, sans texte ni clause, à travers l'intermédiaire du CICR⁴⁵⁴. Le Foreign Office en arrive à la conclusion qu'il y a désormais « peu d'espoir » de parvenir à un accord, tandis que Sir Henry Chilton estime qu'il n'est pas souhaitable que les représentants britanniques en Espagne « s'associent de trop près aux négociations⁴⁵⁵ ». Quant à Ralph Stevenson, investi dans les négociations à Bilbao, il ne cache pas son amertume : « Il est triste que l'Espagnol n'ait pas dans son psychisme l'esprit de compromis⁴⁵⁶. » Mais le consul britannique est surtout indigné par l'attitude du général Franco qui, au lieu de « tendre la main » au gouvernement basque disposé à parvenir à un échange de prisonniers, « a écrasé ses bombes sur la ville de Bilbao alors que les négociations étaient en cours⁴⁵⁷ ». Il en conclut même que le « gouvernement de Franco n'est pas réellement intéressé par un échange » après s'être entretenu avec un partisan des militaires « en contact étroit avec les négociations », Gómez Acebo. Ce dernier lui déclare en effet, « lors d'un moment d'inattention, [...] que les otages détenus à Bilbao [n'ont] aucune importance politique pour le parti militaire et ne [valent] pas la reconnaissance implicite du gouvernement basque⁴⁵⁸ ». Dans ces conditions, les représentants britanniques se mettent alors momentanément en retrait des négociations. L'espace ainsi laissé est aussitôt occupé par l'ambassadeur français, Jean Herbette, qui se réengage en faveur des prisonniers de Bilbao au début du mois de janvier 1937.

⁴⁵² Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, op. cit., p. 257-261.

⁴⁵³ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, op. cit., p. 71.

⁴⁵⁴ Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, op. cit., p. 223.

⁴⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/20557, W19074/62/41, minute de Donald Maclean, 4 janvier 1937.

⁴⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/21282, W1474/1/41, dép. 2 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 14 janvier 1937.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ *Ibid.*

B. S'attirer les faveurs de Franco : les « otages » de Bilbao au service d'une politique de rapprochement

1. Un projet inspiré par les services de Nacho Enea : l'internement des « otages » en France (janvier-mars 1937)

La demande du gouvernement basque, en décembre, d'adjoindre un arbitre français à l'accord général d'échange avec les militaires insurgés relance en effet l'intérêt du Quai d'Orsay pour cette question. René Massigli demande ainsi au conseiller de l'ambassade, Jean-Baptiste Barbier, de participer à ces travaux en l'absence de Jean Herbette, alors en congé⁴⁵⁹. Barbier entreprend alors de se renseigner auprès de Marcel Junod sur l'avancée des discussions, mais sa nomination comme chargé d'affaires à Valence les jours suivants met fin à son enquête⁴⁶⁰. L'ambassadeur, de retour de congés, reprend le dossier à partir du 3 janvier. Il s'entretient avec Junod, son assistant Weber et l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton, qui l'informent de l'échec des négociations⁴⁶¹. Mais Herbette n'entend pas s'en tenir là. Face à l'échec du CICR et de la Grande-Bretagne, dont les initiatives avaient participé à sa marginalisation en octobre 1936, il voit certainement l'occasion de réinvestir la question des échanges de prisonniers. Il multiplie dès lors les démarches se placer en intermédiaire. Le 12 janvier, le secrétaire de l'ambassade René Bonjean rencontre un certain M. Courtés. Ce dernier l'informe que Rafael Olzábal « lui a fait savoir que l'on verrait avec plaisir les bateaux de guerre français participer au rapatriement des prisonniers échangés qui pour le moment n'est fait que sur des bateaux anglais⁴⁶² ». Le 18 janvier, Herbette invite à déjeuner les officiers britanniques du *HMS Echo* et du *HMS Encounter*. Sir Henry Chilton soupçonne que cette invitation vise à « ouvrir la voie à la collaboration de la marine française avec la marine britannique pour mener à bien l'échange d'otages s'il était approuvé⁴⁶³ ». Si cette question n'est finalement pas abordée au cours du déjeuner, le commandant du *HMS Echo* n'en conclut pas moins que les « Français ne sont [...] pas en bons termes avec le gouvernement de Bilbao et sont jaloux de la confiance que le gouvernement de Bilbao accorde aux autorités

⁴⁵⁹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, dép. 813 de René Massigli à Jean-Baptiste Barbier, 28 décembre 1936.

⁴⁶⁰ *Ibid.*, dép. 1270 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 29 décembre 1936 ; tél. 3 de Jean-Baptiste Barbier au Quai d'Orsay, 2 janvier 1937 ; et Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 43-44.

⁴⁶¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 4 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 janvier 1937 ; et tél. 30 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 janvier 1937.

⁴⁶² CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, note de René Bonjean pour Jean Herbette, 12 janvier 1937.

⁴⁶³ TNA, PRO, FO 371/21285, W3615/1/41, extraits de rapports du *HMS Echo* pour la période du 6 au 21 janvier 1937.

britanniques, tant consulaires que navales⁴⁶⁴ ». Le 26 janvier, enfin, Herbette sonde René Castéran sur la possibilité « de tenter la négociation d'un accord pour la libération réciproque des prisonniers politiques », par l'intermédiaire de « tiers de bonne volonté⁴⁶⁵ ». Il est évident qu'Herbette souhaite que les représentants français soient ces tiers. Il ne s'en cache d'ailleurs pas : « Si le Gouvernement basque préfère une autre entremise à la nôtre, je n'en ferai pas moins ce qui dépendra de moi pour faciliter l'accord. Mais je répète que l'entremise confidentielle de tiers animés de bonne volonté me paraît grandement préférable, durant ces travaux d'approche, à une reprise prématurée des pourparlers discrets⁴⁶⁶. »

Sous couvert de réciprocité, l'ambassadeur français cherche en réalité à parvenir à un accord favorable aux insurgés. Il estime en effet qu'après le massacre de prisonniers du 4 janvier, les « circonstances obligent évidemment le gouvernement de Salamanque à souhaiter la libération de tous les détenus politiques ou otages incarcérés à Bilbao ». À l'inverse, il estime que le gouvernement basque « ne saurait se borner à dire par exemple qu'il réclame tous les prisonniers basques ». Il l'invite à « dresser une liste nominative des personnes qu'il voudrait voir mettre en liberté par ses adversaires⁴⁶⁷ ». A minima, Herbette demande à Castéran d'obtenir du gouvernement basque la possibilité d'« interner en territoire étranger, sous la surveillance de ses propres agents, les prisonniers qu'il détient à Bilbao » ; ou bien de « transporter ces prisonniers sur un paquebot étranger qui resterait ancré dans les eaux territoriales de la Vizcaye [sic] avec un personnel de garde étranger ». Il s'agit pour l'ambassadeur français de rendre « impossible la catastrophe que serait, pour la cause basque elle-même, un nouveau massacre d'otages⁴⁶⁸ ». En réalité, l'initiative d'Herbette semble inspirée par les insurgés.

C'est ce que suggère un document retrouvé dans les archives de la délégation officieuse des rebelles à Saint-Jean-de-Luz, installée dans la villa *Nacho Enea*. Cette dernière accueille depuis juillet 1936 un centre de propagande ouvert par le carliste Rafael Olazábal, auquel Francisco Moreno Zuleta, comte des Andes, a adjoint un service de renseignements et d'espionnage⁴⁶⁹. La villa est louée par José María Ignace Bernoville, aussi connu sous le nom d'Iñigo Bernoville. Ancien membre des Croix de Feu et correspondant local de *L'Action*

⁴⁶⁴ *Ibid.*

⁴⁶⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 45-49 de Jean Herbette à René Castéran, 26 janvier 1937.

⁴⁶⁶ *Ibid.*

⁴⁶⁷ *Ibid.*

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ Marina Casanova, *La diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, 1996, p. 102-107 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 49-52.

Française, il est le frère de l'écrivain catholique Gaëtan Bernoville, qui dirige le service de presse de l'officine rebelle⁴⁷⁰. Or, une note sans date ni signature conservée dans les archives de *Nacho Enea*, dans un dossier conservant la correspondance d'Iñigo Bernoville, interpelle. Évoquant le massacre des prisonniers de Bilbao du 4 janvier 1937, elle suggère la réalisation « d'un acte d'humanité » auprès du gouvernement basque qui « consentirait à libérer sans contrepartie des prisonniers dont il est manifestement impuissant à garantir l'existence malgré ses récentes affirmations et dont le sort est une lourde responsabilité pour lui⁴⁷¹ ». Les propositions qu'elle contient rappellent alors l'initiative de l'ambassadeur français qui pourrait en être le destinataire, compte tenu de sa formulation :

« Si la France et l'Angleterre consentaient à entamer des négociations dans ce sens et réussissaient à les faire aboutir, on ne demanderait pas que les otages fussent ramenés en Espagne, mais ils pourraient être gardés dans des ports anglais ou français, jusqu'à la cessation des hostilités.

Il est certain qu'une telle initiative d'humanité de la part de la France, prise en dehors de toute considération politique, aurait un grand retentissement⁴⁷². »

L'hypothèse qu'Iñigo Bernoville est à l'origine des démarches de Jean Herbette est confirmée par un rapport de l'ambassadeur italien à Salamanque, Roberto Cantalupo. Ce dernier indique en effet avoir appris par l'intermédiaire de Rafael Olazábal que l'ambassadeur français « dirige les sauvetages d'otages blancs de Bilbao » « à travers les Croix de Feu des régions frontalières⁴⁷³ ». Les démarches entreprises par Olazábal et Bernoville ont été suggérées par Julián Troncoso, commandant du poste-frontière d'Irún et chef de l'espionnage franquiste dans le sud de la France. Il s'agit d'obtenir la libération des prisonniers de droite à

⁴⁷⁰ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 73-74 ; Pedro Barruso, « La guerra del comandante Troncoso. Terrorismo y espionaje en Francia durante la Guerra Civil Española », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, 2016, n° 28 ; Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, Valence, Universitat de València, 2012, p. 59.

⁴⁷¹ Centro Documental de la Memoria Histórica, fonds de l'Oficina Nacional Nacho Enea (désormais : CDMH, Nacho Enea), INCORPORADOS, 1479.

⁴⁷² *Ibid.*

⁴⁷³ Rapport réservé n° 243/113 de Roberto Cantalupo à Galeazzo Ciano, 12 février 1937. *I Documenti Diplomatici Italiani. Ottava serie : 1935-1939. Volume VI (1o gennaio - 30 giugno 1937)*, Rome, Istituto poligrafico e zecca dello Stato, 1997, p. 202. (Document 158).

Bilbao, tout en travaillant au ralliement des nationalistes basques en faveur du général Franco⁴⁷⁴.

Quoi qu'il en soit, Herbette organise dès le 8 février 1937 le transport d'Iñigo Bernoville — ou de son frère, Gaëtan — jusqu'à Bilbao, à bord de l'*Arras*. Officiellement, l'agent des rebelles se rend sur place pour tenter d'empêcher l'exécution de l'aviateur allemand Karl Schmidt, dans le cadre d'un échange négocié en faveur du journaliste français Henri Malet-Daubant, détenu par les insurgés et condamné à mort pour espionnage⁴⁷⁵. À cette occasion, il s'entretient avec José Antonio Aguirre « au sujet des otages⁴⁷⁶ ». Lors de la rencontre, Bernoville porte en effet les suggestions de l'ambassadeur français. Aguirre lui répond « que si l'Angleterre et la France demandaient au Gouvernement basque de mettre les otages en sûreté, le Gouvernement basque y consentirait », sans préciser toutefois « lequel des deux moyens envisagés aurait sa préférence⁴⁷⁷ ». Les autorités basques sont en effet soucieuses de renouer les négociations. Dès le 12 février, le conseiller à l'Intérieur, Telesforo Monzón, laisse entendre à René Castéran que son gouvernement considère « sérieusement la possibilité de répondre favorablement à tout projet tendant à mettre les otages sous la protection de la France et de l'Angleterre ». Il envisage notamment « la remise des otages sur un bateau étranger en rade de Las Arenas », « à condition toutefois qu'un traitement semblable [soit] appliqué aux otages détenus en territoire ennemi⁴⁷⁸ ». Mais ce point se heurte à l'intransigeance d'Herbette, qui enjoint son consul « à ne pas laisser [ses] interlocuteurs s'engager dans des considérations de réciprocité » :

« Si le Gouvernement basque consent à un “internement garanti” des otages, soit sur un bateau étranger, soit en territoire étranger, c'est à nous qu'il appartient de chercher et d'obtenir un avantage équivalent (ou même supérieur), mais non pas nécessairement identique, pour des prisonniers politiques détenus dans l'autre zone de l'Espagne. En prétendant nous imposer d'obtenir une concession identique, le Gouvernement basque

⁴⁷⁴ Carlos María Olazábal Estechea, *Pactos y traiciones. De San Sebastián al Pacto de Bilbao*, op. cit., p. 255-256.

⁴⁷⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 85 de Jean Herbette à René Castéran, 11 février 1937 ; tél. 58-59 de René Castéran à Jean Herbette, 12 février 1936 ; et tél. 174 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 février 1937. Les négociations d'échange concernant Henri Malet-Daubant valent à Jean Herbette un article dénonciateur de Gabriel Péri dans *L'Humanité*. Ce dernier accuse l'ambassadeur de se prêter à « un indécent marchandage » en suggérant d'échanger Malet-Daubant contre l'aviateur allemand, plutôt que d'exiger sa libération. Ce « marchandage » est d'ailleurs suggéré par le chef du renseignement franquiste dans le sud de la France et commandant du poste-frontière d'Irún, Julián Troncoso. À ce sujet, voir Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 292-293.

⁴⁷⁶ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 174 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 février 1937.

⁴⁷⁷ *Ibid.*, note de Jean Herbette à Sir Henry Chilton, 13 février 1937.

⁴⁷⁸ *Ibid.*, tél. 179 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 février 1937.

prendrait la responsabilité de faire échouer tout le projet. Aucun bateau étranger ne peut se rendre devant Pampelune ou Burgos. Les prisonniers politiques détenus dans ces villes et même à Saint-Sébastien peuvent être mis en liberté et simplement astreints à se présenter périodiquement aux autorités sans qu'il en résulte aucun embarras pour celles-ci ni aucun danger pour eux, tandis que le Gouvernement basque serait exposé à des responsabilités intolérables s'il laissait les otages circuler dans les rues de sa capitale parmi tant de réfugiés aigris, d'affiliés à la CNT etc.⁴⁷⁹ »

Le refus d'Herbette d'évoquer d'éventuelles mesures de réciprocité s'explique par l'origine de son initiative. La note de *Nacho Enea* ne laisse aucun doute sur l'objectif des rebelles, auquel l'ambassadeur entend bien se conformer : « libérer sans contrepartie » les prisonniers de Bilbao⁴⁸⁰. Là encore, le zèle de Jean Herbette n'est pas désintéressé. Il dissimule de moins en moins son engagement en faveur des rebelles, au point d'étonner l'ambassadeur britannique :

« Monsieur Herbette, qui avait sans doute des sympathies très "rouges" au début de la guerre civile, a considérablement changé de ton depuis un ou deux mois. Dans les conversations qu'il a eues avec moi ces derniers temps, il a toujours affirmé que la victoire des forces du général Franco est la seule chose qui puisse sauver l'Espagne. Je pense que, quelles qu'aient pu être ses sympathies dans le passé, il est aujourd'hui sincèrement convaincu de cela⁴⁸¹. »

De fait, l'ambassadeur développe une politique de rapprochement avec les insurgés. En février, le secrétaire aux Relations extérieures à Burgos, Francisco Serrat, déclare ainsi à l'ambassadeur italien Roberto Cantalupo que divers éléments non-autorisés se sont entretenus avec Herbette à Saint-Jean-de-Luz et en tirent « l'impression que la France, malgré l'aide qu'elle apporte encore aux Rouges, voudrait se préparer à se rapprocher insensiblement de Franco, et peut-être même à aller jusqu'à la reconnaissance plus tard⁴⁸² ». Le 15 février, l'ambassadeur envoie même un agent officieux à Burgos. Ce dernier est chargé de sonder le secrétaire général de la Junta Técnica del Estado, Nicolas Franco, sur l'accueil que réserverait son frère à « une éventuelle reconnaissance d'un état de belligérance par le gouvernement

⁴⁷⁹ *Ibid.*

⁴⁸⁰ CDMH, Nacho Enea, INCORPORADOS, 1479.

⁴⁸¹ TNA, PRO, FO 371/21286, W4273/1/41, dép. 138 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 26 février 1937.

⁴⁸² Rapport réservé n° 243/113 de Roberto Cantalupo à Galeazzo Ciano, 12 février 1937. *I Documenti Diplomatici Italiani. Ottava serie : 1935-1939. Volume VI (1o gennaio - 30 giugno 1937), op. cit.*, p. 202. (Document 158).

français⁴⁸³ ». Le Quai d'Orsay est-il au courant de ces démarches ? Difficile de le savoir, car Herbette n'en rend compte à aucun moment. Mais son positionnement pro-rebelle lui vaut cependant d'être rappelé à l'ordre par Yvon Delbos qui, le 16 février, attire son « attention sur la nécessité de maintenir une distinction très nette entre ce qui est du domaine de l'étude et appartient à l'avenir et la position du gouvernement au regard de l'état présent des affaires en Espagne⁴⁸⁴ ».

Quoi qu'il en soit, par ses efforts en faveur des prisonniers de droite de Bilbao, Herbette entend certainement servir sa politique de rapprochement avec les autorités franquistes. Pour parvenir à ses fins et exercer une pression supplémentaire sur le gouvernement basque, l'ambassadeur français n'hésite pas à solliciter son collègue britannique. Les deux hommes s'accordent sur le fait qu'un « internement en territoire étranger avec des gardes basques » serait préférable à l'internement des prisonniers sur des navires étrangers. Ils demandent à leurs consuls à Bilbao, René Castéran et Ralph Stevenson, d'intervenir de concert auprès du gouvernement basque⁴⁸⁵. C'est finalement le second qui présente les suggestions d'Herbette auprès de « personnalités dirigeantes de Bilbao », dont Telesforo Monzón. Ce dernier se montre ouvert « à l'idée d'un internement à l'étranger sous la surveillance de gardes basques ». Ce dernier point semble d'ailleurs constituer « un argument décisif pour amener le Gouvernement de Bilbao à accepter [le] projet ». C'est pourquoi Herbette demande au Quai d'Orsay de donner son autorisation pour « la venue en France d'un nombre convenable de surveillants basques dûment choisis qui résideraient auprès des otages et dont la présence permettrait aux autorités de Bilbao de donner, à tous les éléments politiques dont le concours leur est indispensable, la garantie personnelle et directe que les otages resteront effectivement internés comme il aura été convenu⁴⁸⁶ ». Le conseiller à l'Intérieur demande par ailleurs des mesures de réciprocité de la part des insurgés, comme l'engagement de ne pas bombarder Bilbao à nouveau, mais aussi la formation d'une commission internationale d'enquête qui étudierait « la manière dont les prisonniers ont été traités » dans les territoires soumis au général Franco⁴⁸⁷. À nouveau, Herbette et Chilton n'y sont pas favorables et estiment « qu'il faut [leur] laisser le soin de négocier » eux-mêmes un éventuel avantage « dès que le Gouvernement de Bilbao [leur] aura donné son acceptation de

⁴⁸³ Tél. 1250/115 R. de Roberto Cantalupo à Galeazzo Ciano, 16 février 1937. *I Documenti Diplomatici Italiani. Ottava serie : 1935-1939. Volume VI (1o gennaio - 30 giugno 1937), op. cit.*, p. 219-220. (Document 169).

⁴⁸⁴ Cité par Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 291.

⁴⁸⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 99 de Jean Herbette à René Castéran, 14 février 1937.

⁴⁸⁶ *Ibid.*, tél. 210 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 février 1937.

⁴⁸⁷ *Ibid.*, note remise à l'ambassade de France par Sir Henry Chilton, 17 février 1937 ; et tél. 210 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 février 1937.

principe » : « En effet, nous avons beaucoup plus de chances d’aboutir rapidement et favorablement si on nous laisse libres d’agir que si l’on prétendait nous lier les mains par des stipulations de réciprocité ou bien introduire dans la négociation avec Salamanque des représentants de Bilbao⁴⁸⁸. » L’ambassadeur français ne dévie pas de l’objectif fixé par *Nacho Enea* : obtenir la « libération sans condition » ou presque des prisonniers de Bilbao.

Mais Herbette est de nouveau marginalisé. Tout d’abord, le gouvernement français estime que l’« internement en territoire français des otages actuellement détenus à Bilbao “sous la surveillance de gardes basques” n’est pas acceptable ». Selon Yvon Delbos, elle « constituerait une atteinte au droit souverain qu’a un État d’exercer la police sur son propre territoire » et impliquerait « un doute sur la valeur de la surveillance que les autorités françaises exerceraient sur les otages qui leur seraient remis⁴⁸⁹ ». Ensuite, le président basque José Antonio Aguirre demande au consul britannique Ralph Stevenson « d’ajourner “*sine die*” » le projet d’internement des otages en France, « ayant reçu de Salamanque, par l’entremise de l’Ambassadeur de la République Argentine un projet d’échange qui serait étudié en ce moment et serait établi sur la base de la réciprocité⁴⁹⁰ ». Ce nouveau projet, bien plus avantageux pour les Basques, concurrence l’initiative d’Herbette qui n’a d’autre choix que de se mettre en retrait avec son collègue britannique, Sir Henry Chilton. Estimant qu’il n’y a pas lieu de poursuivre le projet d’internement « tant que la négociation entreprise par l’Ambassadeur d’Argentine aura une chance de réussir », il invite René Castéran à se concerter avec Ralph Stevenson pour soutenir cette nouvelle médiation. Pourquoi les autorités franquistes décident-elles de le contourner en passant par l’intermédiaire de son collègue argentin ? Difficile de le savoir en l’état de la documentation consultée. Peut-être s’agit-il simplement d’une initiative menée parallèlement par Daniel García Mansilla, qui était lui aussi soucieux d’investir le terrain humanitaire durant les premiers mois de la guerre. Mais une autre explication demeure. Selon Carlos María Olazábal Estechea, l’ambassadeur argentin continue de négocier, parallèlement à l’échange des prisonniers, les conditions de la reddition de Bilbao⁴⁹¹. Cette possibilité expliquerait le soutien qu’Herbette apporte à son initiative, compte tenu de ses précédentes démarches pour obtenir cette même reddition.

⁴⁸⁸ *Ibid.*, tél. 210 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 18 février 1937.

⁴⁸⁹ *Ibid.*, tél. 100 d’Yvon Delbos à Jean Herbette, 20 février 1937.

⁴⁹⁰ *Ibid.*, tél. 81 de René Castéran à Jean Herbette, 25 février 1937.

⁴⁹¹ Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil, op. cit.*, p. 270-274.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement basque est sans aucun doute satisfait de pouvoir se passer de l'intermédiaire de Jean Herbette. En mars 1937, José Antonio Aguirre fait part de « son grand étonnement » lorsqu'il apprend que l'ambassadeur français aurait informé le Quai d'Orsay que son gouvernement « était disposé à parlementer avec le général Franco⁴⁹² ». Niant la réalité de cette information qu'il qualifie de « farce », le président basque y voit une « vengeance » de l'ambassadeur « contre le gouvernement basque qui a dénoncé son action⁴⁹³ ». Dans ces conditions, les autorités de Bilbao ne font rien pour réintégrer Herbette aux négociations lorsqu'ils chargent Sir Henry Chilton de les représenter auprès de l'ambassadeur argentin, Daniel García Mansilla, qui représente pour sa part les autorités rebelles⁴⁹⁴. L'ambassadeur français est ainsi contraint de s'en remettre aux articles du *Times* pour connaître l'avancée des négociations⁴⁹⁵. Le gouvernement basque est alors prêt à échanger tous les prisonniers qu'il détient, sous condition de réciprocité et d'un engagement des deux parties à adhérer aux conventions de Genève et de La Haye relatives à « l'humanisation de la guerre » signées en 1864, 1899 et 1907. Cette dernière condition vise notamment à éviter le bombardement des villes ouvertes. Le gouvernement basque demande également que les hommes d'âge militaires libérés par les deux camps soient internés dans un pays neutre sous la supervision du CICR⁴⁹⁶.

Mais les discussions sont rapidement paralysées, et le projet patronné par l'ambassadeur argentin se trouve, à la fin du mois de mars, « pratiquement abandonné⁴⁹⁷ ». Une fois encore, l'intransigeance du commandement rebelle est en cause. Il interrompt les négociations la veille de lancer une nouvelle offensive contre le Pays basque, qui démarre le 31 mars 1937⁴⁹⁸. Si Sir Henry Chilton estime que le « gouvernement basque, en introduisant [de] nouvelles conditions [...], a malheureusement fourni l'excuse nécessaire à la rupture », il est obligé de reconnaître que « la rupture et l'attaque auraient eu lieu de toute façon⁴⁹⁹ ». La veille de l'offensive, le capitaine du *HMS Blanche*, qui a pris une part active aux négociations

⁴⁹² AGA, MAE, Paris, 54/11208, aide-mémoire remis par Luis Araquistáin au Quai d'Orsay, 15 mars 1937.

⁴⁹³ *Ibid.*, lettre de la délégation basque à Paris adressée à Luis Araquistáin, 12 mars 1937.

⁴⁹⁴ TNA, PRO, FO 371/21289, W7084/1/41, dép. 9 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 20 mars 1937 ; et W7500/1/41, extraits de rapports du commandant du *HMS Campbell* et de la 4th Destroyer Flotilla pour la période du 14 au 21 mars 1937.

⁴⁹⁵ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 168 de Jean Herbette à René Castéran, 24 mars 1937.

⁴⁹⁶ TNA, PRO, FO 371/21289, W7084/1/41, dép. 9 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 20 mars 1937 ; et W7500/1/41, extraits de rapports du commandant du *HMS Campbell* et de la 4th Destroyer Flotilla pour la période du 14 au 21 mars 1937.

⁴⁹⁷ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C³, tél. 398 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 mars 1937.

⁴⁹⁸ TNA, PRO, FO 371/21289, W7084/1/41, dép. 234 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 avril 1937 ; et Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 412.

⁴⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/21289, W7084/1/41, dép. 234 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 avril 1937.

aux côtés de Ralph Stevenson, estime qu'on « ne peut pas blâmer les autorités basques » de cet échec « car elles ont laissé partir depuis longtemps un grand nombre d'otages et de réfugiés à bord des contre-torpilleurs de Sa Majesté, sans rien recevoir en retour ou presque » : « Lorsqu'elles donnent leur parole, elles la tiennent invariablement [...] »⁵⁰⁰. Cette bonne volonté, confrontée à l'intransigeance du commandement franquiste, participe très certainement à la réorientation plus favorable que les diplomaties française et britannique opèrent à l'égard du gouvernement basque durant le printemps 1937⁵⁰¹. Mais cette réorientation se heurte cependant aux résistances des ambassadeurs Jean Herbette et Sir Henry Chilton qui continuent de voir dans la libération des prisonniers de Bilbao un moyen de susciter un rapprochement avec le général Franco.

2. Libérer les « otages » de Bilbao pour apaiser le général Franco (avril-août 1937)

Les ambassadeurs français et britannique profitent en effet de leur présence à proximité de la frontière rebelle pour poursuivre une diplomatie parallèle de rapprochement avec le général Franco. Sir Henry Chilton invite ainsi à déjeuner le 19 mars 1937 Julián Troncoso, commandant du poste-frontière d'Irún et chef de l'espionnage franquiste dans le sud de la France⁵⁰². Quelques jours plus tôt, le secrétaire commercial Arthur Pack avait accompagné un représentant du Board of Trade à Burgos, pour négocier avec Nicolás Franco un compromis sur les livraisons de minéraux, métaux et pyrites espagnols en Grande-Bretagne⁵⁰³. Après avoir obtenu l'autorisation du Cabinet diplomatique du général Franco, Troncoso accepte l'invitation et assiste au déjeuner auquel participent également Daniel García Mansilla et Jean Herbette. Durant le repas, ce dernier promet à plusieurs reprises à l'officier rebelle l'envoi prochain d'un représentant français auprès du gouvernement de Burgos. À la fin du déjeuner, toute l'assistance lève son verre « au triomphe du Généralissime⁵⁰⁴ ». Les autorités rebelles entendent bien profiter de ces bonnes dispositions. Un mois plus tard, le chef du cabinet diplomatique de Franco, José Antonio de Sangróniz rend en effet une « visite de courtoisie » à Jean Herbette. Cette visite est redoublée quelques jours après par un entretien de Nicolás Franco avec le consul général à Saint-Sébastien, Émile

⁵⁰⁰ *Ibid.*, W7386/1/41, rapport n° 7/20 du capitaine du *HMS Blanche* pour la période du 24 au 31 mars 1937.

⁵⁰¹ Voir chapitre 9.

⁵⁰² AGA, MAE, Burgos, 82/2619 R.613, dossier 2, rapport de la direction du SIM au Secrétariat aux Relations extérieures, 21 mars 1937.

⁵⁰³ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 147.

⁵⁰⁴ AGA, MAE, Burgos, 82/2619 R.613, dossier 2, rapport de la direction du SIM au Secrétariat aux Relations extérieures, 21 mars 1937.

Lasmartres⁵⁰⁵. Dans ces conditions, l'ambassadeur français ne compte pas abandonner ses efforts en faveur des prisonniers de Bilbao. Il propose alors de subordonner les évacuations des femmes et des enfants basques à leur libération⁵⁰⁶. Comme il le confie à Sir Henry Chilton, il considère en effet que « leur vie court un bien plus grand danger que celle de la population civile⁵⁰⁷ ». Le 27 avril, Herbette se rend à Bilbao à cette fin, où il rencontre Ralph Stevenson auquel il expose la « nécessité de rattacher cette évacuation en masse [des civils basques] au problème des otages⁵⁰⁸ ». Il se heurte cependant à la résistance du consul britannique, qui craint que le gouvernement basque considère « cette démarche comme un chantage déguisé⁵⁰⁹ » ; mais aussi, semble-t-il, à celle du consul français René Castéran. C'est ce que suggère un télégramme de Stevenson le mentionnant :

« En ce qui concerne les otages, notre sentiment est le même. Les insurgés n'ont pas accepté la récente offre basque d'échange général d'otages, et faire pression maintenant pour les inclure après les bombardements de Durango et d'autres centres qui ont causé de nombreuses vies humaines ne ferait que soulever des questions controversées et ne ferait pas avancer le projet en cours⁵¹⁰. »

Herbette échoue temporairement à faire prévaloir son point de vue. Il garde d'ailleurs une rancune tenace contre Ralph Stevenson, qu'il accuse de soutenir « le séparatisme basque⁵¹¹ ». Mais ce dernier est finalement contraint de recourir au « chantage » préconisé par l'ambassadeur français. Le gouvernement britannique change en effet progressivement de politique à l'égard des Basques. Depuis Hendaye, Sir Henry Chilton et Angus Malcolm alertent le Foreign Office sur la mauvaise impression que les évacuations de Bilbao produisent dans les territoires franquistes⁵¹². Le second se rend le 12 mai à Saint-Sébastien pour y rencontrer le directeur du *Diario Vasco*, Ramón Sierra pour discuter de l'attitude

⁵⁰⁵ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 298.

⁵⁰⁶ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, op. cit., p. 186 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 299 ; Nathan Rousselot, « ¿"Salvar vidas" o diplomacia paralela? Las ambigüedades de la actuación humanitaria de Jean Herbette », in Francisco Alía Miranda, Eduardo Higuera Castañeda et Antonio Selva Iniesta (dir.), *Hasta pronto, amigos de España. Las Brigadas internacionales en el 80 aniversario de su despedida de la guerra civil (1938-2018)*, Albacete, CEDOBI, 2019, p. 332-333.

⁵⁰⁷ TNA, PRO, FO 371/21369, W6934/37/41, tél. 107 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 10 avril 1937.

⁵⁰⁸ Pierre Marqués, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, op. cit., p. 186.

⁵⁰⁹ *Ibid.*

⁵¹⁰ TNA, PRO, FO 371/21369, W7278/37/41, tél. 10 de Ralph Stevenson au Foreign Office, 18 avril 1937.

⁵¹¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 605 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 juin 1937.

⁵¹² Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, op. cit., p. 79.

hostile de la presse rebelle à l'encontre du gouvernement britannique⁵¹³. Quelques jours plus tard, Sierra remet à Chilton une note contenant une série de mesures par lesquelles les Britanniques seraient susceptibles d'améliorer leur position. La principale consiste à obtenir la reddition de Bilbao⁵¹⁴. Sierra suggère en effet que la Grande-Bretagne appuie les négociations que le Vatican mène au même moment dans ce but, à la demande du gouvernement italien⁵¹⁵. Le Foreign Office refuse cette suggestion, estimant que cela reviendrait à prendre part au conflit en permettant de dégager des troupes franquistes jusqu'à présent retenues au Nord⁵¹⁶. Mais la note de Ramón Sierra suggère également que « dans une moindre mesure, le gouvernement de Sa Majesté pourrait immédiatement [...] exiger la libération des otages et la promesse de ne plus en prendre de nouveaux⁵¹⁷ ».

Sur ce point, le Foreign Office est disposé à infléchir sa position comme témoigne une minute du 2 juin 1937 rédigée par William Montagu-Pollock : « [...] je pense que si nous poussions maintenant le gouvernement basque à considérer favorablement, en échange de notre aide humanitaire, notre demande de libération des otages, nous pourrions contribuer à regagner un peu de sympathie que nous avons perdue à Salamanque⁵¹⁸ ». Tandis que Lord Cranborne et Robert Vansittart ne cachent pas leur volonté de nommer un représentant officieux à Salamanque, l'arrivée au pouvoir de Neville Chamberlain le 28 mai 1937 oriente l'attitude britannique à l'égard de Franco vers une politique d'apaisement⁵¹⁹. Le 10 juin, Sir Henry Chilton et Ralph Stevenson reçoivent l'instruction de réaliser les démarches opportunes pour convaincre le gouvernement basque de relâcher ses prisonniers politiques⁵²⁰. Le consul britannique est alors amené à négocier avec José Antonio Aguirre une évacuation simultanée des civils et des prisonniers, comme le suggérait Herbette. Ce dernier croit savoir que le président basque aurait d'abord offert de libérer « un otage pour mille évacués », avant de consentir que les prisonniers représentent 20 % des évacuations face aux protestations de

⁵¹³ *Ibid.*

⁵¹⁴ TNA, PRO, FO 371/21292, W9780/62/41, dép. 339 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 mai 1937.

⁵¹⁵ Sur ces négociations, voir notamment John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, Madrid, Alianza Editorial, 1975, p. 258-266 ; Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 391-486 ; Carlos María Olazábal Estecha, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, *op. cit.*, p. 307-424.

⁵¹⁶ TNA, PRO, FO 371/21292, W9780/62/41, minute d'Evelyn Shuckburgh, 24 mai 1937. Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 79-80.

⁵¹⁷ TNA, PRO, FO 371/21292, W9780/62/41, dép. 339 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 18 mai 1937.

⁵¹⁸ TNA, PRO, FO 371/21371, W11346/37/41, minute de William Montagu-Pollock, 2 juin 1937.

⁵¹⁹ Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 80-81.

⁵²⁰ TNA, PRO, FO 371/21371, W11346/37/41, tél. 211 du Foreign Office à Sir Henry Chilton, 10 juin 1937.

Ralph Stevenson qui en exige « au moins 50 %⁵²¹ ». En réalité, au moment où il souhaite accélérer l'évacuation de la population civile alors que les bombardements rebelles sont de plus en plus intenses sur Bilbao, Aguirre offre d'évacuer 5 prisonniers pour 100 réfugiés⁵²². Ni Stevenson ni le Foreign Office ne semblent remettre en cause cette proportion. Sir George Mounsey demande seulement au consul britannique de faire entendre au gouvernement basque que la protection britannique n'est valable qu'à condition que les évacuations ne concernent « que les catégories mentionnées, à savoir les femmes, les enfants, les vieillards et les otages, et aucune autre⁵²³ ». Quoiqu'il en soit, l'ambassadeur français ne se prive pas de fustiger l'attitude préalable de Stevenson, mais aussi des gouvernements français et britannique qui n'ont pas suivi ses suggestions :

« Pour faire sortir de Bilbao tous les otages ou prisonniers politiques, tous les ressortissants espagnols ou étrangers qu'un sentiment d'humanité nous conseillait de protéger contre des dangers dont ils n'étaient nullement responsables, il existait un moyen simple et efficace : il suffisait de subordonner ces évacuations à l'immigration massive des réfugiés dont les autorités basques demandaient l'admission en France. M. Aguirre et ses collègues auraient cédé et tout le moment s'en serait mieux trouvé, y compris eux-mêmes qui auraient ainsi atténué quelque peu le poids de leurs responsabilités.

[...]

Au lieu de ce marchandage pénible et tardif, comment douter qu'on serait parvenu en temps voulu à un résultat satisfaisant, si dès le début l'on avait posé irréductiblement le principe : pas de réfugiés sans otages⁵²⁴ ? »

Alors que les troupes rebelles se rapprochent de Bilbao, la mesure lui apparaît en effet tardive. L'ambassadeur français cherche, encore une fois, à obtenir la libération des prisonniers à travers la reddition des forces basques. Il bénéficie cette fois d'un soutien discret du Quai d'Orsay. Le 3 juin 1937, le conseiller de l'ambassade française à Londres, Roger Cambon, s'entretient en effet avec Sir George Mounsey. Il l'informe des craintes exprimées par Herbette selon lesquelles des « comités se forment sous les auspices des communistes de Bilbao et sont composé d'Asturians et d'autres extrémistes, pour la plupart des éléments étrangers [...] dans le but d'incendier la ville sur une plus grande échelle que ce qui a été fait

⁵²¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 605 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 juin 1937.

⁵²² TNA, PRO, FO 371/21294, W11392/1/41, tél. de Ralph Stevenson au Foreign Office, 14 juin 1937.

⁵²³ *Ibid.*, tél. 50 de Sir George Mounsey à Ralph Stevenson, 14 juin 1937.

⁵²⁴ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 605 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 16 juin 1937.

à Guernica et ailleurs, à l'entrée des troupes du général Franco⁵²⁵ ». Rejetant toute idée de médiation ou d'armistice qui n'aurait aucune chance d'aboutir selon lui, Herbette propose de suggérer au gouvernement basque « d'organiser une force spéciale de police militaire en uniforme pour surveiller et, le cas échéant, empêcher toute tentative d'incendiaires de dernière minute⁵²⁶ ». Selon Cambon, le gouvernement français hésite à suivre les conseils de son ambassadeur, « de peur d'offenser le gouvernement basque en laissant entendre que Bilbao pourrait tomber ». Il demande donc au Foreign Office de consulter Sir Henry Chilton, afin de confirmer les informations d'Herbette et, le cas échéant, de se concerter avec lui sur les actions qui pourraient être entreprises⁵²⁷. Les suggestions de l'ambassadeur français à Saint-Jean-de-Luz recueillent l'assentiment de Sir George Mounsey et de Robert Vansittart, qui entreprennent de consulter Chilton⁵²⁸. Ce dernier rapporte que Ralph Stevenson « ne dispose pas d'informations crédibles sur les intentions des extrémistes quant à la destruction de Bilbao avant de se retirer, mais il est prêt à croire qu'ils envisagent des excès ». Le consul souligne cependant les mesures prises par le gouvernement basque pour assurer l'ordre, comme lors de la prise de Saint-Sébastien en septembre 1936. Il rappelle alors que la « tragédie a été que certains de ceux qui avaient risqué leur vie en restant sur place pour empêcher la destruction ont eux-mêmes été exécutés par la suite⁵²⁹ ». Stevenson ne semble donc pas convaincu par les propositions de Jean Herbette.

Mais Sir Henry Chilton semble, pour sa part, plus disposé à suivre l'avis de son collègue français, qu'il rencontre le 11 juin. Herbette lui indique qu'il ne partage pas les réserves du consul britannique et ne croit pas « à l'histoire selon laquelle certains de ceux qui étaient restés à Saint-Sébastien pour éviter la destruction avaient été abattus ». Il informe par ailleurs Chilton que selon ses informations, « un accord privé a été conclu entre les Basques et le général Franco en vertu duquel les hommes qui gardent les otages ne seraient pas molestés par les troupes du général Franco si elles entrent dans Bilbao ». Herbette propose donc que les forces basques chargées de préserver la ville de la destruction portent une « marque distinctive

⁵²⁵ TNA, PRO, FO 371/21294, W11018/1/41, minute de Sir George Mounsey, 3 juin 1937. Jean Herbette nie en effet que la destruction de Guernica est le résultat des bombardements allemands et italiens. Il reprend à son compte la version avancée par la propagande franquiste selon laquelle la ville aurait été incendiée par des miliciens. Sur ce sujet, voir le chapitre 9, p. 662-663 ; et Pedro Barruso, « El Bombardeo de Gernika y la diplomacia francesa », *Eusko News and Media*, 2007, n° 391. Consulté le 4 avril 2023. URL: <https://www.euskonews.eus/0391zbnk/gaia39102es.html>.

⁵²⁶ TNA, PRO, FO 371/21294, W11018/1/41, minute de Sir George Mounsey, 3 juin 1937.

⁵²⁷ *Ibid.*

⁵²⁸ *Ibid.*, minute de Sir George Mounsey, 3 juin 1937; minute de Robert Vansittart ; et tél. 37 de Walter Roberts à Sir Henry Chilton, 5 juin 1937.

⁵²⁹ *Ibid.*, W11543/1/41, tél. 42 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 15 juin 1937.

telle que celle portée par les prisonniers et la Croix-Rouge ». Ses arguments semblent convaincre l'ambassadeur britannique, qui ne voit pas ce qui empêcherait Stevenson de sonder le gouvernement basque⁵³⁰. Son avis est-il suivi ? Il est difficile de le savoir, en l'état de la documentation consultée. Néanmoins, la proposition de Jean Herbette évoque certaines dispositions qui sont discutées au même moment entre certains représentants basques menés par Juan de Ajuriaguerra et les représentants italiens en Espagne. Ces négociations aboutissent à la reddition de Bilbao : certaines unités basques restées dans la ville n'offrent aucune résistance lors de l'entrée des troupes rebelles dans la ville le 19 juin 1937⁵³¹. À défaut d'avoir participé directement à ces négociations — aucun document ne permet de l'indiquer —, il est néanmoins probable qu'Herbette en ait eu écho. Quoi qu'il en soit, la reddition de Bilbao permet la libération de la plupart des prisonniers, comme le relate l'ambassadeur le 20 juin :

« Quant à la libération des otages, qui a eu lieu dans la matinée, elle a résulté également de ce que les forces basques chargées de garder les prisonniers se sont ralliées au général Franco et ont amené elles-mêmes les captifs de l'autre côté du front. Des contingents asturiens qu'on soupçonnait de vouloir massacrer les otages au dernier moment ont été tenus en échec par les forces basques de garde, dont un lieutenant a été blessé au cours de l'engagement⁵³². »

Herbette entend cependant continuer ses efforts, en obtenant désormais la libération des prisonniers détenus dans la prison du Dueso à Santoña, près de Santander. Alors que son gouvernement suggère de demander aux autorités de cette ville d'inclure « une certaine proportion d'otages » parmi les réfugiés évacués sous la protection des marines française et britannique, l'ambassadeur suggère à nouveau de conditionner les évacuations à leur libération⁵³³. L'opposition du général Franco à cette évacuation conjointe explique la position d'Herbette⁵³⁴. Ses efforts sont à nouveau étroitement liés à la politique de rapprochement qu'il préconise et qu'il commence à mettre en œuvre. Après la chute de Bilbao, il propose sans

⁵³⁰ *Ibid.*, tél. 43 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 11 juin 1937.

⁵³¹ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 471-478 ; Carlos María Olazábal Estechea, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, *op. cit.*, p. 359-405.

⁵³² CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², tél. 928 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 juin 1937.

⁵³³ *Ibid.*, tél. 1642 d'Yvon Delbos à Charles Corbin, 5 juillet 1937 ; tél. 981 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 20 juin 1936 ; tél. 1017 de Jean herbette au Quai d'Orsay, 6 juillet 1937 ; dép. 686 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 juillet 1937.

⁵³⁴ *Ibid.*, tél. 370 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 8 juillet 1937, transmettant un télégramme de Charles Corbin du 6 juillet 1937 ; tél. 1048 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 juillet 1937 ; et tél. 1036 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juillet 1937.

ambages la reconnaissance de Franco, estimant que « l'intérêt de la France serait mal servi si le gouvernement français demeurerait sans relations officielles avec le gouvernement qui représente l'Espagne nationale⁵³⁵ ». Durant tout l'été, il multiplie les entretiens avec les représentants franquistes, recevant dès le 3 juillet 1937 la visite de José Antonio de Sangroniz, tandis que Nicolás Franco rencontre le consul à Bilbao, René Castéran. Ces discussions amènent le chef du cabinet diplomatique du général Franco à aborder officiellement, au début du mois de septembre, la question de la réciprocité consulaire⁵³⁶. Les démarches d'Herbette trouvent d'ailleurs un certain écho au sein du Quai d'Orsay. Alors qu'il semble bénéficier encore de la « confiance absolue » du secrétaire général Alexis Léger, le ministre des Affaires étrangères paraît s'engager dans la voie de la reconnaissance du général Franco⁵³⁷. Selon un agent du SIFNE, Yvon Delbos rend en effet compte des progrès de son ministère dans cette direction, lors d'une réunion de la franc-maçonnerie parisienne. Le ministre justifie par ailleurs l'abandon de la République espagnole par les relations que le Frente Popular entretient avec les anarchistes et par le chaos qui règne en Catalogne⁵³⁸. Finalement, cette reconnaissance n'a pas lieu, les socialistes – Léon Blum en tête – menaçant en août 1937 de rompre la coalition si le gouvernement français reconnaît Franco⁵³⁹. Mais la position d'Yvon Delbos permet de mieux comprendre la tolérance dont le Quai d'Orsay fait preuve à l'égard des activités de l'ambassadeur français.

Parallèlement, le gouvernement basque propose de libérer la vingtaine de prisonniers qu'il a emmené avec lui comme garantie lors de son départ de Bilbao. Il pose comme condition l'évacuation de la population civile basque et la réalisation ultérieure d'un échange de prisonniers basques aux mains des insurgés, faisant valoir qu'il a déjà libéré près de 2 000 prisonniers lors de la prise de Bilbao⁵⁴⁰. Herbette s'efforce alors de lier la proposition basque au sort des prisonniers de Santander, proposant l'évacuation conjointe de 3 000 personnalités basques contre les 3 000 prisonniers qui seraient internés dans le pénitencier du Dueso⁵⁴¹. Pourtant, les prisonniers de Santander ne sont pas du ressort du gouvernement basque : leur libération est soumise à la décision du gouvernement de

⁵³⁵ Cité par Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 302.

⁵³⁶ *Ibid.*, p. 303-305.

⁵³⁷ AGA, MAE, Barcelona, archives particulières de Manuel Azaña, 12/03199 RE.135, dossier 6, sous-dossier 11, lettre de Fernando de los Ríos à Manuel Azaña, 9 septembre 1937.

⁵³⁸ AGMAV, 2460,2, note n° 12 463 du SIFNE, 19 juillet 1937.

⁵³⁹ AGMAV, 2460,5, note n° 13 962 du SIFNE, 14 août 1937.

⁵⁴⁰ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², note sans date de la « Présidence du Gouvernement de Euzkadi » ; et TNA, PRO, FO 371/21372, W13220/37/41, tél. 250 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 9 juillet 1937.

⁵⁴¹ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², tél. 1036 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juillet 1937.

Valence⁵⁴². Face au député Julio Jáuregui, Herbette suggère même que ce dernier obtienne la libération sans condition de la vingtaine de prisonniers encore détenus par les Basques, exprimant sa « profonde conviction que ce geste d’humanité susciterait du côté adverse des initiatives non moins heureuses⁵⁴³ ». Pourtant, les suggestions d’Herbette se heurtent à l’avis de l’agent consulaire français à Santander, André Van den Bronk, qui estime que l’échange des prisonniers détenus par le gouvernement basque « ne peut être lié à [une] mesure générale de libération [des] prisonniers du Dueso, laquelle paraît du reste impossible [à] obtenir pour le moment⁵⁴⁴ ». Ces derniers sont finalement libérés à la fin du mois d’août, lors de la capitulation de Santander, tandis que les 17 prisonniers aux mains des Basques sont évacués par les Britanniques à bord du *HMS Keith*, en compagnie de 19 membres du gouvernement autonome⁵⁴⁵.

Le gouvernement britannique et ses représentants en Espagne s’efforcent également d’obtenir la libération des prisonniers retenus à Santoña — qu’il s’agisse des prisonniers de Dueso ou de ceux détenus par les Basques. Là aussi, ces efforts s’inscrivent dans la continuité d’une politique de rapprochement avec le général Franco. La victoire des troupes rebelles dans le Nord convainc une bonne partie des autorités britanniques de la nécessité d’établir des relations cordiales avec Franco. Ce dernier débute d’ailleurs une offensive diplomatique dès le mois de juin afin d’obtenir de la Grande-Bretagne les droits de belligérance⁵⁴⁶. Pour maintenir la pression, les autorités franquistes refusent tout d’abord de nommer un nouveau consul à Bilbao, après avoir déclaré Ralph Stevenson *persona non grata*⁵⁴⁷. Elles ne lui pardonnent pas son positionnement favorable aux Basques⁵⁴⁸. Du reste, Sir Henry Chilton s’inquiète en juillet 1937 du fait que ses communications adressées à Salamanque restent sans réponse. Il note également que José Antonio de Sangróniz ne fait aucun effort pour entrer en contact avec son ambassade lorsqu’il se rend en France par deux fois⁵⁴⁹ — alors même qu’il rencontre Jean Herbette (voir *supra*). Si le gouvernement britannique refuse de céder à la pression sur les

⁵⁴² TNA, PRO, FO 371/21372, W12853/37/41, tél. 239 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 juillet 1937.

⁵⁴³ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², tél. 1036 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 8 juillet 1937

⁵⁴⁴ *Ibid.*, tél. d’André Van den Bronk à Jean Herbette, 19 juillet 1937 ; dép. 580 d’André Van den Bronk à Jean Herbette, 24 juillet 1937.

⁵⁴⁵ *Ibid.*, dép. 838 de Jean Herbette au Quai d’Orsay, 27 août 1937.

⁵⁴⁶ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 188-200.

⁵⁴⁷ Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 84 et 87.

⁵⁴⁸ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British “Front-Line” Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », *Contemporary European History*, 2003, vol. 12, n° 3, p. 294-295.

⁵⁴⁹ Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 85.

droits de belligérance, il s'achemine cependant vers une reconnaissance *de facto* du général Franco fondée sur un échange d'agents officieux⁵⁵⁰. Dans ce contexte, il apparaît urgent aux fonctionnaires du Foreign Office d'améliorer les relations avec l'Espagne franquiste. L'évacuation des asilés de Madrid fait partie de ces efforts, comme l'action des représentants britanniques en Espagne en faveur des prisonniers de Santander⁵⁵¹.

Alors que la Royal Navy continue d'assurer la protection des navires britanniques qui évacuent les réfugiés de la côte cantabrique au début du mois de juillet, dans le contexte de l'offensive franquiste contre Santander et les Asturies, Sir Henry Chilton et Geoffrey Thompson suggèrent, comme Herbet, de conditionner cette protection à la libération des prisonniers. Ils recommandent notamment que le Foreign Office fasse savoir aux autorités locales et au gouvernement de Valence que le gouvernement britannique attend en échange de la protection apportée par ses navires aux évacués que les prisonniers politiques de Santander en bénéficient également⁵⁵². Leur requête est entendue par le Foreign Office : le 8 juillet 1937, le chargé d'affaires à Valence, John Leche, écrit en ce sens au ministre d'État, José Giral⁵⁵³. Le gouvernement républicain lui oppose cependant une fin de non-recevoir, protestant contre la démarche effectuée par Chilton auprès des autorités de Santander en faveur des prisonniers, tout en signalant que les autorités républicaines ne prennent pas d'otages et que ces prisonniers le sont en raison d'une décision de justice. Seule une décision de justice pourrait donc aboutir à leur libération⁵⁵⁴. John Leche suggère alors que le gouvernement britannique menace de retirer la protection de la Royal Navy aux navires marchands qui assurent les évacués⁵⁵⁵. Si les agents du Foreign Office discutent de cette possibilité, ils y renoncent finalement. Ils ne souhaitent pas irriter le gouvernement républicain au moment où ils négocient avec lui l'évacuation des asilés et de la population de Madrid. Du reste, la proposition risquerait de contredire les engagements du Premier ministre, Neville Chamberlain, devant la Chambre des Communes. Ce dernier a assuré quelque temps auparavant que les navires de réfugiés provenant de Santander seraient escortés par la Royal

⁵⁵⁰ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 193-200 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, op. cit., p. 85-87.

⁵⁵¹ Sur les asilés de Madrid, voir le chapitre 7, p. 457-464.

⁵⁵² TNA, PRO, FO 371/21372, W12853/37/41, tél. 239 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 juillet 1937 ; et W12969/37/41, minute de Sir George Mounsey, 4 juillet 1937.

⁵⁵³ *Ibid.*, W13226/37/41, tél. 475 de John Leche au Foreign Office, 8 juillet 1937 ; et W13383/37/41, lettre de John Leche à José Giral, 8 juillet 1937.

⁵⁵⁴ *Ibid.*, W13554/37/41, tél. 482 de John Leche au Foreign Office, 13 juillet 1937 ; et W13727/37/41, note verbale n° 110 de Pablo de Azcárate à Anthony Eden, 10 juillet 1937.

⁵⁵⁵ *Ibid.*, W13554/37/41, tél. 482 de John Leche au Foreign Office, 13 juillet 1937.

Navy dans les eaux internationales⁵⁵⁶. Le Foreign Office privilégie finalement la publication d'un communiqué de presse, rendant compte de la mauvaise volonté du gouvernement de Valence, comme le suggérait Sir Henry Chilton⁵⁵⁷. Le communiqué est transmis aux agences de presse le 17 juillet⁵⁵⁸. L'ambassadeur britannique propose également de rendre publique la demande du « soi-disant gouvernement d'Euzkadi », déjà adressée à Herbette, d'accélérer les évacuations des réfugiés en échange de la libération de la vingtaine de réfugiés qu'il détient⁵⁵⁹.

Chilton est en effet moins disposé à l'égard des nationalistes basques que l'était le consul à Bilbao, Ralph Stevenson. Sa priorité est d'obtenir la libération des 17 prisonniers qu'ils détiennent, afin d'améliorer ses relations avec Salamanque. Aussi, quand le commandant du poste-frontière d'Irún, Julián Troncoso, demande au secrétaire de l'ambassade, Geoffrey Thompson, de faciliter leur embarquement en compagnie de quelques personnalités basques à la fin du mois d'août, celui-ci saute-t-il sur l'occasion. Il estime en effet que « cette opération politique est très souhaitable et que le gouvernement de Sa Majesté estime qu'il est déjà en partie responsable des 17 otages⁵⁶⁰ ». Cette évacuation a lieu dans le cadre de la reddition des troupes basques à Santoña, négociée avec le commandement italien⁵⁶¹. Du 24 au 26 août 1937, l'officier rebelle embarque avec son adjoint, le marquis de Linares, à bord du *HMS Keith*. Ils voyagent en compagnie du vice-consul britannique à Santander, Thomas Bates, du vice-consul à Bilbao, John Innes, et de deux représentants basques, Jesús María de Leizaola et Gonzalo Nárdiz⁵⁶². Ces derniers espèrent embarquer à Santoña un maximum de personnalités basques⁵⁶³. Ils sollicitent de la Royal Navy l'évacuation de 400 dirigeants, mais le commandant de la 6th Destroyer Flotilla refuse⁵⁶⁴. Une fois arrivé à Santoña, Leizaola essaie à nouveau d'obtenir l'embarquement de 50 à 150 officiels basques, mais il se heurte à nouveau au refus des Britanniques⁵⁶⁵. Ces derniers

⁵⁵⁶ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 15 juillet 1937.

⁵⁵⁷ *Ibid.*, W13699/37/41, tél. 258 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 15 juillet 1937.

⁵⁵⁸ *Ibid.*, W13554/37/41, lettre de Walter Roberts à Sir Henry Chilton, 28 juillet 1937.

⁵⁵⁹ *Ibid.*, W13220/37/41, tél. 250 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 juillet 1937.

⁵⁶⁰ TNA, PRO, FO 371/21374, W15981/37/41, tél. 1708/23 du commandant de la 6th Destroyer Flotilla à l'Amirauté, 23 août 1937.

⁵⁶¹ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 517-550.

⁵⁶² TNA, PRO, FO 371/21360, W18415/23/41, rapport n° 001/592 du commandant du *HMS Keith*, 6 septembre 1937.

⁵⁶³ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 530.

⁵⁶⁴ TNA, PRO, FO 371/21374, W15980/37/41, tél. 1709/23 du commandant de la 6th Destroyer Flotilla à l'Amirauté, 23 août 1937.

⁵⁶⁵ TNA, PRO, FO 371/21360, W18415/23/41, rapport n° 001/592 du commandant du *HMS Keith*, 6 septembre 1937 ; et MEER Fernando de, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, *op. cit.*, p. 531.

n'acceptent d'embarquer que les 17 prisonniers, leurs 6 gardes et 19 membres du gouvernement basque. Ils souhaitent en effet préserver un équilibre entre les partisans de la rébellion militaire et les partisans basques⁵⁶⁶. Mais l'intransigeance britannique apparaît également liée à la présence de Julián Troncoso qui aurait manifesté à bord son désaccord face aux projets de Leizaola⁵⁶⁷.

Quoi qu'il en soit, l'opération permet d'améliorer les relations entre l'ambassade britannique et ses interlocuteurs rebelles. L'officier du *HMS Keith* note ainsi que son « effet politique [...] a été tout à fait disproportionné par rapport à son importance apparente : l'un de ses résultats serait l'autorisation accordée au vice-consul britannique, M. Bates, de reprendre ses fonctions à Santander⁵⁶⁸. » Le retour de Thomas Bates est certainement facilité par la sympathie qu'il éprouve pour la rébellion militaire. Loin de partager la défiance de Ralph Stevenson, il décrit en effet la joie que susciterait la victoire des insurgés après treize mois de peur. Selon lui, la majeure partie de la population soutiendrait le « régime de la loi et de l'ordre » instauré par les militaires rebelles⁵⁶⁹. Du reste, Julián Troncoso témoigne de sa reconnaissance dès le 27 août, lorsqu'il se présente à la frontière française avec une caisse contenant des bouteilles de vin de Xérès, destinées à l'ambassadeur Sir Henry Chilton. Les douaniers lui refusent néanmoins l'entrée, et il doit rebrousser chemin⁵⁷⁰. La libération des prisonniers de Bilbao apparaît donc bien comme un moyen d'apaiser le général Franco dans la perspective d'une éventuelle reconnaissance. Cette dernière se concrétise d'ailleurs quelques semaines plus tard dans le cas de la Grande-Bretagne, lorsque son gouvernement nomme en novembre 1937 Sir Robert Hodgson comme représentant officieux à Salamanque⁵⁷¹. Dans le cas français, la compromission de Jean Herbette avec l'espionnage franquiste dans le sud de la

⁵⁶⁶ TNA, PRO, FO 371/21360, W18415/23/41, rapport n° 001/592 du commandant du *HMS Keith*, 6 septembre 1937.

⁵⁶⁷ MEER Fernando de, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, op. cit., p. 539-540 ; BARRUSO Pedro, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 279-280.

⁵⁶⁸ TNA, PRO, FO 371/21360, W18415/23/41, rapport n° 001/592 du commandant du *HMS Keith*, 6 septembre 1937.

⁵⁶⁹ Tom Buchanan, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », op. cit., p. 293.

⁵⁷⁰ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03108 RE44, dossier 29, sous-dossier 1, note réservée n° 111 du service spécial du consulat espagnol à Hendaye, 27 août 1937.

⁵⁷¹ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 210-220.

France met fin à ses efforts en faveur d'un rapprochement avec le général Franco. Il est remplacé en octobre 1937 par Eirik Labonne, qui est nommé à Barcelone⁵⁷².

Conclusion

Les premières tentatives de médiation humanitaire de la guerre civile espagnole sont très largement orientées en faveur des militaires rebelles et de leurs partisans, qui en sont parfois les initiateurs. Elles se concentrent essentiellement sur le sort des prisonniers de droite détenus à Madrid, à Bilbao et à Santander, dont les diplomates, mais aussi le CICR, s'efforcent d'obtenir la libération. Si les appels suggèrent une forme de réciprocité par la proposition, notamment, d'organiser des échanges de prisonniers entre les deux camps, l'impartialité affichée ne résiste pas à l'examen de la correspondance diplomatique. Le sort des prisonniers détenus par les militaires rebelles n'intéresse pas les acteurs qui s'emparent de la question. Si des échanges sont proposés, c'est avant tout pour obtenir la libération de certains « otages ». Cette dynamique est particulièrement perceptible dans le cas de l'ambassadeur Jean Herbette dont l'activité humanitaire, prolifique et bien peu diplomatique, consiste surtout à donner des gages aux autorités de Salamanque et de Burgos, auprès desquelles il espère être accrédité. Ses manœuvres, qui semblent se déployer à l'insu du Quai d'Orsay et du gouvernement français qui observent une réserve prudente sur ces questions, apparaissent particulièrement troubles. Sous prétexte d'« humaniser » la guerre civile et de préserver la vie des « otages » de Bilbao, l'ambassadeur français pratique une forme d'ingérence dans le conflit, travaillant à diverses reprises à la reddition du gouvernement basque, en collaboration étroite avec les représentants insurgés présents à la frontière française. Visant d'abord à garantir l'ordre face à la crainte des anarchistes, cette ingérence vise progressivement à favoriser la politique de rapprochement qu'il préconise en faveur du général Franco. Dans ces conditions, la libération des prisonniers de Bilbao et la reddition du gouvernement basque apparaissent comme un moyen d'y parvenir.

Les diplomates britanniques ne disposent pas de la même liberté d'action qu'Herbette, ou du moins ne prennent pas autant de liberté que lui. Leur gouvernement apparaît en effet plus soucieux d'agir, prenant l'initiative de plusieurs appels. Si ces derniers visent aussi

⁵⁷² Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur, op. cit.*, p. 303-312 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937-octobre 1938) », *Relations internationales*, 2017, n° 170, p. 11-13 ; Nathan Rousselot, « ¿"Salvar vidas" o diplomacia paralela? Las ambigüedades de la actuación humanitaria de Jean Herbette », *op. cit.*, p. 338-341.

l'« humanisation » de la guerre civile, ils s'adressent surtout à l'opinion publique britannique et ils interviennent en renfort de la politique de non-intervention adoptée en août 1936. Du reste, ils n'échappent pas davantage au déséquilibre déjà mentionné. Si ces appels s'adressent aux deux côtés, leur généalogie montre que ce sont les préoccupations pour les prisonniers de droite détenus à Madrid qui se révèlent déterminantes dans la prise d'initiative, y compris lorsqu'il s'agit de mettre en garde le général Franco contre les bombardements de la capitale espagnole. Mais l'action de George Ogilvie-Forbes à Madrid et de Ralph Stevenson à Bilbao confirme que ces derniers font preuve d'une moindre polarisation que d'autres de leurs collègues britanniques, et surtout français. Ils éprouvent une empathie sincère pour les autorités républicaines et basques, avec lesquelles ils entretiennent des relations cordiales réciproques. Leur position leur permet d'obtenir dans certains cas des résultats auprès de ces dernières. Mais leur action se heurte à l'intransigeance et la mauvaise volonté du commandement franquiste lors des négociations humanitaires. Cette situation joue assurément un rôle, avec les bombardements sur les populations civiles, dans le positionnement plus équilibré qu'observent Ralph Stevenson et George Ogilvie-Forbes.

Mais la posture moins hostile que la diplomatie britannique adopte à l'égard du camp républicain s'insère également dans un cadre multilatéral qui vient perturber son action. Les diplomates britanniques sont en effet obligés de composer avec les corps diplomatiques de Madrid et d'Hendaye, dont les membres défendent leur propre agenda. Les fins de non-recevoir que le gouvernement républicain adresse aux initiatives du gouvernement britannique à l'automne 1936 doivent en effet être reliées aux initiatives parallèles et concurrentes menées notamment par les ambassadeurs chilien et argentin, Aurelio Núñez Morgado et Daniel García Mansilla. Ces derniers instrumentalisent bien souvent la question humanitaire à des fins de propagande contre le gouvernement républicain qui se retrouve acculé. De ce fait, ils interfèrent avec les initiatives britanniques qui, malgré leur parti pris, font preuve d'une plus grande diplomatie. D'une manière générale, la multiplication des acteurs et des initiatives contribue à rendre la médiation humanitaire inefficace par la dispersion des efforts et le manque de coordination. Enfin, la médiation humanitaire proposée par le gouvernement britannique n'en demeure pas moins un instrument au service de sa politique étrangère. D'abord conçue comme un complément à sa politique de non-intervention, elle devient à son tour un moyen de favoriser un rapprochement avec le général Franco lors de la prise de Bilbao en juin 1937. Cette dimension instrumentale explique aussi les initiatives unilatérales

que la diplomatie britannique prend tout au long de la première année de guerre, tandis qu'elle contribue à marginaliser des acteurs concurrents.

Chapitre 9 : L'humanitaire à l'ère de l'apaisement : l'impossible rééquilibrage des interventions françaises et britanniques (1937-1939)

Le printemps 1937 marque un tournant dans la guerre civile espagnole. L'offensive franquiste contre le Pays basque et les Asturies est accompagnée d'une intense campagne de bombardements qui émeuvent l'opinion publique internationale. Un important mouvement de solidarité prend forme au bénéfice du gouvernement basque et de l'Espagne républicaine, forçant les gouvernements français et britanniques à intervenir, en apportant une protection aux navires qui évacuent la population civile. De nombreux réfugiés basques et espagnols sont ainsi évacués principalement vers la France. L'historiographie a longuement insisté sur ce mouvement de solidarité, notamment en faveur des enfants¹. Cette solidarité a pu marquer une forme de réengagement international en faveur du camp républicain, qui a par ailleurs été largement facilité par les évolutions internes que ce dernier a connues. L'arrivée de Juan Negrín au pouvoir en mai 1937 marque en effet l'approfondissement de la politique de rétablissement de l'ordre républicain initiée par son prédécesseur, Francisco Largo Caballero, et la fin du processus révolutionnaire en Espagne. Cette évolution facilite dès lors le réengagement diplomatique de la France auprès de l'Espagne républicaine à partir de l'été-automne 1937, symbolisé par la réouverture de la frontière française aux livraisons d'armes soviétiques et par la nomination d'un nouvel ambassadeur à Barcelone, Eirik Labonne². Ce réengagement français est néanmoins rapidement confronté à l'arrivée au pouvoir de Neville Chamberlain en Grande-Bretagne, en mai 1937, et à la politique d'apaisement qu'il défend à

¹ Citons notamment : James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979 ; Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, Reno, University of Nevada Press, 1984 ; Jesús J. Alonso Carballés, *1937. Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998 ; Adrian Bell, *Only for Three Months*, Norwich, Mousehold Press, 2007 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2014.

² Sur l'évolution de la diplomatie française durant la guerre civile, voir notamment : Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994, p. 109 sq. ; Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », in Ángel Viñas (dir.), *Al servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Madrid, Marcial Pons, 2010, p. 121-154 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *Relations internationales*, 2017, n° 170, p. 9-24 ; Pierre Salmon, « Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939) », thèse de doctorat, Université de Caen-Normandie, Caen, 2021, p. 537 sq.

l'égard des dictatures fasciste et nazie, mais également à l'égard de l'Espagne franquiste³. Néanmoins, malgré cette politique d'apaisement, la Grande-Bretagne n'abandonne pas le champ humanitaire : elle initie un vaste projet d'échanges de prisonniers en 1938, qui aboutit à la mise en place de la commission Chetwode. Là encore, cette mission a attiré l'attention de l'historiographie de manière très précoce⁴.

Ces différentes missions humanitaires ont pu marquer une forme de réengagement humanitaire français et britannique plus favorable au camp républicain. En effet, contrairement à l'asile diplomatique et aux évacuations maritimes de 1936, les partisans des gouvernements basque et républicain semblent compter parmi les principaux bénéficiaires. Néanmoins, l'historien Peter Anderson a entrepris d'interroger la réalité du réengagement britannique, en montrant les résistances au sein du gouvernement britannique — et notamment du Foreign Office et de la Royal Navy — à une politique humanitaire qui s'opposerait trop frontalement au général Franco⁵. J'entends poursuivre cette ligne, dans une approche comparative avec la politique française, qui suit un cours différent entre octobre 1937 et avril 1938. Sans négliger les actions des diplomates et des consuls sur le terrain, dont le regard sur la guerre d'Espagne évolue parfois, je me concentrerai donc davantage sur les échanges qu'entretiennent les gouvernements français et britannique au sujet de ces interventions humanitaires. Les administrations centrales semblent en effet occuper un rôle plus actif dans ce domaine, poussées notamment par la mobilisation de leurs opinions publiques nationales et par les considérations européennes plus larges. Du reste, ce regard croisé place sous un nouveau jour les interventions françaises et britanniques, exposant leurs contradictions et leurs limites.

³ Sur la politique britannique, voir notamment : Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 146 sq. ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996, p. 210 sq. ; Scott Ramsay, « Ensuring Benevolent Neutrality: The British Government's Appeasement of General Franco during the Spanish Civil War, 1936-1939 », *The International History Review*, 2019, vol. 3, n° 41, p. 604-623 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, Eastbourne, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2022, p. 92-118.

⁴ Gabriel Jackson, *Spanish Republic and the Civil War, 1931-1939*, Princeton, Princeton University Press, 2012, p. 430-450 ; Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 423-432 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 159-161.

⁵ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », *European History Quarterly*, 2012, vol. 42, n° 2, p. 235-260 ; Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936-1939 », *War in History*, 2019, vol. 26, n° 1, p. 65-85.

I. Le secours aux populations basques : un réengagement contraint ?

A. Venir en aide aux populations basques

1. Ralph Stevenson et René Castéran face aux bombardements : vers l'évacuation des civils basques (avril 1937)

L'offensive lancée au Pays basque par les troupes rebelles le 31 mars 1937 s'accompagne aussitôt d'une intense campagne de bombardements contre les villes et les villages à l'arrière de la ligne de front. Le commandement franquiste profite de son écrasante domination aérienne face à des troupes basques et républicaines très largement démunies d'avions. Dès le premier jour, l'aviation italienne attaque ainsi les villages d'Elorrio et de Durango, qui sont en grande partie détruits. Le premier village reçoit 6 tonnes de bombes, le second 12. Plus de 250 personnes périssent à Durango, surprises par l'attaque alors qu'elles assistent à la messe⁶. D'autres localités font l'objet de bombardements similaires durant toute l'offensive rebelle, y compris Bilbao, qui subit des attaques aériennes presque quotidiennes⁷. Réalisés par les aviations italienne et allemande, ces raids ciblent délibérément les populations dans le but de les démoraliser. Cette politique de bombardements indiscriminés vise à faciliter l'occupation des territoires basques en inculquant la terreur aux civils⁸. Les consuls français et britannique à Bilbao, René Castéran et Ralph Stevenson, s'en émeuvent aussitôt. Dès le 31 mars 1937, Castéran informe ainsi le Quai d'Orsay du « violent bombardement » que viennent de subir Durango et Elorrio, annonçant qu'il « y aurait de nombreuses victimes⁹ ». Le lendemain, il précise que « toute la journée, des voitures d'ambulance ont transporté des blessés à Bilbao, dont plusieurs sont décédés en cours de route » : « Hier soir, on estimait à plus de 130 le nombre des morts et à plusieurs centaines celui des blessés. [...] L'hôpital et l'église de Durango ont été atteints. Des maisons sont complètement détruites¹⁰. » Le consul français se rend alors dans la ville basque le 3 avril pour « constater les dégâts que ces bombardements [ont] pu causer sur une propriété appartenant à une Congrégation française, le Collège des "Dames de Nevers" ». Il est impressionné par ce qu'il y voit : « L'aspect de la malheureuse localité offre un spectacle pénible. Il semble que les ennemis se soient acharnés sur cette petite ville dans l'espoir de ne laisser aucune pierre debout et de détruire

⁶ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, p. 78-79.

⁷ *Ibid.*, p. 81-82.

⁸ *Ibid.*, p. 77-79.

⁹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 28 de René Castéran au Quai d'Orsay, 31 mars 1937.

¹⁰ *Ibid.*, tél. 29-30 de René Castéran au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1937.

« systématiquement les êtres humains qui pouvaient s’y trouver. » Évoquant « une véritable pluie de bombes de grande puissance », il dénombre plus de « 200 morts dont beaucoup de femmes et d’enfants ». Il décrit aussi le « lamentable exode » qui suit le raid, entraînant vers Bilbao de « pauvres gens », « silencieux et hagards ». Ce spectacle le marque alors profondément :

« Pour être impartial on voudrait trouver dans ces bombardements des buts de guerre ou des objectifs militaires.

Sans doute, le centre de Durango représente-t-il un nœud de communication important que l’ennemi voulait atteindre. [...] Sans doute encore est-il vrai de dire que Durango abritait de nombreux miliciens et que beaucoup d’établissements étaient transformés en caserne. Mais n’en est pas moins vrai que ces incursions d’avions sur une ville ouverte et sans défense ont quelque chose de profondément inhumain et qui révolte la conscience¹¹. »

Son collègue britannique, Ralph Stevenson, partage son avis, estimant « difficilement concevable que ceux qui défendent la nécessité militaire d’une telle horreur peuvent le faire en toute bonne conscience, que ce soit devant Dieu ou devant les hommes¹² ». Il précise d’ailleurs que le cas de Durango est loin d’être isolé, signalant que des « bombardements d’autres villes et villages ont eu lieu quotidiennement au cours de la semaine écoulée¹³ ». Stevenson n’a en effet cessé de dénoncer ces raids systématiques durant tout le mois d’avril. Les 13 et 14 avril, il évoque ainsi les « bombardements quotidiens » qui provoquent « des destructions et des pertes [...] dans de nombreux villages¹⁴ » : « Les civils sont bien sûr les premiers à souffrir, puisqu’ils sont délogés de chez eux par les bombes. Les bombardements sont considérés très efficaces, puisque de nombreux villages sont rendus inhabitables¹⁵. »

Cette situation pousse Castéran et Stevenson à suggérer d’un commun accord au gouvernement basque « une proposition tendant à évacuer dans la mesure du possible les femmes et les enfants », face aux « dangers que les bombardements font courir à la population

¹¹ *Ibid.*, dép. 56 de René Castéran à Jean Herbet, 3 avril 1937.

¹² TNA, PRO, FO 371/21290, W8383/1/41, dép. 11 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 3 avril 1937.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ TNA, PRO, FO 371/21289, W7184/1/41, tél. 8 de Ralph Stevenson au Foreign Office, 14 avril 1937.

¹⁵ TNA, PRO, FO 371/21291, W8707/1/41, dép. 12 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 13 avril 1937.

civile de Bilbao¹⁶ ». Les représentations genrées des non-combattants, centrées sur les figures innocentes de l'enfance et des femmes, sont à nouveau convoquées et suscitent l'empathie des représentants français et britanniques¹⁷. Quoi qu'il en soit, les autorités basques se montrent favorables au projet et s'engagent à donner « librement les passeports nécessaires sans aucune distinction de partis si la proposition en question venait à être mise à exécution¹⁸ ». En conséquence, les deux consuls recommandent dès le 8 avril 1937 que leurs gouvernements affrètent le paquebot *Habana* et le yacht *Goizeko-Izarra*, avec des équipages français et britanniques, mais aussi qu'ils dépêchent des navires de guerre pour les escorter, afin d'évacuer 15 000 à 20 000 personnes jusqu'en France et en Grande-Bretagne¹⁹. Le gouvernement basque accepterait par ailleurs que « les personnes évacuées pussent se rendre librement en territoire espagnol occupé par les troupes du général Franco²⁰ ». Castéran et Stevenson peuvent en effet compter sur le précédent des 450 enfants de Bilbao évacués en mars 1937 avec le concours de la Royal Navy, et hébergés sur l'île d'Oléron avec l'accord du gouvernement français²¹. Cette évacuation avait alors été organisée par l'Assistance sociale basque, en coordination avec le Comité d'accueil aux enfants d'Espagne (CAEE) fondé par la CGT française²². Le programme d'évacuations enfantines vers la France, négocié les mois précédents entre le CAEE et le gouvernement espagnol, avait été annoncé par voie de presse en réaction au bombardement du 4 janvier 1937 : les services basques avaient alors reçu 1 655 demandes parentales d'évacuation²³. Au même moment, la Grande-Bretagne connaît également une mobilisation en faveur de l'évacuation des enfants exposés aux

¹⁶ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 183-185 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 8 avril 1937. Il transmet un télégramme de René Castéran.

¹⁷ Voir chapitre 6, p. 406-409.

¹⁸ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 183-185 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 8 avril 1937. Il transmet un télégramme de René Castéran.

¹⁹ *Ibid.*, tél. 183-185 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 8 avril 1937. Il transmet un télégramme de René Castéran ; et tél. 18 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 8 avril 1937.

²⁰ *Ibid.*

²¹ TNA, PRO, FO 371/21286, W4274/1/41, dép. 139 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 25 février 1937 ; et CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹⁰, tél. 241 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 27 février 1937 ; tél. 347 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 mars 1937 ; tél. 161 de René Castéran à Jean Herbette, 20 mars 1937. Sur cette évacuation, voir notamment : James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 38-39 ; Jesús J. Alonso Carballés, *1937. Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, *op. cit.*, p. 69-75.

²² Sur la mobilisation humanitaire et la solidarité déployées par la CGT à travers le Comité d'accueil aux enfants d'Espagne, nous renvoyons aux travaux de Célia Keren : Célia Keren, « Négociier l'aide humanitaire : les évacuations d'enfants espagnols vers la France pendant la guerre civile (1936-1939) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 2013, n° 15, p. 167-183 ; Célia Keren, « Quand la CGT faisait de l'humanitaire : l'accueil des enfants d'Espagne (1936-1939) », *Le Mouvement Social*, 2018, n° 264, p. 15-39 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*, p. 75-161.

²³ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*, p. 331-332 ; Jesús J. Alonso Carballés, *1937. Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, *op. cit.*, p. 69-75.

bombardements en Espagne²⁴. Le projet de Stevenson et de Castéran s'inscrit dans la continuité de cette opération. Il a d'ailleurs été inspiré au consul britannique par le basque Manuel de la Sota, dont la famille possède le yacht *Goizeko-Izarra*. Ce dernier est effectivement utilisé durant le printemps 1937 pour certaines évacuations d'enfants²⁵.

Néanmoins, Ralph Stevenson et René Castéran se heurtent cette fois-ci à l'opposition des gouvernements britannique et français. La situation a en effet changé depuis l'évacuation des enfants basques jusqu'à l'île d'Oléron. Depuis le début de l'offensive, les insurgés ont décidé de renforcer le blocus maritime qu'ils annonçaient depuis plusieurs mois. Le 6 avril, le navire marchand britannique *Thorpehall*, qui transporte de la nourriture en direction de Bilbao, est intercepté par le croiseur rebelle *Almirante Cervera* et le patrouilleur *Galerna*. L'intervention de navires de la Royal Navy, qui escortent le *Thorpehall* jusqu'à la limite des eaux territoriales espagnoles, empêche les deux unités insurgées de s'en emparer²⁶. Le 9 avril, le commandant Julián Troncoso rend visite à Sir Henry Chilton, lui portant une communication menaçante du général Franco. Il signale que l'entrée de navires marchands britanniques à Bilbao « serait combattue par les navires de guerre insurgés par tous les moyens, même au risque d'un incident grave²⁷ ». Le cabinet britannique se divise sur l'attitude à tenir face à la menace formulée par Franco. Le premier Lord de l'Amirauté, Samuel Hoare, affiche ses sympathies pour la rébellion militaire et soutient que le blocus est trop effectif pour que des navires britanniques puissent acheminer du ravitaillement dans les ports républicains. Il propose même de requalifier les vivres comme matériel de guerre dont la livraison serait alors interdite conformément à l'accord de non-intervention²⁸. Le secrétaire d'État, Anthony Eden, s'y oppose. Il obtient que le gouvernement britannique publie une déclaration annonçant qu'il ne tolérerait aucune interférence franquiste contre le transport maritime britannique, la Grande-Bretagne n'ayant pas reconnu au général Franco les droits de

²⁴ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 38-39 ; Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 99-103 ; Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 96-98 et 109-111 ; Emily Baughan, *Saving the Children. Humanitarianism, Internationalism, and Empire*, Oakland, University of California Press, 2022, p. 118-121.

²⁵ TNA, PRO, FO 371/21291, W8707/1/41, dép. 12 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 13 avril 1937 ; FO 371/21369, W7231/37/41, dép. 243 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 avril 1937 ; et Jesús J. Alonso Carballés, *1937. Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, *op. cit.*, p. 97.

²⁶ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 44-54 ; Paul Preston, « Britain and the Basque Campaign of 1937: The Government, the Royal Navy, the Labour Party and the Press », *European History Quarterly*, 2018, vol. 48, n° 3, p. 497-498.

²⁷ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 62.

²⁸ Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 77.

belligérants. La déclaration est communiquée au commandement rebelle par Sir Henry Chilton²⁹. La menace transmise par Troncoso étant connue du public, l'opposition travailliste au parlement et la presse exercent en effet une pression sur le gouvernement britannique pour s'opposer au blocus rebelle³⁰. Mais la position du cabinet relève davantage du compromis : si la Royal Navy reçoit l'ordre de protéger les navires britanniques dans les eaux internationales, ces derniers reçoivent le conseil appuyé de ne pas se rendre à Bilbao dans les circonstances présentes³¹. Dans ces conditions, le projet d'évacuation porté par Stevenson et Castéran se heurte à l'opposition non seulement de l'amirauté britannique, mais aussi de Sir George Mounsey, sous-secrétaire adjoint au Western Department, et de William Montagu-Pollock, tous deux responsables du dossier espagnol. Ces derniers considèrent en effet que le blocus naval et les bombardements rendent les évacuations envisagées trop risquées³².

Les deux consuls ne sont d'ailleurs guère aidés par leurs ambassadeurs, Sir Henry Chilton et Jean Herbette. Ces derniers ne font pas preuve de la même empathie pour les civils basques face aux bombardements. Le 2 avril 1937, Chilton est ainsi informé par José Antonio Aguirre du bombardement de Durango. Le président basque lui fait part de l'indignation que suscite l'attaque et lui demande de la transmettre à son gouvernement, aux cercles internationaux et au corps diplomatique d'Hendaye³³. S'il transmet bien le télégramme d'Aguirre au Foreign Office et à l'ambassadeur argentin Daniel García Mansilla, l'ambassadeur britannique répond néanmoins qu'il « regrette de ne pas pouvoir [s']impliquer dans des questions relatives à la conduite de la guerre³⁴ ». Les jours suivants, il relaie la propagande franquiste. Le 12 avril, il transmet un article du *Diario Vasco* qui affirme que « Durango a été bombardée comme un “objectif militaire” », puisque la ville aurait été transformée « en centre de l'industrie d'armement qui approvisionne l'armée basque³⁵ ». S'il précise qu'il n'est pas « en position de confirmer la vérité de cette allégation³⁶ », il n'hésite

²⁹ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 65 ; Paul Preston, « Britain and the Basque Campaign of 1937: The Government, the Royal Navy, the Labour Party and the Press », *op. cit.*, p. 498-499 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 77.

³⁰ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 63.

³¹ Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 77 ; James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 69-72.

³² CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 994 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 12 avril 1937 ; TNA, PRO, FO 371/21369, W7278/37/41, minute de William Montagu-Pollock, 20 avril 1937 ; et James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 85-86.

³³ TNA, PRO, FO 371/21288, W6577/1/41, traduction d'un télégramme de José Antonio de Aguirre à Sir Henry Chilton, 2 avril 1937.

³⁴ *Ibid.*, tél. 21 de Sir Henry Chilton à Ralph Stevenson, 3 avril 1937.

³⁵ TNA, PRO, FO 371/21289, W7241/1/41, dép. 242 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 12 avril 1937.

³⁶ *Ibid.*

pas à transmettre une nouvelle coupure de presse qui lui a été communiquée par le comte de Vallellano, président de la Croix-Rouge nationaliste. L'article dénonce le bombardement républicain subi par Valladolid le 8 avril, qui aurait tué 30 personnes et blessé 100 autres, « dont de nombreux enfants sortant de l'école ». Il s'élève alors contre cette attaque menée contre une ville ouverte ne contenant aucun objectif militaire³⁷. L'article apparaît surtout comme un contre-feu face aux réactions que pourraient susciter les bombardements franquistes sur le front nord, que Sir Henry Chilton relaie sans aucune distance critique :

« Il exprime l'espoir que ce cas monstrueux de vandalisme soit porté à la connaissance de l'Europe civilisée. Il rappelle que des brochures et des photographies payées par des bureaux de propagande marxiste avec l'argent volé à la Banque d'Espagne circulent dans toute l'Europe relatant les prétendues horreurs perpétrées par les forces nationales victorieuses ; et que la plupart des photographies sont celles prises au cours d'autres guerres et dans d'autres pays. Les marxistes sont passés maîtres dans l'art de la diffamation et de la déformation des faits. Tout cela est avalé par les pays gouvernés par les Fronts Populaires, des pays sous l'emprise de Staline, des pays dont certains, équilibrés et cultivés, devaient savoir qu'il ne faut pas croire toutes ces histoires.

Le journal affirme que les forces du général Franco n'ont jamais bombardé de villes ouvertes, mais seulement des objectifs militaires [...]»³⁸.

Alors qu'ils travaillent au rapprochement de leurs pays avec l'Espagne franquiste, Herbette et Chilton ne voient en effet pas d'un bon œil le projet d'évacuation porté par Castéran et Stevenson³⁹. Ils craignent notamment une confrontation des flottes française et britannique avec des navires de guerre rebelles. Ils s'efforcent dès lors de supprimer toute contribution navale. En étroite collaboration — ils se rencontrent à de nombreuses reprises durant le mois d'avril —, ils tiennent les mêmes arguments à leurs gouvernements respectifs. En évacuant les femmes et les enfants de Bilbao, la France et la Grande-Bretagne rendraient service au gouvernement basque en le débarrassant des bouches inutiles et faciliteraient la défense de la ville. Pour que cette opération soit véritablement impartiale, il faudrait y joindre l'évacuation des prisonniers de droite détenus à Bilbao. Ce serait selon eux le seul moyen d'obtenir l'assentiment du général Franco à l'opération, qui ne nécessiterait dès lors aucune escorte militaire. Dans le cas contraire, et si l'opération ne pouvait se réaliser qu'avec la protection des marines de guerre française et britannique, alors la France et la Grande-

³⁷ *Ibid.*, W7436/1/41, dép. 250 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 14 avril 1937.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Sur le rapprochement entrepris par Chilton et Herbette, rappelons le déjeuner organisé à l'ambassade britannique en mars 1937, en compagnie de Julián Troncoso. Voir chapitre 8, p. 639.

Bretagne sembleraient intervenir dans la guerre d'Espagne⁴⁰. Le consul britannique, Ralph Stevenson, manifeste vivement son opposition face à ces suggestions⁴¹. Il estime que l'organisation d'une telle évacuation sans escorte navale française et britannique « n'est pas acceptable », et refuse surtout de lier cette question au sort des « otages », évoquant notamment les « occasions manquées par le gouvernement de Salamanque pour assurer leur liberté⁴² ». Si le gouvernement britannique convient « que l'évacuation des femmes et des enfants qui se trouvent à Bilbao gagnerait à être disjointe de celle des otages », il n'est cependant pas prêt à suivre son consul sur l'escorte navale. Il considère en effet « qu'aucun résultat important ne saurait être obtenu à ce sujet, sans un accord au moins tacite avec le général Franco », et « n'envisage pas pour l'instant [...] la possibilité de faire pénétrer des unités navales anglaises dans les eaux territoriales espagnoles et de les exposer au risque des mines⁴³ ». Quant au gouvernement français, il reste prudemment en retrait, sondant l'avis de son homologue britannique sans prendre aucune décision⁴⁴. Si le Foreign Office accorde à Ralph Stevenson l'autorité pour poursuivre les négociations sur cette question, il estime à la fin du mois d'avril que « pour l'instant celles-ci ont peu de chance d'aboutir⁴⁵ ». La situation semble donc figée. Mais le bombardement de Guernica au même moment change considérablement la donne.

2. *Le choc de Guernica*

Le 26 avril 1937, la ville de Guernica est intensément bombardée par l'aviation allemande et italienne : 71 % de ses bâtiments sont détruits, notamment par des bombes incendiaires, causant la mort de 250 à 300 personnes⁴⁶. Quatre journalistes présents à Bilbao se rendent aussitôt dans la ville basque pour y constater les dégâts : les Britanniques George

⁴⁰ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 469 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 avril 1937 ; tél. 470 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 avril 1937 ; tél. 490 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 10 avril 1937 ; tél. 182 de Jean Herbette à René Castéran, 13 avril 1937 ; tél. 541 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 avril 1937 ; TNA, PRO, FO 371/21369, W6934/37/41, tél. 91 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 10 avril 1937 ; et James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 83-84. Sur la question des prisonniers de droite à Bilbao, voir chapitre 8, p. 639-650.

⁴¹ TNA, PRO, FO 371/21291, W8707/1/41, dép. 12 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 13 avril 1937, complétée le 14 avril 1937 ; FO 371/21369, W7278/37/41, tél. 10 de Ralph Stevenson au Foreign Office, 15 avril 1937 ; et CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 137 de René Castéran à Jean Herbette, 15 avril 1937.

⁴² TNA, PRO, FO 371/21291, W8707/1/41, dép. 12 de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 13 avril 1937, complétée le 14 avril 1937.

⁴³ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1101-1103 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 24 avril 1937.

⁴⁴ *Ibid.*, tél. 1015 de René Massigli à Charles Corbin, 23 avril 1937.

⁴⁵ *Ibid.*, tél. 1101-1103 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 24 avril 1937.

⁴⁶ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroya, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, *op. cit.*, p. 82-92.

Steer, du *Times*, Noel Monks, du *Daily Express*, et Christopher Holme, de l'agence Reuter, ainsi que le Belge Mathieu Corman, correspondant du journal communiste *Ce Soir*⁴⁷. Les premiers récits du bombardement paraissent dès le 27 avril 1937 dans la presse britannique, et sont largement reproduits les jours suivants, suscitant une vive émotion dans l'opinion publique⁴⁸. Le 28 avril, José Antonio Aguirre écrit directement au Premier ministre britannique, Stanley Baldwin, pour protester contre le bombardement de la « population civile sans défense » à Guernica et dénoncer les fausses accusations du commandement rebelle⁴⁹. La veille, les autorités rebelles ont en effet entrepris de démentir le bombardement, arguant que les conditions météorologiques avaient empêché leur aviation d'opérer dans cette région, et que la destruction de Guernica avait été causée par les miliciens basques et républicains eux-mêmes, comme ils avaient déjà détruit Irún en septembre 1936. Leur version évolue les jours suivants, reconnaissant des bombardements sur des objectifs militaires, mais ils maintiennent que ce sont bien leurs adversaires qui ont détruit la ville⁵⁰. Les ambassadeurs français et britannique à Saint-Jean-de-Luz et Hendaye rapportent aussitôt les accusations des insurgés. Le 29 avril, Chilton reçoit ainsi la visite de Julián Troncoso, qui lui déclare notamment que des prisonniers capturés dans la ville, occupée depuis par les rebelles, auraient confirmé qu'elle a été incendiée par les troupes gouvernementales avant leur retraite⁵¹. Le même jour, Jean Herbette qui a probablement lui aussi reçu la visite de l'officier espagnol, se fait l'écho de la même thèse. Il observe que « l'idée de brûler une ville, quand on ne peut plus la défendre, préexiste dans l'esprit de beaucoup d'Espagnols⁵² ». Il montre également son étonnement face à la réaction vive que suscite l'événement dans la presse britannique :

« Mais en admettant la première explication [d'une destruction causée par l'attaque rebelle], il resterait encore à comprendre pourquoi le bombardement aérien de Guernica suscite une si vive émotion en Angleterre, alors que, tout récemment, une opération meurtrière à laquelle a été soumise Valladolid et tant de bombes lancées presque quotidiennement sur Saragosse n'ont pas dépassé outre-Manche le retentissement d'un fait divers⁵³. »

⁴⁷ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, Ruedo Ibérico, 1975, p. 12-14.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 16-26.

⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/21290, W8414/1/41, tél. de José Antonio Aguirre à Stanley Baldwin, 28 avril 1937.

⁵⁰ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire, op. cit.*, p. 47-62.

⁵¹ TNA, PRO, FO 371/21290, W8403/1/41, tél. 126 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 29 avril 1937.

⁵² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, dép. 432 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 29 avril 1937.

⁵³ *Ibid.*, tél. 612 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 29 avril 1937.

L'interrogation de l'ambassadeur s'explique par le fait que la presse française, dans un premier temps, accorde moins d'importance à l'événement qui, en dehors de quelques titres de gauche, est relégué dans les pages intérieures des journaux. Il faut attendre le 29 avril pour que Guernica s'impose dans le débat public en France. Les informations alors relayées le sont principalement à partir de sources anglaises⁵⁴. Dans ces conditions, Herbette y voit le reflet d'une propagande basque tournée vers la Grande-Bretagne dans le but d'obtenir sa protection afin d'assurer son autonomie, voire son indépendance. Il met alors en garde le Quai d'Orsay : une telle propagande pourrait donner l'impression, en Espagne et auprès des autres puissances européennes, que les Britanniques « cherchent à se tailler sur la côte de Vizcaye [sic] un "Gibraltar du Nord" ». L'ambassadeur estime donc qu'il est « dans l'intérêt de l'Angleterre, et par conséquent dans l'intérêt de la France, que les événements militaires de Vizcaye [sic] ne soient pas commentés outre-Manche avec une ardeur qui, comparée à celle qu'excitent d'autres épisodes de la guerre civile, paraîtrait trop disproportionnée ». Herbette craint surtout que cette « ardeur » ne mette en péril sa politique de rapprochement avec les autorités franquistes :

«[...] je ressens le contrecoup que peuvent produire certains commentaires britanniques et je crois bien faire en signalant les risques qui peuvent en résulter.

Pour n'avoir rien à redouter de la côte basque espagnole, il faudra vivre en bonne intelligence avec tout Gouvernement espagnol auquel appartiendra cette côte. Ce sera toujours possible, à la seule condition de ne pas commettre d'imprudences, même uniquement verbales⁵⁵. »

Les rapports d'Herbette semblent avoir eu une certaine influence sur l'attitude initiale du ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos. Ce dernier paraît douter de la version du gouvernement basque selon plusieurs brèves de presse publiées au même moment⁵⁶. Mais très rapidement, la réalité du bombardement s'impose. Ralph Stevenson s'est en effet rendu dès le 28 avril à Guernica, et adresse un long rapport dans lequel il détaille les destructions et recueille un témoignage :

⁵⁴ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, op. cit., p. 30-44.

⁵⁵ CADN, Madrid, B, 556, CG 1/B⁸, tél. 612 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 29 avril 1937.

⁵⁶ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, op. cit., p. 261.

« Un habitant qui a vécu tout cela m'a raconté que vers 16 heures, trois engins sont apparus au-dessus de leurs têtes et ont lâché des bombes [hautement explosives] et incendiaires. Ils ont disparu et dix minutes plus tard, un nouveau lot de cinq ou six machines est apparu et ainsi de suite pendant plusieurs heures. Au total, il estime le nombre d'avions à cinquante. Après deux ou trois visites, la panique s'est emparée de la population. Hommes, femmes et enfants sont sortis en masse de Guernica sur le flanc dénudé de la colline. Là, ils ont été mitraillés sans pitié, mais avec peu d'effet. Ils ont passé la nuit dehors à regarder leur ville en flammes. J'ai vu beaucoup d'hommes et de femmes errer dans les rues à la recherche des corps de leurs proches dans les épaves de leurs maisons⁵⁷. »

Stevenson recueille également deux bombes incendiaires qu'il envoie à l'ambassade à Hendaye⁵⁸. Le témoignage de Stevenson est par ailleurs corroboré auprès de Chilton par un journaliste du *Daily Telegraph* qui a visité Guernica le 29 avril, après que les rebelles s'en sont emparés. Il a pu y observer « de nombreux trous de bombes sans équivoque », et « n'a aucune preuve que les dégâts ont été causés par les forces gouvernementales⁵⁹ ». Le journaliste incrimine surtout les aviations italienne et allemande qui déploient à l'occasion de l'offensive leurs tactiques aériennes. Il note ainsi que des « raids similaires à celui-ci ont été menés sur de nombreux petits villages au cours du mois » précédent. Dans le cas de Guernica, il estime que « l'objectif principal du raid (qui n'a probablement pas été autorisé par Salamanque) était de faire une démonstration d'horreur en guise d'avertissement⁶⁰ ». Le 13 mai 1937, Chilton rapporte par ailleurs que Franz von Goss, l'attaché de presse de l'ambassade allemande à Salamanque, aurait déclaré au délégué du CICR, Horace des Pourtalès, que « bien sûr, nous (i.e. les Allemands) avons bombardé Guernica en miettes ». Frappé par la franchise de von Goss, l'ambassadeur britannique ne cache pas son incompréhension face aux « dénégations verbeuses et évasives » du commandement franquiste⁶¹. L'implication de l'aviation allemande est d'ailleurs rapidement confirmée par les services de renseignement français, et notamment par l'attaché naval de l'ambassade, le lieutenant de vaisseau Raymond Moullec. La Légion Condor aurait ainsi mené une expérience à petite échelle sur Guernica, qui vise à être appliquée à des villes plus grandes⁶².

⁵⁷ TNA, PRO, FO 371/21291, W8661/1/41, dép. de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 28 avril 1937.

⁵⁸ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, tél. 640 de Jean Herbet au Quai d'Orsay, 2 mai 1937 ; et James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 100.

⁵⁹ TNA, PRO, FO 371/21290, W8572/1/41, tél. 135 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 2 mai 1937.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ TNA, PRO, FO 371/21292, W9586/1/41, dép. 324 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 13 mai 1937.

⁶² CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁸, note de renseignement, 15 mai 1937 ; Jean-Paul Eyrard, « Attaché naval en Espagne pendant la guerre civile : l'itinéraire du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec », *Revue Historique des Armées*, 2008, n° 251, p. 104-111.

Ces nouvelles informations conduisent dès lors les gouvernements français et britannique à agir, d'autant qu'ils sont sous la pression d'une partie conséquente de leur opinion publique. La destruction de Guernica constitue en effet un tournant dans la perception de la guerre civile espagnole en France et en Espagne, et dans les mobilisations en faveur du camp républicain et des Basques. La publication de la dépêche de George Steer sur Guernica dans le journal britannique *The Times*, réputé pour sa position politique conservatrice, n'est en effet pas sans conséquence sur le traitement de l'événement⁶³. Selon Herbert R. Southworth, l'annonce du bombardement est largement reprise dans la presse britannique, qu'elle soit pro-républicaine ou pro-franquiste, sans voix discordante ou presque⁶⁴. Les récits de la destruction de Guernica affectent profondément l'opinion publique, et provoquent le désarroi des partisans de Franco en Grande-Bretagne⁶⁵. Le représentant officiel des rebelles à Londres, Frederick Ramón de Bertodano y Wilson, marquis del Moral, s'en inquiète auprès du duc d'Albe, Jacobo Fitz-James Stuart y Falcó, dès le 4 mai : « la publication dans la presse des rapports sur la destruction de Guernica nous ont fait perdre plusieurs milliers d'amis⁶⁶ ». Cette situation renforce la position de l'opposition travailliste et libérale qui, tout au long du mois d'avril, avait déjà adressé, au parlement et dans la presse, de vives critiques contre l'attitude du gouvernement conservateur britannique face au blocus de Bilbao par les rebelles⁶⁷. Anthony Eden est ainsi interpellé à de nombreuses occasions par l'opposition à la Chambre des Communes sur la destruction de la ville basque et sur le rôle de l'aviation allemande. Le 3 mai, il finit par admettre publiquement que Guernica a bien été bombardée⁶⁸.

Il en va de même en France. Si une bonne partie de la presse de droite reprend la propagande franquiste, à l'instar du *Figaro* et de *L'Écho de Paris*⁶⁹, une partie de l'opinion catholique se désolidarise du camp franquiste et manifeste sa sympathie et sa solidarité à l'égard des civils basques — d'une manière néanmoins limitée⁷⁰. L'orientation libérale et

⁶³ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, op. cit., p. 20-21.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 29.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 123.

⁶⁶ Cité par Scott Ramsay, « Salamanca, May 1937: The Eighth Marquis del Moral and the Turning Point of General Franco's Foreign Policy Towards Great Britain in the Spanish Civil War », *Bulletin of Spanish Studies*, 2021, vol. 98, n° 10, p. 1633.

⁶⁷ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, op. cit., p. 55 ; Paul Preston, « Britain and the Basque Campaign of 1937: The Government, the Royal Navy, the Labour Party and the Press », op. cit., p. 500-510.

⁶⁸ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, op. cit., p. 257.

⁶⁹ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975, p. 219-223.

⁷⁰ Sur l'attitude des catholiques français face à la guerre civile espagnole, nous renvoyons à l'article d'Yves Palau. Concernant la « difficile mobilisation des catholiques français », en particulier pour « l'accueil des enfants

démocrate-chrétienne du PNV et du gouvernement basque contribue largement à ce revirement. La publication de l'interview du prêtre basque Alberto de Onaindía par Jean Richard, publiée dans le quotidien démocrate-chrétien *L'Aube* joue un rôle important dans le déploiement de cette nouvelle solidarité. L'ecclésiastique a en effet assisté au bombardement de Guernica, alors qu'il cherchait à évacuer sa famille de la proximité du front. De retour à Paris, il témoigne avec émotion de ce qu'il a vu auprès de groupes intellectuels catholiques⁷¹. De nombreuses voix catholiques s'élèvent ainsi le 8 mai 1937 pour protester contre la destruction de Guernica, mais aussi pour demander la fin des bombardements des villes ouvertes et du massacre des non-combattants. Parmi les signataires de cet appel, on compte notamment François Mauriac, Jacques Maritain, Emmanuel Mounier ou encore Georges Bidault⁷². En réalité, le bombardement de Guernica ne fait que révéler les clivages internes au catholicisme français, comme l'a rappelé Yves Palau⁷³. Nombre des signataires de ce manifeste s'étaient déjà prononcés en février 1937 en faveur de la fin de la guerre civile espagnole, tout en rejetant la responsabilité du déclenchement du conflit sur les militaires insurgés⁷⁴. Leur mobilisation contribue à la création d'un Comité français pour la paix civile et religieuse en Espagne, en mai 1937⁷⁵. Leurs voix se mêlent alors à celles de la gauche pour exprimer leur indignation face au bombardement de Guernica⁷⁶. Là encore, la mobilisation de l'opinion publique pousse le gouvernement français à agir, malgré sa prudence initiale et son silence, dénoncés le 30 avril 1937 par l'ancien dirigeant belge de la Deuxième Internationale, Émile Vandervelde⁷⁷.

catholiques basques », nous renvoyons à la thèse de Célia Keren. Yves Palau, « La guerre civile espagnole et les catholiques français. Entre exacerbation de la controverse et confirmation des clivages internes », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2016, n° 34, p. 91-108 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*, p. 421-515.

⁷¹ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op. cit.*, p. 190-211 ; Severiano Rojo Hernandez, « Guernica: les presses basque et française face au bombardement », *El Argonauta Español*, 2004, n° 1.

⁷² Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op. cit.*, p. 211-212.

⁷³ Yves Palau, « La guerre civile espagnole et les catholiques français. Entre exacerbation de la controverse et confirmation des clivages internes », *op. cit.*

⁷⁴ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op. cit.*, p. 208.

⁷⁵ Geneviève Dreyfus-Armand, « Guerre d'Espagne : les débats chez les intellectuels français », *Bulletin Hispanique*, 2016, vol. 118, n° 1, p. 99-118 ; Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op. cit.*, p. 213-214.

⁷⁶ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, *op. cit.*, p. 218-219 ; Anne Mathieu, *Nous n'oublions pas les poings levés. Reporters, éditorialistes et commentateurs antifascistes pendant la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, 2021, p. 207-210 et 223-224.

⁷⁷ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op. cit.*, p. 260.

À partir du 1^{er} mai 1936, les gouvernements français et britannique envisagent donc de réaliser une action commune afin de mettre fin aux bombardements contre les villes ouvertes⁷⁸. Le ministre d'État Camille Chautemps évoque ainsi « avec force » devant l'un des membres de l'ambassade britannique à Paris « la nécessité de protester contre le bombardement de Guernica⁷⁹ ». Cette protestation prend la forme d'un appel aux deux belligérants, proposé par Lord Plymouth lors d'une réunion du sous-comité pour la non-intervention, réuni à Londres le 4 mai 1937. Comme l'indique Charles Corbin, « la décision demandée au comité par le gouvernement britannique [est] avant tout une manière de donner satisfaction au public indigné par le bombardement de Guernica⁸⁰ ». Néanmoins, l'initiative se heurte à l'obstruction de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal, qui cherchent à en élargir la portée aux « horreurs » et aux « cruautés » commises par les républicains à Barcelone, Madrid et Malaga, ainsi qu'aux incendies d'églises et aux destructions d'œuvre d'art. Les discussions s'enlisent, d'autant qu'elles sont suspendues après que l'Allemagne et l'Italie se retirent momentanément du comité de Londres, après le bombardement du *Deutschland* par des avions républicains le 29 mai 1937. Un appel est finalement adopté en juillet 1937, demandant aux deux partis que les villes ouvertes ne soient pas bombardées, ni détruites par le feu ou par les mines. Loin de condamner le bombardement de Guernica, il reprend ainsi la propagande franquiste. Du reste, le comité de Londres, amené à se prononcer sur la formation d'une commission d'enquête internationale sur le bombardement de Guernica enterre rapidement ce projet, face à l'opposition de l'Allemagne et du Portugal, mais aussi face au manque de conviction de la Grande-Bretagne et de la France⁸¹. L'absence d'une protestation plus ferme face au bombardement de Guernica témoigne en effet, comme le souligne Ramsay Scott, d'une volonté tacite d'apaiser la coalition qui appuie le général Franco⁸². Mais si la voie empruntée au comité de Londres s'avère rapidement être une impasse, les gouvernements britannique et français sont néanmoins amenés à réviser leur position sur les évacuations des civils basques.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 263.

⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/21369, W8564/37/41, tél. 240 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 2 mai 1937.

⁸⁰ Herbert R. Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, *op. cit.*, p. 263.

⁸¹ Toutes ces négociations ont été détaillées précisément par Herbert R. Southworth. *Ibid.*, p. 263-300.

⁸² Scott Ramsay, « Ensuring Benevolent Neutrality: The British Government's Appeasement of General Franco during the Spanish Civil War, 1936-1939 », *op. cit.*, p. 5.

3. Les évacuations de mai-juin 1937 : une réponse franco-britannique limitée sous pression de l'opinion publique

La nouvelle du bombardement de Guernica relance en effet les discussions sur l'évacuation des civils basques. Dès le 28 avril, l'ambassadeur d'Espagne à Londres, Pablo de Azcárate, rend ainsi visite à Lord Cranborne pour solliciter de la part du gouvernement basque l'évacuation des femmes, des enfants et des vieillards de Bilbao en France et en Grande-Bretagne, mais aussi la protection des navires qui assureront ces évacuations⁸³. Cette démarche est redoublée le jour même par une demande similaire que le conseiller à l'Intérieur basque, Telesforo Monzón, formule auprès du consul britannique Ralph Stevenson. Il estime alors le nombre de personnes à évacuer à près de 250 000, suscitant le scepticisme de Stevenson. Ce dernier considère en effet qu'une évacuation aussi massive est « hors de portée » et qu'il n'existe « aucune organisation pour s'attaquer à un tel projet et le mener à bien⁸⁴ ». Face à la détresse du gouvernement basque et face aux avancées récentes des troupes franquistes, le consul lui suggère alors de capituler et de partir en exil sur des navires de guerre britannique⁸⁵. Il réitère cette suggestion le lendemain, mais elle est déclinée par le gouvernement basque. Il est également rappelé à l'ordre par le Foreign Office qui lui demande de ne pas poursuivre ses efforts dans cette direction⁸⁶. En réalité, la proposition de reddition de Stevenson semble surtout refléter son désarroi, après qu'il a visité les ruines de Guernica, face à la situation de la population civile et à l'impossibilité, lui semble-t-il, d'assurer son évacuation. La veille, le consul britannique défendait encore le « projet consistant à évacuer en masse les femmes et les enfants de Bilbao » devant Jean Herbette. Mais l'ambassadeur français lui oppose toute une série de difficultés pratiques et financières⁸⁷. Les réticences d'Herbette ont probablement douché les espoirs de Stevenson de parvenir à une telle évacuation. De manière significative, le consul britannique oppose à la demande de Monzón « ce que l'on [ressent] en France à propos du problème des réfugiés » : « J'ai mentionné les Russes, les Polonais, les Italiens, les Allemands et les Juifs qui avaient inondé la France par centaines de milliers au cours des deux dernières décennies⁸⁸. » Il est probable qu'Herbette lui a inspiré cet argument, mais aussi la suggestion de reddition — portée à de multiples reprises

⁸³ TNA, PRO, FO 371/21369, W8557/37/41, minute de Lord Cranborne, 28 avril 1937 ; et note de Pablo de Azcárate, 28 avril 1937.

⁸⁴ TNA, PRO, FO 371/21291, W8661/1/41, dép. de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 28 avril 1937.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ TNA, PRO, FO 371/21369, W8503/37/41, tél. 15 de Ralph Stevenson au Foreign Office, 29 avril 1937 ; et Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 80.

⁸⁷ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, dép. 429 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 27 avril 1937.

⁸⁸ TNA, PRO, FO 371/21291, W8661/1/41, dép. de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 28 avril 1937.

par l'ambassadeur français⁸⁹. De fait, Stevenson ne cache pas son attachement à la question des évacuations : « J'ai, cependant, des idées bien arrêtées sur la question de l'évacuation des femmes et des enfants, même s'il ne s'agit que de quelques milliers, et si l'on peut faire quelque chose à cet égard avant qu'il ne soit trop tard, alors tant mieux⁹⁰. »

L'insistance de Stevenson finit néanmoins par porter ses fruits. Depuis la nouvelle du bombardement de Guernica, la situation a changé et une partie conséquente de l'opinion publique se mobilise en faveur des évacuations, en particulier des enfants. Dès le 27 avril 1937, le National Joint Committee for Spanish Relief, dirigé par la députée conservatrice Katharine Stewart-Murray, duchesse d'Atholl, propose ainsi l'accueil en Grande-Bretagne des enfants évacués du nord de l'Espagne⁹¹. Comme l'a souligné James Cable, le « bombardement de Guernica n'a pas généré [cette] idée [...], mais a donné une impulsion puissante à ses partisans et a beaucoup contribué à affaiblir ses opposants⁹² ». De fait, le Foreign Office infléchit sa position dès le 29 avril : il se montre prêt à assurer la protection dans les eaux internationales des évacuations des femmes, enfants et vieillards de Bilbao dès lors que le projet s'appliquera aux « personnes de toutes convictions politiques et pas seulement aux partisans du gouvernement basque » ; et que Ralph Stevenson sera autorisé à superviser les embarquements afin de s'assurer de leur impartialité⁹³. Cette manière de procéder est validée le lendemain par les principaux ministres britanniques, lors d'une réunion du comité de politique extérieure⁹⁴. Le jour même, le Home Office britannique donne également son accord pour l'accueil d'enfants évacués en Grande-Bretagne⁹⁵. Sir Henry Chilton est chargé d'en informer les autorités franquistes⁹⁶. En France, la mobilisation de l'opinion publique pousse également le gouvernement français à agir. La presse de gauche s'empare en effet de l'appel à l'aide du gouvernement basque pour assurer l'évacuation de sa population civile. Comme le note l'ambassadeur britannique à Paris, Sir Eric Phipps, *Le Populaire* et *L'Humanité* « exhortent le gouvernement français et le gouvernement de Sa Majesté à agir sans délai en ce sens ». Les deux quotidiens publient notamment des appels de la Fédération Syndicale Internationale, du comité français du Rassemblement universel

⁸⁹ Voir chapitre 8, p. 603-650.

⁹⁰ TNA, PRO, FO 371/21291, W8661/1/41, dép. de Ralph Stevenson à Sir Henry Chilton, 28 avril 1937.

⁹¹ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 101-102.

⁹² *Ibid.*, p. 102.

⁹³ TNA, PRO, FO 371/21369, W8502/37/41, tél. 140 du Foreign Office à Sir Henry Chilton, 29 avril 1937.

⁹⁴ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 162-163.

⁹⁵ Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 101-102.

⁹⁶ TNA, PRO, FO 371/21369, W8502/37/41, tél. 143 d'Anthony Eden à Sir Henry Chilton, 30 avril 1937.

pour la Paix et du Comité national du rassemblement populaire, « demandant qu'une aide immédiate soit apportée aux Basques⁹⁷ ». Cette pression fonctionne. Dès le 30 avril, le conseiller de l'ambassade française à Londres, Roger Cambon, indique à Sir George Mounsey que le gouvernement français est prêt à « faire le maximum » pour l'évacuation des civils basques. Il ne cache pas que cette position est due aux « réactions en France face aux événements récents⁹⁸ ». Le 3 mai, le président du Conseil Léon Blum confie aussi à Sir Eric Phipps « qu'il est très important de faire tout ce que nous pouvons sur le plan humanitaire pour satisfaire l'opinion publique en France qui est fortement bouleversée par l'Espagne⁹⁹ ».

Le gouvernement français souhaite néanmoins fixer sa politique sur celle de son homologue britannique. Charles Corbin rend de fait visite à Anthony Eden dès le 29 avril 1937, et s'entretient avec lui de la situation basque. Tandis que le Secrétaire d'État l'informe des projets britanniques, l'ambassadeur français l'informe que son gouvernement est « prêt à coopérer avec [eux] dans toutes les démarches [qu'ils pourraient] décider d'entreprendre pour l'évacuation de la population civile¹⁰⁰ ». Mais signe d'une certaine improvisation, Corbin n'est pas en mesure de confirmer que la marine française assurera l'escorte des navires transportant les réfugiés, et doit demander des instructions au Quai d'Orsay¹⁰¹. Le soir même, Yvon Delbos annonce à Jean Herbette que le gouvernement français a décidé de « coopérer largement à l'évacuation et à l'hébergement provisoire des éléments les plus exposés de la population non combattante de Bilbao et plus particulièrement des femmes et des enfants ». Il demande à l'ambassadeur d'en informer les autorités de Salamanque et de « réclamer de celles-ci l'assurance qu'elles n'y mettront pas obstacle ». Il lui demande de leur « rappeler à cette occasion l'amplitude de l'œuvre humanitaire accomplie depuis 9 mois par la France en faveur des Espagnols de toute classe et de tous partis, notamment à Madrid où un nombre considérable d'asilés bénéficient encore de notre protection et de notre secours¹⁰² ». Les modalités pratiques de cette coopération ne sont, une nouvelle fois, pas précisées. Néanmoins, il ne faut pas y voir une réticence du gouvernement français à agir. Ce dernier fait en fait savoir par l'intermédiaire de Corbin qu'il « est fermement résolu, quelle que soit la réponse des autorités de Salamanque aux démarches effectuées auprès d'elles, à procéder dans toute la

⁹⁷ TNA, PRO, FO 371/21369, W8548/37/41, tél. 232 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 30 avril 1937.

⁹⁸ TNA, PRO, FO 371/21370, W8712/37/41, minute de Sir George Mounsey, 30 avril 1937.

⁹⁹ TNA, PRO, FO 371/21369, W8656/37/41, tél. 55 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 3 mai 1937.

¹⁰⁰ TNA, PRO, FO 371/21370, W8666/37/41, tél. 881 d'Anthony Eden à Sir Eric Phipps, 29 avril, 1937 ; CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1042-1043 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 29 avril 1937 ; et tél. 1149-1150 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 29 avril 1937.

¹⁰¹ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1149-1150 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 29 avril 1937 ; James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, op. cit., p. 103.

¹⁰² *Ibid.*, tél. 225-226 d'Yvon Delbos à Jean Herbette, 29 avril 1937.

mesure du possible à l'évacuation civile de Bilbao en commençant par les femmes et les enfants¹⁰³ ».

La réponse du commandement franquiste ne se fait d'ailleurs pas attendre. Le 1^{er} mai 1937, Julián Troncoso signifie à Sir Henry Chilton le rejet de la proposition britannique d'évacuation de la population civile de Bilbao, dénonçant notamment une action contre la souveraineté espagnole. Les autorités de Salamanque suggèrent à la place l'instauration d'une zone de sécurité sous contrôle du CICR entre Bilbao et Santander, où la population pourrait trouver refuge¹⁰⁴. Elles reproduisent la même stratégie qu'elles avaient adoptée en novembre 1936 lors du siège de Madrid, dont les bombardements avaient déjà ému l'opinion publique¹⁰⁵. L'argument est aussitôt saisi par Jean Herbette et Sir Henry Chilton, mais aussi par Sir George Mounsey et par le sous-secrétaire d'État permanent, Robert Vansittart, qui s'opposent aux évacuations estimant qu'elles constitueraient une intervention dans la guerre d'Espagne susceptible d'occasionner un conflit¹⁰⁶. Néanmoins, le gouvernement français maintient sa position : « même sans accord de Salamanque, l'évacuation doit être effectuée et les mesures d'exécution sont déjà prêtes aussi bien pour l'envoi à Bilbao de bâtiments de transport français que pour l'hébergement en France des évacués¹⁰⁷ ». Mais, à nouveau, il cherche à agir de concert avec les Britanniques. Le conseiller de l'ambassade française à Londres, Roger Cambon, est ainsi chargé de consulter le Foreign Office sur l'accueil qu'il réserve à la proposition de zone de sécurité. De sa propre initiative, semble-t-il, il signale néanmoins à Sir George Mounsey qu'il est « impossible d'évacuer par mer 200 000 personnes et se [demande] si quelque arrangement ne pourrait pas être trouvé avec Franco à propos du reste¹⁰⁸ ». Cambon cherche-t-il à contourner la détermination du gouvernement français ? Ou bien est-ce le signe d'une hésitation du gouvernement français, ou *a minima* du Quai d'Orsay ? Le 3 mai, Sir Eric Phipps confirme toutefois au Foreign Office que Léon Blum et Yvon Delbos ont donné leur accord pour les évacuations, que les vapeurs français sont prêts à partir et « attendent seulement un signe » des Britanniques¹⁰⁹. Cette dernière déclaration provoque la perplexité de William Montagu-Pollock, qui ne voit pas pourquoi les

¹⁰³ *Ibid.*, tél. 232-234 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 1^{er} mai 1937.

¹⁰⁴ TNA, PRO, FO 371/21369, 8571/37/41, tél. 134 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 1^{er} mai 1937.

¹⁰⁵ Voir chapitre 8, p. 589-603.

¹⁰⁶ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 633-634 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} mai 1937 ; tél. 654-657 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 mai 1937 ; tél. 659-661 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 mai 1937 ; TNA, PRO, FO 371/21370, W8866/37/41, minute de Sir George Mounsey, 2 mai 1937 ; minute de Sir Robert Vansittart, 2 mai 1937.

¹⁰⁷ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1118 de Paul Bargeton à Charles Corbin, 2 mai 1937.

¹⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/21370, W8866/37/41, minute de Sir George Mounsey, 2 mai 1937.

¹⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/21369, W8656/37/41, tél. 55 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 3 mai 1937.

Français attendent des Britanniques qu'ils prennent l'initiative¹¹⁰. Quoiqu'il en soit, Anthony Eden ne tient pas compte des réticences d'une partie de ses subordonnés au sein du Foreign Office en annonçant le 3 mai à la Chambre des Communes que le cabinet britannique a décidé d'ordonner à la Royal Navy d'assurer la protection dans les eaux internationales des navires transportant des réfugiés de Bilbao¹¹¹. Les évacuations peuvent alors débiter : Yvon Delbos demande à la Marine nationale de dépêcher dans le golfe de Gascogne le contre-torpilleur *Terrible* « en vue de la protection en haute mer des navires français » chargés de réaliser l'évacuation¹¹². Du reste, la proposition de Franco d'établir une zone de sécurité, que Robert Vansittart porte malgré tout devant José Ignacio Lizaso, le représentant basque à Londres, est définitivement rejetée. Les autorités basques ne font pas confiance au général Franco ni aux garanties que le CICR pourrait apporter au projet. Elles estiment par ailleurs qu'il n'y a pas d'espace suffisant entre Bilbao et Santander pour accueillir les nombreux réfugiés qui fuient les bombardements¹¹³.

La tâche de la Royal Navy consiste alors à assurer la protection des navires britanniques et espagnols affrétés par le gouvernement basque. La Grande-Bretagne ne met en effet aucun navire à disposition des évacuations, et le coût du transport des réfugiés incombe très largement aux autorités basques¹¹⁴. La France affrète pour sa part trois cargos qui interviennent du 3 au 12 mai 1937 : le *Carimare*, le *Château Margaux* et le *Château Palmer*. Ils sont escortés par une flotte importante, constituée de deux cuirassés, un croiseur, deux contre-torpilleurs et trois avisos. Mais contrairement à la Royal Navy, la Marine nationale ne protège que les navires français¹¹⁵. Le gouvernement français place par ailleurs à bord des trois cargos des observateurs du plan de contrôle de la non-intervention afin de garantir qu'ils ne serviront pas à l'acheminement de matériel de guerre¹¹⁶. Les deux flottes de guerre demeurent cependant dans les eaux internationales, et ne franchissent pas la limite des 3 milles qui marquent la limite des eaux territoriales espagnoles : les batteries côtières de

¹¹⁰ *Ibid.*, minute de William Montagu-Pollock, 6 mai 1937.

¹¹¹ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1186 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 3 mai 1937; et James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 104.

¹¹² CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 86 d'Yvon Delbos au Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine, 3 mai 1937.

¹¹³ TNA, PRO, FO 371/21291, W8936/1/41, minute de Sir George Mounsey, 5 mai 1937.

¹¹⁴ Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », *op. cit.*, p. 78.

¹¹⁵ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. d'Yvon Delbos au ministère de la Marine marchande, 3 mai 1937 ; tél. 49 de Paul Bargeton à René Castéran, 5 mai 1937 ; tél. 228 de Jean Herbette à René Castéran, 6 mai 1937 ; tél. 229 de Jean Herbette à René Castéran, 7 mai 1937 ; et René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 1993, p. 154-156.

¹¹⁶ TNA, PRO, FO 371/21370, W8866/37/41, minute de Sir George Mounsey, 2 mai 1937.

Bilbao prennent en effet le relai des navires britanniques et français, en dissuadant les navires de guerre rebelles d'intervenir en deçà de cette limite¹¹⁷.

Ralph Stevenson, épaulé par le pro-consul Ángel Ojanguren, est chargé de contrôler les embarquements sur les navires britanniques comme espagnols escortés par la Royal Navy, dans le but de garantir l'impartialité des évacuations¹¹⁸. René Castéran, avec son collaborateur Antoine Molinié, s'occupe quant à lui de certifier les embarquements à bord des navires français¹¹⁹. Les représentants français et britanniques à Bilbao et sur la côte basque française doivent néanmoins se coordonner, en transmettant les listes de réfugiés et les informations les concernant à l'avance, afin que les autorités portuaires puissent organiser leur débarquement en France. Le secrétaire commercial britannique, Arthur Pack, et l'attaché naval français, Raymond Moullec, assurent une bonne partie de cette liaison en France¹²⁰. Mais cette collaboration est loin d'être pleinement effective. Le 10 mai 1937, René Castéran informe ainsi du départ du vapeur anglais *Marvia* en direction de la France avec 240 réfugiés à son bord : « Aucune liste n'a été soumise à mon visa. Je viens d'en exprimer mon étonnement au consul d'Angleterre¹²¹. » Moullec témoigne également de ce manque de coordination au début du mois de juin 1937. Il signale notamment que « les autorités civiles des ports de débarquement (La Pallice et Pauillac) ne sont jamais prévenues à temps de l'arrivée des navires et l'organisation des débarquements s'en ressent¹²² » :

« Ainsi arrive-t-on à la pratique curieuse suivante : les autorités françaises sont obligées de mendier des informations pour savoir si les autorités basques ou britanniques se sont décidées à envoyer en France quelques milliers de réfugiés ou d'enfants qui seront entretenus sur notre sol et à nos frais pendant plusieurs mois¹²³. »

¹¹⁷ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, op. cit., p. 74-75 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, op. cit., p. 155.

¹¹⁸ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, op. cit., p. 113-115.

¹¹⁹ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 238 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 2 mai 1937 ; tél. d'Yvon Delbos au ministère de la Marine marchande, 3 mai 1937 ; tél. 239 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 3 mai 1937 ; tél. 64 de René Castéran au Quai d'Orsay, 8 mai 1937 ; tél. 185 de René Castéran à Jean Herbette, 8 mai 1937 ; dép. 69 de René Castéran à Jean Herbette, 10 mai 1937 ; et CADN, Madrid, C1, 47, témoignage inédit de René Castéran rédigé à Bilbao en décembre 1937 : « Souvenirs d'Espagne. La guerre en Biscaye, 18 juillet 1936 – 19 juin 1937 ».

¹²⁰ *Ibid.*, tél. 229 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 30 avril 1937 ; tél. 214 de Jean Herbette à René Castéran, 1^{er} mai 1937 ; tél. 658 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 mai 1937 ; tél. 226 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 mai 1937 ; lettres de Jean Herbette aux préfets de Gironde et de Charente-Inférieure, 5 mai 1937 ; rapport n° 140 du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec à l'État-Major Général de la Marine, 7 mai 1937.

¹²¹ *Ibid.*, tél. 188 de René Castéran à Jean Herbette, 10 mai 1937.

¹²² *Ibid.*, note du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec à Jean Herbette, 4 juin 1937.

¹²³ *Ibid.*

Ce manque de coordination met à jour le désaccord franco-britannique sur la répartition des efforts, mais aussi par un progressif désengagement de leurs marines de guerre. La quasi-totalité des réfugiés est en effet acheminée vers la France, à l'exception de quelque 4 000 enfants qui sont transportés jusqu'à Southampton par le National Joint Committee for Spanish Relief¹²⁴. Deux semaines après le début des opérations d'évacuation, les autorités françaises semblent en effet marquer une pause dans leurs opérations. Le 13 mai, Sir Eric Phipps signale en effet au Foreign Office que « le gouvernement français n'a aucune idée du nombre de réfugiés basques supplémentaires qu'on lui demandera d'accueillir, pas plus qu'il ne semble avoir décidé du nombre de réfugiés supplémentaires qu'il est prêt à accepter ». Il note surtout que le ministère de la Marine « hésite cependant à maintenir des unités de la flotte française dans les eaux espagnoles pour diverses raisons, notamment la présence de mines et l'imminence de manœuvres conjointes des flottes françaises de l'Atlantique et de la Méditerranée ; il déclare qu'on ne peut s'attendre à ce qu'il fournisse des escortes aux navires de réfugiés espagnols pendant plus de dix jours au maximum¹²⁵ ». De fait, la marine française a mis fin aux opérations d'évacuation la veille¹²⁶.

Les arguments opérationnels ont de quoi interroger. Les réticences françaises s'expliquent davantage par la crainte d'un incident avec la marine franquiste, mais aussi pour des doutes croissants sur l'utilité de l'opération¹²⁷. Dès le 8 mai, le consul français à Bilbao, René Castéran, a en effet signalé au Quai d'Orsay qu'un « des nombreux bateaux anglais actuellement à Bilbao, le *Sheffield* est parti ce matin chargé de minerai. Il n'a pris aucun réfugié¹²⁸. » Quelques jours plus tard, le ministère de la Marine informe par ailleurs que le convoi de trois cargos affrété par le gouvernement français n'a embarqué qu'« un millier de réfugiés, tous des gens aisés voyageant avec leurs domestiques », et que « toutes les places à bord ne furent même pas utilisées, malgré un retard de plus de 12 heures dans l'appareillage ». Il ajoute que les « familles aisées » ainsi acheminées jusqu'à Pauillac « se préparèrent pour la

¹²⁴ Sur l'exil des enfants basques en Grande-Bretagne, voir notamment : Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, op. cit. ; Adrian Bell, *Only for Three Months*, op. cit.

¹²⁵ TNA, PRO, FO 371/21370, W9361/37/41, tél. 64 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 13 mai 1937.

¹²⁶ René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, op. cit., p. 155-156.

¹²⁷ Les navires franquistes *Almirante Cervera* et *Galerna* exercent à plusieurs reprises une forme d'intimidation : ils s'approchent ainsi des cargos français assurant l'évacuation des civils basques, avant de protester auprès de l'escorte française contre cette violation de la neutralité. Si ces pressions ne donnent lieu à aucun incident sérieux, elles sont utilisées par Jean Herbette pour essayer d'infléchir la politique française de soutien aux évacuations. CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 686 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 mai 1937 ; note du contre-amiral Jean-Ernest Odend'hal au lieutenant de vaisseau Raymond Moullec, 9 mai 1937 ; tél. 692 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 10 mai 1937.

¹²⁸ *Ibid.*, tél.65 de René Castéran au Quai d'Orsay, 8 mai 1937.

plupart à regagner par Saint-Sébastien la partie de l'Espagne basque actuellement occupée par les forces du Général Franco¹²⁹ ». Le consulat d'Espagne à Bordeaux note d'ailleurs amèrement qu'« il semble presque que la meilleure recommandation pour quitter Bilbao pour la France soit d'avoir l'intention de passer en zone factieuse ». Il constate en effet que « la majeure partie, du moins jusqu'à maintenant, des femmes évacuées arrivent en France dans le but déjà formulé de passer en zone rebelle¹³⁰ ». Dans ces conditions, le contre-amiral Godefroy, sous-chef de l'État-Major Général de la Marine, estime que « la question se pose de l'intérêt que peut présenter une seconde mission d'évacuation qui, en face de risques importants auxquels elle expose ne semble pas devoir répondre exactement à son objet principal ». Il craint notamment d'exposer les navires français aux mines, aux bombardements à Bilbao ou à un incident avec les navires de guerre ou l'artillerie rebelles. Il recommande donc « de renoncer à poursuivre les opérations d'évacuation assez dangereuses en elles-mêmes et qui, d'autre part, faute de volontaires et surtout de volontaires indigents pour partir, ne semble pas devoir répondre à l'idée qui a conduit à les entreprendre¹³¹ ».

Le 13 mai, Paul Bargeton s'enquiert donc auprès de Castéran des bruits selon lesquels « la population civile n'aurait pas manifesté un désir de s'embarquer aussi vif qu'on aurait pu s'y attendre, que la plupart des navires anglais prennent la mer sans que des réfugiés y aient pris place et que les Autorités basques elles-mêmes auraient marqué peu d'empressement à faciliter les opérations d'évacuation¹³² ». Le consul confirme que les bateaux britanniques, « venus au nombre d'une dizaine depuis 15 jours, sont tous repartis chargés de minerai sauf un actuellement ici. Seul le *Marvia* a pris 340 réfugiés ». Il estime cependant qu'on « ne peut pas dire que la population civile n'a pas manifesté de désir de quitter Bilbao », mais plutôt « qu'on ne [...] leur a pas offert » la possibilité de s'embarquer sur ces navires. Il confirme néanmoins que « c'est surtout dans les milieux aisés que les inscriptions ont été les plus nombreuses¹³³ ». Dans ces conditions, le gouvernement français ne semble donc pas prêt à supporter seul les coûts de l'évacuation et met donc fin à l'affrètement de cargos français et à

¹²⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, note pour le ministre au sujet des évacuations de Bilbao du contre-amiral Godefroy, 12 mai 1937.

¹³⁰ AGA, MAE, Paris, 54/11049, dép. 34 de José Almoïna à Ángel Ossorio y Gallardo, 10 juin 1937.

¹³¹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, note pour le ministre au sujet des évacuations de Bilbao du contre-amiral Godefroy, 12 mai 1937.

¹³² CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 56 de Paul Bargeton à René Castéran, 13 mai 1937.

¹³³ *Ibid.*, tél. 71 de René Castéran au Quai d'Orsay, 14 mai 1937.

l'escorte qu'il leur assurait. Les navires affrétés par le gouvernement français n'ont évacué que 2 523 réfugiés, dont 1 200 enfants¹³⁴.

Mais le retrait français entraîne également un recul de la Royal Navy. L'amirauté britannique et le Foreign Office n'entendent pas continuer à assurer la protection des évacuations, y compris d'enfants, en l'absence d'une participation française. Evelyn Shuckburgh estime ainsi qu'« il n'y a aucune raison pour que les Français, qui reçoivent tout le mérite d'avoir recueilli ces enfants, laissent à la marine britannique la tâche désagréable de les protéger en mer¹³⁵ ». Le 4 juin 1937, l'ambassade britannique à Paris signale au Quai d'Orsay que son gouvernement a décidé de ne plus accorder la protection maritime aux navires espagnols ou étrangers qui transportent des réfugiés en France, bien que la Royal Navy continuera de protéger ceux qui se rendront dans des ports britanniques¹³⁶. Le Foreign office fait également savoir à l'ambassade britannique à Hendaye que « si la France désire recevoir d'autres réfugiés basques, elle devra se charger à l'avenir de faire escorter les bâtiments effectuant le transport¹³⁷ ». Les autorités britanniques espèrent en effet que le voyage du cargo espagnol *Habana* à Bilbao, le 10 juin 1937, soit le dernier. Elles confirment au Quai d'Orsay qu'à compter du 13 juin leurs navires de guerre réserveront leur protection aux seuls navires britanniques¹³⁸. L'ambassadeur britannique à Paris, Sir Eric Phipps, avance à son tour des « raisons techniques » pour justifier ce retrait¹³⁹. Le directeur des Affaires politiques, Paul Bargeton, concède alors que les unités françaises pourraient venir en aide aux navires étrangers en détresse, mais que cette intervention serait laissée à l'appréciation des commandants français sur place¹⁴⁰. C'est probablement cette nouvelle situation qui pousse le gouvernement français, sous la pression du PCF, à assurer du 1^{er} au 15 juin 1937 l'escorte des trois cargos affrétés par la compagnie France-Navigation, le *Ploubazlanec*, le *Perros-Guirec* et le *Tregastel*, pour « une nouvelle opération d'évacuation de la “dernière chance”¹⁴¹ ». L'escorte française est toutefois bien moins importante qu'au début du mois de mai, n'étant

¹³⁴ René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939, op. cit.*, p. 432.

¹³⁵ TNA, PRO, FO 371/21355, W10049/23/41, minute d'Evelyn Shuckburgh, 26 mai 1937.

¹³⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, aide-mémoire de l'ambassade britannique à Paris, 4 juin 1937.

¹³⁷ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 864 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 juin 1937 ; tél. 876 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 8 juin 1937.

¹³⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, aide-mémoire de l'ambassade britannique à Paris, 10 juin 1937.

¹³⁹ *Ibid.*, entretien avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, 11 juin 1937.

¹⁴⁰ TNA, PRO, FO 371/21355, W11290/23/41, tél. 77 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 10 juin 1937.

¹⁴¹ La compagnie France-Navigation a été créée à l'aide de capitaux communistes pour fournir des armes aux républicains, sous couverture d'une activité commerciale. René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939, op. cit.*, p. 156 et 425.

composée que d'un ou deux avisos¹⁴². Yvon Delbos manifeste néanmoins sa préoccupation face au retrait britannique, annoncé aux deux belligérants, et qui rend « difficile la position française » : « si les rebelles, les Allemands et les Italiens croyaient que la France serait [sic] seule désormais à assurer la protection, l'Angleterre s'en désintéressant, ils risqueraient d'être encouragés à attaquer les convois en question ». Il suggère donc que les « deux Gouvernements prennent des décisions parallèles, l'Angleterre persistant à protéger les bateaux se rendant dans les ports anglais, dans ces conditions, quels que soient leurs pavillons, la France adoptant la même attitude pour les bateaux se rendant dans les ports français¹⁴³ ».

Un accord est finalement trouvé : les gouvernements français et britannique adressent une déclaration similaire conforme à la suggestion du Quai d'Orsay¹⁴⁴. Ralph Stevenson peut donc prévenir le président basque José Antonio Aguirre que la Marine française prendra le relai à partir du 15 juin pour les évacuations en direction de la France¹⁴⁵. Or, les embarquements français sont stoppés le 15 juin avec l'encerclement de la capitale basque¹⁴⁶, tandis que la Royal Navy suspend finalement son retrait du dispositif « à la suite de demandes pressantes reçues pour l'évacuation de la population de Bilbao ». L'ambassade britannique à Paris annonce en effet que « la flotte britannique continuera, pendant quelques jours, à assurer la protection des bateaux opérant l'évacuation¹⁴⁷ ». Ainsi, les évacuations de Bilbao organisées sous la pression de l'opinion publique se maintiennent jusqu'à la mi-juin 1937, malgré la volonté croissante de la Grande-Bretagne et de la France de se désengager. René Sabatier de Lachadenède estime que les navires sous protection française ont évacué près de 3 000 réfugiés durant la première moitié du mois de juin, soit quelques 5 500 depuis le début des opérations¹⁴⁸. Anthony Eden estime que la Grande-Bretagne aurait assuré quant à elle l'évacuation de près de 30 000 réfugiés¹⁴⁹. Miguel Mayoral évalue cependant le nombre de réfugiés évacués du 5 mai au 14 juin 1937 à 26 002. Son estimation paraît néanmoins incomplète, puisqu'il ne mentionne pas les réfugiés évacués en juin par les cargos de la

¹⁴² *Ibid.*, p. 156.

¹⁴³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, aide-mémoire de l'ambassade britannique à Paris, 10 juin 1937 ; et TNA, PRO, FO 371/21355, W11306/23/41, tél. 79 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 11 juin 1937.

¹⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/21355, W11290/23/41, tél. 213 du Foreign Office à Sir Henry Chilton, 12 juin 1937.

¹⁴⁵ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, note de l'ambassade britannique à Paris, 13 juin 1937 ; et James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 138.

¹⁴⁶ René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 156.

¹⁴⁷ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, note de la direction politique du Quai d'Orsay sur l'évacuation de Bilbao, 14 juin 1937.

¹⁴⁸ René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 433.

¹⁴⁹ TNA, PRO, FO 371/21355, W11782/23/41, tél. 1198 d'Anthony Eden à Sir Eric Phipps, 17 juin 1937.

compagnie France-Navigation¹⁵⁰. Quoi qu'il en soit, ces réfugiés sont en grande majorité des enfants, au centre des mobilisations de solidarité en France et en Grande-Bretagne¹⁵¹. Jesús Javier Alonso Carballés estime ainsi à 20 854 le nombre d'enfants évacués de Bilbao entre mars et juin 1937, dont 15 383 à destination de la France, 3 861 à destination de la Grande-Bretagne et 1 610 à destination de l'URSS¹⁵². Mais la chute du Pays basque ouvre une nouvelle situation qui remet en cause la poursuite des évacuations.

B. Les limites d'un réengagement : ménager Franco, gérer les « indésirables »

1. Les réfugiés de Santander et de Gijón : le désengagement franco-britannique (juin-octobre 1937)

Comme nous l'avons déjà évoqué, la Grande-Bretagne réoriente sa politique à l'égard de l'Espagne franquiste au tournant des mois de mai et juin 1937. La mauvaise réception dans les territoires rebelles des évacuations basques et l'arrivée au pouvoir de Neville Chamberlain le 28 mai 1937 conduit en effet le gouvernement britannique à s'engager dans une politique visant à apaiser le général Franco¹⁵³. Dans ces conditions, la poursuite des évacuations est progressivement remise en cause par le gouvernement britannique, d'autant que la fin de l'aide apportée aux Basques apparaît comme une condition indispensable pour l'amélioration des relations avec la zone rebelle¹⁵⁴. Dès le 21 mai 1937, Sir George Mounsey, qui estime que la Grande-Bretagne n'agit pas dans cet engagement humanitaire « de [sa] propre initiative, mais en réponse à une pression extérieure¹⁵⁵ », recommande l'abandon de cette politique. Il estime en effet qu'en forçant le blocus rebelle pour assurer les évacuations basques, la Grande-Bretagne s'est éloignée de la politique de neutralité, d'impartialité et de non-

¹⁵⁰ Miguel Mayoral Guiu, *Evacuación y acogida en Francia de los refugiados de la guerra civil española procedentes del Frente norte, 1936-1937*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2013, p. 391.

¹⁵¹ Sur les mobilisations en faveur de l'accueil des enfants en Grande-Bretagne et en France, voir notamment : Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, *op. cit.* ; Adrian Bell, *Only for Three Months*, *op. cit.* ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*

¹⁵² Jesús J. Alonso Carballés, 1937. *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, *op. cit.*, p. 152-153.

¹⁵³ Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 79-81. Voir aussi le chapitre 8, p. 639-650.

¹⁵⁴ Carlos María Olazábal Estecha, *Pactos y traiciones. Del pacto de Bilbao al pacto de Santoña*, Bilbao, Fundación Popular de Estudios Vascos, 2009, p. 54.

¹⁵⁵ TNA, PRO, FO 371/21355, W11249/23/41, minute de Sir George Mounsey, 8 mai 1937.

intervention qu'elle s'est fixée depuis le début de la guerre civile¹⁵⁶. Lord Cranborne partage son analyse, estimant que les interventions humanitaires ne peuvent pas être séparées des questions politiques. Il considère notamment que le gouvernement britannique « est soumis à une pression constante dans ce pays pour faire ce qu'il peut afin d'alléger les souffrances du peuple espagnol, et il se peut qu'il se soit parfois égaré trop loin sur le terrain politique ». Il recommande dès lors de rééquilibrer l'action britannique en faveur du général Franco, en nommant un agent officieux à Salamanque, mais aussi en évacuant les femmes et les enfants de droite retenus à Madrid¹⁵⁷.

Cette réorientation explique les tensions grandissantes entre la France et la Grande-Bretagne sur la protection des navires de réfugiés durant la première moitié du mois de juin (voir *supra*). La pression de l'opinion publique, au moment où la chute de Bilbao apparaît éminente, a certes conduit les deux pays à maintenir leur engagement jusqu'au 15 juin. Mais la conquête de la ville basque rebat les cartes, alors que de nombreux réfugiés se sont déplacés à Santander où ils attendent d'être évacués. En effet, ni la France ni la Grande-Bretagne ne semblent prêtes à poursuivre les opérations, élevant un certain nombre de difficultés techniques. Anthony Eden éprouve ainsi « des difficultés considérables à accepter de prendre des mesures similaires » à celles de Bilbao dans le cas de Santander. Le secrétaire d'État estime en effet que les garanties ne sont plus suffisantes pour que la Grande-Bretagne assure la protection des navires espagnols, puisqu'elle ne dispose plus de consul sur place pour vérifier qu'aucun combattant n'embarque à leur bord, après le départ de Thomas Bates de Santander¹⁵⁸. Le gouvernement britannique ne serait donc plus en mesure de garantir l'impartialité de son intervention humanitaire. Le gouvernement français élève une réserve similaire, en considérant que son agent consulaire à Santander, André Van den Bronk, n'est pas en position de contrôler les embarquements. Il s'oppose donc au retour du navire espagnol *Havana* à Santander pour y prendre des réfugiés tant que cette question du contrôle des embarquements n'a pas été réglée¹⁵⁹. Dans ces conditions, le gouvernement britannique suggère à son homologue français qu'il prenne des mesures pour empêcher le débarquement

¹⁵⁶ TNA, PRO, FO 371/21292, W10096/1/41, minute de Sir George Mounsey, 21 mai 1937.

¹⁵⁷ *Ibid.*, minute de Lord Cranborne, 24 mai 1937. Sur l'évacuation des civils de droite à Madrid, voir le chapitre 7, p. 457-464.

¹⁵⁸ TNA, PRO, FO 371/21355, W11782/23/41, tél. 1198 d'Anthony Eden à Sir Eric Phipps, 17 juin 1937 ; CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1509-1512 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 17 juin 1937.

¹⁵⁹ TNA, PRO, FO 371/21355, W11838/23/41, tél. 1209 d'Anthony Eden à Sir Eric Phipps, 19 juin 1937 ; et CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1392-1394 d'Yvon Delbos à Charles Corbin, 18 juin 1937.

en France des hommes d'âge militaire et les annonce publiquement¹⁶⁰. En réalité, ces difficultés techniques apparaissent surtout comme des prétextes pour justifier un retrait progressif de la protection navale aux évacuations. Alors que le gouvernement espagnol demande au gouvernement britannique de continuer à accorder sa protection aux navires espagnols qui assurent les évacuations sur la côte cantabrique, le Foreign Office peut botter en touche. Le 19 juin 1937, Walter Roberts indique ainsi au conseiller de l'ambassade espagnole à Londres que le « gouvernement français [s'interroge] sur la possibilité d'accueillir davantage de réfugiés en France et, dans l'affirmative, sur les dispositions à prendre pour contrôler leur embarquement afin de s'assurer que les navires ne contiennent pas des combattants parmi les non-combattants ». Il ajoute qu'en « attendant qu'une décision soit prise [par le gouvernement français], la question de la protection navale britannique ne se [pose] pas¹⁶¹ ». Le Foreign Office réitère cette position à plusieurs reprises les jours suivants auprès de l'ambassade espagnole, mais aussi auprès des parlementaires d'opposition à la Chambre des Communes, qui soutiennent les appels espagnols. Il ajoute que le gouvernement français ne paraît pas disposé à recevoir davantage de réfugiés espagnols¹⁶².

Pourtant, l'exécutif français a déjà autorisé le 19 juin l'envoi et l'escorte jusqu'à Santander du *Marrakech*, affrété par le gouvernement espagnol, mais battant pavillon français¹⁶³. Néanmoins, il est vrai que le gouvernement ne cache pas son inquiétude face à la situation. Une réunion est ainsi organisée sur cette question à Matignon dès le 17 juin 1937, à laquelle participent également les services spéciaux militaires, signe de la grande nervosité que suscite cette problématique¹⁶⁴. Sur instructions d'Yvon Delbos, René Massigli et Charles Corbin s'en ouvrent d'ailleurs à leurs interlocuteurs britanniques, évoquant l'inquiétude que cause le nombre important de réfugiés arrivant en France : le gouvernement français entend dès lors reconsidérer l'accueil de nouveaux réfugiés, d'autant qu'ils représentent un « fardeau financier ». Il espère notamment que la Grande-Bretagne accepte d'en accueillir une partie sur

¹⁶⁰ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 1596-1597 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 23 juin 1937 ; TNA, PRO, FO 371/21355, W12457/23/41, tél. 1162 du Foreign Office à Sir Eric Phipps, 28 juin 1937 ; W12436/23/41, tél. 371 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 28 juin 1937 ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, aide-mémoire de l'ambassade britannique à Paris, 28 juin 1937 ; et note de René Massigli sur le « transport des réfugiés espagnols », 29 juin 1937.

¹⁶¹ TNA, PRO, FO 371/21355, W12129/23/41, minute de Walter Roberts, 19 juin 1937.

¹⁶² AGA, MAE, Paris, 54/11049, tél. 271 de Pablo de Azcárate à Ángel Ossorio y Gallardo, 28 juin 1937 ; et TNA, PRO, FO 371/21355, W12826/23/41, minute de Lord Cranborne, 30 juin 1937 ; et AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, dép. 541 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 30 juin 1937.

¹⁶³ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹², tél. d'Alexis Léger à André Van den Bronk, 19 juin 1937 ; tél. 135 d'Alexis Léger au Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine, 19 juin 1937 ; tél. 1407 d'Alexis Léger à Charles Corbin, 20 juin 1937.

¹⁶⁴ Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010, p. 134.

son territoire¹⁶⁵. Aussi le gouvernement français est-il embarrassé par les déclarations du Foreign Office auprès de l'ambassade espagnole à Londres et par les réponses d'Anthony Eden à son opposition travailliste. Charles Corbin estime en effet que les interpellations de Clement Attlee à la Chambre des Communes sur la question des évacuations « sont gênantes pour nous¹⁶⁶ ». Il s'en ouvre discrètement auprès de Lord Cranborne. Corbin lui confie « en privé que son gouvernement ne pouvait pas refuser et ne refuserait pas dans les faits les réfugiés, mais qu'il ne souhaitait pas le dire publiquement, de peur de recevoir un déferlement de personnes aux besoins desquelles il ne pourrait pas satisfaire¹⁶⁷ ». Les autorités républicaines et basques entendent en effet évacuer entre 150 000 et 200 000 réfugiés civils démunis de vivres et dont la prise en charge complique les opérations militaires¹⁶⁸. Pour le Quai d'Orsay, « il ne saurait être question d'héberger et de nourrir, même provisoirement, un tel nombre de réfugiés¹⁶⁹ ». Le Foreign Office, suivant les suggestions de l'ambassadeur espagnol Pablo de Azcárate, a pourtant bien essayé d'assouplir la position française, en proposant que les civils évacués vers des ports français soient ensuite évacués vers la Catalogne et vers Valence par le poste-frontière de Port-Bou¹⁷⁰. Mais le Quai d'Orsay et son ambassadeur à Londres doutent de la « volonté des Basques de se rendre en Catalogne¹⁷¹ ». Ils ne croient pas non plus que l'établissement d'un contrôle des réfugiés à leur arrivée empêche « le départ de combattants éventuels que nous ne saurions laisser transiter pour l'Espagne sans nous attirer des difficultés et des reproches, non seulement dans les pays hostiles au gouvernement de Valence, mais peut-être dans certaines sections de l'opinion britannique elle-même¹⁷² ».

Dans ces conditions, le Quai d'Orsay décide d'« insister auprès du gouvernement britannique pour l'organisation d'une surveillance franco-britannique au départ » des réfugiés, à Santander et Gijón¹⁷³. Le 1^{er} juillet, le gouvernement français informe ainsi le Foreign Office qu'il autorise le départ du navire espagnol *Habana* pour Santander afin d'y embarquer des réfugiés. Les hommes d'âge militaires seront exclus des bénéficiaires, et seuls les femmes

¹⁶⁵ CADN, Madrid, B, 537, GC 7/C¹¹, tél. 1392-1394 d'Yvon Delbos à Charles Corbin, 18 juin 1937 ; TNA, PRO, FO 371/21355, W11838/23/41, tél. 1209 d'Anthony Eden à Sir Eric Phipps, 19 juin 1937 ; et tél. 107 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 23 juin 1937.

¹⁶⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, dép. 541 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 30 juin 1937.

¹⁶⁷ TNA, PRO, FO 371/21355, W12826/23/41, minute de Lord Cranborne, 30 juin 1937.

¹⁶⁸ AGA, MAE, Paris, 54/11049, note du bureau commercial de l'ambassade espagnole à Paris, sans date ; AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, dép. 541 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 30 juin 1937.

¹⁶⁹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, dép. 541 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 30 juin 1937.

¹⁷⁰ *Ibid.*, note verbale n° 444 de Sir Eric Phipps au Quai d'Orsay, 22 juin 1937.

¹⁷¹ TNA, PRO, FO 371/21355, W12826/23/41, minute de Lord Cranborne, 30 juin 1937.

¹⁷² AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, dép. 541 de Charles Corbin au Quai d'Orsay, 30 juin 1937.

¹⁷³ *Ibid.*

et les enfants inscrits sur des listes préalablement visées par l'agent consulaire français, André Van den Bronk, pourront monter à bord. À leur arrivée en France, le consul britannique à Bordeaux pourra vérifier les listes avant le débarquement des réfugiés. Les femmes et les enfants ainsi évacués pourront ensuite désigner le poste-frontière par lequel ils pourront regagner l'Espagne. Sir George Mounsey comprend par ailleurs que l'escorte du *Habana* pendant le voyage serait assurée par la Marine nationale compte tenu de l'urgence de la situation. En réalité, il n'en est rien¹⁷⁴. Cette communication marque un premier infléchissement de la position française. Trois jours plus tard, le Quai d'Orsay s'efforce d'établir avec le Foreign Office une « attitude commune aux deux gouvernements ». Il précise que pour l'exécutif français, les hommes d'âge militaire « ne sauraient bénéficier de mesures exceptionnelles d'évacuation effectuées dans un but humanitaire », dont « le bénéfice [...] doit être réservé aux femmes, enfants et vieillards ». Il estime toutefois possible d'envisager l'évacuation des « blessés graves [...] sous la réserve de la gravité constatée de leur blessure qui les met dans l'impossibilité de reprendre les armes ». Les personnes ainsi évacuées seraient alors inscrites sur des listes soumises au visa de l'agent consulaire à Santander, et leur embarquement placé « sous le contrôle effectif de délégués relevant de la Croix-Rouge internationale ». Le gouvernement français suggère qu'un agent consulaire britannique soit également dépêché à Santander pour assurer un contrôle sur les embarquements sur les navires bénéficiant de la protection britannique. Il confirme que les réfugiés débarqués en France « seront dirigés sur le point de la frontière espagnole de leur choix ». Il propose également que les deux gouvernements informent les « populations intéressées [...] de l'interdiction faite à des hommes en état de porter les armes de prendre place sur les bâtiments d'évacuation » : « Si cependant des hommes d'âge militaire et ne rentrant pas dans la catégorie des grands blessés se trouvaient débarqués en France, ils seraient considérés comme ayant pénétré en situation irrégulière sur le territoire français et ils se verraient refoulés. » Enfin, le gouvernement français exprime son souhait « que les navires anglais participant à l'évacuation se dirigent autant que possible directement sur des ports du Royaume-Uni ou de pays autres que la France¹⁷⁵ ».

Le gouvernement français fait donc un pas supplémentaire pour reprendre les évacuations, mais en réalité ses propositions ne débloquent pas véritablement la situation.

¹⁷⁴ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹², tél. 1557 à 1559 d'Yvon Delbos à Charles Corbin, 30 juin 1937 ; et TNA, PRO, FO 371/21355, W12725/23/41, minute de Sir George Mounsey, 1^{er} juillet 1937.

¹⁷⁵ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, note de la direction politique du Quai d'Orsay à l'ambassade britannique à Paris, 4 juillet 1937.

L'établissement d'un contrôle des embarquements et les assurances données quant à l'accueil des réfugiés en France ne suffisent pas à convaincre le gouvernement britannique qui brandissait ces deux conditions pour justifier la suspension de la protection accordée par la Royal Navy aux navires espagnols. Aussi est-il bien ennuyé quand le gouvernement français se propose de remplir ces deux conditions sans prendre aucun engagement sur l'escorte des cargos espagnols par la Marine nationale. Dès le 6 juillet 1937, l'ambassade britannique à Paris demande ainsi que les navires de guerre français prennent le relai de la Royal Navy dans la protection des navires espagnols, et notamment du *Habana*¹⁷⁶. Cette fois encore, l'exécutif français tergiverse. L'ambassadeur britannique, Sir Eric Phipps, note que le gouvernement semble « prêt à répondre à notre demande de "coopération" [...] pour la protection des navires de réfugiés », mais qu'il n'est « cependant pas prêt à prendre entièrement en charge le *Habana* ou tout autre navire ne battant pas pavillon français¹⁷⁷ ». Yvon Delbos estime en effet qu'il « ne saurait [...] être question de substituer nos bâtiments à ceux de la Marine britannique¹⁷⁸ ». Cette réponse agace le Foreign Office, d'autant plus que la France fait machine arrière sur la protection apportée au *Habana*. Sir George Mounsey s'en plaint dans une minute le 9 juillet : « Le gouvernement français se couvre à nouveau et essaye de se retrancher derrière un accord de coopération général et vague, ce qui est précisément ce que l'amirauté ne veut pas¹⁷⁹. » Malgré les démarches entreprises par l'ambassade britannique à Paris, la position française ne bouge pas. Le 10 juillet, la direction politique du Quai d'Orsay l'informe que « les Autorités navales françaises seraient disposées à concourir à la protection en haute mer des navires espagnols effectuant le transport des réfugiés si cette protection est assurée de concert avec les bâtiments de la Marine Royale Britannique¹⁸⁰ ». Une fois de plus, la situation apparaît figée et le statu quo demeure. Les gouvernements français et britanniques ne veulent plus assurer une protection qui provoque le mécontentement des militaires rebelles, mais, sous la pression de leurs opinions publiques, aucun des deux ne veut prendre l'initiative d'un retrait unilatéral. Les marines des deux pays finissent donc par réserver leur protection aux seuls navires battant leur pavillon¹⁸¹. À la fin du mois d'août, le ministre de la Marine indique en effet à l'ambassadeur d'Espagne à Paris que si les navires français peuvent

¹⁷⁶ *Ibid.*, aide-mémoire de l'ambassade britannique à Paris, 6 juillet 1937.

¹⁷⁷ TNA, PRO, FO 371/21356, W13221/23/41, tél. 130 de Sir Eric Phipps au Foreign Office, 8 juillet 1937.

¹⁷⁸ CADN, Madrid, B, 537, GC 7/C¹², tél. 162 d'Yvon Delbos au Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine, 6 juillet 1937.

¹⁷⁹ TNA, PRO, FO 371/21356, W13129/23/41, minute de Sir George Mounsey, 9 juillet 1937.

¹⁸⁰ *Ibid.*, W13400/23/41, note de la direction politique du Quai d'Orsay à l'ambassade britannique à Paris, 10 juillet 1937.

¹⁸¹ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 144 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 156-157.

accompagner les navires espagnols dans les eaux internationales, ils ne les défendront pas en cas d'attaque de crainte de provoquer l'entrée en guerre de la France. Il recommande donc au gouvernement espagnol de recourir à des cargos français¹⁸². Face à cette situation, le gouvernement espagnol envisage d'ailleurs de vendre le cargo *Habana* au comité de solidarité britannique afin de lui faire bénéficier de la protection de la Royal Navy. Ce projet est finalement abandonné face aux risques de capture du navire par la flotte franquiste¹⁸³.

Les tergiversations franco-britanniques s'expliquent en effet par le nouveau contexte qui s'ouvre sur la côte cantabrique après la chute de Bilbao. Alors que les troupes franquistes avancent en direction de Santander et des Asturies, la portion des côtes à surveiller se réduit : le blocus exercé par la flotte rebelle devient de plus en plus effectif, d'autant que ni Santander ni Gijón ne disposent de batteries côtières capables d'assurer la protection des navires de réfugiés dans les eaux territoriales. Plusieurs navires français, britanniques comme espagnols, sont ainsi arraisonnés par les bâtiments insurgés au moment où ils tentent de rejoindre ou de quitter Santander et Gijón. Dans ces conditions, l'Amirauté britannique comme l'État-Major Général de la Marine française refusent d'adopter une attitude qui risquerait de provoquer le courroux des autorités franquistes et de donner lieu à un incident. Ils réservent la protection de la Royal Navy et de la Marine nationale aux seuls navires français et britanniques et en dehors des eaux territoriales espagnoles. Les autorités navales des deux pays recommandent alors à leurs marines marchandes de ne pas se rendre à Santander et à Gijón compte tenu des risques. De nombreux cargos attendent alors au large sous la protection des flottes françaises et britanniques une occasion pour forcer le blocus, au risque d'être appréhendés par les navires rebelles¹⁸⁴. La position de l'Amirauté et de la Marine nationale est par ailleurs renforcée par l'attitude de Jean Herbette et de Sir Henry Chilton qui expriment de nouveau leurs réticences face aux évacuations. Ils transmettent également les notes de protestation des autorités franquistes face aux violations du blocus. Ils relaient et soutiennent également leurs

¹⁸² AGA, MAE, Barcelone, « Archivo Reservado », 12/03077 RE.13, tél. 1118 d'Ángel Ossorio y Gallardo à José Giral, 27 août 1937.

¹⁸³ AGA, MAE, Londres, 54/7216, proposition de Sir George Young de transférer le vapeur *Habana* à un comité anglais ; tél. 381 de José Giral à Pablo de Azcárate, 28 juillet 1937 ; et tél. 651 de Pablo de Azcárate au ministère d'État, 28 juillet 1937.

¹⁸⁴ James Cable, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, *op. cit.*, p. 143-148 ; René Sabatier de Lachadenède, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, *op. cit.*, p. 156-159 et 427-429 ; Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », *op. cit.*, p. 78-80.

propositions d'établir, à nouveau, une zone neutre accueillant la population civile comme alternative aux évacuations¹⁸⁵.

Malgré le manque de volonté manifeste d'assurer la protection et l'accueil en France des réfugiés évacués de la côte cantabrique, de nombreux bateaux parviennent à rompre le blocus et à gagner les ports français. De la prise de Bilbao, le 19 juin 1937, à la conquête des Asturies en octobre 1937, entre 53 000 et 57 000 Basques sont ainsi évacués vers la France, auxquels il convient d'ajouter les réfugiés asturiens¹⁸⁶. Les autorités espagnoles dans la région maintiennent en outre une pression grandissante pour la réalisation de ces évacuations. Elles se plaignent au début du mois d'août de la lenteur des opérations, et demandent que 2 000 personnes soient embarquées quotidiennement en direction de la France afin de pouvoir évacuer les 170 000 réfugiés qui sont à leur charge¹⁸⁷. Cet exode s'accroît en outre à la fin du mois d'août 1937, quand le gouvernement espagnol autorise l'évacuation de tous les réfugiés de Santander sans distinction de sexe, en contradiction totale avec la politique du gouvernement français, qui entend toujours refuser le débarquement des hommes d'âge militaire¹⁸⁸. En effet, l'exécutif français alarmé par l'ampleur des flux de réfugiés — il estime que 45 000 Espagnols se trouvent alors sur son territoire — s'est efforcé de limiter davantage les évacuations¹⁸⁹. À la mi-août, le Quai d'Orsay a ainsi signifié à l'ambassade d'Espagne à Paris que les autorités portuaires n'autoriseront le débarquement en France que des « femmes, enfants et vieillards qui, avant l'embarquement, auraient pris devant les Autorités consulaires françaises l'engagement de n'emprunter le territoire français qu'en transit pour rejoindre la

¹⁸⁵ CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹¹, tél. 914 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 juin 1937 ; GC 7/C¹², tél. 918 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 18 juin 1937 ; tél. 946 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 24 juin 1937 ; tél. 955 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 juin 1937 ; CADN, Madrid, B, 568, GC 4/C², dép. 686 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 15 juillet 1937 ; TNA, PRO, FO 371/21355, W12012/23/41, dép. 432 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 23 juin 1937 ; W12099/23/41, tél. 219 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 23 juin 1937 ; et TNA, PRO, FO 371/21356, W12946/23/41, tél. 244 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 5 juillet 1937 ; W13049/23/41, tél. 245 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 6 juillet 1937 ; W13086/23/41, tél. 50 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 4 juillet 1937 ; W13585/23/41, dép. 476 de Sir Henry Chilton au Foreign Office, 8 juillet 1937.

¹⁸⁶ María Carmen Ferro Ares, Patrocinio González Marcos et José Luis Méndez estiment ainsi le nombre de Basques évacués depuis Santander et les Asturies à 53 086 personnes, quand Miguel Mayoral avance le chiffre de 57 124 personnes à partir des listes dressées par Fidel Rotaèche, chargé par Telesforo Monzón de superviser les évacuations. Miguel Mayoral précise toutefois qu'il est souvent difficile de distinguer les réfugiés basques des réfugiés provenant d'autres régions du nord de l'Espagne ; mais aussi que de nombreuses évacuations n'apparaissent pas sur les listes de Rotaèche. María Carmen Ferro Ares, Patrocinio González Marcos, et José Luis Méndez, « Vascos en Francia con motivo de la Guerra Civil española », in Josefina Cuesta Bustillo et Benito Bermejo (dir.), *Emigración y exilio. Españoles en Francia, 1936-1946*, Madrid, Eudema, 1996, p. 157 ; Miguel Mayoral Guiu, *Evacuación y acogida en Francia de los refugiados de la guerra civil española procedentes del Frente norte, 1936-1937*, op. cit., p. 187, 316 et 393.

¹⁸⁷ Javier Rubio, *La emigración española a Francia*, Barcelone, Ariel, 1974, p. 51.

¹⁸⁸ AGA, MAE, Paris, 54/11056, tél. d'Ángel Ossorio y Gallardo à Pedro Lecuona, 26 août 1937 ; et tél. Pedro Lecuona à Ángel Ossorio y Gallardo, 27 août 1937.

¹⁸⁹ Javier Rubio, *La emigración española a Francia*, op. cit., p. 51-52.

Catalogne, [...] à l'exclusion bien entendu des hommes en âge de porter les armes». Le gouvernement souhaite en effet réserver l'accueil sur le territoire français aux seuls « enfants ayant perdu leurs parents » et aux « blessés auxquels la gravité de leur état ne permet plus de reprendre les armes¹⁹⁰ ».

Mais le gouvernement français n'a en réalité pas les moyens d'appliquer complètement cette politique. Les mesures de tri mises en place à l'embarquement à Santander et Gijón se révèlent parfois insuffisantes. Certaines évacuations échappent au contrôle aux agents consulaires : tandis qu'ils ne peuvent pas superviser tous les embarquements, ces derniers s'effectuent dans certains cas sans que les listes de réfugiés ne soient soumises à leur visa — en particulier sur les cargos britanniques¹⁹¹. Jean Herbette alerte d'ailleurs le Quai d'Orsay sur le cas de l'agent consulaire à Gijón, un Espagnol qui se trouverait sous la menace des organisations ouvrières espagnoles et ne pourrait donc pas refuser certains embarquements. L'ambassadeur estime dans ces conditions que « le refus de laisser débarquer de nouveaux réfugiés en France paraît bien être la seule mesure capable de faire respecter la décision du Gouvernement français¹⁹² ». Face aux protestations des autorités françaises, qui demandent que les compagnies britanniques reçoivent l'instruction de « faire viser par les autorités consulaires françaises les listes des passagers espagnols évacués vers la France », le commandant de la flottille britannique dans le golfe de Gascogne est d'ailleurs du même avis qu'Herbette. Il confie ainsi à l'attaché naval Raymond Moullec que « le seul moyen d'arrêter le flot des réfugiés débarquant dans nos ports est que les autorités françaises refusent toute nouvelle autorisation d'entrée¹⁹³ ».

Ces suggestions ne sont néanmoins pas retenues par le gouvernement français, sous la pression de l'opinion publique¹⁹⁴. Du printemps au début de l'automne 1937, entre 120 000 et 125 000 réfugiés espagnols auraient ainsi fuit le front nord de l'Espagne pour trouver refuge en France¹⁹⁵. À partir du rapport établi par le responsable basque chargé de superviser les

¹⁹⁰ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, note de la direction politique du Quai d'Orsay à l'ambassade d'Espagne à Paris, 15 août 1937.

¹⁹¹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, dép. 762 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 6 août 1937 ; CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹², tél. d'André Van den Bronk à Jean Herbette, 13 août 1937 ; tél. 1209 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 13 août 1937 ; tél. 165 d'Alexis Léger à la Direction générale de la Sûreté nationale, 14 août 1937.

¹⁹² CADN, Madrid, B, 573, GC 7/C¹², tél. 1276 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 24 août 1937.

¹⁹³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 188, dép. 1164 du contre-amiral Godefroy à la direction politique du Quai d'Orsay, 6 septembre 1937.

¹⁹⁴ Javier Rubio, *La emigración española a Francia*, op. cit., p. 52.

¹⁹⁵ Javier Rubio, « La población española en Francia de 1936 a 1946: flujos y permanencias », in Josefina Cuesta Bustillo et Benito Bermejo (dir.), *Emigración y exilio. Españoles en Francia, 1936-1946*, Madrid, Eudema,

évacuations, Fidel Rotaèche, l'historien espagnol Miguel Mayoral avance un chiffre similaire de 119 175 réfugiés évacués du 5 mai au 25 octobre 1937¹⁹⁶. La distribution approximative des réfugiés, qu'il établit à partir des 83 126 réfugiés évacués de Bilbao, de Santander et des Asturies entre le 5 mai et le 26 août 1937, montre que l'immense majorité d'entre eux — près de 72 000, soit 87 % — appartient aux catégories dont le gouvernement français a autorisé l'entrée sur son territoire : les femmes (46 126, soit 55 %), les enfants (20 000, soit 24 %) et les hommes âgés de plus de 45 ans (6 000, soit 7 %)¹⁹⁷. Jesús J. Alonso Carballés a pour sa part donné une estimation plus haute du nombre d'enfants basques débarqués dans les ports français de mars à octobre 1937, l'évaluant à plus de 26 000 enfants¹⁹⁸. Toujours selon les chiffres de Rotaèche mobilisés par Miguel Mayoral, les réfugiés appartenant aux catégories dont l'entrée en France est interdite — hommes d'âge militaire — auraient représenté de mai à août 1937 environ 11 000 personnes, soit 13 % de l'effectif total des réfugiés répertoriés. Ils se répartissent entre deux catégories : celle des hommes de moins de 45 ans (6 000 personnes, soit 7 %), et celle des « adultes », une catégorie vague et peu opérante (5 000 personnes, soit 6 %)¹⁹⁹. Ces estimations suggèrent ainsi que les contrôles effectués lors des embarquements ont été dans l'ensemble efficaces, malgré les alertes des agents consulaires et de l'ambassadeur français. En exagérant les défaillances du contrôle effectué à l'embarquement, on peut se demander si Jean Herbette ne cherche pas à mettre fin à des évacuations qu'il désapprouve. Mais ces chiffres, incomplets, doivent être toutefois maniés avec précaution. Puisque de nombreuses évacuations échappent au contrôle des autorités françaises, britanniques, basques et espagnoles, notamment après la chute de Santander, il est possible que la proportion d'hommes en âge de combattre ait été plus élevée. Or, cette catégorie de réfugiés provoque particulièrement l'inquiétude du gouvernement français.

2. Refouler des « indésirables », rapatrier les enfants (août-septembre 1937)

Les réticences du gouvernement français à poursuivre les évacuations au nord de l'Espagne à partir du mois de juin 1937 s'expliquent en effet par la crainte que suscitent

1996, p. 38 ; Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 34.

¹⁹⁶ Miguel Mayoral Guiu, *Evacuación y acogida en Francia de los refugiados de la guerra civil española procedentes del Frente norte, 1936-1937*, op. cit., p. 396.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 393.

¹⁹⁸ Jesús J. Alonso Carballés, 1937. *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, op. cit., p. 152.

¹⁹⁹ Miguel Mayoral Guiu, *Evacuación y acogida en Francia de los refugiados de la guerra civil española procedentes del Frente norte, 1936-1937*, op. cit., p. 393.

toujours les réfugiés espagnols issus du camp républicain, que l'exécutif considère comme des « indésirables²⁰⁰ ». Si les populations civiles basques ont pu bénéficier d'un traitement plus favorable en raison de l'orientation libérale et catholique du PNV, la chute de Bilbao et les évacuations prévisibles de Santander et des Asturies réactivent les peurs d'une importation en France de la révolution et de la guerre civile. Les équilibres politiques y sont en effet différents. Après s'être entretenu avec des membres du gouvernement basque qui viennent de quitter Santander pour rejoindre Valence, le chargé d'affaires Jean Payart alerte ainsi le Quai d'Orsay que la ville « est au pouvoir des anarcho-syndicalistes qui font subir aux Basques réfugiés d'incessantes vexations²⁰¹ ». Cette inquiétude est partagée par l'exécutif français. Dès le 17 juin 1937, à l'occasion d'une réunion à Matignon sur la question des réfugiés espagnols, le ministre de l'Intérieur socialiste Marx Dormoy présente leur accueil comme « un laboratoire d'espionnage et de propagande politique²⁰² ».

Alors qu'une vague d'attentat touche la France durant l'été 1937, largement du fait des franquistes et de leurs alliés italiens et français d'extrême droite, ces derniers sont classés par défaut parmi les « attentats anarchistes²⁰³ ». L'attentat de la place de l'Étoile à Paris, le 9 septembre 1937, organisé par la Cagoule, est ainsi attribué dans un premier temps aux anarchistes²⁰⁴. Dans ces conditions, une « psychose terroriste²⁰⁵ » s'empare des services de sécurité français : l'idée d'un complot communiste et révolutionnaire ressurgit²⁰⁶. Les services de renseignement craignent à nouveau en septembre 1937 un coup de force des anarchistes catalans qui s'étendrait à la France²⁰⁷. Cette inquiétude est d'ailleurs entretenue par le consul général à Barcelone, Jacques Pingaud. Durant tout l'été, ce dernier dénonce en effet la venue en France de « policiers, syndiqués, courriers et trafiquants » liés à la Sûreté espagnole qui échappent à son contrôle, agissant à l'aide de faux passeports « portant la mission "employé de commerce" » afin de déjouer la surveillance²⁰⁸. Ces Espagnols se livreraient alors à des

²⁰⁰ Voir chapitre 7, p. 497-505.

²⁰¹ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/B⁹, tél. 385 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 19 juillet 1937.

²⁰² Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, op. cit., p. 134.

²⁰³ Pierre Salmon, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », *Conceptos*, 2020, n° 1, p. 207-221.

²⁰⁴ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008, p. 138.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008, p. 598-599.

²⁰⁷ Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, op. cit., p. 155-158.

²⁰⁸ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 381 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 1^{er} juillet 1937 ; dép. 19 juillet 1937 ; dép. 495 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 18 août 1937 ; et dép. 506 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 22 août 1937.

campagnes d'agitation politique et « à toutes sortes de provocations et d'attentats²⁰⁹ ». Dans ces conditions, le gouvernement français entreprend de refouler les réfugiés espagnols arrivés sur son territoire. Dès le 11 juin 1937, le ministère de l'Intérieur avait ainsi une instruction prévoyant la reconduite aux frontières sous 48 heures de tous les hommes âgés de 18 à 48 ans arrivés en France depuis le début de la guerre civile²¹⁰. Mais les mesures s'accroissent à la fin du mois de septembre 1937, lorsque Marx Dormoy prend la décision de procéder à l'expulsion en masse des Espagnols²¹¹. Il prescrit notamment « le rapatriement de tous les réfugiés à la charge de l'État français ou d'organismes publics, à l'exception des enfants, des malades et des blessés »; mais aussi des Espagnols employés dans certains secteurs économiques clés nécessitant une main-d'œuvre importante, comme dans la viticulture ou dans l'exploitation pinière dans les Landes²¹². De manière significative, Marx Dormoy ordonne au même moment à la police de redoubler de vigilance de façon à établir « un barrage infranchissable » à la frontière catalane²¹³. Sa décision répond donc tout autant à des motivations économiques que sécuritaires. À la fin de l'année 1937, il ne reste en France plus que 35 000 réfugiés, dont environ 10 000 enfants²¹⁴.

Le cas des enfants est en effet particulier. Après l'émotion causée par Guernica et la mobilisation en France et en Angleterre en faveur des enfants basques, leur retour en territoire rebelle apparaît comme un enjeu central de propagande et d'affirmation pour le régime franquiste. Ce dernier prétend en effet que les enfants évacués ont été enlevés à leurs parents par les autorités basques et républicaines²¹⁵. Célia Keren, qui a retracé au sein des familles le

²⁰⁹ *Ibid.*, dép. 698 de Jacques Pinguet au Quai d'Orsay, 16 novembre 1937.

²¹⁰ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2022, p. 74-75.

²¹¹ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, *op. cit.*, p. 36-39 ; Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, *op. cit.*, p. 161-162 ; Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, *op. cit.*, p. 76.

²¹² Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, *op. cit.*, p. 38.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, *op. cit.*, p. 79.

²¹⁵ La question du rapatriement des enfants évacués a été très largement traitée par l'historiographie. Voir notamment : Dorothy Legarreta, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 201-240 ; Miguel Mayoral Guiu et Jesús J. Alonso Carballés, « La repatriación de los niños del exilio. Un intento de afirmación del régimen franquista, 1937-1939 », in Javier Tusell, Susana Sueiro Seoane, José María Marín Arce et Marina Casanova (dir.), *El régimen de Franco, 1936-1975: política y relaciones exteriores*, Madrid, Uned, 1993, p. 341-350 ; Jesús J. Alonso Carballés, 1937. *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, *op. cit.*, p. 397-419 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*, p. 517-599 ; Peter Anderson, « The Struggle over the Evacuation to the United Kingdom and

processus de décision menant à l'envoi des enfants à l'étranger, a néanmoins montré que dans l'immense majorité des cas, les enfants ont été inscrits sur les listes d'évacuations par leurs parents²¹⁶. Dans leurs efforts pour obtenir le rapatriement des mineurs en zone rebelle, les autorités franquistes peuvent d'ailleurs compter sur le renfort utile du délégué apostolique, Monseigneur Idebrando Antoniutti, chargé par le Vatican d'une mission au Pays basque à la fin du mois de juillet 1937, visant notamment à aider au retour des enfants évacués²¹⁷. Très vite, ce dernier adopte le point de vue des autorités franquistes et demande le rapatriement général et de principe des enfants en Espagne²¹⁸. Mais il se heurte à la position du gouvernement français, qui souhaite que les demandes de rapatriement soient accompagnées de « toutes les garanties d'authenticité requises » : d'une part, « les demandes de rapatriement doivent être établies par les parents ou tuteurs et être revêtues de leurs signatures » ; et d'autre part « il convient [...] que les signatures des parents ou tuteurs soient légalisées par le consul de France de la circonscription intéressée²¹⁹ ».

Antioniutti et les autorités franquistes peuvent néanmoins compter sur l'appui de Jean Herbette et de René Castéran qui adoptent complètement leur point de vue. Le premier proteste contre la politique adoptée par son gouvernement. Il estime que le « principe selon lequel le rapatriement des enfants doit en règle générale être sollicité par les parents ou tuteurs est assurément inattaquable, mais il suppose que l'évacuation des enfants a été autorisée elle-même par les parents ou tuteurs ». Or, il considère qu'il « n'est nullement démontré que tous les enfants amenés d'Espagne en France aient fait ce voyage avec le consentement exprès des personnes qui exerçaient sur eux l'autorité paternelle²²⁰ ». Quant au second, il recommande de remettre à Monseigneur Antoniutti un premier contingent de 400 enfants dans l'espoir d'améliorer les relations entre la France et l'Espagne franquiste. Il estime en effet que leur « arrivée ici produirait la meilleure impression et ne manquerait pas de faciliter les rapports

Repatriation of Basque Refugee Children in the Spanish Civil War: Symbols and Souls », *Journal of Contemporary History*, 2016, vol. 52, n° 2, p. 297-318.

²¹⁶ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 331-336 et 342-384.

²¹⁷ Sa mission vise vraisemblablement aussi à faciliter un accord entre le PNV et l'Italie pour la reddition de l'armée basque à Santoña, mais aussi à préparer la reconnaissance de Franco par le Vatican. Voir notamment : Hilari Ragner Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, Barcelone, Península, 2001, p. 247-256 ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 521-561.

²¹⁸ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 540-553.

²¹⁹ CADN, Madrid, B, 572, GC 7/C⁷, dép. 656 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 22 juillet 1937 ; et tél. 422 du Quai d'Orsay à Jean Herbette, 7 août 1937.

²²⁰ *Ibid.*, dép. 775 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 août 1937.

mutuels que cette évacuation de jeunes Espagnols et surtout les récits de leur mauvaise conduite en France ont quelque peu contribué à envenimer²²¹ ».

Comme de coutume, Herbette n'hésite pas à mettre en application la politique qu'il préconise, en contradiction avec la politique de son gouvernement. Le 9 août 1937, il organise le rapatriement des 122 enfants du sanatorium de Górliz avec l'aide de Roger Tur, agent consulaire de France à Saragosse, et du chef du poste-frontière d'Irún, le commandant Julián Troncoso²²². L'intervention de l'ambassade française, qui garantit que les enfants sont réclamés par leurs parents, joue en effet un rôle déterminant pour convaincre le directeur de la colonie infantile de les remettre en vue de leur passage en Espagne²²³. Le retour de ces enfants en zone rebelle fait l'objet d'une intense propagande de la part des autorités franquistes. Elles photographient notamment leur passage à la frontière en compagnie de l'épouse de Troncoso et les font poser en train d'effectuer le salut fasciste, un drapeau de l'Espagne nationaliste à la main (voir les photographies 41 à 43). Ces photographies sont ensuite reproduites dans une brochure de propagande éditée par la députation provinciale de Biscaye²²⁴.

À la fin du mois d'août 1937, Herbette tente de reproduire ce rapatriement avec les enfants hébergés à Saint-Jean-Pied-de-Port, en étroite collaboration avec le délégué apostolique Antoniutti et l'évêque de Bayonne, Henri-Jean Houbaut²²⁵. Selon José Antonio Aguirre, un fonctionnaire français se présente en effet à la colonie infantile muni d'une lettre de l'ambassadeur français. La garantie ainsi présentée aurait alors poussé le sous-préfet de Bayonne, Pierre Daguerre, à émettre une instruction afin que 9 enfants soient remis au fonctionnaire²²⁶. En réalité, il semble que la démarche évoquée par Aguirre est en réalité effectuée par l'évêque de Bayonne. Les manœuvres connues, la délégation basque réfugiée en France et le consulat d'Espagne à Bayonne saisissent leur ambassade à Paris afin qu'elle proteste auprès du gouvernement français²²⁷. Les efforts d'Antioniutti et Herbette se heurtent néanmoins à l'opposition locale des responsables de la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, du

²²¹ *Ibid.*, dép. 113 de René Castéran à Jean Herbette, 25 août 1937.

²²² Jesús J. Alonso Carballés, 1937. *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, op. cit., p. 408-410.

²²³ AGA, MAE, Paris, 54/11239, lettre de Pedro Lecuona à Ángel Ossorio y Gallardo, 18 août 1937.

²²⁴ CADN, Madrid, B, 572, GC 7/C⁷, *Un episodio de la guerra española. Evacuación y repatriación del sanatorio de Górliz*, Bilbao, Imprenta provincial de Vizcaya, 1937.

²²⁵ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 554-557.

²²⁶ AGA, MAE, Paris, 54/11239, lettre de José Antonio Aguirre à Ángel Ossorio y Gallardo, 3 septembre 1937.

²²⁷ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, op. cit., p. 556-557.

consulat d'Espagne à Bayonne et de la délégation basque, qui refusent le rapatriement en Espagne, malgré les tentatives des autorités préfectorales pour parvenir à un accord²²⁸.

Le 1^{er} septembre 1937, une instruction du ministère de l'Intérieur donne en effet le pouvoir aux préfetures d'autoriser ou non les rapatriements²²⁹. L'ambassade est ainsi dessaisie du dossier : elle se contente progressivement de transmettre les demandes parentales authentifiées par les consuls français — en particulier après le rappel de Jean Herbette le 2 octobre 1937. Le secrétaire de l'ambassade, René Bonjean, continue néanmoins de défendre auprès du Quai d'Orsay le rapatriement des enfants, dénonçant la mauvaise volonté de la délégation basque et des comités d'accueil français. Ces derniers refuseraient de remettre les enfants en dépit des demandes de rapatriement parentales validées par les consuls français²³⁰. En effet, à partir de l'hiver 1937, « rapatrier un enfant depuis la France devient quasiment impossible et prend, dans tous les cas, de longs mois²³¹ ». Cette nouvelle réalité est surtout due à la mobilisation des autorités républicaines et des comités d'accueil en France, qui s'opposent au rapatriement et pratiquent l'obstruction, en mettant notamment en doute l'authenticité des demandes parentales. La politique du gouvernement français reste quant à elle ambiguë²³². En effet, ce dernier « ne prend pas position sur le fond du débat, légitimant le bien-fondé des évacuations ou des rapatriements », mais « ouvre simplement la voie, *au cas par cas*, à une contestation de l'authenticité de chaque réclamation²³³ ». La Grande-Bretagne adopte quant à elle une politique différente. Le gouvernement conservateur se tient en dehors du processus de rapatriement, dont la résolution est laissée au Basque Children's Committee qui a organisé l'accueil des enfants. Le Foreign Office garde néanmoins un œil attentif sur les négociations. Lord Cranborne se montre ainsi soucieux d'améliorer les relations entre la Grande-Bretagne et le général Franco, et soutient donc le retour des enfants en Espagne une fois le danger écarté. Les demandes de rapatriements envoyées par Antoniutti sont examinées par une commission indépendante nommée par le Basque Children's Committee, qui se prononce sur leur authenticité malgré le fait qu'elles n'ont pas été établies devant des représentants diplomatiques ou consulaires britanniques. Les enfants sont alors

²²⁸ *Ibid.*, p. 571-572.

²²⁹ *Ibid.*, p. 558-561.

²³⁰ CADN, Madrid, B, 572, GC 7/C⁷, dép. 531 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 25 janvier 1938.

²³¹ Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*, p. 574.

²³² *Ibid.*, p. 574-593.

²³³ *Ibid.*, p. 574.

progressivement rapatriés en Espagne au fur et à mesure des demandes parentales²³⁴. L'attitude différente des deux pays à l'égard des rapatriements s'explique alors par la bifurcation de leurs politiques à l'égard de la guerre d'Espagne.



Photographie 40 : Enfants rapatriés du sanatorium de Górliz, en compagnie d'Antonio Maseda, délégué extraordinaire pour la protection des mineurs, et de l'épouse du commandant Troncoso²³⁵.

²³⁴ Adrian Bell, *Only for Three Months*, *op. cit.* ; Célia Keren, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *op. cit.*, p. 559-560 ; Peter Anderson, « The Struggle over the Evacuation to the United Kingdom and Repatriation of Basque Refugee Children in the Spanish Civil War », *op. cit.*, p. 15-20.

²³⁵ CADN, Madrid, B, 572, GC 7/C7, *Un episodio de la guerra española. Evacuación y repatriación del sanatorio de Górliz*, Bilbao, Imprenta provincial de Vizcaya, 1937.



Photographie 41 : Enfants du sanatorium de Górliz sur le Pont international d'Irún en compagnie de l'épouse du commandant Troncoso²³⁶.



Photographie 42 : Enfants du sanatorium de Górliz effectuant le salut fasciste, brandissant le drapeau de l'Espagne franquiste²³⁷.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

II. L'humanitaire au service de l'apaisement

A. À la recherche d'une médiation internationale

1. *Le tournant de l'été-automne 1937 : la divergence franco-britannique*

L'été et l'automne 1937 marquent en effet un tournant dans la guerre civile espagnole et dans les politiques que la France et la Grande-Bretagne observent à son égard. Les autorités françaises s'inquiètent en effet de plus en plus de l'intervention des puissances fascistes aux côtés de l'Espagne franquiste, en particulier de l'Italie dont la présence en péninsule Ibérique s'est renforcée depuis le début de l'année²³⁸. La crise du Comité de Londres ouverte le 29 mai 1937, après l'incident du *Deutschland* — quand des avions républicains bombardent un navire de guerre allemand participant aux patrouilles de contrôle en Méditerranée — n'est pas de nature à rassurer les Français. Le refus de l'Italie fasciste de retirer ses troupes d'Espagne en échange de la reconnaissance des droits de belligérance maritime au général Franco provoque ainsi l'abandon, le 13 juillet 1937, du plan de contrôle établi quelques mois plus tôt, en février 1937. Tandis que la France suspend le contrôle de sa frontière pyrénéenne par des observateurs internationaux, les réunions du Comité de Londres sont suspendues jusqu'au début du mois de novembre 1937²³⁹. En août, Mussolini reconnaît publiquement dans un discours que l'Italie a violé l'accord de non-intervention, ce qui provoque un certain malaise au sein du Quai d'Orsay²⁴⁰. De fait, les inquiétudes françaises se renforcent au même moment. Convaincue du prochain envoi massif d'armements soviétiques depuis la mer Noire, la marine italienne se livre en effet depuis le 5 août 1937 à des actes de piraterie en Méditerranée de façon à asphyxier le ravitaillement dans les ports républicains²⁴¹. À ces attaques s'ajoutent également les preuves d'une collaboration croissante entre les services de renseignement franquiste dans le Sud de la France avec les services de renseignement italien et allemand, qui

²³⁸ John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, Madrid, Alianza Editorial, 1975, p. 241-250 et 272-273 ; Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2016, p. 117-118, 145-146.

²³⁹ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 100-103 ; Enrique Moradiellos, *El refugio de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001, p. 150-164 ; Sébastien Farré, « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) », in Vincent Chetail, Cédric van der Poel, Sylvie Ramel et René Schwok (dir.), *Prévention, gestion et sortie des conflits*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, p. 213.

²⁴⁰ John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, op. cit., p. 279-280.

²⁴¹ Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelone, Crítica, 2009, p. 140-143 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 106-107 ; John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, op. cit., p. 275-277.

cherchent à se procurer des informations relatives à la défense française, notamment sur ses fortifications et ses plans de mobilisations dans les Pyrénées²⁴².

Aux facteurs d'inquiétude extérieurs s'ajoute l'évolution intérieure au camp franquiste, dont l'indéfinition politique qui avait facilité son accueil favorable laisse petit à petit place à un processus de « fascisation ». Le général Franco, épaulé par son frère Nicolas et par son beau-frère Ramón Serrano Suñer, entreprend en effet d'unifier dans un parti unique placé sous sa direction les forces politiques ayant apporté leur soutien à la rébellion militaire. Il publie le 19 avril 1937 le décret d'unification qui rassemble dans une même organisation les militants phalangistes et carlistes : la Falange Española Tradicionalista y del las JONS (FET-JONS). Les autres forces politiques sont progressivement amenées à se fondre dans le nouveau parti, dans lequel les membres de l'ancienne Falange Española occupent les postes les plus importants²⁴³. Cette unification est d'ailleurs appuyée par l'Italie mussolinienne, dont les représentants et les soldats en Espagne favorisent activement le processus de fascisation du pays²⁴⁴. Cette évolution provoque une impression désagréable chez certains consuls français comme René Castéran, pourtant peu suspect d'animosité pour le camp franquiste. Dans ses « Souvenirs d'Espagne », il se plaint en effet de la Falange qui « commandait en maîtresse absolue dans toutes les villes et dans toutes les localités tombées au pouvoir des Autorités nationales », d'autant plus qu'elle manifeste une attitude de plus en plus hostile à la France²⁴⁵. En août 1937, le consul général à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres, transmet en effet au Quai d'Orsay les copies d'un discours prononcé par le délégué national à la Presse et à la Propagande, Fermín Yzurdiaga, qui comportent plusieurs passages dépréciatifs à l'égard de la France²⁴⁶. Ce discours est alors utilisé par les ministres de gauche qui s'opposent au rapprochement avec l'Espagne franquiste, défendu par Jean Herbette, mais aussi par Yvon

²⁴² Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 128-149 ; Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, op. cit., p. 578-579 ; Juan Carlos Jiménez de Aberásturi Corta et Rafael Moreno Izquierdo, *Al servicio del extranjero. Historia del servicio vasco de información (1936-43)*, Madrid, Antonio Machado Libros, 2009, p. 44 ; Pierre Salmon, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », op. cit. Voir également le chapitre 10, p. 827-830.

²⁴³ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, Barcelone, Debolsillo, 2017, p. 290-310 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica-Marcial Pons, 2007, p. 350-355 ; Ferrán Gallego, « La evolución política de la zona sublevada », in Ángel Viñas (dir.), *En el combate por la Historia. La República, la Guerra Civil y el Franquismo*, Barcelone, Pasado&Presente, 2012, p. 318-325.

²⁴⁴ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, op. cit., p. 284-285 ; Morten Heiberg, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004, p. 149-167 ; Javier Rodrigo, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, op. cit., p. 176-218.

²⁴⁵ Suite des « Souvenirs d'Espagne » de René Castéran, rédigée entre décembre 1937 et mai 1939. Je remercie son petit-fils, François Castéran, de m'avoir transmis ce document.

²⁴⁶ AGMAV, 2460,5, note 13 967 du SIFNE, 14 août 1937.

Delbos et Camille Chautemps²⁴⁷. Ils considèrent en effet que ce discours démontre que Salamanque ne suit pas une politique d'attraction envers la France, contrairement à ce qu'affirme l'ambassadeur français. Le ministre de l'Air, Pierre Cot, propose même le remplacement de Jean Herbette. L'offensive ministérielle provoque des allers-retours au sein du Quai d'Orsay, qui cherche à se renseigner sur la position officielle de Fermín Yzurdiaga. Les autorités franquistes tentent alors de distinguer le Quartier Général de Franco de la FET-JONS, mais elles ne parviennent pas à convaincre le Quai d'Orsay qui voit dans le délégué national du parti fasciste un Goebbels espagnol²⁴⁸.

Ces différents éléments renforcent la méfiance croissante que l'État-Major de l'Armée éprouve en France à l'égard de l'Italie, mais aussi de l'Espagne franquiste²⁴⁹. Progressivement, il commence à intégrer l'hypothèse d'un conflit contre l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne franquiste. Le général Gamelin confie ainsi au général Dosse la responsabilité d'établir un plan de défense de la frontière Sud-Ouest, qui envisage notamment une offensive au sud des Pyrénées afin de constituer une couverture avancée pour la frontière française²⁵⁰. Le haut-commandement français craint en effet qu'en échange de leur aide matérielle, les puissances fasciste et nazie obtiennent la concession de bases aériennes en Espagne, à partir desquelles elles pourraient attaquer la France et menacer les communications avec son empire colonial²⁵¹. Dans ces conditions, l'État-Major de l'Armée pèse pour réorienter la politique espagnole de la France, prônant une plus grande fermeté à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie, mais aussi de l'Espagne franquiste. C'est ce dont témoigne l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Ángel Ossorio y Gallardo. Dès la fin du mois d'août 1937, il informe le ministère d'État que « l'État-Major [français] s'inquiète face au danger des Pyrénées [...] et le fait

²⁴⁷ Les informateurs du SIFNE documentent en effet durant tout le mois de juillet et le mois d'août 1937 les efforts d'Yvon Delbos et de Camille Chautemps en faveur d'une reconnaissance de Franco. Les deux ministres se heurtent néanmoins à l'opposition de leurs collègues socialistes et de certains de leurs collègues radicaux, comme le ministre de l'Air, Pierre Cot. AGMAV, 2460,1, note très réservée 11 885 du SIFNE, 7 juillet 1937 ; AGMAV, 2460,2, note 12 463 du SIFNE, 19 juillet 1937 ; AGMAV, 2460,5, note 13 962 du SIFNE, 14 août 1937.

²⁴⁸ AGMAV, 2460,5, note 13 967 du SIFNE, 14 août 1937.

²⁴⁹ Sur la méfiance à l'égard de l'Italie, voir : Simon Catros, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020, p. 132-133.

²⁵⁰ Jaime Martínez Parrilla, *Las fuerzas armadas francesas ante la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Ediciones del Ejército, 1987, p. 160-164 ; Simon Catros, *Sans vouloir intervenir... Les états-majors généraux français - Armée, Marine, Armée de l'Air et Colonies - dans la prise de décision en politique étrangère, 1935-1939*, thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne, Paris, 2015, p. 490 ; Simon Catros, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, op. cit., p. 133.

²⁵¹ Peter Jackson, « Stratégie et idéologie: le haut-commandement français et la guerre civile espagnole », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2000, n° 199, p. 120.

savoir au Gouvernement²⁵² », l'alertant sur « la nécessité d'éviter la victoire de Franco²⁵³ ». Le changement d'orientation du haut-commandement français coïncide avec l'hostilité croissante de la direction du Quai d'Orsay à l'égard de l'Italie fasciste, et notamment du secrétaire général, Alexis Léger, et du directeur des Affaires politiques, René Massigli. Ils ne souhaitent pas voir les Italiens et les Allemands s'installer durablement en péninsule Ibérique²⁵⁴.

Dans ces conditions, le gouvernement français adopte des positions plus fermes face à l'Italie et à l'Espagne franquiste. Outre la suspension du contrôle international à la frontière française en juillet 1937, le ministère de l'Intérieur procède à l'expulsion de plusieurs agents des services de renseignement français en août-septembre 1937²⁵⁵. Au même moment, il propose au gouvernement britannique d'organiser une conférence internationale à Nyon pour la protection de la navigation en Méditerranée occidentale, afin de mettre fin à la piraterie italienne. À cette occasion, les deux démocraties libérales établissent des zones de patrouille dans la région et annoncent que leurs navires de guerre poursuivront les sous-marins qui attaqueront les navires marchands, faisant ainsi preuve d'une fermeté inusitée²⁵⁶. Le gouvernement français compte profiter de ce succès pour rendre plus effective la politique de non-intervention, en relançant les discussions sur le retrait des volontaires étrangers. Il évoque la possibilité d'ouvrir sa frontière aux livraisons d'armes, voire d'occuper l'île de Minorque, alors contrôlée par le gouvernement républicain, afin de maintenir le statu quo en Méditerranée face à l'Italie. Mais cette fermeté se heurte à la politique d'apaisement du gouvernement britannique (voir *infra*), à laquelle les cadres du Quai d'Orsay, qui ne sont pas prêt à abandonner la politique de non-intervention, ne veulent pas s'opposer frontalement²⁵⁷. Cependant, cela n'empêche pas le gouvernement français de poursuivre une politique de fermeté face à l'Espagne franquiste et à l'Italie.

²⁵² AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03077 RE13, tél. 1108 d'Ángel Ossorio y Gallardo à José Giral, 26 août 1937.

²⁵³ *Ibid.*, tél. 1074 d'Ángel Ossorio y Gallardo, 24 août 1937.

²⁵⁴ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008, p. 481-482 et 489-494 ; Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005, p. 414-425.

²⁵⁵ Voir chapitre 10, p. 764-765.

²⁵⁶ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 107-108 ; Michael Alpert, *A New International History of the Spanish Civil War*, 2e édition., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004, p. 144-145 ; Sébastien Farré, « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) », *op. cit.*, p. 214-215 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, Madrid, Tirant lo Blanch, 2016, p. 395-408.

²⁵⁷ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 107-112 ; Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 481-482 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, *op. cit.*, p. 143-152 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, *op. cit.*, p. 408-420.

Le ministère des Affaires étrangères prend ainsi la décision, le 2 octobre 1937, de remplacer Jean Herbette, après que la compromission de ce dernier avec les services de renseignement franquistes éclate au grand jour quand le commandant Julián Troncoso échoue à s'emparer du sous-marin républicain C-2 à Brest, et est arrêté en septembre 1937²⁵⁸. Il nomme en remplacement Eirik Labonne. Alors que ce dernier rejoint Barcelone le 20 novembre 1937, sa nomination marque une forme de réengagement français auprès de la République espagnole. Proche de la journaliste de *L'Œuvre* Geneviève Tabouis et d'Édouard Herriot, il fait preuve comme eux d'une certaine sympathie pour le camp républicain. Sa désignation est d'ailleurs accueillie avec satisfaction par l'ambassadeur espagnol à Paris, Ángel Ossorio y Gallardo. Ce réengagement reste toutefois limité par le fait que le nouvel ambassadeur poursuit officiellement la politique de non-intervention défendue par le Quai d'Orsay²⁵⁹. Mais la nomination de Labonne est aussi un signal envoyé à l'Italie fasciste, comme le signalent les services de renseignement franquistes²⁶⁰. Le diplomate, qui est un intime d'Alexis Léger, fait en effet partie de ceux qui incitent le secrétaire général du Quai d'Orsay à faire preuve de fermeté face à Mussolini²⁶¹. Du reste, le gouvernement français ne se contente pas de nommer un nouvel ambassadeur en Espagne républicaine : il ouvre *de facto* la frontière des Pyrénées aux livraisons d'armes provenant d'URSS²⁶². C'est en effet durant l'hiver 1937-1938 et le printemps 1938 que les flux d'armement sont les plus importants entre la France et l'Espagne, bien que l'ouverture de la frontière conserve un caractère incertain et intermittent, en raison notamment des réticences du Quai d'Orsay²⁶³.

Ce réengagement français est par ailleurs facilité par l'évolution de l'Espagne républicaine, qui restaure progressivement les institutions de l'État et met fin au processus

²⁵⁸ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003, p. 303-308 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 135-140 ; Nathan Rousselot, « ¿"Salvar vidas" o diplomacia paralela? Las ambigüedades de la actuación humanitaria de Jean Herbette », in Francisco Alía Miranda, Eduardo Higuera Castañeda et Antonio Selva Iniesta (dir.), *Hasta pronto, amigos de España. Las Brigadas internacionales en el 80 aniversario de su despedida de la guerra civil (1938-2018)*, Albacete, CEDOBI, 2019, p. 338-341. Voir également chapitre 10, p. 766.

²⁵⁹ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 13-18 ; Nathan Rousselot, « Entre stigmates et entorses : la cérémonie de remise de lettres de créance d'Eirik Labonne au président de la République espagnole Manuel Azaña (décembre 1937) », in Amélie Balayre, Claire Le Bras, Marie-Cécile Pineau et Nathan Rousselot (dir.), *Le diplomate en représentation (XVIe-XXe siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 72-74.

²⁶⁰ AGMAV, 1966,1, bulletin d'information adressé au général Franco, 16 octobre 1937.

²⁶¹ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, p. 491.

²⁶² Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », *op. cit.*, p. 138-139 ; Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 540-552.

²⁶³ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 552-564.

révolutionnaire. La formation du gouvernement de Juan Negrín après les affrontements fratricides de Barcelone en mai 1937 a de quoi rassurer les démocraties libérales : il exclut les organisations ouvrières (CNT-FAI, POUM, UGT) ainsi que l'aile gauche du PSOE, au profit des républicains et des socialistes modérés qui occupent les portefeuilles régaliens — avec néanmoins la participation de ministres communistes. Ainsi, le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense Nationale et de la Guerre sont occupés par des socialistes modérés proches de Negrín, Julián Zugazagoitia et Indalecio Prieto. Le ministère d'État revient à José Giral, l'un des dirigeants d'Izquierda Republicana et proche du président Manuel Azaña, tandis que le Basque Manuel de Irujo assume le portefeuille de la justice²⁶⁴. Dès sa formation, le gouvernement Negrín entreprend « une politique de rétablissement de l'ordre intérieur et de restauration du crédit extérieur de l'État républicain²⁶⁵ ». Durant tout l'été, il entreprend de réprimer les organisations révolutionnaires qui refusent la centralisation du nouveau pouvoir et la militarisation des milices. De nombreux militants anarchistes ou du POUM sont alors emprisonnés²⁶⁶. Il poursuit également les efforts de réorganisation de l'armée républicaine, qui est capable durant l'été 1937 de lancer ses premières offensives à Brunete, près de Madrid, et à Belchite, en Aragon. Ces offensives visent notamment à desserrer la pression rebelle sur les Asturies²⁶⁷. Ces efforts sont documentés et accueillis favorablement par l'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Henri Morel²⁶⁸. Mais le nouveau président du Conseil espagnol entreprend surtout une véritable offensive diplomatique en direction de la Grande-Bretagne et de la France, privilégiant des rencontres directes avec les ministres de deux pays à Paris et à Genève, en juillet et en septembre 1937, de façon à contourner le Quai d'Orsay et le Foreign Office. Il souligne les efforts entrepris tout en rappelant l'engagement libéral et démocratique de la République espagnole²⁶⁹. Ces garanties, le rétablissement de

²⁶⁴ Guy Hermet, *La guerre d'Espagne*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 145 ; Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, Barcelone, Península, 2006, p. 248-249.

²⁶⁵ Guy Hermet, *La guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 145.

²⁶⁶ François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 174-258 ; François Godicheau, « La política de orden después de mayo de 1937 y la reconstrucción del Estado », *Revista de Occidente*, 2006, n° 302-303, p. 60-79.

²⁶⁷ Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 492-515 et 525-537 ; Michael Alpert, *The Republican Army in the Spanish Civil War, 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 59-84 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, *op. cit.*, p. 67-78.

²⁶⁸ Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes / Service Historique de la Défense, 2009, p. 184-198 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, *op. cit.*, p. 73-74.

²⁶⁹ Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, *op. cit.*, p. 262-263 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, *op. cit.*, p. 33-35 ; Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », *op. cit.*, p. 136 ; David Jorge,

l'ordre intérieur et la formation d'un gouvernement modéré contribuent alors au réengagement français, d'autant que ces éléments sont rapidement confirmés par le nouvel ambassadeur Eirik Labonne qui, lors de son arrivée à Barcelone, fait l'éloge de ses nouveaux interlocuteurs :

« La présence de tels hommes à la tête du gouvernement de l'Espagne rouge est sans doute un contraste. C'est un symptôme aussi, et frappant, de l'évolution de la politique intérieure. Voilà donc, après dix-huit mois de guerre, ce gouvernement de guerre, ces armées populaires qui saluent du poing, cette foule des villes et des campagnes nivelées par la misère autant que par la doctrine, cette "canaille" de jadis, ces "hordes marxistes" d'à présent dirigées par d'authentiques professeurs d'université, par des hommes d'une grande distinction naturelle d'esprit et de manières et dépourvus de sectarisme.

[...]

Quel que soit l'avenir de l'Espagne, la forme future de son Gouvernement, notre pays ne saurait souhaiter mieux que de tels hommes à sa tête. En dépit des exigences de la politique propre du pays, de l'égoïsme sacré du Gouvernement, des dirigeants aussi pénétrés de notre culture, aussi compréhensibles de nos mobiles n'accepteraient sans doute pas d'engager leur pays dans des voies gravement contraires à nos intérêts permanents ou même à nos intérêts essentiels d'un moment. [...] ²⁷⁰ »

La francophilie que Labonne pense discerner chez les principaux ministres républicains espagnols a de quoi rassurer le gouvernement français. Elle offre un contraste saisissant avec l'hostilité observée en zone franquiste. Ce contraste est d'autant plus accentué qu'au même moment, l'URSS semble se désinvestir de l'affaire espagnole pour réorienter son effort vers la Mandchourie et la Chine, où l'intervention japonaise menace directement ses intérêts²⁷¹. Cette inflexion de la politique soviétique est signalée dès le 24 août 1937 par le chargé d'affaires à Valence, Jean Payart, qui occupait auparavant le poste de conseiller à l'ambassade de France à Moscou²⁷². Elle a de quoi rassurer le gouvernement français au moment où il se réengage auprès de la République espagnole. Le Quai d'Orsay et le haut-commandement militaire français se méfient en effet de l'URSS et sont réticents à l'idée d'un

Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial, op. cit., p. 420-447.

²⁷⁰ CADN, Madrid, B, 585, GC 1/A¹, dép. 234 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 27 novembre 1937.

²⁷¹ Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 189-200 ; Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XXe siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 160-175.

²⁷² CADN, Madrid, B, 565, dép. 169 de Jean Payart au Quai d'Orsay, 24 août 1937.

rapprochement diplomatique entre les deux pays²⁷³. Plusieurs obstacles sont ainsi levés et facilitent le réengagement du gouvernement français en faveur de la République espagnole. Néanmoins la portée de celui-ci reste limitée par la politique différente que la Grande-Bretagne emprunte au même moment.

L'arrivée au pouvoir de Neville Chamberlain, à la fin du mois de mai 1937, confirme en effet l'engagement la Grande-Bretagne dans la voie de l'apaisement et de la conciliation face aux dictatures fasciste et nazie²⁷⁴. Si les interventions allemande et italienne inquiètent aussi le gouvernement britannique, le Premier Ministre et une partie de son administration estiment qu'il est encore possible d'obtenir la neutralité de l'Espagne franquiste, mais aussi de l'Italie fasciste par une politique d'accommodement. Ainsi, Neville Chamberlain refuse de poursuivre la politique de fermeté à l'égard de l'Italie suggérée par la France après la conférence de Nyon, et nourrit l'espoir de parvenir à un accord anglo-italien²⁷⁵. Au même moment, la Grande-Bretagne normalise ses relations avec l'Espagne franquiste en nommant le 16 novembre 1937 un agent officieux à Salamanque, Sir Robert Hodgson, qui se distingue par son anticommunisme et sa sympathie pour la rébellion militaire espagnole²⁷⁶. Pourtant, cette politique d'apaisement ne fait pas l'unanimité au sein du cabinet britannique ni du Foreign Office. Anthony Eden et Robert Vansittart s'inquiètent de la présence italienne en Espagne, et souhaiteraient conditionner l'établissement de discussion bilatérale avec le régime mussolinien à un engagement préalable de sa part sur le retrait des volontaires. Neville Chamberlain et les partisans de sa politique d'apaisement estiment au contraire que ce point de discordance avec l'Italie ne doit pas être posé comme une condition préalable, car il risquerait de compromettre la reprise des discussions. Le secrétaire d'État fait par ailleurs preuve de

²⁷³ Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, op. cit., p. 485-489 ; Simon Catros, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, op. cit., p. 172-178.

²⁷⁴ La politique d'apaisement défendue par Neville Chamberlain a fait l'objet de nombreuses controverses historiographiques qui ont donné lieu à une très importante production bibliographique. La biographie rédigée par David Dutton propose une synthèse utile sur les responsabilités attribuées – ou non – à Neville Chamberlain dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale : David Dutton, *Neville Chamberlain*, Londres, Arnold, 2000. Sur les débats historiographiques autour de la politique d'apaisement britannique, voir la synthèse de Sidney Aster, « Appeasement: Before and After Revisionism », *Diplomacy & Statecraft*, 2008, vol. 19, n° 3, p. 443-480. Pour une synthèse en français de ces débats, nous renvoyons au livre de Pierre Grosser, *Pourquoi la Seconde Guerre mondiale ?*, Paris, Archipoche, 2022, p. 143-171 et 272-288.

²⁷⁵ Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 147-152 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 221-230.

²⁷⁶ Geoffrey Thompson, *Front-Line Diplomat*, Londres, Hutchinson & Co., 1959, p. 133-137 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 115-118 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 210-220 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 227-232 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, op. cit., p. 90.

compréhension face au point de vue français et se méfie du général Franco dont il ne souhaite pas une victoire rapide. Il marque sa préférence pour un allongement de la guerre grâce auquel l'Allemagne et l'Italie épuiseront leur force en Espagne. Mais Eden comme Vansittart ne parviennent pas à faire prévaloir leur point de vue. Le sous-secrétaire d'État permanent est remplacé en décembre 1937 par Alexander Cadogan, tandis qu'Eden présente sa démission le 20 février 1938. Il est remplacé par Lord Halifax, acquis à la politique d'apaisement²⁷⁷. La France et la Grande-Bretagne adoptent donc une politique divergente à l'égard de la guerre civile espagnole, ce qui n'est pas sans conséquence sur leurs conceptions de la médiation internationale.

2. La médiation internationale : du projet commun aux stratégies concurrentes

Pour comprendre les raisons pour lesquelles les projets de médiation en Espagne gagnent en importance à la fin de l'année 1937 et dans le courant de l'année 1938, il faut revenir aux premiers mois de la guerre civile. Si certains acteurs étrangers, comme Jean Herbet, envisagent déjà en août 1936 la possibilité d'un arrangement international pour mettre fin au conflit²⁷⁸, il semble que l'idée de médiation germe principalement dans un secteur centriste et libéral de l'opinion espagnole. L'un de ses principaux promoteurs est notamment Salvador de Madariaga, diplomate et ancien ministre de la Justice du gouvernement d'Alejandro Lerroux en 1934, qui s'est exilé à Genève puis à Londres au début de la guerre civile. Sous la République, il s'est particulièrement distingué par son action en faveur de la Société des Nations. Il incarne un secteur politique que certains ont désigné sous le qualificatif de « troisième Espagne », qui rejette tout à la fois Franco et l'Espagne républicaine tombée, selon eux, aux mains des révolutionnaires. Dès le mois d'août 1936, Madariaga entretient une correspondance suivie avec le secrétaire d'État britannique, Anthony Eden, dont il sollicite l'intervention en faveur de la paix²⁷⁹. Pour le diplomate espagnol, malgré l'orientation démocratique et libérale du gouvernement Giral, cette option a disparu en Espagne en raison de soulèvement militaire et de la prise de pouvoir des anarchistes et des

²⁷⁷ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 132-133 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 221-240 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, op. cit., p. 84-90.

²⁷⁸ Voir chapitre 8, p. 564-565.

²⁷⁹ Antón M. Pazos, « "My Dear de Madariaga". Correspondencia entre Madariaga e Eden en 1936 en prol dunha paz negociada na guerra civil española », *Cuadernos de estudios gallegos*, 2009, LVI, n° 122, p. 317-332 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, op. cit., p. 259-261.

communistes dans les territoires républicains²⁸⁰. La médiation suggérée vise donc à reformer un « centre » à travers la mise en place d'un gouvernement provisoire, composé de cinq personnes nommées par Madrid et de cinq personnes nommées par Burgos, sous la présidence de l'ambassadeur britannique et d'un président élu. Durant la transition, l'ordre serait assuré par l'armée et les forces de police espagnoles, encadrées par des officiers étrangers — britanniques, mexicains et argentins²⁸¹.

Plus tard, au début du siège de Madrid, Madariaga transmet à Anthony Eden, à Yvon Delbos et au dirigeant travailliste Hugh Dalton un plan de médiation qui aurait été rédigé par un journaliste espagnol de gauche²⁸². Ce plan suggère que la France et la Grande-Bretagne obtiennent, avec l'aide de l'Internationale Socialiste, le remplacement de Francisco Largo Caballero par Julián Besteiro, qui « jouit d'un grand prestige d'homme raisonnable et pondéré parmi les classes conservatrices elles-mêmes, qui aident aujourd'hui le général Franco, et, plus encore, parmi les chefs militaires eux-mêmes²⁸³ ». La formation de ce nouveau gouvernement plus modéré devrait permettre l'entrée des troupes rebelles dans Madrid, en échange de la garantie de Burgos de réfréner leurs excès. Ce plan prévoit certes l'établissement d'une dictature militaire susceptible de restaurer la paix en Espagne, mais il viserait à limiter le succès des insurgés en provoquant une scission entre les chefs militaires et les forces d'extrême droite qui leur ont donné leur appui : « Nous pouvons affirmer que les chefs militaires au début du mouvement ne voulaient pas lutter contre la république et que s'ils avaient atteint leur but plus aisément ils n'auraient pas demandé l'appui des extrémistes de droite, sachant bien que cet appui les engagerait à des concessions auxquelles ils répugnaient²⁸⁴. » Selon Madariaga, l'intervention conjointe de la France et de la Grande-Bretagne en faveur de cette médiation permettrait en outre d'éloigner les militaires insurgés de l'Allemagne et de l'Italie²⁸⁵.

Mais Salvador de Madariaga n'est pas le seul à suggérer aux démocraties libérales d'entreprendre une médiation en Espagne. Le président de la République espagnole, Manuel

²⁸⁰ TNA, PRO, FO 371/20535, W9656/62/41, lettre personnelle de Salvador de Madariaga à Anthony Eden, 18 août 1936.

²⁸¹ William Montagu-Pollock note en effet que « Madariaga est connu pour croire en l'existence d'un fort courant d'opinion "centriste" en Espagne », bien que le diplomate britannique doute pour sa part que ce « centre » a survécu à la guerre civile. TNA, PRO, FO 371/20537, W10351/62/41, lettre personnelle de Salvador de Madariaga à Anthony Eden, 24 août 1936 ; et minute de William Montagu-Pollock, 27 août 1936.

²⁸² Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 70.

²⁸³ TNA, PRO, FO 371/20548, W15838/62/41, lettre de Salvador de Madariaga à Anthony Eden, 6 novembre 1936.

²⁸⁴ *Ibid.*

²⁸⁵ *Ibid.*

Azaña, soutient dès le mois de septembre 1936 que la victoire ne peut pas être obtenue par les armes, et cherche une solution de paix. Il espère que l'intervention italienne en Espagne suscite l'inquiétude de la France et de la Grande-Bretagne, les poussant à exiger le retrait des combattants étrangers, ce qui occasionnerait une suspension des hostilités. Cette dernière établirait les bases d'une médiation internationale sous un patronage franco-britannique, qui permettrait de préserver la République et d'éviter les représailles des militaires rebelles²⁸⁶. Manuel Azaña partage avec Salvador de Madariaga une profonde défiance à l'égard des anarchistes, des communistes et des socialistes de gauche de la tendance de Largo Caballero²⁸⁷. Il récuse cependant l'existence d'une « troisième Espagne », estimant que le droit et la légalité sont de son côté — au contraire de la rébellion militaire²⁸⁸. Le président de la République sort pourtant de ses prérogatives constitutionnelles et entreprend de susciter l'intervention médiatrice de la France et de la Grande-Bretagne, sans consulter le gouvernement espagnol. À la fin du mois d'octobre 1936, il mandate le recteur de l'université de Barcelone, Pere Bosch Gimpera, pour inciter le gouvernement britannique à entreprendre une médiation internationale en Espagne. L'ambassadeur espagnol à Londres, Pablo de Azcárate, s'oppose néanmoins aux desseins de l'universitaire catalan compte tenu du caractère irrégulier et anticonstitutionnel de sa démarche²⁸⁹. Mais Manuel Azaña ne se démobilise pas. En novembre 1936, Jean Herbette transmet à Yvon Delbos une lettre personnelle du beau-frère du président de la République espagnole, Cipriano Rivas Cherif. Ce dernier suggère une action médiatrice par l'intermédiaire du Conseil de la Société des Nations, qui proposerait la suspension des hostilités et la tenue d'un plébiscite en Espagne « sous la garantie par les puissances signataires du pacte de sécurité ». L'ambassadeur français croit savoir que Rivas Cherif exprime en réalité le point de vue d'Azaña, mais doute que ce dernier soit partagé par le gouvernement de Francisco Largo Caballero²⁹⁰. En mai 1937, Azaña envoie également Julián Besteiro à Londres à l'occasion du couronnement du roi Georges VI. Le dirigeant socialiste est chargé de suggérer à Anthony Eden une nouvelle

²⁸⁶ Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín, op. cit.*, p. 295.

²⁸⁷ Manuel Azaña envisage notamment de démissionner lorsque le gouvernement Largo Caballero intègre en son sein, en novembre 1936, des ministres de la CNT-FAI. Manuel Azaña, *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales / Taurus-Santillana, 2008, vol.4 (juillet 1936-août 1940), p. 263-264.

²⁸⁸ David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial, op. cit.*, p. 267.

²⁸⁹ Pablo de Azcárate, *Mi embajada en Londres durante la guerra civil española*, Barcelone, Ariel, 2012, p. 67-71 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española, op. cit.*, p. 70-71 ; Antonio Marquina Barrio, « Planes internacionales de mediación durante la Guerra Civil », *UNISCI Discussion Papers*, 2006, n° 11, p. 230 ; Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín, op. cit.*, p. 296.

²⁹⁰ CADN, Madrid, B, 559, dép. 1193 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 novembre 1936 ; et David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial, op. cit.*, p. 261-263.

action médiatrice en Espagne²⁹¹. Enfin, la médiation est également défendue durant l'automne 1936 auprès d'Yvon Delbos par des représentants de la gauche catalane Amadeu Hurtado, Josep Maria Espanya, Ventura Gassol et Joan Casanovas²⁹².

S'ils doutent des moyens pour y parvenir, les gouvernements français et britanniques se montrent, dès le début, intéressés par ces projets de médiation. En août 1936, Anthony Eden considère ainsi qu'un « compromis est dans [l']intérêt national » de la Grande-Bretagne : « La victoire de l'un ou l'autre des deux extrêmes devrait nous déplaire au plus haut point, de sorte que nous devons nous prononcer en faveur d'un compromis chaque fois que l'occasion s'en présente²⁹³. » Le secrétaire d'État se montre en effet sensible aux arguments de Madariaga en faveur de l'émergence d'un secteur politique centriste et modéré qui serait susceptible de mettre fin à la guerre. Il partage cette aspiration avec le Quai d'Orsay. En décembre 1936, Jean Herbette évoque en ces termes le but de la diplomatie française : « mettre fin le plus tôt possible à la guerre civile d'Espagne, sans admettre qu'elle engendre ni le triomphe d'une dictature militaire ou fasciste, ni la prolongation d'un système caractérisé sur l'extermination de certaines classes sociales et par la suppression de la propriété privée individuelle²⁹⁴ ». Au même moment, un agent des services de renseignement rebelles informe des projets d'Yvon Delbos en faveur d'une « solution au problème intérieur de l'Espagne, basé sur un gouvernement de centre élargi, de Besteiro à Gil Robles, capable de sympathie internationale et de respect des libertés régionales²⁹⁵ ». La recherche de ce centre politique susceptible de mener une médiation politique en Espagne coïncide par ailleurs avec les efforts de la France et de la Grande-Bretagne pour circonscrire la guerre civile à la péninsule Ibérique. Les autorités françaises et britanniques estiment en effet que ce centre politique serait capable de préserver l'indépendance de l'Espagne, tandis que les extrêmes des deux camps constituent un point d'entrée pour les interventions étrangères — allemande et italienne pour l'extrême droite, et soviétique pour l'extrême gauche²⁹⁶. C'est à nouveau ce que suggère Herbette en décembre 1936. Selon lui, il faut représenter aux Espagnols « que s'ils poursuivent une lutte désormais sans issue, ils aboutiront uniquement à faire tomber une

²⁹¹ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 93 ; Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, op. cit., p. 296 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 40-43 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, op. cit., p. 266.

²⁹² AGMAV, 2458,4,1, note du SIFNE, 30 décembre 1936 ; et Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 71.

²⁹³ TNA, PRO, FO 371/20537, W10351/62/41, minute d'Anthony Eden, 30 août 1936.

²⁹⁴ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, tél. 1527 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 décembre 1936.

²⁹⁵ AGMAV, 2458,4,1, note du SIFNE, 30 décembre 1936.

²⁹⁶ Voir chapitre 3, p. 208-237 ; et chapitre 4, p. 251-257.

partie de leur pays sous une sorte de protectorat soviétique, et l'autre partie sous une sorte de condominium italo-allemand. De toute manière, ils perdront leur indépendance²⁹⁷. » La médiation internationale envisagée apparaît donc comme une poursuite de la politique de non-intervention.

De fait, le gouvernement français prend l'initiative de proposer à son homologue britannique une démarche de médiation conjointe à la fin du mois de novembre 1936. Cette dernière est portée par les deux démocraties libérales auprès des principales puissances en décembre 1936, mais elle se heurte non seulement à l'opposition de l'Allemagne, qui la considère irréalisable, mais aussi des principaux intéressés, le général Franco et le gouvernement républicain, qui manifestent leur opposition à tout projet de médiation²⁹⁸. Malgré cet échec, les deux pays ne perdent pas de vue l'objectif de la médiation. Leurs efforts pour mettre en place un plan de contrôle de la non-intervention et pour parvenir à un plan de retrait des volontaires étrangers doivent être examinés à l'aune de ce projet de médiation²⁹⁹. Les gouvernements français et britanniques tentent notamment d'obtenir l'appui du Vatican pour parvenir à cette médiation, ce qui conduit ce dernier à prendre part aux négociations entre les autorités franquistes, l'Italie et le gouvernement basque durant le printemps et l'été 1937. Ces initiatives sont par ailleurs appuyées par le développement des Comités pour la paix civile en Espagne qui promeuvent la réconciliation espagnole dans plusieurs pays³⁰⁰.

Après la chute du front nord, la médiation reste d'ailleurs d'actualité. La mission du nouvel ambassadeur français à Barcelone, Eirik Labonne, est largement dictée par cet objectif de médiation, au sujet duquel il consacre ses premières dépêches politiques. Il charge notamment son attaché militaire, le lieutenant-colonel Henri Morel, de sonder le sous-secrétaire à la Guerre, Antonio Fernández-Bolaños — dont il a la confiance —, sur l'attitude

²⁹⁷ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, tél. 1527 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 5 décembre 1936.

²⁹⁸ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 71-73 ; Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, op. cit., p. 139-140 ; Antonio Marquina Barrio, « Planes internacionales de mediación durante la Guerra Civil », op. cit., p. 230-234 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, op. cit., p. 258-259.

²⁹⁹ Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, op. cit., p. 140-144.

³⁰⁰ Fernando de Meer, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, Pampelune, Ediciones Universidad de Navarra, 1992 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 93 ; Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, op. cit., p. 144-149 ; Hilari Raguer Suñer, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, op. cit., p. 280-291 ; Antonio Marquina Barrio, « Planes internacionales de mediación durante la Guerra Civil », op. cit., p. 234-238 ; Sébastien Farré, « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) », op. cit., p. 217 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 132-139.

du gouvernement espagnol à l'égard de la médiation³⁰¹. Ce dernier répond à l'officier français « que personne autour de lui ne repousse le principe d'une médiation, mais qu'actuellement on peine à concevoir les conditions de sa réalisation ». Selon lui, la seule façon de rendre possible la médiation, c'est « de briser l'offensive nationaliste et de préparer une offensive gouvernementale ». Il estime en effet qu'il « faut d'abord une victoire défensive qui amènera chez l'ennemi une démoralisation profonde et fera apparaître les divisions dès à présent latentes ; puis préparer une offensive et, s'il faut négocier, le faire sous sa menace³⁰² ». L'offensive républicaine à Teruel en décembre 1937, initialement victorieuse et qui déconcerte le commandement franquiste, paraît offrir les conditions idéales pour relancer les discussions sur une médiation internationale³⁰³. S'appuyant sur le succès de l'armée républicaine dans la ville aragonaise, Léon Blum suggère en effet à l'ambassadeur britannique à Paris la réalisation d'une démarche conjointe des deux démocraties libérales afin de réaliser une médiation internationale avant le retour du beau-temps, excluant néanmoins des discussions l'Allemagne, l'Italie et l'URSS³⁰⁴.

Néanmoins, le Foreign Office décide de s'emparer du sujet le 25 janvier 1938 : l'initiative envisagée serait alors menée uniquement par la Grande-Bretagne, qui se contenterait de servir de canal de négociation entre les deux camps. Il exclut donc la France des discussions. Il souhaite en effet éliminer de cette nouvelle initiative les éléments controversés, tels que la forme du futur gouvernement de l'Espagne ou la réalisation d'un plébiscite — défendu maintes fois par le gouvernement français. Le plan britannique prévoit la partition de l'Espagne en deux, la suspension des hostilités entre les deux camps afin de réaliser un échange de prisonniers et de populations qui pourrait donner lieu par la suite à des négociations visant à rétablir l'unité du pays³⁰⁵. Le réengagement de la France auprès de la République espagnole conduit très certainement le Foreign Office à écarter sa participation au projet de médiation qu'il conçoit. Les livraisons d'armes à travers les Pyrénées sont certainement en cause. Ces dernières ne sont pourtant pas forcément incompatibles avec les projets de médiation du gouvernement français : elles visent probablement à renforcer la résistance républicaine pour contraindre l'Espagne franquiste à composer, tout en dissuadant l'Italie et l'Allemagne de poursuivre leur intervention. Pierre Salmon estime en effet que les

³⁰¹ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 18-19.

³⁰² SHD, GR, 7N 2755, rapport n° 564 du lieutenant-colonel Henri Morel au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 12 décembre 1937.

³⁰³ Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 558-576.

³⁰⁴ Antonio Marquina Barrio, « Planes internacionales de mediación durante la Guerra Civil », *op. cit.*, p. 239.

³⁰⁵ *Ibid.*

succès de l'armée républicaine à Teruel jouent aussi un rôle déterminant dans l'ouverture de la frontière française aux flux d'armement³⁰⁶. Quoiqu'il en soit, les représentants britanniques à Barcelone, Hendaye et Salamanque font part de leur scepticisme quant à la possibilité de réaliser le plan suggéré par le Foreign Office. Ils le convainquent d'attendre que de nouveaux événements se produisent en Espagne avant de le mener à bien, tout en restant attentif à un éventuel changement d'attitude de l'Allemagne et de l'Italie vis-à-vis de l'affaire espagnole, qu'il espère bien obtenir grâce à sa politique d'apaisement³⁰⁷. La bifurcation des politiques française et britannique à l'égard de la guerre d'Espagne et des puissances fascistes a donc des répercussions sur la coordination de leurs efforts en faveur de la médiation, mais aussi des efforts humanitaires qu'ils entreprennent en 1938. En effet, la médiation humanitaire apparaît dès 1936 comme un préalable nécessaire à toute médiation politique. C'est ce que suggéraient l'ambassadeur français Jean Herbette, mais aussi Salvador de Madariaga en août 1936³⁰⁸. Les agents du Foreign Office en sont en tout cas convaincus. Horace Seymour notait ainsi au même moment que « la seule méthode d'approche préliminaire » sur le terrain de la médiation politique « est la ligne humanitaire³⁰⁹ ». Son avis était repris à la fin du mois de novembre 1936 par Walter Roberts³¹⁰. C'est donc dans ce contexte que le gouvernement britannique dessine les contours, au début de l'année 1938, d'un projet d'échange général de prisonniers entre les deux camps, qui aboutit à la mise en place de la commission Chetwode.

3. La mission Chetwode : la mésentente franco-britannique³¹¹

La mission Chetwode prend son origine en novembre 1937, lorsque le gouvernement républicain demande à la diplomatie britannique de transmettre au général Franco une proposition d'échange entre les deux zones. Selon cette proposition, les insurgés s'engageraient à laisser sortir des régions du nord de l'Espagne récemment occupées toute personne, libre ou détenue, qui souhaiterait rejoindre la zone républicaine. En échange, le gouvernement républicain s'engagerait à libérer les réfugiés des ambassades et des légations

³⁰⁶ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », *op. cit.*, p. 565.

³⁰⁷ Antonio Marquina Barrio, « Planes internacionales de mediación durante la Guerra Civil », *op. cit.*, p. 240.

³⁰⁸ TNA, PRO, FO 371/20537, W10351/62/41, lettre de Salvador de Madriaga à Anthony Eden, 24 août 1936. Pour Herbette, voir le chapitre 8, p. 564-565.

³⁰⁹ TNA, PRO, FO 371/20537, W10351/62/41, minute d'Horace Seymour, 27 août 1936.

³¹⁰ TNA, PRO, FO 371/20548, W15838/62/41, minute de Walter Roberts, 30 novembre 1936.

³¹¹ Ce développement est une version remaniée et augmentée d'un article publié dans la revue *Relations internationales*. Nathan Rousselot, « Les missions Chetwode et Vincent pendant la guerre civile espagnole: un exemple d'inflation et de concurrence humanitaire? », *Relations internationales*, 2018, n° 176, p. 41-53.

étrangères à Madrid, ainsi que les militaires prisonniers³¹². L'initiative républicaine, appuyée par le Foreign Office, s'explique par les exécutions nombreuses perpétrées par les forces franquistes contre les prisonniers basques et asturiens capturés lors de la chute du front Nord. Ces exécutions, entreprises malgré les demandes britanniques et italiennes de préserver la vie des prisonniers, incitent donc le Foreign Office à adopter une politique plus active auprès des autorités franquistes. Soucieux de sauver les apparences, les insurgés s'engagent alors à faire preuve de clémence³¹³. Si le chef du cabinet diplomatique de Franco, José Antonio de Sangróniz, rejette la proposition républicaine le 23 novembre 1937, il suggère la réalisation d'un échange général de prisonniers entre les deux camps, ainsi que l'échange ou la libération mutuelle des asilés des ambassades et légations madrilènes, ainsi que la libre circulation des vieillards, des femmes et des enfants. Cette opération d'échange pourrait être placée sous supervision d'un arbitre, notamment britannique³¹⁴. Le 13 janvier 1938, l'ambassadeur espagnol à Londres, Pablo de Azcárate, transmet l'accord de principe de son gouvernement à la proposition d'échange formulée par Sangróniz, le subordonnant toutefois à deux conditions : « premièrement, que l'échange soit appliqué à l'ensemble du territoire espagnol, et pas seulement à la zone nord (Pays basque, Santander et Asturies) ; deuxièmement, que le principe de réciprocité soit strictement respecté lors de l'exécution de l'échange³¹⁵ ». Du reste, il indique que son gouvernement « est favorable à l'idée de confier la préparation et l'exécution de cet échange à un organisme international spécialement créé à cet effet³¹⁶ ».

Le Foreign Office est immédiatement satisfait de l'avancée de ces discussions. Il se félicite de la proposition de Sangróniz de désigner un arbitre, de préférence britannique, pour superviser l'échange, d'autant que le gouvernement espagnol semble y être également favorable³¹⁷. William Montagu-Pollock espère ainsi que cette nouvelle situation permettra au gouvernement britannique de retirer « les lauriers de cet important développement » humanitaire et d'obtenir « avec le temps la gratitude des Espagnols », mais surtout qu'elle

³¹² José Giral, *Año y medio de gestiones de canje*, 1938, p. 69-70 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 159 ; Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 423-424.

³¹³ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 423-424 ; Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », *op. cit.*, p. 244-245.

³¹⁴ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 424-425 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 159.

³¹⁵ TNA, PRO, FO 371/22603, W604/9/41, lettre de Pablo de Azcárate à Lord Cranborne, 13 janvier 1938.

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ Comme nous le verrons plus tard, les fonctionnaires britanniques surinterprètent en effet l'acceptation par les républicains d'un « organisme international » qui superviserait les échanges, estimant à tort qu'elle marque leur accord à la désignation d'un arbitre britannique.

placera « le Gouvernement de Sa Majesté en position, finalement et si le moment paraît opportun, de prendre l’initiative au sujet de la médiation politique³¹⁸ ». L’état des discussions initiées entre les deux camps par le biais du gouvernement britannique permet au Foreign Office d’envisager des développements politiques à cette intermédiation humanitaire, ce qui le convainc de relancer au même moment ses démarches en faveur d’une médiation (voir *supra*). Le chargé d’affaires à Barcelone, John Leche, est enthousiaste face à la perspective de désigner un arbitre britannique : « Si nous parvenons à mener à bien ce projet, cela contribuera grandement à notre popularité et à notre prestige auprès de toutes les parties concernées, tant aujourd’hui qu’à l’avenir³¹⁹. »

En revanche, son collègue à Hendaye, Geoffrey Thompson est plus réservé. Il suggère que la Grande-Bretagne n’agisse pas seule, mais s’appuie sur l’aide d’organismes extérieurs qui mèneraient directement les négociations, comme la Société des Nations ou le CICR. Outre l’expérience de ces deux organisations dans le domaine et le manque de personnel dans les postes diplomatiques britanniques en Espagne pour mener à bien les discussions, Thompson craint surtout les conséquences négatives que pourrait causer un éventuel enlisement de ce projet humanitaire. Il estime ainsi que « la participation directe du Gouvernement de Sa Majesté aux négociations n’est pas souhaitable, car sa difficulté même rend le succès extrêmement incertain et, en cas d’échec, les deux parties rivaliseraient pour en faire porter la responsabilité » : « Cela pourrait bien avoir un effet négatif sur tout effort que nous pourrions vouloir faire simultanément ou ultérieurement, dans le domaine politique³²⁰. » Il échoue néanmoins à faire valoir son point de vue, d’autant que Sir Robert Hodgson approuve, lui aussi, la nomination d’un arbitre britannique, dont le principe est d’ailleurs accepté par Sangróniz quelques jours plus tard³²¹.

Le Foreign Office est en effet déterminé à s’engager dans la voie d’une médiation politico-humanitaire qui serait menée par un arbitre britannique. Cet objectif les amène donc à réfléchir au profil qui conviendrait pour accomplir cette tâche. Plusieurs candidats sont alors envisagés. Sir Robert Hodgson suggère notamment la désignation du Brigadier-General Archibald Jack, vétéran de l’intervention britannique dans la guerre civile russe — où il a probablement rencontré Hodgson —, en raison de son « excellente connaissance de la langue

³¹⁸ TNA, PRO, FO 371/22603, W831/9/41, minute de William Montagu-Pollock, 24 janvier 1938.

³¹⁹ *Ibid.*, W1305/9/41, tél. 44 de John Leche au Foreign Office, 29 janvier 1938.

³²⁰ TNA, PRO, FO 371/22604, W1590/9/41, dép. 8 de Geoffrey Thompson au Foreign Office, 1^{er} février 1938.

³²¹ *Ibid.*, W1680/9/41, dép. 62 de Sir Robert Hodgson au Foreign Office, 2 février 1938 ; et W1882/9/41, tél. 30 de Sir Robert Hodgson au Foreign Office, 9 février 1938.

et de la mentalité espagnoles », mais aussi de ses qualités personnelles : « Il est doté d'une grande décision de caractère, de tact et de gentillesse et d'une capacité infinie de travail³²² ». Mais cette proposition ne fait pas l'unanimité au sein du Foreign Office. Alexander Cadogan semble notamment réticent et suggère d'interroger l'officier avant de considérer sa désignation, afin de ne pas prendre le risque « de faire un mauvais choix ». Le sous-secrétaire d'État permanent estime en effet que la désignation d'une personnalité indépendante ayant une certaine envergure pourrait mener les négociations, en cas de succès de l'échange, vers un projet de médiation³²³. De fait, Anthony Eden marque sa préférence pour la nomination d'un arbitre qui aurait suffisamment de prestige et d'autorité pour imposer ses décisions et pour proposer, le moment venu, une cessation des hostilités et un armistice. Il suggère notamment les noms de Winston Churchill et du Field-Marshal Philip Chetwode³²⁴. La nomination du premier est néanmoins rapidement écartée : le travail envisagé est un travail à plein temps comportant de nombreuses tâches administratives, et les agents du Foreign Office doutent que Churchill soit disposé à s'y consacrer pleinement³²⁵.

Sir George Mounsey souligne cependant les « avantages » qu'il y aurait « à distinguer les objectifs immédiats » d'une médiation humanitaire des « objectifs ultimes en vue » d'une médiation politique. La candidature, plus « modeste » du Brigadier-General Jack lui semble alors plus adaptée à l'objectif immédiat d'une médiation humanitaire, tandis que la nomination d'une personnalité plus importante pourrait intervenir dans un second temps, dans le cas où une médiation politique se profilerait. Cette personnalité serait alors placée au-dessus d'Archibald Jack. Mounsey est en effet convaincu de la nécessité de débiter le travail humanitaire « sans tambour ni trompette », de façon à ne pas éveiller les soupçons sur les finalités politiques envisagées. Il souhaite notamment éviter de « donner aux Français l'impression que nous agissons sans eux dans un domaine d'action important³²⁶ ». En effet, le Foreign Office n'ignore pas les velléités françaises d'intervenir sur cette question, mais il a décidé de prendre seul l'initiative de la médiation (voir *supra*). Sir George Mounsey est convaincu que le gouvernement britannique doit conserver cette question « entre [ses] propres mains », ce qui le conduit à rejeter également la suggestion de Geoffrey Thompson

³²² TNA, PRO, FO 371/22604, W1680/9/41, dép. 62 de Sir Robert Hodgson au Foreign Office, 2 février 1938.

³²³ *Ibid.*, minute d'Alexander Cadogan, 12 février 1938.

³²⁴ TNA, PRO, FO 371/22605, W2188/9/41, minute de Sir George Mounsey, 23 février 1938.

³²⁵ TNA, PRO, FO 371/22604, W1680/9/41, minute de William Montagu-Pollock, 9 février 1938 ; et FO 371/22605, W2188/9/41, minute de Sir George Mounsey, 23 février 1938.

³²⁶ TNA, PRO, FO 371/22605, W2188/9/41, minute de Sir George Mounsey, 23 février 1938.

d'impliquer la Société des Nations³²⁷. Mais Alexander Cadogan lui oppose qu'au contraire, la désignation d'un arbitre capable de mener aussi bien les négociations d'échange que la médiation politique serait le seul moyen « de rester discret ». Nommer quelqu'un au-dessus du Brigadier-General Jack alors que les négociations humanitaires ont déjà débuté reviendrait justement à signaler qu'il se passe quelque chose et pourrait donc compromettre la transition d'une médiation humanitaire à une médiation politique³²⁸. Le nouveau secrétaire d'État, Lord Halifax, finit par trancher en faveur du Field-Marshal Philip Chetwode, auquel il propose d'accepter la position d'arbitre le 28 février 1938, en lui indiquant clairement les développements politiques espérés :

« J'ai évoqué plus haut la possibilité que ces négociations ouvrent la voie à une forme de médiation politique. L'idée d'une médiation est, d'après nos informations, actuellement impopulaire des deux côtés, et nous sommes donc soucieux d'éviter de donner l'impression que notre initiative actuelle a ce deuxième objectif en vue, de peur que l'arbitre ne perde ainsi la confiance de l'une ou l'autre des parties en conflit, ou des deux. Mais, pour votre information strictement confidentielle, ce deuxième objectif reste néanmoins en vue, et c'est pourquoi nous tenons à ce que l'arbitre soit une personne apte et disposée à entreprendre la tâche de médiation politique, si une occasion favorable se présente³²⁹. »

Après avoir obtenu l'accord de Chetwode, le Foreign Office demande donc le 3 mars 1938 à ses représentants à Barcelone et à Salamanque de recueillir l'agrément des gouvernements républicain et franquiste pour sa désignation³³⁰.

³²⁷ TNA, PRO, FO 371/22604, W1680/9/41, minute de Sir George Mounsey, 10 février 1938.

³²⁸ TNA, PRO, FO 371/22605, W2188/9/41, minute d'Alexander Cadogan, 23 février 1938.

³²⁹ *Ibid.*, lettre de Lord Halifax au Field-Marshal Philip Chetwode, 28 février 1938.

³³⁰ *Ibid.*, W2693/9/41, tél. 60 du Foreign Office à John Leche, 3 mars 1938 ; et tél. 75 du Foreign Office à Sir Robert Hodgson, 3 mars 1938.



Photographie 43 : Field-Marshal Philip Walhouse Chetwode (juillet 1945)³³¹.

Si les autorités rebelles acceptent dès le 16 mars la nomination de Philip Chetwode, les républicains tardent néanmoins à répondre³³². Le 9 mars, le ministre d'État, José Giral, indique en effet à John Leche qu'il n'a pas encore répondu à sa communication concernant la nomination d'un arbitre « parce qu'il n'était pas au courant qu'une telle nomination avait déjà été évoquée et qu'elle devait donc être discutée au Conseil des ministres ». S'il indique y être personnellement favorable, au même titre que le ministre de la Justice Manuel de Irujo, il doute « de l'attitude des autres ministres³³³ ». Malgré la promesse de porter la question devant le conseil des ministres, le Foreign Office et John Leche sont contraints de relancer le gouvernement républicain à plusieurs reprises en mars et en avril 1938³³⁴. Ce dernier rend finalement sa décision le 24 avril : il accepte le principe d'une médiation pour les échanges,

³³¹ Photographie de Walter Stoneman. Consultée le 27 mai 2023 sur le site de la National Portrait Gallery. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/portrait/mw122568/Philip-Walhouse-Chetwode-1st-Baron-Chetwode?LinkID=mp18787&role=sit&rNo=6>.

³³² TNA, PRO, FO 371/22606, W3593/9/41, tél. 59 de Sir Robert Hodgson au Foreign Office, 19 mars 1938 ; et W4087/9/41, note verbale n° 35 du ministère des Relations extérieures à Sir Robert Hodgson, 16 mars 1938.

³³³ TNA, PRO, FO 371/22605, W3166/9/41, tél. 130 de John Leche au Foreign Office, 9 mars 1938.

³³⁴ TNA, PRO, FO 371/22605, W3166/9/41, tél. 81 du Foreign Office à John Leche, 21 mars 1938 ; FO 371/22606, W3811/9/41, tél. 184 de John Leche au Foreign Office, 23 mars 1938 ; minute de Sir George Mounsey, 18 mars 1938 ; W3852/9/41, minute de Sir George Mounsey, 31 mars 1938 ; W3852/9/41, lettre de Pablo de Azcárate à Sir George Mounsey, 21 avril 1938 ; FO 371/22607, W4378/9/41, tél. 237 de John Leche au Foreign Office, 4 avril 1938 ; et FO 371/22608, W4888/9/41, tél. 279 de John Leche au Foreign Office, 14 avril 1938.

mais il réclame que cette tâche soit confiée à une commission internationale. Selon John Leche, il accepterait qu'elle soit composée d'un représentant britannique, un représentant français et un représentant italien³³⁵. En réalité, le gouvernement espagnol ne précise pas la composition de la commission, en dehors du fait qu'il « serait très satisfait si le gouvernement du Royaume-Uni participait à un tel organisme et [qu'il] tient à souligner qu'il n'a que le plus grand respect pour la personnalité de Sir Philip Walhouse Chetwode, dont le nom a été mentionné dans ce dossier³³⁶ ». Le chargé d'affaires à Barcelone ne cache pas son agacement, et suggère que le gouvernement britannique devrait refuser cette proposition, et maintenir le principe d'un « arbitre britannique unique, de préférence Sir P. Chetwode, dont la parole serait sans appel³³⁷ ». Il suspecte l'implication de son collègue français, l'ambassadeur Eirik Labonne, dans la décision du gouvernement républicain : « c'est un intrigant, même s'il est plutôt transparent, et la France a intérêt à mettre son nez dans cette affaire, qui pourrait avoir des intérêts autres que purement humanitaires³³⁸ ».

Eirik Labonne, qui est particulièrement actif sur le terrain de la médiation (voir *infra*), a en effet eu vent au début du mois d'avril par le biais du correspondant de l'agence Havas à Barcelone du projet britannique de nommer « une personnalité chargée de mettre en œuvre un vaste système d'échanges politiques » : « Le choix de cette personnalité, dont l'Agence Havas ne connaît pas le nom, révélerait l'importance que le Gouvernement britannique attacherait à cette mission ». L'ambassadeur français suspecte alors que « sous couvert d'échanges politiques, il s'agirait peut-être en réalité d'un certain effort de médiation ». Il demande donc au Quai d'Orsay de le renseigner sur cette question. Il estime en effet que « des initiatives de ce genre [...] ne viennent pas seulement de l'Angleterre et que ce pays seul en eût le bénéfice³³⁹ ». Quelques jours plus tard, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, demande à l'ambassadeur français à Londres, Charles Corbin, de se renseigner auprès du Foreign Office sur « la portée de la mission qui aurait été confiée à Sir Philip Chetwode³⁴⁰ ». Les Britanniques sont alors contraints d'informer partiellement le gouvernement français de leur projet, sans dévoiler toutefois leur objectif politique à plus long terme :

³³⁵ TNA, PRO, FO 371/22608, W5258/9/41, tél. 303 de John Leche au Foreign Office, 24 avril 1938.

³³⁶ AGA, MAE, Burgos, 82/2931 R.756, dossier 16, note verbale du ministère d'État à John Leche, 25 avril 1938.

³³⁷ TNA, PRO, FO 371/22608, W5258/9/41, tél. 303 de John Leche au Foreign Office, 24 avril 1938.

³³⁸ *Ibid.*, W5259/9/41, tél. 307 de John Leche au Foreign Office, 25 avril 1938.

³³⁹ CADN, Londres, C, 235, 6-1-6, tél. 238 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 avril 1938.

³⁴⁰ *Ibid.*, tél. 1111 de Georges Bonnet à Charles Corbin, 13 avril 1938.

« Le gouvernement britannique compte bien entendu mettre le gouvernement français au courant, en temps utile, de tous les détails concernant cette mission et effectuer à cet effet une démarche officielle à Paris. Il n'a pas cru devoir nous en informer plus tôt parce que les négociations dont elle est l'objet ont été fort compliquées et ont semblé plus d'une fois vouées à un échec certain. [...]

Le Foreign Office a tenu à préciser qu'en tout cas il ne saurait être question d'interpréter la mission de Sir Philip Chetwode comme une tentative de médiation entre les deux camps espagnols. Sa tâche se borne strictement à trancher les différends qui peuvent se produire à propos de l'échange des prisonniers³⁴¹. »

Georges Bonnet marque alors son intérêt pour une action conjointe avec la Grande-Bretagne « sur un plan strictement humanitaire », visant à « prévenir les souffrances et les horreurs [...] que le développement des opérations militaires en Espagne [...] risque de provoquer ». Cet effort conjoint pourrait mener selon lui à « une action plus large », telle qu'un armistice honorable permettant de mettre fin au conflit, la médiation lui semblant à ce moment hors d'atteinte³⁴². Ses suggestions sont transmises par Charles Corbin au Foreign Office, qui a donc de bonnes raisons de suspecter une implication française dans le revirement du gouvernement républicain sur la désignation de Chetwode³⁴³ :

« Le gouvernement français était peut-être enclin à soupçonner que notre objectif, en proposant un arbitre britannique, était de nous mettre en position de jouer le rôle principal dans la médiation politique, et que nous le laissions délibérément de côté. Mais compte tenu des assurances catégoriques qu'ils ont récemment reçues de nous que les fonctions de Sir P. Chetwode se limiteraient à un travail d'échange, il ne devrait pas être difficile de convaincre le gouvernement français que ses propres intérêts vont dans le sens d'un soutien à notre initiative³⁴⁴. »

En réalité, le Foreign Office surestime l'implication française et sous-estime les réserves d'une partie du gouvernement espagnol face à la nomination d'un arbitre britannique. En acceptant la médiation britannique pour la réalisation d'un échange de prisonniers, le gouvernement républicain évoquait en effet la formation d'un « organisme international³⁴⁵ » : il n'a jamais approuvé officiellement la désignation d'un arbitre britannique, contrairement à

³⁴¹ *Ibid.*, tél. 989 de Charles Corbin à Georges Bonnet, 14 avril 1938.

³⁴² *Ibid.*, tél. 1119-1123 de Georges Bonnet à Charles Corbin, 15 avril 1938.

³⁴³ *Ibid.*, lettre de Charles Corbin à Georges Bonnet, 16 avril 1938.

³⁴⁴ TNA, PRO, FO 371/22608, W5260/9/41, minute de William Montagu-Pollock, 27 avril 1938.

³⁴⁵ TNA, PRO, FO 371/22603, W604/9/41, lettre de Pablo de Azcárate à Lord Cranborne, 13 janvier 1938

ce que pense le Foreign Office. Un malentendu semble en effet avoir surgi entre Lord Cranborne et l'ambassadeur espagnol à Londres, Pablo de Azcárate. Le premier aurait compris, lors d'un entretien avec Azcárate le 19 janvier, que la désignation d'un unique arbitre britannique serait acceptable pour le gouvernement républicain. Pablo de Azcárate dément, assurant au ministère d'État qu'il n'a eu de cesse de maintenir le principe d'une commission internationale dotée de pouvoir de médiation et non d'arbitrage dans ses échanges avec le Foreign Office³⁴⁶. Par ailleurs, ce dernier est induit également en erreur par José Antonio Aguirre et Manuel de Irujo qui déclarent « catégoriquement » à John Leche « que si l'échange est effectué par un médiateur britannique, il aura lieu, mais pas dans le cas contraire³⁴⁷ ». Ces derniers sont effectivement de fervents partisans d'une médiation sous les auspices britanniques, mais leur point de vue est loin d'être partagé par l'ensemble du gouvernement espagnol, à commencer par le président du Conseil, Juan Negrín. Si ce dernier n'est pas opposé au principe d'une médiation internationale, il estime que cette dernière doit être menée en position de force pour être viable. C'est pourquoi il développe une stratégie de résistance, quand ses adversaires — parmi lesquels se trouve Manuel Azaña — considèrent que la République n'a plus les moyens de résister. Ils espèrent sauver ce qui peut être sauvé par l'intermédiaire d'une intervention médiatrice française ou britannique³⁴⁸.

Le cabinet espagnol s'est en effet profondément divisé sur la question de la médiation en mars 1938. Dans le contexte de l'offensive franquiste en Aragon qui provoque l'effondrement des troupes républicaines et des intenses bombardements sur Barcelone, du 16 au 18 mars 1938, l'ambassadeur français Eirik Labonne a en effet offert les services de son gouvernement pour parvenir à une médiation devant le ministre d'État, José Giral. Ce dernier, complètement désarmé par les événements, lui fait part de ses doutes sur les capacités de résistance de l'armée républicaine, hypothéquant ainsi les efforts que Juan Negrín entreprend au même moment à Paris pour obtenir du gouvernement français l'envoi d'armes supplémentaires. Jouant sur la division du gouvernement espagnol, Labonne suggère en effet de décliner les demandes d'aide formulées par Negrín au profit d'une action de conciliation qu'entreprendraient la France et la Grande-Bretagne. Il espère ainsi renforcer la position des partisans de la médiation, à commencer par celle du président de la République Manuel Azaña, du ministre d'État José Giral, et du ministre de la Défense Nationale, Indalecio Prieto.

³⁴⁶ AGA, MAE, Burgos, 82/2931 R.756, lettre de John Leche au ministère d'État, 29 avril 1938 ; observations sur la note britannique relative aux échanges, dictées par Pablo de Azcárate, 1^{er} mai 1938 ; lettre de Julio Álvarez del Vayo à John Leche, 2 mai 1938 ; et José Giral, *Año y medio de gestiones de canje*, *op. cit.*, p. 71-72.

³⁴⁷ TNA, PRO, FO 371/22604, W1304/9/41, tél. 51 de John Leche au Foreign Office, 31 janvier 1938.

³⁴⁸ Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, *op. cit.*, p. 358-360.

Si le retour à Barcelone de Juan Negrín met fin aux tractations initiées par Labonne, l'ambassadeur français continue néanmoins de manœuvrer. Il rencontre notamment Manuel Azaña le 31 mars 1938, qui lui fait part de son opposition à la stratégie de résistance adoptée par le président du Conseil espagnol. Les initiatives de Labonne finissent par provoquer une crise ministérielle qui aboutit à l'expulsion du gouvernement Negrín, le 5 avril 1938, des principaux partisans de la médiation³⁴⁹. L'ambassadeur français porte notamment la responsabilité du renvoi d'Indalecio Prieto. Il opposait en effet le défaitisme du ministre de la Défense Nationale aux demandes d'aides que lui adressait Juan Negrín³⁵⁰.

La proposition britannique de désigner un arbitre intervient donc au mauvais moment, d'autant que le gouvernement espagnol a connaissance des projets de médiation politique que nourrit le Foreign Office. Les services spéciaux républicains ont en effet intercepté en février 1938 le plan de médiation élaboré par la diplomatie britannique un mois plus tôt (voir *supra*)³⁵¹. Dans ce contexte, la désignation d'un arbitre britannique dont les décisions seraient sans appel éveille les soupçons, d'autant plus que la Grande-Bretagne débute au début du mois de mars des discussions diplomatiques avec l'Italie. Ces discussions aboutissent à la signature d'un accord anglo-italien le 16 avril 1938 par lequel les deux pays s'accordent sur le maintien du statu quo en Méditerranée, la Grande-Bretagne acceptant implicitement la présence militaire italienne en Espagne jusqu'à la victoire de Franco³⁵². L'ambassadeur espagnol à Londres, Pablo de Azcárate, apparaît particulièrement opposé à l'idée d'accepter un arbitre britannique dans ces conditions. Évoquant une lettre qu'il a adressée au nouveau ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo le 7 avril 1938, il réitère son point de vue le 1^{er} mai. Il indique que si « les circonstances politiques et le gouvernement anglais n'avaient pas changé, il aurait été possible d'accepter [...] un médiateur britannique (en aucun cas un arbitre) ».

³⁴⁹ Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 264-273 ; Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, op. cit. ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015, p. 418-436 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », op. cit., p. 19-20.

³⁵⁰ Julián Zugazagoitia, *Guerra y vicisitudes de los españoles*, Barcelone, Tusquets Editores, 2001, p. 411-431 ; Juan Negrín, *Textos y discursos políticos*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2010, p. 388.

³⁵¹ AGA, MAE, Barcelona, archives personnelles de Manuel Azaña, 12/03199 RE135, dossier 11, lettre d'Indalecio Prieto à Manuel Azaña, 22 février 1938. Il transmet les copies de rapports des services spéciaux de son ministère.

³⁵² John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, op. cit., p. 314-315 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 146-147 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000, p. 385-387 ; Enrique Moradiellos, *El refugio de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, op. cit., p. 193-194 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 273-279 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, op. cit., p. 97.

Néanmoins, « après l'accord anglo-italien, dont l'élaboration est ouvertement favorable aux rebelles et aux envahisseurs espagnols, il n'y a pas de raison de continuer à lui accorder la même confiance³⁵³ ». Du reste, la personnalité du Field-Marshal Philip Chetwode n'est pas de nature à rassurer le gouvernement républicain. Dès le 23 mars, John Leche est en effet informé par Manuel de Irujo que plusieurs objections ont été élevées au sein du cabinet espagnol à l'égard de son affiliation politique³⁵⁴. Chetwode est en effet un militaire et un membre du parti conservateur britannique, ce qui le rendrait plus enclin à favoriser le camp franquiste³⁵⁵. Par ailleurs, selon Eirik Labonne, « le gouvernement espagnol s'est étonné et s'inquiète un peu du titre d'arbitre donné à Sir Philip » et « pense qu'un personnage aussi important n'aurait pas été désigné [...] si le Foreign Office n'avait quelques vues sur les développements possibles de cette tâche³⁵⁶ ». En fait, la proposition d'une commission internationale au sein de laquelle Chetwode pourrait représenter la Grande-Bretagne a été formulée sous la pression des nationalistes basques et catalans comme un moyen d'éviter le rejet de la proposition britannique³⁵⁷. C'est en tout cas ce que déclarent les délégués du gouvernement basque et de la Généralité catalane à Londres³⁵⁸. Le représentant basque, José Ignacio Lizaso, recommande d'ailleurs au Foreign Office de ne pas céder devant le gouvernement espagnol : « Nous pensons qu'un peu de pression, exercée peut-être par le gouvernement britannique, convaincrat le gouvernement républicain que la seule nomination de Sir Philip Chetwode produirait rapidement des résultats tout à fait satisfaisants, à tous points de vue³⁵⁹. »

Le Foreign Office se trompe donc en attribuant à Eirik Labonne et au Quai d'Orsay l'origine des réticences du gouvernement républicain. Pour autant, il invite dès le 28 avril son ambassadeur à Paris à réaliser une démarche auprès du gouvernement français afin de le convaincre d'apporter son appui à la désignation « d'un seul arbitre britannique », et à donner à Labonne l'instruction d'appuyer lui aussi le point de vue britannique à Barcelone³⁶⁰. Alexander Cadogan redouble cette démarche le lendemain directement auprès du secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, alors en visite à Londres. Ce dernier paraît « ignorer

³⁵³ AGA, MAE, Burgos, 82/2931 R.756, dossier 16, tél. 200 de Pablo de Azcárate au ministère d'État, 1^{er} mai 1938.

³⁵⁴ TNA, PRO, FO 371/22606, W3811/9/41, tél. 184 de John Leche au Foreign Office, 23 mars 1938.

³⁵⁵ *Ibid.*, W3852/9/41, tél. 191 de John Leche au Foreign Office, 23 mars 1938.

³⁵⁶ CADN, Londres, C, 235, 6-1-6, tél. 336 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 30 avril 1938.

³⁵⁷ AGMAV, 69,8,1, lettre de José Antonio Aguirre à José María Lasarte, 30 avril 1938.

³⁵⁸ TNA, PRO, FO 371/22608, W5389/9/41, lettre de José Ignacio Lizaso à Sir George Mounsey, 26 avril 1938 ; et W5509/9/41, lettre de Josep Maria Batista i Roca à Walter Roberts, 28 avril 1938.

³⁵⁹ *Ibid.*, W5389/9/41, lettre de José Ignacio Lizaso à Sir George Mounsey, 26 avril 1938.

³⁶⁰ *Ibid.*, W5260/9/41, tél. 87 du Foreign Office à Sir Eric Phipps, 28 avril 1938.

ce qui s'était passé » et ne pense pas « que son gouvernement ferait pression pour la nomination d'une commission française³⁶¹ ». De fait, Léger informe aussitôt Eirik Labonne des « vives objections » que suscite chez le gouvernement britannique le « désir manifesté par les Autorités espagnoles de voir substituer à l'activité personnelle du Maréchal Chetwode l'action d'une commission internationale ». Il lui demande donc « d'appuyer auprès du ministère d'État la demande du chargé d'affaires d'Angleterre », qui « a reçu l'instruction d'insister à nouveau pour que le gouvernement retire les objections qu'il avait formulées contre la désignation de l'arbitre anglais unique³⁶² ». Labonne s'exécute aussitôt, mais les démarches qu'il entreprend ne donnent aucun résultat. Le sous-secrétaire d'État espagnol aux Affaires étrangères, José Quero Morales, indique en effet à l'ambassadeur français que « le gouvernement espagnol maintient son point de vue et insiste pour la création d'une Commission internationale dont ferait partie un délégué britannique » : « Il a ajouté que le gouvernement de Barcelone avait donné son accord à la proposition anglaise initiale qui prévoyait un organisme doté de pouvoirs de médiation et éventuellement d'arbitrage, mais qu'il ne pouvait consentir à l'octroi à un délégué unique de pouvoirs aussi étendus³⁶³. » John Leche avait également confirmé quelques jours plus tôt que le gouvernement espagnol maintenait sa position et demandait l'instauration d'une commission internationale. Cette inflexibilité le conduit donc à recommander au Foreign Office d'infléchir sa position : « Comme vous le savez, je considère qu'un arbitre britannique unique serait infiniment préférable, mais, compte tenu de l'attitude du gouvernement espagnol, je pense que nous ne pouvons qu'acquiescer puisqu'il semble qu'un véritable malentendu se soit produit lors de la conversation entre Lord Cranborne et l'ambassadeur d'Espagne³⁶⁴. » Son avis est partagé au sein du Foreign Office qui ne voit pas d'autre solution que d'accepter la position du gouvernement espagnol pour poursuivre les négociations³⁶⁵. John Leche est donc chargé de se renseigner sur les demandes précises de ses interlocuteurs à Barcelone³⁶⁶ :

« Dans ces conditions le gouvernement de Sa Majesté sera ravi d'apprendre (1) combien d'arbitres le gouvernement espagnol envisage (2) s'il a en vue des candidats ou des nationalités particulières (3) qui il souhaite voir présider [...] (4) par qui les

³⁶¹ *Ibid.*, W5652/9/41, note d'Alexander Cadogan, 30 avril 1938.

³⁶² CADN, Londres, C, 235, 6-1-6, tél. 214 d'Alexis Léger à Eirik Labonne, 4 mai 1938.

³⁶³ TNA, PRO, FO 371/22609, W6033/9/41, note du Quai d'Orsay à Sir Eric Phipps, 9 mai 1938.

³⁶⁴ *Ibid.*, tél. 341 de John Leche au Foreign Office, 6 mai 1938.

³⁶⁵ *Ibid.*, minute de Richard A. Butler, 11 mai 1938.

³⁶⁶ *Ibid.*, tél. 149 du Foreign Office à John Leche, 13 mai 1938.

arbitres seront nommés (5) où les arbitres résideront et quelle sera leur organisation (6) qui prendra en charge les dépenses des arbitres³⁶⁷. »

La réponse du gouvernement espagnol est communiquée à John Leche le 26 mai 1938. Le conseil des ministres suggère ainsi que la commission soit formée de « trois membres, un Anglais, un Américain, un Français ou un Scandinave ». John Leche précise à ce sujet que « l'adhésion française a été demandée avec insistance par l'ambassadeur de France ». Le président « sera élu par les membres de la commission », tandis que les « membres seront nommés par le Roi. En cas de refus de Sa Majesté, le président des États-Unis devrait être invité à nommer la commission ». Le gouvernement espagnol accepte également que la « Commission [ait] les pleins pouvoirs pour proposer, négocier et exécuter les échanges ». Il propose également que « cinquante pour cent minimum » des dépenses soient « à la charge du gouvernement français ». Le chargé d'affaires considère cet arrangement « aussi satisfaisant que possible puisqu'un seul arbitre est hors de cause » : il y voit même « une sorte de triomphe ». Il précise toutefois que les représentants basques, qui ont appuyé le point de vue britannique, « espèrent que c'est un Scandinave et non un Français qui sera choisi ». Leche partage leur préférence, « d'autant plus que l'ambassadeur français a manifestement intrigué tout seul³⁶⁸ ». Le chargé d'affaires britannique estime en effet que la présence d'un délégué français au sein de la commission n'est en réalité pas souhaitée à Barcelone, si elle peut être évitée : « La possibilité d'un Français a été incluse pour que l'ambassadeur de France reste tranquille. Il a manœuvré tout au long des négociations et a, si j'ai bien compris, beaucoup gêné le gouvernement³⁶⁹. »

Eirik Labonne, informé dès la fin du mois d'avril de la préférence du gouvernement espagnol pour une commission internationale, a montré un certain intérêt pour l'inclusion d'un membre français. Alors que Julio Álvarez del Vayo lui fait part du souhait de son gouvernement « que la mission de Sir Chetwode ne restât pas seulement anglaise, mais fût complétée par des personnalités des États-Unis et des Pays scandinaves », il s'étonne que le ministre d'État « ne [suggère] pas et ne [mentionne] même pas l'adjonction de membres français » : « Vous estimerez sans doute que la présence de personnalités françaises pourrait entraîner quelques complications ? » Le ministre s'en est défendu, mais faiblement ». Julio Álvarez del Vayo est visiblement ennuyé par la question de l'ambassadeur français, auquel il

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ *Ibid.*, W6409/9/41, tél. 366 de John Leche au Foreign Office, 26 mai 1938.

³⁶⁹ *Ibid.*, W6920/9/20, tél. 373 de John Leche au Foreign Office, 30 mai 1938.

fait valoir qu'on « jugera peut-être que ce labour spécial, dans les circonstances actuelles, relève plutôt de Nations comme l'Angleterre, les États-Unis ou les Pays scandinaves³⁷⁰ ». Le cabinet espagnol, probablement échaudé par les manœuvres entreprises par Labonne en faveur d'une médiation en mars-avril 1938, qui avaient abouti à une crise gouvernementale (voir *supra*), ne voit certainement pas d'un bon œil cette nouvelle intromission³⁷¹. Pour autant, l'ambassadeur français ne renonce pas à l'inclusion d'un membre français. En effet, « il ne [lui] paraît guère douteux que le Gouvernement de Barcelone regarde en cette affaire beaucoup plus loin et qu'il laisse place à des développements d'ordre politique³⁷² ». Alors qu'il entend jouer un rôle actif en faveur d'une médiation en Espagne, il fait donc tout son possible pour que la France ait son mot à dire dans ce dossier, d'autant qu'il considère que depuis la signature de l'accord anglo-italien « les chances de l'Angleterre comme médiateur ont, au moins de ce côté-ci, sensiblement diminué³⁷³ ». Il informe en effet le Quai d'Orsay que le gouvernement espagnol « demeure [persuadé] que la mise en œuvre de la politique de M. Chamberlain implique le sacrifice de l'Espagne républicaine aux possibilités de défense d'un certain statut en Europe centrale et à un certain apaisement de la tension internationale tel qu'on le désire à Londres³⁷⁴ ». Nous pouvons néanmoins nous demander si Labonne ne défend pas ici son point de vue, sous couvert d'exposer la position du gouvernement espagnol. L'ambassadeur français est en effet un fervent partisan d'une politique de fermeté à l'égard de l'Italie fasciste, et il ne voit probablement pas d'un bon œil la politique d'apaisement défendue par le Premier Ministre britannique. C'est pourquoi il s'efforce d'intégrer la France à la commission proposée par le gouvernement espagnol, de façon à s'assurer qu'elle ne soit pas écartée des discussions. Labonne estime en effet que face à la diminution des « chances de l'Angleterre comme médiateur », le « devoir de sollicitude de la France s'en trouve accru d'autant ». Il entend d'ailleurs jouer un rôle moteur dans ces négociations : « Avec le bénéfice des contacts de mois passés, de cette épreuve de circonspection et avec autant de vigilance que possible, Votre Excellence peut être assurée que je porte de mon mieux mes soins vers une si désirable orientation³⁷⁵. »

Les manœuvres de Labonne dénoncées par Leche sont donc avérées. Mais une fois encore, on aurait tort de surestimer son influence dans le déroulement des négociations. La

³⁷⁰ CADN, Londres, C, 235, 6-1-6, tél. 363-367 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 26 avril 1938.

³⁷¹ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 19-20.

³⁷² CADN, Londres, C, 235, 6-1-6, tél. 363-367 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 26 avril 1938.

³⁷³ CADN, Madrid, B, 591, tél. 410-415 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 17 mai 1938.

³⁷⁴ *Ibid.*, tél. 416 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 21 mai 1938.

³⁷⁵ *Ibid.*, tél. 410-415 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 17 mai 1938.

position du gouvernement espagnol semble principalement dictée par son ambassadeur à Londres, Pablo de Azcárate. C'est lui qui propose une commission présidée par un Américain ou un Anglais et composée de trois membres de nationalité « britannique, française, américaine et scandinave », qui seraient désignés par le président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt³⁷⁶. L'inclusion d'un membre français est donc bien envisagée par certains responsables républicains, indépendamment des démarches menées par Labonne. Encore une fois, le jugement de John Leche quant au désir du gouvernement de Barcelone d'écartier la participation française à la commission d'échange semble se fonder essentiellement sur les réticences exprimées par les représentants basques avec lesquels il entretient d'excellentes relations. Il estime en effet que les « Basques [...] ont été des piliers » pour le point de vue britannique dans les négociations qu'il a entrepris en faveur de la mission Chetwode³⁷⁷. José Antonio Aguirre marque d'ailleurs sa préférence pour la désignation d'un représentant nord-américain et d'un représentant belge, plutôt que français³⁷⁸. Il est en outre particulièrement hostile à la politique prônée par Pablo de Azcárate. Il fustige ainsi les « interférences stupides » de l'ambassadeur espagnol³⁷⁹.

Quoi qu'il en soit, le Foreign Office prend d'abord le temps de s'assurer que le roi George VI accepte de désigner les membres de la commission internationale comme le suggère le gouvernement républicain. Une fois cet accord obtenu vers la mi-juin 1938, il entreprend de recueillir l'avis du gouvernement de Burgos³⁸⁰. Mais les Britanniques ne sont pas prêts à défendre l'inclusion d'un représentant français, dont ils craignent qu'il puisse être « à l'origine de frictions non seulement avec les nationalistes, mais aussi avec les républicains³⁸¹ ». Aussi le Foreign Office indique-t-il à son représentant à Salamanque le rejet par le général Franco de l'inclusion d'un représentant français à cette commission leur « épargnerait un possible embarras³⁸² ». Ses espoirs sont exaucés. Le gouvernement franquiste approuve le principe d'une commission internationale, mais refuse la désignation de représentants français ou scandinaves, dont les gouvernements ne l'ont pas reconnu. Le duc d'Albe, le représentant franquiste à Londres, fait en effet savoir que son gouvernement est

³⁷⁶ AGA, MAE, Burgos, 82/2931 R.756, dossier 16, tél. 219 de Pablo de Azcárate au ministère d'État, 20 mai 1938.

³⁷⁷ TNA, PRO, FO 371/22609, W6739/9/41, tél. 366 de John Leche au Foreign Office, 26 mai 1938.

³⁷⁸ AGMAV, 69,8,1, lettre de José Antonio Aguirre à José María Lasarte, 30 avril 1938.

³⁷⁹ *Ibid.*, lettre de José Antonio Aguirre à José María Lasarte, 8 mai 1938.

³⁸⁰ TNA, PRO, FO 371/22609, W6906/9/41, minute de Walter Roberts, 17 juin 1938.

³⁸¹ *Ibid.*, W5801/9/41, tél. 341 de John Leche au Foreign Office, 6 mai 1938.

³⁸² *Ibid.*, W6906/9/41, tél. 186 du Foreign Office à Sir Robert Hodgson, 22 juin 1938.

prêt à accepter des représentants de pays l'ayant reconnu *de jure* ou *de facto*³⁸³. Finalement, le ministère des Relations extérieures à Burgos affiche une position un peu plus conciliante, suggérant la formation d'une commission composée d'un représentant britannique et de deux représentants choisis respectivement par Burgos et Barcelone. Le gouvernement franquiste envisage notamment de proposer un représentant italien ou allemand, mais marque son refus d'inclure un représentant soviétique³⁸⁴. Cette nouvelle proposition provoque un certain embarras au sein du Foreign Office, qui craint que le gouvernement républicain n'accepte pas cette formule. Il la transmet néanmoins, en suggérant au cabinet espagnol d'accepter à défaut d'une commission internationale, une commission purement britannique composée de plusieurs membres. Face à l'allongement des négociations, le Foreign Office semble en effet sur le point de jeter l'éponge et de renoncer à ce projet d'échange de prisonniers³⁸⁵. Mais le gouvernement républicain accepte finalement le 27 juillet 1938 que les trois membres de la commission soient désignés par la Grande-Bretagne³⁸⁶. Cette formule est également acceptée par le gouvernement de Burgos le 8 août 1938³⁸⁷.

Le gouvernement britannique peut donc annoncer la constitution de la commission présidée par le Field-Marshal Philip Chetwode, et sa prochaine installation à Toulouse. L'officier britannique peut compter sur l'aide de deux autres officiers de liaison, qui sont envoyés à Burgos et à Barcelone en qualité d'attachés honoraires des deux représentations britanniques locales³⁸⁸. À Burgos, il désigne le lieutenant-colonel retraité Mosley, du Wiltshire Regiment, et à Barcelone Howard Denys Russell Cowan, consul démissionnaire en 1920. À Toulouse, Chetwode peut par ailleurs compter sur le concours du colonel Robert Alistair Hay, officier d'active des Royal Engineers, et de H. Charles Dick, consul à la retraite élevé temporairement au rang de consul général³⁸⁹. Ce dernier est par la suite remplacé par l'Air Commodore MacNeece Foster³⁹⁰. La commission commence aussitôt à fonctionner. Dès le 22 août, Denys Cowan se rend ainsi à Barcelone, bientôt rejoint par Sir Philip Chetwode, qui rend visite au gouvernement républicain en septembre 1938, avant de se rendre auprès du

³⁸³ TNA, PRO, FO 371/22610, W8572/9/41, minute de Walter Roberts, 28 juin 1938.

³⁸⁴ *Ibid.*, W8538/9/41, tél. 144 de Sir Robert Hodgson au Foreign Office, 29 juin 1938 ; et W8710/9/41, note verbale n° 144 du ministère des Relations extérieures à Sir Robert Hodgson, 28 juin 1938.

³⁸⁵ TNA, PRO, FO 371/22611, W9223/9/41, minute de William Montagu-Pollock, 6 juillet 1938.

³⁸⁶ *Ibid.*, W10150/9/41, tél. 476 de John Leche au Foreign Office, 27 juillet 1937.

³⁸⁷ *Ibid.*, W10668/9/41, tél. 187 de Sir Robert Hodgson au Foreign Office, 8 août 1938.

³⁸⁸ *Ibid.*, tél. 253 du Foreign Office à Sir Robert Hodgson et à John Leche, 11 août 1938.

³⁸⁹ *Ibid.*, W10597/9/41, lettre de L. R. Sherwood à P. G. Inch, 11 août 1938.

³⁹⁰ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », *op. cit.*, p. 247.

général Franco en octobre 1938³⁹¹. Mais comme nous le verrons, l'entrée en fonction tardive de la commission Chetwode compromet ses chances de succès. Lorsqu'elle commence à agir, la situation politique en Espagne et en Europe a bien changé, et l'objectif de médiation n'est plus à l'ordre du jour.

La politique d'apaisement initiée par Neville Chamberlain et Lord Halifax, qui se manifeste par la signature en avril 1938 de l'accord anglo-italien, a en effet suscité la méfiance du gouvernement républicain, ralentissant considérablement les négociations. Du reste, la divergence politique franco-britannique n'a pas arrangé les choses. En souhaitant garder le Quai d'Orsay dans l'ignorance de ses projets de médiation, le Foreign Office a empêché les deux pays de coordonner leurs efforts en faveur d'un objectif commun de médiation. Le Foreign Office, engagé dans sa politique d'apaisement, n'a en effet pas souhaité tenir compte des inquiétudes françaises à l'égard de l'engagement italien en Espagne. Il s'agace au contraire de l'ouverture de la frontière française au trafic d'armes, qui compromet la politique d'apaisement qu'il tente de mettre en place en Europe³⁹². L'action unilatérale du Foreign Office conduit alors Eirik Labonne, l'ambassadeur français à Barcelone, à adopter une posture active afin de ménager une place au gouvernement français dans les discussions politiques qu'il entrevoyait à travers la désignation du Field-Marshal Chetwode. D'une certaine manière, son activisme parasite les négociations. Mais Labonne est loin d'être le seul responsable de l'allongement des discussions, qui reflètent aussi les divisions internes du camp républicain sur l'opportunité et les moyens de parvenir à une médiation. Ces divisions compromettent d'ailleurs les chances de succès d'une médiation favorable à la République espagnole, qui est progressivement abandonnée par les gouvernements français et britannique.

B. L'humanitaire sacrifié : vers la reconnaissance du général Franco

1. De l'abandon de la médiation à la reconnaissance de Franco : l'échec annoncé de la commission Chetwode

L'offensive franquiste en Aragon en mars 1938, qui permet aux troupes rebelles d'atteindre la mer Méditerranée le mois suivant, a en effet largement compromis les chances de parvenir à une médiation internationale. Elle instille notamment le doute du côté français

³⁹¹ *Ibid.*, p. 248-249 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 160.

³⁹² Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 269.

sur la viabilité de la stratégie initiée l'automne précédent. Tandis que l'ambassadeur français Eirik Labonne doute des capacités de résistance de la République espagnole, les partisans d'un rapprochement avec le général Franco regagnent de l'influence au sein du haut-commandement français. Alors que le président du Conseil espagnol Juan Negrín demande au gouvernement français d'intensifier son aide en mars 1938, le général Gamelin et le maréchal Pétain lui conseillent au contraire d'initier une action diplomatique auprès de l'Espagne franquiste, afin d'éviter que cette dernière, dont ils prévoient la prochaine victoire, soit trop liée à l'Italie et à l'Allemagne³⁹³. Ces doutes sont accentués par l'évolution interne du gouvernement républicain, après la crise ministérielle de mars-avril 1938, et la formation d'un cabinet de résistance duquel plusieurs figures modérées comme Indalecio Prieto, José Giral et Julián Zugazagoitia sont expulsées au profit des organisations syndicales de l'UGT et de la CNT, qui font leur retour au gouvernement³⁹⁴. Après s'être entretenu avec le nouveau ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo, Eirik Labonne ne cache pas son désarroi : « L'Espagne traditionnelle se retrouve dans ces Espagnols rouges, dans leur horreur du compromis, dans leur volupté obsidionale, dans leur instinct de chercher les solutions par les voies de la violence et de la mort³⁹⁵ ». Alors que les consuls français à Barcelone et à Madrid craignent que les socialistes de l'UGT et les anarchistes de la CNT renouent avec les violences et les destructions de 1936³⁹⁶, Labonne déplore que le nouveau gouvernement Negrín soit contraint de s'appuyer sur « pègre » de Barcelone « célèbre dans le monde entier³⁹⁷ » :

« Refuge des extrémistes de tout poil, anarchistes idéalistes, objecteurs de conscience, incendiaires, condamnés de droit commun, ennemis de tout ordre et de toute autorité, ces éléments vigoureux d'ailleurs, courageux et virulents, écoutent leurs instincts et suivent leurs méthodes en opposant destruction à destruction³⁹⁸. »

³⁹³ Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, *op. cit.*, p. 269 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, *op. cit.*, p. 439-448 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 19-20.

³⁹⁴ Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, *op. cit.*, p. 317-348 ; Julián Casanova, *República y guerra civil*, *op. cit.*, p. 334-335.

³⁹⁵ CADN, Madrid, B, 591, tél. 251-258 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 6 avril 1938.

³⁹⁶ CADN, Madrid, B, 585, GC 1/A¹, note de René Binet à Eirik Labonne, 29 mars 1938 ; tél. 47-49 de Jacques Pingaud à Eirik Labonne, 19 mai 1938.

³⁹⁷ *Ibid.*, dép. 180 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 31 mars 1938.

³⁹⁸ *Ibid.*

L'ambassadeur français redoute ainsi l'établissement d'un gouvernement de terreur que dissimulerait la politique de résistance adoptée par Juan Negrín³⁹⁹. Selon lui, « Toute recherche ou prétention de régime démocratique est abandonnée⁴⁰⁰ », la République espagnole tombant même dans l'escarcelle des « régimes totalitaires ou quasi-totalitaires⁴⁰¹ ». La méfiance de Labonne est également partagée par le chargé d'affaires britannique, John Leche, qui considère Juan Negrín et Julio Álvarez del Vayo comme les deux hommes les plus dangereux pour la paix en Europe⁴⁰². Le centre modéré et libéral sur lequel reposait le projet de médiation porté par le Quai d'Orsay et le Foreign Office semble donc avoir disparu.

Cette évolution contribue certainement à la réorientation diplomatique initiée par Georges Bonnet lorsqu'il arrive à la tête du ministère des Affaires étrangères le 10 avril 1938, au sein du gouvernement d'Édouard Daladier. Pacifiste, italophile et anti-communiste, le nouveau ministre est en phase avec la politique d'apaisement du cabinet britannique, à laquelle il se rallie aussitôt⁴⁰³. Il entreprend alors de nouer des relations avec l'Espagne franquiste : il s'agit de normaliser les relations françaises avec Burgos afin d'éviter une guerre sur trois fronts⁴⁰⁴. Les négociations commencent dès le mois de mai 1937, lorsque le président du Consortium industriel et commercial pour l'Espagne et ancien ambassadeur à Madrid, Emmanuel Peretti de La Rocca, s'offre comme intermédiaire officieux entre le Quai d'Orsay et le gouvernement de Burgos⁴⁰⁵. Néanmoins, le général Franco réclame, comme condition à la poursuite des discussions, la fermeture préalable de la frontière française avec la Catalogne aux livraisons d'armes. En mai 1938, l'agent consulaire français à Saragosse, Roger Tur, rapporte ainsi que le ministre du Commerce du gouvernement de Burgos conditionne la reprise des échanges commerciaux avec la France au règlement de la question politique et à la fermeture de la frontière catalane⁴⁰⁶. Quelques semaines plus tard, René Bonjean rapporte quant à lui que, selon plusieurs sources, le général Franco serait sur le point de se rapprocher

³⁹⁹ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 20.

⁴⁰⁰ CADN, Madrid, B, 591, tél. 265-272 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 8 avril 1938.

⁴⁰¹ CADN, Madrid, B, 589, dép. 212 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 30 avril 1937.

⁴⁰² Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 153.

⁴⁰³ Jacques Puyaubert, *Georges Bonnet (1889-1973). Les combats d'un pacifiste*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 150-159.

⁴⁰⁴ John Coverdale, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, *op. cit.*, p. 321 ; Michel Catala, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1993, vol. 3, n° 29, p. 249-250 ; Ricardo Miralles, « Georges Bonnet et la política española del Quai d'Orsay », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1994, vol. 3, n° 30, p. 117-126 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 389-390 et 393.

⁴⁰⁵ José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1981, p. 382.

⁴⁰⁶ CADN, Madrid, B, 562 de Roger Tur à René Bonjean, 27 mai 1938.

de l'Allemagne et de l'Italie sous la pression de l'opinion et d'une partie de son État-Major en raison des facilités frontalières que la France accorde à la République espagnole⁴⁰⁷.

La fermeture de la frontière française apparaît également comme une condition des discussions franco-italiennes qui ont lieu au même moment⁴⁰⁸. Georges Bonnet est d'ailleurs lui-même un partisan de cette fermeture. Dès mars 1938, alors qu'il se trouve à la tête du ministère des Finances, il aurait ainsi conseillé à un représentant officieux franquiste, Eduardo Aunós, de solliciter du gouvernement britannique qu'il exerce une pression en ce sens sur son homologue français⁴⁰⁹. C'est effectivement ce qui se passe durant le printemps 1938⁴¹⁰. La frontière française est ainsi fermée le 13 juin 1938, permettant la reprise des négociations. Le gouvernement français prévoit notamment d'envoyer le député radical Louis Malvy en Espagne franquiste pour négocier la reconnaissance de Franco. Néanmoins, le projet fuite dans la presse de gauche et provoque des débats houleux au parlement. Édouard Daladier décide par conséquent de retirer tout caractère officiel à la mission de Malvy, qui préfère démissionner, ajournant les négociations⁴¹¹.

Pendant ce temps, les représentants français et britannique à Barcelone, Eirik Labonne et John Leche, poursuivent malgré tout leurs efforts en faveur d'une médiation internationale, en s'appuyant notamment sur les secteurs politiques modérés du camp républicain, qui envisagent d'écarter Juan Negrín du pouvoir : gauche républicaine, socialistes modérés rassemblés autour de Julián Besteiro, nationalistes catalans et basques⁴¹². Le 29 juillet 1937, John Leche s'entretient ainsi avec le président de la République espagnole Manuel Azaña, qui demande l'appui du gouvernement britannique pour favoriser son plan de médiation

⁴⁰⁷ *Ibid.*, tél. 215-218 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 14 juin 1938.

⁴⁰⁸ Ángel Viñas, « Las relaciones hispano-francesas, el gobierno Daladier y la crisis de Munich », in *Españoles y franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, CSIC, 1986, p. 179-181 ; Pierre Salmon, « Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939) », *op. cit.*, p. 565.

⁴⁰⁹ Pierre Salmon, « Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939) », *op. cit.*, p. 567-569.

⁴¹⁰ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 272-285 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 395 ; Scott Ramsay, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, *op. cit.*, p. 96.

⁴¹¹ Michel Catala, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *op. cit.*, p. 253-255.

⁴¹² Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 153-154 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, *op. cit.*, p. 448-457 et 469-475 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.*, p. 21.

internationale. Mais sa proposition se heurte au scepticisme du Foreign Office⁴¹³. Les efforts de Leche et de Labonne se heurtent en effet non seulement à l'intransigeance du général Franco, qui rejette à plusieurs reprises toute idée de médiation, mais aussi aux rapports des représentants français et britanniques en Espagne franquiste. Sir Robert Hodgson, Émile Lasmartres et René Bonjean indiquent en effet dans leurs rapports que toute idée de médiation en Espagne est illusoire, et préconisent plutôt d'approfondir le rapprochement avec le général Franco⁴¹⁴. Eirik Labonne se plaint ainsi des entraves que le consul général à Saint-Sébastien oppose à ses efforts de médiation. Il s'inquiète en effet de l'influence de Lasmartres, « habitué à exposer tout franchement une thèse unique, celle de sa conviction », « sur l'information politique française⁴¹⁵ ». Mais l'ambassadeur français ne parvient pas finalement à faire valoir son point de vue. Il est atteint par le mouvement diplomatique opéré par Georges Bonnet au sein du Quai d'Orsay, au lendemain de la conférence du Munich⁴¹⁶. John Leche est quant à lui remplacé au même moment par Ralph Skrine Stevenson⁴¹⁷.

L'abandon de la Tchécoslovaquie lors de la conférence de Munich douche en effet les espoirs républicains d'un revirement des politiques française et britannique. Les promesses de neutralité du général Franco en cas de conflit européen rassurent au sein du Foreign Office et du Quai d'Orsay. Chamberlain et Bonnet notamment sont bien décidés à ne plus faire de la question espagnole un obstacle à leur politique de rapprochement avec l'Italie fasciste. Mais ils se heurtent au refus du général Franco d'accepter le retrait des volontaires étrangers sans reconnaissance préalable de ses droits de belligérance, ainsi qu'à des oppositions internes, notamment parlementaires. Cette situation les conduit à adopter une voie médiane et attentiste, repoussant la reconnaissance du gouvernement de Burgos⁴¹⁸. Mais la victoire de

⁴¹³ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 308-309.

⁴¹⁴ AGMAV, 2857,10, lettre de Pierre Bourbon à José Ungría Jiménez, 12 octobre 1937 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 474-478 et 488-501 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, Angers, 2002, p. 192 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 298-302.

⁴¹⁵ CADN, Madrid, B, 585, dép. 409 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 27 août 1938.

⁴¹⁶ Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979, p. 369 ; Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988)*, op. cit., p. 489-500 ; Jacques Puyaubert, *Georges Bonnet (1889-1973). Les combats d'un pacifiste*, op. cit., p. 154-155 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 482-484 ; Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937-octobre 1938) », op. cit., p. 22.

⁴¹⁷ Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, op. cit., p. 330.

⁴¹⁸ AGMAV, 2857,10, rapport du SIPM à José Ungría, 25 novembre 1938 ; Ángel Viñas, « Las relaciones hispano-francesas, el gobierno Daladier y la crisis de Munich », op. cit. ; Michel Catala, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en

Franco devenant de plus en plus certaine, la médiation ne paraît plus aussi attractive pour le gouvernement britannique — mais aussi pour le gouvernement français. Si des médiations à caractère humanitaire sont bien proposées par les gouvernements français et britannique, elles n'ont aucune chance d'advenir face à l'intransigeance du général Franco. En demandant des garanties contre les représailles, le gouvernement britannique cherche surtout le moyen de reconnaître le gouvernement de Burgos sans susciter l'opposition des travaillistes. Mais cette recherche de garantie, selon les propres mots du sous-secrétaire d'État permanent Alexander Cadogan, ne doit pas « retarder la reconnaissance⁴¹⁹ ». L'offensive franquiste en Catalogne à partir du mois de décembre 1938 précipite finalement les événements. La France et la Grande-Bretagne décident alors d'entreprendre des négociations en vue de reconnaître le gouvernement de Burgos à partir de février 1939. À cette fin, la France envoie un délégué officiel, le sénateur Léon Bérard, en Espagne franquiste. Le 27 février 1939, la France et la Grande-Bretagne annoncent la reconnaissance officielle du gouvernement du général Franco⁴²⁰.

Dans ces conditions, la commission Chetwode fait face à de sérieuses difficultés. Alors que le gouvernement républicain propose un moratoire d'un mois sur les exécutions de prisonniers, le Field-Marshal échoue à obtenir un engagement similaire de la part du gouvernement de Burgos. Ce dernier considère en effet que tout engagement en la matière serait une atteinte à sa souveraineté, d'autant qu'il prétend n'exécuter que des prisonniers s'étant rendus coupables de crime⁴²¹. Du reste, les autorités franquistes font preuve d'une évidente mauvaise volonté dans la réalisation des échanges de prisonniers, et dans la remise des contreparties. Ainsi, alors que le gouvernement espagnol autorise l'évacuation de 147 réfugiés de la légation cubaine à Madrid, le commandement rebelle refuse de remettre les prisonniers initialement réclamés par les autorités républicaines, leur substituant d'autres

1938 », *op. cit.*, p. 256-261 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 166-170 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 320-336 ; Jean-François Berdah, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, *op. cit.*, p. 416-417 ; Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española », *op. cit.*, p. 152 ; David Jorge, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, *op. cit.*, p. 587-588.

⁴¹⁹ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », *op. cit.*, p. 250.

⁴²⁰ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 186-189 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 336-359 ; Michel Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 19-34.

⁴²¹ Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 160-161 ; Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », *op. cit.*, p. 248.

prisonniers — en majorité des délinquants de droit commun⁴²². Cette mauvaise volonté provoque une certaine irritation chez les représentants britanniques, qui dénoncent l'inflexibilité du général Franco. Chetwode s'en ouvre à Lord Halifax en novembre 1938, lui faisant part de l'« horreur » que lui inspire pour l'Espagne son entretien avec l'officier espagnol : « il est pire que les Rouges et je n'ai pas pu l'empêcher d'exécuter ses malheureux prisonniers⁴²³ ». Sir Robert Hodgson et John Leche arrivent aux mêmes conclusions que Chetwode, quant à la mauvaise foi dont les autorités franquistes font preuve dans la réalisation des échanges⁴²⁴.

Selon Peter Anderson, l'attitude du général Franco à l'égard de la commission Chetwode est étroitement liée à l'enseignement qu'il tire de la conférence de Munich. Entrevoyant la possibilité d'une victoire totale, il cherche à dissuader le gouvernement britannique de toute entreprise de médiation en Espagne. De fait, le Foreign Office est davantage soucieux d'apaiser le général Franco alors que la défaite de la République espagnole apparaît de plus en plus inévitable. Dans ce contexte, le Field-Marshal Chetwode est de moins en moins en mesure de presser le dirigeant rebelle d'adopter une attitude plus humanitaire. En janvier 1939, il rejette notamment une demande basque d'intercéder auprès de Franco pour qu'il renonce à exécuter certains prisonniers⁴²⁵. Le bilan de la commission Chetwode, à la fin de la guerre civile, apparaît en effet bien maigre. En lieu et place de l'échange général initialement envisagé, elle n'est parvenue à échanger que quelque 500 personnes de chaque camp⁴²⁶. Ce bilan est d'ailleurs encore amoindri si l'on tient compte du fait qu'à partir de 1939, la commission Chetwode concentre ses efforts pour obtenir du général Franco la libération des brigadistes britanniques et canadiens qu'il détient plutôt que des soldats républicains espagnols⁴²⁷. Les prétentions humanitaires et médiatrices de la

⁴²² Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 161 ; Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 427.

⁴²³ Cité par Ángel Viñas, *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, op. cit., p. 427 ; Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », op. cit., p. 249.

⁴²⁴ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », op. cit., p. 249 ; Stephen Rainbird, « Examining Front-line Diplomatic British Attitudes to the Spanish Civil War through John Leche and his Shifting Sympathies in Spain, 1937-1938 », in Mark Gant, Paco Ruzzante et Anneliese Hatton (dir.), *New Journeys in Iberian Studies: A (Trans-)National and (Trans-)Regional Exploration*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2018, p. 204-214.

⁴²⁵ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », op. cit., p. 250-252.

⁴²⁶ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, op. cit., p. 430-431 ; Juan Avilés Farré, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, op. cit., p. 161.

⁴²⁷ Peter Anderson, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », op. cit., p. 252.

commission Chetwode apparaissent donc largement compromises par la politique d'apaisement défendue par le gouvernement Chamberlain, et par la reconnaissance du général Franco.

2. L'internement des « indésirables » : des décrets-lois de 1938 aux camps de 1939

L'effondrement de l'armée républicaine en Aragon en mars 1938 fait par ailleurs craindre un nouvel afflux de réfugiés à la frontière française. De fait, durant le printemps 1938, près de 25 000 personnes trouvent refuge en France, portant le nombre de réfugiés espagnols dans le pays à 40 000 individus, après le rapatriement des soldats⁴²⁸. L'ambassadeur français à Barcelone, Eirik Labonne, alerte immédiatement le Quai d'Orsay de l'ampleur de l'exode, d'autant que de nombreux Espagnols se tournent vers l'ambassade pour solliciter des visas pour se rendre en France. Dès la fin du mois de mars, Labonne envoie un membre de son ambassade à Paris pour recevoir des instructions du gouvernement français sur l'attitude à adopter face à ces demandes⁴²⁹. L'ambassadeur est visiblement partisan d'une politique de contrôle des flux migratoires. Ses dépêches évoquant la « pègre » de Barcelone qui hébergerait des extrémistes et des anarchistes (voir *supra*) témoignent des préjugés qu'il partage avec son prédécesseur Jean Herbette à l'égard des « indésirables ». Cette crainte commune l'amène alors à adopter des recommandations similaires pour faire face à l'afflux de réfugiés⁴³⁰. S'inquiétant que le département des Pyrénées-Orientales soit « considéré comme une passoire » par les candidats à l'exil, il alerte le Quai d'Orsay dès le 1^{er} avril 1938 des conséquences de cet état de fait : « Si des mesures très sérieuses ne sont pas prises pour endiguer le mouvement, si des mesures ne sont point publiées, ce peut être une sorte d'avalanche militaire et civile⁴³¹ ». Il déplore en effet l'absence d'un contrôle effectif à la frontière française, qui rendrait inutiles toutes les mesures adoptées par les consulats français en Espagne républicaine — et en particulier à Barcelone — pour juguler le mouvement. Labonne craint dès lors que les Espagnols qu'il considère indésirables — « des déserteurs, des malades, des candidats chômeurs, des condamnés de droit commun » — mettent « à profit

⁴²⁸ Javier Rubio, *La emigración española a Francia*, op. cit., p. 58-65 ; Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p. 35 ; Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, op. cit., p. 83.

⁴²⁹ AGMAV, 2943,4, note réservée n° 29 685 du SIPM, 2 avril 1938.

⁴³⁰ Voir chapitre 7, p. 497-505.

⁴³¹ CADN, Madrid, B, 591, tél. 194-195 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1938.

cette licence et ce dérèglement⁴³² ». Il préconise notamment que le gouvernement français publie des annonces qui permettraient de dissuader les réfugiés de se rendre en France :

« Puisque l'annonce d'un refoulement en Espagne même ne répondrait pas à notre souci d'humanité, l'un des moyens le plus efficace de limiter l'afflux, avant même qu'il se produise, serait sans doute d'annoncer que les réfugiés seront transportés en Afrique du Nord, perspective infiniment moins riante que le séjour en France métropolitaine⁴³³. »

L'exode est par ailleurs accentué par la politique du gouvernement espagnol, qui abroge au même moment les restrictions à l'octroi de passeports permettant de franchir la frontière. Il entend ainsi permettre à la population civile, et notamment aux femmes et aux enfants, de fuir les bombardements que subit la Catalogne⁴³⁴. Les nombreuses demandes formulées auprès du consulat général à Barcelone provoquent en effet l'inquiétude de Labonne qui alerte le Quai d'Orsay : le « mouvement d'évacuation prend sans cesse de l'ampleur ». Dans ces conditions, Eirik Labonne prend l'initiative de restreindre le nombre de visas octroyés. Il indique ainsi que le consulat a délivré durant la première semaine du mois d'avril « plus de 500 visas », alors que des « milliers de demandes avaient été présentées⁴³⁵ ». Le ministre de l'Intérieur espagnol, Julián Zugazagoitia, s'en plaint, accusant l'ambassadeur français et son consul général, René Binet, de refuser systématiquement les passeports qui leur sont présentés⁴³⁶. Il s'en plaint vivement auprès de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Marcelino Pascua, ne mâchant pas ses mots contre le gouvernement français. Il estime en effet que si « le refus de rectifier se poursuit, il faudra penser que la France cherche, délibérément l'épuisement de tous nos compatriotes à portée républicaine » : « Au compte du socialisme de Blum, nous pourrions mettre, les Espagnols, la politique de non-intervention, si riche en résultats, et la nouvelle politique du cordon sanitaire⁴³⁷. » Zugazagoitia, perdant patience, s'agace surtout du deux-poids-deux-mesures qu'il constate dans la politique humanitaire de la diplomatie française :

⁴³² *Ibid.*, tél. 232-235 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 avril 1938.

⁴³³ *Ibid.*, tél. 323 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 16 avril 1938.

⁴³⁴ AHN, Pascua, 2,2, lettre de Julián Zugazagoitia à Marcelino Pascua, 5 avril 1938.

⁴³⁵ CADN, Madrid, B, 591, tél. 265-272 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 8 avril 1938.

⁴³⁶ AHN, Pascua, 2,2, lettre de Julián Zugazagoitia à Marcelino Pascua, 5 avril 1938

⁴³⁷ *Ibid.*

« Cette racaille qui a aidé à héberger dans l’Ambassade plusieurs milliers de fascistes refuse de laisser passer les familles des antifascistes qui pourraient, en cas de défaite, être les candidats certains à la potence. Faites pression ! Encerclez Boncour [sic] ! Assiégez mon collègue ! Obtenez que la signature normale soit rétablie⁴³⁸. »

L’ambassadeur français se sert d’ailleurs de la question des visas, réclamés avec insistance par le gouvernement espagnol, pour exercer sur lui une pression afin de débloquent les dossiers qui l’intéressent. Ainsi, il indique au Quai d’Orsay « subordonner maintenant leur délivrance à la mise en liberté totale des Français détenus⁴³⁹ ». Mais la stratégie de Labonne échoue. Le nouveau ministre de l’Intérieur espagnol, Paulino Gómez Sainz, propose au consul général, René Binet, la mise en place d’une « “compensation” entre la délivrance d’un minimum de 100 visas par jour pour la France et la mise en liberté également quotidienne de trois ou quatre Français emprisonnés pour des motifs plus ou moins justifiés ». L’ambassadeur s’offusque de ce marchandage, qu’il qualifie de « monstruosité », et le rejette⁴⁴⁰. C’est pourtant lui qui a débuté la dynamique de chantage au visa. Il reste de toute manière hostile à un assouplissement des mesures de contrôle de l’exil. Soupçonnant que les réticences françaises à l’accueil des réfugiés sont d’ordre économique, le nouveau ministre d’État Julio Álvarez del Vayo propose, en accord avec le ministre du Travail et de l’Assistance Sociale, de créer un fonds spécial qui viendrait en aide aux Espagnols qui passeraient en France⁴⁴¹. En vain : l’ambassadeur reste inflexible, et ne semble même pas rendre compte de cette proposition au Quai d’Orsay. Labonne et Binet ne semblent d’ailleurs pas tenir compte des instructions adressées par le ministre de l’Intérieur, Marx Dormoy, qui leur aurait recommandé devant Marcelino Pascua « d’être généreux [...] sur la question des visas ». En effet, le secrétaire général du ministère d’État espagnol, Rafael Ureña, déplore que cet ordre soit resté lettre morte⁴⁴². Loin de s’exécuter, Eirik Labonne menace au contraire de faire fermer définitivement la frontière à tous les réfugiés, y compris aux membres du gouvernement espagnol, si ce dernier n’exerce pas un contrôle suffisamment strict pour juguler l’exode⁴⁴³. L’attitude de l’ambassadeur français produit une « profonde déception » chez Julio Álvarez del Vayo, tandis que le président du Conseil espagnol, Juan Negrín, estime

⁴³⁸ *Ibid.*, lettre de Julián Zugazagoitia à Marcelino Pascua, 2 avril 1938.

⁴³⁹ CADN, Madrid, B, 591, tél. 265-272 d’Eirik Labonne au Quai d’Orsay, 8 avril 1938.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, tél. 279 d’Eirik Labonne au Quai d’Orsay, 9 avril 1938.

⁴⁴¹ AHN, Pascua, 9, lettre de Julio Álvarez del Vayo à Marcelino Pascua, 10 avril 1938.

⁴⁴² *Ibid.*, note de Rafael Ureña, 10 avril 1938.

⁴⁴³ CADN, Madrid, B, 591, tél. 343 d’Eirik Labonne au Quai d’Orsay, 20 avril 1938 ; AHN, Pascua, 1,2, lettre de Julio Álvarez del Vayo à Marcelino Pascua, 22 avril 1938.

que Labonne s'est « conduit, vis-à-vis des passeports, d'une manière bien peu amicale⁴⁴⁴ ». L'intransigeance du diplomate sur la question des visas contribue donc à refroidir davantage les relations qu'il entretient avec le gouvernement espagnol.

Les mises en garde et les restrictions appliquées par Labonne anticipent et accompagnent les changements de la politique d'accueil que le gouvernement Daladier adopte dès son installation, en avril 1938. Dès le 14, le nouveau ministre de l'Intérieur Albert Sarraut préconise « une action méthodique, énergique et prompte en vue de débarrasser [la France] des éléments indésirables trop nombreux qui y circulent⁴⁴⁵ ». Le 2 mai 1938, le gouvernement français adopte ainsi un décret-loi sur la police des étrangers, qui reflète sa volonté « d'instaurer un système de surveillance des “bienvenus” et d'exclusion des “indésirables”⁴⁴⁶ ». Il prévoit notamment l'assignation à résidence des étrangers en situation irrégulière, et les expose à des peines d'amendes ou de prison en cas de violation de cette assignation. Il facilite également le recours aux expulsions. Le décret renforce aussi la surveillance des frontières⁴⁴⁷. Ces mesures sont complétées quelques mois plus tard par l'adoption d'un nouveau décret-loi le 12 novembre 1936, qui établit la distinction entre la « partie saine et laborieuse de la population étrangère » et les « indésirables » qu'il convient d'« éliminer inflexiblement »⁴⁴⁸. Il prévoit notamment l'internement administratif dans des centres spéciaux des étrangers dangereux ou indésirables que le gouvernement ne peut pas expulser. Un premier « centre spécial de rassemblement d'étrangers » est en effet créé en janvier 1939 à Rieucros, en Lozère⁴⁴⁹. Le décret-loi du 12 novembre 1938 organise aussi des brigades de « gendarmerie-frontière » chargées d'assurer un contrôle solide à la frontière⁴⁵⁰. Ces dispositifs législatifs reflètent le renfermement xénophobe de la société française⁴⁵¹. Ils conditionnent alors l'accueil des réfugiés espagnols qui fuient l'avancée franquiste en Catalogne.

⁴⁴⁴ AHN, Pascua, 9, lettre de Julio Álvarez del Vayo à Marcelino Pascua, 10 avril 1938.

⁴⁴⁵ Cité par Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p. 58.

⁴⁴⁶ Riadh Ben Khalifa, « La fabrique des clandestins en France, 1938-1940 », *Migrations Société*, 2012, vol. 1, n° 139, p. 11-26.

⁴⁴⁷ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, op. cit., p. 87.

⁴⁴⁸ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p. 58-59.

⁴⁴⁹ Jonay Pérez Rodríguez, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, op. cit., p. 94.

⁴⁵⁰ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p. 58-59.

⁴⁵¹ Ralph Schor, *L'Opinion française et les étrangers en France (1919-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 666-670.

En effet, l'offensive franquiste lancée contre Barcelone le 23 décembre 1938 provoque un reflux de population important, notamment après la chute de la capitale catalane le 26 janvier 1939. Le gouvernement français est dans un premier temps réticent à accueillir les réfugiés en France. Le ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, suggère ainsi l'instauration d'une zone neutre entre la frontière française et la ville de Gérone, où la population civile pourrait trouver asile et serait ravitaillée par la France⁴⁵². Henri Morel, l'attaché militaire, défend également cette idée. Une telle zone permettrait selon lui de désarmer les troupes républicaines en déroute. Il recommande donc d'entamer des pourparlers avec le commandement franquiste⁴⁵³. Mais le général Franco rejette cette proposition, contraignant finalement le gouvernement français d'ouvrir progressivement la frontière aux réfugiés. Les civils sont autorisés à pénétrer en France le 28 janvier, puis c'est au tour des militaires le 5 février 1939⁴⁵⁴. Près de 465 000 Espagnols, dont 170 000 civils, trouvent ainsi refuge en France. Aucun hébergement n'a été prévu pour les accueillir, malgré les alertes des diplomates français répétées depuis septembre 1936 sur l'exode que provoquerait l'avancée des troupes rebelles en Catalogne. Leur entrée sur le territoire français se fait sous la surveillance des gendarmes, des gardes mobiles et des troupes coloniales qui ont été déployés à la frontière pour désarmer l'armée républicaine en déroute. Les réfugiés sont alors répartis dans des camps de triage improvisés à proximité de la frontière, parfois directement sur les plages. Il s'agit notamment de séparer les hommes des femmes et des enfants. Les premiers, au nombre de 350 000, sont alors internés dans des camps prévus pour eux et sont placés sous l'autorité militaire⁴⁵⁵.

Comme le suggère Maëlle Maugendre, « ce qui pourrait apparaître *a posteriori* comme un défaut de préparation peut aussi être interprété — à la lumière des sources parlementaires — comme l'expression d'une volonté politique assumée, qui est d'avoir à prendre en charge le moins de réfugié-e-s possible ». Albert Sarraut déclare ainsi devant les députés que « [...] l'absence de préparatifs visibles, l'annonce officielle que la frontière serait fermée, ont eu

⁴⁵² SHD, GR 7N² 2756, tél. 31 de Georges Bonnet au cabinet d'Édouard Daladier, 26 janvier 1939.

⁴⁵³ *Ibid.*, rapport 22 du lieutenant-colonel Henri Moral au Deuxième-Bureau de l'État-Major de l'Armée, 30 janvier 1939.

⁴⁵⁴ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, *op. cit.*, p. 44-45.

⁴⁵⁵ Geneviève Dreyfus-Armand et Émile Témime, *Les camps sur la plage : un exil espagnol*, Paris, Éd. Autrement, 1995 ; Denis Peschanski, *La France des camps : l'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002, p. 37-39 ; Grégory Tuban, *Camps d'étrangers : le contrôle des réfugiés venus d'Espagne (1939-1944)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2018, p. 15-99 ; Maëlle Maugendre, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France. 1939-1942*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2019, p. 19-51.

pour résultat de réduire peut-être de moitié le volume de l'exode vers la France⁴⁵⁶ ». Le gouvernement français, qui reconnaît le général Franco peu de temps après, privilégie d'ailleurs très rapidement le rapatriement des réfugiés espagnols. Albert Sarraut déclare ainsi en mars 1939, devant la Chambre des Députés, que 400 000 réfugiés, sur les 450 000 qui ont passé la frontière, peuvent rentrer en Espagne⁴⁵⁷. Ce rapatriement, prévu dans le cadre des accords Bérard-Jordana, fait ainsi l'objet d'âpres négociations entre le gouvernement de Burgos et la nouvelle ambassade qui s'installe à Saint-Sébastien en mars 1939, sous la direction du maréchal Pétain⁴⁵⁸. Cette politique semble couronnée d'un certain succès, puisqu'au printemps 1940, entre 300 000 et 340 000 personnes, soit environ deux tiers des réfugiés, ont retraversé la frontière des Pyrénées⁴⁵⁹.

Cette politique d'exclusion et de refoulement des réfugiés espagnols constitue alors l'aboutissement logique des alertes répétées des diplomates français qui, depuis septembre 1936, ont construit à longueur de dépêches et de télégrammes la figure de l'Espagnol « indésirable ». Elle démontre que la peur de la contagion révolutionnaire est restée vivace en France, plusieurs mois après que le gouvernement Negrín a définitivement mis fin à la révolution espagnole. La permanence de cette peur du « rouge » constitue en effet le principal obstacle au rééquilibrage des interventions humanitaires française et britannique, de même que la politique d'apaisement à l'égard du gouvernement franquiste. Ainsi, si 10 000 à 12 000 Espagnols parviennent à fuir par bateau les ports de Valence et d'Alicante en direction de l'Afrique du Nord en mars 1939, après l'effondrement du centre de l'Espagne républicaine, les gouvernements français et britanniques ne leur accordent aucune protection. Ils conditionnent en effet les opérations d'évacuation à l'accord préalable du général Franco, qui s'y oppose. Les navires sont en effet affrétés par la compagnie *France Navigation* et par le Comité international de coordination et d'information pour l'aide à l'Espagne républicaine. Ils attendent pour nombre d'entre eux une escorte qui ne vient pas. Le consul britannique à Valence, Abbingdon Gooden, soucieux de tisser des relations cordiales avec les autorités franquistes, refuse de demander l'intervention des navires de la Royal Navy. Quant à la marine française, elle est absente dans un premier temps. Il faut attendre le 31 mars 1939 pour

⁴⁵⁶ Maëlle Maugendre, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France. 1939-1942*, op. cit., p. 30-31.

⁴⁵⁷ Grégory Tuban, *Camps d'étrangers...*, op. cit., pp. 34-35.

⁴⁵⁸ Michel Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, op. cit., p. 40 sq.

⁴⁵⁹ Denis Peschanski, *La France des camps: l'internement, 1938-1946*, op. cit., p. 40 ; Grégory Tuban, *Camps d'étrangers*, op. cit., p. 159.

qu'un contre-torpilleur se rende à Alicante pour assurer une escorte. La ville est capturée le lendemain par les troupes franquistes⁴⁶⁰.

Conclusion

Sous pression de l'opinion publique et face à l'inquiétude grandissante que causent les interventions allemande et italienne en Espagne, les gouvernements français et britannique sont amenés à sensiblement modifier leur politique à l'égard de la guerre civile à partir du printemps 1937. Ces préoccupations les conduisent en effet à adopter une politique humanitaire plus favorable au camp républicain. Ce réengagement est plus sensible du côté français à partir de l'automne 1937, quand le gouvernement français tourne le dos à la politique de rapprochement avec l'Espagne franquiste initiée par son ambassadeur Jean Herbette, au profit d'une stratégie de fermeté qui bénéficie à la République espagnole. Ces variations reposent également sur l'évolution de certains agents français ou britanniques en Espagne, comme les consuls René Castéran et Ralph Stevenson, qui témoignent une plus grande empathie à l'égard du gouvernement basque face aux bombardements franquistes ; ou sur la nomination de nouveaux représentants, comme l'ambassadeur français Eirik Labonne, qui éprouve une sympathie sincère pour le premier gouvernement de Juan Negrín.

Mais ce réengagement n'est pas suffisamment durable ni complet pour véritablement rééquilibrer la balance humanitaire des diplomaties françaises et britanniques. Des résistances demeurent au sein de leurs représentations en Espagne, ainsi que dans les administrations centrales, où les partisans d'un rapprochement avec le général Franco demeurent nombreux. Nous pourrions mentionner notamment Jean Herbette, René Bonjean, Émile Lasmartres du côté français, et Sir Henry Chilton, Sir George Mounsey et Sir Robert Hodgson du côté britannique. Leurs préconisations trouvent un écho favorable avec l'arrivée au pouvoir de Neville Chamberlain puis de Lord Halifax en Grande-Bretagne, et de Georges Bonnet en France. Ces derniers sont en effet partisans d'une politique d'apaisement à l'égard des puissances fasciste et nazie, mais aussi du général Franco. Dans ces conditions, le rééquilibrage humanitaire apparaît compromis, puisqu'il se heurte à l'opposition de l'officier rebelle qui rejette toute intervention humanitaire extérieure comme une atteinte à sa

⁴⁶⁰ Angel Bahamonde et Javier Cervera Gil, *Así terminó la guerra de España*, 2e éd., Madrid, Marcial Pons, 2000, p. 463-499 ; Peter Anderson, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », *op. cit.*, p. 83-84 ; Scott Ramsay, « Ensuring Benevolent Neutrality: The British Government's Appeasement of General Franco during the Spanish Civil War, 1936-1939 », *op. cit.*, p. 12-13.

souveraineté. Maintenir une politique humanitaire favorable au camp républicain revient donc à assumer un rapport de force avec les autorités franquistes, au risque de provoquer un incident. Cette politique se heurte dès lors à la volonté d'apaiser la situation européenne et de circonscrire le conflit à l'Espagne. Dans ces conditions, le rééquilibrage humanitaire apparaît secondaire : il convient de ménager le général Franco afin de s'assurer de sa neutralité.

Les diplomates qui éprouvent une certaine sympathie pour le camp républicain, à l'instar d'Eirik Labonne, sont néanmoins victimes de leurs propres a priori et de leurs contradictions. À la recherche d'un centre modéré et libéral sur lequel s'appuyer pour rétablir la paix en Espagne au moyen d'une médiation internationale, ils partagent l'objectif général d'apaisement et de circonscription du conflit aux frontières espagnoles. Le réengagement qu'ils préconisent s'en trouve d'autant diminué, puisqu'ils ne remettent pas frontalement en cause la politique de non-intervention adoptée durant l'été 1936. Face à l'intransigeance du général Franco et à l'affaiblissement militaire de la République espagnole, leur politique de médiation apparaît vite comme une impasse. Du reste, ils éprouvent la même peur que leurs prédécesseurs à l'égard de la révolution, dont ils craignent le retour violent à partir d'avril 1938 quand le nouveau gouvernement Negrín s'engage dans sa politique de résistance. Cette peur des masses révolutionnaires et de leur propagation en France constitue un frein supplémentaire à leur réengagement humanitaire. En construisant et en alimentant la figure de l'Espagnol « indésirable », assimilé au « rouge » et au milicien, les diplomates français participent en effet, de 1936 à 1939, au renferment xénophobe du pays et au durcissement des politiques d'accueil qui aboutissent à l'internement des réfugiés espagnols en 1939. Les répercussions de la grande peur de 1936 se font ainsi encore sentir à la fin de la guerre civile espagnole, compromettant là encore tout rééquilibrage humanitaire significatif.

Chapitre 10 : Les zones grises de l'humanitaire : entre espionnage et trafic (1936-1939)

Depuis plusieurs années, tout un courant historiographique et médiatique en Espagne a entrepris de mettre en avant plusieurs figures diplomatiques comme Aurelio Núñez Morgado, Carlos Morla Lynch, Edgardo Pérez Quesada, Henry Helfant ou encore Felix Schlayer afin de les ériger en « héros humanitaires » de la guerre civile espagnole, que ce soit à travers la publication de leurs mémoires ou journaux, ou à travers la publication de travaux scientifiques ou d'articles de presse¹. Pourtant, les travaux sur l'espionnage franquiste dans la capitale espagnole, et notamment sur la Cinquième colonne, ont progressivement mis à jour les compromissions de certains diplomates en pointe de l'asile diplomatique². Les travaux de Carlos Píriz notamment ont permis de démontrer les connexions des cinq représentants mentionnés précédemment avec l'espionnage franquiste. D'une manière générale, il a montré l'existence d'un appui massif et généralisé de la part du corps diplomatique en Espagne, auquel participent également des représentants français et britanniques³. Il a ainsi mis à jour une action humanitaire qui, loin d'être impartiale, dissimule des activités clandestines qui écornent largement l'image désintéressée habituellement accolée à ces acteurs.

Ces travaux s'inscrivent dans les renouvellements récents de l'historiographie sur l'espionnage durant la guerre civile espagnole⁴. Ces derniers ont montré l'importance du

¹ Outre les rééditions des mémoires de Schlayer et des journaux de Carlos Morla Lynch par la maison d'édition Espuela de Plata, dont Javier Cervera et André Trapiello louent l'action dans leurs préfaces, Antonio Manuel Moral Roncal en a été l'un des principaux promoteurs. Carlos Morla Lynch, *Informes diplomáticos y diarios de la guerra civil*, Séville, Espuela de Plata, 2010 ; Felix Schlayer, *Diplomático en el Madrid rojo*, Madrid, Espuela de Plata, 2021 ; Antonio Manuel Moral Roncal, « La sombra de una duda. Henry Helfant y el asilo diplomático rumano (1936-1939) », *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, 2005, vol. 20, n° 59, p. 22-44 ; Antonio Manuel Moral Roncal et Ricardo Colmenero García, « Félix Schlayer ante la Causa General. Testimonios de un cónsul extranjero sobre la guerra civil », *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, 2008, n° 68, p. 70-95 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008 ; Antonio Manuel Moral Roncal, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2018.

² Javier Cervera, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2006 ; Sara Núñez de Prado Clavell et Javier Rodríguez Abengózar, « La quinta columna y el cuerpo diplomático en la Guerra Civil española », *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, 2019, n° 19, p. 183-203.

³ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, Salamanca, 2019 ; Carlos Píriz, « Decanos del humanitarismo y la perfidia. La colaboración de las Misiones Diplomáticas de Argentina y Chile con la causa franquista durante la guerra civil española (y después), 1936-1969 », *Culture & History Digital Journal*, 2021, vol. 10, n° 1 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, 2022.

⁴ Félix Luengo Teixidor, *Espías en la Embajada. Los servicios de información secreta republicanos en Francia durante la Guerra Civil*, Bilbao, Universidad del País Vasco / EHU, 1996 ; Marina Casanova, *La Diplomacia*

territoire français qui devient le théâtre d'opérations d'une guerre clandestine rapidement exploité par les services franquistes pour agir contre la République. Le Pays basque français, notamment, sert d'interface pour connecter le renseignement rebelle et les représentants étrangers qui s'y sont réfugiés. Les historiens qui se sont intéressés à l'action de Jean Herbette ont ainsi mis à jour les liens troubles que l'ambassadeur français entretient avec plusieurs agents des services de renseignement rebelles, comme le commandant Julián Troncoso, le comte des Andes Francisco Moreno Zuleta, ou encore José Bertrán y Musitu⁵. Depuis le début de mes recherches sur la représentation française en Espagne durant la guerre civile espagnole, je suis progressivement arrivé à la conclusion qu'Herbette était loin d'être un cas isolé, et que de nombreuses connexions existaient au sein de l'ambassade française, parfois à travers des intermédiaires bénévoles dotés de leur propre agenda, comme le bijoutier Alexandre Grassy, qui se livrent au trafic et à la contrebande avec la complicité de certains agents diplomatiques et consulaires⁶. Mais surtout, je me suis rendu compte que ces connexions étaient régulièrement justifiées et dissimulées derrière une rhétorique humanitaire⁷.

Il me paraissait dès lors essentiel de conclure cette thèse par un chapitre explorant ces zones grises de l'action humanitaire, d'autant que les archives diplomatiques et militaires espagnoles m'ont permis de détailler précisément certaines de ces connexions mêlant sauvetages, espionnage et trafics. Cette porosité entre des activités *a priori* incompatibles est d'ailleurs favorisée par l'espionnage franquiste lui-même qui, dès sa formation, investit le champ humanitaire. C'est pourquoi il m'a paru nécessaire d'exposer dans un premier temps la mise en place des services de renseignement rebelles et la manière dont ils utilisent

española durante la guerra civil, Madrid, Biblioteca Diplomática Española, 1996 ; Pedro Barruso, *El Frente silencioso. La guerra civil española en el sudoeste de Francia*, Alegia, Hiria, 2001 ; Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2006 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008 ; Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, Valence, Universitat de València, 2012 ; Pedro Barruso, « La guerra del comandante Troncoso. Terrorismo y espionaje en Francia durante la Guerra Civil Española », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, 2016, n° 28.

⁵ José María Borrás Llop, « Relaciones franco-españolas al comienzo de la guerra civil : La Embajada de Jean Herbette (1936-1937) », *Arbor*, 1986, CXXV, n° 491-492, p. 77-99 ; Pedro Barruso, « La misión diplomática del embajador francés, Jean Herbette, durante la guerra civil », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 1999, n° 28-29, p. 120-134 ; Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003.

⁶ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, Nantes, 2015.

⁷ Nathan Rousselot, « ¿"Salvar vidas" o diplomacia paralela? Las ambigüedades de la actuación humanitaria de Jean Herbette », in Francisco Alía Miranda, Eduardo Higuera Castañeda et Antonio Selva Iniesta (dir.), *Hasta pronto, amigos de España. Las Brigadas internacionales en el 80 aniversario de su despedida de la guerra civil (1938-2018)*, Albacete, CEDOBI, 2019, p. 326-342.

l'humanitaire à leurs propres fins. Ce préalable me permet par ailleurs de présenter les principaux acteurs avec lesquels les diplomates et les consuls français, ainsi que leurs auxiliaires bénévoles, collaborent activement. Je me concentrerai en effet sur le cas français en raison du nombre conséquent de sources qui m'ont permis de démontrer ces multiples connexions. Ces dernières révèlent d'ailleurs l'intensité de ces collusions, au point de nous interroger sur l'existence d'une véritable politique d'État de collaboration avec l'espionnage franquiste. Dans le cas de la représentation britannique, ces connexions apparaissent bien plus maigres dans les sources que nous avons consultées, mais aussi dans l'historiographie. Les travaux qui se sont intéressés à l'espionnage britannique en Espagne ont surtout mis en avant son action durant la Seconde Guerre mondiale ou lors de la location du Dragon Rapide qui transporte le général Franco des îles Canaries au Maroc espagnol en juillet 1936. L'action du renseignement britannique durant la guerre civile espagnole n'est quasiment pas évoquée, ni ses connexions éventuelles avec le camp rebelle⁸.

I. Quand l'espionnage rebelle investit le domaine humanitaire

A. Le SIFNE et Troncoso : un investissement humanitaire précoce

1. Genèse et évolution du renseignement rebelle

Dès les premières semaines de la guerre civile, le général Mola estime nécessaire de se doter d'un service de renseignements en France⁹. Il peut compter pour cela sur les monarchistes alphonstins exilés en France depuis la proclamation de la République en 1931¹⁰. Il charge en effet Francisco Moreno Zuleta, comte des Andes, et José María Quiñones de León de mettre sur pieds un réseau de renseignement¹¹. Le choix des deux hommes n'est pas anodin. Tous deux ont participé aux diverses conspirations visant à renverser la République

⁸ Peter Day, *Franco's Friends: How British Intelligence helped bring Franco to Power in Spain*, Londres, Biteback Publishing Ltd, 2011 ; Emilio Grandío Seoane, *Hora Zero. La inteligencia británica en España durante la Segunda Guerra Mundial*, Madrid, Cátedra, 2021.

⁹ Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, *op. cit.*, p. 102 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 50-51.

¹⁰ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 30-31.

¹¹ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 50-51.

en faveur d'Alphonse XIII¹². Outre leur proximité avec l'ancien monarque espagnol, ils disposent également d'une expérience préalable dans l'espionnage et le renseignement. Ministre de l'Économie et des Finances sous la dictature de Primo de Rivera, Francisco Moreno Zuleta collabore depuis 1928 avec les services allemands de l'Abwehr, par l'intermédiaire de Franz von Goss qui est nommé officier de liaison auprès du ministère de la guerre espagnole¹³. En le désignant, le général Mola entend aussi garder un contrôle sur le nouveau service de renseignement, face aux carlistes bien implantés dans la région frontalière¹⁴. Quant à Quiñones de León, il est amené à monter à partir de 1923 un réseau d'informateurs en France, alors qu'il est ambassadeur d'Espagne à Paris : son gouvernement le charge en effet d'enquêter sur d'éventuelles livraisons d'armes à la rébellion d'Abdelkrim par la France, durant la guerre du Rif¹⁵. Il met par la suite ce réseau d'informateurs au service de la surveillance et de la répression des opposants à la monarchie espagnole réfugiés en France dans les années 1920, établissant de bonnes relations avec les autorités policières françaises¹⁶. En 1930-1931, il collabore déjà avec le général Mola, alors rattaché à la División de Investigación Social chargée de surveiller les activités communistes¹⁷.

Le comte des Andes et Quiñones de León entreprennent donc de fonder un service de renseignements qui donne naissance au Servicio de Información de la Frontera Nordeste de España (SIFNE), à la tête duquel ils placent José Bertrán y Musitu — afin de déjouer la surveillance française qui se méfie des liens qui unissent Moreno Zuleta à l'espionnage allemand¹⁸. Co-fondateur de la Lliga Regionalista avec Francesc Cambó en 1901, Bertrán y Musitu a été ministre des Finances en 1921, puis ministre de la Grâce et de la Justice en 1921. Lors de la proclamation de la Seconde République, il devient l'avocat de l'ancien monarque

¹² Ángel Viñas, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, Barcelone, Crítica, 2021, p. 65-66 ; Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza Editorial, 2011, p. 93, 111-115, 352-358.

¹³ Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 102 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 51 ; Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 61.

¹⁴ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 59.

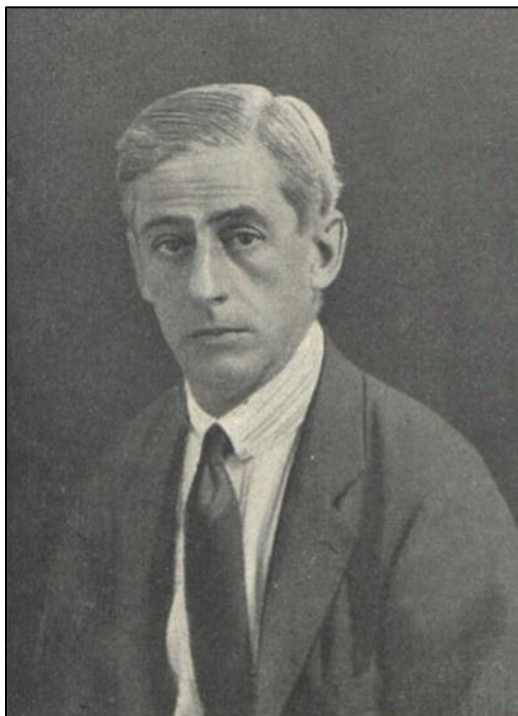
¹⁵ Susana Sueiro Seoane, *España en el Mediterráneo : Primo de Rivera y la « cuestión marroquí », 1923-1930*, Madrid, Uned, 1992, p. 34.

¹⁶ Eduardo González Calleja, « La emigración política y la oposición violenta a la monarquía restaurada (1897-1931) », *Hispania. Revista Española de Historia*, 2002, vol. 62-2, n° 211, p. 498-499.

¹⁷ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 2.

¹⁸ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, op. cit., p. 48 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 52-53 ; Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 102.

Alphonse XIII, défendant ses intérêts en Espagne¹⁹. Il aurait été nommé à la tête de ce nouveau service de renseignement en raison de son expérience préalable dans l'organisation et la direction du Somatén à Barcelone, dont de nombreux membres le rejoignent²⁰.



Photographie 44 : José Bertrán y Musitu en 1923²¹.

Une fois désigné, Bertrán y Musitu s'installe dans un premier temps au sein du Grand Hôtel de Biarritz, grâce au soutien financier du banquier catalan Juan March²². Il peut compter sur la collaboration de son fils, Felipe Bertrán y Güell, et de son neveu, Manuel Doncel²³. Sous sa direction, le SIFNE naissant entretient des liens étroits avec la Lliga. Il est ainsi financé par Francesc Cambó et Juan March, et plus généralement par des industriels et de financiers de droite, en majorité catalans²⁴. La direction de la Lliga, qui a pu fuir Barcelone dès septembre 1936 — notamment grâce au consulat général de France —, joue en effet un

¹⁹ Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 102.

²⁰ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, Madrid, Espasa-Calpe, 1940, p. 5 et 10.

²¹ *El Financiero*, 25 mai 1923. Consulté en ligne sur le site de la Hemeroteca digital de la Biblioteca Nacional de España, le 5 mai 2023. URL: <https://hemerotecadigital.bne.es/hd/viewer?oid=0025463585&page=195>.

²² Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 52-53.

²³ Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 103.

²⁴ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, op. cit., p. 48 ; Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 17 et 50-51 ; Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 102.

rôle clé dans l'établissement du SIFNE²⁵. Cambó dirige ainsi un centre de renseignement à Paris, au sein de l'Hôtel Crillon, et assure avec Juan March la liaison entre l'État-Major rebelle à Burgos et le Comité d'Aide aux Réfugiés Espagnols dirigé par Jorge Utrillo Raymat à Marseille, qui participe progressivement à la récolte d'informations (voir *infra*)²⁶.

Les services de renseignement allemands jouent par ailleurs un rôle central dans la mise en place du SIFNE. Vers la mi-août, le comte des Andes et Franz von Goss organisent ainsi une réunion au sein de la villa *La Ferme* à Saint-Jean-de-Luz, à laquelle assistent José Bertrán y Musitu, Felipe Bertrán y Güell, Manuel Doncel, mais aussi le comte de Nava del Tajo, le consul de Roumanie à Madrid et José María Marcet y Vidau. À cette occasion, ils décident d'étoffer le SIFNE et de l'installer au sein de la villa *Nacho Enea*, qui accueille depuis le 19 juillet 1936 un centre de propagande instauré par le carliste Rafael Olazábal²⁷. La villa appartient alors au marquis de Caviedes, Antonio de Angulo, qui prend par la suite la tête des services de renseignement rebelles installés à Saint-Sébastien²⁸. Franz von Goss ouvre par ailleurs un service allemand dans l'Hôtel des Flots Bleus à Saint-Jean-de-Luz²⁹. José María Quiñones de León, qui s'est installé à Paris à l'Hôtel Meurice, maintient également des relations étroites avec l'attaché naval de l'ambassade allemande, le capitaine Lietzmann, par l'intermédiaire de son secrétaire personnel, Propper de Callejón³⁰. Cette collaboration ne manque pas d'attirer l'attention des services de sécurité français³¹. Dès la fin du mois de septembre 1936, *Nacho Enea* est perquisitionnée par la police. Les autorités engagent alors des poursuites pour « infraction à la législation sur la radiodiffusion, pour possession d'explosifs et pour délivrance de faux passeports espagnols³² ». Ces dernières sont finalement abandonnées, grâce à l'intervention du député du PSF Jean Ybarnégaray et de José María Quiñones de León³³. Par prudence, les activités les plus compromettantes du SIFNE sont de nouveau installées au Grand Hôtel de Biarritz, avant d'être transférés une dernière fois dans la

²⁵ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 54. Sur le rôle du consulat général de France à Barcelone dans les évacuations des membres de la Lliga Regionalista, voir le chapitre 7, p. 475-476.

²⁶ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, op. cit., p. 52-53.

²⁷ Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 105 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 49 et 56.

²⁸ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 117.

²⁹ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, op. cit., p. 61.

³⁰ *Ibid.*, p. 34-35.

³¹ *Ibid.*, p. 34.

³² Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 106.

³³ *Ibid.*

villa *La Grande Frégate*, propriété de Mariano de Iturralde, en décembre 1936³⁴. À la fin de l'année, une distinction s'opère entre *Nacho Enea*, qui occupe les fonctions de consulat officieux et de centre de propagande, et *La Grande Frégate*, où le SIFNE concentre ses activités clandestines³⁵.

Mais comme le souligne l'historien espagnol Carlos Píriz, le SIFNE est un service de renseignement privé, qui œuvre en faveur de la rébellion³⁶. C'est ce qui pousse la Junta de Defensa Nacional de Burgos à mettre sur pieds son propre service de renseignement. La tâche est confiée au colonel d'infanterie Salvador Múgica Buhigas, qui avait dirigé le Bureau mixte d'information que les états-majors français et espagnols avaient installé à Malaga en 1925, lors de la guerre du Rif. Múgica Buhigas fonde alors le Servicio de Inteligencia Militar (SIM) le 14 septembre 1936³⁷. Afin de contrebalancer le poids du SIFNE et des régionalistes catalans, il nomme Julián Troncoso Sagredo à la tête des services du SIM dans le sud de la France³⁸. Officier de cavalerie et vétéran de la guerre du Rif, il participe au soulèvement militaire à Saragosse, où il est en poste depuis 1931. Blessé durant les combats qui ont lieu dans la capitale aragonaise, il est transféré à Pampelune en convalescence. Une fois rétabli, il est nommé commandant militaire de la Vera del Bidasoa le 6 septembre 1936, de Fuenterrabía le 10 septembre, puis d'Irún et Fuenterrabía le 12. À ce poste, il prend progressivement du galon et devient « chef des Services de Frontière du Nord de l'Espagne » le 23 décembre 1936³⁹. Depuis la Comandancia Militar del Bidasoa, Troncoso se distingue dans des opérations de contre-espionnage face aux réseaux républicains installés dans le sud de la France, avant de pratiquer des actions clandestines pour empêcher les livraisons d'armes à la République. Il s'efforce également de s'emparer de navires de guerre républicains dans plusieurs ports français, jusqu'à son ultime échec à Brest quand il échoue à prendre possession du sous-marin C-2 en septembre 1937⁴⁰. Il paraît disposer également d'appuis

³⁴ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, op. cit., p. 59-60 ; Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 106.

³⁵ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 74-75 et 83.

³⁶ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 119.

³⁷ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 48 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 120.

³⁸ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 126.

³⁹ Pedro Barruso, « La guerra del comandante Troncoso. Terrorismo y espionaje en Francia durante la Guerra Civil Española », op. cit. Consulté en ligne le 11 avril 2023. URL: <https://journals.openedition.org/diacronie/4772>.

⁴⁰ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 72-77 et 86-89 ; Pedro Barruso, « La guerra del comandante Troncoso. Terrorismo y espionaje en Francia durante la Guerra Civil Española », op. cit.

solides au sein de la Junta Técnica del Estado, et bénéficié d'un lien privilégié avec le Secrétariat Général de l'État et le frère du général Franco, Nicolás Franco⁴¹. Bien qu'appartenant au SIM, Troncoso collabore cependant avec les services du SIFNE⁴².

Les services de renseignement rebelles sont considérablement réorganisés à la fin de l'année 1937 et au début de l'année 1938, sous la direction du colonel José Ungría Jiménez. Ancien asilé du Lycée français à Madrid, ce dernier parvient à gagner la zone rebelle en avril 1937, où il prend la tête du SIM en remplacement du colonel Salvador Múgica Buhigas, promu au rang de général⁴³. Il s'efforce de centraliser l'information en donnant naissance le 30 novembre 1937 à un nouveau service : le Servicio de Información y Policía Militar (SIPM). Ungría souhaite en effet renforcer le contrôle sur les agents espagnols comme étrangers qui prêtent leur service au renseignement rebelle, favorisant notamment la militarisation du personnel civil⁴⁴. À partir de l'été 1937, le SIFNE fait face à d'importantes difficultés. Il est désorganisé par les perquisitions et les expulsions ordonnées par les autorités françaises contre certains de ses éléments clés (voir *infra*), et il fait face à des difficultés financières, en raison du retrait progressif de Francesc Cambó. Dans ces conditions, le SIFNE finit par être absorbé par le SIPM le 28 février 1938⁴⁵. Les agents du SIFNE sont alors intégrés à un bureau secondaire du SIPM, la Sub-Central d'Irún, dirigée par le lieutenant-colonel du Génie, Manuel Pérez Urruti. Malgré l'opposition de José Bertrán y Musitu, l'absorption du SIFNE aboutit également à la militarisation de son personnel civil⁴⁶.

2. Des agents qui agissent comme intermédiaires humanitaires

Progressivement, certains agents des services de renseignement rebelles investissent le champ humanitaire, à travers lequel ils établissent des liaisons avec les diplomates installés sur la côte basque française. C'est notamment le cas du commandant Troncoso, qui semble prendre part aux échanges d'otages individuels dès novembre 1936. Un mois plus tôt, le

⁴¹ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 71 ; Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 62.

⁴² Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 126.

⁴³ *Ibid.*, p. 128.

⁴⁴ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 89-100 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 131-133.

⁴⁵ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 128-144 et 148-151 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 131 et 138-142.

⁴⁶ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 134 et 138-139.

gouvernement français est saisi par deux représentants de la Généralité catalane et membres de l'ERC, Juan Lluhí Vallescá et Joan Puig. Ils lui demandent de favoriser un échange entre le député de l'ERC Joan Casanelles, détenu à Saragosse, contre l'avocat et financier monarchiste José María Milá Camps, comte de Montseny, détenu quant à lui à Barcelone à bord du navire *Uruguay*. L'ambassadeur français Jean Herbette reçoit alors l'instruction du Quai d'Orsay de faciliter cet échange, en coordination avec le délégué du CICR, le Dr Marcel Junod⁴⁷. Herbette avait d'ailleurs déjà été saisi de cette question par le ministre des Finances, Vincent Auriol, mais aussi par Monseigneur Mathieu, l'évêque de Dax. L'intervention de ce dernier avait été sollicitée quelques jours plus tôt par Justino Guitart y Vilardebó, l'évêque d'Urgel⁴⁸. L'ambassadeur français, comme dans le cas des échanges collectifs de prisonniers, est bien décidé à occuper l'espace et à prendre une part active aux négociations. Il mandate l'agent consulaire français à Saragosse, Roger Tur, pour servir d'intermédiaire auprès de l'évêque et des autorités de Pampelune afin de procéder à l'échange⁴⁹. Pour Herbette, il paraît en effet « préférable, aux yeux des autorités espagnoles, d'éviter l'intervention des représentants officiels du Gouvernement français dans cette affaire », comme il le confie à l'évêque de Dax : « Les Agents consulaires sont donc les intermédiaires les meilleurs. Leur personnalité disparaît entre la vôtre et celle de l'évêque de Pampelune⁵⁰. »

Le choix de mandater Roger Tur n'est pas anodin. Outre que Joan Casanelles est détenu à Saragosse, il pourrait aussi s'expliquer par le fait que l'agent consulaire connaît très probablement le commandant de la frontière, Julián Troncoso, qui a résidé dans la capitale aragonaise de 1931 à 1936. Tur est ainsi chargé par l'ambassade française de négocier avec l'officier espagnol le passage en France de Casanelles, lorsque l'échange est accepté le 20 novembre 1936. Alors que le comte de Montseny est embarqué à Barcelone sur le *Valmy* le 21, Troncoso prétend en effet conserver sous sa garde le temps que José María Milá Camps soit acheminé jusqu'à Irún⁵¹. Le directeur politique du Quai d'Orsay, Charles Rochat, proteste, estimant que ces dispositions ne sont pas « conformes à ce qui avait été convenu⁵² ». Tandis que l'agent consulaire renégocie avec Troncoso les conditions de l'échange, Herbette soutient le point de vue de l'officier rebelle, faisant part au Département de la « confiance »

⁴⁷ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C⁴, dép. 615 de René Massigli à Jean Herbette, 19 octobre 1936.

⁴⁸ *Ibid.*, lettre de Vincent Auriol à Jean Herbette, 16 octobre 1936 ; et tél. 1 et 2 de Jean Herbette au consul de France à Vintimille, 13 novembre 1936.

⁴⁹ *Ibid.*, lettre de Jean Herbette à Roger Tur, 9 novembre 1936.

⁵⁰ *Ibid.*, lettre de Jean Herbette à Clément Matthieu, évêque de Dax, 13 novembre 1936.

⁵¹ *Ibid.*, tél. 89 de Jacques Pingaud à Jean Herbette, 20 novembre 1936 ; et note de Jacques-Émile Pâris à Jean Herbette, 22 novembre 1936.

⁵² *Ibid.*, note de Jacques-Émile Pâris à Jean Herbette, 22 novembre 1936.

qu'il lui accorde⁵³. Les deux hommes ont certainement travaillé ensemble pour le rétablissement des communications transfrontalières — tant postales, télégraphiques que ferroviaires — avec la zone franquiste. Cette mesure, suggérée par Roger Tur et approuvée par Herbette dès la fin du mois d'août 1936, entre d'ailleurs en vigueur en novembre⁵⁴. En tant que chef des services frontaliers, il est très probable que Troncoso a pris part aux négociations. Finalement, c'est le point de vue du Quai d'Orsay qui prévaut. Casanelles est remis à l'attaché naval français, Raymond Moullec, le 23 novembre 1936, tandis que l'officier rebelle considère que l'échange a été pleinement exécuté, sans que José María Milá Camps se présente à Irún⁵⁵. Une semaine plus tard, quand des rumeurs évoquent la nomination de Julián Troncoso comme gouverneur militaire de Saint-Sébastien, Herbette s'en réjouit, estimant que la France n'a « qu'à [se] louer » de la manière dont l'officier rebelle exerce ses fonctions⁵⁶.

À partir de ce moment, Troncoso s'impose comme un intermédiaire essentiel pour les activités humanitaires que Jean Herbette mène sur la côte basque, lui servant d'interlocuteur et de relai auprès des autorités rebelles. Lorsque le journaliste français Henri Malet-Daubant est condamné à mort en février 1937, l'ambassadeur français sollicite l'aide de l'officier espagnol pour obtenir de sursoir à son exécution afin de procéder à un échange avec un pilote allemand détenu à Bilbao⁵⁷. Troncoso semble d'ailleurs jouer un rôle particulier dans la libération des étrangers détenus par les troupes franquistes, comme en mai 1937, quand il assure la sortie d'Espagne de 45 étrangers, dont 9 Français⁵⁸ ; ou en juin 1937, lorsqu'il propose l'échange d'un prisonnier britannique, Leeson, contre un pilote allemand détenu à Bilbao, Wandel⁵⁹. L'officier franquiste ne sert pas seulement d'intermédiaire auprès des Français : il entretient également des relations avec l'ambassade britannique, et notamment avec son secrétaire, Geoffrey Thompson. Ce dernier est présenté à Troncoso et à ses officiers par le vice-consul britannique à Saint-Sébastien, Harold Goodman. Le commandant rebelle le

⁵³ *Ibid.*, tél. 1466 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 novembre 1936.

⁵⁴ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, *op. cit.*, p. 288-290 ; Nathan Rousselot, « La frontière des Pyrénées durant la Guerre d'Espagne (1936-1939) : un miroir des hésitations diplomatiques françaises, entre crainte de la révolution et reconnaissance du général Franco », in Diego Gaspar Celaya (dir.), *Frontera Pyrénées. Histoire de passages et expériences de transit contemporaines*, Pau, Presses universitaires de Pau et des Pays de l'Adour, 2023 (à paraître).

⁵⁵ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C⁴, tél. 1472 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 novembre 1936 ; et tél. 1479 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 24 novembre 1936.

⁵⁶ CADN, Madrid, B, 559, GC 1/E⁶, dép. 1200 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} décembre 1936.

⁵⁷ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, *op. cit.*, p. 292-293.

⁵⁸ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/D, tél. 774 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 22 mai 1937 ; et tél. 820 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 29 mai 1937.

⁵⁹ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C²⁵, note de René Bonjean, 2 juin 1937 ; et dép. 570 de René Massigli à Jean Herbette, 16 juin 1937.

reçoit dès lors avec « courtoisie et amabilité », ce qui conduit Thompson à louer dans ses mémoires « la disposition de cet officier à être utile » : « À plusieurs reprises, c'est grâce à sa bonne volonté que nous avons pu obtenir la libération sans complications de visiteurs britanniques qui, d'une manière ou d'une autre, s'étaient mis à dos les autorités franquistes⁶⁰. »



Photographie 45 : Le commandant Julián Troncoso Sagredo en octobre 1937, après son arrestation par la police française⁶¹.

Julián Troncoso n'est d'ailleurs pas le seul à investir la question des échanges de prisonniers. En janvier 1937, l'agent du SIFNE Felipe Bertrán y Güell rend ainsi visite à l'ambassade française pour signaler l'intérêt des autorités rebelles pour un ami de la famille du général Queipo de Llano, Martín Miret, détenu à Barcelone. Il indique également le nom des personnes qui pourraient être libérées dans le cadre d'un échange : la femme, la belle-mère et la belle-sœur de Saturnino Barneto Atienza, dirigeant communiste à Séville ; la fille du général Juan Hernández Sarabia, ancien chef de la maison militaire de Manuel Azaña ; de Modesto Pineda Barrios, demi-frère du président des Cortes espagnoles, Diego Martínez

⁶⁰ Geoffrey Thompson, *Front-Line Diplomat*, Londres, Hutchinson & Co., 1959, p. 132.

⁶¹ Archives Nationales (Pierrefitte-sur-Seine), fonds du ministère de l'Intérieur, Direction Générale de la Sûreté Nationale, série F/7, carton 16025/1 (désormais : AN, Intérieur, DGSN, F/7/16025/1).

Barrio ; ou encore d'un beau-frère de Diego Martínez Barrio⁶². Les services de Felipe Bertrán y Güell sont à nouveau sollicités par Herbette en septembre 1937, en faveur de deux miliciens français faits prisonniers lors d'une offensive républicaine contre Saragosse, Joseph Moine et Jean Praderes ou Pradel⁶³. Alors que les deux hommes sont condamnés à mort lors d'un conseil de guerre en septembre 1937, José ou Antonio Martín Montis — les fils du marquis de Linares qui collaborent avec Troncoso — suggère de procéder à un échange avec le commandant d'aviation Pérez Prado, blessé puis fait prisonnier par les républicains en Aragon⁶⁴. Herbette demande entre temps à Felipe Bertrán y Güell d'intervenir à Saragosse, pour empêcher l'application de la peine capitale contre ses deux concitoyens⁶⁵. Les démarches échouent : tandis qu'il s'avère finalement que Pérez Prado est décédé deux jours après que son avion a été abattu, les deux miliciens français sont exécutés dans la nuit du 4 au 5 octobre⁶⁶.



Photographie 46 : Antonio Martín Montis⁶⁷.

⁶² CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C¹³, note manuscrite rendant compte de la visite de Felipe Bertrán y Güell, 5 janvier 1937.

⁶³ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C³², note de Roger Tur à Jean Herbette, 4 septembre 1937.

⁶⁴ *Ibid.*, tél. 1351 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 septembre 1937 ; tél. 1459 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 23 septembre 1936.

⁶⁵ *Ibid.*, tél. 1506 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} octobre 1937.

⁶⁶ *Ibid.*, tél. 709 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 4 octobre 1937 ; et tél. 1524 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 7 octobre 1937.

⁶⁷ AN, Intérieur, DGSN, F/7/16024/2.

Du reste, Julián Troncoso se révèle progressivement plus actif dans le champ humanitaire, ne se contentant plus de répondre aux sollicitations d'Herbette : il les initie désormais. Au début du mois de juin 1937, il demande ainsi à l'ambassadeur français d'organiser l'embarquement à Santander de la famille Puente, échangée contre la famille Santos⁶⁸. Herbette, qui l'appelle désormais son « cher commandant et ami », s'empresse de s'exécuter et de le tenir informé de ses démarches⁶⁹. Troncoso lui demande aussi d'intervenir en faveur des ressortissants espagnols exerçant les fonctions de consuls honoraires à Bilbao, qui se trouveraient en danger selon le consul du Salvador dans la capitale basque, Martínez Arias⁷⁰. Il n'est finalement rien d'après René Castéran, qui estime qu'aucune menace ne pèse à leur égard⁷¹. À l'été 1937, l'officier espagnol envoie également à Valence et à Barcelone un architecte français, Louis Beslier, afin d'organiser des échanges de prisonniers⁷². Pour ces démarches, Troncoso peut d'ailleurs compter sur l'appui de Roger Tur, qui sert de liaison avec l'ambassade française⁷³. L'agent consulaire français recommande notamment Louis Beslier, qu'il présente comme un « Français honorablement connu à Saragosse ». Employé d'une « firme française importante », la Compañía francesa de Crédito y Obras, il « est vu avec faveur » par les autorités locales⁷⁴. En réalité, Louis Beslier est un employé du militant d'Acción Popular, Joaquín Aznar Lobe, détenu à la prison Modelo de Barcelone depuis décembre 1936. Lorsque l'architecte français lui rend visite en janvier 1937, Aznar lui demande de servir de liaison avec le SIM franquiste. À son retour à Saragosse, Beslier entre en relation avec l'État-Major rebelle avant d'être présenté à Julián Troncoso. C'est alors qu'il est missionné pour réaliser plusieurs projets d'échanges, notamment entre l'aviateur français Jean Pelletier et l'aviateur allemand Karl Schmidt, mais aussi de 35 boy-scouts de Saragosse contre des artistes républicains. À chaque voyage qu'il réalise à Barcelone, Beslier en profite pour assurer une liaison avec le « groupe Almogávares » fondé par Aznar, qui appartient à la Cinquième colonne barcelonaise. Il reçoit alors des informations militaires, telles que le plan des défenses du port catalan ainsi que la localisation de fabriques et de dépôts de munitions, avant de les transmettre au commandant Alberto Cuartero Logroño, délégué du SIM à

⁶⁸ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C²⁰, tél. 278 de Jean Herbette à René Castéran, 1^{er} juin 1937.

⁶⁹ *Ibid.*, lettre de Jean Herbette à Julián Troncoso, 8 juin 1937 ; lettre de Jean Herbette à Julián Troncoso, 10 juin 1937.

⁷⁰ CADN, Madrid, B, 570, 6/E, note de René Bonjean, 3 juin 1937.

⁷¹ *Ibid.*, tél. 228 de René Castéran à Jean Herbette, 4 juin 1937.

⁷² CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C³⁷, dép. 558 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 8 septembre 1937 ; Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, *op. cit.*, p. 192-193.

⁷³ CADN, Madrid, B, 570, GC 6/E, note de René Bonjean, 3 juin 1937 ; et CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C²⁵, note de René Bonjean, 2 juin 1937.

⁷⁴ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C³⁷, dép. 558 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 8 septembre 1937 ; et dép. 920 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 septembre 1937.

Saragosse. En février 1938, Beslier est finalement détenu et condamné à mort par les services républicains⁷⁵.

La position occupée par Troncoso et ses collaborateurs sur le terrain humanitaire n'est donc pas anodine : elle leur sert à camoufler des activités d'espionnage, avec parfois un certain cynisme. En mars 1937, il sert ainsi d'intermédiaire avec les fils du marquis de Linares, José et Antonio Martín Montis, quand Jean Herbette leur demande d'intervenir en faveur du conseiller municipal socialiste d'Irún, Florencio Iracheta et de l'ancien député catalan Manuel Carrasco i Formiguera, détenus et condamnés à mort après l'arraisonnement par les franquistes du *Galdamés* qui les transportait jusqu'à Bilbao⁷⁶. Ce sont pourtant les services de renseignement auxquels ils participent qui sont à l'origine de la capture du navire⁷⁷. Il en va de même quand ces derniers organisent le 21 juin 1937 l'interception d'un avion de la compagnie « Air-Pyrénées », créée par les nationalistes basques pour assurer la liaison entre Santander, Bilbao et Toulouse. Outre le pilote, José Yanguas, et un mécanicien, Pablo Martínez, se trouvent à son bord : Alfredo Espinosa, conseiller à la Santé dans le gouvernement basque, ainsi que son secrétaire Eugenio Uργοiti ; Emilio Ubierna, chef de l'administration sanitaire basque ; José Aguirre, capitaine d'artillerie ; et enfin Georges Rougé, un ancien lieutenant de l'armée de l'Air française⁷⁸. Le pilote, José Yanguas, semble avoir été de connivence avec les services franquistes⁷⁹. Il aurait atterri volontairement à Zarauz, facilitant l'arrestation de ses passagers⁸⁰. Quoi qu'il en soit, Espinosa, Uργοiti, Ubierna et Aguirre sont condamnés à mort le 23 juin 1937 par un conseil de guerre, tandis que Martínez et Rougé sont condamnés à la prison à perpétuité⁸¹. Troncoso, dont les services ont probablement participé à l'opération, est alors sollicité par Jean Herbette et par le consul général à Saint-Sébastien, Émile Lasmartres. Sur instruction d'Yvon Delbos, ces derniers cherchent à préserver la vie des quatre Espagnols condamnés à mort, en vue d'un prochain

⁷⁵ Carlos Piriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 191-194.

⁷⁶ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C²³, tél. 285 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 mars 1937 ; et tél. 291 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 mars 1937.

⁷⁷ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 118-119 ; Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 74.

⁷⁸ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 106-109.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 109-114.

⁸⁰ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C²⁹, tél. 957 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 juin 1937.

⁸¹ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 110-111.

échange, mais aussi à obtenir la libération de leur concitoyen, sans succès⁸². Ces deux affaires dévoilent alors la duplicité de l'action humanitaire de Julián Troncoso, qui se sert de cette couverture pour dissimuler des actions clandestines de renseignement. C'est loin d'être le seul à procéder de la sorte. Cette duplicité est en effet le propre des services franquistes installés dans le sud de la France.

B. Les raisons d'un engagement humanitaire

1. Le rapatriement des réfugiés : entre renseignement et guerre économique

L'investissement du champ humanitaire par les services de renseignements rebelles est en effet contemporain à leur formation. Selon une note du Servicio de Información Militar (SIM) républicain, José Bertrán y Musitu propose à la Junta Nacional de Defensa de Burgos en septembre ou octobre 1936 l'établissement d'un service d'aide aux réfugiés qui proviennent de Barcelone et qui débarquent à Gênes, entièrement financé par des particuliers, et notamment par Francesc Cambó. L'objectif de ce service est notamment d'apporter un appui moral aux réfugiés, mais aussi d'organiser l'envoi des jeunes hommes d'âge militaire en zone rebelle pour combattre. À partir d'octobre 1936, une autre délégation de ce « Service de Rapatriement » est ouverte à Marseille, au numéro 13 de la rue Paradis, à la tête de laquelle Bertrán y Musitu nomme José Utrillo Raymat⁸³. Ce dernier donne ainsi naissance au « Comité d'Aide aux Réfugiés Espagnols », qui poursuit officiellement des objectifs similaires au « Service de Rapatriement ». Utrillo peut alors compter sur l'aide d'Enrique Mir Deulofeu, de Francisco Solano Aguirre, alias Soler Fernand, et de José María Sentís Anfruns. Ces derniers possèdent de nombreuses attaches dans les milieux industriels marseillais et barcelonais. Mir est ainsi le beau-fils d'un industriel italien, ancien président de la Chambre de commerce italienne à Marseille, M. de Andreis, tandis que Solano est ingénieur industriel. Quant à Sentís, il travaille comme délégué de la firme anglaise Jantsen Knitting Mills⁸⁴.

⁸² CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C²⁹, tél. 334-335 d'Yvon Delbos à Jean Herbette, 24 juin 1937 ; tél. 960 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 juin 1937 ; tél. 961 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 25 juin 1937 ; tél. 975 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 28 juin 1937 ; tél. 1049 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 juillet 1937 ; note d'Émile Lasmartres à Jean Herbette, 16 juillet 1937 ; tél. 1088 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 21 juillet 1937.

⁸³ Centro documental de la Memoria Histórica, dépôt de la Fondation Juan Negrín López, archives du SIM (désormais : CDMH, FJNL, SIM), note du SIM républicain datant probablement d'avril 1938.

⁸⁴ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 52-53.

En réalité, le « Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols » est loin de s'en tenir à une seule activité humanitaire, et il se consacre dès le début à des tâches de documentation et d'information pour le compte des autorités rebelles, en étroite collaboration avec une autre officine marseillaise située au numéro 37 du cours Joseph Thierry⁸⁵. Leur position stratégique leur permet notamment de recevoir de la correspondance et des documents échappant à la censure de la zone républicaine pour la transmettre en zone rebelle ; mais aussi les valeurs et les bijoux des réfugiés espagnols dont l'exportation est très fortement limitée, voire interdite par les autorités républicaines. Le Comité peut alors compter sur l'aide de certains diplomates et consuls qui mettent les valises diplomatiques à sa disposition⁸⁶. Francesc Cambó et Juan March servent d'intermédiaires, récoltant et transmettant les informations à l'État-Major rebelle⁸⁷. À partir d'avril 1937, le SIM rebelle ouvre cependant une officine concurrente d'aide aux réfugiés, dissimulée par l'agence de voyages Oceania, qui dépend directement des services de renseignement de Burgos. Elle est dirigée par le commandant Antonio Escarpín et le franquiste catalan Juan Salvador Just. Les deux services entrent alors en concurrence, jusqu'à ce que le chef du SIM rebelle, José Ungría Jiménez, accepte en juin 1937 la création d'un bureau unique à Marseille, dirigé par Utrillo, à condition que ce dernier renforce les activités d'espionnage⁸⁸. Mais en septembre 1937, Ungría envoie l'un de ses agents, Enrique Carrión, réorganiser les services marseillais. Ce dernier accuse Utrillo de se prêter à des trafics lors des évasions de réfugiés, de capitaux et de bijoux depuis l'Espagne républicaine, prélevant dans ces deux derniers cas 10 à 15 % des valeurs exportées. Face au rapport de Carrión, les autorités de Burgos décident de démettre Utrillo de ses fonctions et de fermer le « Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols », qui devient un centre d'information dépendant directement du SIM rebelle en décembre 1937⁸⁹. Cette dernière transformation est probablement aussi liée à la nouvelle politique migratoire adoptée par la France, qui tarit progressivement les flux de réfugiés qui arrivent d'Espagne à Marseille⁹⁰.

Ces services de rapatriement des réfugiés espagnols servent alors les buts de guerre des militaires rebelles, renforçant leurs troupes par l'acheminement de volontaires en âge d'être recrutés dans l'armée insurgée, mais aussi en participant à la guerre économique. La zone rebelle apparaît particulièrement fragilisée au début de la guerre civile. Non seulement

⁸⁵ *Ibid.*, p. 53.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 54-55.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 53.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 55-56.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 57-58.

⁹⁰ Voir le chapitre 7, p. 462-464.

les territoires républicains conservent l'essentiel de la production industrielle espagnole (80 %), mais ils contrôlent les principaux centres financiers (Catalogne, Madrid, Pays basque). La République espagnole conserve ainsi près de 70 % du budget de l'État et 65 % des effectifs bancaires, en plus des réserves d'or de la Banque d'Espagne⁹¹. Dans ces conditions, les autorités rebelles sont contraintes de refonder un système économique et financier, en créant notamment une nouvelle Casa de la Moneda en novembre 1936. Elle est chargée de produire une peseta concurrente, à partir du métal provenant de souscriptions et de dons d'or et de bijoux⁹². C'est dans ce contexte que le Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols organise la « récupération et expédition de bagages égarés de réfugiés passant par Marseille et expédition en Espagne nationale des bijoux que les réfugiés ont pu emporter hors de la zone rouge et qui sont parvenus à l'office par les valises diplomatiques ou par d'autres voies⁹³ ». Ils contribuent en outre à affaiblir l'économie républicaine, confrontée dès les premiers instants de la guerre à la thésaurisation de sa monnaie métallique : la valeur de la peseta républicaine s'effondre ainsi tout au long de la guerre civile, au bénéfice de la peseta émise par Burgos⁹⁴. L'évasion de monnaie, de bijoux, de capitaux et de valeurs organisée par le Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols et par les officines du SIM rebelle à Marseille participe de cet effondrement — avec la complicité de certains collaborateurs des consulats français en Espagne (voir *infra*).

Le Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols n'est pas le seul centre de renseignement à s'occuper des questions humanitaires. Le SIFNE, par l'intermédiaire des services installés dans la villa *Nacho Enea* à Saint-Jean-de-Luz, s'occupe également du rapatriement des réfugiés, organisant même la libération de prisonniers ou de personnalités cachées en zone républicaine, à travers la réalisation d'échanges d'otages ou leur évasion clandestine⁹⁵. Le SIFNE peut alors compter sur l'aide de diplomates espagnols ralliés à la rébellion militaire, comme Luis Martínez de Irujo, marquis de Los Arcos et ancien conseiller de l'ambassade d'Espagne aux États-Unis. Ce dernier est missionné par le Secrétaire aux

⁹¹ José Angel Sánchez Asiaín, « La economía española durante la guerra civil : dos modelos enfrentados », in Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (dir.), *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol.1, p. 430-432.

⁹² Miguel Martorell, « Las pesetas al servicio de la guerra », in Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (dir.), *Economía y economistas españolas en la Guerra Civil*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2008, p. 1031-1033.

⁹³ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 54-55.

⁹⁴ José Angel Sánchez Asiaín, « La economía española durante la guerra civil : dos modelos enfrentados », *op. cit.*, p. 452-453.

⁹⁵ CDMH, FJNL, SIM, note du SIM républicain datant probablement d'avril 1938.

Relations Extérieures, Francisco Serrat, qui souhaite faire de *Nacho Enea* un consulat officieux⁹⁶. Avec d'autres aristocrates espagnols, le marquis de Los Arcos établit alors des liens avec les missions étrangères réfugiées à Saint-Jean-de-Luz et Hendaye pour obtenir les libérations et les évasions souhaitées⁹⁷. Du reste, les services rebelles installés sur la côte basque occupent également une position centrale dans le rapatriement des réfugiés par la frontière d'Irún, point de passage obligatoire. Dans ces conditions, *Nacho Enea* et la Comandancia Militar del Bidasoa, dirigée par Julián Troncoso, deviennent de véritables antichambres du retour en Espagne rebelle, avalisant ou non l'entrée des réfugiés⁹⁸.

La place des services de renseignements dans l'accueil des réfugiés est d'ailleurs aisément compréhensible. Dès le 19 octobre 1936, le chef du SIM rebelle à Burgos, le colonel Múgica Buhigas, élabore en effet des instructions précises pour interroger les prisonniers et les « évadés » provenant de la zone républicaine. Réalisés par des officiers de renseignement, ces interrogatoires visent non seulement à recueillir les informations personnelles sur les réfugiés rapatriés en zone rebelle, ainsi que des détails sur les conditions de leur fuite ; mais aussi à récolter des informations de caractère militaire et social. Les officiers de renseignement s'intéressent notamment à l'organisation et au commandement des troupes républicaines, à l'armement dont elles disposent, à l'aide étrangère ou encore aux fortifications. Ils recueillent également des informations sur l'état psychologique et moral de l'arrière républicain, étant attentifs à la confiance, à la cohésion et à l'autorité de leurs adversaires⁹⁹. Les services de police français décrivent un fonctionnement similaire dans les locaux de *Nacho Enea*, où les personnes qui souhaitent se rendre en Espagne rebelle subissent un interrogatoire préalable avant de se voir délivrer un laissez-passer. Ces déclarations sont ensuite transmises à la Comandancia Militar à Irún¹⁰⁰. Les réfugiés deviennent dès lors une source d'information importante pour les agents du renseignement rebelle, comme en témoigne José Bertrán y Musitu après la guerre civile :

⁹⁶ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia, op. cit.*, p. 74-75.

⁹⁷ CDMH, FJNL, SIM, note du SIM républicain datant probablement d'avril 1938.

⁹⁸ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia, op. cit.*, p. 208-209.

⁹⁹ Gutmaro Gómez Bravo, *Geografía humana de la represión franquista. Del Golpe a la Guerra de ocupación (1936-1941)*, Madrid, Cátedra, 2017, p. 91-93.

¹⁰⁰ Archives Nationales (Pierrefitte-sur-Seine), fonds Moscou, archives du ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Sûreté nationale, service du contrôle des étrangers, carton 19940497/65 (désormais : AN, Moscou, Intérieur, DGSN, 19 940 497/65), rapport du commissaire spécial Sangla sur l'« organisation générale de la villa "Nacho Enea" de Saint-Jean-de-Luz », 16 avril 1937.

« Cette source a permis de fournir au Commandement, entre autres, des informations presque complètes sur l'emplacement des aérodromes ennemis et l'emplacement de leurs dépôts de bombes et d'essence ; un premier aperçu des fortifications côtières ; au moins 80 % des usines de matériel de guerre, avec leur emplacement exact sur les plans généraux des villes ou dans les villages où se trouvaient les ateliers, les entrepôts d'assemblage et de construction pour toutes sortes de matériel de guerre.

Les résultats obtenus par notre Aviation et par l'artillerie de notre Escadrille disent avec éloquence ce qui a été obtenu par le moyen critiqué d'avoir placé dans des endroits appropriés les agents connus chargés de recueillir les déclarations de ceux qui s'étaient évadés de la zone ennemie¹⁰¹. »

S'il est très probable que Bertrán y Musitu exagère les résultats obtenus afin de valoriser son action, l'interpénétration entre les services de rapatriement et les services de renseignement rebelles n'en demeure pas moins compréhensible à la lueur de son témoignage. Elle place sous un nouveau jour les évacuations de réfugiés organisées par les consulats français et britanniques, et leur libre rapatriement vers les territoires rebelles. Non seulement ils favorisent ainsi le renforcement de l'armée franquiste en permettant le recrutement de nouveaux volontaires, mais ils facilitent la collecte d'informations militaires déterminantes dans le cours de la guerre.

2. Un accès facilité au corps diplomatique : entre propagande et diplomatie parallèle

L'investissement du champ humanitaire par les agents rebelles leur permet en outre, comme nous avons pu le voir plus haut, de se mettre en relation avec les diplomates qui se sont réfugiés sur la côte basque en France. Le statut même de *Nacho Enea* est le reflet d'un positionnement ambigu des services espagnols, entre espionnage, propagande, diplomatie parallèle et humanitaire. Il en va de même pour le commandant Troncoso. Agent des services de renseignement franquiste et intermédiaire humanitaire, il est selon le contre-espionnage républicain « habilité comme diplomate » : « il s'occupe des questions de contrôle avec l'ambassadeur d'Angleterre à Biarritz » et « traite également avec le gouvernement français et dispose de facultés très étendues¹⁰² ». Cela expliquerait son invitation à déjeuner par l'ambassadeur britannique Sir Henry Chilton, en mars 1937, avec l'accord du cabinet diplomatique du général Franco¹⁰³. Par les contacts répétés qu'il noue avec les diplomates

¹⁰¹ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, op. cit., p. 51.

¹⁰² AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03162, dossier 3, sous-dossier 2, rapport du capitaine Bayo, 1937.

¹⁰³ Voir chapitre 8, p. 639.

français et britanniques, Troncoso parvient à entretenir avec eux des relations très cordiales. Le 29 juillet 1937, l'officier franquiste se présente ainsi à la frontière française muni d'un « énorme bouquet de fleurs » qu'il souhaite offrir à l'épouse de Jean Herbette. La gerbe de fleurs est cependant décorée de « fanions aux couleurs de l'Espagne royaliste, de l'Italie, de l'Allemagne et du Portugal¹⁰⁴ ». Le conseiller de l'ambassade française, Jean-Baptiste Barbier, évoque pour sa part son amitié pour le duc de Bailén, José María Cavero y Goicoerrotea, qui appartient au SIFNE¹⁰⁵.

Il en va de même pour la représentation britannique, comme en témoigne Geoffrey Thompson : « Des relations informelles et personnelles se sont donc développées d'un commun accord entre le personnel de l'ambassade [...] et le gouverneur militaire d'Irún ainsi que les fonctionnaires civils de Franco, y compris les membres de son ministère des Affaires étrangères, à [Saint-]Sébastien et ailleurs¹⁰⁶. » La région balnéaire, peuplée de restaurants et d'hôtels, est propice à ces relations informelles qui reproduisent une forme de sociabilité diplomatique dans laquelle se fondent les agents franquistes. Julián Troncoso fréquente ainsi le restaurant Simpson, où il se présente vêtu d'un « costume bleu foncé ou marron foncé, d'un chapeau gris clair¹⁰⁷ ». Il n'est d'ailleurs pas le seul à investir ces espaces de sociabilité. Thompson évoque dans ses mémoires le Boloney Club, qu'il fonde avec ses amis britanniques et espagnols et qui se réunit au restaurant « Bar Basque » à Saint-Jean-de-Luz : « Pour être admis, il suffisait d'avoir vécu une expérience dangereuse pendant la guerre civile, comme les raids aériens, les bombardements ou — comme dans plusieurs cas — l'arrestation ou l'emprisonnement dans l'un ou l'autre camp¹⁰⁸. » Parmi la vingtaine de membres qui composent ce club, il mentionne le vice-consul à Bilbao, John Innes, le consul à Santander, Thomas Bates, le vice-consul à Saint-Sébastien, Harold Goodman et sa femme, le correspondant du *Times*, W. T. Studdard ; mais aussi « deux couples d'Espagnols originaires de Barcelone travaillant au bureau de presse et de propagande de Franco » à Saint-Jean-de-Luz, c'est-à-dire rattachés au centre de *Nacho Enea*¹⁰⁹. Cette perméabilité est d'ailleurs théorisée par José Bertrán y Musitu, qui revendique l'usage de ce qu'il nomme les

¹⁰⁴ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03108 RE44, dossier 28, sous-dossier 2, note réservée n° 71 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 7 août 1937.

¹⁰⁵ Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 632 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 73.

¹⁰⁶ Geoffrey Thompson, *Front-Line Diplomat*, op. cit., p. 131.

¹⁰⁷ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03162, dossier 3, sous-dossier 2, rapport du capitaine Bayo, 1937.

¹⁰⁸ Geoffrey Thompson, *Front-Line Diplomat*, op. cit., p. 138-139.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 138.

« agents connus », susceptibles d’inspirer la confiance, pour collecter les renseignements et éviter les représailles dans les pays neutres où ils agissent¹¹⁰.

Dès lors, ces agents profitent de cet accès aisé aux diplomates pour diffuser auprès d’eux les éléments de propagande favorables à la rébellion militaire. Nous avons déjà mentionné l’appel de Francisco Moreno Zuleta, comte des Andes, au CICR en août 1936, ainsi que la diffusion par le centre de *Nacho Enea* de la thèse d’une attaque de l’ambassade britannique par un avion soviétique en janvier 1937¹¹¹. D’une manière générale, ils participent à modeler les représentations que les représentants étrangers se font de la guerre d’Espagne depuis Saint-Jean-de-Luz ou Hendaye, favorisant sans aucun doute le développement d’une diplomatie parallèle. Yves Denéchère a souligné la manière dont l’ambassadeur Jean Herbette mobilise des sources impossibles à vérifier pour justifier la politique de rapprochement qu’il préconise à l’égard du camp franquiste. Il convoque ainsi les témoignages et les déclarations d’un officier d’état-major qui aurait la confiance de Franco ou de compatriotes français sans préciser leur nom¹¹². Il pourrait bien s’agir, dans certains cas, d’agents des renseignements rebelles.

C’est ce que suggère la correspondance diplomatique envoyée par René Bonjean en 1938, alors qu’il a la charge des bureaux de l’ambassade française à Saint-Jean-de-Luz, après le rappel de Jean Herbette et la nomination d’Eirik Labonne à Barcelone en octobre 1937¹¹³. Bonjean utilise les mêmes formulations détournées que son ancien supérieur pour transmettre des informations au Quai d’Orsay sur la zone rebelle. Il évoque par exemple en juin 1938 « un renseignement de source nationaliste, mais émanant d’une personne de bonne foi » dont il ne précise pas l’identité. Or, le brouillon de son télégramme, conservé dans les archives diplomatiques de Nantes, comporte une note manuscrite révélant le nom de son informateur : « Marquis del Rebalso le 8.6.38 à 12 h¹¹⁴ ». Ce dernier est un agent du SIFNE depuis 1937, puis du SIPM à partir de février 1938, avec lequel René Bonjean entretient des relations suivies depuis avril 1938 (voir *infra*)¹¹⁵. Mais au-delà de la propagande et d’une forme de

¹¹⁰ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, op. cit., p. 49.

¹¹¹ Voir chapitre 6, p. 433-434 ; et chapitre 8, p. 568.

¹¹² Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 284 et 297.

¹¹³ Nathan Rousselot, *L’Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 95-98.

¹¹⁴ CADN, Madrid, B, 556, tél. 211 de René Bonjean au Quai d’Orsay, 8 juin 1938.

¹¹⁵ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 79 ; Nathan Rousselot, *L’Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 494-501.

diplomatie parallèle, cette proximité permet également aux agents franquistes de déployer leurs activités d'espionnage, soit en collectant des informations auprès de leurs interlocuteurs, soit en bénéficiant de leur complicité. Certains diplomates leur donnent en effet accès à leurs valises diplomatiques pour faciliter la transmission de renseignements entre les territoires insurgés et les territoires républicains, comme en témoigne José Bertrán y Musitu lui-même après la guerre¹¹⁶. Du reste, cette proximité leur apporte également une sécurité supplémentaire au moment de se livrer à leurs activités d'espionnage, qu'ils dissimulent derrière un vernis humanitaire.

3. L'espionnage sous couverture humanitaire : une protection supplémentaire

L'investissement du champ humanitaire par les agents rebelles leur permet en effet d'obtenir un certain nombre de facilités pour franchir la frontière entre l'Espagne et la France. Ils bénéficient ainsi du soutien de Jean Herbette à de nombreuses reprises. En février 1937, l'ambassadeur français est informé « qu'un groupement politique d'Hendaye [...] a l'intention de protester auprès du gouvernement français contre le fait que le chef de bataillon Troncoso est admis à franchir la frontière ». Il devance alors cette démarche, en priant le Quai d'Orsay de demander au contraire au ministère de l'Intérieur « de donner sans retard des instructions au Commissariat spécial d'Hendaye et à toutes autres autorités qu'il conviendrait d'atteindre, en vue d'accorder toutes les facilités au chef de bataillon Troncoso [...] pour franchir la frontière française à l'aller et au retour lors des visites (peu fréquentes, d'ailleurs) que ses fonctions l'obligent à faire en France ». Herbette justifie notamment cette mesure par les services humanitaires que Troncoso lui aurait rendus, lui suggérant d'échanger le journaliste Henri Malet-Daubant contre l'aviateur allemand Karl Schmidt détenu à Bilbao ; ou intervenant sur la demande du consul général Émile Lasmartres pour éviter l'exécution à Pampelune de l'un des frères du ministre basque Manuel de Irujo¹¹⁷. Quelque temps après, l'ambassadeur intervient également en faveur des fils du marquis de Linares, Antonio et José Martín Montís, qui, vivant dans une propriété à Hendaye, servent de liaison entre Troncoso et les missions diplomatiques installées en France. Le passage de la frontière vient de leur « être interdit à l'occasion des dispositions prises pour empêcher l'envoi de volontaires en Espagne ». Herbette pointe encore une fois la responsabilité des « milieux politiques

¹¹⁶ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, op. cit.

¹¹⁷ CADN, Madrid, B, 556, GC 1/C⁵, tél. 142 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 7 février 1937.

d'Hendaye », qui « auraient voulu exercer ainsi des représailles contre les marquis de Linares auquel ils reprocheraient des opinions monarchistes ». Il demande à nouveau au Quai d'Orsay de rapporter la mesure, craignant qu'elle ne mette en péril par la suite les efforts de l'ambassade en faveur de « la libération de [ses] ressortissants¹¹⁸ ». En avril 1937, Herbette demande cette fois-ci que les « quelques personnalités espagnoles, bien connues de la police française, qui sont fréquemment appelées à franchir la frontière en raison de leurs fonctions », soient exemptées de l'obligation de se munir d'un visa à la sous-préfecture de Bayonne avant de retourner en Espagne¹¹⁹ :

« [...] Leurs courtes visites en France sont en effet destinées d'ordinaire à leur permettre d'avoir des entretiens urgents et brefs avec des Missions diplomatiques étrangères ou avec les représentants de la Croix-Rouge, etc. Quelques-uns de ces Espagnols se bornent même à assurer des liaisons en apportant des communications ou des réponses. Celles-ci peuvent avoir un caractère pressant lorsqu'il s'agit de prisonniers à échanger, d'exécutions à empêcher, de dispositions à prendre pour des transports de réfugiés, etc.

J'ai eu moi-même aujourd'hui la visite d'un Espagnol habitant la France qui, grâce à ses relations avec son pays, est en mesure d'intervenir pour sauvegarder la vie de M. Alvarez Buylla, haut fonctionnaire républicain condamné à mort à Tétouan, en échange d'une sauvegarde analogue pour le fils du général Goded qui va passer en jugement à Barcelone. [...] Mais si mon interlocuteur d'aujourd'hui ne peut pas communiquer avec l'Espagne comme précédemment, ses efforts risquent d'être tardifs ; du coup les assurances demandées d'urgence par notre Consul à Barcelone menacent de ne pas arriver à temps et la chance que nous avons de sauver M. Alvarez Buylla peut nous échapper¹²⁰. »

L'ambassadeur français propose alors d'« établir une liste des personnalités espagnoles en question, à commencer par le Commandant militaire de la frontière espagnole qui nous a déjà rendu plusieurs services signalés dans des circonstances difficiles » : ces derniers devront alors être exemptés de visas¹²¹. Sous couvert d'humanitaire, Herbette s'efforce donc d'obtenir à de multiples reprises des facilités frontalières à des Espagnols qui, comme Julián Troncoso et les frères Martín Montís, appartiennent aux services de renseignement rebelle. Il facilite de ce fait leurs activités d'espionnage. De février à juin 1937, douze attentats ont lieu ou sont

¹¹⁸ *Ibid.*, tél. 228 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 février 1937.

¹¹⁹ CADN, Madrid, B, 571, GC 7/C², tél. 421 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 1^{er} avril 1937.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ *Ibid.*

tentés dans le sud de la France, visant principalement des intérêts républicains espagnols. Ils sont attribués en 1938 à Julián Troncoso et à ses agents¹²².

Ces activités attirent d'abord l'attention des services de renseignement républicains qui opèrent en France, depuis l'ambassade d'Espagne à Paris ou les consulats d'Espagne à Biarritz, Hendaye, Bordeaux, Toulouse et Marseille¹²³. Les services de surveillance français font en effet preuve d'une grande permissivité à l'égard des activités franquistes¹²⁴. Saisis par la crainte du « péril rouge », ils les sous-estiment en effet dans un premier temps, allant même jusqu'à attribuer certains attentats et sabotages à l'action d'anarchistes¹²⁵. Mais la collaboration de plus en plus intense entre les services de renseignement rebelles et les services italiens de l'Organizzazione di Vigilanza e Repressione dell'Antifascismo (OVRA) finissent par retenir leur attention¹²⁶. À partir du mois de mai 1937, la police française commence à agir contre certains agents franquistes, détenant notamment Francisco Solano Aguirre à Marseille, alors qu'il photographie des bateaux républicains dans le port¹²⁷. La villa *La Grande Frégate*, où sont installés les services du SIFNE, est perquisitionnée le 3 juillet 1937 par la police qui y cherche, sans succès, une radio sans fil¹²⁸. Mais c'est finalement l'action des services républicains qui atteint le plus le SIFNE. À la fin du mois de juillet, Saturnino Lasa, un agent du « réseau Quintanilla » (du nom de son fondateur, Luis Quintanilla), transmet des informations sur les activités de *Nacho Enea* et *La Grande Frégate* à Charles Rebert, journaliste au quotidien *Ce Soir*¹²⁹. Ce dernier les publie dans un article qui est par la suite reproduit dans *L'Humanité*, le 27 juillet 1937¹³⁰. Cette publication pousse alors le gouvernement français à agir. Le 30 juillet, il ordonne la fermeture de *La Grande Frégate*

¹²² Pierre Salmon, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », *Conceptos*, 2020, n° 1, p. 207-221. Consulté en ligne le 13 avril 2023. URL : https://ameriber.u-bordeaux-montaigne.fr/conceptos-varia-1/688-c01-11#_ftnref19.

¹²³ Sur les services de renseignement républicains en France, voir notamment Félix Luengo Teixidor, *Espías en la Embajada. Los servicios de información secreta republicanos en Francia durante la Guerra Civil*, *op. cit.*

¹²⁴ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 36 et 57.

¹²⁵ Pierre Salmon, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », *op. cit.*

¹²⁶ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 290 ; Pierre Salmon, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », *op. cit.*

¹²⁷ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 130.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 132.

¹²⁹ Félix Luengo Teixidor, *Espías en la Embajada. Los servicios de información secreta republicanos en Francia durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 59.

¹³⁰ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 129.

et décrète l'expulsion de Francisco Moreno Zuleta, comte des Andes, de José Bertrán y Musitu, de son fils Felipe Bertrán y Güell et de son neveu Manuel Doncel¹³¹.

Jean Herbette s'élève aussitôt contre ces expulsions, multipliant les démarches et les arguments pour obtenir qu'elles soient rapportées¹³². Une nouvelle fois, il recourt à l'argument humanitaire pour obtenir gain de cause. Il signale au Quai d'Orsay « que le comte de Los Andes, qui avait un jour demandé à notre Ambassade de lui faciliter le passage de la frontière pour retourner en Espagne, a été mis aussitôt à contribution pour intervenir en faveur de M. Pelletier, aviateur français, alors détenu et menacé d'être exécuté » : « Par amitié pour notre pays, le comte de Los Andes s'y était prêté avec empressement et il avait réussi à atteindre (ce qui nous était très difficile) l'autorité militaire supérieure à Burgos¹³³. » Un mois plus tard, alors que le Quai d'Orsay lui demande d'intervenir en faveur du frère de Jesús Hernández, ministre espagnol et communiste de l'Instruction publique, détenu par les rebelles, l'ambassadeur français déplore à nouveau les mesures d'expulsion ordonnées contre le comte des Andes et les Bertrán, père et fils : « Je me trouve donc privé à mon grand regret du seul moyen sûr et efficace que je possédais pour tenter des interventions dont je me chargerais pourtant si volontiers¹³⁴. » Herbette revient à la charge quinze jours plus tard, demandant qu'on autorise Felipe Bertrán y Güell afin de préserver la vie du frère de Jesús Hernández :

« Comme il arrive souvent en Espagne, c'est là surtout une question de personnes. Le principal pour faire aboutir la négociation, est donc de trouver en face de nous un interlocuteur compréhensif et influent.

Cet interlocuteur existe et a fait ses preuves : c'est M. Philippe Bertran Guell [sic] [...].

Si, sans même rapporter l'arrêter qui le concerne, on l'autorisait seulement à venir de temps à autre en France avec un visa spécial que lui délivrerait notre consulat de Saint-Sébastien, je suis persuadé que nous rencontrerions de nouveau en lui, pour sauver des prisonniers politiques, un auxiliaire dévoué et efficace¹³⁵. »

¹³¹ *Ibid.*, p. 132.

¹³² Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 304-305 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 132-136 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 325-328.

¹³³ CADN, Madrid, B, 573, tél. 1178 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 août 1937.

¹³⁴ CADN, Madrid, B, 569, GC 4/C³⁴, tél. 1376-1377 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 9 septembre 1937.

¹³⁵ *Ibid.*, tél. 1487 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 26 septembre 1937.

Comme de coutume, Herbette a déjà tenté d'appliquer sa suggestion. Au début du mois d'août, il a délivré à Felipe Bertrán y Güell « un document [...] priant les autorités de la frontière de [lui] faciliter l'entrée et la sortie de la France, comme étant le chargé de traiter avec lui au sujet de l'échange de prisonniers, otages, etc.¹³⁶ » Les démarches de l'ambassadeur semblent en partie porter leurs fruits. En octobre 1936, un inspecteur de police qui constate la présence du comte des Andes, Francisco Moreno Zuleta, à l'Hôtel Meurice à Paris, note en effet que ce dernier, « sur l'intervention du Département des Affaires Étrangères, a effectivement bénéficié, en raison de l'aide efficace qu'il a apportée à notre Ambassadeur en Espagne dans les pourparlers relatifs à des échanges de prisonniers, d'une suspension provisoire de la mesure qui le frappe, à la condition qu'il fixe sa résidence dans une région au Nord de la Loire¹³⁷ ».

Mais la position de Jean Herbette, déjà fragilisée, devient intenable lorsque Julián Troncoso est arrêté le 20 septembre 1937, après avoir échoué à s'emparer deux jours avant d'un sous-marin républicain mouillé à Brest, le C-2. Alors que la presse et les partis de gauche demandent sa démission, le ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos lui notifie sa « mise en disponibilité » le 2 octobre 1937¹³⁸. Comme l'indique l'historien espagnol Pedro Barruso, « la “cause nationale” perd sinon un allié, du moins un collaborateur important, toujours prêt à recevoir les émissaires de Salamanque et, conformément à sa pensée conservatrice, à justifier autant que possible les actions des Espagnols vivant dans le Sud-Ouest, qui deviennent de plus en plus audacieux¹³⁹ ». Cette destitution n'empêche cependant pas Jean Herbette de maintenir son appui au commandant Troncoso. Il est en effet appelé par la défense à témoigner lors du procès de l'officier espagnol en mars 1938. S'il ne se présente pas devant la cour, « invoquant le secret professionnel », il adresse néanmoins une longue lettre qui est lue lors de l'audience par Maître Dausatz, l'avocat de Troncoso. Dans cette lettre, l'ancien ambassadeur loue les « dispositions courtoises, équitables et surtout

¹³⁶ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03108 RE44, dossier 29, sous-dossier 1, lettre de Felipe Bertrán y Güell adressée au maire de Biarritz, Ferdinand Hirigoyen, et interceptée par les services spéciaux républicains, 10 août 1937.

¹³⁷ AN, Intérieur, DGSN, F/7/14724, rapport de l'inspecteur de police Mehr, 13 octobre 1937.

¹³⁸ Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, op. cit., p. 305-311 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 139-141.

¹³⁹ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 141.

humaines » de l'officier espagnol, qui avaient « une grande importance pour les intérêts, la liberté et même la vie de nombreuses personnes¹⁴⁰ » :

« Vous comprenez certainement ce qu'on éprouve à la pensée qu'une mise en liberté, un échange de prisonniers, la grâce d'un condamné, le simple ajournement de son exécution — retarder l'irréparable, c'est rouvrir la porte à l'espoir — dépendent d'une tentative personnelle qu'on va faire.

Vous comprenez certainement aussi le souvenir qu'on garde quand l'homme auprès duquel on a fait ou fait faire en dehors de toute fonction officielle et, par conséquent, sans autre ressource que celle de s'adresser à sa *caballerosidad*, mainte tentative pressante, voire parfois nocturne et désespérée, vous a constamment donné l'impression qu'il allait entreprendre aussitôt ce qui dépendrait de lui pour adoucir des épreuves ou sauver des vies qui étaient plus d'une fois celles d'adversaires notoires. Si bien qu'au bout de près d'une année, repassant en mémoire les cas sérieux ou graves auxquels on s'est ainsi intéressé, on n'en trouvait pas un où l'intervention souhaitée ne se fut produite, décisive lorsqu'elle le pouvait, méritoire toujours¹⁴¹. »

Ainsi, la couverture humanitaire sous laquelle agissaient les agents rebelles a indéniablement contribué au bon accueil qu'Herbette leur a réservé, même si son attitude s'explique surtout par la politique de rapprochement qu'il espérait mettre en œuvre avec le général Franco. Elle a en tout cas fourni de nombreux prétextes aux facilités qu'ils pouvaient espérer obtenir de la part de l'ambassadeur et des autorités françaises. De fait, les services qui se réorganisent dans le sud de la France sous la direction du colonel José Ungría continuent d'y avoir recours, comme en témoigne le marquis del Rebalso, Luis Marti Olivares, en février 1938 :

« Pour que vous puissiez comprendre ce que je vais vous dire par la suite, je dois vous informer que depuis un certain temps, je fais courir le bruit, avec un certain succès jusqu'à présent, que je suis un "cinglé" humanitaire qui, parce que j'ai beaucoup d'amis dans les deux camps, se consacre à faire sortir les rouges de la zone blanche et les blancs de la zone rouge.

Cette supercherie n'a d'autre but que de consolider mon séjour ici, en évitant que les rouges ne fassent pression pour qu'on m'expulse, et de justifier les visites que certains rouges effectuent chez moi. Pour donner plus de couleur à mon nouveau rôle, en combinaison avec notre chef, j'ai fait quelques démarches "réussies" en faveur de

¹⁴⁰ AN, Intérieur, DGSN, F/7/16024/2, rapport du préfet du Finistère au ministère de l'Intérieur, 26 mars 1938.

¹⁴¹ *Ibid.*

certains rouges, et d'après mes nouvelles, ils croient de tout cœur en mon travail humanitaire¹⁴². »

Cette lettre révèle bien les motivations des agents des services de renseignement rebelles au moment d'investir le champ humanitaire. Leurs démarches ne sont qu'instrumentales : elles ne visent qu'à renforcer leurs couvertures et à justifier des relations qui pourraient paraître suspectes. Les diplomates qui entrent dans leur jeu, comme Jean Herbette, en ont-ils conscience ? Peut-être certains sont-ils dupés. Mais dans le cas français, c'est peu probable tant le corps diplomatique et consulaire apporte son concours aux services de renseignement rebelles.

II. L'humanitaire dévoyé : les compromissions françaises avec l'espionnage rebelle

A. Une avant-garde rebelle à l'arrière républicain ? L'ambassade et les consulats de France en Espagne

1. Évacuations clandestines, évasions de capitaux, contrebande et espionnage : Barcelone et Valence

Comme nous l'avons déjà évoqué, le consulat général de France à Barcelone recourt dès les premières semaines de la guerre civile à des évacuations clandestines de réfugiés espagnols qui cherchent à fuir les violences révolutionnaires ou à passer en territoire rebelle¹⁴³. Ces opérations retiennent progressivement l'attention des autorités républicaines, d'autant qu'elles sont loin d'être les seules activités clandestines que mènent les agents du consulat. Le ministre de l'Intérieur espagnol, Ángel Galarza, remet à la fin du mois de mars 1937 un long rapport à son collègue du ministère d'État, Julio Álvarez del Vayo, incriminant le poste français. Le rapport accuse le consulat d'héberger une cellule de « volontaires » appartenant aux Croix-de-Feu, dissoutes quelques mois plus tôt. Il désigne notamment plusieurs collaborateurs bénévoles qui participent aux évacuations de réfugiés français et espagnols depuis le début de la guerre civile. Si le directeur des « Eaux Robinat Llorach », Paul Brés, et le directeur de la brasserie « La Moravia », Lucien Deville, se voient

¹⁴² AGMAV, 2961, 1, lettre de l'agent L-1, alias du marquis del Rebalso, à Manuel Pérez Urruti, alias Manolo, 3 février 1938.

¹⁴³ Voir chapitre 7, p. 476-485.

juste reprocher leur activité humanitaire, consistant à faciliter l'« évasion de fascistes », d'autres volontaires font face à des accusations plus graves¹⁴⁴.

Ainsi, Louis Bayard, représentant en produits chimiques et capitaine de réserve dans l'armée française, s'occuperait avec Georges Valette, négociant et lieutenant de réserve, « de recevoir les fascistes espagnols et de les adresser aux services qui ont été montés en vue de leur venir en aide » ; mais aussi « de recueillir la correspondance adressée aux fascistes, sans que celle-ci passe la censure ». De ce fait, ils permettent aux partisans de l'insurrection militaire à Barcelone de communiquer « sans difficulté avec les territoires occupés par les rebelles, avec les fascistes de France, d'Italie et d'Allemagne » : « Par ce procédé sont transmis des documents d'espionnages, photographies, etc. » Ils sont dès lors accusés de prêter main-forte aux services de renseignements rebelles. Le secrétaire commercial du consulat, Camille Robin, se faciliterait quant à lui « l'exportation de capitaux et de bijoux », qui seraient préalablement déposés dans les locaux du consulat avant d'être transportés hors d'Espagne par bateau. L'*Iméréthie II* servirait en effet à « l'exportation des capitaux et des bijoux, de même qu'il évite la censure aux communications adressées par les fascistes ». Les collaborateurs du consulat tireraient d'ailleurs profit des évacuations auxquelles le navire procède, malgré la gratuité du transport qu'il assure. Les réfugiés espagnols seraient en effet invités à remettre « des sommes qui vont grossir les fonds des organisations fascistes françaises ». 300 000 francs auraient été ainsi recueillis, notamment par l'intermédiaire de l'ancien directeur de l'Office français de tourisme à Barcelone, José Martinez. Ce dernier s'est réfugié en France en septembre 1936, et résiderait désormais à l'hôtel Ambassador à Paris, où il est « un spectateur assidu des réunions des fascistes espagnols ».

Plusieurs agents du consulat maintiendraient également des relations personnelles avec les rebelles. Camille Robin réaliserait ainsi de nombreux voyages à Paris, où il s'entretiendrait « avec des éléments factieux », résidant généralement à l'hôtel Palais d'Orsay ou au Grand Hôtel. L'ancien consul général, Jean Trémoulet, qui a quitté la capitale catalane à la fin du mois de septembre 1936, serait également « en rapport avec des éléments de droite d'Espagne, qui viennent le voir d'Italie, lui communiquant les adresses de fascistes cachés à Barcelone qu'il convient de faire partir de Barcelone par l'intermédiaire du Consulat de France ». La liaison serait également assurée par l'intermédiaire d'Armand Hazard. Si ce dernier réside à Marseille, il « possède également un bureau à Barcelone, via Durruti, d'où un de ses agents

¹⁴⁴ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », lettre d'Ángel Galarza à Julio Álvarez del Vayo, 25 mars 1937. Il transmet un rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone ».

correspond au moyen d'un code avec l'étranger » par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères français. Hazard se déplacerait continuellement entre Paris, San Remo-Hospitalet en Italie, l'hôtel de Nosilles à Marseille et le Grand Hôtel de Perpignan¹⁴⁵.

La provenance du rapport n'est pas précisée. Son auteur semble cependant entretenir des relations en France avec des membres de la SFIO et du journal *Le Populaire*, qu'il consulte à ce sujet. Ces derniers estiment alors « dangereux de recourir à la presse en raison des incidents que cela pourrait provoquer ». Ils conseillent au gouvernement espagnol de déclarer Camille Robin *persona non grata* et de demander son rappel en France. Ils recommandent également que la Généralité ordonne l'expulsion des collaborateurs bénévoles du consulat français, tandis que l'ambassade d'Espagne à Paris exige qu'on ne recoure plus au service de « volontaires » ni de l'*Iméréthie II*¹⁴⁶. Ces conseils ne sont que partiellement suivis. Le rapport est bien transmis par le sous-secrétaire du ministère d'État, Alfredo Nistal, à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Luis Araquistáin, au président de la Généralité catalane, Lluís Companys, et au Comité exécutif de la SFIO¹⁴⁷. Mais dès le 7 avril 1937, le journal *Política* publie à Valence les informations du rapport¹⁴⁸. Alors qu'Araquistáin en adresse une copie parcellaire au Quai d'Orsay le lendemain, *La Vanguardia* et *Solidaridad Obrera* reproduisent l'article du *Política* en Catalogne¹⁴⁹. Ce dernier est d'ailleurs repris en France par *L'Humanité* qui dénonce l'action de Louis Bayard, de l'attaché commercial « Camille Robel » [*sic*], d'Armand Hazard et de José Martínez, qualifiés par Gabriel Péri de « sous-Herbette¹⁵⁰ ». Les jours suivants, la police catalane perquisitionne les domiciles de Pierre Farnié, négociant en laine et collaborateur du consulat, ainsi que d'Émile Louis Martignol, « industriel fort honorablement connu » et officier de réserve, réfugié en France depuis juillet 1936. Elle menace également de perquisitionner les domiciles de Camille Robin, de George Valette et d'Armand Hazard, mais le consul Jacques Pingaud s'y oppose en sollicitant avec succès l'intervention du conseiller à l'Intérieur et à la Sécurité de la Généralité

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », dép. 57 d'Alfredo Nistal au Comité Exécutif du Parti Socialiste, 30 mars 1937 ; dép. 396 d'Alfredo Nistal à Luis Araquistáin, 30 mars 1937 ; et dép. 38 d'Alfredo Nistal à Lluís Companys, 30 mars 1937.

¹⁴⁸ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 216 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 8 avril 1937.

¹⁴⁹ CDMH, FJNL, ministère d'État, note verbale n° 150 de l'ambassade d'Espagne au Quai d'Orsay, 8 avril 1937 ; CADN, Barcelone, B, 101, dép. 216 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 8 avril 1937 ; « En Catalunya actúa la organización fascista francesa "Cruces de Fuego" », *La Vanguardia*, 8 avril 1937.

¹⁵⁰ « À Barcelone, des "Croix de Feu" se livrent à l'espionnage au profit des rebelles », *L'Humanité*, 9 avril 1937 ; et Gabriel Péri, « Le gouvernement français publie un décret concernant le contrôle naval », *L'Humanité*, 10 avril 1937.

catalane, Artemio Aguade. Les forces de police n'en instaurent pas moins une surveillance devant leurs résidences¹⁵¹.

Dès la parution de l'article de *Política*, Jacques Pingaud s'empresse de démentir les informations auprès du Quai d'Orsay. Il en attribue l'origine à Marcel Pépin, un ancien secrétaire des services commerciaux du consulat qui souhaiterait se venger de ses anciens camarades et collègues qui auraient dénoncé son action durant l'automne 1936. L'article reproduirait « presque textuellement » un passage d'un « rapport concernant la nomination du Secrétaire Général de l'Agent commercial de France à Barcelone », que Marcel Pépin aurait fourni en juillet 1936 « à un certain nombre d'hommes politiques français et transmis par eux à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie¹⁵² ». Les relations de Pépin avec la colonie française de Barcelone sont en effet houleuses depuis plusieurs mois. Jeune militant socialiste de 25 ans et proche de certaines personnalités catalanes de l'ERC et de l'ACR, il s'illustre en effet durant le printemps 1936 en critiquant par l'intermédiaire de Radio-Barcelone les articles de *L'Éclair de Montpellier*, du *Jour*, de *l'Écho de Paris*, de *La Croix*, du *Petit Parisien* et de *l'Action Française* sur la situation en Espagne¹⁵³. Rappelé à l'ordre par le consul Jean Trémoulet, il est contraint d'arrêter ses interventions à la radio, et il reçoit le soutien du journal socialiste *Le Populaire*, dont il semble proche¹⁵⁴.

Cela n'empêche pas cependant Marcel Pépin de prendre une part active aux évacuations de réfugiés français et espagnols à partir du 19 juillet 1936. Antoine de Saint-Exupéry, alors correspondant de *L'Intransigeant* en témoigne dans l'un de ses articles dans lequel il évoque les « expéditions mystérieuses » que réalisent ses amis pour sauver des personnes menacées. Il prend part à l'une de ces opérations, menée par Pépin qui se présente comme un « socialiste français » et exhibe devant ses interlocuteurs sa « carte de membre du parti¹⁵⁵ ». Le jeune socialiste est en effet investi, « de par sa fonction de représentant du Front Populaire, [...] du rôle d'aplanir toutes les difficultés qui [peuvent] se présenter auprès des divers Comités révolutionnaires et de prendre une part active en allant accomplir des missions

¹⁵¹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 232 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 14 avril 1937.

¹⁵² *Ibid.*, dép. 216 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 8 avril 1937.

¹⁵³ CADN, Barcelone, B, 43, « Note résumée pour M. Pingaud » sur l'« activité non professionnelle de M. Marcel Pépin avant la révolution espagnole », avril 1937 ; éditorial de Charles Maurras, *L'Action Française*, 1^{er} mai 1937 ; « Lettre d'Espagne. Un émule du sieur Bénazet », *L'Action Française*, 11 mai 1937 ; et « Le zèle des fascistes contre Radio-Barcelone », *Le Populaire*, 11 mai 1936.

¹⁵⁴ « Le zèle des fascistes contre Radio-Barcelone », *Le Populaire*, 11 mai 1936 ; et « Une démarche déplacée du consul de France à Barcelone », *Le Populaire*, 27 mai 1936.

¹⁵⁵ Antoine de Saint-Exupéry, « On fusille ici comme on déboise... Et les hommes ne se respectent plus les uns les autres », *L'Intransigeant*, 19 août 1936. Je remercie Nadia Hebaz de m'avoir signalé cet article.

dites dangereuses dans la ville et en dehors de celle-ci¹⁵⁶ ». Dans un premier temps, les services du consulat estiment « de l'opinion unanime » que « son action a été incontestablement efficace et humanitaire ». Mais par la suite, « et toujours de l'opinion unanime, M. Pépin aurait profité de la situation pour faire évader des fascistes, des capitaux, etc., moyennant une rémunération¹⁵⁷ ».

Pépin est en effet accusé, avec José Martínez et un autre volontaire catalan, Filipo, d'avoir tiré profit de son action humanitaire. Ces accusations sont formulées par Maurice Kamké, Pierre Farnié, mais aussi par José María Merelo de Barberá et l'amiral Jean Decoux¹⁵⁸. Ce dernier considère même dans ses mémoires que le départ du consul Jean Trémoulet en France, le 25 septembre 1936, s'expliquerait par la tolérance dont il fait preuve face à ces activités. La menace des anarcho-syndicalistes de la CNT-FAI dont il est la cible s'expliquerait par leur volonté de s'emparer de ce négoce¹⁵⁹. Le départ de Pépin le même jour est également justifié *a posteriori* par ses activités lucratives : les comités de la CNT-FAI, mis au fait, l'auraient « condamné à mort ». Il est détenu par la police quelques heures avant son embarquement, et n'est libéré que sur intervention de Jean Trémoulet et de Jacques Pingaud¹⁶⁰. Pépin, Martínez et Filipo sont même accusés d'utiliser leurs relations avec les comités révolutionnaires pour menacer des personnalités riches de Barcelone, françaises comme espagnoles, pour les inciter à quitter la ville moyennant une rétribution significative¹⁶¹. Néanmoins, « voulant peut-être conserver les sympathies générales qu'il s'était acquises » auprès de ces organisations ouvrières, Pépin aurait parfois dénoncé « les personnes qu'il s'était chargé de faire partir en France et qui lui avaient versé des sommes importantes pour ce service¹⁶² » : « C'est ainsi qu'il a dénoncé le Marquis d'Allella qui a été fusillé ! Il lui avait remis 50 000 pesetas¹⁶³ ! »

¹⁵⁶ CADN, Barcelone, B, 43, déclaration de Maurice Kamké, collaborateur bénévole du consulat, sans date.

¹⁵⁷ *Ibid.*, « Note résumée pour M. Pingaud » sur l'« activité non professionnelle de M. Marcel Pépin avant la révolution espagnole », avril 1937.

¹⁵⁸ *Ibid.*, déclaration de Maurice Kamké, collaborateur bénévole du consulat, sans date ; lettre de Pierre Farnié à Jacques Pingaud, 23 octobre 1936 ; et « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

¹⁵⁹ Cité par Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolsats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, Barcelone, Base, 2020, p. 128-129.

¹⁶⁰ CADN, Barcelone, B, 43, dép. 100 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 15 février 1937 ; « Note résumée pour M. Pingaud » sur l'« activité non professionnelle de M. Marcel Pépin avant la révolution espagnole », avril 1937 ; et rapport non signé sur Marcel Pépin, 19 janvier 1938.

¹⁶¹ *Ibid.*, rapport non signé sur Marcel Pépin, 19 janvier 1938 ; déclaration de Maurice Kamké, collaborateur bénévole du consulat, sans date ; et « L'Espagne et la France. L'Œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá, 1941.

¹⁶² *Ibid.*, rapport non signé sur Marcel Pépin, 19 janvier 1938.

¹⁶³ *Ibid.*

Ce « double jeu » aurait fini par « faire naître des soupçons chez les révolutionnaires eux-mêmes ou à s’attirer leur inimitié », entraînant le départ de Pépin¹⁶⁴. Cette accusation grave est-elle fondée ? Il est difficile de le savoir en l’état de la documentation consultée. Mais l’appartement de Pépin est effectivement perquisitionné le 4 décembre 1936, tandis qu’une mesure d’expulsion est prise à son égard¹⁶⁵. Comme l’indique Arnau Gonzàlez i Vilalta, une partie de ces accusations repose probablement sur un fond de vérité : une liste conservée dans les archives du consulat comptabilise de nombreux dons réalisés par des réfugiés évacués auprès des sociétés françaises de Barcelone, pour un total de 96 000 pesetas¹⁶⁶. En novembre 1936, le Quai d’Orsay informe d’ailleurs le nouveau consul Jacques Pingaud « que des personnes rapatriées ou évacuées de Barcelone auraient été amenées à verser des sommes en principe destinées aux œuvres de la colonie française », et l’alerte sur « les inconvénients de semblables errements, les dons, même faits librement pouvant paraître liés, dans une certaine mesure à l’évacuation des intéressés ». Pingaud répond qu’il a « réduit dans de fortes proportions le nombre de ces collaborateurs », auxquels il a recommandé « de n’accepter, sous aucun prétexte, la moindre libéralité de ce genre¹⁶⁷ ».

Or, ces nouveaux collaborateurs sont Louis Bayard, Lucien Deville, Paul Brés et Jean Choux : tous, à l’exception du dernier, sont mentionnés dans le rapport obtenu par les services républicains et reproduit partiellement dans l’article de *Política*. Jacques Pingaud y voit de fait une « vengeance » de Marcel Pépin, notamment contre Camille Robin qui a depuis lors « pris à son encontre une mesure de licenciement indispensable ». Il explique également la mention de José Martínez dans l’article de *Política*, « avec lequel [Pépin] paraissait entretenir pourtant d’amicales relations », par le fait qu’il aurait témoigné contre lui¹⁶⁸. Il en va de même pour la perquisition qui est ordonnée, quelques jours plus tard, contre le domicile de Pierre Farnié, qui a dénoncé les actions de Pépin dans un rapport¹⁶⁹. Pour soutenir la thèse d’une vengeance de l’ancien agent du consulat, Jacques Pingaud souligne également les « relations très agissantes » que ce dernier entretient avec « les services du “Populaire” et les organisations du parti SFIO », mais aussi avec le ministre de la Propagande du gouvernement républicain, Carlos Esplá, dont il serait l’ami¹⁷⁰. Si nous n’avons pas pu vérifier cette amitié,

¹⁶⁴ *Ibid.*, dép. 100 de Jacques Pingaud au Quai d’Orsay, 15 février 1937.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolsats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 127-129.

¹⁶⁷ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 212 de Jacques Pingaud au Quai d’Orsay, 18 novembre 1936.

¹⁶⁸ *Ibid.*, dép. 216 de Jacques Pingaud au Quai d’Orsay, 8 avril 1937.

¹⁶⁹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 232 de Jacques Pingaud au Quai d’Orsay, 14 avril 1937.

¹⁷⁰ CADN, Barcelone, B, 43, dép. 216 de Jacques Pingaud au Quai d’Orsay, 8 avril 1937.

les liens avec *Le Populaire* et la SFIO apparaissent en effet dans le rapport obtenu par le ministre de l'Intérieur, Ángel Galarza (voir *supra*).

De fait, Pépin semble avoir des entrées auprès des autorités républicaines. Un autre rapport du ministère de l'Intérieur espagnol sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », rédigé en juillet 1938, indique en effet que José Martínez serait à l'origine d'un rapport contre Marcel Pépin, « qui avait dénoncé les manœuvres du consulat français à Barcelone¹⁷¹ ». Le rapport semble donc confirmer les soupçons de Jacques Pingaud. Mais il précise également que José Martínez serait le fils de l'aide de camp Alphonse XIII, et qu'il aurait été désigné à la tête de l'Office français de Tourisme grâce à l'appui de José María Quiñones de León. Il serait en outre à la tête d'une « section des Croix de Feu à Paris¹⁷² ». Du reste, alors que les soupçons qui pèsent sur le consulat poussent le gouvernement républicain à solliciter auprès de son homologue français, en juillet 1937, le remplacement de Jacques Pingaud, mais aussi de son vice-consul Jules Bouyssel, le nouveau ministre de l'Intérieur Julián Zugazagoitia demande à ce que « Marcel Pépin, ancien militant socialiste [...] à qui nous devons d'innombrables services » « soit affecté à ce consulat¹⁷³ » : « Il est actuellement l'un de nos plus précieux collaborateurs policiers à Paris¹⁷⁴. » L'ambassadeur d'Espagne à Paris, Ángel Ossorio y Gallardo, s'y oppose néanmoins, indiquant avoir sur lui « de très mauvais antécédents », au point de ne pas le recevoir dans les locaux de l'ambassade¹⁷⁵. Tous ces éléments semblent confirmer en partie les éléments que Jacques Pingaud mobilise contre Marcel Pépin pour démentir les accusations publiées dans *Política* contre ses collaborateurs bénévoles. Pourtant, ces accusations sont loin d'être infondées.

L'historien Arnau González i Vilalta a en effet démontré, à partir de la correspondance de Francesc Cambó, les liens que le banquier catalan entretient avec Armand Hazard. Depuis le début de l'année 1937 — au moins —, ce dernier organise avec d'autres agents de Cambó un système de corruption pour permettre l'évacuation des militants de la Lliga Regionalista, au centre duquel se trouve le consulat général de France à Barcelone¹⁷⁶. Hazard, les volontaires qui collaborent avec lui, mais aussi l'équipage de l'*Iméréthie II* auraient ainsi

¹⁷¹ AGA, MAE, Barcelone, « Archivo Reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, sous-dossier 1, rapport sur les « Activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juillet 1938.

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ CDMH, FJNL, ministère de l'Intérieur, lettre de Julián Zugazagoitia à Juan Negrín, 16 juillet 1937.

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03073 RE9, dossier 33, sous-dossier 1; tél. 830 d'Ángel Ossorio y Gallardo au ministère d'État, 18 juillet 1937.

¹⁷⁶ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolat i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 131-132.

trouvé une source de revenus conséquente. Francesc Cambó doit en effet déboursier 10 000 francs pour évacuer une personnalité de premier plan, et 5 000 francs pour des personnes de moindre importance¹⁷⁷. Une partie de ces sommes aurait notamment servi à Hazard pour corrompre certains fonctionnaires ou volontaires du consulat, tissant un vaste réseau¹⁷⁸. Pour l'historien catalan, qui ignore si ces paiements sont généralisés, le montant final de l'opération aurait rapidement pu représenter une véritable fortune répartie entre les différentes personnes qui participent à ce réseau¹⁷⁹. Les liens que Hazard entretient avec Cambó donnent donc corps aux accusations formulées par Pépin. Ce réseau est très certainement relié au Comité d'Aide pour les Réfugiés Espagnols que le banquier catalan a mis en place à Marseille, et qui organise non seulement l'exportation de bijoux et de valeurs, mais aussi le transport de correspondance sans passer la censure par l'intermédiaire de la valise diplomatique¹⁸⁰. De fait, Arnau Gonzàlez i Vilalta indique qu'Armand Hazard envoie « de l'argent, des bijoux et de la correspondance aux Catalans que Cambó et son entourage ont indiqués¹⁸¹ ». Ces opérations se font d'ailleurs avec le permis explicite du Quai d'Orsay¹⁸².

Hazard n'est d'ailleurs pas le seul collaborateur du consulat à travailler avec les services de renseignement rebelle. Pierre Farnié, qui a été détenu en septembre 1936 par la police du port de Barcelone pour avoir participé à l'évasion de capitaux et à des embarquements clandestins, avant d'être libéré grâce à l'intervention de Jean Trémoulet, s'est en effet réfugié à Ustaritz, près de Biarritz dans les Basses-Pyrénées, où il vivrait comme un « agent à la solde de la Junta de Salamanque¹⁸³ ». Selon une note de la Sûreté Nationale française, il serait effectivement « en relations avec les agents du commandant Troncoso¹⁸⁴ ». Il est également ami avec Rafael Massó, qui appartient au SIFNE et qui, selon un rapport du

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 132-133.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 133.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 134.

¹⁸⁰ GUIXÉ COROMINES Jordi, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 52 -55.

¹⁸¹ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 133.

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ AGA, MAE, Barcelone, « Archivo Reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juin 1937 ; CADN, Barcelone, B, 101, déclaration de Pierre Farnié, sans date.

¹⁸⁴ AN, Intérieur, DGSN, F/7/16024/2, note c. 10 571 de la Direction générale de la Sûreté Nationale, 25 septembre 1937.

contre-espionnage républicain, sert d'intermédiaire avec les « Croix de Feu » de Barcelone¹⁸⁵. Massó est d'ailleurs l'objet d'une proposition d'expulsion du préfet des Basses-Pyrénées le 10 juin 1937¹⁸⁶. Émile Martignol, qui aurait participé « aux exportations de capitaux et de titres de dette à grande échelle », en compagnie de Pierre Farnié et du secrétaire commercial du consulat Camille Robin, serait aussi lié au SIFNE. Les services spéciaux républicains installés dans le consulat espagnol à Toulouse l'identifient comme un agent local des services de renseignement rebelle, répertorié sous l'alias « n° 38 »¹⁸⁷. Un rapport du SIPM en octobre 1939 le présente en effet comme un agent de liaison entre le Deuxième Bureau et la Sub-Central d'Irún¹⁸⁸. Leurs activités expliqueraient donc que leurs domiciles soient perquisitionnés en avril 1937, alors même qu'ils n'apparaissent à aucun moment dans le rapport attribué à Pépin ni dans l'article de *Política*.

D'autres liens, plus ténus, semblent par ailleurs exister entre l'espionnage rebelle et des agents du consulat. Les services spéciaux installés dans le consulat espagnol à Marseille évoquent ainsi une conférence qu'une employée du consulat français, « Mme Berdolet », aurait donnée dans « un centre fasciste » de Bordeaux, en janvier 1938. Durant cette conférence, elle se serait présentée comme appartenant à la Cinquième colonne de Barcelone¹⁸⁹. Si aucune « Berdolet » n'apparaît dans les archives du consulat, il pourrait cependant s'agir, par déformation phonétique de son nom par un agent espagnol, de Germaine Verdelet, secrétaire « au service de l'agent commercial de Barcelone depuis 20 ans », que Jacques Pingaud recommande pour les palmes académiques en 1938¹⁹⁰. Les services spéciaux installés à Marseille signalent également le cas d'un certain René Prats, qui serait employé à la section commerciale du consulat de France à Barcelone. Lui et sa compagne, une jeune catalane nommée Angeles, seraient ami avec Francisco Comas, avec lequel ils entretiendraient de longues conversations¹⁹¹. Ce dernier appartient à l'antenne du SIM rebelle

¹⁸⁵ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 115, sous-dossier 12, rapport du Departamento Especial de Información del Estado (DEDIDE) sur « l'espionnage fasciste en France », janvier 1938.

¹⁸⁶ AN, Moscou, Intérieur, DGSN, 19 940 497/65, note manuscrite « Propositions du Préfet des Basses-Pyrénées (10 juin 1937) ».

¹⁸⁷ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03117 RE53, dossier 83, note n° 7 des services spéciaux du consulat espagnol à Toulouse, 31 août 1937.

¹⁸⁸ AGMAV, 2960, 2, rapport n° 2276 du centre local du SIPM en Catalogne, 10 octobre 1939.

¹⁸⁹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03115 RE51, dossier 51, note réservée n° 79 de services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 19 janvier 1938.

¹⁹⁰ CADN, Barcelone, E, 14, dép. 70 de René Binet au Quai d'Orsay, 7 juin 1938. Il transmet les propositions de décorations formulées par Jacques Pingaud.

¹⁹¹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 57, note réservée n° 185 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 22 novembre 1937.

installée au sein de l'agence de voyages Oceania à Marseille et dirigée Juan Salvador Just¹⁹². Nous n'avons cependant trouvé aucune trace de René Prats dans les archives du consulat — qui ne répertorient pas systématiquement les agents subalternes du poste. Quoi qu'il en soit, les services républicains soupçonnent Comas et Salvador Just d'organiser des évacuations clandestines en collaboration avec le consulat général de France à Barcelone¹⁹³.

Le consul Jacques Pingaud lui-même semble avoir collaboré avec les services de renseignement rebelles. Un informateur des services spéciaux républicains du consulat espagnol à Hendaye rapporte ainsi que le « consul de France à Barcelone facilite des rapports à Monsieur Tur, consul de France à Saragosse, concernant la fabrication de gaz asphyxiants dans la région de Barcelone. Monsieur Tur a communiqué ces rapports aux autorités rebelles¹⁹⁴ ». L'agent consulaire français s'en serait vanté auprès d'un agent de la douane, ami de l'informateur¹⁹⁵. De fait, un document conservé dans les archives du consulat à Barcelone interpelle. Il s'agit d'un brouillon rédigé par Jacques Pingaud, non daté, qui répond à un télégramme n° 275 provenant de Saint-Sébastien et transmis par bordereau le 8 mars 1937, mais qui ne semble pas avoir été conservé. Dans ce brouillon, le consul indique que les « avions nationaux longeant l'Ebre se sont, en effet attaqués à l'usine "Electro-Química de Flix". Ils ont complètement détruit sa fabrique de Chlorates. » Il ajoute que « par contre, toutes les autres sections de matières explosives, gaz, etc., n'ont pas été atteintes. [...] Sauf celui des Chlorates, tous les autres départements poursuivent leur activité¹⁹⁶. » Le brouillon est accompagné d'un plan représentant les bâtiments touchés ainsi que l'usine de produits chimiques et gaz manquée par l'aviation rebelle (voir la photographie 48). Ces documents donnent alors consistance aux accusations formulées contre Jacques Pingaud.

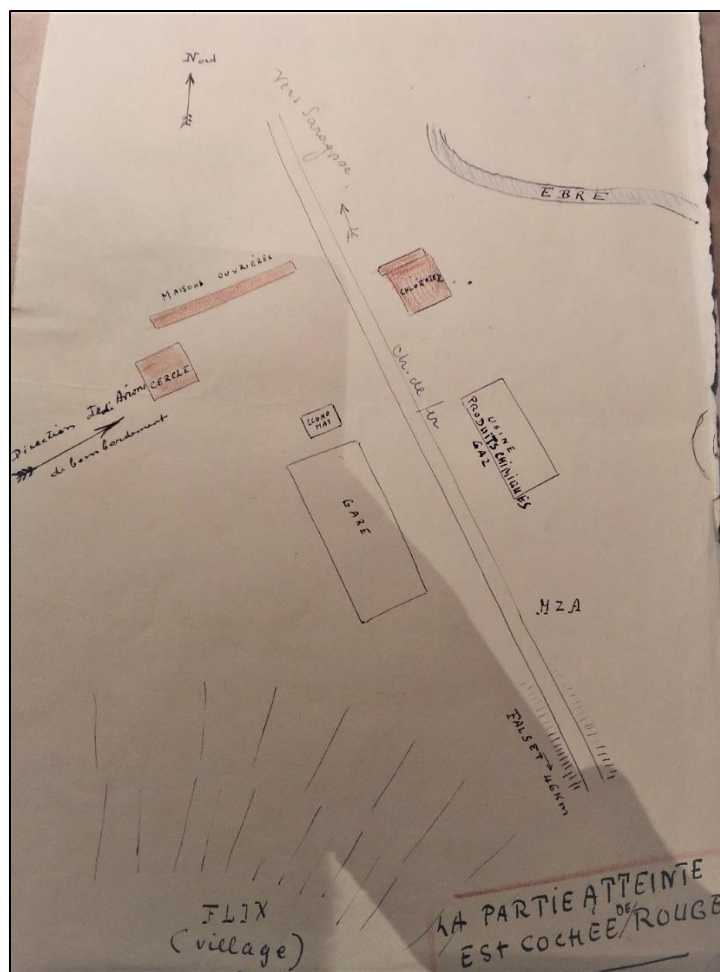
¹⁹² AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 56, note réservée n° 101 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 28 octobre 1937 ; et Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, op. cit., p. 37.

¹⁹³ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 56, note réservée n° 101 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 28 octobre 1937.

¹⁹⁴ *Ibid.*, 12/03111 RE47, dossier 38, note réservée n° 735 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 11 décembre 1937.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ CADN, Barcelone, B, 101, brouillon sans date rédigé par Jacques Pingaud.



Photographie 47 : Plan des usines chimiques de Flix bombardées par l'aviation rebelle¹⁹⁷.

La valise diplomatique sert selon toute vraisemblance à la transmission de ce type d'information. Le consulat enverrait en effet de la correspondance provenant d'Espagne républicaine à destination des rebelles par son intermédiaire, bénéficiant de complicités au sein du Quai d'Orsay. Selon les renseignements républicains, un employé du ministère serait en effet chargé d'extraire de la valise les documents destinés aux rebelles et de les déposer dans une boîte aux lettres située rue de Courty, à proximité du Quai d'Orsay¹⁹⁸. En outre, le *Canard Enchaîné* publie le 29 décembre 1937 un article indiquant que Pingaud « aurait eu des entretiens » avec José María Quiñones de León. Il aurait « été vu se promenant, rue de Castiglione », avec le représentant officieux des rebelles à Paris, et « aurait même pris part à un dîner en sa compagnie¹⁹⁹ ». Si Pingaud dément les informations du *Canard Enchaîné*, ces

¹⁹⁷ CADN, Barcelone, B, 101.

¹⁹⁸ AGA, MAE, Barcelone, « Archivo Reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juin 1937.

¹⁹⁹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 585, dossier de Jacques Pingaud, dép. 15 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 13 janvier 1938 ; et dép. 39 du Quai d'Orsay à Eirik Labonne, 19 janvier 1938.

révélations provoquent son départ de Barcelone²⁰⁰. Le nouvel ambassadeur français dans la capitale catalane, Eirik Labonne, confie ainsi au Quai d'Orsay :

« De toutes façons, l'attitude du Gouvernement espagnol ne rend plus possible le maintien de M. J. Pingaud à la tête d'un organisme aussi important que le Consulat Général de France à Barcelone. Si le fait du contact avec M. Quiñones est exact, il est certain que M. Pingaud aurait dû s'abstenir. S'il est faux, la créance qu'y attache le Gouvernement crée à peine une ambiance plus tolérable²⁰¹. »

Jacques Pingaud est en effet remplacé quelques semaines plus tard par René Binet, qui prend la tête du consulat général le 8 février 1938²⁰². Mais ce remplacement ne met pas fin aux activités du consulat. Les opérations mises en place par Armand Hazard se poursuivent en effet jusqu'à la fin de l'année 1938. René Binet y prend également part, notamment en décembre 1938. À partir de cette date, Francesc Cambó ne verse plus les sommes visant à assurer les évacuations clandestines à Armand Hazard, mais au Quai d'Orsay, le consul général étant ensuite chargé de les répartir entre les bénéficiaires à Barcelone²⁰³. Du reste, René Binet attire lui aussi l'intérêt des services de renseignement républicains, qui le soupçonnent également de prendre part à l'espionnage en faveur des rebelles. En mai 1938, le nouveau ministre de l'Intérieur espagnol, Paulino Gómez Sainz, signale que le consul français a photographié à plusieurs reprises différentes localisations du fleuve Besós :

« Comme l'aviation factieuse a poursuivi avec insistance, dans un de ses derniers bombardements, des objectifs sur les rives de ce fleuve, et bien que je ne dispose pas de preuves suffisantes pour affirmer la relation de cause à effet entre cette information et le résultat de ces bombardements, néanmoins les circonstances qui concourent, me font relier l'un et l'autre faits [...]»²⁰⁴. »

Les activités de Binet ne sont alors pas sans rappeler celles de Pingaud. Quoi qu'il en soit, les connexions entre le consulat général de France à Barcelone et les services de

²⁰⁰ *Ibid.*, dép. 39 du Quai d'Orsay à Eirik Labonne, 19 janvier 1938.

²⁰¹ *Ibid.*, dép. 15 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 13 janvier 1938.

²⁰² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 81, dossier de René Binet, dép. 9 de René Binet au Quai d'Orsay, 8 février 1938.

²⁰³ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolsats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 133-134.

²⁰⁴ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03163 RE99, dossier 6, lettre de Paulino Gómez Saiz à Julio Álvarez del Vayo, 15 mai 1938.

renseignement rebelles sont nombreuses. Elles éclairent sous un autre jour la défense de Jacques Pingaud face aux informations publiées dans l'article de *Política* en avril 1937, mais aussi les accusations qu'il formule en retour contre Marcel Pépin. Le consul évoque en effet une enquête administrative menée entre novembre 1936 et janvier 1937 par un inspecteur des Services d'expansion commerciale, M. Saillens, sur les « exportations clandestines de bijoux, d'or et de valeurs appartenant à des "factieux" ». Cette enquête, diligentée après une « réclamation » de Pépin, se serait retournée contre lui grâce aux témoignages d'un « Officier de l'État-Major de la Marine, de M. Hazard lui-même », mais aussi de José Martínez²⁰⁵. N'y a-t-il pas là un moyen pour les principaux intéressés de se débarrasser d'un témoin encombrant de leurs activités ? Cela pourrait en tout cas expliquer que le rapport attribué à Marcel Pépin dédie plusieurs paragraphes à la protection dont le secrétaire commercial du consulat, Camille Robin, bénéficierait au sein du ministère du Commerce en France. Selon ce rapport, il aurait bénéficié d'une intervention du directeur du personnel de ce ministère, M. Chaumet, qui appartiendrait lui aussi aux Croix de Feu. Robin bénéficierait également de l'appui du directeur du ministère, M. Leroy, dont il est le cousin germain. Du reste, l'ancien consul Jean Trémoulet serait un ami du ministre du Commerce Paul Bastide, qui serait intervenu en faveur du secrétaire commercial pour le maintenir à son poste²⁰⁶. Il accuse enfin les participants du réseau installé au consulat de France de brouiller les pistes :

« Ces organisations fascistes, afin de mettre hors d'état de nuire les camarades français vivant à Barcelone, font circuler des rumeurs contradictoires, comme le fait qu'ils sont fascistes et autres, de sorte qu'ils sont inquiétés et contraints de quitter l'Espagne de peur d'être victimes d'une erreur. Une fois en France, ils font courir le bruit à Barcelone qu'ils ont fui, et en France que les républicains s'entretuent et que pour éviter d'être tués, beaucoup ont fui. D'autres font courir le bruit qu'ils se sont consacrés au vol et qu'une fois riches, grâce à l'assassinat, ils se sont réfugiés en France pour jouir du produit de leur butin²⁰⁷. »

Ce passage renforce encore davantage le sentiment que Marcel Pépin est bien l'auteur du rapport, tant il apparaît comme une défense face aux accusations qui lui sont imputées par Jacques Pingaud. Cela signifie-t-il que ces accusations sont fausses ? Il est difficile de trancher cette question en l'état de la documentation consultée. Si les accusations formulées

²⁰⁵ CADN, Barcelone, B, 43, dép. 216 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 8 avril 1937.

²⁰⁶ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », lettre d'Ángel Galarza à Julio Álvarez del Vayo, 25 mars 1937. Il transmet un rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone ».

²⁰⁷ *Ibid.*

par le rapport contre les collaborateurs bénévoles du consulat semblent fondées, Pépin pourrait également avoir pris part à des activités peu recommandables. Quoi qu'il en soit, le rapport décrit un fonctionnement qui paraît largement vérifié dans les faits, quand il indique que pour « éviter des complications pour eux et pour les services du ministère des Affaires étrangères, le consulat fait appel à [des] “volontaires”, de sorte qu'en cas d'incident il peut dire qu'il n'était pas au courant et que ses services ne sont pas impliqués dans une affaire²⁰⁸ ».

Reste la question de l'appartenance des acteurs dénoncés par Pépin aux Croix de Feu. L'accusation revient si souvent dans les rapports républicains aux côtés du qualificatif « fasciste » que nous pourrions être portés à croire qu'elle est largement infondée. Par le biais d'une réduction simplificatrice, tous les collaborateurs français des services de renseignement franquistes seraient ainsi assimilés à la principale ligue d'extrême droite dissoute un mois avant le début de la guerre civile espagnole, en dépit de leurs motivations et de leurs parcours idéologiques respectifs. Arnau Gonzàlez i Vilalta considère en effet qu'Armand Hazard a poursuivi ses évacuations clandestines « à la marge de possibles implications politiques de l'extrême droite française²⁰⁹ ». Pourtant, comme il le souligne lui-même, José María Merelo de Barberá qui participe également à ces évacuations, a bien appartenu aux Croix de Feu de 1927 jusqu'à leurs dissolutions en 1936. Selon son témoignage postérieur, l'agent consulaire attribue même l'origine de son action clandestine à l'organisation paramilitaire, soulignant que « tous ces services [...] furent complètement désintéressés et sans autre désir que de collaborer au travail du Caudillo selon les instructions des Croix de Feu²¹⁰ ». Le PSF, qui succède aux Croix de Feu, fournit en effet une aide précieuse aux services de renseignement franquistes, tout comme le PPF de Jacques Doriot ainsi que l'Action Française²¹¹. Les accusations de Marcel Pépin, largement reprises par les services républicains, ne sont donc pas totalement infondées, bien qu'elles aient pu dissimuler d'autres inscriptions idéologiques.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 133.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 166.

²¹¹ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, *op. cit.*, p. 55-57 ; Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 32-33 ; Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 38-43 ; Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », thèse de doctorat, Université de Caen-Normandie, Caen, 2021, p. 579-585.

Enfin, le consulat général de France à Barcelone n'est pas le seul poste à avoir recours à des collaborateurs bénévoles qui se livrent à des activités clandestines en liaison avec les services de renseignement rebelles. À Valence, les auxiliaires du consulat qui organisent les évacuations de réfugiés participent également à la contrebande de bijoux et à l'évasion de capitaux. C'est notamment le cas du représentant de commerce Jean Loustaunau, qui est arrêté le 27 septembre 1937 lorsqu'il débarque de l'*Iméréthie II* à Marseille. Il aurait tenté de faire « passer en contrebande », dissimulés dans un paquet, des bijoux d'une valeur totale de 577 800 francs, ainsi qu'une somme de 48 000 pesetas en billets et 13 pièces d'or de 20 pesetas chacune²¹². Le représentant de commerce est condamné le 23 octobre 1937 à trois jours de prisons avec sursis et à une amende de 670 000 francs²¹³. L'arrestation de Loustaunau alerte les services espagnols, qui s'intéressent désormais au cas de Pierre Patrizi²¹⁴. Ce dernier a été nommé par Maurice Marcassin à la tête du centre d'hébergement ouvert au sein du collège de l'Alliance française²¹⁵. Lors de son interrogatoire, Loustaunau aurait en effet déclaré que le paquet lui avait été remis par le frère de Pierre Patrizi, employé de la mairie de Valence. Selon ce dernier, le paquet ne contenait que 30 000 pesetas qui devaient être remises, avec les bijoux, à Alexis Canoz, un Français domicilié à Saint-Lothain, dans le Jura, qui les aurait oubliés à Valence²¹⁶. Dans la déposition qu'il réalise auprès du consulat de Valence en 1942 pour rendre compte de son activité humanitaire durant la guerre civile, Jean Loustaunau évoque en effet s'être déplacé à Marseille à d'autres occasions pour porter des effets et de l'argent en faveur de réfugiés espagnols qu'il avait évacués²¹⁷. Néanmoins, le SIM républicain considère que Pierre Patrizi se prêterait également aux évasions de capitaux et aux trafics de bijoux²¹⁸. Il figure également dans un rapport du commissaire spécial Doucet, à Marseille, pour des faits identiques²¹⁹. De fait, Pierre Patrizi est arrêté le 2 novembre 1937 par le « Service d'Information de l'État », et reste incarcéré pendant 18 mois²²⁰.

²¹² AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », I2/03084 RE20, dossier 91, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 7 novembre 1937 ; dép. 282 du consul d'Espagne à Marseille au ministère d'État, 7 décembre 1937.

²¹³ *Ibid.*, dép. 282 du consul d'Espagne à Marseille au ministère d'État, 7 décembre 1937.

²¹⁴ *Ibid.*, rapport n° 577 du SIM républicain, 14 novembre 1937.

²¹⁵ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 19 du consul de France à Valence à François Piétri, 31 janvier 1942.

²¹⁶ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », I2/03084 RE20, dossier 91, dép. 282 du consul d'Espagne à Marseille au ministère d'État, 7 décembre 1937.

²¹⁷ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, copie de la déposition de Jean Loustaunau.

²¹⁸ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », I2/03084 RE20, rapport n° 577 du SIM républicain, 14 novembre 1937.

²¹⁹ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937.

²²⁰ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 19 du consul de France à Valence à François Piétri, 31 janvier 1942.

Jean Loustaunau entretient en outre des relations avec les services rebelles. Dans sa déposition de 1942, il confie de manière significative qu'après son installation en France, « poussé par les circonstances », il sert « d'agent de liaison entre les Espagnols de la zone nationale et ceux demeurés en zone rouge²²¹ ». Il n'est d'ailleurs pas le seul à Valence. Jacques Estéoule, qui participe aux évacuations de réfugiés, mentionne avoir été en contact avec José María Quiñones de León pour faire admettre son supérieur, Carlos G. Rothvoss, à l'ambassade de Belgique à Madrid²²². Quant à Jean Biéchy, il relate avoir reçu l'instruction de banquier valencien Ignacio Villalonga, alors réfugié en France, « d'essayer, par tous les moyens possibles, de faire embarquer M. José Larraz, réfugié au Collège de l'Alliance Française sans pouvoir sortir ni obtenir l'embarquement, étant trop connu²²³ ». Avec l'aide d'un volontaire de l'ambassade française à Madrid, Maurice Domain, il parvient à le faire embarquer à bord de l'*Iméréthie II*, en compagnie de sa femme, de sa belle-mère et de son beau-frère²²⁴ : « quelques jours après, on apprenait par la Radio-Nationaliste que M. Larraz avait été nommé Sous-Secrétaire aux Finances, pour devenir ensuite Ministre des Finances²²⁵ ». Mais comme à Barcelone, l'opération n'est visiblement pas désintéressée. Selon un rapport du commissaire spécial Doucet, l'opération aurait coûté 30 000 pesetas à José Larraz²²⁶. Ainsi, les combines mises en place par Hazard à Barcelone, en lien avec le Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols fondé par Francesc Cambó, semblent avoir été dupliquées à Valence, et peut-être dans d'autres postes consulaires français en Méditerranée. Le paquebot qui assure la liaison entre ces villes et Marseille, l'*Iméréthie II*, a probablement joué un rôle dans la diffusion de ces pratiques.

2. Le capitaine Quiriconi et l'*Iméréthie II* : des intermédiaires clés au service de la « Cause »

Le capitaine Pierre Quiriconi et l'équipage de l'*Iméréthie II* sont en effet les principaux intermédiaires entre les consulats français en Méditerranée et les agents rebelles à Marseille pour les évacuations clandestines, la contrebande de bijoux, les évasions de capitaux et la transmission de correspondance échappant à la censure. Dès le mois de

²²¹ *Ibid.*, copie de la déposition de Jean Loustaunau.

²²² *Ibid.*, copie de la déposition de Jacques Estéoule.

²²³ *Ibid.*, copie de la déposition de Jean Biéchy.

²²⁴ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937 ; et CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, copie de la déposition de Jean Biéchy.

²²⁵ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, copie de la déposition de Jean Biéchy.

²²⁶ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937.

décembre 1936, le commandant du navire attire en effet l'attention des services de renseignement républicains : « À Valence, à Alicante et surtout à Barcelone, il sert de liaison — d'estafette — entre les fascistes français et espagnols. En accord avec les consuls français, ou leurs employés, il s'occupe du trafic et de l'exportation de devises, de bijoux et d'or espagnols²²⁷. » Les valeurs ainsi exportées hors d'Espagne seraient alors conservées dans un coffre ouvert à son nom au Crédit Lyonnais de Marseille, jusqu'à ce que leurs propriétaires les réclament²²⁸. Ce dépôt permet également au capitaine et à ses complices de percevoir des intérêts sur les sommes déposées, avec l'autorisation des propriétaires²²⁹. Une partie de ces biens sert aussi à financer le rapatriement des réfugiés vers l'Espagne rebelle²³⁰. Jorge Utrillo Raymat, qui se trouve à la tête du Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols, prélèverait en outre 10 à 25 % des sommes ainsi évacuées de la zone républicaine. Utrillo se serait d'ailleurs enrichi, engrangeant de cette manière près de 42 000 francs en 6 mois²³¹. Les contacts entre Quiriconi et les services rebelles se dérouleraient, selon le contre-espionnage républicain, au sein du Palais des Missions Catholiques de Marseille, où il se réunit notamment avec Pierre Farnié, après l'installation de ce dernier en France²³². Il est aussi en contact avec les agents du SIM rebelle installés à Marseille au sein de l'agence Oceania, Francisco Comas et Juan Salvador Just²³³. Ce dernier, qui aurait été décoré par le gouvernement français pour des services d'information rendus durant la Première Guerre mondiale, reçoit en effet des « paquets mystérieux » à chaque voyage de l'*Iméréthie II*²³⁴. Quiriconi se serait également entretenu à Biarritz avec le comte des Andes, Francisco Moreno Zuleta, auquel il aurait remis « des plans militaires de Madrid et Teruel, ainsi qu'un paquet de correspondance²³⁵ ».

L'officier de marine participe donc bel et bien aux activités d'espionnage réalisées par les services rebelles en Espagne républicaine. Il n'est d'ailleurs pas le seul : des membres de

²²⁷ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 55, note réservée n° 100 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 27 octobre 1937. Elle reproduit un rapport de l'agent « A.90 » daté de décembre 1936.

²²⁸ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juin 1937.

²²⁹ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 57-58.

²³⁰ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juin 1937.

²³¹ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 57.

²³² AGA, MAE, Barcelona, « Archivo reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juin 1937.

²³³ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 55, note réservée n° 101 de services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 28 octobre 1937.

²³⁴ *Ibid.*, note réservée n° 155 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 13 novembre 1937.

²³⁵ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo reservado », 12/03071 RE7, dossier 20, rapport sur les « activités fascistes du consulat de France à Barcelone », juin 1937.

son équipage transportent également de la correspondance pour le compte des agents franquistes, et notamment de Jorge Utrillo Raymat. C'est pour eux une source de revenus supplémentaire, l'envoi de la correspondance étant facturée entre 100 et 200 francs sur lesquels ils prélèvent une commission²³⁶. Pierre Quiriconi agit en outre en connexion avec d'autres réseaux qui mêlent action humanitaire et espionnage, notamment au sein du corps diplomatique de Madrid. L'*Iméréthie II* sert ainsi aux évacuations clandestines organisées par le chargé d'affaires de la Norvège, Felix Schlayer, ou par le consul du Chili Enrique Rafóls i Marti. Les Espagnols ainsi évacués transportent souvent des informations militaires dissimulées dans leurs bagages²³⁷. Le navire français assure également la liaison entre les services de renseignement rebelles installés en France et les groupes de la Cinquième colonne qui agissent à Barcelone — comme les réseaux « Osete » et « Círculo Azul » — ou à Valence. Il transporte notamment le phalangiste argentin Fernando Munne Arias, qui débarque à Marseille en février 1937 après avoir été en contact avec des éléments de la Cinquième colonne dans la capitale catalane²³⁸.

Les activités de Quiriconi et de son navire alertent progressivement les autorités républicaines. En mai 1937, le consul d'Espagne à Marseille recommande ainsi de « surveiller étroitement l'embarquement des passagers » sur l'*Iméréthie II*²³⁹. L'officier de marine a bien conscience des soupçons qui pèsent sur son action. En septembre 1937, il sollicite alors l'aide de ses interlocuteurs au sein des services de renseignement rebelle pour dévier l'attention. Il demande notamment « à l'État-Major du Quartier Général de Salamanque ou aux éléments directeurs correspondants, de trouver un moyen de provoquer un incident d'une manière apparemment sérieuse, qui donnera un sentiment de tension et lèvera les soupçons inspirés par ce navire ». Quiriconi craint, dans le cas contraire, « qu'il ne soit pas possible pour lui de continuer le service qu'il a rendu ». Il est soutenu par ses interlocuteurs au sein de *Nacho Enea*, qui estiment que son « action humanitaire et [son] attachement à la Cause sont bien connus et prouvés²⁴⁰ ». Les services de renseignement rebelles accèdent à sa demande, et suggèrent la publication d'une note dans la presse, qui pourrait aussi être lue à la radio par le général Queipo de Llano. Cette note prétendrait que Quiriconi « n'a pas permis, de façon inhumaine, l'embarquement de deux Espagnols persécutés à Valence parce qu'ils n'avaient

²³⁶ Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, *op. cit.*, p. 57.

²³⁷ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 103 et 110.

²³⁸ *Ibid.*, p. 123 et 177.

²³⁹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03164, dép. 80 du ministère d'État au ministère de l'Intérieur, 22 mai 1937.

²⁴⁰ AGMAV, 2882, 4, rapport du central local du SIM rebelle à Irún, 10 septembre 1937.

pas l'autorisation du Consul de France, qu'il traite les embarqués nationaux comme des chiens, permettant l'espionnage rouge le plus flagrant à bord de son navire et qu'il a récemment expulsé de son bateau à Marseille, en la menaçant de la livrer à la police, une malheureuse femme qui essayait de lui remettre une lettre pour son mari emprisonné à Valence ». Une note de presse est effectivement rédigée, sans que nous sachons si elle est finalement diffusée²⁴¹.

Les démarches de Pierre Quiriconi auprès des services rebelles ne suffisent cependant pas à déjouer les soupçons qui pèsent sur lui et son navire. En novembre 1937, l'agent « A. 80 » des services spéciaux républicains installés dans le consulat espagnol à Marseille parvient en effet à identifier « la manière exacte dont ils procèdent pour envoyer la correspondance des éléments fascistes à Barcelone ». Les marins de l'*Iméréthie II* servent d'intermédiaire, transportant le courrier jusqu'à la ville catalane où « ils le remettent au propriétaire de la chemiserie Deulofeu, située sur la Rambla del Centro ». Un des employés de la chemiserie est alors « chargé de le distribuer ». Il s'occuperait aussi « de toutes les démarches qui lui sont confiées concernant les affaires des factieux qui se cachent dans la ville ». Les services républicains recommandent alors de mettre en place « une surveillance discrète » à proximité de la chemiserie Deulofeu, afin de « découvrir un bon nombre d'opposants au régime²⁴² ». Cette surveillance aboutit à l'arrestation, le 2 décembre 1937, du médecin-chef de l'*Iméréthie II*, le Dr Marcel Benoît, alors qu'un Espagnol, Alberto Rafel Margenedas, vient de lui remettre un paquet de lettres, en compagnie d'un employé de la chemiserie Deulofeu, Rafael Serres Soler, qui lui sert d'interprète. Ces lettres sont adressées à des correspondants, notamment phalangistes, qui résident en territoires rebelles, en Italie, mais aussi en France. Elles comporteraient des termes injurieux contre le gouvernement républicain, mais aussi des renseignements dissimulés par l'intermédiaire d'un langage figuré et codé²⁴³.

L'ambassade de France, qui s'est installée depuis quelques semaines à Barcelone sous la direction d'Eirik Labonne, entreprend immédiatement, et avec succès, des démarches pour

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 55, note réservée n° 123 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 4 novembre 1937.

²⁴³ CADN, Madrid, B, 591, tél. 612-613 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 3 décembre 1937 ; AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 113, rapport sur la détention de Marcel Benoît, capitaine-médecin de l'*Iméréthie II*, 3 décembre 1937 ; rapport du DEDIDE, 4 décembre 1937 ; et rapport du DEDIDE, 24 décembre 1937.

obtenir la libération sur parole de Marcel Benoît²⁴⁴. Les services républicains l'autorisent en effet à « rester dans l'ambassade de son pays », à leur disposition, « en attendant que la responsabilité qu'il a encourue soit clarifiée²⁴⁵ ». Cette demande, formulée par l'ambassade de France et appuyée par le ministre d'État José Giral, obtient satisfaction en raison de la nationalité française de Marcel Benoît²⁴⁶. Le gouvernement espagnol souhaite en effet conserver de bonnes relations avec la France au moment où celle-ci se réengage timidement en sa faveur, en nommant un nouveau représentant en Espagne républicaine²⁴⁷. Comme l'indique Eirik Labonne, l'affaire « semble en voie d'arrangement, sans doute parce que, en présence de l'Ambassade même, les autorités espagnoles ne désirent pas lui donner un développement politique inopportun²⁴⁸ ». En réalité, les services républicains, appuyés par le ministre de l'Intérieur Julián Zugazagoitia, entendent bien profiter de l'incident et de l'embarras qu'il cause pour exercer une pression sur l'ambassade et le gouvernement français²⁴⁹ :

« Outre les conséquences pénales de l'affaire, il y a d'autres conséquences de nature politique qui pourraient être utilisées à notre avantage, à savoir la possibilité d'obtenir la suspension des voyages de l'*Iméréthie II* en profitant de cette occasion. Par l'intermédiaire de notre ambassade à Paris, le gouvernement français pourrait être informé des divers incidents provoqués par le navire en question, en particulier celui qui fait l'objet de ce rapport, en indiquant en même temps que les services de ce navire ne sont pas nécessaires, puisque le chemin de fer de Barcelone à Cerbère fonctionne actuellement normalement et est utilisé par de nombreuses personnes, offrant même plus de sécurité que la voie maritime. Mettre fin à ce moyen d'évacuation reviendrait à priver les factieux d'une collaboration qui leur a été très utile et à clore une période scandaleuse d'abus et d'immoralités en tout genre²⁵⁰. »

Le gouvernement espagnol est en effet en position de force, tant l'affaire cause de l'embarras en France. Selon un informateur du DEDIDE, l'arrestation de Marcel Benoît a

²⁴⁴ CADN, Madrid, B, 591, tél. 612-613 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 3 décembre 1937 ; tél. 617 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 décembre 1937 ; AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 113, note verbale n° 465 d'Eirik Labonne au ministère d'État, 3 décembre 1937.

²⁴⁵ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 113, rapport du DEDIDE, 4 décembre 1937.

²⁴⁶ *Ibid.*, note verbale n° 465 d'Eirik Labonne au ministère d'État, 3 décembre 1937 ; tél. 1004 de José Giral à Julián Zugazagoitia, 3 décembre 1937 ; et rapport du DEDIDE, 4 décembre 1937.

²⁴⁷ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *Relations internationales*, 2017, n° 170, p. 9-24.

²⁴⁸ CADN, Madrid, B, 591, tél. 618-621 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 décembre 1937.

²⁴⁹ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 113, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 5 décembre 1937.

²⁵⁰ *Ibid.*, rapport du DEDIDE, 4 décembre 1937.

causé un tel « émoi », que Labonne a dû se rendre à Paris. Les autorités françaises souhaitent « maintenir à tout prix » le service régulier du navire, quitte « à changer le Commandant et, s'il y a lieu, tout le corps des officiers ». En effet, la « suspension des voyages mettrait le gouvernement français dans un sérieux embarras, car il devrait faire connaître au Parlement les raisons de la suspension s'il était interpellé par un député de gauche au courant de ce qui se passe avec l'*Iméréthie II*²⁵¹ ». Le conseiller et le secrétaire de l'ambassade, Jean Payart et Jacques-Émile Pâris, sont alors chargés de réaliser des démarches auprès de personnalités espagnoles susceptibles d'influencer le gouvernement républicain afin de trouver une solution amiable²⁵². Parallèlement, José Giral et Julián Zugazagoitia s'opposent sur l'opportunité d'expulser Marcel Benoit vers la France ou de le traduire devant un tribunal spécial pour délit de haute trahison²⁵³. Cette incertitude accentue très certainement la pression sur l'ambassade et le gouvernement français. Dans ce contexte, on peut se demander si l'incident n'aurait pas contribué à la suspension définitive de la liaison assurée par l'*Iméréthie II* en février 1938, mais aussi au remplacement de Jacques Pingaud. Officiellement, ces deux événements sont déconnectés de l'incident. Le remplacement de Jacques Pingaud est lié à l'article du *Canard Enchaîné* relatant ses rencontres avec José María Quiñones de León. Mais l'arrestation du Dr Benoit donne certainement plus de consistance à ces informations, qui deviennent plus difficiles à démentir. Quant à l'arrêt de la liaison assurée par l'*Iméréthie II*, il est envisagé par Eirik Labonne dès le 22 décembre 1937, officiellement pour réduire les coûts²⁵⁴. Il est cependant probable que le maintien de cette liaison soit devenu intenable après l'arrestation de Marcel Benoit. C'est en tout cas l'hypothèse qu'émettent les services républicains. En mars 1938, ils constatent : « après le tollé que cette affaire a suscité en France, le consul général de France à Barcelone, M. Pingaud, a été muté, nous ne savons pas si c'est à la suite de ces événements, et l'*Iméréthie II* a suspendu ses voyages à Barcelone²⁵⁵ ». Ces deux faits favorisent alors l'adoption d'une solution favorable pour le médecin du navire :

²⁵¹ CDMH, archives de la Delegación Nacional de Servicios Documentales, fonds de la brigade Político-Social de Barcelone, carton 412, dossier 19 (désormais : CDMH, DNSD, PS-Barcelona, 412,19), rapport du chef du DEDIDE au sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur espagnol, 14 janvier 1938.

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 113, rapport du DEDIDE, 24 décembre 1937 ; lettre de José Giral à Julián Zugazagoitia, 8 janvier 1938 ; tél. 190 de Julián Zugazagoitia, 6 février 1938.

²⁵⁴ CADN, Madrid, B, 591, tél. 654 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 22 décembre 1937.

²⁵⁵ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03087 RE23, dossier 113, rapport du DEDIDE sur la situation de Marcel Benoit, capitaine-médecin de l'*Iméréthie II*, 10 mars 1938.

« C'est la situation actuelle de l'affaire Marcel Benoit ; il y a une proposition de la section d'interrogatoire de le transférer, avec les autres accusés, devant le Tribunal d'Espionnage, et cette proposition est au point mort en l'absence d'une décision sur ce qu'il faut faire de la personne de Benoit.

Notre critère : nous n'ignorons pas l'inconvenance et la gravité de l'attitude de Benoit (raison pour laquelle il a été arrêté), ni la nécessité de punir les crimes commis par des étrangers en illustrant les résultats ou les conséquences d'actions criminelles, mais nous ne devons pas oublier : que l'arrestation de Benoit avait davantage un effet politique élevé qu'un effet personnel, que les résultats ont été extrêmement satisfaisants, qu'il est vraiment malade et puisque c'est une personne d'un certain rang social, tout accident en prison serait extrêmement désagréable pour nous, d'autant plus qu'il y a une demande du Ministre d'État qui concorde avec celle de l'Ambassade, et qu'en ce moment il y a une grande campagne d'agitation dans la presse française de droite contre les arrestations de Français en Espagne, étant d'avis que toute décision d'un tribunal qui mettrait cet individu en prison serait inopportune après les mois de liberté qu'il a eus en Espagne²⁵⁶. »

Le ministre de l'Intérieur, Julián Zugazagoitia, est donc amené à suivre l'avis de ses services et à donner son accord pour l'expulsion de Marcel Benoit vers la France, non sans amertume comme en témoigne la lettre qu'il écrit au ministre d'État, José Giral : « Je suppose que ce que vous allez me dire, c'est que nous devrions le libérer. Ce sera fait, mais je ne manquerai pas de vous faire remarquer qu'il serait souhaitable que vous jouiez de cette concession faite à l'ambassade de France²⁵⁷. » Deux jours plus tard, Eirik Labonne peut annoncer au Quai d'Orsay que le « Docteur Benoit est mis en liberté²⁵⁸ ». Cette libération permet de clore définitivement l'affaire de l'*Iméréthie II*. Elle ne met cependant pas fin à la question des liens qu'entretient la représentation française avec les services de renseignement rebelles, qui se poursuivent après mars 1938, notamment au sein de l'ambassade de France.

3. L'ambassade de France, complice de la Cinquième colonne et du SIPM

L'ambassade de France en Espagne entretient en effet des relations étroites avec les services de renseignement rebelles, en particulier à Madrid où les organisations impliquées dans la conspiration militaire se réorganisent rapidement dans la clandestinité après l'échec du coup d'État en juillet 1936. Ces groupes donnent alors naissance à la Cinquième colonne²⁵⁹. À Madrid, la Falange Española joue un rôle important dans la formation de ces réseaux, en

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ *Ibid.*, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 13 mars 1938.

²⁵⁸ CADN, Madrid, B, 591, tél. 107-110 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 15 mars 1938.

²⁵⁹ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 35-36.

raison de son expérience préalable de la clandestinité, depuis son interdiction en mars 1936²⁶⁰. L'asile diplomatique pratiqué par les ambassades et les légations étrangères à Madrid facilitent d'ailleurs cette réorganisation, en permettant à certains cadres d'y trouver refuge. Ainsi, les dirigeants de la « Junta Local » de la Falange Española à Madrid, Manuel Ángel Veglison Jornet, Hipólito Fernández Arqués et Leopoldo Panizo Piquero, entreprennent de la réorganiser depuis l'ambassade du Chili et les légations de Norvège, du Paraguay et du Pérou²⁶¹. À la fin de l'année 1936, l'organisation prend le nom de « Falange Clandestina²⁶² ». L'une de ses branches se développe alors au sein des hôpitaux français de Madrid — l'hôpital Saint-Louis-des-Français et les annexes ouvertes en août 1936 — par l'intermédiaire du médecin phalangiste Fernando Sánchez-Covisa²⁶³.

Urologue au sein de l'établissement français depuis 1928, Sánchez-Covisa est nommé médecin-chef et directeur par intérim de l'Hôpital-Saint-Louis-des-Français le 28 août 1936, par le chargé d'affaires René Bonjean²⁶⁴. Il bénéficie pour cette nomination du soutien du père André Azémar, recteur de l'œuvre française et administrateur de sa fondation de bienfaisance depuis 1931²⁶⁵. Ce dernier le recommande en effet au diplomate français en remplacement de l'ancien médecin-chef directeur de l'hôpital, le Dr Bourkaib, contraint de se réfugier en France²⁶⁶. Néanmoins, les soupçons qui pèsent sur Fernando Sánchez-Covisa sont tels qu'il est contraint, dès le mois d'octobre, d'abandonner ses fonctions de « Directeur général des Hôpitaux français de Madrid », au bénéfice du Dr Fernando Bistuer Bitrián²⁶⁷. Ce dernier occupait déjà les fonctions de médecin-adjoint de l'hôpital depuis juin 1936 quand il est nommé directeur par Bonjean le 12 octobre 1936²⁶⁸. Né à Bordeaux, il passe pour être Français quand il est en réalité Espagnol²⁶⁹. Au même moment, le chargé d'affaires nomme

²⁶⁰ Eduardo González Calleja, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, op. cit., p. 313-316 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 41.

²⁶¹ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 43.

²⁶² *Ibid.*, p. 165.

²⁶³ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 238 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 173.

²⁶⁴ CADN, Madrid, C1, 556, 89-1, note adoptée par le comité d'administration de l'Hôpital-Saint-Louis-des-Français, 22 novembre 1941 ; lettre de René Bonjean à Fernando Sánchez-Covisa, 28 août 1936 ; et lettre de Fernando Sánchez-Covisa à René Bonjean, 1^{er} septembre 1936.

²⁶⁵ *Ibid.*, note manuscrite de René Bonjean, 12 octobre 1936.

²⁶⁶ *Ibid.*, lettre de René Bonjean à Fernando Sánchez-Covisa, 28 août 1936 ; et dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

²⁶⁷ *Ibid.*, dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

²⁶⁸ *Ibid.*, lettre de l'ambassade de France à Madrid au Dr Fernando Bistuer Bitrián, 25 juin 1936 ; et note de René Bonjean, 12 octobre 1936.

²⁶⁹ *Ibid.*, dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

également le père Azémar « administrateur de l'ensemble des hôpitaux²⁷⁰ ». Fernando Sánchez-Covisa n'en reste pas moins médecin-chef de l'hôpital Saint-Louis-des-Français²⁷¹.

La position de Sánchez-Covisa lui permet de développer des activités clandestines et surtout de faire des hôpitaux français un véritable refuge pour la Falange Clandestina, mais aussi pour d'autres organisations comme la « curia clandestina²⁷² ». Cette dernière est coordonnée depuis la zone rebelle par l'évêque de Madrid-Alcalá, Leopoldo Eijo y Garay, et représentée à Madrid par son vicaire général Manuel Rubio Cercas, puis par Heriberto Prieto²⁷³. Ce dernier trouve refuge à l'Hôpital Saint-Louis-des-Français en 1937, d'où il peut poursuivre ses activités²⁷⁴. Sánchez-Covisa comme Prieto peuvent d'ailleurs compter sur l'aide du personnel religieux des hôpitaux. Le père André Azémar, qui grâce à sa qualité de Français peut se déplacer librement dans les rues de Madrid, participe en effet aux activités de la « curia clandestina » devant l'impossibilité pour Heriberto Prieto de quitter l'enceinte de l'établissement. Quant à sœur Gérard, la supérieure de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, elle assure la transmission des communications entre Madrid et les territoires rebelles par l'intermédiaire du Quai d'Orsay et de la valise diplomatique. Ainsi, l'évêque Leopoldo Eijo y Garay dépêche un prêtre à Paris qui remet au Quai d'Orsay de la correspondance adressée à sœur Gérard pour la placer dans la valise diplomatique. Une fois la correspondance acheminée jusqu'à Madrid, la religieuse la remet à Heriberto Prieto²⁷⁵. Du reste, l'épouse d'Emmanuel Neuville aurait également collaboré avec sœur Gérard pour maintenir une liaison hebdomadaire avec l'ambassade par l'intermédiaire du Quai d'Orsay²⁷⁶.

À partir de son retour en France, le 7 novembre 1936, sœur Gérard est remplacée à Madrid par sœur Pilar, qui poursuit la liaison par l'intermédiaire du Quai d'Orsay²⁷⁷. Sœur Gérard n'abandonne pas pour autant ses fonctions d'intermédiaire entre la zone rebelle et les groupes de la Cinquième colonne hébergés au sein de l'établissement français. C'est ce dont témoigne un rapport du commandant de cavalerie Enrique Batalla, évadé de l'Hôpital Saint-

²⁷⁰ *Ibid.*, note manuscrite de René Bonjean, 12 octobre 1936 ; et dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

²⁷¹ *Ibid.*, dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

²⁷² Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 173 et 210.

²⁷³ Carlos Píriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 467.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 221.

²⁷⁵ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 210-211.

²⁷⁶ Antonio Manuel Moral Roncal, « La evacuación de asilados bajo pabellón francés: tensión en las relaciones franco-españolas durante la guerra civil », *Cuadernos de Investigación Histórica*, 2004, vol. 21, p. 400.

²⁷⁷ *Ibid.*

Louis-des-Français en juin 1937. Il indique en effet avoir « établi des liaisons et des moyens de communication absolument fiables et sûrs » avec Madrid²⁷⁸ :

« Pour tout type de liaison avec Madrid, pour envoyer des ordres, demander des rapports, etc., etc., vous devrez vous adresser au directeur médical de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, D. Fernando Sánchez-Covisa, le moyen d'envoyer la correspondance à ce monsieur étant la valise diplomatique de la France, à cet effet les lettres qui lui seront adressées seront déposées en France dans une double enveloppe : l'extérieure avec l'adresse "Mme Gérard, [rue] du Bac, 140", et celle de l'intérieure "M. Directeur Médecin Hôpital Français. Claudio Coello 92 Madrid (Pour la valise)". M. Sánchez-Covisa sera chargé de transmettre les ordres aux personnes indiquées ou de recueillir les informations demandées. Pour cette correspondance, le code correspondant a été établi, M. Sánchez-Covisa étant assisté et contrôlé par le capitaine d'artillerie D. Rafael Álvarez Soño, hospitalisé à l'hôpital français²⁷⁹. »

Ces liaisons sont ensuite renforcées par le commandant Julián Troncoso, qui conserve les clés de la correspondance cryptée, tandis qu'Enrique Batalla indique à Fernando Sánchez-Covisa qu'il peut communiquer avec la zone rebelle en s'adressant au directeur du Comité pour l'Aide aux Réfugiés Espagnols, Jorge Utrillo Raymat, 2 rue Camoin-Jeune à Marseille. Pour assurer cette liaison, mais aussi pour faciliter l'évasion d'officiers espagnols hébergés à l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, ils pensent également compter sur l'aide d'un collaborateur de l'ambassade française, Henri Serben, qui se charge du transport de la valise diplomatique entre Madrid et Alicante. Ce dernier aurait déjà participé à l'évasion de certains Espagnols contre 10 000 à 15 000 pesetas. Enrique Batalla considère en tout cas que c'est « un élément très utile et exploitable en raison de la facilité avec laquelle il peut passer de l'Espagne rouge à la France, de ses relations avec les éléments rouges et le personnel de toutes les ambassades et, bien qu'il prétende tout faire de manière désintéressée, avec quelques pesetas, il pourrait rendre d'excellents services²⁸⁰ ». Serben apparaît d'ailleurs étroitement lié à Fernando Sánchez-Covisa, qu'il côtoie en compagnie du policier Pedro Urraca Rendueles, lui aussi hébergé au sein de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français²⁸¹. Pour recourir à son intermédiaire, une méthode similaire à celle utilisée pour sœur Gérard est mise en place, avec un système d'enveloppes doubles. Sur l'enveloppe supérieure, les agents doivent inscrire l'adresse du « Bureaux des Départements » au ministère des Affaires Étrangères à

²⁷⁸ AGMAV, 2874,2, rapport du commandant de cavalerie Enrique Batalla, 19 juin 1937.

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ Arxiu Nacional de Catalunya, fonds 983, Pedro Urraca Rendueles, UC 44 (1936-1939), journal de Pedro Urraca Rendueles. Je remercie Loreto Urraca de m'avoir communiqué ce document.

Paris ; et sur l'enveloppe intérieure, ils doivent inscrire : « Pour M. Henri Serben. Ambassade : Madrid. Pour la valise²⁸². »

Une fois encore, ce sont les collaborateurs et le personnel auxiliaire du poste diplomatique qui semblent jouer prioritairement ce rôle de liaison avec les renseignements rebelles. Cela signifie-t-il que les agents de carrière ont pu être dupés par certains de leurs subordonnés qui auraient abusé de leur confiance, comme le père Azémar, sœur Gérard, Fernando Sánchez-Covisa ou Henri Serben ? Cette hypothèse apparaît assez peu crédible. L'usage de la valise diplomatique suppose leur complicité. José Bertrán y Musitu, dans un livre qu'il rédige en 1940 sur son expérience à la tête du SIFNE indique en effet que cet usage nécessite *a minima* « l'amitié du diplomate du pays neutre qui offre de la transporter²⁸³ ». Ces collaborations ne peuvent en effet se développer qu'à la faveur de la tolérance dont font preuve à leur égard les diplomates et les consuls en poste. C'est ce dont témoigne en creux une dépêche du consul Jacques Pigeonneau, au début de l'année 1939. Interrogé par le Quai d'Orsay sur la présence d'Espagnols asilés dans les hôpitaux français, il rapporte que certains d'entre eux s'y trouvent grâce « à une certaine clandestinité résultant de l'emploi de faux noms, et aussi à la complicité de quelques personnalités officielles²⁸⁴ ». Nommé à Madrid en avril 1938, celui-ci est confronté à une situation héritée de son prédécesseur, Emmanuel Neuville²⁸⁵. Il considère dès lors « le maniement de ces “ficelles” [...] comme des plus délicats » : « C'est pourquoi j'ai tenu à l'exercer personnellement dans toute la mesure possible, au lieu de continuer à l'abandonner aux directeurs des hôpitaux, dont l'activité passée ne me paraissait pas à l'abri de toute critique et de tout reproche²⁸⁶. » Il témoigne de ce fait de la très grande liberté dont Fernando Sánchez-Covisa et ses complices ont bénéficié jusqu'à son arrivée à Madrid.

Or, cette liberté ne relève pas de la naïveté dont auraient fait preuve Bonjean et Neuville. Nous avons déjà évoqué les relations étroites qu'ils entretiennent avec d'autres représentants étrangers qui, à Madrid, collaborent avec les services de renseignement rebelles et la Cinquième colonne, comme l'ambassadeur chilien Aurelio Núñez Morgado, les chargés d'affaires de la Norvège, des Pays-Bas et de l'Argentine, Felix Schlayer, Francis Schlosser

²⁸² AGMAV, 2874,2, rapport du commandant de cavalerie Enrique Batalla, 19 juin 1937.

²⁸³ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, op. cit., p. 138.

²⁸⁴ CADN, Madrid, C1, 556, 89-1, dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

²⁸⁵ Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 82.

²⁸⁶ CADN, Madrid, C1, 556, 89-1, dép. 4 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 janvier 1939.

Passow et Edgardo Pérez Quesada, ou encore le secrétaire commercial de la légation de Roumanie, Henry Helfant²⁸⁷. Ce travail commun les amène alors à prendre part à leurs activités clandestines en faveur de l'espionnage rebelle, notamment en assurant la liaison entre Madrid et les insurgés. Ainsi, le 21 novembre 1936, en plein siège de la capitale espagnole, Núñez Morgado demande à Emmanuel Neuville d'envoyer deux cartes aériennes, par le biais de la correspondance officielle de l'ambassade de France. Ces dernières sont adressées à l'attaché militaire chilien, le lieutenant-colonel Humberto Luco, qui se trouve alors à Paris²⁸⁸. Or, Luco collabore également avec les services de renseignement rebelles, ce qui laisse présager qu'ils sont les véritables destinataires de ces cartes²⁸⁹. Les militaires insurgés sont en effet dépourvus de cartes et de plans durant les premiers mois de la guerre, ces derniers étant conservés dans les archives de l'État-Major central et de l'Institut de Géographie et Statistique de Madrid, aux mains des républicains. L'une des missions du SIFNE consiste alors à se procurer des cartes, notamment par le biais d'intermédiaires capables de contourner la censure républicaine. Le service de renseignements recueille ainsi près de 300 cartes²⁹⁰. René Bonjean avait déjà accédé à une demande similaire d'Aurelio Núñez Morgado en septembre 1936, sans que la nature des « papiers » confiés à la valise diplomatique ne soit toutefois précisée²⁹¹.

Ce n'est pas la seule fois que la valise diplomatique française est mise à disposition des rebelles. La liaison aérienne assurée par l'avion de l'ambassade de France à Madrid entre octobre et décembre 1936 constitue un avantage indéniable, aussitôt mis à profit. De fait, lorsque l'appareil est abattu le 8 décembre alors qu'il transporte le Dr Henny à son bord avec la liste des prisonniers exécutés à Paracuellos del Jarama et Torrejón de Ardoz, il transporte également des informations militaires via la valise diplomatique²⁹². C'est ce dont témoigne le bras droit de Felix Schlayer, le capitaine d'artillerie espagnol Manuel Jiménez-Alfaro y Alaminos. Relatant cette attaque en 1940, il indique que « heureusement pour [eux], la valise put être sauvée, car en plus de toutes ces informations sur les exécutions dans les prisons, [ils avaient] envoyé à cette occasion, comme [ils le faisaient] à toutes les occasions, des lettres au général Dávila avec les nouvelles [qu'ils avaient] obtenues sur les plans et les concentrations

²⁸⁷ Voir chapitre 7, p. 517-530.

²⁸⁸ CADN, Madrid, B, 583, lettre n° 958 d'Aurelio Núñez Morgado à Emmanuel Neuville, 21 novembre 1936.

²⁸⁹ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 114-115.

²⁹⁰ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, op. cit., p. 29-30.

²⁹¹ CADN, Madrid, B, 581, lettre d'Aurelio Núñez Morgado à René Bonjean, 4 septembre 1936.

²⁹² Voir chapitre 3, p. 228-237.

rouges²⁹³ ». Selon la déclaration que l'une des deux jeunes filles qui accompagnaient le délégué du CICR, María Carlota Cabello Sánchez Pleites, formule devant le procureur de la Causa General en 1941, le Dr Henny aurait en effet dissimulé la valise sous les jambes de sa sœur²⁹⁴. Selon d'autres témoins, une partie de la documentation est brûlée avant l'arrivée des secours²⁹⁵. Les ambassades française et suisse envoient rapidement un convoi pour venir en aide à l'équipage et aux passagers de l'avion²⁹⁶. Ce dernier est notamment composé de véhicules de la Scottish Ambulance Unit, sur laquelle pèsent également des soupçons de collaboration avec les rebelles (voir *infra*)²⁹⁷. Les passagers de l'avion sont ensuite évacués vers l'hôpital Saint-Louis-des-Français, où Fernando Sánchez-Covisa les prend en charge²⁹⁸. Le 30 décembre 1936, le bureau du SIFNE à Paris signale qu'une « partie des documents que transportait cet avion » sont à nouveau entre les mains de l'ambassade de France. Les services rebelles prévoient alors de faire sortir ces documents par d'autres moyens, notamment, semble-t-il, en rapatriant les passagers et l'équipage de l'avion²⁹⁹. Le pilote Boyer et le radiotélégraphiste Bougrat sont en effet évacués discrètement quelques jours après l'attaque, sous l'escorte d'un officier de réserve français qui a la confiance du chargé d'affaires Emmanuel Neuville³⁰⁰. Ils sont embarqués à bord d'un navire de guerre avec instruction de rester à son bord jusqu'à leur débarquement définitif dans un port français³⁰¹.

Emmanuel Neuville semble donc bel et bien collaborer avec les services rebelles, mettant à leur disposition la valise diplomatique. Quant à René Bonjean, son rôle est au départ plus difficile à discerner. Après la Seconde Guerre mondiale, il évoque les relations difficiles qu'il entretenait avec la supérieure de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, sœur Gérard, « avec qui il n'était pas en bons termes³⁰² ». Cet élément est confirmé par le vice-président de la

²⁹³ Le général Fidel Dávila Arrondo se trouve alors à la tête des troupes rebelles qui mènent l'attaque contre Madrid. AGMAV, 2992,9, déclaration sous serment du capitaine d'artillerie Manuel Jiménez-Alfaro y Alaminos, 20 août 1940. Je remercie Carlos Píriz de m'avoir communiqué ce document.

²⁹⁴ AHN, Causa General, 1519,5, déclaration de María Carlota Cabello Sánchez Pleites devant le procureur de la Causa General, 14 février 1941. Je remercie Sébastien Farré de m'avoir communiqué ce document.

²⁹⁵ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 99.

²⁹⁶ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, Genève, Georg, 2022, p. 139.

²⁹⁷ TNA, PRO, FO 371/20553, W17687/62/41, tél. 602 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 9 décembre 1936.

²⁹⁸ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, op. cit., p. 140 ; Juan de Á. Gijón Granados, *Los presos de Madrid en 1936*, Séville, Espuela de Plata, 2020, p. 237.

²⁹⁹ AGMAV, 2458, 4, 1, note du SIFNE compilant des informations en provenance de Paris, 30 décembre 1936.

³⁰⁰ CADN, Madrid, B, 570, GC 5/D 4, tél. 300 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 14 décembre 1936.

³⁰¹ *Ibid.*, tél. 65 d'Yvon Delbos au Quai d'Orsay, 12 décembre 1936 ; et tél. 269 de Paul Bargeton au Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine, 15 décembre 1936.

³⁰² AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, compte-rendu d'un entretien entre René Bonjean et M. Lamarle, 7 juin 1951.

Chambre de commerce à Madrid, Jean Pécastaing, qui participe à l'accueil des réfugiés espagnols au Lycée français durant la guerre civile³⁰³. Ce dernier confirme en effet à Bonjean qu'il était « bien au courant de [ses] dissensions avec sœur Gérard, supérieure et directrice de l'Hôpital de Saint-Louis-des-Français », après qu'il lui a reproché d'accueillir en son sein des personnes poursuivies sans le consulter³⁰⁴. Le chargé d'affaires aurait donc tenté de conserver un contrôle sur l'action du personnel religieux de l'hôpital français, qui agit sans lui rendre de compte. Cela pourrait suffire à exonérer Bonjean.

Cependant, c'est bien lui qui met en place les principaux moyens de liaison qui bénéficient par la suite aux renseignements rebelles. Dès la mi-août 1936, il désigne « une personne sûre à Alicante » qui transporte le courrier entre les navires français et l'ambassade à Madrid³⁰⁵. Par l'intermédiaire de Jean Herbette, il obtient également que la correspondance personnelle qui lui est adressée par l'intermédiaire du ministère des Affaires Étrangères lui soit acheminée par l'intermédiaire de la valise diplomatique uniquement³⁰⁶. Si ces mesures peuvent s'expliquer par la prudence dont fait preuve le diplomate français dans un contexte de guerre où les communications sont surveillées et censurées, elles peuvent également lui permettre d'assurer une liaison entre l'Espagne rebelle et les asilés du Lycée français de Madrid à travers la valise diplomatique. De fait, en novembre 1937, il accepte ainsi d'y placer plusieurs lettres qui lui sont confiées à Saint-Jean-de-Luz par le délégué de la Croix-Rouge nationaliste, Juan Manuel Agrela, comte de la Granja³⁰⁷.

Si cette licence peut se justifier par le statut humanitaire de son interlocuteur, elle interroge néanmoins, d'autant plus que Bonjean se trouve au centre de plusieurs ramifications qui nous permettent de douter de son innocence et de son ingénuité. Il nomme en effet durant les premiers mois de la guerre des personnalités qui collaborent avec l'espionnage franquiste à des postes qui leur permettent de déployer leur activité. Outre les cas de Fernando Sánchez-Covisa et du père André Azéma déjà évoqués, Bonjean a également recours aux services de Pierre Bourbon. Ce dernier l'épaulait déjà au service de presse de l'ambassade, depuis 1932³⁰⁸. Mais au début de la guerre civile, il devient l'envoyé spécial de *La Petite Gironde* à

³⁰³ *Ibid.*, lettre de René Bonjean au directeur du personnel du Quai d'Orsay, 28 décembre 1948.

³⁰⁴ *Ibid.*, lettre de Jean Pécastaing à René Bonjean, 28 septembre 1948.

³⁰⁵ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D 1, tél. 1030 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 17 août 1936.

³⁰⁶ *Ibid.*, tél. 1125 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 29 août 1936.

³⁰⁷ CADN, Madrid, B, 579, GC 13/E, lettre n° 456 de Juan Manuel Agrela, comte de la Granja, à René Bonjean, 26 novembre 1937 ; et lettre n° 257^A de René Bonjean à Juan Manuel Agrela, comte de la Granja, 27 novembre 1937.

³⁰⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 41, dossier de Pierre Bourbon, curriculum vitae de Pierre Bourbon (1952).

Madrid, jusqu'à son départ en novembre 1936³⁰⁹. Pourtant, il semble continuer à prêter son aide au chargé d'affaires. Il intervient ainsi « en faveur de certaines personnalités dont la vie était menacée et qu'il fait admettre à l'ambassade de France, notamment M. Jaraix, beau-frère du général Franco, M. Martínez del Campo y Montero Ríos, beau-frère du général Yagüe, Commandant d'Artillerie Tourné y Pérez de Seoane, Capitaine d'Intendance José Escolar, ami intime du Colonel Ungría³¹⁰ ». C'est probablement par l'intermédiaire de Bourbon, qui est le fils de l'ancien directeur de la Société minière de Peñorroya, que René Bonjean met en place un premier système d'évacuations de réfugiés à l'aide d'un avion piloté par Victor Drouillet et financé en partie par l'entreprise française. Mis en cause dès mars 1938 par un article de *La Voz de España*, qui l'accuse d'être responsable de l'arrestation de Ricardo de la Cierva au moment où il devait embarquer dans cet avion, René Bonjean tente de se démarquer de cette initiative qui aurait été autonome à l'ambassade³¹¹. En réalité, l'avion embarque bien des personnes qui intéressent l'ambassadeur français Jean Herbette, tandis que Bonjean confie à Drouillet de la correspondance³¹². Le pilote est par ailleurs arrêté en septembre 1938 à la frontière catalane par les services républicains en possession de plans des côtes espagnoles vraisemblablement destinés à l'espionnage rebelle³¹³.

Bourbon collabore-t-il également avec l'espionnage rebelle lors de sa présence à Madrid durant les premiers mois de la guerre ? Il semblerait que ce soit le cas. Dès le mois de septembre 1936, Pierre Bourbon demande en effet à se rendre en France, et s'y déplace effectivement en octobre³¹⁴. Après son rapatriement définitif en novembre, il s'installe à Saint-Jean-de-Luz et prend contact avec les services de *Nacho Enea*, demandant à Iñigo Bernoville de transmettre des lettres en Espagne rebelle³¹⁵. Que contiennent-elles ? Ces allers-retours lui permettent-ils de servir d'intermédiaire entre la Cinquième colonne qui s'organise à Madrid et l'État-Major franquiste ? Son parcours ultérieur est susceptible d'apporter une

³⁰⁹ CADN, Madrid, C1, 13, 1-2, lettre de Louis de Robien à Philippe Pétain, 24 mai 1939. Il transmet le curriculum vitae de Pierre Bourbon.

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ Selon Bonjean, Victor Drouillet, « pour se dédommager de ses frais (risque très grands, surprimes d'assurances considérables, très faible capacité de l'appareil) dut demander aux bénéficiaires des sommes assez élevées ». AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, lettre de René Bonjean au directeur du Personnel, 28 décembre 1948 ; et lettre du lieutenant-colonel Henri Moral à René Bonjean, 14 janvier 1939.

³¹² CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D¹, compte-rendu d'une conversation téléphonique entre Jean Herbette et René Bonjean, 16 septembre 1936.

³¹³ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03163 RE99, dossier 5, sous-dossier 3, lettre du chef du SIM républicain à Julio Álvarez del Vayo, 20 septembre 1938.

³¹⁴ CADN, Madrid, B, 581, tél. 30 de Jean Herbette à René Bonjean, 2 octobre 1936 ; tél. 30 de René Bonjean à Jean Herbette, 3 octobre 1936 ; tél. de Jean Herbette à René Bonjean, 4 octobre 1936.

³¹⁵ CDMH, Nacho Enea, INCORPORADOS, 1479, lettre de Pierre Bourbon à Iñigo Bernoville, 3 décembre 1936.

réponse à ces questions. En mars 1937, Bourbon devient l'envoyé spécial du *Journal* en Espagne franquiste, puis de l'Agence Radio. Parallèlement, il redevient à partir du printemps 1938 « collaborateur à titre bénévole [...] » de René Bonjean, qui assure la gérance des bureaux de l'ambassade à Saint-Jean-de-Luz depuis le rappel de Jean Herbette et la nomination d'Eirik Labonne à Barcelone en octobre 1937³¹⁶. Il épaula le secrétaire de l'ambassade « pour les informations de l'Espagne nationale qui [sont] transmises au Ministère des Affaires Étrangères ». Profitant des « relations dans les milieux militaires » qu'il s'est acquises lors de son séjour à Madrid et par son intervention humanitaire, il effectue « la navette entre Saint-Jean-de-Luz et l'Espagne³¹⁷ ». En réalité, il est au service des renseignements franquistes. Il devient en effet un agent rémunéré du SIPM à partir du 3 mai 1938³¹⁸. Selon l'historien espagnol Carlos Píriz, il collaborerait également avec les services de renseignement italien et allemand établis en Espagne³¹⁹. Proche du colonel José Ungría Jiménez, qu'il a probablement fait admettre sous le pavillon français à Madrid durant les premiers mois de la guerre civile et qu'il appelle son « querido Pepe », Bourbon lui transmet ainsi des informations régulières. Il lui rend compte de ses conversations avec René Bonjean, ainsi que du contenu des rapports d'Eirik Labonne, auxquels il a accès. Les informations qu'il transmet ont principalement trait à la politique française à l'égard de l'Espagne, à la possible reconnaissance du général Franco ou aux projets de médiation portés par l'ambassadeur³²⁰.

Ces contacts s'inscrivent en effet dans le cadre de la politique de rapprochement que le nouveau ministre des Affaires Étrangères, Georges Bonnet, initie au même moment avec l'Espagne franquiste, et dont René Bonjean est l'un des instruments à Saint-Jean-de-Luz³²¹. Il y dirige en effet « les services officieux de liaison de renseignements avec l'Espagne franquiste [...] jusqu'à la nomination comme Ambassadeur du Maréchal Pétain³²² ». Le

³¹⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 41, dossier de Pierre Bourbon, curriculum vitae de Pierre Bourbon (1952) ; CADN, Madrid, C1, 13, 1-2, lettre de Louis de Robien à Philippe Pétain, 24 mai 1939 ; et Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 92-98.

³¹⁷ CADN, Madrid, C1, 13, 1-2, lettre de Louis de Robien à Philippe Pétain, 24 mai 1939.

³¹⁸ AGMAV, 2963,14, liste nominale d'agents étrangers du SIPM à récompenser, 1940-1943. Je remercie Carlos Píriz de m'avoir communiqué ce document.

³¹⁹ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 92.

³²⁰ AGMAV, 2857,10, dossier « Pierre Jean Bourbon » contenant la correspondance que ce dernier envoie au colonel Ungría entre mai 1938 et mars 1939.

³²¹ Michel Catala, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1993, vol. 3, n° 29, p. 243-262 ; Ricardo Miralles, « Georges Bonnet y la política española del Quai d'Orsay », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1994, vol. 3, n° 30, p. 113-141 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 488-493.

³²² AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, lettre de René Bonjean au Directeur Général du Quai d'Orsay, 29 février 1952.

secrétaire de l'ambassade française multiplie en effet les contacts avec les agents franquistes, leur professant « sa sympathie pour la Cause Nationale, affirmant qu'on ne pouvait plus douter du triomphe du Généralissime Franco³²³ ». À partir du mois d'avril 1938, il s'entretient également avec Luis Marti Olivares, marquis del Rebalso, et agent du SIPM à Saint-Jean-de-Luz, auquel il communique des informations similaires à celles recueillies par Pierre Bourbon. En février 1939, le secrétaire de l'ambassade le considère même comme l'« un de ses amis personnels³²⁴ ». Tandis que Bonjean se fait, comme Herbette avant lui, le relai de la propagande franquiste que lui distillent ses interlocuteurs, les renseignements qu'il leur donne sont remontés au général Francisco Gómez-Jordana, ministre des Relations Extérieures du gouvernement de Burgos depuis février 1938³²⁵. Ces rapports fragilisent alors la politique qu'Eirik Labonne mène au même moment en faveur d'une médiation en Espagne, ainsi que ses efforts pour réorienter la politique de rapprochement initiée par Georges Bonnet³²⁶. Bonjean n'est d'ailleurs pas le seul à livrer des informations aux agents franquistes sur la politique française. En novembre 1938, Pierre Bourbon s'entretient ainsi avec l'agent consulaire à Saragosse, Roger Tur, qui vient de rencontrer Georges Bonnet. Tur l'assure alors d'un prochain remaniement ministériel qui entraînerait l'envoi en Espagne franquiste d'un représentant diplomatique³²⁷.

Mais Pierre Bourbon et Luis Marti Olivares ne transmettent pas seulement des informations à caractère politique et diplomatique : ils fournissent également grâce à leurs contacts au sein de l'ambassade de France des informations militaires. En juin 1938, la direction du SIPM transmet ainsi un rapport au général Gómez-Jordana indiquant que l'« offensive républicaine sur le front de Catalogne entend rester limitée et n'être poussée à fond que si le général Miaja est l'objet d'une forte attaque nationaliste et demande secours. Le haut commandement républicain (le général Rojo en particulier) est fortement impressionné par la solide défensive nationaliste ». Le rapport fournit également des informations sur la localisation du quartier général du général Miaja à Albacete et commente les effets des

³²³ AGMAV, 2857,10, rapport n° 1481 de Pierre Bourbon à José Ungría, 3 mai 1938.

³²⁴ CADN, Madrid, B, 574, GC 7/D 6, lettre de René Bonjean à A. Daumas de Foxa, 21 février 1939.

³²⁵ AGMAV, 2961,1, dossier rassemblant une partie de la correspondance entre l'agent «L-1», alias de Luis Marti, marquis del Rebalso, et Manuel Pérez Urruti, chef du bureau secondaire du SIPM à Irún, de janvier à juin 1938 ; AGA, MAE, Burgos, 82/03101 R.832, dossier rassemblant des rapports de la direction du SIPM adressés au général Francisco Gómez-Jordana de février 1938 à février 1939 ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, op. cit., p. 493-496.

³²⁶ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », op. cit., p. 20-22.

³²⁷ AGMAV, 2857,10, rapport n° 2972 du bureau du SIPM à Saint-Sébastien, 25 novembre 1937.

bombardements sur cette ville. La direction du SIPM précise alors que ces informations, rédigées en français, sont fournies par une « personne proche de [leur] Cause qui fait partie de l'Ambassade française à Barcelone³²⁸ ». Elle ajoute que cet informateur cherche à se procurer des cartes de la côte levantine, alors exposée à une intense campagne de bombardements menés par l'aviation italo-rebelle, mais aussi à l'offensive des insurgés en direction de Valence après la percée qui leur permet d'atteindre Vinaròs en avril 1938³²⁹.

Les services de renseignement franquistes peuvent en effet compter sur l'aide du secrétaire-archiviste de l'ambassade, Maurice Rivoire. Selon les services de renseignement basques, il serait un « ami intime » de Luis Marti Olivares, le marquis del Rebalso. C'est lui qui aurait présenté Bonjean à l'agent du SIPM³³⁰. Après être demeuré à Ciboure et Saint-Jean-de-Luz aux côtés de Jean Herbette et de René Bonjean, ce dernier rejoint l'ambassade d'Eirik Labonne à Barcelone en mars 1938³³¹. Il assure alors « l'accompagnement bi-hebdomadaire » de la valise diplomatique entre la capitale catalane et Perpignan³³². En tant qu'archiviste et convoyeur de la correspondance diplomatique, il a accès à une documentation particulièrement sensible, comme lorsque l'ambassadeur Eirik Labonne transmet en avril 1938 une étude de l'ordre de bataille des forces républicaines et insurgées³³³. Cette position permet alors à Rivoire de collaborer avec les services rebelles. Il devient ainsi un agent rémunéré du SIPM à partir du 15 octobre 1938³³⁴. Il peut aussi compter sur l'aide de Bonjean, qui lui servirait de liaison pour transmettre des informations en provenance de la zone républicaine³³⁵. Son activité attire d'ailleurs l'attention des services de renseignement républicains en novembre 1938 :

« Aujourd'hui, à quatorze heures, est parti de Barcelone Maurice Rivoire, chargé de la valise de l'Ambassade de France dans cette capitale, en direction de Perpignan et de Paris. Cet individu est porteur de documents relatifs à des activités contraires à la sécurité de la République, et doit rencontrer à Perpignan des agents de liaison

³²⁸ AGA, MAE, Burgos, 82/3102 R.832, rapport de la direction du SIPM au général Francisco Gómez Jordana, 3 juin 1938.

³²⁹ Josep María Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, p. 191-207 ; Paul Preston, *La Guerra Civil española*, Barcelone, Debate, 2008, p. 294-295.

³³⁰ AGMAV, 70, 10, 2, note des services de renseignement du gouvernement basque, 23 janvier 1939.

³³¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, tél. 88 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 11 mars 1938

³³² *Ibid.*, tél. 127 de Louis de Robien à Eirik Labonne, 24 mars 1938.

³³³ CADN, Madrid, B, 591, tél. 250 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 6 avril 1938.

³³⁴ AGMAV, 2963,14, liste nominale d'agents étrangers du SIPM à récompenser, 1940-1943. Je remercie Carlos Píriz de m'avoir communiqué ce document.

³³⁵ AGMAV, 70, 10, 2, note des services de renseignement du gouvernement basque, 23 janvier 1939.

fascistes, et probablement à Paris des éléments des Camelots du Roi et des Croix de Feu³³⁶. »

Mais si Rivoire ne rejoint le SIPM qu'en octobre 1938, il semble avoir commencé à collaborer avec les services rebelles antérieurement. Outre les informations qu'il a vraisemblablement transmises en juin 1938, ses efforts pour obtenir son envoi en Espagne républicaine durant toute l'année 1937 interpellent. Le 10 janvier 1937, le consul à Madrid Emmanuel Neuville sollicite de pouvoir bénéficier d'un congé avec le chiffeur de l'ambassade, Antoine Taddéi, qui l'épaula depuis plusieurs mois. Il suggère que le Quai d'Orsay envoie à Madrid pour les remplacer « deux agents connaissant déjà l'Espagne, capables d'apprécier la confiance que comporterait la tâche délicate qui leur serait dévolue et dans laquelle prévaudrait le sentiment d'humanité ». Il propose les noms de Robert Lecq, vice-consul qui assure la gérance du poste d'Alicante, et Maurice Rivoire³³⁷. Ce dernier, visiblement informé de la demande de Neuville, sollicite alors son envoi à Madrid auprès du directeur du Personnel, Louis de Robien : « Depuis le début de la guerre civile, je me morfonds d'être loin de l'effort, du risque, du don de soi autrement que par un labeur de bureau, si considérable soit-il, et j'ai maintes fois demandé à Monsieur Jean Herbette de bien vouloir fait [sic] connaître au Département mon vif désir d'aller aux premières lignes³³⁸. » Vétéran de la Première Guerre mondiale et du front d'Orient, où il perd son bras droit, Maurice Rivoire apparaît comme une véritable tête brûlée³³⁹. Mais derrière son désir d'action, sa volonté d'être nommé à Madrid n'est-elle pas liée à « la tâche délicate » que souhaite lui confier Emmanuel Neuville ? Responsable des archives de l'ambassade à Ciboure et à Saint-Jean-de-Luz, il est très probablement au courant, s'il n'y participe pas directement, des activités d'Emmanuel Neuville en faveur des insurgés. Jean Herbette et les directions politique et du personnel au Quai d'Orsay s'opposent néanmoins à son envoi dans la capitale espagnole³⁴⁰. Cela n'empêche pas Rivoire de solliciter à de nombreuses reprises son transfert

³³⁶ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03121 RE57, dossier 48, note réservée n° 415 des services spéciaux de l'ambassade d'Espagne à Paris, 28 novembre 1938.

³³⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, tél. 31 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 10 janvier 1937.

³³⁸ *Ibid.*, lettre de Maurice Rivoire à Louis de Robien, 19 janvier 1937.

³³⁹ Il est cité à l'ordre des Armées d'Orient pour son action en Macédoine, avec la mention « Officier ardent et fanatique ». AMAE-C, Personnel, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, dép. 47 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 19 septembre 1933.

³⁴⁰ Plus que ses liens potentiels avec les rebelles, c'est son « caractère exalté » et instable, nécessitant selon Herbette une « vigilance attentive », qui est certainement en cause. L'ambassadeur estime notamment que Rivoire est encore « bouleversé par la perte de sa fille ainée », décédée au printemps 1936 alors qu'elle n'a que 12 ans. Du reste, l'archiviste souffrirait « sans conteste d'un déséquilibre mental assez marqué », d'après une

en zone républicaine, à Madrid, à Valence ou à Barcelone³⁴¹. Son insistance ne manque pas d'interroger : ne cherche-t-il pas à occuper une position qui lui permettrait d'apporter un concours plus actif à l'espionnage franquiste ? Quoi qu'il en soit, Maurice Rivoire est particulièrement lié à René Bonjean, avec lequel il entretient de bonnes relations. Ce dernier lui apporte d'ailleurs son soutien après la guerre civile, le recommandant auprès de la direction du Personnel pour un poste au consulat de France à Las Palmas en janvier 1940³⁴². Ainsi, Bonjean multiplie les relations cordiales avec des individus liés aux services de renseignement rebelles, ce qui ne laisse finalement que peu de doutes sur son implication, d'autant qu'il apparaît également impliqué dans une affaire de contrebande de bijoux.

4. Profiteurs de guerre ou agents de liaison ? Le trio Grassy-Lecq-Bonjean

Comme nous l'avons vu à travers l'exemple d'Henri Serben, l'ambassade française a recours à des collaborateurs occasionnels pour le transport de la valise diplomatique de Madrid jusqu'en France. Les facilités dont disposent alors ces collaborateurs, qui peuvent se déplacer aisément entre l'Espagne et la France, les mettent en position non seulement de transporter de la correspondance pour le compte des services de renseignement rebelles, mais aussi d'organiser des évacuations clandestines de réfugiés du Lycée et des hôpitaux français de Madrid, réalisant de cette manière des profits substantiels. Henri Serben est en effet loin d'être un cas isolé. Un rapport établi en novembre 1937 par Doucet, commissaire spécial de Marseille, sur le « trafic malhonnête qui se ferait à bord du vapeur "Iméréthie II" au préjudice de réfugiés espagnols » recueille en effet les témoignages de plusieurs d'entre eux incriminant particulièrement deux collaborateurs de l'ambassade française : Cervin et Maurice Domain. Ces deux « employés bénévoles » auraient en effet tiré d'importants profits des évacuations

note de la direction générale du Personnel du Quai d'Orsay, datant probablement de janvier 1953. Louis de Robien évoque lui aussi, en février 1944, la « folie » de Maurice Rivoire, qui est « sans doute malade » selon lui. Cette fragilité serait due à une trépanation qu'il aurait subie avant la guerre civile. Louis de Robien convoque en effet cette opération pour justifier le maintien de Maurice Rivoire à Saint-Jean-de-Luz en mai 1937, estimant que « son état de santé et ses nerfs supporteraient mal un séjour en Espagne ». AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série (bis), 241, dossier de Maurice Rivoire, notes annuelles, 1935, observations particulières et proposition du chef hiérarchique, Jean Herbette, 4 février 1936 ; notes annuelles 1936, observations particulières et propositions du chef hiérarchique, Jean Herbette, 6 janvier 1937 ; dép. 15 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 4 mai 1936 ; compte-rendu d'un entretien entre le sénateur Jean Lissard et Louis de Robien, 29 mai 1937 ; lettre de Louis de Robien à François Piétri, 14 février 1944 ; et lettre de la direction générale du Personnel à Maurice Schumann, sans date (vraisemblablement en janvier 1953).

³⁴¹ *Ibid.*, lettre de Maurice Rivoire à Louis de Robien, 21 avril 1937 ; lettre de Maurice Rivoire à Louis de Robien, 28 avril 1937 ; lettre de Maurice Rivoire à Louis de Robien, 8 mai 1937 ; note de J. Billecocq, 20 septembre 1937 ; et compte-rendu d'un entretien entre Maurice Rivoire et Louis de Robien, 28 septembre 1937.

³⁴² *Ibid.*, note de la direction du Personnel, 29 janvier 1940.

clandestines, notamment pour établir de faux passeports français ou pour transporter des bijoux hors d'Espagne. Cervin aurait ainsi perçu 24 000 pesetas en septembre 1937 pour l'octroi de trois passeports en faveur d'un Espagnol, « Raphael Herrero », et de deux membres de sa famille. Il aurait également reçu 7 500 pesetas de María Sainz y Cuesta, qui souhaitait évacuer sa fille, tandis que deux autres Espagnols, « Antoine Vitorica » et José Cotoner, lui auraient versé chacun 10 000 pesetas. Par l'intermédiaire du médecin-chef de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, Fernando Sánchez-Covisa, il aurait également perçu 15 000 pesetas pour l'évacuation du comte de Los Morilles, de sa mère et de son cousin, le marquis de Cenia. Ces derniers devaient payer 15 000 pesetas supplémentaires à leur arrivée à Marseille. Maurice Domain apparaît encore plus actif. Avec l'aide d'un Espagnol, Fernandez Quin, employé par le doyen du corps diplomatique de Madrid, Aurelio Núñez Morgado, il aurait organisé l'évacuation de réfugiés de l'ambassade chilienne contre 150 000 pesetas, à raison de 10 000 pesetas par réfugié. Domain aurait également perçu 20 000 pesetas pour l'évacuation d'Emilio Covisa et de son frère ; 30 000 pesetas pour l'évacuation de la famille de José Larraz ; ou encore 20 000 pesetas de la part de Vittoriano Veguillas, évacué avec sa femme, sa fille et sa belle-sœur. Ce dernier aurait également versé entre 6 000 et 10 000 pesetas à l'employé de l'ambassade pour évacuer une valise de bijoux³⁴³.

D'autres collaborateurs bénévoles sont également nommés dans le rapport. Ils se seraient tous livrés à des « affaires », sans que leur action ne soit toujours clairement précisée. C'est le cas de Pierre Patrizi, collaborateur du consulat de France à Valence et directeur du centre d'hébergement ouvert dans cette ville, que nous avons déjà évoqué plus haut ; mais aussi de Maurice Lévy, propriétaire de la boutique de « nouveautés » et de lingerie « El Paraiso » à Madrid³⁴⁴. L'implication de ce dernier dans les trafics apparaît cependant plus douteuse, selon la déclaration du commandant de cavalerie Enrique Batalla, évadé de l'hôpital Saint-Louis-des-Français qui propose l'établissement d'une liaison avec Sánchez-Covisa par l'intermédiaire de sœur Gérard et de Henri Serben. Selon l'officier rallié aux rebelles, Lévy se serait « distingué depuis que la guerre a commencé, sauvant de nombreuses personnes avec un réel désintéressement, son travail humanitaire étant digne de tout éloge ». Il oppose son attitude à celle de Henri Serben qui « est d'une autre condition morale³⁴⁵ ». Mais le rapport du commissaire spécial Doucet pointe surtout l'action d'un autre collaborateur : « Monsieur

³⁴³ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937.

³⁴⁴ *Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937*, Paris, Union des Français de l'Étranger, 1937, p. 279.

³⁴⁵ AGMAV, 2874,2, rapport du commandant de cavalerie Enrique Batalla, 19 juin 1937.

Grassi [sic], un des plus sales types qui se promène à Biarritz, fait avec Domain, le trafic des bijoux. Il achetait de l'or à Madrid à 15 pesetas le gramme et le vendait en France à 18 francs. Il achetait également des monnaies étrangères et tout ceci passait par la valise diplomatique. » Une partie de ces bijoux aurait même été achetée « à bas prix » aux réfugiés de l'ambassade de France³⁴⁶.

Il s'agit d'Alexandre Grassy, bijoutier français né le 18 janvier 1894 à Constantine et issu d'une famille d'orfèvres juifs originaire de Milan. Depuis 1923, il possède une boutique installée sur la Gran Vía de Madrid, l'Unión Relojera Suiza. Les années suivantes, il ouvre deux autres établissements à Biarritz et à Paris³⁴⁷. Cette situation l'amène à réaliser de fréquents voyages entre la côte basque française et la capitale espagnole. Profitant de ce prétexte, il se serait spontanément offert en mai 1937 à Jean Herbette « pour transporter des plis et servir d'intermédiaire bénévole entre l'Ambassade et [les] Consuls à Alicante et Madrid ». Sa qualité d'engagé volontaire durant la Première Guerre mondiale, pour laquelle il obtient la Croix du combattant volontaire, lui vaut la confiance de l'ambassadeur qui lui délivre alors un « laissez-passer de courrier occasionnel » le 8 mai 1937. Ce document lui permet de réaliser trois voyages en mai, juin et juillet 1937, assurant une liaison entre Saint-Jean-de-Luz, Alicante et Madrid³⁴⁸. De fait, Jean Herbette annonce dès le 8 mai la prochaine arrivée d'Alexandre Grassy à Madrid, et il le « recommande [au] bienveillant accueil » du vice-consul Robert Lecq³⁴⁹. Celui-ci assure la gérance du poste de Madrid depuis le début du mois d'avril, en l'absence d'Emmanuel Neuville qui bénéficie d'un congé en France pour raisons de santé³⁵⁰. Grassy se présente dès le 10 mai devant le vice-consul à Alicante, René Neuville, muni d'une lettre de recommandation de René Bonjean priant ce dernier de « l'aider à trouver un moyen de transport rapide et aussi sûr que possible³⁵¹ ». Le joaillier revient de Madrid quelques jours plus tard, muni de la valise diplomatique que lui a transmise Robert

³⁴⁶ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937.

³⁴⁷ Selon les informations disponibles sur le site de la bijouterie Grassy, fondée par Alexandre Grassy. La bijouterie, toujours située à Gran Vía, est désormais administrée par sa famille. URL : <https://grassy.es/historia>. Consulté le 25 avril 2023.

³⁴⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937.

³⁴⁹ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D 2, tél. 48-49 de Jean Herbette à Emmanuel Neuville, 8 mai 1937.

³⁵⁰ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, tél. 127 de Louis de Robien à Emmanuel Neuville, 6 avril 1937.

³⁵¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 211, dossier de René Neuville, lettre de René Neuville à Louis de Robien, 29 novembre 1937.

Lecq, et rejoint Saint-Jean-de-Luz dès le 18 mai³⁵². Il effectue un nouveau voyage du 4 juin au 8 juin, embarquant cette fois-ci sur l'*Iméréthie II* pour entrer en France³⁵³.

Loin de s'en tenir à un simple transport de la valise diplomatique, Alexandre Grassy s'occupe de la question des asilés. Après s'être entretenu lors de son second voyage avec Emmanuel Neuville, de retour au consulat de Madrid, il confie à Jean Herbette qu'il « est urgent de procéder à l'évacuation totale des personnes réfugiées au Lycée français de Madrid³⁵⁴ ». Il s'entretient également avec le chargé d'affaires à Valence, Jean Payart, sur l'avancée des négociations que ce dernier mène auprès du ministère d'État pour l'évacuation des asilés³⁵⁵. Le bijoutier bénéficie en réalité de la pleine confiance de Jean Herbette et de René Bonjean, qui lui ont confié des « missions souvent délicates et toujours dangereuses ». Selon le secrétaire de l'ambassade, il les accomplit avec « une activité et un zèle vraiment remarquables³⁵⁶ ». Grassy s'occupe en effet d'organiser plusieurs évacuations clandestines, comme le dévoile Bonjean en octobre 1937 :

« [...] C'est grâce à lui que de nombreuses personnalités menacées d'emprisonnement ou dont la vie se trouvait en danger ont pu quitter l'Espagne pour se rendre en France, à l'occasion de chacun des voyages qu'il fit dans ce pays.

Parmi les personnes qui ont pu échapper grâce à lui au danger, je citerai notamment la comtesse de Santa-Engracia et sa fille (premier voyage) ; le général Castello, ancien Ministre de la Guerre ; M. Espinosa de los Monteros, ancien Ambassadeur d'Espagne ; le commandant Cervera, le colonel Muñoz Grande (deuxième voyage) ; les deux fils du duc de l'Infantado, la famille de M. Mariano Marfil, le général Espinosa de los Monteros, le général Castro Girona, le banquier Carlos de Urquijo, la famille Coca, 80 religieuses espagnoles appartenant à des Ordres français (troisième voyage)³⁵⁷. »

Ces activités ne manquent pas d'attirer l'attention des services de renseignement républicains. À l'occasion de son second voyage, le consul d'Espagne à Bayonne, Pedro

³⁵² AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937 ; et AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 211, dossier de René Neuville, lettre de René Neuville à Louis de Robien, 29 novembre 1937.

³⁵³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937.

³⁵⁴ CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 61 de Jean Herbette à Emmanuel Neuville, 12 juin 1937 ; et dép.596 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 12 juin 1937.

³⁵⁵ *Ibid.*, dép.596 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 12 juin 1937.

³⁵⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937.

³⁵⁷ *Ibid.*

Lecuona signale au ministère d'État avoir reçu des informations confidentielles selon lesquelles « Alejandro Grassi [sic], bijoutier français qui s'est rendu à Madrid, est suspect³⁵⁸ ». Avertie, la Dirección General de Seguridad met en place une surveillance pour retrouver sa trace, sans succès³⁵⁹. Mais cette surveillance pourrait être à l'origine de l'incident qui a lieu le 22 juillet 1937, quand 47 réfugiés espagnols sont arrêtés alors qu'ils tentent d'embarquer à Valence en possession de passeports français³⁶⁰. Grassy participe en effet à cette évacuation lors de son troisième voyage en Espagne, du 9 au 30 juillet³⁶¹. Dès son retour à Saint-Jean-de-Luz, dans la nuit du 30 au 31 juillet, il s'entretient avec Jean Herbette, au sujet de l'incident³⁶². Dès le 3 août, le bijoutier repart pour Valence « malgré l'avis défavorable de l'Ambassade ». Il s'embarque sur l'*Iméréthie II* avec, selon lui, l'autorisation du Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine. Une fois sur place, il s'efforce d'obtenir la libération des 47 réfugiés arrêtés une dizaine de jours plus tôt, en vain : il est lui-même incarcéré à deux reprises, et ne doit sa mise en liberté qu'à l'intervention du chargé d'affaires, Jean Payart³⁶³. En réalité, il s'efforce surtout d'obtenir la libération de son fondé de pouvoir, Vicente Olias, qui figure parmi les 47 détenus. En juillet, il aurait déjà « tenté par tous les moyens, même dans le dos de l'Ambassade et du Consulat de son pays, de faire libérer son mandataire espagnol muni de faux documents, actuellement en prison ». À cette occasion, il aurait « même insinué devant le secrétaire particulier du Directeur Général que toute somme lui semblerait bon marché s'il pouvait quitter l'Espagne accompagné de ladite personne³⁶⁴ ». Ce sont finalement les négociations menées entre le gouvernement français et le gouvernement espagnol en août et septembre 1937 qui aboutissent à la libération d'Olias, en même temps que les autres détenus du 21 juillet³⁶⁵. Grassy effectue cependant un dernier voyage à Madrid en septembre 1937, là encore malgré les conseils de prudence de Jean Herbette et de René Bonjean³⁶⁶. Cette fois-ci, il entreprend son déplacement pour organiser l'évacuation de la femme et de la fille de Vicente Olias, comme il s'en ouvre dans une lettre

³⁵⁸ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03070 RE6, dossier 16, sous-dossier 15, tél. de Pedro Lecuona au ministère d'État, 7 juin 1936.

³⁵⁹ *Ibid.*, tél. 408 du ministère de l'Intérieur espagnol au ministère d'État, 17 juin 1937.

³⁶⁰ Voir chapitre 7, p. 543-545.

³⁶¹ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937 ; CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 1153 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 août 1937.

³⁶² CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B², tél. 68-73 de Jean Herbette à Jean Payart, 31 juillet 1937 ; et tél. 1153 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 3 août 1937.

³⁶³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937.

³⁶⁴ CDMH, FJNL, Intérieur, lettre de Julián Zugazagoitia à Juan Negrín, 30 juillet 1937.

³⁶⁵ Voir chapitre 7, p. 545.

³⁶⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, 23 octobre 1937.

interceptée par les services républicains : « Il m'était impossible de supporter plus longtemps la détresse de votre femme, et comme je me considérais quelque peu responsable de ce qui s'était passé, il me semblait tout à fait naturel de le réparer³⁶⁷. »

Son rôle dans l'incident du 22 juillet 1937 le place dans une situation délicate. Il se plaint en octobre 1937 de l'existence d'une « cabale formidable » contre lui : « Les 47 détenus sont de ma faute “à cause de mes affaires”. On prétend que je me suis réfugié en France avec l'argent que ces personnes m'avaient donné pour les faire sortir !! On m'attribue toutes les évacuations clandestines³⁶⁸ !! » Plusieurs personnes impliquées dans l'affaire semblent vouloir lui faire porter le chapeau. Ses deux femmes de chambre, Flora Morales et « Poli », seraient à l'origine des dénonciations, avec le directeur du centre d'hébergement à Valence, Pierre Patrizi³⁶⁹. De manière significative, les éléments contre lui qui figurent dans le rapport du commissaire spécial Doucet sont recueillis par le capitaine de l'*Iméréthie II*, Pierre Quiriconi, d'août à octobre 1937, à partir des déclarations de réfugiés espagnols³⁷⁰. L'incident accentue les soupçons des services républicains, qui renforcent leur surveillance et qui lui attribuent l'évacuation clandestine de 30 à 40 personnes³⁷¹. Avec l'arrestation du commandant Troncoso et le remplacement de Jean Herbette, le gouvernement de Valence aurait demandé la comparution de Grassy devant « un Juge spécial pour l'espionnage, voulant lier la représentation [qu'il détient] de l'ambassadeur aux événements du sous-marin de Brest³⁷² ». Mais l'affaire suscite également l'intérêt des services de police français. Une note de la Sûreté Nationale du 23 septembre 1937 présente en effet Alexandre Grassy « comme un individu

³⁶⁷ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 33, note réservée n° 385 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 18 octobre 1937.

³⁶⁸ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 33, note réservée n° 385 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 18 octobre 1937. La note reproduit une lettre d'Alexandre Grassy adressée à Vicente Olias, le 13 octobre 1937.

³⁶⁹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 33, note réservée n° 385 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 18 octobre 1937 ; 12/03110 RE46, dossier 34, note réservée n° 458 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 29 octobre 1937 ; dossier 36, note réservée n° 591 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 18 novembre 1937.

³⁷⁰ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937 ; et AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, dép. 166 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 15 septembre 1937.

³⁷¹ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo reservado », 12/03070 RE6, dossier 16, sous-dossier 15, tél. du ministère espagnol de la Défense nationale au ministère d'État, 9 août 1937 ; tél. 973 du ministère d'État à Ángel Ossorio y Gallardo, 9 août 1937 ; tél. 1034 d'Ángel Ossorio y Gallardo au ministère d'État, 18 août 1937 ; et AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03110 RE46, dossier 34, note réservée n° 458 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 29 octobre 1937.

³⁷² AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 33, note réservée n° 385 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 18 octobre 1937. La note reproduit une lettre d'Alexandre Grassy adressée à Vicente Olias, le 13 octobre 1937.

suspect, probablement ancien failli, qui [tire] d'importantes ressources du trafic de bijoux et de pierres précieuses qu'il [importe] frauduleusement d'Espagne³⁷³ ».

À son retour en France, le 21 octobre 1937, Alexandre Grassy fait l'objet d'une importante opération de police, à laquelle participent la gendarmerie, les douanes, le commissaire spécial de la Sûreté Nationale détaché à Bayonne, M. Tourret, le commissaire divisionnaire de la police d'Hendaye, M. Ceugnart, et le secrétaire du sous-préfet, M. Lafaure. Le bijoutier transporte alors « trois sacs postaux portant, sur une étiquette, la mention "S.E. M. L'Ambassadeur de France à Saint-Jean-de-Luz" et revêtus de cachets à la cire et de deux timbres humides avec la mention "Consulat de France à Alicante" ». Ces sacs lui ont été remis par Robert Lecq, qui a repris en juin 1937 la gérance du poste consulaire d'Alicante. Il possède également « deux plis scellés du timbre du même Consulat et portant l'adresse de S.E.M. le Ministre des Affaires Étrangères à Paris ». Les policiers soupçonnant que les sacs postaux puissent « transporter des objets de contrebande importés par M. Grassy », ils lui demandent de les ouvrir. Ce dernier s'y refuse, exhibant le laissez-passer « l'accréditant comme courrier diplomatique occasionnel » que lui a remis Jean Herbette le 8 mai 1937. Les officiers de police décident alors de l'amener à Saint-Jean-de-Luz, où ils se rendent chez le secrétaire de l'ambassade René Bonjean, auquel ils expliquent la situation. Celui-ci refuse d'ouvrir les sacs et les plis transportés par Grassy, qu'il envoie dès le lendemain au Quai d'Orsay. Il justifie cette décision par le fait « que seuls les agents du Ministère des Affaires Étrangères [sont] responsables du contenu des valises et qu'ils en [doivent] compte seulement à leurs supérieurs hiérarchiques, sans que les autorités de police ou douanières puissent intervenir à cet égard ». Le joaillier est finalement laissé libre, et peut rejoindre son domicile à Biarritz³⁷⁴.

René Bonjean prend alors la défense de Grassy : les sacs qu'il transportait ne contenaient, « outre des plis de service », que « quelques objets appartenant personnellement à M. Lecq qu'il a pu sauver de Madrid » : « M. Grassy m'a donné sa parole que dans cette valise il n'y avait aucun objet de contrebande, ni pierres précieuses ni bijoux lui appartenant ou confiés à ses soins. » Louant les services rendus à l'ambassade par le bijoutier, il estime qu'il est « victime de calomnies » en raison de la profession qu'il exerce. Alors que les journaux *Ce Soir* et *La Petite Gironde* mentionnent dès le 23 octobre l'arrestation et libération

³⁷³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 1046 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 22 octobre 1937.

³⁷⁴ *Ibid.*

de Grassy deux nuits plus tôt, le secrétaire de l'ambassade s'élève contre les « indiscrétions » commises vraisemblablement par les services de police. Il suggère à Yvon Delbos de demander « une sanction ou tout au moins [...] un blâme sévère [...] à l'encontre de la ou des personnes qui, par imprudence, incompréhension ou excès de zèle, ont provoqué cet incident³⁷⁵ ». Les justifications de Grassy sont par ailleurs corroborées par Robert Lecq, qui indique au Quai d'Orsay lui avoir confié « trois sacs portant l'adresse de l'Ambassade de France à Saint-Jean-de-Luz » : « Ils contenaient deux plis destinés au Département, un pli pour Monsieur Bonjean et des objets personnels, de peu de valeur, souvenir, que j'ai pu récupérer dans mon appartement de Madrid et que j'envoyais en France³⁷⁶. » L'affaire Grassy aurait pu en rester là. Mais plusieurs témoignages dénoncent les semaines suivantes les trafics auxquels se prêterait le bijoutier français, et incriminent également Robert Lecq et René Bonjean.

Le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, est en effet interrogé le 15 septembre 1937 sur des témoignages recueillis par le capitaine Quiriconi, dans le cadre de l'enquête menée par le commissaire spécial de Marseille sur d'éventuels trafics autour des évacuations de réfugiés, et notamment par l'octroi de faux passeports contre paiements³⁷⁷. Il rend les conclusions de son enquête le 15 décembre 1937. Il ne nie pas l'existence de ces « abus », qui seraient « dus notamment à l'insistance inconsidérée de la part de certains asilés qui, las d'attendre ou ayant eu leurs noms rayés sur les listes d'évacuation soumises au Gouvernement espagnol, cherchent à quitter l'Espagne clandestinement, offrant, parfois, une rémunération acceptée à notre insu ». Il aurait depuis pris des mesures pour empêcher ces évacuations. À cette occasion, il établit d'ailleurs une distinction entre les différents abus constatés : « Si je passe à des imprudences commises par certains de nos compatriotes pendant les événements actuels, je dois signaler en particulier l'exportation clandestine de bijoux ». Il mentionne notamment le cas d'une « personne parlant français » qui aurait été surprise « frappant aux portes des étages d'un immeuble » et offrant « d'acheter des bijoux qu'il était en mesure “de payer fort cher” », avant de partir au volant d'une « voiture portant le CD et arborant une flamme à nos couleurs³⁷⁸ » :

³⁷⁵ *Ibid.*, dép. 6 de René Bonjean au cabinet du ministre des Affaires Étrangères, 23 octobre 1937.

³⁷⁶ CADN, Madrid, B, 591, tél. 145 de Robert Lecq au Quai d'Orsay, 23 octobre 1937.

³⁷⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, dép. 166 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 15 septembre 1937.

³⁷⁸ *Ibid.*, dép. 208 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 15 décembre 1937.

« Du signalement qui me fut donné de la personne en question je pus reconnaître un bijoutier français rentré depuis quelques jours muni à ce qu'il paraît de deux millions de pesetas, ayant entrepris quelques voyages à Alicante où, lui ai-je entendu dire, les cabarets de nuit étaient particulièrement florissants. [...]

Il serait revenu depuis lors deux fois en Espagne et échappé non sans difficulté aux poursuites de la "Checa" et du service de contre-espionnage³⁷⁹. »

Bien qu'il ne nomme pas le bijoutier en question, Alexandre Grassy est tout désigné. En février 1938, le consul français signale également son ancien collaborateur, Robert Lecq, dont « on ne saurait assez se méfier ». Ce serait un « dévoyé » et il serait « à l'origine de toutes les difficultés que nous avons rencontrées pour l'évacuation des "asilés" » : « C'est le "nœud" [...] qu'on rencontrait toujours³⁸⁰. »

Les témoignages d'Emmanuel Neuville font écho à une autre dénonciation, formulée par son frère, René, quinze jours plus tôt. Alors que ce dernier occupe la gérance du poste consulaire d'Alicante du 23 février au 2 juin 1937, en remplacement de Robert Lecq envoyé à Madrid pour épauler Emmanuel Neuville, il rencontre Alexandre Grassy lors de son premier voyage comme courrier de l'ambassade, en mai. Alors que le bijoutier revient de la capitale, muni de la valise diplomatique que Lecq vient de lui remettre, René Neuville aurait été « frappé du poids du sac postal par rapport à son volume relativement restreint ». Quelques semaines après son départ d'Alicante, René Neuville est averti par son « principal collaborateur bénévole », André Thomas, « que M. Grassi [...] était repassé à diverses reprises par Alicante et qu'il se livrait au trafic des bijoux » : « Ceux-ci auraient été achetés à vil prix à Madrid, mis en "valises diplomatiques" par les soins de M. Lecq à Alicante, et ainsi transportés à Saint-Jean-de-Luz à l'adresse de l'Ambassade. » Ces renseignements sont ensuite « partiellement confirmés » à Neuville par l'ancien président du Tribunal provincial d'Alicante, Rafael Anton, en septembre 1937. Ce dernier l'informe qu'Alexandre Grassy puiserait, avec la complicité d'un collaborateur bénévole, Henri Tindon, dans l'argent déposé par des ressortissants français dans les coffres du consulat avant leur départ en France. Il aurait ainsi utilisé 200 000 pesetas appartenant à un industriel de la colonie française d'Alicante, Georges Gilles, pour « poursuivre sur une plus large échelle ses achats de bijoux en Espagne ». Le 19 novembre, André Thomas confie de nouveau sa conviction qu'« au trafic de bijoux participaient MM. Grassi, Lecq, Bonjean et quelques comparses ». Neuville partage

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ *Ibid.*, compte-rendu d'un entretien entre Emmanuel Neuville et Louis de Robien, 10 février 1938.

son avis, d'autant qu'il reçoit quelques jours plus tard la visite d'un espagnol originaire d'Alicante, Enrique Palazon. Ce dernier aurait cherché à savoir si Neuville était « au courant de l'affaire des pesetas Gilles ». Il note à cette occasion que l'un des paquets de bijoux qui aurait été extrait par le Quai d'Orsay des sacs postaux transportés par Grassy « aurait été adressé à Mme Palazon, qui réside à Paris et à qui le bureau des valises du Département l'aurait remis » : « Ce fait pourrait être aisément vérifié au Département. S'il se révélait exact, il tendrait à prouver que ce M. Palazon n'est pas étranger au trafic des bijoux³⁸¹. »

René Neuville relie tous ces faits aux refus de Robert Lecq de lui céder la gérance du poste consulaire en février 1937 et de dresser l'inventaire du coffre-fort de la chancellerie, qui contient « des valeurs et des bijoux [...] dans des enveloppes et des paquets non cachetés³⁸² ». En effet, Lecq refuse le 19 février de confier le service consulaire à René Neuville : il souhaite plutôt confier le poste à « un français d'Alicante », vraisemblablement Henri Tindon ou le consul à la retraite Maignon, qui gère la chancellerie³⁸³. Ne chercherait-il pas par ce biais à éloigner un témoin encombrant qui l'empêcherait de poursuivre les trafics auxquels il se livre avec certains de ses collaborateurs bénévoles ? L'hypothèse mérite d'être posée. Une lettre adressée à Alexandre Grassy et interceptée en novembre 1937 par les services de renseignement républicains met en évidence les liens que le bijoutier entretient avec plusieurs collaborateurs bénévoles du poste consulaire d'Alicante. L'expéditeur, « Fernando », relate en effet avoir trouvé à son arrivée « tout le monde en forme : le “big bon” Tindon le Duc ; votre “Quique” [il pourrait s'agir d'Enrique Palazon] et son frère sans oublier Maignon ». Il précise également que « Question change, Tindon n'a rien pu acheter ici. Il a quelque chose en vue à Madrid, mais très improbable³⁸⁴ ». Du reste, Grassy demande en octobre 1937 à son mandataire, Vicente Olias, alors réfugié à Biarritz depuis sa libération, « d'envoyer à Madame Thérèse Dupuy, 20 rue Roquefine à Paris, deux billets de mille francs de la part de son mari, M. Palazon³⁸⁵ ». Robert Lecq a beau « se plaindre des frères Neuville » en novembre 1937, leur reprochant de faire « une campagne contre lui » et dont il veut se défendre, les

³⁸¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 211, dossier de René Neuville, lettre de René Neuville à Louis de Robien, 29 novembre 1937.

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, note de Louis de Robien, 19 février 1937 ; et tél. 31 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 10 janvier 1937.

³⁸⁴ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03110 RE46, dossier 37, note réservée n° 670 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 30 novembre 1937.

³⁸⁵ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 33, note réservée n° 385 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 18 octobre 1937.

accusations formulées contre lui semblent reposer sur des éléments tangibles et des relations bien réelles³⁸⁶.

Qu'en est-il de René Bonjean ? Les éléments à charge sont *a priori* moins nombreux, en dépit des relations qu'il entretient avec Robert Lecq et Alexandre Grassy, et de la protection qu'il accorde au second. Il est pourtant cité par André Thomas et René Neuville comme l'une des parties prenantes du trafic. De toute évidence, l'affaire des sacs postaux transportés par Grassy le 21 octobre 1937 étend la suspicion à Bonjean, ceux-ci étant adressés à l'ambassade de France à Saint-Jean-de-Luz. Si le rôle de Lecq est indispensable pour placer les produits d'une éventuelle contrebande dans la valise diplomatique à Madrid ou à Alicante, la présence d'un intermédiaire pour les extraire à Saint-Jean-de-Luz est également nécessaire. Du reste, le secrétaire de l'ambassade est également mentionné dans le rapport du commissaire spécial Doucet. La déposition de l'un des réfugiés, l'ancien footballeur, avocat et député de la CEDA Antonio Bernabéu Yeste, souligne à propos des trafics entrepris par Alexandre Grassy et Maurice Domain que « Monsieur Bonjean, Chargé d'Affaires à Madrid, en a donné l'exemple » : « Il a acheté à vil prix des tapis, des antiquités, etc. Il les a expédié [sic] par avion, au commencement de la révolution³⁸⁷. » Cette déclaration fait alors écho à des propos que le consul Emmanuel Neuville tient en octobre 1936 devant le directeur du Personnel, Louis de Robien :

« M. Bonjean a été bien au début, mais maintenant il ne pense qu'à acheter de l'argenterie ou des objets de toute sorte. Pour cela, il se procure de l'argent en cédant des francs aux rapatriés, en contre-partie de pesetas dont il fixe lui-même le change à un taux usuraire. Il passe sa journée au Marché aux puces et ne s'occupe des affaires de services qu'à partir de 6 heures du soir ; il travaille il est vrai une partie de la nuit. Il a même acheté des objets tachés de sang et dit, non sans cynisme, que ce sont des occasions "exceptionnelles". M. Neuville lui ayant marqué son étonnement, il lui a répondu qu'on fait la même chose en Chine³⁸⁸. »

Les accusations portées par Neuville contre Bonjean sont par ailleurs corroborées par un autre diplomate, M. de l'Épine, qui demande à Louis de Robien « de faire ce qui sera

³⁸⁶ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, compte-rendu d'un entretien entre Robert Lecq et Louis de Robien, 30 novembre 1937.

³⁸⁷ AN, Intérieur, DGSN, F/7/1436, rapport n° 1460 du commissaire spécial Doucet à la Direction générale de la Sûreté nationale, 13 novembre 1937.

³⁸⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, note de Louis de Robien, 23 octobre 1936.

possible pour sauver son beau-frère, Espagnol, actuellement à Madrid [...] au lycée français sous le nom de Barthélémy ». Louis de Robien propose de signaler son cas à René Bonjean, mais son interlocuteur décline cette suggestion, au motif que le secrétaire de l'ambassade « profite de la situation et [qu'] on l'accuse même d'avoir acheté des objets d'or maculés de sang ». Le directeur du Personnel établit alors un lien entre les deux témoignages, estimant que « ce recoupement démontre à tout le moins que le bruit des prétendus agissements de M. Bonjean s'est répandu en Espagne à quelques variantes près³⁸⁹ ».

En 1951, René Bonjean attribue ces « calomnies » à la Supérieure de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, sœur Gérard, « avec qui il n'était pas en bons termes ». Celle-ci lui « aurait gardé rancune et serait à l'origine de ces suspicions³⁹⁰ ». Les accusations contre le diplomate français sont en effet reproduites dans la presse franquiste, notamment par la publication dans *La Voz de España*, le 24 mars 1938, d'un témoignage de l'ancien contributeur de l'ABC Alberto Martín Fernández, plus connu sous le pseudonyme « Spectator ». Ce dernier accuse Bonjean, sans le nommer directement, d'avoir tiré profit « des produits de vol » en achetant « à bas prix les bijoux que s'approprièrent les miliciens³⁹¹ ». Le secrétaire de l'ambassade s'en plaint d'ailleurs devant Pierre Bourbon en mai 1938, se montrant « très peiné³⁹² ». Il n'a alors cessé de s'en défendre le restant de sa carrière, recueillant et transmettant au Quai d'Orsay les témoignages en sa faveur de l'attaché militaire Henri Morel, des anciens membres du comité d'hébergement du Lycée français de Madrid, Jean Pécastaing et Roger Clavel, d'un ancien asilé, le marquis de Cárdenas, et du président de l'Institut français de Madrid, Paul Guinard³⁹³. Dès 1939, il présente au Quai d'Orsay des documents tendant « à établir sa bonne foi et l'honnêteté dont il estime avoir fait preuve au cours de son séjour à Madrid en 1936 ». Il reconnaît alors avoir acheté des « objets d'art » et des « livres ». Si le fonctionnaire de la direction du Personnel qu'il rencontre a le sentiment que Bonjean a « agi correctement », il lui signale cependant qu'« il n'en [reste] pas moins qu'il [a] montré un manque complet de jugement en laissant libre cours

³⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁰ *Ibid.*, compte-rendu d'un entretien entre René Bonjean et M. Lamarle, 7 juin 1951.

³⁹¹ *Ibid.*, lettre du lieutenant-colonel Henri Morel à René Bonjean, 14 janvier 1939 ; et coupure de presse de l'article de *La Voz de España*.

³⁹² AGMAV, 2857,10, lettre de Pierre Bourbon à José Ungría Jiménez, 3 mai 1938.

³⁹³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, lettre de René Bonjean à M. Lamarle, 14 juin 1951 ; lettre du Marquis de Cárdenas à René Bonjean, 26 avril 1950 ; lettre de René Bonjean au directeur du Personnel, 16 février 1949 ; lettre de Roger Claver à René Bonjean, 14 février 1949 ; lettre de René Bonjean au directeur du Personnel, 28 décembre 1948 ; lettre de Jean Pécastaing à René Bonjean, 28 septembre 1948 ; lettre du lieutenant-colonel Henri Morel à René Bonjean, 14 janvier 1939 ; compte-rendu d'une visite de René Bonjean à la direction du Personnel, 12 janvier 1939.

à son penchant d'acheteur de beaux objets dans une période où la retenue et le désir de ne pas profiter indirectement d'événements pénibles devaient s'imposer naturellement et impérieusement à tout agent du Département³⁹⁴ ».

Nous pouvons également nous interroger sur une implication éventuelle de l'ambassadeur français Jean Herbette, qui entretient également des relations étroites avec Alexandre Grassy jusqu'à son rappel en octobre 1937. A-t-il participé aux combines du bijoutier et de ses subordonnés, Robert Lecq et René Bonjean ? Rien ne permet de le confirmer, son nom n'étant pas cité dans cette affaire de contrebande au-delà des documents qu'il a remis à Grassy pour effectuer ses voyages. Mais sa proximité avec le secrétaire de l'ambassade suggère qu'il a pu également y participer, d'autant qu'il est lui-même éclaboussé par les accusations qui sont formulées contre Bonjean en octobre 1936. Le consul à Madrid, Emmanuel Neuville, dénonce en effet les « agissements intéressés de MM. Herbette et Bonjean, qui sont bien connus à Madrid ». Il accuse notamment le second d'utiliser l'avion de l'ambassade pour « emporter des objets personnels de M. Herbette » :

« À certains voyages 40 % de la place disponible a été affectée à cet usage. Il y a quelques jours, une femme a dû être laissée sur le terrain pour prendre une cantine adressée à M. Herbette. On a embarqué un lingot d'or appartenant à M. Herbette, ce qui a provoqué des commentaires des douaniers et des personnes se trouvant sur le terrain, en raison de l'interdiction d'exporter des métaux précieux. Les autorités l'ont cependant laissé mettre à bord — M. Bonjean ayant dit que c'était sur l'ordre de l'Ambassadeur et ayant fait acte d'autorité. Un autre jour, l'avion a dû, sur son ordre, emporter un long tapis roulé prenant beaucoup de place³⁹⁵. »

Le consul craint alors que ces agissements « ne fassent, à l'avenir, grand tort aux Français et ne deviennent un grief contre [eux] aussi bien de la part des Espagnols de gauche que de ceux de droite³⁹⁶ ». Les inquiétudes de Neuville sont fondées. Dans son journal, le président de la République espagnole, Manuel Azaña, évoque ainsi des rumeurs suggérant que la femme de l'ambassadeur, Jeanne Herbette, se serait « employée à passer en France des bijoux et des valeurs³⁹⁷ » : « Des personnes qui passent pour être bien informées disent que

³⁹⁴ *Ibid.*, compte-rendu d'une visite de René Bonjean à la direction du Personnel, 12 janvier 1939.

³⁹⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 531, dossier d'Emmanuel Neuville, note de Louis de Robien, 23 octobre 1936.

³⁹⁶ *Ibid.*

³⁹⁷ Manuel Azaña, *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales / Taurus-Santillana, 2008, vol.4 (juillet 1936-août 1940), p. 348.

madame Herbettes*, au début de la guerre, s'est employée à transporter en France les bijoux d'un marquis madrilène, et qu'elle a elle-même marchandé le prix du service³⁹⁸. »

Quoi qu'il en soit, l'arrestation du bijoutier français le 21 octobre 1937 ne met pas fin à l'affaire Grassy, qui connaît un nouveau rebondissement le 2 décembre 1937, lorsqu'un autre courrier occasionnel de René Bonjean, Joseph Redon, se présente devant le consul à Madrid, Emmanuel Neuville. Il est porteur d'un pli cacheté par le secrétaire de l'ambassade « mais ne contenant que des lettres particulières envoyées à Madrid, notamment par M. Grassy ». Selon Neuville, la « rédaction de certaines lettres [est] d'une imprudence égalant celle dont M. Grassy est coutumier » et risque de mettre l'ambassade et le consulat dans l'embarras, car elles sont « susceptibles de compromettre une mission qui doit conserver un caractère strictement humanitaire ». Neuville conserve le laissez-passer que Bonjean avait accordé à Joseph Redon, qui est arrêté deux jours plus tard par les services républicains à Valence. Dans ces conditions, le nouvel ambassadeur à Barcelone, Eirik Labonne, demande au secrétaire de l'ambassade de se justifier³⁹⁹. Celui-ci explique alors que Joseph Redon lui a été présenté par Alexandre Grassy, qui le connaît bien puisqu'il est ami avec sa famille depuis 15 ans, tandis que Robert Lecq, qui affirme également bien le connaître, s'en porte garant. Dès lors, René Bonjean accepte de lui confier un laissez-passer pour Madrid. Le courrier rejoint donc la capitale, muni de plusieurs plis qui lui ont été remis par le secrétaire de l'ambassade, mais aussi par Maurice Rivoire, Robert Lecq, Alexandre Grassy et son mandataire, Vicente Olias. À nouveau, Bonjean défend Grassy et Olias, estimant que leurs lettres n'avaient pas de « caractère compromettant », et qu'elles avaient été placées dans le courrier de Robert Lecq qui lui apparaît « qualifié pour juger de ce qu'il était opportun d'expédier par cette voie ». Le secrétaire de l'ambassade prend également la défense de Joseph Redon, estimant peu probable qu'il « se soit rendu coupable d'actes incorrects⁴⁰⁰ ».

Mais cette fois-ci, ses explications ne suffisent plus. Le Quai d'Orsay se décide à agir. Alexis Léger invite en effet Bonjean « à s'abstenir strictement de toutes relations directes avec [les] Consuls [français en Espagne], sa correspondance devant être exclusivement adressée au Département, à [l'] Ambassade [française à Barcelone] et [au] Consul Général à Saint-Sébastien⁴⁰¹ ». Informé que Grassy « disposerait d'un passeport diplomatique délivré par

³⁹⁸ *Ibid.*, p. 512.

³⁹⁹ CADN, Madrid, B, 591, tél. 618-621 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 décembre 1937.

⁴⁰⁰ CADN, Madrid, C2, 2mi1108, dép. n° 3 de René Bonjean à Eirik Labonne, 11 décembre 1937.

⁴⁰¹ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, tél. 669 d'Alexis Léger à Eirik Labonne, 6 décembre 1937.

l'Ambassade de France », le secrétaire général du Quai d'Orsay lui demande également « de prendre toutes mesures utiles pour que [...] cette pièce de légitimation soit d'urgence retirée à l'intéressé qui n'a aucun titre à la détenir⁴⁰² ». Il faut dire que ce nouvel incident contribue à tendre davantage les relations entre la France et l'Espagne républicaine, tandis que les arrestations de Français se multiplient et sont « justifiées par des chefs d'accusation sérieux ». Outre Redon, Pierre Patrizi, le directeur du comité d'hébergement du collège de l'Alliance française à Valence est également arrêté. S'ajoute aussi le cas du Dr Benoit, détenu le 2 décembre (voir *supra*)⁴⁰³. Les autorités républicaines ne paraissent plus disposées à fermer les yeux sur les agissements français, invitant le Quai d'Orsay à redoubler de prudence.

Du reste, le cas de Joseph Redon donne à l'affaire Grassy une autre dimension qui excède les soupçons de trafic et de contrebande de bijoux. Quel est le contenu des lettres confiées à Joseph Redon et qui seraient, selon Emmanuel Neuville, de nature à compromettre la mission humanitaire française ? Il est impossible de le savoir, les lettres n'ayant pas été conservées dans les archives de l'ambassade. Nous pouvons néanmoins émettre l'hypothèse qu'elles étaient hostiles à la République espagnole, voire qu'elles avaient un lien avec l'espionnage franquiste. Les complices de Robert Lecq et d'Alexandre Grassy à Alicante apparaissent en effet étroitement liés aux milieux de droite locaux, et pourraient servir d'agents de liaison avec certains groupes appartenant à la Cinquième colonne. Ainsi, Henri Tindon serait « le gendre d'un réactionnaire célèbre d'Alicante, arrêté dans le sillage du mouvement⁴⁰⁴ ». Il fait en outre l'objet d'une surveillance ordonnée par le gouverneur civil d'Alicante « pour ses activités constantes de droite et ses relations avec des éléments de la Falange Española ». Il est également soupçonné d'être le « caissier du Socorro Blanco », groupe de la Cinquième colonne organisé par le parti fasciste dans la région valencienne⁴⁰⁵. Pour sa part, Maignon appartiendrait à une famille aux « antécédents de droite ». Sa sœur, Juana, est mariée à Enrique Falcó, médecin homéopathe qualifié par le commandant militaire d'Alicante de « catholique fasciste cent pour cent⁴⁰⁶ ».

⁴⁰² AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 253, dép. 861 d'Alexis Léger à René Bonjean, 6 décembre 1937.

⁴⁰³ CADN, Madrid, B, 591, tél. 612-613 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 3 décembre 1937 ; tél. 618-621 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 décembre 1937 ; et tél. 625 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937.

⁴⁰⁴ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03094 RE29, dossier 147, sous-dossier 6, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 25 novembre 1937.

⁴⁰⁵ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03163 RE99, dossier 14, sous-dossier 2, dép. M-4 du gouverneur civil d'Alicante au ministère d'État, 5 mai 1937 ; Carlos Piriz, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, op. cit., p. 259-265.

⁴⁰⁶ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03094 RE29, dossier 147, sous-dossier 6, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 25 novembre 1937.

Selon les services républicains, « toutes ces personnes cultivent des relations étroites avec la famille Dupuy et organisent dans leur villa de San Juan des réunions avec des éléments fascistes notoires⁴⁰⁷ ». Cette information est partiellement confirmée par une lettre de Robert Lecq en novembre 1938, dans laquelle il mentionne qu'il a séjourné avec trois de ses collaborateurs au consulat d'Alicante « dans une villa de San Juan, près d'Alicante, appartenant à un Français de la Colonie⁴⁰⁸ ». Originaire d'Alicante où son père est exportateur de vins, Léon Dupuy appartient en effet à ce milieu bien qu'il réside désormais à Sète. Il assure la liaison entre un agent des services de renseignement rebelles installé à Palavas et sa ville natale, où il effectue de nombreux séjours. Il finit par attirer l'attention du contre-espionnage républicain. En octobre 1937, un agent des services spéciaux rattachés au consulat espagnol à Sète évoque en effet des rumeurs selon lesquelles Dupuy « apporte des “papiers” » de chacun de ses voyages en Espagne : « je ne suis pas surpris, car j'ai des preuves grâce aux relations et des motifs de suspicion que nous avons surpris chez lui à plusieurs reprises, qu'il s'agit d'un agent de liaison qui apporte des informations de notre zone, protégé par l'immunité que lui confère sa nationalité⁴⁰⁹ ». Il transporterait dans la doublure de son costume des documents et de l'argent⁴¹⁰.

Léon Dupuy se trouve de fait au cœur d'un dernier épisode de l'affaire Grassy. En octobre 1938, Robert Lecq adresse au consul à Madrid, Jacques Pigeonneau, un paquet qu'il lui demande de remettre « aux bons soins de M. Léon Dupuy », collaborateur du consulat d'Alicante. Le paquet est cependant intercepté par la douane espagnole à Barcelone, lors d'un changement de l'avion de la compagnie Air France qui le transporte. Les agents y découvrent une boîte de biscuits, consignée à l'ordre de M. Bizien, chef de l'aérodrome d'Air France. En réalité, la boîte contient 506 550 pesetas⁴¹¹. Interrogé par l'ambassadeur Eirik Labonne, Jacques Pigeonneau informe qu'il n'était pas au courant de l'envoi de ce colis. Il convoque Léon Dupuy au consulat, qui lui déclare qu'il attendait bien une somme d'argent de la part de Robert Lecq. Pigeonneau précise alors que Dupuy est un intime de Bizien, mais aussi de Lecq, chez qui il a résidé durant deux mois à Biarritz. Il résulte finalement que les sommes interceptées appartiennent à Alexandre Grassy, qui souhaitait investir dans une affaire en

⁴⁰⁷ *Ibid.*

⁴⁰⁸ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, lettre de Robert Lecq à la direction du Personnel, 7 novembre 1938.

⁴⁰⁹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03117 RE53, dossier 79, note réservée n° 16 des services spéciaux du consulat espagnol à Sète, 4 octobre 1937.

⁴¹⁰ *Ibid.*, note réservée n° 24 des services spéciaux du consulat espagnol à Sète, 5 novembre 1937.

⁴¹¹ AMAE-C, Carrière, Personnel, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, tél. 702 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 10 octobre 1938.

Espagne. Le consul, suspicieux, décide d'en informer les autorités madrilènes⁴¹². Léon Dupuy est contraint de se réfugier dans une légation étrangère⁴¹³. En réalité, « d'autres envois [ont] été joints pour des personnes espagnoles et pour le "Directeur de l'Hôpital"⁴¹⁴ ». Cette dernière mention vient confirmer l'implication du réseau alicantin de Grassy et Lecq dans l'espionnage franquiste : nous avons en effet de bonnes raisons de penser qu'une partie de l'argent est destinée à Fernando Sánchez-Covisa.

Robert Lecq, qui se trouve déjà en délicatesse avec le Quai d'Orsay depuis qu'il a abandonné son poste d'Alicante par peur des bombardements pour se réfugier à Biarritz, est alors convoqué par la direction du Personnel⁴¹⁵. Il reconnaît avoir autorisé Grassy « à faire parvenir des denrées alimentaires à M. Léon Dupuy et à M. Bezieu, en se servant de son nom⁴¹⁶ ». Ses explications ne convainquent pas. Il est alors « déplacé » par le Quai d'Orsay, qui le nomme dès le 16 novembre 1938 au consulat de France à Rio de Janeiro⁴¹⁷. Il tente malgré tout de se justifier, en mars 1939 :

« Pendant mon séjour à Alicante, j'ai toujours obtenu des autorités ce dont j'avais besoin pour aider ceux qui devaient partir, les passagers réguliers et les clandestins (plus de 400 de ces derniers), je n'ai jamais eu "d'accrochages", je n'ai jamais eu de Français en prison, j'ai réparé les difficultés créées par mes prédécesseurs. J'ai pu faire partir des gens qui ne pouvaient s'embarquer dans d'autres port [sic], je me suis débrouillé, mais je ne faisais pas de longs télégrammes ni des rapports plus ou moins exacts. On disait aux gens : Allez à Alicante, Lecq s'arrangera, et je m'arrangeais toujours.

[...] Je suis parti de là-bas déçu, les mains propres et les poches vides. Des centaines de personnes me doivent la vie ; beaucoup de personnes me sont reconnaissantes, mais cela ne me sert à rien, car d'autres m'ont fait du tort, par jalousie ou par méchanceté⁴¹⁸. »

Son amertume est compréhensible : il est loin d'être le seul à avoir offert la valise diplomatique pour divers trafics et transmissions de correspondance compromettante. Emmanuel Neuville, qui dénonce son action, a lui aussi facilité le transport d'informations

⁴¹² CADN, Madrid, B, 589, tél. 103 de Jacques Pigeonneau à Eirik Labonne, 11 octobre 1938.

⁴¹³ AMAE-C, Carrière, Personnel, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, tél. 113-114 de Jacques Pigeonneau à Jacques Fouques-Duparc, 3 novembre 1938.

⁴¹⁴ *Ibid.*, tél. 706 de Jacques Fouques-Duparc au Quai d'Orsay, 13 octobre 1938.

⁴¹⁵ *Ibid.*, compte-rendu d'un entretien entre Robert Lecq et Louis de Robien, 5 juillet 1938.

⁴¹⁶ *Ibid.*, dép. du Quai d'Orsay à Jacques Fouques-Duparc, 13 octobre 1938.

⁴¹⁷ *Ibid.*, tél. du Quai d'Orsay à Robert Lecq, 22 novembre 1938 ; et note de la Direction générale du Personnel pour le Secrétaire général du Quai d'Orsay, 25 novembre 1950.

⁴¹⁸ *Ibid.*, lettre de Robert Lecq à Jacques Billecocq, 28 mars 1939.

militaires par l'intermédiaire de la valise diplomatique. Mais les liens que Robert Lecq entretient avec Alexandre Grassy, qui se prête à la contrebande de bijoux, jouent certainement un rôle central dans la sanction dont il est l'objet. Il est soupçonné d'avoir tiré un profit personnel de cette action. De fait, André Thomas, le collaborateur de René Neuville qui dénonce les agissements du trio Grassy-Lecq-Bonjean, participe selon le renseignement militaire française à des « missions de liaison » entre les deux camps, « en particulier pour certains rapatriements⁴¹⁹ ». Ce sont donc bien les trafics auxquels ils se livrent qui sont en cause. Pourtant, là encore, Lecq n'est vraisemblablement pas le seul à s'y prêter. Mais, quand à Barcelone et à Valence ce sont des collaborateurs bénévoles qui sont mis en cause, il est l'un des seuls diplomates, avec René Bonjean, à être directement impliqué dans ces trafics. L'affaire l'accompagne d'ailleurs jusqu'à la fin de sa carrière. En 1950, alors qu'il est parvenu à la retraite et qu'il sollicite auprès du Quai d'Orsay d'être affecté à l'agence consulaire d'Irún, sa demande est refusée au regard de son « infraction aux règles d'utilisation de la valise » durant la guerre civile⁴²⁰. L'affaire Grassy montre en tout cas comment le recours à des intermédiaires auxiliaires favorise l'interpénétration entre l'humanitaire, l'espionnage et le trafic. Ces frontières floues interrogent alors les responsabilités de la hiérarchie du Quai d'Orsay, mais aussi du gouvernement français.

B. La collaboration avec l'espionnage rebelle : une politique d'État

1. Les complicités du Quai d'Orsay et du Deuxième Bureau

Plusieurs des actions qui bénéficient aux services de renseignement rebelles peuvent en effet se cacher sous une couverture humanitaire. Les évacuations clandestines, qui permettent à des réfugiés espagnols partisans de la rébellion militaire de passer en zone franquiste et de rejoindre les troupes insurgées — y compris lorsqu'il s'agit d'officiers —, conservent bien évidemment un caractère humanitaire, puisqu'elles permettent de préserver la vie de personnes exposées aux violences révolutionnaires puis à la répression républicaine. En même temps, elles renforcent la rébellion en favorisant le recrutement de nouveaux volontaires qui transmettent également des informations politiques et militaires lors de leur passage en territoire franquiste. Il en va de même pour l'usage de la valise diplomatique pour

⁴¹⁹ SHD, GR 7NN 2920, rapport secret n° 27 214 « au sujet des nommés Dorrien et Thomas », 26 juin 1937. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir communiqué ce document.

⁴²⁰ AMAE-C, Carrière, Personnel, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, note de la Direction générale du Personnel pour le Secrétaire général du Quai d'Orsay, 25 novembre 1950.

assurer la correspondance entre les deux zones en évitant la censure : cette action peut également revêtir des apparences humanitaires au prétexte de faciliter les communications et les liens au sein de familles qui ont été séparées lors du déclenchement de la guerre. Cette tâche est par exemple assurée par le CICR, qui met en place un service de renseignements et d'échange de courriers⁴²¹. Le financier et écrivain Antonio S. de Larragoiti mobilise de fait ce prétexte pour demander au directeur du Personnel, Louis de Robien, de placer un pli destiné au consul général de France à Barcelone dans la valise diplomatique : « C'est une œuvre de charité que je vous demande là : faire que des personnes qui ont des familles dans l'autre zone de l'Espagne puissent avoir des nouvelles de leurs enfants, et réciproquement⁴²². » Mais, comme nous l'avons vu, cet usage permet également d'assurer une liaison entre l'État-Major rebelle et les groupes de la Cinquième colonne qui opèrent à l'arrière républicain. L'évasion de capitaux et l'exportation frauduleuse de bijoux et d'or sont plus délicates. Mais là encore, l'argument humanitaire peut être mobilisé : il s'agit de rapatrier les biens des réfugiés espagnols embarqués pour la France, et de les soustraire ainsi aux saisies pratiquées par les comités révolutionnaires, qualifiées de « vols » et de « pillages » dès les premières semaines de la guerre. Cet entremêlement permanent favorise l'existence de zones grises aussitôt exploitées par les services de renseignement franquistes et leurs complices, qui peuvent bénéficier ainsi, sous cette couverture humanitaire, de la tolérance du Quai d'Orsay.

La hiérarchie du ministère des Affaires Étrangères apparaît en effet impliquée dans ces opérations, qu'il s'agisse des évacuations clandestines, mais aussi de l'usage de la valise diplomatique pour transmettre de la correspondance d'une zone à l'autre. Concernant ce dernier point, José Bertrán y Musitu souligne en effet « qu'il ne suffit pas d'être ami avec le diplomate du pays neutre qui propose de la transporter depuis ou vers le pays ennemi où il est accrédité, mais il faut que le pays neutre y consente expressément ou du moins le tolère⁴²³ ». De fait, les services de renseignement franquistes et leurs collaborateurs français en Espagne disposent de complicité au sein même du Quai d'Orsay. Ainsi, les plis adressés à Fernando Sánchez-Covisa par l'intermédiaire de Henri Serben sont dans un premier temps envoyés au « Bureau des départs » du ministère (voir *supra*). Le « bureau des courriers », dépendant du cabinet du ministre, place lui aussi de la correspondance privée dans la valise diplomatique

⁴²¹ Sébastien Farré, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, *op. cit.*, p. 80-85.

⁴²² AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 585, dossier de Jacques Pingaud, lettre d'Antonio S. de Larragoiti à Louis de Robien, 22 novembre 1937.

⁴²³ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, *op. cit.*, p. 138.

destinée au consul général à Barcelone, Jacques Pingaud, et remise par l'intermédiaire du capitaine Quiriconi, commandant l'*Iméréthie II*⁴²⁴. Selon Arnau Gonzàlez i Vilalta, l'envoi d'argent, de bijoux et de correspondance par des Catalans recommandés par Francesc Cambó se fait également grâce à l'autorisation explicite du ministère des Affaires Étrangères⁴²⁵.

Mais surtout, les diverses péripéties de l'affaire Grassy suggèrent une implication des plus hauts échelons du Quai d'Orsay. Lorsque le bijoutier français est arrêté en octobre 1937, Bonjean entreprend tout de suite de soustraire les sacs qu'il transporte pour les envoyer au Département à Paris (voir *supra*). Dans les explications qu'il fournit alors au cabinet du ministre, le secrétaire de l'ambassade rappelle que l'activité de Grassy « est connue du Département et en particulier de la Sous-Direction d'Europe⁴²⁶ ». Quant à Robert Lecq, sérieusement mis en cause à la fin de la guerre civile, il se prévaut du soutien d'Yvon Delbos, qui lui aurait conseillé de retarder son départ pour Rio de Janeiro afin de pouvoir se défendre⁴²⁷. Il est également protégé par d'anciens membres du cabinet du ministre et de la Sous-direction d'Europe. Charles Rochat, directeur-adjoint des Affaires politiques et commerciales et ancien chef de cabinet de Delbos, intervient ainsi en défense de Lecq en novembre 1938. Par l'intermédiaire du directeur du Personnel, Jean Billecocq, il estime que le vice-consul « ne paraît pas avoir retiré un profit des facilités qu'il a consenties à M. Grassy en permettant à ce dernier de se servir de son nom pour l'envoi destiné à M. Dupuy » : « Mon impression est que M. Lecq est un faible qui ne sait pas refuser un service⁴²⁸. » Lecq bénéficie aussi du soutien d'Émile Charvériat, ancien sous-directeur d'Europe sous le ministère Delbos, et promu depuis lors à la tête de la Direction politique et commerciale du Quai d'Orsay. Ce dernier est en effet « d'avis qu'il y a lieu, en quelque sort, de rendre un non-lieu⁴²⁹ ». Cette protection suggère donc que certains responsables du Quai d'Orsay dans l'entourage immédiat du ministre étaient bien au courant d'une partie des activités de René Bonjean et de Robert Lecq. Notons par ailleurs que Rochat comme Charvériat sont deux interlocuteurs

⁴²⁴ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 247 du cabinet du ministre Yvon Delbos à Jacques Pingaud, 17 août 1937.

⁴²⁵ Arnau Gonzàlez i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 133.

⁴²⁶ AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, dép. 6 de René Bonjean au Cabinet du ministre Yvon Delbos, 23 octobre 1937.

⁴²⁷ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, compte-rendu d'un entretien entre Robert Lecq et Jean Billecocq, 20 mars 1939.

⁴²⁸ *Ibid.*, lettre de Jean Billecocq à Jacques Fouques-Duparc, 14 novembre 1936. En réalité, c'est bien Rochat qui est à l'origine de cette lettre comme le prouve une note ajoutée par Jean Billecocq : « M. Rochat, Directeur-adjoint des Affaires Politiques et Commerciales, a demandé au Personnel d'établir la présente lettre. Il en a approuvé les termes. »

⁴²⁹ *Ibid.*, note de Jean Billecocq sur la visite de Robert Lecq à la direction du Personnel, 31 octobre 1938.

réguliers du colonel Louis Rivet, chef des services spéciaux français⁴³⁰. Du reste, le renseignement militaire suspectait en juin 1937 qu'Yvon Delbos recevait un autre collaborateur du consulat français à Alicante, André Thomas, pour s'entretenir des missions de liaison et de rapatriement qu'il assurait entre l'Espagne franquiste et l'Espagne républicaine⁴³¹. L'ancien ministre recommande par ailleurs René Bonjean en 1952, le présentant comme l'« un de ses anciens collaborateurs⁴³² ». Tous ces éléments expliqueraient l'impunité relative dont Bonjean et Lecq bénéficient finalement. Quant à Alexandre Grassy, il peut compter selon Jacques Fouques-Duparc sur des « appuis politiques puissants », qui pourraient inciter le Quai d'Orsay à ne rien entreprendre contre lui, car « son cas pourrait provoquer quelque incident d'ordre parlementaire ou autre⁴³³ ».

Cependant, avec l'affaire Grassy, Robert Lecq comme René Bonjean se heurtent au changement d'orientation politique que connaît la représentation française en Espagne républicaine avec la nomination d'Eirik Labonne en octobre 1937⁴³⁴. Le nouvel ambassadeur et son conseiller, Jacques Fouques-Duparc, semblent en effet s'opposer à l'usage frauduleux de la valise diplomatique, et solliciter du Quai d'Orsay qu'il mène une enquête et prenne des mesures à l'encontre des deux agents. Alors qu'ils œuvrent en faveur d'une amélioration des relations entre la France et l'Espagne républicaine, ce type d'incident compromet en effet leur politique⁴³⁵. C'est probablement ce qui conduit Alexis Léger et René Massigli à agir, en invitant Bonjean à ne plus adresser de valises aux consuls français qui se trouvent en Espagne républicaine (voir *supra*) ou en recommandant à Jacques Pingaud « de bien vouloir rappeler à [ses] collaborateurs occasionnels l'obligation où ils se trouvent d'observer la plus grande correction et la plus grande circonspection dans l'accomplissement des fonctions qui leur sont

⁴³⁰ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008, p. 554-556.

⁴³¹ SHD, GR 7NN 2920, rapport secret n° 27 214 « au sujet des nommés Dorrien et Thomas », 26 juin 1937. Je remercie Pierre Salmon de m'avoir communiqué ce document.

⁴³² AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, dossier de René Bonjean, note pour Raymond Bousquet, 6 juin 1952 ; et lettre d'Yvon Delbos à Robert Schumann, 15 mai 1952.

⁴³³ AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, dossier de Robert Lecq, lettre de Jacques Fouques-Duparc à Charles Rochat, 20 octobre 1938.

⁴³⁴ Nathan Rousselot, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », *op. cit.* ; Nathan Rousselot, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, *op. cit.*, p. 390-488.

⁴³⁵ AMAE-C, Personnel, Carrière, 4^e série, 32, dossier de René Bonjean, tél. 618-621 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 4 décembre 1937 ; et AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, dossier de Robert Lecq, tél. 702 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 10 octobre 1938 ; dép. 706 de Jacques Fouques-Duparc au Quai d'Orsay, 13 octobre 1938 ; lettre de Jacques Fouques-Duparc à Charles Rochat, 20 octobre 1938 ; lettre de Jacques Fouques-Duparc à Charles Rochat, 6 novembre 1938 ; lettre de Jacques Fouques-Duparc à Louis de Robien, 17 novembre 1938.

provisoirement confiées⁴³⁶ ». En réalité, les liens entretenus par le consulat général de France à Barcelone avec Francesc Cambó se poursuivent par l'intermédiaire du Quai d'Orsay jusqu'à la fin de la guerre, y compris après le remplacement de Pingaud par René Binet⁴³⁷. Du reste, Eirik Labonne s'efforce malgré tout à obtenir la libération des Français arrêtés par les services républicains en raison de leurs relations avec l'espionnage rebelle, qu'il s'agisse du médecin-chef de l'*Iméréthie II*, Marcel Benoit (voir *supra*), ou de l'agent consulaire à Tarragone, José María Merelo de Barberá⁴³⁸. Ce dernier est arrêté en 1938 par le SIM républicain en raison de sa participation aux évacuations clandestines⁴³⁹. La protection apportée par l'ambassade aux Français impliqués suggère là encore qu'il ne s'agit pas d'initiatives individuelles, mais bien d'une politique plus générale soutenue par la diplomatie française.

Du reste, le Quai d'Orsay n'est pas la seule administration française à nouer des liens avec les réseaux d'espionnage franquiste à travers cette action humanitaire. Le renseignement militaire français y participe également⁴⁴⁰. Ainsi, le capitaine Quiriconi, qui a été rattaché au Deuxième Bureau durant la Première Guerre mondiale, revendique y appartenir encore durant la guerre civile. Selon les services républicains, il travaille bien pour le service de renseignement français⁴⁴¹. De fait, le Quai d'Orsay se coordonne avec le Deuxième Bureau de l'État-Major de la Marine pour l'organisation des évacuations à bord de l'*Iméréthie II*⁴⁴², tandis que ce dernier met à disposition de l'ambassade de France à Madrid des radiotélégraphistes munis d'un poste émetteur lui permettant d'entrer en liaison avec les

⁴³⁶ CADN, Barcelone, B, 34, dép. 18 de René Massigli à Jacques Pingaud, 10 janvier 1938.

⁴³⁷ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 133.

⁴³⁸ CDMH, FJNL, Ministère d'État, lettre d'Eirik Labonne au secrétaire particulier de Juan Negrín, 3 avril 1938.

⁴³⁹ Arnau González i Vilalta, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, *op. cit.*, p. 124-126.

⁴⁴⁰ Le renseignement militaire est l'apanage de la Section de renseignement (SR) rattachée au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, tandis que le contre-espionnage est assuré par la Section de centralisation du renseignement (SCR). Les deux sections (SR-SCR), qui travaillent conjointement, sont désignées par les contemporains par la métonymie « Deuxième Bureau », confondant les organes de recherche d'information de l'organe de l'état-major qui l'exploite. Nos sources évoquant généralement le SR-SCR par l'intermédiaire de l'expression « Deuxième Bureau », nous utiliserons les deux expressions indifféremment. Nous utiliserons également les expressions « services spéciaux » ou « services spéciaux militaires », également employées dans l'historiographie. Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, *op. cit.*, p. 53 et 56.

⁴⁴¹ CADN, Barcelone, B, 101, dép. 144 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 15 décembre 1936 ; et AGA, MAE, Barcelone, SIDE, 12/03114 RE50, dossier 56, note réservée n° 100 des services spéciaux du consulat espagnol à Marseille, 27 octobre 1937.

⁴⁴² CADN, Madrid, B, 568, GC 4/B¹², tél. 44 de René Massigli au Deuxième Bureau de l'État-Major Général de la Marine (EMGM), 24 mars 1937 ; tél. 46 de Paul Bargeton au Deuxième Bureau de l'EMGM, 26 mars 1937 ; et GC 4/B¹³, tél. 65 de Paul Bargeton au Deuxième Bureau de l'EMGM, 13 avril 1937.

navires de guerre opérant en Méditerranée⁴⁴³. L'un des militaires dépêchés dans la capitale espagnole, le sergent Lucien Lelubre, est ainsi « porteur d'un ordre de service [...] du Service des Missions du 2^e Bureau de l'État-Major de l'Armée⁴⁴⁴ ». On pourrait alors penser que ces collaborations visent seulement à coordonner l'action humanitaire menée de concert par la diplomatie et la marine françaises. Néanmoins, de nombreux Français qui apportent leur concours au renseignement franquiste apparaissent également liés à l'armée française, voire à la SR-SCR. À Barcelone, plusieurs d'entre eux sont en effet des officiers de réserves : Georges Valette, Paul Brés, Louis Bayard, Jean-Marie Choux, Lucien Deville, Émile Martignol ou encore Robert Vincent⁴⁴⁵. C'est également le cas de Henri Tindon à Alicante, qui est sous-officier de réserve⁴⁴⁶. Plusieurs d'entre eux ont par ailleurs collaboré avec le renseignement français durant la Première Guerre mondiale. C'est le cas de José María Merelo de Barberá, qui a participé aux réseaux d'information tissés en Espagne durant le conflit et qui a coordonné le sous-secteur de Tarragone, surveillant les 90 km de côte séparant sa ville de Barcelone. Il communiquait alors par télégrammes chiffrés avec l'attaché naval et touchait une solde de 3 000 pesetas mensuelles⁴⁴⁷. Louis Bayard aurait quant à lui été à la tête du service de contre-espionnage français à Basilea, en Suisse, de 1915 à 1917⁴⁴⁸. Robert Lecq aurait également été rattaché au service du « Bureau d'espionnage à Madrid » durant la Grande Guerre⁴⁴⁹. D'autres revendiquent travailler pour le Deuxième Bureau. Outre Pierre Quiriconi, c'est le cas de Victor Drouillet, arrêté en septembre 1938, ou encore d'Émile

⁴⁴³ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D ¹, tél. 1163 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 6 septembre 1936 ; tél. 187 de Paul Bargeton à René Bonjean, 10 octobre 1936.

⁴⁴⁴ CADN, Madrid, B, 569, GC 5/D ², tél. 303-304 d'Emmanuel Neuville au Quai d'Orsay, 15 décembre 1936/

⁴⁴⁵ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03069 RE5, dossier 10, sous-dossier 4, lettre d'Ángel Galarza à Julio Álvarez del Vayo, 25 mars 1937 ; CADN, Barcelone, B, 101, dép. 232 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 14 avril 1937 ; dép. 649 de Jacques Pingaud au Quai d'Orsay, 19 octobre 1937 ; et CADN, Barcelone, E, 14, tél. 193 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 27 août 1938.

⁴⁴⁶ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03094 RE29, dossier 147, sous-dossier 6, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 25 novembre 1937.

⁴⁴⁷ Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, Madrid, Alianza Editorial, 2013, p. 182.

⁴⁴⁸ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03069 RE5, dossier 10, sous-dossier 4, fiches transmises par la Section d'information de l'État-Major du ministère de la Guerre espagnol au chef du cabinet diplomatique, 20 avril 1937.

⁴⁴⁹ Il apparaît néanmoins comme « exempté » sur ses feuilles de notes annuelles dans son dossier de carrière au Quai d'Orsay, tandis que la mention « néant » y figure pour les « Services militaires pendant la guerre ». AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03094 RE29, dossier 147, sous-dossier 6, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 25 novembre 1937 ; et AMAE-C, Personnel, Carrière, 3^e série, 429, dossier de Robert Lecq, notes annuelles de 1935.

Martignol, qui prétend assurer la liaison entre la Sub-Central du SIPM à Irún et le renseignement militaire français⁴⁵⁰.

Leur profil correspond alors à celui des nombreux « honorables correspondants » évoqués par Olivier Forcade, qui « sont en situation, par leur profession ou leur localisation, d'obtenir des informations » au bénéfice des services spéciaux français⁴⁵¹. L'historien français, rappelant que la « Première Guerre mondiale a été une extraordinaire période de recrutement dans une société brassée par la guerre », souligne en effet que « nombreux sont les soldats et les officiers de réserve démobilisés qui ont gardé le contact ou repris “du service” avec le renseignement » : « Cette situation joue dans des domaines aussi complémentaires que les milieux d'affaires et financiers, les institutions culturelles et scientifiques qui font rayonner la pensée et la culture académique à l'étranger, les fonctionnaires des différents ministères opérant à l'étranger. » Leurs motivations sont alors « essentiellement idéologiques et patriotiques⁴⁵² ». Les services de renseignement franquistes ne s'y trompent d'ailleurs pas lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Ils estiment que les « noyaux industriels et commerciaux français [...] liés au consulat général de France » à Barcelone constituent un « environnement favorable » pour les activités du Deuxième Bureau en Espagne. Ils mentionnent les « offres » que ce dernier aurait faites « à ceux qui ont déjà collaboré à son Service lorsqu'il s'intéressait à l'Indépendance de l'Espagne⁴⁵³ ».

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la SR-SCR a en outre établi des contacts avec des acteurs clés qui participent à fonder les services de renseignement rebelles en 1936. Le fondateur du SIM rebelle, le colonel Salvador Múgica Buhigas, a ainsi dirigé la section espagnole du Bureau Mixte d'Information ouvert à Malaga en 1925, grâce auquel les services de renseignement des deux pays collaborent dans le cadre de l'intervention française dans la guerre du Rif. Déplacé par la suite à Tanger, ce Bureau mixte poursuit ses activités jusqu'au début de la guerre civile espagnole⁴⁵⁴. Le Deuxième Bureau a également travaillé avec José Bertrán y Musitu, alors organisateur du Somatén, dans la lutte contre le *pistolero*

⁴⁵⁰ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03163 RE99, dossier 5, sous-dossier 3, lettre du chef du SIM républicain à Julio Álvarez del Vayo, 20 septembre 1938 ; AGMAV, 2960, 2, rapport n° 2276 du centre local du SIPM en Catalogne, 10 octobre 1939.

⁴⁵¹ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, op. cit., p. 126.

⁴⁵² *Ibid.*, p. 132.

⁴⁵³ AGMAV, 2960,2, rapport n° 2276 de la Sub-Central du SIPM en Catalogne, 10 octobre 1939.

⁴⁵⁴ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 120 ; Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, op. cit., p. 392-395.

anarchiste des années d'après-guerre⁴⁵⁵. La collaboration entre les services français et espagnols avant la guerre civile espagnole se justifie en effet par la lutte commune contre « les propagandes subversives, la contrebande, les agissements des indésirables et les menées contre l'ordre établi », visant notamment les communistes⁴⁵⁶. Il s'agit de « combattre une offensive révolutionnaire qui [court] le risque de traverser la frontière⁴⁵⁷ ». Le renseignement français craint en effet dès 1925 « l'utilisation par les communistes de l'Espagne comme base arrière pour mieux pénétrer la France⁴⁵⁸ ». La crainte d'un coup de force de l'extrême gauche, largement répandu au sein du haut commandement français après les grèves de 1936 et le déclenchement de la guerre civile, favorise d'ailleurs l'inclination de l'armée française en faveur des militaires espagnols qui se sont soulevés les 17 et 18 juillet 1936⁴⁵⁹. Elle contribue probablement à l'établissement d'une liaison entre le Deuxième Bureau et les troupes insurgées.

Cette liaison semble établie dès le 28 juillet 1936 par l'intermédiaire d'un agent français désigné sous l'alias « Lemaître » dans les carnets du colonel Louis Rivet, chef des services spéciaux militaires français⁴⁶⁰. Il s'agit en réalité de l'avocat Maître Dauzats, qui assure la défense du commandant Julián Troncoso lors de son procès après l'échec de son opération à Brest en septembre 1937. Le 25 septembre 1937, « Lemaître » informe en effet Louis Rivet qu'il a été désigné pour défendre l'officier rebelle⁴⁶¹. En outre, « Lemaître » lui demande également en mars 1939 d'intervenir auprès du cabinet du maréchal Pétain pour assurer sa nomination au sein de la nouvelle ambassade qui s'installe en Espagne après la reconnaissance du général Franco par la France⁴⁶². Cette demande correspond aux démarches que Marcel Dauzats entreprend au même moment pour être nommé conseiller juridique au

⁴⁵⁵ Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, op. cit., p. 349 et 354-355.

⁴⁵⁶ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, op. cit., p. 394.

⁴⁵⁷ Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, op. cit., p. 354-355.

⁴⁵⁸ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, op. cit., p. 395.

⁴⁵⁹ Peter Jackson, « Stratégie et idéologie: le haut-commandement français et la guerre civile espagnole », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2000, n° 199, p. 111-133 ; Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, op. cit., p. 594-595 ; Georges Vidal, *L'armée française et l'ennemi intérieur, 1917-1939. Enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 91-120.

⁴⁶⁰ Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010, p. 57.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 159.

⁴⁶² *Ibid.*, p. 308.

sein de l'ambassade de Pétain⁴⁶³. Si le Quai d'Orsay refuse de le nommer à cette position, craignant « d'attirer des complications pour l'Ambassade », il loue néanmoins les « excellentes relations qu'il a dans les milieux militaires espagnols⁴⁶⁴ ». La liaison établie entre le Deuxième Bureau et les services espagnols expliquerait donc la tolérance dont le contre-espionnage français fait preuve à leur égard jusqu'à l'été 1937. Un accord de tolérance mutuelle semble effectivement exister entre le commandant Julián Troncoso et l'un des agents des services spéciaux français dans le sud-ouest, le commissaire spécial Jules Picard. Un rapport de la direction du SIM rebelle indique en effet, en avril 1937, que « Piccard [sic] est entré en Espagne sans sauf-conduit et sans autre protection que celle qu'un certain monsieur lui donne à la frontière d'Irún, en juste correspondance avec celle que Piccard [sic] donne à la personne susmentionnée en France⁴⁶⁵ ». Picard connaît bien l'Espagne, puisqu'il y a dirigé les services spéciaux français à partir de 1915⁴⁶⁶. Il est par ailleurs en contact avec Antonin de Nait, collaborateur du consulat général de France à Barcelone qui a travaillé pour l'espionnage français durant la Première Guerre mondiale⁴⁶⁷. Le commissaire français semble donc être un autre élément de liaison entre le Deuxième Bureau et l'espionnage rebelle.

Cette collaboration peut avoir des motivations idéologiques, principalement contre-révolutionnaires. En 1936, Jules Picard alerte par exemple l'ambassadeur français Jean Herbette sur la « dégénérescence anarchique du "Front Populaire" » espagnol, avant d'envoyer en 1938 un rapport à la Sûreté Nationale « dans lequel il affirme que le Parti Communiste Français prépare un coup d'État en France avec la complicité des Brigades internationales » qui s'appêtent à entrer dans le pays après leur démobilisation en octobre⁴⁶⁸. Mais cette collaboration est surtout pragmatique. En plaçant des agents ou d'« honorables correspondants » en position d'intermédiaires favorisant la liaison entre les services de renseignement rebelles et les groupes de la Cinquième colonne, le Deuxième Bureau s'assure ainsi un accès facilité à l'information qu'ils transportent. Le conseiller de l'ambassade

⁴⁶³ CADN, Madrid, C1, 13, 1-2, lettre de Philippe Pétain à M. Saint, chef-adjoint du cabinet de Georges Bonnet, 16 mars 1939.

⁴⁶⁴ *Ibid.*, lettre de M. Saint à Philippe Pétain, 20 mars 1939.

⁴⁶⁵ AGA, MAE, Burgos, 82/02619 R.613, dossier 2, rapport de la direction du SIM rebelle à Francisco Serrat, 26 avril 1937.

⁴⁶⁶ Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, *op. cit.*, p. 42 ; Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 136-137.

⁴⁶⁷ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03117 RE53, dossier 83, note n° 8 des services spéciaux du consulat espagnol à Toulouse, 2 septembre 1937 ; CADN, Barcelone, B, 101, note de Jacques Pingaud, 1^{er} mars 1937.

⁴⁶⁸ CADN, Madrid, C2, 2mi1105, dép. 929 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 12 août 1936 ; SHD, GR, 7N 2757, dép. 3828 d'Émile Charvériat au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 7 décembre 1936 ; et AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03163 RE99, dossier 6, sous-dossier 1, lettre de Paulino Gómez Sáiz à Julio Álvarez del Vayo, 25 novembre 1938.

française en Espagne après la guerre civile, Armand Gazel, demande ainsi « le maintien de la subvention exceptionnelle (4 000 francs par mois) » que la supérieure de l'Hôpital Saint-Louis-des-Français, sœur Gérard, percevait jusqu'à présent sur les fonds spéciaux du ministère des Affaires Étrangères. Il justifie le maintien de cette subvention par la situation « très intéressante » de l'hôpital français⁴⁶⁹. Du reste, cette collaboration permet également à la SR-SCR de cartographier les réseaux d'information au service du renseignement franquiste. C'est ce dont témoignent les agents du SIPM après la guerre civile, qui reconnaissent qu'à « une certaine occasion, le Deuxième Bureau connaissait exactement tout le fichier des agents du Service National en France — rappelez-vous les arrestations de Biarritz » : « nous étions tous laissés tranquilles parce qu'ils voulaient connaître nos champs d'action⁴⁷⁰ ». Dès le mois de décembre 1937, un agent alertait en effet les services rebelles « que le 2^e Bureau de Paris a en sa possession des dossiers, des informations et même des photographies d'éléments du SIFNE⁴⁷¹ ».

La SR-SCR peut ainsi documenter au printemps et à l'été 1937 les relations que certains agents franquistes entretiennent avec les services de renseignement allemands, auxquels ils fournissent des informations intéressant la défense nationale française. C'est dans ce contexte qu'il faut en effet replacer les mesures qui sont prises contre le SIFNE et certains de ses agents. La perquisition du centre de *La Grande Frégate*, en août 1937, s'explique ainsi par l'interception par les services français d'une correspondance relative à la fabrication de gaz de combat en France⁴⁷². Les liens entretenus par le SIFNE avec l'*Abwehr* sont en effet précoces, notamment par l'intermédiaire de la liaison établie entre le comte des Andes, Francisco Moreno Zuleta, et Franz von Goss (voir *supra*). L'Allemagne a en outre installé un service de renseignements sur la côte basque français, dans la villa *Les Flots Bleus* à Saint-Jean-de-Luz et dans la villa *Zaldivar* à Biarritz, qui collabore avec l'espionnage rebelle⁴⁷³. Selon un rapport du SIM républicain, les agents du SIFNE — à commencer par José Bertrán y Musitu — vendraient des renseignements relatifs à la défense nationale française aux services allemands et italiens⁴⁷⁴. Ces liens convainquent alors les services spéciaux français d'agir

⁴⁶⁹ CADN, Madrid, C1, 556, 89-1C, lettre d'Armand Gazel à Jean Billecocq, 19 août 1939 ; et lettre de Jean Billecocq à Philippe Pétain, 30 octobre 1939.

⁴⁷⁰ AGMAV, 2960,2, rapport n° 2276 de la Sub-Central du SIPM en Catalogne, 10 octobre 1939.

⁴⁷¹ AGMAV, 2462,1, note n° 21 777 du SIFNE, 7 décembre 1937, transmettant une information en provenance de Auch.

⁴⁷² Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, op. cit., p. 139.

⁴⁷³ Juan Carlos Jiménez de Aberásturi Corta et Rafael Moreno Izquierdo, *Al servicio del extranjero. Historia del servicio vasco de información (1936-43)*, Madrid, Antonio Machado Libros, 2009, p. 148-155.

⁴⁷⁴ CDMH, FJNL, rapport E-216 du SIM républicain, sans date.

contre les agents franquistes. Le colonel Louis Rivet, qui dirige le renseignement militaire, soutient ainsi les mesures d'expulsion ordonnées par le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy le 30 juillet 1937, malgré l'opposition du Quai d'Orsay qui suit l'avis de l'ambassadeur Jean Herbette (voir *supra*)⁴⁷⁵. Le 24 août 1937, l'officier français maintient en effet qu'il est nécessaire « de refouler certains Espagnols de Franco, dont les activités sont nuisibles à notre Défense nationale [...] d'autant plus que maints d'entre eux sont des agents du SR allemand⁴⁷⁶ ». Outre Francisco Moreno Zuleta, José Bertrán y Musitu est également dans le viseur du Deuxième Bureau. En juillet 1939, le service français refuse en effet de rapporter la mesure d'expulsion concernant le responsable catalan, ajoutant que ce dernier continue de maintenir des « relations avec un Allemand expulsé de France, ainsi qu'avec un Attaché Naval près de l'Ambassade d'Allemagne à Paris⁴⁷⁷ ». Ainsi, comme le souligne Pierre Salmon, ces mesures d'expulsion « ont davantage été exécutées dans une perspective d'“intérêt national” que selon des critères politiques. Un des motifs des expulsions prononcées en 1937 est ainsi la nature “dangereuse pour notre défense nationale” des activités exercées⁴⁷⁸ ».

L'agent consulaire de France à Irún, Georges Ducourau, semble d'ailleurs avoir joué un rôle essentiel dans le démantèlement des réseaux du SIFNE en France durant l'été 1937. Ce dernier travaille en effet pour le centre de surveillance que la SR-SCR a installé au début de l'année à Bayonne sous le commandement du lieutenant François Lüllé-Desjardin : le Bureau d'Études des Pyrénées⁴⁷⁹. Ce centre vise d'abord à recueillir des informations sur l'intervention allemande et italienne en Espagne⁴⁸⁰. Georges Ducourau tisse alors un réseau d'information en lien avec Anastasio Blanco, qui dirige les services spéciaux républicains installés dans le consulat d'Espagne à Hendaye⁴⁸¹. Or, Blanco revendique être à l'origine du démantèlement des centres franquistes installés à *Nacho Enea* et à *La Grande Frégate* — bien

⁴⁷⁵ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, *op. cit.*, p. 578.

⁴⁷⁶ Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, *op. cit.*, p. 150.

⁴⁷⁷ CADN, Madrid, C1, 449, 82-3, dép. 13 650 du ministère de l'Intérieur au Quai d'Orsay, 11 juillet 1939.

⁴⁷⁸ Pierre Salmon, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », *op. cit.*

⁴⁷⁹ Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, *op. cit.*, p. 384.

⁴⁸⁰ Juan Carlos Jiménez de Aberásturi Corta et Rafael Moreno Izquierdo, *Al servicio del extranjero. Historia del servicio vasco de información (1936-43)*, *op. cit.*, p. 132.

⁴⁸¹ Félix Luengo Teixidor, *Espías en la Embajada. Los servicios de información secreta republicanos en Francia durante la Guerra Civil*, *op. cit.*, p. 94 ; Eduardo González Calleja et Paul Aubert, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, *op. cit.*, p. 384.

que son prédécesseur, Luis Quintanilla, lui dispute ce rôle⁴⁸². Le Deuxième Bureau joue en effet sur les deux tableaux. Il collabore également avec les services de renseignement installés par le gouvernement basque au sein de la villa *Mimosa* au début de l'année 1937⁴⁸³. Quoi qu'il en soit, Georges Ducourau, qui aurait déjà agi pour le compte de l'espionnage français durant la Première Guerre mondiale, peut vraisemblablement agir grâce à ses liens avec le commandant Julián Troncoso⁴⁸⁴. Le fils de l'agent consulaire, Léon Ducourau, se livrerait ainsi à la contrebande de marchandises et d'argent « sous la protection de la Comandancia Militar d'Irún, qui est un repaire de négociants⁴⁸⁵ ». L'implication de Ducourau est finalement identifiée par les services franquistes, qui le considèrent comme l'agent « peut-être le plus précieux » de l'espionnage français en zone rebelle⁴⁸⁶. Ils procèdent à son arrestation le 8 janvier 1938⁴⁸⁷. Le Deuxième Bureau montre alors un intérêt particulier pour sa libération. Le gouverneur militaire de Guipúzcoa signale en effet que les « autorités françaises doivent être très intéressées par la recherche d'une formule de compromis qui leur permettrait de sauver » Georges Ducourau. Il indique néanmoins que « si des raisons de haute politique devaient rendre un échange souhaitable, il conviendrait de tenir compte, pour obtenir une compensation extraordinaire, qu'il s'agit d'un élément très dangereux en raison de ses talents particuliers et qu'il pourrait causer de grands dommages à la cause de la libération de l'Espagne⁴⁸⁸ ».

2. Le sauvetage du colonel José Ungría Jiménez : une opération de renseignement

C'est dans ce contexte de lutte contre l'influence allemande dans le camp rebelle qu'il faut replacer le sauvetage du colonel José Ungría Jiménez par l'ambassade de France à Madrid. L'officier espagnol, qui s'est spécialisé très tôt dans le renseignement militaire, est en effet bien connu du haut commandement français. Il a étudié deux ans, à partir de septembre 1922, au sein de la 44^e promotion de l'École Supérieure de la Guerre où il se fait remarquer

⁴⁸² Félix Luengo Teixidor, *Espías en la Embajada. Los servicios de información secreta republicanos en Francia durante la Guerra Civil*, op. cit., p. 59.

⁴⁸³ Juan Carlos Jiménez de Aberásturi Corta et Rafael Moreno Izquierdo, *Al servicio del extranjero. Historia del servicio vasco de información (1936-43)*, op. cit., p. 131-148.

⁴⁸⁴ AGA, MAE, Burgos, 82/03101, R.832, note sans date sur « l'Affaire Jorge Ducoureau [sic] » signée par le gouverneur militaire de Guipúzcoa.

⁴⁸⁵ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, note réservée n° 171 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 21 septembre 1937.

⁴⁸⁶ AGA, MAE, Burgos, 82/03101, R.832, note sans date sur « l'Affaire Jorge Ducoureau [sic] » signée par le gouverneur militaire de Guipúzcoa.

⁴⁸⁷ Marina Casanova, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, op. cit., p. 116.

⁴⁸⁸ AGA, MAE, Burgos, 82/03101, R.832, note sans date sur « l'Affaire Jorge Ducoureau [sic] » signée par le gouverneur militaire de Guipúzcoa.

par sa francophilie⁴⁸⁹. En 1925, après avoir suivi un cours de spécialisation de combats en montagne à Grenoble, il sert d'interprète entre le général Sanjurjo et le maréchal Pétain lors du débarquement d'Alhucemas au Maroc, lors de la guerre du Rif⁴⁹⁰. Pour cette liaison, il reçoit les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur le 5 février 1926 des mains de Philippe Pétain⁴⁹¹. De 1930 à 1934, il retourne à Paris où il exerce les fonctions d'attaché militaire en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse⁴⁹². Les liens qu'il entretient alors avec l'État-Major français expliquent son accueil, en octobre 1936, dans les locaux de l'ambassade de France, sous la protection du chargé d'affaires René Bonjean et de l'attaché militaire, le lieutenant-colonel Henri Morel⁴⁹³. Ce dernier organise d'ailleurs son évacuation clandestine : Ungría embarque en avril 1937 à Alicante à bord du *Duguay Trouin*. Alors que le navire de guerre fait escale à Valence, il s'entretient avec Morel, avant d'être acheminé jusqu'en France d'où il gagne la zone rebelle⁴⁹⁴. Comme le souligne Anne-Aurore Inquimbert, il est « évident qu'en aidant un officier comme le lieutenant-colonel José Ungría Jiménez, Morel n'a pu qu'envisager une éventuelle contrepartie⁴⁹⁵ ». Il s'en ouvre d'ailleurs dans une note qu'il adresse au général Schweisguth, l'informant des projets de l'officier espagnol de rejoindre le général Franco « dont il est l'ami personnel » :

« Dans ce cas, nous aurions auprès du Général Franco (et du Général Mola) un représentant loyal des sympathies françaises. Il nous doit la vie, la vie de sa femme, et, sans que l'on puisse insister sur ce point, son retour.

Aide de camp de Primo de Rivera, collaborateur au Maroc du Général Franco, il occupait jusqu'aux élections d'avril au ministère de la Guerre une place de premier plan, qu'il devait à la confiance du général Franco. [...]

Le lieutenant-colonel Ungría est un Politique. Si le général Franco s'orientait vers des solutions de conciliation, il peut jouer dans cette phase nouvelle un rôle important⁴⁹⁶. »

⁴⁸⁹ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 63-64 ; Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes / Service Historique de la Défense, 2009, p. 173 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 8.

⁴⁹⁰ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 8.

⁴⁹¹ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁹² Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 64 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, op. cit., p. 11.

⁴⁹³ SHD, GR, 7N 2754, rapport n° 344/A de lieutenant-colonel Henri Morel au Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée, 17 octobre 1936.

⁴⁹⁴ SHD, GR, 7N 2755, « Note au sujet d'un officier espagnol » destinée au général Schweisguth, 13 avril 1937.

⁴⁹⁵ Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, op. cit., p. 173.

⁴⁹⁶ SHD, GR, 7N 2755, « Note au sujet d'un officier espagnol » destinée au général Schweisguth, 13 avril 1937.



Photographie 48 : José Ungría Jiménez⁴⁹⁷.

Il s'agit donc de contribuer à placer dans l'entourage immédiat du général Franco un officier francophile, redevable à la France. L'attaché militaire envisage-t-il un développement plus important ? Il y a lieu de le penser. Alors qu'il annonce le passage préalable d'Ungría à Paris, il prend soin de ne pas placer cette note dans la valise diplomatique : « Les possibilités auxquelles elle fait allusion méritent encore plus de discrétion⁴⁹⁸. » Quoi qu'il en soit, les espoirs de Morel sont fondés. José Ungría Jiménez rejoint en effet Burgos en mai 1937 où le général Franco le désigne personnellement à la tête du SIM rebelle, avec la charge de le réorganiser complètement⁴⁹⁹. Son attention se porte alors sur « les éléments qui agissaient de manière désordonnée à l'étranger, en France surtout⁵⁰⁰ ». S'il reconnaît l'efficacité du SIFNE, Ungría ne supervise pas moins son absorption en février 1938 par le nouveau service, le SIPM, qu'il a créé deux mois plus tôt. Il contribue à marginaliser ainsi l'ancien dirigeant du SIFNE, José Bertrán y Musitu, qui était dans le viseur des services spéciaux français⁵⁰¹. Selon un rapport du SIM républicain, l'officier espagnol réduit en effet le nombre d'agents employés lors de la réorganisation des services de renseignement rebelles. Il entreprend notamment « d'éliminer les agents étrangers (allemands et italiens) qui restaient encore dans l'organisation et qui, sous le couvert du Service de Franco, travaillaient en fait uniquement

⁴⁹⁷ AGMAV, F.418,15.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, extrait d'une lettre du lieutenant-colonel Henri Morel au général Schweisguth, 14 avril 1937.

⁴⁹⁹ Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, *op. cit.*, p. 174 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 128.

⁵⁰⁰ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 128.

⁵⁰¹ Pedro Barruso, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, *op. cit.*, p. 128-144 et 148-151 ; Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 131-134 et 138-142.

pour le compte et dans l'intérêt de l'Italie et de l'Allemagne⁵⁰² ». Morten Heiberg et Manuel Ros Agudo estiment pour leur part que l'absorption du SIFNE par le SIPM a pour effet de « couper les ailes aux monarchistes et aux catalanistes » au bénéfice de Franco⁵⁰³. Mais Ungría ne s'en tient pas là. Il lutte également contre l'influence de la Falange Española, qui s'est dotée d'un service de renseignement à l'extérieur⁵⁰⁴.

Cette subordination du SIFNE et de la Falange au SIPM répond-elle à une incitation française ? Difficile de le savoir en l'état de la documentation consultée. Marcel Dauzats, alias « Lemaître », rend cependant visite au colonel Louis Rivet, chef de la SR-SCR, le 25 août 1937. Ce dernier note laconiquement dans ses carnets : « questions Ungría à régler au retour du colonel Malraison⁵⁰⁵ ». Cette réorganisation ouvre en tout cas la voie à l'établissement d'une nouvelle relation de « tolérance mutuelle » entre les renseignements militaires français et franquistes. C'est ce dont témoigne un rapport de l'agent du SIPM « Uriszar », alias du militant carliste Jaime de Lasuén, plus connu sous son nom de cinéaste Jacques Lasseyne⁵⁰⁶. Il rend compte de sa rencontre avec le chef de la SCR, le commandant Guy Schlessler, en septembre 1938. Durant l'entretien, l'officier français exprime la confiance que son service accorde au colonel Ungría⁵⁰⁷. En réalité, les relations entre le chef du SIPM et le renseignement français semblent aller plus loin qu'une simple « tolérance mutuelle ». Selon les services basques, le marquis del Rebalso, Luis Marti Olivares, transmettrait en contrepartie des informations qu'il reçoit de René Bonjean et de Maurice Rivoire « des rapports de la zone franquiste, lesquels soupçonne-t-on sont rédigés par Ungría⁵⁰⁸ ». Du reste, Rebalso transmet le 13 mars 1938 des informations sur la démoralisation et l'effondrement des troupes républicaines sur le front de l'Aragon, alors soumis depuis plusieurs jours à une importante offensive franquiste. Ces informations, provenant du Quai d'Orsay et transmises au ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, lui ont été remises par un capitaine de réserve de l'armée française, Cavailhé, avec la précision suivante : « Renseignements donnés par

⁵⁰² CDMH, FJNL, rapport E-216 du SIM républicain, sans date.

⁵⁰³ Manuel Ros Agudo et Morten Heiberg, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, op. cit., p. 100-104.

⁵⁰⁴ *Ibid.*, p. 116-118.

⁵⁰⁵ Le colonel Malraison est l'adjoint de Rivet à la tête de la SR-SCR. Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, op. cit., p. 151.

⁵⁰⁶ Dans un dossier qui rassemble des rapports de l'agent « Uriszar » au SIPM, une note a été conservée indiquant « Jaime de Lasuen. Indicatif "Uriszar" ». AGMAV, 1964,5.

⁵⁰⁷ AGMAV, 1964,5, rapport n° 2353 du SIPM de Saint-Sébastien transmettant des notes de l'agent « Uriszar », 20 septembre 1938.

⁵⁰⁸ AGMAV, 70, 10, 2, note D3/20 des services de renseignement basques, 23 janvier 1939.

2^e Bureau français. Téléphone de Paris à Bayonne. G^{al} Gauchet⁵⁰⁹ ». Or, le général Maurice Gauché dirige le Deuxième Bureau de l'État-Major de l'Armée depuis 1935⁵¹⁰.

Mais cette collaboration connaît quelques remous. Le marquis del Rebalso est en effet étroitement surveillé par la Sûreté Nationale, et notamment par les services du commissaire spécial Grégoire. Ce dernier le soupçonne d'œuvrer contre la défense nationale française⁵¹¹. Au début du mois de juin 1938, Luis Marti Olivares est en effet informé que la police française est sur le point de l'arrêter à la suite de dénonciation le présentant comme un ennemi de la France. Grâce à une démarche effectuée par l'un de ses agents, « Kurdistan », le Deuxième Bureau intervient et met fin, croit-il, à l'opération⁵¹². En réalité, ce n'est que partie remise : le 18 juin, le commissaire de police de Biarritz procède à l'arrestation du marquis del Rebalso, et de deux de ses collaborateurs, l'Espagnol Antonio Pareja et le Français Jean Rottier. L'Hôtel Plaza, où sont installés les bureaux de Rebalso, est perquisitionné. Parmi les documents découverts, l'un d'eux « fait allusion à un transport de 700 soldats sénégalais, de Casablanca à Barcelone », tandis que deux autres « ont trait au matériel de guerre et signalent que [les] arsenaux [français] sont démunis à la suite de fournitures faites par la France à l'armée gouvernementale espagnole⁵¹³ ». L'agent du SIPM est défendu par Maître Dauzats, l'agent « Lemaître » des services spéciaux militaires, qui avait déjà assuré la défense de Julián Troncoso. Le Deuxième Bureau s'efforce en effet d'enterrer l'affaire, par l'intermédiaire du commandant Thinière, juge d'instruction militaire, qui suit l'enquête de manière officieuse⁵¹⁴. Ce dernier peut alors compter sur le secours du secrétaire de l'ambassade française à Saint-Jean-de-Luz, René Bonjean.

Alors que la police poursuit les perquisitions le 23 juin, Marcel Dauzats informe le commandant Thinière que Bonjean veut « avoir un entretien personnel avec lui, au sujet du Marquis de Rebalso ». Selon une note de la Sûreté Nationale, le juge militaire accepte « à la condition d'être accompagné de M. Grégoire », le commissaire spécial à l'origine de la détention de l'agent franquiste. Le diplomate leur déclare alors « qu'il [connaît] bien le Marquis de Rebalso, qu'il le [juge] incapable de travailler contre la France et qu'il [est] "impolitique" de l'impliquer dans l'affaire en cours ». Il ajoute que Luis Marti Olivares lui

⁵⁰⁹ AGMAV, 2961,1, lettre de Luis Marti Olivares, marquis del Rebalso, à Manuel Pérez Urruti, 13 mars 1938.

⁵¹⁰ Simon Catros, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020, p. 35.

⁵¹¹ AN, Intérieur, DGSN, F/7/14684, copie d'un rapport de M. Grégoire, chef de région, 21 juin 1938.

⁵¹² AGMAV, 2961,1, lettre de Luis Marti Olivares, marquis del Rebalso, à Manuel Pérez Urruti, 12 juin 1938.

⁵¹³ AN, Intérieur, DGSN, F/7/14684, copie d'un rapport de M. Grégoire, chef de région, 21 juin 1938.

⁵¹⁴ *Ibid.*

donne « parfois des renseignements très utiles⁵¹⁵ ». Mais ce que la Sûreté Nationale ne précise pas, c'est que le commandant Thinière et Bonjean poursuivent leur discussion, vraisemblablement en l'absence du commissaire spécial Grégoire. Le juge militaire déclare en effet au secrétaire de l'ambassade, à titre confidentiel, que « les autorités militaires seraient disposées à prononcer un non-lieu, mais que pour justifier cette décision, elles auraient besoin d'éléments fournis par les départements ministériels qui s'intéressent au cas du Marquis del Rebalso⁵¹⁶ ». Dès le lendemain, le directeur politique du Quai d'Orsay, Charles Rochat, rencontre le chef de la SR-SCR, le colonel Louis Rivet, pour s'entretenir avec lui de l'affaire, en présence de « Lemaître ». Il « signale que cette affaire ne paraît pas tenir, que les Affaires étrangères voudraient la voir se terminer par un non-lieu⁵¹⁷ ».

L'affaire Rebalso intéresse en effet Rivet au plus haut point, apparaissant dans ses carnets à plusieurs reprises durant l'été 1938. Elle se trouve en réalité au cœur d'une concurrence entre le renseignement militaire français et la Sûreté Nationale, qui dépend du ministère de l'Intérieur. Si la SR-SCR collabore habituellement avec cette dernière dans le cadre du contre-espionnage, la SCR n'ayant pas les moyens humains de surveiller le territoire français, les relations entre les deux services se sont cependant détériorées depuis le début de l'année 1938 face aux soupçons qui pèsent sur l'état-major de l'armée et sur les relations qu'il entretiendrait avec le Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), organisation terroriste contre-révolutionnaire et anticommuniste, aussi désignée sous le nom de la Cagoule⁵¹⁸. Le chef de la SCR, le commandant Guy Schlessier, évoque cette rivalité avec l'Intérieur lors de son entretien avec Jaime de Lasuén en septembre 1938⁵¹⁹. En effet, si le Deuxième Bureau, appuyé par le Quai d'Orsay, est parvenu à obtenir un non-lieu pour Rebalso, ce dernier est néanmoins l'objet d'une mesure d'expulsion dans le contexte de la crise de Munich⁵²⁰. De nouveau, le renseignement militaire se heurte à la Sûreté Nationale comme en témoigne Schlessier, auquel Lasuén demande de rapporter la mesure : « Notre lutte avec l'«Intérieur», dans laquelle nous laissons des plumes, portant de nouveau sur le terrain de l'expulsion, serait très dangereuse pour nous et nous ne pourrions plus vous fournir les services que nous

⁵¹⁵ *Ibid.*, note sur l'« Affaire de Rebalso », 26 juin 1938.

⁵¹⁶ CADN, Madrid, B, 573, tél. 232-234 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 23 juin 1938.

⁵¹⁷ Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944, op. cit.*, p. 219.

⁵¹⁸ Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939, op. cit.*, p. 75-76 et 600-606.

⁵¹⁹ AGMAV, 1964,5, rapport n° 2353 du SIPM de Saint-Sébastien transmettant des notes de l'agent « Uriszar », 20 septembre 1938.

⁵²⁰ CADN, Madrid, B, 573, tél. 357-358 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 28 septembre 1938 ; et AN, Intérieur, DGSN, F/7/14684, coupures de presse d'un article de l'*Humanité* du 5 août 1938 sur la libération du marquis del Rebalso, et d'un article de *L'Action Française* du 19 septembre 1938 sur son expulsion.

souhaitons⁵²¹. » Le chef de la SCR promet cependant d’agir dans ce sens auprès de ses chefs⁵²². Dès le 20 septembre, le colonel Louis Rivet s’entretient effectivement avec le directeur de la Sûreté Nationale, M. Buisnière, du cas de Rebalso. Quelques jours plus tard, Schlessler, qui reçoit Jaime de Lasuén à son domicile, l’informe qu’il a « obtenu la suspension de l’ordre d’expulsion, transformé en autorisation de résidence de trois mois, toujours prolongeable ». L’officier français ajoute à cette occasion que son service souhaite maintenir une liaison avec le SIPM « pour établir un “modus vivendi” garantissant [l’] activité [franquiste], ou du moins la possibilité d’agir en France⁵²³ ». En contrepartie, la SR-SCR souhaite avoir un accès facilité au matériel russe — avions et chars — capturé par les troupes franquistes⁵²⁴. Par ailleurs, le Deuxième Bureau peut à nouveau compter sur l’aide de René Bonjean et du Quai d’Orsay, qui demandent également l’annulation de l’expulsion du marquis del Rebalso⁵²⁵. C’est d’ailleurs Bonjean qui annonce à ce dernier que la mesure a été rapportée. En remerciement, Rebalso et Ungría s’engagent à résoudre « rapidement » « l’affaire Ducourau⁵²⁶ ».

L’entente entre les services français et le SIPM semble donc pouvoir reprendre. Mais dans ce cas, pourquoi la Sûreté Nationale est-elle intervenue contre le marquis del Rebalso ? Les soupçons qu’elle nourrissait contre lui étaient-ils fondés ? En réalité, l’agent franquiste semble surtout avoir été la cible d’une opération de désinformation menée par d’anciens agents du SIFNE hostiles au rapprochement opéré par Ungría avec les services français. Dès la première tentative d’arrestation dont il est la cible, au début du mois de juin 1938, le marquis del Rebalso croit savoir « d’où viennent les tirs », et recommande au chef du SIPM, dans le cas où son hypothèse se confirmerait, « d’agir énergiquement, car il n’est pas normal que nous soyons dépendants d’“amis” aussi salopards [desalmados]⁵²⁷ ». Après le sursis de son expulsion en septembre 1938, Luis Marti Olivares poursuit son enquête sur l’origine des rumeurs ayant conduit à son arrestation en juin. Il en arrive à la conclusion qu’elles proviennent de l’un des collaborateurs du SIFNE, Rifà. Ce dernier aurait « dénoncé, en

⁵²¹ AGMAV, 1964,5, rapport n° 2353 du SIPM de Saint-Sébastien transmettant des notes de l’agent « Uriszar », 20 septembre 1938.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ *Ibid.*, rapport n° 2378 du SIPM de Saint-Sébastien transmettant des notes de l’agent « Uriszar », 24 septembre 1938.

⁵²⁴ *Ibid.*, rapport n° 2527 du SIPM de Saint-Sébastien transmettant des notes de l’agent « Uriszar », 12 octobre 1938.

⁵²⁵ CADN, Madrid, B, 573, tél. 357-358 de René Bonjean au Quai d’Orsay, 28 septembre 1938.

⁵²⁶ AGMAV, 2869, 1, lettre de Luis Marti Olivares, marquis del Rebalso, à José Ungría Jiménez, 30 septembre 1938.

⁵²⁷ AGMAV, 2961,1, lettre de Luis Marti Olivares, marquis del Rebalso, à Manuel Pérez Urruti, 12 juin 1938.

donnant des détails comme si c'était vrai, que [Rebalso a] fourni aux Allemands le plan de mobilisation du Maroc français ». Selon lui, Rebalso aurait également envoyé « les plans des fortifications qui se construisaient à la frontière pyrénéenne, c'est-à-dire de la future ligne Maginot du sud », ainsi que des « plans des aérodromes français et mille détails des défenses françaises⁵²⁸ ». Ces éléments concordent avec une anecdote relatée par le secrétaire de l'ambassade britannique, Geoffrey Thompson. Celui-ci raconte dans ses mémoires que deux assistants catalans du marquis del Rebalso qu'il compte parmi « ses bons amis » et qu'il côtoie au sein du Boloney Club, lui rendent visite en mai 1938. Ils se présentent comme des « bons amis » de la France et de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi ils l'informent que leur « bureau est utilisé pour passer des informations aux Allemands et aux Italiens sur [les] plans [britanniques] de réarmement et d'autres sujets confidentiels » : « Nous transportons ces enveloppes à travers la frontière où elles sont transmises au renseignement allemand et italien⁵²⁹. » Quelques jours plus tard, les deux assistants l'informent de l'arrestation du marquis⁵³⁰. En réalité, lors de la perquisition du 23 juin 1938, les autorités françaises ne trouvent « aucun document intéressant » chez le marquis del Rebalso. Ils trouvent néanmoins au domicile de son secrétaire, Antonio Pareja, « deux classeurs contenant toute la comptabilité secrète de Bertrán y Musitu⁵³¹ ». Or, selon le SIM républicain, Pareja, que Rebalso et Rottier accuseraient de les avoir dénoncés, aurait été rapidement libéré par la police française et aurait depuis disparu⁵³².

Pourquoi Luis Martí Olivares fait-il l'objet de dénonciations venant de son propre service ? Selon toute vraisemblance, il s'agirait d'une opération conjointe menée par José Bertrán y Musitu, le comte des Andes Francisco Moreno Zuleta et les services de renseignement allemands pour fragiliser la position de José Ungría Jiménez. C'est en tout cas ce que suggère un rapport des services spéciaux républicains en juillet 1938. Selon eux, les anciens dirigeants du SIFNE, appuyés par des officiers allemands, manœuvrent pour obtenir d'Ungría la détention de 50 Français, dont l'agent consulaire français à Saragosse, Roger Tur, en représailles à l'arrestation du marquis del Rebalso. Parce qu'il refuse d'accéder à cette demande, la position d'Ungría apparaît compromise et son remplacement semble être

⁵²⁸ AGMAV, 2869,1, lettre de Luis Martí Olivares, marquis del Rebalso, à José Ungría Jiménez, 30 septembre 1938.

⁵²⁹ Geoffrey Thompson, *Front-Line Diplomat*, *op. cit.*, p. 140-141.

⁵³⁰ *Ibid.*, p. 142.

⁵³¹ AN, Intérieur, DGSN, F/7/14684, copie d'une note de M. Grégoire, commissaire spécial de Biarritz, 23 juin 1938.

⁵³² CDMH, FJNL, SIM, note du SIM, sans date.

envisagé⁵³³. La détention de Luis Marti Olivares menace en tout cas de rompre la collaboration entre le SIPM et le Deuxième Bureau. Après l'arrestation, Ungría aurait ainsi déclaré à Jaime de Lasuén : « Je crains qu'en France on me prenne pour un imbécile⁵³⁴. » Or, cette rupture est souhaitée par José Bertrán y Musitu, qui ne cache pas son hostilité aux liaisons tissées avec les services français auxquels il reproche son expulsion en 1937 :

« Des éléments de différentes organisations françaises s'attribuaient la direction des services d'information et, à ce titre, tentaient de s'immiscer dans des fonctions qui ne relevaient que des Espagnols, délivraient des certificats de bonne conduite à ces derniers, tout en profitant de la situation pour tenir le Deuxième Bureau au courant de ce qu'ils pensaient pouvoir l'intéresser et pour organiser, si cela leur convenait, l'expulsion de ce territoire de tout agent espagnol qui, conscient de sa mission et suivant les ordres reçus, ne les informait pas de son travail⁵³⁵. »

Cette affaire donne en tout cas un autre éclairage sur les opérations que le Quai d'Orsay, en liaison étroite avec le Deuxième Bureau, réalise en Espagne républicaine, entretenant une frontière floue entre humanitaire et espionnage. Il s'agit de placer des Espagnols redevables dans les instances dirigeantes de l'Espagne franquiste, pour s'assurer de leur collaboration ou du moins de leur neutralité après la guerre civile, dans un contexte de rivalités avec l'Allemagne et l'Italie. Ungría est en effet loin d'être le seul à bénéficier de cette protection française et d'une évacuation clandestine. René Bonjean et Eirik Labonne se réjouissent ainsi de la désignation du général Espinosa de los Monteros comme sous-secrétaire d'État au sein du ministère des Relations extérieures franquiste en février 1938, après qu'il a été hébergé au sein du Lycée français jusqu'en juillet 1937 : ils espèrent tirer des bénéfices de la présence d'un officier réputé francophile et redevable dans l'entourage du général Franco⁵³⁶. Mais cette politique montre toutefois rapidement ses limites. Ainsi, René Bonjean est quelque peu gêné d'annoncer, en août 1938, que le général Espinosa de los Monteros doit se rendre à la tête d'une délégation espagnole au congrès du parti nazi de

⁵³³ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03112 RE48, dossier 44, note réservée n° 855 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 22 juillet 1938.

⁵³⁴ AGMAV, 1964,5, rapport n° 2353 du SIPM de Saint-Sébastien transmettant des notes de l'agent « Uriszar », 20 septembre 1938.

⁵³⁵ José Bertrán y Musitu, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, op. cit., p. 95.

⁵³⁶ CADN, Madrid, B, 558, tél. 54 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 9 février 1938 ; et AMAE-C, Z-Europe, Espagne 1930-1940, 187, dép. 79 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 11 février 1938.

Nuremberg en pleine crise tchécoslovaque⁵³⁷. Du reste, le *modus vivendi* du SIPM avec les services spéciaux français n'est pas désintéressé. Alors que le consul général à Barcelone, René Binet, entreprend d'organiser au printemps 1939 un service secret français dans la capitale catalane, en accord avec le chef du SR-SCR, le colonel Louis Rivet, ses efforts sont dûment documentés par le marquis del Rebalso⁵³⁸. Le SIPM applique en effet la même approche que le Deuxième Bureau durant la guerre civile espagnole : celle d'une collaboration qui permet de cartographier les réseaux français. En octobre 1939, la Sub-Central de Catalogne rapporte en effet qu'avec « l'accord de la Supériorité, nous avons collaboré avec des agents du Deuxième Bureau français et nous avons vu certaines de leurs amitiés⁵³⁹ ».

3. *Une représentation britannique qui n'est pas exempte d'irrégularité : le cas du capitaine Lance*

Quoi qu'il en soit, les activités et les réseaux développés par le renseignement français durant la guerre civile expliquent en grande partie que le contrôle de l'information en Espagne soit délégué par la Grande-Bretagne à la France au début de la Seconde Guerre mondiale, notamment en Catalogne. Selon Emilio Grandio Seoane, le renseignement britannique n'est en effet pas très développé en Espagne durant l'entre-deux-guerres, en dehors des réseaux diplomatiques et des réseaux d'entreprises⁵⁴⁰. Cette réalité permet sans doute de comprendre que les collusions entre la représentation britannique en Espagne républicaine et les services de renseignement franquistes soient moins documentées. Si ces collusions existent, elles semblent relever davantage d'initiatives individuelles que d'une politique volontariste de l'État britannique, contrairement au cas français. C'est ce que suggère le cas d'Edwin C. Lance, attaché honoraire de l'ambassade britannique qui organise des évacuations clandestines de réfugiés espagnols avec la complicité de la *Scottish Ambulance Unit*⁵⁴¹, et sur lequel pèsent des soupçons d'espionnage.

Les accusations d'espionnage formulées contre Edwin C. Lance sont-elles fondées ? Pour démêler cette affaire, il convient de s'intéresser à son action durant les premiers mois de

⁵³⁷ CADN, Madrid, B, 564, tél. 318 de René Bonjean au Quai d'Orsay, 29 août 1938.

⁵³⁸ AGMAV, 1967,8, note 19 186 du chef du SIPM, 10 mai 1939 ; et Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944, op. cit.*, p. 321.

⁵³⁹ AGMAV, 2960,2, rapport 2276 de la Sub-Central du SIPM en Catalogne, 10 octobre 1939.

⁵⁴⁰ Emilio Grandio Seoane, *Hora Zero. La inteligencia británica en España durante la Segunda Guerra Mundial, op. cit.*, p. 35-36.

⁵⁴¹ Voir chapitre 7, p. 446-448.

la guerre civile espagnole. Le 25 octobre 1936, l'attaché honoraire quitte Madrid en voiture, en compagnie du pro-consul britannique William Hall, pour reconnaître les trois fronts au nord, à l'ouest et au sud de la capitale espagnole. Ne les voyant pas revenir, le chargé d'affaires George Ogilvie-Forbes alerte le ministère d'État et le Foreign Office de leur disparition dès le 26 octobre⁵⁴². En chemin, les deux hommes ont en effet été surpris et arrêtés à proximité de Brunete par une unité de cavalerie de l'armée rebelle qui progresse vers Madrid⁵⁴³. Le périple entrepris par Lance, sans l'autorisation d'Ogilvie-Forbes, provoque un certain agacement au sein du Foreign Office⁵⁴⁴. Sir George Mounsey estime ainsi qu'il « est bien peu délicat de la part du capitaine Lance de se mettre en difficulté sans nécessité apparente⁵⁴⁵ ». Le Foreign Office demande néanmoins à son consul à Vigo, William Oxley, de solliciter auprès du commandement rebelle la libération de ses deux compatriotes⁵⁴⁶. Les démarches d'Oxley sont couronnées de succès : le général Franco ordonne la reconduction de Lance et Hall au poste-frontière d'Irún en témoignage de sa considération pour le gouvernement britannique⁵⁴⁷. Le 30 octobre, Sir Henry Chilton peut annoncer leur arrivée à Hendaye et leur départ prochain pour Madrid⁵⁴⁸. Ils embarquent dès le 31 octobre dans un avion à Toulouse, à destination d'Alicante où ils demeurent quelques instants sur instruction de George Ogilvie-Forbes⁵⁴⁹. Ce dernier a en effet été informé par le secrétaire général du ministère d'État que le retour de Lance et de Hall à Madrid n'est pas souhaité et que leur sécurité ne pourra pas être garantie⁵⁵⁰. L'attaché honoraire rejoint néanmoins la capitale dès le 3 novembre 1936⁵⁵¹.

C'est à l'occasion de cette détention que Edwin C. Lance aurait noué des liens avec le commandement rebelle. Selon le récit de C. E. Lucas Phillips, les deux Britanniques auraient en effet été présentés au général Varela, qui leur indique que le général Franco veut les

⁵⁴² TNA, PRO, FO 371/20544, W14434/62/41, tél. 413 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936 ; et Archivo Histórico Nacional, fonds privé de José Giral, carton 3, dossier N.151 (désormais : AHN, Giral, 3, N.151), copie d'une note verbale de George Ogilvie-Forbes au ministère d'État, 26 octobre 1936.

⁵⁴³ TNA, PRO, FO 371/20544, W14452/62/41, tél. 414 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936 ; et W14453/62/41, tél. 415 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936.

⁵⁴⁴ *Ibid.*, W14452/62/41, tél. 414 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 26 octobre 1936.

⁵⁴⁵ *Ibid.*, W14453/62/41, minute de Sir George Mounsey, 28 octobre 1936.

⁵⁴⁶ *Ibid.*, tél. 90 du Foreign Office à William Oxley, 30 octobre 1936.

⁵⁴⁷ TNA, PRO, FO 371/20545, W14889/62/41, tél. 82 de William Oxley au Foreign Office, 2 novembre 1936.

⁵⁴⁸ AHN, Giral, 3, N.151, copie du tél. 7 de Sir Henry Chilton à George Ogilvie-Forbes, 30 octobre 1936.

⁵⁴⁹ *Ibid.*, certificat de la compagnie Air France, signé par le chef de réseau M. Lebras, et visé par le commissaire spécial de Toulouse, 7 janvier 1938.

⁵⁵⁰ TNA, PRO, FO 371/20545, W14826/62/41, tél. 435 de George Ogilvie-Forbes au Foreign Office, 31 octobre 1936.

⁵⁵¹ Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, Undergraduate dissertation, University of Leeds, Leeds, 2019, p. 43.

rencontrer à Salamanque, où ils sont tout de suite transportés⁵⁵². Une fois arrivés dans la ville qui accueille le Quartier Général franquiste, et avant de rencontrer Franco, ils sont interrogés par le capitaine Luis Bolín qui cherche à connaître les positions des troupes républicaines⁵⁵³. Toujours selon le récit de Phillips, Lance et Hall dînent finalement avec le général Franco, son épouse et le général Millán-Astray. À cette occasion, Franco leur annonce qu'ils seront escortés à Burgos, où Alfonso Merry del Val leur donnera des instructions qu'il leur demande de suivre. L'ancien diplomate rallié à la rébellion militaire aurait alors transmis au capitaine Lance une liste d'une vingtaine de personnes que le commandement franquiste lui demande d'évacuer discrètement de la zone républicaine. L'attaché honoraire aurait accepté, à la condition que son action s'en tienne à un but humanitaire et demeure en dehors de tout espionnage⁵⁵⁴. Matthew McDonald, suivant les travaux de Linda Palfreeman, ne croit pas à l'existence d'une telle liste⁵⁵⁵. Il est vrai que le récit romancé de C. E. Lucas Phillips tient parfois de l'affabulation.

Il semblerait néanmoins que cette arrestation ait pu fournir une occasion pour le capitaine Lance de nouer une collaboration avec le commandement rebelle — après avoir visité de sa propre initiative les fronts de Madrid. Les archives militaires espagnoles conservent en effet une fiche au nom de « Lance, capitaine de l'Ambassade anglaise ». Cette dernière se trouve dans un dossier de la 1^{re} section de l'État-Major du « Quartier Général du Généralissime » intitulé « Personnel — Étrangers. De Guido à L. » Sa localisation signifie-t-elle que le capitaine Lance a été recruté comme un agent par le haut commandement franquiste au point de figurer parmi son « Personnel » ? Difficile de le confirmer, d'autant que la fiche, rédigée lors de sa détention par les troupes rebelles en octobre 1936, reste très vague et succincte. Elle accrédite plutôt la thèse d'une arrestation fortuite de Lance et de son compagnon :

⁵⁵² C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, Leeds, Sapere Books, 2021, p. 97.

⁵⁵³ Ce dernier point est confirmé par Matthew McDonald. Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 43 ; C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 99.

⁵⁵⁴ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 100-104.

⁵⁵⁵ Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 48 ; Linda Palfreeman, *Aristocrats, Adventurers and Ambulances: British Medical Units in the Spanish Civil War*, Brighton, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2014, p. 215.

« M. Lance. Capitaine. Avec un autre. Ils appartiennent à l'Ambassade anglaise et ils sont passés par erreur dans nos lignes. Ils ont la prétention — rien de moins — que les hostilités soient suspendues sur une partie du front pour retourner à Madrid. On a pris leur déclaration.

Son Excellence a décidé qu'ils sortent du territoire occupé par nous par la frontière d'Irún.

Exécuté le 27.10.36. Ils sont accompagnés par le lieutenant de cavalerie de la Colonne de [illisible] qui les accompagnera jusqu'à Irún⁵⁵⁶. »

Quoi qu'il en soit, il entreprend d'évacuer clandestinement un certain nombre d'Espagnols après son retour en Espagne républicaine. Il peut compter sur l'aide de Margaret Hill, infirmière-en-chef de l'hôpital anglo-américain, et de Fernanda Jacobsen, à la tête de la Scottish Ambulance Unit, mais aussi d'Antonio Maeztu, concierge de l'ambassade britannique à Madrid, et du vice-consul britannique à Alicante, Hugo C. Brooks⁵⁵⁷. L'activité de ces deux derniers est néanmoins identifiée par les services de renseignement républicains en 1937. En mai, le gouverneur civil d'Alicante documente ainsi les efforts de Brooks pour permettre l'évasion d'Espagnols recherchés, mais aussi de déserteurs britanniques des Brigades internationales, et annonce avoir placé le consulat sous surveillance policière. Ses services soupçonnent en effet qu'il soit « peut-être l'un des agents les plus dangereux de la cause fasciste, qui a su le mieux dissimuler ses sentiments⁵⁵⁸ ». Quant à Antonio Maeztu, il est identifié en septembre 1937 par un agent des services spéciaux républicains installés dans le consulat espagnol à Hendaye, l'agent « n° 3 », infiltré au sein de l'ambassade britannique à Hendaye. Ce dernier intercepte en effet une lettre, transportée par la valise diplomatique, « dans laquelle un certain Antonio [...] dit qu'il clôt le testament de ses grandes œuvres en évacuant la famille de Kindelán, dont une partie se trouve à la prison du général Porlier⁵⁵⁹ ». Le consul espagnol à Hendaye, Antonio Múgica Irureta, demande alors sa détention immédiate⁵⁶⁰. Les services républicains espèrent en effet « lui tirer la langue — même s'il faudrait la lui arracher — au cas où il aurait des complices, ce qu'il a sans aucun doute, dans

⁵⁵⁶ AGMAV, 2305,10,100. Fiche « Lance, capitaine de l'ambassade anglaise », 1936. Trois producteurs, non identifiés, interviennent dans l'élaboration de cette fiche. Nous les avons différenciés par l'usage de l'italique et d'un trait soulignant le texte.

⁵⁵⁷ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, op. cit., p. 158 et 191-192.

⁵⁵⁸ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03163 RE99, dossier 14, sous-dossier 2, rapport M-4 du gouverneur civil d'Alicante au sous-secrétaire d'État, 5 mai 1937.

⁵⁵⁹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 31, note réservée n° 245 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 29 septembre 1937.

⁵⁶⁰ AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03080 RE16, tél. 128 d'Antonio Múgica Irureta à José Giral, 28 septembre 1937.

certaines centres officiels⁵⁶¹ ». Antonio Maeztu échappe vraisemblablement à l'arrestation, puisque l'agent « n° 3 » informe, en janvier 1938, que l'employé de l'ambassade britannique est toujours caché à Madrid et prépare sa fuite en zone rebelle. Il recommande en conséquence de surveiller les consulats britanniques à Madrid et à Valence, ainsi que l'ambassade britannique installée depuis plusieurs semaines à Caldetas, près de Barcelone⁵⁶².



Photographie 49 : Antonio Maeztu⁵⁶³.

C'est probablement en suivant la trace d'Antonio Maeztu que les services républicains parviennent à identifier le capitaine Edwin C. Lance. Ce dernier est en effet détenu le 8 octobre 1937, après avoir facilité l'évasion du fils du général Francisco Martin Moreno, chef de l'État-Major du général Franco⁵⁶⁴. Alors que la diplomatie britannique tente d'obtenir la libération de Lance et son expulsion vers la Grande-Bretagne, elle se heurte à l'intransigeance du ministre de l'Intérieur espagnol, Julián Zugazagoitia qui souhaite faire de

⁵⁶¹ AGA, MAE, Barcelona, SIDE, 12/03109 RE45, dossier 31, note réservée n° 245 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 29 septembre 1937.

⁵⁶² *Ibid.*, 12/03111 RE47, dossier 40, note réservée n° 49 des services spéciaux du consulat espagnol à Hendaye, 11 janvier 1938.

⁵⁶³ Photographie reproduite dans Antonio Manuel Moral Roncal, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Madrid, Actas, 2001.

⁵⁶⁴ AHN, Giral, 3, N.151, tél. 2 de Julián Zugazagoitia à José Giral, 1^{er} décembre 1937 ; et C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 196 et 258-270 ; Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 48.

son cas un exemple⁵⁶⁵. Ce dernier estime ainsi « irritant que les étrangers bénéficient de l'immunité dans notre pays pour commettre des délits » : « Je suis révolté par tant d'irrégularités immorales de la part des nations dites amies⁵⁶⁶. » En effet, les services du ministre de l'Intérieur ont progressivement acquis la conviction que « Lance a fait de l'espionnage pour les factieux⁵⁶⁷ ». Cette accusation est vivement contestée par le chargé d'affaires britannique, John Leche⁵⁶⁸. L'attaché honoraire n'est finalement relâché qu'au début de l'année 1939, dans le contexte de l'offensive franquiste en Catalogne et à la demande du nouveau chargé d'affaires britannique, Ralph Claremont Skrine Stevenson (qu'il ne faut pas confondre avec l'ancien consul à Bilbao, Ralph Cornwallis Stevenson)⁵⁶⁹.

Lance est-il véritablement impliqué dans l'espionnage au profit des franquistes ? Il est difficile de trancher en l'état de la documentation consultée : ses deux collaborateurs, qui sont identifiés par les services républicains, le sont pour des évacuations clandestines. Néanmoins, sa longue détention et le refus de Julián Zugazagoitia de la rapporter en faveur d'une expulsion hors d'Espagne républicaine malgré les demandes réitérées de la diplomatie britannique — appuyées par le ministre d'État, José Giral — laissent penser que le ministre de l'Intérieur disposait bien d'éléments tangibles pour l'inculper. Son cas offre en effet un saisissant contraste par rapport à ceux de José María Merelo de Barberá et du Dr Marcel Benoit, dont l'ambassade de France obtient la libération et l'expulsion en dépit de faits incontestables retenus contre eux (voir *supra*). Le fait que Lance organise des évacuations en collaboration avec la légation de Norvège à Madrid, à la tête de laquelle se trouve Felix Schlayer, interpelle par ailleurs⁵⁷⁰. Du reste, l'attaché honoraire ne serait pas le seul Britannique à collaborer avec l'espionnage franquiste. Selon Carlos Píriz, le consul à Valence, William Sullivan, aurait notamment transmis des plans sollicités par le quartier général de Franco, par l'intermédiaire d'un Britannique œuvrant pour le SIPM, Luis J. Bruce⁵⁷¹. Quant au vice-consul à Carthagène, William Leverkus, il est soupçonné de transmettre par

⁵⁶⁵ AHN, Giral, 3, N.151, tél. 900 de Pablo de Azcárate à José Giral, 16 novembre 1937 ; tél. 921 de Pablo de Azcárate à José Giral, 25 novembre 1937 ; lettre de John Leche à José Giral, 17 décembre 1937 ; lettre de José Giral à Julián Zugazagoitia, 12 janvier 1938 ; lettre de José Giral à Julián Zugazagoitia, 18 janvier 1938 ; lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 20 janvier 1938 ; lettre de Pablo de Azcárate à José Giral, 20 janvier 1938 ; lettre de John Leche à José Giral, 23 mars 1938.

⁵⁶⁶ *Ibid.*, lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 4 février 1938.

⁵⁶⁷ *Ibid.* lettre de Julián Zugazagoitia à José Giral, 11 mars 1938.

⁵⁶⁸ *Ibid.*, note verbale de John Leche à José Giral, 11 janvier 1938.

⁵⁶⁹ Matthew McDonald, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 51.

⁵⁷⁰ C. E. Lucas Phillips, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, *op. cit.*, p. 183.

⁵⁷¹ Carlos Píriz, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, *op. cit.*, p. 91 et 177.

l'intermédiaire de la Royal Navy des lettres de militaires ou de marins de la base navale adressées à des membres de leur famille résidant en zone rebelle, ces lettres échappant ainsi à la censure républicaine⁵⁷². Dans ce cas, la frontière entre humanitaire et espionnage est particulièrement floue. Il n'en demeure pas moins que les cas de collusion entre la représentation britannique et l'espionnage franquiste semblent bien moins nombreux que dans le cas français. Les diplomates et les consuls britanniques paraissent avoir observé une plus grande correction, ou du moins leur activité a laissé peu de traces dans les archives espagnoles ou britanniques.

Conclusion

L'intervention humanitaire du corps diplomatique français durant la guerre d'Espagne est donc le reflet d'un engagement déterminé en faveur du camp franquiste. Outre le déséquilibre observé dès les premiers mois de la guerre, lorsque les agents du Quai d'Orsay concentrent leurs efforts sur l'asile diplomatique et les évacuations de réfugiés, cette action humanitaire se couple d'une activité clandestine en appui des services de renseignement rebelles. Cet engagement, essentiellement idéologique, est principalement le fait d'auxiliaires bénévoles de l'ambassade et des consulats, qui prennent les plus grands risques en supervisant les évacuations clandestines, en transportant de la correspondance de part et d'autre de la ligne de front ou en favorisant l'évasion de capitaux. Ces auxiliaires y trouvent aussi leur compte, notamment financièrement, bénéficiant de la corruption, de rétribution, mais aussi d'un cadre propice au développement des trafics et de la contrebande. Néanmoins, il ne faudrait pas en déduire que ces activités sont le résultat d'initiatives individuelles. Elles bénéficient de la couverture des représentants français en Espagne qui donnent à ces auxiliaires les moyens d'agir. L'accès à la valise diplomatique ou les laissez-passer qui leur permettent de développer leur action leur sont en effet accordés grâce aux complicités qu'ils trouvent au sein du corps diplomatique et consulaire. La position de collaborateur du consulat ou de l'ambassade leur apporte en outre une certaine protection face aux services de sécurité de la République espagnole. En cas d'arrestation, ils bénéficient en effet des démarches que le chef de poste effectue pour obtenir leur libération. Ils servent en réalité d'intermédiaires,

⁵⁷² AGA, MAE, Barcelona, « Archivo Reservado », 12/03089 RE25, rapport du SIM républicain au ministère d'État, 24 mars 1937.

susceptibles de porter le chapeau en cas d'arrestation, afin de prémunir le poste diplomatique et son personnel de carrière des conséquences d'un trop grand scandale.

Certains diplomates et consuls occupent néanmoins un rôle actif dans ces zones grises de l'humanitaire, et apparaissent étroitement liés aussi bien aux affaires d'espionnage qu'aux affaires de contrebande. Les collusions personnelles avec les services de renseignement franquistes sont nombreuses, bien que souvent dissimulées par des motivations humanitaires. Leur tolérance par la hiérarchie du Quai d'Orsay — quand ils ne bénéficient pas du soutien de certains cadres comme Charles Rochat et Émile Charvériat — laisse alors entrevoir une politique d'État. Les agents les plus compromis, comme Jean Herbette, René Bonjean, Robert Lecq, Emmanuel Neuville et Jacques Pingaud, bénéficient finalement d'une évidente impunité. Si certains sont remplacés, comme Herbette et Pingaud, c'est principalement pour des raisons d'ordre politique : c'est le résultat conjoint de mobilisations politico-médiatiques en France et de demandes répétées du gouvernement espagnol qui sollicitent leur rappel. Quant à René Bonjean et Robert Lecq, les reproches qui leur sont adressés pour leur usage de la valise diplomatique se concentrent surtout sur les liens qu'ils entretiennent avec le bijoutier Alexandre Grassy, et sur les soupçons de contrebande et d'un éventuel enrichissement personnel qui en découlent. Cette protection et les facilités dont ils disposent au sein du Département, suggèrent qu'ils agissent dans le cadre d'une politique officieuse validée par la hiérarchie du Quai d'Orsay. Cette hypothèse est renforcée par l'implication des services spéciaux militaires ou de leurs « honorables correspondants » dans ces activités clandestines. Les liens que le Deuxième Bureau tisse avec l'espionnage franquiste sont en effet nombreux, et donnent lieu à la mise en place d'un « modus-vivendi » qui connaît néanmoins quelques remous. Si la collusion professionnelle et idéologique semble évidente, l'intérêt pour le renseignement militaire d'investir ce domaine consiste également à cartographier des réseaux d'information rebelle et à lutter contre l'influence allemande et, dans une moindre mesure, italienne.

C'est peut-être dans ce dernier aspect que réside l'une des explications à l'engagement bien plus massif que l'on observe au sein de la représentation française, par rapport à son homologue britannique. Alors que la Grande-Bretagne observe une politique de neutralité depuis le début de la guerre civile espagnole, elle dispose de moyens plus légaux et officiels pour s'assurer la neutralité du général Franco, rapidement perçu comme le futur vainqueur du conflit. La diplomatie et l'armée françaises doivent néanmoins composer avec un gouvernement de Front Populaire qui affiche publiquement sa solidarité avec l'Espagne

républicaine — à défaut de la rendre véritablement effective avant l'automne 1937 et l'hiver 1938. Dans ces conditions, ces deux administrations, dont les agents sont intimement convaincus, par idéologie contre-révolutionnaire comme par pragmatisme stratégique, de la nécessité d'établir des relations cordiales avec le régime franquiste, n'hésitent pas à recourir à d'autres moyens, plus officieux, pour parvenir à leurs fins. Les interventions humanitaires en constituent finalement le paravent le moins controversé, mais elles dissimulent une réalité bien plus inavouable : par ses collusions avec l'espionnage franquiste, une partie de l'administration française a contribué à l'isolement international et à la défaite militaire de la République espagnole, en contradiction totale avec la politique affichée par son gouvernement. Il reste désormais à en établir les responsabilités politiques. Les ministres qui se trouvaient à la tête de ces administrations et les présidents du Conseil successifs — Léon Blum, Camille Chautemps, Édouard Daladier, Yvon Delbos, Joseph Paul-Boncour, Georges Bonnet — avaient-ils connaissance de ce double jeu ? Le cautionnaient-ils ? Il est difficile de le savoir. Mais, dans le cas d'Yvon Delbos, plusieurs indices tendent à suggérer qu'il avait au moins une connaissance partielle des activités clandestines de ses agents par l'intermédiaire de son cabinet. Avait-il conscience de toutes leurs ramifications ? A-t-il été abusé par la couverture humanitaire sous laquelle elles se réalisaient ? Ces questions demeurent pour l'instant sans réponse.

Conclusions générales

Loin d'être impartiales, les interventions humanitaires françaises et britanniques durant la guerre d'Espagne apparaissent très largement déséquilibrées. Elles bénéficient en effet principalement aux partisans de la rébellion militaire et aux victimes des violences révolutionnaires, tandis que les forces de gauche qui subissent la terreur franquiste sont laissées pour compte. Ce déséquilibre trouve son origine dans la perception diplomatique des événements espagnols. Dès l'accession au pouvoir du Frente Popular en février 1936, ce dernier est en effet présenté comme une menace par la propagande contre-révolutionnaire déployée par les droites espagnoles – et plus généralement européennes. Les diplomates et les consuls en poste en Espagne sont alors particulièrement sensibles à ces discours, percevant la coalition de gauche comme un cheval de Troie de l'Union soviétique qui subvertit progressivement la société espagnole, plongeant le pays dans le chaos. Dans ces conditions, le soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936 apparaît à la majorité d'entre eux comme une opération de rétablissement de l'ordre bienvenue, minimisant ou légitimant la terreur qui l'accompagne. Cette dernière est en effet largement acceptée par les diplomates et les consuls. Pire, certains agents, comme le consul français à Séville, Georges Moraud, vont même jusqu'à l'occulter complètement dans leurs rapports, alors que plusieurs indices démontrent qu'ils en avaient pleinement connaissance. Ces derniers voient de fait la terreur franquiste comme un moyen radical pour conjurer la menace révolutionnaire qui pèse sur l'Espagne et menace de s'étendre au reste de l'Europe – à commencer par la France.

En effet, en se soulevant, les militaires rebelles ont provoqué la révolution qu'ils prétendaient empêcher. L'État républicain est ainsi affaibli par le coup de force de juillet 1936 et doit faire face à une fragmentation de son pouvoir quand les organisations ouvrières qu'il a armées s'emparent localement de l'administration de l'ordre public et de la justice et lancent un véritable processus révolutionnaire dans plusieurs régions. Ce processus s'accompagne aussitôt de violences qui visent à éliminer l'ennemi politique et de classe, qui appartient aux mêmes milieux sociaux que les représentants français et britanniques. Dans ces conditions, ces derniers sont saisis de peur, et perçoivent les organisations ouvrières et le camp républicain comme une menace directe contre l'ordre social auquel ils s'identifient. Le profil social et professionnel des diplomates et des consuls les rend particulièrement réfractaires au processus révolutionnaire qui s'empare de l'arrière républicain, tandis qu'ils s'avèrent proches socialement des soutiens de la rébellion militaire. Ainsi, malgré une orientation politique

plutôt libérale, les diplomates français et britanniques ne cachent pas leur sympathie pour l'insurrection franquiste, dont ils sous-estiment largement l'inscription idéologique. Une certaine solidarité de classe, mais aussi religieuse, prend le pas sur les considérations politiques.

Dans ce contexte, les représentants français et britanniques déploient spontanément une activité humanitaire en faveur des victimes des violences révolutionnaires. Leur intervention, d'abord destinée à leurs ressortissants, s'étend progressivement aux Espagnols qui fuient les comités ouvriers qui sévissent à l'arrière républicain. Cette extension comporte d'ailleurs dans un premier temps une dimension personnelle et intime, les premiers bénéficiaires appartenant à l'entourage des diplomates et des consuls, avant de s'étendre à d'autres bénéficiaires plus éloignés, selon le système de chaîne de connaissance décrit par Javier Rubio¹. Grâce à l'asile diplomatique et aux évacuations maritimes, les diplomates français et britanniques sauvent ainsi la vie de 30 000 à 35 000 Espagnols en territoires républicains. En revanche, les forces de gauche qui subissent de plein fouet la terreur militaire, pourtant beaucoup plus étendue que les violences révolutionnaires, ne bénéficient pas d'une aide similaire de la part des représentants étrangers, à de rares exceptions près. La violence administrée par les militaires rebelles apparaît en effet justifiée aux diplomates et aux consuls, qui considèrent qu'elle s'abat sur des bourreaux, réels ou potentiels, qu'il convient de stopper. La propagande d'atrocités déployée par le commandement insurgé dès les premiers instants de la guerre civile permet en effet de légitimer la politique de terreur qu'il déploie contre les organisations de gauche, accusées de se livrer à une véritable orgie de sang et de massacres. Dès lors, les représentants français et britanniques n'ont recours ni à l'asile diplomatique ni aux évacuations maritimes massives dans les territoires tombés aux mains des franquistes : les Espagnols sympathisant avec le camp républicain sont rapidement considérés « indésirables ». Les autorités françaises et britanniques se montrent alors très peu enclines à accueillir sur leur territoire les réfugiés républicains qu'elles soupçonnent de chercher à propager la révolution hors des frontières espagnoles.

L'attitude de ces diplomates vient donc interroger la rationalité et la qualité de l'information qu'ils produisent. Reprenant à Peter Jackson l'idée d'une « politisation du

¹ Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 164.

renseignement² », j'ai en effet tâché de montrer que l'information diplomatique passe à travers toute une série de filtres – sociaux, culturels, politiques, idéologiques – qui viennent en altérer la qualité. Les représentations héritées, les préjugés, la peur rendent ainsi les représentants étrangers plus sensibles à la propagande contre-révolutionnaire qu'ils reprennent souvent sans marquer une distance critique suffisante. Les soupçons portés contre l'aviation soviétique, lors de l'affaire Henny ou lors des bombardements de la zone internationale de Bilbao ou de l'ambassade britannique à Madrid, montrent particulièrement cette porosité. Néanmoins, cette dernière ne relève pas toujours d'une forme d'aveuglement, inconscient, des agents. La reprise de pans entiers de la propagande franquiste témoigne parfois d'une réelle complicité de la part de certains représentants étrangers. C'est notamment le cas des appels et initiatives humanitaires portés par les corps diplomatiques d'Hendaye et de Madrid, dont l'un des objectifs consiste bien souvent à remettre en cause la légitimité du gouvernement républicain espagnol, au bénéfice de la rébellion militaire. Ce dévoiement des principes humanitaires atteint son plus haut degré dans la collaboration active que certains agents – surtout français – apportent aux services de renseignement franquistes sous couvert d'humaniser la guerre.

Néanmoins, la fin du processus révolutionnaire en Espagne républicaine, la crainte que suscitent les interventions italienne et allemande aux côtés du général Franco, mais aussi l'indignation internationale causée par les bombardements de populations civiles poussent les gouvernements français et britannique à rééquilibrer leur action humanitaire en faveur du camp républicain à partir du printemps 1937. Ce rééquilibrage, tardif et incomplet, ne résiste certes pas à la politique d'apaisement incarnée par Neville Chamberlain, Lord Halifax et Georges Bonnet, en particulier à partir de 1938. Mais il trouve néanmoins son origine dans l'évolution de plusieurs représentants français et britanniques qui prennent des distances à l'égard des autorités franquistes et font preuve d'une certaine empathie à l'égard du gouvernement républicain espagnol et du gouvernement basque. Ces évolutions reposent d'ailleurs, à nouveau, sur des facteurs personnels. Ainsi, le consul britannique à Vigo, William Oxley, pourtant très favorable au soulèvement militaire à l'été 1936, déplore à partir du mois de novembre les exécutions qui touchent certains de ses proches qui ne correspondent pas au profil des miliciens et des « hordes communistes » dont il approuvait la répression. Quant au consul français à Malaga, Pierre Desmartis, s'il dénonçait en 1936 les violences

² Peter Jackson, « La politisation du renseignement en France, 1933-1939 », in Georges-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (dir.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Paris, Economica / Institut de stratégie comparée, 2001, p. 63-81.

révolutionnaires qui sévissaient dans la ville andalouse, il est écœuré par la terreur qu'il observe après l'entrée des troupes franquistes. Les employés du consulat, des Espagnols qui sont poursuivis pour leur appartenance à la franc-maçonnerie, participent très certainement à la prise de conscience du consul français. Dès lors, Oxley et Desmartis entreprennent d'évacuer certains Espagnols républicains, ce qui leur vaut d'être considérés comme *persona non grata* par les autorités franquistes. Si leur renvoi – dans le cas d'Oxley – ou leur assignation à résidence – dans le cas de Desmartis – les empêchent de mener à bien leurs activités, leurs exemples semblent confirmer l'importance primordiale des affinités personnelles dans l'engagement humanitaire.

Ces facteurs personnels et individuels expliquent également la plus grande empathie dont font preuve le conseiller de l'ambassade britannique, George Ogilvie-Forbes, en faveur du gouvernement de Francisco Largo Caballero, et le consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson, à l'égard du gouvernement basque. Les deux représentants ont en effet tissé des relations, sinon amicales, du moins cordiales avec leurs interlocuteurs républicains et basques. Ces relations leur permettent dès lors de faire preuve d'une certaine compréhension face à la position des autorités républicaines et basques, et de rendre compte auprès du Foreign Office de leurs efforts sincères de rétablir l'ordre et de préserver la vie de leurs populations, mais aussi de leurs adversaires. Cette posture empathique témoigne alors d'une moindre polarisation du personnel britannique par rapport au personnel français. En effet, jusqu'à la nomination d'Eirik Labonne en octobre 1937, il est difficile de trouver des traces d'empathie chez les agents français – à l'exception de Pierre Desmartis et, dans une moindre mesure, de René Castéran – qui se distinguent plutôt par leur engagement résolu en faveur des partisans de la rébellion militaire. Cette différence s'explique par la plus grande polarisation qui touche les diplomates français, en raison du contexte politique intérieur. Alors que la victoire du Front populaire a été suivie d'un mouvement de grèves sans précédent en mai-juin 1936, et que les mobilisations sociales se poursuivent les mois suivants, la crainte d'une contagion révolutionnaire par-delà les Pyrénées devient particulièrement prégnante. Dans ces conditions, les représentants français font preuve de défiance à l'égard des deux Fronts Populaires, d'autant plus lorsque le gouvernement français semble s'engager dans la voie d'un soutien à son homologue espagnol, en juillet 1936. À l'inverse, la rébellion militaire apparaît comme un moyen idoine pour étouffer dans l'œuf la révolution espagnole et empêcher sa diffusion dans le sud de la France. C'est cette crainte qui pousse de nombreux agents français – diplomatiques, consulaires et bénévoles – à collaborer avec l'espionnage franquiste, au gré de

relations personnelles souvent tissées avant la guerre civile. Mais cette compromission avec les services de renseignement rebelles n'est que l'élément le plus controversé. Ces agents déploient surtout une activité humanitaire particulièrement volontariste en faveur des victimes des violences révolutionnaires, que ce soit par l'intermédiaire de l'asile diplomatique ou des évacuations maritimes bien souvent clandestines, dont le gouvernement français assume entièrement le coût.

La diplomatie britannique semble adopter, en comparaison, une attitude plus réservée. Si ses interventions humanitaires demeurent déséquilibrées en faveur des partisans du général Franco, elle s'efforce de conserver une apparence de neutralité. Tandis qu'elle rejette l'asile diplomatique, elle effectue une partie importante des évacuations maritimes sous les auspices du CICR, ce qui lui permet de revendiquer une forme d'impartialité. Cette réserve s'explique peut-être également par un intérêt moindre pour ces questions du Foreign Office, qui n'entend pas subordonner les considérations politiques et diplomatiques aux considérations humanitaires. Mais cette différence permet surtout de réinterroger les positions britannique et française face à la guerre civile. Alors que les historiographies française et espagnole ont longtemps présenté la Grande-Bretagne comme le principal frein qui aurait empêché le gouvernement français d'adopter une politique plus favorable à l'égard de la République espagnole, l'influence britannique apparaît largement surévaluée. Le Quai d'Orsay est ainsi non seulement à l'origine de l'embargo sur les livraisons d'armes à destination de l'Espagne durant l'été 1936, mais tolère également la politique de rapprochement et de contacts officieux avec le général Franco, déployée par son ambassadeur Jean Herbette. Le Foreign Office semble au contraire soucieux de se coordonner étroitement avec son homologue français. Et si les politiques française et britannique divergent bien à partir de l'été 1937 et jusqu'au printemps 1938 – avec la nomination d'un nouvel ambassadeur en Espagne républicaine, Eirik Labonne, et l'ouverture de la frontière aux armes soviétiques –, il s'agit davantage d'une parenthèse, rapidement refermée lorsque le Quai d'Orsay, sous la direction de Georges Bonnet, se rallie à la politique d'apaisement. La diplomatie française adopte ainsi une politique qui lui est propre. Mais face à un gouvernement de Front populaire tiraillé par les organisations de gauche qui l'ont porté au pouvoir, elle utilise l'argument de l'alliance britannique pour imposer ses vues.

Certains historiens ont évoqué la « perfidie d'Albion », en raison de la « neutralité bienveillante » ou « malveillante » dont la Grande-Bretagne aurait fait preuve à

l'égard de la guerre civile espagnole³. Mais si le bilan de la diplomatie britannique apparaît effectivement défavorable à la République espagnole, elle se compromet cependant beaucoup moins que son homologue française. Alors que les agents du Foreign Office semblent agir de concert avec la politique adoptée par le gouvernement britannique – à quelques nuances près –, l'action des représentants français en Espagne apparaît quant à elle contradictoire avec la politique défendue publiquement jusqu'en avril 1938 par le Front Populaire et son chef de file, Léon Blum. Tandis que l'historiographie française a jusqu'à présent accordé une place centrale aux souvenirs des dirigeants socialistes proches de l'ancien président du Conseil, qui ont entretenu le mythe de l'amitié entre les deux Républiques sœurs⁴, il apparaît primordial de réviser cette interprétation « par le haut », en s'intéressant notamment aux rouages des administrations chargées de mettre en œuvre la politique espagnole de la France. Loin de l'image d'Épinal des larmes de Léon Blum, mobilisée par la mémoire socialiste de la guerre civile et du Front populaire, le cabinet français apparaît particulièrement timoré dans l'aide apportée à la République espagnole, y compris dans le volet humanitaire. Ainsi, si la pression de l'opinion publique le pousse à évacuer la population basque de Bilbao après le bombardement de Guernica – avec un léger retard sur le cabinet britannique –, la crainte des Espagnols « indésirables » prend rapidement le dessus, tandis qu'il cherche les moyens de se désengager après la chute de la capitale basque en juin 1937. Reste à distinguer désormais ce qui relèverait d'une duplicité des dirigeants politiques français alors au pouvoir ; et ce qui relèverait d'une impuissance à agir autrement face à des administrations – Quai d'Orsay et armée en premier lieu – qui rechignent à suivre une politique qu'elles récusent. La réalité se trouve probablement à mi-chemin.

Quoi qu'il en soit, il est clair que le bilan de la diplomatie française en Espagne penche nettement en faveur du général Franco, malgré la courte parenthèse ouverte par l'ambassade d'Eirik Labonne. Mais les diplomates français ne récoltent finalement pas les fruits de cette politique volontariste en faveur de la rébellion franquiste. Le nouveau pouvoir qui s'impose en Espagne à la fin de la guerre civile ne témoigne guère de reconnaissance à l'égard du Quai d'Orsay et de ses agents. Les négociations pour l'application des accords Bérard-Jordana s'avèrent particulièrement fastidieuses, alors que la neutralité de l'Espagne ne

³ Douglas Little, *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985 ; Enrique Moradiellos, *Neutralidad benévola: El Gobierno británico y la insurrección militar española de 1936*, Oviedo, Pentalfa, 1990 ; Enrique Moradiellos, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996.

⁴ Pierre Salmon, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », thèse de doctorat, Université de Caen-Normandie, Caen, 2021, p. 77-122.

paraît pas garantie face à la menace d'une Seconde Guerre mondiale⁵. Le consul à Madrid, Jacques Pigeonneau, est même agressé par des officiers et des militants phalangistes dans un café de la capitale en juillet 1939⁶. Mais surtout, les représentants français se plaignent du manque de reconnaissance par l'Espagne franquiste du rôle humanitaire que la France a joué durant la guerre civile. En juillet 1940, Pigeonneau regrette avec une certaine amertume le « silence le plus complet » que la presse espagnole observe sur l'asile diplomatique et les évacuations maritimes assurés par la France, au moment même où elle rend hommage à l'action de l'ambassadeur chilien, Aurelio Núñez Morgado⁷. C'est d'ailleurs ce manque de reconnaissance qui pousse certains agents à prendre la plume et à livrer leurs souvenirs. Ainsi, le consul à Bilbao, René Castéran, conclut son manuscrit en émettant le vœu que, « quelles que soient les passions encore vives soulevées par ce bouleversement qui a si profondément troublé la vue de nos voisins, quelles que puissent être encore demain leurs rivalités intérieures, leur idéologie politique, leur régime économique et social, qu'il nous suffise de penser qu'en assurant à notre pays l'affection de quelques cœurs reconnaissants, la générosité française aura contribué, dans la plus large mesure, au rapprochement de deux peuples qui sont faits pour s'aimer ! ...⁸ »

Mais c'est l'ancien agent consulaire à Tarragone, José María Merelo de Barberá, qui dissimule le moins son amertume quand il déplore que l'« ingratitude des personnes sauvées par nous a été en général le seul prix reçu par la France pour les services accomplis par ses agents diplomatiques et consulaires en Espagne⁹ ». C'est pourquoi il entreprend, dès 1941, de faire le récit de l'action humanitaire du consulat général de France à Barcelone, dans un but évident de remédier à ce qu'il perçoit comme une injustice. Il entend ainsi sauver de l'oubli et de « l'obscurité » « la mission altruiste remplie par la France, pendant les terribles journées rouges en Catalogne », afin d'attirer sur elle « l'attention du Généralissime Franco et de la nation espagnole ». Il ne dissimule pas que ces actions ont été entreprises « en entière contradiction » avec les « penchants néfastes » dont le gouvernement de Front Populaire a fait preuve à l'égard des « rouges » : il s'agissait exclusivement de « protéger les partisans du

⁵ Michel Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 40-63.

⁶ CADN, Madrid, C1, 38, tél. d'Antoine Taddéi au Quai d'Orsay, 9 juillet 1939 ; dép. de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 10 juillet 1939 ; et tél. 201-204 de Jacques Pigeonneau au Quai d'Orsay, 14 juillet 1939.

⁷ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, note de Jacques Pigeonneau, 23 juillet 1940.

⁸ René Castéran, « Souvenirs d'Espagne », Bilbao, mai 1939.

⁹ CADN, Barcelone, B, 43, « L'Espagne et la France. L'œuvre humanitaire accomplie par le Consulat Général de France à Barcelone, pendant la Guerre Civile espagnole », par José María Merelo de Barberá (1941).

Généralissime Franco en les arrachant à la mort¹⁰ ». Les premiers paragraphes du manuscrit de Merelo de Barberá résument alors parfaitement toutes les ambiguïtés de l'action humanitaire des diplomates français durant la guerre civile espagnole qui, malgré le courage indéniable dont ils font preuve, s'avère très éloignée des principes de neutralité et d'impartialité censés la régir.

¹⁰ *Ibid.*

Annexes

Annexe méthodologique : construire une base de données relationnelles des réfugiés espagnols

Dans le cadre de ce travail de recherche, j'ai été amené à établir une base de données répertoriant les Espagnols protégés par la diplomatie française durant la guerre civile, qu'ils bénéficient de l'asile diplomatique ou qu'ils soient évacués à bord de navires français (notamment l'*Iméréthie II*) par les consulats. La constitution de cette base de données ne faisait pas partie, au départ, des objectifs que nous nous étions fixés avec mes directeurs de thèse. J'étais assez peu familier des méthodes quantitatives, qui constituaient un angle mort de ma formation scientifique. Malgré l'intérêt pour les « forces profondes » matérielles – notamment les relations économiques, la démographie et les migrations –, l'histoire des relations internationales y a peu recour¹. Elle s'appuie davantage sur les travaux mobilisant des approches quantitatives issus d'autres champs historiographiques : histoire économique, histoire de l'immigration, etc. Si le tournant opéré par l'histoire des relations internationales en direction d'une histoire sociale et culturelle de la diplomatie a permis récemment l'adoption de méthodes quantitatives, cette conversion a surtout pris la forme de prosopographies de diplomates, dont les méthodes sont plus directement inspirées de l'histoire de l'administration ou de l'histoire des élites². Aussi, l'emploi de méthodes quantitatives relevait d'un véritable impensé lorsque j'ai débuté ma thèse. Cependant, la découverte de listes de réfugiés embarqués par les consulats à bord de navires français dans plusieurs ports espagnols, ou bénéficiant de l'asile diplomatique à Madrid, m'ont progressivement amené à considérer sérieusement l'établissement d'une base de données afin de les quantifier. Ces listes, conservées pour l'essentiel dans les archives du consulat général de France à Barcelone et de l'ambassade de France à Madrid (CADN), permettaient en effet de répondre à un certain nombre de questions : combien d'Espagnols ont bénéficié des interventions humanitaires françaises ? Quand en ont-ils bénéficié ? Qui étaient-ils ? Etc.

C'est donc dans ce contexte que je me suis lancé, assez tardivement, dans la constitution de cette base de données, à partir de janvier 2022. Si je pouvais m'appuyer sur

¹ De manière significative, Robert Frank n'évoque à aucun moment les méthodes quantitatives dans son chapitre introductif sur l'historiographie des relations internationales. Robert Frank, « L'historiographie des relations internationales : des “écoles” nationales », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 5-40.

² Citons notamment les travaux d'Isabelle Dasque : Isabelle Dasque, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2020.

l'ouvrage de référence de Claire Lemerrier et de Claire Zalc³, j'ai surtout bénéficié de l'aide précieuse d'Aliette Roux, ingénieure de recherche de l'infrastructure de recherche PROGEDO-Loire. Cette dernière m'a accompagné tout au long de la constitution de la base de données et de son exploitation, que ce soit par l'intermédiaire des formations proposées par PROGEDO-Loire ou par le suivi et l'aide technique qu'elle m'a apporté pour la mise en place de certains outils ou la réalisation de certaines opérations⁴. À partir de mon projet de recherche et des questionnements qui le guidaient, nous nous sommes donc orientés vers la réalisation d'une base de données relationnelles. Ce choix se justifiait par la nécessité de lier entre elles plusieurs tables, en distinguant notamment les personnes bénéficiant des interventions humanitaires – « asilés » et « réfugiés évacués » – des modalités et formes de ces interventions – « embarquements », « centre d'hébergement », « évacuations d'asilés ». Nous reviendrons ensuite en détail sur ces tables et ces catégories. Nous avons ensuite fait le choix d'héberger cette base de données relationnelles à l'aide du système de gestion de base de données en ligne Heurist, logiciel en *open source* développé par l'université de Sydney et par le professeur Ian Johnson⁵. Ce logiciel offrait plusieurs avantages : outre la possibilité de publier ultérieurement la base de données en ligne, il permettait également à Aliette Roux d'intervenir à distance pour remédier à certaines difficultés. Une fois l'infrastructure de la base de données établie, j'ai entrepris de la remplir en octobre et novembre 2022.

Pour l'exploitation de ces données, nous avons fait le choix de nous tourner vers le logiciel R et son interface R Studio. Outre sa puissance de calcul, ce logiciel libre destiné aux traitements statistiques a l'avantage de permettre un suivi détaillé des requêtes réalisées à partir de la base de données, sans avoir à la modifier ; mais aussi de produire des visualisations graphiques. Comme je n'avais pas encore été formé à ce langage informatique, Aliette Roux a produit une première série de résultats en décembre 2022 à partir des indications et questions que je lui avais soumises lors de séances de travail en commun. J'ai néanmoins pu suivre en février et mars 2023 une formation d'initiation à R et à R Studio, qui m'ont permis d'acquérir les bases du langage R afin de réaliser de manière autonome plusieurs requêtes et d'affiner ainsi les questions et les résultats au fil de la rédaction. J'ai

³ Claire Lemerrier et Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008.

⁴ J'ai ainsi bénéficié des formations suivantes, proposées par PROGEDO-Loire et animées par Aliette Roux : « Initiation aux SIG (Systèmes d'information géographique) avec QGIS » (juin 2021) ; « Initiation aux bases de données relationnelles » (janvier 2022) ; « Initiation à R et à R Studio » (février-mars 2023).

⁵ <https://heuristnetwork.org/>, consulté le 28 juin 2023. Pour une introduction à Heurist, nous renvoyons au tutoriel proposé par Vincent Paillusson, « Introduction à Heurist », *Programming Historian* [en ligne], avril 2022. Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://programminghistorian.org/fr/lecons/introduction-a-heurist>.

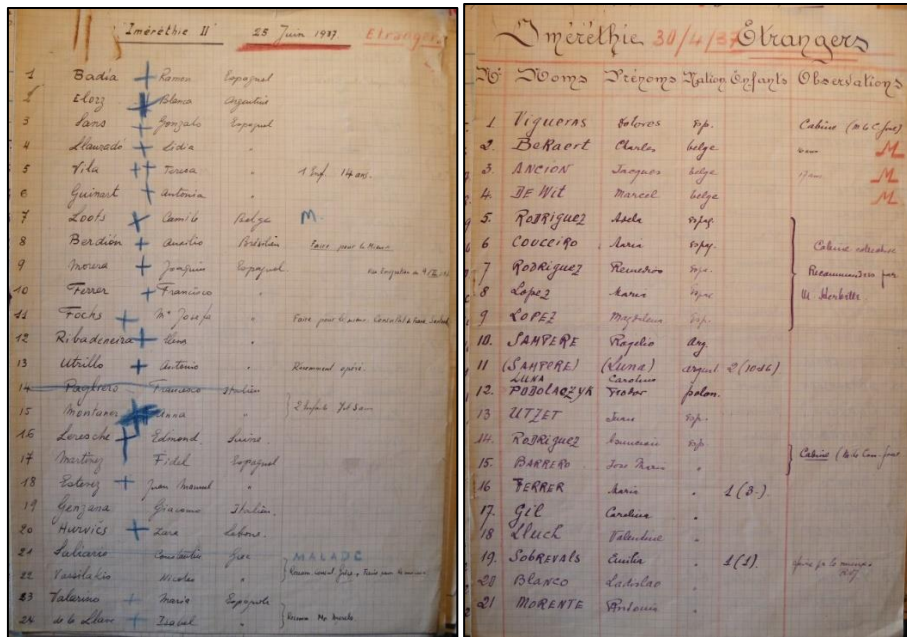
cependant continué à bénéficier de l'aide précieuse d'Aliette Roux lorsque je faisais face à des difficultés. Si les données ont été saisies dans une seule et même base, nous présenterons néanmoins séparément le cas des Espagnols bénéficiant de l'asile diplomatique de celui des Espagnols évacués par voie maritime par les consulats français, ces deux réalités faisant l'objet d'un traitement distinct dans cette thèse.

A. De la source à son encodage : limites et arbitrages.

1. Les réfugiés évacués par les consulats français

Nous commencerons par le cas des réfugiés embarqués à bords de navire par les consulats français en Espagne. Avec 7577 individus, la table des « Réfugiés évacués » de nationalité espagnole est en effet la plus importante de ma base de données. Elle a été établie à partir de listes d'embarquement ou de listes de réfugiés évacués, établies après la guerre. Les sources les plus abondantes de mon corpus concernent principalement les évacuations maritimes organisées par le consulat général de France à Barcelone. Elles sont de plusieurs natures. Nous avons d'abord utilisé les manifestes d'embarquement, conservés dans les archives du consulat au CADN⁶. Ces manifestes se présentent sous la forme de listes de réfugiés établies pour chaque embarquement, distinguant à chaque fois les Français des étrangers. Chaque liste précise ainsi le nom du bateau sur lequel sont embarqués les réfugiés (généralement l'*Iméréthie II*) et la date théorique de l'embarquement ou de l'appareillage. Ces listes contiennent également des informations sur les réfugiés : outre le prénom et le nom, elles comportent aussi une colonne précisant leur nationalité ainsi qu'une colonne pour les « commentaires » où sont indiqués plusieurs informations : nombre d'enfants les accompagnant (cette information fait parfois l'objet d'une colonne distincte), recommandation éventuelle d'une institution, nom de l'agent français ayant inscrit le réfugié sur la liste, dispositions spécifiques pour le voyage (notamment le placement en cabine à bord de l'*Iméréthie II*) et, dans de rares cas, les qualités notables du réfugié comme son occupation ou ses fonctions politiques (voir les photographies 51 et 52).

⁶ CADN, Barcelone, B, 43.



Photographies 50 et 51 : Exemples de manifestes d'embarquement⁷.

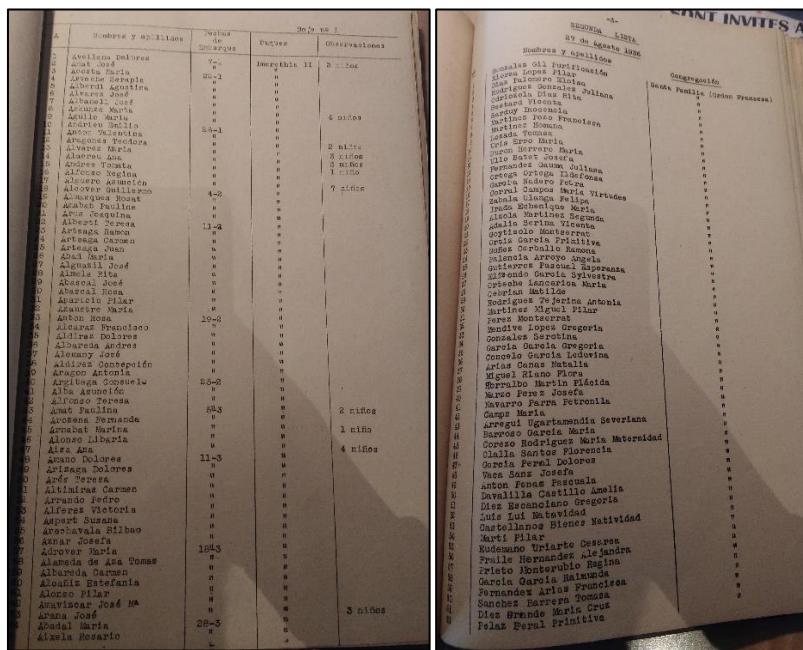
Ces manifestes sont complétés par des répertoires de réfugiés tenus par les agents du consulat. Ces répertoires précisent notamment le nom du réfugié, le bateau sur lequel il embarque et la date de son embarquement. Ils comportent à nouveau un section « commentaire » dans laquelle figurent des informations similaires à celles renseignées sur les manifestes d'embarquement (voir la photographie 53).

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S
Francisco Lupo	Jose	19-8	Festanié	Sabatina														
Aldaba	Salvador	21-8	in Palma	(dir. S. N. de P. M.)														
Alemany	Castella	Mercedes	11-8	Coste II														
5	Amatlla	Amalia	5	presencia	d'	d'												
Alfaro	Sando	Amopaso	4	d'	d'													
Ayala	de Ayala	Isaac	de 20	17-8	d'	Com. J. J. M. T. M.												
Aiguaviva	Ignacio	5	19-8	Tale														
d'	d'	filio	3	d'	d'													
d'	Miquel	2	20-8	Colbat	Rincob	A. T. M.												
d'	Alonso	5	21-2	d'	d'	d'												
Ayala	Antoni	2	24-8	d'	Sabatina	d'												
Ayala	Ayala	Francisco	de 11	30-8	Tousville	(dir. S. N. de P. M.)												
Ayala	Tale	26	5-9	Colbat	Palatina	A. T. M.												
Alex	Piñol	Qui	15-9	d'	F. B. I.	d'												
Amat	Alfonso	1	15-9	Tousville	Huay	d'												
Asoci	Bosco	M. Manuel	16	d'	d'	Guaymas	d'											
Altamira	Torre	A. Horro	19	d'	d'	Sanchez	d'											
Amoroso	Torre	Ignacio	17	d'	d'	Guaymas	d'											
Arnal	Joaquín	(dir. S. N. de P. M.)	19	d'	d'	Guaymas	d'											
Aquedo	José	Alfonso	1	d'	d'	d'												
Arasa	García	Paulo	15	d'	d'	Guaymas	d'											
Aranguel	Francisco	1	14-8	d'	d'	Palma	d'											

Photographie 52 : Extrait d'un répertoire listant les réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone⁸.

⁷ CADN, Barcelone, B, 43.

Les informations contenues dans ces manifestes d'embarquement et ces répertoires sont compilés après la guerre civile par le consulat général de France à Barcelone, qui établit les listes des réfugiés espagnols qu'il a évacués. Il s'agit de faire connaître aux nouvelles autorités franquistes l'action humanitaire réalisée par le poste en faveur de leurs partisans – dans un contexte où la France, qui vient de reconnaître le général Franco, cherche à normaliser les relations diplomatiques avec son gouvernement, de façon à garantir sa neutralité en cas de conflit avec l'Allemagne⁹. Ces listes font l'objet d'une publication à l'été 1939¹⁰. La publication compile par année et par ordre alphabétique les réfugiés espagnols évacués, recoupant les informations déjà mentionnées dans les manifestes et les répertoires. Dans une section séparée, elle liste également les religieuses espagnoles évacuées par le consulat¹¹. Outre la date d'embarquement et le nom du bateau sur lequel elles sont acheminées en France, ces listes précisent dans certain cas l'ordre religieux auquel elles appartiennent (voir les photographies 54 et 55).



Photographies 53 et 54 : Extraits des listes de réfugiés espagnols (à droite, les religieuses) publiées par le consulat général de France à Barcelone¹².

⁸ CADN, Barcelone, B, 50.

⁹ Michel Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, 1997.

¹⁰ CADN, Barcelone, B, 50, *Unas de las obras de Socorro del Consulado General en Barcelona durante los trágicos acontecimientos sufridos en España, 1936-1939*.

¹¹ Les listes de religieuses sont aussi conservées ici : CADN, Barcelone, B, 100.

¹² CADN, Barcelone, B, 50, *Unas de las obras de Socorro del Consulado General en Barcelona durante los trágicos acontecimientos sufridos en España, 1936-1939*.

Les informations concernant les évacuations réalisées par les autres consulats français en Espagne proviennent quant à elle des archives de l'ambassade de France à Madrid. Elles sont récoltées par l'ambassade auprès des postes consulaires en 1942, afin de répondre à un questionnaire du procureur de la « Causa General » instruite par le régime franquiste pour juger les crimes de la République espagnole et de la « terreur rouge ». Ce questionnaire demande aux représentations étrangères en Espagne de détailler leur action de protection en faveur des Espagnols exposés aux violences révolutionnaires. Les consulats de Valence, Bilbao et Malaga, ainsi que les agences consulaires de Santander, Almería et Linares adressent alors des listes de réfugiés espagnols ayant bénéficié des évacuations¹³. La qualité des informations transmises varie grandement d'un poste à l'autre. La liste transmise par le consulat de France à Valence est ainsi très parcellaire, ne mentionnant qu'une poignée de personnalités locales en vue. Les listes qui semblent les plus complètes sont celles dressées par les consulats de France à Bilbao et Malaga et par l'agence consulaire de France à Santander. Outre les noms et les prénoms des réfugiés, elles précisent généralement la date de leur embarquement et le nom du navire à bord duquel ils sont évacués.

Ces listes m'ont donc permis d'établir une base de données relationnelles comprenant plusieurs tables. La première une table répertorie les « réfugiés évacués » et les informations les concernant. Nous avons retenu les suivantes : prénom, nom, âge, genre, métier, catégorie professionnelle, ordre religieux, nombre d'enfants accompagnant le réfugié. Pour ce dernier champ, j'ai assigné une valeur numérique correspondant au nombre d'enfants indiqué en marge des listes de réfugiés (voir la photographie 52). Cet encodage explique la différence entre le nombre d'individus de la table des « réfugiés évacués » (7 577) et l'effectif total des réfugiés répertoriés (8 656). Cet effectif a été obtenu par l'addition des individus de la table « réfugiés évacués » et du nombre d'enfants répertoriés dans le champ « Nombre d'enfants accompagnant le réfugié ». Si la table comportait initialement d'autres informations (affiliations politiques, recommandations, liens de parentèle, etc.), nous avons décidé finalement de ne pas les retenir pour l'analyse, soit parce que les données recueillies étaient trop parcellaires et très peu représentatives (notamment pour les affiliations politiques), soit pour resserrer notre propos. La seconde table répertorie quant à elle les embarquements, précisant à chaque fois : la date d'embarquement, le lieu d'embarquement, le nom du bateau sur lequel les réfugiés embarquent, et la liste des réfugiés qui participent à cet embarquement (voir le schéma 56).

¹³ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6.

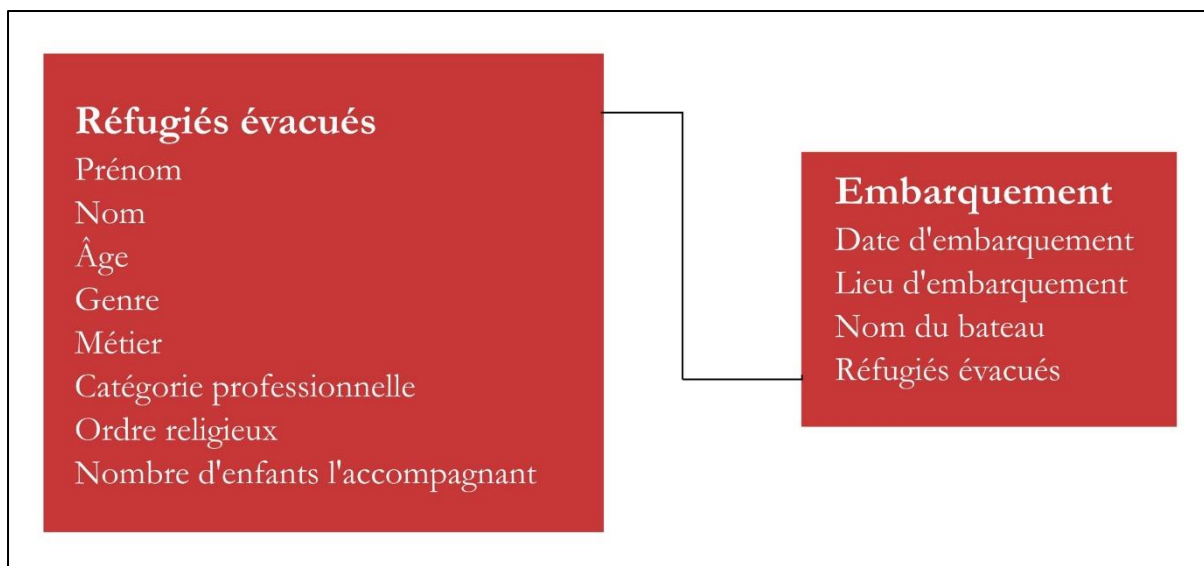


Schéma 55 : Schéma relationnel de la base de données sur les réfugiés évacués par voie maritime par les consulats français en Espagne.

Au moment de saisir les informations dans la base de données, j'ai été confronté à plusieurs difficultés qui m'ont conduit à effectuer des choix. Tout d'abord, l'âge n'est que très peu renseigné dans les sources consultées. Il ne m'a donc pas permis d'établir une pyramide des âges. J'ai néanmoins conservé cet élément dans la base de données, car il me permettait de distinguer dans certains cas les enfants des adultes. Ainsi, tous les individus dont l'âge était égal ou supérieur à 18 ans ont été considérés comme adultes, tandis que ceux dont l'âge était inférieur à 18 ans ont été considérés comme mineurs. Pour définir le nombre d'enfants évacués, j'ai donc additionné le nombre d'enfants apparaissant dans le champ « Nombre d'enfants l'accompagnant » au nombre de « réfugiés évacués » dont l'âge est inférieur à 18 ans. Les « réfugiés évacués » dont l'âge n'est pas précisé ont été considérés par défaut comme adultes.

Généralement, le genre des réfugiés n'apparaît pas non plus sur les listes d'embarquement, sauf dans les rares cas où la civilité (« Monsieur », « Madame », « Mademoiselle », « Señor », « Señora ») est mentionnée ; ou dans le cas des religieuses espagnoles évacuées par le consulat général de France à Barcelone, dont la qualité de « religieuses » nous renseigne sur leur genre. Nous avons donc fait le choix d'assigner un genre aux réfugiés évacués en fonction de leur prénom, encodant comme « femmes » les réfugiées portant des prénoms féminins, et comme « hommes » les réfugiés portant des prénoms masculins. Ce choix peut recouvrir certaines erreurs à la marge, notamment quand la base de données a été renseignée à partir de listes d'embarquement manuscrites. En fonction

de la graphie de l'agent, un « o » peut facilement devenir un « a » et un « Antonio » une « Antonia ». Lorsque c'était possible, j'ai donc tâché de comparer ces listes manuscrites aux listes publiées par le consulat. J'ai été également confronté à certains prénoms mixtes comme « Andrea ». Si ce dernier est davantage porté par des femmes, il peut également être porté par des hommes. Pour éviter de gonfler artificiellement une catégorie ou une autre, j'ai donc décidé de renseigner leur genre comme « inconnu ». Il en va de même des quelques réfugiés dont le prénom n'était pas précisé sur les listes, auxquels j'ai également attribué un genre « inconnu ».

Concernant les activités professionnelles des réfugiés, j'ai renseigné leur « métier » dans un champ de caractères libres, afin de rester au plus proche de la source, avant de les assigner à une catégorie professionnelle préétablie. Parmi ces catégories, nous retrouvons : les ouvriers ; les paysans et ouvriers agricoles ; les marins-pêcheurs ; les employés ; les artisans et commerçants ; les fonctionnaires ; les professions intermédiaires qualifiées ; l'encadrement technique ; les professions libérales ; les professions intellectuelles supérieures ; les hauts-fonctionnaires ; les banquiers et assureurs ; les industriels et directeurs d'entreprise ; les propriétaires ; les aristocrates ; les forces de police ; les militaires du rang ; les officiers ; les étudiants ; les religieux ; les sans-professions ; les « autres ». Quand le métier n'était pas renseigné, j'ai laissé vide le champ de la « catégorie professionnelle ». On touche ici à une autre limite de cette base de données : les professions sont vraisemblablement renseignées par les agents français eux-mêmes, sur la base de déclaration des réfugiés. Dans bien des cas, ils ne prennent pas la peine de préciser la profession. C'est d'autant plus le cas de femmes, dont l'activité professionnelle n'est généralement pas mentionnée – en dehors du cas spécifique des religieuses.

Pour les réfugiés qui apparaissaient comme « religieux », j'ai renseigné l'ordre religieux quand il était précisé. Pour cela, j'ai dressé un menu déroulant des ordres religieux mentionnés dans mes sources. Ces mentions sont généralement laconiques, parfois rédigées en français, parfois en espagnol. Dans certains cas, l'origine géographique de l'ordre est précisée (par exemple : « ordre français »), dans d'autres cas, non. Je me suis donc efforcé d'identifier chacun des ordres mentionnés ainsi que leur origine. La tâche n'était pas aisée, puisque l'ordre apparaît généralement sous sa forme abrégée. Les religieuses de l'ordre espagnol des « Servantes adoratrices du Saint-Sacrement et de la Charité » sont ainsi désignées comme « Adoratriz », tandis que les « Filles du Cœur de Marie » sont désignées sous l'appellation « Corazón de María ». Parfois, la traduction effectuée par les agents du

consulat pour les ordres français pose également problème. Les « Sœurs de la Sainte-Famille » sont ainsi alternativement mentionnées sous l'appellation « Santa-Familia » ou « Sagrada Familia ». J'ai donc tâché d'harmoniser ces données lors de leur exploitation à l'aide du logiciel R. Je dois néanmoins confesser ma qualité de néophyte en histoire religieuse : des imprécisions et des confusions dans le nom des ordres religieux ou leur origine ont pu se glisser dans nos résultats. Ils ne donnent donc, dans ce cas précis, qu'un premier aperçu qui mériterait d'être approfondi par des recherches complémentaires.

Enfin, j'ai également été confronté à quelques cas litigieux au moment de renseigner les embarquements : certains réfugiés apparaissaient dans plusieurs embarquements, sans qu'il soit d'ailleurs toujours possible de savoir s'il s'agissait de la même personne ou d'un homonyme. Quand les dates des embarquements étaient espacés de plus de deux semaines, j'ai considéré qu'il s'agissait d'homonymes. En revanche, quand les embarquements étaient rapprochés, j'ai considéré qu'il s'agissait de la même personne et j'ai décidé de ne les conserver que dans l'embarquement le plus récent. Plusieurs raisons justifient ce choix : parfois, plusieurs réfugiés d'une même liste embarquaient à une date différente. Ce décalage s'explique par la nature différente des sources mobilisées, et le conflit qui existe parfois entre elles. En effet, les manifestes d'embarquement, réalisés pendant la guerre, indiquent que certains réfugiés ont embarqué à bord d'un navire à une date « X », mais les listes compilées après la guerre indiquent pour leur part que ces mêmes réfugiés ont embarqué à une date « Y », généralement le lendemain ou le surlendemain de la date « X ». L'hypothèse que nous formulons est que le navire les transportant devait initialement appareiller à la date « X », mentionnée sur le manifeste, mais que son départ a été retardé d'un ou deux jours : dans ces conditions, les réfugiés auraient donc été évacués à la date « Y ». Dans d'autres cas, j'ai repéré des réfugiés qui avaient été inscrits sur les manifestes d'embarquement à une date « Z », mais n'ont finalement pas pu monter à bord du navire ce jour-là, et ont donc dû embarquer un autre jour.

2. Les asilés protégés par l'ambassade de France

Le cas des asilés protégé par la France à Madrid constitue le deuxième volet de ma base de données. À partir des archives diplomatiques françaises et des archives militaires franquistes, je suis ainsi parvenu à identifier 2 777 Espagnols qui ont trouvé refuge sous le pavillon tricolore. Cette identification a été facilitée par les listes dressées par les services de

l'ambassade et du consulat de France à Madrid en 1942, afin de répondre, là-encore, au questionnaire du procureur de la « Causa General » (voir *supra*)¹⁴. La première liste répertorie les réfugiés hébergés à l'hôpital Saint-Louis des Français, ainsi que dans les hôpitaux annexes ouverts en août 1936 qui en dépendent. La liste précise le nom, le prénom et la profession des réfugiés, ainsi que leur date d'entrée et leur date de sortie dans l'établissement. La seconde liste répertorie les asilés évacués de Madrid en direction de la France, avec les dates de départ approximatives (« Départs antérieurs au 1^{er} octobre 1936 » ; « départs du 1^{er} au 15 octobre 1936 » ; « départ du 13 décembre 1936 » ; « départs du 1^{er} octobre 1937 au 1^{er} février 1938 » ; etc.). Outre le prénom et le nom des asilés ainsi évacués, la liste précise parfois leur profession ou s'ils sont accompagnés d'enfants. Les archives de l'ambassade de France à Madrid conservent également la liste des asilés âgés de 18 à 45 ans ou militaires de carrières qui sont internés en France à Chomérac, à partir de mars 1938, après avoir été internés quelques mois à Caldetas, près de Barcelone. Cette liste ne comporte que les noms et les prénoms des asilés¹⁵. Elle peut être complétée par une liste répertoriant une partie de ces mêmes asilés, conservées dans les archives du consulat général de France à Barcelone : cette liste précise alors leur profession¹⁶. Enfin, j'ai également trouvé dans les archives des services de renseignement franquistes à Ávila une liste d'officiers espagnols hébergés par l'ambassade de France : cette liste, qui précise leur grade et leur arme, a été dressée dans le but d'organiser leur évasion d'Espagne républicaine¹⁷.

À partir de ces listes, j'ai pu établir une seconde base de données relationnelles composée de plusieurs tables. La principale répertorie tous les « asilés » qui figurent sur les listes rassemblées, précisant les renseignements suivants : prénom, nom, âge, genre, métier, catégorie professionnelle, nombre d'enfants accompagnant le réfugié. Cette table a été construite sur le même modèle que la table des « réfugiés évacués » (voir *supra*), avec les mêmes limites et les mêmes arbitrages. La seconde table répertorie les « centres d'hébergement » et les asilés qui y trouvent refuge (Lycée français de Madrid, hôpital Saint-Louis-des-Français, etc.). Afin de pouvoir renseigner la date d'entrée et de sortie de chaque asilé dans les centres d'hébergement – quand cette information était précisée – nous avons dû établir une troisième table, assurant la jonction entre la table « asilés » et la table « centre d'hébergement ». Nous avons enfin établi une quatrième table répertoriant les « évacuations

¹⁴ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6, dép. 8 d'André Montaudon à François Piétri, 29 janvier 1942.

¹⁵ CADN, Madrid, C1, 112, 11-6.

¹⁶ CADN, Barcelone, B, 87.

¹⁷ AGMAV, 2874,2.

d'asilés » : cette table répertorie, pour chaque évacuation, la liste des asilés qui y participent et la date à laquelle elle a lieu (voir le schéma 57). Nous considérerons que les asilés qui ne sont rattachés à aucun centre d'hébergement comme des asilés « légaux ». Bénéficiant des évacuations avec d'autres asilés « réels » (rattachés à des centres d'hébergement), ils correspondent bien à cette catégorie établie par Javier Rubio¹⁸.

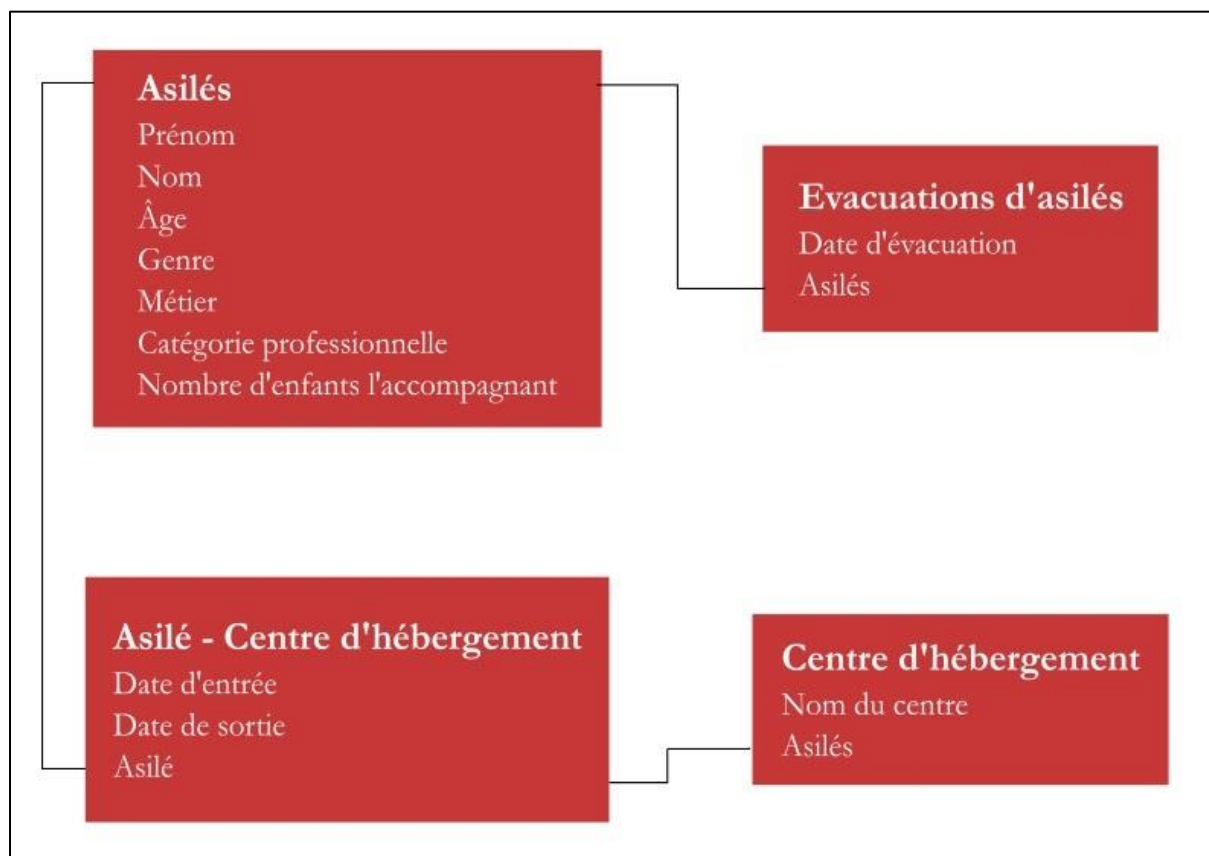


Schéma 56 : Schéma relationnel de la base de données sur les asilés de l'ambassade de France à Madrid.

B. Résultats

Les résultats de l'analyse de ces deux bases de données, résumés ici sous formes de tableaux, sont commentés dans le chapitre 7. Nous ne les commenterons donc pas ici.

¹⁸ Sur cette distinction, voir le chapitre 7, p. 509.

1. Les réfugiés espagnols évacués par les consulats français

Provenance des réfugiés évacués (par port)					
Lieu d'embarquement	Hommes	Femmes	Adulte (<i>genre non précisé</i>)	Enfants	Total
Alicante	0	4	0	0	4
Almería	5	5	0	1	11
Barcelone	1521	4239	107	1055	6922
Bilbao	271	500	6	187	964
Gijón	26	11	0	0	37
Malaga	122	227	0	25	374
Santander	104	148	0	64	316
Valence	22	5	1	0	28
Total	2071	5139	113	1333	8656

Tableau 14 : Les réfugiés espagnols évacués par voie maritime par les consulats français en Espagne.

Effectif des réfugiés évacués de Barcelone en fonction du moyen de transport						
Catégorie du moyen de transport	Nom du transport utilisé	Hommes	Femmes	Adultes (<i>genre non précisé</i>)	Enfants	Total
Navires de guerre (jusqu'au 25 sept. 1936)	Colbert	45	7	0	0	52
	Commandant Teste	42	27	1	0	70
	Dupleix	7	0	0	0	7
	Duquesne	19	24	4	7	54
	Fortuné	13	7	1	0	21
	Gouverneur Grévy	1	0	0	0	1
	La Palme	20	24	1	4	49
	Tourville	152	18	0	1	171
	Sous-total	299	107	7	12	425
Paquebots (du 22 juillet au 22 août 1936)	Chellah	11	8	4	5	28
	Djenne	3	3	4	0	10
	Sidi Mabronk	1	3	0	0	4
	Sous-total	15	14	8	5	42
Compagnie Paquet (à partir du 13 août 1936)	Corte II	111	132	7	16	266
	Anfa	244	867	50	188	1349
	Iméréthie II	841	3079	33	834	4787
	Sous-total	1196	4078	90	1038	6402
Autres moyens d'évacuations	Autocar de l'Ambassade	0	33	0	0	33
	Non précisé	11	7	2	0	20
	Sous total	11	40	2	0	53
Total		1521	4239	107	1055	6922

Tableau 15 : Effectif des réfugiés évacués de Barcelone en fonction du moyen de transport

Profil socio-professionnel des réfugiés (majeurs) de Barcelone						
Catégorie socio-professionnelle	Hommes	Femmes	Données inconnues	Total	Part des hommes (%)	Part des femmes (%)
Aristocrates	7	0	0	7	100	0
Autre	1	0	0	1	100	0
Banquiers et assureurs	4	0	0	4	100	0
Employés	2	0	0	2	100	0
Encadrement technique	3	0	0	3	100	0
Hauts fonctionnaires	4	0	0	4	100	0
Industriels et directeurs d'entreprise	14	5	0	19	74	26
Négociants	3	1	0	4	75	25
Officiers	2	0	0	2	100	0
Professions intellectuelles supérieures	5	0	0	5	100	0
Professions libérales	4	0	0	4	100	0
Religieux	23	1935	3	1961	1	99
NA	1449	2298	104	3851	38	60
NA	1521	4239	107	5867	26	72

Source : Base de données des réfugiés évacués par le consulat de France à Barcelone durant la guerre civile (1936-1939), constituée à partir des listes de réfugiés conservées au Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN/72PO/2/43, CADN/72PO/2/50, CADN/72PO/2/100). Réalisée sur Heurist par Nathan Rousselot ©.

Tableau 16 : Profil socio-professionnel des réfugiés de Barcelone.

Répartition des religieuses espagnoles en fonction de l'origine de leur ordre		
Origine de l'ordre	Effectifs	Part
France	647	46 %
Espagne	344	25 %
Autre	402	29 %
Total	1393	100 %

Tableau 17 : Répartition des religieuses espagnoles évacuées depuis Barcelone en fonction de l'origine de leur ordre (quand il est connu).

Évacuations (par mois) des réfugiés de Barcelone					
Mois	Hommes	Femmes	Adultes (<i>genre non précisé</i>)	Enfants	Total
Juillet 1936	20	23	14	5	62
Août 1936	245	435	13	21	714
Septembre 1936	292	419	22	95	828
Octobre 1936	71	164	19	48	302
Novembre 1936	73	137	7	74	291
Décembre 1936	65	161	1	75	302
Janvier 1937	84	374	4	114	576
Février 1937	129	327	6	79	541
Mars 1937	139	731	6	113	989
Avril 1937	126	394	10	159	689
Mai 1937	33	74	0	50	157
Juin 1937	103	341	3	87	534
Juillet 1937	70	115	0	68	253
Août 1937	12	82	0	19	113
Septembre 1937	13	207	0	11	231
Octobre 1937	10	23	0	6	39
Novembre 1937	14	23	1	8	46
Décembre 1937	13	75	0	15	103
Janvier 1938	7	70	1	7	85
Février 1938	2	31	0	1	34
Septembre 1938	0	33	0	0	33
Total	1521	4239	107	1055	6922
Part des réfugiés évacués après le mois de septembre 1937					5 %

Tableau 18 : Évacuation par mois des réfugiés de Barcelone.

2. Les asilés de Madrid

Effectif des asilés protégés par l'ambassade de France				
Asilés	Hommes	Femmes	Genre non précisé	Total
Asilés réels	1174	429	6	1609
Asilés légaux	323	839	6	1168
Total	1497	1268	12	2777

Tableau 19 : Effectif des asilés protégés par l'ambassade de France selon leurs catégories.

Profil socio-professionnel des asilés de Madrid (hommes et femmes)						
Catégorie socio-professionnelle	Hommes	Femmes	Genre non précisé	Total	Part des hommes (%)	Part des femmes (%)
Ouvriers	15	0	0	15	100	0
Paysans et ouvriers agricoles	9	0	0	9	100	0
Employés	95	0	0	95	100	0
Artisans et commerçants	47	0	0	47	100	0
Professions intermédiaires qualifiées	14	4	0	18	78	22
Fonctionnaires	19	0	0	19	100	0
Encadrement technique	44	0	0	44	100	0
Professions libérales	136	0	0	136	100	0
Professions intellectuelles supérieures	23	0	0	23	100	0
Hauts fonctionnaires	9	0	0	9	100	0
Banquiers et assureurs	3	0	0	3	100	0
Négociants	11	0	0	11	100	0
Industriels et directeurs d'entreprise	28	0	0	28	100	0
Propriétaires	4	0	0	4	100	0
Aristocrates	3	0	0	3	100	0
Forces de police	8	0	0	8	100	0
Militaires du rang	7	0	0	7	100	0
Officiers	109	0	0	109	100	0
Étudiants	97	1	0	98	99	1
Religieux	27	79	1	107	25	74
Sans profession	91	598	3	692	13	86
Autres	9	0	0	9	100	0
NA	689	586	8	1283	54	46
Ensemble	1497	1268	12	2777	54	46

Source : Base de données des asilés de l'ambassade et des consulats français en Espagne durant la guerre civile (1936-1939), constituée à partir des listes de réfugiés conservées au Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN/396PO/C1/112, 11-6 et CADN/72PO/2/87) et à l'Archivo General Militar de Avila (AGMAV,C.2874,2). Réalisée sur Heurist par Nathan Rousselot ©.

Tableau 20 : Profil socio-professionnel des asilés de Madrid.

Évacuation des asilés de Madrid avant la remise des listes au ministère d'État républicain				
Mois	Hommes	Femmes	Genre non précisé	Total
Août 1936	1	0	1	2
Octobre 1936	6	7	1	14
Décembre 1936	3	6	0	9
Janvier 1937	3	8	0	11
Février 1937	1	12	0	13
Mars 1937	2	7	0	9
Mai 1937	1	2	0	3
Juin 1937	4	4	0	8
Juillet 1937	10	37	0	47
Août 1937	6	23	0	29
Septembre 1937	1	75	1	77
Total	38	181	3	222
Évacuation des asilés de Madrid après la remise des listes				
Octobre 1937- février 1938	387	694	3	1 084
Bilan des évacuations				
Total	425	875	6	1 306
Part des asilés ayant été évacués avant la remise des listes (jusqu'en septembre 1937)				17 %
Part des asilés ayant été évacués après la remise des listes (à partir d'octobre 1937)				83 %

Tableau 21 : Tableau récapitulatif sur les évacuations des asilés de Madrid par l'ambassade de France.

Asilés qui ne séjournent que dans les hôpitaux français de Madrid				
	Hommes	Femmes	Genre non précisé	Total
Total	298	265	1	564

Tableau 22 : Asilés n'ayant séjourné que dans les hôpitaux français de Madrid.

Entrées dans les hôpitaux français de Madrid (par mois)				
Mois d'entrée	Femmes	Hommes	Genre non précisé	Total
Mars 1936	1	0	0	1
Juillet 1936	5	5	0	10
Août 1936	49	1	0	50
Septembre 1936	2	0	0	2
Octobre 1936	0	1	0	1
Novembre 1936	10	15	0	25
Décembre 1936	3	2	0	5
Janvier 1937	2	0	0	2
Février 1937	1	6	0	7
Mars 1937	5	6	0	11
Avril 1937	0	6	0	6
Mai 1937	10	4	0	14
Juin 1937	4	3	0	7
Juillet 1937	3	5	0	8
Août 1937	6	6	0	12
Septembre 1937	5	20	0	25
Octobre 1937	18	18	0	36
Novembre 1937	5	14	0	19
Décembre 1937	2	9	0	11
Janvier 1938	20	17	0	37
Février 1938	15	8	0	23
Mars 1938	16	13	0	29
Avril 1938	2	8	0	10
Mai 1938	4	19	0	23
Juin 1938	3	9	0	12
Juillet 1938	6	17	0	23
Août 1938	9	10	0	19
Septembre 1938	2	4	0	6
Octobre 1938	0	8	0	8
Novembre 1938	3	8	0	11
Décembre 1938	0	2	0	2
Janvier 1939	1	5	0	6
Février 1939	1	4	1	6
Mars 1939-03	1	1	0	2
Date d'entrée inconnue	52	51	0	103
Total des entrées	266	305	1	572
Part des entrées après le début des évacuations officielles (à partir d'oct. 1937)				49 %
Part des entrées après la fermeture du lycée français (à partir de janv. 1938)				38 %

Tableau 23 : Tableau récapitulatif des entrées d'asiliés dans les hôpitaux français de Madrid.

Annexes

I. La représentation française en Espagne (tableaux récapitulatifs)

1. Une ambassade de France itinérante

L'ambassade de France à Madrid (juin 1936)		
Ambassadeur		Jean Herbette
Personnel diplomatique	Conseiller	Adrien de Lens
	Premier secrétaire	René Bonjean
	Deuxième secrétaire	Jacques-Émile Pâris
	Consul adjoint	François Arnould
	Vice-consul archiviste	Maurice Rivoire
	Chiffreur	Antoine Taddéi
Services attachés	Attaché militaire	Col. Louis Jouart
	Attaché naval	Lt. de vaisseau Raymond Moullec
	Attaché commercial	Jean Juge (remplacé par Louis Tisseau le 1 ^{er} juillet 1936).

Tableau 24 : Personnel de l'ambassade de France à Madrid (juin 1936)

L'ambassade de France à Ciboure / Saint-Jean-de-Luz (août 1936 – septembre 1937)		
Ambassadeur		Jean Herbette
Personnel diplomatique	Conseiller	Jean-Baptiste Barbier (août-décembre 1936)
	Premier secrétaire	René Bonjean (à partir de novembre 1936)
	Deuxième secrétaire	Jacques-Émile Pâris (août-décembre 1936)
	Consul adjoint	François Arnould
	Vice-consul archiviste	Maurice Rivoire
Services attachés	Attaché naval	Lt. de vaisseau Raymond Moullec

Tableau 25 : Personnel de l'ambassade de France à Ciboure et Saint-Jean-de-Luz
(août 1936 – septembre 1937)

L'ambassade de France à Madrid (août-décembre 1936)		
Chargés d'affaires <i>ad interim</i>		René Bonjean (août-octobre 1936) puis Emmanuel Neuville (octobre-décembre 1936)
Personnel diplomatique	Chiffreur	Antoine Taddéi
Services attachés	Attaché militaire	Lt.-Col. Henri Morel (août-novembre 1936)
	Attaché de l'air adjoint	Cdt. Pierre Cahuzac (septembre-octobre 1936)
	Attaché commercial	Louis Tisseau (jusqu'en octobre 1936)

Tableau 26 : Personnel de l'ambassade de France à Madrid (août-décembre 1936)

L'ambassade de France à Valence (janvier-octobre 1937)		
Chargés d'affaires <i>ad interim</i>		Jean-Baptiste Barbier (janvier-avril 1937) puis Jean Payart (mai-octobre 1937)
Personnel diplomatique	Deuxième secrétaire	Jacques-Émile Pâris
	Consul	Georges Monjou (à partir de juin 1937)
Services attachés	Attaché militaire	Lt.-Col. Henri Morel
	Attaché de l'air adjoint	Cdt. Georges Mairey (à partir de février 1937)
	Attaché commercial	Louis Tisseau (à partir de février 1937)

Tableau 27 : Personnel de l'ambassade de France à Valence (janvier-octobre 1937)

L'ambassade de France à Barcelone (novembre 1937 - février 1939)		
Ambassadeurs		Eirik Labonne (novembre 1937 – octobre 1938) puis Jules Henry (décembre 1938 – février 1939)
Personnel diplomatique	Conseillers	Jean Payart (jusqu'en janvier 1938) puis Jacques Fouques-Duparc (à partir de janvier 1938)
	Deuxièmes secrétaires	Jacques-Émile Pâris (jusqu'en février 1938) puis Jacques Pigeonneau (février-avril 1938)
	Consuls adjoints / troisièmes secrétaires	François Arnould et Pierre Francfort (à partir de mai 1938)
	Vice-consul archiviste	Maurice Rivoire (à partir de mars 1938)
Services attachés	Attaché militaire	Lt.-Col. Henri Morel
	Attaché naval	Lt. de vaisseau Raymond Moullec
	Attaché de l'air	Lt.-Col. Félix Quir-Montfollet
	Attaché commercial	Louis Tisseau

Tableau 28 : Personnel de l'ambassade de France à Barcelone (novembre 1937 – février 1939)

Service détaché de l'ambassade de France à Saint-Jean-de-Luz (novembre 1937 – février 1939)		
Chargé d'affaires		René Bonjean
Personnel diplomatique	Vice-consul archiviste	Maurice Rivoire (jusqu'en mars 1938)

Tableau 29 : Personnel du service détaché de l'ambassade de France à Saint-Jean-de-Luz
(novembre 1937 – février 1939)

2. Évolutions de la représentation consulaire française en Espagne

Circonscription consulaire de Barcelone (1936-1939)	
<i>Consulat général de France à Barcelone</i>	
Consuls généraux	Jean Trémoulet (jusqu'en septembre 1936), puis Jacques Pingaud (septembre 1936-février 1938) et René Binet (à partir de février 1938)
Vice-consuls	Georges Monjou et Jules Bouyssel (à partir de septembre 1936)
Consul adjoint	Édouard Bourquin
Agent commercial	Camille Robin
<i>Agences consulaires</i>	
Gérone	Joseph Estève
Huesca	Paul Bert
Jaca et Canfranc	Juan Lacasa
Lérida	José Pujol
Mataro	José Miralpeix
Palamos / Sant Feliu de Guixols	Hugues de Martimprey
Port-Bou	M. Dustou
Puigcerdá	Buenaventura Grau
Saragosse	Roger Tur
Tarragone	José María Merelo de Barberá

Tableau 30: Personnel de la circonscription consulaire française à Barcelone.

Circonscription consulaire de Saint-Sébastien (1936-1939)	
<i>Consulat général de France à Saint-Sébastien</i>	
Consul général	Émile Lasmartres
Vice-consul	Robert Bogaërs
<i>Agences consulaires</i>	
Burgos	Manuel Payno
Irún	Georges Ducourau
Logroño	José San Juan Yecora
Pampelune	Celso Lorda
Victoria	Benito Yera y Santiyan

Tableau 31 : Personnel de la circonscription consulaire française de Saint-Sébastien.

Circonscription consulaire de Madrid (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Madrid</i>	
Consuls	Emmanuel Neuville (jusqu'en avril 1938) puis Jacques Pigeonneau
Vice-consul	Robert Lecq (jusqu'en octobre 1936 ; puis en février-juin 1937)
Chiffreur	Antoine Taddéi
<i>Agences consulaires</i>	
Daimiel	Max Cassin
Salamanque	M. Esperabe de Arteaga
Valladolid	M. Montaut

Tableau 32 : Personnel de la circonscription consulaire française de Madrid.

Circonscription consulaire de Bilbao (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Bilbao</i>	
Consul	René Castéran
Vice-consul	Antoine Moliné
<i>Agences consulaires</i>	
Gijón et Oviedo	Albert Paquet
Santander	André Van den Bronk
Santoña	Alfonso Albo

Tableau 33 : Personnel de la circonscription consulaire française de Bilbao.

Circonscription consulaire de La Corogne (1936-1939)	
<i>Consulat de France à La Corogne</i>	
Consul	Léon Pérétié
<i>Agences consulaires</i>	
Corcubión	Fernando Tanarro Sanz
El Ferrol	Matías Colón Antón Palacios
León	Angel Landeira
Lugo et Montforte de Lemos	Teotimo Merino Feijoo
Orense	Ricardo Cid Martínez
Saint-Jacques-de-Compostelle	Manuel Villar Iglesias
Vigo	Martial Cazaux
Villagarcía	Carlos Pozan
Vivéro	Jesús Franco Fernández

Tableau 34 : Personnel de la circonscription consulaire française de La Corogne.

Circonscription consulaire de Las Palmas (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Las Palmas</i>	
Consul	Henri Dorange
Attaché de consulat	Pierre Thiais
<i>Agences consulaires</i>	
Arrecife de Lanzarote	Miguel Armas
Santa Cruz de la Palma	José Duque Martínez
Santa Cruz de Tenerife	Jacques Bigourdan (jusqu'en janvier 1937) puis Lucien Lepeteur (à partir de février 1937)

Tableau 35 : Personnel de la circonscription consulaire française de Las Palmas.

Circonscription consulaire de Malaga (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Malaga</i>	
Consul	Pierre Desmartis (jusqu'en juillet 1938)
<i>Agences consulaires</i>	
Almería	Paul Cazard
Garrucha et Villaricos	Cleofas Barrueco
Grenade	Xavier Serre
Jaen et Linares	Louis François Marty

Tableau 36 : Personnel de la circonscription consulaire française de Malaga.

Circonscription consulaire des îles Baléares (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Palma de Majorque</i>	
Consuls	René Flandin (jusqu'en novembre 1936) puis Ernest Auvynet (à parti de novembre 1936).
<i>Agences consulaires</i>	
Alcudia	Jaime Arrom Bibiloni
Ciudadela	José Mir Giner
Ibiza	Ignacio Wallis
Port-Mahon	Carlos Moysi y Seuret

Tableau 37 : Personnel de la circonscription consulaire française des îles Baléares.

Circonscription consulaire de Séville (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Séville</i>	
Consul	Georges Moraud
<i>Agences consulaires</i>	
Algésiras	Frank Dupuy
Cadix	Lucien Sandrier
Cordoue	Rolland Cantais
Huelva et La Laja	Ernest de Fitte de Gariès
Jerez de la Frontera	Salvador Diez
Peñarroya	Joseph Le Rumeur
Puerto de Santa María	Alfonso Sancho y Penasco

Tableau 38 : Personnel de la circonscription consulaire française de Séville.

Circonscription consulaire de Valence (1936-1939)	
<i>Consulat de France à Valence</i>	
Consul	Maurice Marcassin
Vice-consuls	Charles Baufumé (jusqu'en août 1938) et Étienne Durand (à partir d'août 1937)
<i>Agences consulaires</i>	
Alicante	Gustave de Laigue (jusqu'en août 1936), François Domestici (jusqu'en novembre 1936), Robert Lecq (novembre 1936-février 1937 et juin 1937-juillet 1938), René Neuville (février-juin 1937).
Benicarló	Jean Boyer Canals
Carthagène	Élie Adam
Castellón de la Plana	Julio Alcón Fandos
Denia	Joseph Andrès
Gandia	Joseph Andrès
Murcie	Félix Vernet
Torre Vieja	Rafael Carasa Arana
Vinaroz	José Ramos Ten

Tableau 39 : Circonscription consulaire française de Valence.

II. La représentation britannique en Espagne (tableaux récapitulatifs)

1. L'ambassade britannique

L'ambassade de Grande-Bretagne à Madrid (juin 1936)		
Ambassadeur		Sir Henry Chilton
Personnel diplomatique	Conseiller	George Ogilvie-Forbes
	Premier secrétaire	Oswald Scott
	Troisième secrétaire	Angus Malcolm
	Vice-consul	John H. Milanes
Services attachés	Attaché militaire	Lt.-Col. Frederick Beaumont-Nesbitt
	Attaché naval	Cpt. Charles Hammill
	Attaché de l'air	Wing Commander Douglas Colyer
	Secrétaire commercial	Arthur Pack
	Secrétaire commercial adjoint	Keith Unwin
	Attaché honoraire	Thomas Dupree

Tableau 40 : Personnel de l'ambassade britannique à Madrid (juin 1936).

L'ambassade de Grande-Bretagne à Hendaye (1937)		
Ambassadeur		Sir Henry Chilton
Personnel diplomatique	Secrétaires	Angus Malcolm puis Geoffrey Thompson (à partir de juin 1937)
Services attachés	Secrétaire commercial	Arthur Pack

Tableau 41 : Personnel de l'ambassade britannique à Hendaye (1937).

L'ambassade de Grande-Bretagne à Hendaye (1938)	
Chargés d'affaires	Geoffrey Thompson (jusqu'en juillet 1938), Gilbert L. Rogers (à partir de juillet 1938)

Tableau 42 : Personnel de l'ambassade britannique à Hendaye (1938).

L'ambassade de Grande-Bretagne à Madrid (août-décembre 1936)		
Chargé d'affaires		George Ogilvie-Forbes
Personnel diplomatique	Vice-consul	John H. Milanes
Services attachés	Secrétaire commercial adjoint	Keith Unwin
	Attaché honoraire	Cpt. Edwin C. Lance

Tableau 43 : Personnel de l'ambassade britannique à Madrid (août-décembre 1936).

L'ambassade de Grande-Bretagne à Valence (1937)		
Chargés d'affaires		George Ogilvie-Forbes (jusqu'en février 1937), John Leche (à partir de février 1937)
Personnel diplomatique	Premier secrétaire	Geoffrey Thompson (jusqu'en juin 1937)
Services attachés	Attaché militaire adjoint	Cpt. Christen Albert de Linde
	Attaché de l'air adjoint	Fligh-Lt. Herbert Macdonald Pearson

Tableau 44 : Personnel de l'ambassade britannique à Valence (1937).

L'ambassade de Grande-Bretagne à Barcelone (1938)		
Ministres plénipotentiaires, chargés d'affaires		John Leche (jusqu'en octobre 1938), puis Ralph C. S. Stevenson (à partir de novembre 1938)
Personnel diplomatique	Secrétaires	Angus Malcolm
		William Sullivan
		A. H. Ballyntine
Services attachés	Attaché militaire	Major Edmund Charles Richard
	Attaché honoraire	Denys Cowan

Tableau 45 : Personnel de l'ambassade britannique à Barcelone (1938).

Agence britannique à Burgos (1938)	
Agent du gouvernement britannique	Sir Robert Hodgson
Assistant	Cecil B. Jerram
Assistant	T. W. Pears

Tableau 46 : Personnel de l'agence britannique à Burgos (1938).

2. La représentation consulaire britannique en Espagne

Circonscription consulaire de Barcelone (1936-1939)	
<i>Consulat général de Grande-Bretagne à Barcelone</i>	
Consul général	Norman King puis F. M. Sheperd.
Vice-consuls	Edgar Vaughan
	Frederick Everson
	John W. Witty
<i>Vice-consulats</i>	
Alicante	Hugo C. Brooks
Gandia	Francisco Romaguera
Palma de Majorque	Lt.-Commander Alan Hillgarth
Port-Mahon	Carlos Moysi-Seuret
Sant Feliu de Guixols	José Sibils
Tarragone	Ignacio Navarro
Valence	William Sullivan (consul)

Tableau 47 : Personnel de la circonscription consulaire britannique de Barcelone.

Circonscription consulaire de Bilbao (1936-1939)	
<i>Consulat de Grande-Bretagne à Bilbao</i>	
Consul	Ralph C. Stevenson (jusqu'en juin 1937)
Vice-consul	John H. Innes
Pro-consul	Ángel Ojanguren
<i>Vice-consulat à Saint-Sébastien</i>	
Vice-consul	Harold Goodman
<i>Consulat à Santander</i>	
Consul	Thomas Bates

Tableau 48 : Personnel de la circonscription consulaire britannique de Bilbao.

Circonscription consulaire de Malaga (1936-1939)	
<i>Consulat de Grande-Bretagne à Malaga</i>	
Consul par intérim	John G. Clissold
<i>Vice-consulats</i>	
Almería et Adra	Magnus R. Harrison
Carthagène	William Leverkus
Linares	Hugh C. Holberton

Tableau 49 : Personnel de la circonscription consulaire britannique de Malaga.

Circonscription consulaire des îles Canaries (1936-1939)	
<i>Consulat de Grande-Bretagne à Santa Cruz de Tenerife</i>	
Consul	Harold Patteson
Vice-consul	Eric L. Fox
<i>Consulat de Grande-Bretagne à Las Palmas et Puerto de la Luz</i>	
Consul	Sydney H. M. Head
Vice-consul	Manuel Moniz
<i>Vice-consulat</i>	
Orotava	Thomas M. Reid

Tableau 50 : Personnel de la circonscription consulaire britannique des îles Canaries.

Circonscription consulaire de Séville (1936-1939)	
<i>Consulat de Grande-Bretagne à Séville</i>	
Consul	Frederick G. Coultas
Vice-consul	Eustace G. H. Formby
<i>Vice-consulats</i>	
Algesiras	E. G. Beckingsale
Cadix	H. W. Sanderson (vice-consul) Robert A. Black (pro-consul)
Huelva	Cpt. John Morrison (vice-consul) Francis K. Haselden (pro-consul)
Jerez de la Frontera	Cpt. Guy Dingwall Williams (vice-consul) Thomas E. Spencer (pro-consul)
La Linea	John Scaniglia (pro-consul)

Tableau 51 : Personnel de la circonscription consulaire britannique de Séville.

Circonscription consulaire de Vigo (1936-1939)	
<i>Consulat de Grande-Bretagne à Vigo</i>	
Consul	William Oxley (jusqu'en février 1937)
Vice-consul	Peter Carins
Pro-consul	Vicente Guillen
<i>Vice-consulats</i>	
La Corogne	Henry Guyatt (vice-consul) Henry J. Guyatt (pro-consul)
Gijón	Arthur Lovelace (vice-consul) James M. R. Lovelace (pro-consul)

Tableau 52 : Personnel de la circonscription consulaire britannique de Vigo.

III. Autres documents

1. *Courriel de François Castéran*

Sujet : Re: À propos de vos grands-parents
De : françois casteran <françois.casteran@gmail.com>
Date : 08/04/2022, 11:15
Pour : Nathan Rousselot <nathan.rousselot@univ-nantes.fr>

Bonjour Monsieur Rousselot

Voici quelques informations éparées sur la famille de mon grand-père et de son épouse:

Jean René Emile Castéran est né à Bordeaux le 31 juillet 1885.
 Ses parents sont François Castéran dit "Bérot" né à Nistos (Hautes-Pyrénées) le 24 septembre 1849 et décédé le 30 octobre 1900 à Bordeaux. Sa femme est Anne Lespès née à Astaffort (Lot et Garonne) le 30 novembre 1859 et décédée le 1er décembre 1952 à Mérignac (Gironde) Ils sont boulangers à Astaffort.

Luisa Castéran née en 1891 au Mexique épouse en premières noces Charles de Clerfayt (1876-1918)
 Ils auront deux enfants Daniel et Anita.
 Elle épouse René Castéran alors que celui-ci est vice-consul de France à Monaco. Ils auront quatre enfants (Liliane, Nicole, Hubert-mon père- et Claudie).
 Luisa est la fille de Frédéric Badoureau qui a accumulé un très grande fortune dans le commerce avec l'Amérique centrale et surtout avec le Mexique où sont nés Luisa et son frère Gustave mort sur le front en 1914 à l'âge de 20 ans.
 Il est adjoint au maire du Havre et siège sur le même banc que René Coty futur président de la république.
 Pour les besoins de ses affaires il se fait nommer consul du Costa Rica et du Honduras au Havre. Il prend sa retraite à Monaco où il possède deux hôtels particuliers.

Sur la carrière de René Castéran, je sais qu'il a été boursier d'espagnol et d'anglais de la chambre de commerce de Bordeaux avant de se former à la diplomatie à Caracas, Porto, Naples et Le Caire. Il est ensuite nommé à Monaco, Lausanne, au département français de la SDN puis Bilbao, Barcelone et Caracas.

J'espère avoir pu vous aider un peu dans vos travaux de recherche.
 Bien cordialement
 F. Castéran

2. *L'évasion de la famille Junca. Dépêche de Jacques Pingaud*

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES 21 MARS 37.

Sous-direction d'Europe
N° 187

CONFIDENTIELLE

LE CONSUL GERANT LE CONSULAT GENERAL DE FRANCE A BARCELONE
À SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

a/s : famille JUNCAL. –

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de Sa dépêche confidentielle du 19 février dernier sous le N°I95 et le présent timbre.

En ce qui concerne M. JUNCAL, il me paraît assez difficile de répondre sans l'avoir vu, c'est-à-dire sans m'être rendu compte de son allure et de son âge approximatif. J'emploie, en effet, soit directement, soit avec le concours du Commandant de l'Iméréthie, des procédés divers appropriés à la silhouette des intéressés ou à leur degré de notoriété locale. Il pourrait évidemment passer la nuit précédant son départ au Consulat au cas où il répondrait à peu près aux conditions nécessaires.

La question de sa femme et de sa fille paraît plus délicate à résoudre du point de vue de l'hébergement comme de celui de l'embarquement. Nous étudions précisément, le Commandant Quiriconi et moi, nos stratagèmes antérieurs épuisés, le moyen de faciliter aux femmes leur évacuation sur la France. Toutes celles que j'ai pu ces derniers temps mettre à bord avaient, par ma patiente entremise, obtenu des passeports ou des laissez-passer. Il m'a été donné quelquefois aussi de procéder par échange direct.

Resterait présentement, et une solution de déguisement mise à part, possible la délivrance de passeports individuels (peu à recommander) ou mieux l'apposition des photographies des intéressés sur des passeports Français ou Françaises rentrant en France. La police locale, et plus exactement les Comités de Contrôle, et la Délégation d'Etat font toujours preuve en cette matière d'une grande vigilance et nous demandent parfois à prendre connaissance en chancellerie de l'immatriculation des suspects sur nos registres ; il y aurait donc lieu de pourvoir à cette documentation préventive.

En tout état de cause, il serait indispensable qu'à défaut de M. JUNCAL quelqu'un des siens puisse prendre contact avec moi de manière à me donner le temps de régler à l'avance le scénario. Les lendemains de départ de l'Iméréthie II, en effet, ou même le dimanche soir, nous disposons de facilités plus grandes que la veille ou le jour de l'appareillage du paquebot, ce Consulat Général étant particulièrement surveillé ; il est en outre certaines questions de détail matériel et psychologiques à régler soigneusement afin de limiter, comme nous avons pu le faire jusqu'à présent, les risques et d'éviter l'incident grave dans ces tâches humanitaires./.

Source : CADN, Barcelone, B, 101.

Chronologie

1936

7 janvier	Dissolution des Cortes et lancement de la campagne électorale
15 janvier	Officialisation du pacte électoral du Frente Popular
16 février	Élections législatives. Victoire du Frente Popular
19 février	Formation du gouvernement de Manuel Azaña
21 février	Amnistie des prisonniers politiques
8 mars	Début de la conspiration militaire
14 mars	Arrestation des dirigeants de la Falange Española
3 mai	Victoire du Front Populaire en France
10 mai	Élection de Manuel Azaña à la présidence de la République espagnole
11 mai	Début des grèves de mai-juin 1936 en France
13 mai	Formation du gouvernement de Santiago Casares Quiroga
25 mai	Premières instructions du général Mola
4 juin	Formation du gouvernement de Léon Blum : Yvon Delbos devient ministre des Affaires étrangères
17 et 18 juillet	Soulèvement militaire au Maroc et en Espagne
19 juillet	Formation du gouvernement de José Giral : Augusto Barcia devient ministre d'État
20 juillet	José Giral demande des armes au gouvernement français Début des opérations d'évacuation réalisées par la Royal Navy
21 juillet	Création à Barcelone du Comité Central des Milices Antifascistes Début des opérations d'évacuation réalisées par la Marine française
1 ^{er} août	La France propose un pacte de non-intervention à la Grande-Bretagne et à l'Italie.

8 août	Le gouvernement français adopte un embargo sur les armes à destination de l'Espagne
18 août	Première réunion du Corps diplomatique à Hendaye
22 août	Exécutions de prisonniers de la Carcel Modelo de Madrid
29 août	Premier appel humanitaire du Corps diplomatique à Hendaye
4 septembre	Formation du gouvernement de Francisco Largo Caballero : Julio Álvarez del Vayo devient ministre d'État
5 septembre	Prise d'Irún par les militaires rebelles
9 septembre	Débuts des travaux du Comité de non-intervention à Londres
12 septembre	Prise de Saint-Sébastien par les militaires rebelles
25 septembre	Exécutions de prisonniers à Bilbao en représailles aux bombardements rebelles
26 septembre	Formation du gouvernement de Josep Tarradellas de la Généralité catalane, auquel participe la CNT
1 ^{er} octobre	Francisco Franco devient le « Chef du Gouvernement de l'État espagnol »
	Approbation du Statut autonome basque
2 octobre	Formation de la Junta Técnica del Estado : Francisco Serrat devient Secrétaire aux Relations Extérieures
10 octobre	Signature d'une convention d'échange entre le gouvernement basque et le CICR sous la supervision du consul britannique à Bilbao, Ralph Stevenson
30 octobre	Bombardement de Getafe
4 novembre	Entrée de 4 ministres de la CNT dans le gouvernement de Francisco Largo Caballero
6 novembre	Départ du gouvernement de Francisco Largo Caballero pour Valence
7 novembre – 4 décembre	Massacres de Paracuellos del Jarama et Torrejón de Ardoz
18 novembre	Reconnaissance du général Franco par l'Allemagne et l'Italie Proposition du corps diplomatique de Madrid de créer une zone internationale contre les bombardements

8 décembre Attaque contre l'avion de l'ambassade de France transportant le Dr Henny, délégué du CICR

1937

6 – 28 février Bataille de Jarama

8 février Prise de Malaga

8 – 18 mars Bataille de Guadalajara

31 mars Bombardement de Durango

 Début de l'offensive franquiste contre le Pays basque

19 avril Décret d'unification entre la Falange Española et les requetés carlistes : formation de la FET-JONS

26 avril Bombardement de Guernica

3 mai Début des évacuations des civils basques de Bilbao

3 – 7 mai Affrontements à Barcelone

17 mai Formation du gouvernement de Juan Negrín : José Giral devient ministre d'État

28 mai Formation du gouvernement de Neville Chamberlain

19 juin Prise de Bilbao par les franquistes

21 juin Chute du gouvernement de Léon Blum, remplacé par le gouvernement de Camille Chautemps

5 – 26 juillet Bataille de Brunete

13 juillet La France suspend le contrôle international à ses frontières : premier « relâchement » de la non-intervention

5 août Début de la piraterie italienne en Méditerranée

24 août – 27 septembre Bataille de Belchite

26 août Prise de Santander par les troupes franquistes

10 – 14 septembre Conférence de Nyon

Fin septembre	Instructions ministérielles en France pour le refoulement des réfugiés espagnols
2 octobre	Remplacement de Jean Herbette à Eirik Labonne comme ambassadeur de France en Espagne
21 octobre	Prise de Gijón et Avilés par les franquistes
31 octobre	Installation du gouvernement républicain à Barcelone

1938

8 janvier	Prise de Teruel par les républicains
13 janvier	Début des négociations en faveur d'une commission britannique d'échanges de prisonniers
30 janvier	Formation du Gouvernement de Burgos
20 février	Démission d'Anthony Eden, remplacé par Lord Halifax
22 février	Prise de Teruel par les franquistes
10 mars	Prise de Belchite par les franquistes
13 mars	Formation du second gouvernement Léon Blum
17-18 mars	Bombardements de Barcelone
6 avril	Formation du deuxième gouvernement de Juan Negrín : Julio Álvarez del Vayo devient ministre d'État
10 avril	Formation du gouvernement d'Édouard Daladier : fin de la coalition du Front Populaire et arrivée de Georges Bonnet au Quai d'Orsay
15 avril	Prise de Vinaros : les franquistes parviennent jusqu'à la Méditerranée
16 avril	Signature de l'accord anglo-italien
2 mai	Décret-loi sur la police des étrangers en France : il prévoit l'expulsion des « indésirables »

13 juin	Fermeture de la frontière française aux armements
24 juillet – 15 novembre	Bataille de l'Èbre
22 août	Entrée en fonction de la commission du Field-Marshal Philip Chetwode
29 – 30 septembre	Conférence de Munich
12 novembre	Nouveau décret-loi sur la police des étrangers en France : il prévoit l'internement des étrangers « indésirables » dans des centres spéciaux
23 décembre	Début de l'offensive franquiste en Catalogne

1939

26 janvier	Prise de Barcelone par les franquistes
28 janvier	Les civils fuyant l'avancée franquiste sont autorisés à entrer en France
5 février	Les militaires républicains fuyant l'avancée franquiste sont autorisés à entrer en France
27 février	La France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement du général Franco
5 mars	Coup d'État du général Casado
29 mars	Occupation de Madrid par les franquistes
30 mars	Occupation d'Alicante et de Valence par les franquistes
31 mars	Occupation de Carthagène par les franquistes
1 ^{er} avril	Franco proclame sa victoire

État des sources

Sources non publiées

Centre des archives diplomatiques de Nantes

Fonds de l'ambassade de France à Madrid

Série B, sous-série « Guerre civile »

- Carton 553 : Informations politiques
- Carton 554 : Informations politiques
- Carton 555 : Informations militaires
- Carton 556 : Informations militaires
- Carton 557 : Opérations sur mer.
- Carton 558 : Opérations sur mer ; Espagne nationaliste.
- Carton 559 : Espagne nationaliste
- Carton 560 : Non-intervention
- Carton 561 : Non-intervention
- Carton 562 : Non-intervention ; la France et l'Espagne.
- Carton 563 : La France et l'Espagne ; Angleterre.
- Carton 564 : Allemagne ; Italie.
- Carton 565 : Italie ; le Vatican et la guerre civile ; URSS.
- Carton 566 : URSS ; Portugal ; Autriche ; Belgique ; Puissances ; Japon.
- Carton 567 : Maroc ; humanisation de la guerre civile.
- Carton 568 : Humanisation de la guerre civile ; otages ; prisonniers.
- Carton 569 : Ambassade ; déplacements ; chargés de mission.
- Carton 570 : Ambassade ; attachés ; Corps diplomatique.
- Carton 571 : Évacuation des colonies françaises et des étrangers.
- Carton 572 : Rapatriement d'enfants
- Carton 573 : Rapatriement d'enfants.
- Carton 574 : Protection des Français.
- Carton 575 : Protection des Français.
- Carton 576 : Protection des Français.
- Carton 577 : Protection des intérêts français.
- Carton 578 : Questions financières, monétaires et économiques.

- Carton 579 : Questions maritimes, aéronautiques, postales, télégraphiques et ferroviaires.
- Carton 580 : Dossiers relatifs à la guerre civile.
- Carton 581 : Dossiers relatifs à la guerre civile.
- Carton 582 : Correspondance diverse.
- Carton 583 : Correspondance diverse.
- Carton 584 : Correspondance générale.
- Carton 585 : Informations politiques.
- Carton 586 : Informations militaires.
- Carton 587 : Espagne nationaliste ; puissances étrangères.
- Carton 588 : La France et l'Espagne ; URSS ; Portugal ; Belgique ; etc.
- Carton 589 : Maroc ; humanisation de la guerre.
- Carton 590 : Ambassade.
- Carton 591 : Correspondance générale.

Série C1

- Carton 4 : Dossier de Jean Herbette ; correspondance particulière de Jean Herbette ; dossier de Jules Henry.
- Carton 5 : Dossier d'Eirik Labonne.
- Carton 7 : Dossier général. Liste du Corps diplomatique.
- Carton 9 : Dossiers particuliers des agents.
- Carton 10 : Dossiers particuliers des agents.
- Carton 11 : Dossiers particuliers des agents.
- Carton 13 : Collaborations de tiers ; personnel auxiliaire.
- Carton 14 : Dossier général des attachés militaires.
- Carton 15 : Dossiers particuliers des attachés militaires et adjoints.
- Carton 16 : Dossier général et dossiers particuliers des attachés navals.
- Carton 17 : Dossier général de l'attaché commercial.
- Carton 18 : Dossiers particuliers des attachés commerciaux.
- Carton 19 : Dossier général et dossiers particuliers des attachés de l'air.
- Carton 34 : Dossiers particuliers par consulat : Alicante et Barcelone.
- Carton 35 : Dossiers particuliers par consulat : Alicante et Barcelone.
- Carton 37 : Dossiers particuliers par consulat : Bilbao.

- Carton 38 : Dossiers particuliers par consulat : Cadix, Gibraltar, La Corogne, Madrid.
- Carton 39 : Dossiers particuliers par consulat : Las Palmas.
- Carton 40 : Dossiers particuliers par consulat : Malaga.
- Carton 41 : Dossiers particuliers par consulat : Palma, Porto.
- Carton 42 : Dossiers particuliers par consulat : Saint-Sébastien.
- Carton 44 : Dossiers particuliers par consulat : Valence.
- Carton 45 : Dossiers particuliers par consulat : Séville.
- Carton 46 : Affaires relevant de divers consulats : Alicante à Barcelone.
- Carton 47 : Affaires relevant de divers consulats : Barcelone à Gibraltar.
- Carton 48 : Affaires relevant de divers consulats : Gibraltar à Las Palmas.
- Carton 103 : Personnel auxiliaire.
- Carton 105 : Protocole.
- Carton 106 : Protocole.
- Carton 110 : Personnel diplomatique étranger.
- Carton 111 : Personnel diplomatique étranger.
- Carton 112 : Personnel diplomatique étranger ; immunité diplomatique et droit d'asile.
- Carton 130 : Politique intérieure (février-juillet 1936).
- Carton 134 : Partis politiques ; élections législatives de février 1936.
- Carton 135 : Partis politiques.
- Carton 143 : Socialisme en Espagne.
- Carton 148 : Grèves, troubles et attentats.
- Carton 314 : Maroc, police : indésirables, suspects, communistes.
- Carton 449 : Expulsion d'Espagnols.
- Carton 460 : Échange de prisonniers.
- Carton 555 : Œuvre de Saint-Louis-des-Français ; hôpital.
- Carton 556 : Hôpital Saint-Louis-des-Français.
- Carton 557 : Œuvre de Saint-Louis-des-Français.

Série C2.

- Microfilms 2mi1105 à 2mi1109 : correspondance générale.

Fonds du consulat-général de France à Barcelone

Série B.

- Carton 11 : Correspondance générale et affaires particulières.
- Carton 12 : Correspondance générale et affaires particulières.
- Carton 15 : Correspondance générale et affaires particulières.
- Carton 16 : Correspondance générale et affaires particulières.
- Carton 34 : Troubles à Barcelone.
- Carton 43 : Évacuations et embarquements de réfugiés français et étrangers.
- Carton 50 : Guerre d'Espagne ; œuvres de bienfaisance ; embarquements.
- Carton 56 : Français arrêtés par le SIM républicain.
- Carton 63 : Miliciens.
- Carton 87 : Papiers Robert Vincent ; échanges de prisonniers.
- Carton 100 : Troubles du 19 juillet 1936 ; rapatriement de religieuses.
- Carton 101 : Correspondance politique.

Fonds du consulat de France à Valence

Série B.

- Carton 53 : Corps diplomatique ; révolution espagnole (juillet-août 1936) ; évacuation des religieuses (juillet-août 1937) ; recommandations pour évacuations de particuliers.

Fonds du consulat de France à Séville

Série B.

- Carton 140 : Arrestations et nouvelles de prisonniers.
- Carton 141 : Arrestations et nouvelles de prisonniers.

Fonds du consulat de France à Madrid

Série 1.

- Carton 87 : Guerre civile ; action des autorités françaises en faveur des particuliers ; asilés espagnols et centres d'hébergement.

Fonds du consulat de France à Palma de Majorque

Série B.

- Carton 5 : correspondance générale durant la guerre d'Espagne.

Fonds de l'ambassade de France à Londres

Série C.

- Carton 235 : Commission Chetwode.

Archives du ministère des Affaires étrangères. Site de La Courneuve.

Correspondance politique et commerciale

Série Z-Europe, sous-série Espagne, 1930-1940.

- Livret 137 : Représentation diplomatique et consulaire française.
- Livret 169 : Politique intérieure
- Livret 170 : Politique intérieure.
- Livret 171 : Politique intérieure.
- Livret 178 : Politique intérieure.
- Livret 179 : Politique intérieure.
- Livret 183 : Guerre civile : attitude des puissances.
- Livret 184 : Guerre civile : attitude des puissances.
- Livret 185 : Guerre civile : attitude des puissances.
- Livret 186 : Guerre civile : bombardements, action humanitaire.
- Livret 187 : Action humanitaire, échanges d'otages.
- Livret 188 : Réfugiés ; aide aux réfugiés.
- Livret 189 : Réfugiés, aide aux réfugiés.
- Livret 191 : Guerre civile, opérations navales.
- Livret 192 : Guerre civile, opérations navales.
- Livret 213 : Relations avec la France et l'Angleterre.
- Livret 214 : Relations avec la France et l'Angleterre.
- Livret 215 : Relations avec la France et l'Angleterre.
- Livret 241 : Reconnaissance du gouvernement Franco.
- Livret 242 : Reconnaissance du gouvernement Franco.
- Livret 246 : Trafic d'objets précieux.
- Livret 247 : Trafic d'objets précieux.
- Livret 252 : Moyens de communication.
- Livret 253 : Moyens de communication.
- Livret 267 : Espagnols en France.

- Livret 268 : Espagnols en France.
- Livret 269 : Espagnols en France.
- Livret 274 : Réfugiés, échanges d'otages.
- Livret 287 : Espagnols en France.
- Livret 288 : Espagnols en France.

Dossiers de carrière du personnel

3^e série.

- Carton 15 : Dossier de François Arnould.
- Carton 29 : Dossier de Jean-Baptiste Barbier.
- Carton 49 : Dossier de Charles Baufumé.
- Carton 81 : Dossier de René Binet.
- Carton 106 : Dossier d'Édouard Bourquin.
- Carton 110 : Dossier de Jules Bouyssel.
- Carton 145 : Dossier de René Castéran.
- Carton 217 : Dossier de Pierre Desmartis.
- Carton 226 : Dossier de François Domestici.
- Carton 227 : Dossier d'Henri Dorange.
- Carton 239 : Dossier de Frank Dupuy.
- Carton 270 : Dossier de René Flandin.
- Carton 363 : Dossier de Jean Herbette.
- Carton 414 : Dossier d'Émile Lasmartres.
- Carton 428 : Dossier d'Antonin Lecouteux.
- Carton 429 : Dossier de Robert Lecq.
- Carton 444 : Dossier d'Adrien de Lens.
- Carton 471 : Dossier de Maurice Marcassin.
- Carton 511 : Dossier de Georges Monjou.
- Carton 516 : Dossier de Georges Moraud.
- Carton 531 : Dossier d'Emmanuel Neuville.
- Carton 559 : Dossier de Léon Pérétié.
- Carton 570 : Dossier de Marcel Peyrouton.
- Carton 573 : Dossier d'Eugène Picard.
- Carton 585 : Dossier de Jacques Pingaud.
- Carton 707 : Dossier de Louis Tisseau.

- Carton 713 : Dossier de Jean Trémoulet.

4^e série

- Carton 32 : Dossier de René Bonjean.
- Carton 95 : Dossier d'Étienne Durand.
- Carton 149 : Dossier d'Eirik Labonne.
- Carton 211 : Dossier de René Neuville.
- Carton 221 : Dossier de Jean Payart.
- Carton 224 : Dossier de Jacques Pigeonneau.

4^e série (bis)

- Carton 41 : Dossier de Pierre Bourbon.
- Carton 111 : Dossier de Jacques Fouques-Duparc.
- Carton 241 : Dossier de Maurice Rivoire.

Papiers 40

Reconstitution Fouques-Duparc.

- Carton 18 : Espagne, guerre civile.
- Carton 19 : Espagne, guerre civile.
- Carton 20 : Espagne, dossiers annexes.
- Carton 21 : Espagne, dossiers annexes.

Cabinet Georges Bonnet

- Carton 4 : Espagne : Guerre.
- Carton 5 : Espagne : relations avec la France.
- Carton 6 : Espagne : relations avec la France.

Papiers Georges Bonnet

- Carton 1 : Espagne.

Papiers Charles Rochat

- Carton 16 : Espagne (1936-1940).

Service Français à la Société des Nations

Sous-série IX : Dossiers géographiques.

- Carton 2046 : Guerre d'Espagne.
- Carton 2048 : Guerre d'Espagne.
- Carton 2055 : Guerre d'Espagne.

Cabinet du ministre

Sous-série : origines-1939.

- Carton 106 : Guerre d'Espagne.

Papiers d'agents

Papiers de René Massigli

- Carton 14 : Guerre d'Espagne.

Service historique de la Défense – Château de Vincennes.

Archives de l'Armée de Terre

Série 7N : État-Major de l'Armée. 1920-1940.

- Carton 7N 2754 : Rapports des attachés militaires (1936).
- Carton 7N 2755 : Rapports des attachés militaires (1937-1938).
- Carton 7N 2756 : Rapports des attachés militaires (1937-1939).
- Carton 7N 2757 : Correspondance diplomatique (1936-1939)
- Carton 7N 2758 : Armées et guerre civile (1936-1939).
- Carton 7N 2759 : Armées et guerre civile (1936-1939).
- Carton 7N 2760 : Armées et guerre civile (1936-1939).
- Carton 7N 2761 : Armées et guerre civile (1936-1939).
- Carton 7N 2762 : Armées et guerre civile (1936-1939).
- Carton 7N 2763 : Armées et guerre civile (1936-1939).
- Carton 7N 2766 : Correspondance générale.
- Carton 7N 2767 : Dossiers des personnels.

Série Y : Archives collectives et individuelles du personnel.

- Carton 13 YD 602 : Dossier d'Henri Morel.

Archives de l'Armée de l'Air

Série 2B : État-Major de l'Armée de l'Air, 1920-1940.

- Carton 2B78 : Dossiers relatifs à la guerre d'Espagne.
- Carton 2B79 : Dossiers relatifs à la guerre d'Espagne.

Fonds Moscou

- Carton MO 14/3 : Guerre d'Espagne.

- Carton MO 64/4 : Guerre d'Espagne.

Série P : Dossiers administratifs du personnel militaire

- Carton 1P 23133-1 : Dossier de Pierre Cahuzac.
- Carton 1P 30214-3 : Dossier de Georges Mairey.
- Carton 1P 28524-2 : Dossier de Félix Qui-Montfollet.

Archives Nationales. Site de Pierrefitte-sur-Seine.

Ministère de l'Intérieur. Direction générale de la Sûreté Nationale.

Série F7 : Étrangers.

- Carton F/7/14684 : Dossier concernant le marquis del Rebalso.
- Carton F/7/14722 : Notes de renseignements sur la situation en Espagne.
- Carton F/7/14724 : Trafics entre l'Espagne et la France (1936-1940).
- Carton F/7/14736 : Renseignements sur l'*Iméréthie II*.
- Carton F/7/15172 : Instructions ministérielles sur les réfugiés d'Espagne.
- Carton F/7/16024/2 : Enquête judiciaire contre Julián Troncoso.
- Carton F/7/16025/1 : Notes sur Julián Troncoso.

Fonds Moscou

- Carton 19940497/65 : Renseignements sur les services d'espionnage franquistes en France.

The National Archives (Public Record Office)

Foreign Office.

Political Department.

- Livrets 371/20520 à 371/20560 : Correspondance générale, Espagne (1936).
- Livrets 371/21281 à 371/21302 : Correspondance générale, Espagne (1937).
- Livrets 371/21233 à 371/21340 : Correspondance générale, Espagne (1937).
- Livrets 371/21355 à 371/21380 : Correspondance générale, Espagne (1937).
- Livrets 371/22603 à 371/22631 : Correspondance générale, Espagne (1938).
- Livrets 371/24125 à 371/24160 : Correspondance générale, Espagne (1939).

Cabinet Office.

- Livrets 23/85 à 23/100 : Conclusions du Cabinet (1936-1939).
- Livrets 24/264 à 24/283 : Memoranda du Cabinet (1936-1939).

Archivo General de la Administración (archivo del ministerio de Asuntos Exteriores).

Fonds du ministère d'État républicain ou « Archivo de Barcelona ».

Sous-secrétariat. Cabinet politique et diplomatique. « Archivo reservado ».

- Cartons 12/03068 à 12/0395 : Rapports d'origines diverses.
- Carton 12/03098 : Rapports des consulats d'Espagne à Gibraltar, Genève et Hendaye.
- Carton 12/03099 : Rapports de l'ambassade d'Espagne à Londres.
- Carton 12/03102 : Rapports de l'ambassade d'Espagne à Paris.
- Carton 12/03103 : Rapports de l'ambassade d'Espagne à Paris et des consulats d'Espagne à Pau, Perpignan et Port-Vendres.

Sous-secrétariat. Cabinet politique et diplomatique. Sección de información diplomática especial (SIDE)

- Cartons 12/03108 à 12/03113 : Notes réservées des services spéciaux du consulat d'Espagne à Hendaye adressées au ministère d'État
- Cartons 12/03114 à 12/03115 : Notes réservées des services spéciaux du consulat d'Espagne à Marseille adressées au ministère d'État.
- Carton 12/03116 : Notes réservées des services spéciaux de l'ambassade d'Espagne à Paris et des consulats d'Espagne à Perpignan et Port-Vendres adressées au ministère d'État.
- Carton 12/03117 : Notes réservées des services spéciaux des consulats d'Espagne à Sète et Toulouse adressées au ministère d'État.
- Carton 12/03119 : Notes réservées envoyées par le ministère d'État aux services spéciaux du consulat d'Espagne à Hendaye.
- Carton 12/03120 : Notes réservées envoyées par le ministère d'État aux services spéciaux de l'ambassade d'Espagne à Londres et du consulat d'Espagne à Marseille.

- Carton 12/03121 : Notes réservées envoyées par le ministère d'État aux services spéciaux des consulats d'Espagne à Pau, à Perpignan et à Port-Vendres.
- Carton 12/03162 : Archives de la direction de la SIDE.
- Carton 12/03163 : Correspondance d'autres ministères ou institutions adressées au ministère d'État
- Carton 12/03164 : Correspondance du ministère d'État adressée à d'autres ministères ou institutions.
- Carton 12/03165 : Correspondance du ministère d'État adressées à des représentations diplomatiques et consulaires espagnoles à l'étranger.
- Carton 12/03166 : Rapports des services de renseignement remis au ministère d'État.

Sous-secrétariat. Cabinet politique et diplomatique. Asesoría jurídica

- Carton 12/03167 : Affaires diverses et rapports.

Secrétariat général. Bureau des Affaires extérieures. Comité international de la non-intervention.

- Carton 12/03168 : Rapports provenant des ambassades d'Espagne à Londres et Paris ; notes diplomatiques du gouvernement républicain espagnol ; notes diplomatiques du gouvernement britannique ; notes, télégrammes et conférences téléphoniques de l'ambassadeur d'Espagne à Londres.

Secrétariat général. Chancellerie. Protocole.

- Carton 12/03179 : Corps diplomatique étrangers ; relations avec les représentations diplomatiques accréditées en Espagne.

Section du ministère d'État à Madrid.

- Carton 12/0386 : Réfugiés dans les légations et les ambassades ; relations avec le corps diplomatique accrédité à Madrid.

Archives particulières. Manuel Azaña. Guerre civile espagnole.

- Carton 12/03198 : Relations internationales, non-intervention.
- Carton 12/03199 : Relations internationales dont France et Grande-Bretagne.

Archives particulières. Julió Álvarez del Vayo. Secrétariat particulier.

- Carton 12/03204 : Rapports du Departamento Especial de Información del Estado (DEDIDE).

Archives particulières. Rafael de Ureña. Secrétariat particulier.

- Carton 12/03208 : Correspondance avec René Bonjean.
- Carton 12/03211 : Correspondance avec Aurelio Núñez Morgado et George Ogilvie-Forbes.

Fonds du Secrétariat puis du ministère aux Relations extérieures franquistes ou « Archivo de Burgos ».

- Carton 82/2375 R.500 : Pierre Cahuzac.
- Carton 82/2428 R.527 : Droit d'asile ; zone internationale neutre à Madrid.
- Carton 82/2481 R.551 : Échange de prisonniers (documentation républicaine).
- Carton 82/2619 R.613 : Relations avec la France. Protestation du corps consulaire de Grenade contre les bombardements.
- Carton 82/2621 R.614 : Rapport de la représentation officieuse à Saint-Jean-de-Luz (*Nacho Enea*) ; blocus et notes de représentants étrangers ; notes réservées et confidentielles de la Junta de Defensa Nacional et du Secrétariat aux Relations extérieures.
- Carton 82/2622 R.614 : Correspondance du Cabinet diplomatique.
- Carton 82/2666 R.631 : Échange général de prisonniers.
- Carton 82/2668 R.632 : Échange de prisonniers républicains.
- Carton 82/2746 R.672 : Évacuations des asilés ; Aurelio Núñez Morgado.
- Carton 82/2931 R.756 : Échange de prisonniers républicains.
- Carton 82/2945 R.763 : Listes du corps diplomatique et consulaire accrédité en Espagne (1937-1938).
- Carton 82/2982 R.783 : Pierre Cahuzac.
- Carton 82/3020 R.796 : Liste du corps diplomatique accrédité en Espagne (1936).
- Carton 82/3052 R.811 : Pierre Cahuzac.
- Carton 82/3101 R.832 : Rapports réservés du SIPM.
- Carton 82/3102 R.832 : Correspondance avec le duc d'Albe ; correspondance avec les représentants étrangers en Espagne franquiste.
- Carton 82/3103 R.833 : Correspondance avec le comte Peretti de la Rocca ; le comte des Andes ; José María Quiñones de León. Attitude de la France : entretiens avec Georges Bonnet et Anatole de Monzie ; reconnaissance par la

France ; relations commerciales entre la France et l'Espagne franquiste.
Entretien avec Sir Robert Hodgson.

- Carton 82/3104 R.833 : Correspondance entre le comte de Jordana et le duc d'Albe.
- Carton 82/3105 R.834 : Listes de détenus républicains à échanger ; comité de non-intervention ; notes sur la situation internationale.
- Carton 82/3241 R.893 : Divers projets d'échanges de prisonniers.
- Carton 82/3244 R.894 : Échange de prisonniers.
- Carton 82/3248 R.896 : Échanges globaux et partiels de prisonniers ; nomination d'une commission d'échange de prisonniers.
- Carton 82/3476 R.995 : Notes du gouvernement espagnol à la commission britannique d'échange.
- Carton 82/3506 R.1007 : Réfugiés, évacuations.
- Carton 82/3602 R.1047 : Trafics de bijoux.
- Carton 82/3636 R.1060 : Rapports sur la guerre aérienne ; zone neutre et bombardements de Madrid ; réfugiés dans les légations.
- Carton 82/3637 R.1061 : Bombardements.
- Carton 82/3638 R.1061 : Tentatives de médiation et de négociations
- Carton 82/3646 R.1064 : Enfants espagnols et basques réfugiés.
- Carton 82/4768 R.1501 : Échanges de prisonniers ; correspondance avec le représentant britannique ; proposition britannique d'échanges de prisonniers.
- Carton 82/6927 R.2407 : Aurelio Núñez Morgado.
- Carton 82/8484 R.3024 : Aurelio Núñez Morgado.
- Carton 82/12585 R.4904 : Aurelio Núñez Morado.

Fonds de l'ambassade d'Espagne à Londres.

- 54/07184 : Série politique. SDN, commission guerre civile espagnole.
- 54/07187 : Série politique. Politique d'Espagne. Politique générale anglaise.
- 54/07189 : Série politique. Politique d'Espagne, guerre civile.
- 54/07192 : Série politique. Politique espagnole, guerre civile.
- 54/07192 : Politique d'Espagne, guerre civile espagnole.
- 54/07193 : Politique d'Espagne, guerre civile espagnole.
- 54/07194 : Politique d'Espagne, guerre civile espagnole.
- 54/07195 : Guerre civile espagnole. Manuel Azña.

- 54/07198 : Guerre civile espagnole.
- 54/07203 : Guerre civile espagnole. Politique générale d'Angleterre.
- 54/07206 : Politique d'Espagne et guerre civile. Politique extérieure anglaise.
- 54/07210 : Politique d'Espagne. Guerre civile.
- 54/07215 : Politique d'Espagne. Guerre civile.
- 54/07216 : Politique d'Espagne. Guerre civile.
- 54/07237 : Série politique. Politique générale anglaise. Politique extérieure anglaise. Rapports confidentiels.

Fonds de l'ambassade d'Espagne à Paris

- 54/10995 : Politique extérieure de la France.
- 54/11040 : Colonies infantiles. Dossier général (1937).
- 54/11041 : Dossier général (1937).
- 54/11043 : Bombardements sur les villes espagnoles ; comités d'aide à l'Espagne.
- 54/11048 : Délégation des Asturies (1937).
- 54/11049 : Évacuation de la population civile de Bilbao.
- 54/11051 : Passage en France de réfugiés d'Aragon et de Catalogne.
- 54/11056 : Délégué pour les enfants évacués ; SDN : réunion de septembre 1937 ; entrée des rebelles à Santander.
- 54/11069 : Rapport sur la politique française (novembre 1938).
- 54/11070 : Labonne, ambassadeur de France.
- 54/11071 : Détentions de Français en Espagne.
- 54/11074 : Accueil en France de la population civile espagnole.
- 54/11208 : Dossier général (1937).
- 54/11212 : Jules Moch ; Léon Blum ; saisie en France de bijoux et d'or volés en Espagne.
- 54/11222 : Décrets du gouvernement français sur le contrôle des étrangers.
- 54/11239 : Évacuation d'enfants espagnols.
- 54/11245 : Dossier général (1937).
- 54/11249 : Demandes d'évacuation. Transferts de femmes et d'enfants de Bayonne à Bilbao dans des navires britanniques.
- 54/11252 : Dossier général (1936-1937).
- 54/11256 : Évacuations.

- 54/11411 : Recensement des consulats français en Espagne qui ont agi avec les « rouges ».
- 54/11660 : Dossier d'Ángel Ossorio y Gallardo.
- 54/11662 : Dossier de Luis Araquistáin.
- 54/11664 : Dossier de José Ungría Jiménez.
- 54/11666 : Dossier de Marcelino Pascua.

Archivo General Militar de Ávila

Cuartel General del Generalísimo

Servicio de Información y Policía Militar

- Carton 1794 : Copie d'un rapport d'un consul français sur les vivres dans le camp républicain.
- Carton 1964 : Rapports de Jaime de Lasuen, alias « Uriszar », envoyés à l'antenne du SIPM à Irún (1938-1939) ; rapports sur l'envoi d'agents du SIPM en zone républicain.
- Carton 1965 : Rapports de la direction du SIM au général Franco ; listes et notes sur le personnel du SIM à Madrid en 1938.
- Carton 1966 : Rapports de la direction du SIPM au général Franco (1937-1938).
- Carton 1967 : Note d'information sur la substitution du commissaire français à Hendaye ; rapports sur la contrebande de monnaie ; rapports sur les consulats étrangers dans plusieurs villes espagnoles.
- Carton 1968 : Rapports sur la contrebande de monnaie.
- Carton 1969 : Note d'information sur la crise en France (juillet 1938).
- Carton 1971 : Notes de la direction du SIPM sur le service d'espionnage ; notes d'informations sur plusieurs agents ; notes d'information sur l'espionnage et le contre-espionnage exercé par l'Ejército del Norte ; notes sur les actions d'espionnage ; rapports reçus par la direction du SIPM.
- Carton 1972 : Rapports reçus par la direction du SIPM.
- Carton 1973 : Rapports d'agents du SIPM.
- Carton 1974 : Rapports reçus par la direction du SIPM sur le personnel.
- Carton 2320 : Informations sur les consuls étrangers en Espagne.

- Carton 2321 : Note sur l'évacuation d'asiliés de l'ambassade argentine à bord d'un avion français.
- Carton 2325 : Correspondance concernant l'extension de la zone de sécurité de Madrid.
- Carton 2543 : Protestations diplomatiques et consulaires contre les bombardements franquistes.
- Carton 2850 : Dossier de Joaquin Madonado Almenar.
- Carton 2870 : Dossier sur l'organisation « Golfín » à Madrid.
- Carton 2874 : Rapports sur le personnel français à Madrid ; liste de généraux et officiers réfugiés à l'Ambassade de France ; liste de blessés dans les hôpitaux à échanger par l'intermédiaire du CICR ; rapports sur l'offensive républicaine sur l'Èbre.
- Carton 2881 : Notes sur des agents du SIPM détenus à Barcelone et propositions pour les inclure dans les échanges de prisonniers.
- Carton 2884 : Notes d'information sur les échanges de prisonniers.
- Carton 2886 : Rapports sur l'évacuation et le transfert des réfugiés de l'ambassade de France via Madrid, Valence, Barcelone et Port-Vendres ; notes d'information sur les ambassades d'Espagne en Grande-Bretagne et sur l'ambassade britannique en Espagne.
- Carton 2892 : Notes du SIPM de Catalogne sur l'organisation d'un service d'information au sein du consulat général de France à Barcelone.
- Carton 2897 : Notes de José Bertrán y Musitu sur les bombardements de Barcelone.
- Carton 2901 : Listes du personnel qui a offert gratuitement ses services au groupe JM-29 du SIPM ; listes de réfugiés de l'ambassade de France à Madrid.
- Carton 2910 : Notes d'informations remises par Francisco Moreno Zuleta, comte des Andes ; notes du SIPM de l'Ejército del Centro ; notes d'informations sur le contre-espionnage ; notes d'information sur le recrutement et l'organisation d'agents du SIPM en France ; notes d'informations sur le consul britannique à Palma de Majorque, Alan Hillgarth.
- Carton 2916 : Correspondance sur le droit d'asile.
- Carton 2918 : Correspondance sur les échanges de prisonniers et sur les réfugiés dans les ambassades et légations étrangères ; correspondance sur

l'usage de faux-passeports ; proposition de récompense pour les agents du SIPM en zone républicaine.

- Carton 2924 : Rapports du SIPM sur l'action d'ambassades et de consulats accrédités auprès du gouvernement républicains ; rapports du consul général de France à Barcelone remis au Quai d'Orsay.
- Carton 2933 : Notes d'informations du SIFNE sur la présence d'agents commerciaux français et belge en zone franquiste.
- Carton 2934 : Notes d'informations sur les ambassades étrangères ; notes d'information sur les activités anticommunistes de l'armée française.
- Carton 2935 : Notes d'information sur les liaisons de l'ambassade britannique à Bilbao ; sur l'espionnage français ; sur les Espagnols expulsés de France ; sur les réfugiés évacués des ambassades étrangères à Madrid ; sur les parents de dirigeants républicains évadés de la zone franquistes.
- Carton 2942 : Notes sur la nomination du chef de la police à Hendaye ; notes d'information sur les enfants républicains évacués et hébergés à l'étranger.
- Carton 2943 : Notes d'information sur les opinions étrangères face à la démoralisation des dirigeants républicains.
- Carton 2945 : Notes d'information sur les réfugiés dans les missions étrangères à Madrid ; sur le rapatriement des enfants espagnols évacués à l'étrangers ; sur la possible reddition de la Catalogne ; sur les réfugiés à l'étranger.
- Carton 2953 : Listes de personnel militaire évacués des légations et ambassades.
- Carton 2954 : Liste du personnel de la Comandancia Militar d'Irún.
- Carton 2957 : Rapports de la direction du SIM/SIPM sur les réfugiés dans les ambassades.
- Carton 2959 : Rapports des détachements du SIPM à Valence et à Madrid.
- Carton 2960 : Listes, propositions de récompenses et déclarations sous serments des agents du SIPM en Catalogne.
- Carton 2961 : Correspondance de Luis Marti Olivares, marquis del Rebalso (alias « L-1 ») ; notes de l'agent « T-X-85 » ; correspondance d'agents du SIPM à l'étranger.
- Carton 2992 : Dossier personnel de Manuel Jiménez Alfaro.
- Carton 2998 : Rapports sur des affaires dans lesquelles le DEDIDE républicain est intervenu.

État-Major

- Carton 2305 : Dossier d'Edwin C. Lance.
- Carton 2542 : Réclamation de l'ambassade britannique.
- Carton 2543 : Protestations du consul de Madrid contre les bombardements franquistes.
- Carton 2966 : Dossiers sur les consuls français et britanniques.
- Carton 2969 : Informations obtenus du consulat français à Barcelone et de l'ambassade britannique à Hendaye.
- Carton 2974 : Dossiers sur les représentants étrangers en zone républicaine ; notes d'information sur les organisations terroristes et l'espionnage républicain en France.
- Carton 2977 : Dossiers les réfugiés dans les ambassades.
- Carton 9035 : Dossiers sur des personnalités étrangères (dont Pierre Cort).

Direction de l'armée de l'Air

- Carton 2607 : Protestations britanniques contre le bombardement de Caldetas
- Carton 2608 : Notes sur l'organisation d'un service aérien pour faciliter l'évasion de personnes de Madrid.

Ejército Nacional

Ejército del Norte

- Carton 1217 : Rapports provenant de l'étranger (1936) ; informations sur les échanges de prisonniers.
- Carton 1218 : Informations sur les échanges de prisonniers.
- Carton 1219 : Informations sur les activités à l'étranger ; rapports du SIM et du Cuartel General del Generalísimo ; informations sur les échanges de prisonniers.
- Carton 1220 : Notes d'information du SIFNE sur le front de Biscaye ; sur les échanges de prisonniers ; et sur les évadés de Santander.
- Carton 2458 : Bulletins d'information du SIFNE (octobre 1936-mars 1937).
- Carton 2459 : Bulletins d'information du SIFNE (avril-juin 1937).
- Carton 2460 : Bulletins d'information du SIFNE (juillet-août 1937).
- Carton 2461 : Bulletins d'information du SIFNE (septembre-novembre 1937).
- Carton 2462 : Bulletins d'information du SIFNE (décembre 1937-février 1938).

- Carton 2463 : Bulletins d'information du SIPM (mars-juin 1938).

Ejército del Sur

- Carton 1265 : Notes, informations et ordres sur les échanges de prisonniers.
- Carton 1266 : Idem.

Ejército de Galicia

- Carton 1336 : Rapport du consul de France à Daimiel.

V Cuerpo de Ejército

- Carton 3084 : Copie d'un rapport du consul de France à Daimiel.

VI Cuerpo de Ejército

- Carton 1462 : Dossiers sur les échanges de prisonniers

VII Cuerpo de Ejército

- Carton 19266 : Dossier sur le rétention des télégrammes du consul de France à La Corogne.

Cuerpo de Ejército del Maestrazgo

- Carton 1356 : Rapport du consul de France à Daimiel.

13^a División

- Carton 1566 : Dossier sur les échanges de prisonniers.

73^a División

- Carton 1794 : Copie d'un rapport d'un consul français sur les vivres dans le camp républicain.

Archives républicaines capturées

Gobierno de Euzkadi

- Carton 69 : Correspondance de José Antonio Aguirre sur les échanges de prisonniers et la propagande ; correspondance particulière d'Aguirre ; correspondance entre Aguirre et José María Lasarte ; correspondance entre Aguirre et les représentations basques à Paris et Londres.
- Carton 70 : Lettres sur la situation des prisonniers basques et des réfugiés basques en France ; rapports sur services de renseignement franquistes.
- Carton 71 : Rapports sur la position de la France dans la politique internationale ; rapports sur les services de renseignements basques de la *Villa*

Mimosa à Bayonne ; rapports sur les propositions de paix formulées par le Vatican.

- Carton 72 : rapports sur la situation militaire à la frontière française ; rapports sur la situation politique internationale ; projets et négociations pour une suspension des hostilités et une paix négociée.

SIM républicain

- Carton 3008 : Fiches personnelles des militaires réfugiés à l'ambassade de France.

Comandancia Militar de Alicante

- Carton 4129 : Correspondance avec le consulat de France à Alicante.

Juan Agrela, Conde de La Granja

- Carton 2138 : Asilés de l'ambassade française à Chomérac.
- Carton 3675: Correspondance de la délégation de la Croix-Rouge nationaliste à Irún sur les échanges de prisonniers.
- Carton F.426 : Photographies des asilés de l'ambassade française à Chomérac.

Centro Documental de la Memoria Histórica

Ambassade de l'Espagne républicaine à Londres (coupures de presse).

- INCORPORADOS,1516 à 1519 : Grande-Bretagne.
- INCORPORADOS,1520 : France.
- INCORPORADOS,1531 : Atrocités rebelles.
- INCORPORADOS,1556 : Évacuations de civils.
- INCORPORADOS,1557 : Évacuations de civils.
- INCORPORADOS,1562 : Médiation.

Délégation officieuse de l'Espagne franquiste à Londres

- INCORPORADOS,1485 : Télégrammes.
- INCORPORADOS,1491 : Idem.
- INCORPORADOS,1497 : Idem.

Délégation officieuse de l'Espagne franquiste à Paris

- INCORPORADOS,1464 : Correspondance sur les échanges de prisonniers.
- INCORPORADOS,1465 : Idem.

- INCORPORADOS,1466 : Correspondance générale. Réfugiés de l'ambassade de France à Madrid et à Chomérac.

Officina Nacional de Nacho Enea

- INCORPORADOS,1472 : Divers.
- INCORPORADOS,1473. Divers.
- INCORPORADOS,1474 : Divers.
- INCORPORADOS,1475 : Correspondance.
- INCORPORADOS,1476 : Autorisations et instructions.
- INCORPORADOS,1477 : Correspondance.
- INCORPORADOS,1478 : Réfugiés dans les ambassades.
- INCORPORADOS,1480 : Évacués des ambassades ; diplomates étrangers.
- INCORPORADOS,1481 : Inventaires ; personnel.

Delegación Nacional de Servicios Documentales de la Presidencia del Gobierno Nacional.

Político-Social. Alicante

- Carton 142 : Dossier sur René Neuville.

Político-Social. PS-Barcelona:

- Carton 317 : Correspondance du consulat espagnol à Hendaye ; correspondance avec les représentations étrangères à Madrid et Valence ; correspondance avec le consulat général de Grande-Bretagne à Barcelone ; correspondance avec la délégation du gouvernement basque à Barcelone.
- Carton 412: Rapport sur le Dr. Benoit de l'*Iméréthie II*.
- Carton 604 : Dossier sur les réfugiés de l'ambassade française embarqué sans documents.
- Carton 797 : Passage de la frontière par Eirik Labonne ; rapport sur les personnes embarquées à bord de l'*Iméréthie II* ; dossier sur les réfugiés de l'ambassade française détenus par le SIM.
- Carton 801 : Dossier sur le passage de la frontière par le secrétaire de l'ambassade française.
- Carton 935 : Dossier sur le consulat général de France à Barcelone.

Político-Social. PS-Madrid.

- Carton 181 : Correspondance entre Jean Herbette et Diego Martínez Barrio.
- Carton 550 : Listes d'étrangers expulsés vers la France.

- Carton 640 : Lettre remise par l'ambassadeur d'Espagne à Paris.
- Carton 893 : Rapport sur l'arrivée d'Eirik Labonne.
- Carton 903 : Dossier sur Pierre Cahuzac.

Político-Social. PS-Santander

- Carton 41 : Télégrammes du gouvernement basque et des consulats étrangers à Bilbao. Information sur le bombardement de la zone neutre de Santander ; télégrammes entre la présidence du gouvernement basque et le consul d'Espagne à Bayonne sur les échanges de prisonniers ; télégrammes du département de la défense basque sur les échanges de prisonniers.
- Carton 627 : Correspondance entre l'agent consulaire de France à Santander et le comité central du PSOE au Pays-Basque.

Sección de información del Estado Mayor Central del Ejército de la República

- INCORPORADOS,727 : Rapport sur la visite en Espagne d'une mission militaire française pour examiner le matériel étranger ; visites des fronts par l'attaché militaire français.
- INCORPORADOS,728 : Rapports et informations sur l'espionnage franquiste dans le sud de la France (*Nacho Enea, La Grande Frégate*).

Archivo Histórico Nacional

Causa General

Causa General de la provincia de Madrid

- Carton 1519 : Dossier sur l'avion assurant la liaison Toulouse-Madrid.
- Carton 1527 : Dossier sur les ambassades et les évacuations de réfugiés.

Archives personnelles de José Giral

- Carton 1.N : Correspondance avec Ángel Ossorio y Gallardo, Manuel de Irujo, Carlos Esplá et Eirik Labonne. Rapport sur les activités diplomatiques de la Société des Nations durant la guerre civile.
- Carton 2.N : Correspondance avec John Leche ; condamnation des bombardements contre les populations civiles.
- Carton 3.N : Correspondance avec John Leche, Max Huber, Yvon Delbos, Indalecio Prieto, Ángel Ossorio y Gallardo, Pablo de Azcárate ; correspondances, rapports et notes sur les bombardements contre les

populations civiles ; cérémonies de remise des lettres de créance ; correspondance sur la détention du capitaine Edwin C. Lance.

- Carton 7.N : Correspondance avec Pablo de Azcárate, Ángel Ossorio y Gallardo, Julián Zugazagoitia ; correspondance sur l'évacuation du front nord et sur les réfugiés basques ; correspondance sur les relations avec la France ; correspondance sur l'évasion de capitaux vers la France par la valise diplomatique.
- Carton 9.N : Correspondance avec Ángel Ossorio y Gallardo.
- Carton 11.N : Correspondance avec le CICR, Joseph Avenol, Indalecio Prieto, Ángel Ossorio y Gallardo, Pablo de Azcárate; correspondance entre Pablo de Azcárate et Anthony Eden ; correspondance sur l'évacuation de réfugiés asturiens.
- Carton 12.N : Rapports sur l'arrivée de prisonniers de guerre de Santander en France ; relations entre Julián Troncoso et les autorités basques ; rapport de Manuel de Irujo sur l'aide reçue en France par le camp rebelle.
- Carton 20.N : Photographies de la destruction d'Almería par l'escadre allemande ; photographies d'une ville détruite ; photographies de José Giral à la sortie de la résidence présidentielle ; photographies de Manuel Azaña et de membres du gouvernement lors d'un défilé.

Archives personnelles de Marcelino Pascua

- Carton 1 : Correspondance avec le ministère d'État.
- Carton 2 : Rapports de l'ambassadeur ; rapports avec les autorités françaises ; correspondance avec Julián Zugazagoitia.
- Carton 3 : Rapports avec les autorités françaises.
- Carton 7 : Correspondance personnelle avec des hommes politiques français.
- Carton 9 : Correspondance entre l'ambassadeur et le ministère d'État.

Archives personnelles de Luis Araquistain

- Carton 40 : Correspondance personnelle.
- Carton 73 : Correspondance personnelle.
- Carton 76 : Correspondance personnelle.

Fondation Juan Negrín (copies conservées au CDMH)

Ministère de la Défense Nationale

Fonds du Servicio de Información Militar républicain

- Série de documents numérisés 1.MDN.2.00.02.06.

Ministère d'État

Correspondance

- Série de documents numérisés 1.MES.0.00.00.00.01.

Rapports

- Série de documents numérisés 1.MES.0.00.00.00.02.

Sección de información

- Série de documents numérisés 1.MES.0.05.01.

Secrétariat Général

- Série de documents numérisés 1.MES.0.06.

Sous-secrétariat

- Série de documents numérisés 1.MES.0.07.

Ambassade d'Espagne à Londres

- Série de documents numérisés 1.MES.3.05.

Ambassade de Grande-Bretagne en Espagne

- Série de documents numérisés 1.MES.3.06.

Ambassade d'Espagne à Paris

- Série de documents numérisés 1.MES.3.10.

Ambassade de France en Espagne

- Série de documents numérisés 1.MES.3.11.

Ministère de l'Intérieur

- Série de documents numérisés 1.MGO.0.03.
- Série de documents numérisés 1.MGO.1.

Archives du Comité international de la Croix-Rouge

Correspondance générale

- B CR 212 GEN-01 : correspondance générale du 24 janvier 1936 au 7 septembre 1936.
- B CR 212 GEN-54 : Correspondance de Raymond Courvoisier (Saint-Jean-de-Luz) du 2 janvier 1937 au 15 août 1938.
- B CR 212 GEN-58 : Rapports et correspondance de Georges Henny (Madrid) du 18 septembre 1936 au 2 janvier 1937.
- B CR 212 GEN-60 : Rapports et correspondance de Marcel Junod du 1^{er} septembre 1936 au 1^{er} décembre 1937.
- B CR 212 GEN-61 : Rapports et correspondance de Marcel Junod du 18 mars 1938 au 20 juin 1939.
- B CR 212 GEN-64 : Rapports d'Horace de Pourtalès (Saint-Jean-de-Luz) du 16 décembre 1936 au 3 novembre 1938.
- B C 212 GEN-65 : Correspondance d'Horace de Pourtalès (Saint-Jean-de-Luz) du 28 décembre 1936 au 25 novembre 1938.

Sources imprimées

Documents et annuaires diplomatiques

HALPERN P.G. (dir.), *The Mediterranean Fleet, 1930-1939*, Londres et New York, Routledge, 2016.

OLAZÁBAL ESTECHA Carlos María, *Pactos y traiciones. De San Sebastián al Pacto de Bilbao*, Bilbao, Fundación Popular de Estudios Vascos, 2009.

_____, *Pactos y traiciones. Del pacto de Bilbao al pacto de Santoña*, Bilbao, Fundación Popular de Estudios Vascos, 2009.

Annuaire diplomatique et consulaire. 1936, Paris, Imprimerie Nationale, 1936.

Annuaire diplomatique et consulaire. 1937, Paris, Imprimerie Nationale, 1937.

Annuaire diplomatique et consulaire. 1938, Paris, Imprimerie Nationale, 1938.

Annuaire diplomatique et consulaire. 1939, Paris, Imprimerie Nationale, 1939.

Annuaire diplomatique et consulaire. 1942, Paris, Imprimerie Nationale, 1942.

Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers, 1936. Volume II : Europe, Washington, United States Government Printing Office, 1954.

I Documenti Diplomatici Italiani. Ottava serie : 1935-1939. Volume VI (1o gennaio - 30 giugno 1937), Rome, Istituto poligrafico e zecca dello Stato, 1997.

I Documenti Diplomatici Italiani. Ottava serie : 1935-1939. Volume IV (10 maggio - 31 agosto 1936), Rome, Istituto poligrafico e zecca dello Stato, 1993.

Les Œuvres françaises à l'Étranger. Annuaire publié par l'Union des Français de l'Étranger, 1937, Paris, Union des Français de l'Étranger, 1937.

The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1937, Londres, Harrison, 1937.

The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book for 1914, Londres, Harrison, 1914.

Mémoires, journaux et récit

ÁLVAREZ DEL VAYO Julio, *Les batailles de la liberté*, Paris, François Maspéro, 1963.

AZAÑA Manuel, *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales / Taurus-Santillana, 2008, vol. 4 (juillet 1936-août 1940).

AZCÁRATE Pablo de, *Mi embajada en Londres durante la guerra civil española*, Barcelone, Ariel, 2012.

BARBIER Jean-Baptiste, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951.

BERTRÁN Y MUSITU José, *Experiencias de los servicios de información del Noreste de España (SIFNE) durante la guerra*, Madrid, Espasa-Calpe, 1940.

BOWERS Claude G., *Ma mission en Espagne, 1933-1939*, Paris, Flammarion, 1956.

COLODNY Robert G., *El Asedio de Madrid*, Paris, Ruedo Ibérico, 1970.

CUESTA Teodoro, *De la muerte a la vida. Veinte meses de una vida insignificante en el infierno rojo*, Burgos, Aldecoa, 1939.

GARCÍA LACALLE Andrés, *Mitos y verdades. La aviación de caza en la guerra española*, México, Lito Offset Persa, 1973.

- GIRAL José, *Año y medio de gestiones de canje*, s.l., s.n., 1938.
- JUNOD Marcel, *Le troisième combattant*, Bruxelles, Office de Publicité, 1947.
- LEVERKUS William, *Leverkus. La acción humanitaria de un Cónsul Británico durante la Guerra Civil Española*, traduit par Antonio Cortiñas-Guntín, Carthagène, Ediciones Nova Spartaria, « Guerra civil española », 2021.
- MORLA LYNCH Carlos, *Informes diplomáticos y diarios de la guerra civil*, Séville, Espuela de Plata, 2010.
- NEGRÍN Juan, *Textos y discursos políticos*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2010.
- NÚÑEZ MORGADO Aurelio, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, Madrid, Editorial Vimar, 1979.
- RIVET Louis, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010.
- SCHLAYER Felix, *Diplomático en el Madrid rojo*, Madrid, Espuela de Plata, 2021.
- SCOTT WATSON Keith, *Single to Spain. An Account of Experiences in Spain During the Civil War*, Londres, Arthur Barker, 1937.
- THOMPSON Geoffrey, *Front-Line Diplomat*, Londres, Hutchinson & Co., 1959.
- ZUGAZAGOITIA Julián, *Guerra y vicisitudes de los españoles*, Barcelone, Tusquets Editores, 2001.

Bibliographie

- ABALLÉA Marion, *Un exercice de diplomatie chez l'ennemi. L'ambassade de France à Berlin, 1871-1933*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, « Histoire et civilisations », 2017.
- ALÍA MIRANDA Francisco, *La otra cara de la guerra. Solidaridad y humanitarismo en la España republicana durante la guerra civil (1936-1939)*, Madrid, Sílex, « Sílex Universidad Historia », 2020.
- ___, *Julio de 1936. Conspiración y alzamiento contra la Segunda República*, Barcelone, Crítica, 2011.
- ALLAIN Jean-Claude, « De la personnalité au groupe de décision. Leur pouvoir sur le cours de l'histoire internationale », in *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 317-326.
- ___, « Le groupe dirigeant dans la conduite des relations internationales », in *Relations internationales*, n° 41, 1985, p. 79-92.
- ALLAIN Jean-Claude et BADEL Laurence, « L'appareil diplomatique » in *Pour l'histoire des relations internationales*, Robert Frank (éd.), Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 475-510.
- ALMEIDA Fabrice d', « Terreurs de la France modérée. Les affiches du Centre de propagande des républicains nationaux dans l'entre-deux-guerres », in *Sociétés & Représentations*, n° 12, vol. 2, 2001, p. 252-267.
- ALONSO CARBALLÉS Jesús J., « El primer exilio de los vascos, 1936-1939 », in *Historia Contemporánea*, n° 35, 2007, p. 683-708.
- ___, *1937. Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998.
- ALPERT Michael, *La Guerra Civil en el aire: Alemanes, soviéticos e italianos en los cielos de España*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2020.
- ___, *Franco and the Condor Legion. The Spanish Civil War in the Air*, London, Bloomsbury Academic, 2019.
- ___, *The Republican Army in the Spanish Civil War, 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- ___, *A New International History of the Spanish Civil War*, 2e édition., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004.
- ___, « Humanitarianism and Politics in the British Response to the Spanish Civil War, 1936-9 », in *European History Quarterly*, n° 14, vol. 4, 1984, p. 423-440.
- ÁLVAREZ TARDÍO Manuel, « Un momento decisivo : la estrategia de la CEDA ante las elecciones de 1936 », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 51, 2017, p. 53-68.

- _____, « The Impact of Political Violence During the Spanish General Election of 1936 », in *Journal of Contemporary History*, 48(3), 2013, p. 463-485.
- _____, « La CEDA y la democracia republicana » in *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Fernando del Rey (éd.), Madrid, Tecnos, 2011, p. 341-418.
- ÁLVAREZ TARDÍO Manuel et REY Fernando del (éd.), *The Spanish Second Republic revisited. From Democratic Hopes to Civil War, 1931-1936*, Brighton, Sussex Academic Press, 2011.
- ÁLVAREZ TARDÍO Manuel et VILLA GARCÍA Roberto, *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*, Barcelone, Espasa, « Booket », 2019.
- _____, « El impacto de la violencia anticlerical en la primavera de 1936 y la respuesta de las autoridades », in *Hispania Sacra*, nº 132, LXV, 2013, p. 683-764.
- _____, *El precio de la exclusión. La política durante la Segunda República*, Madrid, Encuentro, 2010.
- ANDERSON Peter, « British Government Maritime Evacuations in the Spanish Civil War, 1936–1939 », in *War in History*, nº 1, vol. 26, 2019, p. 65-85.
- _____, « The Struggle over the Evacuation to the United Kingdom and Repatriation of Basque Refugee Children in the Spanish Civil War: Symbols and Souls », in *Journal of Contemporary History*, nº 2, vol. 52, 2016, p. 297-318.
- _____, « The Chetwode Commission and British Diplomatic Responses to Violence Behind the Lines in the Spanish Civil War », in *European History Quarterly*, nº 2, vol. 42, 2012, p. 235-260.
- ARBOIT Gérald, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS Éditions, 2014.
- ARCE PINEDO Rebeca, « De la mujer social a la mujer azul: la reconstrucción de la feminidad por las derechas españolas durante el primer tercio del siglo XX », in *Ayer*, nº 57, 2005, p. 247-272.
- ARCO BLANCO Miguel Angel del, « Los franquistas andaluces. Los apoyos sociales del franquismo durante la Guerra Civil y la posguerra », in *Andalucía en la historia*, nº 30, 2010, p. 20-25.
- _____, *Hambres de Siglos: mundo rural y apoyos sociales del franquismo en Andalucía Oriental*, Grenade, Comares, 2007.
- ARROYO GONZÁLEZ Juan Carlos, « Consideraciones sobre la política de la memoria en España », in *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, nº 105, XXXV, 2020, p. 7-30.
- ASTER Sidney, « Appeasement: Before and After Revisionism », in *Diplomacy & Statecraft*, nº 3, vol. 19, 2008, p. 443-480.

- AUDEVAL Aurélie, *Les Étrangères Indésirables et l'Administration française. 1938-1942. Socio-histoire d'une catégorisation d'État*, thèse de doctorat, EHESS, 2016, (dactyl.).
- AVILÉS FARRÉ Juan, *La izquierda burguesa y la tragedia de la II República*, Madrid, Comunidad de Madrid, 2006.
- _____, *Pasión y farsa. Franceses y británicos ante la guerra civil española*, Madrid, Eudema, 1994.
- AZAÑA Manuel, *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales / Taurus-Santillana, 2008, vol. 4 (juillet 1936-août 1940)/.
- BACH JENSEN Richard, *The Battle against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.
- BADEL Laurence, *Diplomaties européennes. XIX-XXIe siècle*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2021.
- _____, *Diplomatie et grands contrats. L'État et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2010.
- _____, « L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XXe siècle », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 28, vol. 2, 2008, p. 133-140.
- _____, « Les acteurs de la diplomatie économique de la France au XXe siècle: les mutations du corps des attachés commerciaux (1919-1950) », in *Relations internationales*, n° 114, vol. 2, 2003, p. 189-212.
- BADEL Laurence et JEANNESSON Stanislas, « Introduction. Une histoire globale de la diplomatie ? », in *Monde(s)*, n° 5, vol. 1, 2014, p. 6-26.
- BAHAMONDE Ángel et CERVERA GIL Javier, *Así terminó la guerra de España*, 2e éd., Madrid, Marcial Pons, « Historia », 2000.
- BAILLOU Jean (éd.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, CNRS, 1984, vol. Tome 2 : 1870-1980/.
- BALFOUR Sebastian, *Deadly Embrace: Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- BALLARÍN Manuel et LEDESMA José Luis (éd.), *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010.
- BARBIER Jean-Baptiste, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951.
- BARBIERI Pierpaolo, *La sombra de Hitler. El imperio económico nazi y la Guerra Civil española*, Barcelone, Taurus, 2015.
- BARRUSO Pedro, « La guerra del comandante Troncoso. Terrorismo y espionaje en Francia durante la Guerra Civil Española », in *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, n° 28, 2016.

- _____, *1936-1937. Guerre civile d'Espagne. Saint-Jean de Luz/Ciboure. Villes diplomatiques*, Ciboure, Jakintza, 2015.
- _____, *1936-1937. Guerre civile d'Espagne. Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. Villes diplomatiques*, Ciboure, Jakintza, 2015.
- _____, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008.
- _____, « El Bombardeo de Gernika y la diplomacia francesa », in *Eusko News and Media*, n° 391, 2007.
- _____, *El Frente silencioso. La guerra civil española en el sudoeste de Francia*, Alegia, Hiria, 2001.
- _____, « La misión diplomática del embajador francés, Jean Herbette, durante la guerra civil », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 28-29, 1999, p. 120-134.
- _____, « 1936: Violencia espontánea, popular y revolucionaria », in *Vasconia*, n° 26, 1998, p. 259-268.
- BARRUSO Pedro et JIMÉNEZ DE ABERÁSTURI CORTA Juan Carlos, *El comienzo de la Guerra Civil en Euskadi a través de los documentos diplomáticos franceses. Los informes del embajador Jean Herbette (San Sebastián: julio-octubre de 1936)*, Saint-Sébastien, Kutxa Fundazioa, 2011.
- BARTOLOMÉI Arnaud, « L'institution consulaire française à Cadix et l'Espagne au XVIIIe siècle. Un "modèle"? Introduction » in *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle)*, Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (éd.), Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, « Collection de l'École française de Rome », 2018, p. 329-339.
- BARTOLOMÉI Arnaud, CALAFAT Guillaume, GRENET Mathieu et ULBERT Jörg (éd.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle)*, Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, 2018.
- BAUGHAN Emily, *Saving the Children. Humanitarianism, Internationalism, and Empire*, Oakland, University of California Press, 2022.
- BAUSARDO Thomas, *Les coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle - 1989)*, thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne, 2015, (dactyl.).
- BEEVOR Antony, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.
- BELL Adrian, *Only for Three Months*, Norwich, Mousehold Press, 2007.
- BELLIER Irène, « Une approche anthropologique de la culture des institutions » in *Anthropologie du politique*, Marc Abélès et Henri-Pierre Jeudy (éd.), Paris, Armand Colin, 1997, p. 129-161.

- BEN KHALIFA Riadh, « La fabrique des clandestins en France, 1938-1940 », in *Migrations Société*, n° 139, vol. 1, 2012, p. 11-26.
- BENNASSAR Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004.
- BERDAH Jean-François, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000.
- ___, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 28-29, 1999, p. 83-119.
- BERSTEIN Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006.
- ___, « Les radicaux » in *Histoire des gauches en France*, Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (éd.), Paris, La Découverte, « Poche / Sciences humaines et sociales », 2005, vol. 2: XXe siècle: à l'épreuve de l'histoire/, p. 7-26.
- ___, *Histoire du Parti Radical*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 1982, vol. 2 : Crise du radicalisme, 1926-1939/.
- BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France*, Paris, Olivier Orban, 1987, vol. 1 : 1917-1940/.
- BEUGNIET Thomas, « *La conférence anti-anarchiste de Rome (1898)* » et les débuts d'une coopération internationale contre le terrorisme de la fin du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale, mémoire de master, Université de Nantes, 2016, (dactyl.).
- BLUMÉ Daniel (éd.), *Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention : documents inédits présentés par Daniel Blumé (premier numéro des « Cahiers de Léon Blum »)*, Paris, Jacques Enfers, 1978.
- BOLLOTEN Burnett, *The Spanish Civil War: Revolution and Counterrevolution*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2015.
- BORDES Enrique et SOBRÓN Luis de, *Madrid bombardeado. Cartografía de la destrucción, 1936-1939*, Madrid, Cátedra, 2021.
- BORRÁS LLOP José María, « Relaciones franco-españolas al comienzo de la guerra civil : La Embajada de Jean Herbette (1936-1937) », in *Arbor*, n° 491-492, CXXV, 1986, p. 77-99.
- ___, « Intereses económicos y actitudes políticas en las relaciones franco-españolas (1936-1939) » in *Españoles y franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, CSIC, 1986, p. 65-85.
- ___, « Relaciones entre los gobiernos de París y Burgos al final de la guerra civil española: La firma del "Convenio Jordana-Bérard" » in *Estudios de Historia de España. Homenaje a Manuel Tuñón de Lara*, Santiago Castillo, Carlos Forcadell, María Carmen García-Nieto et Juan Sisinio Pérez Garzón (éd.), Madrid, Universidad Internacional « M.Pelayo », 1981, p. [chercher pages].

- _____, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1981.
- BOUÉ Séverine, *L'ambassade et les ambassadeurs de France à Washington (1893-1981). Evolution du poste, du profil des ambassadeurs et de leurs missions*, thèse de doctorat, Université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2017, (dactyl.).
- BOURDIEU Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil / Raisons d'agir, 2012.
- BOURNEUF Pierre-Etienne, *Bombarder l'Allemagne. L'offensive alliée sur les villes pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014.
- BRAUD Philippe, *Violences politiques*, Paris, Le Seuil, « Points Essais », 2004.
- _____, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références inédites », 1996.
- BREEN Catherine, *La Droite française et la Guerre d'Espagne (1936-1937)*, Genève, Editions Médecine et Hygiène, 1973.
- BRODER Albert, *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Paris, Economica, « Économies et sociétés contemporaines », 1998.
- BUCHANAN Tom, « Edge of the Darkness: British "Front-Line" Diplomacy in the Spanish Civil War, 1936-1937 », in *Contemporary European History*, n° 3, vol. 12, 2003, p. 279-303.
- _____, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- _____, *The Spanish Civil War and the British Labour Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- BUIRETTE Patricia, *Le droit international humanitaire*, Paris, La Découverte, « Repères », 2019.
- BUREL Cécile, RUBIÓ Jordi et SITJÀR Josep, « Los SIG comi instrumento para el análisis de las migraciones: el ejemplo del éxodo catalán de 1936 », in *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea [en ligne]*, n° 10-2, 2012.
- CABLE James, *The Royal Navy and the Siege of Bilbao*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.
- CAILLAT Michel, *L'Entente Internationale Anticomuniste de Théodore Aubert. Organisation interne, réseaux et action d'une internationale antimarxiste, 1924-1950*, Lausanne, SHSR, 2016.
- CAMPOS Miguel I, *Armas para la República. Contrabando y corrupción, julio de 1936 - mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2022.
- CAMPOS Miguel I et JORGE PENADO David, « La internacionalización del conflicto y la batalla diplomática por Madrid » in *Asedio. Historia de Madrid en la guerra civil (1936-*

- 1939), GÓMEZ BRAVO Gutmaro (dir.), Madrid, Ediciones Complutense, 2018, p. 91-137.
- CARDI Coline et PRUVOST Geneviève, « Introduction générale. Penser la violence des femmes : enjeux politiques et épistémologiques » in *Penser la violence des femmes*, Coline Cardi et Geneviève Pruvost (éd.), Paris, La Découverte, « Sciences humaines », 2012, p. 13-64.
- ___, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », in *Champ pénal*, vol. 8, 2011.
- CARLTON David, « Eden, Blum, and the Origins of Non-Intervention », in *Journal of Contemporary History*, n° 3, vol. 6, 1971, p. 40-55.
- CASANOVA Julián, « Guerra civil y violencia política » in *La Guerra Civil española*, Julián Casanova et Paul Preston (éd.), Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008, p. 27-60.
- ___, *República y guerra civil*, Barcelone, Crítica-Marcial Pons, « Historia de España », 2007.
- ___, *De la calle al frente: El anarcosindicalismo en España, 1931-1939*, Barcelone, Crítica, 1997.
- CASANOVA Marina, *La diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, 1996.
- ___, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, Biblioteca Diplomática Española, 1996.
- ___, « Las relaciones diplomáticas hispano-belgas durante la guerra civil española : el caso del barón de Borchgrave », in *Espacio, Tiempo y Forma*, n° 5, 1992, p. 293-302.
- CASES SOLA Adriana, « La violencia sexual en la retaguardia republicana durante la guerra civil española », in *Historia Actual Online*, n° 34, 2014, p. 69-80.
- CASTRO Luis, « Yo daré las consignas. » *La prensa y la propaganda en el primer franquismo*, Madrid, Marcial Pons, « Historia », 2020.
- CATALA Michel, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939-1944*, Paris, L'Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1997.
- ___, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n° 29, vol. 3, 1993, p. 243-262.
- CATROS Simon, *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020.
- ___, *Sans vouloir intervenir... Les états-majors généraux français - Armée, Marine, Armée de l'Air et Colonies - dans la prise de décision en politique étrangère, 1935-1939*, thèse de doctorat, Université Paris-Sorbone, 2015, (dactyl.).

- CAUCANAS Sylvie et SAGNES Jean (éd.), *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990.
- CAYÓN GARCÍA Francisco et MUÑOZ RUBIO Miguel, « La fractura ferroviaria de la guerra civil » in *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (éd.), Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol. 1/, p. 601-652.
- CENARRO Ángela, « Elite, Party, Church. Pillars of the Francoist "New State" in Aragon, 1936-1945 », in *European History Quarterly*, n° 4, vol. 28, 1998, p. 461-486.
- CERVERA GIL Javier, *Contra el enemigo de la República... desde la Ley. Detener, juzgar y encarcelar en guerra*, Madrid, Biblioteca Nueva, « Historia », 2015.
- _____, *Madrid en guerra. La ciudad clandestina. 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.
- CHARPENTIER Pierre-Frédéric, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne. Une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Le Félin, 2019.
- CHASSAIGNE Philippe, *Histoire de l'Angleterre. Des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, « Champs Histoire », 2021.
- CHEVALIER Louis, *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1958.
- CLÍMACO Cristina, « L'émigration politique portugaise en France (1927-1940). Sources et bibliographie », in *Exils et migrations ibériques au XXe siècle*, n° 2, 1995, p. 143-161.
- COBO ROMERO Francisco et ORTEGA LÓPEZ Teresa, *Franquismo y posguerra en Andalucía Oriental: represión, castigo a los vencidos y apoyos sociales al régimen franquista, 1936-1950*, Grenade, Universidad de Granada, 2005.
- CŒURÉ Sophie, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, CNRS, « Biblis », 2017.
- _____, « Endiguer le bolchévisme? La "double frontière" dans le répertoire de l'anticommunisme (1917-1941) » in *Frontières du communisme*, Sophie Cœuré et Sabine Dullin (éd.), Paris, La Découverte, « Recherches », 2007, p. 42-63.
- COVERDALE John, *La intervención fascista en la Guerra Civil Española*, Madrid, Alianza Editorial, 1975.
- CRUZ Rafael, « Júbilo, enfrentamiento y violencia en la movilización de 1936 » in *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Manuel Ballarín et José Luis Ledesma Vera (éd.), Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 121-137.
- _____, *En el nombre del pueblo. Rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2006.
- _____, « Conflictividad social y acción colectiva. Una lectura cultural » in *Nuevas tendencias historiográficas e historia local en España : actas del II Congreso de Historia Local*

- de Aragón (Huesca, 7 al 9 de julio de 1999)*, Miguel Angel Ruiz Carnicer et Carmen Frías Corredor (éd.), Saragosse, Instituto de Estudios Altoaragoneses / Universidad de Zaragoza, 2001, p. 175-190.
- CUEVA Julio de la, « El asalto de los cielos: una perspectiva comparada para la violencia anticlerical española de 1936 », in *Ayer*, n° 88, vol. 4, 2012, p. 51-74.
- ___, « Religious Persecution, Anticlerical Tradition and Revolution: On Atrocities against the Clergy during the Spanish Civil War », in *Journal of Contemporary History*, n° 3, vol. 33, 1998, p. 355-369.
- DASQUE Isabelle, *Les Diplomates de la République (1871-1914)*, Paris, Sorbonne Université Presses, « Mondes contemporains », 2020.
- ___, « Le Quai d'Orsay, une citadelle du cléricalisme ? Religion et culture des diplomates à la Belle Époque » in *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XXe siècle*, Gilles Ferragu et Florian Michel (éd.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 27-43.
- ___, « La diplomatie française au lendemain de la grande guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », in *Vingtième Siècle*, n° 99, vol. 3, 2008, p. 33-49.
- DAY Peter, *Franco's Friends: How British Intelligence helped bring Franco to Power in Spain*, Londres, Biteback Publishing Ltd, 2011.
- DEACON David, *British news media and the Spanish Civil War: tomorrow may be too late*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2008.
- DEFFOIS Pauline, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de maîtrise, Université d'Angers, 2002, (dactyl.).
- DELAUNAY Jean-Marc, « Miradas francesas sobre le Guerra Civil » in *La Guerra Civil española, una visión bibliográfica*, Ángel Viñas et Juan Andrés Blanco Rodríguez (éd.), Madrid, Marcial Pons, « Historia », 2017.
- ___, « Orígenes históricos y determinantes de la actitud francesa hacia la España de 1936 », in *Historia contemporánea*, n° 10, 1993, p. 15-23.
- ___, « 1936. Les intérêts français en Espagne » in *Autour de la Guerre d'Espagne: 1936-39*, Serge Salaün et Carlos Serrano (éd.), Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 165-172.
- DELUERMOZ Quentin, « Des communardes sur les barricades » in *Penser la violence des femmes*, Coline Cardi et Geneviève Pruvost (éd.), Paris, La Découverte, « Sciences humaines », 2012, p. 106-119.
- DENÉCHÈRE Yves, « Les villes dans la guerre civile d'Espagne » in *Villes en guerre*, Philippe Chassaing et Jean-Marc Largeaud (éd.), Paris, Armand Colin, 2004, p. 137-146.
- ___, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, « Diplomatie et Histoire », 2003.

- _____, « L'inégalité de traitement des réfugiés politiques en France : l'exemple des Espagnols avant 1936 », in *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 3, vol. 108, 2001, p. 117-134.
- _____, *La Politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- DERRIENNIC Jean-Pierre, *Les guerres civiles*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2001.
- DESGRANDCHAMPS Marie-Luce, *L'humanitaire en guerre civile. La crise du Biafra (1967-1970)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.
- DOERR Paul, *British Foreign Policy, 1919-1939*, Manchester, Manchester University Press, 1998.
- DOLL-PETIT Rubèn, *Els « catalans de Gènova » : història de l'èxode i l'adhesió d'una classe dirigent en temps de guerra*, Barcelone, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2003.
- DOMÍNGUEZ DOMÍNGUEZ Consuelo, « El pasado británico de Huelva: the British Cemetery », in *Aestuaría. Revista de investigación*, n° 12, 2015, p. 159-192.
- DREYFUS-ARMAND Geneviève, « La France et la guerre d'Espagne. Un pays passionné, profondément fracturé » in *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, CANAL Jordi et DUCLERT Vincent (dir.), Paris, Armand Colin, 2016, p. 50-63.
- _____, « La France et la guerre d'Espagne. Un pays passionné, profondément fracturé » in *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Jordi Canal et Vincent Duclert (éd.), Paris, Armand Colin, 2016, p. 50-63.
- _____, « Guerre d'Espagne : les débats chez les intellectuels français », in *Bulletin Hispanique*, n° 1, vol. 118, 2016, p. 99-118.
- _____, *L'Exil des républicains espagnols en France de la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999.
- DREYFUS-ARMAND Geneviève et MARTÍNEZ-MALER Odette, *L'Espagne, passion française (1931-1975)*, Paris, Les Arènes, 2015.
- DREYFUS-ARMAND Geneviève et TÉMIME Émile, *Les camps sur la plage : un exil espagnol*, Paris, Éd. Autrement, « Autrement Série Monde Français d'ailleurs, peuple d'ici », 1995.
- DU RÉAU Elisabeth, « L'information du "décideur" et l'élaboration de la décision diplomatique française dans les dernières années de la III^e République », in *Relations internationales*, n° 32, 1982, p. 525-541.
- DULLIN Sabine, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *La Décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979.

- DUTTON David, *Neville Chamberlain*, Londres, Arnold, « Reputations », 2001.
- EALHAM Chris, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, Marseille, Agone, 2021.
- _____, *Anarchism and the City: Revolution and Counter-Revolution in Barcelona, 1898-1937*, Edinburgh, AK Press, 2010.
- EDWARDS Jill, *The British Government and The Spanish Civil War, 1936-1939*, Londres, The Macmillan Press, 1979.
- EGIDO LEÓN Angeles, « Francofilia y realpolitik » in *Azaña: intelectual y estadista. A los 80 años de su fallecimiento en el exilio*, Angeles Egido León (éd.), Madrid, Ministerio de la Presidencia, 2020, p. 235-248.
- _____, « España y Francia : una relación desigual » in *La Segunda República y su proyección internacional*, EGIDO LEÓN Angeles (dir.), Madrid, La Catarata, 2017, p. 107-135.
- _____, « La dimensión internacional de la Segunda República: un proyecto en crisol » in *La política exterior de España en el siglo XX*, Javier Tusell, Juan Avilés Farré et Rosa Pardo (éd.), Madrid, Biblioteca Nueva - UNED, 2000, p. 189-220.
- ESPINOSA MAESTRE Francisco, *Por la Sagrada Causa Nacional. Historias de un tiempo oscuro. Badajoz, 1936-1939*, Barcelone, Crítica, 2021.
- _____, *La primavera del Frente Popular. Los campesinos de Badajoz y el origen de la guerra civil (marzo-julio de 1936)*, Barcelone, Crítica, 2007.
- _____, « Breve historia de una fotografía », in *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, n° 6, 2007, p. 165-180.
- _____, *La Justicia de Queipo*, Barcelone, Crítica, 2006.
- _____, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelone, Crítica, 2003.
- ESPINOSA MAESTRE Francisco, GARCÍA MÁRQUEZ José María, GIL VICO Pablo et LEDESMA VERA José Luis, *Violencia azul y roja. España, 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2010.
- ESTERLE Maryse, « Juillet à septembre 1936 à Cadix (Espagne). Les travailleurs face aux militaires », in *Le Mouvement Social*, n° 96, vol. 4, 1976, p. 31-45.
- EYRARD Jean-Paul, « Attaché naval en Espagne pendant la guerre civile : l'itinéraire du lieutenant de vaisseau Raymond Moullec », in *Revue Historique des Armées*, n° 251, 2008, p. 104-111.
- FARGE Arlette, « Proximités pensables et inégalités flagrantes. Paris, XVIIIe siècle » in *De la violence et des femmes*, Cécile Dauphin et Arlette Farge (éd.), Paris, Albin Michel, 1997, p. 73-87.

- FARRÉ Sébastien, *L'affaire Henny. Le Comité international de la Croix-Rouge et les massacres de Paracuellos del Jarama (novembre - décembre 1936)*, Genève, Georg, 2022.
- , « Le Comité de Londres et la politique de non-intervention durant la guerre civile espagnole (1936-1939) » in *Prévention, gestion et sortie des conflits*, Vincent Chetail, Cédric van der Poel, Sylvie Ramel et René Schwok (éd.), Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2006, p. 199-219.
- , *La Suisse et l'Espagne de Franco : de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, Lausanne, Antipodes, 2006.
- FASSIN Didier, *La Raison humanitaire. Une histoire morale du présent*, Paris, Seuil, « Points Essais », 2018.
- FERNÁNDEZ Eliseo et GRANDÍO Emilio, *¿Orden o República? Conflictividad social y política en a Coruña (1931-1936)*, Madrid, Catarata, 2020.
- FERNÁNDEZ MONTESINOS Andrea, « L'Espagne éternelle. La huella de los románticos franceses en la prensa francesa durante la guerra civil española » in *La mirada del otro. La imagen de España, ayer y hoy*, José Varela Ortega, Fernando R. Lafuente et Andrea Donofrio (éd.), Madrid, Fórcola Ediciones, 2016, p. 91-107.
- , *L'Espagne éternelle. La pervivencia de los estereotipos románticos de España en Francia durante la guerra civil española*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2015, (dactyl.).
- FERRAGU Gilles, *Otages, une histoire. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2020.
- , « Le moment anarchiste en France et en Europe » in *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, « Synthèses historiques », 2014, p. 96-126.
- FERRAGU Gilles et MICHEL Florian, « Introduction générale » in *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XXe siècle*, Gilles Ferragu et Florian Michel (éd.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 7-21.
- FERRER BENIMELI José Antonio, *El contubernio judeo-masónico-comunista: del satanismo al escándalo de la P-2*, Madrid, Istmo, 1982.
- FERRO ARES María Carmen, GONZÁLEZ MARCOS Patrocinio et MÉNDEZ José Luis, « Vascos en Francia con motivo de la Guerra Civil española » in *Emigración y exilio. Españoles en Francia, 1936-1946*, Josefina Cuesta Bustillo et Benito Bermejo (éd.), Madrid, Eudema, 1996, p. 153-166.
- FONTAINE François, *La Guerre d'Espagne, un déluge de feu et d'images*, Paris, BDIC - Berg International, 2003.
- FONTANA Josep, « El Frente Popular » in *En el combate por la historia. La República, la guerra civil, el franquismo*, Ángel Viñas (éd.), Barcelone, Pasado&Presente, 2012, p. 87-99.

- FORCADE Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008.
- FRANK JR. Willard C., « Multinational Naval Cooperation in the Spanish Civil War, 1936 », in *Naval War College Review*, n° 2, vol. 47, 1994, p. 72-101.
- FRANK Robert, « Mentalités, opinion, représentations, imaginaires et relations internationales » in *Pour l'histoire des relations internationales*, Robert Frank (éd.), Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 345-370.
- ___, « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », in *Monde(s)*, n° 1, 2012, p. 47-70.
- ___, « Milieux, sociabilités, acteurs et processus de décision » in *Pour l'histoire des relations internationales*, Robert Frank (éd.), Paris, Presses Universitaires de France, « Le Nœud Gordien », 2012, p. 471-474.
- FRÉGIER Honoré-Antoine, *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes, et des moyens de les rendre meilleures*, Londres, H. Baillière, 1840.
- GALLAGHER M.D., « Léon Blum and the Spanish Civil War », in *Journal of Contemporary History*, n° 3, vol. 6, 1971, p. 56-64.
- GALLEGO Ferrán, « La evolución política de la zona sublevada » in *En el combate por la Historia. La República, la Guerra Civil y el Franquismo*, Ángel Viñas (éd.), Barcelone, Pasado&Presente, 2012, p. 313-333.
- GARCÍA Hugo, « Rojos. L'image du communisme dans la littérature contre-révolutionnaire espagnole, 1918-1939 » in « *Extrême* » ? *Identités partisans et stigmatisations des gauches en Europe (XVIIIe-XXe siècle)*, Michel Biard, Pierre Serna, Bernard Gainot et Paul Pasteur (éd.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Histoire », 2012, p. 291-302.
- ___, « De los soviets a las Cortes. Los comunistas ante la República » in *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Fernando del Rey (éd.), Madrid, Tecnos, 2011, p. 111-157.
- ___, *Mentiras necesarias. La batalla por la opinión británica durante la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008.
- ___, « Seis y media docena : propaganda de atrocidades y opinión británica durante la guerra civil española », in *Hispania. Revista Española de Historia*, n° 226, LXVII, 2007, p. 671-692.
- ___, « Historia de un mito político: el peligro comunista en el discurso de las derechas españolas (1918-1936) », in *Historia Social*, n° 51, 2005, p. 3-20.
- GARCÍA LÓPEZ Alfonso, *Entre el odio y la venganza. El Comité Internacional de la Cruz Roja en la guerra civil española*, La Corogne, Espacio Cultura, 2009.
- GARCÍA MÁRQUEZ José María, *La « Semana Sangrienta » de julio de 1931 en Sevilla. Entre la historia y la manipulación*, Séville, Aconcagua, 2019.

- _____, « El triunfo del golpe militar : el terror en la zona ocupada » in *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*, Francisco Espinosa Maestre (éd.), Barcelone, Crítica, 2010, p. 79-145.
- GIBSON Ian, *Paracuellos, ¿Cómo fue?*, Barcelone, Plaza & Janés, 1987.
- GIJÓN GRANADOS Juan de Á., *Los presos de Madrid en 1936*, Séville, Espuela de Plata, 2020.
- GIL PECHARROMÁN Julio, « Un partido para acabar con los partidos : el fascismo español, 1931-1936 », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 51, 2017, p. 69-84.
- _____, *Segunda República Española (1931-1936)*, Madrid, Biblioteca Nueva, « Historia / Panoramas », 2006.
- GODICHEAU François, « La guerre civile espagnole, enjeux historiographiques et patrimoine politique », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 127, 2015, p. 59-75.
- _____, « Les violences de la Guerre d'Espagne », in *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 189, 2008, p. 413-430.
- _____, « La política de orden después de mayo de 1937 y la reconstrucción del Estado », in *Revista de Occidente*, n° 302-303, 2006, p. 60-79.
- _____, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- GODINEAU Dominique, « Citoyennes, boutefeux et furies de guillotine » in *De la violence et des femmes*, Cécile Dauphin et Arlette Farge (éd.), Paris, Albin Michel, 1997, p. 33-49.
- GÓMEZ BRAVO Gutmaro, *Geografía humana de la represión franquista. Del Golpe a la Guerra de ocupación (1936-1941)*, Madrid, Cátedra, 2017.
- GÓMEZ BRAVO Gutmaro et MARCO Jorge, *La obra del miedo: violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*, Barcelone, Península, 2011.
- GÓMEZ NOGALES Pablo, « Ese sangriento carnaval. Experiencia y narración de la revolución social en la España sublevada (1936-1939) », in *Revista Universitaria de Historia Militar*, n° 4, vol. 2, 2013, p. 43-63.
- GÓMEZ REOLLO María del Carmen, *Madrid, 1936-1939: El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Mémoire de Licenciatura, Universidad Complutense de Madrid, 1985, (dactyl.).
- GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo, *Asalto al poder. La violencia política organizada y las ciencias sociales*, Madrid, Siglo XXI, 2017.
- _____, « L'âge d'or du caciquisme en Espagne : “turno pacífico” et fraude électorale (1876-1923) », in *Parlement[s], revue d'histoire politiques*, n° 12, 2017, p. 83-107.

- ___, « Los discursos catastrofistas de los líderes de la derecha y la difusión del mito del “golpe de Estado comunista” », in *El Argonauta Español*, nº 13, 2016.
- ___, « La Seconde République » in *La Guerre d’Espagne. Un conflit qui a façonné l’Europe*, Jordi Canal et Vincent Duclert (éd.), Paris, Armand Colin, 2016, p. 10-31.
- ___, *Cifras cruentas: las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2015.
- ___, *En nombre de la autoridad. La defensa del orden público durante la Segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2014.
- ___, « La construcción social y política del miedo en la primavera de 1936 », in *Bulletin d’histoire contemporaine de l’Espagne*, nº 48, 2013, p. 61-77.
- ___, « El poder del miedo. El temor y la intimidación como instrumentos de acción política » in *Retóricas del miedo. Imágenes de la guerra civil española*, Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (éd.), Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 13-28.
- ___, *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza Editorial, 2011.
- ___, « La emigración política y la oposición violenta a la monarquía restaurada (1897-1931) », in *Hispania. Revista Española de Historia*, nº 211, vol. 62-2, 2002, p. 483-504.
- ___, *El Máuser y el sufragio: orden público, subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999.
- GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo et AUBERT Paul, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra mundial, 1914-1919*, Madrid, Alianza Editorial, 2013.
- GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo, COBO ROMERO Francisco, MARTÍNEZ RUS Ana et SÁNCHEZ PÉREZ Francisco (éd.), *La Segunda República española*, Barcelone, Pasado&Presente, 2015.
- GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo et NAVARRO COMAS Rocío (éd.), *La España del Frente Popular. Política, sociedad, conflicto y cultura en la España de 1936*, Grenade, Comares, 2012.
- GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo et SÁNCHEZ PÉREZ Francisco, « Revisando el revisionismo. A propósito del libro 1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular », in *Historia Contemporánea*, nº 58, 2018, p. 851-881.
- GONZÁLEZ CUEVAS Pedro Carlos, « El sable y la flor de lis. Los monárquicos contra la República » in *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Fernando del Rey (éd.), Madrid, Tecnos, 2011, p. 419-479.
- GONZÀLEZ I VILALTA Arnau, *Humanitarisme, consolats i negocis bruts. Evacuacions a Barcelona (1936-1938)*, Barcelone, Base, « Base Historica », 2020.

- GRAHAM Helen, *The Spanish Republic at War, 1936-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- ___, *Socialism and War. The Spanish Socialist Party in power and crisis, 1936-1939*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 1991.
- GRANDÍO SEOANE Emilio, *Hora Zero. La inteligencia británica en España durante la Segunda Guerra Mundial*, Madrid, Cátedra, « Historia / Serie Menor », 2021.
- ___, « Rumores a gritos: ruido de sables contra el Frente Popular (febrero-mayo 1936) », in *Hispania Nova: Revista de historia contemporánea*, n° 11, 2013.
- GRAY Daniel, *Homage to Caledonia. Scotland and the Spanish Civil War*, Édimbourg, Luath Press Limited, 2008.
- GRÉGORIO Pierre-Paul, « 1933-1936 : Falange Española dans ABC de Madrid », in *Cahiers d'études romanes*, n° 4, 2000, p. 115-154.
- GRENET Mathieu, « L'institution consulaire en Méditerranée, des stratégies commerciales différenciées. Introduction » in *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVIIe-XXe siècle)*, Arnaud Bartoloméi, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (éd.), Madrid / Rome, Casa de Velázquez / École française de Rome, « Collection de l'École française de Rome », 2018, p. 243-252.
- GRETTON Peter, *El factor olvidado : la marina británica y la guerra civil española*, Madrid, Editorial San Martín, 1984.
- GROSSER Pierre, *Pourquoi la Seconde Guerre mondiale ?*, Paris, Archipoche, « Archidoc », 2022.
- ___, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XXe siècle*, Paris, Odile Jacob, « Histoire », 2019.
- ___, « Individu et diplomatie » in *Manuel de diplomatie*, Thierry Balzacq, Frédéric Chatillon et Frédéric Ramel (éd.), Paris, Presses de Sciences-Po, 2018, p. 227-242.
- GUILLEN Pierre, « Les acteurs des relations internationales : état de la question et méthodologie, l'historiographie française », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 28-29, 1999, p. 15-22.
- GUIXÉ COROMINES Jordi, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951*, Valence, Universitat de València, 2012.
- HALPERN Paul G. (éd.), *The Mediterranean Fleet, 1930-1939*, Londres et New York, Routledge, « Publications of the Navy Records Society », 2016.
- HANSEN Randall, *Foudre et dévastation. Les bombardements alliés sur l'Allemagne (1942-1945)*, Laval, Presses Universitaires de Laval, 2012.
- HARDIN Russel, *One for All: The Logic of Group Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

- HASLAM Jonathan, *The Spectre of War. International Communism and the Origins of World War II*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2021.
- HEIBERG Morten, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004.
- HERMET Guy, *La guerre d'Espagne*, Paris, Le Seuil, « Points Histoire », 1989.
- HERNÁNDEZ SÁNCHEZ Fernando, « El Partido Comunista de España en la Segunda República », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 51, 2017, p. 85-100.
- ___, « Arrancar la victoria de las fauces de la derrota. El Partido Comunista de España y el Frente Popular, de octubre de 1934 a julio de 1936 », in *Nuestra Historia, revista de Historia de la FIM*, n° 1, 2016, p. 65-81.
- ___, *Guerra o revolución: el Partido Comunista de España en la Guerra Civil*, Barcelone, Crítica, 2010.
- HERREROS Francisco et CRIADO Henar, « Pre-emptive or Arbitrary : Two Forms of Lethal Violence in a Civil War », in *Journal of Conflict Resolution*, n° 53, 2009, p. 419-445.
- HERRMANN Irène et PALMIERI Daniel, « Humanitaire et massacres. L'exemple du CICR (1904-1994) » in *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Jacques Sémelin, Claire Andrieu et Sarah Gensburger (éd.), Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2008, p. 235-245.
- HILBERT Lothar, « Les attachés militaires français: leur statut pendant l'entre-deux-guerres », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 215, vol. 3, 2004, p. 25-33.
- HIPPLER Thomas, *Le Gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2014.
- ___, *Bombing the People. Giulio Douhet and the Foundations of Air-Power Strategy, 1884-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- HORNE John et KRAMER Alan, *1914, les atrocités allemandes : la vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, Paris, Tallandier, « Texto », 2011.
- HOUTE Arnaud-Dominique, *Les Peurs de la Belle Époque. Crimes, attentats, catastrophes et autres périls.*, Paris, Tallandier, 2022.
- HOWSON Gerald, *Arms for Spain. The Untold Story of the Spanish Civil War*, Londres, John Murray, 1998.
- HUGON Anne, « Les colonies, un refuge pour les Juifs ? Le cas de la Gold Coast (1938-1945) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 84, 2004, p. 23-41.
- INQUIMBERT Anne-Aurore, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes / Service Historique de la Défense, « Histoire », 2009.

- JACKSON Gabriel, *Spanish Republic and the Civil War, 1931-1939*, Princeton, Princeton University Press, 2012.
- JACKSON Peter, « La politisation du renseignement en France, 1933-1939 » in *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Georges-Henri Soutou, Jacques Frémeaux et Olivier Forcade (éd.), Paris, Economica / Institut de stratégie comparée, 2001, p. 63-81.
- _____, « Stratégie et idéologie: le haut-commandement français et la guerre civile espagnole », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 199, 2000, p. 111-133.
- JARDIN Pierre, « Groupe, réseau, milieu » in *Pour l'histoire des relations internationales*, Robert Frank (éd.), Paris, Presses Universitaires de France, « Le Nœud Gordien », 2012, p. 511-527.
- JEANNESSON Stanislas, *Jacques Seydoux, diplomate (1870-1929)*, Paris, Presses universitaires de la Sorbonne, 2013.
- JESNÉ Fabrice (éd.), *Les consuls, agents de la présence française dans le monde, XVIIIe-XIXe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Enquêtes et documents », 2017.
- JESTIN Mathieu, *Salonique (1781-1913). Une histoire consulaire de la question d'Orient*, Paris, Éditions de la Sorbonne, « Histoire contemporaine », 2018.
- JIMÉNEZ DE ABERÁSTURI CORTA Juan Carlos et MORENO IZQUIERDO Rafael, *Al servicio del extranjero. Historia del servicio vasco de información (1936-43)*, Madrid, Antonio Machado Libros, « Papeles del tiempo », 2009.
- JIMÉNEZ HERRERA Fernando, *El mito de las checas. Historia y memoria de los comités revolucionarios (Madrid, 1936)*, Grenade, Comares, « Comares Historia », 2021.
- JODELET Denise, « Dynamiques sociales et formes de la peur », in *Nouvelle revue de Psychosociologie*, n° 12, février 2011, p. 239-256.
- JOLY Maud, *Le corps de l'ennemie : histoire et représentations des violences contre les républicaines, Espagne (1936-1963)*, thèse de doctorat, Sciences Po Paris, 2011, (dactyl.).
- _____, « Las violencias sexuadas de la Guerra Civil española: paradigma para una lectura cultural del conflicto », in *Historia Social*, n° 61, 2008, p. 89-107.
- _____, « Dire la guerre et les violences : femmes et récits pendant la guerre d'Espagne », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n° 37, vol. 2, 2007, p. 199-200.
- JORGE David, *Inseguridad colectiva. La Sociedad de Naciones, la guerra de España y el fin de la paz mundial*, Madrid, Tirant lo Blanch, 2016.
- JULÍA Santos (éd.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999.
- KALIFA Dominique, *Les bas-fonds. Histoire d'un imaginaire*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 2013.

- KALYVAS Stathis, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- KEREN Célia, « Quand la CGT faisait de l'humanitaire : l'accueil des enfants d'Espagne (1936-1939) », in *Le Mouvement Social*, n° 264, 2018, p. 15-39.
- ___, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse de doctorat, EHESS, 2014, (dactyl.).
- ___, « Négocier l'aide humanitaire : les évacuations d'enfants espagnols vers la France pendant la guerre civile (1936-1939) », in *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 15, 2013, p. 167-183.
- KÉVONIAN Dzovinar, *La danse du pendule. Les juristes et l'internationalisation des droits de l'homme, 1920-1939*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021.
- ___, « L'enquête, le délit, la preuve : les "atrocités" balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit de la guerre », in *Le Mouvement Social*, n° 222, vol. 1, 2008, p. 13-40.
- ___, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- KINSELLA Helen M., *The Image before the Weapon. A Critical History of the Distinction between Combatant and Civilian*, Ithaca, Cornell University Press, 2015.
- KLOSE Fabian, *In the Cause of Humanity. A History of Humanitarian Intervention in the Long Nineteenth Century*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2022.
- KOWALSKY Daniel, *La Unión Soviética y la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, 2004.
- LABORIE Pierre, « Les Espagnols et les Italiens dans l'imaginaire social » in *Exils et Migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1947*, Pierre Milza et Denis Peschanski (éd.), Paris, L'Harmattan, 1994, p. 273-286.
- ___, « Espagnes imaginaires et dérives prévlachystes de l'opinion française (1936-1939) » in *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Sylvie Caucanas et Jean Sagnes (éd.), Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990, p. 89-99.
- ___, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 1990.
- LACOUTURE Jean, *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, « Points Histoire », 1977.
- LAMMERS Donald, « Fascism, Communism, and the Foreign Office, 1937-1939 », in *Journal of Contemporary History*, n° 3, vol. 6, 1971, p. 66-86.
- LEDESMA José Luis, « Cruzar el Rubicón por el Ebro » in *Vidas truncadas. Historias de violencia en la España de 1936*, Manuel Álvarez Tardío et Fernando del Rey (éd.), Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2021, p. 199-258.

- ___, « La “primavera trágica” de 1936 y la pendiente hacia la guerra civil » in *Los mitos del 18 de Julio*, Francisco Sánchez Pérez (éd.), Barcelone, Crítica, 2019, p. 313-339.
- ___, « En núcleo duro de los años treinta: la historiografía reciente sobre el periodo del Frente Popular », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 48, 2013, p. 123-144.
- ___, « Una bibliografía sobre la primavera del Frente Popular en España », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, n° 48, 2013, p. 145-154.
- ___, « Enemigos seculares: la violencia anticlerical (1936-1939) » in *Izquierda obrera y religión en España (1900-1939)*, Julio de la Cueva et Feliciano Montero (éd.), Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2012, p. 219-244.
- ___, « Quelle violence pour quelle révolution ? Les violences dans le camp républicain de la guerre civile espagnole » in *L'heure des brasiers. Violence et révolution au XXe siècle*, Stéphanie Prezioso et David Chevrolet (éd.), Lausanne, Editions d'En Bas, 2011, p. 237-252.
- ___, « De prólogo a espacio de debate : el etapa del Frente Popular y la historiografía » in *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Manuel Ballarín et José Luis Ledesma (éd.), Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 165-203.
- ___, « Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana » in *Violencia roja y azul. España, 1936-1945*, Francisco Espinosa Maestre (éd.), Barcelone, Crítica, 2010, p. 152-250.
- ___, « Del pasado oculto a un pasado omnipresente: las violencias en la Guerra Civil y la historiografía reciente », in *Jerónimo Zurita. Revista de Historia*, n° 84, 2009, p. 163-188.
- ___, « La “Causa General”: fuente sobre la violencia, la Guerra Civil (y el franquismo) », in *Spagna Contemporanea*, n° 28, XIV, 2005, p. 203-220.
- ___, « La historiografía y los frentes populares en Francia y España: una mirada comparada », in *Historia y Política*, n° 41, 2019, p. 33-61.
- LEGARRETA Dorothy, *The Guernica generation: Basque refugee children of the Spanish Civil War*, Reno, University of Nevada Press, 1984.
- LÉGER Jérémy, *Leurs Excellences, les avocats du diable : les élites diplomatiques de l'État espagnol, de la guerre civile au premier franquisme (1936-1957)*, thèse de doctorat, EHESS, 2023, (dactyl.).
- LENOIR Rémi, « Bourdieu et l'État », in *Savoir/Agir*, n° 19, vol. 1, 2012, p. 117-126.
- LÉPINE Nicolas, *Guerre d'Espagne et socialisme international. Dernière chance pour l'ordre démocratique d'entre-deux-guerres*, Québec - Paris, Presses de l'Université de Laval - Hermann Éditeur, 2020.
- LINCOLN Bruce, « Exhumaciones revolucionarias en España, julio 1936 », in *Historia Social*, n° 35, 1999, p. 101-118.

- LITTLE Douglas, « Red Scare, 1936: Anti-Bolshevism and the Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War », in *Journal of Contemporary History*, XXIII, 1988, p. 291-311.
- , *Malevolent Neutrality: The United States, Great Britain and the Origins of the Spanish Civil War*, Londres, Cornell University Press, 1985.
- LUENGO TEIXIDOR Félix, *Espías en la Embajada. Los servicios de información secreta republicanos en Francia durante la Guerra Civil*, Bilbao, Universidad del País Vasco / EHU, 1996.
- MALEFAKIS Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain: Origins of the Civil War*, New Haven - Londres, Yale University Press, 1971.
- MARGERIE Christian, « Chapitre II. Les services extérieurs » in *Les Affaires Étrangères et le Corps diplomatique français*, Jean Baillou (éd.), Paris, Éditions du CNRS, 1984, vol. 2 : 1870-1980/, p. 413-415.
- MARQUÉS Pierre, *La Croix Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Les missionnaires de l'humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- MARQUINA BARRIO Antonio, « Planes internacionales de mediación durante la Guerra Civil », in *UNISCI Discussion Papers*, n° 11, 2006, p. 229-248.
- MARTÍN RAMOS José Luis, *El Frente Popular. Victoria y derrota de la democracia en España*, Barcelone, Pasado&Presente, 2016.
- MARTÍNEZ LÓPEZ Diego, « Disparando contra el cielo: la construcción del sistema de defensa antiaéreo republicano durante la Guerra Civil (1936-1939) », in *Revista Universitaria de Historia Militar*, n° 17, vol. 8, 2019, p. 203-228.
- MARTÍNEZ PARRILLA Jaime, *Las fuerzas armadas francesas ante la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Ediciones del Ejército, 1987.
- MARTÍNEZ RUIZ Elena, « Guerra comercial y comercio de guerra » in *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (éd.), Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol. 1/, p. 813-850.
- MARTÍNEZ-VASSEUR Pilar, *L'armée espagnole (XIXe et XXe siècles)*, Paris, Ellipses, 2018.
- MARTORELL Miguel, « Las pesetas al servicio de la guerra » in *Economía y economistas españoles en la Guerra Civil*, Enrique Fuentes Quintana et Francisco Comín (éd.), Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2008, p. 1025-1056.
- MARZAGALLI Silvia (éd.), *Les Consuls en Méditerranée, agents d'information. XVIe-XXe siècle*, Paris, Classiques Garnier, « Les Méditerranées », 2015.
- MASSÉ Alexandre, *Un empire informel en Méditerranée. Les consuls de France en Grèce et dans l'Empire ottoman : images, ingérences, colonisation (1815-1856)*, Paris, Classiques Garnier, « Les Méditerranées », 2019.

- MATHIEU Anne, *Nous n'oublierons pas les poings levés. Reporters, éditorialistes et commentateurs antifascistes pendant la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, 2021.
- MAUGENDRE Maëlle, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France. 1939-1942*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2019.
- MAYORAL GUIU Miguel, *Evacuación y acogida en Francia de los refugiados de la guerra civil española procedentes del Frente norte, 1936-1937*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, 2013, (dactyl.).
- MAYORAL GUIU Miguel et ALONSO CARBALLÉS Jesús J., « La repatriación de los niños del exilio. Un intento de afirmación del régimen franquista, 1937-1939 » in *El régimen de Franco, 1936-1975: política y relaciones exteriores*, Javier Tusell, Susana Sueiro Seoane, José María Marín Arce et Marina Casanova (éd.), Madrid, Uned, 1993, p. 341-350.
- MCADAM Doug, MCCARTHY John D. et ZALD Mayer N., « Introduction: Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing Processes. Toward a Synthetic Comparative Perspective on Social Movements » in *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (éd.), Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- MCDONALD Matthew, *The « Inconvenience » of Political Neutrality: A Reconsideration of Humanitarians in the Spanish Civil War*, Undergraduate dissertation, University of Leeds, 2019, (dactyl.).
- MCKERCHER B.J.C., « The Foreign Office, 1930-39: Strategy, Permanent Interests and National Security » in *The Foreign Office and British Diplomacy in the Twentieth Century*, Gaynor Johnson (éd.), Londres et New York, Routledge, 2005, p. 87-109.
- MEER Fernando de, *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, Pampelune, Ediciones Universidad de Navarra, 1992.
- MELTZ Renaud, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres: le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole » in *Réinventer la diplomatie: sociabilités, réseaux et pratiques diplomatiques en Europe depuis 1919*, Vincent Genin, Matthieu Osmont et Thomas Raineau (éd.), Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2016, p. 53-72.
- _____, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008.
- MELTZ Renaud et DASQUE Isabelle, « Pour une histoire culturelle de la diplomatie. Pratiques et normes diplomatiques au XIXe siècle », in *Histoire, économie et société*, n° 2, vol. 33, 2014, p. 3-16.
- MERA COSTA Pilar, *18 de julio de 1936. El día que empezó la Guerra Civil*, Barcelone, Taurus, « La España del siglo XX en 7 días », 2021.
- _____, *Monárquico, republicano, liberal. Biografía política de Manuel Portela Valladares*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2016, (dactyl.).

- MERINO Tomás, « El asilo diplomático y naval argentino durante la guerra civil española. Los marinos argentinos del torpedero Tucumán y del crucero 25 de Mayo en 1936/1937 », in *Boletín del Centro Naval*, nº 844, 2016, p. 276-295.
- MINCHOM Martin, *Spain's Martyred Cities. From the battle of Madrid to Picasso's Guernica*, Brighton - Chicago - Toronto, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2015.
- MIR Conxita et CENARRO Ángela (éd.), *Mujeres, género y violencia en la Guerra Civil y la dictadura de Franco*, Valence, Tirant lo Blanch, « Humanidades », 2021.
- MIRALLES Ricardo, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española » in *Al servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Ángel Viñas (éd.), Madrid, Marcial Pons, 2010, p. 121-154.
- ___, « Las iniciativas diplomáticas de la Segunda República durante la guerra civil, 1936-1939 » in *La política exterior de España en el siglo XX*, TUSELL Javier, AVILÉS FARRÉ Juan et PARDO Rosa (dir.), Madrid, Biblioteca Nueva, 2000, p. 245-262.
- ___, « La embajada de Marcelino Pascua en París durante la guerra civil española (21 de abril 1938 - 28 de febrero 1939) », in *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, nº 28-29, vol. 1, 1999, p. 135-158.
- ___, « La diplomatie de la République espagnole face à la non-intervention, 1936-1939 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, nº 186, 1997, p. 51-72.
- ___, « Juan Negrín al frente de la política exterior de la República (1937-1939) », in *Historia contemporánea*, nº 15, 1996, p. 147-161.
- ___, « Georges Bonnet y la política española del Quai d'Orsay », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, nº 30, vol. 3, 1994, p. 113-141.
- ___, « La política exterior de la República española hacia Francia durante la guerra civil », in *Historia contemporánea*, nº 10, 1993, p. 29-50.
- MONIER Frédéric, « Le désengagement des démocraties: l'invention française de la non-intervention » in *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Jordi Canal et Vincent Duclert (éd.), Paris, Armand Colin, 2016, p. 106-116.
- ___, *Léon Blum: la morale ou le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2016.
- ___, « Deux regards sur une histoire: les soutiens à l'Espagne républicaine en France (1936-1939) », in *Etudes Jean-Richard Bloch*, nº 13, 2007, p. 15-42.
- ___, « L'État face à la contestation communiste » in *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (éd.), Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2000, p. 417-428.
- ___, *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998.

- ___, « Des menées anarchistes aux menées communistes : magistrats et ordre social », in *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 141, 1996, p. 49-58.
- MONJE GIL Isidoro, *Francia ante el estadillo de la guerra civil española*, Badajoz, Diputación de Badajoz, 2012.
- MONTANT Jean-Claude, « Les attachés navals français au début du XXe siècle », in *Relations internationales*, n° 60, 1989, p. 429-442.
- MORADIELLOS Enrique, « Another country. Las imágenes sobre España en Gran Bretaña durante la guerra civil española » in *La guerra de España (1936-1939)*, MORADIELLOS Enrique (dir.), Barcelone, RBA, « Historia de España », 2012, p. 209-227.
- ___, *Don Juan Negrín*, Barcelone, Península, 2006.
- ___, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001.
- ___, « El general apacible. La imagen oficial británica de Franco durante la guerra civil » in *La República asediada. Hostilidad internacional y conflictos internos durante la Guerra Civil*, Paul Preston (éd.), Barcelone, Península, « Historia, Ciencia, Sociedad », 1999, p. 21-39.
- ___, *La perfidia de Albión. El Gobierno británico y la guerra civil española*, Madrid, Siglo XXI, 1996.
- ___, « The Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Anglo-Spanish Relations in Early 1936 », in *European History Quarterly*, XXI, 1991, p. 339-364.
- ___, *Neutralidad benévola: El Gobierno británico y la insurrección militar española de 1936*, Oviedo, Pentalfa, 1990.
- ___, « Un Triángulo vital para la República: Gran Bretaña, Francia y la Unión Soviética ante la Guerra Civil española », in *Annis*, vol. 1, 2021.
- MORAL RONCAL Antonio Manuel, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2018.
- ___, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008.
- ___, « Los Países Bajos ante la Guerra Civil española: la polémica del asilo diplomático (1936-1939) », in *Spagna Contemporanea*, n° 32, 2007, p. 93-116.
- ___, « La sombra de una duda. Henry Helfant y el asilo diplomático rumano (1936-1939) », in *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, n° 59, vol. 20, 2005, p. 22-44.
- ___, « La evacuación de asilados bajo pabellón francés: tensión en las relaciones franco-españolas durante la guerra civil », in *Cuadernos de Investigación Histórica*, vol. 21, 2004, p. 395-425.

- _____, « “Drapeau de France”: nuevas aportaciones al estudio del asilo diplomático francés en el Madrid de la Guerra Civil », in *Madrid. Revista de arte, geografía e historia*, nº 6, 2004, p. 203-236.
- _____, *El asilo diplomático en la Guerra Civil española*, Madrid, Actas, 2001.
- MORAL RONCAL Antonio Manuel et COLMENERO GARCÍA Ricardo, « Félix Schlayer ante la Causa General. Testimonios de un cónsul extranjero sobre la guerra civil », in *Aportes. Revista de Historia contemporánea*, nº 68, 2008, p. 70-95.
- MORENO AURIOLES José Manuel et GARCÍA AMODIA Daniel, « Los primeros bombardeos “modernos” sobre una gran ciudad » in *Asedio. Historia de Madrid en la guerra civil (1936-1939)*, Gutmaro Gómez Bravo (éd.), Madrid, Ediciones Complutense, 2018, p. 205-231.
- MORENO GÓMEZ Francisco, *1936. El genocidio franquista en Córdoba*, Barcelone, Crítica, 2008.
- MORIN Jean-Frédéric, *La Politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013.
- NAVARRO COMAS Rocío, « Radicalización política, contienda electoral y poder local » in *La España del Frente Popular. Política, sociedad, conflicto y cultura en la España de 1936*, Eduardo González Calleja et Rocío Navarro Comas (éd.), Grenade, Comares, « Historia », 2012, p. 1-7.
- NEGRÍN Juan, *Textos y discursos políticos*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2010.
- NOLTE Ernst, *La guerre civile européenne, 1917-1945*, Genève, Éditions des Syrtes, « Histoire », 2000.
- NÚÑEZ DE PRADO CLAVELL Sara et RODRÍGUEZ ABENGÓZAR Javier, « La quinta columna y el cuerpo diplomático en la Guerra Civil española », in *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, nº 19, 2019, p. 183-203.
- NÚÑEZ MORGADO Aurelio, *Los Sucesos de España vistos por un diplomático*, Madrid, Editorial Vimar, 1979.
- OLAZÁBAL ESTECHA Carlos María, *Negociaciones del PNV con Franco durante la guerra civil*, Bilbao, Fundación Popular de Estudios Vascos, 2014.
- OVERY Richard, « Les bombardements vus d’en bas » in *Une histoire de la guerre, du XIXe siècle à nos jours*, Bruno Cabanes (éd.), Paris, Le Seuil, 2018, p. 489-502.
- _____, *Sous les bombes. Nouvelle histoire de la guerre aérienne (1939-1945)*, Paris, Flammarion, « Au fil de l’histoire », 2014.
- PÁEZ-CAMINO ARIAS Feliciano, « ¿Repúblicas hermanas? Influencias del modelo político francés en la España de los años treinta », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, nº 3, vol. 30, 1994, p. 95-112.

- PALAU Yves, « La guerre civile espagnole et les catholiques français. Entre exacerbation de la controverse et confirmation des clivages internes », in *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 34, 2016, p. 91-108.
- PALFREEMAN Linda, « Fernanda Jacobsen y la Ambulancia Escocesa en la Guerra Civil española » in *Al servicio de la salud humana. La historia de la medicina ante los retos del siglo XXI*, Alfons Zarzoso et Jon Arrizabalaga (éd.), Sant Feliu de Guíxols, SHEM / Museu d'Historia de la Medicina de Catalunya / CSIC, 2017, p. 189-194.
- _____, *Aristocrats, Adventurers and Ambulances: British Medical Units in the Spanish Civil War*, Brighton, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2014.
- PAYNE Stanley G., *El colapso de la República. Los orígenes de la Guerra Civil (1933-1936)*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2005.
- PAZOS Antón M., « “My Dear de Madariaga”. Correspondencia entre Madariaga e Eden en 1936 en prol dunha paz negociada na guerra civil española », in *Cuadernos de estudios gallegos*, n° 122, LVI, 2009, p. 317-332.
- PÉREZ RODRÍGUEZ Jonay, *Los indeseables españoles. La gestión de los refugiados en Francia (1936-1945)*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2022.
- PESCHANSKI Denis, *La France des camps: l'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002.
- PETRUS Gabriel, *La Ayuda humanitaria en la Guerra Civil española (1936-1939)*, Grenade, Comares, 2015.
- PHILLIPS C. E. Lucas, *The Spanish Pimpernel. The True Story of One British Man's Mission to Save Lives in the Spanish Civil War*, Leeds, Sapere Books, 2021.
- PIGEONNEAU Didier, *Jacques Pigeonneau était Henri dans la Résistance*, Auto-Édition., s.l., 2018.
- PIKE David W., *Les Français et la guerre d'Espagne. 1936-1939*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975.
- PÍRIZ Carlos, *En zona roja. La Quinta Columna en la guerra civil española*, Grenade, Comares, « Comares Historia », 2022.
- _____, « Decanos del humanitarismo y la perfidia. La colaboración de las Misiones Diplomáticas de Argentina y Chile con la causa franquista durante la guerra civil española (y después), 1936-1969 », in *Culture & History Digital Journal*, n° 1, vol. 10, 2021.
- _____, « La Quinta Columna como concepto educativo de la guerra de España y la dictadura (1936-1975) », in *Con-Ciencia Social*, vol. 4, 2021, p. 41-58.
- _____, *En campo enemigo: la Quinta Columna en la Guerra Civil española (c. 1936-1941)*, thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, 2019, (dactyl.).

- PLATT Desmond C. M., *The Cinderella Service. British Consuls Since 1825*, Hamden, Archon Books, 1971.
- PONCE ALBERCA Julio, « La Guerra Civil y el Peñón de Gibraltar », in *Historia Contemporánea*, nº 41, 2011, p. 321-343.
- ___, *Gibraltar y la Guerra Civil española: una neutralidad singular*, Séville, Universidad de Sevilla, 2009.
- ___, « La guerra civil española y Gibraltar. Los refugiados españoles en el Peñón », in *Almoraima. Revista de Estudios Campogibraltares*, nº 25, 2001, p. 387-402.
- PORTA Donatella della, « Causal Mechanisms in Civil Wars » in *Social Movements and Civil War. When Protests for Democratization Fail*, PORTA Donatella della, HIDDE DONKER Teije, HALL Bogumila et al. (dir.), Londres, Routledge, 2018, p. 22-46.
- PRESTON Paul, « El uso del terror contra civiles en la guerra civil » in *La Guerra Civil española, 80 años después. Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Alberto Reig Tapia et Josep Sánchez Cervelló (éd.), Madrid, Tecnos, 2019, p. 27-39.
- ___, « Britain and the Basque Campaign of 1937: The Government, the Royal Navy, the Labour Party and the Press », in *European History Quarterly*, nº 3, vol. 48, 2018, p. 490-515.
- ___, *Franco. Caudillo de España*, Barcelone, Debolsillo, 2017.
- ___, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth-Century Spain*, Londres, Harper Press, 2013.
- ___, *La Guerra Civil española*, Barcelone, Debate, 2008.
- ___, *We Saw Spain Die. Foreign Correspondents in the Spanish Civil War*, Londres, Constable, 2008.
- PREZIOSO Stéfanie, « Engagements. La guerre comme expérience idéologique et politique » in *Mondes en guerre*, André Loez (éd.), Paris, Passés Composés / Ministère des Armées, 2020, vol. 3 : Guerres mondiales et impériales, 1870-1945/, p. 423-474.
- PRIJAC Lukian et ULBERT Jörg (éd.), *Consuls et services consulaires au XIXe siècle. Consulship in the 19th Century. Die Welt der Konsulateim 19. Jahrhundert*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010.
- PROST Antoine, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », in *Le Mouvement social*, nº 200, 2002, p. 33-54.
- PUELL DE LA VILLA Fernando, « La trama militar de la conspiración » in *Los mitos del 18 de Julio*, Francisco Sánchez Pérez (éd.), Barcelone, Crítica, 2019, p. 55-77.
- PUYAUBERT Jacques, *Georges Bonnet (1889-1973). Les combats d'un pacifiste*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

- QUATREFAGES René, « La politique française de non-intervention et le soutien matériel à la République espagnole durant la guerre civile (1936-1939) » in *Les armées espagnoles et françaises. Modernisation et réforme entre les deux guerres mondiales*, Jean-Pierre Etievre et René Quatrefages (éd.), Madrid, Casa de Velázquez, 1989, p. 17-43.
- RAFLIK Jenny, *Terrorismes et mondialisations, XIXe-XXe siècles. Jalons pour un nouveau chantier en histoire des relations internationales*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, vol. 2 : recherches inédites, Université de Cergy-Pontoise, 2014, (dactyl.).
- RAGUER SUÑER Hilari, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, Barcelone, Península, 2001.
- RAINBIRD Stephen, « Examining Front-line Diplomatic British Attitudes to the Spanish Civil War through John Leche and his Shifting Sympathies in Spain, 1937-1938 » in *New Journeys in Iberian Studies: A (Trans-)National and (Trans-)Regional Exploration*, Mark Gant, Paco Ruzzante et Anneliese Hatton (éd.), Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2018, p. 204-214.
- RAMSAY Scott, *Negotiating Neutrality. Anglo-Spanish Relations in the Age of Appeasement, 1931-1940*, Eastbourne, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2022.
- , « Salamanca, May 1937: The Eighth Marquis del Moral and the Turning Point of General Franco's Foreign Policy Towards Great Britain in the Spanish Civil War », in *Bulletin of Spanish Studies*, n° 10, vol. 98, 2021, p. 1613-1639.
- , « Ideological Foundations of British Non-Intervention in the Spanish Civil War: Foreign Office Perceptions of Political Polarisation in Spain, 1931-1936 », in *Diplomacy & Statecraft*, n° 31, vol. 1, 2020, p. 44-64.
- , « Ensuring Benevolent Neutrality: The British Government's Appeasement of General Franco during the Spanish Civil War, 1936-1939 », in *The International History Review*, n° 41, vol. 3, 2019, p. 604-623.
- RANZATO Gabriele, *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la Guerra Civil*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2014.
- RATCLIFFE Barrie M., « Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle ? : The Chevalier Thesis Reexamined », in *French Historical Studies*, n° 2, vol. 17, 1991, p. 542-574.
- RENAUDEAU Pierre-Marc, « L'anticomunisme d'État » in *Histoire de l'anticommunisme en France*, Serge Bernstein et Jean-Jacques Becker (éd.), Paris, Olivier Orban, 1987, vol. 1 : 1917-1940/, p. 203-234.
- RENOUVIN Pierre, « La politique extérieure du premier gouvernement Léon Blum » in *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*, Pierre Renouvin et René Rémond (éd.), Paris, Armand Colin - Cahiers de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1967, vol. 155/, p. 329-375.
- REVERTE Jorge M., *La batalla de Madrid*, Barcelone, Crítica, 2004.

- REY Fernando del, *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*, Madrid, Galaxia Gutenberg, 2020.
- ___, « La República de los socialistas » in *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Fernando del Rey (éd.), Madrid, Tecnos, 2011, p. 158-225.
- ___, *Paisanos en lucha. Exclusión política y violencia en la Segunda República española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008.
- RICHARD Élodie et VORMS Charlotte, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 127, mars 2015, p. 13-41.
- RIMÉ Bernard, *Le partage social des émotions*, Paris, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2009.
- RIPA Yannick, « Armes d'hommes contre femmes désarmées : de la dimension sexuée de la violence dans la guerre civile espagnole » in *De la violence et des femmes*, Cécile Dauphin et Arlette Farge (éd.), Paris, Albin Michel, 1997.
- RIPOLL Fabrice, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », in *Espaces et sociétés*, n° 3, 2008, p. 83-97.
- ___, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », in *Norois*, n° 195, 2005, p. 29-42.
- ROBBINS Keith et FISHER John, « Introduction » in *Religion and Diplomacy. Religion and British Foreign Policy, 1815 to 1941*, Keith Robbins et John Fisher (éd.), Dordrecht, Republic of Letters Publishing, 2010, p. 1-7.
- ROBLEDO Ricardo, « La reforma agraria de la Segunda República. Un comentario bibliográfico (1996-2016) » in *Instituciones políticas, comportamientos sociales y atraso económico en España (1580-2000): Homenaje a Ángel García Sanz*, Francisco Comín, Ricardo Hernández et Javier Moreno (éd.), Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, « Estudios históricos y geográficos », 2017, p. 373-397.
- ___, « La réforme agraire sous la Seconde République espagnole (1931-1939) », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 63-4, 2016, p. 89-114.
- RODOGNO Davide, *Against Massacre: Humanitarian Interventions in the Ottoman Empire, 1815-1914*, Princeton, Princeton University Press, 2012.
- RODRIGO Javier, *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*, Madrid, Alianza Editorial, 2016.
- ___, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, Madrid, Alianza Editorial, 2008.
- ___, *Cautivos: campos de concentración en la España franquista, 1936-1947*, Barcelone, Crítica, 2005.

- RODRÍGUEZ TRANCHE Rafael, « Miedo y terror en el Madrid republicano. De los bombardeos a la quinta columna » in *Retóricas del miedo. Imágenes de la guerra civil española*, Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (éd.), Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 115-126.
- ROHR Isabelle, *The Spanish Right and the Jews, 1898-1945. Antisemitism and Opportunism*, Brighton et Portland, Sussex Academic Press / Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2007.
- ROJO HERNANDEZ Severiano, « Guernica: les presses basque et française face au bombardement », in *El Argonauta Español*, n° 1, 2004.
- ROS AGUDO Manuel et HEIBERG Morten, *La Trama oculta de la guerra civil. Los servicios secretos de Franco. 1936-1945*, Barcelone, Crítica, 2006.
- ROUSSELOT Nathan, « La frontière des Pyrénées durant la Guerre d'Espagne (1936-1939) : un miroir des hésitations diplomatiques françaises, entre crainte de la révolution et reconnaissance du général Franco » in *Frontera Pyrénées. Histoire de passages et expériences de transit contemporaines*, Diego Gaspar Celaya (éd.), Pau, Presses universitaires de Pau et des Pays de l'Adour, 2023.
- ___, « Entre stigmates et entorses : la cérémonie de remise de lettres de créance d'Eirik Labonne au président de la République espagnole Manuel Azaña (décembre 1937) » in *Le diplomate en représentation (XVIe-XXe siècle)*, Amélie Balayre, Claire Le Bras, Marie-Cécile Pineau et Nathan Rousselot (éd.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Enquêtes et documents », 2021, p. 71-88.
- ___, « Violences et répression dans l'Espagne en guerre (1936-1937): regard diplomatique, regard orienté? », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 279, vol. 3, 2020, p. 121-140.
- ___, « ¿"Salvar vidas" o diplomacia paralela? Las ambigüedades de la actuación humanitaria de Jean Herbet » in *Hasta pronto, amigos de España. Las Brigadas internacionales en el 80 aniversario de su despedida de la guerra civil (1938-2018)*, Francisco Alía Miranda, Eduardo Higuera Castañeda et Antonio Selva Iniesta (éd.), Albacete, CEDOBI, 2019, p. 326-342.
- ___, « Les missions Chetwode et Vincent pendant la guerre civile espagnole: un exemple d'inflation et de concurrence humanitaire? », in *Relations internationales*, n° 176, 2018, p. 41-53.
- ___, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937- octobre 1938) », in *Relations internationales*, n° 170, 2017, p. 9-24.
- ___, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 - février 1939)*, mémoire de master, Université de Nantes, 2015, (dactyl.).
- RUBIÓ COROMINA Jordi, *L'exode català de 1936 a través dels Pirineus*, Barcelona, Editorial Gregal, 2015.

- RUBIO Javier, « La población española en Francia de 1936 a 1946: flujos y permanencias » in *Emigración y exilio. Españoles en Francia, 1936-1946*, Josefina Cuesta Bustillo et Benito Bermejo (éd.), Madrid, Eudema, 1996, p. 32-60.
- ___, « La politique française d'accueil: les camps d'internement » in *Exils et Migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Pierre Milza et Denis Peschanski (éd.), Paris, L'Harmattan, 1994, p. 111-138.
- ___, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979.
- ___, *La emigración española a Francia*, Barcelone, Ariel, 1974.
- RUIZ Julius, «Paracuellos». *The Elimination of the «Fifth Column» in Republican Madrid during the Spanish Civil War*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2017.
- ___, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, New York, Cambridge University Press, 2014.
- ___, *The «Red Terror» and the Spanish Civil War. Revolutionary Violence in Madrid*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.
- RUIZ NÚÑEZ Juan Boris, *Los bombardeos aéreos republicanos en territorio sublevado durante la guerra civil española (1936-1939)*, thèse de doctorat, Universidad de Alicante, 2019, (dactyl.).
- SABATIER DE LACHADENÈDE René, *La Marine française et la guerre civile d'Espagne, 1936-1939*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 1993.
- SALAS LARRAZÁBAL Jesús María, *Guerra aérea, 1936-1939*, Madrid, Servicio Histórico y Cultural del Ejército del Aire, 1998, vol. 4.
- ___, *La guerra de España desde el aire: Dos ejércitos y sus cazas frente a frente*, Barcelone, Ariel, 1969.
- SALMON Pierre, « *Des armes pour l'Espagne : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939)* », thèse de doctorat, Université de Caen-Normandie, 2021, (dactyl.).
- ___, « La gauche révolutionnaire contre l'internationale communiste : une relecture de la contrebande d'armes franco-espagnole de la guerre civile (1936-1939) », in *Le Mouvement Social*, n° 275, vol. 2, 2021, p. 113-135.
- ___, « Une politisation du renseignement français : les services de surveillance français face aux attentats franquistes (1936-1937) », in *Conceptos*, n° 1, 2020, p. 207-221.
- ___, « Une impuissante "non-intervention" : les limites de la prohibition du trafic d'armes, en France, à destination de la guerre d'Espagne (1936-1939) », in *Histoire@Politique*, n° 37, 2019.
- SÁNCHEZ ASIAÍN José Angel, « La economía española durante la guerra civil : dos modelos enfrentados » in *Economía y economista españoles en la guerra civil*, Enrique Fuentes

- Quintana et Francisco Comín (éd.), Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2008, vol. 1/, p. 425-454.
- SÁNCHEZ PÉREZ Francisco (éd.), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelone, Crítica, 2019.
- , « La primavera de 1936 : algunas observaciones sobre Francia y España » in *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Manuel Ballarín et José Luis Ledesma Vera (éd.), Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 97-120.
- SANDERSON Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- SCHLAYER Felix, *Diplomático en el Madrid rojo*, Madrid, Espuela de Plata, 2021.
- SCHNAKENBOURG Eric, JEANNESSON Stanislas et JESNÉ Fabrice (éd.), *Experts et expertises en diplomatie. La mobilisation des compétences dans les relations internationales du congrès de Westphalie à la naissance de l'ONU*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Histoire », 2018.
- SCHOR Ralph, *L'Opinion française et les étrangers en France (1919-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.
- SCHÜLER-SPRINGORUM Stefanie, *La guerra como aventura. La Legión Cóndor en la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza, 2014.
- SILL Édouard, *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, thèse de doctorat, École Pratique des Hautes Études, 2019, (dactyl.).
- SIM Gérald, *Le Corps diplomatique et consulaire français aux États-Unis (1815-1904)*, Paris, Les Indes Savantes, 2020.
- SIMMS Brendan et TRIM David J. B. (éd.), *Humanitarian intervention. A history*, Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2011.
- SOLÉ I SABATÉ Josep María et VILLARROYA Joan, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003.
- SOUCY Robert, *Fascismes français? 1933-1939. Les mouvements anti-démocratiques*, Paris, Autrement, 2004.
- SOUTHWORTH Herbert R., « Conspiración contra la República. Los “Documentos secretos comunistas” de 1936 fueron elaborados por Tomás Borrás », in *Historia 16*, n° 26, 1978, p. 41-57.
- , *Conspiracy and the Spanish Civil War. The Brainwashing of Francisco Franco*, Londres et New York, Routledge / Cañada Blanch Studies on Contemporary Spain, 2002.
- , *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, Ruedo Ibérico, 1975.

- STEINER Zara, « The Foreign and Commonwealth Office: Resistance and Adaptation to Changing Times » in *The Foreign Office and British Diplomacy in the Twentieth Century*, Gaynor Johnson (éd.), Londres et New York, Routledge, 2005, p. 13-30.
- , *The Foreign Office and Foreign Policy, 1898-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.
- STONE Glyn, « Britain, Non-Intervention and the Spanish Civil War », in *European Studies Review*, vol. 9, 1979, p. 129-149.
- STRADLING Robert, *Your children will be next. Bombing and propaganda in the Spanish Civil War, 1936-1939*, Cardiff, University of Wales Press, 2008.
- STRANG Bruce, « Two Unequal Tempers: Sir George Ogilvie-Forbes, Sir Nevile Henderson and British Foreign Policy, 1938-39 », in *Diplomacy & Statecraft*, n° 1, vol. 5, 1994, p. 107-137.
- STRANG G. Bruce, « The Spirit of Ulysses ? Ideology and British Appeasement in the 1930s », in *Diplomacy & Statecraft*, n° 3, vol. 19, 2008, p. 481-526.
- SUEIRO SEOANE Susana, *España en el Mediterráneo : Primo de Rivera y la « cuestión marroquí », 1923-1930*, Madrid, Uned, 1992.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, « Collection historique », 1998.
- TÉMIME Emile, « L'influence de la guerre d'Espagne » in *Serviteurs de l'Etat. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert (éd.), Paris, La Découverte, 2000, p. 463-472.
- TÉMIME Émile, « L'écho de la guerre civile espagnole en juillet 1936 : amplification et déformation de l'événement », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 7-8, 1986, p. 13-17.
- THIÉBAUT Claude, « Léon Blum, Alexis Léger et la décision de non-intervention en Espagne (juillet-août 1936) » in *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (éd.), Perpignan, CREPF - Université de Perpignan, 1990, p. 23-44.
- THOMAS Maria, *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, thèse de doctorat, Royal Holloway, University of London, 2012, (dactyl.).
- , *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, Brighton, Sussex Academic Press, 2012.
- , « The Front-Line of Albion's Perfidy. Inputs into the Making of British Policy towards Spain: The Racism and Snobbery of Norman King », in *International Journal of Iberian Studies*, n° 20, vol. 2, 2007, p. 105-127.
- THOMPSON Geoffrey, *Front-Line Diplomat*, Londres, Hutchinson & Co., 1959.

- TILLY Charles, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- TRAVERSO Enzo, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne, 1914-1945*, Paris, Stock, 2007.
- TRIM David J. B. et SIMMS Brendan, « Towards a history of humanitarian intervention » in *Humanitarian intervention. A history*, Brendan Simms et David J. B. Trim (éd.), Cambridge - New York - Melbourne, Cambridge University Press, 2011, p. 1-24.
- TRIMBUR Dominique, « Les Lieux saints chrétiens de Palestine comme préoccupation de la politique extérieure française (1917-1948) » in *Diplomatie et religion. Au cœur de l'action culturelle de la France au XXe siècle*, Gilles Ferragu et Florian Michel (éd.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 173-189.
- TRULLÉN FLORIA Ramiro, *España trastornada. La identidad y el discurso contrarrevolucionario durante la Segunda República y la Guerra Civil*, Madrid, Akal, 2016.
- TUBAN Grégory, *Camps d'étrangers : le contrôle des réfugiés venus d'Espagne (1939-1944)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2018.
- ULBERT Jörg, « La fonction consulaire au XIXe siècle » in *Consuls et services consulaires au XIXe siècle / Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert / Consulship in the 19th Century*, Jörg Ulbert et Lukian Prijac (éd.), Hambourg, DOBU Verlag, 2010, p. 9-18.
- ULRICH-PIER Raphaële, *René Massigli (1888-1988)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.
- VAÏSSE, MAURICE, « L'évolution de la fonction d'attaché militaire au XXe siècle », in *Relations internationales*, n° 32, 1982, p. 507-524.
- VAQUERO MARTÍNEZ Sergio, *La democratización del orden público en la Segunda República española : cultura, política y policía, 1931-1936*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2019, (dactyl.).
- VARELA ORTEGA José, « Formación, etapas y variantes del estereotipo de España en el pensamiento occidental » in *La mirada del otro. La imagen de España, ayer y hoy*, José Varela Ortega, Fernando R. Lafuente et Andrea Donofrio (éd.), Madrid, Fórcola Ediciones, 2016, p. 15-43.
- VÉZINAT Nadège, « Sur l'État. », in *Sociologie*, 2014.
- VIDAL Georges, *L'armée française et l'ennemi intérieur, 1917-1939. Enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Histoire », 2015.
- VIGREUX Jean, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2018.
- VILLA GARCÍA Roberto, « Violencia en democracia: las elecciones republicanas en perspectiva comparada », in *Historia y Política*, n° 29, 2013, p. 247-267.
- VIÑAS Ángel, *El gran error de la República. Entre el ruido de sables y la ineficacia del Gobierno*, Barcelone, Crítica, 2021.

- , *¿Quién quiso la guerra civil? Historia de una conspiración*, Barcelone, Crítica, 2019.
- , *La conspiración del general Franco y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*, Barcelone, Crítica, 2011.
- , « Inglaterra y el Frente Popular » in *La República del Frente Popular. Reformas, conflictos y conspiraciones*, Manuel Ballarín et José Luis Ledesma (éd.), Saragosse, Fundación Rey del Corral de Investigaciones Marxistas, 2010, p. 21-34.
- , « Una carrera diplomática y un Ministerio de Estado desconocidos » in *Al Servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Ángel Viñas (éd.), Barcelone, Marcial Pons, 2010, p. 267-424.
- , *El honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelone, Crítica, 2009.
- , *El escudo de la República. El oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelone, Crítica, 2007.
- , *La soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006.
- , *Franco, Hitler y el estallido de la guerra civil: antecedentes y consecuencias*, Madrid, Alianza Editorial, 2001.
- , « Las relaciones hispano-francesas, el gobierno Daladier y la crisis de Munich » in *Espanoles y franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, CSIC, 1986, p. 161-171.
- , *La Alemania nazi y el 18 de Julio. Antecedentes de la intervención alemana en la guerra civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1974.
- VIVIER Thierry, *L'Armée française et la Guerre d'Espagne, 1936-1939*, Paris, Les Editions de l'Officine, 2007.
- VOLODARSKY Boris, *El caso Orlov. Los servicios secretos soviéticos en la guerra civil española*, Barcelone, Crítica, « Contraste », 2013.
- WEISBEIN Julien et HAYAT Samuel, *Introduction à la sociohistoire des idées politiques*, Paris, De Boeck Supérieur, « Ouvertures politiques », 2020.
- WINDLER Christian, *La diplomatie comme expérience de l'Autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002.

Index

A

- Abdelkrim 744
- Abdon, Simon..... 356
- Adam, Élie..... 76
- Agrela, Juan Manuel (comte de la Granja).. 796
- Aguade, Artemio 771
- Aguirre de Carcer, Manuel..... 543
- Aguirre, José..... 754
- Aguirre, José Antonio 613, 623, 624, 634, 637,
638, 641, 642, 659, 662, 677, 691, 717, 723
- Aiguader, Artemi 474
- Ajuriaguerra, Juan de 644
- Albo, Alfonso 321
- Alcalá-Zamora, Niceto... 92, 95, 102, 116, 118,
146, 154, 155, 263
- Alcón Fandos, Julio 75
- Alella (marquis d') 772
- Alía Miranda, Francisco..... 15, 146
- Allen, Jay 275, 290, 296
- Almina, Mary Sydney Katharine 85
- Alonso Carballés, Jesús Javier..... 687
- Alpert, Michael..... 21
- Alphonse XIII..... 37, 101, 102, 103, 111, 146,
338, 603, 744, 745, 774
- Álvarez Buylla, Arturo..... 763
- Álvarez del Vayo, Julio..... 166, 217, 218, 222,
227, 229, 231, 357, 358, 359, 408, 429, 509,
515, 517, 518, 519, 520, 521, 524, 530, 536,
537, 538, 539, 540, 541, 546, 574, 575, 577,
578, 580, 581, 582, 584, 585, 586, 594, 596,
599, 608, 625, 718, 721, 726, 727, 734, 768
- Álvarez Soño, Rafael 792
- Álvarez Tardío, Manuel.... 95, 96, 98, 105, 107,
108, 136
- Amé-Leroy, Frédéric..... 164, 394, 492
- Amilibia, Miguel 606
- Anderson, Peter 22, 440, 654, 731
- Ángeles Navarrete y Campos, María de los..
..... 45, 59
- Angulo, Antonio de (marquis de Caviedes) 746
- Antignac, Théophile..... 469
- Anton, Rafael..... 810
- Antoniutti, Idebrando (Mgr.)..... 690, 691, 692
- Aranguren, José 183
- Araquistáin, Luis ..30, 211, 212, 542, 581, 622,
770
- Areilza, José María de..... 340
- Armas, Miguel..... 335
- Arnould, François 40, 42, 43, 59, 62
- Aspect, Lucien..... 349, 470, 471
- Attlee, Clement..... 681
- Auban, Bertrand..... 291, 339
- Auban, Pierre..... 291, 292, 339
- Audeval, Aurélie..... 501, 502
- Aulet (milicien) 495
- Aunós, Eduardo 728
- Auriol, Vincent 373, 749
- Avilés Farré, Juan 23, 239
- Azaña, Manuel..... 37, 93, 104, 118, 121, 127,
132, 133, 141, 150, 155, 159, 160, 162, 163,
213, 237, 378, 435, 519, 571, 575, 700, 705,
717, 718, 728, 751, 814
- Azcárate, Pablo de 227, 298, 507, 508, 668,
681, 705, 710, 717, 718, 720, 723
- Azémar, André (père) 790, 791, 793, 796
- Aznar Lobez, Joaquín 753
- Aznar, José María 16

B

- Badel, Laurence34
- Badoureau, Frédéric60
- Badoureau, Gustave60
- Badoureau, Luisa60
- Baggio (commandant de Gendarmerie)365,
502
- Bahamonde, Antonio273
- Bailey, Frederick J.51
- Baldrich, Ramón483
- Baldrich, Victor483
- Baldwin, Stanley 227, 302, 662
- Ballester (révérend-père).....512
- Banastier, Hubert77
- Barbier, Jean-Baptiste 37, 39, 43, 44, 57, 62,
276, 277, 280, 318, 319, 330, 334, 341, 344,
359, 365, 377, 378, 379, 413, 435, 539, 540,
541, 542, 570, 571, 572, 625, 631
- Barbieri, Pierpaolo267
- Barcia, Augusto 153, 511, 571, 573, 574
- Bardoux, Jacques 146, 363
- Bargeton, Paul375, 563, 675, 676
- Barneto Atienza, Saturnino 751
- Baron, Gaston..... 470, 471
- Barrera, Emilio 103
- Barroso, Antonio 103, 366
- Barruso, Pedro 24, 177, 766
- Bartoloméi, Arnaud71
- Bastide, Paul..... 780
- Batalla, Enrique 791, 792, 803
- Bates, Thomas 52, 187, 200, 209, 214, 321,
450, 454, 600, 648, 649, 679, 760
- Baufumé, Charles 48, 61, 327, 334, 379
- Bausardo, Thomas345
- Bayard, Louis 469, 769, 770, 773, 824
- Bayo, Alberto388
- Beaumont-Nesbitt, Frederick G..... 51, 52, 280,
416, 418
- Beaupoil, Charles de (comte de Saint-Aulaire)
.....58
- Beckingsale, E. G. 263, 392, 409
- Beigbeder, Juan Luis.....261
- Bellaud, Renée.....61
- Bellier, Irène.....309
- Benjumea Benito, Fernando471
- Benoit, Marcel786, 787, 788, 789, 823, 844
- Bérard, Léon.....730
- Berdah, Jean-François.....158
- Bernabeu, Marcelo.....536
- Bernabeu, Santiago 536, 812
- Bernoville, Gaëtan 633, 634
- Bernoville, Iñigo 633, 634, 797
- Bernoville, José María Ignace . *Voir* Bernoville,
Iñigo
- Berthet, Jacques 242, 296
- Bertrán y Güell, Felipe.....745, 746, 751, 752,
765, 766
- Bertrán y Musitu, José.266, 378, 742, 744,
745, 746, 748, 755, 758, 759, 760, 762, 765,
793, 820, 825, 828, 829, 832, 837, 838
- Beslier, Louis..... 753, 754
- Besteiro, Julián 704, 705, 706, 728
- Bezieu *Voir* Bizien
- Bidault, Georges666
- Biéchy, Jean 486, 783
- Bigourdan, Georges78
- Bigourdan, Jacques78, 111, 112, 113, 243,
246, 247, 252, 264, 277, 283, 366, 491, 492
- Bilbao Eguía, Esteban de 612, 614
- Bilbao, Crescenciano 131
- Billecocq, Jean.....821
- Binet, René.....726, 733, 734, 779, 823, 839
- Bistuer Bitrián, Fernando790

Bizard, Étienne	42	Borrás, Tomás	145, 209, 269, 271, 272, 362, 363
Bizien	817, 818	Bosch Gimpera, Pere	705
Black, Robert Allan	244, 245, 247, 391	Bougrat (radiotélégraphiste).....	228, 232, 234, 795
Blanc, Jean	470	Bourbon, Antonin	39
Blanco, Anastasio	829	Bourbon, Pierre.....	39, 796, 797, 798, 799, 813
Blasco Garzón, Manuel.....	132	Bourdieu, Pierre.....	309, 343
Blum, Léon.....	146, 167, 266, 366, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 381, 472, 645, 670, 671, 708, 733, 847, 853	Bourgeois, Jean.....	470
Blumel, André	373	Bourkaib (docteur).....	512, 790
Bogaërs, Robert	45	Bourquin, Édouard.....	47, 59, 62
Bøgh, Leif	523, 525	Boussiguina, Maria Pavlovna.....	63
Boisanger, Charles de	37	Bouyssel, Jules	47, 61, 484, 547, 774
Bolín, Luis.....	275, 276, 289, 293, 294, 295, 298, 379, 422, 841	Bowers, Claude G.....	100, 101, 102, 154, 322, 395, 569, 570, 571, 573, 602
Bompard, Maurice	321	Boyer (pilote)	228, 232, 234, 795
Bona Linares, Josefa	449	Braud, Philippe	19, 127, 207
Bonaccorsi, Arconovaldo (comte Aldo Rossi)	256, 257, 267	Bravo Morata, Francisco	402
Bonjean, Joseph.....	58	Brés, Paul	470, 768, 773, 824
Bonjean, Louis-Bernard	58	Brodsky, Alexandre	64
Bonjean, René	39, 40, 42, 58, 61, 156, 179, 180, 181, 186, 188, 190, 193, 200, 203, 204, 206, 213, 216, 217, 218, 221, 300, 302, 314, 315, 319, 371, 377, 397, 398, 410, 474, 511, 512, 513, 519, 520, 522, 525, 529, 535, 536, 554, 565, 575, 578, 581, 582, 586, 607, 608, 631, 692, 727, 729, 738, 761, 790, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 802, 804, 805, 806, 808, 809, 810, 812, 813, 814, 815, 819, 821, 822, 831, 833, 834, 835, 836, 838, 846	Brodsky, Sophie	64
Bonnet, Georges	715, 716, 727, 728, 729, 736, 738, 798, 799, 847, 850, 852	Brooks, Hugo C.	842
Borbón, Alfonso Carlos de	146	Bruce, Luis J.....	844
Borbón, Mercedes Alba de.....	514	Brut, René	275, 293, 294, 295, 296
Borchgrave, Jacques de (baron)..	233, 431, 432	Bryce, James (Lord Bryce).....	275
Borrás Llop, José María	249, 368	Buchanan, Tom.....	21, 35, 67, 307, 331, 337, 338, 355, 357, 359, 360, 376, 440
		Buissière.....	836
		Burin, Marie-Antoinette.....	62
		Burn, Frank.....	85
		Burrough, Harold M.....	416, 427, 452, 615, 616, 618, 619, 620, 621, 623, 628
		Butler, A.....	62
		C	
		Cabanellas, Miguel	258, 271, 568

Cabello Sánchez Pleites, María Carlota.....	795	Carrión, Enrique	756
Cable, James.....	445, 669	Casanelles, Joan.....	749, 750
Cachero, Francisco	524, 526, 527, 528, 529	Casanova, Julián	136
Cachet, Paul.....	482	Casanovas, Joan.....	476, 706
Cadira, Carmen.....	472	Casares Quiroga, Santiago	141
Cadira, Dolores.....	472	Cases Sola, Adriana	201
Cadira, Josefa	472	Cassin, Max.....	77
Cadira, Juan.....	472	Castellane, Boni de	368
Cadira, María.....	472	Castellfort, (marquise de).....	486
Cadogan, Alexander....	703, 712, 713, 719, 730	Castelló, Luis.....	805
Cairns, Peter	54	Castéran, François.....	9, 60
Callejón, Propper de	746	Castéran, René....	9, 48, 60, 110, 114, 149, 318, 340, 415, 417, 427, 486, 503, 504, 609, 612, 632, 634, 636, 637, 640, 645, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 673, 674, 675, 690, 696, 738, 753, 851, 854
Calvo Sotelo, José.....	95, 143, 144, 145, 146, 147, 209, 212, 258, 271, 272, 341, 568	Castro (colonel)	480
Cambó, Francesc	475, 744, 745, 746, 748, 755, 756, 774, 775, 779, 783, 821, 823	Castro Girona, Alberto.....	805
Cambon, Roger...300, 302, 368, 374, 558, 560, 642, 643, 670, 671		Castro, Américo.....	569, 571
Campo Valdés-Hevia, Dolores del	331	Castro, Luis	289
Canoz, Alexis	782	Catros, Simon	164
Cantais, Roland.....	77, 341	Cavailhé (capitaine)	833
Cantalupo, Roberto	633, 635	Cavero y Goicoerrotea, José María (duc de Baïlén).....	341, 760
Capaz, Oswaldo.....	319	Cazard, Paul	78
Cardeaga (député basque)	606	Cazaux, Martial	78, 111
Carlavilla del Barrio, Julián.....	162, 163	Cenia (marquis de).....	803
Carlavilla, Mauricio	<i>Voir</i> Carlavilla del Barrio, Julián	Ceretti, Giulio.....	373, 378
Caro, Álvaro (comte de Torrubia)	613, 625, 626, 627	Cervera (commandant).....	805
Carrascal, Germiniano	319	Cervera, Javier.....	440, 441, 528, 554, 741
Carrasco i Formiguera, Manuel	754	Cervin.....	802
Carré, Casimiro.....	320	Ceugnart (commissaire)	808
Carreaga, Pilar	428	Chamberlain, Neville... ..	641, 647, 653, 678, 702, 722, 725, 729, 732, 738, 850
Carreño España, José	528	Chapaprieta, Joaquín.....	92
Carrero Blanco, Luis.....	536	Charbonnières, Girard de	368
Carrillo, Santiago.....	223		
Carrillo, Wenceslao	94		

Charvériat, Émile..... 266, 364, 377, 379, 821,
846
Château, André.....228
Chaumet780
Chautemps, Camille.... 375, 545, 667, 697, 847
Chetwode, Philip 712, 713, 714, 715, 716, 719,
720, 721, 723, 724, 725, 730, 731
Chevalier, Louis.....91
Chilton, Sir Henry..... 34, 48, 49, 52, 66, 99,
100, 102, 115, 150, 151, 153, 154, 157, 159,
176, 177, 188, 197, 199, 208, 212, 226, 230,
261, 262, 270, 271, 279, 284, 299, 302, 318,
319, 322, 396, 416, 418, 430, 431, 444, 454,
457, 458, 488, 494, 498, 555, 556, 558, 559,
560, 561, 562, 563, 570, 571, 579, 586, 587,
588, 589, 590, 591, 600, 601, 602, 604, 607,
616, 619, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629,
630, 631, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 643,
646, 647, 648, 649, 658, 659, 660, 662, 664,
669, 671, 684, 738, 759, 840
Choux, Jean-Marie..... 349, 470, 471, 773, 824
Churchill, Winston.....712
Cicera i Voltà, Josep475
Cierva, Ricardo de la..... 525, 797
Citrine, Walter 360, 376
Claude (monsieur) 156
Clavel, Roger.....813
Clerfayt, Charles de60
Clerfayt, María Luisa de (née Badoureau)
..... *Voir* Badoureau, Luisa
Clerk, Sir George..... 374, 375, 377, 557, 563
Clímaco, Cristina.....356
Clissold, John G.....54, 185, 449, 496
Cocks, Frederick.....302
Cœuré, Sophie365
Colodny, Robert G..... 594, 595
Colyer, Douglas.....51, 52, 280, 284

Comas, Francisco..... 776, 777, 784
Companys, Lluís.....183, 210, 536, 770
Comyn y Allendesalazar, Antonio.....319
Comyn y Allendesalazar, Juan Manuel (comte
de Albiz)319
Contreras, Carlos *Voir* Vidali, Vittorio
Corbin, Charles..... 37, 265, 300, 667, 670,
680, 681, 715, 716
Corman, Mathieu662
Corral, Pedro16
Cot, Pierre 373, 697
Cotoner, José803
Coultras, Frederick G... ..53, 69, 70, 251, 253,
254, 255, 259, 260, 261, 272, 279, 281, 286,
287, 288, 289, 304, 331, 496
Coultras, George W..... 70, 331
Coutelencq, Albert..... 495, 496
Covisa, Emilio.....803
Cowan, H. Denys Russel.....724
Crespo Ballesteros, Mario.....17
Cruz, Rafael.....96, 97, 107, 117, 121, 122,
125, 138, 141, 169, 207, 312
Cuartero Logroño, Alberto.....753
Cuesta, Teodoro.....544
Cueva, Julio de la.....325
Cusin, Gaston373

D

Daguerre, Pierre.....691
Daladier, Édouard727, 728, 735, 847
Dalton, Hugh704
Dany, Marcel 242, 296
Dasque, Isabelle..... 55, 56, 329, 332, 348
Dauzats, Marcel..... 766, 826, 833, 834, 835
Davenhill, W. A. S..... 263, 342
David, André 77, 123, 129

Dávila, Fidel	258, 794	Domain, Maurice	783, 802, 803, 804, 812
De Boysson (lieutenant de vaisseau)	42	Domestici, François	335
Deacon, David	296	Domínguez Arévalo, Tomás (comte de Rodezno)	319, 560, 568, 629
Decoux, Jean	772	Doncel, Manuel	745, 746, 765
Deffois, Pauline	34, 239, 287, 295	Dorange, Henri	46, 59, 63, 113, 249, 264, 295, 335, 492, 496
Delaprée, Louis	228, 231	Doriot, Jacques	334, 781
Delas, Ignacio	476	Dormoy, Marx	462, 504, 688, 689, 734, 829
Delas, José María	476	Dosse, Edmond	697
Delas, Mariano	476	Doucet (commissaire)	782, 783, 802, 803, 807
Delaunay, Jean-Marc	22	Douhet, Giulio	400
Delbos, Yvon	231, 301, 374, 375, 377, 504, 536, 538, 539, 542, 545, 557, 560, 565, 581, 582, 597, 636, 637, 645, 663, 670, 671, 672, 677, 680, 683, 697, 704, 705, 706, 754, 766, 809, 821, 822, 847	Dreyfus-Armand, Geneviève	498
Delens, Émile	57	Drouillet, Victor	525, 797, 824
Delgado Barreto, Manuel	162	Drummond, Eric	101
Delgado, José	147	Ducourau, Georges	78, 829, 830
Delmer, Sefton	235	Ducourau, Léon	830
Denéchère, Yves	24, 34, 37, 47, 74, 92, 164, 239, 260, 304, 498, 603, 615, 761	Dupree, Thomas W.	51
Derriennic, Jean-Pierre	310	Dupuy, Frank	48, 58, 245, 392, 505
Desgrandchamps, Marie-Luce	14	Dupuy, Léon	817, 818
Desmartis, Pierre	28, 45, 59, 110, 119, 121, 123, 124, 129, 157, 158, 189, 304, 493, 494, 495, 496, 850, 851	Dupuy, Thérèse	811
Deville, Lucien	349, 470, 471, 768, 773, 824	Duque Martinez, José	75
Diaz Prieto, J. M.	486	Duran í Ventosa, Lluís	475
Diaz y Abascal, María	45	Durán, Concepción	450
Dick, H. Charles	724	Durán, Estanislao	450
Dimitrov, Georgi	214	Duroselle, Jean-Baptiste	55, 380
Dingwall Williams, Guy	83	Durruti, Buenaventura	193
Dingwall-Williams, Alexander	83	Dustou, Paul	79
Dodd, Charles	394	Dutard, Jacques	503
Dolla, Ángel	263	Dutton, David	702
Dollfuss, Engelbert	95	Dutton, Ernest	70
Doll-Petit, Rubèn	439, 440, 472, 476	Dutton, Mona	70

E

Ealham, Chris	132, 173, 191
---------------------	---------------

Eden, Anthony.....	218, 300, 301, 360, 369, 376, 408, 449, 464, 487, 490, 516, 579, 588, 590, 619, 658, 665, 670, 672, 677, 679, 681, 702, 703, 704, 705, 706, 712
Edouard VII.....	67
Edward Wood (Lord Halifax)	459
Edward, Albert	<i>Voir</i> Edouard VII
Edwards, Agustín.....	455, 537, 538
Edwards, Jill.....	34, 307, 351, 376
Egea	246
Eguía, Joaquín de.....	616
Eguino y Trecu, José.....	621, 622
Eijo y Garay, Leopoldo.....	791
Emilio Mola.....	30
Épine (de l')	812
Ercoreca Regil, Ernesto.....	612
Escarpín, Antonio	756
Esme, Jean d'	275, 293, 294, 296
Esneval (capitaine).....	503
Espanya, Josep Maria.....	444, 474, 476, 477, 706
Espinosa de los Monteros, Eugenio... ..	535, 805, 838
Espinosa de los Monteros, Fernando ..	535, 805
Espinosa Maestre, Francisco	242, 276
Espinosa, Alfredo	754
Esplá, Carlos.....	773
Estéoule, Jacques	349, 486, 783
Esteve Haedo, Pascual	486
Estève, Joseph	74, 203, 317, 367
Everson, Frederick C.	53, 69
Eyrard, Jean-Paul.....	34
<hr/>	
F	
Falck, Suzanne.....	61
Falcó, Enrique	816
Falconer, Maurice D. M.....	247, 322
Fanjul, Joaquín	95, 103, 116
Farge, Arlette.....	418
Farnié, Pierre.	470, 770, 772, 773, 775, 776, 784
Farré, Sébastien ...	18, 220, 228, 232, 234, 235, 236, 452, 453, 554, 594, 595, 598, 599, 600
Fassin, Didier.....	18
Feodorowna, Marie (impératrice).....	64
Fernández Arqués, Hipólito	790
Fernández Cachero, José.....	529
Fernández Díaz (gouverneur).....	112
Fernandez Quin	803
Fernández-Bolaños, Antonio	707
Ferragu, Gilles.....	194, 329, 332, 583, 584
Ferrand, William.....	67
Ferro Ares, María Carmen.....	685
Feyerick, Antoinette.....	62
Figuerola y Torres, Álvaro (comte de Romanones)	157, 603
Filipo.....	471, 772
Fitz-James Stuart y Falcó, Jacobo (duc d'Albe)	665, 723
Flandin, René.....	46, 48, 124, 129, 253, 256, 257, 264
Fontanel, Émile.....	232, 598
Forcade, Olivier	825
Ford, Lewis.....	84
Formby, Eustace G. H.....	53, 69, 244, 263, 272, 274, 279, 286, 287, 296
Fouques-Duparc, Jacques.....	64, 237, 334, 471, 822
Fox, Eric L.....	54
Francisco, Enrique de.....	94
Fal Conde, Manuel.....	147

Franco, Francisco..... 9, 21, 22, 27, 95, 103,
 116, 146, 168, 230, 243, 253, 254, 257, 258,
 259, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 268, 270,
 277, 284, 290, 299, 300, 301, 303, 344, 345,
 390, 392, 420, 426, 427, 428, 429, 431, 493,
 521, 524, 536, 586, 587, 589, 590, 591, 592,
 594, 595, 598, 601, 626, 629, 630, 635, 636,
 638, 639, 643, 644, 645, 646, 647, 649, 650,
 651, 657, 658, 660, 661, 667, 671, 672, 675,
 678, 679, 690, 692, 695, 696, 697, 698, 703,
 704, 709, 718, 723, 725, 726, 727, 728, 729,
 730, 731, 732, 736, 737, 738, 739, 748, 759,
 760, 767, 797, 798, 826, 829, 831, 833, 838,
 840, 841, 846, 852, 853, 854
 Franco, Nicolás..... 635, 639, 645, 696, 748
 François-Poncet, André.....265
 Frank, Robert..... 308, 310, 353, 355, 380
 Frégier, Honoré-Antoine91

G

Galarza, Ángel..... 217, 222, 225, 227, 575,
 768, 774
 Galíndez, Jesús598
 Gamelin, Maurice 697, 726
 Gándara y Plazaola, Inés de la (marquise) ..568
 García Atadell, Agapito 190
 García Lacalle, Andrés.....234
 García Lorca, Federico.....297
 García Mansilla, Daniel 153, 154, 159, 396,
 427, 511, 522, 559, 560, 561, 562, 564, 565,
 566, 567, 569, 570, 572, 602, 604, 617, 618,
 620, 623, 637, 638, 639, 651, 659
 García Marquez, José María.....290
 García Oliver, Juan 183, 193, 218
 García, Hugo 273, 275, 289, 305, 361

Garden, Herbert Colstoun (baron Burghclere)
85
 Gardiner Whitfield, J. 433, 434
 Garrigos, José486
 Gascoyne-Cecil, Robert (Lord Cranborne).....
 .508, 574, 641, 668, 679, 681, 692, 717, 720
 Gassol, Ventura 476, 477, 706
 Gauché, Maurice..... 212, 615, 834
 Gazel, Armand.....828
 Genoves, Cirilo.....486
 George VI..... 705, 721, 723
 Gérard, sœur791, 792, 793, 795, 796, 803,
 813, 828
 Géraud, André dit Pertinax.....375
 Gérodias, Paul503
 Gil Robles, José María.....92, 95, 96, 99, 100,
 102, 103, 114, 116, 143, 144, 154, 155, 262,
 269, 319, 522, 706
 Gilles, Georges 810
 Gillies, William376
 Gimenez Caballero, Ernesto.....162
 Giral, José.....173, 210, 215, 216, 217, 224,
 225, 366, 460, 542, 572, 608, 647, 700, 703,
 714, 717, 726, 787, 788, 789, 844
 Girauta Linares, Vicente 224, 226
 Goded, Manuel..... 95, 103, 104, 116, 146,
 159 243, 763
 Godefroy, Rémi-Émile.....675
 Godicheau, François 173, 174, 183, 340
 Godineau, Dominique.....419
 Gohin, Georgina62
 Goicoechea, Antonio..... 147, 568
 Gómez Acebo630
 Gómez Bravo, Gutmaro242
 Gómez Nogales, Pablo..... 128, 198
 Gómez Reoyo, María del Carmen509
 Gómez Sainz, Paulino..... 734, 779

Gómez-Jordana, Francisco 799
 González Calleja, Eduardo..... 90, 98, 105,
 107, 108, 118, 121, 132, 134, 135, 140, 141,
 142, 382
 González de Oliveros, Wenceslao624
 González i Vilalta, Arnau25, 439, 440, 476,
 773, 774, 775, 781, 821
 González Marcos, Patrocinio.....685
 González Peña, Ramón 131
 González Peral, Teódulo366
 González Posada, Adolfo.....263
 González Ruano, César 163
 González y Kessada, Lola 78
 Gooden, Abbington..... 737
 Goodman, Harold 320, 616, 750, 760
 Goss, Franz von..... 664, 744, 746, 828
 Goudot, Victor-Nicolas 365, 502
 Gourgues, Albert470
 Grahame, Sir George 52, 159
 Graño486
 Grandio Seoane, Emilio839
 Grassy, Alexandre..... 543, 742, 804, 805, 806,
 807, 808, 809, 810, 811, 812, 814, 815, 816,
 817, 818, 819, 821, 822, 846
 Grégoire (commissaire)..... 834, 835
 Grégorio, Pierre-Paul 156
 Grenet, Mathieu..... 71
 Grigulevich, Iosif.....223
 Grosser, Pierre382
 Grotius, Hugo406
 Guerreiro, Emidio356
 Guillen, Pierre 10, 381
 Guillen, Vicente.....54
 Guinard, Paul.....813
 Guitart y Vilardebó, Justino 749
 Guyatt, Henry 82, 120, 127, 128, 129
 Guyatt, Henry Joseph.....82

Guyatt, Robert82
 Gye, Ernest F.....54

H

Habermas, Jürgen 125
 Hall, William840
 Hammill, Charles F.....51
 Harington, Charles 505, 506, 508
 Harker (vice-consul) 82, 322
 Harpley, Georges W. M.51
 Harrison (vice-consul) 151
 Harrison, Magnus R.....81
 Haselden, Francis Kinnaird83
 Haslam, Jonathan.....347
 Hay, Robert Alistair 724
 Hazard, Armand..... 769, 770, 774, 775, 779,
 780, 783
 Head, Sydney H. M.....54
 Hebaz, Nadia771
 Heiberg, Morten.....833
 Helfant, Henry.... 432, 522, 523, 525, 566,
 596, 597, 741, 794
 Henny, Georges..... 31, 220, 225, 228, 229,
 230, 232, 234, 235, 236, 554, 575, 594, 595,
 598, 599, 794, 795, 850
 Henri Morel29
 Herbette, Jean24, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44,
 57, 64, 97, 100, 101, 102, 109, 110, 114,
 120, 121, 127, 148, 153, 154, 155, 156, 157,
 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166,
 167, 168, 176, 177, 178, 179, 188, 190, 192,
 208, 210, 211, 212, 218, 226, 229, 236, 239,
 243, 254, 255, 260, 261, 262, 263, 264, 265,
 266, 279, 282, 285, 297, 299, 303, 315, 316,
 332, 337, 343, 346, 350, 360, 361, 362, 364,
 367, 371, 379, 380, 395, 396, 405, 408, 409,

413, 414, 415, 416, 418, 426, 427, 428, 429,
 435, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 504, 511,
 512, 526, 535, 537, 541, 545, 550, 555, 560,
 561, 562, 563, 564, 565, 567, 569, 570, 571,
 572, 581, 582, 591, 592, 595, 601, 602, 603,
 604, 605, 606, 607, 608, 609, 611, 612, 614,
 615, 616, 620, 621, 622, 623, 630, 631, 632,
 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641,
 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650,
 659, 660, 662, 663, 668, 670, 671, 674, 684,
 686, 687, 690, 691, 692, 696, 697, 699, 703,
 705, 706, 709, 732, 738, 742, 749, 750, 752,
 753, 754, 761, 762, 763, 765, 766, 767, 768,
 770, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 804, 805,
 806, 807, 808, 814, 827, 829, 846, 852

Herbette, Jeanne..... 37, 38, 413, 435, 814, 815

Herbette, Jules57

Herbette, Louis57

Herbette, Maurice57

Hernández Sarabia, Juan751

Hernández, Jesús765

Herrera y Oria, Ángel99, 100, 102, 159

Herrera y Oria, Francisco625

Herrero, Raphael.....803

Herriot, Édouard 375, 378, 699

Herrmann, Irène..... 19, 308

Hidalgo, Diego262

Hill, Margaret 447, 517, 842

Hillgarth Evans, Willmott Henderson.....85

Hillgarth, Alan Hugh85, 86, 246, 331

Hillgarth, Ann France85

Hitler, Adolf 261, 377

Hoare, Samuel658

Hodgson, Sir Robert..... 649, 702, 711, 729,
 731, 738

Holberton, Hugh Carroll81

Holland, Kate L.51

Holme, Christopher.....662

Hope-Morley, Geoffrey Hope (baron
 Hollenden).....86

Hoppenot, Henri548

Horn Areilza, Francisco613

Horne, John200

Houbaut, Henri-Jean (Mgr)691

Howard Smith, Charles337

Hoyos (marquis de).....514

Huart, Émile 74, 158

Huber, Max.....619

Humbert, Amy83

Humbert, Arthur83

Hume, Martin A. S.....199

Hurtado, Amadeu706

I

Ibáñez, Boaventura95

Ibárruri, Dolores 165, 221

Innes, John H. 54, 410, 452, 616, 624, 625,
 648, 760

Inquimbert, Anne-Aurore..... 34, 831

Iracheta, Florencio754

Irujo, Manuel de..... 224, 225, 520, 598, 626,
 700, 714, 717, 719, 762

Iturralde, Mariano de747

J

Jack, Archibald711, 712, 713

Jackson, Gabriel.....14

Jackson, Peter 306, 849

Jacobsen, Fernanda 447, 448, 842

Jaén, Antonio.....122

Jambois, Ivane61

James, Percival H. G..... 454, 619

Jaudenes, L. (comte de Zanoni).....486
 Jáuregui, Julio..... 625, 627, 646
 Jeanneney, Jules.....375
 Jeannesson, Stanislas9
 Jera, Benito.....75
 Jiménez de Anja, Joaquín.....516
 Jiménez de Asúa, Luis 142, 161, 162
 Jiménez de la Puente, Francisco Javier (comte de Santa Engracia).....319
 Jiménez Herrera, Fernando..... 173, 174, 180, 189, 193
 Jiménez-Alfaro y Alaminos, Manuel.. 523, 794
 Jodelet, Denise.....207
 Johnston, Charles H. 189, 280, 286, 579
 Joly, Maud.....407
 Jouart, Louis 41, 44, 156
 Juge, Jean41
 Juliá, Santos.....12
 Juncal 472, 480
 Junod, Marcel. 31, 427, 428, 429, 452, 453, 454, 457, 459, 461, 463, 554, 605, 606, 607, 608, 609, 612, 613, 614, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 626, 627, 628, 630, 631, 749

K

Kalifa, Dominique 128
 Kalyvas, Stathis 19, 311
 Kamké, Maurice 470, 772
 Karl Maurice..... *Voir* Carlavilla del Barrio, Julián
 Kenworthy, David (lord Strabolgi).....558
 Keren, Célia..... 18, 425, 666, 689
 Kerenski, Alexandre 91, 150, 357
 Kérillis, Henri de366
 Kindelán, Alfredo 400, 842

King, Norman..... 52, 53, 69, 70, 151, 183, 184, 188, 192, 197, 198, 202, 206, 209, 213, 215, 216, 316, 318, 327, 331, 340, 344, 354, 355, 361, 388, 443, 448, 468, 476, 481, 485
 King, Norman (père).....70
 Kinsella, Helen M. 404, 406, 407
 Klose, Fabian.....19
 Kondratoff, Venia64
 Kramer, Alan200
 Kun, Béla 145

L

La Rocque, François de..... 168, 334
 Labonne, Eirik..... 64, 546, 548, 650, 653, 699, 701, 707, 715, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 725, 726, 727, 728, 729, 732, 733, 734, 735, 738, 739, 761, 779, 786, 787, 788, 789, 798, 799, 800, 815, 817, 822, 823, 838, 851, 852, 853
 Laborie, Pierre 23, 165, 310, 336, 361, 502
 Labrousse, Ernest.....373
 Lafaure (sous-préfet).....808
 Laffontan, Jean 609, 612
 Lagarde, Ernest.....538
 Laigue, Gustave de 78, 114, 129, 132, 335
 Lambert, Marie61
 Lammers, Donald347
 Lance, Edwin Christopher..349, 430, 433, 441, 446, 447, 448, 455, 516, 517, 839, 840, 841, 842, 843, 844
 Langtry, Emilie ou « Lillie »67
 Lapeyre, Émile 469, 471
 Largo Caballero, Francisco17, 94, 142, 145, 152, 153, 156, 166, 209, 210, 211, 212, 215, 217, 222, 238, 277, 344, 357, 358, 360, 379, 518, 580, 598, 599, 608, 653, 704, 705, 851

Larragoiti, Antonio S. de.....	820	Lietzmann (capitaine)	746
Larraz, José.....	783, 803	Linares (marquis de)	648, 752, 754, 763
Lasa, Saturnino.....	764	Lincoln, Bruce	329
Lasmartres, Émile.....	44, 45, 58, 110, 115, 119, 230, 276, 277, 279, 285, 340, 379, 496, 548, 640, 696, 729, 738, 754, 762	Linde, Christen Albert de.....	52
Lasseyne, Jacques	<i>Voir</i> Lasuén, Jaime de	Little, Douglas	113, 120
Lasuén, Jaime de.....	833, 835, 836, 838	Lizaso, José Ignacio	672, 719
Lavastre, Georges	470	Lledós, Barthélemy	470
Lazaro, Antonio.....	486	Llovet Nicolau, Felix	476
Le Rumeur, Joseph	76	Lloyd Thomas, Hugh	375, 376
Leche, John.....	457, 460, 461, 647, 711, 714, 715, 717, 719, 720, 721, 722, 723, 727, 728, 729, 731, 844	Lluhí Vallescá, Juan.....	749
Lecouteux, Antonin	469, 480	Lombard, Maurice	77, 320, 321, 486
Lecq, Robert.....	46, 334, 410, 416, 801, 804, 805, 808, 809, 810, 811, 812, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 821, 822, 824, 846	López-Dóriga, Amilia.....	607
Lecuona, Pedro	806	Lord Cranborne .. <i>Voir</i> Gascoyne-Cecil, Robert (Lord Cranborne)	
Ledesma, José Luis.....	11, 174, 175, 189, 193, 314, 323	Lord Halifax.	<i>Voir</i> Edward Wood (Lord Halifax)
Leeson (prisonnier bitannique).....	750	Lord Plymouth.....	<i>.. Voir</i> Windsor-Clive, Ivor (Lord Plymouth)
Léger, Alexis	214, 369, 373, 374, 375, 377, 498, 538, 645, 698, 699, 719, 720, 815, 822	Lorda, Celso	252, 273, 282
Leigh-Smith, Philip.....	271	Lóriga (general)	547
Leizaola, Jesús María de	625, 626, 648, 649	Loubet, Jean	469
Lelubre, Lucien.....	824	Loustaunau, Jean	782, 783
Lemaître	<i>Voir</i> Dauzats, Marcel	Lovelace, Arthur.....	82
Lens, Adrien de	39, 43, 57, 63	Luco, Humberto.....	794
Leremboure, Henri.....	470	Lüllé-Desjardin, François.....	829
Leroy	780		
Lerroux, Alejandro.....	92, 96, 101, 102, 104, 146, 472, 480, 703		
Léveillé, Hector (abbé)	330		
Leverkus, William.	83, 320, 322, 332, 414, 417, 419, 844		
Lévy, Maurice	803		

M

Macarrón Piudo, Ricardo	493
Macdonald Pearson, Herbert	52, 432
MacDonnell, Antony.....	65
Machado (monsieur).....	112
Mackness, William R.....	53, 69, 151, 342
Maclean, Donald.....	235, 287, 288, 629
MacNeece Foster (Air Commodore)	724
Madariaga, Salvador de.....	369, 703, 704, 705, 706, 709

- Maeztu, Antonio 842, 843
- Magraner, J.....486
- Maignon (consul)..... 811, 816
- Maignon, Juana.....816
- Maïski, Ivan.....425
- Malcolm, Angus. 49, 66, 67, 189, 199, 218,
356, 369, 411, 412, 445, 579, 580, 585, 587,
589, 590, 640
- Malcolm, Jeanne Marie.....67
- Malcolm, Sir Ian67
- Malet-Daubant, Henri 634, 750, 762
- Malraison, Georges..... 503, 833
- Malvy, Louis 336, 728
- Marbec, Louis.....78
- Marboutin, Pierre.....470
- Marcassin, Maurice..... ..48, 59, 110, 114, 120,
121, 123, 126, 127, 128, 129, 131, 133, 149,
184, 187, 202, 203, 204, 205, 206, 315, 317,
321, 326, 367, 486, 526, 544, 546, 782
- Marcassin, René.....59
- Marcellin, Robert..... 232, 233, 234, 235, 236,
432, 540
- Marcet y Vidau, José María 746
- March (colonel)390
- March, Juan 745, 746, 756
- Marco, Jorge.....242
- Margerie, Christian de 74
- Margerie, Roland de368
- Mariolle, Gilberte62, 63
- Maritain, Jacques666
- Marqués, Pierre.....590, 594, 595, 613
- Marti Olivares, Luis (marquis del Rebalso).....
761, 767, 799, 800, 833, 834, 835, 836, 837,
838, 839
- Martignol, Émile Louis 770, 776, 824, 825
- Martín Fernández, Alberto813
- Martín Montis, Antonio752, 754, 762, 763
- Martín Montis, José752, 754, 762, 763
- Martin Moreno, Francisco.....843
- Martin, William82, 84, 130, 131
- Martínez Anido, Severiano..... 276, 277, 340,
483
- Martínez Arias (consul)753
- Martínez Barrio, Diego 93, 752
- Martínez de Irujo, Luis (marquis de Los
Arcos) 757, 758
- Martínez López, Diego433
- Martinez, José..... 469, 471, 769, 770, 772,
773, 774, 780
- Martínez, Miguel *Voir* Grigulevich, Iosif
- Martínez, Pablo.....754
- Marty, Louis François77
- Maseda, Antonio693
- Massé, Alexandre510
- Massigli, René 538, 631, 680, 698, 822
- Massó, Rafael 775, 776
- Matthieu, Clément (Mgr.) 609, 616, 749
- Maugendre, Maëlle736
- Maura, Miguel96, 144, 254, 314
- Mauriac, François 296, 366, 666
- Mayoral, Miguel 677, 685, 687
- McDonald, Matthew841
- McKercher, B. J. C.301
- Meer, Fernando de555
- Meltz, Renaud..... 336, 365, 368, 370, 372,
374, 375, 377
- Mendez Fernandez, Celso356
- Méndez, José Luis685
- Mera Costa, Pilar139
- Merelo de Barberá, José María..... 75, 76, 184,
186, 206, 316, 326, 330, 334, 466, 473, 475,
480, 481, 483, 552, 772, 781, 823, 824, 844,
854, 855
- Merelo de Barberá, Victor.....334

Merelo y Serrahima, José María... <i>Voir</i> Merelo de Barberá, José María	
Merino, Ramón.....	233
Merry del Val, Alfonso	145, 302, 488, 556, 559, 568, 586, 587, 590, 602, 841
Miaja, José.....	225, 233, 234, 298, 593, 594, 595, 598, 599, 799
Michel, Florian	329, 332
Milà Camps, José María (comte de Montseny)	749, 750
Milanes, John H.....	49, 319, 446, 458, 459, 460, 461, 514, 516
Millán-Astray, José.....	841
Minchom, Martin.....	231, 400, 409
Miourlane Michelena, Pedro	162
Mir Deulofeu, Enrique	755
Miralles, Ricardo	23
Miralpeix, José	78
Miret, Martin	751
Moa, Pío.....	16
Moch, Jules.....	373, 378
Moine, Joseph.....	752
Mola, Emilio.....	103, 146, 147, 155, 162, 221, 241, 253, 258, 260, 261, 263, 289, 341, 568, 606, 612, 613, 624, 625, 628, 743, 744, 831
Molero, Nicolás	116
Molinié, Antoine.....	48, 673
Monchicourt, Henri.....	62
Monchicourt, Renée.....	62
Monck-Mason, Arthur	54, 69, 247, 252, 253, 256, 257, 259, 261, 273, 277, 283, 290, 390, 391, 392
Monier, Frédéric	23, 24, 342
Moniz, Manuel	84
Monje Gil, Isidoro	336
Monjou, Georges	46, 59, 61, 471
Monks, Noel.....	662
Montagu-Pollock, William.....	151, 288, 416, 445, 507, 600, 602, 629, 641, 659, 671, 704, 710
Montaudon, André.....	530, 531, 544
Montel, Eugène.....	266, 300, 378, 472
Montes y Jovellar, Joaquín.....	319
Monzón, Telesforo.....	428, 621, 625, 634, 636, 668, 685
Moradiellos, Enrique.....	100, 102, 104
Moral Roncal, Antonio Manuel	14, 16, 17, 18, 24, 440, 441, 509, 523, 528, 531, 532, 554, 741
Morales, Flora	807
Moraud, Georges	45, 60, 114, 119, 120, 122, 129, 130, 131, 132, 148, 149, 157, 158, 274, 286, 287, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 305, 339, 340, 367, 379, 388, 488, 492, 496, 848
Morel, Henri	34, 41, 42, 181, 199, 230, 232, 236, 259, 264, 299, 377, 400, 405, 412, 421, 535, 547, 581, 700, 707, 736, 813, 831, 832
Moreno Zuleta, Francisco (comte des Andes)	104, 568, 602, 632, 742, 743, 744, 746, 761, 765, 766, 784, 828, 829, 837
Morilles (comte de Los).....	803
Morin, Jean-Frédéric.....	382
Morla Lynch, Carlos	15, 18, 434, 513, 741
Morrison, John.....	83
Morrison, Thomas.....	83
Mosley (lieutenant-colonel)	724
Mosquera, José María	548
Motta, Guisepe.....	592, 598
Mouchez, Ernest	78
Moullec, Raymond	34, 42, 187, 204, 212, 265, 266, 300, 432, 486, 601, 615, 664, 673, 686, 750
Mounier, Emmanuel.....	666

Mounsey, Sir George272, 300, 374, 375,
 420, 505, 514, 573, 587, 588, 616, 642, 643,
 659, 670, 671, 678, 682, 683, 712, 738, 840
 Moysi-Seuret, Carlos 85, 338
 Múgica Buhigas, Salvador ..747, 748, 758, 825
 Múgica Irueta, Antonio.....842
 Mugnier-Pollet.....60
 Munne Arias, Fernando.....785
 Muñoz Grande (colonel)805
 Muñoz Pérez, Salvador341
 Muñoz Seca, Pedro447
 Muñoz, Manuel....179, 180, 222, 224, 225, 226
 Mussolini, Benito.....256, 261, 695, 699

N

Nait, Antonin.....346, 827
 Napoleón334
 Nárdiz, Gonzalo.....648
 Nava del Tajo (comte)746
 Navarro Comas, Rocío.....98
 Navarro, Ignacio 84, 206, 316
 Negrete Peña, Rocío201
 Negrín, Juan30, 224, 457, 458, 542, 545,
 653, 700, 717, 718, 726, 727, 728, 734, 737,
 738, 739
 Nelken, Margarita.....408
 Neumann, Heinz.....145
 Neuville, Dominique.....45, 59
 Neuville, Emmanuel45, 46, 59, 62, 226,
 228, 230, 231, 232, 233, 234, 236, 300, 330,
 335, 398, 401, 405, 512, 522, 524, 525, 526,
 528, 529, 540, 541, 546, 548, 554, 593, 597,
 791, 793, 794, 795, 801, 804, 805, 809, 810,
 811, 812, 814, 815, 816, 818, 846
 Neuville, René.....236, 330, 804, 810, 811,
 812, 819

Neves, Mario275, 296
 Nicolas II.....64
 Nikolaïevna Romanova, Olga64
 Nikolaïevna Romanova, Tatiana64
 Nin, Andreu.....215, 216
 Nistal, Alfredo770
 Noguera (consul de Pologne)206
 Nolte, Ernst.....353
 Norriss (Mrs.).....430
 Núñez Morgado, Aurelio.....15, 18, 157, 414,
 431, 455, 509, 517, 518, 519, 520, 521, 522,
 524, 527, 528, 529, 537, 541, 554, 565, 566,
 574, 580, 593, 594, 595, 596, 597, 651, 741,
 793, 794, 803, 854

O

O'Brien, Katherine67
 O'Brien, Thomas J.....67
 Ogilvie-Forbes, George.....29, 34, 49, 50, 66,
 67, 150, 152, 157, 181, 182, 202, 203, 204,
 205, 206, 221, 222, 223, 225, 226, 227, 229,
 234, 235, 298, 299, 307, 317, 331, 349, 355,
 357, 358, 359, 382, 386, 397, 398, 400, 401,
 402, 403, 405, 408, 410, 420, 429, 430, 434,
 444, 445, 446, 455, 456, 507, 515, 516, 517,
 520, 521, 522, 523, 524, 526, 527, 528, 529,
 554, 555, 566, 573, 574, 575, 576, 577, 578,
 579, 580, 581, 585, 586, 589, 591, 592, 593,
 594, 595, 597, 598, 607, 608, 651, 840, 851
 Ojanguren, Ángel.....54, 452, 673
 Olazábal Estecha, Carlos María.....637
 Olazábal, Rafael.....613, 631, 632, 633, 746
 Olias, Vicente806, 811, 815
 Ollive, Emmanuel.....199, 266, 300, 368
 Onaindía, Alberto613, 666
 Orbe y Gaytán de Ayala, José María621

Orgaz, Luis 258, 259
 Orlov, Alexandre 223
 Orme-Sargent, Sir Harold 376
 Ortega Gutiérrez, Antonio..... 178, 395, 415,
 418, 603, 605, 606
 Ossorio y Gallardo, Ángel... 545, 697, 699, 774
 Ovseenko, Antonov 213
 Oxley, William H... 54, 70, 122, 129, 130, 151,
 156, 157, 246, 248, 273, 278, 279, 284, 305,
 333, 337, 341, 355, 356, 357, 382, 420, 427,
 428, 450, 487, 493, 494, 496, 840, 850, 851

P

Pack, Arthur 49, 66, 176, 184, 248, 269,
 341, 351, 352, 363, 463, 639, 673
 Palau, Yves 665, 666
 Palazon (madame) 811
 Palazon, Enrique..... 811
 Palfreeman, Linda..... 841
 Palmieri, Daniel..... 19, 308
 Panizo Piquero, Leopoldo 790
 Paquet, Albert..... 77, 321, 331
 Paquet, Alberto 321
 Paquet, Julio 321
 Paquet, Julio (fils)..... 321
 Paquet, Luis 321
 Paquet, Rafael..... 321
 Pareja, Antonio..... 834, 837
 Pâris, Jacques-Émile 39, 40, 788
 Pascua, Marcelino..... 30, 733, 734
 Patrizi, Pierre..... 486, 782, 803, 807, 816
 Patrón Saccone, Alfred ou Alfredo J. 81
 Patteson, Harold..... 54, 69, 113, 120, 243, 244,
 249, 263, 277, 283, 496
 Paula Romana, Francisca de..... 476
 Paul-Boncour, Joseph..... 734, 847

Paulet, Melchior..... 254
 Paxtot, Francisco 449
 Payart, Jean..... 213, 542, 543, 544, 545, 688,
 701, 788, 805, 806
 Pécastaing, Jean..... 796, 813
 Pedrazzi, Orazio..... 560, 563, 565, 570, 571,
 595, 602, 604
 Pelletier, Jean..... 753, 765
 Pépin, Marcel..... 771, 772, 773, 774, 775, 776,
 780, 781
 Pérétié, Léon..... 45, 58, 62, 111, 115, 148, 488,
 496
 Peretti de La Rocca, Emmanuel 727
 Pérez de Ayala, Ramón..... 515
 Pérez Prado (commandant) 752
 Pérez Quesada, Edgardo..... 15, 18, 225, 226,
 227, 235, 298, 554, 574, 575, 586, 594, 595,
 741, 794
 Pérez Rodríguez, Jonay..... 502
 Pérez Treviño, Manuel..... 298
 Pérez Urruti, Manuel..... 748
 Péri, Gabriel 425, 634, 770
 Pertinax *Voir* Géraud, André dit Pertinax
 Pétain, Philippe.... 726, 737, 798, 826, 827, 831
 Petrus, Gabriel 15
 Peyrouton, Marcel..... 257
 Phelan, Warde Harry..... 493
 Phillips, C. E. Lucas.... 433, 441, 447, 840, 841
 Phipps, Sir Eric.... 669, 670, 671, 674, 676, 683
 Picard, Jules..... 346, 827
 Pichardo, Manuel Serafín..... 565, 566
 Piercy, Georges..... 85, 331
 Pigeonneau, Georges..... 64
 Pigeonneau, Jacques 64, 548, 726, 793,
 817, 854
 Pilar, soeur..... 791
 Pineda Barrios, Modesto 751

Pingaud, Jacques..... 47, 61, 63, 206, 213, 215,
 216, 330, 334, 364, 449, 480, 481, 482, 483,
 484, 504, 688, 770, 771, 772, 773, 774, 776,
 777, 778, 779, 780, 788, 821, 822, 846

Pinton, Manuel291

Píriz, Carlos.....146, 236, 517, 523, 529, 741,
 747, 798, 844

Piron, Hervé 469, 471

Pivert, Marceau.....167

Plá y Deniel, Enrique.....333

Platt, Desmond C. M.....33, 68

Poincaré, Raymond.....58

Ponce Alberca, Julio 505, 507

Ponte, Miguel258

Porta, Donatella della..... 19, 311

Portela Valladares, Manuel93, 95, 96, 102,
 103, 116, 118, 121

Pourtalès, Horace de664

Pozas, Sebastián.....116, 179, 181

Pradel, Jean..... *Voir* Praderes, Jean

Praderes, Jean752

Prats, René..... 776, 777

Preston, Paul..... 225, 289

Pries, Alvaro.....471

Prieto, Heriberto 791

Prieto, Indalecio.....93, 94, 221, 700, 717,
 718, 726

Primo de Rivera, José Antonio..... 142, 143,
 156, 162

Primo de Rivera, Miguel.....168, 261, 270,
 338, 744, 831

Procházka, Jaroslav.....9

Prunier, Roger78

Puell de la Villa, Fernando146

Puell de Villa, Fernando.....104

Puig, Joan.....749

Pujol Cercos, José.....321

Pujol, Juan162

Q

Queipo de Llano, Gonzalo146, 258, 263,
 272, 273, 274, 275, 289, 290, 295, 339, 506,
 751, 785

Quero Morales, José720

Quiñones de León, José María104, 271,
 743, 744, 746, 774, 778, 779, 783, 788

Quintanilla, Luis 764, 830

Quintas 111

Quiriconi, Pierre..... 480, 482, 484, 526, 544,
 783, 784, 785, 786, 788, 807, 809, 821, 823,
 824

R

Rafel Margenedas, Alberto786

Rafóls i Martí, Enrique.....785

Raguer, Hilari 323, 332, 333

Raguinof (capitaine)63

Ramón de Bertodano y Wilson, Frederick
 (marquis de Moral) 271, 665

Ramsay, Scott21

Ranzato, Gabriele96, 166

Rascón, Manuel528

Rebert, Charles764

Redon, Joseph..... 815, 816

Reid, Thomas Miller84

Reig Rodríguez, Joaquín486

Renaudeau, Pierre-Marc..... 342, 343

Rendel, George William.....302

Renouvin, Pierre380

Revesz, Andrés156

Rey, Fernando del..... 174, 189, 313, 314, 323

Reyes López, Anastasio de los144

Ribes, Henri..... 260, 261, 282
Richard, Jean666
Rico Avello, Manuel..... 262, 315, 319
Rifà836
Rimé, Bernard207
Ripoll, Fabrice 125
Rivas Cherif, Cipriano 237, 705
Rivet, Louis822, 826, 829, 833, 835, 836,
839
Rivoire, Maurice.... ...40, 43, 58, 62, 800, 801,
802, 815, 833
Roberts, Walter....218, 288, 434, 592, 680, 709
Robien, Louis de.. 43, 179, 801, 802, 812, 813,
820
Robin, Camille..... 47, 769, 770, 773, 776, 780
Roca de Togores, Alfonso (marquis
d'Alquibla).....544
Roca de Togores, Luis295
Rochat, Charles...300, 302, 379, 749, 821, 835,
846
Rodogno, Davide 19, 20
Rodrigo, Javier 241, 267, 303
Rodríguez del Barrio, Ángel 116
Rodríguez Roda, Francisco Ramón486
Rodríguez, Miguel Ángel..... 16
Rojo, Vicente.....799
Romaguera, Francisco..... 81, 84
Romaguera, Francisco (grand-père).....81
Romaguera, José.....81
Romaguera, Juan81
Romerales Quintero, Manuel.....247
Roosevelt, Franklin D. 721, 723
Ros Agudo, Manuel833
Rosenberg, Marcel.....520, 521, 577, 581
Roser, Antoine François..... 470, 471
Rossensko (pilote)433
Rotaèche, Fidel..... 685, 687

Rothvoss, Carlos G. 486, 783
Rottier, Jean..... 834, 837
Rougé, Georges754
Royar Peña291
Rubio Cercas, Manuel.....791
Rubio, Javier.....14, 16, 440, 441, 509, 510,
511, 513, 516, 520, 530, 531, 534, 549, 553,
554, 565, 588, 596, 849
Ruiz Núñez, Juan Boris.....391
Ruiz, Julius..... 16, 224, 225
Rumeu y Freixas, Dario (baron de Viver)...476

S

Sabatier de Lachadenède, René 466, 677
Sabatier, Georges.....470
Saillens (inspecteur).....780
Saint-Exupéry, Antoine de771
Saint-Quentin, René de 374, 377
Sainz Rodriguez, Pedro.....163
Sainz y Cuesta, María803
Sala Carbonell, Gloria (marquise d'Aigües
Vives).....486
Salas Larrazábal, Jesús María.....402
Salazar Alonso, Rafael.....315
Salgado Moreira, Manuel.....233
Saliquet, Andrés.....258
Salmon, Pierre232, 266, 365, 370, 373, 502,
615, 708, 829
Salvador Just, Juan..... 756, 777, 784
Sánchez Cuervo, Luis318
Sánchez Pérez, Francisco 107
Sánchez Román, Felipe..... 93, 96, 144
Sánchez-Covisa, Fernando790, 791, 792,
793, 795, 796, 803, 818, 820
Sancho y Pensaco, Alfonso75
Sanderson, H. W.148

Sandoval, Felipe	180, 193	Serres Soler, Rafael.....	786
Sandrier, Lucien.....	147	Serres, Jean-Claude....	249, 252, 253, 256, 278, 281, 495
Sangróniz, José Antonio de.....	270, 493, 494, 495, 598, 626, 627, 639, 645, 646, 710, 711	Seymour, Horace	271, 272, 709
Sanjurjo, José.....	104, 156, 258, 340, 831	Shmelkov, Nicolai	234
Sans, Joan.....	474	Shuckburgh, Evelyn C. A.....	150, 421, 558, 557 676
Santa-Engracia (comtesse de).....	805	Sierra Bustamente, Ramón.....	285
Sarmiento (médecin).....	495	Sierra, Ramón.....	640, 641
Sarraut, Albert	167, 472, 735, 736, 737	Simms, Brendan	19
Sarthou, Albert	292	Sistare, Marie de	482
Satorre, Ramón de	320	Smith, Howard.....	515
Scaniglia, John.....	85, 322	Solano Aguirre, Francisco.....	755, 764
Schacht, Hjalmar	268	Solé i Sabaté, Josep María.....	414
Scherdel, Georges	470, 471	Soler Fernand .. <i>Voir</i> Solano Aguirre, Francisco	
Schlayer, Felix.....	15, 18, 200, 225, 226, 229, 232, 236, 441, 522, 523, 524, 525, 526, 554, 573, 574, 575, 581, 586, 594, 741, 785, 793, 794, 844	Sommyèvre, marquis de.....	62
Schlessler, Guy	503, 833, 835, 836	Sommyèvre, marquise de.....	62
Schlosser Passow, Francis...522, 523, 525, 794		Sosa, M. de.....	495, 496
Schmidt, Karl.....	634, 753, 762	Sota, Manuel de la	658
Schmitter, Max	471	Soubotitch (colonel).....	63
Schweisguth, Victor.....	831	Southworth, Herbert R.	665
Scott, Hermione Monica	67	Spectator..... <i>Voir</i> Martín Fernández, Alberto	
Scott, Oswald Arthur	49, 50, 66, 67, 150, 351, 352, 593	Spencer, Thomas Edward.....	83, 84
Scott, Ramsay.....	667	Steer, George	662, 665
Sekera, Caroline Marie	61	Stevenson, Charles Cornwallis.....	70
Sentís Anfruns, José María.....	755	Stevenson, Ralph C.....	54, 69, 70, 185, 187, 192, 204, 209, 315, 355, 357, 410, 413, 426, 428, 452, 453, 492, 600, 613, 616, 618, 619, 620, 623, 624, 628, 630, 636, 637, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 646, 648, 649, 651, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 663, 664, 668, 669, 673, 677, 738, 844, 851
Serben, Henri.....	792, 793, 802, 803, 820	Stevenson, Ralph C. Skrine.....	729, 844
Sérignan (capitaine)	503	Stevenson, Sir Daniel.....	447
Serrano Poncela, Segundo.....	223, 225, 526, 527, 528, 529	Stewart-Murray, Katharine (duchesse d'Atholl)	669
Serrano Suñer, Ramón	696	Stirling, Charles	109, 111
Serrat, Francisco	270, 431, 432, 629, 635, 758		
Serre, Xavier.....	77, 392		

Stirling, William F.....493
 Stradling, Robert..... 409, 425
 Strang, G. Bruce347
 Strang, William.....573
 Studdard, W. T.760
 Suárez de Tangil, Fernando (comte de
 Vallellano)..... 626, 627, 628, 629, 660
 Suarez Morales, Antonio.....246
 Sullivan, William..... 70, 184, 187, 188, 192,
 204, 205, 206, 218, 317, 322, 331
 Suñer Español, Mariano de486

T

Tabouis, Geneviève 375, 699
 Taddéi, Antoine40, 41, 413, 801
 Tapper, Violet Mary85
 Tarradellas, Josep477
 Tartakowsky, Danielle 125
 Tedeschini, Mgr..... 152, 154
 Tejedor (diplomate cubain)604
 Témime, Émile 296, 336
 Terrade, comte de la.....61
 Terrade, Madeleine de la.....61
 Thiais, Pierre.. 46, 243, 247, 248, 253, 254,
 256, 258, 271, 272, 277, 283, 290, 295, 296,
 392, 488, 491, 492
 Thiébaud, Claude.....373
 Thinière (commandant)..... 834, 835
 Thomas, André 810, 812, 819, 822
 Thomas, Maria..... 34, 136, 198, 318, 325
 Thompson, Geoffrey... ..445, 555, 647, 648,
 711, 712, 750, 751, 760, 837
 Thoraes Barros, O. de62
 Tilly, Charles 19, 310
 Tindon, Henri 810, 811, 816, 824
 Tisseau, Louis..... 59, 61, 351

Togores, Luis16
 Tomás, Pascual94
 Torre, Heliodoro de la..... 611, 612, 614, 625
 Turret (commissaire).....808
 Trapiello, André.....741
 Traverso, Enzo..... 15, 353, 354
 Trémoulet, Jean46, 47, 48, 59, 120, 122,
 124, 125, 183, 184, 196, 206, 469, 471, 480,
 769, 771, 772, 780
 Trémoulet, Nàdia47
 Trim, David J. B.19
 Troncoso (épouse)..... 691, 693, 694
 Troncoso Sagredo, Julián.....633, 634, 639,
 648, 649, 658, 659, 662, 671, 691, 699, 742,
 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755,
 758, 759, 760, 762, 763, 764, 766, 775, 792,
 807, 826, 827, 830, 834
 Trullén Floria, Ramiro90, 91
 Tur, Henri.....77
 Tur, Roger77, 691, 727, 749, 750, 753,
 777, 799, 837
 Tussaud, Marie327

U

Ubierna, Emilio754
 Uguet (general).....525
 Ungría Jiménez, José . 535, 748, 756, 767, 797,
 798, 830, 831, 832, 833, 836, 837, 838
 Unwin, Keith49, 66, 200, 315
 Ureña, Rafael..... 344, 345, 734
 Urgoiti, Eugenio754
 Uriszar..... *Voir* Lasuén, Jaime de
 Urquijo, Carlos de.....805
 Urraca Rendueles, Pedro..... 536, 545, 792
 Urraca, Loreto 536, 545

Utrillo Raymat, Jorge..... 746, 755, 756 784,
785, 792

V

Vachat, René 470, 471
Valdés Casas, Francisco.....447
Valette, Georges ..349, 470, 471, 769, 770, 824
Vallbona, Enrique.....486
Van den Bronk, André.....77, 321, 486, 646,
679, 682
Vandervelde, Émile.....666
Vansittart, Robert.....227, 287, 288, 301, 358,
359, 442, 515, 516, 551, 576, 579, 588, 590,
641, 643, 671, 672, 702, 703
Varela, José Enrique840
Vaughan, Edgar..... 53, 69, 70, 182, 208, 209,
351
Vaughan, William John.....70
Vega, Félix528
Veglison Jornet, Manuel Ángel.....790
Veguillas, Vittoriano.....803
Verdelet, Germaine.....776
Vidal, César16
Vidali, Vittorio224, *Voir* Vidali, Vittorio
Vienot, Pierre.....231, 375
Viguiet, Sidonie.....62
Villa García, Roberto17, 98, 107, 108, 136
Villalba, José María.....486
Villalba, Rafael.....486
Villalonga, Ignacio783
Villarroya, Joan414
Villaverde, Ángela.....514
Viñas, Ángel.....34, 52, 100, 102, 104, 153,
159, 163, 227, 268
Vincent, Robert.....349, 470, 471, 546, 824
Vitorica, Francisco de.....406

Vitorica, Antoine803
Vizcaya, Andrés de.....232, 234, 575

W

Wakonigg, Wilhelm.....428, 600
Wandel (pilote allemand).....750
Warner, Sir George598
Watson, Keith Scott.....235
Wedgwood, Josiah.....449, 487
Welczeck, Johannes von (comte)100
Whitaker, John T.290
Winckelmann, George Ardid.....526
Windsor-Clive, Ivor (Lord Plymouth)667
Wingfield, Charles.....393
Witty, John W.....53
Wood, Edward (Lord Halifax)... 557, 574, 703,
713, 725, 731, 738, 850

Y

Yagüe, Juan241, 242, 287, 290, 293, 797
Yanguas Messía, José María de.....270, 488
Yanguas, José.....754
Ybarnegaray, Jean.....334, 746
Ybarra y de la Revilla, Fernando María de
(marquis de Arriluce).....607
Ybarra y Oriol, Fernando José de.....607
Yzurdiaga, Fermín696, 697

Z

Zagyva, Berta63
Zajarov, Gheorghij.....234
Zugazagoitia, Julián... 516, 594, 595, 700, 726,
733, 774, 787, 788, 789, 843, 844

Résumés

Français

Titre : Les diplomates français et britanniques face à la guerre civile espagnole (1936-1939) : de la perception des violences aux interventions humanitaires.

Résumé : Dès le début de la guerre civile espagnole, les diplomates français et britanniques s'efforcent de préserver les vies de nombreux Espagnols en pratiquant l'asile diplomatique, en évacuant par mer les personnes menacées, en offrant leur médiation pour échanger des prisonniers entre les deux camps ou encore en dénonçant les bombardements contre les populations civiles. Or, cette mobilisation humanitaire ne répond pas qu'à de simples motivations altruistes : elle revêt une signification politique importante. Elle reflète en particulier les préoccupations des diplomates français et britanniques des années 1930, pris entre la peur de la révolution et la volonté de circonscrire le conflit à la Péninsule ibérique face aux interventions italienne, allemande et soviétique. Dans la continuité des études récentes qui ont documenté les relations étroites que certains diplomates en pointe dans la défense de l'asile diplomatique entretenaient avec les services de renseignement franquistes à Madrid, ce travail aborde l'action humanitaire des diplomaties française et britannique sous un nouvel angle, plus critique, mais aussi davantage soucieux d'observer les ressorts de cet engagement au plus près des acteurs. En cela, il s'inscrit dans la suite des renouvellements récents qu'a connus l'histoire des relations internationales, de plus en plus attentive à faire advenir une histoire sociale et culturelle de la diplomatie, de ses acteurs et de ses pratiques. Cette thèse repose essentiellement sur l'étude empirique des archives diplomatiques françaises (à Nantes et à La Courneuve), britanniques (National Archives à Kew) et espagnoles (Archivo Histórico Nacional à Madrid ; Archivo General de la Administración à Alcalá de Henares ; Centro Documental de la Memoria Histórica à Salamanque ; et archives de la Fondation Juan Negrín). La consultation des fonds des renseignements franquistes (Archivo General Militar à Ávila), républicains (Archivo General de la Administración et archives de la Fondation Juan Negrín) et français (Service historique de la Défense à Vincennes) complète ce corpus.

En s'inspirant des approches critiques de l'humanitaire, ce travail s'efforce ainsi d'explorer le contexte culturel, social et politique dans lequel évoluent les diplomates et les consuls français et britanniques. Il s'agit de mettre à jour les représentations et imaginaires sociaux qui les

guident au moment de désigner les victimes à secourir et leurs bourreaux. Nous entendons également prendre en compte le poids de leur environnement et de leurs réseaux relationnels au moment d'appréhender les violences. En effet, les imaginaires sociaux des diplomates et des consuls sont particulièrement travaillés par les discours catastrophistes que déploient les droites espagnoles à partir de janvier 1936, pour s'opposer au Frente Popular. Ces discours agissent comme un véritable encadrement culturel qui agite le spectre de la révolution et désigne les organisations ouvrières comme une menace à neutraliser, tandis que les droites, les catholiques et les classes supérieures apparaissent comme persécutés. Il s'agit aussi de montrer comment le spectacle des violences de la guerre civile qui succède au coup d'État du 18 juillet 1936 active des processus identitaires qui influent à leur tour sur les représentations sociales des diplomates et des consuls. L'exposition aux violences favorise ainsi une certaine polarisation face au conflit, à travers la constitution d'une dichotomie entre un « eux » menaçant – les révolutionnaires, voire le Frente Popular dans son ensemble – et un « nous » qui, bien que pluridimensionnel, s'associe aux militaires insurgés, perçus comme une protection pour l'ordre social auquel s'identifient les diplomates. Cette dichotomie morale et politique aboutit alors à un important déséquilibre de l'action humanitaire que déploient les consuls et les diplomates dès les premiers instants du conflit. Ainsi, les premières interventions spontanées des diplomates français et britanniques – asile diplomatique, aide aux prisonniers et évacuations maritimes le long de la côte levantine – bénéficient presque exclusivement aux victimes des violences révolutionnaires, tandis que les victimes de la terreur franquiste sont largement laissées pour compte. Ces premières interventions humanitaires prennent parfois un caractère nettement contre-révolutionnaire quand elles dissimulent une collaboration active avec les services de renseignement franquiste à l'arrière républicain et dans le sud de la France.

Néanmoins, il ne faut pas négliger les facteurs locaux, nationaux et internationaux qui interviennent dans l'élaboration des interventions humanitaires. Il apparaît dès lors nécessaire d'adopter une approche multiscalaire et d'intégrer à la réflexion le rôle joué par les gouvernements français et britannique dans la mise en place de cette politique humanitaire, mais aussi d'observer l'influence qu'exercent les contextes nationaux et européen. En cela, nous nous intéressons au processus de décision, mais aussi aux cadres multilatéraux (Corps diplomatiques et consulaires, Société des Nations, Comité de Londres) dans lesquels se construit l'intervention humanitaire. En effet, les émotions transnationales suscitées par les bombardements contre les populations civiles de l'arrière républicain conduisent les autorités

françaises et britanniques à rééquilibrer leur intervention humanitaire en faveur du camp républicain. Mais la volonté de trier les réfugiés, en refoulant ou en internant les éléments considérés comme « indésirables » a limité la portée de ce rééquilibrage. Ce dernier n'est d'ailleurs pas gratuit ni désintéressé : les gouvernements français et britannique ne perdent jamais de vue les objectifs diplomatiques de leur action. Leur politique humanitaire reste ainsi soumise aux enjeux européens du moment, et à la politique d'apaisement qu'ils déploient, que ce soit par la recherche d'une médiation internationale en Espagne, dans le prolongement de la politique de non-intervention ; ou que ce soit par la recherche de la neutralité du général Franco, dont la reconnaissance apparaît de plus en plus inéluctable. Mais là encore, les consuls et les diplomates en Espagne ne restent pas inactifs. Ils accompagnent, provoquent ou freinent les inflexions de ces interventions qui apparaissent, en somme, bien moins désintéressées et neutres qu'il n'y paraît. Elles apparaissent en effet à bien des égards comme un instrument supplémentaire de la politique extérieure française et britannique face à la guerre civile espagnole.

Espagnol

Título: Los diplomáticos franceses y británicos frente a la Guerra Civil española (1936-1939): de la percepción de las violencias a las intervenciones humanitarias

Resumen: Desde el comienzo de la Guerra Civil española, los diplomáticos franceses y británicos se esforzaron por preservar la vida de numerosos españoles ofreciendo asilo diplomático, evacuando por mar a las personas amenazadas, mediando en los intercambios de prisioneros entre los dos bandos y denunciando los bombardeos contra las poblaciones civiles. Sin embargo, esta movilización humanitaria no estuvo motivada simplemente por el altruismo: tenía un importante significado político. En particular, reflejaba las preocupaciones de los diplomáticos franceses y británicos de los años treinta, atrapados entre el miedo a la revolución y el deseo de confinar el conflicto a la Península Ibérica frente a las intervenciones italiana, alemana y soviética. Siguiendo los estudios recientes que han documentado las estrechas relaciones que algunos diplomáticos en primera línea de la defensa del asilo diplomático mantuvieron con los servicios de inteligencia franquistas en Madrid, este trabajo aborda la acción humanitaria de la diplomacia francesa y británica desde un nuevo ángulo, más crítico pero también más preocupado por observar los motores de este compromiso lo más cerca posible de los actores implicados. En este sentido, la presente investigación se inscribe en la evolución reciente de la historia de las relaciones internacionales, cada vez más preocupada por elaborar una historia social y cultural de la diplomacia, sus actores y sus prácticas. Esta tesis se basa esencialmente en el estudio empírico de archivos diplomáticos en Francia (en Nantes y La Courneuve), Gran Bretaña (The National Archives de Kew) y España (Archivo Histórico Nacional de Madrid; Archivo General de la Administración de Alcalá de Henares; Centro Documental de la Memoria Histórica de Salamanca; y los archivos de la Fundación Juan Negrín). Completan este corpus las consultas a fondos de inteligencia franquistas (Archivo General Militar de Ávila), republicanos (Archivo General de la Administración y archivos de la Fundación Juan Negrín) y franceses (Service historique de la Défense de Vincennes).

Basándose en enfoques críticos del humanitarismo, este estudio explora el contexto cultural, social y político en el que actuaron los diplomáticos y cónsules franceses y británicos. El objetivo es desvelar las representaciones e imaginarios sociales que les guiaban a la hora de designar a las víctimas que debían rescatar y a sus verdugos. También pretendemos tener en cuenta el peso de su entorno y de sus redes relacionales a la hora de aprehender la violencia.

El imaginario social de los diplomáticos y cónsules estuvo especialmente influido por la retórica catastrofista que la derecha española propagó a partir de enero de 1936 para oponerse al Frente Popular. Estos discursos actuaron como un verdadero marco cultural, agitando el fantasma de la revolución y designando a las organizaciones obreras como una amenaza que había que neutralizar, mientras que la derecha, los católicos y las clases altas aparecían como perseguidos. También se pretende mostrar cómo el espectáculo de la violencia de la guerra civil que siguió al golpe de Estado del 18 de julio de 1936 activó procesos identitarios que a su vez influyeron en las representaciones sociales de diplomáticos y cónsules. La exposición a la violencia fomentó así una cierta polarización ante el conflicto a través de la creación de una dicotomía entre un «ellos» amenazador -los revolucionarios, o incluso el Frente Popular en su conjunto- y un «nosotros» que, aunque multidimensional, se asociaba a los militares insurgentes, percibidos como protectores del orden social con el que se identificaban los diplomáticos. Esta dicotomía moral y política provocó un importante desequilibrio en la acción humanitaria de cónsules y diplomáticos desde el inicio del conflicto. Las primeras intervenciones espontáneas de los diplomáticos franceses y británicos -asilo diplomático, ayuda a los prisioneros y evacuaciones marítimas en la costa levantina- beneficiaron casi exclusivamente a las víctimas de la violencia revolucionaria, mientras que las víctimas del terror franquista fueron ampliamente ignoradas. Estas intervenciones humanitarias iniciales adquirieron a veces un carácter claramente contrarrevolucionario cuando encubrieron una colaboración activa con los servicios de inteligencia franquistas en la retaguardia republicana y en el sur de Francia.

Sin embargo, no debemos pasar por alto los factores locales, nacionales e internacionales que intervinieron en la configuración de la acción humanitaria. Por lo tanto, es necesario adoptar un enfoque multiescalar y considerar el papel desempeñado por los gobiernos francés y británico en el desarrollo de la política humanitaria, así como la influencia de los contextos nacionales y europeos. En este sentido, nos interesa el proceso de toma de decisiones, pero también los marcos multilaterales (cuerpos diplomáticos y consulares, Sociedad de Naciones, Comité de Londres) en los que se construyó la intervención humanitaria. Las emociones transnacionales suscitadas por los bombardeos de poblaciones civiles en la retaguardia republicana llevaron a las autoridades francesas y británicas a reequilibrar su intervención humanitaria en favor del campo republicano. Pero la voluntad de separar a los refugiados, rechazando o internando a los considerados «indeseables», limitó el alcance de este reequilibrio. Los gobiernos francés y británico nunca perdieron de vista los objetivos

diplomáticos de sus acciones. Su política humanitaria siguió estando supeditada a las cuestiones europeas del momento y a la política de apaciguamiento que seguían, ya fuera buscando la mediación internacional en España, como prolongación de la política de no intervención, o buscando la neutralidad del general Franco, cuyo reconocimiento parecía cada vez más inevitable. Pero tampoco en este caso los cónsules y diplomáticos en España permanecieron inactivos, sino que acompañaron, provocaron o ralentizaron los cambios de estas intervenciones, que parecían mucho menos desinteresadas y neutrales de lo que aparentaban. En muchos sentidos, funcionaron como un instrumento más de la política exterior francesa y británica frente a la Guerra Civil española.

Anglais

Title: French and British diplomats facing the Spanish Civil War (1936-1939): from perceptions of violence to humanitarian intervention

Abstract: From the outset of the Spanish Civil War, French and British diplomats endeavoured to preserve the lives of many Spaniards by offering diplomatic asylum, evacuating threatened people by sea, mediating prisoner exchanges between the two sides and denouncing the bombing of civilian populations. However, this humanitarian mobilisation was not motivated by altruism alone and had substantial political underpinnings. In particular, it reflected the concerns of French and British diplomats in the 1930s, who were caught between the fear of revolution and the desire to prevent the conflict from spreading beyond the Iberian Peninsula in the face of Italian, German and Soviet intervention. In line with recent studies that have documented the close relations that the diplomats who spearheaded the defence of diplomatic asylum maintained with Franco's intelligence services in Madrid, this thesis approaches the humanitarian actions of French and British diplomacy from a new angle that is more critical and more attentive to observing the hidden mechanisms behind these actions. In this respect, it is in keeping with recent developments in the history of international relations and the emergence of a social and cultural history of diplomacy, its actors and practices. This thesis is based primarily on an empirical study of diplomatic archives in France (Nantes and La Courneuve), the United Kingdom (National Archives at Kew) and Spain (Archivo Histórico Nacional in Madrid, Archivo General de la Administración in Alcalá de Henares, Centro Documental de la Memoria Histórica in Salamanca, and the Juan Negrín Foundation). In addition, the documentary resources of the intelligence services of the Francoists (the Archivo General Militar, in Ávila), the Republicans (the Archivo General de la Administración and the Juan Negrín Foundation archives) and France (Service historique de la Défense in Vincennes) were consulted.

Drawing on critical approaches to humanitarianism, this study explores the cultural, social and political contexts in which French and British diplomats and consuls operated. Its objective is to uncover the social representations and imaginaries that guided their judgment in determining who was a victim to be rescued and who was a persecutor. We also consider to what extent their environment and interpersonal networks influenced their awareness and understanding of violent actions. The social representations of diplomats and consuls were particularly influenced by the catastrophic messages that the Spanish right-wing began

spreading in January 1936 in its opposition to the Frente Popular. These messages established a veritable cultural framework that raised the spectre of revolution and designated workers' organisations as a threat to be neutralised, while portraying conservatives, Catholics and the upper classes as being persecuted. Another objective of this thesis is to show how the visions of civil war violence that followed the coup d'état of 18 July 1936 activated identity processes which in turn influenced the social representations of diplomats and consuls. Exposure to this violence polarised the response to the conflict, by creating a dichotomy between a threatening "them" (the revolutionaries and even the Frente Popular in general) and "us" (the diplomats who despite their differences joined forces with the insurgent military, which was perceived as protecting the social order with which they identified). This moral and political dichotomy substantially biased the humanitarian action of diplomats and consuls from the very outset of the conflict. The first spontaneous actions of the French and British diplomats – diplomatic asylum, aid for prisoners and sea evacuations along the Levantine coast – were almost exclusively for the benefit of the victims of revolutionary violence, while those of Franco's terror were largely ignored. These initial humanitarian actions sometimes took on a distinctly counter-revolutionary character by providing a cover for active collaboration with Franco's intelligence services behind the Republican lines and in southern France.

However, we must also take into consideration the local, national and international factors that influenced humanitarian action. To do this we must adopt a multi-scalar approach and consider the roles that the French and British governments played in developing this humanitarian policy and the influence of the national and European contexts. This involves looking not only at decision-making processes but also at the multilateral frameworks in which humanitarian actions were developed, i.e. diplomatic and consular corps, the League of Nations and the London Committee. The transnational emotional response to the bombing of civilian populations behind Republican lines motivated French and British authorities to rebalance their humanitarian action in favour of the Republicans. However, the impact of this rebalancing was limited by the policy of turning away or interning refugees deemed "undesirable". Moreover, this rebalancing was neither gratuitous nor altruistic, as the French and British governments never lost sight of their diplomatic objectives. Their humanitarian policies thus continued to be determined by their key concerns in Europe at that time and their policy of appeasement, which involved seeking international mediation in Spain (in keeping with their policy of non-intervention) and obtaining the neutrality of General Franco, the recognition of whom seemed increasingly inevitable. But here again, the consuls and

diplomats in Spain were not inactive but supported, prompted or restrained changes to their humanitarian actions, which can be seen to be much less disinterested and neutral than they appear to be. In many ways, they may generally be considered to be a further instrument of French and British foreign policy in response to the Spanish Civil War.

Table des illustrations

Photographie 1	Jean Herbette et sa femme, Jeanne, à Clarens (Suisse) en 1938	p. 38
Photographie 2	René Bonjean	p. 40
Photographie 3	Henri Morel en 1928	p. 41
Photographie 4	Jean Trémoulet portant sa Croix de Guerre	p. 47
Photographie 5	Sir Henry Getty Chilton en 1930	p. 49
Photographie 6	George Ogilvie-Forbes en 1922	p. 50
Photographie 7	Oswald Arthur Scott	p. 50
Image 8	Frederick Beaumont-Nesbitt	p. 51
Photographie 9	Norman King en 1938	p. 53
Photographie 10	Julio Alcón Fandos	p. 75
Photographie 11	José María Merelo de Barberá en uniforme consulaire	p. 76
Photographie 12	L'avion Potez-54 F.A000 de l'Ambassade de France après son atterrissage forcé à Pastrana, le 8 décembre 1936	p. 231
Photographie 13	Photographie de « personnes d'ordre, assassinées à Talavera par les hordes rouges », reproduite dans les brochures de Luis Bolín	p. 276
Photographie 14	Extrait de <i>L'Intransigeant</i> du 29 août 1936	p. 294
Photographie 15	« Restes de l'aviateur qui fut lancé en parachute par un avion factieux »	p. 299
Photographie 16	Cadavres de carmélites espagnoles exhumés et exposés à Barcelone	p. 328
Photographie 17	Cadavres de carmélites espagnols exhumés et exposés à Barcelone	p. 328
Photographie 18	Le bombardement d'Irún par l'artillerie insurgée	p. 396

Photographie 19	Britanniques peignant l'Union Jack sur le toit de l'ambassade (1936)	p. 411
Reproduction 20	« Nous accusons », reproduction des photographies de enfants victimes du bombardement de Getafe dans le magazine communiste <i>Regards</i>	p. 423
Affiche 21	Affiche du ministère de propagande républicain, représentant la fille « 4-21-35 »	p. 424
Photographies 22 et 23	Immeuble annexe de l'ambassade britannique, 11 rue Fernando del Soto et appartement détruit d'Edwin C. Lance après le bombardement du 9 janvier 1937	p. 430
Photographie 24	Edwin Christopher Lance, attaché honoraire de l'ambassade britannique	p. 446
Photographie 25	Fernanda Jacobsen, vêtue de son kilt et de son Glengarry, avec les membres de la Scottish Ambulance Unit	p. 448
Photographie 26	Le navire-hôpital <i>HMS Maine</i> en juillet 1942	p. 456
Photographie 27	<i>L'Anfa</i>	p. 468
Photographie 28	<i>L'Iméréthie II</i>	p. 468
Image 29	Passeport collectif de religieuses espagnoles établi par le consulat général de France à Barcelone	p. 475
Photographie 30	Évacuation du Lycée français de Madrid (1938)	p. 547
Photographie 31	Arrêt du convoi d'évacuation des asilés vers Barcelone (1938)	p. 547
Photographie 32	Daniel García Mansilla	p. 559
Photographie 33	Claude G. Bowers	p. 570
Photographie 34	Les bateaux-prisons de Bilbao devant Las Arenas (octobre 1936)	p. 610
Photographie 35	Le <i>Cabo Quilates</i> à Bilbao	p. 610
Photographie 36	Détenus dans la cale d'un bateau-prison (octobre 1936)	p. 611

Photographie 37	Femmes prisonnières de Bilbao à bord d'un navire britannique après leur libération	p. 617
Photographie 38	Femmes prisonnières de Bilbao à bord d'un navire britannique après leur libération	p. 618
Photographie 39	Marcel Junod et le capitaine Harold M. Burrough	p. 620
Photographie 40	Enfants rapatriés du sanatorium de Górliz, en compagnie d'Antonio Maseda et de l'épouse du commandant Troncoso	p. 693
Photographie 41	Enfants du sanatorium de Górliz sur le Pont international d'Irún en compagnie de l'épouse du commandant Troncoso	p. 694
Photographie 42	Enfants du sanatorium de Górliz effectuant le salut fasciste, brandissant le drapeau de l'Espagne franquiste	p. 694
Photographie 43	Fiel-Marshal Philip Walhouse Chetwode (juillet 1945)	p. 714
Photographie 44	José Bertrán y Musitu en 1923	p. 745
Photographie 45	Le commandant Julián Troncoso Sagredo en octobre 1937, après son arrestation par la police française	p. 751
Photographie 46	Antonio Martin Montis	p. 752
Photographie 47	Plan des usines chimiques de Flix bombardées par l'aviation rebelle	p. 778
Photographie 48	José Ungría Jiménez	p. 832
Photographie 49	Antonio Maeztu	p. 843
Photographies 50 et 51	Exemples de manifestes d'embarquement	p. 860
Photographie 52	Extrait d'un répertoire listant les réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone	p. 860
Photographie 53 et 54	Extraits des listes de réfugiés espagnols publiées par le consulat général de France à Barcelone	p. 861
Schéma 55	Schéma relationnel de la base de données sur les réfugiés évacués par voie maritime par les consulats français en Espagne	p. 863
Schéma 56	Schéma relationnel de la base de données sur les asilés de l'ambassade de France à Madrid	p. 867

Table des graphiques et tableaux

Graphique 1	Distribution par mois des « paseos » à Madrid	p. 219
Graphique 2	Victimes des « paseos » à Madrid : totaux mensuels	p. 220
Graphique 3	Lieux bombardés à Madrid du 23 octobre au 30 novembre 1936	p. 399
Tableau 4	Décompte des morts et des blessés par George Ogilvie-Forbes durant les bombardements de Madrid, du 30 octobre au 28 novembre 1936	p. 403
Tableau 5	Les évacuations des Espagnols « blancs » par la Royal Navy du 18 juillet 1936 au 1 ^{er} novembre 1937	p. 465
Graphique 6	Les congrégations religieuses évacuées par le consulat français à Barcelone	p. 474
Graphique 7	Répartition mensuelle des réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone	p. 478
Graphique 8	Répartition mensuelle des réfugiés évacués par le consulat général de France à Barcelone par catégories (hommes, femmes et enfants)	p. 479
Graphique 9	Répartition mensuelle des religieuses évacuées par le consulat général de France à Barcelone	p. 479
Tableau 10	Les Français évacués d'Espagne entre juillet 1936 et mars 1937	p. 489
Tableau 11	Composition socio-professionnelle des réfugiés masculins (1936-1937) selon les données d'Antonio Manuel Moral Roncal	p. 532
Graphique 12	Répartition des hommes et des femmes dont les données professionnelles ont été renseignées	p. 533
Graphique 13	Répartition des « asilés » par type de profession exercée	p. 534
Tableau 14	Les réfugiés espagnols évacués par voie maritime par les consulats français en Espagne	p. 868
Tableau 15	Effectif des réfugiés évacués de Barcelone en fonction du moyen de transport	p. 868
Tableau 16	Profil socio-professionnel des réfugiés de Barcelone	p. 869
Tableau 17	Répartition des religieuses espagnoles évacuées depuis Barcelone en fonction de l'origine de leur ordre	p. 869

Tableau 18	Évacuation par mois des réfugiés de Barcelone	p. 870
Tableau 19	Effectif des asilés protégés par l'ambassade de France selon leurs catégories	p. 870
Tableau 20	Profil socio-professionnel des asilés de Madrid	p. 871
Tableau 21	Tableau récapitulatif sur les évacuations des asilés de Madrid par l'ambassade de France	p. 872
Tableau 22	Asilés n'ayant séjourné que dans les hôpitaux français de Madrid	p. 872
Tableau 23	Tableau récapitulatif des entrées d'asilés dans les hôpitaux français de Madrid	p. 873
Tableau 24	Personnel de l'ambassade de France à Madrid (juin 1936)	p. 874
Tableau 25	Personnel de l'ambassade de France à Ciboure et Saint-Jean-de-Luz (août 1936 – septembre 1937)	p. 874
Tableau 26	Personnel de l'ambassade de France à Madrid (août-décembre 1936)	p. 875
Tableau 27	Personnel de l'ambassade de France à Valence (janvier-octobre 1937)	p. 875
Tableau 28	Personnel de l'ambassade de France à Barcelone (novembre 1937 – février 1939)	p. 875
Tableau 29	Personnel du service détaché de l'ambassade de France à Saint-Jean-de-Luz (novembre 1937 – février 1939)	p. 876
Tableau 30	Personnel de la circonscription consulaire française à Barcelone	p. 876
Tableau 31	Personnel de la circonscription consulaire française de Saint-Sébastien	p. 877
Tableau 32	Personnel de la circonscription consulaire française de Madrid.	p. 877
Tableau 33	Personnel de la circonscription consulaire française de Bilbao.	p. 877
Tableau 34	Personnel de la circonscription consulaire française de La Corogne	p. 878
Tableau 35	Personnel de la circonscription consulaire française de Las Palmas	p. 878

Tableau 36	Personnel de la circonscription consulaire française de Malaga	p. 879
Tableau 37	Personnel de la circonscription consulaire française des îles Baléares	p. 879
Tableau 38	Personnel de la circonscription consulaire française de Séville	p. 879
Tableau 39	Circonscription consulaire française de Valence	p. 880
Tableau 40	Personnel de l'ambassade britannique à Madrid (juin 1936)	p. 880
Tableau 41	Personnel de l'ambassade britannique à Hendaye (1937)	p. 881
Tableau 42	Personnel de l'ambassade britannique à Hendaye (1938)	p. 881
Tableau 43	Personnel de l'ambassade britannique à Madrid (août-décembre 1936)	p. 881
Tableau 44	Personnel de l'ambassade britannique à Valence (1937)	p. 881
Tableau 45	Personnel de l'ambassade britannique à Barcelone (1938)	p. 881
Tableau 46	Personnel de l'agence britannique à Burgos (1938)	p. 882
Tableau 47	Personnel de la circonscription consulaire britannique de Barcelone	p. 882
Tableau 48	Personnel de la circonscription consulaire britannique de Bilbao	p. 882
Tableau 49	Personnel de la circonscription consulaire britannique de Malaga	p. 883
Tableau 50	Personnel de la circonscription consulaire britannique des îles Canaries	p. 883
Tableau 51	Personnel de la circonscription consulaire britannique de Séville	p. 883
Tableau 52	Personnel de la circonscription consulaire britannique de Vigo	p. 883

Table des cartes

Carte 1	Le maillage consulaire français en Espagne (1936)	p. 73
Carte 2	Le maillage consulaire britannique en Espagne (1936)	p. 80
Carte 3	Les consulats français face aux violences électorales de janvier-février 1936 (1)	p. 105
Carte 4	Les consulats français face aux violences électorales de janvier-février 1936 (2)	p. 106
Carte 5	Les consulats britanniques face aux violences électorales de janvier-février 1936 (1)	p. 106
Carte 6	Les consulats britanniques face aux violences électorales de janvier-février 1936 (2)	p. 107
Carte 7	Le réseau consulaire français face aux violences de la guerre civile espagnole (1936-1939)	p. 250
Carte 8	Le réseau consulaire britannique face aux violences de la guerre civile espagnole (1936-1939)	p. 251
Carte 9	Les bombardements signalés par les représentants français et britanniques en Espagne (juillet-août 1936)	p. 389
Carte 10	Les bombardements signalés par les représentants français et britanniques (septembre-décembre 1936)	p. 394
Carte 11	La représentation consulaire britannique face à l'avancée des troupes rebelles	p. 490
Carte 12	La représentation consulaire française face à l'avancée des troupes rebelles	p. 491

Table des matières

Remerciements	1
Liste des acronymes	5
Sommaire	7
Introduction	9
I. La genèse d'un sujet de recherche, à la croisée de l'histoire des relations internationales et de la guerre civile espagnole.....	10
II. L'humanitaire en guerre civile : de l'entreprise mémorielle aux nouveaux des approches critiques et transnationales.....	14
III. La Grande-Bretagne et la France face à la guerre civile espagnole : un traitement historiographique inégal.....	20
IV. Objectifs et organisation de la thèse	25
V. Les sources d'une enquête transnationale : entre dispersion et complémentarité.....	27
Chapitre 1 : Les représentations française et britannique en Espagne en 1936 : un état des lieux	33
I. Les représentations française et britannique en Espagne	36
A. Des agents français expérimentés et bien implantés.....	36
1. L'ambassade française : une équipe expérimentée sous la coupe de Jean Herbette.....	36
2. Des consuls français solidement implantés en Espagne	44
B. La représentation britannique : entre renouvellement et implantation ancienne	48
1. L'ambassade britannique : une équipe renouvelée.....	48
2. Des consuls plus expérimentés pouvant compter sur la continuité des agents subalternes... ..	52
II. Les représentants français et britanniques en Espagne : des trajectoires sociales privilégiées.....	55
A. Des diplomates et des consuls français à l'image du Quai d'Orsay	55
1. Des diplomates et des consuls issus de la petite et moyenne bourgeoisie	55
2. Des stratégies d'ascension et de consolidation matrimoniales.....	60
3. L'expérience des révolutions passées.....	63
B. Les diplomates et les consuls britanniques : des parcours sociaux diversifiés ?	64
1. Le Diplomatic Service : un recrutement élitaires.....	64
2. Le « Cinderella Service » : un corps consulaire difficile à cerner	68
C. Agents consulaires et vice-consuls : un reflet des intérêts économiques.....	71

1.	Maillage consulaire ou maillage entrepreneurial ? Les agents consulaires français en Espagne.....	71
2.	Entre industrie minière, services et négoce : le maillage consulaire britannique	79
	Conclusion	86
Chapitre 2 : Les diplomates et les consuls face à l'Espagne du Frente Popular : entre peur sociale et discours contre-révolutionnaires		89
I.	Les élections de février 1936 : le réveil d'une peur sociale	92
A.	La construction d'une menace révolutionnaire : la campagne des droites espagnoles.....	93
1.	Les élections de février 1936 : entre union des gauches et désunions des droites.....	93
2.	Une campagne contre-révolutionnaire à la recherche d'appuis internationaux ..	98
B.	Les diplomates et les consuls face à une campagne électorale polarisée	104
1.	Les violences électorales	104
2.	Des élections sans incident grave ?	109
3.	Dans l'anticipation des troubles : quand le discours contre-révolutionnaire fraie son chemin.....	114
C.	Faire face à la victoire du Frente Popular : l'inquiétude des diplomates	115
1.	Un moment de flottement, entre conspiration militaire et mobilisations des gauches.....	115
2.	La nervosité des diplomates face à l'annonce des résultats	119
3.	Des manifestations de joie aux violences	121
4.	La manifestation comme subversion de l'espace public.....	124
5.	Le surgissement des « classes dangereuses ».....	128
II.	Mouvements sociaux, propagande catastrophiste et peur de la révolution	133
A.	Le « printemps tragique » : entre mobilisations sociales, violences politiques et propagande contre-révolutionnaire.....	133
1.	Un printemps marqué par les mobilisations sociales.....	133
2.	Mobilisations contre-révolutionnaires et conspiration militaire.....	142
B.	Les diplomates français et britanniques reprennent les discours catastrophistes des droites espagnoles.....	147
1.	Un gouvernement impuissant et dépassé par les mouvements sociaux.....	147
2.	Le discours catastrophiste prépare le terrain diplomatique pour le coup d'État militaire.....	152
3.	Jean Herbette, entre soutien au Frente Popular et peur de la révolution.....	159
	Conclusion	169

Chapitre 3 : Face à la « terreur » révolutionnaire, l'effroi des diplomates171

I.	Face à l'anarchie et à la « terreur » révolutionnaire.....	173
A.	L'effacement de l'État républicain	173
1.	La fragmentation du pouvoir et le début de la « terreur » révolutionnaire	173
2.	L'effacement de l'État face aux comités ouvriers : le triomphe de l'anarchie..	176
B.	Les violences révolutionnaires : des violences criminelles.....	186
1.	Des violences essentiellement attribuées aux anarchistes.....	186
2.	Assassinats, pillages et incendies : le règne des criminels.....	190
3.	Atrocités, massacres et actes barbares : des violences contraires au droit international... ..	196
4.	Des violences massives.....	203
II.	La condamnation du Frente Popular, antichambre de la terreur soviétique	205
A.	De l'émotion à l'interprétation : la complicité du Frente Popular	205
1.	Du « partage social de l'émotion » à la « production de sens » : l'émoi des diplomates.....	205
2.	Une double insurrection : la prise de pouvoir des révolutionnaires	208
3.	Regagner le contrôle de la justice et de l'ordre public : un gouvernement complice ?.....	215
B.	Paracuellos et « l'affaire Henny » : l' Espagne républicaine sous emprise soviétique ?... ..	220
1.	Les massacres de Paracuellos : la complicité gouvernementale confirmée	220
2.	L'« affaire Henny » : un complot républicano-soviétique ?.....	228
	Conclusion	237

Chapitre 4 : Les diplomates face à la terreur franquiste : entre légitimation et occultation.....239

I.	Une opération de rétablissement de l'ordre sous contrôle militaire.....	240
A.	« J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le calme continue à régner ».....	240
1.	La terreur militaire : des violences massives, préméditées et extrajudiciaires..	240
2.	Après les premiers combats, le retour à l'ordre.....	243
B.	Des excès attribuables aux extrémistes.....	251
1.	Les phalangistes et les carlistes, coupables de tous les excès	251
2.	La direction militaire du mouvement, un gage de modération et d'indépendance... ..	257
II.	La justification de la terreur militaire	269
A.	Une répression nécessaire face au péril révolutionnaire	269

1.	Les « atrocités rouges » et le « complot communiste » : une diversion opportune.....	269
2.	Conjurer le péril révolutionnaire : la justification de la terreur militaire.....	278
B.	Un silence complice ? L'occultation des violences en Andalousie	285
1.	Le silence des représentants consulaires français et britanniques en Andalousie.....	285
2.	Derrière ce silence, une connaissance partielle et partielle de la terreur militaire.....	289
C.	À Londres et à Paris, une acceptation limitée de la terreur militaire	296
1.	Des violences connues par d'autres canaux	296
2.	L'anticipation des massacres à Madrid frustre la reconnaissance du général Franco.....	299
	Conclusion	304

Chapitre 5 : Le traitement partial des violences : entre identités collectives et émotions transnationales.....307

I.	Quand l'exposition aux violences révolutionnaires réagence les identités collectives.....	310
A.	Violences collectives et processus identitaire : un détour par les sciences sociales.....	310
1.	De l'exposition aux violences à la polarisation.....	310
2.	Les entrepreneurs politiques du péril révolutionnaire	312
B.	Les diplomates et les victimes des violences révolutionnaires : les vecteurs d'identification.....	313
1.	Les diplomates face aux violences révolutionnaires : entre identification intime et solidarité de classe.....	313
2.	Violences anticléricales et réaction religieuse	323
II.	Les diplomates face à la rébellion militaire : entre alignement conjoncturel, sociabilités et habitus professionnel	333
A.	Des affinités conjoncturelles et sociales avec la rébellion militaire	333
1.	Un alignement conjoncturel en faveur de la rébellion militaire.....	333
2.	Quand les diplomates et les consuls côtoient les soutiens de la rébellion militaire.....	338
B.	L'État face à la révolution espagnole : l'habitus d'une administration régalienn.....	342
1.	L'habitus antirévolutionnaire des diplomates et des consuls.....	342
2.	La défense des intérêts économiques favorise l'inclination en faveur de la rébellion militaire.....	347

III.	Entre émotions transnationales et contextes nationaux.....	353
A.	Émotions transnationales et «miroir espagnol»: variations des perceptions française et britannique.....	353
1.	De la circulation transnationale des émotions à leur nationalisation.....	353
2.	Des diplomates et des consuls britanniques moins polarisés?.....	355
3.	La peur de la contagion révolutionnaire: une «récupération hexagonale» de l'événement.....	361
B.	De la dénonciation de la terreur révolutionnaire à la proposition française de non-intervention... ..	366
1.	Quand les diplomates et les consuls français en Espagne s'opposent aux livraisons d'armes	366
2.	Le Quai d'Orsay, l'origine française de la «non-intervention» et la pression britannique: retour sur un débat historiographique	372
	Conclusion	380
Chapitre 6 : Face aux premiers bombardements, des postures ambivalentes		385
I.	Une dénonciation précoce des bombardements en Espagne	387
A.	Les bombardements républicains au cœur des premières dénonciations.....	387
1.	La première campagne de bombardements républicains face au soulèvement militaire.....	387
2.	Les représentants français et britanniques dénoncent les bombardements républicains.....	390
B.	De la campagne de Guipuzcoa au siège de Madrid: les bombardements insurgés.....	393
1.	La montée en puissance des bombardements rebelles.....	393
2.	La dénonciation des bombardements de Saint-Sébastien et d'Irún par Jean Herbette.....	395
3.	Madrid sous les bombes: l'émotion des représentants français et britanniques.....	397
II.	Une posture ambivalente face aux bombardements.....	404
A.	Une empathie sincère pour les victimes civiles.....	404
1.	La population civile, cible illégitime des bombardements.....	404
2.	Préserver les femmes et les enfants: les populations civiles au prisme du genre.....	406
3.	L'exposition des diplomates et des consuls aux bombardements	409
B.	De victimes à coupables? Les autorités républicaines face aux bombardements rebelles.....	414

1.	Bombardements et représailles : de la « foule frénétique » aux femmes « assoiffées de sang »	414
2.	Une population civile prise en otage	420
3.	L'ère du soupçon : les bombardements à l'heure de l'intervention soviétique en Espagne.....	425
	Conclusion	435
Chapitre 7 : Porter secours aux victimes des violences révolutionnaires (1936-1937) : le déséquilibre initial des interventions humanitaires française et britannique		439
I.	Face aux réfugiés d'Espagne, une politique différenciée	442
A.	Les évacuations britanniques : négocier l'embarquement de l'aristocratie et de la droite hors d'Espagne républicaine	442
1.	La frilosité initiale du Foreign Office face aux évacuations de ressortissants espagnols.....	442
2.	Les évacuations britanniques : entre légalisme et négociations	449
3.	Des évacuations sous le patronage encombrant du CICR : Bilbao, Santander et Madrid.....	451
4.	Bilan des évacuations britanniques	464
B.	Les évacuations françaises : sauver coûte-que-coûte la « classe dirigeante » du chaos révolutionnaire. L'exemple barcelonais.....	465
1.	Une politique volontariste : de l'aide aux ressortissants français aux évacuations d'Espagnols.....	465
2.	L'exil d'une « classe dirigeante » : le profil des réfugiés barcelonais	471
3.	Entre négociations, corruption et clandestinité : les évacuations de Barcelone	476
4.	Bilan des évacuations françaises	485
C.	Des réfugiés républicains « indésirables »	487
1.	L'ordre franquiste : des évacuations inutiles ou impossibles ?	487
2.	L'instauration d'un contrôle aux frontières françaises : la construction précoce de l'« Espagnol indésirable ».....	497
3.	Gibraltar face aux réfugiés républicains : expulser les « undesirable Spanish refugees ».....	505
II.	L'asile diplomatique : une pratique unilatérale	509
A.	La France et la Grande-Bretagne face à l'asile diplomatique	509
1.	L'asile diplomatique à Madrid : une pratique massive et inédite.....	509
2.	Face à l'asile diplomatique, deux attitudes différentes	511
3.	Entre solidarité et défiance : les représentants français et britanniques face au Corps diplomatique de Madrid	517

B.	La gestion de l'asile diplomatique par l'ambassade de France	530
1.	Qui sont les asilés ?	530
2.	Évacuer les asilés : des négociations difficiles.....	536
	Conclusion	549
Chapitre 8 : L'« humanisation » de la guerre civile : multilatéralisme, concurrence et partialité (1936-1937).....		553
I.	Les corps diplomatiques accrédités en Espagne : entre humanitaire et propagande..	556
A.	Les appels humanitaires d'août 1936.....	556
1.	Le projet d'appel britannique	556
2.	De l'initiative argentine à l'intervention zélée de Jean Herbette : l'appel du corps diplomatique d'Hendaye.....	559
3.	Une opération de propagande ? L'appel du Corps diplomatique d'Hendaye comme légitimation du camp rebelle	567
B.	Les entraves du corps diplomatique de Madrid.....	573
1.	L'aide aux prisonniers de Madrid : l'impuissance de la diplomatie britannique.....	573
2.	Le projet de « zone neutre » face aux bombardements de Madrid : un rééquilibrage en trompe-l'œil	589
II.	Les échanges d'« otages » : un objet de diplomatie parallèle.....	603
A.	Une médiation humanitaire entre concurrence et dispersion des efforts	603
1.	L'intérêt précoce de Jean Herbette pour les prisonniers de Bilbao (août-septembre 1936).....	603
2.	Les Britanniques s'imposent au cœur des négociations (octobre-décembre 1936).....	616
B.	S'attirer les faveurs de Franco : les « otages » de Bilbao au service d'une politique de rapprochement	631
1.	Un projet inspiré par les services de Nacho Enea : l'internement des « otages » en France (janvier-mars 1937).....	631
2.	Libérer les « otages » de Bilbao pour apaiser le général Franco (avril-août 1937).....	639
	Conclusion	650
Chapitre 9 : L'humanitaire à l'ère de l'apaisement : l'impossible rééquilibrage des interventions françaises et britanniques (1937-1939).....		653
I.	Le secours aux populations basques : un réengagement contraint ?	655
A.	Venir en aide aux populations basques	655

1.	Ralph Stevenson et René Castéran face aux bombardements : vers l'évacuation des civils basques (avril 1937).....	655
2.	Le choc de Guernica.....	661
3.	Les évacuations de mai-juin 1937 : une réponse franco-britannique limitée sous pression de l'opinion publique.....	668
B.	Les limites d'un réengagement : ménager Franco, gérer les « indésirables »	678
1.	Les réfugiés de Santander et de Gijón : le désengagement franco-britannique (juin-octobre 1937).....	678
2.	Refouler des « indésirables », rapatrier les enfants (août-septembre 1937).....	687
II.	L'humanitaire au service de l'apaisement.....	695
A.	À la recherche d'une médiation internationale.....	695
1.	Le tournant de l'été-automne 1937 : la divergence franco-britannique.....	695
2.	La médiation internationale : du projet commun aux stratégies concurrentes ..	703
3.	La mission Chetwode : la mésentente franco-britannique	709
B.	L'humanitaire sacrifié : vers la reconnaissance du général Franco	725
1.	De l'abandon de la médiation à la reconnaissance de Franco : l'échec annoncé de la commission Chetwode.....	725
2.	L'internement des « indésirables » : des décrets-lois de 1938 aux camps de 1939.....	732
	Conclusion	738
Chapitre 10 : Les zones grises de l'humanitaire : entre espionnage et trafic (1936-1939).....		741
I.	Quand l'espionnage rebelle investit le domaine humanitaire.....	743
A.	Le SIFNE et Troncoso : un investissement humanitaire précoce.....	743
1.	Genèse et évolution du renseignement rebelle.....	743
2.	Des agents qui agissent comme intermédiaires humanitaires	748
B.	Les raisons d'un engagement humanitaire	755
1.	Le rapatriement des réfugiés : entre renseignement et guerre économique	755
2.	Un accès facilité au corps diplomatique : entre propagande et diplomatie parallèle.....	759
3.	L'espionnage sous couverture humanitaire : une protection supplémentaire ...	762
II.	L'humanitaire dévoyé : les compromissions françaises avec l'espionnage rebelle ...	768
A.	Une avant-garde rebelle à l'arrière républicain ? L'ambassade et les consulats de France en Espagne.....	768
1.	Évacuations clandestines, évasions de capitaux, contrebande et espionnage : Barcelone et Valence.....	768

2.	Le capitaine Quiriconi et l'Iméréthie II : des intermédiaires clés au service de la « Cause ».....	783
3.	L'ambassade de France, complice de la Cinquième colonne et du SIPM	789
4.	Profiteurs de guerre ou agents de liaison ? Le trio Grassy-Lecq-Bonjean	802
B.	La collaboration avec l'espionnage rebelle : une politique d'État.....	819
1.	Les complicités du Quai d'Orsay et du Deuxième Bureau	819
2.	Le sauvetage du colonel José Ungría Jiménez : une opération de renseignement.....	830
3.	Une représentation britannique qui n'est pas exempte d'irrégularité : le cas du capitaine Lance	839
	Conclusion	845
	Conclusions générales	848
	Annexes	857
	Annexe méthodologique : construire une base de données relationnelles des réfugiés espagnols ..	857
A.	De la source à son encodage : limites et arbitrages.	859
1.	Les réfugiés évacués par les consulats français.....	859
2.	Les asilés protégés par l'ambassade de France	865
B.	Résultats.....	867
1.	Les réfugiés espagnols évacués par les consulats français.....	868
2.	Les asilés de Madrid.....	870
	Annexes	874
I.	La représentation française en Espagne (tableaux récapitulatifs).....	874
1.	Une ambassade de France itinérante	874
2.	Évolutions de la représentation consulaire française en Espagne	876
II.	La représentation britannique en Espagne (tableaux récapitulatifs).....	880
1.	L'ambassade britannique	880
2.	La représentation consulaire britannique en Espagne.....	882
III.	Autres documents	884
1.	Courriel de François Castéran.....	884
2.	L'évasion de la famille Junca. Dépêche de Jacques Pingaud.....	885
	Chronologie.....	886
	1936.....	886
	1937.....	888
	1938.....	889
	1939.....	890

État des sources.....	891
Sources non publiées	891
Centre des archives diplomatiques de Nantes	891
Archives du ministère des Affaires étrangères. Site de La Courneuve.....	895
Service historique de la Défense – Château de Vincennes.....	898
Archives Nationales. Site de Pierrefitte-sur-Seine.	899
The National Archives (Public Record Office)	899
Archivo General de la Administración (archivo del ministerio de Asuntos Exteriores).....	900
Archivo General Militar de Ávila.....	905
Centro Documental de la Memoria Histórica	910
Archivo Histórico Nacional	912
Fondation Juan Negrín (copies conservées au CDMH).....	914
Archives du Comité international de la Croix-Rouge	915
Sources imprimées.....	915
Documents et annuaires diplomatiques	915
Mémoires, journaux et récit	916
Bibliographie.....	919
Index.....	954
Résumés.....	975
Table des illustrations.....	985
Table des graphiques et tableaux	989
Table des cartes.....	993
Table des matières	995

Titre : Les diplomates français et britanniques face à la guerre civile espagnole (1936-1939) : de la perception des violences aux interventions humanitaires

Mots clés : Histoire des relations internationales, humanitaire, guerre civile espagnole, violences

Résumé : De 1936 à 1939, les diplomates français et britanniques en Espagne développent une action humanitaire importante pour faire face aux violences de la guerre civile. Cette thèse vise à comprendre les ressorts de ces interventions humanitaires, intimement liés à la perception des violences qui ensanglantent l'Espagne. Il s'agit notamment de prendre en compte le poids des représentations et des imaginaires sociaux des diplomates, influencés par la propagande contre-révolutionnaire des droites espagnoles, dans leur interprétation des événements dont ils sont témoins, tout en étant attentif aux processus sociaux d'identification et de polarisation que l'exposition aux violences favorise. Ces phénomènes participent à déséquilibrer dans un premier temps les interventions françaises et britanniques en

faveur du camp franquiste. Cependant, en privilégiant une approche multiscalaire, il s'agit aussi de tenir compte du rôle joué par les gouvernements français et britanniques dans la genèse de cette action humanitaire. Ces derniers sont non seulement sensibles à l'opinion publique internationale et aux mobilisations transnationales, mais aussi à l'équilibre des pouvoirs en Europe. Ils favorisent tous deux le rééquilibrage, progressif et incomplet, de leurs interventions humanitaires en faveur du camp républicain. Pour autant, les diplomates en Espagne ne restent pas inactifs : ils accompagnent, provoquent ou freinent les inflexions de ces interventions qui apparaissent, en somme, bien moins désintéressées et neutres qu'il n'y paraît.

Title : French and British diplomats facing the Spanish Civil War (1936-1939): from perceptions of violence to humanitarian intervention

Keywords : International relations history, humanitarianism, Spanish Civil War, violence

Abstract : From 1936 to 1939, French and British diplomats in Spain undertook significant humanitarian efforts to face the violences of the Civil War. The aim of this PhD thesis is to understand the reasons for these humanitarian interventions, which were closely linked to their perceptions of the violence that stained Spain with blood. It aims to consider the importance of diplomats' social representations and imaginaries, shaped by transnational counter-revolutionary propaganda, in their interpretation of the events, while being attentive to the social processes of identification and polarisation that exposure to violences encouraged. These phenomena contributed to unbalance the French and British humanitarian action to the benefit of the Francoist. However, by favouring

a multi-scalar approach, this thesis also takes into account the contribution made by the French and British governments in the genesis of their diplomats' humanitarian action. Governments were not only sensitive to international public opinion and transnational mobilisations, but also to the European balance of powers. Both governments favoured a gradual and incomplete rebalancing of humanitarian interventions in favour of the Republican side. However, diplomats in Spain did not remain inactive: they accompanied, provoked or slowed down the reorientations of these interventions, which appeared to be much less disinterested and neutral than pretended.